



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



STANFORD UNIVERSITY LIBRARY





BULLETIN DES LOIS

DE

L'EMPIRE FRANÇAIS.

XI^e SÉRIE.

RÈGNE DE NAPOLÉON III, EMPEREUR DES FRANÇAIS.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1865.

CONTENANT

LES LOIS ET DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL.

PUBLIÉS DEPUIS LE 1^{er} JUILLET JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1865.

PARTIE PRINCIPALE.

TOME XXVI.

N^{os} 1307 à 1360.



PARIS.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

M DCCC LXVI.

349.44

F81

11th ser.

v. 26

1865

594763

Y&S 111 0007847

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS ET DÉCRETS

CONTENUS DANS LE TOME XXVI DE LA XI^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS. .

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
	ACTES ANTÉRIEURS		
	AU 2 ^e SEMESTRE DE 1865.		
10 Nov. 1862.	DÉCRET relatif aux demandes de création, 1 ^o de parcs et claires à huîtres, ainsi que de dépôts permanents de coquillages ou de crustacés sur une partie du domaine maritime; 2 ^o de réservoirs à poissons sur une propriété privée devant avoir une prise d'eau de mer.....	1338	618
25 Janvier 18 5.	DÉCRET qui autorise comme congrégation à supérieure générale l'association des sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, existant à Chauffailles (Saône-et-Loire).	1336	566
18 Mars.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Mâcon, d'un établis- sement de sœurs de la Charité et Instruction chré- tienne.....	1341	665
21.	DÉCRET portant rectification de la route impériale n ^o 85, de Lyon à Antibes, sur le bord du Drac (Hautes- Alpes).....	1310	66
25.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de rec- tification de la route départementale du Gers n ^o 9, de l'Isle-en-Dodon à Grenade.....	1308	48
29.	DÉCRET qui déclare d'intérêt public huit sources miné- rales dans la commune de Soultzmat (Haut-Rhin)...	1315	191
Idem.	DÉCRET qui déclare d'intérêt public une autre source d'eau minérale située sur le même territoire.....	Ibid.	Ibid.
5 Avril.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des tra- vaux nécessaires pour défendre la ville de Barrême contre les inondations de l'Asse-Clumane (Basses- Alpes).....	1312	119
Idem.	DÉCRET qui réunit en association syndicale les proprié- taires intéressés au curage de la rivière du Beuvron (Loir-et-Cher).....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de rec- tification de la route départementale de l'Ardèche n ^o 5, de la Croisière-d'User au Monastier.....	1314	176
8.	DÉCRET qui proclame mille vingt et un brevets d'inven- tion et certificats d'addition.....	1342	677
12.	DÉCRET qui proclame quatre-vingt-dix cessions de brevets d'invention.....	1335	545
22.	DÉCRET relatif à la rectification d'une route départemen- tale.....	1315	191
Idem.	DÉCRET concernant l'exécution de travaux au port de Trouville.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Cholet, d'un établis- sement de sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon- Pasteur.....	1346	805
26.	DÉCRET portant que M. Dutheil est autorisé à s'appeler Dutheil de la Rochère.....	1349	897

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
3 Mai 1865.	DÉCRET qui autorise le préfet de l'Ardèche à concéder au sieur de Sieyès un atterrissage situé dans le Rhône, au territoire des communes de Cornas et de Saint-Péray.....	1309	51
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la concession à la commune de Granville (Manche) d'un terrain maritime.....	1313	143
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les travaux à exécuter dans la commune de Charavines (Isère), pour améliorer le régime de la rivière de la Fure et du lac de Paladru.....	1319	239
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la construction de phares.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRETS divers relatifs à des rectifications de routes....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant l'exécution des travaux d'assainissement et de mise en valeur des marais communaux de Condat et de Cavaignac (Lot).....	1320	243
6.	DÉCRET qui fixe le tarif des droits à percevoir au passage du bac de Port-Neuf, sur l'Ain, dans la commune de Saint-Jean-de-Niost (Ain).....	1313	143
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant la rectification de la route impériale n° 7, de Paris à Antibes et en Italie, aux abords et dans la traverse de Montargis.....	1323	333
13.	DÉCRET portant rectification de la route départementale de la Somme n° 11, d'Amiens à Sénarpont.....	1322	318
17.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires à l'amélioration du Rhône, au passage de Solaine (Rhône et Isère).....	1324	339
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession de terrains pour l'établissement du chemin de fer de Lille à la Bassée (Nord).....	1327	362
22.	DÉCRET portant rectification de la route départementale de l'Aude n° 3, de Carcassonne au port de la Nouvelle..	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de mise en valeur, par voie de boisement, de terrains incultes appartenant à la commune de Choignes (Haute-Marne).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
24.	DÉCRET relatif à la rectification de la route impériale n° 93, de Valence à Sisteron, dans la traverse de Luc.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Tours, par Vendôme, de parcelles de terrains non bâties....	<i>Ibid.</i>	363
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession de terrains pour l'établissement du tunnel du Lioran (chemin de fer d'Arvant au Lot).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
27.	DÉCRET portant rectification de la route impériale n° 201, de Chambéry à Genève, par Annecy, dans la traverse de Chambéry (Savoie).....	1328	379
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification de la route impériale n° 93, d'Ajaccio à Bastia, par Corte, dans les lacets de Vivario.....	<i>Ibid.</i>	380
31.	DÉCRET qui autorise le préfet du Finistère à concéder au sieur de Pontpiquet une portion du domaine public maritime sur la commune de Fouesnant (Finistère)...	1313	143
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession de terrains pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Tours, par Vendôme.....	1330	480
3 Juin.	DÉCRET portant rectification de la route départementale de la Manche n° 8, de Coutances à Avranches.....	1334	543
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la route établie latéralement au quai de l'Impératrice, à Laval (Mayenne), entre la route impériale n° 12 et la route départementale n° 1, est et demeure classée comme prolongement de cette dernière.....	<i>Ibid.</i>	544
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les travaux à exécuter pour la protection et l'assainissement des terrains situés sur les deux rives de la Seine, entre Pont-sur-Seine (Aube) et la limite des départements de l'Aube et de Seine-et-Marne.....	1335	559

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
3 Juin 1865.	DÉCRET relatif aux travaux à exécuter pour la protection et l'assainissement de la partie de la vallée de la Seine comprise entre Conflans (Marne) et Pont-sur-Seine (Aube).....	1335	559
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la protection et l'assainissement des terrains situés sur les deux rives de la Seine, entre la limite des départements de l'Aube et de Seine-et-Marne et l'embouchure de la Voulzie.....	1336	577
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux à exécuter pour la protection et l'assainissement des terrains situés sur les deux rives de la Seine, entre l'embouchure de la Voulzie et Montereau.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
7.	DÉCRET qui proclame trente-huit cessions de brevets d'invention.....	1336	555
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'exécution des travaux projetés pour améliorer la navigation du Rhône entre la Charnève et le Bourg-Saint-Andéol (Ardèche).....	1336	577
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les travaux à exécuter pour l'endiguement et la consolidation du chemin de desserte des communaux à Parcey (Jura).....	<i>Ibid.</i>	578
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux à exécuter pour défendre le hameau de Freysenet (Ardèche) contre les inondations du torrent du Planchet.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
8.	DÉCRET qui approuve un tarif pour la perception des droits de péage au bac à vapeur de la Tremblade, établi sur la Seudre, dans le département de la Charente-Inférieure.....	1323	333
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il sera procédé à la reconstruction du pont de Juillé-sur-Sarthe (Sarthe).....	1336	578
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant classement, parmi les routes départementales des Landes, des routes agricoles 1, 2 et 7....	1337	600
14.	DÉCRET relatif aux correspondances expédiées du Mexique, de Cuba, de Porto-Rico, des États-Unis de Colombie, d'Haïti, de Saint-Thomas et de la Guyane hollandaise, par la voie des paquebots-poste français à destination de la France, de l'Algérie, des bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, etc....	1307	18
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception du bref qui confère à M. l'abbé de Lespinay le titre de <i>protonotaire apostolique ad instar participantium</i>	1308	47
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'occupation des terrains nécessaires pour l'agrandissement de la gare du boulevard d'Enfer, à Paris, ligne de Limours.....	1337	600
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification et prolongement, jusqu'à la porte d'Antibes, de la route impériale n° 8, de Paris à Toulon, dans la traverse de cette dernière ville....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification de la route impériale n° 20, de Paris à Toulouse et en Espagne, entre le boulevard Napoléon et le Pont-Neuf sur la Garonne, à Toulouse.	<i>Ibid.</i>	601
16.	DÉCRET relatif à la médaille du Mérite militaire accordée à des militaires français par Sa Majesté l'Empereur Maximilien, à l'occasion de la campagne du Mexique..	1320	241
17.	DÉCRET relatif aux correspondances expédiées de la France et de l'Algérie pour la Guyane hollandaise, Haïti, les États-Unis de Colombie, Porto-Rico, Saint-Thomas, la Bolivie, le Chili, la république de l'Équateur et le Pérou, et <i>vice versa</i>	1307	22
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'académie des sciences à accepter une donation qui lui est faite par M. Victor Cousin....	1311	76
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la concession de l'exploitation de la forme de radoub établie par l'État sur la côte est du bassin de l'Eure, au port du Havre.....	1317	213
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la perception d'un droit fixe d'enregistrement sur les contrats d'engagement et de rengagement des immigrants introduits dans l'île de la		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
17 Juin 1865.	Réunion sans concours financier de l'État ou de la colonie	1322	273
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la commune de la Chapelle-Haiafray, canton de Cambremer, arrondissement de Pont-l'Évêque (Calvados), est réunie à la commune de Vaisémé, même canton.....	1329	471
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant reconstruction du pont de Lesmont-sur-l'Aube (Aube).....	1337	601
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant rectification de la route départementale de Maine-et-Loire n° 14, de Saumur à la Varenne, dans la traverse de Chenchulte-les-Tuffeaux.....	1338	619
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime la direction des poudres et salpêtres, et partage entre le ministère des finances et le ministère de la guerre les opérations dont elle était chargée.....	1341	666
19.	DÉCRET portant règlement d'administration publique sur l'épreuve des armes à feu portatives	1322	274
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le proviseur du lycée Louis-le-Grand à accepter la donation d'une rente sur l'État faite à ce lycée par M. et M ^{me} Thévenin.....	<i>Ibid.</i>	318
21.	DÉCRET qui autorise la fondation, à Orléans (Doubs), d'un établissement de filles du Divin-Rédempteur.....	1309	50
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui homologue les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes et des polygones exceptionnels des places de guerre et postes militaires y désignés.....	1310	64
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui homologue les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications des places de guerre et postes militaires y désignés.....	<i>Ibid.</i>	65
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le préfet du Morbihan à concéder au sieur Aléno une portion de domaine maritime.....	1322	318
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation de la juridiction du commissariat de police de Montauban (Tarn-et-Garonne).....	1329	472
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer d'Enghien à Montmorency, de parcelles de terrain non bâties.....	1338	620
24.	DÉCRET qui fixe le prix de la pension au lycée du Prince-Impérial.....	1311	74
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime le commissariat de police établi à la résidence de la Suze (Sarthe).....	1329	472
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclasse une partie de la route départementale de la Loire n° 6, de Roanne au Puy.....	1340	663
28.	DÉCRET portant que M. <i>Trey-Peylay</i> est autorisé à ajouter à son nom celui de <i>Soulé</i> , et à s'appeler, à l'avenir, <i>Trey-Peylay-Soulé</i>	1315	191
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1864.....	1318	225
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1865, un crédit représentant une somme versée au trésor par la ville de Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864, pour les travaux de construction du Port-Napoléon.....	1322	283
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1865, un crédit représentant une somme versée au trésor par la compagnie des mines d'Anzin, en exécution de la loi du 15 avril 1865, pour les travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier.....	<i>Ibid.</i>	285
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1865, un crédit représentant une somme versée au trésor par la compagnie des mines d'Anzin et divers industriels, en exécution de la loi du 15 avril 1865, pour les travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier.....	<i>Ibid.</i>	286
30.	DÉCRET relatif à l'exécution de la convention conclue, le 2 août 1862, entre la France et la Prusse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	1316	193

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
30 Juin 1865.	DÉCRET relatif à l'exécution de la convention conclue, le 30 juin 1864, entre la France et la Suisse, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle.....	1316	200
Idem.	DÉCRET relatif à l'exécution de la convention conclue, le 24 mars 1865, entre la France et la Bavière, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	Ibid.	202
2 ^e SEMESTRE DE 1865.			
1 ^{er} Juillet.	Loi qui approuve un échange de terrains entre l'État et les hospices de Dieppe.....	1307	1
Idem.	Loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	2
Idem.	Loi qui autorise le département de la Gironde à s'imposer extraordinairement et à appliquer aux travaux des édifices départementaux les fonds restant sans emploi sur le produit d'une imposition extraordinaire créée en 1862.....	Ibid.	4
Idem.	Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire : 1 ^o à contracter un emprunt ; 2 ^o à s'imposer extraordinairement ; 3 ^o à faire un prélèvement sur le produit d'une imposition extraordinaire créée en 1863.....	Ibid.	5
Idem.	Loi qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	7
Idem.	Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à appliquer aux travaux des édifices départementaux les fonds restant sans emploi sur le produit d'une imposition extraordinaire créée en 1859.....	Ibid.	8
Idem.	Loi relative au taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter par la ville de Limoges en vertu de la loi des 26 juin 1861 et 6 juillet 1862.....	Ibid.	9
Idem.	Loi qui autorise le département des Vosges à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	11
Idem.	Loi relative au taux de l'intérêt d'un emprunt à contracter par la ville de Lille en vertu de la loi du 4 juin 1864..	Ibid.	12
Idem.	Loi qui autorise la ville de Montpellier à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	13
Idem.	Loi qui autorise la ville de Saint-Étienne à contracter un emprunt.....	Ibid.	15
Idem.	Loi qui distrait le village des Hameaux de la commune de Bossières et le réunit à la commune de Saint-Ouen (Seine-et-Marne).....	Ibid.	17
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit, à titre de fonds de concours versés au trésor par des villes et des départements, pour l'exécution de travaux militaires appartenant à l'exercice 1865.....	1311	74
Idem.	DÉCRET qui autorise comme communauté hospitalière dirigée par une supérieure locale l'association des sœurs servantes de Marie, établie à Paris, rue Duguay-Trouin, n ^o 7.....	1312	117
Idem.	DÉCRET qui autorise la communauté des religieuses Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, établie à Saint-Omer, à transférer le siège de son établissement dans la commune de Longuenesse (Pas-de-Calais).....	Ibid.	118
Idem.	DÉCRET relatif au chemin de fer de Lunel au Vigan....	1322	288
Idem.	DÉCRET qui, 1 ^o déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement destiné à relier la fosse dite de Castellanne à la station de Valdonne, sur la ligne d'Aubagne aux mines de Fuveau ; 2 ^o autorise la société des charbonnages des Bouches-du-Rhône à établir cet embranchement.....	Ibid.	289
Idem.	DÉCRET portant approbation du traité passé entre le concessionnaire de la rectification des côtes de Jouhe et de		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
1 ^{er} Juill. 1865.	Menotey, route départementale du Jura n° 13, de Dôle à Gray	1331	495
<i>Idem.</i>	DÉCRETS portant rectifications de routes départementales.	1343	777
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour la construction du fanal de la Pointe-des-Dames, dans l'île de Noirmoutiers, une parcelle de terrain faisant partie de la forêt domaniale de la Ghaïse (Vendée).....	1347	862
6.	Loi qui approuve un échange de bois entre l'Etat et le comte de Vergennes.....	1308	25
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	<i>Ibid.</i>	26
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	28
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Maine-et-Loire à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	29
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	31
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Haut-Rhin à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	32
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à s'imposer extraordinairement et à imputer sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 28 avril 1858 une somme qui sera appliquée aux travaux des édifices départementaux.....	<i>Ibid.</i>	34
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Vienne à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	35
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Cholet à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	37
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Clermont-Ferrand à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	38
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Mayenne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	40
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Nantes à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	41
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Saint-Dié à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	43
<i>Idem.</i>	Loi portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).....	<i>Ibid.</i>	44
<i>Idem.</i>	Loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de Voiron (Isère).....	<i>Ibid.</i>	46
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant convocation des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session.....	1309	51
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'hommes d'Halluin (Nord).....	1316	206
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve des modifications et additions au tarif d'octroi de Paris.....	1337	581
7.	DÉCRET qui prononce la clôture de la session du Sénat.	1310	66
8.	DÉCRET portant promulgation d'une convention relative à la législation des sucres, signée le 8 novembre 1864, entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.....	<i>Ibid.</i>	53
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve une déclaration signée, le 5 juillet 1865, entre la France et la Belgique, et en prescrit la publication.....	<i>Ibid.</i>	57
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation de la convention conclue, le 14 juin 1865, entre la France et le grand-duché de Hesse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	<i>Ibid.</i>	59
<i>Idem.</i>	Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1866.....	1312	77
<i>Idem.</i>	Loi sur le budget extraordinaire de l'exercice 1866.....	<i>Ibid.</i>	106
<i>Idem.</i>	Loi sur les suppléments d' crédits de l'exercice 1865.....	<i>Ibid.</i>	109
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre, au ministre de la guerre, sur l'exercice		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
6 Juillet 1865.	1864, des crédits montant ensemble à six millions six cent quarante-huit mille trois cent quatre-vingt-dix-huit francs vingt-neuf centimes.....	1313	121
<i>Idem.</i>	Loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1864, un crédit de un million neuf cent soixante-sept mille francs, pour les dépenses de la transformation de la flotte, et annule pareille somme sur l'exercice 1863.....	<i>Ibid.</i>	124
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Ariège à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	125
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à imputer sur les ressources extraordinaires créées par les lois des 16 mai 1863 et 25 mai 1864 les fonds nécessaires au payement de la subvention promise par le conseil général pour l'ouverture du canal de Marignoles.....	<i>Ibid.</i>	127
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Cher à imputer sur les ressources extraordinaires créées par la loi du 20 juin 1860 les fonds nécessaires à l'acquisition et l'appropriation d'une maison destinée à l'agrandissement du palais de justice de Bourges.....	<i>Ibid.</i>	128
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	129
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Nord à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	131
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	132
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	134
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville d'Armentières (Nord) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	<i>Ibid.</i>	136
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise la ville de Tarascon à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	137
<i>Idem.</i>	Loi portant prorogation de surtaxes à l'octroi de la commune d'Armentières (Nord).....	<i>Ibid.</i>	139
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la consolidation en rentes des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 1 ^{er} avril au 30 juin 1865.....	1314	174
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise un virement de crédit au budget du ministère des finances, exercice 1864.....	1315	188
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre le bureau des douanes de l'île-de-Paille (Haut-Rhin) au transit des marchandises prohibées et non prohibées.....	<i>Ibid.</i>	189
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve la convention passée, le 19 mars 1865, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, le préfet de la Seine et les fondateurs de l'association de garantie instituée pour l'exposition universelle de 1867.....	1317	209
<i>Idem.</i>	Décret qui fixe à trente le nombre d'offices d'huissier au tribunal de Laon (Aisne).....	1320	244
<i>Idem.</i>	Décret portant création d'un tribunal de simple police et de police correctionnelle à Sedhiou (Sénégal).....	1322	304
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise le sieur Magnin à établir un canal d'irrigation, à dériver de la rivière de la Cèze, dans les communes de la Roque, Saint-Michel-d'Euzet et Saint-Gervais-les-Bagnols (Gard).....	1345	803
10.	Loi qui réunit la commune de Pontlieux à la ville du Mans (Sarthe).....	1309	49
<i>Idem.</i>	Loi qui approuve les clauses financières de la convention passée, le 31 mai 1865, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, pour la concession du chemin de fer de Ceinture de Paris (rive gauche).....	1319	233

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
11 Juill. 1865.	DÉCRET qui approuve le règlement général adopté par la commission impériale de l'exposition universelle de 1867.....	1321	245
12.	Loi qui autorise la ville de Paris à emprunter une somme de deux cent cinquante millions pour l'exécution de divers travaux d'utilité publique.....	1311	69
Idem.	Loi qui érige en commune la section de Sainte-Anne-d'Estrablin, distraite de la commune de Châtonnay (Isère).....	Ibid.	71
Idem.	Loi qui distrairait un territoire des communes d'Aurec, de Saint-Didier-la-Séauve et de Saint-Ferréol-d'Auroure (Haute-Loire), pour en former une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de Pont-Salomon.....	Ibid.	72
Idem.	DÉCRET concernant le mode de procéder devant les conseils de préfecture.....	1313	140
Idem.	Loi relative aux chemins de fer d'intérêt local.....	1314	145
Idem.	Loi qui approuve les articles 1 et 2 de la convention passée, le 18 mai 1865, entre le ministre de la guerre et une société financière, pour l'exécution de travaux publics en Algérie.....	Ibid.	147
Idem.	Loi relative à la dépense d'entretien des routes agricoles du département des Landes.....	Ibid.	150
Idem.	Loi relative au rachat des péages de plusieurs ponts de Lyon.....	Ibid.	151
Idem.	Loi qui fait cession, à titre gratuit, à la ville de Lyon de divers terrains, sous la condition de les utiliser pour des voies et jardins publics.....	Ibid.	152
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	154
Idem.	Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	155
Idem.	Loi qui autorise le département du Rhône : 1° à contracter un emprunt; 2° à faire un prélèvement sur le produit d'une imposition extraordinaire créée en 1860; 3° à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Loi qui autorise la ville de Bastia à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	158
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Elbeuf à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	160
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Hazebrouck à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	162
Idem.	Loi qui autorise la ville de Lyon : 1° à proroger la durée du remboursement d'une somme restant due sur un emprunt contracté en vertu de la loi du 22 juin 1854; 2° à émettre des obligations au porteur; 3° à contracter un emprunt.....	Ibid.	163
Idem.	Loi qui autorise la ville de Saint-Malo à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	165
Idem.	Loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Briançon (Hautes-Alpes).....	Ibid.	167
Idem.	Loi portant établissement de surtaxes à l'octroi de Saint-Malo.....	Ibid.	168
Idem.	Loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Mayenne.....	Ibid.	169
Idem.	DÉCRET portant convocation, 1° des conseils généraux; 2° des conseils d'arrondissement, pour la seconde partie de leur session.....	1315	190
Idem.	DÉCRET qui convoque les électeurs de la quatrième circonscription du département de l'Aisne, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	1316	206
Idem.	DÉCRET relatif aux vacances du Conseil d'Etat pour l'année 1865.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif aux taxes à percevoir tant sur les lettres affranchies, les lettres chargées et les imprimés expé-		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
	diés des colonies et établissements français pour Yokohama (Japon), que sur les lettres non affranchies expédiées de Yokohama pour les colonies et établissements français.....	1317	217
12 Juill. 1865.	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 2 juin 1864, entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, au sujet des services de la Méditerranée et de l'Indo-Chine.....	1318	226
Idem.	DÉCRET portant répartition du fonds commun affecté aux dépenses ordinaires des départements, pendant l'exercice 1866.....	1319	237
Idem.	DÉCRET qui, 1° fixe à onze le nombre d'offices d'huissier au tribunal de Bourgneuf (Creuse); 2° et fixe à vingt le nombre d'offices d'huissier au tribunal de Neufchâtel (Seine-Inférieure).....	1320	244
Idem.	DÉCRET qui autorise la commune de Montélimar (Drôme) à établir un bureau public de conditionnement des soies.....	1322	306
Idem.	DÉCRET déterminant la gratification qui doit être allouée pour la capture des condamnés correctionnels évadés des prisons de l'Algérie.....	Ibid.	307
14.	SÉNATUS-CONSULTE sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie.....	1316	177
Idem.	Loi qui autorise la chambre de commerce du Havre à emprunter une somme de quatre millions huit cent mille francs, dont elle fera l'avance à l'Etat, pour la construction d'un bassin à flot et de trois formes de radoub sur l'emplacement actuel de la citadelle.....	Ibid.	178
Idem.	Loi qui autorise le département de la Manche à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	181
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Alençon à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	182
Idem.	Loi qui autorise la ville d'Annonay à contracter un emprunt.....	Ibid.	184
Idem.	Loi qui autorise la ville de Cambrai à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	185
Idem.	Loi qui autorise la ville de Troyes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.....	Ibid.	187
Idem.	DÉCRET portant promulgation de la convention internationale relative aux militaires blessés sur les champs de bataille, signée à Genève, le 22 août 1864.....	1316	193
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget extraordinaire du ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, exercice 1865.....	1322	308
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget extraordinaire du ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, exercice 1865.....	Ibid.	309
Idem.	DÉCRET portant que M. Auriol est autorisé à s'appeler Auriol-Roy-Bry.....	Ibid.	319
Idem.	Loi sur la mise en liberté provisoire.....	1325	341
18.	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 31 mai 1865, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, pour la concession du chemin de fer de Ceinture de Paris (rive gauche).....	1319	234
Idem.	DÉCRET qui affecte au service du département de la guerre un terrain situé à Lyon.....	1322	319
Idem.	DÉCRET qui élève M. Corla à la dignité de sénateur....	1324	338
Idem.	DÉCRET qui autorise l'exécution des travaux d'assainissement et de mise en valeur des landes communales de Lit-et-Mixte (Landes).....	1345	803
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale du Tarn n° 1, entre Cordes et Vindrac.....	1348	875

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
18 Juill. 1865.	DÉCRET qui déclare d'intérêt public les sources minérales du Roi, Deyenx, Peligot, Bonlaud, la Pêcherie, Fourcroy, Vauquelin et du Lac, alimentant l'établissement possédé par la société des eaux minérales d'Enghien, dans la commune de ce nom (Seine-et-Oise).....	1348	875
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'assainissement et à la mise en valeur des landes d'Escalans (Landes).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
19.	DÉCRET portant que les dispositions du traité de commerce conclu, le 9 juin 1865, avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes-unis de Suède et de Norvège, et aux villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck.	1317	218
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les navires du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin venant des possessions britanniques en Europe.....	<i>Ibid.</i>	219
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux marchandises d'origine ou de manufacture de Mecklenbourg-Schwerin inscrites dans le traité conclu entre la France et le grand-duché, importées autrement que par navires français ou mecklenbourgeois.	<i>Ibid.</i>	220
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'importation des tissus mecklenbourgeois taxés à la valeur.....	<i>Ibid.</i>	221
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les décrets des 1 ^{er} octobre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine mecklenbourgeoise, directement importés en France d'un port du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin et d'un port du Zollverein.....	<i>Ibid.</i>	222
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les dispositions des conventions littéraires conclues avec la Prusse et les villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, sont applicables aux produits du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, en ce qui concerne les dégrèvements de droits d'importation en France stipulés en faveur de certains produits prussiens.....	<i>Ibid.</i>	223
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui charge M. le maréchal Vaillant, ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	1325	341
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui charge M. le maréchal Vaillant, ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, de l'intérim du ministère d'État pendant l'absence de M. Rouher..	<i>Ibid.</i>	346
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare l'urgence de la prise de possession de terrains pour l'établissement du chemin de fer de Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne.....	1349	398
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il sera procédé à la reconstruction du pont de Laru, route départementale de l'Hérault n° 11.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
21.	DÉCRET portant création, 1 ^o d'un nouveau timbre mobile du prix de vingt centimes, pour l'exécution de l'article 4 de la loi du 8 juillet 1865; 2 ^o d'un type unique pour ce nouveau timbre et pour les différents timbres mobiles de dimension établis pour l'exécution des lois des 2 juillet 1862, 13 mai 1863 et 8 juin 1864.....	1317	229
22.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des affaires étrangères, exercice 1864....	<i>Ibid.</i>	230
24.	DÉCRET qui supprime la surtaxe établie à l'importation des sucres bruts de betterave originaires de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas.....	1320	242
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe les droits à appliquer aux sucres raffinés ou candis importés de Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
21 Juill. 1865.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget ordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1864.....	1321	271
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit sur l'exercice 1864, à titre de fonds de concours versés au trésor par des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	1322	310
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit sur l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	<i>Ibid.</i>	312
25.	DÉCRET qui convoque les électeurs de la deuxième circonscription du département des Landes, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	<i>Ibid.</i>	316
26.	DÉCRET portant promulgation de l'acte d'accession de la Turquie au traité signé à Londres, le 29 mars 1864, pour la réunion des îles Ioniennes au royaume de Grèce.....	1323	321
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui prescrit la publication de la déclaration relative à l'établissement des Suisses en Algérie et dans les colonies françaises, signée, le 24 juillet 1865, entre la France et la Suisse.....	1324	337
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation de la convention de commerce conclue, le 18 juin 1865, entre la France et l'Espagne.....	1326	349
29.	DÉCRET portant promulgation de la convention conclue, le 24 avril 1865, entre la France et le Wurtemberg, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	1323	328
30.	DÉCRET portant répartition, par chapitres, des suppléments de crédits ouverts au ministre de la guerre, pour le budget extraordinaire de 1864, par la loi du 8 juillet 1865.....	1331	485
31.	DÉCRET qui établit à Schweyen et à Walschbromm (Moselle) des bureaux de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation.....	1322	317
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ce qui suit : 1 ^{er} M. Grossot-Devercy est autorisé à substituer à son nom celui de Cohin; 2 ^o MM. Roze (Louis-Antoine-Nicolas et Louis-Antoine-Victor) sont autorisés à s'appeler Roze-Franay de Chambousson; 3 ^o M ^{me} Mercœur de Beaulieu (Victoire-Elisabeth-Adèle), veuve de Comte de la Pommerais (Jean-Baptiste-Alphonse-Alexandre), et son fils mineur, Comte de la Pommerais (René-Pierre-Clair-Alexandre), sont autorisés à substituer au nom patronymique de leur mari et père, celui de de Noal, et à s'appeler, à l'avenir, de Noal au lieu de Comte de la Pommerais.....	<i>Ibid.</i>	319
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au service des douanes un terrain situé à Brest.....	1321	339
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au service des douanes deux hectares de terrain situés à Sanguinet et à Biscarrosse (Landes).....	<i>Ibid.</i>	340
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement et l'exploitation, à Saint-Quentin, d'un magasin général pour les sucres.....	1327	353
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ce qui suit : 1 ^{er} M. Bousquet (Georges-René-François) est autorisé à s'appeler Bousquet-Follz; 2 ^o MM. Perruche (Paul et Jean-Baptiste) sont autorisés à s'appeler Perruche de Velna.....	<i>Ibid.</i>	364
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'un service de touage sur chaîne noyée sur la ligne navigable de Paris à Mons, entre Conflans-Sainte-Honorine et Condé.....	1328	376
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les sieurs Chaigneau frères sont autorisés à établir un bassin de carénage dans leur propriété des Quevries, située sur la rive droite de la Garonne, dans la commune de Lormont (Gironde).....	1330	481

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS..	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
31 Juill. 1865.	DÉCRET portant que M. <i>Soyer (Aimé-Fidèle-Constant)</i> est autorisé à ajouter à son nom celui de <i>Mauroy</i> et à s'appeler <i>Soyer-Mauroy</i>	1350	484
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réception du bref qui confère à M. l'abbé <i>Lebrez</i> le titre de <i>protonotaire apostolique ad instar participantium</i>	1333	535
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la fondation, à Paris, d'un établissement de sœurs des Ecoles chrétiennes de la Miséricorde.....	<i>Ibid.</i>	536
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution de travaux pour la défense de la ville de Laval contre les inondations de la Mayenne.....	1349	898
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant la rectification d'une route départementale.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant classement du chemin de grande communication n° 75, formant ceinture autour de Cambrai..	1351	922
4 Août.	DÉCRET qui nomme M. <i>Thouvenel</i> grand référendaire du Sénat.....	1324	339
5.	DÉCRET qui élève M. le vice-amiral comte <i>Bouët-Willamez</i> à la dignité de sénateur.....	1327	354
6.	DÉCRET relatif au chemin de fer de Valenciennes à la ligne de Saint-Quentin à Erquelines, et de cette dernière ligne à celle de Soissons à la frontière de Belgique.....	1331	486
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui assigne le nombre d'offices d'huissier des tribunaux de Ruffec et de Tours.....	1336	578
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la congrégation hospitalière et enseignante des dames de Saint-Paul, à Angoulême, est réunie à la congrégation purement enseignante des dames du Sacré-Cœur de Jésus, existant à Paris.....	1339	621
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer partant de la place Castellane, à Marseille, et aboutissant à la Madrague-de-Podestat; 2° approuve la convention passée, le 1 ^{er} juillet 1865, pour la concession de ce chemin de fer.....	1347	841
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux travaux de rectification d'une route départementale.....	1349	898
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il sera procédé à l'exécution des travaux de construction d'un barrage mobile éclusé sur la Saône, en aval du pont suspendu de l'île Barbe (Rhône).....	1351	922
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant qu'il y a urgence de prendre possession de terrains non bâtis pour l'établissement du chemin de fer de Nantes à Napoléon-Vendée.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique les travaux complémentaires de dessèchement des marais de Bordeaux et de Bruges (Gironde).....	<i>Ibid.</i>	923
7.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique, dans la ville de Paris, le prolongement des rues de Laval et Baudin...	1331	488
<i>Idem.</i>	DÉCRET pour l'exécution de la convention conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse, pour l'échange des mandats de poste.....	1332	524
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve le traité conclu, le 8 mars 1865, entre la ville de Paris et MM. <i>Leroi, Sourdis</i> et compagnie, pour l'exécution de diverses opérations de voirie.	1336	567
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux vacances de la cour des comptes pour l'année 1865.....	1337	584
8.	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	1327	354
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui place sous le haut patronage de l'Impératrice les établissements généraux de bienfaisance dépendant du ministère de l'intérieur.....	1328	378
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée une chaire de chimie organique au collège impérial de France.....	1337	585
11.	DÉCRET qui ouvre au ministère de la marine et des colonies.....		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
21 août 1865.	nies un crédit supplémentaire pour des créances sur des exercices clos.....	1337	586
13.	DÉCRET pour l'exécution de la convention de poste conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse.....	1332	526
Idem.	DÉCRET qui fixe le tarif des douanes à l'importation de certaines marchandises.....	1327	355
Idem.	DÉCRET qui déclare applicables aux pays y désignés les dispositions de la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865.....	Ibid.	358
Idem.	DÉCRET relatif à l'importation par mer des produits d'origine ou de manufacture espagnole énumérés dans le tarif B annexé à la convention du 18 juin 1865.....	Ibid.	359
Idem.	DÉCRET relatif à l'importation des tissus de laine (bas et draps) de l'Espagne taxés à la valeur.....	Ibid.	360
Idem.	DÉCRET portant que les décrets des 1 ^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine espagnole et dénommés dans le tarif B annexé à la convention du 18 juin 1865.....	Ibid.	361
Idem.	DÉCRET qui affecte au service du département de la guerre une partie de caserne, à Bastia (Corse).....	1337	602
Idem.	DÉCRET qui proclame trente-six cessions de brevets d'invention.....	1355	955
Idem.	DÉCRET qui proclame trente-six cessions de brevets d'invention.....	Ibid.	959
Idem.	DÉCRET qui affecte un terrain situé à Dieppe au département des travaux publics.....	1357	1008
15.	DÉCRET portant promulgation du traité de commerce et de navigation conclu, le 7 juillet 1865, entre la France et les Pays-Bas.....	1328	365
Idem.	DÉCRET qui élève à la deuxième classe la préfecture du département de la Charente-Inférieure.....	1366	806
16.	DÉCRET qui fait cesser l'interim du ministère d'État.....	1333	537
20.	DÉCRET portant promulgation de la convention de poste conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse.....	1332	497
Idem.	DÉCRET portant promulgation de la convention conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse, pour l'échange des mandats de poste.....	Ibid.	509
25.	DÉCRET portant promulgation de la convention additionnelle de poste conclue, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse.....	Ibid.	512
Idem.	DÉCRET portant promulgation de la convention conclue, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse, pour l'échange des mandats de poste.....	Ibid.	521
26.	DÉCRET portant répartition, par chapitres, des suppléments de crédits de l'exercice 1865.....	1330	473
Idem.	DÉCRET qui déclare applicables aux pays y désignés les dispositions du traité de commerce conclu, le 7 juillet 1865, avec les Pays-Bas.....	1331	489
Idem.	DÉCRET portant que les dispositions des traités de commerce conclus, le 4 mars 1865, avec les villes de Brême, Hambourg et Lubeck, et, le 9 juin 1865, avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, sont applicables aux Pays-Bas.....	Ibid.	490
Idem.	DÉCRET portant que les dispositions de la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865, sont applicables aux Pays-Bas.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET concernant les navires des Pays-Bas venant des possessions britanniques en Europe.....	Ibid.	491
Idem.	DÉCRET relatif aux marchandises d'origine ou de manufacture des Pays-Bas reprises dans le traité conclu, le 7 juillet 1865, entre la France et les Pays-Bas, importées autrement que par terre ou par navires français ou sous pavillon des Pays-Bas.....	1331	492

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
26 Août 1865.	DÉCRET relatif à l'importation des tissus des Pays-Bas taxés à la valeur.....	1331	493
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les décrets des 1 ^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine des Pays-Bas.....	<i>Ibid.</i>	494
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux taxes à percevoir, 1 ^{er} pour l'affranchissement des lettres ordinaires, des lettres chargées et des imprimés déposés dans les bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte, à destination de la Suisse; 2 ^o sur les lettres affranchies expédiées de la Suisse à destination des bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte.....	1332	531
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement et l'exploitation, à Reims, d'un magasin général avec salle de ventes publiques.....	1333	537
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ce qui suit : 1 ^{er} le mineur <i>Gremion (Charles-Félix)</i> est autorisé à ajouter à son nom celui de <i>Mennau</i> , et à s'appeler <i>Gremion-Mennau</i> ; 2 ^o M ^{lle} <i>Cadiot (Noémie)</i> est autorisée à ajouter à son nom celui de <i>Claude-Vignon</i> et à s'appeler <i>Cadiot-Claude-Vignon</i>	<i>Ibid.</i>	539
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui exempte de la prohibition prononcée par l'ordonnance du 23 février 1837 les pistolets de poche, revolvers ou autres, fabriqués pour l'exportation.....	1334	541
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la composition du conseil de prud'hommes de Troyes.....	1336	569
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant convocation, 1 ^{er} des conseils généraux de l'Algérie; 2 ^o du conseil supérieur du gouvernement de l'Algérie.....	<i>Ibid.</i>	571
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Bar-sur-Seine à Châtillon, et rend définitive la concession dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie de l'Est.	<i>Ibid.</i>	572
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui détermine le mode de vérification de la dimension des mailles des filets et de l'espace des verges des nasses autorisés pour la pêche de chaque espèce de poisson.....	<i>Ibid.</i>	573
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui range dans la seconde classe des établissements réputés insalubres ou incommodes les fabriques de chlorures alcalins ou eaux de javelle.	<i>Ibid.</i>	574
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le rachat du péage établi sur le pont d'Argentat (Corrèze) pour le service de la route impériale n ^o 120, de Rodez à Limoges.....	<i>Ibid.</i>	576
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui, 1 ^{er} assigne sept offices d'avoué au tribunal de Beaune (Côte-d'Or); 2 ^o et fixe le nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Fougères, Vitré, Roanne, Blois et Châteaubriant.....	<i>Ibid.</i>	579
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant ce qui suit : 1 ^{er} M. <i>Le Mordan (Louis-Marie-Joseph)</i> est autorisé à s'appeler <i>Le Mordan de la Ville-Cochard</i> ; 2 ^o M. <i>Maublanc (Louis-Amédée)</i> et ses fils sont autorisés à s'appeler <i>Maublanc de Boisboucher</i> ; 3 ^o et M. <i>Berlios (Victor-Marc-Joseph)</i> est autorisé à s'appeler <i>Berlios de Reynier de Jarjayes</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la société <i>Gagnage</i> et compagnie, qui exploite un magasin général à Paris, est autorisée à recevoir dans ledit magasin, en outre de la papeterie, les produits désignés sous le nom d'articles de Paris, les liquides exceptés.	1337	589
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la congrégation des sœurs de la Sainte-Famille, à Villefranche (Aveyron).....	<i>Ibid.</i>	590
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise comme communauté dirigée par une supérieure locale l'association des sœurs du Verbe-Incarné, existant à Saint-Benoît-du-Sault (Indre).....	<i>Ibid.</i>	591
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rend exécutoires en Algérie les articles 6, 7,		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
26 août 1865.	8, 9, 10 et 11 de la loi du 23 juin 1857, et les décrets des 17 juillet 1857 et 11 décembre 1864, relatifs au droit de transmission sur les actions et obligations des sociétés, compagnies et entreprises françaises ou étrangères.....	1337	592
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise l'acceptation d'une donation d'une somme de dix mille francs faite au Muséum d'histoire naturelle par M. <i>Émile Menier</i>	<i>Ibid.</i>	602
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise l'acceptation d'une donation de bronzes antiques faite par M. <i>de Jansé</i> à la Bibliothèque impériale.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise le préfet des Alpes-Maritimes à concéder au sieur <i>Lefranc</i> une portion de terrain domanial située à Cannes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise le préfet de l'Ardèche à concéder l'îlot de Bésignoles, situé dans le Rhône.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui approuve un tarif des droits de péage à percevoir au bac de Pyrimont, situé sur le Rhône, dans la commune de Chanay (Ain).....	1339	633
<i>Idem.</i>	Décret portant ce qui suit : 1° M. <i>Michel (Marie-Gustave-Frédéric)</i> est autorisé à s'appeler <i>Michel de Groussseau</i> ; 2° et M. <i>Ancillon</i> est autorisé à s'appeler <i>Ancillon de Jony</i>	<i>Ibid.</i>	635
<i>Idem.</i>	Décret portant ce qui suit : 1° MM. <i>Hardy</i> sont autorisés à s'appeler <i>Hardy Pallet de Blansay</i> ; 2° et M. <i>Rolland</i> est autorisé à s'appeler <i>Rolland d'Estape</i>	1343	777
<i>Idem.</i>	Décret portant que M. <i>Ysarn</i> est autorisé à s'appeler <i>Ysarn de Capdeville</i>	1349	899
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare d'utilité publique l'agrandissement du bassin de retenue des chasses du port de Fécamp.....	1355	964
<i>Idem.</i>	Décret concernant la rectification d'une route départementale.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret portant attribution d'un périmètre de protection aux sources d'eaux minérales qui alimentent l'établissement thermal de Bagnols (Lozère).....	1357	1008
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare d'intérêt public six sources minérales alimentant l'établissement thermal de Lamalou-le-Haut (Hérault).....	<i>Ibid.</i>	1009
<i>Idem.</i>	Décret qui affecte au département des travaux publics plusieurs parcelles de terrains situées aux abords de Vergajolo (Corse).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
30.	Décret qui convoque les électeurs de la troisième circonscription du département de l'Oise, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	1333	539
<i>Idem.</i>	Décret portant suppression du commissariat de police de Suippes (Marne) et extension de la juridiction du commissariat spécial de police du camp de Châlons.....	<i>Ibid.</i>	540
<i>Idem.</i>	Décret qui réduit à cinq le nombre d'offices d'avoué du tribunal de Lodève (Hérault).....	1336	579
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la concession au sieur <i>Alano</i> d'une portion de terrain maritime située commune de Biantec (Morbihan).....	1337	603
<i>Idem.</i>	Décret qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Vitry à Fougères; 2° approuve la convention passée, le 9 août 1865, pour la concession de ce chemin de fer.....	1340	637
<i>Idem.</i>	Décrets divers concernant des rectifications de routes départementales dans les départements des Basses-Pyrénées et des Bouches-du-Rhône.....	1358	1013
1 ^{er} Septembre	Décret qui nomme M. le comte <i>Walowski</i> président du Corps législatif.....	1336	576
3.	Décret portant promulgation de l'arrangement conclu entre la France et la république orientale de l'Uruguay, le 7 juillet 1865, relativement au maintien de la convention de commerce et de navigation signée, le 8 avril 1836, entre la France et l'Uruguay.....	1333	633

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
3 Sept. 1865.	DÉCRET qui charge M. Béhic, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, de l'intérim du ministère de la guerre pendant l'absence de M. le maréchal comte Randon.....	1336	576
5.	DÉCRET relatif à l'importation en France des animaux domestiques dont l'entrée présenterait des dangers au point de vue du typhus contagieux des bêtes à cornes.	1334	542
Idem.	DÉCRET qui, 1° ajoute les savons autres que de parfumerie, fabriqués en Corse, à la nomenclature des produits admissibles en franchise sur le continent français; 2° soumet à l'intégralité des droits d'entrée exigibles sur le continent français les huiles fixes pures de toute provenance et les soudes importées de l'étranger en Corse.....	ibid.	543
Idem.	DÉCRET portant que M. Chamblain, préfet de la Meurthe, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire, en remplacement de M. Langlais.....	1336	580
Idem.	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 26 juin 1865, entre le ministre de la marine et des colonies et la société du crédit foncier colonial, pour l'élevation du minimum des prêts de la société dans la colonie de la Réunion.....	1337	593
Idem.	DÉCRET qui autorise M. Carcenac à s'appeler Carcenac de Torné.....	1339	635
Idem.	DÉCRET qui assigne dix offices d'avoué au tribunal de Roanne, et fixe le nombre des offices d'huissier aux tribunaux de Blaye, Bourgoin, Wissembourg et Mulhouse.....	1340	663
6.	DÉCRET portant que la section de Conand est distraite de la commune d'Arandaz, canton de Saint-Rambert, arrondissement de Belley (Ain), et formera, à l'avenir, une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de Conand.....	1337	604
Idem.	DÉCRET qui fixe le prix de la pension au lycée impérial de Nevers.....	1367	971
9.	DÉCRET portant promulgation de la convention conclue, le 5 juillet 1865, entre la France et le duché de Nassau, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.....	1336	561
15.	DÉCRET portant promulgation du traité de limites conclu à Courtrai, le 28 mars 1820, entre la France et les Pays-Bas.....	1338	605
17.	DÉCRET qui autorise la congrégation des sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur à fonder un établissement de refuge à Poitiers.....	1339	622
Idem.	DÉCRET qui réduit à six le nombre d'offices d'avoué au tribunal de Compiègne, et fixe à vingt et un le nombre d'offices d'huissier au tribunal de Bergerac.....	1340	663
18.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865.....	1337	594
Idem.	DÉCRET qui autorise la Banque de France à établir une succursale à Chaumont (Haute-Marne).....	ibid.	595
Idem.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique le raccordement du chemin de fer de Ceinture de Paris (rive droite) avec le chemin de fer d'Auteuil et rend définitive la concession dudit raccordement, accordée à titre éventuel à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest....	ibid.	598
Idem.	DÉCRET concernant les correspondances échangées, au moyen des paquebots-poste français, entre la France et l'Algérie, d'une part, et les colonies anglaises de la Jamaïque et de la Guyane, d'autre part.....	ibid.	ibid.
Idem.	DÉCRET qui affecte le dépôt de mendicité d'Anglet (Basses-Pyrénées) à recevoir les mendiants du département des Landes.....	1338	619

Année et date.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	Numéros des bulletins.	PAGES.
15 Septembre 1865.	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1866, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce.....	1339	624
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1865, un crédit représentant les sommes versées au trésor par divers industriels des départements de la Haute-Marne, de la Meuse et du Nord, en exécution de la loi du 15 avril 1865, pour les travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier.....	<i>Ibid.</i>	626
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve la convention passée, le 18 mai 1865, entre le ministre de la guerre et une société, pour l'exécution de travaux publics en Algérie.....	<i>Ibid.</i>	627
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve les nouveaux statuts du bureau public établi à Tourcoing (Nord) pour le conditionnement des soies, laines et cotons, et pour le titrage des soies et le numérotage des fils de tous genres.....	<i>Ibid.</i>	628
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au prix des opérations à faire sur la laine au bureau de conditionnement de Roubaix.....	<i>Ibid.</i>	631
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	1340	653
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui transporte du budget du ministère de la guerre au budget du ministère des finances, exercice 1866, une portion des crédits affectés au service des poudres et salpêtres.....	1341	668
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare l'urgence de la prise de possession de terrains pour l'établissement du chemin de fer d'embranchement des mines de Liévin.....	1340	1048
24.	DÉCRET qui transfère à Urt (Basses-Pyrénées) le siège du commissariat de police institué à la résidence de la Bastide-Clairence.....	1340	664
25.	DÉCRET concernant les lettres que les habitants de la Guyane française, de la Martinique et de la Guadeloupe échangeront, par l'intermédiaire des postes de la métropole, avec les habitants de la Jamaïque et de la Guyane anglaise.....	1337	599
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor par des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	1340	658
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Paris et des compagnies de chemins de fer, pour l'exécution de divers travaux publics.....	<i>Ibid.</i>	661
27.	DÉCRET qui approuve l'acte d'acceptation, par la France, de l'accession du grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz au traité de commerce et de navigation, à la convention littéraire et au protocole de clôture conclus, le 9 juin 1865, entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin.....	1338	616
1 ^{er} Octobre.	DÉCRET portant, 1 ^{er} fixation du nombre d'offices d'avoué au tribunal de Cherbourg; et 2 ^e fixation du nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Cherbourg, Valognes et Vesoul.....	1343	778
3.	DÉCRET qui ouvre le port de Brest au transit des marchandises prohibées et non prohibées.....	1339	632
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. du Miral, député, est nommé membre de la commission de vérification des comptes des ministres, pour l'année 1864, en remplacement de M. O'Quin.....	<i>Ibid.</i>	636
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1865 une portion des crédits ouverts au département de la guerre, pour l'exercice 1864, à titre de fonds de concours versés au trésor.....	1346	797

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
2 Octobre 1865.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget ordinaire du ministère de la justice et des cultes (service des cultes), exercice 1865.....	1345	799
Idem.	DÉCRET qui autorise le ministre de la marine et des colonies à accepter, au nom de l'établissement des invalides de la marine, un legs de vingt mille francs fait par M. Lelouis aux marins pauvres du port de la Rochelle et à leurs familles nécessiteuses.....	1354	937
Idem.	DÉCRET portant fixation des limites de la mer au droit de la propriété que le sieur Bargeau possède au lieu dit Ronces-les-Bains, dans la commune de la Tremblade (quartier de Marennes).....	1355	964
Idem.	DÉCRET qui fixe la limite de la mer sur le littoral de la commune d'Anglet (quartier maritime de Bayonne).....	Ibid.	965
Idem.	DÉCRET portant qu'il sera procédé à la reconstruction du pont Saint-Nicolas sur la Vilaine (Ille-et-Vilaine) et du pont d'Estagel (Pyrénées-Orientales) sur l'Ogly.....	1360	1049
Idem.	DÉCRET qui affecte au département de la marine et des colonies un terrain situé à Port-Napoléon.....	Ibid.	Ibid.
3.	DÉCRET portant que la commune de Querrieux, canton de Villers-Bocage, arrondissement d'Amiens (Somme), prendra, à l'avenir, le nom de Querrieu.....	1343	778
8.	DÉCRET qui convoque les électeurs de la première circonscription du département des Basses-Pyrénées, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	1341	668
Idem.	DÉCRET qui convoque les électeurs de la deuxième circonscription du département des Basses-Pyrénées, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	Ibid.	669
9.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1864.....	Ibid.	670
Idem.	DÉCRET qui établit en Algérie quatre contrôles secondaires de la garantie pour faire l'essai et la marque des ouvrages ou lingots d'or et d'argent.....	1344	792
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère de l'instruction publique, exercice 1865.....	1357	971
Idem.	DÉCRET qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1864, la redevance proportionnelle de la mine de Vicoigne (Nord).....	Ibid.	972
12.	DÉCRET qui convoque les électeurs de la deuxième circonscription du département de l'Ain, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	1341	671
13.	DÉCRET qui autorise la consolidation en rentes des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 1865.....	Ibid.	672
Idem.	DÉCRET qui affecte au service du département de la guerre divers terrains sur le littoral du Havre.....	1343	778
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre un crédit, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et une compagnie de chemin de fer, pour l'exécution de travaux militaires appartenant à l'exercice 1865.....	1346	807
16.	DÉCRET qui fixe à trente-deux le nombre d'offices d'huisier au tribunal de Valence.....	1343	778
Idem.	DÉCRET qui crée, à la résidence de Concarneau (Finistère), un commissariat de police.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant fixation de la juridiction des commissariats de police de Baisieux et Feignies (Nord).....	Ibid.	779
Idem.	DÉCRET qui modifie les cadres du personnel affecté aux services de police dont le préfet est investi dans la ville du Mans.....	1344	793
18.	DÉCRET qui ouvre au budget du ministère des finances, exercice 1864, deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos.....	1341	674
Idem.	DÉCRET portant promulgation de la convention addition-		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	pages.
18 Octobre 1865.	nelle de poste conclue, le 27 février 1865, entre la France et la Belgique.....	1344	781
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation de la convention relative à la transmission par la poste des valeurs-papiers, conclue entre la France et la Belgique, le 28 février 1865.	<i>Ibid.</i>	785
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant promulgation de la convention conclue, le 1 ^{er} mars 1865, entre la France et la Belgique, pour l'échange des mandats de poste.....	<i>Ibid.</i>	788
19.	DÉCRET portant promulgation de l'article additionnel aux conventions de poste des 3 décembre 1857 et 27 février 1865, signé entre la France et la Belgique, le 25 septembre 1865.....	<i>Ibid.</i>	790
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui, 1 ^o déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement destiné à relier le marché à bestiaux de Paris avec le chemin de fer de Ceinture; 2 ^o approuve la convention passée, le 26 juillet 1864, entre la ville de Paris et le syndicat du chemin de fer de Ceinture, pour la construction et l'exploitation dudit embranchement.....	1314	171
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	1344	794
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1865, un crédit représentant une somme versée au trésor par la ville de Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864, pour les travaux de construction du port Napoléon.....	1346	809
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre, sur l'exercice 1865, un crédit représentant une somme versée au trésor par un maître de forges, en exécution de la loi du 15 avril 1865, pour les travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier...	<i>Ibid.</i>	811
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux correspondances expédiées de la France et de l'Algérie, par l'intermédiaire de l'office des postes de la Tour et Taxis, à destination des duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, de la principauté de Lubeck, de Hëlîgoland, du Danemark, de la Suède, de la Norvège, de l'Islande, des Îles Féroë et du Groënland, et vice versa.....	<i>Ibid.</i>	812
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les électeurs de la première circonscription du département de l'Yonne, à l'effet d'être un député au Corps législatif.....	1344	796
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. Jahan, conseiller d'Etat, est nommé membre du conseil du sceau des titres, en remplacement de M. Langlais.....	<i>Ibid.</i>	796
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les correspondances recueillies ou distribuées par les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.....	1346	814
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rétablit les fonctions de secrétaire général dans soixante et une préfectures.....	<i>Ibid.</i>	822
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les deux catégories du tarif des chancelleries consulaires seront supprimées à partir du 1 ^{er} janvier 1866 et remplacées par le tarif y annexé.	<i>Ibid.</i>	823
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le minimum et le maximum des remises allouées aux receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre.....	1353	929
26.	DÉCRET qui ouvre au budget ordinaire du département de la marine et des colonies, pour l'exercice 1864, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	1354	938
27.	DÉCRET portant que M. de Bosredon, secrétaire général du ministère de l'intérieur, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire hors sections.....	1347	862
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant répartition, par chapitres, des crédits du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1866.....	1343	767
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1866, à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
28 Octobre 1865.	des chemins de fer du Midi, pour l'exécution des travaux du chemin de fer de Perpignan à Port-Vendres... DÉCRET qui ouvre au budget du gouvernement général de l'Algérie, pour l'exercice 1864, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.....	1346	832
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant réduction à dix-sept du nombre des offices d'huissier au tribunal de Muret (Haute-Garonne).	1347	859
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime des commissariats de police dans quatorze départements.....	<i>Ibid.</i>	862
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les correspondances échangées entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de divers pays étrangers, d'autre part.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865.....	1350	901
21 Novembre	DÉCRET pour l'exécution de la convention conclue, le 1 ^{er} mars 1865, entre la France et la Belgique, et relative à l'échange des mandats de poste.....	1353	929
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les communes d'Espéreuse et du Roullis, canton de Morée, arrondissement de Vendôme (Loir-et-Cher), sont réunies en une seule commune, dont le chef-lieu est fixé au village de Rahart et qui prendra le nom de <i>commune de Rahart</i>	1346	833
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les communes de Chevigny et de Villeneuve-Renneville, canton de Vertus, arrondissement de Châlons (Marne), sont réunies en une seule commune, qui portera le nom de <i>Villeneuve-Renneville-Chevigny</i> et dont le chef-lieu est fixé à Villeneuve.....	1347	863
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. <i>Joseph-Laurent</i> est autorisé à porter pour nom patronymique celui de <i>Laurent</i>	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
4.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget ordinaire du ministère des finances, exercice 1865....	1349	899
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1866, du droit de timbre établi sur les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers.....	1346	801
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre le bureau de douane de Baisieux (station de chemin de fer), 1 ^o à l'importation de certaines marchandises; 2 ^o au transit des marchandises prohibées ou non prohibées.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET pour l'exécution de la convention additionnelle de poste conclue, le 27 février 1865, entre la France et la Belgique.....	<i>Ibid.</i>	803
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui élève M. le baron <i>His de Butenval</i> à la dignité de sénateur.....	1346	835
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui étend la juridiction du commissariat de police de Courville (Eure-et-Loir).....	1347	861
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. <i>Migneret</i> , préfet du Bas-Rhin, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire.....	<i>Ibid.</i>	863
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. <i>Pascalis</i> , maître des requêtes de première classe, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. le vicomte de <i>Missiessy</i> , maître des requêtes de seconde classe, est nommé maître des requêtes de première classe; et que M. <i>Brinard</i> , auditeur de première classe, est nommé maître des requêtes de seconde classe au Conseil d'Etat.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que le nombre des conseillers d'Etat en service ordinaire hors sections est fixé à vingt, et qu'il ne pourra à l'avenir, en aucun cas, dépasser ce nombre.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. <i>Alfred Blanche</i> , secrétaire général de la préfecture de la Seine, est nommé conseiller d'Etat en service ordinaire hors sections.....	<i>Ibid.</i>	864

Date des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	Pages.
4 Nov. 1865.	Décret relatif à la concession d'un chemin de fer entre Saint-Michel (Savoie) et la frontière d'Italie.....	1348	865
Idem.	Décret qui, 1 ^{er} fixe à six le nombre d'offices d'avoué au tribunal de Montargis; et 2 ^e fixe à vingt-huit le nombre d'offices d'huissier au tribunal de Périgueux (Dordogne), et à vingt et un le nombre d'offices d'huissier au tribunal de Libourne (Gironde).....	1355	965
9.	Décret qui ajoute la fabrication des poudres de chasse, de mine et de commerce, ainsi que le raffinage des salpêtres, aux attributions de la direction générale des salines, pour former une administration unique sous le nom de <i>Direction générale des manufactures de l'Etat</i>	1346	858
Idem.	Décrets par lesquels les départements des Côtes-du-Nord, Loire, Nord, Seine-et-Marne et Somme sont autorisés à fonder des bourses dans les lycées de Saint-Brieuc, Meude, Douai, Lille, Meaux et Amiens.....	1356	968 et 969
Idem.	Décret portant que la ville du Havre est autorisée à fonder dans son lycée onze bourses d'internes.....	Ibid.	969
11.	Décret qui autorise la fondation, à Caen, d'un établissement de Petites-Sœurs-les-Pauvres.....	1357	973
Idem.	Décret portant promulgation de la convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865.	1349	877
Idem.	Décret qui charge M. Rouher, ministre d'Etat, de l'intérim du ministère de l'intérieur, pendant l'absence de M. le marquis de la Valette.....	Ibid.	1897
Idem.	Décret portant que M. Charles est autorisé à porter le nom de <i>Daremberg</i>	Ibid.	900
Idem.	Décret concernant les lettres ordinaires et les lettres chargées expédiées des colonies ou établissements français pour les bureaux de poste français établis en Turquie, en Egypte, à Tunis et à Tanger, et vice versa....	1350	914
Idem.	Décrets divers qui créent des commissariats de police à la Rochelle et à Brest.....	1351	923
Idem.	Décret qui autorise un virement de crédits au budget ordinaire du ministère de la guerre, exercice 1865....	1354	941
Idem.	Décret relatif aux réparations des biens immeubles régis par l'administration des domaines.....	Ibid.	943
Idem.	Décret qui approuve des modifications aux statuts de la congrégation du tiers ordre des Filles de Marie, existant à Ansb.	1357	975
Idem.	Décret portant que M. Grandin (<i>Mathieu-Alexandre</i>) est autorisé à s'appeler <i>Grandin de l'Eprevier</i>	1359	1039
17.	Décret portant que les communes de Saint-Victor et de Rouzaud, canton et arrondissement de Pamiers (Ariège), sont réunies en une seule commune, sous le nom de <i>Saint-Victor-Rouzaud</i>	1351	923
Idem.	Décret portant que la commune de Petite-Forêt-de-Raismes, arrondissement de Valenciennes (Nord), prendra, à l'avenir, le nom de <i>Petite-Forêt</i>	Ibid.	924
Idem.	Décret qui, 1 ^{er} nomme M. Boudet premier vice-président du Sénat; 2 ^e maintient, pour l'année 1865, M. Delangle parmi les vice-présidents du Sénat.....	1853	930
Idem.	Décret qui nomme M. Ferdinand Barrot secrétaire du Sénat.....	Ibid.	931
Idem.	Décret portant règlement d'administration publique, pour l'exécution de l'article 10 de la loi du 21 juin 1865, sur les associations syndicales.....	1354	943
Idem.	Décret qui fixe la répartition de l'excédant annuel des recettes sur les dépenses du service de l'imprimerie impériale.....	Ibid.	945
Idem.	Décret qui autorise un virement de crédit au budget ordinaire du ministère de la marine et des colonies, exercice 1865.....	Ibid.	947
Idem.	Décret qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, pour l'exécution des travaux du chemin de fer de Ceinture (rive gauche)...	1354	948

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
17 Nov. 1865.	Décret qui reporte à l'exercice 1865 une portion des crédits ouverts au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour l'exercice 1864, à titre de fonds de concours versés au trésor,.....	<i>Ibid.</i>	949
<i>Idem.</i>	Décret portant que les communes de Chainaz et des Frasses, canton d'Alby, arrondissement d'Annecy (Haute-Savoie), sont réunies en une seule commune, dont le chef-lieu est fixé à Chainaz et qui portent le nom de <i>Chainaz-les-Frasses</i>	1355	965
<i>Idem.</i>	Décret qui ouvre au garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes (service des cultes), un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos.....	1357	976
<i>Idem.</i>	Décret qui charge le grand écuyer de l'administration des haras, et supprime le titre et l'emploi de directeur général des haras.....	<i>Ibid.</i>	978
<i>Idem.</i>	Décret qui charge M. le général de division <i>Fleury</i> , premier écuyer, d'exercer les attributions conférées au grand écuyer pour l'administration des haras.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui établit à Bliesbrücken (Moselle) un bureau de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation.....	1359	1015
<i>Idem.</i>	Décret relatif au péage du bac de Casteljau, sur le Chas-sezac, dans la commune de Casteljau (Ardèche).....	1360	1050
23.	Décret pour l'exécution de la convention additionnelle de poste conclue, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse.....	1354	951
<i>Idem.</i>	Décret portant que la commune d'Arbressec, arrondissement de Vitry (Ille-et-Vilaine), prendra le nom d' <i>Arbriquel</i>	1365	965
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la communauté purement enseignante des Ursulines de la Sainte-Enfance, existant à Saint-Calais (Sarthe), à se réunir à la congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de Sainte-Marie, à Angers.....	1357	979
<i>Idem.</i>	Décret qui fixe à vingt-cinq le nombre d'offices d'huissier du tribunal de Nice, et à dix-neuf celui du tribunal de Mauriac.....	<i>Ibid.</i>	1009
<i>Idem.</i>	Décret portant que M. <i>Pelletier</i> , président à la cour des comptes, est nommé membre de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, en remplacement de M. de <i>Gombert</i> , décédé.....	1359	1039
25.	Décret, portant répartition, par articles, du crédit accor-pé pour les dépenses du ministère de la justice et des cultes (service de la justice), pendant l'année 1866.	1363	931
<i>Idem.</i>	Décret qui, 1° fixe au sud et à l'ouest les limites du jardin public dépendant du Luxembourg; 2° met à la disposition du ministre des finances les terrains domaniaux situés en dehors de ces limites.....	1367	980
<i>Idem.</i>	Décret qui déclare applicable aux établissements français de l'Océanie le décret du 14 juin 1861, relatif au mariage des étrangers immigrés à la Guyane française.....	<i>Ibid.</i>	981
<i>Idem.</i>	Décret concernant les correspondances échangées par la voie de l'isthme de Panama entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des îles Marquises, des îles Basses et des îles de la Société, d'autre part, etc.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise un virement de crédits au budget ordinaire du ministère de la marine et des colonies, exercice 1865.....	<i>Ibid.</i>	983
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise un virement de crédits au budget extraordinaire du ministère de la marine et des colonies, exercice 1865.....	<i>Ibid.</i>	984

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
30 Nov. 1865.	DÉCRET qui approuve l'acte d'acceptation par la France de l'accession du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin à la convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865.....	1353	927
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au budget ordinaire de la guerre, pour l'exercice 1866, un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice.	1359	1016
2 Décembre.	DÉCRET portant promulgation de la convention relative à l'union douanière et aux rapports de voisinage entre la France et la principauté de Monaco, conclue le 9 novembre 1865.....	1351	917
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. Nayral est autorisé à s'appeler <i>Nayral Martin de Bourgon</i>	1355	966
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. Join Lambert est nommé auditeur de deuxième classe au Conseil d'État.....	<i>Ibid.</i>	966
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime des commissariats de police dans les départements des Ardennes, Charente-Inférieure, Corse, Dordogne et Saône-et-Loire.....	1356	970
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère de l'intérieur.....	1357	985
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	<i>Ibid.</i>	986
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1865.....	<i>Ibid.</i>	991
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget ordinaire du ministère de l'intérieur, exercice 1865.....	<i>Ibid.</i>	993
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui détermine la gratification à accorder aux rédacteurs des procès-verbaux ayant pour objet de constater les délits de pêche.....	<i>Ibid.</i>	994
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la partie de la Rille comprise entre Pont-Audemer et Montfort cessera d'être classée parmi les rivières navigables et flottables.....	<i>Ibid.</i>	995
5.	DÉCRET qui rend applicables à tous les quadrupèdes autres que le cheval, l'âne, le mulet et le chien, les mesures indiquées dans le décret du 5 septembre 1865, relatif à l'importation en France des animaux domestiques dont l'entrée présenterait des dangers au point de vue du typhus contagieux des bêtes à cornes.....	1352	925
6.	ANNEXE au décret du 11 novembre 1865, portant promulgation de la convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865, ledit décret inséré au Bulletin 1849, n° 13,797.....	1356	987
9.	DÉCRET qui prescrit la publication de la déclaration signée entre la France et la Belgique, le 30 novembre 1865, et relative aux dépêches télégraphiques échangées entre les deux pays.....	1354	935
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. le comte de Belbeuf est nommé commissaire du Gouvernement près le Conseil d'État, au contentieux.....	1356	970
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au report des fonds départementaux de l'exercice 1864 non employés au 30 juin 1865.....	1357	995
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui convoque les électeurs de la deuxième circonscription du département de l'Orne, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.....	<i>Ibid.</i>	1006
11.	DÉCRET qui proclame mille cent soixante et dix-huit brevets d'invention et certificats d'addition.....	1329	381
12.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des affaires étrangères, exercice 1864.....	957	1006
14.	DÉCRET qui fixe le budget des dépenses administratives des années d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'exercice 1866.....	1359	1023
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au chemin de fer de Besançon à Vesoul,		

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
14 Déc. 1865.	de Gray à Besançon et à Ougney, de Dijon à Langres et d'Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour.....	1359	1026
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Montrejeau à Bagnères-de-Luchon et rend définitive la concession dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie du Midi.....	<i>Ibid.</i>	1027
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Lourdes à Pierrefitte et rend définitive la concession dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie du Midi.....	<i>Ibid.</i>	1028
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la perception, en 1866, 1 ^{re} d'une contribution spéciale pour le paiement des dépenses de la chambre et de la bourse de commerce de Lyon; 2 ^e d'une imposition additionnelle destinée au service de l'emprunt contracté par ladite chambre pour l'achèvement du palais du commerce.....	<i>Ibid.</i>	1030
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement et l'exploitation, à Nancy, d'un magasin général avec salle de ventes publiques.....	<i>Ibid.</i>	1031
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M ^{lle} Marie-Charlotte-Melvina est autorisée à s'appeler Marie-Charlotte-Melvina Folville..	<i>Ibid.</i>	1039
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant fixation du nombre d'offices d'huissier dans les tribunaux suivants : Jozac (Charente-Inférieure), la Flèche (Sarthe), Niort (Deux-Sèvres) et Auxerre (Yonne).....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
15.	DÉCRET qui fixe la limite entre les communes de Rohrwiller et de Drusenheim (Bas-Rhin).....	<i>Ibid.</i>	1040
19.	DÉCRET portant que M. Rihouet, président à la cour des comptes, est nommé membre du conseil de la Légion d'honneur, en remplacement de M. de Gombert, décedé.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
20.	DÉCRET qui ouvre le bureau des douanes de Monaco à l'importation de certaines marchandises et ajoute ce bureau à ceux désignés pour l'admission en franchise des produits de l'île de Corse.....	1357	1008
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. Chaudra de Raynal est nommé membre du conseil du sceau des titres, et que MM. Thureau-Dangin et Ramond sont attachés à ce conseil.....	<i>Ibid.</i>	1009 et 1010
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime le deuxième conseil de guerre de la douzième division militaire et les conseils de révision de Metz et de Toulouse.....	1359	1032
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare d'utilité publique le rachat des péages de plusieurs ponts de Lyon.....	<i>Ibid.</i>	1033
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la contribution spéciale à percevoir, en 1866, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce.....	<i>Ibid.</i>	1034
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Baume-les-Dames (Doubs) et Orange (Vaucluse).....	<i>Ibid.</i>	1040
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime des commissariats de police dans dix-neuf départements.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
23.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des finances, exercice 1865.....	<i>Ibid.</i>	1036
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le nombre d'offices d'huissier aux tribunaux de Montauban et de Bellac.....	<i>Ibid.</i>	1041
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Troplong président du Sénat pour l'année 1866.....	1360	1043
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant nomination des vice-présidents du Sénat pour l'année 1866.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
26.	DÉCRET portant nomination de sénateurs.....	<i>Ibid.</i>	1044
27.	DÉCRET qui prescrit la publication de la déclaration signée entre la France et la Suisse, le 23 décembre 1865, et relative aux dépêches télégraphiques échangées entre les deux pays.....	1368	1041

DATES des lois et décrets.	TITRES DES LOIS ET DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
27 Déc. 1865.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget du ministère des affaires étrangères, exercice 1865	1359	1038
Mém.	DÉCRET qui autorise M. <i>Salerno</i> à s'appeler <i>Salerno d'Aligremont</i>	<i>Ibid.</i>	1042
Mém.	DÉCRET qui déclare d'utilité publique, dans la ville de Paris, le prolongement du boulevard Haussmann, ainsi que diverses autres opérations de voirie	1360	1044
30.	DÉCRET qui reporte à l'exercice 1865 une portion des crédits ouverts sur l'exercice 1864 pour l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations	<i>Ibid.</i>	1046
Mém.	DÉCRET qui proroge le délai fixé pour l'exécution des deux lignes de chemin de fer de Rouen à Amiens et d'Amiens à la ligne de Creil à Saint-Quentin	<i>Ibid.</i>	1047
31.	DÉCRET portant nomination de sénateurs	<i>Ibid.</i>	1048

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS ET DÉCRETS DU TOME XXVI.



BULLETIN DES LOIS.

N° 1307.

N° 13,414. — *Loi qui approuve un Échange de terrains entre l'État et les hospices de Dieppe.*

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans l'acte passé devant le préfet de la Seine-Inférieure, le 28 avril 1865, l'échange, sans soulte ni retour, de deux parcelles de terrain domanial d'une contenance totale de deux cent quatre-vingt-huit mètres carrés soixante-neuf décimètres carrés (288^m,69) à distraire de l'emplacement destiné à la construction d'un magasin de tabacs en feuilles, à Dieppe, contre une autre parcelle de terrain de deux cent quatre-vingt-huit mètres carrés trente-deux décimètres carrés (288^m,32), située entre les deux premières et appartenant aux hospices de Dieppe.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, H. DE SAINT-GERMAIN,
H. BUSSON-BILLAULT, LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve

1^{re} Série.

un échange de terrains entre l'État et les hospices de Dieppe (Seine-Inférieure).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

N° 13,415. — *LOI qui autorise le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Haute-Garonne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1^o Neuf centimes pendant deux ans, à partir de 1866, et quatre

centimes en 1868, dont le produit sera affecté aux travaux des routes départementales, à la reconstruction de l'école normale primaire et au paiement d'une indemnité en faveur de l'entrepreneur des travaux de construction de l'asile des aliénés ;

2° Un centime pendant trois ans, à partir de 1866, pour l'achèvement des chemins vicinaux de grande communication.

La dernière de ces impositions sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELLEYER D'AUNAY, LAFOND DE SAINT-MÛR,
H. DE SAINT-GERMAIN, SÉVERIN ARMATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 13,416. — *Loi qui autorise le département de la Gironde à s'imposer extraordinairement et à appliquer aux travaux des Édifices départementaux les fonds restant sans emploi sur le produit d'une Imposition extraordinaire créée en 1862.*

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Gironde est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à s'imposer extraordinairement en 1866, et par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Deux dixièmes de centime pour le service des bâtiments départementaux ;

2° Un centime pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun.

La dernière de ces impositions sera perçue indépendamment des centimes spéciaux dont le recouvrement pourra être autorisé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

2. Le département de la Gironde est également autorisé à appliquer aux travaux des édifices départementaux les fonds qui resteront sans emploi sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 6 juillet 1862 pour le rachat du péage du pont de Bordeaux.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR,
H. DE SAINT-GERMAIN, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Gironde à s'imposer extraordinairement et à appliquer aux travaux des édifices départementaux les fonds restés

sans emploi sur le produit d'une imposition précédemment autorisée.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MAKONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,417. — *Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire, 1° à contracter un emprunt; 2° à s'imposer extraordinairement; 3° à faire un prélèvement sur le produit d'une Imposition extraordinaire créée en 1863.*

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Saône-et-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cinq millions sept cent cinquante mille francs (5,750,000^f), qui sera appliquée aux travaux de deux

chemins de fer, l'un de Mâcon à Paray-le-Monial, l'autre de Châlon à la ligne de Lons-le-Saunier à Bourg.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France.

Si l'emprunt est réalisé auprès du crédit foncier, le département pourra ajouter à l'intérêt ci-dessus fixé le montant d'un droit de commission dans les limites déterminées par la loi du 6 juillet 1860.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de Saône-et-Loire est également autorisé :

1° A s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, deux centimes en 1869 et 1870, dix centimes en 1871 et 1872, et huit centimes pendant les vingt-huit années suivantes, dont le produit sera affecté au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus;

2° A imputer, sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 20 mai 1863, pour l'amélioration des routes départementales, les fonds nécessaires, soit au service du même emprunt, soit aux travaux des chemins de fer désignés dans l'article 1^{er}.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à contracter un emprunt, à s'imposer extraordinairement et à imputer les fonds nécessaires au service de l'emprunt, ainsi qu'à certaines dépenses déterminées, sur le produit d'une imposition extraordinaire précédemment autorisée.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,418. — *LOI qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS **SANCTIONNÉ** et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Savoie est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à s'imposer extraordinairement :

1° Pendant cinq ans, à partir de 1866, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, pour les dépenses de l'instruction primaire;

2° Pendant l'année 1866, vingt-deux centimes additionnels au principal des contributions foncière et personnelle-mobilière pour le service des bâtiments départementaux, les travaux d'endiguement, l'achèvement des routes départementales et la transcription des actes de l'état civil.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. DE SAINT-GERMAIN, LAFOND DE SAINT-MÛR,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS ET ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,419. — Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à appliquer aux travaux des Édifices départementaux les fonds restant sans emploi sur le produit d'une Imposition extraordinaire créée en 1859.

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Seine-Inférieure est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à appliquer aux travaux des édifices départe-

mentaux les fonds qui resteront sans emploi sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 31 mai 1859.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 Juin 1865.

Le Vice-Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON,
comte LE PELETIER D'AUNAY,

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à appliquer aux travaux des édifices départementaux des fonds sans emploi créés par une imposition extraordinaire précédemment autorisée.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,
Signé J. BAROCHE.

N° 13,420. — *Loi relative au taux de l'Intérêt d'un Emprunt à contracter par la ville de Limoges en vertu de la loi des 26 juin 1861 et 6 juillet 1862.*

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Limoges (Haute-Vienne) est autorisée à porter de quarante centimes à quarante-cinq centimes pour cent le taux de la commission à payer à la société du crédit foncier, pour la réalisation de la somme de onze cent vingt mille francs (1,120,000^f), formant le complément de l'emprunt de trois millions six cent vingt mille francs (3,620,000^f), approuvé par les lois des 26 juin 1861 et 6 juillet 1862, en vue de la conversion de ses dettes et de l'exécution de divers travaux d'utilité publique.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR, comte LE PELETIER D'AUNAY,
H. DE SAINT-GERMAIN.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Limoges (Haute-Vienne) à modifier les conditions d'un emprunt précédemment approuvé.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,421. — *LOI qui autorise le département des Vosges à s'imposer
extraordinairement.*

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Vosges est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, quatre centimes en 1866 et un centime en 1867, dont le produit sera affecté aux travaux des routes départementales, à l'achèvement et à l'ameublement de l'école normale de Mirecourt et, s'il y a lieu, au service des bâtiments départementaux.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON, H. DE SAINT-GERMAIN,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département des Vosges à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 13,422. — *Loi relative au taux de l'Intérêt d'un Emprunt à contracter par la ville de Lille en vertu de la loi du 4 juin 1864.*

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Lille (Nord) est autorisée à porter de trente centimes à quarante-cinq centimes pour cent le taux de la commission à payer à la société du crédit foncier de France, pour la réalisation de l'emprunt de deux millions huit cent mille

francs (2,800,000'), approuvé par la loi du 4 juin 1864, en vue du prompt achèvement des fortifications.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé H. DE SAINT-GERMAIN, SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Lille (Nord) à modifier les conditions d'un emprunt précédemment autorisé.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,423. — *Loi qui autorise la ville de Montpellier à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Montpellier (Hérault) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux millions soixante-huit mille francs (2,068,000^f), remboursable en trente années à partir de 1865, et destinée, avec d'autres ressources, à l'exécution de travaux de voirie et de construction de deux églises, au paiement du prix des immeubles à acquérir pour la réalisation de ces projets et à l'acquittement d'une subvention pour la construction d'un temple protestant.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant vingt ans, à partir de 1865, dix centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de un million deux cent deux mille neuf cent soixante-huit francs (1,202,968^f) environ.

Le montant de cette imposition servira, avec d'autres ressources et avec un prélèvement sur les revenus ordinaires, à compléter les ressources nécessaires tant à l'exécution des travaux de voirie qu'au remboursement de l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 Juin 1865.

Le Vice-Président ,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON, H. DE SAINT-GERMAIN,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Montpellier (Hérault) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,424. — *Loi qui autorise la ville de Saint-Étienne à contracter un Emprunt.*

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Saint-Étienne (Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cent mille francs (100,000^f) destinée à l'achèvement des travaux entrepris par la Chambre de commerce pour l'appropriation des bâtiments de la condition des soies. Cet emprunt sera remboursé en trente années, à partir de 1866, sur les revenus de ladite Chambre.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence.

soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

En cas de réalisation de l'emprunt auprès de la société du crédit foncier, la commission accordée à cet établissement par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt de cinq pour cent, jusqu'à concurrence de quarante-cinq centimes pour cent francs.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
ALFRED DARIMON, H. DE SAINT-GERMAIN.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Saint-Étienne (Loire) à contracter un emprunt.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte de BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,425. — *Loi qui distrait le village des Hameaux de la commune de Bussièrès et le réunit à la commune de Saint-Ouen (Seine-et-Marne).*

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire du village des Hameaux, coté A sur le plan annexé à la présente loi, est distrait de la commune de Bussièrès, canton de la Ferté-sous-Jouarre, arrondissement de Meaux, département de Seine-et-Marne, et réuni à la commune de Saint-Ouen, canton de Rebais, arrondissement de Coulommiers, même département. En conséquence, la limite entre la commune de Bussièrès et la commune de Saint-Ouen est fixée conformément au tracé de la ligne bleue cotée audit plan par les lettres rouges B, C, D.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Juin 1865.

Le Vice-Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. DE SAINT-GERMAIN, LAFOND DE SAINT-MÛR,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui réunit à la commune de Saint-Ouen, le village des Hameaux, distrait de la commune de Bussièrès (Seine-et-Marne).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé P. BOUDET.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé **NAPOLÉON.**

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé **J. BAROCHÉ.**

Signé **E. ROUHER.**

N° 13,426. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Correspondances expédiées du Mexique, de Cuba, de Porto-Rico, des États-Unis de Colombie, d'Haïti, de Saint-Thomas et de la Guyane hollandaise, par la voie des Paquebots-poste français, à destination de la France, de l'Algérie, des Bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte, etc.

Du 14 Juin 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu les lois des 30 mai 1838 et 17 juin 1857;

Vu notre décret du 3 décembre 1856 ⁽¹⁾, concernant les correspondances originaires ou à destination des bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir dans les bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte, pour les lettres, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés, les livres reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés desdits bureaux, par la voie des paquebots-poste français, pour le Mexique, Cuba, Porto-Rico, les États-Unis de Colombie, Haïti, Saint-Thomas et la Guyane hollandaise, et *vice versa*, seront établies conformément à celles des dispositions des articles 4, 6, 7, 8 et 9 de notre décret susvisé du 3 décembre 1856 qui concernent les objets de même nature échangés entre les bureaux précités et les pays d'outre-mer, sans distinction de parages, par la voie de la France et de l'Angleterre.

2. Les personnes qui voudront expédier, par la voie des paquebots-poste français, des lettres et des imprimés, des et pour les points de l'Amérique désignés dans le tarif ci-après, devront payer d'avance le port de voie de mer de ces objets, conformément audit tarif.

⁽¹⁾ Bull. 448, n° 4158.

POINTS D'ORIGINE ou d'embarquement des correspondances.	POINT DE DESTINATION ou de débarquement des correspondances.	POET FRANÇAIS de voie de mer exigible			
		pour chaque lettre et par chaque 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.		pour chaque paquet d'imprimés portant une adresse particulière et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	
		fr.	cent.	fr.	cent.
	Saint-Marthe.....	"	40	"	05
Aspinwall.....	Cuba, Guyane anglaise, Guyane hollandaise, Haïti, Jamaïque, Mexique, Porto-Rico et Saint-Thomas.....	"	60	"	10
Cap (Haïti).....	Cuba, États-Unis de Colombie, Guyane anglaise, Guyane hollandaise, Jamaïque, Mexique, Porto-Rico et Saint-Thomas..	"	60	"	10
Démérari.....	États-Unis de Colombie, Guyane hollandaise, Haïti, Porto-Rico et Saint-Thomas.	"	60	"	10
	Santiago de Cuba.....	"	40	"	05
Havane (La).....	États-Unis de Colombie, Guyane anglaise, Guyane hollandaise, Haïti, Jamaïque, Mexique, Porto-Rico et Saint-Thomas...	"	60	"	10
Kingstown (Jamaïque).....	États-Unis de Colombie, Guyane hollandaise, Haïti, Porto-Rico et Saint-Thomas.....	"	60	"	10
	Tampico, La Vera-Cruz.....	"	40	"	05
Matamoras.....	Cuba, États-Unis de Colombie, Guyane anglaise, Guyane hollandaise, Haïti, Jamaïque, Porto-Rico et Saint-Thomas....	"	60	"	10
Saint-Jean (Porto-Rico).....	Cuba, États-Unis de Colombie, Guyane anglaise, Guyane hollandaise, Haïti, Jamaïque, Mexique et Saint-Thomas.....	"	60	"	10
	Aspinwal.....	"	40	"	05
Sainte-Marthe.....	Cuba, Guyane anglaise, Guyane hollandaise, Haïti, Jamaïque, Mexique, Porto-Rico et Saint-Thomas.....	"	60	"	10
Saint-Thomas.....	Cuba, États-Unis de Colombie, Guyane anglaise, Guyane hollandaise, Haïti, Jamaïque, Mexique et Porto-Rico.....	"	60	"	10
	Havane.....	"	40	"	05
Santiago-de-Cuba.....	États-Unis de Colombie, Guyane anglaise, Guyane hollandaise, Haïti, Jamaïque, Mexique, Porto-Rico et Saint-Thomas...	"	60	"	10
Surinam.....	Cuba, États-Unis de Colombie, Guyane anglaise, Haïti, Jamaïque, Mexique, Porto-Rico et Saint-Thomas.....	"	60	"	10
	Matamoras, Vera-Cruz.....	"	40	"	05
Tampico.....	Cuba, États-Unis de Colombie, Guyane anglaise, Guyane hollandaise, Haïti, Jamaïque, Porto-Rico et Saint-Thomas....	"	60	"	10
	Matamoras, Tampico.....	"	40	"	05
Vera-Cruz.....	Cuba, États-Unis de Colombie, Guyane anglaise, Guyane hollandaise, Haïti, Jamaïque, Porto-Rico et Saint-Thomas....	"	60	"	10

3. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France, pour les lettres que les habitants de Cuba, des États-Unis de Colombie, de la Guyane anglaise, de la Guyane hollandaise, de Haïti, de la Jamaïque, du Mexique, de Porto-Rico et de Saint-Thomas, voudront expédier par la voie des paquebots-poste français à destination des

Antilles et de la Guyane françaises, des colonies anglaises, de la Grenade, de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent et de la Trinité, de la Bolivie, du Chili, de la République de l'Équateur, du Pérou, de la France, de l'Algérie et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire, seront acquittées par les envoyeurs, conformément au tarif ci-après :

DESTINATION des lettres.	CONDITION de l'affran- chissement.	LIMITES de l'affran- chissement.	TAXE À PERCEVOIR par l'administration des postes de France pour l'affranchissement de chaque lettre et par chaque poids de 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	
			fr.	cent.
France et Algérie.....	Facultatif.....	Destination...	"	80
Antilles et Guyane françaises, La Grenade, Sainte-Lucie.....	Facultatif.....	Destination...	"	60
Saint-Vincent et la Trinité.....				
Bolivie, Chili, République de l'Équateur et Pérou.....	Obligatoire...	Port de débar- quement du pays de des- tination....	1	20
Espagne, Baléares et Portugal.....	Obligatoire...	Frontière de sortie de France.....	"	80
Grande-Bretagne.....	Facultatif.....	Destination...	"	80
Belgique, grand-duché de Luxembourg, Pays-Bas.....				
Suisse, Royaume d'Italie, États d'Alle- magne.....	Facultatif.....	Destination...	1	20
Prusse et Autriche.....				
Colonies et pays d'outre-mer autres que ceux dénommés dans le présent tarif, et avec lesquels les habitants de l'Amérique peuvent correspondre par la voie de France.....	Obligatoire...	Port de débar- quement du pays de des- tination....	1	20
États-Pontificaux, Malte, Grèce, Danemark, Suède, Norvège, Russie, Pologne, Îles Ioniennes, Alexandrie d'Égypte, Alexan- drette, Beyrouth, Constantinople, Darda- nelles, Gallipoli, Inéboli, Jaffa, Keras- sunde, Lattaquié, Mersina, Mételin, Rhodes, Salonique, Samsoun, Scutari d'Asie, Sinope, Smyrne, Sulina, Trébli- zonde, Tripoli de Syrie, Tulscha, Varna, Volo, Andrinople, Antivari, Burgas, Caïfa, Candie, La Canée, La Cavale, Chio, Durazzo, Janina, Larnaca, Prévessa Retimo, Roustschouk, Seres, Sophia, Ténédos, Velona, Aden, Indes-Orien- tales britanniques, Ceylan, Penang, Sin- gapore, Hong-Kong, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie oc- cidentale, Nouvelle-Zélande, Sénégal, Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Ya- maon, Mahé, Ile de la Réunion, Mayotte, Sainte-Marie de Madagascar, Îles Saint- Pierre et Miquelon, Nouvelle-Calédonie, Île des Pins, Îles Loyalty, Îles Marquises, Îles Basses, Îles de la Société, États-Unis de l'Amérique du Nord.	Facultatif.....	Destination...	1	60

4. Les journaux et autres imprimés que les habitants de Cuba, des États-Unis de Colombie, de la Guyane anglaise, de la Guyane hollandaise, de Haïti, de la Jamaïque, du Mexique, de Porto-Rico et de Saint-Thomas voudront expédier, soit par la voie des paquebots-poste français et de la France à destination de l'Espagne, des Baléares, du Portugal et des pays situés hors d'Europe, soit par la voie des paquebots-poste français et de l'isthme de Panama, à destination de la Bolivie, du Chili, de la République de l'Équateur et du Pérou, devront être affranchis par les envoyeurs, conformément au tarif ci-après :

DESTINATION de journaux et autres imprimés.	LIMITE de l'affranchissement obligatoire.	TAXE À PERCEVOIR par l'administration des postes de France pour l'affranchissement de chaque paquet portant une adresse particulière, et par chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	
1	2	3	
§ I ^{er} . — <i>Imprimés transmis par la voie de la France.</i>		fr.	cent.
Espagne, Baléares et Portugal....	Frontière de sortie de France.....	"	15
Pays situés hors d'Europe.....	Port de débarquement du pays de destination.	"	20
§ II. — <i>Imprimés transmis par la voie de Panama.</i>			
Bolivie, Chili, République de l'Équateur et Pérou.	Port de débarquement du pays de destination.	"	25

5. Pour jouir des modérations de port accordées par les articles 2 et 4 du présent décret aux journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, ces objets devront être mis sous bandes et ne contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire. Ceux desdits objets qui ne réuniront pas ces conditions seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

6. Les taxes dues à l'administration des postes de France pour les objets de correspondance autres que ceux désignés dans les précédents articles, qui seront expédiés de Cuba, des États-Unis de Colombie, de la Guyane anglaise, de la Guyane hollandaise, de Haïti, de la Jamaïque, du Mexique, de Porto-Rico et de Saint-Thomas, au moyen des paquebots-poste français, ne pourront être acquittées que par les destinataires.

7. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} août 1865.

8. Notre décret du 12 mars 1862 ⁽¹⁾, concernant la taxe des lettres et des imprimés originaux ou à destination de Cuba et du Mexique, est et demeure abrogé.

9. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,427. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Correspondances expédiées de la France et de l'Algérie pour la Guyane hollandaise, Haïti, les États-Unis de Colombie, Porto-Rico, Saint-Thomas, la Bolivie, le Chili, la République de l'Équateur et le Pérou, et vice versa.

Du 17 Juin 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 14 floréal an x (4 mai 1802) et 17 juin 1857;

Vu la convention de poste conclue, le 24 septembre 1856 ⁽²⁾ entre la France et la Grande-Bretagne;

Vu notre décret du 15 mars 1862 ⁽³⁾, portant fixation des taxes à percevoir par l'administration des postes de France sur les correspondances expédiées de la France et de l'Algérie, par la voie des paquebots-poste français, pour Cuba et le Mexique, et *vice versa*;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4 et 5 de notre décret susvisé du 15 mars 1862 sont applicables aux lettres, journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés qui seront expédiés de la France et de l'Algérie, par la voie des paquebots-poste français, pour la Guyane hollandaise, Haïti, les États-Unis de Colombie, Porto-Rico et Saint-Thomas, et *vice versa*.

2. Les lettres, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés, les livres reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie, par la voie des paquebots-poste français, de l'isthme de Panama et des paquebots-poste britanniques, pour la Bolivie, le Chili, la République de l'Équateur et le Pérou, devront

⁽¹⁾ Bull. 1011, n° 10,042.

⁽²⁾ Bull. 1011, n° 10,043.

⁽³⁾ Bull. 443, n° 4133.

être affranchis, par les envoyeurs, jusqu'au port de débarquement du pays de destination, conformément au tarif ci-dessous :

NATURE DES CORRESPONDANCES.	TAXE A PERCEVOIR par l'administration des postes de France pour l'affranchissement de chaque lettre ou paquet portant une adresse particulière.
Lettres..... Journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés.....	1 fr. 30 cent. par chaque poids de 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 gr. 22 centimes par chaque poids de 40 grammes ou frac- tion de 40 grammes.

3. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France sur les lettres et les imprimés qui seront expédiés de la Bolivie, du Chili, de la République de l'Équateur et du Pérou, pour la France et l'Algérie, par la voie des paquebots-poste britanniques, de l'isthme de Panama et des paquebots-poste français, seront acquittées par les destinataires, conformément au tarif ci-après :

NATURE des correspondances.	TAXE A PERCEVOIR EN FRANCE ET EN ALGÉRIE pour chaque lettre et pour chaque paquet d'imprimés portant une adresse particulière.
Lettres..... Imprimés.....	1 fr. 30 cent. par chaque poids de 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes. 25 centimes par chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

4. Pour jouir des modérations de taxes accordées par les articles 2 et 3 du présent décret aux journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, ces objets devront être mis sous bandes et ne contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire. Ceux desdits objets qui ne réuniront pas ces conditions seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

5. Les journaux et autres imprimés désignés dans l'article précédent ne seront reçus ou distribués par les bureaux dépendant de l'administration des postes de France, qu'autant qu'il aura été satisfait à leur égard aux lois, décrets, ordonnances ou arrêtés qui fixent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

6. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} août 1865.

7. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Juin 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.



Certifié conforme :

Paris, le 8^e Juillet 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1308.

N° 13,428. — *Loi qui approuve un Échange de Bois entre l'État et le comte de Vergennes.*

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Est approuvé, sous les conditions stipulées dans
l'acte passé, le 25 janvier 1865, entre le préfet de la Nièvre, agissant
au nom de l'État, et le sieur *Edmond-Jean-Guillaume Gravier*, comte
de *Vergennes*, l'échange, moyennant une soulte de vingt et un francs
quarante-deux centimes, au profit du domaine, de quatre parcelles
d'une contenance totale de trente-trois hectares soixante ares (33^h 60^a)
à détacher des forêts domaniales de Bellary et des Bertranges, contre
cinq parcelles de bois, contenant ensemble soixante et douze hec-
tares quarante ares (72^h 40^a), enclavées dans ces forêts ou y attenant,
situées, les trois premières aux lieux dits *les Mouilles*, *le Grand-Bois*
et *les Vallées*, commune de Saint-Aubin, les deux dernières au lieu
dit *les Pivotins*, commune de Vielmanay.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé DE SAINT-GERMAIN, LAPOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ARBATUCCI,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve
un échange de terrains entre l'État et le comte de *Vergennes* (Nièvre).

IX Série.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé THOPIER.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUHER.

N° 13,429. — *Loi qui autorise le département des Basses-Alpes à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR des FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Basses-Alpes est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de quatre cent mille francs (400,000'), qui sera appliquée aux travaux des routes départementales.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement,

soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France.

Si l'emprunt est réalisé auprès du crédit foncier, le département pourra ajouter à l'intérêt ci-dessus fixé le montant d'un droit de commission dans les limites déterminées par la loi du 6 juillet 1860.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Basses-Alpes est également autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans, à partir de 1880, dix centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté tant au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt à réaliser, en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus, qu'aux travaux des routes départementales.

Jusqu'à l'époque où cette imposition sera mise en recouvrement, le paiement des intérêts et l'amortissement de l'emprunt seront assurés au moyen de prélèvements sur le produit des impositions extraordinaires créées par les lois du 29 avril 1857 et du 18 juillet 1860.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, ALFRED DARIMON, SÉVERIN ABBATUCCI,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

nistre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,430. — *Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un Emprunt.*

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ART. 1^{er}. Le département de la Creuse est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de deux cent cinquante-trois mille cinq cents francs (253,500^f), qui sera appliquée au remboursement des emprunts contractés en vertu des deux lois du 6 juillet 1862.

Le nouvel emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le remboursement et le service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus seront assurés au moyen du produit de l'imposition extraordinaire de cinq centimes créée par la loi du 6 juillet 1862, pour les travaux des routes départementales, et, s'il y a lieu, au moyen d'un prélèvement sur la deuxième section du budget départemental.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELLETIER D'AUNAY, LAFOND DE SAINT-MÛR,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un emprunt.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,431. — Loi qui autorise le département de Maine-et-Loire à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Maine-et-Loire est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra pas dépasser

cinq pour cent, une somme de six cent mille francs (600,000'), qui sera affectée aux dépenses nécessaires pour la construction d'un nouveau palais de justice à Angers, d'un tribunal et d'une prison à Cholet.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de Maine-et-Loire est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, deux centimes vingt-cinq centièmes en 1867, deux centimes soixante et quinze centièmes en 1868, 1869 et 1870, et sept centimes soixante et quinze centièmes en 1871 et en 1872, dont le produit sera appliqué au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt autorisé par l'article 1^{er} ci-dessus, ainsi qu'aux dépenses nécessaires à la réalisation des entreprises projetées.

Il sera pourvu, en outre, au double service de l'emprunt et des entreprises auxquelles il s'applique, au moyen d'un prélèvement sur le produit de l'imposition créée par la loi du 21 mai 1864, pour les bâtiments départementaux.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé DE SAINT-GERMAIN, LAFOND DE SAINT-MÛR,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de Maine-et-Loire à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

Signé **J. BAROCHER**.

N° 13,432. — *Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement.*

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Basses-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Un centime cinq dixièmes en 1866 et cinq dixièmes de centime en 1867, dont le produit sera affecté tant aux travaux des routes départementales qu'au service de l'emprunt réalisé en vertu de la loi du 30 mai 1857, et à l'achèvement de la prison de Pau ;

2° Un centime cinq dixièmes pendant dix ans, à partir de 1866, dont le montant sera consacré à l'ouverture de canaux d'irrigation, à l'endiguement des cours d'eau, et, s'il y a lieu, aux autres dépenses qui seront déterminées par le conseil général.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé **SCHNEIDER**.

Les Secrétaires,

Signé **SÉVERIN ABBATUCCI**, **ALFRED DARIMON**, **H. DE SAINT-GERMAIN**,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 13,433. — *Loi qui autorise le département du Haut-Rhin à s'imposer extraordinairement.*

De 5 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUEONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Haut-Rhin est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à s'imposer extraordinairement, par addition au

principal des quatre contributions directes, deux centimes en 1866, deux centimes soixante et douze centièmes pendant quatre ans, à partir de 1867, et deux centimes en 1871, dont le produit sera affecté aux travaux des routes départementales et aux dépenses que nécessite la construction d'un nouveau bâtiment pour la cour d'assises de Colmar.

Il pourra être disposé en outre, pour les mêmes dépenses, des sommes qui resteront sans emploi sur le produit de l'imposition autorisée par la loi du 22 juin 1854.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Juin 1865.

Le Vice-Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON, H. DE SAINT-GERMAIN,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Haut-Rhin à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDER, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé P. BOUDER.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCH.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 13,434. — *Loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à s'imposer extraordinairement et à imputer, sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 28 avril 1858, une somme qui sera appliquée aux travaux des édifices départementaux.*

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de Seine-et-Oise est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes et à partir de 1866 :

1° Un dixième de centime, pendant trois ans, pour l'agrandissement du dépôt de mendicité;

2° Cinq dixièmes de centime, pendant cinq ans, pour le service de l'instruction primaire;

3° Un centime un dixième pendant cinq ans, pour les travaux des chemins vicinaux.

La dernière de ces impositions sera perçue indépendamment des centimes spéciaux dont le recouvrement pourra être autorisé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

2. Le département de Seine-et-Oise est également autorisé à imputer, sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 28 avril 1858, une somme de cent trente-trois mille trois cent trente-trois francs trente-quatre centimes (133,333^f 34^c), qui sera appliquée aux travaux des édifices départementaux.

Cette somme sera restituée en 1867 à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, au moyen d'un prélèvement que le département est autorisé à opérer sur les ressources à réaliser en vertu de la loi du 3 juillet 1861.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, H. DE SAINT-GERMAIN, LAFOND DE SAINT-MÛR,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de Seine-et-Oise à s'imposer extraordinairement et à appliquer aux travaux des édifices départementaux des ressources créées par une imposition extraordinaire précédemment autorisée.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau ;
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 13,635. — Loi qui autorise le département de la Vienne à s'imposer
extraordinairement,

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Vienne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa

session de 1864, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, huit centimes quatre dixièmes pendant huit ans, à partir du 1^{er} janvier 1866, pour en affecter le produit aux travaux des bâtiments départementaux, à l'acquisition de meubles pour le service de l'hôtel de la préfecture, et à l'amélioration des routes départementales et du cours de la Vienne.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SUNKENDER.

Les Secrétaires,

*Signé COMIS LE PELETIER D'ADNAY, LAFOND DE SAINT-MOR,
DE SAINT-GERMAIN, SÉVERIN ABBAYEUCI.*

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Vienne à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROUEN.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État, au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

1865, 1308. — Loi qui autorise la ville de Cholet à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

De 5 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Cholet (Maine-et-Loire) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinquante mille francs (50,000'), remboursable en dix années, à partir de 1866, pour le paiement de son contingent dans la dépense de construction d'un palais de justice et d'une prison.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec facilité d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant dix ans, à partir de 1866, sept centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de soixante et dix mille francs (70,000') environ.

Le produit de cette imposition sera appliqué, jusqu'à due concurrence, au remboursement de l'emprunt en principal et intérêts. Le surplus servira à acquitter la dépense de translation de la justice de paix dans le palais de justice, les travaux d'appropriation de la mairie et le prix d'achat du matériel d'éclairage de deux nouvelles rues.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 Juin 1865.

Le Vice-Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé ALFRED DARIMON, COMTE LE PELLETIER D'ADRAY,
DE SAINT-GERMAIN, SEVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui auto-

rise la ville de Cholet (Maine-et-Loire) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,437. — *Loi qui autorise la ville de Clermont-Ferrand à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinq cent vingt mille francs (520,000^f). remboursable en neuf années, à partir de 1877, pour l'acquittement d'une partie de ses dettes et l'exécution de divers travaux de voirie.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, savoir :

De 1866 à 1876, deux centimes et demi.

De 1877 à 1884, quinze centimes et demi.

En 1885, huit centimes.

Le montant de cette imposition, évalué en totalité à six cent vingt-neuf mille quatre cent quatre francs (629,404^f) environ, servira, avec d'autres ressources et un prélèvement sur les revenus ordinaires, au remboursement de l'emprunt en principal et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 13 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé ALFRED DARIMON, SÉVERIN ABBATUCCI, DE SAINT-GERMAIN,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. BOUHAÏ.

N° 13,438. — *LOI qui autorise la ville de Mayenne à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Mayenne (Mayenne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux cent deux mille cinq cents francs (202,500^f), remboursable en quinze années, à partir de 1866, et destinée au paiement de son contingent dans la dépense de construction de quais sur la rive droite de la Mayenne.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant quinze ans, à partir de 1866, huit centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de quatre-vingt-quatorze mille cinq cents francs (94,500^f) environ.

Le montant de cette imposition servira à rembourser l'emprunt

ci-dessus en principal et intérêts, concurremment avec d'autres ressources et un prélèvement sur les revenus ordinaires.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 14 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, DE SAINT-GERMAIN, LAFOND DE SAINT-MÉR,
ALFRED DANTON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Mayenne (Mayenne) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865,

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHER.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHIER.

N° 13,439. — *Loi qui autorise la ville de Nantes à contracter un Emprunt.*

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Nantes (Loire-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de huit cent mille francs (800,000^f) pour concourir, avec d'autres ressources, notamment l'emprunt de cinq cent mille francs (500,000^f) approuvé par la loi du 27 mai 1863, à l'exécution de divers travaux d'utilité publique énumérés dans la délibération du 31 mars 1863.

Le capital de cet emprunt sera remboursé en cinq années, à partir de 1869, sur le produit de l'imposition extraordinaire autorisée par la loi précitée. Les intérêts seront servis sur les revenus ordinaires. L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
ALFRED DARIMON, DE SAINT-GERMAIN.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à contracter un emprunt.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin de lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé **J. BAROCHÉ**.

Signé **E. ROUHER**.

N° 13440. — Loi qui autorise la ville de Saint-Dié à contracter un Emprunt

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Saint-Dié (Vosges) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cent cinquante mille francs (150,000'), remboursable en quatorze ans, à partir de 1866, sur ses revenus ordinaires, et destinée à la création de voies d'accès à la gare du chemin de fer.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée à la société du crédit foncier par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée à l'intérêt de cinq pour cent et jusqu'à concurrence de quarante-cinq centimes pour cent francs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé **SCHNEIDER**.

Les Secrétaires,

Signé **SÉVERIN ABBATUCCI**, DE SAINT-GERMAIN, **LAFOND DE SAINT-MÛR**,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Saint-Dié (Vosges) à contracter un emprunt.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BRAN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCH.

N° 13,441. — *Loi portant prorogation d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).*

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

ARTICLE UNIQUE. Est et demeure prorogée jusqu'au 31 décembre 1866 inclusivement la perception à l'octroi de Saint-Servan (Ille-et-

Vilaine) de la surtaxe de soixante-cinq centimes (65°) par hectolitre de cidre et de poiré, autorisée par la loi du 26 mai 1863.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre-vingts centimes (80°) qui se perçoit sur ces boissons.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé H. DE SAINT-GERMAIN, H. BUSSON-BILLAULT, LAFOND DE SAINT-MÛN,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui proroge la perception d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 15442. — Loi portant établissement d'une surtaxe à l'octroi de Voiron (Isère).

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1871 inclusivement, il sera perçu à l'octroi de Voiron (Isère) une surtaxe de quatre-vingts centimes (80^c) par hectolitre sur les vins en cercles et en bouteilles.

Cette surimposition est indépendante de la taxe de un franc vingt centimes (1^f 20^c) (en principal et additionnel) à percevoir sur cette boisson.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 21 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

**Signé DE SAINT-GERMAIN, LAFOND DE SAINT-MÛR,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la perception d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Voiron (Isère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent

sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Vu et scellé du grand sceau :

le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,443. — DÉCRET IMPÉRIAL portant réception du Bref qui confère à M. l'abbé de Lespinay le titre de Protonotaire apostolique *ad instar participantium*.

Du 14 Juin 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an x ;

Vu le bref pontifical, en date du 23 janvier 1865, qui confère à M. l'abbé de Lespinay le titre de protonotaire apostolique *ad instar participantium*,

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le bref délivré à Rome par Sa Sainteté le pape Pie IX, le 23 janvier 1865, qui confère à l'abbé de Lespinay le titre de protonotaire apostolique *ad instar participantium*, est reçu et sera publié dans l'Empire en la forme ordinaire.

2. Ledit bref sera reçu sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'il renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane, et sans qu'il puisse résulter, d'ailleurs, de la publication dudit bref aucune détermination de rang ou de préséance ecclésiastique en France.

3. Ledit bref sera transcrit en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'État; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juin 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,

Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,444. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale du Gers n° 9, de l'Isle-en-Dodon à Grenade, dans la traverse de l'Isle-Jourdain, entre le pont du Hesteil et la route impériale n° 124, suivant la direction générale indiquée par un tracé rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de deux ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 25 Mars 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 11^e Juillet 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1309.

N° 13,445. — *Loi qui réunit la commune de Pontlieue à la ville du Mans (Sarthe).*

Du 10 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVANT SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La commune de Pontlieue, dépendant du premier canton du Mans, est réunie à la ville du Mans, département de la Sarthe.

2. Les deux communes réunies continueront à jouir des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la réunion prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui réunit à la ville du Mans la commune de Pontlieue (Sarthe).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat

Le Sénateur Secrétaire,
Signé P. BOUDET.

1. 27 Sé. 1865.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Juillet 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé **J. BAROCHÉ**.

N° 13,446. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Ornans (Doubs), d'un Établissement de Filles du Divin-Rédempteur.

Du 21 Juin 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu la demande de la congrégation des Filles du Divin-Rédempteur, à Niederbronn, tendant à obtenir l'autorisation de fonder à Ornans un établissement de sœurs de son ordre;

Vu les pièces produites à l'appui de cette demande, en exécution de la loi du 24 mai 1825;

Vu l'avis de notre ministre de l'intérieur;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation purement hospitalière des Filles du Divin-Rédempteur, existant à Niederbronn (Bas-Rhin) en vertu de notre décret du 6 novembre 1854 ⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Ornans (Doubs) un établissement de sœurs gardes-malades, à la charge par les membres de cet établissement de se conformer exactement aux statuts adoptés par la maison mère et approuvés par ordonnance royale du 3 janvier 1827 ⁽²⁾.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre de l'intérieur, sont

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 230, n° 2098.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 137, n° 4720.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juin 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 13,447. — DÉCRET IMPÉRIAL portant convocation des Conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session.

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois des 22 juin 1833, 10 mai 1838 et 7 juillet 1852,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les conseils d'arrondissement se réuniront le 31 juillet, pour la première partie de leur session, dont la durée est fixée à cinq jours.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,448. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres, par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet de l'Ardèche est autorisé à concéder au sieur de Sieyès un atterrissage situé dans le Rhône, au territoire des communes de Cornas et de Saint-Peray, formant une partie de l'île des Traverses, d'une superficie de trois hectares quarante-trois ares sept centiares (3^h 43^a 07^c), désigné sur le plan des lieux par la ligne périmétrale tracée en rouge, F, G, H, I, J, K, L, moyennant le prix de sept cent quatre-vingt-huit francs (788^f).

2. Cette concession sera faite sous les conditions ordinaires en matière de vente des biens de l'État, et sous toutes autres conditions qui seront jugées nécessaires pour assurer le droit de l'État sur la partie non aliénée de l'île.

L'acquéreur ne serait pas fondé à réclamer d'indemnités pour les dommages résultant des travaux qui pourraient être exécutés dans l'intérêt de la navigation suivant la ligne d'endiguement A, F, H, B, tant en amont qu'en aval de l'île, en tant que ces dommages seraient causés sur les terrains dont l'acquéreur serait propriétaire en avant de cette ligne.

3. Tous les frais relatifs à la concession, ainsi que ceux de l'instance qui l'a précédée, resteront à la charge du concessionnaire, qui ne pourra exercer contre l'État aucune répétition pour les dépenses antérieures d'entretien et d'amélioration de l'île. (*Paris, 3 Mai 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 11^e Juillet 1865.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1310.

N° 13.449. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation d'une Convention relative à la Législation des Sucres, signée, le 8 novembre 1864, entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention relative à la législation des sucres ayant été signée à Paris, le 8 novembre 1864, entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées le 5 juillet 1865, la présente Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, également animés du désir de régler, d'un commun accord, les questions internationales relatives à la législation des sucres et notamment au drawback accordé à la sortie des sucres raffinés, ont résolu de convertir en une Convention diplomatique l'Arrangement que les commissaires délégués par les Gouvernements des quatre États contractants ont signé le 4 octobre de la présente année.

A cet effet, Leursdites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, *M. Édouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre de Léopold de Belgique, de l'ordre du Lion

néerlandais, etc. etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le baron *Eugène Beyens*, officier de l'ordre de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'honorable *William-Georges Grey*, chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique à Paris ;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, M. *Léonard-Antoine Lightenvelt*, grand-croix de l'ordre du Lion néerlandais, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, ~~trouvés en~~ bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le minimum du rendement des sucres au raffinage est réglé provisoirement ainsi qu'il suit, par cent kilogrammes de sucre brut.

Numéros de la série des types hollandais.	Sucres raffinés en pains.
18	87 kilog.
17	
16	
15	
14	
13	85 kilog.
12	
11	
10	
9	
8	81 kilog.
7	
Au-dessous de 7	76 kilog.

Les nuances intermédiaires entre deux classes appartiendront à la classe inférieure.

2. Immédiatement après l'échange des ratifications de la présente Convention, il sera procédé, d'un commun accord, à frais communs, sous le contrôle collectif des agents nommés par les quatre Gouvernements contractants, et dans telle localité qui sera désignée de concert, à des expériences pratiques de raffinage sur des sucres bruts de chaque classe, et, autant que possible, des différentes origines, afin de constater leur rendement effectif.

3. Les rendements fixés par l'article 1^{er} seront modifiés d'après les résultats obtenus par les expériences ci-dessus mentionnées, qui devront être constatées à l'unanimité par les délégués des quatre

Gouvernements et terminées, au plus tard, un an après l'échange des ratifications de la présente Convention.

4. Celles des Hautes Parties contractantes qui accordent ou accorderont un drawback unique ou une décharge de droits établiront une corrélation exacte entre les droits d'entrée et les rendements fixés d'après l'article précédent.

5. En attendant la mise à exécution des articles 2, 3 et 4, les rendements établis par l'article 1^{er} ne seront pas obligatoires en Angleterre, à condition de maintenir la corrélation qui existe aujourd'hui entre le drawback fixé par l'article suivant et l'échelle des droits actuels à l'importation, tant sur les sucres bruts que sur les sucres raffinés.

6. Il est d'ailleurs entendu que, jusqu'à ce que les articles 2, 3 et 4 soient mis à exécution, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique diminuera le drawback actuel à l'exportation des sucres raffinés de six pence par quintal anglais.

7. Le rendement du sucre candi pourra être de sept pour cent inférieur à celui des sucres raffinés en pains.

8. Les sucres raffinés en pains destinés à l'exportation devront être présentés parfaitement épurés, durs et secs, à la vérification des employés. Après cette opération, les sucres pourront être concassés ou pilés, sous la surveillance non interrompue du service.

9. Les sucres dits *powders blanches*, rendus, par un procédé quelconque, égaux en qualité aux sucres mélis, recevront à l'exportation le même drawback que ces derniers sucres, à la condition : 1° d'être assimilés, quant à la perception de l'impôt de consommation ou des droits d'entrée, aux sucres raffinés ; 2° d'être parfaitement épurés et séchés, et conformes à l'échantillon type établi par la législation actuelle de la Grande-Bretagne, lequel type deviendra obligatoire pour ceux des Pays contractants qui voudraient user de la faculté prévue par le présent article.

10. Le drawback accordé à la sortie des sucres dits *bâtards* ou *vergroises*, selon le type auquel ils appartiennent, ne pourra excéder les droits afférents aux sucres bruts.

Sous le régime de l'admission temporaire, les mêmes sucres ne pourront être admis en compensation à la sortie que pour des quantités n'excédant pas celles des sucres pris en charge et sous la condition de n'être pas inférieurs, quant à la nuance, au type n° 10.

11. Il ne sera pas accordé de drawback, de restitution de droits ou de décharge à l'exportation pour les mélasses et les sirops.

12. Le droit à l'importation sur les sirops de raffinage épuisés et sur les mélasses ordinaires ne devra pas excéder le tiers du droit applicable au sucre brut des types n° 10 à 14. Les sucres dits *mélasse* payeront les mêmes droits que les sucres bruts.

13. Les droits à l'importation sur les sucres raffinés en pains et sur les *powders blanches* assimilées aux raffinés, importés d'un des Pays contractants dans l'autre, ne seront pas plus élevés que le drawback accordé à la sortie du sucre mélis.

En France, les droits à l'importation seront de quinze pour cent supérieurs au droit sur le sucre brut des n° 15 à 18. Ce chiffre sera réduit ou augmenté en raison inverse du rendement qui sera définitivement établi.

Le droit sur le sucre candi pourra être de sept pour cent plus élevé que le droit afférent aux autres sucres raffinés.

Les vergeoises seront assimilées aux sucres bruts.

14. En attendant la mise à exécution des articles 2 et 3, les droits sur tous les sucres raffinés pourront être de quatre pour cent supérieurs au taux déterminé par l'article précédent.

15. Les tares légales dans les Pays où la perception ne s'effectue pas sur le poids net seront fixées ainsi qu'il suit :

Emballages en bois (futaies, caisses, etc.).....	13 o/o
Canastres.....	8 o/o
Autres emballages. { doubles.....	4 o/o
simples.....	2 o/o

Pour les sucres de betterave et pour les sucres importés dans les emballages autres que ceux qui sont en usage pour les sucres exotiques, les droits seront perçus au net.

16. La prise en charge dans les fabriques de sucre abonnées sera portée immédiatement à mille quatre cent soixante et quinze grammes par hectolitre de jus et par degré du densimètre à la température de quinze degrés centigrades. Elle sera fixée à mille cinq cents grammes dès que la production annuelle en Belgique aura atteint vingt-cinq millions de kilogrammes.

Le droit à percevoir dans les fabriques de sucre abonnées sera le droit auquel seront soumis les sucres exotiques des n° 10 à 14.

Il est d'ailleurs entendu que les sucres bruts de betterave, importés d'un des Pays contractants dans l'autre, seront admis à l'exportation après raffinage, à la condition, en ce qui concerne l'importation en France, qu'ils ne dépasseront pas le n° 16.

17. La restitution ou la décharge des droits ne sera accordée aux sucres bruts indigènes au-dessous du n° 10, provenant de fabriques abonnées, que pour une quantité réduite proportionnellement aux rendements fixés par les articles 1^{er} et 3.

18. Les administrations respectives des Hautes Parties contractantes se concerteront pour déterminer d'un commun accord les types nécessaires à l'exécution du présent Arrangement et pour le reviser périodiquement.

19. Les Hautes Parties contractantes se réservent de se concerter sur les moyens d'obtenir l'adhésion des Gouvernements des autres Pays aux dispositions de la présente Convention.

Dans le cas où des primes seraient accordées dans lesdits Pays à l'exportation des sucres raffinés, les Hautes Parties contractantes pourront s'entendre sur les surtaxes à établir à l'importation de sucres raffinés desdites provenances.

20. L'exécution des engagements réciproques contenus dans l

présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

21. La durée de la présente Convention est fixée à dix ans. Les Hautes Parties contractantes se réservent d'ailleurs la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans cette Convention, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

22. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de huit mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 8 Novembre 1864.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé B^m EUG. BEYENS.

(L. S.) Signé W. G. GREY.

(L. S.) Signé LIGHTENVELT.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 13450. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve une Déclaration signée, le 5 juillet 1865, entre la France et la Belgique, et en prescrit la publication.

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration ayant été signée à Paris, le 5 juillet 1865, par notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au Bulletin des lois.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, également animés du désir de développer les échanges entre les deux Pays par des modérations réciproques de taxes, sont convenus des dispositions suivantes :

1° La surtaxe de deux francs par cent kilogrammes, décimes compris, imposée à l'entrée en France des sucres bruts de betterave d'origine belge, est supprimée ;

2° La surtaxe de un franc vingt centimes par cent kilogrammes, imposée à l'entrée en Belgique des sucres bruts d'origine française, est supprimée ;

3° Ces dispositions entreront en vigueur en même temps que la Convention internationale du 8 novembre 1864 sur le régime des sucres ;

4° La présente Déclaration aura même force et même durée que ladite Convention, à laquelle elle demeure annexée.

Fait à Paris, le cinquième jour de juillet de l'an de grâce 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHOYS.

(L. S.) Signé B^{re} Eug. BETENS.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Vu et scellé du sceau de l'État :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON,

Par l'Empereur :

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE LHOYS.

13451. — DÉCRET IMPÉRIAL pour la promulgation de la Convention conclue, le 14 juin 1865, entre la France et le Grand-Duché de Hesse, pour la garantie réciproque de la propriété des Œuvres d'esprit et d'art.

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention relative à la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art ayant été conclue, le 14 juin 1865, entre la France et le Grand-Duché de Hesse, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 3 juillet 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, des mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention destinée à remplacer l'Arrangement intervenu à cet effet entre la France et le Grand-Duché de Hesse, le 18 septembre 1852, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, *M. Édouard Droyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre de Louis de Hesse grand-ducale, etc. etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse, *M. François baron de Wambolt d'Umstadt*, chevalier de l'ordre de Philippe-le-Magnanime, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouissant, dans chacun des deux États réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété

des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le Pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le Pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre Pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux Pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du Pays où elles sont imprimées.

3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article 1^{er}, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux Pays à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque Pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le Pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie, au ministère de l'intérieur, et légalisé par la mission de la Hesse grand-ducale à Paris; pour les ouvrages publiés dans le Grand-Duché de Hesse, il sera délivré par le ministère de l'intérieur et légalisé par la mission de France à Darmstadt.

4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées, pour la première fois, dans l'un des deux Pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux Pays, qui aura entendu se réserver son droit de traduction, jouira, pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection

contre la publication dans l'autre Pays de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes :

1° Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction.

2° Ladite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et, en totalité, dans un délai de trois ans, à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume. Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq années assigné par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6, devra faire paraître ou représenter sa traduction six mois après la publication ou représentation de l'ouvrage original dans l'un des deux Pays.

7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1^{er} aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre Pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproductions illicites.

8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc. jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction dans l'un des deux Pays des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays, soit qu'elles proviennent d'un Pays étranger quelconque.

11. En cas de contrevention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre Pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

12. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

Livres en toute langue,

Estampes,

Gravures,

Lithographies et photographies,

Cartes géographiques ou marines,

Musique,

Planches gravées en cuivre, acier ou bois, et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures destinées à l'impression sur papier,

Tableaux et dessins,

seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

13. Les livres d'importation licite venant du Grand-Duché de Hesse seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béhobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio,

Sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

Les livres d'importation licite venant de France à destination du Grand-Duché, seront admis par tous les bureaux de douane.

14. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier dans l'un des deux Pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre Pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés dans l'un ou l'autre Pays postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

15. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter

préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

16. Pour faciliter l'exécution de cette Convention, les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront respectivement les lois et ordonnances que chacune d'elles pourra promulguer pour garantir le commerce légitime contre la réimpression et la reproduction illicite.

17. La présente Convention sera mise en vigueur le 1^{er} juillet de l'année courante.

Elle aura la même durée que les Traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862 ⁽¹⁾, entre la France et les États du Zollverein.

18. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans un délai de deux semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 14 Juin 1865,

(L. S.) Signé DROUYN DE LEUYS.

(L. S.) Signé B^{on} DE WAMBOLT.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé DROUYN DE LEUYS.

N° 13,452. — DÉCRET IMPÉRIAL qui homologue les Plans de délimitation et les Procès-verbaux de bornage des Zones de servitudes et des Polygones exceptionnels des Places de guerre et Postes militaires y désignés.

Du 21 Juin 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État ;

Vu notre décret d'administration publique du 10 août 1853 ⁽¹⁾, relatif au classement des places de guerre et des postes militaires et aux servitudes autour des fortifications en France ;

Vu notre décret d'administration publique du 29 avril 1857 ⁽²⁾, relatif aux mêmes objets en Algérie ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage des zones de servitudes et des polygones exceptionnels annexés au présent décret et visés et approuvés par notre ministre de la guerre, ainsi que les conditions particulières relatives à ces polygones, telles qu'elles sont relatées sur ces plans, sont définitivement arrêtés et homologués.

Ces plans et procès-verbaux concernent les places et postes ci-dessous désignés :

La batterie de l'Épi de Sainte-Adresse (Seine-Inférieure), le château de Dieppe (même département), pour une extension du polygone d'exonération ; la place de Grenoble (Isère), pour la création du polygone exceptionnel M de la porte de France ; le fort de Pierre-Levée, en l'île d'Yeu (Vendée), pour un changement de limites ; la place de Brest (Finistère), pour la création du polygone exceptionnel de Kérion ; le château de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), pour une réduction de limites ;

La place d'Alger, y compris le fort l'Empereur ; le poste de Sidi-Ferruch (fort et batteries) ; la place de Blidah ; le poste du camp de Coléah ; la place d'Aumale et la place de Médéah (province d'Alger) ; la place de Mostaganem (province d'Oran).

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.

Fait à Paris, le 21 Juin 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Bull. 91, n° 780. et Bull. 105, n° 862.

⁽²⁾ Bull. 511, n° 4673.

N° 13.453. — DÉCRET IMPÉRIAL qui homologue les Plans de délimitation et les Procès-verbaux de bornage de la Zone des Fortifications des Places de guerre et Postes militaires y désignés.

Du 21 Juin 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Vu les lois des 10 juillet 1791, 17 juillet 1819 et 10 juillet 1851, concernant les servitudes imposées à la propriété pour la défense de l'État;

Vu notre décret d'administration publique du 10 août 1853⁽¹⁾, relatif au classement des places de guerre et des postes militaires et aux servitudes autour des fortifications en France;

Vu notre décret d'administration publique du 29 avril 1857⁽²⁾, relatif aux mêmes objets en Algérie;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont définitivement arrêtés et homologués les plans de délimitation et les procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications annexés au présent décret et visés et approuvés par notre ministre de la guerre.

Ces plans et procès-verbaux concernent les places et postes ci-dessous désignés, savoir :

Pour les deux limites intérieure et extérieure,

La redoute du barrage de Dieuze (Meurthe), la place de Tournoux (Basses-Alpes), la place de Perpignan (Pyrénées-Orientales), le poste de Boyardville en l'île d'Oleron (Charente-Inférieure), les forts de Corbeau et de l'Armorique, postes faisant partie de la défense de la rade de Brest, le fort de la Croix-Saint-Michel en l'île d'Ouessant et le réduit central de l'île-de-Batz (Finistère), le fort et les batteries de Sidi-Ferruch, la place de Blidah et la place d'Aumale (province d'Alger);

Pour la limite intérieure seulement,

La place d'Aire (Pas-de-Calais), la place de Colmars (Basses-Alpes), la place de Mascara (province d'Oran);

Pour des changements partiels aux limites précédemment homologués,

La place de Saint-Martin en l'île de Ré (Charente-Inférieure), le fort de Pierre-Levée, en l'île d'Yeu (Vendée).

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bul-

⁽¹⁾ Bull. 91, n° 780, et Bull. 105, n° 882.

⁽²⁾ Bull. 511, n° 4.673.

letin des lois et dans le recueil officiel des actes du gouvernement en Algérie.

Fait au palais des Tuileries, le 21 Juin 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 13,454. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui prononce la clôture de la Session du Sénat.*

De 7 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 24 de la Constitution :

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session du Sénat, ouverte le 15 février 1865, est et demeure close.

2. La présente proclamation sera portée et lue au Sénat par notre ministre d'Etat.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'Etat,

Signé E. ROUBER.

N° 13,455. — *DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :*

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 85, de Lyon à Antibes, sur le bord du Drac, à Chabotton (Hautes-Alpes), conformément aux lignes rouges d'un plan visé le 16 janvier 1865, qui demeurera annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à quarante-sept mille francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux rectifications des routes impériales (*6^e section du budget du ministère des travaux publics*).

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 22 Mars 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 13^e Juillet 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS.

N° 1311.

N° 13.456. — *Loi qui autorise la ville de Paris à emprunter une somme de 250 millions pour l'exécution de divers Travaux d'utilité publique.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Paris (Seine) est autorisée à emprunter, aux meilleures conditions que la négociation pourra donner, une somme nette de deux cent cinquante millions (250,000,000), remboursable en soixante ans.

2. La nature et la forme des titres à émettre, l'époque et les diverses conditions de l'émission seront délibérées par le conseil municipal et approuvées par décret impérial.

3. Le produit de cet emprunt sera employé exclusivement, savoir :

Jusqu'à concurrence de deux cents millions de francs (200,000,000), aux dépenses extraordinaires de toute nature nécessitées par l'extension des limites de Paris et à l'amélioration des divers services publics des territoires annexés à cette ville par la loi du 16 juin 1859, conformément au tableau A ci-joint;

Et pour le surplus : 1° aux dépenses extraordinaires des édifices religieux et hospitaliers, des bâtiments municipaux et des établissements scolaires des anciens quartiers; 2° à l'achèvement de la distribution générale des eaux et du réseau des égouts; 3° et au paiement anticipé par la ville, à l'administration de l'assistance publique, du prix de vente de ses anciens marchés.

4. Les actes susceptibles d'enregistrement, faits au sujet de cet emprunt, seront passibles du droit fixe de un franc.

Xi^e Série.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
ALFRED DARIMON, LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Paris à emprunter une somme nette de deux cent cinquante millions de francs, destinée à l'exécution de divers travaux d'utilité publique.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 7 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Gardé des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé E. ROUHER.

TABIEAU A.

Édifices religieux et hospitaliers, bâtiments municipaux, établissements scolaires.....	60,000,000 ^f
Travaux de voirie.....	75,000,000
Travaux de viabilité, promenades et plantations.....	32,000,000
Eaux et égouts.....	33,000,000
TOTAL.....	<u>200,000,000</u>

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 1^{er} juillet 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DAMON, comte LE PELETIER D'AUNAY, LAFOND DE SAINT-MÛR.

Vu pour être annexé à la loi qui autorise la ville de Paris à emprunter une somme nette de deux cent cinquante millions de francs, destinée à l'exécution de divers travaux d'utilité publique.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé P. BOUDET.

Vu pour être annexé à la loi du 12 juillet 1865.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,457. — *LOI qui érige en Commune la section de Sainte-Anne-d'Estrablin, distraite de la commune de Châtonnay (Isère).*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La section de Sainte-Anne-d'Estrablin est distraite de la commune de Châtonnay, canton de Saint-Jean-de-Bournay, arrondissement de Vienne, département de l'Isère, et formera à l'avenir une commune distincte.

En conséquence, la limite entre la commune de Sainte-Anne-d'Estrablin et la commune de Châtonnay est fixée conformément au tracé de la ligne lavée en bleu sur le plan annexé à la présente loi.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY, ALFRED DAMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui érige en commune distincte la section de Sainte-Anne-d'Estrablin, distraite de la commune de Châtonnay (Isère).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand-sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N^o 13,458. — *Loi qui distrait un territoire des communes d'Aurec, de Saint-Didier-la-Séauve et de Saint-Ferréol-d'Auroure (Haute-Loire) pour en former une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de Pont-Salomon.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le territoire teinté en bistre sur le plan annexé à la présente loi est distrait des communes d'Aurec, de Saint-Didier-la-

Séauve et de Saint-Ferréol-d'Auroure, canton de Saint-Didier-la-Séauve, arrondissement d'Yssingeaux, département de la Haute-Loire. Il formera à l'avenir une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de Pont-Salomon, et qui en portera le nom.

En conséquence, la limite entre la commune de Pont-Salomon et les communes d'Aurec, de Saint-Didier-la-Séauve et de Saint-Ferréol-d'Auroure, est fixée conformément au tracé de la ligne noire indiquée sur ledit plan.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par un décret de l'Empereur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1865.

Le Vice-Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui érige en commune distincte la section de Pont-Salomon, distraite des communes d'Aurec, de Saint-Didier-la-Séauve et de Saint-Ferréol-d'Auroure (Haute-Loire).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardien des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,459. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui fixe le prix de la Pension au Lycée du Prince Impérial.

Du 24 Juin 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} octobre prochain, le prix de la pension au lycée du Prince Impérial sera fixé ainsi qu'il suit :

Division élémentaire.....	1,100 ^f
Division de grammaire.....	1,300

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 24 Juin 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé **V. DURUY**.

N° 13,460. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Villes et des Départements, pour l'exécution de Travaux militaires appartenant à l'exercice 1865.

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition, par chapitres, des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état des sommes versées dans les caisses du trésor par des villes et des départements, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux militaires appartenant à l'exercice 1865;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾;

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

Vu les lettres de notre ministre des finances, en date des 27 mai et 19 juin 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État de la guerre, sur l'exercice 1865, un crédit de un million cent soixante-neuf mille huit cent quatre-vingt-six francs quarante-huit centimes (1,169,886^f 48^c), applicable aux travaux du service du génie indiqués ci-après :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. — Établissements et matériel du génie.

Place d'Arras. Élargissement de la route impériale n° 25, à la porte d'Amiens.....	13,333 ^f 00 ^c
Place de Valence. Construction d'un quartier d'artillerie.....	25,000 00
Place de Mende. Construction d'un quartier pour la réserve d'infanterie de la Lozère.....	28,100 00
Place de Toulouse. Construction de l'hôtel du grand quartier général.....	53,453 48
Place de Fougères. Installation d'une prison militaire dans la caserne.....	10,000 00
Place de Blois. Construction d'un quartier d'infanterie.....	46,000 00
TOTAL pour le budget ordinaire.....	169,886 48

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. — Établissements et matériel du génie.

Place de Lille. Agrandissement de la ville.....	900,000 00
Place de Montpellier. Réorganisation du casernement du génie à la citadelle.....	40,000 00
Place de Toulouse. Construction d'un quartier pour un deuxième régiment d'artillerie.....	60,000 00
TOTAL pour le budget extraordinaire.....	1,000,000 00
TOTAL GÉNÉRAL.....	1,169,886 48

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor par des villes et départements à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
secrétaire d'État de la guerre,

Signé RANDON.

N° 13,461. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant ce qui suit :

L'académie des sciences morales et politiques de l'Institut impérial de France est autorisée à accepter la donation qui lui est faite par M. *Victor Cousin*, membre de l'Institut, de soixante-sept obligations des chemins de fer du Midi, portant les n° 943,879 à 943,888, 1,010,550 à 1,010,559, 1,052,120 à 1,052,125, 1,078,981 à 1,079,021, chacune produisant un intérêt dont le produit servira à constituer un prix de trois mille francs, à décerner tous les trois ans, par ladite académie (section de philosophie), à l'auteur d'un mémoire sur une question d'histoire de la philosophie ancienne que la section de philosophie aura proposée.

Cette récompense recevra la dénomination de *Prix Victor Cousin*. (*Paris, 17 Juin 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 15 * Juillet 1865.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1312.

N° 13,462. — *Loi portant fixation du Budget général des Dépenses et des Recettes ordinaires de l'exercice 1866.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

TITRE I^{er}.

BUDGET ORDINAIRE.

§ I^{er}. — *Crédits accordés.*

ART. 1^{er}. Des crédits sont ouverts aux ministres pour les dépenses générales du budget ordinaire de l'exercice 1866, conformément à l'état A ci-annexé.

Ces crédits s'appliquent :

A la dette publique, à l'amortissement et aux dotations, pour.....	644,196,292 ^f
Aux services généraux des ministères, pour.....	808,992,594
Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, pour. 234,602,104 ^f	245,144,604
Aux remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et es-comptes, pour..... 10,542,500	

TOTAL GÉNÉRAL conforme à l'état A ci-annexé.... 1,698,333,490

§ II. — *Impôts autorisés.*

2. Les contributions directes applicables aux dépenses générales de l'État seront perçues, pour 1866, en principal et centimes additionnels, conformément à la première partie de l'état B ci-annexé et aux dispositions des lois existantes.

Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres est fixé, en principal, aux sommes portées dans l'état C annexé à la présente loi.

3. Sont maintenues, pour l'exercice 1866, les dispositions du premier paragraphe de l'article 3 de la loi du 8 juin 1864, qui réduit à un demi-décime le second décime établi par la loi du 2 juillet 1862, sur les droits et produits dont la perception est confiée à l'administration de l'enregistrement.

L'article 13 de la loi du 23 juin 1857, relatif à la perception d'un second décime sur les autres impôts indirects qui supportent le premier décime, continuera à recevoir son exécution pour le même exercice 1866.

4. Le timbre des quittances de produits et revenus de toute nature délivrées par les comptables de deniers publics est réduit à vingt centimes. La délivrance de ces quittances est obligatoire. Le prix du timbre, lorsqu'il est exigible, s'ajoute de plein droit au montant de la somme due et est soumis au même mode de recouvrement.

Sont maintenues les dispositions de l'article 16 de la loi du 13 brumaire an VII concernant les contributions directes, et celles des articles 19 et 243 de la loi du 28 avril 1816, relatives aux quittances des douanes et à celles des contributions indirectes.

5. Les receveurs de l'enregistrement procéderont à la formalité du visa pour timbre proportionnel par l'application d'un ou plusieurs timbres mobiles. Ils énonceront en outre, par une mention datée et signée, le montant des droits perçus.

La forme et les conditions d'emploi de ces timbres mobiles seront déterminées par un règlement d'administration publique. Sont applicables à ces timbres les dispositions de l'article 21 de la loi du 11 juin 1859.

Sont considérés comme non timbrés les actes ou écrits qui n'auraient pas été visés pour timbre, conformément aux dispositions du paragraphe premier du présent article, ou sur lesquels le timbre mobile aurait été apposé sans l'accomplissement des formalités prescrites par le règlement d'administration publique.

6. Les dispositions de l'article 18 de la loi du 26 juillet 1860, relatif à l'élévation du droit de consommation des alcools, sont prorogées jusqu'à la fin de l'année 1866.

7. Continuera d'être faite, pour 1866, au profit de l'État, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, pro-

duits et revenus énoncés dans le premier paragraphe de l'État D annexé à la présente loi:

5 III. — *Évaluation des voies et moyens et résultat général du budget.*

8. Les voies et moyens applicables aux dépenses générales du budget ordinaire de l'exercice 1866 sont évalués, conformément à l'état E ci-annexé, à la somme totale de..... 1,699,901,837^f

Les crédits pour les frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et pour les remboursements et restitutions étant fixés à..... 245,144,604

Le produit net des voies et moyens de l'exercice 1866 est évalué à..... 1,454,757,233

La portion de la réserve de l'amortissement comprise dans cette somme étant de..... 32,011,565

Le produit net des impôts et revenus publics est évalué à..... 1,422,745,668

9. D'après les fixations établies par la présente loi, le résultat général du budget ordinaire de 1866 se résume ainsi qu'il suit :

Produit net des impôts et revenus..... 1,422,745,668^f

Crédits ouverts pour la dette publique, l'amortissement et les dotations..... 644,196,292^f

A déduire le montant de l'amortissement provisoirement suspendu. 127,681,576

Dépenses réelles pour la dette et les dotations..... 516,514,716 516,514,716

RESTE applicable aux services de l'État... 906,230,952

Crédits ouverts pour les services généraux des ministères..... 808,992,594

Excédant du produit net des impôts et revenus publics sur les dépenses ordinaires de l'État..... 97,238,358

Ressource affectée au budget extraordinaire... 95,670,011

Excédant de recette du budget ordinaire..... 1,568,347

TITRE II.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

10. Les crédits affectés aux dépenses départementales et spéciales, qui se règlent d'après le montant des recettes des mêmes services, sont fixés provisoirement, pour l'exercice 1866, à la somme de deux

cent trente-trois millions quatre-vingt-cinq mille trois cent dix-huit francs (233,085,318¹), conformément à l'état général F ci-annexé.

11. Les contributions foncière, personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, applicables aux dépenses départementales et spéciales, seront perçues, pour 1866, en centimes additionnels, conformément à la seconde partie de l'état B ci-annexé et aux dispositions des lois existantes.

12. Lorsque, en exécution du paragraphe 4 de l'article 39 de la loi du 18 juillet 1837, il y aura lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office sur les communes des centimes additionnels pour le payement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt.

13. En cas d'insuffisance des revenus ordinaires pour l'établissement des écoles primaires communales, élémentaires ou supérieures, les conseils municipaux et les conseils généraux des départements sont autorisés à voter, pour 1866, à titre d'imposition spéciale destinée à l'instruction primaire, des centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Toutefois il ne pourra être voté, à ce titre, plus de trois centimes par les conseils municipaux, et plus de deux centimes par les conseils généraux.

14. En cas d'insuffisance des centimes facultatifs ordinaires pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et, dans des cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour 1866, à titre d'imposition spéciale, cinq centimes additionnels aux quatre contributions directes.

15. Est prorogée, pour 1866, l'autorisation accordée par les articles 2 et 5 du décret du 30 décembre 1860 ⁽¹⁾ aux départements de la Savoie, des Alpes-Maritimes et de la Haute-Savoie, de porter à dix-huit centimes cinq dixièmes le chiffre des centimes additionnels facultatifs à imposer sur les contributions foncière et personnelle-mobilière.

Sont prorogées pendant cinq ans, à l'égard du département de la Savoie, les dispositions du décret du 30 décembre 1860 ⁽²⁾, qui concernent les impositions communales à établir d'office sur les contributions foncière et personnelle-mobilière, et qui autorisent les communes dudit département à convertir leurs dettes à courte échéance en un emprunt à long terme.

Les mêmes dispositions sont également prorogées, pour l'année 1866, à l'égard des communes du département des Alpes-Maritimes qui faisaient partie de l'ancien comté de Nice.

16. Continuera d'être faite, pour 1866, au profit des départements, des communes, des établissements publics et des commu-

⁽¹⁾ Bull. 894, n° 8621.

⁽²⁾ Bull. 894, n° 8620.

nautés d'habitants dûment autorisées, la perception, conformément aux lois existantes, des divers droits, produits et revenus énoncés dans le deuxième paragraphe de l'état D annexé à la présente loi.

17. Les voies et moyens affectés aux dépenses départementales et spéciales, qui se règlent d'après le montant des recettes des mêmes services, sont évalués à une somme égale de deux cent trente-trois millions quatre-vingt-cinq mille trois cent dix-huit francs (233,085,318'), conformément à l'état général F ci-dessus mentionné.

TITRE III.

SERVICES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET.

18. Les services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'État sont fixés, en recette et en dépense, pour l'exercice 1866, à la somme de cent cinq millions cinq cent trente mille cinq cent vingt-quatre francs (105,530,524'), conformément à l'état G ci-annexé.

TITRE IV.

MOYENS DE SERVICE ET DISPOSITIONS DIVERSES.

19. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la Banque de France, des bons du trésor portant intérêt et payables à échéance fixe.

Les bons du trésor en circulation ne pourront excéder cent cinquante millions de francs (150,000,000'). Ne sont pas compris dans cette limite les bons délivrés à la caisse d'amortissement en vertu de la loi du 10 juin 1833, les bons déposés en garantie à la Banque de France, ni les bons créés spécialement pour prêts à l'industrie.

Dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'émissions supplémentaires qui devront être autorisées par décrets impériaux insérés au Bulletin des lois, et soumis à la sanction du Corps législatif à sa plus prochaine session.

20. Il est ouvert au ministre de la guerre un crédit de deux millions six cent mille francs (2,600,000') pour l'inscription au trésor public des pensions militaires à liquider dans le courant de l'année 1866.

21. Il est ouvert au ministre d'État un crédit de cent mille francs (100,000') pour l'inscription au trésor public des pensions qui seraient concédées, pendant l'année 1866, en vertu de la loi du 17 juillet 1856.

22. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1866, pour l'inscription des pensions civiles, par application de la loi du 9 juin

1853, un crédit supplémentaire de huit cent mille francs (800,000'), en sus du produit des extinctions.

23. Le surcroît de dépense annuelle résultant de l'application de l'article 19 de la loi du 26 avril 1855 aux sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats des corps qui ne se recrutent pas par la voie des appels, sera supporté par la caisse de la dotation de l'armée et versé à cet effet par elle au trésor.

Cette disposition est applicable aux dépenses de même nature payées par le trésor depuis l'exécution de la loi de 1855.

24. Les effets de la loi du 10 juin 1853 concernant les secours voyageurs à d'anciens militaires de la République et de l'Empire sont prorogés pendant cinq années, jusqu'au 31 décembre 1870.

25. Les bons que la caisse des travaux publics de la ville de Paris est autorisée à mettre en circulation pendant l'année 1865, qui ayaient été fixés, par la loi du 13 mai 1863, à quatre-vingts millions de francs (80,000,000'), pourront être élevés à cent millions de francs (100,000,000').

Les bons à mettre en circulation pendant l'année 1866 pourront s'élever à la somme de cent millions de francs (100,000,000').

26. Il est ouvert éventuellement au ministre des finances un crédit de un million quarante-quatre mille trente-neuf francs soixante-six centimes (1,044,039' 66") pour le paiement des intérêts et de l'amortissement exigibles, en 1866, de la partie afférente à la garantie de la France dans l'emprunt négocié, en 1833, par le gouvernement grec.

Les paiements imputables sur ce crédit auront lieu sur les ressources de la dette flottante, à titre d'avances à recouvrer sur le gouvernement grec.

27. Le délai de quatre mois accordé par l'article 5 de la loi du 7 mai 1864, pour la libération des obligations souscrites pour les sucres admis en franchise temporaire, est réduit à deux mois.

Cette disposition sera applicable aux obligations souscrites à partir du 1^{er} septembre prochain.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

28. Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice

de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable.

Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, modifié par l'article 7 de la loi du 7 août 1850, relatif au cadastre, non plus qu'aux dispositions des lois du 10 mai 1838, sur les attributions départementales; du 18 juillet 1837, sur l'administration communale; du 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux, et du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON,
H. DE SAINT-GERMAIN, SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1866.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux

tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

ÉTAT A.

Budget général des dépenses de l'exercice 1866.

BUDGET ORDINAIRE PAR SECTIONS.

NATURE DES DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés.
		fr.
DETTE PUBLIQUE ET DOTATIONS.		
Ministère des finances.	1 ^{re} section. Dette consolidée. — Amortissement. — Emprunts spéciaux pour canaux, chemins de fer et travaux divers. — Capitaux remboursables à divers titres. — Dette viagère. — Dotations et indemnités du Corps législatif.....	644,196,292
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
Ministère d'État.	1 ^{re} section. Administration centrale.....	423,500
	2 ^e section. Conseil privé. — Conseil d'État.....	2,668,900
TOTAL pour le ministère d'État.....		3,092,400
SERVICE DE LA JUSTICE.		
Ministère de la justice et des cultes.	1 ^{re} section. Administration centrale. — Conseil du sceau des titres.....	699,450
	2 ^e section. Cours et tribunaux.....	27,409,260
	3 ^e section. Frais de justice criminelle en France et en Algérie, et frais des statistiques.....	5,000,000
	4 ^e section. Dépenses diverses. — Secours temporaires, etc.....	70,000
		33,178,710
SERVICE DES CULTES.		
	1 ^{re} section. Administration centrale.....	264,400
	2 ^e section. Personnel du culte catholique.....	42,661,050
	3 ^e section. Matériel et travaux du culte catholique.....	3,129,000
	4 ^e section. Personnel et matériel des cultes non catholiques.....	1,929,236
		47,983,686
TOTAL pour le ministère de la justice et des cultes.....		81,162,396
SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
Ministère des affaires étrangères.	1 ^{re} section. Administration centrale.....	951,400
	2 ^e section. Traitements des agents du service extérieur.....	6,862,300
	3 ^e section. Dépenses variables et service temporaire.....	4,999,500
TOTAL pour le ministère des affaires étrangères..		12,783,200
SERVICE DE L'INTÉRIEUR.		
Ministère de l'intérieur.	1 ^{re} section. Administration centrale.....	1,817,100
	2 ^e section. Administration générale.....	11,581,450
	3 ^e section. Services télégraphiques.....	8,983,460
	4 ^e section. Sécurité publique.....	7,674,895
	5 ^e section. Service des prisons.....	17,637,100
	6 ^e section. Subventions et secours.....	4,988,410
TOTAL pour le ministère de l'intérieur.....		52,682,415
SERVICE DES FINANCES.		
Ministère des finances.	2 ^e section. Administration centrale. — Monnaies et médailles. — Dépenses des exercices périmés.....	8,606,976
	3 ^e section. Cour des comptes.....	1,539,100
	4 ^e section. Service de trésorerie.....	11,283,500
TOTAL pour le ministère des finances.....		21,429,576

NATURE DES DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés.
		fr.
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES. (Suite.)		
DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
Ministère de la guerre et gouvernement général de l'Algérie.	1 ^{re} section. Administration centrale. — Dépôt de la guerre.....	2,614,538
	2 ^e section. États-majors. — Gendarmerie.....	49,729,716
	3 ^e section. Solde et entretien des troupes.....	283,801,859
	4 ^e section. Matériel de l'artillerie et du génie et service des poudres et salpêtres.....	22,763,443
	5 ^e section. Écoles militaires. — Invalides de la guerre. — Traitements temporaires et secours. — Dépenses secrètes.	7,232,282
	TOTAL pour les dépenses du ministère de la guerre.	366,141,838
	DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.	
	1 ^{re} section. Administration centrale. — Dépenses secrètes.....	696,060
	2 ^e section. Administration générale.....	3,901,065
	3 ^e section. Services de la justice, de l'instruction publique et des cultes. — Services financiers. — Services maritimes.	4,072,980
	4 ^e section. Colonisation. — Travaux publics.....	5,883,908
	TOTAL pour les dépenses du gouvernement général de l'Algérie.	14,554,013
	TOTAL pour le ministère de la guerre et le gouvernement général de l'Algérie.	380,695,851
Ministère de la marine et des colonies.	1 ^{re} section. Administ ^{re} centrale. — Conseils. — Inspections générales	1,826,634
	2 ^e section. États-majors. — Équipages. — Troupes. — Corps entretenus. — Hôpitaux et vivres.....	62,117,540
	3 ^e section. Salaires d'ouvriers. — Approvisionnements généraux. — Travaux hydrauliques. — Poudres.....	60,298,028
	4 ^e section. Écoles navales. — Service hydrographique et scientifique. — Frais d'impressions. — Frais de voyage et dépenses diverses. — Traitements temporaires. — Chiourmes.....	3,727,680
	5 ^e section. Service colonial.....	24,481,600
	TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies.	152,451,482
Ministère de l'instruction publique.	1 ^{re} section. Administration centrale.....	710,950
	2 ^e section. Services généraux de l'instruction publique.....	1,710,000
	3 ^e section. École normale supérieure et enseignement supérieur. — Établissements scientifiques et littéraires.....	7,493,071
	4 ^e section. Instruction secondaire.....	3,141,000
	5 ^e section. Instruction primaire.....	6,863,100
	TOTAL pour le ministère de l'instruction publique.....	19,918,121

NATURE DES DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés.
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics	1 ^{re} section. Administration centrale.....	1,346,950 ¹
	2 ^e section. Personnel et services des travaux publics.....	9,720,253
	3 ^e section. Agriculture.....	3,928,500
	4 ^e section. Commerce. — Industrie. — Établissements thermaux. — Service sanitaire. — Secours aux colons de Saint- Domingue et autres.....	7,029,250
	5 ^e section. Travaux ordinaires des ponts et chaussées. — Matériel des mines.....	50,405,000
TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.		72,429,953
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.	1 ^{re} section. Administration centrale. — Archives de l'Empire. — Correspondance de l'empereur Napoléon I ^{er} . — Asile de Saverne.....	824,200
	2 ^e section. Beaux-arts et théâtres. — Monuments historiques. — Bâtiments civils.....	7,650,500
	3 ^e section. Service des haras.....	3,872,500
TOTAL pour le ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts..		12,347,200
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.		
Ministère des finances.	5 ^e section. Administration des contributions directes.....	17,940,571 ¹
	6 ^e section. Administration de l'enregistrement, du timbre et des domaines.....	15,231,900
	7 ^e section. Administration des forêts.....	9,518,017
	8 ^e section. Administration des douanes et des contributions indi- rectes.....	65,726,965
	9 ^e section. Administration des tabacs.....	64,826,500
	10 ^e section. Administration des postes.....	61,358,151
		234,602,104
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS.		
Ministère des finances.	11 ^e section. Remboursements et restitutions (non compris les con- tributions directes), non-valeurs, primes et escomptes.	10,542,500

Récapitulation du budget général des dépenses de l'exercice 1866.

BUDGET ORDINAIRE.		MONTANT des crédits accordés.
Dette publique et dotations.....		644,196,292 ¹
Services généraux des ministères.	Ministère d'Etat.....	3,092,400 ¹
	Ministère de la justice et des cultes.....	81,162,396
	Ministère des affaires étrangères.....	12,783,200
	Ministère de l'intérieur.....	52,682,415
	Ministère des finances.....	21,429,576
	Ministère de la guerre et gouvernement général de l'Algérie.	Dépenses du ministère de la guerre 366,141,838 ¹ Dépenses du gouvernement général de l'Al- gérie 14,554,013
		380,695,851
	Ministère de la marine et des colonies.....	152,451,482
	Ministère de l'instruction publique.....	19,918,121
	Ministère de l'agriculture, du commerce et des tra- vaux publics.....	72,429,953
	Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts	12,347,200
Frais de régie et de perception des impôts et revenus publics.....		234,602,104
Remboursements et restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.....		10,542,500
TOTAL du budget des dépenses ordinaires de l'exercice 1866.....		1,698,333,490

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.	foncière.		personnelle et mobilière	
	Centimes addi- tionnels.		Centimes addi- tionnels.	
1^{re} PARTIE. — FONDS				
Principal des contributions	•	168,777,460 ^f	•	41,8
A ajouter pour cotisations en principal des propriétés nou- vellement bâties imposables à partir du 1 ^{er} janvier 1866, déduction faite des dégrèvements afférents aux propriétés détruites ou démolies. (Art. 2 des lois des 17 août 1835 et 4 août 1844.).....	•	522,540	•	5
TOTAL du principal		169,300,000		42,4
A retrancher pour attributions aux communes sur les con- tributions des patentes.....	•	•	•	
RESTE		169,300,000		42,4
Centimes additionnels généraux sans affectation spéciale (calculés sur le total du principal).....	•	•	17	7,20
TOTAUX.....	•	169,300,000	17	49,6

3/5 de la taxe de premier avertissement pour les rôles confectionnés aux frais de l'État. (Art. 51)

TOTAL des fonds pour dépenses générales.....

Fonds
pour dépenses départementales.

Centimes
imposés
par la loi
(17 cent.
5/10).

Centimes
votés
par les conseils
généraux.

Fonds applicables aux dépenses ordinaires de chaque département.....

Fonds commun à répartir entre les départements pour dépenses ordinaires des départements.....

Pour dépenses facultatives d'utilité départementale (*maximum*, 7 centimes 5/10), excepté pour le département de la Corse, qui est autorisé à porter ces centimes au nombre de 14 6/10 (*loi du 7 août 1850, art. 1^{er}*), et pour les départements des Alpes-Maritimes, de la Savoie et de la Haute-Savoie, qui sont également autorisés à porter les mêmes centimes pour 1866, au nombre de 18 centimes 5/10. (*Article 17 de la loi de finances.*).....

Pour dépenses extraordinaires (autres que les dépenses concernant l'instruction primaire) approuvées par des lois spéciales.....

A reporter.....

10 5/10

7

•

•

•

17 5/10

17,776,500^f

11,851,000

12,897,500

20,700,000

63,225,000

10 5/10

7

•

•

17 5/10

4,41

2,96

3,2

5,11

15,816

II^e PARTIE. — FONDS

(A) Sur les 5 centimes imposés pour taxe de premier avertissement, 3 centimes sur 18,300,000 avertissements
rôles confectionnés aux frais de l'État, rentrent dans les fonds pour dépenses générales du budget. Le produit
3 centimes est de 564,000 francs.

Revenus additionnels pour l'exercice 1866.

				TOTALS	
des partes et fondées.		des patentes.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
		Cen- times addi- tionnels.			
REVENUS GÉNÉRAUX.					
	31,488,670 ^f	"	59,000,000 ^f	301,104,832 ^f	
	511,330	"	"	1,595,168	
	32,000,000		59,000,000	302,700,000	
	"	"	4,720,000	4,720,000	
	32,000,000		54,280,000	297,980,000	
26 8/10	5,056,000	10 8/10	6,372,000	18,636,000	
26 8/10	37,056,000	10 8/10	60,652,000	316,616,000	
(45 mai 1818.)				(A) 564,000	
.....				317,180,000	317,180,000
REVENUS SPÉCIAUX.					
	"	"	"	22,228,500 ^f	
	"	"	"	14,819,000	
	"	"	"		
	"	"	"	16,127,500	
	3,725,000 ^f	"	7,620,000 ^f	37,205,000	
	3,725,000	"	7,620,000	90,380,000	

Le produit des 2 autres centimes est attribué aux percepteurs pour la distribution des avertissements aux contribuables, et figure à la deuxième partie du présent tableau.

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.			foncière.		personnelle et mobilière.	
			Centimes additionnels.		Centimes additionnels.	
		Report	17 5/10	63,225,000 ^f	17 5/10	25,8
Fonds pour dépenses départementales. (Suite.)	Centimes votés par les conseils généraux. (Suite.)	Pour subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et autres, en vertu de la loi du 21 mai 1836 (<i>maximum, 5 centimes</i>)	"	8,227,000	"	1,85
		Pour dépenses de l'instruction primaire, en vertu de la loi du 15 mars 1850 (<i>maximum, 2 centimes</i>) et en vertu de lois spéciales.....	"	3,440,000	"	77
		Pour dépenses du cadastre (<i>maximum, 5 centimes</i>)	"	100,000	"	
		Centimes pour dépenses ordinaires (<i>maximum, 5 centimes</i>)	"	8,465,000	"	2,120
		Centimes pour dépenses extraordinaires et centimes pour frais de bourses et chambres de commerce (<i>approuvés par des actes du Gouvernement ou par des arrêtés des préfets</i>)	"	28,863,000	"	4,825
Fonds pour dépenses communales.		Centimes extraordinaires imposés d'office pour les dépenses obligatoires à la charge des communes (<i>art. 39 de la loi du 18 juillet 1837</i>)	"	"	"	"
		Centimes pour dépenses des chemins vicinaux (<i>maximum, 5 centimes</i>)	"	7,855,000	"	1,683
		Centimes pour dépenses de l'instruction primaire (<i>maximum, 3 centimes</i>)	"	4,655,000	"	1,115
		Centimes pour frais de perception des impositions communales (<i>3 centimes du montant de ces impositions</i>)	"	1,507,101	"	294
		Fonds de 8 centimes sur le principal des patentes attribué aux communes par l'article 32 de la loi du 25 avril 1844	"	"	"	"
Fonds pour secours en cas de grêle, inondations et autres cas fortuits			1	1,693,000	1	424
Fonds de non-valeurs.		Sur le principal des contributions foncière et personnelle-mobilière (non-valeurs, remises et modérations)	8/10	1,354,400	8/10	339
		Sur le principal de la contribution des portes et fenêtres (non-valeurs)	"	"	"	"
		Sur le principal de la contribution des patentes (décharges, réductions, remises et modérations, et frais d'expédition des formules des patentes)	"	"	"	"
		A reporter	19 3/10	129,384,501	19 3/10	29,241,84

PARTIES				TOTALS	
des parties et fermiers.		des patentes.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
Con- times addi- tionnels.		Con- times addi- tionnels.			
"	725,000 ^f	"	7,620,000 ^f	90,380,000 ^f	
"	1,355,000	"	2,500,000	13,969,000	110,238,000 ^f
"	575,000	"	1,000,000	5,789,000	
"	"	"	"	100,000	
"	"	"	"	10,585,000	
"	3,680,000	"	6,240,000	43,608,000	
"	"	"	"	"	82,272,156
"	1,245,000	"	2,050,000	12,833,000	
"	835,000	"	1,630,000	8,235,000	
"	176,947	"	312,480	2,291,156	
"	"	"	4,720,000	4,720,000	
"	"	"	"	2,117,000	2,117,000
"	"	"	"	1,695,000	
2 4/10	768,000	"	"	768,000	
"	"	5	2,950,000	2,950,000	
12 4/10	12,389,947	5	29,022,480	200,038,756	194,627,156

NATURE ET OBJET DES IMPOSITIONS.		foncière.		personnelle et mobilière	
		Centimes additionnels.		Centimes additionnels.	
	Report.....	19 3/10	129,384,501 ^f	19 3/10	29,241
Fonds de non- valeurs. (suite.)	Centimes à ajouter au montant des impositions départementales pour leur contribution à la formation du fonds de non-valeurs (art. 14 de la loi du 8 juillet 1852 et art. 17 de la loi du 13 mai 1863).....	"	599,936	"	147.
	Centimes à ajouter au montant des impositions communales pour leur contribution à la formation du fonds de non-valeurs (art. 14 de la loi du 8 juillet 1852 et art. 17 de la loi du 13 mai 1863).....	"	398,704	"	77.
Fonds de réimpositions.....		"	75,000	"	625.
Centimes pour frais de confection de rôles spéciaux d'impositions extraordinaires.....		"	20,000	"	3.
TOTAL.....		19 3/10	130,478,141	19 3/10	30,095.
2/5 de la taxe de premier avertissement pour les rôles confectionnés aux frais de l'Etat (art. 51 de la loi du 13 mai 1863).....					
TOTAL des fonds pour dépenses spéciales.....					
RÉCAP					
TOTAL des fonds pour dépenses générales.....		"	169,300,000 ^f	17	49,608.0
Taxe de premier avertissement.....					
TOTAL des fonds pour dépenses spéciales.....		19 3/10	130,478,141	19 3/10	30,095.3
Taxe de premier avertissement.....					
TOTAL GÉNÉRAL des contributions directes..		19 3/10	299,778,141	36 3/10	79,703.3
(A) 3 centimes sur 400,000 avertissements, pour rôles spéciaux d'impositions extraordinaires, établis aux frais des communes, et pour rôles de frais de bourses et chambres de commerce, servent à couvrir les frais d'impressions et de confection desdits avertissements : le produit de ces trois centimes est de.....					
					12,000
2 centimes sur la totalité des avertissements (19,300,000) sont attribués aux percepteurs pour la distribution desdits avertissements, soit.....					
					384,000
TOTAL.....					396,000

				TOTAUX	
des portes et fenêtres.		des patentes.		par nature de contributions.	par affectation de contributions.
		Centimes additionnels.			
2 4/10	12,389,947 ^f	5	29,022,480 ^f	200,038,756 ^f	194,627,156 ^f
"	136,440	"	556,000	1,439,904	7,962,392
"	138,240	"	496,000	1,110,888	
"	50,000	"	"	750,000	750,000
"	2,000	"	2,500	27,500	27,500
2 4/10	12,716,627	5	30,076,980	203,367,048	203,367,048
5 me 1818) et taxe entière des avertissements pour rôles				(A). 398,000	398,000
				203,763,048	203,763,048
2 4/10	37,056,000 ^f	10 8/10	60,652,000 ^f	316,618,000 ^f	317,180,000 ^f
				564,000	
2 4/10	12,716,627	5	30,076,980	203,367,048	(B) 203,763,048
				398,000	
2 4/10	49,772,627	15 8/10	90,728,980	(C) 520,943,048	(C) 520,943,048
Le produit des impositions affectées à des dépenses spéciales est attribué aux ministères ci-après : Instruction publique..... 5,789,000^f Intérieur..... 104,349,000 Agriculture, commerce et travaux publics..... 2,117,000 Finances..... 91,508,048					
TOTAL.....				203,763,048	
Le chiffre se compose du total des quatre contributions (colonnes 2 à 6) et des sommes de 564,000 francs et de 398,000 francs formant le montant de la taxe de premier avertissement.					

Répartition du contingent de c

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL.		
		Foncière.	Personnelle et mobilière.	Porte et
1	Ain.....	1,255,171 ^f	285,747 ^f	105,23
2	Aisne.....	2,849,818	629,063	599,04
3	Allier.....	1,393,826	293,526	204,29
4	Alpes (Basses).....	619,669	123,084	77,10
5	Alpes (Hautes).....	506,718	87,252	83,29
6	Alpes-Maritimes.....	592,129	178,345	126,80
7	Ardèche.....	926,054	239,394	162,01
8	Ardennes.....	1,342,961	324,490	240,38
9	Ariège.....	609,735	167,741	100,59
10	Aube.....	1,478,552	322,216	256,68
11	Aude.....	1,809,047	298,652	163,70
12	Aveyron.....	1,481,237	283,958	199,98
13	Bouches-du-Rhône.....	2,015,205	1,015,048	779,74
14	Calvados.....	3,859,195	680,338	675,99
15	Cantal.....	1,128,703	180,765	89,35
16	Charente.....	1,894,059	388,397	228,84
17	Charente-Inférieure.....	2,472,233	529,242	299,22
18	Cher.....	1,057,577	249,100	146,18
19	Corrèze.....	870,807	180,675	115,18
20	Corse.....	183,484	102,021	51,18
21	Côte-d'Or.....	2,688,946	479,580	310,17
22	Côtes-du-Nord.....	1,730,688	388,998	198,99
23	Creuse.....	731,512	160,934	95,77
24	Dordogne.....	2,163,721	376,177	215,36
25	Doubs.....	1,251,753	303,854	221,56
26	Drôme.....	1,252,661	305,680	199,01
27	Eure.....	3,254,337	499,246	565,28
28	Eure-et-Loir.....	2,210,467	383,775	255,36
29	Finistère.....	1,526,447	454,240	309,03
30	Gard.....	1,889,053	456,957	345,28
31	Garonne (Haute-).....	2,346,539	515,801	440,10
32	Gers.....	1,661,642	295,968	169,00
33	Gironde.....	3,286,961	960,002	753,53
34	Hérault.....	2,438,742	537,451	332,40
35	Ille-et-Vilaine.....	2,004,804	481,116	274,31
36	Indre.....	1,044,575	242,887	126,83
37	Indre-et-Loire.....	1,660,185	364,414	258,33
38	Ivère.....	2,451,850	479,624	328,94
39	Jura.....	1,364,866	270,029	174,17
40	Landes.....	763,514	175,484	154,40
41	Loir-et-Cher.....	1,363,243	279,709	159,90
42	Loire.....	1,647,509	457,794	445,52
43	Loire (Haute-).....	1,037,972	194,268	129,61
44	Loire-Inférieure.....	1,751,915	592,293	407,78
45	Loiret.....	1,934,513	428,160	292,24

MOBILIERS, ET DES PORTES ET FENÊTRES.

Principal, en principal, pour 1866.

DÉPARTEMENTS.	CONTRIBUTIONS EN PRINCIPAL.		
	Fonciers.	Personnelle et mobilière.	Portes et fenêtres.
Lot.....	1,271,885 ^f	266,809 ^f	132,293 ^f
Lot-et-Garonne.....	2,138,023	368,075	185,003
Lozère.....	597,402	87,442	63,300
Maine-et-Loire.....	2,659,519	496,983	384,330
Manche.....	3,442,214	614,062	417,786
Marne.....	1,939,851	503,695	459,843
Marne (Haute-).....	1,428,250	288,086	168,712
Meyenne.....	1,636,193	313,958	191,048
Meurthe.....	1,794,462	441,927	304,534
Mosa.....	1,659,892	328,251	195,977
Morbihan.....	1,506,720	331,531	167,285
Moselle.....	1,767,156	421,891	346,293
Nièvre.....	1,334,493	298,567	169,724
Nord.....	4,583,268	1,234,415	1,392,479
Oise.....	2,794,316	620,593	507,993
Orne.....	2,406,217	438,261	313,289
Pas-de-Calais.....	3,113,065	682,890	721,049
Puy-de-Dôme.....	2,403,368	497,668	274,627
Pyrénées (Basses-).....	917,604	322,298	293,713
Pyrénées (Hautes-).....	582,947	155,805	115,160
Pyrénées-Orientales.....	728,510	139,332	87,122
Rhin (Bas-).....	1,942,919	592,224	632,469
Rhin (Haut-).....	1,674,837	445,012	453,226
Rhône.....	2,579,511	1,053,015	792,380
Saône (Haute-).....	1,508,054	287,282	190,750
Saône-et-Loire.....	2,966,075	515,026	358,897
Sarthe.....	2,308,908	441,253	296,804
Savoie.....	593,390	145,507	85,402
Savoie (Haute-).....	525,499	102,373	70,448
Seine.....	11,151,070	6,398,722	4,772,599
Seine-Inférieure.....	5,303,025	1,308,735	1,265,382
Seine-et-Marne.....	2,948,573	516,013	343,927
Seine-et-Oise.....	3,645,427	1,014,027	699,472
Sèvres (Deux-).....	1,507,806	275,384	166,840
Somme.....	3,260,260	629,838	754,407
Tarn.....	1,679,251	306,309	199,989
Tarn-et-Garonne.....	1,665,916	252,116	126,855
Var.....	1,255,715	361,293	269,536
Vaucluse.....	947,427	293,078	239,277
Vendée.....	1,624,585	289,574	169,555
Vienne.....	1,265,485	275,496	222,920
Vienne (Haute-).....	949,247	228,293	157,496
Vorges.....	1,226,991	299,043	230,432
Yonne.....	1,843,663	413,075	270,561
TOTAUX.....	168,777,460	41,838,702	31,488,670

ÉTAT D. *Tableau des droits, produits et revenus dont la perception est autorisée pour 1866, conformément aux lois existantes.*

§ 1^{er}. — *Perceptions au profit de l'État.*

Droits d'enregistrement, de timbre, de taxe sur les biens de mainmorte, de greffe, d'hypothèques, de passe-ports et de permis de chasse, produit du visa des passe-ports et de la légalisation des actes au ministère des affaires étrangères, et droits de sceau à percevoir pour le compte du trésor, dans lesquels continueront d'être compris les droits pour dispenses d'alliances, en conformité des lois des 17 août 1828, 29 janvier 1831 et 20 février 1849;

Vingtième à payer sur le produit des bois des communes et établissements publics vendus ou délivrés en nature, pour indemniser l'État des frais d'administration de ces bois, sans toutefois que ces frais puissent excéder le maximum d'un franc par hectare (*Article 5 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841, article 6 de la loi des recettes de 1846, du 19 juillet 1845, et article 14 de la loi du budget de 1857, du 14 juillet 1856*);

Droits de douanes, y compris celui sur les sels;

Contributions indirectes, y compris les droits de garantie, la retenue sur le prix des livraisons de tabacs autorisée par l'article 38 de la loi du 24 décembre 1814, les frais de casernement déterminés par la loi du 15 mai 1818, et le prix des poudres, tel qu'il est fixé par les lois des 16 mars 1819 et 24 mai 1834;

Taxe des lettres et droit sur les sommes versées aux caisses des agents des postes;

Rétributions imposées, en vertu de la loi du 14 juin 1854 et du décret du 22 août suivant, sur les élèves des établissements d'enseignement supérieur et sur les candidats qui se présentent pour y obtenir des grades;

Produit des monnaies et médailles;

Redevances sur les mines;

Redevances pour permission d'usines et de prises d'eau temporaires, toujours révocables sans indemnité, sur les canaux et rivières navigables et flottables;

Droits de vérification des poids et mesures, conformément à l'ordonnance royale du 17 avril 1839;

Taxes des brevets d'invention;

Droits de chancellerie et de consulat perçus en vertu des tarifs existants;

Décime et double décime pour franc sur les droits qui n'en sont point affranchis, y compris les amendes et condamnations pécuniaires, et sur les droits de greffe perçus, en vertu de l'ordonnance du 18 janvier 1826, par le secrétaire général du Conseil d'État;

Rétributions imposées, pour frais de surveillance, sur les compagnies et agences de la nature des tonfines dont l'établissement aura été autorisé par ordonnances rendues dans la forme des règlements d'administration publique (*Avis du Conseil d'État, approuvé par l'Empereur le 1^{er} avril 1809, et loi des recettes de 1843*);

Droits sanitaires, conformément au tarif déterminé par l'article 7 du décret du 4 juin 1853;

Taxes de la télégraphie privée.

§ 2. — *Perceptions au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.*

Taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la surveillance, la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants; taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807 et taxes d'affouages là où il est d'usage et utile d'en établir;

Droits de péage qui seraient établis conformément à la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802), pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'État, des départements ou des communes, et pour correction de rampes sur les routes nationales ou départementales;

Taxes perçues pour l'entretien, la réparation et la reconstruction des canaux et rivières non navigables et des ouvrages d'art qui y correspondent (*Loi du 14 floréal an XI* [4 mai 1803]);

Allocations accordées aux officiers et maîtres de port en vertu des règlements particuliers des ports, homologués par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (*Article 3 du décret du 15 juillet 1854*);

Taxes d'arrosage autorisées par le Gouvernement (*Loi du 14 floréal an XI* [4 mai 1803] et *article 25 de la loi du budget de 1858*);

Taxes imposées avec l'autorisation du Gouvernement, pour subvenir aux dépenses intéressées des communautés de marchands de bois (*Loi du 28 février 1824*);

Droits d'examen et de réception imposés, par l'arrêté du Gouvernement du 20 prairial an XI (9 juin 1803) et le décret du 22 août 1854, sur les candidats qui se présentent devant les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie pour obtenir le diplôme d'officier de santé ou de pharmacien de seconde classe;

Droits établis pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers;

Rétributions imposées, en vertu des arrêtés du Gouvernement du 3 floréal an VIII (23 avril 1800) et du 6 nivôse an XI (27 décembre 1802), sur les établissements d'eaux minérales naturelles, pour le traitement des médecins chargés par le Gouvernement de l'inspection de ces établissements;

Contributions imposées par le Gouvernement sur les bains, fabriques et dépôts d'eaux minérales, pour subvenir aux traitements des médecins inspecteurs dedit établissements (*Article 30 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841, et lois de finances antérieures*);

Rétributions pour frais de visite des aliénés placés volontairement dans les établissements privés (*Articles 9 de la loi du 30 juin 1838 et 29 de la loi du 25 juin 1841*);

Droits d'octroi, droits de pesage, mesurage et jaugeage;

Droits de voirie dont les tarifs ont été approuvés par le Gouvernement, sur la demande et au profit des communes (*Loi du 18 juillet 1837*);

Dixième des billets d'entrée dans les spectacles et les concerts quotidiens (*Loi du 7 frimaire an V* [27 novembre 1796]);

Quart de la recette brute dans les lieux de réunion ou de fête où l'on est admis en payant (*Loi du 8 thermidor an V* [26 juillet 1797]);

Contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, et revenus spéciaux accordés auxdits établissements;

Droits de conditionnement et de titrage des soies et des laines, perçus en vertu des décrets qui autorisent l'établissement de bureaux publics pour ces opérations;

Droits d'épreuve des armes à feu destinées au commerce perçus en vertu des actes qui réglementent ces opérations;

Droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés (*Loi du 18 juillet 1837*);

Droits de stationnement et de location sur la voie publique, sur les ports et rivières et autres lieux publics (*Loi du 18 juillet 1837*);

Taxes de frais de pavage des rues dans les villes où l'usage met ces frais à la charge des propriétaires riverains (*Dispositions combinées de la loi du 11 frimaire an VII* [1^{er} décembre 1798] et du décret de principe du 25 mars 1807, et *article 28 de la loi des recettes de 1842, du 25 juin 1841*);

Taxes d'établissement de trottoirs dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés conformément aux dispositions de la loi du 7 juin 1845;

Prix de la vente exclusive, au profit de la caisse des invalides de la marine, des feuilles de rôle d'équipages des bâtiments de commerce, d'après le tarif du 8 messidor an XI (27 juin 1803);

Frais de travaux intéressant la salubrité publique (*Loi du 16 septembre 1807*);

Droits d'inhumation et de concessions de terrains dans les cimetières (*Décrets organiques du 23 prairial an VII* [12 juin 1804] et du 18 août 1811);

Taxe municipale sur les chiens (*Loi du 2 mai 1855 et décret du 4 août suivant*).

ÉTAT E. Budget général des voies et moyens ordinaires de l'exercice 1888.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		MONTANT des recettes prévues.
CONTRIBUTIONS DIRECTES. (Fonds généraux.)		
Contribution foncière.....	169,300,000 ^f	517,180,000 ^f
Contribution personnelle et mobilière.....	49,608,000	
Contribution des portes et fenêtres.....	37,056,000	
Contribution des patentes.....	60,652,000	
Taxe de premier avertissement. (Portion.).....	564,000	
ENREGISTREMENT, TIMBRE ET DOMAINES.		
Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques, et perceptions diverses.....	325,396,000 ^f	403,322,000
Droits de timbre.....	77,926,000	
Revenus et prix de vente de domaines.....	4,719,700	414,530,616
Prix de vente d'objets mobiliers provenant des mi- nistères.....	5,200,000	
Produits d'établissements spéciaux régis ou affer- més par l'État.....	1,338,916	
PRODUITS DES FORÊTS.		
Produits des coupes de bois.....	36,540,000	42,011,500
Produits divers.....	3,881,500	
Valeur des bois cédés directement aux arsenaux de la marine....	400,000	
Contribution des communes et établissements publics pour frais de régie de leurs bois.....	1,200,000	
DOUANES ET SELS.		
Droits de douanes à l'importation :		
Marchandises diverses.....	65,278,000	155,694,000
Sucres .. { coloniaux.....	43,326,000 ^f	
étrangers.....	17,940,000	
Droits de douanes à l'exportation.....	333,000	
Droits de navigation.....	4,203,000	
Droits et produits divers de douanes.....	1,458,000	
Taxe de consommation des sels perçue dans le rayon des douanes.	23,156,000	
CONTRIBUTIONS INDIRECTES.		
Droits sur les boissons.....	216,765,000	573,038,000
Taxe de consommation des sels perçue hors du rayon des douanes.	8,797,000	
Droit sur le sucre indigène.....	42,200,000	
Droits divers et recettes à différents titres.....	58,990,000	
Produit de la vente des tabacs.....	233,212,000	
Produit de la vente des poudres à feu.....	13,074,000	
PRODUITS DES POSTES.		
Produit de la taxe des lettres.....	68,116,000	74,422,000
Droit de un pour cent sur les envois d'argent.....	1,099,000	
Droit de transport des valeurs déclarées.....	756,000	
Droit de transit des correspondances étrangères.....	4,391,000	
Recettes diverses.....	60,000	
PRODUITS DIVERS DU BUDGET.		
Produits universitaires.....		3,020,000
Produits et revenus de l'Algérie.....		19,451,300
Retenues et autres produits affectés au service des pensions civiles.....		14,717,400
Produit de la réserve de l'amortissement.....		32,011,566
PRODUITS DIVERS DU BUDGET.		
Taxe annuelle sur les biens de mainmorte.....	3,367,952	
Redevances et produits extraordinaires des mines.....	1,229,978	
Droits de vérification des poids et mesures.....	1,536,000	
Bénéfice sur la fabrication des monnaies et des médailles.....	150,000	
A reporter.....	6,283,930	
A reporter.....		1,646,136,381

DESIGNATION DES PRODUITS.		MONTANT des recettes prévues
Report		1,646,136,381
PRODUITS DIVERS DU BUDGET. (Suite.)		
Report.....		6,283,930
Produit de la rente de l'Inde.....	1,086,000	
Contingent à verser au trésor par les établissements français de l'Inde.....	222,000	
Produit de la taxe des brevets d'invention.....	1,400,000	
Pensions et rétributions des élèves des écoles militaires et navales.....	1,110,000	
Retenue de 2 p. 0/0 sur la solde des officiers de l'armée et des sapeurs-pompiers de Paris.....	1,232,456	
Pensions de marins admis à l'hôtel des invalides de la guerre.....	59,000	
Portion des dépenses de la garde de Paris remboursée à l'État par la ville de Paris.....	1,944,322	
Versement, par la caisse de la dotation de l'armée, des suppléments à sa charge dans les pensions militaires.....	7,375,000	
Versement de la caisse des invalides de la marine.....	1,000,000	
Contingent des communes dans les frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	151,700	
Remboursement par les communes du département de la Seine des dépenses faites pour leur police municipale.....	164,375	
Revenus de divers établissements spéciaux (écoles vétérinaires, écoles des arts et métiers, écoles régionales d'agriculture, lazarets et établissements sanitaires).....	1,187,875	
Produits provenant des ministères, et recettes attribuées au trésor public par le décret impérial du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique.....	4,872,415	
Produit de ventes de cartes des dépôts de la guerre et de la marine.....	70,000	
Valeur, au prix de revient fixé (au département de la guerre ... 581,495		
par le budget, des poudres (au gouvernement général de l'Algérie..... 304,239		53,765,456
livrées par le service des (au département de la marine et des colonies..... 602,903		
poudres et salpêtres..... (au département des finances ... 5,841,070		
Produit du travail dans les ateliers de condamnés et pénitenciers militaires.....	214,500	
Produits de la télégraphie privée française et étrangère.....	8,890,000	
Remboursement par les compagnies de chemins de fer des frais de surveillance de leur télégraphie.....	450,000	
Bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations pour l'année 1866.....	2,000,000	
Recouvrements sur prêts faits, en 1830, au commerce et à l'industrie.....	10,000	
Recettes sur débits non compris dans l'actif de l'administration des finances.....	200,000	
Dépôts d'argent non réclamés aux caisses des agents des postes. (Loi du 31 janvier 1833.).....	50,000	
Fonds de concours à verser par divers pour l'exécution de travaux publics.....	200,000	
Excédant disponible des recettes sur les dépenses du service de l'imprimerie impériale.....	5,299	
Produits divers des prisons et établissements pénitentiaires.....	4,000,000	
Remboursement de prêts aux associations ouvrières. (Décret du 5 juillet 1848.).....	6,000	
Produit des droits d'entrée et de la vente du livret à l'exposition annuelle des œuvres des artistes vivants.....	200,000	
Intérêts et faits provenant des prêts faits à l'industrie. (Loi du 1 ^{er} août 1860).....	1,200,000	
Recettes de différentes origines.....	1,015,977	
TOTAL GÉNÉRAL des voies et moyens ordinaires de l'exercice 1866.....		1,699,901,837

CHAPITRES spéciaux.	RECETTES.	MONTANT des recettes prévues	
		par chapitres.	P. serv.
	Report.....		5,99
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
	SERVICE DE LA FABRICATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES.		
	<i>Monnaies.</i>		
1.	Retenues, pour frais de fabrication, sur les matières apportées aux changers des monnaies.....	1,230,645 ^f	
2.	Produit des tolérances en faible sur le titre et le poids des monnaies fabriquées.....	50,000	1,280,745 ^f
3.	Droits d'essai sur les lingots présentés en vérification par le commerce.....	100	
	<i>Médailles.</i>		1,88
4.	Produit de la vente des médailles fabriquées.....	580,000	
5.	Droit de 10 p. o/o prélevé sur le prix de la fabrication des médailles de sainteté, boutons, etc.....	1,000	581,000
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	CAISSE DE LA DOTATION DE L'ARMÉE.		
1.	Versements à faire par les appelés compris dans le contingent an- nuel pour obtenir l'exonération du service militaire.....	46,000,000	
2.	Versements à faire par les militaires sous les drapeaux pour obte- nir l'exonération du service militaire.....	3,600,000	
3.	Dons et legs faits à la dotation de l'armée.....	Mémoire.	
4.	Arrérages de rentes inscrites sur le grand-livre de la dette publique	14,065,000	
5.	Intérêts résultant de l'excédant des recettes.....	200,000	
6.	Versements à titres divers et restitutions par les militaires de sommes indûment perçues.....	50,000	63,916
7.	Versements volontaires à faire, à titre de dépôts, par les militaires de tous grades, dans le cours de leur service.....	Mémoire.	
8.	Versements à faire par les jeunes gens, ou en leur nom, avant l'appel de leur classe, et applicables à leur exonération ulté- rieure du service, s'il y a lieu.....	Mémoire.	
9.	Fonds reportés de l'année 1865.....	Mémoire.	
	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.		
	CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.		
1.	Retenues sur les dépenses du personnel et du matériel de la marine et des colonies.....	5,300,000	
2.	Retenues exercées sur la solde des officiers militaires et civils et agents de tous grades, en congé, tant de la marine que des co- lonies.....	220,000	
3.	Retenues sur les salaires des marins du commerce.....	1,570,000	
	A reporter.....	7,090,000	
	A reporter.....		71,766,

Montant des recettes correctives pour l'exercice 1866.

DÉPENSES.			MONTANT DES CRÉDITS accordés.
Ministre Financier.	7 ^e section.....	Service départemental sur contributions directes..... 104,349,000 ^f Service départemental sur produits éventuels..... 26,100,000	130,449,000 ^f
Ministre des finances.	5 ^e section..... (2 ^e partie.)	Contributions directes et taxes perçues en vertu de rôles..... Frais de premier aversissement et frais de confection de rôles spéciaux... 425,570 ^f Cadastre..... 106,000	525,570
	11 ^e section..... (2 ^e partie.)	Restitutions et non-valeurs sur contributions directes.....	90,984,548
Ministre de la guerre et général de l'Algérie.	1 ^{re} section..... (2 ^e partie.)	Frais de l'exposition permanente des produits de l'Algérie à Paris.....	19,000
général gouvernement de l'Algérie.	8 ^e section..... (2 ^e partie.)	Frais de délimitation de la propriété..... 200,000 ^f Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer de l'Algérie..... 54,300	273,300
Ministre de l'instruction publique.	5 ^e section..... (2 ^e partie.)	Dépenses de l'instruction primaire imputables sur ressources spéciales.....	6,786,000
Ministre de l'agriculture, commerce des travaux publics.	2 ^e section..... (2 ^e partie.)	Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer.....	1,860,000
	3 ^e section..... (2 ^e partie.)	Secours spéciaux à l'agriculture.....	2,117,000
	4 ^e section..... (2 ^e partie.)	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	96,900
TOTAL des dépenses.....			233,085,318
233,085,318 ^f			
233,085,318			

Des rattachés pour ordre au budget de l'exercice 1866.

DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés par sections.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES....	Section unique. Imprimerie impériale.....	4,640,000 ^f
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.....	Section unique. Chancelleries consulaires.....	1,350,000
A reporter.....		5,990,000

CHA- PITRES spéciaux.	RECETTES.	MONTANT des recettes prévues	
		par chapitres.	par services
	Report		71,764
	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. (Suite.)		
	CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE. (Suite.)		
	Report.	7,090,000	
4.	Décomptes des déserteurs.....	50,000	
5.	Dépôts provenant de soldes, parts de prises, etc.....	640,000	
6.	Dépôts provenant de naufrages.....	120,000	
7.	Droits sur les prises.....	80,000	
8.	Dividendes des actions de la banque de France appartenant à la caisse des invalides immobilisées.....	220,000	16,374
9.	Arrérages des inscriptions de rentes 3 p. o/o appartenant à la caisse des invalides.....	5,100,000	
10.	Plus-value des feuilles de rôles d'équipages des navires du com- merce.....	80,000	
11.	Recettes diverses, y compris le report de l'exercice précédent....	2,994,000	
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.		
	ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES.		
1.	Produit des bourses accordées par l'État.....	30,000	
2.	Produit des bourses accordées par les départements, les com- munes ou les gouvernements étrangers.....	7,700	
3.	Produit des pensions.....	372,100	
4.	Recettes éventuelles. — Fournitures diverses aux élèves, etc.....	40,350	
5.	Legs et donations.....	Mémoire.	459
6.	Recettes extraordinaires. — Intérêts servis par la caisse des dépôts et consignations. — Timbre des quittances.....	9,020	
7.	Recettes sur exercices clos.....	Mémoire.	
	MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS.		
	LÉGION D'HONNEUR.		
1.	Rentes 3 p. o/o sur le grand-livre de la dette publique.....	6,077,536	
	Rentes 3 p. o/o sur le grand-livre de la dette publique. (<i>Décret du 17 mars 1852.</i>).....	500,000	
2.	Supplément à la dotation.....	9,899,230	
3.	Actions sur les canaux d'Orléans et du Loing et sur le canal du Midi.....	112,000	
4.	Remboursement, par les membres de la Légion d'honneur touchant le traitement et par les médaillés militaires, du prix de leurs décorations et médailles. — Produit des brevets de nomination et de promotion dans l'Ordre. — Droits de chancellerie pour port de décorations étrangères.....	225,000	16,930
5.	Rentes données en remplacement des anciens chefs-lieux de co- horte.....	14,843	
6.	Versements par les titulaires de majorats (transmissions de dota- tions).....	4,000	
7.	Domaine d'Écouen.....	6,000	
8.	Pensions et frais de trousseaux à verser par les parents des élèves de la maison impériale Napoléon de Saint-Denis.....	66,000	
9.	Pensions et frais de trousseaux à verser par les parents des élèves des succursales.....	26,000	
	TOTAL GÉNÉRAL.....		105,534

DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés par sections.
Report	71,766,745
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES... Section unique. Caïase des inva- lides de la marine.....	16,374,000
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS. Section unique. École centrale des arts et manufactures.....	459,170
MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS. Section unique. Légion d'honneur.	16,930,609
TOTAL GÉNÉRAL.....	105,530,524

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 24 juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY, H. BUSSON-BILLAULT,
ALFRED DARIMON, H. DE SAINT-GERMAIN.

Vu pour être annexé à la loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1866.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé P. BOUDET.

Vu pour être annexé à la loi du 8 juillet 1865.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,463. — *Loi sur le Budget extraordinaire de l'exercice 1866.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les ressources affectées au budget extraordinaire, pour l'exercice 1866, sont évaluées à la somme totale de cent cinquante et un millions huit cent cinq mille onze francs (151,805,011^f), conformément à l'état A ci-annexé.

2. Il est ouvert aux ministres, pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1866, un crédit total de cent quarante-neuf millions sept cent dix-huit mille huit cents francs (149,718,800^f), conformément à l'état B ci-annexé.

Les portions de ce crédit qui n'auront pas été consommées à la fin de l'exercice pourront, par décrets délibérés en Conseil d'État, être reportées à l'exercice suivant, en conservant leur affectation spéciale et jusqu'à concurrence de la partie restant libre des ressources réalisées, qui sera également reportée audit exercice.

3. Le ministre des finances est autorisé à aliéner, au profit de l'exercice 1866, les forêts des dunes appartenant à l'État et qui sont désignées dans le tableau C annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUMAY, SÉVERIN ARBATUGGI,
ALFRED DARIMON, LAFOND DE SAINT-MÔR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi portant fixation des dépenses et des recettes du budget extraordinaire de l'exercice 1866.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NARCLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Gardes des Sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCH.

ÉTAT A. État général des ressources affectées aux dépenses du budget extraordinaire pour l'exercice 1866.

DESIGNATION DES RESSOURCES.	MONTANT des ressources prévues.
Rentes de l'amortissement.....	4,907,700 ^f
Prélèvements sur la dotation de l'amortissement.....	90,762,312
Indemnité de Chine. (Complément.).....	2,500,000
Indemnité de Cochinchine. (Annuité.).....	1,080,000
Indemnité du Mexique.....	25,000,000
Produits extraordinaires des forêts pour reboisement, routes et gazonnement.	2,500,000
Intérêts d'une somme due par le Mont-de-Milau.....	250,000
Produit de la refonte des anciennes monnaies d'argent de 50 et de 20 centimes.	600,000 ^f
Produit d'aliénation des bois des dunes.....	2,000,000
Sommes remboursées par la caisse de la dotation de l'armée et afférentes aux années antérieures à 1864.....	22,205,000
TOTAL.....	151,805,011

ÉTAT B. État général, par ministères et par sections, des crédits accordés pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1866.

MINISTÈRES.	DESIGNATION DES SECTIONS.	MONTANT des crédits accordés	
		par section.	par ministère.
Justice et cultes. (Service des cultes.)	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Matériel et travaux du culte catholique.....	5,300,000 ^f	5,300,000 ^f
Intérieur.	2 ^e section. (1 ^e partie.) — Administration générale ..	15,000	4,510,000
	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Service télégraphique....	1,000,000	
	6 ^e section. (2 ^e partie.) — Subventions et secours....	3,495,000	
Finances.	2 ^e section. (2 ^e partie.) — Monnaies.....	500,000	6,225,000
	7 ^e section. (2 ^e partie.) — Forêts.....	2,500,000	
	9 ^e section. (2 ^e partie.) — Tabacs.....	1,225,000	
Guerre et gouvernement général de l'Algérie.	Dépenses du ministère de la guerre.		
	Dépenses du gouvernement général de l'Algérie.		
	4 ^e section. (2 ^e partie.) — Matériel de l'artillerie et du génie.....	5,000,000	11,235,000
Marine et colonies.	4 ^e section. (3 ^e partie.) — Colonisation. — Travaux publics.....	6,235,000	
	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Approvisionnements généraux. — Travaux hydrauliques.....	12,500,000	12,500,000
	3 ^e section. (2 ^e partie.) — École normale supérieure. — Établissements scientifiques et littéraires.....	325,000	1,428,000
Instruction publique.	5 ^e section. (3 ^e partie.) — Instruction primaire.....	1,100,000	
	6 ^e section. — Routes et ponts, canaux, rivières, travaux agricoles et autres.....	38,821,800	
Agriculture, commerce et travaux publics.	7 ^e section. — Chemins de fer.....	27,632,000	102,453,800
	7 ^e section bis. — Paiements aux compagnies de chemins de fer à titre de garantie d'intérêt.....	33,000,000	
	8 ^e section. — Exposition universelle de 1867.....	3,000,000	
Maison de l'Empereur et beaux-arts.	4 ^e section. — Travaux extraordinaires.....	8,070,000	8,070,000
	TOTAL GÉNÉRAL.....		149,718,800

ÉTAT C. *État des forêts domaniales à utiliser au profit du budget extraordinaire de l'exercice 1866.*

AMÉLIORATIONS.	FORÊTS.	CONTENANCES.
Bois situés dans la commune de la Teste.....		311 hectares 78 ares 19 centiares.

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 27 juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBAYUCCI, ALFRED DARIMON, comte LE PELETIER D'AUNAY, LAPOND DE SAINT-MËR.

Vu pour être annexé à la loi portant fixation des dépenses et des recettes du budget extraordinaire de l'exercice 1866.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé P. BOUDET.

Vu pour être annexé à la loi du 8 juillet 1865.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 1 464. — *Loi sur les Suppléments de Crédits de l'exercice 1865.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit:

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit:

TITRE I^{er}.

BUDGET ORDINAIRE.

Art. 1^{er}. Il est accordé sur l'exercice 1865, au delà des crédits ou-

verts par la loi de finances du 8 juin 1864, pour le budget ordinaire de cet exercice, des crédits montant à la somme de huit millions cinq cent trente-neuf mille deux cent quatre-vingts francs (8,539,280^f).

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par sections, conformément à l'état A ci-annexé.

2. Il est accordé sur l'exercice 1865, pour le paiement de créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de six cent quatre-vingt-un mille neuf cent soixante et dix-huit francs cinquante-trois centimes (681,978^f 53^c).

Ces crédits extraordinaires spéciaux sont répartis entre les divers ministères, conformément à l'état B ci-annexé.

3. L'évaluation des voies et moyens applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1865, fixée par la loi de finances du 8 juin dernier à un milliard sept cent cinquante-deux millions trente-six mille soixante-deux francs (1,752,036,062^f), est augmentée d'une somme de trente-cinq millions cent vingt-cinq mille francs (35,125,000^f), conformément à l'état C ci-annexé.

4. D'après les fixations établies ci-dessus, le résultat général du budget ordinaire de l'exercice 1865 se résume ainsi qu'il suit :

Excédant de recette du budget primitif.	1,113,479 ^f 00 ^c
Voies et moyens supplémentaires.....	35,125,000 00
Annulations prévues en règlement d'exercice.....	24,000,000 00
Total.....	60,238,479 00
Suppléments de crédits accordés par la présente loi.....	9,221,258 53
Excédant de recette du budget ordinaire.	51,017,220 47
Sur cet excédant de recette, il est affecté au budget extraordinaire de l'exercice 1865.....	49,890,720 ^f 47 ^c
Excédant libre du budget ordinaire de l'exercice 1865.....	1,126,500 00
Total égal.....	51,017,220 47

TITRE II.

BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

5. Il est accordé sur l'exercice 1865, au delà des allocations fixées par la loi précitée pour le budget des dépenses sur ressources spéciales de cet exercice, des crédits s'élevant à la somme de cent vingt-cinq mille francs (125,000^f).

Ces crédits demeurent répartis, par ministères et par sections, conformément à l'état D ci-annexé.

TITRE III.

SERVICES RATTACHÉS POUR ORDRE AU BUDGET.

6. Il est accordé aux services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1865, pour le paiement de créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de six mille cent quinze francs soixante et quinze centimes (6,115' 75'), conformément à l'État E ci-annexé.

TITRE IV.

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

7. Il est alloué sur l'exercice 1865, au delà des crédits ouverts par la loi de finances du 8 juin 1864, sur le budget extraordinaire, des crédits montant à la somme de soixante et quatorze millions quatre cent cinquante-trois mille huit cent trente-deux francs (74,453,832').

Ces crédits sont répartis, par ministères et par sections, conformément à l'État F annexé à la présente loi.

8. Les ressources affectées par l'article 1^{er} de la loi précitée du 8 juin 1864 au budget extraordinaire sont augmentées d'une somme de trente millions deux cent cinquante mille francs (30,250,000'), conformément à l'État G ci-annexé.

9. D'après les fixations établies ci-dessus, le résultat général du budget extraordinaire se résume ainsi qu'il suit :

Excédant du budget extraordinaire primitif.....	498,011' 00"
Voies et moyens supplémentaires.....	30,250,000 00
Portion de l'excédant de recette du budget ordinaire appliquée au budget extraordinaire.....	49,890,720 47
Total.....	80,638,731 47
Suppléments de crédits accordés par la présente loi.....	74,453,832 00
Excédant de recette.....	6,184,899 47

TITRE V.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPENSES SUR EXERCICES CLOS.

10. Il est accordé, en augmentation des restés à payer des exercices 1861, 1862 et 1863, des crédits supplémentaires pour la somme de un million cent quarante et un mille huit cent cinquante-trois francs vingt-cinq centimes (1,141,853' 25'), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices, suivant l'État H ci-annexé.

Les ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonner ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses d'exercices

clos aux budgets des exercices courants, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

11. Le crédit ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1865, pour l'inscription au trésor public des pensions militaires, est augmenté de la somme de cinq cent mille francs (500,000').

12. Les crédits ouverts par la loi du 8 juin 1864, à la quatrième section (deuxième partie) du budget extraordinaire du département de la marine et des colonies, pour l'exercice 1864, sont réduits d'une somme de quatre-vingt-dix mille francs (90,000').

Délibéré en séance publique, à Paris, le 9 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÉR, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1865.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

ÉTAT A. Tableau, par ministères et par sections, des suppléments de crédits accordés pour le budget ordinaire de l'exercice 1865.

MINISTÈRES.	SECTIONS.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés.
DETTE PUBLIQUE ET DOTATIONS.			
Ministère des finances.	1 ^{re} section..	Dettes consolidées. — Amortissement. — Emprunts spéciaux pour canaux, chemins de fer et travaux divers. — Capitaux remboursables à divers titres. — Dette viagère. — Dotations et indemnités du Corps législatif	2,672,910 ¹
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.			
Ministère des affaires étrangères.	3 ^e section..	Dépenses variables et services temporaires	194,000
Ministère de l'intérieur.	5 ^e section..	Service des prisons	465,000
	6 ^e section..	Subventions et secours	935,000
TOTAL du ministère de l'intérieur.			1,400,000
DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.			
Ministère de la guerre. et Gouvernement général de l'Algérie.	3 ^e section..	Solde et entretien des troupes	354,699
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.			
	2 ^e section..	Administration générale.	20,000
	4 ^e section..	Colonisation. — Travaux publics	300,000
TOTAL pour les dépenses du gouvernement général de l'Algérie			320,000
TOTAL GÉNÉRAL pour le ministère de la guerre et le gouvernement général de l'Algérie			674,699
Ministère de la marine et des colonies.	2 ^e section..	États-majors. — Équipages. — Troupes. — Corps entretenus. — Hôpitaux et vivres	2,223,101
	4 ^e section..	Écoles navales. — Service hydrographique et scientifique. — Frais d'impressions. — Frais de voyages et dépenses diverses. — Traitements temporaires. — Chiourmes	97,270
TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies.			2,320,371
Ministère de l'instruction publique.	3 ^e section..	École normale supérieure et enseignement supérieur. — Établissements scientifiques et littéraires	150,000

MINISTÈRES.	SECTIONS.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits accordés.
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.	2 ^e section..	Personnel et service des travaux publics.....	10,000 ⁰
	4 ^e section..	Commerce, industrie. — Établissements thermaux. — Service sanitaire. — Secours aux colons de Saint-Domingue et autres.....	80,000
	5 ^e section..	Travaux ordinaires des ponts et chaussées. — Matériel des mines.....	65,000
		TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics....	155,000
		FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.	
Ministère des finances.	7 ^e section.	Administration des forêts.....	972,300

RÉCAPITULATION.

BUDGET ORDINAIRE.			MONTANT des crédits accordés.
Dette publique et dotations.....			2,672,910 ⁰
Services généraux des ministères.	Ministère des affaires étrangères.....	194,000 ⁰	
	Ministère de l'intérieur.....	1,400,000	
	Ministère de la guerre et gou- vernement gé- néral de l'Algé- rie.....	Dépenses du ministère de la guerre..... 354,699 ⁰ Dépenses du gouver- nement général de l'Algérie..... 320,000	674,699
	Ministère de la marine et des colonies.....	2,320,371	
	Ministère de l'instruction publique.....	150,000	
	Ministère de l'agriculture, du commerce et des tra- vaux publics.....	155,000	
	Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....		972,300
TOTAL de l'état A.....			8,539,280

ÉTAT B. *Tableau des crédits extraordinaires spéciaux accordés sur l'exercice 1865 pour dépenses d'exercices périmés.*

MINISTÈRES.	MONTANT des crédits accordés.
Ministère des affaires étrangères.....	600 ⁰ 00 ⁰
Ministère de l'intérieur.....	71,309 44
Ministère des finances.....	3,363 24
Ministère de la guerre et gouvernement général de l'Algérie.....	Dépenses du ministère de la guerre..... 21,062,49 Dépenses du gouvernement général de l'Algérie..... 10,649 94
Ministère de la marine et des colonies.....	483,075 54
Ministère de l'instruction publique.....	78,667 36
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	12,508 36
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	742 26
TOTAL de l'état B.....	681,978 53

Tableau des voies et moyens supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1865.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.		MONTANT des plus-values prévues.
Contributions directes.....		4,544,000 ^f
Produits des forêts.....		1,000,000
Impôts et revenus indirects.....		28,139,000
Produits universitaires.....		75,000
Revenus et autres produits affectés au service des pensions civiles.....		127,000
Produits divers. { Remboursement à faire au Trésor par la caisse de la dotation de l'armée.....		3,475,000
{ Produits divers des maisons centrales de force et de correction et des prisons départementales.....		465,000
ENSEMBLE.....		37,825,000
A DÉDUIRE :		
Produits divers. — Versement à faire par la caisse de la dotation de l'armée des suppléments à sa charge dans les pensions militaires. (Perte à prévoir sur l'évaluation portée au budget.).....		1,700,000
TOTAL de l'état C.....		35,125,000

ÉTAT D.

Tableau des suppléments de dépenses sur ressources spéciales et des recettes corrélatives.

RECETTES.	
Produits divers spéciaux. {	Remboursement des frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer en France et en Algérie..... 125,000 ^f
DÉPENSES.	
2 ^e SECTION. — 2 ^e PARTIE.	
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. {	Frais de contrôle et de surveillance des chemins de fer..... 125,000 ^f

ÉTAT E.

Tableau des crédits ouverts, pour dépenses d'exercices périmés, aux services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1865.

Ministère de la maison de l'Empereur et des beaux-arts. Légion d'honneur.....	6,115 ^f 75 ^c
---	------------------------------------

ÉTAT F.

État général, par ministères et par sections, des suppléments de crédits accordés pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1865.

MINISTÈRES.	DÉSIGNATION DES SECTIONS.	MONTANT des crédits accordés	
		par section.	par ministère.
Justice et cultes.	Matériel et travaux du culte catholique.....	600,000 ^f	600,000 ^f
Intérieur.	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Service télégraphique.	1,000,000	1,000,000
Finances.	2 ^e section. (2 ^e partie.) — Monnaies et médailles.	500,000	1,150,000
	7 ^e section. (2 ^e partie.) — Forêts.....	650,000	

MINISTÈRES.	DÉNOMINATION DES SECTIONS.	MONTANT des crédits accordés	
		par section.	par ministère.
Guerre et gouvernement général de l'Algérie.	1 ^{re} section. (2 ^e partie.) — Administration cen- trale. — Dépôt de la guerre.... 12,500 ^f		
	2 ^e section. (2 ^e partie.) — États-ma- jors. — Gendarmerie..... 1,257,000		
	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Solde et entretien des troupes..... 33,718,801		
	4 ^e section. (2 ^e partie.) — Matériel de l'artillerie et du génie..... 440,000	35,645,301 ^f	
	5 ^e section. (2 ^e partie.) — Écoles mi- litaires, invalides de la guerre. — Traitements temporaires et se- cours. — Dépenses secrètes.... 217,000		35,925,301 ^f
	Dépenses du ministère de la guerre.		
	Dépenses du gouvernement général de l'Algérie.		
	4 ^e section. (3 ^e partie.) — Travaux publics.....	280,000	
	2 ^e section. (2 ^e partie.) — États-majors. — Équi- pages. — Troupes. — Corps entretenus. — Hô- pitaux et vivres.....	16,447,531	
	3 ^e section. (2 ^e partie.) — Salaires d'ouvriers. — Approvisionnements généraux. — Travaux hy- drauliques. — Poudres.....	8,300,000	26,937,531
Marine et colonies.	4 ^e section. (2 ^e partie.) — Frais de voyages. — Dépenses diverses.....	2,190,000	
Instruction publique.	3 ^e section. (2 ^e partie.) — École normale supé- rieure et enseignement supérieur. — Éta- blissements scientifiques et littéraires.....	295,000	295,000
Agriculture, commerce et travaux publics.	6 ^e section. — Travaux extraordinaires des routes et ponts, canaux, rivières, etc.....	4,546,000	
	7 ^e section (bis). — Garantie d'intérêts dus aux chemins de fer.....	3,500,000	8,046,000 ^p
Maison de l'Empereur et des beaux-arts.	4 ^e section. — Travaux extraordinaires.....	500,000	500,000
	TOTAL de l'état F.....		74,453,832

ÉTAT G.

*Tableau des voies et moyens supplémentaires du budget extraordinaire
de l'exercice 1865.*

Indemnité du Mexique.....	25,000,000 ^f
Versement des compagnies de chemins de fer de Lyon et d'Orléans.....	3,000,000 ^f
Produit de la refonte des anciennes monnaies d'argent de cinquante centimes et de 20 centimes.....	600,000
Produits extraordinaires des forêts pour le gazonnement des montagnes.....	650,000
Prélèvement sur le fonds spécial de 20 millions affecté aux travaux contre les inondations des villes.....	1,000,000
TOTAL de l'état G.....	30,250,000

ANNEXE. Tableau des crédits supplémentaires accordés en augmentation des restes à payer, des exercices clos.

MINISTÈRES.	MONTANT des crédits accordés.
Ministère des affaires étrangères.....	219,102 ⁹¹
Ministère de l'intérieur.....	37,441 96
Ministère des finances.....	8,782 14
Ministère de la guerre { Dépenses du ministère de la guerre.....	185,852 ³⁴
gouvernement général { Dépenses du gouvernement général de l'Algérie.....	775 51
Ministère de la marine et des colonies.....	106,664 74
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	583,216 80
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	16 85
TOTAL de l'état H.....	1,141,853 26

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif, dans sa séance du 9 juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Vu pour être annexé à la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1865.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé P. BOUDET.

Vu pour être annexé à la loi du 8 juillet 1865.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

13465. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise comme Communauté hospitalière dirigée par une Supérieure locale l'Association des Sœurs Servantes de Marie, établis à Paris, rue Duguay-Trouin, n° 7.

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR des FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs servantes de Marie, éta-

blie à Paris (Seine), rue Duguay-Trouin, n° 7, est autorisée comme communauté hospitalière dirigée par une supérieure locale, à la charge de se conformer, sauf en ce qui concerne le second paragraphe de l'article 8, aux statuts approuvés par décret impérial du 11 janvier 1811 ⁽¹⁾, pour la communauté hospitalière des sœurs de Saint-Alexis, à Limoges (Haute-Vienne), et que cette association a déclaré adopter.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,

Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,466. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise la Communauté des Religieuses Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, établie à Saint-Omer, à transférer le siège de son établissement dans la commune de Longuenesse (Pas-de-Calais).

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La communauté enseignante des religieuses Bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, établie à Saint-Omer (Pas-de-Calais) en vertu de notre décret du 15 décembre 1855 ⁽¹⁾, est autorisée à transférer le siège de son établissement dans la commune de Longuenesse (même département).

2. La supérieure de ladite communauté est autorisée, au nom de cet établissement :

1° A vendre de gré à gré au sieur de Bayenghem, moyennant le prix de soixante quatre mille francs, et aux clauses et conditions énoncées dans un acte notarié du 7 juin 1864, les deux maisons et dépendances occupées actuellement par ladite communauté à Saint-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 349, n° 6507.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 350, n° 3236.

Onser, rue du Commandant, n° 31 et 39, estimées ensemble soixante mille francs, provenant d'une rétrocession faite en sa faveur par la demoiselle Scribe et autres membres de la même communauté, et dont l'acceptation a été autorisée par notre décret du 1^{er} juillet 1856;

2° A acquérir de la dame veuve Vandesmet et consorts, moyennant le prix de trente mille francs, et aux clauses et conditions énoncées dans un acte notarié du 12 juillet 1864, une propriété destinée à la nouvelle maison conventuelle sise à Longuenesse, comprenant des constructions avec un vaste terrain contenant trois hectares soixante-cinq ares quatre-vingt-un centiares, et estimée quarante mille francs.

Le prix de cette acquisition sera payé avec le produit de la vente autorisée ci-dessus, dont le surplus sera affecté aux constructions supplémentaires que nécessitera l'appropriation de la maison de Longuenesse.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,

Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 13,467. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui, 1° réunit en association syndicale les propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement de la rivière du Beuvron, depuis la limite des deux communes de Neuvy et de Bracieux jusqu'aux ponts d'Arian, commune de Tour-en-Sologne (Loir-et-Cher); 2° déclare d'utilité publique les travaux d'élargissement et de rectifications partielles indiqués sur des plans annexés au décret. (Paris, 5 Avril 1865.)

N° 13,468. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé, conformément aux dispositions générales d'un plan qui restera annexé au présent décret, à l'exécution des travaux nécessaires pour défendre la ville de Barrême contre les inondations de l'Asse-Cluniane (Basses-Alpes).

2° Les travaux mentionnés en l'article 1^{er} sont déclarés d'utilité publique.

3° La part contributive de l'État dans la dépense, évaluée à quarante-cinq

mille francs, est fixée aux deux tiers et sera imputée sur les ressources affectées par la loi du 28 mai 1868 aux travaux de défense des villes contre les inondations

Le dernier tiers de la dépense sera réparti comme il suit :

Le département, un neuvième.....	} Un tiers.
La commune, un neuvième.....	
Les propriétaires intéressés, un neuvième.	

4° La répartition entre les propriétaires intéressés de la part de la dépense laissée à leur charge sera faite par une commission instituée conformément au titre X de la loi du 16 septembre 1807. (*Paris, 5 Avril 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 17^e Juillet 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1313.

N° 13,469. — *Loi qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1864, des Crédits montant ensemble à 6,648,398 fr. 29 cent.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est accordé au ministre de la guerre :

1^o Sur l'exercice 1864, au delà des crédits ouverts par les lois des 13 mai 1863, 28 mai et 8 juin 1864, pour le budget extraordinaire de cet exercice, un crédit de quatre millions de francs (4,000,000'), réparti, par sections, conformément à l'état A annexé à la présente loi;

2^o Sur le même exercice 1864 (*Dépenses du gouvernement général de l'Algérie*), un crédit de deux millions six cent quarante-huit mille trois cent quatre-vingt-dix-huit francs vingt-neuf centimes (2,648,398' 29'), applicable à la réparation des dommages causés par l'insurrection de 1864, conformément à l'état B annexé à la présente loi.

2. Les dépenses résultant du troisième paragraphe de l'article précédent ne seront ordonnancées que dans la proportion de la moitié des sommes qui auront été successivement encaissées par le trésor, et jusqu'à concurrence du crédit ouvert par la présente loi.

Les portions de crédits qui n'auront pas été consommées à la fin de l'exercice pourront être reportées à l'exercice suivant, avec la même affectation, par décrets délibérés en Conseil d'État.

Les crédits reportés donneront lieu à des reports, en somme égale, du produit des contributions extraordinaires de guerre.

3. Il sera pourvu à la dépense par le montant des contributions

extraordinaires de guerre frappées sur les tribus insurgées, et évaluées à cinq millions six cent soixante mille deux cent vingt-six francs soixante et dix-huit centimes (5,660,226¹/₇₈), et par le remboursement d'une somme de un million cinq cent mille francs (1,500,000¹/₇₈), due par le gouvernement mexicain pour frais de transports à la suite des colonnes expéditionnaires et pour avances faites pour le chemin de fer.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1865.

Le Vice-Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON, comte LE PELETIER D'AUNAY,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1864, des suppléments de crédits montant ensemble à six millions six cent quarante-huit mille trois cent quatre-vingt-dix-huit francs vingt-neuf centimes.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte de BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHER.

ÉTAT A. *État, par sections, des suppléments de crédits accordés pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1864.*

DÉSIGNATION DES SECTIONS.	MONTANT des crédits accordés.
I ^{re} SECTION (2 ^e partie). États-majors. — Gendarmerie.....	50,000 ^f
II ^{re} SECTION (2 ^e partie). Solde et entretien des troupes.....	3,930,000
III ^{re} SECTION (2 ^e partie). Écoles militaires et invalides de la guerre. — Traitements temporaires et secours. — Dépenses secrètes.....	20,000
TOTAL.....	4,000,000

ÉTAT B. *État des prélèvements à opérer sur le montant des contributions extraordinaires de guerre frappées sur les tribus révoltées, pour servir à la réparation des dommages causés par l'insurrection.*

NATURE DES DÉPENSES.	1	TOTAUX partiels.
DÉPENSES ET INDEMNITÉS APPLICABLES AUX TROIS PROVINCES.		
Secours aux familles des convoyeurs morts en exécutant le service des transports pour les colonnes	100,000 ^f 00 ^s	300,000 ^f 00 ^s
Entretien des indigènes internés en Corse	200,000 00	
PROVINCE D'ALGER.		
Indemnités aux personnes	1,048,326 86	1,053,726 86
Travaux exceptionnels exécutés par le service du génie pour la mise en état de défense de certains postes.....	5,400 00	
PROVINCE D'ORAN.		
Indemnités aux personnes.....	1,144,430 29	1,153,730 29
Travaux exceptionnels exécutés par le service du génie pour la mise en état de défense de certains postes....	5,000 00	
Remboursement d'avances faites par le budget des centimes additionnels de la subdivision de Mostaganem pour le payement de secours urgents.....	4,300 00	
PROVINCE DE CONSTANTINE.		
Indemnités aux personnes.....		140,941 14
TOTAL GÉNÉRAL.....		2,648,398 29

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif, dans sa séance du 28 juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON, comte LE PELETIER D'AUNAY
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Vu pour être annexé à la loi qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice

1864, des suppléments de crédits montant ensemble à six millions six cent quarante-huit mille trois cent quatre-vingt-dix-huit francs vingt-neuf centimes.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé P. BOUDET.

Vu pour être annexé à la loi du 8 juillet 1865.

Le Ministre d'Etat,

Signé E. ROUHER.

N° 13,470. — *Loi qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies, sur l'exercice 1864, un Crédit de 1,967,000 francs pour les dépenses de la transformation de la Flotte, et annule pareille somme sur l'exercice 1863.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au département de la marine et des colonies, sur l'exercice 1864, un crédit de un million neuf cent soixante-sept mille francs (1,967,000^f) affecté aux dépenses de la transformation de la flotte, et qui sera imputé à la troisième section (2^e partie) du budget extraordinaire dudit exercice.

Pareille somme de un million neuf cent soixante-sept mille francs (1,967,000^f) est annulée sur le budget extraordinaire de la marine et des colonies, exercice 1863 (3^e section, 2^e partie. — *Salaires et approvisionnements généraux de la flotte*).

2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} ci-dessus au moyen des ressources extraordinaires de l'exercice 1864.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
ALFRED DARIMON, LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1864, un crédit de un million neuf cent soixante-sept mille francs, affecté aux dépenses de la transformation de la flotte, et qui annule un crédit de pareille somme sur l'exercice 1863.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 13,471. — *LOI qui autorise le département de l'Ariège à s'imposer
extraordinairement.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Ariège est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à s'imposer extraordinairement pendant deux ans, à partir de 1866, cinq dixièmes de centime additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera affecté aux travaux de la prison de Foix et au paiement d'une subvention destinée à l'amélioration des procédés d'exploitation des mines de Rancié.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, LAFOND DE SAINT-MÉR,
ALFRED DARIMON, SÉVERIN ABRATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Ariège à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BERN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,472. — *Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à imputer sur les ressources extraordinaires créées par les lois des 16 mai 1863 et 25 mai 1864 les fonds nécessaires au paiement de la subvention promise par le conseil général pour l'ouverture du Canal de Martigues.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département des Bouches-du-Rhône est autorisé à imputer sur les ressources extraordinaires créées par les lois des 16 mai 1863 et 25 mai 1864, les fonds nécessaires au paiement de la subvention promise par le conseil général pour l'ouverture du canal de Martigues.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé **SCHNEIDER**.

Les Secrétaires,

Signé **Comte LE PELETIER D'AUNAY**, **LAFOND DE SAINT-MÛR**,
SÉVERIN ABBATUCCI, **ALFRED DARIMON**.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à imputer sur des ressources extraordinaires précédemment créées les fonds nécessaires au paiement d'une subvention pour l'ouverture du canal de Martigues.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé **TROPLONG**.

Les Secrétaires,

Signé **P. BOUDET**, **DUMAS**, le comte **DE BÉARN**.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé **P. BOUDET**.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de

l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,473. — *Loi qui autorise le département du Cher à imputer sur les ressources extraordinaires créées par la loi du 20 juin 1860 les fonds nécessaires à l'acquisition et l'appropriation d'une maison destinée à l'agrandissement du Palais de justice de Bourges.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département du Cher est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à imputer sur les ressources extraordinaires créées par la loi du 20 juin 1860 les fonds nécessaires à l'acquisition et à l'appropriation d'une maison destinée à l'agrandissement du palais de justice de Bourges.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Cher à imputer sur des ressources précédemment

créées les fonds nécessaires à l'agrandissement du palais de justice de Bourges (Cher).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,474. — *LOI qui autorise le département de la Haute-Marne à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Marne est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à emprunter à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent :

1^{re} Une somme de trente-deux mille francs (32,000^f), qui sera appliquée aux travaux des routes départementales;

2° Une somme de vingt mille francs (20,000^f), qui sera consacrée aux travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun.

Ces emprunts pourront être réalisés, soit avec publicité et concurrence, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de la Haute-Marne est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, en 1867 :

1° Un centime cinq dixièmes, dont le produit sera consacré au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt de trente-deux mille francs (32,000^f) destiné aux routes départementales;

2° Un centime, dont le produit sera affecté au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt de vingt mille francs (20,000^f) destiné aux chemins vicinaux d'intérêt commun.

Cette dernière imposition sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

3. Il sera pourvu, en outre, au service des emprunts ci-dessus autorisés par imputation sur le produit des ressources de la deuxième section du budget départemental.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé DE SAINT-GERMAIN, comte LE PELETIER D'AUNAY,
LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Haute-Marne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte de BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

Signé **J. BAROCHÉ**.

N° 13,475. — Loi qui autorise le département du Nord à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Nord est autorisé, sur la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de six cent quatre-vingt-onze mille francs (691,000'), qui sera appliquée à la construction d'un hôtel de préfecture et à l'installation des tribunaux de Cambrai dans le nouvel hôtel de ville.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Nord est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Trois centimes pendant cinq ans, à partir de 1866, et un centime six dixièmes en 1871, dont le produit sera affecté tant au rem-

boursement et au service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus qu'aux travaux des édifices départementaux;

2^o Un centime cinq dixièmes en 1866, dont le montant sera consacré à l'amélioration des routes départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, LAFOND DE SAINT-MÛR,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Nord à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

N^o 13,476. — *Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département des Hautes-Pyrénées est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de trois cent soixante mille francs (360,000'), qui sera appliquée à la construction d'une prison à Tarbes et d'un palais de justice à Bagnères.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département des Hautes-Pyrénées est également autorisé à s'imposer extraordinairement par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Un centime en 1866, et cinq centimes pendant dix ans, à partir de 1867, dont le produit sera affecté au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus, et, pour le surplus, aux travaux des édifices départementaux ;

2° Trois centimes en 1866, et quatre centimes pendant les sept années suivantes, dont le montant sera consacré à l'achèvement des chemins vicinaux de grande communication.

La dernière de ces impositions sera perçue indépendamment des centimes spéciaux dont le recouvrement pourra être autorisé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 15 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER,

Les Secrétaires,

Signé H. DE SAINT-GERMAIN, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Delibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 28 Juin 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARA.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État.

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUBER.

N° 13,477. — *LOI qui autorise le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps Législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de la Haute-Savoie est autorisé, sur la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes, et pendant dix ans, à partir de 1866 :

1° Deux centimes pour le service de l'instruction primaire;

2° Dix centimes pour les travaux des routes départementales.

2. Le département de la Haute-Savoie est également autorisé à s'imposer extraordinairement, en 1866 :

1° Quinze centimes additionnels au principal de la contribution foncière, pour l'achèvement des routes départementales;

2° Dix-sept centimes additionnels au principal des contributions personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, pour les travaux des mêmes routes;

3° Deux centimes additionnels au principal des contributions foncière et personnelle-mobilière, pour l'endiguement de l'Arve;

4° Dix-sept centimes additionnels au principal de la contribution foncière, pour les travaux de chemins vicinaux de grande communication.

La dernière de ces impositions sera perçue indépendamment des centimes spéciaux dont le recouvrement pourra être autorisé, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
ALFRED DARIMON, LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,478. — *Loi qui autorise la ville d'Armentières (Nord) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Armentières (Nord) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cent dix mille francs (110,000'), remboursable en quinze années, à partir de 1866, pour concourir, avec d'autres ressources, au paiement de la dépense d'établissement d'écoles et d'une salle d'asile, et d'ouverture d'une rue nouvelle.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

En cas de réalisation de l'emprunt auprès de la société du crédit foncier, la ville est autorisée à ajouter à l'intérêt de cinq pour cent une commission de quarante-cinq centimes pour cent.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La même ville est autorisée :

1° A contracter l'engagement d'acquitter, dans un délai de quinze années, à partir de 1866, une somme de vingt-cinq mille quatre cent vingt-cinq francs (25,425'), productive d'intérêts à quatre et demi pour cent et représentant la valeur de terrains cédés par les hospices du même lieu ;

2° A s'imposer extraordinairement, pendant neuf ans, à partir de 1872, quinze centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de cent vingt-six mille deux cent huit francs (126,208') environ.

Le montant de cette imposition servira, concurremment avec d'autres ressources, à amortir l'emprunt ci-dessus et à acquitter le prix des terrains cédés par les hospices, en principal et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÜR, SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Armentières (Nord) à contracter un emprunt, à contracter l'engagement d'acquitter, dans un délai de quinze années, une somme représentant la valeur de terrains qui lui ont été cédés et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*De Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,479. — *Loi qui autorise la ville de Tarascon à contracter un Emprunt.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Tarascon (Bouches-du-Rhône) est auto-

risée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cent cinquante mille francs (150,000'), remboursable en trente années, à partir de 1866, sur ses revenus ordinaires, et destinée, avec une subvention départementale, au paiement des travaux de conduite et de distribution d'eau.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscriptions, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou auprès de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission allouée à la société du crédit foncier, par l'article 4 de la loi du 6 juillet 1860, pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de quarante-cinq centimes pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Tarascon (Bouches-du-Rhône) à contracter un emprunt.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BISMARCK.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOURNET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

nistre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Vu et scellé du grand sceau :

La Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13.480. — *LOI portant prorogation de Surtaxes à l'Octroi de la commune d'Armentières (Nord).*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Les surtaxes suivantes, actuellement autorisées à l'octroi de la commune d'Armentières, département du Nord, par une loi en date du 14 juin 1859, continueront d'être perçues jusqu'au 5 juillet 1871 inclusivement, savoir :

Vins en cercles et en bouteilles, l'hectolitre.....	7'
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, l'hectolitre.....	14

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui proroge la perception de surtaxes à l'octroi de la commune d'Armentières (Nord).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé B. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N^o 13,481. — DÉCRET IMPÉRIAL concernant le mode de procéder devant les Conseils de préfecture.

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII, l'arrêté du Gouvernement, en date du 19 fructidor an IX⁽¹⁾, et notre décret en date du 30 décembre 1862⁽²⁾;
Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les requêtes et mémoires introductifs d'instance et en général toutes les pièces concernant les affaires sur lesquelles le conseil de préfecture est appelé à statuer par la voie contentieuse doivent être déposés au greffe du conseil.

Ces pièces sont inscrites, à leur arrivée, sur le registre d'ordre qui

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 101, n^o 848.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1080, n^o 10,809.

doit être tenu par le secrétaire-greffier ; elles sont, en outre, marquées d'un timbre qui indique la date de l'arrivée.

2. Immédiatement après l'enregistrement, des requêtes et mémoires introductifs d'instance, le préfet ou le conseiller qui le remplace désigne un rapporteur auquel le dossier de l'affaire est transmis dans les vingt-quatre heures.

3. Le rapporteur est chargé, sous l'autorité du conseil de préfecture, de diriger l'instruction de l'affaire ; il propose les mesures et les actes d'instruction.

Avant tout, il doit vérifier si les pièces dont la production est nécessaire pour le jugement de l'affaire sont jointes au dossier.

4. Sur la proposition du rapporteur, le conseil de préfecture règle les communications à faire aux parties intéressées, soit des requêtes et mémoires introductifs d'instance, soit des réponses à ces requêtes et mémoires.

Il fixe, eu égard aux circonstances de l'affaire, le délai qui est accordé aux parties pour prendre communication des pièces et fournir leurs défenses ou réponses.

5. Les décisions prises par le conseil pour l'instruction des affaires dans les cas prévus par l'article précédent sont notifiées aux parties dans la forme administrative.

Il est donné récépissé de cette notification.

A défaut de récépissé, il est dressé procès-verbal de la notification par l'agent qui l'a faite.

Le récépissé ou le procès-verbal est transmis immédiatement au greffe du conseil de préfecture.

6. Lorsque les parties sont appelées à fournir des défenses sur les requêtes ou mémoires introductifs d'instance, comme il est dit en l'article 4 ci-dessus, ou à fournir des observations en vertu de l'article 29 de la loi du 21 avril 1832, elles doivent être invitées en même temps à faire connaître si elles entendent user du droit de présenter des observations orales à la séance publique où l'affaire sera portée pour être jugée.

7. La communication aux parties se fait au greffe sans déplacement des pièces.

8. Lorsqu'il s'agit de contraventions, il est procédé comme il suit, à moins qu'il n'ait été établi d'autres règles par la loi.

Dans les cinq jours qui suivent la rédaction d'un procès-verbal de contravention et son affirmation, quand elle est exigée, le sous-préfet fait faire au contrevenant notification de la copie du procès-verbal ainsi que de l'affirmation, avec citation devant le conseil de préfecture.

La notification et la citation sont faites dans la forme administrative.

La citation doit indiquer au contrevenant qu'il est tenu de fournir ses défenses écrites dans le délai de quinzaine, à partir de la notification qui lui est faite, et l'inviter à faire connaître s'il entend user du droit de présenter des observations orales.

Il est dressé acte de la notification et de la citation. Cet acte doit être envoyé immédiatement au sous-préfet; il est adressé par lui, sans délai, au préfet, pour être transmis au conseil de préfecture et y être enregistré comme il est dit en l'article 1^{er}.

Lorsque le rapporteur a été désigné, s'il reconnaît que les formalités prescrites dans les troisième et quatrième alinéa du présent article n'ont pas été remplies, il en réfère au conseil pour assurer l'accomplissement de ces formalités.

9. Lorsque l'affaire est en état de recevoir une décision, le rapporteur prépare le rapport et le projet de décision.

10. Le dossier, avec le rapport et le projet de décision, est remis au secrétaire-greffier, qui le transmet immédiatement au commissaire du Gouvernement.

11. Le rôle de chaque séance publique est arrêté par le préfet ou par le conseiller qui le remplace, sur la proposition du commissaire du Gouvernement.

12. Toute partie qui a fait connaître l'intention de présenter des observations orales doit être avertie, par lettre non affranchie, à son domicile ou à celui de son mandataire ou défenseur, lorsqu'elle en a désigné un, du jour où l'affaire sera appelée en séance publique. Cet avertissement sera donné quatre jours au moins avant la séance.

13. Les arrêtés pris par les conseils de préfecture dans les affaires contentieuses mentionnent qu'il a été statué en séance publique.

Ils contiennent les noms et conclusions des parties, le vu des pièces principales et des dispositions législatives dont ils font l'application.

Mention y est faite que le commissaire du Gouvernement a été entendu.

Ils sont motivés.

Les noms des membres qui ont concouru à la décision y sont mentionnés.

La minute est signée par le président, le rapporteur et le secrétaire-greffier.

14. La minute des décisions des conseils de préfecture est conservée au greffe, pour chaque affaire, avec la correspondance et les pièces relatives à l'instruction. Les pièces qui appartiennent aux parties leur sont remises sur récépissé, à moins que le conseil de préfecture n'ait ordonné que quelques-unes de ces pièces resteraient annexées à sa décision.

15. L'expédition des décisions est délivrée aux parties intéressées par le secrétaire général.

Le préfet fait transmettre aux administrations publiques expédition des décisions dont l'exécution rentre dans leurs attributions.

16. Les décisions des conseils de préfecture doivent être transcrites, par ordre de date, sur un registre dont la tenue et la garde sont confiées au secrétaire-greffier. Tous les trois mois, le président du conseil s'assure que ce registre est à jour.

17. Lorsque la section du contentieux du Conseil d'État pense qu'il

est nécessaire, pour l'instruction d'une affaire dont l'examen lui est soumis, de se faire représenter des pièces qui sont déposées au greffe d'un conseil de préfecture, le président de la section fait la demande de ces pièces au préfet.

Le secrétaire de la section adresse au secrétaire-greffier un récépissé des pièces communiquées : il sera fait renvoi du récépissé, lorsque les pièces auront été rétablies au greffe du conseil de préfecture.

18. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,482. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre des finances) qui autorise le préfet de la Manche à concéder à la commune de Granville, au prix de deux mille six cent quatre-vingt-cinq francs cinquante centimes, des parcelles de terrain maritime d'une contenance de dix mille sept cent quarante-deux mètres, situées sur son territoire et désignées au plan des lieux annexé au rapport des ingénieurs des ponts et chaussées, des 30 avril et 24 mai 1864, sous les conditions ordinaires en matière d'aliénation des biens de l'État et, en outre, sous les conditions particulières indiquées dans le projet de contrat adopté par les différents services publics. (*Paris, 3 Mai 1865.*)

N° 13,483. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le tarif approuvé par décret du 9 octobre 1854 ⁽¹⁾, pour la perception des droits de péage aux bacs de Chazey, Saint-Maurice-de-Gourdans ou port Galland, de Mollon-de-la-Corde et de Charnoz (Ain), est et demeure applicable au bac de Port-Neuf, situé sur l'Ain, dans la commune de Saint-Jean-de-Niost, département de l'Ain.

2. Sont exempts des droits de péage : les administrateurs, magisrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont énumérés au tarif relaté à l'article précédent, y compris les gardes champêtres, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Paris, 6 Mai 1865.*)

N° 13,484. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impé-

⁽¹⁾ Bull. 224, n° 2052.

ratrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet du Finistère est autorisé à concéder au sieur *de Poulpiquet* une portion du domaine public maritime de deux cent quarante-huit mètres quarante décimètres, située sur le territoire de la commune de Fousnant (Finistère) et désignée sur le plan des lieux par les lettres P D E.

2. Cette concession est faite au prix de vingt-quatre francs quatre-vingt-quatre centimes et sous les conditions ordinaires des ventes des biens de l'État, telles que les énonce le cahier des charges de la vente des biens de l'État approuvé par le ministre des finances.

3. Le sieur *de Poulpiquet* devra, si le service des ingénieurs de la marine le juge nécessaire, faire disparaître les ouvrages qu'il a exécutés sur le rivage en dehors des limites du terrain qui lui est concédé.

4. Tous les frais de la concession seront à la charge du concessionnaire.
(Paris, 31 Mai 1865.)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Juillet 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1314.

N° 13,485. — *Loi relative aux Chemins de fer d'intérêt local.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Les chemins de fer d'intérêt local peuvent être établis :

- 1° Par les départements ou les communes, avec ou sans le concours des propriétaires intéressés ;
- 2° Par des concessionnaires, avec le concours des départements ou des communes.

Ils sont soumis aux dispositions suivantes :

2. Le conseil général arrête, après instruction préalable par le préfet, la direction des chemins de fer d'intérêt local, le mode et les conditions de leur construction, ainsi que les traités et les dispositions nécessaires pour en assurer l'exploitation.

L'utilité publique est déclarée et l'exécution est autorisée par décret délibéré en Conseil d'État, sur le rapport des ministres de l'intérieur et des travaux publics.

Le préfet approuve les projets définitifs, après avoir pris l'avis de l'ingénieur en chef, homologue les tarifs et contrôle l'exploitation.

3. Les ressources créées en vertu de la loi du 21 mai 1836 peuvent être affectées en partie par les communes et les départements à la dépense des chemins de fer d'intérêt local.

L'article 13 de ladite loi est applicable aux centimes extraordinaires que les communes et les départements s'imposeront pour l'exécution de ces chemins.

4. Les chemins de fer d'intérêt local sont soumis aux dispositions de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, sauf les modifications ci-après :

~~Le préfet peut dispenser de poser des clôtures sur tout ou partie du chemin.~~

Il peut également dispenser d'établir des barrières au croisement des chemins peu fréquentés.

5. Des subventions peuvent être accordées sur les fonds du trésor pour l'exécution des chemins de fer d'intérêt local. Le montant de ces subventions pourra s'élever jusqu'au tiers de la dépense que le traité d'exploitation à intervenir laissera à la charge des départements, des communes et des intéressés.

Il pourra être fixé à la moitié pour les départements dans lesquels le produit du centime additionnel au principal des quatre contributions directes est inférieur à vingt mille francs, et ne dépassera pas le quart pour ceux dans lesquels ce produit sera supérieur à quarante mille francs.

6. La somme affectée chaque année, sur les fonds du trésor, au paiement des subventions mentionnées en l'article précédent, ne pourra dépasser six millions.

7. Les chemins de fer d'intérêt local qui reçoivent une subvention du trésor peuvent seuls être assujétis envers l'État à un service gratuit ou à une réduction du prix des places.

8. Les dispositions de l'article 4 de la présente loi seront également applicables aux concessions de chemins de fer destinés à desservir des exploitations industrielles.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 4 Juillet 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELLETIER D'AUNAY, LAPOINTE DE SAINT-MÉR,
SÉVERIN ABRATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux chemins de fer d'intérêt local.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 7 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de

l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,486. — *Loi qui approuve les articles 1 et 2 de la Convention passée, le 18 mai 1865, entre le Ministre de la guerre et une Société financière, pour l'exécution de travaux publics en Algérie.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Sont approuvés les articles 1 et 2 de la convention ci-annexée, passée, le 18 mai 1865, entre le ministre de la guerre et MM. L. Frémy, gouverneur du crédit foncier de France et d'Algérie, Paulin Talabot, directeur général de la compagnie des chemins de fer de Paris à la Méditerranée et de l'Algérie, et consorts, agissant tant en leur nom personnel qu'au nom et comme représentants d'une société financière qui doit se constituer pour porter en Algérie son industrie et ses capitaux, et pour mettre à la disposition du Gouvernement les moyens d'y hâter l'exécution des travaux publics.

2. Chaque année, les sommes versées au trésor par la société, en exécution de l'article 1^{er} de la convention, seront portées en recette au budget extraordinaire, et les crédits nécessaires pour les travaux à exécuter par l'État seront ouverts au ministre de la guerre par le même budget.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 Juillet 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Des Secrétaires,

Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ARBATUCCHI,
LAFOND DE SAINT-MUR, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve les articles 1 et 2 de la convention provisoire passée entre le ministre de la guerre et une société financière pour l'exécution de travaux publics en Algérie.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 7 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCH.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

*Convention passée entre le ministre de la guerre et la société financière
pour l'exécution de travaux publics en Algérie.*

entre :

Son Excellence le maréchal ministre de la guerre,

Et MM. L. Frémy, gouverneur du crédit foncier de France et d'Algérie; Paulin Talabot, directeur général de la compagnie des chemins de fer de Paris à la Méditerranée et de l'Algérie,

Agissant tant en leur nom personnel qu'au nom et comme représentants d'une société ayant pour objet de procurer des capitaux et d'ouvrir des crédits pour toutes opérations agricoles, industrielles et commerciales en Algérie, d'entreprendre ou de réaliser ces opérations directement et par elle-même;

Ladite société devant se constituer dans un délai de trois mois, sous la forme anonyme et sur les bases principales suivantes :

1° Capital social : cent millions, formé par l'émission de deux cent mille actions, négociables après versement du quart;

2° Faculté d'émettre des obligations à long terme ou à court terme, dont le produit serait exclusivement appliqué à des entreprises industrielles et agricoles, consistant en travaux publics, exploitation de mines, de terres et de forêts, exécution de barrages et de canaux d'irrigation, établissement d'usines, etc. etc.

Les opérations purement financières, telles que prêts au commerce, escompte, devront être faites au moyen du capital social, dans les conditions qui seront déterminées dans les statuts;

Direction confiée à un président présenté par le conseil d'administration et nommé par l'Empereur,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. La société s'engage à réaliser, à la réquisition, du Gouvernement, dans les proportions qu'il jugera nécessaires, soit par voie d'appel de fonds sur les actions, soit par émission d'obligations et jusqu'à concurrence de cent millions, dans le délai de six années, les sommes qu'elle devra employer en Algérie aux travaux ou opérations énumérés dans le préambule de la présente convention.

La société s'engage en outre à mettre à la disposition de l'État une autre somme de cent millions, qu'il devra employer, dans un délai de six années, à l'exécution de grands travaux d'utilité publique, consistant en routes, ports, chemins de fer, canaux, barrages, irrigations, etc. etc.

Chaque année, le programme des travaux à exécuter à l'aide de cette somme sera arrêté par le Gouvernement, sur l'avis d'une commission spéciale, la société entendue.

Ladite somme de cent millions sera versée au trésor public par sixième, d'année en année et par trimestre, le premier versement devant avoir lieu le 1^{er} avril 1866.

Le montant de chaque versement sera remboursé par l'État à la compagnie au moyen d'annuités calculées au taux d'intérêt de cinq francs vingt-cinq centimes pour cent et comprenant la somme nécessaire pour assurer l'amortissement en cinquante années. Chaque annuité sera exigible par semestre et le premier terme semestriel sera payable le 1^{er} avril 1867.

Les annuités de l'État seront affectées comme gage spécial aux obligations que la société émettra pour l'exécution des travaux dont il s'agit.

2. Néanmoins, pendant le cours des trois premières années, qui commenceront à courir à partir du premier versement, le Gouvernement aura la faculté de réduire à soixante et douze millions la somme que la compagnie doit mettre à sa disposition.

3. L'État promet de vendre à la compagnie cent mille hectares de terres, qui lui seront délivrées par le Gouvernement parmi celles disponibles dans le domaine de l'État en Algérie. Le prix de chaque hectare est fixé à un franc de rente par hectare et par an, payable annuellement, à partir de chaque mise en possession, et pendant cinquante années.

Le Gouvernement s'engage, en outre, à concéder à la compagnie les mines dont elle découvrira les gisements pendant un délai de dix années.

4. La présente convention ne deviendra définitive qu'après la constitution de la société sur les bases ci-dessus indiquées et qu'après ratification par les pouvoirs compétents.

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif dans sa séance du 3 juillet 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, ALFRED DARIMON,
DE SAINT-GERMAIN, SÉVERIN ABBATUCCI.

Vu pour être annexé à la loi qui approuve les articles 1 et 2 de la convention provisoire passée entre le ministre de la guerre et une société financière pour l'exécution de travaux publics en Algérie.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé P. BOUDET.

Vu pour être annexé à la loi du 12 juillet 1865.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROCHER.

N° 13,487. — *Loi relative à la dépense d'entretien des Routes agricoles du département des Landes.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La dépense d'entretien des routes agricoles du département des Landes continuera à être supportée par l'État, mais seulement jusqu'à concurrence de moitié, pendant une nouvelle période de cinq ans, à partir de l'expiration du délai fixé par l'article 8 de la loi du 19 juin 1857.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 Juillet 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ARBAUD, comte LE PELLETIER D'AUNAY,
LAFOND DE SAINT-MÔR, ALFRED DANTON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à l'entretien des routes agricoles du département des Landes.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

En et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

nistre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

igné E. ROUHER.

N° 13,488. — *Loi relative au Rachat des péages de plusieurs Ponts de Lyon.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Une somme de deux millions quatre cent mille francs (2,400,000^f) est affectée, sur les fonds du trésor, au rachat des péages des ponts de la Gare, du Port-Mouton, de Sérin, de Saint-Vincent, de Lafeuillée, du Palais de justice, de Saint-Georges, d'Ainay et de la Mulatière, sur la Saône, à Lyon, et des trois ponts situés dans la même ville, dans l'axe du cours Napoléon, sur la Saône, le Rhône et la Lône de la Vitriolerie, dont le prix a été fixé par traités passés entre la ville de Lyon et les compagnies concessionnaires, à la date des 2 mars, 27 mars et 8 mai 1865.

Le surplus du rachat desdits ponts sera à la charge de la ville de Lyon.

2. La somme de deux millions quatre cent mille francs (2,400,000^f) ci-dessus énoncée sera payée en huit termes égaux, fixés chacun à trois cent mille francs (300,000^f) et payables le 15 janvier de chaque année, à partir de l'exercice 1866.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELLETIER D'AINAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
LAFOND DE SAINT-MUR, ALFRED DAREMONT.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui affecte une somme de deux millions quatre cent mille francs au rachat des péages de douze ponts situés dans la ville de Lyon.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 13,489. — *Loi qui fait cession, à titre gratuit, à la ville de Lyon, de divers Terrains, sous la condition de les utiliser pour des Voies et Jardins publics.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT,

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Il est fait cession à titre gratuit, à la ville de Lyon

(Rhône), sous la condition de les utiliser pour des voies et jardins publics :

- 1° Des terrains provenant du séminaire de Sainte-Irénée;
- 2° De deux terrains situés sur la rive gauche du Rhône, en aval du pont de la Guillotière;
- 3° De deux terrains provenant des fortifications de la Croix-Rousse et compris dans le tracé du nouveau boulevard, dit *boulevard de l'Empereur*, tels qu'ils sont figurés par une teinte bleue sur le plan annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ABBATUCCI, COMTE LE PELETIER D'AUNAY,
ALFRED DARMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi portant cession gratuite à la ville de Lyon de terrains domaniaux.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROQUE.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,490. — *Loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit

ARTICLE UNIQUE. Le département de l'Aube est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Trois centimes en 1866, en 1867 et en 1868, et un centime cinq dixièmes en 1869, dont le produit sera affecté au service des bâtiments départementaux et aux travaux d'amélioration des routes départementales;

2° Six centimes en 1866 et en 1867, deux centimes en 1868, en 1869 et en 1870, dont le produit sera appliqué aux chemins vicinaux.

Cette dernière imposition sera recouvrée indépendamment des centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBETUCCI,
LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARAMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de

l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCH.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,491. — *LOI qui autorise le département de l'Isère à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département de l'Isère est autorisé, sur la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra pas dépasser cinq pour cent, une somme de cent trente-cinq mille francs (135,000^f), qui sera affectée à l'achèvement des travaux de construction et à l'ameublement du nouvel hôtel de la préfecture, ainsi qu'à l'achat des glaces.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département de l'Isère est également autorisé à s'imposer extraordinairement, par addition au principal des quatre contributions directes :

1° Trois dixièmes de centime en 1866, quatre dixièmes de centime en 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872 et 1873; un centime deux dixièmes en 1874, et quatre dixièmes de centime en 1875, dont le produit sera affecté, concurremment avec les sommes que laissera

chaque année disponibles l'imposition autorisée par la loi du 28 juin 1861, au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt de cent trente-cinq mille francs qui fait l'objet de l'article 1^{er} ci-dessus;

2^o Un centime trois dixièmes en 1866, un centime deux dixièmes en 1867 et en 1868, un centime six dixièmes en 1869, 1870, 1871, 1872 et 1873; un centime huit dixièmes en 1874, 1875, 1876 et 1877; un centime neuf dixièmes en 1878, dont le produit sera appliqué aux travaux des routes départementales.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUNAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUGER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROQUE.

N° 13,492. — *Loi qui autorise le département du Rhône : 1° à contracter un Emprunt ; 2° à faire un prélèvement sur le produit d'une Imposition extraordinaire créée en 1860 ; 3° à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Le département du Rhône est autorisé, sur la demande que le conseil général en a faite, dans sa session de 1864, à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de cent quarante-six mille sept cents francs (146,700'), qui sera appliquée à l'appropriation de l'ancienne maison d'arrêt de Lyon et à divers services d'intérêt départemental.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. Le département du Rhône est également autorisé :

1° A prélever sur le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 14 juillet 1860 les fonds nécessaires au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt à réaliser en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus ;

2° A s'imposer extraordinairement, en 1866, un centime quatre dixièmes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera consacré au service des enfants assistés.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département du Rhône à contracter un emprunt, à prélever sur le produit d'une imposition extraordinaire précédemment auto-

risée les fonds nécessaires au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt, et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} juillet 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. BOUVIER.

N° 13,493. — *Loi qui autorise la ville de Bastia à contracter un Emprunt à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Bastia (Corse) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinq cent mille francs (500,000^f), remboursable en dix années à partir de 1866, pour éteindre une partie de ses dettes et concourir,

avec d'autres ressources, à la dépense de construction d'un hôtel de ville, d'un nouvel hospice et d'une halle.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou auprès de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission allouée à la société du crédit foncier par l'article 4 de la loi du 4 juillet 1860 pourra être ajoutée au taux d'intérêt ci-dessus fixé, jusqu'à concurrence de quarante-cinq centimes pour cent francs par an.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans, à partir de 1866, vingt centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de cent seize mille francs (116,000^f).

Le montant de cette imposition servira à amortir l'emprunt, concurremment avec un prélèvement sur les revenus ordinaires et d'autres ressources.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON, LAFOND DE SAINT-MÔR
COMTE LE PELETIER D'AUNAY.

[Extrait du procès-verbal du Sénat.]

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Bastia (Corse) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TRUPHON.

Les Secrétaires,

Signé P. BOURKET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sécrétaire Secrétaire,

Signé P. BOURKET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de

l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,494. — *Loi qui autorise la ville d'Elbeuf à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ ET SANCTIONNONS, PROMULGUÉ ET PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Elbeuf (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux millions cinq cent mille francs (2,500,000^f), remboursable en vingt-cinq années, à partir de 1870, pour construction d'un hôtel de ville et d'un presbytère, dégagement des abords d'une église, agrandissement de l'abattoir, ouverture de plusieurs rues et d'un quai, et autres travaux de voirie, notamment l'établissement de trottoirs.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Les sommes nécessaires au service des intérêts seront prélevées sur les ressources tant ordinaires qu'extraordinaires du budget, de 1866 à 1869.

La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pen-

dant vingt-cinq ans, à partir de 1870, quinze centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de un million trois cent douze mille cinq cents francs (1,312,500').

Le montant de cette imposition servira à amortir l'emprunt, en principal et intérêts, concurremment avec d'autres ressources, notamment avec un prélèvement sur les revenus ordinaires.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARINON,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Elbeuf (Seine-Inférieure) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat:

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau:

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 13,495. — *Loi qui autorise la ville d'Hazebrouck à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville d'Hazebrouck (Nord) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quarante-cinq mille francs (45,000'), remboursable en cinq années, à partir de 1873, pour paiement de dépenses arriérées et travaux de pavage de la rue du Vieux-Berquin, servant d'accès à la gare du chemin de fer.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, en cinq années, à partir de 1873, par addition au principal de ses quatre contributions directes, la somme de cinquante-trois mille neuf cent vingt-cinq francs (53,925'), représentant annuellement vingt centimes les quatre premières années, et dix centimes en 1877.

Le produit de cette imposition sera appliqué, avec un prélèvement sur les ressources ordinaires, au remboursement de l'emprunt en capital et intérêts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

**Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE FÉLIX D'AUNAY,
DE SAINT-GERMAIN, ALFRED DARIMON.**

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise

la ville d'Hazebrouck (Nord) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDRY, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDRY.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,496. — *Loi qui autorise la ville de Lyon, 1° à proroger la durée du remboursement d'une somme restant due sur un Emprunt contracté en vertu de la loi du 22 juin 1854 ; 2° à émettre des Obligations au porteur ; 3° à contracter un Emprunt.*

De 12 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Lyon (Rhône) est autorisée :

1° A proroger de dix à trente ans, à partir de 1866, la durée du remboursement d'une somme de cinq cent trente-deux mille cent francs (532,100^f) restant due sur un emprunt de un million vingt-deux mille francs (1,022,000^f) contracté auprès des hospices de Lyon, en vertu de la loi du 22 juin 1854.

2° A émettre neuf mille sept cent six obligations au porteur, de cinq cents francs chacune, productives d'intérêt au taux de cinq pour cent par an, et remboursables, d'après un tirage au sort, en trente années, à partir de 1866, au moyen d'une subvention de l'État et de prélèvements sur les revenus tant ordinaires qu'extraordinaires.

Ces obligations seront remises aux concessionnaires des ponts et passerelles sur la Saône, le Rhône et la Lône de la Vitriolerie, en paiement de la cession de leurs droits et privilèges. La ville aura la faculté de négocier les obligations dans le cas où les concessionnaires refuseraient de les accepter en paiement ; elle pourra également rembourser les obligations par le paiement d'annuités, avec le consentement des concessionnaires.

3° A emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cinq millions huit cent mille francs (5,800,000^f), remboursable en trente ans, à partir de 1866, à l'aide de ses ressources ordinaires et extraordinaires, et destinée au paiement des dépenses relatives aux divers travaux de voirie énumérés dans la délibération municipale du 11 mars 1865.

Cet emprunt de cinq millions huit cent mille francs (5,800,000^f) pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1865.

Le Vice-Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé COMTE LE PELETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABRATUCCI,
ALFRED DARIMON, LAFOND DE SAINT-MÛR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Lyon (Rhône) à proroger la durée du remboursement, d'un emprunt antérieurement contracté, à émettre des obligations et à contracter un nouvel emprunt.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur-Secrétaire,
Signé P. BOUDET.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROUHER**.

Signé **J. BAROCHÉ**.

N° 13,497. — Loi qui autorise la ville de Saint-Malo à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF, A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux cent mille francs (200,000'), remboursable en dix années, pour servir, avec d'autres ressources, au paiement des acquisitions et travaux relatifs à l'agrandissement du cimetière, à l'achèvement d'une rue, à l'établissement de trottoirs, à l'amélioration de la distribution des eaux, à la construction d'égouts et à la réfection de pavage.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans, à partir de 1866, dix centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de cent soixante mille francs environ.

Le montant de cette imposition servira, avec d'autres ressources, tant à rembourser l'emprunt qu'à compléter les ressources nécessaires au payement des acquisitions et des travaux, et à éteindre le passif communal.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHAU.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

13498. — Loi portant établissement d'une Surtaxe à l'Octroi de la commune de Briançon (Hautes-Alpes).

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

OI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 1^{er} janvier 1875, il sera perçu à l'octroi de Briançon, département des Hautes-Alpes, une surtaxe de un franc vingt centimes (1^{fr} 20^c) par hectolitre de vin, tant en cercles qu'en bouteilles; cette surimposition est indépendante du droit principal de quatre-vingts centimes (0^{fr} 80^c) perçu sur cette boisson.

2. La perception de la surtaxe de quatre francs (4^{fr}), établie sur l'alcool par la loi du 4 juin 1859, est prorogée jusqu'à ladite époque 1^{er} janvier 1875.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÔR, comte LE PELETIER D'AUTAY,
ALFRED DARIMON, SÉVERIN ABBATUCCI.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui proroge la perception d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Briançon (Hautes-Alpes), et autorise la perception d'une nouvelle surtaxe à l'octroi de la même commune.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de

l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 13,499. — *Loi portant établissement de Surtaxes à l'octroi de Saint-Malo.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 1875 inclusivement, les surtaxes ci-après seront perçues sur les vins, cidres, poirés, hydromels et alcools, à l'octroi de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), savoir :

	l'hectolitre.
Vins en cercles et en bouteilles.....	1 ²⁰
Cidre, poiré et hydromel.....	70
Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.....	9 00

Ces surimpositions sont indépendantes des taxes principales qui se perçoivent sur ces boissons.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER,

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
ALFRED DARMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la perception de surtaxes à l'octroi de la commune de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 13,500. — *Loi portant établissement d'une Surtaxe à l'octroi
de la commune de Mayenne.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. A partir de la promulgation de la présente loi et

jusqu'au 31 décembre 1867 inclusivement, il sera perçu à l'octroi de la commune de Mayenne (Mayenne) une surtaxe de dix francs (10^f) par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie.

Cette surimposition est indépendante du droit principal de six francs (6^f) qui se perçoit sur ces boissons.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 27 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé DE SAINT-GERMAIN, comte LE PRÉLIER D'AUNAY,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la perception d'une surtaxe à l'octroi de la ville de Mayenne (Mayenne).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865,

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication :

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROCHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 13,501. — DÉCRET IMPÉRIAL qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un Chemin de fer d'embranchement destiné à relier le Marché à bestiaux de Paris avec le Chemin de fer de Ceinture; 2° approuve la Convention passée, le 26 juillet 1864, entre la Ville de Paris et le Syndicat du Chemin de fer de Ceinture, pour la construction et l'exploitation dudit embranchement.

Du 19 Octobre 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret en date du 6 avril 1859⁽¹⁾, déclarant d'utilité publique l'acquisition des terrains destinés à établir, dans l'intérieur de la ville de Paris, un marché à bestiaux et des abattoirs publics;

Vu l'avant-projet d'un chemin de fer d'embranchement destiné à relier le marché susmentionné avec le chemin de fer de Ceinture;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle cet avant-projet a été soumis, et spécialement l'avis du commissaire enquêteur, en date des 10 et 17 décembre 1863;

Vu les délibérations du conseil municipal de la ville de Paris, des 23 octobre 1863 et 8 juillet 1864;

Vu la convention provisoire passée, le 26 dudit mois de juillet, entre le préfet de la Seine, au nom de la ville de Paris, et le syndicat du chemin de fer de Ceinture, ensemble les plans et profils qui y sont joints;

Vu la lettre du préfet de la Seine, en date du 27 du même mois;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 5 septembre 1864;

Vu la lettre de notre ministre de l'intérieur, en date du 8 octobre 1864;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1862, article 4;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement reliant le marché à bestiaux autorisé par notre décret du 6 avril 1859 avec le chemin de fer de Ceinture.

2. La ville de Paris est autorisée à faire exécuter ledit embranchement à ses risques et périls, en se conformant aux dispositions des plans et profils joints à la convention ci-dessous mentionnée.

Toutefois, avant le commencement des travaux, des projets spéciaux devront être présentés pour les branches de raccordement et pour les traversées des voies publiques.

Pour l'acquisition des terrains à occuper par l'embranchement présentement autorisé, la ville de Paris est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'État, de la loi du 3 mai 1841.

3. Est approuvée la convention provisoire passée, le 26 juillet 1864,

⁽¹⁾ Bull. 680, n° 6397.

entre le préfet de la Seine, au nom de la ville de Paris, et le syndicat du chemin de fer de Ceinture, pour la construction et l'exploitation dudit embranchement.

Une copie, certifiée conforme, de cette convention restera annexée au présent décret.

4. L'embranchement susmentionné fera partie intégrante du marché à bestiaux et sera, comme ce marché lui-même, la propriété de la ville de Paris.

5. Les prix à percevoir sur le chemin de fer de Ceinture et sur l'embranchement, pour les frais de transport et de manutention des bestiaux, ne pourront jamais être plus élevés que ceux ci-après :

TRANSPORT PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, ânes, poulains, bêtes de trait, dix centimes, ci.....	0 10
Veaux, porcs, quatre centimes, ci.....	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres, deux centimes, ci.....	0 02

MANUTENTION POUR CHARGEMENT OU DÉCHARGEMENT, PAR TÊTE.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, ânes, poulains, bêtes de trait, cinquante centimes, ci.....	0 50
Veaux, porcs, vingt centimes, ci.....	0 20
Moutons, brebis, agneaux, chèvres, dix centimes, ci.....	0 10

Le transport et les frais accessoires des marchandises sur l'embranchement seront taxés d'après les bases du cahier des charges du chemin de Ceinture de Paris, sauf à profiter des modifications favorables qui ont pu ou qui pourront y être apportées.

Pour l'application des tarifs dans les deux cas, le chemin de fer d'embranchement du marché aux bestiaux sera considéré, au point de vue des distances de perception, comme la continuation du chemin de fer de Ceinture.

6. Quand les bestiaux seront transportés par wagon complet, il sera loisible aux expéditeurs et aux destinataires de faire eux-mêmes le chargement ou le déchargement de leurs wagons.

Dans ce cas, les frais fixés pour les frais de chargement ou de déchargement seront réduits de moitié.

Les droits de gare seront toujours compris dans les frais de chargement et de déchargement.

7. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 19 Octobre 1864.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

Entre les sous-signés *M. Georges-Eugène Haussmann*, sénateur, préfet du département de la Seine, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, agissant au nom de la ville de Paris, en vertu d'une délibération du 8 juillet 1864,

Et *M. Pierre-Syboin Damon*, président du syndicat du chemin de fer de Ceinture de Paris, stipulant en vertu de l'autorisation que le syndicat lui a donnée par sa délibération du 21 dudit mois de juillet et sous la réserve de l'approbation de l'assemblée générale,

Ont été convenues et arrêtées les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. L'abattoir et le marché à bestiaux qui seront construits sur les terrains achetés par la ville dans le dix-neuvième arrondissement seront mis en communication avec le chemin de fer de Ceinture par un chemin de fer spécial qui sera établi conformément aux plans ci-annexés.

2. La ville de Paris fournira tous les terrains nécessaires pour l'établissement de ce chemin. Elle expropriera et payera tous ceux dont elle n'est pas encore propriétaire.

3. De son côté, le syndicat s'engage à faire à ses frais, dans un délai d'un an, à partir de la livraison des terrains par la ville, les travaux de toute nature que nécessiteront sa construction et son exploitation.

4. Ce nouveau chemin sera la propriété de la ville de Paris, mais le syndicat en aura la jouissance jusqu'à l'expiration de la concession qui lui a été faite du chemin de fer de Ceinture.

La ville en disposera ensuite comme elle l'entendra.

5. Les prix à percevoir sur le chemin de fer de Ceinture et sur l'embranchement, pour les frais de transport et de manutention des bestiaux, ne pourront jamais être plus élevés que ceux ci-après, savoir :

TRANSPORT PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, ânes, poulains, bêtes de trait, dix centimes, ci.....	0 ^e 10 ^e
Veaux, porcs, quatre centimes, ci.....	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres, deux centimes, ci.....	0 02

MANUTENTION POUR CHARGEMENT OU DÉCHARGEMENT.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, ânes, poulains, bêtes de trait, cinquante centimes, ci.....	0 ^e 50 ^e par tête.
Veaux, porcs, vingt centimes, ci.....	0 20
Moutons, brebis, agneaux, chèvres, dix centimes, ci.....	0 10

Le transport et les frais accessoires des marchandises sur l'embranchement seront taxés d'après les bases du cahier des charges du chemin de Ceinture de Paris, sauf à profiter des modifications favorables qui ont pu ou qui pourront y être apportées.

Pour l'application des tarifs dans les deux cas, le chemin projeté sera considéré, au point de vue des distances de perception, comme la continuation du chemin de Ceinture.

6. Quand les bestiaux seront transportés par wagon complet, il sera loisible aux expéditeurs et aux destinataires de faire eux-mêmes le chargement ou le déchargement de leurs wagons.

Dans ce cas, les prix fixés pour les frais de chargement ou de déchargement seront réduits de moitié.

Les droits de gare seront toujours compris dans les frais de chargement ou de déchargement.

7. Les fumiers provenant du transport des bestiaux resteront la propriété de la ville, qui en disposera comme elle l'entendra.

8. En vue de l'éventualité prévue au cahier des charges de la concession du chemin de fer de Ceinture du rachat de cette concession par qui de droit, il est stipulé qu'afin d'indemniser le syndicat de la cessation de sa jouissance de l'embranchement qui serait la conséquence de ce rachat et qui rendrait à la ville la libre disposition de sa propriété, celle-ci lui payera, pour et par chacune des années restant à courir

de la concession, une annuité fixée à forfait dès à présent, pour ce cas, à cent dix mille francs.

9. Les présentes n'auront d'effet que lorsqu'elles auront été approuvées par le Gouvernement.

10. Les droits auxquels le présent traité pourra donner lieu seront supportés par moitié par la ville et par le syndicat.

Fait double à Paris, le 26 Juillet 1864.

Approuvé l'écriture :

Signé G.-E. HAUSMANN.

Approuvé l'écriture :

Signé S. DUMON.

Pour copie conforme :

Pour le secrétaire général de la préfecture, empêché,

Le Conseiller de préfecture délégué,

Signé NOYON.

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 19 octobre 1864, enregistré sous le n° 847.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,502. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la consolidation en Rentes des Bons du Trésor délivrés à la Caisse d'amortissement du 1^{er} avril au 30 juin 1865.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, constitutif de la réserve de l'amortissement;

Vu l'article 36 de la loi du 25 juin 1841;

Vu le décret du 7 octobre 1862⁽¹⁾;

Vu les états E et A annexés aux lois du 8 juin 1864, portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1865;

Vu la loi du 28 juin 1865, qui prononce l'annulation de soixante-cinq millions huit cent vingt et un mille trois cent quatre-vingt-huit francs de rentes appartenant à la caisse d'amortissement et des bons qui lui ont été délivrés pendant le premier trimestre 1865;

Vu les bons délivrés à la caisse d'amortissement pour le deuxième trimestre de 1865, s'élevant en principal à..... 30,692,200⁰⁰
auxquels il faut ajouter, pour le montant des intérêts du
1^{er} avril au 30 juin..... 115,427 91

Ce qui porte l'ensemble à..... 30,807,627 91

Laquelle somme est afférente aux rentes ci-après, savoir :

Quatre et demi pour cent	3,760,188 ²²
Quatre pour cent.....	103,568 04
Trois pour cent.....	26,943,921 85

SOMME ÉGALE..... 30,807,627 91

⁽¹⁾ Bull. 1082, n° 10,819.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Inscription sera faite sur le grand-livre de la dette publique, au nom de la caisse d'amortissement, en rentes trois pour cent, avec jouissance du 1^{er} juillet 1865, de la somme de un million trois cent quatre-vingt-sept mille deux cent neuf francs (1,387,209⁰⁰), représentant, au prix de soixante-six francs soixante-deux centimes et demi (66⁰⁰ 62⁰⁰ 1/2), cours moyen du trois pour cent à la bourse du 1^{er} juillet 1865, la somme de trente millions huit cent sept mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf francs quatre-vingt-sept centimes (30,807,599⁸⁷).

Cette somme de trente millions huit cent sept mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf francs quatre-vingt-sept centimes sera portée en recette, savoir :

Au budget ordinaire de l'exercice 1865	25,182,599 ⁸⁷
Au budget extraordinaire de l'exercice 1865	5,625,000 ⁰⁰
TOTAL ÉGAL	30,807,599⁸⁷

2. Les extraits d'inscription à fournir à la caisse d'amortissement, en échange des bons consolidés conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, lui seront délivrés en trois coupures, ainsi qu'il suit :

Une de 169,312⁰⁰ appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. o/o.
 Une de 4,663 appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. o/o.
 Une de 1,213,234 appartenant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

1,387,209 SOMME ÉGALE.

3. L'appoint de vingt-huit francs quatre centimes (28⁰⁰ 04⁰⁰), réservé sur la somme de trente millions huit cent sept mille six cent vingt-sept francs quatre-vingt-onze centimes (30,807,627⁹¹), formant le montant des bons appartenant à la caisse d'amortissement, sera représenté par trois nouveaux bons délivrés à ladite caisse, savoir :

Un de 0⁰⁰ 89⁰⁰ s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. o/o.
 Un de 10 58 s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. o/o.
 Un de 16 57 s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

28 04 SOMME ÉGALE.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13.503. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de l'Ardèche n° 5, de la Croisière-d'User au Monastier, entre l'extrémité de la partie neuve du Pal et le pont de Tauron, suivant la direction générale figurée par la ligne rouge, puis bleue, A B C D E F G, d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° Le décret du 25 août 1852 ⁽¹⁾ est rapporté.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (Paris, 5 Avril 1865.)

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 574, n° 4428.



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Juillet 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1315.

N° 13,504. — *SÉNATUS-CONSULTE sur l'état des Personnes
et la Naturalisation en Algérie.*

Du 14 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR
DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et **SANCTIONNONS**, **PROMULGUÉ** et **PROMULGUONS** ce qui
suit :

Extrait du procès-verbal du Sénat.

SÉNATUS-CONSULTE

RELATIF À L'ÉTAT DES PERSONNES ET À LA NATURALISATION EN ALGÉRIE.

ART. 1^{er}. L'indigène musulman est français; néanmoins il continuera à être régi par la loi musulmane.

Il peut être admis à servir dans les armées de terre et de mer. Il peut être appelé à des fonctions et emplois civils en Algérie.

Il peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français; dans ce cas il est régi par les lois civiles et politiques de la France.

2. L'indigène israélite est français; néanmoins il continue à être régi par son statut personnel.

Il peut être admis à servir dans les armées de terre et de mer. Il peut être appelé à des fonctions et emplois civils en Algérie.

Il peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français; dans ce cas, il est régi par la loi française.

3. L'étranger qui justifie de trois années de résidence en Algérie peut être admis à jouir de tous les droits de citoyen français.

4. La qualité de citoyen français ne peut être obtenue, conformément aux articles 1, 2 et 3 du présent sénatus-consulte, qu'à l'âge de vingt et un ans accomplis; elle est conférée par décret impérial rendu en Conseil d'État.

5. Un règlement d'administration publique déterminera :

1° Les conditions d'admission, de service et d'avancement des indigènes musulmans et des indigènes israélites dans les armées de terre et de mer;

2° Les fonctions et emplois civils auxquels les indigènes musulmans et les indigènes israélites peuvent être nommés en Algérie;

3° Les formes dans lesquelles seront instruites les demandes prévues par les articles 1, 2 et 3 du présent sénatus-consulte.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 5 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte de BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,505. — *Loi qui autorise la Chambre de commerce du Havre à emprunter une somme de 4,800,000 francs, dont elle fera l'avance à l'État, pour la construction d'un Bassin à flot et de trois Forges de Radoub sur l'emplacement actuel de la citadelle.*

Du 14 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est acceptée l'offre faite par la chambre de commerce du Havre (Seine-Inférieure) d'avancer à l'État, jusqu'à concurrence de

quatre millions huit cent mille francs (4,800,000'), les sommes nécessaires pour construire un bassin à flot et trois formes de radoub sur l'emplacement actuel de la citadelle, conformément au plan approuvé par le décret impérial du 13 août 1864.

2. La chambre de commerce est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements, la somme nécessaire, jusqu'à concurrence de quatre millions huit cent mille francs (4,800,000'), pour subvenir à la dépense des travaux mentionnés dans l'article précédent.

Si l'emprunt est réalisé auprès de la société du crédit foncier, la chambre de commerce pourra ajouter à l'intérêt ci-dessus fixé le montant du droit de commission d'après les conditions de prêt de cette société.

3. L'État cède à la chambre de commerce les terrains dépendant de l'emplacement actuel de la citadelle, qui seront reconnus inutiles par l'administration, pour l'exécution des travaux mentionnés dans l'article 1^{er}.

Ces terrains seront aliénés dans la forme et avec les autorisations exigées pour l'aliénation des biens des communes.

4. Il sera établi au port du Havre, à partir de l'époque où les emprunts contractés par la ville du Havre, en vertu de la loi du 22 juin 1854, seront remboursés, un droit spécial, conformément au tarif annexé à la présente loi et par application de la loi du 24 mars 1825.

La perception du droit spécial est concédée à la chambre de commerce. Le produit en sera exclusivement appliqué au payement des intérêts et à l'amortissement du capital de quatre millions huit cent mille francs (4,800,000') que la chambre avance à l'État, déduction faite du prix de vente des terrains à elle concédés par l'article 3 de la présente loi.

Ce droit spécial cessera d'être perçu immédiatement après le remboursement de la somme avancée par la chambre de commerce.

5. La loi du 4 juin 1864 est et demeure abrogée.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 30 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, LAFOND DE SAINT-MÛR, comte LE PELÉTIER D'AUNAY.
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise l'État à accepter de la chambre de commerce du Havre (Seine-Inférieure) une avance de quatre millions huit cent mille francs pour l'amélioration du port, et qui autorise, en outre, la chambre de commerce du Havre à emprunter ladite somme.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 7 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUNAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Tarif du droit de péage à établir dans le port du Havre.

Navires français autres que les caboteurs....	Venant de tous pays	} 0 ^e 75 ^e par tonneau de jauge.
Navires étrangers.....	Venant des pays qui ont un traité de navigation avec la France, et ayant droit à un traitement de faveur.....	
Navires étrangers.....	(Venant des pays qui n'ont pas de traité de navigation avec la France, et dans le cas où ils n'ont pas droit à un traitement de faveur.....)	0 ^e 90 ^e par tonneau de jauge.

Les droits ci-dessus seront réduits de trente centimes par tonneau pour les navires de tous pavillons chargés de houille, bois de sapin ou de glace, en totalité ou dans la proportion de plus de neuf dixièmes.

Seront exempts de tout droit de péage, les navires français faisant le cabotage, les navires de tous pavillons entrés en relâche et repartant sans avoir fait d'opérations de commerce, les navires de tous pavillons qui, entrés sur lest, repartiront sur lest.

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif, dans sa séance du 30 juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé H. BUSSON-BILLAULT, ALFRED DARIMON, SÉVERIN ABBATUCCI,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Vu pour être annexé à la loi qui autorise l'État à accepter de la chambre de commerce du Havre une somme de quatre millions huit cent mille francs pour l'amélioration du port, et qui autorise, en outre, la chambre de commerce du Havre à emprunter ladite somme.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé P. BOUDET.

Vu pour être annexé à la loi du 14 juillet 1865.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,506. — *Loi qui autorise le département de la Manche à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Le département de la Manche est autorisé, conformément à la demande que le conseil général en a faite dans sa session de 1864, à s'imposer extraordinairement par addition au principal des quatre contributions directes,

1° Sept dixièmes de centime pendant cinq ans, à partir de 1866, dont le produit sera consacré aux dépenses de l'instruction primaire;

2° Un centime pendant quatre ans, à partir de 1866, dont le produit sera affecté à l'exécution des travaux qui intéressent la navigation commerciale et l'amélioration des terres situées sur les côtes;

3° Quatre centimes pendant six ans, à partir de 1866, pour les travaux des chemins vicinaux.

Cette dernière imposition sera recouvrée indépendamment des

centimes spéciaux dont la perception pourra être autorisée, chaque année, par la loi de finances, en vertu de la loi du 21 mai 1836.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNIDER.

Les Secrétaires,

Signé COMTE LE PELLETIER D'AUNAY, SÉVERIN ABBATUCCI,
LAFOND DE SAINT-MÛR, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise le département de la Manche à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Gardé des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé J. BAROCHE.

Signé E. ROUHER.

N° 13,507. — *Loi qui autorise la ville d'Alençon à s'imposer
extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Alençon (Orne) est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1865, douze centimes additionnels au principal de ses quatre contributions directes, devant rapporter une somme totale de cent deux mille soixante francs (102,060^f) environ.

Le montant de cette imposition servira, avec d'autres ressources, notamment avec un prélèvement sur les recettes ordinaires, à l'acquittement de divers travaux et dépenses d'utilité communale, énumérés dans les délibérations municipales des 3 octobre 1863 et 10 août 1864, notamment la restauration de l'église Notre-Dame, la rectification et l'élargissement de la rue du Jeudi, l'établissement de trottoirs et la reconstruction de deux ponts.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, LAPOND DE SAINT-MÛR,
SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Alençon (Orne) à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau de Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre mi-

nistre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1865.

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCH.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

N° 13,508. — *Loi qui autorise la ville d'Annonay à contracter un Emprunt.*

Du 14 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville d'Annonay (Ardèche) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, la somme de cent trente mille francs (130,000'), remboursable en vingt ans, à partir de 1866, sur ses revenus ordinaires, pour le payement de sa part contributive dans la dépense supplémentaire des travaux de construction d'un grand barrage sur la rivière de Ternay.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations, ou auprès de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

La commission accordée à la société du crédit foncier par la loi du 6 juillet 1860 pourra être ajoutée à l'intérêt de cinq pour cent, jusqu'à concurrence de quarante-cinq centimes pour cent francs.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ARBATUCCI, ALFRED DARIMON,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville d'Annonay (Ardèche) à contracter un emprunt.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,509. — *Loi qui autorise la ville de Cambrai à s'imposer
extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Cambrai (Nord) est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, pendant cinq ans, à partir de 1867, douze centimes, et, en 1872, quinze centimes.

Le montant de cette imposition, représentant en totalité cent soixante-cinq mille francs (165,000^f) environ, servira au paiement de la dépense de reconstruction de l'hôtel de ville et d'installation des tribunaux, concurremment avec les cinq dernières annuités de l'imposition extraordinaire approuvée par la loi du 14 juin 1859, une subvention de trois cent mille francs (300,000^f) allouée par le département du Nord et d'autres ressources.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé LAFOND DE SAINT-MÛR, SÉVERIN ABBATUCCI, ALFRED DARIMON,
comte LE PELETIER D'AUNAY.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Cambrai (Nord) à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,
Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,
Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,
Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.
Par l'Empereur :
Le Ministre d'État,
Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,
Signé J. BAROCHE.

N° 13,510. — *Loi qui autorise la ville de Troyes à contracter un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Du 14 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. La ville de Troyes (Aube) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser cinq pour cent, une somme de deux millions de francs (2,000,000^f), remboursable en trente années, à partir de 1866, et destinée à la conversion de ses dettes.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la société du crédit foncier de France, aux conditions de ces établissements.

En cas de réalisation de l'emprunt auprès de la société du crédit foncier, la ville est autorisée à ajouter à l'intérêt de cinq pour cent une commission de quarante-cinq centimes pour cent.

Les conditions des souscriptions à ouvrir ou des traités à passer de gré à gré seront préalablement soumises à l'approbation du ministre de l'intérieur.

2. La même ville est autorisée à s'imposer extraordinairement, par addition au principal de ses quatre contributions directes, pendant dix ans, à partir de 1867, quatre centimes, et pendant dix-neuf ans, à partir de 1877, quatorze centimes.

Le montant de cette imposition, évalué en totalité à un million deux cent quarante et un mille cinquante francs (1,241,050^f), servira à amortir l'emprunt en principal et intérêts, concurremment avec d'autres ressources et avec les annuités restant à recouvrer des impositions approuvées par les lois des 28 juin 1856 et 11 juin 1859.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 26 Juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé LAFOND DE SAINT-MUR, SÉVERIN ARBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui autorise la ville de Troyes (Aube) à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,511. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget du Ministère des Finances, exercice 1864.

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu les lois des 13 mai 1863 et 8 juin 1864, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1864;

Vu nos décrets de répartition des 22 novembre 1863⁽¹⁾ et 2 juillet 1864⁽²⁾, contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu les dispositions de notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾, sur les virements de crédits;

⁽¹⁾ Bull. 1160, n° 11,791.

⁽²⁾ Bull. 1222, n° 12,444.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4110.

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Notre Conseil d'État entendu ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts à notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sur l'exercice 1864, par les lois du budget des 13 mai 1863 et 8 juin 1864 et les décrets de répartition des 21 novembre 1863 et 2 juillet 1864, sont réduits d'une somme de douze mille francs (12,000^f), savoir :

CHAP. LVIII. Forêts. — Dépenses diverses..... 12,000^f

2. Les crédits ouverts pour le même exercice par les lois du budget et les décrets de répartition précités, sur le chapitre suivant du budget du ministère des finances, sont augmentés d'une somme de douze mille francs (12,000^f), par virement du chapitre désigné ci-dessus.

CHAP. LVI. Forêts. — Personnel..... 12,000^f

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances ,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,512. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre le Bureau de Douane de l'Ile-de-Paille (Haut-Rhin) au transit des Marchandises prohibées et non prohibées.

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836 ;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le bureau de douane de l'Ile-de-Paille (Haut-Rhin) est ouvert au transit des marchandises prohibées et non prohibées.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 13,518. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant convocation, 1^{re} des Conseils généraux; 2^{re} des Conseils d'arrondissement, pour la seconde partie de leur session.

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois des 22 juin 1833, 10 mai 1838 et 7 juillet 1852;

Vu notre décret en date du 5 juillet ⁽¹⁾, portant convocation des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session des conseils généraux s'ouvrira le 21 août prochain et sera close le 4 septembre au plus tard, dans tous les départements de l'Empire, à l'exception du département de la Seine.

2. Les conseils d'arrondissement, à l'exception de ceux du département de la Seine, se réuniront le 18 septembre pour la deuxième partie de leur session, dont la durée est fixée à cinq jours.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

⁽¹⁾ Bull. 1309, n° 13,447.

N° 13,514. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'intérêt public les huit sources minérales, désignées sous les n° 1 à 8, qui alimentent l'établissement de bains possédé par le sieur *Nessel*, dans la commune de Soultzmatt (Haut-Rhin). (*Paris, 29 Mars 1865.*)

N° 13,515. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'intérêt public la source d'eau minérale située sur le territoire de la commune de Soultzmatt et appartenant à ladite commune (Haut-Rhin). (*Paris, 29 Mars 1865.*)

N° 13,516. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Seine n° 50, depuis le pont de Charenton jusques et y compris le moulin de la Vierge et ses dépendances, dans la traverse de Saint-Maurice, suivant la direction générale figurée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 22 Avril 1865.*)

N° 13,517. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux ci-après désignés au port de Trouville, savoir :

Prolongement du bassin à flot sur cent mètres,

Prolongement de la jetée ouest sur cent vingt-six mètres,

Construction d'un quai sur la rive droite de la Touques,

Établissement d'un pont tournant sur l'écluse du bassin à flot,

Construction d'un égout sous le quai ouest.

2° La dépense, évaluée à huit cent vingt-cinq mille francs, sera imputée sur le budget extraordinaire des ports. (*Paris, 22 Avril 1865.*)

N° 13,518. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Trey-Peylay* (*Labin*), propriétaire, né à Guchen, arrondissement de Bagnères (Hautes-Pyrénées), le 15 mars 1818, demeurant à Madrid (Espagne), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Soulé*, et à appeler, à l'avenir, *Trey-Peylay-Soulé*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat. (Paris, 28 Juin 1865.)



Certifié conforme :

Paris, le 21^{er} Juillet 1865,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat,
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1316.

N° 13,519. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention internationale relative aux Militaires blessés sur les champs de bataille, signée à Genève, le 22 août 1864.*

Du 14 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention internationale pour l'amélioration du sort des militaires blessés sur les champs de bataille ayant été signée à Genève, le 22 août 1864, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Berne, le 22 juin 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Prusse, la Confédération suisse, Sa Majesté le Roi de Wurtemberg, également animés du désir d'adoucir, autant qu'il dépend d'eux, les maux inséparables de la guerre, de supprimer les rigueurs inutiles et d'améliorer le sort des militaires blessés sur les champs de bataille, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Georges-Charles Jagerschmidt*, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse de troisième classe, etc. etc., sous-directeur au ministère des affaires étrangères,

: Le ~~sieur~~ *Henri-Eugène Séguinac de Préal*, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de quatrième classe, chevalier de l'ordre des saints Maurice et Lazare d'Italie; etc. etc., sous-intendant militaire de première classe,

Et le ~~sieur~~ *Martin-François Boudier*, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de quatrième classe, décoré de la médaille de la Valeur militaire d'Italie, etc. etc., médecin principal de deuxième classe;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade, le ~~sieur~~ *Robert Volz*, chevalier de l'ordre du Lion de Zaehringen, docteur en médecine, conseiller médical à la direction des affaires médicales,

Et le ~~sieur~~ *Adolphe Steiner*, chevalier de l'ordre du Lion de Zaehringen, médecin-major;

Sa Majesté le Roi des Belges, le ~~sieur~~ *Auguste Visschers*, officier de l'ordre de Léopold, conseiller au Conseil des mines;

Sa Majesté le Roi de Danemark, le ~~sieur~~ *Charles-Émile Fenger*, commandeur de l'ordre de Danebrog, décoré de la croix d'argent du même ordre, grand-croix de l'ordre de Léopold de Belgique, etc., son conseiller d'Etat;

Sa Majesté la Reine d'Espagne, le ~~sieur~~ *Don José Heriberto García de Quevedo*, gentilhomme de sa Chambre avec exercice, chevalier grand-croix d'Isabelle la Catholique, commandeur numéraire de l'ordre de Charles III, chevalier de première classe de l'ordre royal et militaire de Saint-Ferdinand, officier de la Légion d'honneur de France, son ministre président auprès de la Confédération suisse;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse, le ~~sieur~~ *Charles-Auguste Brodruck*, chevalier de l'ordre de Philippe le Magnanime, de l'ordre de Saint-Michel de Bavière, officier de l'ordre royal du Saint-Sauveur, etc., chef de bataillon d'état-major;

Sa Majesté le Roi d'Italie, le ~~sieur~~ *Jean Capello*, chevalier de l'ordre des saints Maurice et Lazare, son consul général en Suisse,

Et le ~~sieur~~ *Félix Baroffio*, chevalier de l'ordre des saints Maurice et Lazare, médecin de division;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le ~~sieur~~ *Bernard-Ortuinus-Théodore-Henri Westenberg*, officier de son ordre de la Couronne de chêne, chevalier des ordres de Charles III d'Espagne, de la Couronne de Prusse, d'Adolphe de Nassau, docteur en droit, son secrétaire de légation à Francfort;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, le ~~sieur~~ *José-Antonio Marques*, chevalier de l'ordre du Christ, de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viçosa, de Saint-Benoît d'Aviz, de Léopold de Belgique, etc., docteur en médecine et chirurgie, chirurgien de brigade, sous-chef du département de santé au ministère de la guerre;

Sa Majesté le Roi de Prusse, le ~~sieur~~ *Charles-Albert de Kamptz*,

chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge de deuxième classe, etc. etc., son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Confédération suisse, conseiller intime de légation;

Le sieur *Godofroi-Frédéric-François Löffler*, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge de troisième classe, etc. etc. etc., docteur en médecine, médecin général du quatrième corps d'armée,

Et le sieur *Georges-Herrmann-Jules Rittler*, chevalier de l'ordre de la Couronne de troisième classe, etc. etc., conseiller d'Etat au ministère de la guerre;

La Confédération suisse, le sieur *Henri-Guillaume Dufour*, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, général en chef de l'armée fédérale, membre du Conseil des Etats;

Le sieur *Gustave Moynier*, président du Comité international de secours pour les militaires blessés et de la Société genevoise d'utilité publique,

Et le sieur *Samuel Lehmann*, colonel fédéral, médecin en chef de l'armée fédérale, membre du Conseil national;

Sa Majesté le Roi de Wurtemberg, le sieur *Christophe-Ulrich Hahn*, chevalier de l'ordre des saints Maurice et Lazare, etc., docteur en philosophie et théologie, membre de la direction centrale et royale pour les établissements de bienfaisance;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les ambulances et les hôpitaux militaires seront reconnus neutres, et, comme tels, protégés et respectés par les belligérants, aussi longtemps qu'il s'y trouvera des malades ou des blessés.

La neutralité cesserait, si ces ambulances ou ces hôpitaux étaient gardés par une force militaire.

2. Le personnel des hôpitaux et des ambulances, comprenant l'intendance, les services de santé, d'administration, de transport des blessés, ainsi que les aumôniers, participera au bénéfice de la neutralité lorsqu'il fonctionnera, et tant qu'il restera des blessés à reléver ou à secourir.

3. Les personnes désignées dans l'article précédent pourront, même après l'occupation par l'ennemi, continuer à remplir leurs fonctions dans l'hôpital ou l'ambulance qu'elles desservent, ou se retirer pour rejoindre le corps auquel elles appartiennent.

Dans ces circonstances, lorsque ces personnes cesseront leurs fonctions, elles seront remises aux avant-postes ennemis par les soins de l'armée occupante.

4. Le matériel des hôpitaux militaires demeurant soumis aux lois de la guerre, les personnes attachées à ces hôpitaux ne pourront, en se retirant, emporter que les objets qui sont leur propriété particulière.

Dans les mêmes circonstances, au contraire, l'ambulance conservera son matériel.

5. Les habitants du pays qui porteront secours aux blessés seront respectés et demeureront libres.

Les généraux des puissances belligérantes auront pour mission de prévenir les habitants de l'appel fait à leur humanité et de la neutralité qui en sera la conséquence.

Tout blessé recueilli et soigné dans une maison y servira de sauvegarde. L'habitant qui aura recueilli chez lui des blessés sera dispensé du logement des troupes, ainsi que d'une partie des contributions de guerre qui seraient imposées.

6. Les militaires blessés ou malades seront recueillis et soignés, à quelque nation qu'ils appartiendront. Les commandants en chef auront la faculté de remettre immédiatement aux avant-postes ennemis les militaires blessés pendant le combat, lorsque les circonstances le permettront et du consentement des deux partis.

Seront renvoyés dans leur pays ceux qui, après guérison, seront reconnus incapables de servir.

Les autres pourront être également renvoyés, à la condition de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre.

Les évacuations, avec le personnel qui les dirige, seront couvertes par une neutralité absolue.

7. Un drapeau distinctif et uniforme sera adopté pour les hôpitaux, les ambulances et les évacuations. Il devra être, en toute circonstance, accompagné du drapeau national.

Un brassard sera également admis pour le personnel neutralisé, mais la délivrance en sera laissée à l'autorité militaire.

Le drapeau et le brassard porteront croix rouge sur fond blanc.

8. Les détails d'exécution de la présente Convention seront réglés par les commandants en chef des armées belligérantes, d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs et conformément aux principes généraux énoncés dans cette Convention.

9. Les Hautes Puissances contractantes sont convenues de communiquer la présente Convention aux Gouvernements qui n'ont pu envoyer des plénipotentiaires à la conférence internationale de Genève, en les invitant à y accéder; le Protocole est, à cet effet, laissé ouvert.

10. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berne, dans l'espace de quatre mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Genève, le vingt-deuxième jour du mois d'août de l'an 1864.

(L. S.) Signé CH. JAGERSCHMIDT.

(L. S.) Signé H. DE PRÉVAL.

(L. S.) Signé BOUDIER.

(L. S.) Signé ROBERT VOLZ.

(L. S.) Signé STEINER.

(L. S.) Signé VISSCHERS.

(L. S.) Signé FENGER.
 (L. S.) Signé GARCIA DE QUEVEDO.
 (L. S.) Signé BRODRUCK.
 (L. S.) Signé CAPELLO.
 (L. S.) Signé F. BAROFFIO.
 (L. S.) Signé WESTENBERG.
 (L. S.) Signé JOSE-ANTONIO MARQUES.
 (L. S.) Signé DE KAMPTZ.
 (L. S.) Signé LOEFFLER.
 (L. S.) Signé RITTER.
 (L. S.) Signé Gén' G.-H. DUFOUR.
 (L. S.) Signé G. MOYNIER.
 (L. S.) Signé LEHMANN.
 (L. S.) Signé D^r HAHN.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

La Garde des sceaux, Ministre de la justice
 et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHE.

Signé DROUIN DE LHUYS.

N° 13,520. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'exécution de la Convention conclue, le 2 août 1862, entre la France et la Prusse, pour la garantie réciproque de la propriété des Œuvres d'esprit et d'art.

Du 30 Juin 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la Convention conclue, le 2 août 1862 ⁽¹⁾, entre la France et la Prusse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, et notamment les articles 1, 12, 13 et 14;

Vu le décret du 28 mars 1852 ⁽²⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Immédiatement après la mise en vigueur de la Conven-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1285, n° 13,125.

⁽²⁾ 2^e série, Bull. 510, n° 3869.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État, chargé de l'intérin du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 13,518. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant convocation, 1° des Conseils généraux; 2° des Conseils d'arrondissement, pour la seconde partie de leur session.

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les lois des 22 juin 1833, 10 mai 1838 et 7 juillet 1852;

Vu notre décret en date du 5 juillet ⁽¹⁾, portant convocation des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session des conseils généraux s'ouvrira le 21 août prochain et sera close le 4 septembre au plus tard, dans tous les départements de l'Empire, à l'exception du département de la Seine.

2. Les conseils d'arrondissement, à l'exception de ceux du département de la Seine, se réuniront le 18 septembre pour la deuxième partie de leur session, dont la durée est fixée à cinq jours.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

⁽¹⁾ Bull. 1309, n° 13,447.

N° 13,514. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'intérêt public les huit sources minérales, désignées sous les n° 1 à 8, qui alimentent l'établissement de bains possédé par le sieur *Nessel*, dans la commune de Soultzmatt (Haut-Rhin). (*Paris, 29 Mars 1865.*)

N° 13,515. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'intérêt public la source d'eau minérale située sur le territoire de la commune de Soultzmatt et appartenant à ladite commune (*Haut-Rhin*). (*Paris, 29 Mars 1865.*)

N° 13,516. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Seine n° 50, depuis le pont de Charenton jusques et y compris le moulin de la Vierge et ses dépendances, dans la traverse de Saint-Maurice, suivant la direction générale figurée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 22 Avril 1865.*)

N° 13,517. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux ci-après désignés au port de Trouville, savoir :

Prolongement du bassin à flot sur cent mètres,
Prolongement de la jetée ouest sur cent vingt-six mètres,
Construction d'un quai sur la rive droite de la Touques,
Établissement d'un pont tournant sur l'écluse du bassin à flot,
Construction d'un égout sous le quai ouest.

2° La dépense, évaluée à huit cent vingt-cinq mille francs, sera imputée sur le budget extraordinaire des ports. (*Paris, 22 Avril 1865.*)

N° 13,518. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Trey-Peylay (Lubin)*, propriétaire, né à Guchen, arrondissement de Bagnères (Hautes-Pyrénées), le 15 mars 1818, demeurant à Madrid (Espagne), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Soulé*, et à s'appeler, à l'avenir, *Trey-Peylay-Soulé*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat. (Paris, 28 Juin 1865.)



Certifié conforme :

Paris, le 21^{er} Juillet 1865,

*Le Gardien des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1316.

N° 13,519. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention internationale relative aux Militaires blessés sur les champs de bataille, signée à Genève, le 22 août 1864.*

Du 14 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention internationale pour l'amélioration du sort des militaires blessés sur les champs de bataille ayant été signée à Genève, le 22 août 1864, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Berne, le 22 juin 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine d'Espagne, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Prusse, la Confédération suisse, Sa Majesté le Roi de Wurtemberg, également animés du désir d'adoucir, autant qu'il dépend d'eux, les maux inséparables de la guerre, de supprimer les rigueurs inutiles et d'améliorer le sort des militaires blessés sur les champs de bataille, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Georges-Charles Jagerschmidt*, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, chevalier de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse de troisième classe, etc. etc., sous-directeur au ministère des affaires étrangères,

Par les douanes suivantes, ouvertes, en vertu du décret du 14 mars 1863 ⁽¹⁾, à toutes les productions littéraires et artistiques venant de l'étranger : Strasbourg, Bayonne, Marseille, Bastia, Lille, Valenciennes, le Havre, Bellegarde, Thionville, Saint-Nazaire, Nice, Pont-de-la-Caille, Chambéry, Saint-Michel, Pontarlier, Longwy, Givet, Béthobie, Bordeaux; Saint-Malo, Nantes, Granville, Dunkerque, Boulogne, Calais et Dieppe;

Et par les douanes d'Ajaccio et d'Hendaye, qui jouissent des mêmes prérogatives, en vertu des décrets des 7 novembre 1863 ⁽²⁾ et 7 septembre 1864 ⁽³⁾;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Verrières-de-Joux, Perpignan, le Perthus, Caen, Rouen et Apach.

Les livres déclarés à l'entrée pourront aussi être expédiés sur le ministère de l'intérieur (division de l'imprimerie et de la librairie), pour y subir les vérifications d'usage.

10. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur, des affaires étrangères, et des finances, sont chargés chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Juin 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,522. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'exécution de la Convention conclue, le 24 mars 1865, entre la France et la Bavière, pour la garantie réciproque de la propriété des Œuvres d'esprit et d'art.

Du 30 Juin 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la Convention littéraire conclue, le 24 mars 1865 ⁽⁴⁾, entre la France et la Bavière, et notamment les articles 12 et 14;

Vu le décret du 28 mars 1862 ⁽⁵⁾;

Notre Conseil d'État entendu;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Immédiatement après la mise en vigueur de la Convention

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1094, n° 10,980.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1157, n° 1,1746.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1234, n° 12,607.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1286, n° 13,136.

⁽⁵⁾ X^e série, Bull. 520, n° 3869.

du 24 mars 1865, il sera procédé, par les soins de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, chez tous les libraires éditeurs et imprimeurs, à l'inventaire de toutes les réimpressions d'ouvrages bavarois non tombés dans le domaine public, lesquelles ont été publiées ou étaient en cours de publication en France le 24 mars 1865.

2. Dans un délai de trois mois, à dater du jour de la publication du présent règlement, sauf prolongation en cas d'impossibilité matérielle, il sera apposé gratuitement, par les délégués de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, un timbre uniforme sur tous les ouvrages inventoriés chez chaque libraire détaillant. Quant aux éditeurs, un compte leur sera ouvert au ministère de l'intérieur pour chaque ouvrage de propriété bavarroise reproduit par eux, avec ou sans autorisation, et qui existe dans leurs magasins.

L'apposition du timbre, pour chacune de ces reproductions, aura lieu sur la demande desdits éditeurs, au fur et à mesure de leurs besoins, jusqu'à concurrence du nombre d'exemplaires porté à leur compte dans l'inventaire général mentionné à l'article 1^{er}.

3. Après l'expiration du délai mentionné à l'article 2 pour l'apposition du timbre, toute réimpression non autorisée de livres bavarois, mise en vente ou expédiée par l'éditeur, sera passible de saisie si elle n'est pas revêtue du timbre. En ce qui regarde les détaillants, toute réimpression non autorisée et dépourvue du timbre, dont, à partir de la même époque, ils seront trouvés détenteurs, pourra être saisie et confisquée.

4. Toute contrefaçon, toute falsification ou tout usage frauduleux du timbre sera passible des peines portées par les articles 142 et 143 du Code pénal.

5. En ce qui concerne les ouvrages en cours de publication, les éditeurs français seront tenus, dans les dix jours qui suivront la mise en vigueur du Traité, de faire le dépôt au ministère de l'instruction publique, à Munich, ou à la chancellerie de la légation bavarroise, à Paris, d'un exemplaire de tous les volumes ou livraisons parus des ouvrages dont il s'agit. Ce dépôt sera accompagné d'une déclaration du nombre des exemplaires tirés pour chaque volume ou livraison, soit en une, soit en plusieurs éditions.

Les volumes ou livraisons à paraître ne pourront être mis en vente qu'après que les conditions du dépôt et de l'apposition du timbre spécial auront été dûment remplies.

Dans aucun cas, le tirage des volumes ou livraisons à paraître ne pourra dépasser le chiffre du tirage des volumes ou livraisons déjà parus.

6. Les clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs et imprimeurs français, constituant une reproduction non autorisée de modèles bavarois, seront également inventoriés par les soins du département de l'intérieur. Ils ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la Convention.

7. Les estampes, gravures ou lithographies, qu'elles soient isolées, qu'elles fassent partie de collections ou qu'elles appartiennent à des corps d'ouvrages, qui seront produites ou tirées à l'aide des clichés, bois ou planches gravées, ou pierres lithographiques spécifiées dans l'article précédent, ne pourront être mises en vente qu'après avoir été revêtues du timbre spécial. Les tirages d'épreuves nécessaires pour compléter les volumes imprimés ne donneront lieu à aucune indemnité au profit du propriétaire de l'édition originale.

8. L'importation de Bavière en France des ouvrages français réimprimés sans autorisation, qui auront été soumis à la formalité du timbre, ne pourra être effectuée qu'avec le consentement des auteurs et éditeurs français intéressés, ou lorsque l'ouvrage original sera tombé dans le domaine public.

9. Les livres d'importation licite venant de Bavière seront admis en France, conformément à l'article 12 de la Convention, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les douanes de Forbach, Wissembourg et Saint-Louis; par les douanes suivantes, ouvertes, en vertu du décret du 14 mars 1863 ⁽¹⁾, à toutes les productions littéraires et artistiques venant de l'étranger: Strasbourg, Bayonne, Marseille, Bastia, Lille, Valenciennes, le Havre, Bellegarde, Thionville, Saint-Nazaire, Nice, Pont-de-la-Caille, Chambéry, Saint-Michel, Pontarlier, Longwy, Givet, Béthune, Bordeaux, Saint-Malo, Nantes, Granville, Dunkerque, Boulogne, Calais et Dieppe;

Et par les douanes d'Ajaccio et d'Hendaye, qui jouissent des mêmes prérogatives, en vertu des décrets des 7 novembre 1863 ⁽²⁾ et 7 septembre 1864 ⁽³⁾;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Verrières-de-Joux, Perpignan, le Perthus, Caen, Rouen et Apach.

Les livres déclarés à l'entrée pourront aussi être expédiés sur le ministère de l'intérieur (division de l'imprimerie et de la librairie), pour y subir les vérifications d'usage.

10. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur, des affaires étrangères, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Juin 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

⁽¹⁾ Bull. 1094, n° 10,980.

⁽²⁾ Bull. 1157, n° 11,746.

⁽³⁾ Bull. 1238, n° 12607.

N° 13,523. — DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes d'Halluin (Nord).

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR des Français, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853, concernant les conseils de prud'hommes;

Vu notre décret du 30 novembre 1862 ⁽¹⁾, qui a institué un conseil de prud'hommes à Halluin;

Vu la délibération du conseil municipal d'Halluin, du 17 novembre 1864, et celle de la chambre de commerce de Lille, en date du 2 janvier 1865;

Vu les propositions du préfet du Nord;

Vu l'avis de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, exprimé dans sa lettre du 8 avril 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRETONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes établi à Halluin (Nord) sera désormais composé de la manière suivante :

CATE- GORIES.	INDUSTRIES.	PATRONS.	OUVRIERS.
1 ^{re}	Ronissage et teillage du lin, filature du lin, brasserie, fabriques d'huile, fabriques de briques et de de poteries, fabriques de chicorée, battage des grains à la mécanique.....	1	1
2 ^e	Tissage à la main et à la mécanique, blanchissage des fils et des tissus, rotiers, lamiers, teinturiers, fabricants de brosses, de poussemeteries, cordiers, tailleurs d'habits, chapeliers..	2	2
3 ^e	Charpentiers, menuisiers, charrons, maréchaux, serruriers, maçons, peintres, tourneurs en bois, fabricants de chaises et fauteuils, sabotiers, tapissiers, chaudronniers, ferblantiers, lampistes, taillandiers, entrepreneurs de constructions, couvreurs, plâtriers, terrassiers, scieurs de long, tonne- liers, selliers, carrossiers, bourrelliers, cordonniers, fabri- cants de lattes, de cercles et fabricants de parapluies.....	1	1
	TOTAL.....	4	4
	TOTAL GÉNÉRAL.....	8	

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du pré-

⁽¹⁾ Bull. 1077, n° 10,779.

sent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au *Moniteur*.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,524. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs de la 4^e circonscription du département de l'Aisne, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾ ;

Attendu le décès de M. *Geoffroy de Villeneuve*, député de la quatrième circonscription du département de l'Aisne,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la quatrième circonscription du département de l'Aisne sont convoqués pour les 6 et 7 août prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,525. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Vacances du Conseil d'État pour l'année 1865.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les vacances du Conseil d'État, pour l'année 1865, commenceront le 15 août prochain et finiront le 15 octobre.

2. Sont désignés pour délibérer pendant les vacances sur les affaires administratives soumises à l'examen du Conseil d'État et qui doivent, à raison de leur urgence, recevoir immédiatement une solution :

VICE-PRÉSIDENTS DU CONSEIL D'ÉTAT.

M. de Forcade la Roquette,

M. Chaix d'Est-Ange.

CONSEILLERS D'ÉTAT.

MM.

Flandin,
Vicomte de Cormenin,
Cornudet,
Baron Quinette,
Vicomte de Rougé,
Manceaux,
Langlais,
Bauoux,

MM.

Boilay,
Gomel,
Riché,
Gaudin,
Genteur,
Comte Treilhard,
Bayle-Mouillard.

CONSEILLERS D'ÉTAT EN SERVICE ORDINAIRE HORS SECTIONS.

MM.

Darricau,
De Boureuille,
De Franqueville,
Gautier,
Herbet,
Dupuy de Lôme,
Barbier,
Vandal,

MM.

Le général de brigade Blondel,
Lenormant,
Haudry de Janvry,
Ségaud,
Ozenne,
De Saint-Paul,
Robert.

MAÎTRES DES REQUÊTES.

MM.

Goupil,
Louyer-Villermay,
Du Berthier,
Comte d'Argout,
Comte de Ségur,
De Maupas,

MM.

Ernest Leblanc,
Mesnard,
Fouquier,
Edmond Taigny,
Gustave de Ravignan.

AUDITEURS.

MM.

Baron de Mackau,
Brincard,
Ginoux de Fermon,
De Barthélemy,
Vicomte des Roys,
De Voyer d'Argenson,
Charles de Franqueville,
Vicomte de l'Aigle,
Regnault de Savigny,

MM.

De Vuillefroy,
Mage,
Ramond,
De Benoist,
De Frédy,
De Crousaz-Crétet,
De Rougé,
Thierry.

3. En cas d'empêchement de l'un des vice-présidents du Conseil d'État ou des conseillers ci-dessus désignés, il pourra être remplacé par un des présidents de section ou des conseillers d'État présents à Paris.

4. Le secrétaire général du Conseil d'État sera, en cas d'absence, suppléé par M. Fouquier, maître des requêtes.

5. Les délais fixes par l'ordonnance du 12 mars 1831, pour le jugement des conflits, seront suspendus depuis le 15 août prochain jusqu'au 15 octobre.

6. Un arrêté du ministre président le Conseil d'État réglera le service des vacations, tant dans les assemblées générales que dans les réunions des sections.

7. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Juillet 1865.

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1317.

N° 13,526. — *Loi qui approuve la Convention passée, le 19 mars 1865, entre le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, le Préfet de la Seine et les fondateurs de l'Association de garantie instituée pour l'Exposition universelle de 1867.*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu, et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCIONNÉ et SANCIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

Le CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. Est approuvée la convention passée, le 19 mars 1865, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, représentant l'État, le sénateur préfet de la Seine, représentant la ville de Paris, et les fondateurs de l'association de garantie instituée pour l'exposition universelle de 1867.

2. Les droits d'entrée et recettes diverses de l'exposition seront perçus, au nom et pour le compte de la commission impériale instituée pour diriger l'exposition de 1867, suivant les tarifs arrêtés par ladite commission.

Dans le cas où le montant de ces perceptions, ajouté à l'allocation de douze millions (12,000,000^f) conjointement accordée par l'État et par la ville de Paris, excéderait les dépenses de toute nature de l'exposition universelle, le tiers de la plus-value serait réservé au trésor.

3. Est approuvé le règlement de l'association de garantie annexé à la présente loi.

4. Les actes à réaliser par la commission impériale, à raison de l'administration qui lui a été confiée, seront timbrés et enregistrés gratis.

Les certificats de souscription délivrés aux membres de l'association de garantie sont exempts d'enregistrement et de timbre.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 Juin 1865.

Le Vice-Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé SÉVERIN ABBATUCCI, comte LE PELETIER D'AUNAY,
LAFOND DE SAINT-MÜR, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi qui approuve la convention passée entre l'État, la ville de Paris et la société de garantie instituée pour l'exposition universelle de 1867.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 4 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

*Convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
le sénateur préfet de la Seine et l'association de garantie instituée pour l'exposition uni-
verselle de 1867.*

L'an 1865 et le 19 mars,

Entre :

M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom et pour le compte de l'État, et M. le sénateur préfet de la Seine, au nom et pour le compte de la ville de Paris, en vertu d'une délibération du conseil municipal, en date du 17 février 1865, agissant conjointement,

De première part;

Et MM. les membres de la commission impériale instituée par décret du 1^{er} février 1865⁽¹⁾, pour diriger et surveiller l'exposition universelle qui doit avoir lieu à Paris en 1867, lesdits membres agissant en qualité de fondateurs et stipulant au nom et pour le compte d'une association de garantie pour l'exposition de 1867,

De deuxième part,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Pour la réalisation des voies et moyens de l'exposition universelle des pro-

⁽¹⁾ Bull. 1273, n° 12,993.

droits de l'agriculture, de l'industrie et des beaux-arts, qui doit avoir lieu à Paris, en 1867, aux termes des décrets des 22 juin 1863 ⁽¹⁾ et 1^{er} février 1865 ⁽²⁾.

M. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant au nom de l'État, et M. le sénateur préfet de la Seine, agissant au nom de la ville de Paris, s'engagent à contribuer conjointement et par portions égales aux dépenses de l'exposition universelle de 1867 pour une somme de douze millions de francs.

Ladite subvention sera payable comme suit :

En 1865.....	3,000,000 ^f
En 1866.....	6,000,000
En 1867.....	3,000,000
TOTAL.....	12,000,000

Le produit des droits d'entrée et des recettes de toute nature de l'exposition universelle de 1867 est abandonné à la commission impériale, sous la réserve portée à l'article 2.

Les membres de la commission impériale, stipulant au nom et pour le compte de l'association, s'engagent à couvrir, jusqu'à concurrence d'une somme qui ne pourra dépasser huit millions de francs, la dépense excédant les sommes réunies des douze millions alloués par l'État et par la ville de Paris, et du produit des droits d'entrée et des recettes diverses de l'exposition; ils renoncent, pour cette garantie, à toute réputation ultérieure contre le trésor public et la ville de Paris.

Il est stipulé que les allocations de l'État et de la ville de Paris seront employées à subvenir aux premières dépenses de l'exposition et qu'il ne sera fait aucun appel à l'association de garantie qu'après épuisement de ces allocations.

2. Dans le cas où le produit des recettes de l'exposition, ajouté aux subventions d'ensemble douze millions à fournir par le trésor public et la ville de Paris, excéderait le montant des dépenses de toute nature de ladite exposition et des frais de gestion de l'association de garantie, la différence sera considérée comme bénéfice et attribuée, savoir :

- Un tiers au trésor public,
- Un tiers à la ville de Paris,
- Et un tiers à l'association de garantie.

3. Dans aucun cas, les dépenses de toute nature ne pourront excéder le chiffre de vingt millions.

4. La direction et la surveillance de l'exposition universelle de 1867 étant attribuées par les décrets du 1^{er} février 1865 à la commission impériale, l'association de garantie sera administrée et gérée par cette commission, complétée par une députation de souscripteurs à l'association de garantie, constituée ainsi qu'il est dit au règlement de l'association.

Règlement de l'association de garantie de l'exposition universelle de 1867, à Paris.

ART. 1^{er}. Il est formé, sous les auspices de la commission impériale instituée par les décrets des 1^{er} février ⁽³⁾ et 4 mars 1865 ⁽⁴⁾, une association ayant pour objet de garantir, dans la limite d'une dépense totale de vingt millions de francs au maximum, et jusqu'à concurrence de huit millions de francs, la portion des frais de l'exposition universelle des produits de l'agriculture, de l'industrie et des beaux-arts de 1867 qui ne serait pas couverte : 1^o par les subventions de l'État et de la ville de Paris, s'élevant ensemble à douze millions de francs; 2^o par le produit des droits d'entrée et des recettes de toute nature de l'exposition.

Cette association prend le nom de : *Association de garantie de l'exposition universelle de 1867.*

2. L'association se compose de toutes les personnes qui, dans les délais déterminés

⁽¹⁾ Bull. 1273, n° 12,993.

⁽²⁾ Bull. 1272, n° 12,970.

⁽³⁾ Bull. 1273, n° 12,992.

⁽⁴⁾ Bull. n° 1274, n° 13,013.

par la commission impériale, auront souscrit une ou plusieurs parts d'intérêt et versé une somme de vingt francs par chaque part d'intérêt souscrite.

La somme totale à souscrire est illimitée; elle ne peut toutefois être inférieure à huit millions de francs.

Les parts d'intérêt dans l'association de garantie sont de mille francs chacune; il ne sera admis aucune souscription pour une somme moindre.

3. La souscription d'une ou plusieurs parts d'intérêt dans l'association emporte de plein droit adhésion au présent règlement et aux décisions de la commission impériale concernant ladite association.

La souscription d'une ou plusieurs parts d'intérêt implique en outre l'engagement de solder, à la première réquisition de la commission impériale, faisant fonctions de conseils d'administration, comme il est dit article 6, et ce jusqu'à concurrence du montant de chaque part d'intérêt, les sommes nécessaires pour couvrir, sous déduction des subventions et recettes indiquées à l'article 1^{er}, les frais et dépenses de toute nature de l'exposition universelle de 1867.

Il est expressément stipulé que les subventions, ensemble de douze millions, accordées par l'État et par la ville de Paris seront d'abord employées aux dépenses de l'exposition, et qu'il ne sera fait appel à l'association de garantie qu'après épuisement de ces douze millions.

La somme à verser par le souscripteur de chaque part d'intérêt sera déterminée par la commission impériale, d'après les comptes de l'exposition, dressés sous sa surveillance et arrêtés par elle.

Chaque associé n'est responsable que jusqu'à concurrence du montant de sa souscription.

4. Tout propriétaire de part aura droit, dans la proportion de son intérêt dans l'association, à une quote-part dans le tiers des bénéfices de l'exposition réservé à l'association de garantie par la convention, en date du 19 mars 1865, passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, représentant l'État, le sénateur préfet de la Seine, agissant au nom et pour le compte de la ville de Paris, et les fondateurs de l'association de garantie.

Cette répartition de bénéfices aura lieu, comme la répartition de pertes, par la commission impériale, d'une manière définitive et sans recours.

5. Les parts d'intérêt dans l'association de garantie resteront nominatives. Elles seront représentées par des certificats de souscription non négociables.

6. La commission impériale instituée par les décrets des 1^{er} février et 4 mars 1865, et complétée par l'adjonction de dix-neuf membres désignés ainsi qu'il est dit à l'article suivant, représente l'association de garantie.

7. Les dix-neuf membres destinés, conformément au décret du 1^{er} février 1865, à faire partie de la commission impériale, en qualité de représentants des souscripteurs à l'association de garantie, seront élus parmi les souscripteurs à cette association, tant de Paris que des départements.

L'élection sera faite à la majorité des voix par les membres de la commission impériale, instituée par les décrets des 1^{er} février et 4 mars 1865, auxquels délégation expresse est donnée à cet effet par le présent règlement, en leur qualité de fondateurs de l'association de garantie.

8. Tous pouvoirs sont conférés à la commission impériale pour gérer et administrer, tant activement que passivement, les affaires de l'association, ainsi que pour la représenter en justice, et notamment pour recouvrer et percevoir les sommes dues par les associés en raison de leur garantie.

Elle détermine les formes, les délais et les conditions dans lesquels sera ouverte la souscription au capital de garantie.

Elle fixe les sommes à verser, soit avant, soit après le règlement des comptes de l'exposition.

Pour l'exécution de ses décisions, elle délègue ses pouvoirs soit à un ou plusieurs de ses membres, soit à toutes autres personnes.

9. Jusqu'à l'élection et à l'installation des dix-neuf membres qui doivent la compléter, ainsi qu'il est dit plus haut, la commission impériale, telle qu'elle est composée par les décrets des 1^{er} février et 4 mars 1865, fonctionnera comme conseil d'administration de l'association et exercera les pouvoirs conférés audit conseil par l'article qui précède.

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Corps législatif, dans sa séance du 29 juin 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, LAFOND DE SAINT-MÛR,
ALFRED DARIMON, SÉVERIN ABBATUCCI.

Vu pour être annexé à la loi qui approuve la convention passée entre l'État, la ville de Paris et la société de garantie instituée pour l'exposition universelle de 1867.

Le Sénateur Secrétaire du Sénat,

Signé P. BOUDET.

Vu pour être annexé à la loi du 8 juillet 1865.

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,527. — **DÉCRET IMPÉRIAL** relatif à la concession de l'exploitation de la forme de Radoub établie par l'État sur le côté est du Bassin de l'Eure, au port du Havre.

Du 17 Juin 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu, avec les rapports à l'appui, le projet de cahier des charges présenté par les ingénieurs pour la mise en exploitation de la forme sèche nouvellement construite au Havre, aux frais de l'État, sur la rive est du bassin de l'Eure;

Vu les pièces de l'enquête à laquelle ce projet de cahier des charges a été soumis;

Vu l'avis, en date du 25 février 1865, du préfet de la Seine-Inférieure;

Vu les avis, en date des 6 novembre 1862, 11 janvier et 24 novembre 1864 et 9 mars 1865, du conseil général des ponts et chaussées;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera procédé à la concession de la nouvelle forme de radoub établie au port du Havre, aux conditions du cahier des charges arrêté le 17 juin 1865, par notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,

du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Juin 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉNIC.

CAHIER DES CHARGES.

CHAPITRE I^{er}.

CONDITIONS DE LA CONCESSION.

ART. 1^{er}. Le présent cahier des charges a pour objet la concession de l'exploitation de la forme de radoub établie par l'État sur le côté est du bassin de l'Eure, au port du Havre, y compris les ouvrages accessoires qui s'y rattachent, tels que le bateau-porte et ses agrès, les appareils d'épuisement et le chantier de mille mètres de superficie attenant au bâtiment qui les abrite, deux canots et trois cabestans.

2. La durée du bail est fixée à quatre années consécutives, qui courront à partir de la notification de l'approbation de l'adjudication.

3. La concession aura lieu aux enchères, sur la mise à prix de six mille francs par an.

Le montant de la redevance annuelle sera payé par l'adjudicataire, en espèces, par semestre et d'avance, à la caisse du receveur des contributions indirectes du Havre.

4. Le concessionnaire ne pourra demander ni la résiliation de son bail, ni réduction de prix, ni indemnité d'aucune sorte sous prétexte de chômage de la navigation ou de réparations aux appareils d'épuisement, au bateau-porte ou à la forme elle-même, quels que soient les motifs ou l'importance des travaux à exécuter.

L'administration se réserve, en outre, la faculté d'autoriser la construction d'ouvrages propres à la visite des navires, ou d'en établir elle-même et de les concéder, dans l'étendue du port du Havre, sans que l'adjudicataire de la forme actuelle puisse prétendre à indemnité ou à résiliation de bail.

5. L'administration pourvoira aux frais d'entretien des maçonneries de la forme et du bâtiment des machines, des chaussées pavées et empierrées contournant la forme et de la voie charretière du bateau-porte; l'éclairage des quais sera pareillement au compte de l'État.

Toutefois, le concessionnaire sera responsable vis-à-vis de l'administration, sauf recours près de qui il appartiendra, de la réparation des dommages occasionnés aux ouvrages énumérés ci-dessus par le fait des ouvriers dudit concessionnaire ou de ceux qui auront été employés au radoub des navires et même des équipages des bâtiments.

Il est, d'ailleurs, stipulé que le concessionnaire ne pourra prétendre à indemnité, pour retard ou insuffisance de moyens dans l'entretien des ouvrages mentionnés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Le concessionnaire entretiendra en bon état, à ses frais, tous les ouvrages dépendant de la forme et de ses accessoires, autres que ceux indiqués ci-dessus, notamment les appareils d'épuisement, le bateau-porte, les vannes, les canots et les cabestans.

L'entretien comprendra les réparations de toute nature, et, au besoin, les améliorations que le concessionnaire jugera utile d'apporter aux ouvrages existants.

Il fera peindre, une fois l'an, les deux faces du bateau-porte, les canots d'amarrage, les cabestans, les canots, les appareils à vapeur, la charpente et la menuiserie du bâtiment des machines.

Il sera tenu d'enlever les vases et matériaux de toute nature qui se déposeront dans la forme, et de balayer proprement les gradins et les banquettes.

6. Tout projet de modification ou d'addition aux constructions et au matériel livré au concessionnaire devra être soumis à l'approbation préalable de l'administration.

La demande d'autorisation sera appuyée de dessins, de devis descriptif et estimatif, et de tous les renseignements nécessaires pour la parfaite appréciation du travail projeté.

7. Au moment de la mise en jouissance il sera dressé, contradictoirement, un état descriptif et une estimation du bateau-porte, des pompes et généralement de tout le matériel remis au concessionnaire.

8. A l'expiration du bail, on estimera de nouveau le matériel, et le concessionnaire sera tenu de payer à l'État la moins-value qui viendrait à être constatée, qu'elle qu'en soit la cause, et lors même qu'elle proviendrait uniquement de l'usage. Réciproquement, il sera tenu compte, soit par l'adjudicataire entrant, soit par l'État, de la plus-value du matériel s'il y a lieu.

CHAPITRE II.

TARIF ET MODE D'EXPLOITATION.

9. L'adjudicataire est autorisé à percevoir sur tous les navires à voiles et à vapeur qui feront usage du bassin de radoub, sans distinction de pavillon, les taxes ci-après :

TONNAGE évalué d'après la jauge française.	DROIT proportionnel par jour.	DROIT fixe par navire.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr.	
Au-dessous de 500 tonneaux.....	60 00	745	La taxe sera payée suivant le tonnage total du navire, sans déduction, dans le cas de steamers, de l'espace occupé par la machine à vapeur et les soutes à charbon.
De 500 à 550 tonneaux inclusivem ^t .	60 00	760	
De 551 à 600 idem.....	60 00	760	
De 601 à 650 idem.....	60 00	760	
De 651 à 700 idem.....	60 00	760	
De 701 à 750 idem.....	60 00	785	
De 751 à 800 idem.....	60 00	785	
De 801 à 850 idem.....	60 00	785	
De 851 à 900 idem.....	62 50	785	
De 901 à 950 idem.....	65 00	785	
De 951 à 1,000 idem.....	67 50	785	Si deux ou plusieurs navires sont admis à la fois dans la forme, ils ne payeront ensemble que le prix égal à celui d'un navire d'un tonnage égal à la somme de leurs tonnages.
De 1,001 à 1,050 idem.....	70 00	875	
De 1,051 à 1,100 idem.....	72 50	875	
De 1,101 à 1,150 idem.....	75 00	875	
De 1,151 à 1,200 idem.....	77 50	875	
De 1,201 à 1,250 idem.....	80 00	875	
De 1,251 à 1,300 idem.....	82 50	875	
De 1,301 à 1,350 idem.....	85 00	875	
De 1,351 à 1,400 idem.....	87 50	875	
De 1,401 à 1,450 idem.....	90 00	875	
De 1,451 à 1,500 idem.....	92 50	875	
De 1,501 à 1,550 idem.....	95 00	1,000	
De 1,551 à 1,600 idem.....	97 50	1,000	
De 1,601 à 1,650 idem.....	100 00	1,000	
De 1,651 à 1,700 idem.....	102 50	1,000	
De 1,701 à 1,750 idem.....	105 00	1,000	
De 1,751 à 1,800 idem.....	107 50	1,000	
De 1,801 à 1,850 idem.....	110 00	1,000	
De 1,851 à 1,900 idem.....	112 50	1,000	
De 1,901 à 1,950 idem.....	115 00	1,000	La durée du stationnement dans le bassin de radoub courra à partir de l'assèchement complet du radier jusqu'à la sortie du navire. Les jours de vingt-quatre heures chacun expireront à minuit. On comptera pour jours entiers le premier jour de l'assèchement du radier et le jour de la sortie du navire, quelle que soit l'heure à laquelle l'expiration aura lieu.
De 1,951 à 2,000 idem.....	117 50	1,000	
De 2,001 à 2,050 idem.....	120 00	1,250	
De 2,051 à 2,100 idem.....	122 50	1,250	
De 2,101 à 2,150 idem.....	125 00	1,250	
De 2,151 à 2,200 idem.....	127 50	1,250	
De 2,201 à 2,250 idem.....	130 00	1,250	
De 2,251 à 2,300 idem.....	132 50	1,250	
De 2,301 à 2,350 idem.....	135 00	1,250	
De 2,351 à 2,400 idem.....	137 50	1,250	

TONNAGE évalué d'après la jauge française.	DROIT proportionnel par jour.	DROIT fixe par navire.	OBSERVATIONS.
	fr. c.	fr.	
De 2,401 à 2,450 tonneaux inclusiv.	140 00	1,250	Bien que le droit fixe s'applique à la manœuvre du bateau-ports, à l'assèchement de la forme et à l'accorage du navire, il sera dû tout entier, sans réduction, dans le cas où, préalablement à l'entrée du navire, il serait nécessaire d'assécher la forme pour préparer un ber ou des tins spéciaux, ces installations étant, d'ailleurs, au compte de l'armement.
De 2,451 à 2,500 idem.....	142 50	1,250	
De 2,501 à 2,550 idem.....	145 00	1,500	
De 2,551 à 2,600 idem.....	147 50	1,500	
De 2,601 à 2,650 idem.....	150 00	1,500	
De 2,651 à 2,700 idem.....	152 50	1,500	
De 2,701 à 2,750 idem.....	155 00	1,500	
De 2,751 à 2,800 idem.....	157 50	1,500	
De 2,801 à 2,850 idem.....	160 00	1,500	
De 2,851 à 2,900 idem.....	162 50	1,500	
De 2,901 à 2,950 idem.....	165 00	1,500	
De 2,951 à 3,000 idem.....	167 50	1,500	
De 3,001 à 3,050 idem.....	170 00	1,750	
De 3,051 à 3,100 idem.....	172 50	1,750	
De 3,101 à 3,150 idem.....	175 00	1,750	
De 3,151 à 3,200 idem.....	177 50	1,750	Les halages du navire, à l'entrée dans la forme et à la sortie, sont au compte de l'armement.
De 3,201 à 3,250 idem.....	180 00	1,750	
De 3,251 à 3,300 idem.....	182 50	1,750	
De 3,301 à 3,350 idem.....	185 00	1,750	
De 3,351 à 3,400 idem.....	187 50	1,750	
De 3,401 à 3,450 idem.....	190 00	1,750	
De 3,451 à 3,500 idem.....	192 50	1,750	
De 3,501 à 4,000 idem.....	195 00	2,000	
De 4,001 à 4,500 idem.....	200 00	2,250	
De 4,501 à 5,000 idem.....	245 00	2,500	
De 5,001 à 5,500 idem.....	270 00	2,750	
De 5,501 à 6,000 idem.....	295 00	3,000	
Au-dessus de 6,000 tonneaux.....	320 00	3,250	

Pour chaque épontille, espar ou étai, qu'il aura fallu couper pour l'accorage du navire, il sera payé à l'adjudicataire de un franc vingt-cinq centimes à trois francs, suivant la détérioration.

Pour chaque épontille, espar ou étai, qu'il aura fallu déplacer et replacer, sur la demande de l'armateur ou du capitaine, pour faciliter les réparations du navire, il sera payé à l'adjudicataire de cinquante centimes à trois francs, suivant les dimensions de la pièce à déplacer et à replacer.

10. Moyennant les taxes fixées au tarif précédent, l'adjudicataire sera tenu de manœuvrer le bateau-ports, d'accorer et désaccorer le navire, de mettre et d'entretenir constamment la forme à sec, de nettoyer et d'entretenir en parfait état de propreté les escaliers, banquettes, gradins, tins et rigoles de la forme.

Il sera responsable vis-à-vis des armateurs ou capitaines, sans recours contre l'État, des avaries occasionnées aux navires par suite d'insuffisance de moyens ou défaut d'équipement, les cas de force majeure exceptés.

11. Les armateurs ou capitaines pourront faire exécuter les réparations par qui bon leur semblera.

12. Les navires à voiles ou à vapeur seront admis au bassin dans l'ordre de la demande qui en aura été faite, sauf les exceptions stipulées ci-dessous.

Pour assurer l'exécution de cette condition, il sera ouvert au bureau du concessionnaire un registre à souches, sur lequel les navires seront inscrits dans l'ordre et à la date de la demande.

Toute demande d'admission au bassin sera accompagnée du versement, entre les mains de l'adjudicataire, à titre d'arrhes, d'une somme de quatre cents francs. Il sera délivré, en échange, un reçu extrait du registre à souches, portant indication de la date et du numéro d'ordre de l'inscription.

Les arrhes et le tour d'inscription seront perdus si le navire n'est pas prêt à entrer au bassin quand le moment en sera venu.

Le registre d'inscription des demandes sera présenté, à la première réquisition, à toute personne intéressée à en obtenir communication.

Les différents services de l'État, les navires coulant bas d'eau et les steamers

admis au service d'une ligne transatlantique régulière jouiront d'un tour de faveur, quel que soit l'ordre de leur demande d'admission au bassin.

Les navires jaugeant plus de mille deux cents tonneaux jouiront pareillement d'un droit de préférence par rapport aux navires d'un tonnage moindre, sans égard à l'ordre d'inscription.

Sont réservées, toutefois, les cas d'urgence, dont l'appréciation appartiendra au capitaine de port, et, en dernier ressort, au directeur des mouvements du port, lorsqu'il s'agira de bâtiments de guerre, et aux ingénieurs des ponts et chaussées pour les autres navires.

CHAPITRE III.

CONDITIONS PARTICULIÈRES.

13. Le concessionnaire sera soumis à l'autorité des officiers de port en ce qui concerne les mouvements d'entrée et de sortie des navires admis au bassin de radoub; il sera pareillement assujéti au règlement de police du port, notamment pour le balayage des quais, les chauffages et fumigations des navires.

14. Pour garantir l'exécution des clauses du présent cahier des charges, le concessionnaire sera tenu de fournir, dans les vingt-quatre heures de l'adjudication, un cautionnement de dix mille francs.

Ce cautionnement sera constitué, au choix du concessionnaire, en numéraire, en rentes sur l'État ou en immeubles libres de toute hypothèque.

15. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration, au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine-Inférieure, sauf recours au Conseil d'État.

16. L'adjudicataire payera comptant, sur un état arrêté par le préfet du département de la Seine-Inférieure, les frais relatifs à son adjudication, savoir : les frais d'affiches et de publication, ceux de timbre et d'expédition du cahier des charges et du procès-verbal d'adjudication, et enfin le droit d'enregistrement.

Le présent cahier des charges ne sera, d'ailleurs, possible que du droit fixe de un franc.

Le Ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,528. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Taxes à percevoir tant sur les Lettres affranchies, les Lettres chargées et les Imprimés expédiés des Colonies et Établissements français pour Yokohama (Japon) que sur les Lettres non affranchies expédiées de Yokohama pour les Colonies et Établissements français.

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 3 mai 1853, 17 juin 1857 et 3 juillet 1861;

Vu nos décrets des 7 septembre 1863 ⁽¹⁾, 25 juin 1864 ⁽²⁾ et 31 mai 1865 ⁽³⁾, portant dispositions sur le mode de correspondance entre les postes de la métropole et les postes des colonies françaises, tant par la voie des paquebots-poste français que par celle des services britanniques;

Sur le rapport de notre ministre des finances et de notre ministre de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 1148, n° 11,622.

⁽²⁾ Bull. 1298, n° 13,303.

⁽³⁾ Bull. 1218, n° 12,430.

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir tant sur les lettres affranchies, les lettres chargées et les imprimés expédiés des colonies et établissements français pour Yokohama (Japon) que sur les lettres non affranchies expédiées de Yokohama pour les colonies et établissements français seront établies conformément à celles des dispositions de nos décrets susvisés des 7 septembre 1863, 25 juin 1864 et 31 mai 1865, qui concernent les objets de même nature à destination ou provenant de Shang-Haï (Chine).

2. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 15 juillet 1865.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des finances et de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies,*

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,529. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant que les dispositions du *Traité de commerce* conclu, le 9 juin 1865, avec le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin, sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux Royaumes-unis de Suède et de Norwège, et aux Villes Libres et Anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck.

Du 19 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la même année⁽³⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862⁽⁵⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863⁽⁶⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864⁽⁷⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norwège, le 14 février 1865⁽⁸⁾;

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1285, n° 13,122.

⁽⁶⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁷⁾ Bull. 1253, n° 12,786.

⁽⁸⁾ Bull. 1275, n° 13,028.

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁽¹⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865⁽²⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions du traité de commerce conclu, le 9 juin 1865, avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes-unis de Suède et de Norvège, et aux Villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juillet 1865.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

[Signé **E. ROUHER.**

N° 13,530. — DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Navires du Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin venant des Possessions britanniques en Europe.

Du 19^e Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 24 juin 1865⁽³⁾, portant promulgation du traité de commerce et de navigation conclu, le 9 juin 1865, entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin;

Vu l'article 3 dudit traité,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les navires du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin venant des possessions britanniques en Europe seront traités comme les navires français, anglais, belges, italiens et comme ceux du Zollverein et des villes anséatiques venant des mêmes possessions.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances,

⁽¹⁾ Bull. 1298, n° 13,165.

⁽²⁾ Bull. 1302, n° 13,353

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

N° 13,531. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Marchandises d'origine ou de manufacture du Mecklenbourg-Schwerin, inscrites dans le Traité conclu entre la France et le Grand-Duché, importées autrement que par navires français ou mecklenbourgeois.

Du 19 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 24 juin 1865 ⁽¹⁾, portant promulgation du traité de commerce et de navigation conclu, le 9 juin 1865, entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les marchandises d'origine ou de manufacture du Mecklenbourg-Schwerin, inscrites dans le traité conclu entre la France et le Grand-Duché, importées autrement que par navires français ou mecklenbourgeois, seront soumises : 1° à une surtaxe de vingt-cinq centimes par cent kilogrammes, lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit d'entrée ou lorsqu'elles sont taxées à moins de trois francs par cent kilogrammes; 2° aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 28 avril 1816, lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de trois francs et au-dessus par cent kilogrammes.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

⁽¹⁾ Bull. 1302, n° 13,353.

N° 13,532. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'importation des Tissus mecklenbourgeois taxés à la valeur.*

Du 19 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾, et les conventions complémentaires des 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la même année⁽³⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862⁽⁵⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863⁽⁶⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864⁽⁷⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norwège, le 14 février 1865⁽⁸⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁽⁹⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865⁽¹⁰⁾;

Vu nos décrets des 9 septembre⁽¹¹⁾ et 14 décembre 1861⁽¹²⁾, fixant les bureaux de douane ouverts à l'importation des tissus anglais et belges taxés à la valeur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions des décrets susvisés sont applicables aux tissus mecklenbourgeois taxés à la valeur, importés directement en France.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juillet 1865.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **E. ROUHER.**

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8438.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1285, n° 13,122.

⁽⁶⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁷⁾ Bull. 1253, n° 12,786.

⁽⁸⁾ Bull. 1275, n° 13,028.

⁽⁹⁾ Bull. 1298, n° 13,265.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1302, n° 13,353.

⁽¹¹⁾ Bull. 964, n° 9506.

⁽¹²⁾ Bull. 984, n° 9749.

N° 13,533. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant que les décrets des 1^{er} octobre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des Marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux Marchandises et Produits similaires d'origine mecklenbourgeoise, directement importés en France d'un Port du Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin et d'un port du Zollverein.*

Du 19 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre, le 23 janvier 1860 ⁽¹⁾, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre ⁽²⁾ et 16 novembre de la même année ⁽³⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861 ⁽⁴⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862 ⁽⁵⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863 ⁽⁶⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864 ⁽⁷⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865 ⁽⁸⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865 ⁽⁹⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu, le 9 juin 1865 ⁽¹⁰⁾, avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin;

Vu nos décrets des 1^{er} octobre 1861 ⁽¹¹⁾ (article 1^{er}) et 20 juillet 1862 ⁽¹²⁾, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions de nos décrets susvisés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine mecklenbourgeoise, et aux mêmes marchandises et produits d'origine du Zollverein qui seraient directement importés en France d'un port du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin et d'un port du Zollverein.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances,

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1285, n° 13,122.

⁽⁶⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁷⁾ Bull. 1253, n° 12,786.

⁽⁸⁾ Bull. 1275, n° 13,028.

⁽⁹⁾ Bull. 1293, n° 13,265.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1302, n° 13,353.

⁽¹¹⁾ Bull. 966, n° 9538.

⁽¹²⁾ Bull. 1044, n° 10,515.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 13,534. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant que les dispositions des Conventions littéraires conclues avec la Prusse et les Villes Libres et Anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck sont applicables aux Produits du Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin, en ce qui concerne les dégrèvements de droits d'importation en France stipulés en faveur de certains Produits prussiens.

Du 19 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la convention littéraire conclue avec la Prusse, le 2 août 1862⁽¹⁾;

Vu la convention littéraire conclue avec les villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁽²⁾,

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865⁽³⁾;

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions des conventions littéraires conclues avec la Prusse et les villes anseatiques, et susvisées, sont applicables aux produits du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, en ce qui concerne les dégrèvements de droits d'importation en France stipulés en faveur des produits prussiens dénommés dans l'article 13 de la convention avec la Prusse et dans l'article 10 de la convention avec les villes anseatiques.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

⁽¹⁾ Bull. 1285, n° 13,125.

⁽²⁾ Bull. 1293, n° 13,266.

⁽³⁾ Bull. 1302, n° 13,353.



Certifié conforme :

Paris, le 25 * Juillet 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1318.

N° 13,535. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virgnet de Crédits au Budget ordinaire du Gouvernement général de l'Algérie, exercice 1864.

Du 28 Juin 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu la loi de finances du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1864;

Vu la loi de finances du 8 juin 1864, ouvrant des suppléments de crédits au budget ordinaire de 1864;

Vu notre décret du 22 novembre 1863⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits accordés par la loi précitée du 13 mai 1863;

Vu nos décrets des 17 septembre⁽²⁾ et 5 novembre 1864, augmentant les crédits du chapitre XII (4^e section), du budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1864, d'une somme totale de quarante-six mille six cent cinquante-quatre francs (46,654^f), montant des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours;

Vu notre décret du 27 novembre 1864, autorisant le report d'une somme de douze mille francs (12,000^f) du chapitre XI au chapitre IV dudit budget;

Vu notre décret du 26 avril 1865⁽³⁾, autorisant le report d'une somme de soixante mille francs (60,000^f) des chapitres VI, IX et XI au chapitre XII du même budget;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁴⁾, sur la comptabilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861, portant modification des articles 4 et 14 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁵⁾;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État au département des finances, en date du 10 juin 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts pour l'exercice 1864, par la loi de fi-

⁽¹⁾ Bull. 1160, n° 11,791.

⁽²⁾ Bull. 1245, n° 12,688.

⁽³⁾ Bull. 1045, n° 10,627.

⁽⁴⁾ Bull. 1287, n° 13,167.

⁽⁵⁾ Bull. 440, n° 4110.

nances précitée du 13 mai 1863, aux chapitres ci-après du budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, sont réduits d'une somme de cent cinquante mille francs, savoir :

III ^e SECTION. Chap. x. Services financiers.....	135,000 ^f
Chap. xi. Service maritime et surveillance de la pêche.....	15,000
TOTAL ÉGAL.....	150,000

2. Le crédit de trois millions cinquante-neuf mille sept cent quatre francs (3,059,704^f), ouvert pour le même exercice, par les lois de finances susvisées des 13 mai 1863 et 8 juin 1864, et par nos décrets également susvisés des 17 septembre et 5 novembre 1864 et 26 avril 1865, au chapitre xii (4^e section) du budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, est augmenté de cent cinquante mille francs (150,000^f), applicable aux encouragements à la culture du coton.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances, et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Juin 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N^o 13,536. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention passée, le 2 juin 1864, entre le Ministre des Finances et la Compagnie des Services maritimes des Messageries impériales, au sujet des services de la Méditerranée et de l'Indo-Chine.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 8 juillet 1851, relative à l'exploitation du service postal dans la Méditerranée;

Vu la loi du 31 juillet 1861, relative à l'organisation des lignes postales de l'Indo-Chine;

Vu le décret du 22 du même mois ⁽¹⁾, qui fait concession à la compagnie des services maritimes des messageries impériales de l'exploitation d'un service postal de navigation entre Suez et la Chine avec embranchements sur la Réunion, les Indes françaises, néerlandaises et espagnoles;

⁽¹⁾ Bull. 954, n^o 9369.

Vu la loi du 17 mai 1865, qui approuve les stipulations financières contenues dans les articles 8 et 9 de la convention passée, le 2 juin 1864, pour les modifications des services postaux de navigation dans les mers de l'Inde et de la Chine;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les clauses et conditions de la convention ci-annexée passée, le 2 juin 1864, entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, représentée par M. Denion du Pin, administrateur de ladite compagnie, au sujet des services de la Méditerranée et de l'Indo-Chine, sont et demeurent approuvées.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Entre Son Excellence M. le ministre secrétaire d'État des finances, agissant au nom de l'État,

D'une part,

Et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, représentée par M. Denion du Pin, administrateur de ladite compagnie, dûment autorisé par délibération du conseil d'administration, en date du 21 mai 1864,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le service d'embranchement que la compagnie devait exécuter de Saigon à Mamilie, aux termes de l'article 1^{er} du cahier des charges annexé à la convention du 22 avril 1861, est supprimé. Par suite, la compagnie cessera d'être tenue au parcours annuel de sept mille deux cent soixante-quatre lieues marines qu'elle devait accomplir sur cette ligne.

2. L'escale de Penang est définitivement supprimée, à partir du 22 juillet 1864, de l'itinéraire de la ligne principale de l'Indo-Chine. Par suite, le parcours annuel sur cette ligne est réduit de sept cent cinquante-deux lieues marines.

3. La compagnie s'engage, à partir du 22 janvier 1866 et pour toute la durée du service postal de l'Indo-Chine, à exécuter un service mensuel de Shang-Hai à Yokohama en correspondance avec celui de Saigon à Shang-Hai.

La distance de Shang-Hai à Yokohama étant de trois cent quarante-cinq lieues marines, douze voyages par an, aller et retour, entraînent un parcours annuel obligatoire de huit mille deux cent quatre-vingts lieues marines.

4. La compagnie s'engage, à compter du 22 juillet 1864 et jusqu'au 9 septembre 1871, à prendre Suez au lieu d'Aden pour point de départ du service de la Réunion qui fera escale à Mahé, sauf pendant les mois de juin, juillet et août. Cette ligne, devenue indépendante de la ligne principale de l'Indo-Chine, prendra le nom de *ligne de la Réunion et de Maurice*. La vitesse moyenne, pour le parcours dans la mer Rouge, sera maintenue à neuf vœnds cinq dixièmes par heure.

Cette modification entrainera jusqu'au 9 septembre 1871 une augmentation annuelle à la charge de la compagnie de dix mille quatre cent soixante-quatre lieues marines sur le parcours de Suez à Aden et de quatre-vingt-dix lieues marines sur le parcours d'Aden à la Réunion.

5. Par suite des modifications d'itinéraires spécifiées dans les articles 1 à 4 de la présente convention, les parcours annuels obligatoires sur les lignes de l'Indo-Chine restent fixés ainsi qu'il suit :

1° Pendant les vingt-quatre ans de la concession :

	Lieues marines.
Ligne principale de Suez à Saigon.....	44,640
Ligne annexe de Pointe-de-Galles à Calcutta.....	10,800
Ligne annexe de Singapore à Batavia.....	4,400
Ligne annexe de Saigon à Shang-Haï.....	13,720
Ligne annexe de Shang-Haï à Yokohama.....	8,280
Ligne de la Réunion et Maurice (partie comprise entre Aden et Maurice).....	19,890
	101,730

2° Du 22 juillet 1864 au 9 septembre 1871 :

	Lieues marines.
Ligne de la Réunion et Maurice (partie comprise entre Suez et Aden).....	10,464

6. Nonobstant l'ajournement accordé par la présente convention pour l'ouverture d'une partie des services du réseau de l'Indo-Chine, les remboursements stipulés par l'article 4 de la convention du 22 avril 1861 seront effectués par la compagnie, à partir du 22 juillet 1865, comme si l'ouverture des services complets avait eu lieu le 22 juillet 1864.

7. Le parcours additionnel de huit mille deux cent quatre-vingts lieues marines, que la compagnie s'engage à accomplir à partir du 22 janvier 1866, et pendant toute la durée de la convention de l'Indo-Chine, entre Shang-Haï et Yokohama, lui donnera droit à une subvention moyenne, égale à celle qui lui est attribuée par ladite convention entre Saigon et Shang-Haï, soit quarante et un francs vingt-deux centimes par lieue marine, et par an trois cent quarante et un mille trois cent un francs soixante centimes.

Cette subvention payable de mois en mois, conformément aux termes du cahier des charges annexé à la convention du 22 avril 1861, sera échelonnée comme suit :

	Subvention annuelle.
Première période, du 22 janvier 1866 au 22 juillet 1867.....	433,857 97
Deuxième période, du 22 juillet 1867 au 22 juillet 1870.....	404,934 11
Troisième période, du 22 juillet 1870 au 22 juillet 1873.....	376,010 24
Quatrième période, du 22 juillet 1873 au 22 juillet 1876.....	347,086 38
Cinquième période, du 22 juillet 1876 au 22 juillet 1882.....	318,162 51
Sixième période, du 22 juillet 1882 au 22 juillet 1888.....	289,238 50

8. Le parcours additionnel de dix mille quatre cent soixante-quatre lieues marines, que la compagnie s'engage à accomplir annuellement du 22 juillet 1864 au 9 septembre 1871 entre Suez et Aden, sur la ligne de la Réunion et de Maurice, lui donnera droit à une subvention par lieue marine égale à la moitié de la subvention moyenne dont elle est appelée à jouir, pendant la même période, sur les parcours entre Aden et Maurice, soit vingt-quatre francs cinquante-trois centimes par lieue, et par an deux cent cinquante-six mille six cent quatre-vingt-un francs quatre-vingt-douze centimes.

Cette subvention sera payable par mois, conformément aux termes du cahier des charges annexé à la convention du 22 avril 1861.

9. Il sera pourvu au paiement de la subvention stipulée par l'article précédent :

1° Jusqu'au 1^{er} janvier 1866, au moyen des crédits disponibles sur la subvention des lignes de l'Indo-Chine;

2° A compter du 1^{er} janvier 1866 jusqu'au 9 septembre 1871, au moyen d'un prélèvement sur la subvention afférente aux lignes de la Méditerranée.

10. La présente convention ne sera exécutoire, pour la période postérieure au 1^{er} janvier 1866, qu'autant que le prélèvement stipulé en l'article 9 aura été sanctionné par une loi et approuvé par un décret impérial.

11. Sont maintenues toutes les dispositions de la convention du 12 avril 1861 et du cahier des charges y annexé auxquelles il n'est pas dérogé par la présente convention.

12. La convention et les actes qui s'y rapportent seront enregistrés au droit fixe de un franc.

Fait double à Paris, le 2 juin 1864.

Approuvé l'écriture :

Signé DENON DU PIN.

Approuvé l'écriture :

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,537. — DÉCRET IMPÉRIAL portant création : 1^o d'un nouveau Timbre mobile du prix de vingt centimes pour l'exécution de l'article 4 de la loi du 8 juillet 1865 ; 2^o d'un Type unique pour ce nouveau Timbre et pour les différents Timbres mobiles de dimension établis pour l'exécution des lois des 2 juillet 1862, 13 mai 1863 et 8 juin 1864.

Du 21 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances ;

Vu l'article 24 de la loi du 2 juillet 1862, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1863, lequel article est ainsi conçu :

« Les receveurs de l'enregistrement pourront suppléer à la formalité du visa, pour toute espèce de timbre de dimension, au moyen de l'apposition de timbres mobiles ; »

Vu notre décret du 29 octobre 1862 ⁽¹⁾, réglant la forme et les conditions d'emploi des timbres mobiles établis par cet article ;

Vu nos décrets des 2 janvier ⁽²⁾ et 27 novembre 1864 ⁽³⁾, portant, suivant le vœu des lois des 13 mai 1863 (article 10) et 8 juin 1864 (article 6), création de timbres mobiles distincts et spéciaux pour la perception du droit de timbre de vingt centimes applicable aux récépissés accompagnant sur les chemins de fer les envois venant des pays étrangers, ainsi qu'aux reconnaissances de valeurs cotées et aux quittances de sommes au-dessus de dix francs (10⁴) transportées par l'administration des postes ;

Vu l'article 4 de la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1866, lequel article est ainsi conçu :

« Le timbre des quittances de produits et revenus de toute nature délivrées par les comptables de deniers publics est réduit à vingt centimes. La délivrance de ces quittances est obligatoire. Le prix du timbre, lorsqu'il est exigible, s'ajoute de plein droit au montant de la somme due et est soumis au même mode de recouvrement.

« Sont maintenues les dispositions de l'article 16 de la loi du 13 brumaire an VII, concernant les contributions directes, et celles des articles 19 et 24

⁽¹⁾ Bull. 1073, n° 10,755.

⁽²⁾ Bull. 1173, n° 11,932.

⁽³⁾ Bull. 1251, n° 12,765.

« de la loi du 28 avril 1816, relatives aux quittances des douanes et à celles des contributions indirectes; »

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Pour l'exécution de l'article 4 de la loi de finances du 8 juillet 1865, il est établi un nouveau timbre mobile du prix de vingt centimes (0^{fr}.20^c) conforme au modèle annexé au présent décret. L'apposition et l'annulation de ce timbre auront lieu suivant le mode prescrit par l'article 1^{er} de notre décret du 29 octobre 1862 susvisé.

2. Les différents timbres de dimension établis pour l'exécution des articles 24 de la loi du 2 juillet 1862, 10 de la loi de finances du 13 mai 1863 et 6 de la loi de finances du 8 juin 1864, seront également conformes au modèle ci-annexé, à partir du 1^{er} janvier 1866.

L'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre prendra les mesures nécessaires pour le retrait des timbres de l'ancien modèle qui n'auraient pas été employés avant cette époque.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 21 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

Signé J. BAROQUE.

N° 13,538. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Affaires étrangères, exercice 1864.

Du 22 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu la loi de finances du 13 mai 1863, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1864;

Vu notre décret, en date du 22 novembre 1863⁽¹⁾, portant répartition des crédits ouverts audit exercice;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾;

⁽¹⁾ Bull. 1160, n° 11,791.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 27 juin 1865 :

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits des chapitres I, II, III, IV, V, VIII, IX, XII, XIV, XVI et XVII du budget des affaires étrangères, pour l'exercice 1864, sont réduits ensemble d'une somme de cent vingt-deux mille francs (122,000^f), savoir :

CHAP. I ^{er} . Personnel.....	4,356 ^f 26
— II. Matériel	8,069 97
— III. Traitements des agents politiques et consulaires...	66,000 00
— IV. Traitements des agents en inactivité.....	632 14
— V. Frais d'établissement.....	2,015 35
— VIII. Présents diplomatiques.....	28,138 27
— IX. Indemnités et secours.....	65 00
— XII. Frais de location et charges accessoires de l'hôtel affecté à la résidence de l'ambassade ottomane..	838 11
— XIV. Subvention accordée à l'émir <i>Abd-el-Kader</i> et frais accessoires de son séjour à Damas.....	12,606 86
— XVI. Frais de restauration de l'église Sainte-Anne, à Jérusalem.....	155 79
— XVII. Frais d'acquisition de l'hôtel de l'ambassade de France à Berlin.....	1,123 25
TOTAL.....	122,000 00

2. Le crédit ouvert aux chapitres VII et XI du même budget est augmenté, par voie de virement, d'une somme égale de cent vingt-deux mille francs (122,000^f), savoir :

CHAP. VII. Frais de service.....	29,000 ^f 00
— XI. Missions et dépenses extraordinaires et dépenses imprévues.....	93,000 00
TOTAL ÉGAL.....	122,000 00

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 22 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE LÉVY.



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Juillet 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1319.

N° 13,539. — *Loi qui approuve les clauses financières de la Convention passée, le 31 mai 1865, entre le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, et la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, pour la concession du Chemin de fer de Caintare de Paris (rive gauche).*

Du 10 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Sont approuvés les articles 3, 4, 7, 8 et 9 de la convention passée, le 31 mai 1865, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, lesdits articles relatifs aux engagements mis à la charge du trésor par cette convention.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 3 Juillet 1865.

Le Vice-Président,

Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,

Signé LAFONT DE SAINT-MÛR, comte LE PELETIER D'AUNAY,
SÉVERIN ARBATUCCI, ALFRED DARIMON.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi portant ap-

XP Série.

probation des clauses financières de la convention concernant la concession du chemin de fer de Ceinture de Paris (rive gauche).

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 6 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et **ORDONNONS** que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Gardes des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,540. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve la Convention passée, le 31 mai 1865, entre le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, et la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, pour la concession du Chemin de fer de Ceinture de Paris (rive gauche).

Du 18 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 14 juin 1861⁽¹⁾, qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Ceinture (rive gauche);

Vu la loi du 2 juillet 1861, qui autorise l'exécution de plusieurs chemins de fer, et notamment du chemin de fer de Ceinture susmentionné;

Vu la loi du 3 mai 1841;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Vu la convention provisoire passée, le 31 mai 1865, entre notre ministre

⁽¹⁾ B^{ull.} 953, n° 9342.

de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, ladite convention portant concession du chemin de fer de Ceinture (rive gauche);

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La convention provisoire passée, le 31 mai 1865, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, et dont l'objet est ci-dessus énoncé, est et demeure approuvée.

Ladite convention restera annexée au présent décret.

2. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROCHER.

CONVENTION.

L'an mil huit cent soixante-cinq et le trente et un mai,

Entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant au nom de l'État, sous la réserve de l'approbation des présentes par décret de l'Empereur et par la loi, en ce qui concerne les clauses financières,

D'une part;

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Compagnie des chemins de fer de l'Ouest*, ladite compagnie représentée par MM. *Alfred Leroux, Édouard Besset et Henri de l'Espée*, président et membres du conseil d'administration, élit son domicile au siège de ladite société, à Paris, à l'embarcadere desdits chemins, rue Saint-Lazare, et agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par délibération dudit conseil, en date du 13 avril 1865, et sous la réserve de l'approbation des présentes par l'assemblée générale des actionnaires, dans un délai d'un an au plus tard,

D'autre part,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, concède à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, qui l'accepte, et sous la réserve de la clause de rachat énoncée à l'article 9 ci-après, le chemin de fer de Ceinture de Paris (rive gauche), ledit chemin partant de la gare d'Anteuil et se reliant à son autre extrémité avec le chemin de Ceinture (rive droite) et la ligne d'Orléans.

Ladite concession est faite dans les conditions prévues par le titre 1^{er} bis du cahier des charges annexé à la convention des 29 juillet 1858 et 21 juin 1859.

2. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, s'engage à concéder à la compagnie de l'Ouest, dans le cas où l'utilité publique en serait reconnue, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 5 mai 1841 :

Un raccordement du chemin de fer de Ceinture (rive droite) avec le chemin de fer d'Anteuil.

La compagnie s'engage à exécuter le raccordement susmentionné à ses frais, risques et périls, et dans un délai de quatre ans, à partir du décret qui en rendra la concession définitive.

L'engagement ci-dessus énoncé sera considéré comme nul et non avenu :

1° Dans le cas où, dans un délai de quatre ans, à partir de la ratification des présentes, l'exécution de cet engagement n'aurait pas été réclamée, soit par le Gouvernement, soit par la compagnie;

2° Dans le cas où, l'accomplissement de cet engagement ayant été réclamé, l'utilité publique n'aurait pas été déclarée dans un délai de huit ans, à partir de ladite époque.

3. Les lignes énoncées aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus feront partie du nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, tel qu'il est défini à l'article 6 de la convention des 29 juillet 1858 et 11 juin 1859. En conséquence, le capital garanti par l'État et dont le maximum est fixé par l'article 7 de la convention du 1^{er} mai 1863, approuvée par la loi du 11 juin suivant, à la somme de cinq cent soixante et dix millions de francs (570,000,000^f), sera augmenté du montant des dépenses admises au compte de premier établissement pour les lignes concédées par la présente convention à titre soit définitif, soit éventuel.

4. Le revenu net moyen kilométrique réservé à l'ancien réseau, en vertu de l'article 8 de la convention du 1^{er} mai 1863, relatif à la garantie d'intérêt, sera augmenté à raison de douze francs (12^f) par chaque million admis au compte de premier établissement pour les lignes mentionnées dans les articles 1^{er} et 2 ci-dessus et suivant les conditions prévues par l'article 3.

5. Lesdits chemins de fer seront régis par le cahier des charges annexé à la convention des 29 juillet 1858 et 11 juin 1859, auquel est soumis l'ensemble des lignes formant l'ancien et le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, sauf toutefois les modifications ci-après :

Les prix de transport des marchandises à petite vitesse seront partagés en deux classes : la première, comprenant les objets énoncés à la première et à la deuxième classe du tarif fixé par le cahier des charges susénoncé, sera taxée, par tonne et par kilomètre, à seize centimes, ci..... 16^c

La deuxième, comprenant les objets énoncés à la troisième et à la quatrième classe, telles qu'elles sont déterminées par l'article 6 de la convention du 1^{er} mai 1863, sera taxée, par tonne et par kilomètre, à dix centimes, ci..... 10^c

6. La compagnie s'engage à exécuter et à exploiter à ses frais, risques et périls, comme chemin de fer provisoire :

Un embranchement se détachant du chemin de fer de Ceinture (rive gauche), près du viaduc du Point-du-Jour, et aboutissant au Champ de Mars, près du pont d'Iéna.

Ledit embranchement devra être terminé et livré à l'exploitation le 31 octobre 1866.

La compagnie s'engage, en outre, à exécuter sur la ligne de Paris à Auteuil les travaux d'appropriation et d'installation nécessaires pour y permettre le passage des trains de marchandises.

7. Pendant toute la durée de l'exploitation de l'embranchement provisoire énoncé à l'article précédent, les intérêts et l'amortissement du capital affecté à sa construction seront payés au moyen des produits de cette ligne.

L'excédant, s'il en existe, sera déduit du compte de premier établissement. En cas d'insuffisance, ces intérêts et amortissement seront portés audit compte.

L'administration déterminera, la compagnie entendue, l'époque à laquelle ledit embranchement devra être supprimé et les lieux rétablis dans leur premier état. Lorsque la suppression en aura été opérée, la somme qui sera admise au compte de premier établissement après déduction de la valeur des matériaux, et, s'il y a lieu, de l'excédant des produits, sera ajoutée au capital du nouveau réseau dans les conditions fixées par l'article 3 ci-dessus.

La somme employée sur la ligne d'Auteuil, pour les travaux d'appropriation et d'installation nécessaires pour le passage des trains de marchandises, sera ajoutée, dans les mêmes conditions, au capital du nouveau réseau.

8. La compagnie s'engage à verser au trésor public, jusqu'à concurrence de cinq millions de francs (5,000,000^f), dans le délai d'une année, à partir de la ratification de la présente convention, et par paiements trimestriels égaux, la somme nécessaire pour l'achèvement du chemin de fer de Ceinture (rive gauche).

Ladite somme, augmentée du montant des intérêts, calculés au taux de quatre et

demi pour cent, sera ajoutée au chiffre des subventions dues à la compagnie de l'Ouest et sera remboursée à ladite compagnie, dans les formes et suivant les conditions énoncées à l'article 2 de la convention du 1^{er} mai 1863, à partir du 1^{er} juin qui suivra le dernier versement.

9. Le Gouvernement se réserve, pendant un délai de huit ans, à partir du décret qui approuvera la présente convention, de racheter à la compagnie de l'Ouest, soit ensemble, soit séparément, d'une part, le chemin de fer d'Auteuil, y compris le raccordement de ce chemin avec le chemin de Ceinture (rive droite); de l'autre, le chemin de fer de Ceinture (rive gauche).

Le prix de ce rachat sera fixé dans les formes prescrites par la loi du 29 mai 1845 et modifiées par celle du 1^{er} août 1860.

L'article 10 de la convention du 1^{er} mai 1863 est et demeure annulé.

10. La présente convention ne sera passible que du droit fixe de un franc.

Fait à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Signé ARMAND BÉHIC.

Approuvé l'écriture :

Signé ALFRED LEROUX.

Approuvé l'écriture :

Signé H. BLOUNT.

Approuvé l'écriture :

Signé H. DE L'ESPÉE.

Enregistré à Paris, le 20 juillet 1865, folio 86 verso, case 6. Reçu deux francs; décime, trente centimes.

Signé BADEREAU.

F 13,541. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition du Fonds commun affecté aux Dépenses ordinaires des Départements pendant l'exercice 1866.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi du 10 mai 1838, articles 13 et 17;

Vu la loi de finances du 19 mai 1849, article 18;

Vu la loi de finances du 8 juillet 1865,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La répartition du fonds commun de sept centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1866, affecté aux dépenses ordinaires des départements pendant cet exercice, est réglée conformément à l'état ci-annexé.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

Répartition, entre les départements, du fonds commun de sept centimes affecté au complément des dépenses départementales ordinaires pendant l'exercice 1866.

DÉPARTEMENTS.	ALLOCATION du fonds commun.	DÉPARTEMENTS.	ALLOCATION du fonds commun.
Ain.....	250,000	Repart.....	6,765,000
Aisne.....	165,000	Lot.....	170,000
Allier.....	115,000	Lot-et-Garonne.....	75,000
Alpes (Basses).....	185,000	Lozère.....	175,000
Alpes (Hautes).....	70,000	Maine-et-Loire.....	220,000
Alpes-Maritimes.....	180,000	Manche.....	165,000
Ardèche.....	215,000	Marne.....	215,000
Ardennes.....	95,000	Marne (Haute).....	125,000
Ariège.....	170,000	Mayenne.....	210,000
Aube.....	135,000	Meurthe.....	100,000
Aude.....	105,000	Meuse.....	155,000
Aveyron.....	185,000	Morbihan.....	150,000
Bouches-du-Rhône.....	250,000	Moselle.....	90,000
Calvados.....	80,000	Nièvre.....	190,000
Cantal.....	85,000	Nord.....	60,000
Charente.....	95,000	Oise.....	175,000
Charente-Inférieure.....	185,000	Orne.....	135,000
Cher.....	225,000	Pas-de-Calais.....	50,000
Corrèze.....	150,000	Puy-de-Dôme.....	75,000
Corse.....	215,000	Pyrénées (Basses).....	215,000
Côte-d'Or.....	100,000	Pyrénées (Hautes).....	120,000
Côtes-du-Nord.....	170,000	Pyrénées-Orientales.....	115,000
Creuse.....	160,000	Rhin (Bas).....	125,000
Dordogne.....	210,000	Rhin (Haut).....	125,000
Doubs.....	120,000	Rhône.....	330,000
Drôme.....	135,000	Saône (Haute).....	115,000
Eure.....	110,000	Saône-et-Loire.....	95,000
Eure-et-Loir.....	55,000	Sarthe.....	165,000
Finistère.....	190,000	Savoie.....	180,000
Gard.....	155,000	Savoie (Haute).....	185,000
Garonne (Haute).....	95,000	Selenc.....	150,000
Gers.....	150,000	Seine-Inférieure.....	150,000
Gironde.....	180,000	Seine-et-Marne.....	240,000
Hérault.....	90,000	Seine-et-Oise.....	240,000
Ille-et-Vilaine.....	95,000	Sèvres (Deux).....	180,000
Indre.....	225,000	Somme.....	60,000
Indre-et-Loire.....	245,000	Tarn.....	105,000
Isère.....	160,000	Tarn-et-Garonne.....	75,000
Jura.....	105,000	Var.....	200,000
Landes.....	155,000	Vaucluse.....	215,000
Loir-et-Cher.....	180,000	Vendée.....	130,000
Loire.....	150,000	Vienne.....	215,000
Loire (Haute).....	110,000	Vienne (Haute).....	170,000
Loire-Inférieure.....	130,000	Vosges.....	220,000
Lot.....	165,000	Yonne.....	170,000
A reporter.....	6,765,000	TOTAL.....	16,845,000

Approuvé pour être annexé au décret de ce jour.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé N^{APOLÉON}.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,542. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui :

1° Déclare d'utilité publique les travaux à exécuter dans la commune de Charavines (Isère), pour améliorer le régime de la rivière de la Fure et du lac de Paladru ;

2° Réunit en association syndicale les propriétaires d'usines situées sur ladite rivière et sur ses diverses branches, qui sont intéressés à l'exécution de ces travaux. (*Paris, 3 Mai 1865.*)

N° 13,543. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour la construction des phares ci-après dénommés :

Phare de premier ordre, sur le plateau des Roches-Douvres (Côtes-du-Nord) ;

Phares de troisième ordre, sur le rocher du Four et le rocher le Diamant-des-Pierres-Noires, dans la rade de Brest (Finistère) ;

Phare de troisième ordre, sur la pointe de l'Espignette, près d'Aigues-Mortes (Gard).

2° La dépense, évaluée à un million six cent mille francs, sera imputée sur le budget extraordinaire des ports. (*Paris, 3 Mai 1865.*)

N° 13,544. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 193, d'Ajaccio à Bastia, entre Serraggio et Corte (Corse), conformément à la direction générale figurée par une ligne rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

La dépense, évaluée à trois cent mille francs, sera imputée sur les fonds affectés, dans la sixième section du budget, à la rectification des routes impériales.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 3 Mai 1865.*)

N° 13,545. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et

contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Gironde n° 19, de Sainte-Foy à la Sauvetat, dans la côte de la Lambertie, suivant la direction générale figurée par un trait bleu sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 3 Mai 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 31^r Juillet 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1320.

N° 13,546. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Médaille du Mérite militaire accordée à des Militaires français par Sa Majesté l'Empereur Maximilien, à l'occasion de la Campagne du Mexique.

Du 16 Juin 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le décret du 10 juin 1853⁽¹⁾, sur les décorations étrangères;

Sur le décret du 26 avril 1856⁽²⁾, sur les médailles anglaises commémoratives des campagnes de Crimée et de la Baltique;

Les décrets des 10 juin 1857⁽³⁾ et 23 mars 1860⁽⁴⁾, relatifs à la médaille surde distribuée à l'occasion des campagnes de Crimée et d'Italie;

Considérant que Sa Majesté l'Empereur du Mexique a conféré à des militaires ayant fait partie de l'expédition française la médaille dite *du Mérite militaire*, créée par un décret en date de Mexico, du 14 octobre 1863;

Et qu'en ce qui concerne l'autorisation de porter cette médaille, il y a lieu d'adopter les dispositions spéciales prescrites par le décret précité du 26 avril 1856;

Sur la proposition de notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret du 26 avril 1856 sont applicables aux militaires français qui recevront la médaille du Mérite militaire accordée par Sa Majesté l'Empereur *Maximilien*, à l'occasion de la campagne du Mexique.

2. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, et notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sont char-

⁽¹⁾ Bull. 66, n° 599.

⁽²⁾ Bull. 787, n° 7553.

⁽³⁾ Bull. 787, n° 7534.

⁽⁴⁾ Bull. 787, n° 7532.

gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 16 Juin 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu pour l'exécution :
Pour le grand chancelier,
Signé MAIZIÈRE.

Par l'Empereur :
*Le Ministre de la Maison de l'Empereur
et des beaux-arts,*
Signé VAILLANT.

N° 13,547. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui supprime la Surtaxe établie à l'importa-
tion des Sucres bruts de betterave originaires de la Grande-Bretagne et des
Pays-Bas.*

Du 24 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la déclaration signée à Paris, le 5 juillet 1865⁽¹⁾, entre la France et
la Belgique, et annexée à la convention du 8 novembre 1864⁽²⁾, relative au
régime des sucres,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La surtaxe de deux francs par cent kilogrammes, dé-
cimes compris, établie à l'importation des sucres bruts de betterave
originaires de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas est supprimée.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics, et au département des finances,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du pré-
sent décret.

Fait à Plombières, le 24 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,
chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et
des travaux publics,*

Signé VAILLANT.

N° 13,548. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe les droits à appliquer aux Sucres
raffinés ou candis importés de Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-
Bas.*

Du 24 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 1310, n° 13,450.

⁽²⁾ Bull. 1310, n° 13,449.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 13 de la convention relative au régime des sucres, signée à Paris, le 8 novembre 1864, entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas;

Vu notre décret du 8 juillet 1865⁽¹⁾, portant promulgation de ladite convention,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} août prochain, les droits ci-après établis seront appliqués, décimes compris, aux sucres raffinés ou candis importés en France de Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas :

Sucres raffinés	{ en pains ou en poudre assimilés aux raffinés.....	50 ^{fr} 60 ^{cs}	} les 100 kilog.
		candis..... 54 15	

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 24 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé VAILLANT.

N° 15,549. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Les travaux ayant pour objet de dessécher, d'assainir et de rendre propres à la culture les marais communaux de Condat et de Cavagnac (Lot) seront exécutés conformément aux dispositions de la loi du 28 juillet 1860 et du décret du 6 février 1861.

L'exécution aura lieu par l'État suivant le projet dressé par les ingénieurs des ponts et chaussées, les 13 octobre, 7 décembre 1860, modifié les 29 mai, 25 juin, 20 et 29 septembre 1862, 28 décembre 1864, 5 janvier 1865, et approuvé par l'administration.

2° Il est fait réserve expresse des droits de l'administration, en ce qui concerne le concours que le syndicat de la Tourmente pourrait être appelé à donner au curage du ruisseau de Meyssac.

3° Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. (Paris, 3 Mai 1865.)

⁽¹⁾ Bull. 1310, n° 13,449.

N° 13,550. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le décret du 28 juillet 1862, qui assigne trente et un offices d'huissier au tribunal de première instance de Laon (Aisne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à trente. (*Paris, 8 Juillet 1865.*)

N° 13,551. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 7 juin 1859, qui assigne quatorze offices d'huissier au tribunal de première instance de Bourgauf (Creuse), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à onze.

2° Le décret du 26 août 1859, qui assigne vingt et un offices d'huissier au tribunal de première instance de Neuschâtel (Seine-Inférieure), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt. (*Paris, 12 Juillet 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 31^r Juillet 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1321.

N° 13,552. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve le Règlement général adopté par la Commission impériale de l'Exposition universelle de 1867.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le règlement général adopté, le 7 juillet 1865, par la commission impériale, est approuvé.

2. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, notre ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Le Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé VAILLANT.

Signé E. ROUBER.

Règlement général délibéré le 7 juillet 1865, approuvé par décret impérial le 12 juillet 1865.

PREMIÈRE SECTION.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET SYSTÈME DE CLASSIFICATION.

ART. 1^{er}. L'exposition universelle, instituée à Paris pour l'année 1867, recevra les œuvres d'art et les produits de l'agriculture et de l'industrie de toutes les nations.

Elle aura lieu au Champ de Mars, dans un édifice temporaire. Autour du palais de l'exposition sera disposé un parc destiné à recevoir les animaux et les plantes à l'état

vivant, ainsi que les établissements et les objets qu'il n'est pas possible d'installer dans l'édifice principal.

L'exposition ouvrira le 1^{er} avril 1867 et fermera le 31 octobre de la même année.

2. L'exposition universelle de 1867 est placée sous la direction de la commission impériale instituée par le décret du 1^{er} février 1865.

Le commissaire général, nommé par le même décret, est chargé de procéder à l'exécution des mesures adoptées par la commission impériale.

3. Dans chaque département de l'Empire français, la commission impériale constituera, avant le 25 août 1865⁽¹⁾, un comité départemental, qui aura pour mission :

1^o De faire connaître dans toute l'étendue du département les mesures concernant l'organisation de l'exposition, et de distribuer les formules de demande d'admission ainsi que les autres documents émanant de la commission impériale;

2^o De signaler, avant le 31 octobre 1865, les principaux artistes, agriculteurs et manufacturiers dont l'admission à l'exposition universelle semblerait particulièrement utile à l'éclat de cette solennité;

3^o De provoquer, comme il est dit à l'article 29, les expositions de produits agricoles du département;

4^o D'instituer une commission de savants, d'agriculteurs, de manufacturiers, de contre-maitres et autres hommes spéciaux, pour faire une étude particulière de l'exposition universelle et pour publier un rapport sur les applications qui pourraient être faites, dans le département, des enseignements qu'elle aura fournis;

5^o De préparer, par voie de souscription, de cotisation et par toutes autres mesures, la création d'un fonds destiné à faciliter la visite et l'étude de l'exposition universelle aux contre-maitres, cultivateurs et ouvriers du département, et à subvenir aux frais de publication du rapport mentionné ci-dessus.

4. La commission impériale s'entendra avec les ministères de la guerre et de la marine pour l'organisation du concours de l'Algérie et des colonies françaises à l'exposition universelle.

5. Les commissions constituées par les divers gouvernements étrangers pour diriger la participation de leurs nationaux à l'exposition universelle correspondent directement avec la commission impériale pour tout ce qui concerne l'exposition des œuvres d'art et des autres produits de leur pays. En conséquence, la commission impériale ne correspond pas avec les exposants étrangers.

Tout produit présenté par un producteur étranger n'est admis que par l'intervention de la commission étrangère dont celui-ci relève comme exposant.

Les commissaires étrangers pourvoient d'ailleurs, selon leurs convenances, au transport, à la réception, à l'installation et à la réexpédition des produits de leurs nationaux, en se conformant toutefois aux mesures d'ordre prescrites par la commission impériale.

6. Les commissaires étrangers sont invités à se mettre le plus tôt possible en relation avec la commission impériale et à se faire représenter auprès d'elle par un délégué. Ce délégué sera chargé de traiter les questions qui intéressent les exposants étrangers, et notamment celles qui sont relatives à la répartition de l'espace total entre les diverses nations et au mode d'installation de chaque section nationale dans le palais et dans le parc.

7. Pour faciliter la répartition de l'espace attribué à chaque nation entre les diverses classes de produits indiquées à l'article 11, la commission impériale tient à la disposition des délégués, à titre de renseignement, le plan d'installation, à l'échelle de deux millimètres par mètre, adopté pour la section française, du palais. Ce plan indique la disposition des vitrines ou tables affectées à chaque classe de produits, ainsi que la forme, la hauteur et les autres dimensions des salles réservées à chaque classe.

Un plan analogue d'installation, déterminant les subdivisions de la partie du palais destinée à chaque nation, devra être remis à la commission impériale, par chaque commission étrangère, avant le 31 octobre 1865.

Des plans de détail, à l'échelle de vingt millimètres par mètre, indiquant la place attribuée à chaque exposant et chaque installation individuelle, devront également être remis, avec la liste des exposants, par chaque commission étrangère, avant le

⁽¹⁾ Voir, pour la corrélation des dates mentionnées ici et dans les articles suivants, la pièce A annexée au présent règlement.

31 janvier 1866, pour que, dans les aménagements intérieurs du palais, la commission impériale puisse tenir compte des besoins de chaque nation.

8. Chaque nation peut réclamer, pour en faire son parc spécial, la portion du Champ de Mars attenant à l'emplacement qui lui est attribué dans le palais.

Le délégué de chaque commission étrangère se concertera avec le commissaire général pour arrêter le plan des voies publiques de circulation et des terrassements, qui doivent être exécutés aux frais et par les soins de la commission impériale.

Chaque délégué se concertera également avec le commissaire général pour laisser à la disposition de la commission impériale les portions de terrain qui excéderaient les besoins de ses nationaux, ou pour obtenir un supplément de terrain dans les surfaces auxquelles d'autres délégués auraient renoncé.

Pour faciliter autant que possible l'installation des exposants étrangers dans les portions du parc qui leur sont attribuées, la commission impériale tiendra à la disposition des délégués, à titre de renseignement, les plans adoptés par les exposants français pour l'installation des animaux, des plantes, des spécimens d'habitations, etc. (pièce E).

9. Il sera dressé un catalogue officiel des produits de toutes les nations, indiquant la place qu'ils occupent dans le palais ou dans le parc. Ce catalogue contiendra deux répertoires alphabétiques, l'un des exposants, l'autre des produits. Les commissaires étrangers sont invités à envoyer les renseignements nécessaires à la rédaction du catalogue avant le 31 janvier 1866.

10. Les États qui ne peuvent se faire représenter, en 1867, à Paris, que par un petit nombre d'exposants, et qui sont d'ailleurs dans une même situation géographique, sont invités à se concerter pour assurer le groupement méthodique des produits de même nature.

La commission impériale tient à la disposition des délégués des commissions de ces États les plans qu'elle a préparés en vue de concilier les avantages d'un pareil groupement avec la règle fondamentale de la représentation par nationalité.

La commission impériale invite les commissaires de ces mêmes États, dans le cas où ils approuveraient ces plans, à constituer à Paris, pour chaque groupe, un syndicat chargé de procéder à leur exécution. Elle mettra gratuitement à la disposition de ces syndicats ses architectes et ses employés.

11. Dans chaque section consacrée aux exposants d'une même nation, les objets seront répartis en dix groupes et en quatre-vingt-quinze classes, savoir :

- 1^{er} groupe. — Œuvres d'art. (Classes 1 à 5.)
- 2^e groupe. — Matériel et applications des arts libéraux. (Classes 6 à 13.)
- 3^e groupe. — Meubles et autres objets destinés à l'habitation. (Classes 14 à 26.)
- 4^e groupe. — Vêtements (tissus compris) et autres objets portés par la personne. (Classes 27 à 39.)
- 5^e groupe. — Produits (bruts et ouvrés) des industries extractives. (Classes 40 à 46.)
- 6^e groupe. — Instruments et procédés des arts usuels. (Classes 47 à 66.)
- 7^e groupe. — Aliments (frais ou conservés) à divers degrés de préparation. (Classes 67 à 73.)
- 8^e groupe. — Produits vivants et spécimens d'établissements de l'agriculture. (Classes 74 à 82.)
- 9^e groupe. — Produits vivants et spécimens d'établissements de l'horticulture. (Classes 83 à 88.)
- 10^e groupe. — Objets spécialement exposés en vue d'améliorer la condition physique et morale des populations. (Classes 89 à 95.)

Les objets qui se rapportent à ces groupes sont indiqués en détail dans le système de classification (pièce B) annexé au présent règlement.

La commission impériale, afin de tenir compte des observations qui lui seraient adressées par les exposants français et les commissaires étrangers, se réserve d'éclaircir, dans des éditions successives de ce document, les doutes que la première rédaction pourrait soulever.

12. Aucune œuvre d'art, aucun produit exposé dans le palais ou dans le parc ne peut être dessiné, copié ni reproduit sous une forme quelconque, sans une autorisation de l'exposant qui en est l'auteur. La commission impériale se réserve d'autoriser la reproduction des vues d'ensemble.

13. Aucune œuvre d'art, aucun produit exposé ne peut être retiré avant la clôture de l'exposition, sans une autorisation spéciale de la commission impériale.

14. Les exposants français ou étrangers n'ont à payer aucun loyer pour la place qu'ils occupent à l'exposition; mais tous les frais d'installation et de décoration, dans le palais ou dans le parc, sont à leur charge.

15. Les Français et les étrangers, en acceptant la qualité d'exposant, déclarent, par cela même, adhérer aux dispositions du présent règlement.

16. La commission impériale correspond avec les préfets et autres autorités de l'Empire français par l'intermédiaire du président ou du commissaire général.

17. Toute communication relative à l'exposition doit être adressée à M. le conseiller d'Etat commissaire général de l'exposition universelle de 1867, à Paris.

L'affranchissement n'est pas nécessaire dans le ressort du service postal français.

DEUXIÈME SECTION.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX ŒUVRES D'ART.

18. Sont admissibles à l'exposition les œuvres des artistes français et étrangers exécutées depuis le 1^{er} janvier 1855.

19. Sont exclus :

1^o Les copies, même celles qui reproduisent un ouvrage dans un genre différent de celui de l'original ;

2^o Les tableaux à l'huile, miniatures, aquarelles, pastels, dessins et cartons de vitraux et de fresques, lorsqu'ils ne sont pas encadrés ;

3^o Les sculptures en terre non cuite.

20. La commission impériale statue, avec le concours d'un jury spécial, sur l'admission des œuvres des artistes français.

La composition et la nomination de ce jury, ainsi que les formalités qu'auront à remplir les Français pour demander l'admission d'une œuvre d'art à l'exposition, seront fixées par un règlement ultérieur ; ce règlement fera connaître le mode d'expédition et de réception des œuvres d'art.

21. La commission impériale notifiera aux intéressés, avant le 1^{er} janvier 1867, les décisions qu'elle aura prises sur les demandes d'admission concernant les œuvres d'art.

22. Il sera statué ultérieurement sur le nombre et la nature des récompenses qui pourront être décernées au sujet des œuvres d'art, ainsi que sur la constitution du jury international qui sera appelé à les juger.

TROISIÈME SECTION.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE.

TITRE I^{er}.

ADMISSION ET CLASSEMENT DES PRODUITS.

23. Sont admissibles à l'exposition tous les produits de l'agriculture et de l'industrie, sauf les exceptions et les réserves mentionnées à l'article suivant.

24. Sont exclues les matières détonantes, fulminantes et toute autre matière jugée dangereuse.

Ne sont reçus que dans des vases solides, appropriés et de dimensions restreintes, les esprits ou alcools, les huiles et les essences, les matières corrosives, et généralement les corps qui peuvent altérer les autres produits exposés ou incommoder le public.

Les capsules, les pièces d'artifice, les allumettes chimiques et autres objets analogues ne peuvent être reçus qu'à l'état d'imitation et sans aucune addition de matière inflammable.

25. Les exposants de produits incommodes ou insalubres doivent se conformer en tout temps aux mesures de sûreté qui leur sont prescrites.

La commission impériale se réserve le droit de faire retirer les produits de toute

provenance qui, par leur nature ou leur masse, lui paraîtraient nuisibles ou incompatibles avec le but et les convenances de l'exposition.

20. Avant le 15 août 1865, la commission impériale notifiera aux commissions étrangères l'espace accordé à chacune d'elles pour exposer les produits de ses nationaux.

Avant le 25 août 1865, la commission impériale publiera un tableau des espaces attribués, dans l'emplacement de la section française, à chacune des soixante et treize premières classes indiquées à l'article 11.

27. Après cette publication, les producteurs français exerçant les industries comprises dans une même classe sont invités à s'entendre entre eux pour faire un projet d'installation dans l'emplacement qui aura été affecté à leur classe. S'ils se sont mis d'accord sur le choix des exposants que cet emplacement permet d'admettre et sur l'espace qui devra être alloué à chacun d'eux, ils désigneront un ou plusieurs délégués pour prendre les informations nécessaires auprès de la commission impériale, lui soumettre leur plan et leur liste d'exposants, et, en général, représenter auprès d'elle les intérêts communs de ces derniers.

28. A défaut des réunions spontanées prévues à l'article précédent, les autorités municipales des centres manufacturiers, les chambres de commerce, les chambres consultatives des arts et manufactures, les sociétés artistiques ou industrielles, les sociétés et comices agricoles, sont invités à provoquer le concert des producteurs de leur circonscription.

29. Les comités départementaux (art. 3) recevront de la commission impériale et communiqueront aux chambres consultatives d'agriculture, aux sociétés et aux comices agricoles du département, les plans adoptés pour représenter l'agriculture des diverses régions de la France, afin qu'ils concourent à la réalisation de ces plans. Ils inviteront surtout ces sociétés et ces comices à préparer des expositions collectives de types d'animaux et de plantes, d'établissements ruraux et d'usines agricoles.

Les comités départementaux d'une grande région agricole se concerteront, autant que possible, pour représenter, sans double emploi, les traits caractéristiques de l'agriculture de cette région.

30. Les demandes d'admission se rapportant aux installations mentionnées aux articles 27, 28, 29 sont faites par les délégués des intéressés qui se sont entendus, ou par ceux des corps ou sociétés qui en ont pris l'initiative. A cet effet, les délégués seront remplir et signer par chaque exposant, en double expédition, la demande d'admission, dont le modèle (pièce C) est annexé au présent règlement. Ils adresseront ces demandes au commissaire général, à Paris (art. 17).

31. Toute installation préparée soit par une entente spontanée des producteurs d'une même classe, soit sous l'influence des comités départementaux, des autorités municipales, des chambres de commerce, des chambres consultatives, des sociétés ou comices agricoles, des sociétés artistiques ou industrielles, sera acceptée par la commission impériale, si aucune réclamation ne se produit et si, d'ailleurs, les convenances générales de l'exposition sont observées.

32. Les expositions ainsi conçues en commun se composent d'installations individuelles et distinctes, à moins qu'il ne convienne à tous les intéressés de faire une exposition réunissant, sans désignation de personnes, les produits d'une localité ou d'une région.

33. Dans le cas des expositions faites conformément aux articles 27, 28 et 29, les producteurs qui auraient à présenter une réclamation l'adresseront directement au commissaire général, qui la soumettra à la commission impériale.

34. Dans le cas où le concert prévu par les articles 27, 28 et 29 n'aurait pas eu lieu, les producteurs rempliront et signeront individuellement deux expéditions de la demande d'admission (art. 30); ces deux expéditions seront adressées au commissaire général, à Paris (art. 17).

35. Les demandes d'admission, les réclamations et toutes les pièces qui s'y rapportent doivent être adressées à Paris, avant le 31 octobre 1865.

Passé cette date, toute demande ou réclamation ne pourra être accueillie que par décision spéciale de la commission impériale.

36. Les constructeurs d'appareils exigeant l'emploi de l'eau, du gaz ou de la vapeur doivent déclarer, en faisant leur demande d'admission, la quantité d'eau, de gaz ou de vapeur qui leur est nécessaire. Ceux qui veulent mettre des machines en

monvement indiqueront quelle sera la vitesse propre de chacune de ces machines et la force motrice dont elle aura besoin.

37. Des comités d'admission, institués par la commission impériale, pour les neuf groupes de l'agriculture et de l'industrie (art. 11), donnent leur avis sur les demandes individuelles d'admission et sur les réclamations mentionnées à l'article 33.

La commission impériale prononce seule l'admission des exposants.

38. Chaque exposant français recevra, avant le 31 décembre 1865, un bulletin d'exposant portant son numéro d'ordre, les dimensions de l'espace mis à sa disposition et l'adresse qui devra être placée sur les colis à expédier.

TITRE II.

ENVOI, RÉCEPTION ET INSTALLATION DES PRODUITS AU PALAIS ET DANS LE PARC.

39. L'emballage et le transport des produits envoyés à l'exposition et des produits qui y ont figuré sont à la charge des exposants, tant pour l'aller que pour le retour.

40. Les colis d'origine française renfermant des produits destinés à l'exposition

doivent porter, comme marques, les lettres E. U. entourées d'un cercle. U. i, ils portent, en outre, le numéro d'ordre de l'exposant et l'adresse à l'exposition, telle qu'elle est indiquée sur le bulletin d'exposant (art. 38).

La lettre de voiture, accompagnant le colis répètera, avec le nom de l'exposant, ce numéro d'ordre et cette adresse.

L'expéditeur devra fixer sur deux des faces du colis l'étiquette qui lui aura été envoyée en double, à cet effet, par les soins de la commission impériale.

41. Pour ce qui concerne l'expédition et la réception des produits, la commission impériale s'abstient de toute immixtion entre les entrepreneurs de transport et les exposants.

Les exposants doivent en conséquence pourvoir, soit par eux-mêmes, soit par leurs agents, à l'expédition et à la réception des colis et à la reconnaissance de leur contenu.

Si le destinataire ou son agent n'est pas présent pour recevoir les colis à leur arrivée dans l'enceinte de l'exposition, l'entrepreneur de transport est tenu de les réimporter immédiatement.

42. Les colis d'origine étrangère devront tous porter l'indication bien visible de leur provenance. La commission impériale se concertera avec les commissaires étrangers pour que l'expédition de ces colis se fasse conformément aux règles indiquées à l'article 40 pour les colis d'origine française; toutefois, sur ce point, les commissaires étrangers adopteront le régime qu'ils jugeront le plus convenable.

43. Les produits tant français qu'étrangers seront admis dans l'enceinte de l'exposition à partir du 15 janvier 1867, jusques et y compris le 10 mars suivant.

Ces dates pourront être, par des dispositions spéciales, avancées pour les objets dont l'installation est difficile, ou différées pour les objets de grande valeur.

44. L'enceinte de l'exposition est constituée en entrepôt réel de douane.

Les produits étrangers destinés à l'exposition seront admis, à ce titre, jusqu'au 5 mars 1867, par les ports et villes frontières désignés ci-après :

Dunkerque, — Lille, — Valenciennes, — Feignies, — Jeumont, — Vieux, — Givet, — Longwy, — Thionville, — Forbach, — Wissembourg, — Strasbourg, — Saint-Louis, — Pontarlier, — Bellegarde, — Saint-Michel, — Nice, — Marseille, — Cette, — le Perthus, — Hendaye⁽¹⁾, — Bayonne, — Bordeaux, — Nantes, — Saint-Nazaire, — Granville, — le Havre, — Dieppe, — Rouen, — Boulogne, — Calais.

45. La commission impériale déterminera, par des instructions spéciales, l'époque à laquelle les matériaux destinés aux constructions formant objet d'exposition, les machines et appareils démontés, les objets lourds ou encombrants, ceux qui exigent des massifs ou des fondations particulières, devront être amenés dans l'enceinte de l'exposition.

Ces travaux de construction et d'installation seront exécutés par les exposants et à leurs frais, conformément aux plans présentés par eux à l'approbation de la commission impériale.

⁽¹⁾ Un borden de douane à établir sur le chemin de fer, en construction, de Bordeaux à Béziers, sera ultérieurement désigné.

46. La commission impériale fournit gratuitement l'eau, le gaz, la vapeur et la force motrice pour les machines qui ont donné lieu à la déclaration mentionnée à l'article 36. Cette force est, en général, transmise par un arbre de couche dont la commission impériale fera connaître, avant le 31 décembre 1865, le diamètre et le nombre de tours par minute.

Les exposants ont à fournir la poulie sur l'arbre de couche, les poulies conductrices, l'arbre de transmission intermédiaire destiné à régler la vitesse propre de l'appareil, ainsi que les courroies nécessaires à chacune de ces transmissions.

Les machines à vapeur qui devraient être alimentées par leurs propres chaudières, ne pouvant être exposées dans le palais, seront l'objet d'instructions spéciales.

47. Tous les autres frais tels que : manutention dans l'exposition ; réception et ouverture des colis ; enlèvement et conservation des caisses et emballages ; construction des tables, estrades, vitrines ou casiers ; installation des produits dans le palais et dans le parc ; décoration des emplacements ; réexpédition des produits, sont à la charge des exposants, tant français qu'étrangers.

48. Les arrangements et l'ornementation des installations de la section française, dans le palais et dans le parc, ne peuvent être exécutés que conformément au plan général et sous la surveillance des agents de la commission impériale.

La commission impériale indiquera aux exposants qui en feront la demande, des entrepreneurs pour l'exécution de leurs travaux et pour la manutention de leurs colis ; mais les exposants resteront libres d'employer des entrepreneurs ou des ouvriers de leur choix.

49. Les installations diverses pourront être mises en place dans le palais au fur et à mesure de l'achèvement des constructions ; elles devront être commencées au plus tard le 1^{er} décembre 1866, et être prêtes à recevoir les produits avant le 15 janvier 1867.

50. Les espaces réservés en dehors des installations de produits étant strictement calculés pour les besoins de la circulation, il est interdit d'y laisser stationner les colis ou les caisses vides.

En conséquence, les colis devront être déballés au fur et à mesure de leur réception. La commission impériale procédera d'office, pour le compte des exposants et à leurs risques et périls, au déballage des colis abandonnés par eux sur les voies de circulation.

Du 1^{er} au 28 mars 1867, les produits déjà déballés et placés dans les installations devront y être arrangés et étalés pour l'exposition. Le 29 et le 30 mars sont réservés pour un nettoyage général. La révision de toute l'exposition aura lieu le 31 mars.

La commission impériale prendra toutes les mesures nécessaires pour que l'exposition soit complète au 28 mars, dans toutes ses parties. En conséquence, elle disposera de tout emplacement qui, au 14 janvier 1867, ne serait pas occupé par une installation toute prête, ou de toute installation qui, au 10 mars, n'aurait pas reçu des produits en quantité suffisante.

51. Aussitôt après le déballage, les caisses ayant servi au transport des produits de toute provenance doivent être emportées par les exposants ou leurs agents. Faute par eux d'y pourvoir immédiatement, la commission impériale fait enlever les caisses et emballages, sans prendre aucune responsabilité pour leur conservation.

52. Des instructions spéciales seront publiées ultérieurement pour l'organisation et l'installation des produits et des objets d'exposition qui doivent prendre place dans le parc.

TITRE III.

ADMINISTRATION ET POLICE.

53. Les produits sont exposés sous le nom du producteur. Ils peuvent, avec l'agrément de ce dernier, porter, en outre, le nom du négociant qui en est le dépositaire habituel.

La commission impériale se consulte au besoin avec des négociants pour faire figurer sous leur nom, à l'exposition, des produits qui ne seraient pas présentés par les producteurs.

54. Les exposants sont invités à inscrire, à la suite de leur nom ou de leur raison sociale, les noms des personnes qui ont contribué d'une manière spéciale au mérite des produits exposés, soit à titre d'inventeur, soit par le dessin des modèles, soit par les procédés d'exécution, soit par l'habileté exceptionnelle du travail manuel.

55. Le prix de vente au comptant et le lieu de vente peuvent être indiqués sur les objets exposés. Cette indication est exigée pour tous les objets compris dans la classe 91. Dans toutes les classes, les prix, s'ils sont indiqués, sont obligatoires pour l'exposant, vis-à-vis de l'acheteur, sous peine d'exclusion du concours.

Les objets vendus ne peuvent être enlevés avant la fin de l'exposition, à moins d'une autorisation spéciale de la commission impériale.

56. La commission impériale prendra les mesures nécessaires pour garantir de toute avarie les produits exposés; mais elle ne sera, en aucune façon, responsable des incendies, accidents, dégâts ou dommages dont ils auraient à souffrir, quelle qu'en soit la cause ou l'importance. Elle laisse aux exposants le soin d'assurer leurs produits, directement et à leurs frais, s'ils jugent à propos de recourir à cette garantie.

Elle fera surveiller, par le personnel nécessaire, les produits exposés; mais elle ne sera pas responsable des vols et détournements qui pourraient être commis.

57. Un règlement spécial, affiché dans le palais et dans le parc, déterminera l'ordre du service intérieur. Il fera connaître les agents chargés de venir en aide aux exposants et de veiller à la sécurité de l'exposition.

58. Une carte d'entrée gratuite à l'exposition est délivrée à chaque exposant. Cette carte est personnelle. Elle est retirée, s'il est constaté qu'elle a été prêtée ou cédée à une autre personne, le tout sans préjudice des poursuites de droit.

Pour assurer cette partie du service, la carte d'entrée est signée par le titulaire. Celui-ci est tenu d'entrer par des portes déterminées, et il peut être requis d'établir son identité en apposant sa signature sur une feuille de contrôle.

59. Les exposants ont la faculté de faire garder leurs produits par des agents de leur choix, qui devront être agréés par la commission impériale.

Des cartes d'entrée gratuites et personnelles sont délivrées à ces agents, sous les conditions énoncées dans l'article précédent.

Un agent d'exposants ne peut avoir plus d'une carte d'entrée, quel que soit le nombre des exposants qu'il représente.

60. Les exposants ou leurs agents s'abstiendront de provoquer les visiteurs à faire des achats; ils se borneront à répondre aux questions, à délivrer les adresses, prospectus et prix courants qui leur seront demandés.

61. La commission impériale fixera ultérieurement le tarif des prix d'entrée que les visiteurs auront à payer pour être admis dans l'enceinte de l'exposition.

62. Il sera institué un jury international des récompenses, partagé en neuf groupes correspondant aux neuf groupes des produits de l'agriculture et de l'industrie désignés dans le système de classification (art. 11 et pièce B).

Un règlement ultérieur déterminera le nombre, la nature et les divers degrés de récompenses, ainsi que la constitution et les attributions du jury chargé de les répartir.

63. Il sera procédé à des études et à des expériences, sous la direction des membres du jury des récompenses et d'une commission scientifique, agricole et industrielle nommée par la commission impériale. Des publications feront connaître les résultats d'intérêt général signalés par ces travaux.

64. Des conférences et des démonstrations pourront être faites dans les diverses parties de l'exposition. Des cours et des lectures pourront être, en outre, organisés dans une salle construite à cet effet. Ces divers enseignements ne pourront être donnés qu'en vertu d'autorisations personnelles délivrées par la commission impériale.

TITRE IV.

CLÔTURE DE L'EXPOSITION ET ENLÈVEMENT DES PRODUITS.

65. Aussitôt après la clôture de l'exposition, les exposants doivent procéder à l'emballage et à l'enlèvement de leurs produits et de leurs installations.

Cette opération devra être terminée avant le 30 novembre 1867.

Passé ce terme, les produits, les colis et les installations qui n'auraient pas été retirés par les exposants ou leurs agents seront enlevés d'office et consignés dans un magasin public, aux frais et risques des exposants. Les objets qui, au 30 juin 1868,

n'auraient pas été retirés de ce magasin, seront vendus publiquement; le produit net de la vente sera appliqué à une œuvre de bienfaisance.

Fait et délibéré par la commission impériale, le 7 juillet 1865.

Le Ministre d'État, vice-président,

Signé E. ROUHER.

Le Secrétaire de la commission impériale,

Signé DE CHANCOURTOIS.

Vu et annexé au décret dn 12 juillet 1865.

*Le Ministre d'État, chargé, par intérim, du ministère de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

PIÈCE A.

Tableau récapitulatif des époques assignées aux diverses opérations de l'exposition.

NATURE DES OPÉRATIONS.	ÉPOQUES ASSIGNÉES.
Nomination des comités d'admission pour la section française et notification aux commissions étrangères de l'espace accordé pour les produits de leurs nationaux.....	Avant le 15 août 1865.
Constitution des comités départementaux; appel aux exposants français et notification de l'espace attribué, dans la section française, à chacune des classes de produits dénommées dans le système de classification (pièce B).....	Avant le 25 août 1865.
Envoi à la commission impériale des demandes d'admission (pièce C) et des réclamations concernant l'admission des exposants français.....	Avant le 31 octobre 1865.
Confection et envoi à la commission impériale, par les commissions étrangères, du plan d'installation de leurs nationaux, à l'échelle 0 ^m ,002 par mètre.....	Avant le 31 octobre 1865.
Confection des plans détaillés d'installation, à l'échelle de 0 ^m ,020 par mètre, pour la section française, et notification aux exposants français de leur admission.....	Avant le 31 décembre 1865.
Confection et envoi, par les commissions étrangères, des plans détaillés d'installation de leurs nationaux, à 0 ^m ,020 par mètre, et des renseignements destinés au catalogue officiel.....	Avant le 31 janvier 1866.
Achèvement des constructions du palais et du parc.....	Avant le 1 ^{er} décembre 1866.
Notification aux artistes français de leur admission.....	Avant le 1 ^{er} janvier 1867.
Achèvement des installations spéciales des exposants dans le palais et dans le parc.....	Avant le 15 janvier 1867.
Admission des produits étrangers par les ports et villes frontières désignés à l'article 44 du règlement général, avec la faculté d'être expédiés dans l'enceinte de l'exposition, constituée en entrepôt réel.....	Avant le 6 mars 1867.
Réception et déballage des colis dans l'enceinte de l'exposition.....	Du 15 janvier au 10 mars 1867.
Arrangement des produits déballés dans les installations qui leur ont été destinées.....	Du 11 au 28 mars 1867.
Nettoyage général dans toutes les parties du palais et du parc.....	Le 29 et le 30 mars 1867.
Révision de l'ensemble de l'exposition.....	Le 31 mars 1867.
Ouverture de l'exposition.....	Le 1 ^{er} avril 1867.
Clôture de l'exposition.....	Le 31 octobre 1867.
Enlèvement des produits et des installations.....	Du 1 ^{er} au 30 novembre 1867.

PIÈCE B.

SYSTEME DE CLASSIFICATION.

1^{er} GROUPE. — ŒUVRES D'ART.

CLASSE 1^{re}. — PEINTURES À L'HUILE. (Palais, Galerie I.)

Peintures sur toiles, sur panneaux, sur enduits divers.

CLASSE 2. — PEINTURES DIVERSES ET DESSINS. (Palais, Galerie I.)

Miniatures, aquarels; pastels et dessins de tous genres; peintures sur émail, sur faïence et sur porcelaine; cartons de vitraux et de fresques.

CLASSE 3. — SCULPTURES ET GRAVURES SUR MÉDAILLES. (Palais, Galerie I.)

Sculptures en ronde-bosse. Bas-reliefs. Sculptures repoussées et eiselées. Médailles, camées, pierres gravées. Nielles.

CLASSE 4. — DESSINS ET MODÈLES D'ARCHITECTURE. (Palais, Galerie I.)

Études et fragments. Représentations et projets d'édifices. Restaurations d'après des ruines ou des documents.

CLASSE 5. — GRAVURES ET LITHOGRAPHIES. (Palais, Galerie I.)

Gravures en noir. Gravures polychromes.

Lithographies en noir, au crayon et au pinceau. Chromolithographies.

2^e GROUPE. — MATÉRIEL ET APPLICATION DES ARTS LIBÉRAUX.

CLASSE 6. — PRODUITS D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE. (Palais, Galerie II.)

Spécimens de typographie; épreuves autographiques; épreuves de lithographies, en noir ou en couleur; épreuves de gravures.

Livres nouveaux et éditions nouvelles de livres déjà connus; collections d'ouvrages formant des bibliothèques spéciales; publications périodiques. Dessins, atlas et albums publiés dans un but technique ou pédagogique.

CLASSE 7. — OBJETS DE PAPETERIE; RELIURES; MATÉRIEL DES ARTS DE LA PEINTURE ET DU DESSIN. (Palais, Galerie II.)

Papiers; cartes et cartons; encres; craies, crayons, pastels; fournitures de bureau; articles de bureau: encriers, pèse-lettres, etc. Presses à copier.

Objets confectionnés en papier: abat-jour, lanternes, cache-pots, etc.

Registres, cahiers, albums et carnets. Reliures, Reliures mobiles, étuis.

Produits divers pour lavis et aquarelles; couleurs en pains, en pastilles, en vessies, en tubes, en écailles. Instruments et appareils à l'usage des peintres, dessinateurs, graveurs et modelleurs.

CLASSE 8. — APPLICATIONS DU DESSIN ET DE LA PLASTIQUE AUX ARTS USUELS.
(Palais, Galerie II.)

Dessins industriels. Dessins obtenus, reproduits ou réduits par procédés mécaniques. Peintures de décors. Lithographies ou gravures industrielles. Modèles et maquettes pour figures, ornements, etc.

Objets sculptés. Camées, cachets et objets divers décorés par la gravure. Objets de plastique industrielle obtenus par des procédés mécaniques : réductions, photographures, etc. Objets moulés.

CLASSE 9. — ÉPREUVES ET APPAREILS DE PHOTOGRAPHIE.
(Palais, Galerie II.)

Photographies sur papier, sur verre, sur bois, sur étoffe, sur émail. Gravures héliographiques. Épreuves lithographiques. Clichés photographiques. Épreuves stéréoscopiques et stéréoscopes. Épreuves obtenues par amplification.

Instruments, appareils et matières premières de la photographie. Matériel des ateliers de photographes.

CLASSE 10. — INSTRUMENTS DE MUSIQUE.
(Palais, Galerie II.)

Instruments à vent non métalliques : à embouchure simple, à bec de sifflet, à anches avec ou sans réservoir d'air. Instruments à vent métalliques : simples, à rallonges, à coulisses, à pistons, à clefs, à anches. Instruments à vent à clavier : orgues, accordéons, etc. Instruments à cordes pincées ou à archet, sans clavier. Instruments à cordes, à clavier : pianos, etc. Instruments à percussion ou à frottement. Instruments automatiques : orgues de barbarie, serinettes, etc. Pièces détachées et objets du matériel des orchestres.

CLASSE 11. — APPAREILS ET INSTRUMENTS DE L'ART MÉDICAL.
(Palais, Galerie II.)

Appareils et instruments de pansement et de petite chirurgie. Instruments d'exploration médicale. Appareils et instruments de chirurgie.

Trousses et caisses d'instruments et de médicaments spécialement destinées aux chirurgiens de l'armée et de la marine, aux vétérinaires, aux dentistes, aux oculistes, etc. Appareils de secours aux noyés et aux asphyxiés, etc. Appareils d'électrothérapie. Appareils d'anesthésie locale et générale. Appareils de prothèse plastique et mécanique. Appareils d'orthopédie, bandages herniaires, etc. Appareils divers destinés aux malades, aux infirmes, aux aliénés. Objets accessoires du service médical, chirurgical et pharmaceutique des hôpitaux et infirmeries.

Matériel des recherches anatomiques. Appareils destinés aux recherches de médecine légale.

Matériel spécial de la médecine vétérinaire.

Appareils balnéatoires, hydrothérapiques, etc.

Appareils et instruments destinés à l'éducation physique des enfants; gymnastique médicale et hygiénique.

Matériel des secours à donner aux blessés sur le champ de bataille. Ambulances civiles et militaires, destinées au service des armées de terre et de mer.

CLASSE 12. — INSTRUMENTS DE PRÉCISION ET MATÉRIEL DE L'ENSEIGNEMENT DES SCIENCES.
(Palais, Galerie II.)

Instruments de géométrie pratique : compas, verniers, vis micrométriques, planimètres, machines à calculer, etc. Appareils et instruments d'arpentage, de topographie, de géodésie et d'astronomie. Matériel des divers observatoires.

Appareils et instruments des arts de précision. Mesures et poids des divers pays. Monnaies et médailles.

Balances de précision. Appareils et instruments de physique et de météorologie. Instruments d'optique usuels.

Matériel de l'enseignement des sciences physiques, de la géométrie élémentaire, de la géométrie descriptive, de la stéréotomie, de la mécanique.

Modèles et instruments destinés à l'enseignement technologique en général.

Collections pour l'enseignement des sciences naturelles. Figures et modèles pour l'enseignement des sciences médicales : pièces d'anatomie plastique, etc.

CLASSE 13. — CARTES ET APPAREILS DE GÉOGRAPHIE ET DE COSMOGRAPHIE.

(Palais, Galerie II.)

Cartes et atlas topographiques, géographiques, géologiques, hydrographiques, astronomiques, etc. Cartes marines. Cartes physiques de toutes sortes. Plans en relief.

Globes et sphères terrestres et célestes. Appareils pour l'étude de la cosmographie.

Ouvrages et tableaux de statistique. Tables et éphémérides à l'usage des astronomes et des marins.

3^e GROUPE. — MEUBLES ET AUTRES OBJETS DESTINÉS À L'HABITATION ⁽¹⁾.

CLASSE 14. — MEUBLES DE LUXE.

(Palais, Galerie III.)

Bufoets, bibliothèques, tables, toilettes; lits; canapés; sièges; billards, etc.

CLASSE 15. — OUVRAGES DE TAPISSIER ET DE DÉCORATEUR.

(Palais, Galerie III.)

Objets de literie. Sièges garnis, baldaquins, rideaux, tentures d'étoffes et de tapisseries.

Objets de décoration et d'ameublement en pierres et en matières précieuses. Pâtes moulées et objets de décoration en plâtre, carton-pierre, etc. Cadres. Peintures en décors.

Méubles, ornements et décors pour les services religieux.

CLASSE 16. — CRISTAUX, VERRERIE DE LUXE ET VITRAUX.

(Palais, Galerie III.)

Gobeletterie de cristal, cristaux taillés, cristaux doublés, cristaux montés, etc.

Verres à vitres et à glaces. Verres façonnés, émaillés, craquelés, filigranés, etc.

Verres, cristaux d'optique, objets d'ornement, etc.

Vitraux peints.

CLASSE 17. — PORCELAINES, FAÏENCES ET AUTRES POTERIES DE LUXE.

(Palais, Galerie III.)

Biscuits. Porcelaines dures et porcelaines tendres.

Faïences fines à couverte colorée, etc. Biscuits de faïence. Terres cuites. Laves émaillées.

Grès cérames.

CLASSE 18. — TAPIS, TAPISSERIES ET AUTRES TISSUS D'AMEUBLEMENT.

(Palais, Galerie III.)

Tapis, moquettes, tapisseries, épinglés ou veloutés. Tapis de feutre, de drap, de tontisse, de soie ou de bourre de soie. Tapis de sparterie, nattes. Tapis de caoutchouc.

Tissus d'ameublement, de coton, de laine ou de soie, unis ou façonnés. Tissus de crin.

Cuir végétal, moleskines, etc. Cuir de tenture et d'ameublement. Toiles cirées.

⁽¹⁾ Les objets d'usage courant destinés à l'habitation, et qui se recommandent par les qualités utiles unies au bon marché, sont méthodiquement exposés dans la classe 91 (groupe 10).

CLASSE 19. — PAPIERS PEINTS.
(Palais, Galerie III.)

Papiers imprimés à la planche, au rouleau, à la machine. Papiers veloutés marbrés, veinés, etc. Papiers pour cartonnages, reliures, etc. Papiers à sujets artistiques.

Stores peints ou imprimés.

CLASSE 20. — COUTELLERIE.
(Palais, Galerie III.)

Couteaux, canifs, ciseaux, rasoirs, etc. Produits divers de la coutellerie.

CLASSE 21. — ORFÈVRERIE.
(Palais, Galerie III.)

Orfèvrerie religieuse, orfèvrerie de décoration et de table, orfèvrerie pour ustensiles de toilette, de bureau, etc.

**CLASSE 22. — BRONZES D'ART, FONTES D'ART DIVERSES ET OUVRAGES
EN MÉTAUX REPOUSSÉS.**
(Palais, Galerie III.)

Statues et bas-reliefs de bronze, de fonte de fer, de zinc, etc. Bronzes de décoration ou d'ornement.

Imitations de bronzes en fonte, en zinc, etc. Fontes revêtues d'enduits métalliques par galvanoplastie.

Repoussés en cuivre, en plomb, en zinc, etc.

CLASSE 23. — HORLOGERIE.
(Palais, Galerie III.)

Pièces détachées d'horlogerie. Horloges, pendules, montres, chronomètres, régulateurs. Compteurs à secondes, à pointage, etc. Appareils pour la mesure du temps : sabliers, clepsydres. Horloges électriques.

CLASSE 24. — APPAREILS ET PROCÉDÉS DE CHAUFFAGE ET D'ÉCLAIRAGE.
(Palais, Galerie III.)

Foyers, cheminées, poêles et calorifères. Objets accessoires du chauffage. Fourneaux. Appareils pour le chauffage au gaz.

Appareils de chauffage par circulation d'eau chaude ou d'air chaud. Appareils de ventilation. Appareils de dessiccation ; étuves.

Lampes d'émailleur, chalumeaux, forges portatives.

Lampes servant à l'éclairage au moyen des huiles animales, végétales ou minérales. Accessoires de l'éclairage. Allumettes.

Appareils et objets accessoires de l'éclairage au gaz.

Lampes photo-électriques. Appareils pour l'éclairage au moyen du magnésium, etc.

CLASSE 25. — PARFUMERIE.
(Palais, Galerie III.)

Cosmétiques et pommades. Huiles parfumées ; essences parfumées, extraits et eaux de senteur, vinaigres aromatisés ; pâtes d'amandes, poudres, pastilles et sachets parfumés ; parfums à brûler. Savons de toilette.

CLASSE 26. — OBJETS DE MAROQUINERIE, DE TABLETTERIE ET DE VANNERIE.
(Palais, Galerie III.)

Petits meubles de fantaisie, caves à liqueurs, boîtes à gants, coffrets, etc. Objets de laque.

Boîtes, étuis, nécessaires, porte-monnaie, portefeuilles, carnets, porte-cigares

Objets tournés, guillochés, sculptés, gravés, en bois, en ivoire, en écaille, etc.
Tabatières, pipes.
Peignes; objets de broserie.
Corbeilles et paniers de fantaisie, classages et objets de sparterie fine.

**4^e GROUPE. — VÊTEMENTS (TISSUS COMPRIS) ⁽¹⁾ ET AUTRES OBJETS
PORTÉS PAR LA PERSONNE.**

CLASSE 27. — FILS ET TISSUS DE COTON.
(Palais, Galerie IV.)

Cotons préparés et filés.
Tissus de coton pur, unis ou façonnés. Tissus de coton mélangé.
Velours de coton.
Rubanerie de coton.

CLASSE 28. — FILS ET TISSUS DE LIN, DE CHANVRE, ETC.
(Palais, Galerie IV.)

Lins, chanvres et autres fibres végétales filées.
Toiles et coutils. Batistes. Tissus de fil avec mélange de coton ou de soie.
Tissus de fibres végétales, équivalents du lin et du chanvre.

CLASSE 29. — FILS ET TISSUS DE LAINE PEIGNÉE.
(Palais, Galerie IV.)

Laines peignées; fils de laine peignée.
Mousselines, cachemires d'Écosse, mérinos, serges, etc. Rubans et galons de laine mélangée de coton ou de fil, de soie ou de bourre de soie. Tissus de poils purs ou mélangés.

CLASSE 30. — FILS ET TISSUS DE LAINE CARDÉE.
(Palais, Galerie IV.)

Laines cardées; fils de laine cardée.
Draps et autres tissus foulés de laine cardée. Couvertures. Fentres de laine ou poil pour tapis, chapeaux, chaussons.
Tissus de laine cardée non foulés ou légèrement foulés; flanelles, tartans, molletons.

CLASSE 31. — SOIES ET TISSUS DE SOIE.
(Palais, Galerie IV.)

Soies grèges et moulinées. Fils de bourre de soie.
Tissus de soie pure, unis, façonnés, brochés. Étoffes de soie mélangée d'or, d'argent, de coton, de laine, de fil. Tissus de bourre de soie, pure ou mélangée.
Velours et peluches.
Rubans de soie pure ou mélangée.

CLASSE 32. — CHÂLES.
(Palais, Galerie IV.)

Châles de laine pure ou mélangée. Châles de cachemire.
Châles de soie, etc.

CLASSE 33. — DENTELLES, TULLES, PRODERIES ET PASSEMENTERIES.
(Palais, Galerie IV.)

Dentelles de fil ou de coton faites au fuseau, à l'aiguille ou à la mécanique. Dentelles de soie, de laine ou de poil de chèvre. Dentelles d'or ou d'argent.

⁽¹⁾ Les objets d'usage courant destinés au vêtement, et qui se recommandent par les qualités utiles unies au bon marché, sont méthodiquement exposés dans la classe 31 (groupe 10).

Tolles de soie ou de coton, unis ou brochés.

Broderies au plumetis, au crochet, etc. Broderies d'or, d'argent, de soie. Broderies-tapisseries et autres ouvrages à la main.

Passenteries de soie, bourre de soie, laine, poil de chèvre, serin, fil et coton; lacets. Passementeries en fin et en faux. Passementeries spéciales pour équipement militaire.

CLASSE 34. — ARTICLES DE BONNETERIE ET DE LINGERIE; OBJETS ACCESSOIRES DU VÊTEMENT.

(Palais, Galerie IV.)

Bonneterie de coton, de fil, de laine ou de cachemire, de soie ou de bourre de soie, purs ou mélangés.

Lingerie confectionnée pour hommes, pour femmes et pour enfants. Layettes.

Confections de flanelles et autres tissus de laine.

Corsets. Cravates. Gants. Guêtres.

Eventails; écrans. Parapluies, ombrelles, cannes, etc.

CLASSE 35. — HABILLEMENTS DES DEUX SEXES.

(Palais, Galerie IV.)

Habits d'hommes; habits de femmes.

Coiffures d'hommes; coiffures de femmes.

Perruques et ouvrages en cheveux.

Chaussures.

Confections pour enfants.

Vêtements spéciaux aux diverses professions.

CLASSE 36. — JOAILLERIE ET BIJOUTERIE.

(Palais, Galerie IV.)

Bijoux en métaux précieux (or, platine, argent, aluminium), ciselés, filigranés, ornés de pierres fines, etc. Bijoux en doublé et en faux. Bijoux en jayet, ambre, corail, nacre, acier, etc.

Diamants, pierres fines, perles et imitations.

CLASSE 37. — ARMES PORTATIVES.

(Palais, Galerie IV.)

Armes défensives: boucliers, cuirasses, casques.

Armes contondantes: massues, casse-tête.

Armes blanches: fleurets, épées, sabres, baïonnettes, lances, haches. Conteaux de chasse.

Armes de jet: arcs, arbalètes, frondes.

Armes à feu: fusils, carabines, pistolets, revolvers.

Objets accessoires d'arquebuserie: poudrières, moulins à balles. Projectiles sphériques, oblongs, creux, explosibles. Capsules, amorces, cartouches.

CLASSE 38. — OBJETS DE VOYAGE ET DE CAMPEMENT.

(Palais, Galerie IV.)

Malles, valises, sacoches, etc. Nécessaires et troussees de voyage. Objets divers: couvertures de voyage; coussins; coiffures, costumes et chaussures de voyage, hâtons ferrés et à grappin, parasols, etc.

Matériel portatif spécialement destiné aux voyages et expéditions scientifiques: appareils de photographie, instruments pour les observations astronomiques et météorologiques; nécessaires et bagages du géologue, du minéralogiste, du naturaliste, du colon pionnier, etc.

Tentes et objets de campement. Mobilier des tentes militaires: lits, bancs, sièges pliants. Cantines: moutons, fours de campagne, etc.

CLASSE 39. — BIMBELOTERIE.
(Palais, Galerie IV.)

Poupées et jouets. Figures de cire et figurines. Jeux destinés aux récréations des enfants ou des adultes.

Jouets instructifs.

5^e GROUPE. — PRODUITS (BRUTS ET OUVRÉS) DES INDUSTRIES EXTRACTIVES.

CLASSE 40. — PRODUITS DE L'EXPLOITATION DES MINES ET DE LA MÉTALLURGIE.
(Palais, Galerie V.)

Collections et échantillons de roches, minéraux et minerais. Roches d'ornement : marbres, serpentines, onyx. Roches dures. Matériaux réfractaires. Terres et argiles. Produits minéraux divers. Soufre brut. Sel gemme, sel des sources salées. Bitumes et pétroles.

Échantillons de combustibles crus et carbonisés. Agglomérés de bouille.

Métaux bruts : fontes, fers, aciers, fers aciéreux, cuivre, plomb, argent, zinc, etc. Alliages métalliques.

Produits de l'art du laveur de cendres et de l'affineur de métaux précieux, du batteur d'or, etc.

Produits de l'électro-métallurgie : objets dorés, argentés, cuivrés, aciérés, etc. par la galvanoplastie.

Produits de l'élaboration des métaux bruts : fontes moulées; cloches; fers marchands; fers spéciaux; tôles et fers-blancs; tôles extra pour blindages et constructions. Tôles de cuivre, de plomb, de zinc.

Métaux ouvrés : pièces de forge et de grosse serrurerie; roues et bandages; tubes sans soudure; chaînes, etc.

Produits de la tréfilerie. Aiguilles, épingles; treillages, tissus métalliques. Tôles perforées.

Produits de la quincaillerie, de la taillanderie, de la ferronnerie, de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la ferblanterie. Métaux ouvrés divers.

CLASSE 41. — PRODUITS DES EXPLOITATIONS ET DES INDUSTRIES FORESTIÈRES.
(Palais, Galerie V.)

Échantillons d'essences forestières. Bois d'œuvre, de chauffage et de construction. Bois ouvrés pour la marine; merrains, bois de fente. Lièges; écorces textiles. Matières tannantes, colorantes, odorantes, résineuses, etc.

Produits des industries forestières : bois torréfiés et charbons; potasses brutes; objets de boissellerie, de vannerie, de sparterie; sabots, etc.

CLASSE 42. — PRODUITS DE LA CHASSE, DE LA PÊCHE ET DES CUEILLETES.
(Palais, Galerie V.)

Collections et dessins d'animaux terrestres et amphibies, d'oiseaux, d'œufs, de poissons, de cétacés, de mollusques et de crustacés.

Produits de la chasse : fourrures et pelleteries, poils, crins, plumes, duvets; cornes, dents, ivoire, os; écaille, musc, castoréum et produits analogues.

Produits de la pêche : huile de baleine, sperma ceti, etc.; fanons de baleine; ambre gris; coquilles de mollusques, perles, nacres, sépia, pourpre; coraux, éponges.

Produits des cueillettes ou récoltes obtenues sans culture : champignons, truffes, fruits sauvages, lichens employés pour teintures, aliments et fourrages; séves fermentées; quinquinas; écorces et filaments utiles; cires, gommes-résines; caoutchouc brut, gutta-percha, etc.

CLASSE 43. — PRODUITS AGRICOLES (NON ALIMENTAIRES) DE FACILE CONSERVATION.
(Palais, Galerie V.)

Matières textiles : cotons bruts, lins et chanvres taillés et non taillés, fibres végétales textiles de toute nature; laines en suint; cocons de vers à soie.

Produits agricoles divers, employés dans l'industrie, dans la pharmacie et dans l'économie domestique : plantes oléagineuses, huiles, cires, résines.

Tabacs. Amadou. Matières tannantes. Substances tinctoriales.

Fourrages conservés.

CLASSE 44. — PRODUITS CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES.

(Palais, Galerie V.)

Acides, alcalis. Sels de toutes sortes. Sel marin et produits de l'exploitation des eaux mères.

Produits divers des industries chimiques : cires et corps gras ; savons et bougies ; matières premières de la parfumerie ; résines, goudrons et corps dérivés ; essences et vernis ; enduits divers, cigares. Produits de l'industrie du caoutchouc et de la gutta-percha ; matières tinctoriales et couleurs.

Eaux minérales et eaux gazeuses, naturelles ou artificielles. Matières premières de la pharmacie. Médicaments simples et composés.

CLASSE 45. — SPÉCIMENS DES PROCÉDÉS CHIMIQUES DE BLANCHIMENT, DE TEINTURE, D'IMPRESSION ET D'APPRÊT.

(Palais, Galerie V.)

Échantillons de fils et tissus teints. Échantillons de préparations pour la teinture.

Toiles imprimées ou teintes. Tissus de coton, pur ou mélangé, imprimés. Tissus de laine, pure ou mélangée, peignée ou cardée, imprimés. Tissus de soie, pure ou mélangée, imprimés.

Tapis de feutre ou de drap imprimés. Toiles cirées.

Nota. On n'exposera dans cette classe que les spécimens strictement nécessaires pour faire apprécier la valeur des procédés.

CLASSE 46. — CUIRS ET PEaux.

(Palais, Galerie V.)

Matières premières employées dans la préparation des peaux et des cuirs.

Peaux vertes, peaux salées. Cuirs tannés, corroyés, apprêtés ou teints. Cuirs vernis. Maroquins et basanes. Peaux hongroyées, chamoisées, mégissées, apprêtées ou teintes. Peaux préparées pour la ganterie. Pelleteries et fourrures apprêtées et teintes. Parchemins.

Articles de boyauderie : cordes pour instruments de musique, baudruches, nerfs de bœuf, etc.

6^e GROUPE. — INSTRUMENTS ET PROCÉDÉS DES ARTS USUELS.

CLASSE 47. — MATÉRIEL ET PROCÉDÉS DE L'EXPLOITATION DES MINES ET DE LA MÉTALLURGIE.

(Palais, Galerie VI ; Parc.)

Matériel des sondages pour recherches, pour puits artésiens et pour puits à grande section. Machines à forer les trous de mine, à abattre la houille et à débiter les roches. Appareils pour le tirage électrique des mines.

Modèles, plans et vues de travaux d'exploitation de mines et carrières. Travaux de captage des eaux minérales. Échelles de mines munes par des machines. Matériel de l'extraction. Machines d'épuisement, pompes. Appareils d'aérage ; ventilateurs. Lampes de sûreté, lampes photo-électriques. Appareils de sauvetage, parachutes, signaux.

Appareils de préparation mécanique des minerais et des combustibles minéraux. Appareils à agglomérer les combustibles.

Appareils pour la carbonisation des combustibles. Foyers et fourneaux métallurgiques ; appareils fumivores. Matériel des usines métallurgiques. Matériel spécial des forges et fonderies.

Appareils d'électro-métallurgie.

Matériel des ateliers d'élaboration des métaux sous toutes les formes.

CLASSE 48. — MATÉRIEL ET PROCÉDÉS DES EXPLOITATIONS RURALES ET FORESTIÈRES.
(Palais, Galerie VI.)

Plans de culture, assolements et aménagements agricoles. Matériel et travaux du génie agricole : dessèchements, drainage, irrigations. Plans et modèles de bâtiments ruraux.

Outils, instruments, machines et appareils servant au labourage et autres façons données à la terre, à l'ensemencement et aux plantations, à la récolte, à la préparation et à la conservation des produits de la culture. Matériel des charrois et des transports ruraux. Machines locomobiles et manèges.

Matières fertilisantes d'origine organique ou minérale.

Appareils pour l'étude physique et chimique des sols.

Plans de systèmes de reboisement, d'aménagement, de culture des forêts.

Matériel des exploitations et des industries forestières.

**CLASSE 49. — ENGINS ET INSTRUMENTS DE LA CHASSE, DE LA PÊCHE
ET DES OUEILLETES.**
(Palais, Galerie VI; Parc.)

Armes, pièges, engins et équipements de chasse.

Lignes et hameçons. Harpons. Filets. Appareils et appâts de pêche.

Appareils et instruments pour la récolte des produits obtenus sans culture.

**CLASSE 50. — MATÉRIEL ET PROCÉDÉS DES USINES AGRICOLES ET DES INDUSTRIES
ALIMENTAIRES.**
(Palais, Galerie VI.)

Matériel des usines agricoles : fabriques d'engrais artificiels, de tuyaux de drainage; fromageries et laiteries; minoteries, féculeries, amidonneries; huileries; brasseries, distilleries; sucreries, raffineries; ateliers pour la préparation des matières textiles; magnaneries, etc.

Matériel de la fabrication des produits alimentaires : pétrisseurs et fours mécaniques pour boulangers, ustensiles de pâtisserie et de confiserie. Appareils pour la fabrication des pâtes alimentaires. Machines à faire le biscuit de mer. Machines à préparer le chocolat. Appareils pour la torréfaction du café. Préparation des glaces et des sorbets; fabrication de la glace.

CLASSE 51. — MATÉRIEL DES ARTS CHIMIQUES, DE LA PHARMACIE, DE LA TANNERIE.
(Palais, Galerie VI; Parc.)

Ustensiles et appareils de laboratoire. Appareils et instruments destinés aux essais industriels et commerciaux.

Matériel et appareils des fabriques de produits chimiques, de savons, de bougies.

Matériel et procédés de la fabrication des essences, des vernis, des objets en caoutchouc et en gutta-percha.

Matériel et appareils des usines à gaz.

Matériel et procédés des blanchisseries.

Matériel de la préparation des produits pharmaceutiques.

Matériel des ateliers de tannerie et de mégisserie.

Matériel et procédés des verreries et des fabriques de produits céramiques.

**CLASSE 52. — MOTEURS, GÉNÉRATEURS ET APPAREILS MÉCANIQUES SPÉCIALEMENT
ADAPTÉS AUX BESOINS DE L'EXPOSITION.**
(Palais, Galerie VI; Parc.)

Chaudières et générateurs de vapeur avec leurs appareils de sûreté. Conduites de vapeur et appareils accessoires.

Arbres de couche. Poulies de renvoi, courroies. Organes de mise en marche, d'arrêt, d'embrayage et de débrayage.

Moteurs employés pour fournir l'eau et la force motrice nécessaires dans les diverses parties du palais et du parc.

Grues et appareils de toutes sortes proposés pour la manutention des colis.

Rails et plaques tournantes proposés pour la manutention des colis, des fourrages, des fumiers et pour les autres services du palais et du parc.

CLASSE 53. — MACHINES ET APPAREILS DE LA MÉCANIQUE GÉNÉRALE.
(Palais, Galerie VI.)

Pièces de mécanismes détachées : supports, galets, glissières, excentriques, engrenages, bielles, parallélogrammes et joints, courroies, systèmes funiculaires, etc. Embrayages, décliques, etc. Régulateurs et modérateurs de mouvement. Appareils de graissage.

Compteurs et enregistreurs. Dynamomètres, manomètres, appareils de pesage. Appareils de jaugeage des liquides et des gaz.

Machines servant à la manœuvre des sardaux.

Machines hydrauliques élévatoires : norias, pompes, tympanes, bédiers hydrauliques, etc. Récepteurs hydrauliques : roues, turbines, machines à colonne d'eau.

Machines motrices à vapeur. Chaudières, générateurs de vapeur et appareils accessoires. Appareils de condensation des vapeurs. Machines à vapeur d'éther, de chloroforme, d'ammoniaque ; à vapeurs combinées.

Machines à gaz, à air chaud, à air comprimé. Moteurs électro-magnétiques. Moulins à vent et panémons. Aérostats.

CLASSE 54. — MACHINES-OUTILS.
(Palais, Galerie VI.)

Machines-outils servant au travail préparatoire des bois. Tours et machines à aléser et à raboter. Machines à mortaiser, à percer, à découper. Machines à tarauder, à filer, à river. Outils divers des ateliers de constructions mécaniques.

Outils, machines et appareils servant à presser, à broyer, à malaxer, à scier, à polir, etc. Machines-outils spéciales à diverses industries.

CLASSE 55. — MATÉRIEL ET PROCÉDÉS DU FILAGE ET DE LA CORDERIE.
(Palais, Galerie VI.)

Matériel du filage à la main. Pièces détachées appartenant au matériel des filatures. Machines et appareils servant à la préparation et à la filature des matières textiles. Appareils et procédés destinés aux opérations complémentaires : étirage, dévidage, retordage, moulinage, apprêts mécaniques. Appareils pour le conditionnement et le tirage des fils.

Matériel des ateliers de corderie. Câbles ronds, plats, diminués, cordes et ficelles, câbles en fils métalliques, câbles à âme métallique, mèches à feu, étoupilles, etc.

CLASSE 56. — MATÉRIEL ET PROCÉDÉS DU TISSAGE.
(Palais, Galerie VI.)

Appareils destinés aux opérations préparatoires du tissage : machines à ourdir, à bobiner. Lisages.

Métiers ordinaires et mécaniques pour la fabrication des tissus unis. Métiers pour la fabrication des étoffes façonnées et brochées, battants-brocheurs, métiers électriques. Métiers à fabriquer les tapis et tapisseries.

Métiers à mailles pour la fabrication de la bonneterie et des tulles. Matériel de la fabrication de la dentelle. Matériel des fabriques de passementerie.

Métiers de haute lisse et procédés d'espoulinage.

Appareils accessoires : machines à fouler, calandrer, gaufrer, moirer, métrer, plier, etc.

CLASSE 57. — MATÉRIEL ET PROCÉDÉS DE LA COUTURE ET DE LA CONFECTION DES VÊTEMENTS.
(Palais, Galerie VI.)

Outils ordinaires des ateliers de couture et de confection. Machines à coudre, à piquer, à ourler, à broder.

Scies à découper les étoffes et les cuirs pour la confection des vêtements et chausures. Machines à faire, à clouer et à viasser les chaussures.

CLASSE 58. — MATÉRIEL ET PROCÉDÉS DE LA CONFECTION DES OBJETS DE MOBILIER ET D'HABITATION.
(Palais, Galerie VI.)

Machines à débiter les bois de placage. Scies à découper, à chantourner, etc. Machines à faire les moulures, les baguettes de cadre, les feuilles de parquet, les meubles, etc. Tours et appareils divers des ateliers de menuiserie et d'ébénisterie.

Machines à estamper et à emboutir. Machines et appareils pour le travail du stuc, du carton-pâte, de l'ivoire, de l'os, de la corne.

Machines à mettre au point, à sculpter, à réduire les statues, à graver, à guillocher, etc.

Machines à scier et polir les pierres dures, les marbres, etc.

CLASSE 59. — MATÉRIEL ET PROCÉDÉS DE LA PAPETERIE, DES TEINTURES ET DES IMPRESSIONS.
(Palais, Galerie VI.)

Matériel de l'impression des papiers peints et des tissus. Machines à graver les rouleaux d'impression.

Matériel du blanchiment, de la teinture et de l'apprêt des papiers et des tissus.

Matériel de la fabrication du papier à la cuve et à la machine. Appareils pour gaufrer, régler, glacer, moirer le papier. Machines à découper, rogner, timbrer les papiers, etc.

Matériel, appareils et produits des fonderies en caractères; élichés, etc. Machines et appareils employés dans la typographie, la stéréotypie, l'impression en taille-douce, l'autographie, la lithographie, la chalcographie, la paniconographie, la chromolithographie, etc. Impression des timbres-poste. Machines à composer et à trier les caractères.

CLASSE 60. — MACHINES, INSTRUMENTS ET PROCÉDÉS USITÉS DANS DIVERS TRAVAUX.
(Palais, Galerie VI.)

Presses monétaires.

Machines servant à la fabrication des boutons, des plumes, des épingles, des enveloppes de lettres, à emballer, à confectionner les broches, les cartes, à fabriquer les capsules, à plomber les marchandises, à boucher les bouteilles, etc.

Outils et procédés de la fabrication des objets d'horlogerie, de bimbeloterie, de marqueterie, de vannerie, etc.

CLASSE 61. — CARROSSERIE ET CHARRONNAGE.
(Palais, Galerie VI.)

Pièces détachées de charronnage et de carrosserie : roues, bandages, essieux, boîtes de roues, ferrures, etc. Ressorts et systèmes divers de suspension. Systèmes d'attelage. Freins.

Produits du charronnage : chariots, tombereaux, camions, véhicules à destination spéciale.

Produits de la carrosserie : voitures publiques, voitures d'apparat, voitures particulières; chaises à porteurs, litières, traîneaux, etc.; vélocipèdes.

CLASSE 62. — BOURRELLERIE ET SELLERIE.
(Palais, Galerie VI.)

Articles de harnachement et d'éperonnerie : bâts, selles, cacolets; brides et harnais pour montures, pour bêtes de somme et de trait; étriers, éperons; fouets et cravaches.

CLASSE 63. — MATÉRIEL DES CHEMINS DE FER.
(Palais, Galerie VI.)

Pièces détachées : ressorts, tampons, freins, etc.

Matériel fixe : rails, coussinets, éclisses, changements de voie, aiguilles, plaques tournantes; tampons de choc; grues d'alimentation et réservoirs; signaux optiques et acoustiques.

Matériel roulant : wagons à terrassement, à marchandises, à bestiaux, à voyageurs; locomotives, tenders.

Machines spéciales et outillage des ateliers d'entretien, de réparation et de construction du matériel.

Matériel et machines pour plans inclinés et plans automoteurs; matériel et machines pour chemins de fer atmosphériques; modèles de machines, de systèmes de traction, d'appareils relatifs aux voies ferrées.

Modèles, plans et dessins de gares, de stations, de remises et de dépendances de l'exploitation des chemins de fer.

CLASSE 64. — MATÉRIEL ET PROCÉDÉS DE LA TÉLÉGRAPHIE.

(Palais, Galerie VI.)

Appareils de télégraphie fondés sur la transmission de la lumière, du son, etc.

Matériel de la télégraphie électrique : supports, conducteurs, tendeurs, etc.; piles électriques pour la télégraphie; appareils manipulateurs et récepteurs. Sonneries et signaux électriques. Objets accessoires des services télégraphiques : parafondres, commutateurs, papiers préparés pour télégraphes imprimants et transmissions autographiques. **Matériel spécial de la télégraphie sous-marine.**

CLASSE 65. — MATÉRIEL ET PROCÉDÉS DU GÉNIE CIVIL, DES TRAVAUX PUBLICS

ET DE L'ARCHITECTURE.

(Palais, Galerie VI.)

Matériaux de construction : roches, bois, métaux; pierres d'ornement; chaux, mortiers, ciments, pierres artificielles et bétons; tuiles, briques, carreaux; ardoises, cartons et feutres pour couvertures. **Matériel et produits des procédés employés pour la conservation des bois.** Appareils et instruments pour l'essai des matériaux de construction.

Matériel des travaux de terrassement; excavateurs. Appareils des chantiers de construction. Outillages et procédés de l'appareilleur, du tailleur de pierres, du maçon, du charpentier, du couvreur, du serrurier, du menuisier, du vitrier, du plombier, du peintre en bâtiments, etc.

Serrurerie fine; serrures, cadenas; grilles, balcons, rampes d'escalier, etc.

Matériel et engins des travaux de fondations : sonnettes, pilotis, pieux à vis; pompes appareils pneumatiques; dragues, etc. **Matériel des travaux hydrauliques, des ports de mer, des canaux, des rivières.**

Matériel et appareils servant aux distributions d'eau et de gaz. **Matériel de l'entretien des routes, des plantations et des promenades.**

Modèles, plans et dessins de travaux publics : ponts, viaducs, aqueducs, égouts, ponts-canaux, etc.; phares; monuments publics de destination spéciale; constructions civiles : hôtels et maisons à loyer; cités ouvrières, etc.

CLASSE 66. — MATÉRIEL DE LA NAVIGATION ET DU SAUVETAGE.

(Palais, Galerie VI; Parc.)

Dessins et modèles de cales, bassins de radoub, docks flottants, etc.

Dessins et modèles des bâtiments de tous genres usités pour la navigation fluviale et maritime. Types et modèles des systèmes de construction adoptés dans la marine. **Appareils employés dans la navigation.**

Canots et embarcations.

Matériel du gréement des navires. Pavillons et signaux.

Bouées, balises, etc.

Matériel et exercices de natation, de plongée et de sauvetage; flotteurs, ceintures de natation, etc. Cloches à plongeur; nautilus, scaphandres, etc. **Bateaux sous-marins.** **Matériel du sauvetage maritime, porte-amarres, bateaux dits life-boats, etc.**

7^e GROUPE. — ALIMENTS (FRAIS OU CONSERVÉS) À DIVERS DEGRÉS
DE PRÉPARATION.

CLASSE 67. — CÉRÉALES ET AUTRES PRODUITS FARINEUX COMESTIBLES,
AVEC LEURS DÉRIVÉS.
(Palais, Galerie VII.)

Froments, seigle, orge, riz, maïs, millet et autres céréales en grains et en farines.

Grains mondés et gruaux.

Fécules de pommes de terre, de riz, de lentilles, etc. Gluten. Tapioka, sagou, arrow-root, cassave et autres fécules. Produits farineux mixtes, etc.

Pâtes dites d'Italie, semoules, vermicelles, macaronis.

Préparations alimentaires propres à remplacer le pain : nouilles, bouillies, pâtes de fabrication domestique, etc.

CLASSE 68. — PRODUITS DE LA BOULANGERIE ET DE LA PÂTISSERIE.
(Palais, Galerie VII.)

Pains divers, avec ou sans levain. Pains de fantaisie et pains façonnés. Pains comprimés pour voyages, campagnes militaires, etc. Biscuits de mer.

Produits divers de pâtisserie propres à chaque nation. Pains d'épice et gâteaux secs susceptibles de se conserver.

CLASSE 69. — CORPS GRAS ALIMENTAIRES; LAITAGES ET ŒUFS.
(Palais, Galerie VII.)

Graisses et huiles comestibles.

Laits frais et conservés. Beurre frais et salé. Fromages.

Œufs de toutes sortes.

CLASSE 70. — VIANDES ET POISSONS.
(Palais, Galerie VII.)

Viandes fraîches et salées de toute nature. Viandes conservées par divers procédés. Tablettes de viande et de bouillon. Jambons et préparations de viandes.

Volailles et gibiers.

Poissons frais. Poissons salés, encaqués : morues, harengs, etc. Poissons conservés dans l'huile : sardines, thon mariné, etc.

Crustacés et coquillages : homards, crevettes, huîtres; conserves d'huîtres, d'anchois, etc.

CLASSE 71. — LÉGUMES ET FRUITS.
(Palais, Galerie VII.)

Tubercules : pommes de terre, etc. Légumes farineux secs : haricots, lentilles, etc. Légumes verts à cuire : choux, etc. Légumes racines : carottes, navets, etc. Légumes épicés : oignons, ail, etc. Salades. Cucurbitacées : citrouilles, melons, etc. Légumes conservés par le sel, par le vinaigre ou par la fermentation acétique : choucroute, etc. Légumes conservés par divers procédés.

Fruits à l'état frais. Fruits secs et préparés : prunes, figes, raisins, etc. Fruits conservés sans le secours du sucre.

CLASSE 72. — CONDIMENTS ET STIMULANTS; SUCRES ET PRODUITS DE LA CONFISERIE.
(Palais, Galerie VII.)

Épices : poivres, cannelle, piments, etc. Sel de table. Vinaigres. Condiments et stimulants composés : moutardes, kari, sauces anglaises, etc.

Thés, cafés et boissons aromatiques. Cafés de chicorée et de glands doux.

Chocolats.

Sucres destinés aux usages domestiques. Sucres de raisin, de lait, etc.

Produits divers de la confiserie : dragées, bonbons de sucre, fondants, nougats, angélique, anis, etc. Confitures et gelées. Fruits confits : cédrats, citrons, oranges, ananas. Fruits à l'eau-de-vie. Sirops et liqueurs sucrées.

CLASSE 73. — BOISSONS FERMENTÉES.

(Palais, Galerie VII.)

Vins ordinaires, rouges et blancs. Vins de liqueur et vins cuits. Vins mousseux. Cidres, poirés et autres boissons tirées des fruits.

Bières et autres boissons tirées des céréales. Boissons fermentées tirées des sèves végétales, du lait et des matières sucrées de toute nature.

Eaux-de-vie et alcools. Boissons spiritueuses, genièvre, rhum, tafia, kirsch, etc.

8^e GROUPE. — PRODUITS VIVANTS ET SPÉCIMENS D'ÉTABLISSEMENTS DE L'AGRICULTURE.

CLASSE 74. — SPÉCIMENS D'EXPLOITATIONS RURALES ET D'USINES AGRICOLES.

(Parc.)

Types des bâtiments ruraux des diverses contrées. Matériel des écuries, étables, chenils, etc. Appareils pour préparer la nourriture des animaux.

Machines agricoles en mouvement : charrues à vapeur, moissonneuses, faucheuses, hacheuses, batteuses, etc.

Types d'usines agricoles : distilleries, sucreries, raffineries, brasseries, minoteries, féculeries, amidonneries ; magnaneries, etc.

Pressoirs pour le vin, le cidre, l'huile, etc.

CLASSE 75. — CHÉVAUX, ÂNES, MULETS, ETC.

(Parc.)

Animaux présentés comme spécimens caractéristiques de l'art de l'éleveur dans chaque contrée.

Types d'écuries.

CLASSE 76. — Bœufs, buffles, etc.

(Parc.)

Animaux présentés comme spécimens caractéristiques de l'art de l'éleveur dans chaque contrée.

Types d'étables.

CLASSE 77. — MOUTONS, CHÈVRES.

(Parc.)

Animaux présentés comme spécimens caractéristiques de l'art de l'éleveur dans chaque contrée.

Types de bergeries, de parcs à moutons et d'établissements analogues.

CLASSE 78. — PORCS, LAPINS, ETC.

(Parc.)

Animaux présentés comme spécimens caractéristiques de l'art de l'éleveur dans chaque contrée.

Types de porcheries et des établissements propres à l'élevage des animaux de cette classe.

CLASSE 79. — OISEAUX DE BASSE-COUR.

(Parc.)

Animaux présentés comme spécimens caractéristiques de l'art de l'éleveur dans chaque contrée.

Types de poutilliers, de pigeonniers, de faisanderies ; etc. Appareils d'éclouaison artificielle.

CLASSE 80. — CHIENS DE CHASSE ET DE GARDE.

(Parc.)

Chiens de berger, chiens de garde.

Chiens de chasse.

Types de chenils et engins de dressage.

CLASSE 81. — INSECTES UTILES.

(Parc.)

Abeilles. Vers à soie et bombyx divers. Cochenilles, insectes producteurs de laque, etc.

Matériel de l'élevage des abeilles et des vers à soie.

CLASSE 82. — POISSONS, CRUSTACÉS ET MOLLUSQUES.

(Parc.)

Animaux aquatiques utiles, à l'état vivant.

Aquariums. Matériel de l'élevage des poissons, des mollusques et des sangsues.

9^e GROUPE. — PRODUITS VIVANTS ET SPÉCIMENS D'ÉTABLISSEMENTS
DE L'HORTICULTURE.

CLASSE 83. — SERRES ET MATÉRIEL DE L'HORTICULTURE.

(Parc.)

Outils du jardinier, du pépiniériste et de l'horticulteur. Appareils d'arrosement, d'entretien des gazons, etc.

Grandes serres et leurs accessoires. Petites serres d'appartement et de fenêtre. Aquariums pour plantes aquatiques.

Jeux d'eau et autres appareils pour l'ornementation des jardins.

CLASSE 84. — FLEURS ET PLANTES D'ORNEMENT.

(Parc.)

Espèces de plantes et spécimens de cultures rappelant les types caractéristiques des jardins et des habitations de chaque contrée.

CLASSE 85. — PLANTES POTAGÈRES.

(Parc.)

Espèces de plantes et spécimens de cultures rappelant les types caractéristiques des jardins potagers de chaque contrée.

CLASSE 86. — ARBRES FRUITIERS.

(Parc.)

Espèces de plantes et spécimens de cultures rappelant les types caractéristiques des vergers de chaque contrée.

CLASSE 87. — GRAINES ET PLANTS D'ESSENCES FORESTIÈRES.

(Parc.)

Espèces de plantes et spécimens de cultures rappelant les procédés de repeuplement des forêts usités dans chaque pays.

CLASSE 88. — PLANTES DE SERRES.

(Parc.)

Spécimens des cultures usitées dans divers pays, en vue de l'agrément ou de l'utilité.

10^e GROUPE. — OBJETS SPÉCIALEMENT EXPOSÉS EN VUE D'AMÉLIORER
LA CONDITION PHYSIQUE ET MORALE DE LA POPULATION.

CLASSE 89. — MATÉRIEL ET MÉTHODES DE L'ENSEIGNEMENT DES ENFANTS.

(Palais, Galerie II; Parc.)

Plans et modèles de bâtiments scolaires. Mobiliers d'école.

Appareils, instruments, modèles, cartes murales, conçus en vue de faciliter l'enseignement des enfants. Collections élémentaires propres à l'enseignement des notions scientifiques usuelles. Modèles de dessin. Tableaux et appareils propres à l'enseignement du chant et de la musique.

Appareils et tableaux propres à l'enseignement des aveugles et des sourds-muets.
Livres d'école, atlas, cartes et tableaux.
Publications périodiques et journaux d'éducation.
Travaux d'élèves des deux sexes.

**CLASSE 90. — BIBLIOTHÈQUES ET MATÉRIEL DE L'ENSEIGNEMENT DONNÉ AUX ADULTES
DANS LA FAMILLE, L'ATELIER, LA COMMUNE OU LA CORPORATION.**
(Palais, Galerie II.)

Ouvrages propres à former la bibliothèque usuelle du chef de famille, du chef d'atelier, du cultivateur, de l'instituteur communal, du marin, du naturaliste voyageur, etc.

Almanachs, aide-mémoire et autres publications utiles destinées au colportage.

Matériel des bibliothèques scolaires, communales, etc.

Matériel des cours techniques nécessaires à l'exercice de certaines professions manuelles.

**CLASSE 91. — MEUBLES, VÊTEMENTS ET ALIMENTS DE TOUTE ORIGINE DISTINGUÉS
PAR LES QUALITÉS UTILES UNIES AU BON MARCHÉ.**
(Palais, Galeries III, IV et VII.)

Collection méthodique d'objets (énumérés aux 3^e, 4^e et 7^e groupes) livrés au commerce par de grandes fabriques ou par des ouvriers chefs de métier, et spécialement recommandés au point de vue d'une bonne économie domestique.

Nota. Les prix et le lieu de vente doivent être indiqués pour chaque objet.

CLASSE 92. — SPÉCIMENS DES COSTUMES POPULAIRES DES DIVERSES CONTRÉES.
(Palais, Galerie IV.)

Collection méthodique de costumes des deux sexes, pour tous les âges et pour les professions les plus caractéristiques de chaque contrée.

Nota. On choisira les costumes qui satisfont le mieux aux convenances du climat ou de la profession, aux exigences du goût particulier de chaque peuple, et qui, à ces divers titres, sont le plus en harmonie, dans chaque contrée, avec la tradition nationale. On exposera autant que possible ces costumes sur des mannequins.

**CLASSE 93. — SPÉCIMENS D'HABITATIONS CARACTÉRISÉES PAR LE BON MARCHÉ
UNI AUX CONDITIONS D'HYGIÈNE ET DE BIEN-ÊTRE.**
(Parc.)

Types d'habitations de famille, propres aux diverses classes de travailleurs de chaque contrée.

Types d'habitations proposées pour les ouvriers des manufactures urbaines ou rurales.

**CLASSE 94. — PRODUITS DE TOUTE SORTE FABRIQUÉS PAR DES OUVRIERS
CHEFS DE MÉTIER.**
(Palais et Parc.)

Collection méthodique de produits (énumérés aux groupes précédents) fabriqués par des ouvriers travaillant à leur propre compte, soit seuls, soit avec le concours de leur famille ou d'un apprenti, pour le commerce ou pour la consommation domestique.

Nota. On admettra seulement dans cette classe les produits qui se recommandent par leur qualité propre, par la nouveauté ou la perfection des procédés de travail, ou par l'influence utile que ce travail exerce sur la condition physique et morale de la population.

**CLASSE 95. — INSTRUMENTS ET PROCÉDÉS DE TRAVAIL SPÉCIAUX AUX OUVRIERS
CHEFS DE MÉTIER.**
(Palais, Galerie VI; Parc.)

Instruments et procédés (énumérés au 6^e groupe) employés habituellement par des ouvriers travaillant à leur propre compte, ou spécialement adaptés aux convenances du travail exécuté, en famille, au foyer domestique.

Travaux manuels où se manifestent, avec un caractère particulier d'excellence, la dextérité, l'intelligence ou le goût de l'ouvrier.

Travaux manuels qui, par diverses causes, ont le mieux résisté, jusqu'à l'époque actuelle, à la concurrence des machines.

EXPOSITION UNIVERSELLE
DE 1867, À PARIS.

PIÈCE C.

DÉPARTEMENT

COMMISSION IMPÉRIALE.

DEMANDE D'ADMISSION

GROUPE . CLASSE

(SPÉCIALE AUX EXPOSANTS FRANÇAIS).

La commission impériale a publié, avant le 15 août 1865, la répartition des espaces de la section française entre les classes de produits dénommées dans le système de classification (pièce B, annexée au règlement général). Tout projet d'exposition préparé de concert par les producteurs dont les industries se rapportent à une même classe sera adopté par la commission impériale, s'il ne soulève aucune réclamation (règlement général, art. 31). Les délégués de ces réunions de producteurs feront signer, par chacun des intéressés, une demande d'admission (art. 36). Les producteurs qui n'auraient pu s'adjoindre à aucun des groupes formés comme il est dit ci-dessus adresseront directement leur demande à la commission impériale (art. 34).

Pour faire une demande d'admission, il faut remplir, en double expédition, le présent bulletin, le plier de façon que l'adresse, imprimée sur le verso, soit en évidence, et le jeter à la poste (sans affranchir). Toute demande d'admission qui ne sera pas parvenue à la commission impériale avant le 31 octobre 1865 ou qui ne portera pas, à l'endroit indiqué ci-contre, la signature du demandeur, sera considérée comme non avenue. L'admission, si elle est prononcée, sera notifiée à l'exposant avant le 31 décembre 1865.

Ce bulletin de demande d'admission est délivré gratuitement, à Paris, au palais des Champs-Élysées; dans les départements, aux sièges des comités départementaux.

Nom, prénoms ou raison sociale et profession du demandeur.		Le demandeur, soussigné, déclare adhérer aux dispositions du règlement général du 7 juillet 1865. <i>Signature :</i>	
Domicile du demandeur et siège de son établissement.			
Désignation des médailles obtenues aux expositions universelles de 1851, 1855 et 1862.			
Désignation détaillée des produits que le demandeur désire exposer.			
Espaces demandés à l'exposition universelle de 1867.			
Expositions dans le palais, sur plancher.	Largeur de façade. Hauteur..... Profondeur.....	Expositions dans le palais, sur muraille.	Largeur de façade. Hauteur.....
Expositions dans le parc. Forme et dimension de l'espace demandé :			
OBSERVATIONS. — Indiquer dans une note annexée : 1° si l'on veut exposer des machines ou autres objets exigeant des fondations, des constructions spéciales, en donnant les dimensions de ces fondations ou constructions; 2° si l'on veut exposer des appareils exigeant l'emploi de l'eau, du gaz ou du feu, quelle quantité et quelle pression d'eau, de gaz ou de vapeur sera nécessaire; 3° si l'on veut mettre les machines en mouvement, quelle sera la vitesse propre de chacune d'elles et la force motrice dont elle aura besoin, exprimée en chevaux-vapeur; 4° en général, les conditions utiles à connaître pour l'installation de ces machines, et, autant que possible, un plan coté. — Les producteurs qui demandent un emplacement dans le parc et se proposent d'y établir des constructions, des bâtiments agricoles, des jardins, auront soin de donner un plan coté des établissements projetés avec l'indication des terrassements qui seraient nécessaires.			

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 12 juillet 1865, enregistré sous le n° 564.

Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

13.553. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, exercice 1864.

Du 24 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1864 ;

Vu notre décret du 22 novembre 1863⁽¹⁾, qui a réparti, par chapitres, les crédits ouverts par la loi ci-dessus visée du 13 mai 1863 ;

Vu l'article 12, quatrième paragraphe, du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 ;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 17 juillet 1865 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1864, sur le chapitre **xiv** du budget ordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (*Encouragements aux pêches maritimes*), est réduit d'une somme de trois cent cinquante-neuf mille six cent cinquante francs (359,650^f).

2. Les crédits ouverts, pour le même exercice 1864, aux chapitres ci-après du budget ordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sont augmentés d'une somme de trois cent cinquante-neuf mille six cent cinquante francs (359,650^f), par virement du chapitre ci-dessus, savoir :

CHAP. II.	Matériel de l'administration centrale.....	5,000^f
— III.	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	10,700
— VIII.	Personnel des agents attachés à la surveillance de la pêche fluviale.....	9,700
— XI.	Encouragements à l'agriculture et enseignement professionnel.....	177,000
— XIII.	Encouragements aux manufactures et au commerce..	151,250
— XVIII.	Établissements et service sanitaires.....	26,000
TOTAL PAREIL.....		359,650

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des

⁽¹⁾ Bull. 1160, n° 11,791.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 24 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du département des finances,

Signé J. BAROCHE.

Le Maréchal Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé VAILLANT.



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Août 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1322*.

N° 13,554. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la perception d'un Droit fixe d'enregistrement sur les Contrats d'engagement et de rengagement des Immigrants introduits dans l'île de la Réunion sans concours financier de l'État ou de la colonie.*

Du 17 Juin 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département la marine et des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1829 ⁽¹⁾, concernant l'enregistrement à l'île de la Réunion;

Vu le décret du 13 février 1852 ⁽²⁾, sur l'immigration des travailleurs dans les colonies;

Vu la délibération du conseil général de la Réunion, du 3 décembre 1862;

Vu l'avis du comité consultatif des colonies, du 22 février 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera perçu par la direction de l'enregistrement, pour le compte du service local, un droit fixe d'enregistrement sur les contrats d'engagement de chaque immigrant introduit dans l'île de la Réunion sans concours financier de l'État ou de la colonie et sur les contrats de rengagement conclus dans les mêmes conditions avec une personne autre que le premier engagiste.

2. La quotité de ce droit sera fixée conformément à l'article 16 du sénatus-consulte du 3 mai 1854.

Le droit sera à la charge du propriétaire ou patron envers qui l'immigrant se sera engagé.

3. Le droit sur les contrats d'engagement sera acquitté à titre d'avance par l'introducteur ou le consignataire du navire importateur, avant toute cession ou répartition des contrats.

Il sera dressé un bordereau daté et signé, transmis au receveur par le commissaire de l'immigration, et indiquant en toutes lettres le nombre total des immigrants introduits, la désignation du navire

* Voyez un Errata à la fin de ce numéro.

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 319 bis, n° 2.

⁽²⁾ X^e série, Bull. 497, n° 3724.

importateur, le nom du capitaine, la date et le lieu d'arrivée, la provenance, le nom du consignataire et le montant du droit à payer par immigrant.

Ce paiement sera effectué sur la présentation du bordereau, et la quittance du receveur en reproduira toutes les énonciations; cette quittance sera fournie en double, dont une pour la partie et l'autre pour le commissaire de l'immigration.

4. Le droit sur le contrat de rengagement sera acquitté par l'engagiste au bureau de l'enregistrement, sur un bordereau indicatif dressé par le syndic de la localité.

Ce bordereau daté et signé énoncera les noms du rengagé, son âge, le lieu de sa naissance, les numéros d'inscription à la matricule générale et à la matricule de la commune; les nom, prénoms et domicile du dernier engagé, la date de l'expiration du contrat précédent; les nom, prénoms et domicile du nouvel engagé, le droit à payer.

Il sera dressé un bordereau distinct par chaque rengagé.

La quittance à délivrer par le receveur reproduira les énonciations du bordereau; elle sera remise par l'engagiste au syndic. Au vu de cette pièce, le syndic passera le contrat de rengagement et certifiera, tant sur le registre matricule que sur le livret, la date et le montant du paiement du droit de rengagement.

5. Sont applicables au droit fixe d'enregistrement établi par le présent décret les dispositions des chapitres viii et ix de l'ordonnance du 19 juillet 1829, concernant les droits acquis et les prescriptions, les poursuites et instances.

6. Un arrêté du gouverneur déterminera le mode de justification du paiement du droit d'enregistrement, la tenue des écritures, la forme des registres, et réglera tous les détails nécessaires pour l'exécution du présent décret.

7. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, au Bulletin officiel de la marine, ainsi qu'au Bulletin officiel de la Réunion.

Fait au palais des Tuileries, le 17 Juin 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 13,555. — DÉCRET IMPÉRIAL portant règlement d'administration publique sur l'épreuve des Armes à feu portatives.

Du 19 Juin 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 14 décembre 1810 ⁽¹⁾, et notamment les articles 8 et 15, ainsi conçus :

« Art. 8. Les fabricants, marchands et ouvriers canonniers ne pourront vendre aucun canon sans qu'il ait été éprouvé et marqué du poinçon d'acceptation, à peine de trois cents francs d'amende pour la première fois, d'une amende double en cas de récidive, et de confiscation des canons ainsi mis en vente.

« Art. 15. Tout canon vendu ou livré sous un calibre différent de celui désigné par le poinçon dont il porterait l'empreinte sera saisi, et celui qui l'aura vendu ou livré sera condamné à une amende qui ne pourra être au-dessous de cinquante francs ni excéder cent francs; »

Vu l'ordonnance royale du 2 décembre 1835 ⁽²⁾;

Vu le décret du 3 septembre 1851 ⁽³⁾;

Vu le décret du 30 avril 1856 ⁽⁴⁾;

Vu la loi du 14 juillet 1860, et spécialement l'article 18 de cette loi, ledit article ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique déterminent notamment les formes des demandes d'autorisation en matière de fabrication et de commerce des armes de guerre; le régime et le tarif des épreuves et des marques, les formalités auxquelles doit être assujéti le transport des armes à l'intérieur; enfin toutes les mesures relatives à la surveillance de la fabrication et du commerce des armes de guerre; »

Vu notre décret du 6 mars 1861 ⁽⁵⁾, et notamment le premier paragraphe de l'article 20 de ce décret, ainsi conçu :

« Il sera ultérieurement statué sur le régime et le tarif des épreuves; »

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. Toutes les armes à feu fabriquées en France, de quelque calibre et dimension qu'elles soient, doivent être éprouvées aux bancs d'épreuve établis à cet effet dans les centres de fabrication.

Il en est de même des armes à feu importées de l'étranger, à moins qu'elles ne portent le poinçon d'épreuve légale du pays de provenance.

2. Dans chaque centre de fabrication, notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics institue un banc d'épreuve; il en délègue l'administration, autant que possible, à la chambre de commerce ou à l'autorité municipale.

Tout banc d'épreuve peut être supprimé par arrêté ministériel.

3. Chaque banc d'épreuve est sous la surveillance d'une commission composée de la manière suivante :

Le directeur du banc d'épreuve;

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 335, n° 6241.

⁽²⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 398, n° 6091.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 442, n° 3239.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 389, n° 3575.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 912, n° 8830.

Deux membres de la chambre de commerce ou de la chambre consultative des arts et manufactures, ou du conseil municipal;

Quatre syndics, pris : deux parmi les fabricants d'armes, deux parmi les canonniers.

4. Les membres de la commission de surveillance, à l'exception du directeur, sont nommés par le préfet et pour trois ans.

Ils sont renouvelés par moitié chaque année, dans chaque catégorie.

TITRE II.

PERSONNEL DU BANC D'ÉPREUVE.

5. Le personnel du banc d'épreuve se compose :

D'un directeur;

D'un éprouveur;

D'un ou plusieurs contrôleurs;

Du nombre d'agents et ouvriers nécessité par les besoins du service.

Le personnel fixe peut être réduit provisoirement par le ministre dans le cas où, à raison de l'insuffisance des ressources, il jugerait cette réduction sans inconvénient.

6. Le directeur est nommé par notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur une liste de trois candidats présentée par l'administration du banc d'épreuve.

Il peut être révoqué par notre ministre.

L'inspecteur du poinçonnage, institué par notre décret du 6 mars 1861, peut être appelé aux fonctions de directeur.

7. Le préfet nomme et révoque l'éprouveur, les contrôleurs et les autres employés, sur la proposition de l'administration du banc d'épreuve.

Il règle, dans la même forme, les appointements et rétributions quelconques qui leur sont alloués.

8. Avant d'entrer en fonctions, l'éprouveur prête serment devant le juge de paix et fournit un cautionnement de la valeur de deux mille francs au moins, en immeubles, en rentes sur l'État ou autres effets publics.

9. Il est interdit au directeur et à l'éprouveur de prendre un intérêt quelconque dans la fabrication et le commerce des armes.

TITRE III.

ATTRIBUTIONS.

10. La commission de surveillance est chargée d'assurer, en ce qui touche l'épreuve, l'exécution des prescriptions du présent décret.

11. Un membre au moins de la commission doit être présent lorsque le banc d'épreuve fonctionne.

12. La commission de surveillance nomme son président.

Des arrêtés préfectoraux, rendus sur la proposition de ladite commission, règlent l'ordre et le mode de ses délibérations.

13. Le tarif des épreuves est fixé par notre ministre, sur la proposition de l'administration du banc d'épreuve et l'avis du préfet.

14. Le directeur du banc d'épreuve est chargé spécialement d'assurer l'exécution des règlements et des décisions de la commission de surveillance.

Il peut, pour des motifs graves, suspendre provisoirement de ses fonctions tout employé de l'établissement, sauf à en référer immédiatement à l'administration du banc d'épreuve.

Il est dépositaire des poinçons d'épreuve. Il remplit les fonctions de secrétaire de la commission de surveillance.

15. Les contrôleurs sont chargés de suivre toutes les opérations relatives à l'épreuve des canons, d'apposer sous le tonnerre les chiffres indiquant le calibre exact en millimètres et dixièmes de millimètre, et sur la génératrice supérieure du canon la marque du poinçon d'épreuve, s'il y a lieu.

La nature et le détail des opérations auxquelles sont soumis les canons sont réglés par des arrêtés ministériels.

16. L'éprouveur est chargé de tous les détails de l'épreuve.

Il est responsable des canons détériorés par sa faute ou par suite de l'inobservation des règlements.

TITRE IV.

MODE D'ÉPREUVE.

SECTION I^{re}.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX ARMES DE GUERRE À CANON LISSE.

17. Les canons ne sont soumis aux épreuves que lorsqu'ils sont exactement aux dimensions et aux calibres qu'ils doivent avoir après entier achèvement.

La poudre employée est la poudre de chasse fine, fabriquée par le procédé des meules et trois heures de trituration. La balle est sphérique; elle a pour diamètre le calibre du canon diminué de six dixièmes de millimètre.

L'épreuve consiste en deux coups tirés dans la même séance avec des charges de poudre différentes.

La première charge est, en poids, les quatre cinquièmes de la balle d'épreuve.

La deuxième charge est, en poids, les quatre cinquièmes de la première.

Les charges de poudre et les diamètres des balles d'épreuve sont fixés par le tableau A annexé au présent décret.

En présentant ses canons à l'épreuve, le fabricant déclare quel en est le calibre.

Sont admis comme ayant ce calibre tous les canons qui, faisant partie d'une même commande d'armes du même modèle, n'offrent que des différences de moins de cinq dixièmes de millimètre en plus sur le calibre déclaré.

Les canons ne sont examinés par les contrôleurs qu'après les deux coups qui constituent l'épreuve.

Ceux où l'épreuve n'a fait apparaître aucun défaut reçoivent la marque d'épreuve.

SECTION II.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX ARMES RAYÉES (DE GUERRE, DE CHASSE OU DE LUXE).

18. Tout canon rayé d'armes de guerre, de chasse ou de luxe subit deux épreuves :

La première avant le rayage, le canon étant foré au calibre qu'il doit avoir émoulu et raboté;

La seconde après le rayage, le canon étant fini à l'extérieur, sauf la culasse et la mise en couleur.

Il est accordé une tolérance pour le calibre du canon entre la première et la seconde épreuve; mais la différence entre ces calibres ne doit pas atteindre quatre dixièmes de millimètre. Quand elle est égale ou supérieure, on emploie pour la seconde épreuve la première charge d'épreuve correspondant au nouveau calibre du canon. Les charges de poudre et les diamètres des balles d'épreuve sont fixés par le tableau B annexé au présent décret.

La poudre employée est la poudre de chasse fine, fabriquée par le procédé des meules et trois heures de trituration.

SECTION III.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX ARMES DE CHASSE, AUX ARMES DE LUXE ET À TOUTES LES ARMES AUTRES QUE LES ARMES DE GUERRE ET LES ARMES RAYÉES.

§ 1^{er}. — *Armes à canon simple.*

19. Les canons simples ne subissent qu'une épreuve; ils doivent, avant de la subir, être complètement finis, sauf la culasse et la mise en couleur.

Les charges de poudre et de plomb sont fixées par le tableau C annexé au présent décret.

La poudre est la poudre de chasse fine, fabriquée par le procédé des meules et trois heures de trituration, et le plomb employé est le plomb de chasse n° 8.

§ 2. — *Armes à canon double.*

20. Les canons doubles subissent deux épreuves, sauf le cas prévu à l'article suivant :

La première avant d'être assemblés, les canons étant forés au calibre qu'ils doivent avoir émulés et rabotés;

La seconde après l'assemblage, les canons étant complètement finis, sauf la culasse et la mise en couleur.

A la seconde épreuve, le calibre peut ne plus être rigoureusement le même qu'à la première; mais la différence ne doit pas atteindre quatre dixièmes de millimètre; quand elle est égale ou supérieure, on emploie la première charge d'épreuve correspondant au nouveau calibre du canon.

Les charges de poudre et de plomb sont fixées par le tableau C annexé au présent décret.

La poudre est la poudre de chasse fine, fabriquée par le procédé des meules et trois heures de trituration, et le plomb employé est le plomb de chasse n° 8.

21. Les canons doubles peuvent être présentés à l'épreuve assemblés et finis, sans avoir été éprouvés séparément.

Dans ce cas, ils ne subissent qu'une seule épreuve avec la charge de la première des deux épreuves énoncées à l'article précédent.

SECTION IV.

DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES ARMES.

22. L'épreuve se fait conformément aux règles et dans l'ordre ci-après :

L'éprouveur mesure la poudre avec une chargette et la verse lui-même dans le canon;

Une bourre de feutre est descendue jusque sur la poudre; on bourre deux coups, en laissant tomber la baguette de quarante centimètres environ. Cette baguette est en fer et d'un diamètre variable avec le calibre, mais toujours d'un poids de sept cent cinquante à huit cents grammes; sa longueur totale ne doit pas dépasser un mètre vingt centimètres (1^m, 20);

L'éprouveur verse la charge de plomb mesurée avec une chargette ou introduit la balle;

Une seconde bourre de feutre est descendue sur le plomb ou la balle; on bourre un seul coup;

Les canons sont placés horizontalement sur le banc d'épreuve, la crosse appuyée contre une bande de fer assez forte pour arrêter le recul; ils y sont maintenus par une poutrelle convenablement serrée.

Les autres détails de l'épreuve sont réglés, s'il y a lieu, par des arrêtés de notre ministre.

23. Un tableau affiché dans l'intérieur et à la porte de l'établissement indique les jours et heures fixés pour les épreuves.

Sont également affichés dans les salles, et spécialement dans celles où le public est admis, le présent décret, les tableaux des charges et le tarif des épreuves.

24. Les canons de toute espèce peuvent être, sur la demande du fabricant, soumis à une épreuve extraordinaire.

Quand un fabricant demande l'épreuve extraordinaire, il doit présenter le canon complètement fini, sauf la calasse et la mise en couleur.

La charge de poudre est supérieure de moitié au moins à la charge réglementaire pour l'épreuve ordinaire.

L'épreuve extraordinaire est constatée par une double empreinte du poinçon d'épreuve.

Le prix des épreuves extraordinaires est réglé par le directeur, sauf, en cas de contestation, à en référer à l'administration du banc d'épreuve, qui prononcera.

25. Dans les cas non prévus par les tableaux A, B, C, où les canons ont des calibres exceptionnels, des formes et des dimensions extraordinaires, le mode, les conditions et le prix de l'épreuve sont réglés par le directeur, sauf, en cas de contestation, à en référer à l'administration du banc d'épreuve, qui prononcera.

SECTION V.

POINÇONS.

26. L'empreinte du poinçon d'épreuve est déterminée par notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur la proposition de l'administration du banc d'épreuve.

Cette empreinte est reproduite sur trois modules différents, et, pour chaque module, au nombre de trois exemplaires types.

Un exemplaire type de chaque module est déposé à la préfecture, un second à la mairie du lieu et le troisième entre les mains du directeur.

Ces types servent de matrices pour les poinçons qui doivent être employés à apposer la marque d'épreuve.

TITRE V.

DISPOSITIONS FINALES.

27. Les dispositions des décrets et ordonnances susvisés, notamment celles des articles 8 et 15 du décret du 14 décembre 1810, relatives aux contraventions et aux peines, sont maintenues en ce qui n'est pas contraire au présent décret.

28. Le présent décret n'est pas applicable aux canons des armes de guerre fabriquées pour le compte du Gouvernement, dans les manufactures impériales, lesquels sont éprouvés au banc d'épreuve de ces établissements.

29. Les fabricants ou commerçants qui, au moment de la promulgation du présent décret, seront détenteurs d'armes neuves n'ayant pas été soumises à l'épreuve prescrite par le décret du 14 décembre 1810, devront, dans le délai de trois mois, les faire poinçonner d'une marque spéciale qui, par exception, pourra être apposée sous le tonnerre.

Ce poinçonnage sera gratuit.

Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics détermine les mesures nécessaires à l'exécution du présent article.

30. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juin 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

TABEAU A.
(Article 17 du décret du 19 juin 1865.)

CALIBRES.	ÉPREUVE DES ARMES DE GUERRE À CANON LISSE.			
	Balles sphériques d'épreuve.		Charges d'épreuve.	
	Diamètre.	Poids.	1 ^{re} charge.	2 ^e charge.
mill.	mill.	gr.	gr.	gr.
15 0	14 4	17 7	14 1	11 3
15 5	14 9	19 6	15 7	12 5
16 0	15 4	21 6	17 3	13 8
16 5	15 9	23 8	19 1	15 2
17 0	16 4	26 2	21 0	16 7
17 5	16 9	28 6	23 0	18 3
18 0	17 4	31 3	25 0	20 0
18 5	17 9	34 3	27 4	22 0
19 0	18 4	37 0	29 6	23 7
19 5	18 9	40 1	32 1	25 6
20 0	19 4	43 4	34 7	27 7
20 5	19 9	46 8	37 4	29 1
21 0	20 4	50 4	40 3	32 3
21 5	20 9	54 2	43 4	34 7
22 0	21 4	58 2	46 6	37 2
22 5	21 9	62 4	50 0	40 0
23 0	22 4	66 8	53 4	42 7

Les pistolets de guerre à un ou plusieurs coups sont éprouvés avec les charges d'épreuve indiquées au tableau ci-dessus.

TABEAU B.
(Article 18 du décret du 19 juin 1865.)

CALIBRES.	ÉPREUVE DES ARMES RAYÉES.			
	Balles cylindriques d'épreuve.		Charges d'épreuve.	
	Diamètre.	Poids.	1 ^{re} charge.	2 ^e charge.
mill.	mill.	gr.	gr.	gr.
9 0	8 5	27 5	6 8	4 5
9 5	9 0	30 9	7 3	4 8
10 0	9 5	36 1	8 7	5 8
10 5	10 0	41 5	9 8	6 5
11 0	10 5	44 0	10 0	6 6
11 5	11 0	46 2	10 5	7 0
12 0	11 5	46 2	10 5	7 0
12 5	12 0	46 2	10 5	7 0
13 0	12 5	46 2	10 5	7 0
13 5	13 0	46 2	10 5	7 0
14 0	13 5	46 2	10 5	7 0
14 5	14 0	46 2	10 5	7 0
15 0	14 5	47 5	10 8	7 2
15 5	15 0	50 0	10 8	7 2
16 0	15 5	53 0	11 0	7 3
16 5	16 0	57 0	11 3	7 4
17 0	16 5	61 5	12 0	8 0
17 5	17 0	66 5	12 5	8 3

ÉPREUVE DES ARMES RAYÉES.				
CALIBRES.	Balles cylindriques d'épreuve.		Charges d'épreuve.	
	Diamètre.	Poids.	1 ^{re} charge.	2 ^e charge.
mill.	mill.	gr.	gr.	gr.
18 0	17 5	73 0	13 6	9 0
18 5	18 0	79 0	14 5	9 6
19 0	18 5	85 0	15 3	10 2
19 5	19 0	91 5	16 4	11 0
20 0	19 5	98 5	17 8	12 0
20 5	20 0	107 5	19 4	13 0
21 0	20 5	115 0	21 0	14 0
21 5	21 0	122 5	22 2	15 0
22 0	21 5	132 7	24 0	16 0
22 5	22 0	143 0	25 6	17 1
23 0	22 5	152 0	27 3	18 2
23 5	23 0	163 0	29 4	19 6
24 0	23 5	173 5	31 3	21 0
24 5	24 0	184 5	33 4	22 2
25 0	24 5	196 0	35 4	23 6
25 5	25 0	210 0	37 5	25 0
26 0	25 5	223 0	39 7	26 4
26 5	26 0	235 0	42 0	27 2
27 0	26 5	250 0	44 5	29 6
27 5	27 0	264 5	47 5	31 6
28 0	27 5	280 3	50 0	33 3
28 5	28 0	295 5	53 2	35 4
29 0	28 5	311 5	56 7	37 8
29 5	29 0	328 0	58 5	39 0
30 0	29 5	344 7	61 8	41 2
30 5	30 0	363 0	65 4	43 6
31 0	30 5	381 0	68 4	45 6
32 0	31 5	418 5	76 1	50 0
33 0	32 5	461 0	83 0	55 2
34 0	33 5	510 0	91 0	60 6
35 0	34 5	550 0	100 0	66 6
36 0	35 5	600 0	109 0	72 6
37 0	36 5	660 0	118 0	78 6

Les pistolets à un ou plusieurs canons rayés sont éprouvés avec les charges d'épreuve indiquées au tableau ci-dessus.

TABLEAU C.
(Articles 19 et 20 du décret du 19 juin 1865.)

ÉPREUVE DES ARMES DE CHASSE ET DE LUXE NON RAYÉES.					
CALIBRES.	à canon simple.		à canon double.		
	Plomb n° 8. — Poids.	Charge de poudre.	Plomb n° 8. — Poids.	1 ^{re} charge d'épreuve.	2 ^e charge d'épreuve.
mill.	gr.	gr.	gr.	gr.	gr.
9 0	30 0	6 0	30 0	6 0	5 0
10 0	30 0	6 0	30 0	6 0	5 0
11 0	30 0	6 0	30 0	6 0	5 0
12 0	45 0	7 2	45 0	7 2	6 0
12 8	45 0	7 2	45 0	7 2	6 0

CALIBRES.	ÉPREUVE DES ARMES DE CHASSE ET DE LUXE NON RATÉES,				
	à canon simple.		à canon double.		
	Plomb n° 8.	Charge	Plomb n° 8.	1 ^{re} charge	2 ^e charge
	Poids.	de poudre.	Poids.	d'épreuve.	d'épreuve.
mill.	gr.	gr.	gr.	gr.	gr.
13 0	45 0	7 2	45 0	7 2	6 0
13 2	45 0	7 2	45 0	7 2	6 0
13 5	45 0	7 2	45 0	7 2	6 0
13 8	45 0	7 2	45 0	7 2	6 0
14 1	80 0	7 2	80 0	7 2	6 0
14 4	80 0	7 2	80 0	7 2	6 0
14 7	80 0	7 2	80 0	7 2	6 0
15 1	80 0	8 4	80 0	8 4	7 0
15 6	80 0	8 4	80 0	8 4	7 0
16 1	80 0	9 6	80 0	9 6	8 0
16 7	80 0	9 6	80 0	9 6	8 0
17 4	80 0	10 8	80 0	10 8	9 0
18 2	80 0	13 2	80 0	13 2	11 0
19 0	80 0	16 8	80 0	16 8	14 0
20 0	120 0	18 0	120 0	18 0	15 0
21 0	120 0	18 0	120 0	18 0	15 0
22 0	120 0	18 0	120 0	18 0	15 0
23 0	160 0	26 4	160 0	26 4	22 0
24 0	160 0	26 4	160 0	26 4	22 0
25 0	200 0	36 0	200 0	36 0	30 0
26 0	200 0	36 0	200 0	36 0	30 0
27 0	300 0	54 0	300 0	54 0	45 0

Les canons doubles apportés finis, sans avoir été éprouvés avant l'assemblage, recevront la première charge d'épreuve, et le prix sera le même que celui de la double épreuve. Pour toutes les armes d'un calibre plus petit que neuf millimètres, la charge d'épreuve sera de trois grammes de poudre et vingt grammes de plomb n° 8. Si la longueur du canon ne permet pas d'y introduire toute la charge d'épreuve, on chargera le canon à moitié hauteur avec de la poudre et on achèvera de remplir le canon avec du plomb n° 8, de manière que la bourre placée sur le plomb vienne affermer la bouche du canon. Les pistolets à un ou plusieurs canons lisses sont éprouvés avec les charges d'épreuve indiquées au tableau ci-dessus. Les pistolets revolvers à un canon et à barillet tournant sont éprouvés avec la cartouche de service qui leur est affectée. Chaque chambre du barillet est éprouvée.

Au pour être annexé au décret impérial en date du 19 juin 1865, enregistré sous le n° 482.

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉHIC.**

N° 13.556. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre, sur l'exercice 1865, un Crédit représentant une somme versée au Trésor par la ville de Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864, pour les travaux de construction du Port Napoléon.

Du 28 Juin 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu la loi du 18 mai 1864, qui autorise la ville de Brest à faire au trésor une avance de quatre millions de francs (4,000,000'), pour la continuation des travaux du port Napoléon, à Brest;

Vu nos décrets des 10 novembre 1864⁽²⁾, 4 mars⁽³⁾ et 10 mai 1865⁽⁴⁾ qui, à la suite des versements effectués par la ville de Brest en exécution de ladite loi, ont ouvert à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics des crédits montant ensemble à un million sept cent mille francs (1,700,000');

Vu l'état ci-annexé, constatant qu'il a été versé au trésor, les 15 et 31 décembre 1864, par la ville de Brest, une nouvelle somme de trois cent mille francs (300,000'), avec la même destination;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁵⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 7 juin 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds du budget extraordinaire de l'exercice 1865 (chapitre x, *Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes*), un crédit de trois cent mille francs (300,000'), pour les travaux de construction du port Napoléon, à Brest.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre d'avances, par la ville de Brest.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Juin 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1252, n° 12,781.

⁽³⁾ Bull. 1276, n° 13,036.

⁽⁴⁾ Bull. 1293, n° 13,269.

⁽⁵⁾ Bull. 440, n° 4110.

État des sommes versées au trésor par la ville de Brest, à titre d'avances, pour la construction du port Napoléon, à Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864.

DATES des versements.	DÉSIGNATION du comptable qui a reçu les fonds.	MONTANT des versements.	OBSERVATIONS.
15 décembre 1864	Receveur de l'arrondissement de Brest.....	150,000 ^f	
31 décembre 1864	<i>Idem</i>	150,000	
		300,000	
	Montant de l'état annexé au décret du 10 mai 1865.....	1,700,000	
	TOTAL.....	2,000,000	

Arrêté à la somme de deux millions de francs.

Paris, le 28 juin 1865.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,557. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1865, un Crédit représentant une somme versée au Trésor par la Compagnie des Mines d'Anzin, en exécution de la loi du 15 avril 1865, pour les travaux du Canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier.

Du 28 Juin 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865 ;

Vu notre décret du 15 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice ;

Vu la loi du 15 avril 1865, qui autorise les maîtres de forges et industriels des départements de la Haute-Marne, de la Meuse et du Nord à avancer au trésor une somme de un million six cent mille francs, pour être affectée aux travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu l'état ci-annexé, constatant qu'il a été versé au trésor une somme de quatre cent mille francs par la compagnie des mines d'Anzin, applicable à ces travaux ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾ ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4) ;

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 7 juin 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1865, chapitre 1^{er} du budget extraordinaire (*Établissement de canaux de navigation*), un crédit de quatre cent mille francs (400,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen de ressources spéciales versées au trésor à titre d'avances, en exécution de la loi précitée du 15 avril 1865.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Juin 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND DÉHIC.

État des sommes versées au trésor, à titre d'avances, par les maîtres de forges et industriels des départements de la Haute-Marne, de la Meuse et du Nord, pour les travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier.

DATES des versements.	DÉSIGNATION du comptable qui a reçu les fonds.	MONTANT des versements.	OBSERVATIONS.
2 mai 1865.....	Receveur général du département de la Marne	400,000 ^f	

Arrêté à la somme de quatre cent mille francs.

Paris, le 28 juin 1865.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND DÉHIC.

N° 13,558. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre, sur l'exercice 1865, un Crédit représentant une somme versée au Trésor par la Compagnie des Mines d'Anzin et divers Industriels, en exécution de la loi du 15 avril 1865, pour les travaux du Canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier.

Du 28 Juin 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu la loi du 15 avril 1865, qui autorise les maîtres de forges et industriels des départements de la Haute-Marne, de la Meuse et du Nord à avancer au trésor une somme de un million six cent mille francs (1,600,000^f), pour être affectée aux travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu notre décret de ce jour qui, à la suite de versements effectués par la compagnie des mines d'Anzin, en exécution de la loi susvisée du 15 avril dernier, a ouvert à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics un crédit de quatre cent mille francs (400,000^f);

Vu l'état ci-annexé, constatant qu'il a été versé au trésor une nouvelle somme de deux cent seize mille trois cent trente-trois francs trente-quatre centimes (216,333^f34^c) par la compagnie des mines d'Anzin et divers industriels, applicable aux travaux dont il s'agit;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 10 juin 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1865, chapitre ix du budget extraordinaire (*Établissement de canaux de navigation*), un crédit de deux cent seize mille trois cent trente-trois francs trente-quatre centimes (216,333^f34^c).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre d'avances, en exécution de la loi précitée du 15 avril 1865.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Juin 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des tra-
vau-publiés,

Signé ARMAND DÈMIC.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

État des sommes versées au trésor, à titre d'avances faites à l'État, par les maîtres de forges et les industriels des départements de la Haute-Marne, de la Meuse et du Nord, pour les travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier.

DATES des versements.	DÉSIGNATION du comptable qui a reçu les fonds.	MONTANT des versements.	OBSERVATIONS.
2 mai 1865.	Receveur général du département de la Marne.....	13,000 ⁰⁰ 00 ⁰	
Idem.....	Idem.....	20,000 00	
9 mai 1865.	Idem.....	50,000 00	
16 mai 1865.	Idem.....	133,333 34	
	ENSEMBLE.....	216,333 34	
	Versements antérieurs.....	400,000 00	
	TOTAL GÉNÉRAL.....	616,333 34	

Arrêté à la somme de six cent seize mille trois cent trente-trois francs trente-quatre centimes.

Paris, le 28 juin 1865.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,559. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au Chemin de fer de Lunel au Vigan.

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les loi et décret du 19 juin 1857⁽¹⁾, lesquels constituent le réseau des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, ensemble la convention et le cahier des charges y annexés, et spécialement l'article 6 dudit cahier des charges;

Vu les loi et décret du 11 juin 1863⁽²⁾, portant concession à la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée de plusieurs chemins de fer, et notamment de la ligne de Lunel au Vigan;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 15 mai 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'article 6 du cahier des charges annexé à la convention du 11 avril et au décret du 19 juin 1857 est modifié en ce qu'il a de contraire aux dispositions suivantes :

⁽¹⁾ Bull. 522, n° 4797.

⁽²⁾ Bull. 1182, n° 12,021.

Provisoirement, sur le chemin de fer de Lunel au Vigan, les ouvrages d'art pourront n'être exécutés que pour une seule voie, sauf ceux de ces ouvrages que l'administration désignera et dont les fondations devront être établies immédiatement pour deux voies.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*[Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,560. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un Chemin de fer d'embranchement destiné à relier la fosse dite de Castellanne à la station de Valdonne, sur la ligne d'Aubagne aux mines de Fuveau; 2° autorise la Société des Charbonnages des Bouches-du-Rhône à établir cet embranchement.*

Du 1^{er} Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la demande de la société des charbonnages des Bouches-du-Rhône, tendant à obtenir la concession d'un embranchement de chemin de fer destiné à relier la fosse dite de *Castellanne* à la station de Valdonne, sur la ligne d'Aubagne aux mines de Fuveau;

Vu l'avant-projet présenté par ladite société à l'appui de sa demande;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur cet avant-projet dans le département des Bouches-du-Rhône, et notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, du 19 septembre 1864;

Vu l'adhésion donnée, le 3 mai 1864, à l'exécution des travaux par le directeur des fortifications de Marseille, conformément à l'article 18 du décret du 16 août 1853;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 24 avril 1865;

Vu le cahier des charges arrêté par notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, le 1^{er} juillet 1865;

Vu le certificat constatant le versement à la caisse des dépôts et consignations d'une somme de cinq mille francs (5,000^f), à titre de cautionnement;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin

de fer d'embranchement destiné à relier la fosse dite de *Castellanne* à la station de *Valdonne*, sur la ligne d'*Aubagne* aux mines de *Fuveau*.

2. La société des charbonnages des Bouches-du-Rhône est autorisée à établir cet embranchement à ses frais, risques et périls, et ce, aux clauses et conditions du cahier des charges susvisé. Ce cahier des charges restera annexé au présent décret.

3. L'embranchement concédé pourra, quant à présent, être exclusivement affecté aux transports des produits de la fosse de *Castellanne*, et la société jouira du bénéfice des dispositions de l'article 62 du cahier des charges de la compagnie du chemin de fer de *Paris* à *Lyon* et à la *Méditerranée*.

Toutefois, le Gouvernement se réserve la faculté d'exiger ultérieurement, et dès que la nécessité en sera reconnue, après enquête, l'établissement, soit d'un service public de marchandises, soit d'un service de voyageurs, soit d'un service de voyageurs et de marchandises; et, dans ce cas, les dispositions du titre IV et des articles 54, 55, 56 et 57 du titre V du cahier des charges susvisé recevront leur application.

4. Les expropriations nécessaires pour l'exécution des travaux devront être accomplies dans un délai de trois ans, à partir de la promulgation du présent décret.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

Cahier des charges de la concession du chemin de fer d'embranchement de la fosse dite de Castellanne à la ligne d'Aubagne aux mines de Fuveau.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. L'embranchement concédé partira de la fosse de *Castellanne* et se reliera à la ligne d'*Aubagne* aux mines de *Fuveau*, à la station de *Valdonne*, en un point qui sera déterminé par l'administration, la compagnie entendue.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an, à partir du décret de concession.

Ils devront être terminés dans un délai de trois ans, à partir de la même date, de telle sorte qu'à l'expiration de ce dernier délai, le chemin de fer soit en exploitation dans toute son étendue.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris, pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure; à cet effet, les projets de tous les travaux à exécuter seront dressés en double expédition et soumis à l'approbation du ministre, qui prescrira, s'il y a lieu, d'y introduire telles

modifications que de droit : l'une de ces expéditions sera remise à la compagnie avec le visa du ministre, l'autre demeurera entre les mains de l'administration.

Avant comme pendant l'exécution, la compagnie aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'elle jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'administration supérieure.

4. La compagnie pourra prendre copie de tous les plans, nivellements et devis qui pourraient avoir été antérieurement dressés aux frais de l'État.

5. Le tracé et le profil du chemin de fer seront arrêtés sur la production de projets d'ensemble comprenant, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un plan général à l'échelle de un dix-millième;

2° Un profil en long à l'échelle de un cinq-millième pour les longueurs et de un millième pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison; au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

3° Un certain nombre de profils en travers, y compris le profil type de la voie;

4° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages, soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

6. Les terrains seront acquis pour deux voies; les terrassements et les ouvrages d'art pourront n'être exécutés que pour une voie, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

La compagnie sera tenue d'ailleurs d'établir la deuxième voie, soit sur la totalité du chemin, soit sur les parties qui lui seront désignées, lorsque l'insuffisance d'une seule voie, par suite du développement de la circulation, aura été constatée par l'administration.

Les terrains acquis par la compagnie pour l'établissement de la seconde voie ne pourront recevoir une autre destination.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre quarante-quatre (1^m,44) à un mètre quarante-cinq centimètres (1^m,45). Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entrevoie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2^m,00).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de un mètre (1^m,00) au moins.

On ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquette de cinquante centimètres (0^m,50) de largeur.

La compagnie établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par l'administration, suivant les circonstances locales, sur les propositions de la compagnie.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à deux cent cinquante mètres. Une partie droite de cinquante mètres au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum de l'inclinaison des pentes et rampes est fixé à vingt-cinq millimètres par mètre.

Une partie horizontale de cent mètres au moins devra être ménagée entre deux fortes déclivités consécutives, lorsque ces déclivités se succéderont en sens contraire et de manière à verser leurs eaux au même point.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

La compagnie aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article et à celles

de l'article précédent les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'administration supérieure.

9. Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par l'administration, la compagnie entendue.

Le nombre des voies sera augmenté, s'il y a lieu, dans les gares et aux abords de ces gares, conformément aux décisions qui seront prises par l'administration, la compagnie entendue.

Le nombre et l'emplacement des stations de voyageurs et des gares de marchandises seront également déterminés par l'administration, sur les propositions de la compagnie, après une enquête spéciale.

La compagnie sera tenue, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre à l'administration le projet desdites gares, lequel se composera :

1° D'un plan à l'échelle de un cinq-centième, indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle de un centimètre par mètre.

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

10. A moins d'obstacles locaux, dont l'appréciation appartiendra à l'administration, le chemin de fer, à la rencontre des routes impériales ou départementales, devra passer, soit au-dessus, soit au-dessous de ces routes.

Les croisements à niveau seront tolérés pour les chemins vicinaux, ruraux ou particuliers.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route impériale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par l'administration, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^{m,00}) pour la route impériale, à sept mètres (7^{m,00}) pour la route départementale, à cinq mètres (5^{m,00}) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^{m,00}) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^{m,00}) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^{m,30}) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^{m,50}). La hauteur de ces parapets sera fixée par l'administration, et ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^{m,80}).

12. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route impériale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par l'administration, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^{m,00}) pour la route impériale, à sept mètres (7^{m,00}) pour la route départementale, à cinq mètres (5^{m,00}) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^{m,00}) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^{m,50}), et la distance verticale ménagée au-dessus des rails extérieurs de chaque voie pour le passage des trains ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^{m,80}) au moins.

13. Dans le cas où des routes impériales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle de moins de quarante-cinq degrés.

Chaque passage à niveau sera muni de barrières; il y sera, en outre, établi une maison de garde toutes les fois que l'utilité en sera reconnue par l'administration.

La compagnie devra soumettre à l'approbation de l'administration les projets types de ces barrières.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (3^{m,03}) par mètre pour les routes impériales ou départe-

mentales, et cinq centimètres (0^m,05) pour les chemins vicinaux. L'administration restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, comme à celle qui est relative à l'angle de croisement des passages à niveau.

15. La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) de largeur entre les parapets. La hauteur de ces parapets sera fixée par l'administration, et ne pourra être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m,80).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails et cinq mètres (5^m,00) de hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails. La distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails extérieurs de chaque voie ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m,00) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, la compagnie sera tenue de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes impériales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais de la compagnie, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve ni interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

18. La compagnie n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; elle sera tenue de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers, seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

L'administration fixe le poids des rails, sur la proposition de la compagnie.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront autorisés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par la compagnie concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par la compagnie.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie, pour l'exécution des travaux dépendants de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc. et elle demeure en même temps soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, la compagnie sera tenue, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer.

Les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine, à raison de la traversée du chemin de fer, et tous les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine seront à la charge de la compagnie.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la compagnie.

26. Pour l'exécution des travaux, la compagnie se soumettra aux décisions ministérielles concernant l'interdiction du travail les dimanches et jours fériés.

27. La compagnie exécutera les travaux par des moyens et des agents à son choix, mais en restant soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration.

Ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empêcher la compagnie de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

28. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé, sur la demande de la compagnie, à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, l'administration autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, la compagnie pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer.

29. Après l'achèvement total des travaux, et dans le délai qui sera fixé par l'administration, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Elle fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés; ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous lesdits ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas, sera dressée aux frais de la compagnie et déposée dans les archives du ministère.

Les terrains acquis par la compagnie postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui par cela même deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

30. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge de la compagnie.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 40.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

31. La compagnie sera tenue d'établir à ses frais, partout où besoin sera, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation ordinaire sur les points où le chemin de fer sera traversé à niveau par des routes ou chemins.

32. Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et garnies de banquettes.

Il y en aura de trois classes au moins :

Les voitures de première classe seront couvertes, garnies et fermées à glaces;

Celles de deuxième classe seront couvertes, fermées à glaces, et auront des banquettes rembourrées;

Celles de troisième classe seront couvertes, fermées à vitres et munies de banquettes à dossier.

L'intérieur de chacun des compartiments de toute classe contiendra l'indication du nombre des places de ce compartiment.

L'administration pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé dans les trains de voyageurs aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes, et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

La compagnie sera tenue, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes, composant le matériel roulant, seront constamment entretenus en bon état.

33. Des règlements d'administration publique, rendus après que la compagnie aura été entendue, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police et l'exploitation du chemin de fer, ainsi que la conservation des ouvrages qui en dépendent.

Toutes les dépenses qu'entraînera l'exécution des mesures prescrites en vertu de ces règlements seront à la charge de la compagnie.

La compagnie sera tenue de soumettre à l'approbation de l'administration les règlements relatifs au service et à l'exploitation du chemin de fer.

Les règlements dont il s'agit dans les deux paragraphes précédents seront obligatoires non-seulement pour la compagnie concessionnaire, mais encore pour toutes celles qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

Le ministre déterminera, sur la proposition de la compagnie, le minimum et le maximum de vitesse des convois de voyageurs et de marchandises et des convois spéciaux des postes, ainsi que la durée du trajet.

34. Pour tout ce qui concerne l'entretien et les réparations du chemin de fer et de ses dépendances, l'entretien du matériel et le service de l'exploitation, la compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration.

Outre la surveillance ordinaire, l'administration déléguera, aussi souvent qu'elle le jugera utile, un ou plusieurs commissaires pour reconnaître et constater l'état du chemin de fer, de ses dépendances et du matériel.

TITRE III.

● DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

35. La concession du chemin de fer mentionné à l'article 1^{er} du présent cahier des charges aura une durée égale au temps restant à courir sur la concession du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et prendra fin au trente et un décembre mil neuf cent cinquante-huit.

36. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le Gouvernement sera subrogé à tous les droits de la compagnie sur le

chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

La compagnie sera tenue de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendants également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le Gouvernement aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si la compagnie ne se mettait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État sera tenu, si la compagnie le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si l'État le requiert, la compagnie sera tenue de les céder de la même manière.

Toutefois, l'État ne pourra être tenu de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

37. A toute époque après l'expiration des quinze premières années de la concession, le Gouvernement aura la faculté de racheter la concession entière du chemin de fer.

Pour régler le prix du rachat, on relèvera les produits nets annuels obtenus par la compagnie pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

La compagnie recevra, en outre, dans les trois mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels elle aurait droit à l'expiration de la concession, selon l'article 36 ci-dessus.

38. Si la compagnie n'a pas commencé les travaux dans le délai fixé par l'article 2, elle sera déchue de plein droit, sans qu'il y ait lieu à aucune notification ou mise en demeure préalable.

Dans ce cas, la somme de cinq mille francs qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 67, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et restera acquise au trésor public.

39. Faute par la compagnie d'avoir terminé les travaux dans le délai fixé par l'article 2, faute aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, elle encourra la déchéance, et il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par la compagnie, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix.

La nouvelle compagnie sera soumise aux clauses du présent cahier des charges, et la compagnie évincée recevra d'elle le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété de l'État.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois; si cette seconde tentative reste également sans résultat, la compagnie sera définitivement déchue de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront à l'État.

40. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, l'administration prendra immédiatement, aux frais et risques de la compagnie, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, la compagnie n'a pas

valablement justifié qu'elle est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et si elle ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

41. Les dispositions des trois articles qui précèdent cesseraient d'être applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV (1).

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

42. Pour indemniser la compagnie des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'elle en remplira exactement toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde l'autorisation de percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

	PRIX		
	de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Voyageurs..			
Enfants.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....			

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 05	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02

Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédants de bagage et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
--	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
--	------	------	------

(1) Voir l'article 53.

Les prix déterminés ci-dessus pour les transports à grande vitesse ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ces transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, elle n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédants de bagages et marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être moindre de quarante centimes.

Dans le cas où le prix de l'hectolitre de blé s'élèverait, sur le marché régulateur de Marseille, à vingt francs ou au-dessus, le Gouvernement pourra exiger de la compagnie que le tarif du transport des blés, grains, riz, maïs, farines et légumes farineux, péage compris, ne puisse s'élever au maximum qu'à sept centimes par tonne et par kilomètre.

43. A moins d'une autorisation spéciale et révocable de l'administration, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures de toute classe en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

Dans chaque train de voyageurs, la compagnie aura la faculté de placer des voitures à compartiments spéciaux pour lesquels il sera établi des prix particuliers, que l'administration fixera sur la proposition de la compagnie; mais le nombre des places à donner dans ces compartiments ne pourra dépasser le cinquième du nombre total des places du train.

44. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

45. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 46 et 47 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par la compagnie; mais elles seront soumises immédiatement à l'administration, qui prononcera définitivement.

46. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, la compagnie ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes; mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, la compagnie transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, elle devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

47. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux, pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs;

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédants de bagages, pesant isolément quarante kilogrammes et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédants de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets et colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par l'administration, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition de la compagnie.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes.

48. Dans le cas où la compagnie jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'elle est autorisée à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par la compagnie sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation de l'administration supérieure, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et la compagnie dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par la compagnie aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

49. La compagnie sera tenue d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur les registres de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains de la compagnie et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, la compagnie sera tenue de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

50. La compagnie sera tenue de mettre les marchandises à la disposition du destinataire dans les vingt-quatre heures qui suivent leur enregistrement à la gare de départ.

L'administration déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition aux points de jonction seront fixés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

51. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

52. A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il est interdit à la compagnie, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

L'administration, agissant en vertu de l'article 33 ci-dessus, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

53. Les dispositions du présent titre ne seront appliquées, en ce qui concerne soit le transport des marchandises, soit le transport des voyageurs, que dans le cas où le Gouvernement aurait exigé de la compagnie, conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du décret de concession, l'établissement d'un service public de marchandises ou de voyageurs.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

54. Les militaires ou marins voyageant en corps, aussi bien que les militaires ou marins voyageant isolément pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission ou rentrant dans leurs foyers après libération, ne seront assujettis, eux, leurs chevaux et leurs bagages, qu'au quart de la taxe du tarif fixé par le présent cahier des charges.

Si le Gouvernement avait besoin de diriger des troupes et un matériel militaire ou naval sur l'un des points desservis par le chemin de fer, la compagnie serait tenue de mettre immédiatement à sa disposition, pour la moitié de la taxe du même tarif, tous ses moyens de transport.

55. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures de la compagnie.

La même faculté est accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance des chemins de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

56. Le service des lettres et dépêches sera fait comme il suit :

1° A chacun des trains de voyageurs et de marchandises circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, la compagnie sera tenue de réserver gratuitement deux compartiments spéciaux d'une voiture de deuxième classe, ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches et les agents nécessaires au service des postes, le surplus de la voiture restant à la disposition de la compagnie.

2° Si le volume des dépêches ou la nature du service rend insuffisante la capacité de deux compartiments à deux banquettes, de sorte qu'il y ait lieu de substituer une voiture spéciale aux wagons ordinaires, le transport de cette voiture sera également gratuit.

Lorsque la compagnie voudra changer les heures de départ de ses convois ordinaires, elle sera tenue d'en avertir l'administration des postes quinze jours à l'avance.

3° Les employés chargés de la surveillance du service, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure de la compagnie.

57. Le Gouvernement se réserve la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ligne télégraphique, sans nuire au service du chemin de fer.

La compagnie concessionnaire sera tenue de faire garder par ses agents les fils et appareils des lignes électriques, de donner aux employés télégraphiques connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir, et de leur en faire connaître les causes.

En cas de rupture du fil télégraphique, les employés de la compagnie auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur seront données à cet effet.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires, par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu, aux frais de la compagnie, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

La compagnie pourra être autorisée et au besoin requise par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant de concert avec le ministre de l'intérieur, d'établir à ses frais les fils et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation.

Elle pourra, avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, lorsqu'une semblable ligne existera le long de la voie.

La compagnie sera tenue de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi de ces appareils, ainsi que l'organisation, aux frais de la compagnie, du contrôle de ce service par les agents de l'État.

58. Les dispositions des articles 54, 55, 56 et 57 ci-dessus ne seront appliquées que dans le cas où le Gouvernement exigerait de la compagnie, conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du décret de concession, l'établissement d'un service public de voyageurs.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

59. Dans le cas où le Gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes impériales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, la compagnie ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour la compagnie.

60. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part de la compagnie.

61. Le Gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier de charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

La compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Les compagnies concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines, sur le chemin de fer objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans le cas où les diverses compagnies ne pourraient s'entendre entre elles sur l'exercice de cette faculté, le Gouvernement statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre elles à cet égard.

Dans le cas où une compagnie d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'utiliserait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où la compagnie concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les compagnies seraient tenues de s'arranger entre elles, de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celle des compagnies qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les compagnies ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toute la ligne, le Gouvernement y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

La compagnie pourra être assujettie, par les décrets qui seront ultérieurement

rendus pour l'exploitation des chemins de fer de prolongement ou d'embranchement joignant celui qui lui est concédé, à accorder aux compagnies de ces chemins une réduction de péage ainsi calculée :

1° Si le prolongement ou l'embranchement n'a pas plus de cent kilomètres, dix pour cent (10 p. o/o) du prix perçu par la compagnie;

2° Si le prolongement ou l'embranchement excède cent kilomètres, quinze pour cent (15 p. o/o);

3° Si le prolongement ou l'embranchement excède deux cents kilomètres, vingt pour cent (20 p. o/o);

4° Si le prolongement ou l'embranchement excède trois cents kilomètres, vingt-cinq pour cent (25 p. o/o).

62. La compagnie sera tenue de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un nouvel embranchement; à défaut d'accord, le Gouvernement statuera sur la demande, la compagnie entendue.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines, et de manière à ce qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle de l'administration. La compagnie aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

L'administration pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

L'administration pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

63. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendants de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge de la compagnie.

64. Les agents et gardes que la compagnie établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

65. Le chemin de fer sera placé sous la surveillance de l'administration.

66. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux, et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par la compagnie.

Afin de pourvoir à ces frais, la compagnie sera tenue de verser chaque année, à la caisse centrale du trésor public, une somme de cent vingt francs par chaque kilomètre de chemin de fer concédé. Toutefois, cette somme sera réduite à cinquante francs par kilomètre pour les sections non encore livrées à l'exploitation.

Dans lesdites sommes n'est pas comprise celle qui sera déterminée, en exécution de l'article 57 ci-dessus, pour frais de contrôle du service télégraphique de la compagnie par les agents de l'État.

Si la compagnie ne verse pas les sommes ci-dessus réglées aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions publiques.

67. Avant la signature du décret qui ratifiera l'acte de concession, la compagnie déposera au trésor public une somme de cinq mille francs (5,000) en numéraire ou en rentes sur l'État, calculées conformément à l'ordonnance du 19 janvier 1825, ou en bons du trésor ou autres effets publics, avec transfert, au profit de la caisse des dépôts et consignations, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Elle sera rendue à la compagnie par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après leur entier achèvement.

68. La compagnie devra faire élection de domicile à Marseille.

Dans le cas où elle ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à elle

adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

69. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département des Bouches-du-Rhône, sauf recours au Conseil d'État.

70. Le présent cahier des charges ne sera passible que du droit fixe de un franc.

Arrêté à Paris, le 1^{er} Juillet 1865.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,561. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant création d'un Tribunal de simple police et de police correctionnelle à Sedhiou (Sénégal).*

Du 8 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 14 février 1838 ⁽¹⁾, portant application du Code d'instruction criminelle au Sénégal et dépendances;

Vu le décret du 9 août 1854 ⁽²⁾, concernant l'organisation judiciaire de cette colonie;

Vu le décret du 1^{er} avril 1863 ⁽³⁾, portant création d'un tribunal de simple police et de police correctionnelle à Bakel (Sénégal);

Vu l'avis du comité consultatif des colonies, en date du 29 mars 1865,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. En matière correctionnelle, la justice est rendue, dans l'arrondissement de Sedhiou, par un tribunal de première instance, composé :

Du commandant de l'arrondissement, président;

De deux notables titulaires et de deux notables suppléants nommés pour un an par le gouverneur;

Et d'un greffier choisi par le commandant.

Les fonctions du ministère public sont remplies par un officier du commissariat ou du corps de santé nommé par le gouverneur.

Les citations sont données par un employé civil ou militaire que désigne, pour une année, le commandant de l'arrondissement.

2. En matière de simple police, le commandant juge sans l'assistance des notables.

3. Les jugements sont rendus par le tribunal de Sedhiou confor-

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 349, n° 11,910.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1107, n° 11,142.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 211, n° 1908.

mément aux dispositions de l'article 4 du décret du 9 août 1854, concernant l'organisation judiciaire du Sénégal et dépendances.

4. Les dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe 3, concernant la nomination des notables, sont rendues applicables au tribunal de police correctionnelle de Bakel, institué par décret du 1^{er} avril 1863.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire
d'État de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

*Le Ministre secrétaire d'État de la marine
et des colonies,*

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 13,562. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la commune de Montélimar (Drôme)
à établir un Bureau public de conditionnement des Soies.*

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de Montélimar,
en date des 28 février 1863 et 9 avril 1864 ;

Vu les propositions du préfet de la Drôme ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures

Notre Conseil d'État entendu.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La commune de Montélimar (Drôme) est autorisée à établir un bureau public de conditionnement des soies, dont les opérations seront facultatives pour le commerce.

Les statuts de cet établissement sont approuvés tels qu'ils sont contenus dans l'expédition annexée au présent décret et qui restera déposée dans les archives du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution

du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre d'État, chargé de l'intérim du département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé E. ROUHER.

Statuts pour le bureau public de conditionnement des soies établi à Montélimar (Drôme).

ART. 1^{er}. Un bureau public est établi à Montélimar pour le conditionnement des soies grêges et ouvrées.

Les opérations dudit bureau sont entièrement facultatives pour le commerce. Nul producteur ou acheteur n'est contraint d'y soumettre ses soies.

2. Le procédé adopté pour le conditionnement a pour base la dessiccation absolue.

3. Le tarif des droits à percevoir est établi ainsi qu'il suit, savoir :

Pour chaque partie de soie de toute espèce, qualité et nature, du poids total de moins de vingt-cinq kilogrammes, au maximum, deux francs cinquante centimes; et au-dessus, pour chaque kilogramme excédant, au maximum, dix centimes. Ce tarif sera révisé dans un délai de cinq ans.

Le droit de conditionnement est acquitté par la partie ou les parties qui réclament cette opération.

4. Le bureau de conditionnement est régi, sous la surveillance du maire et de trois commissaires par lui délégués, par un directeur que le préfet nomme sur une liste de trois noms arrêtée par le maire.

5. Le directeur est tenu de fournir un cautionnement dont le conseil municipal détermine la nature et la quotité avec l'approbation du préfet.

Toutes les opérations sont faites sous sa responsabilité. Il justifie des recettes et des dépenses dudit bureau dans un bordereau mensuel présentant, dans des colonnes distinctes, les produits et les dépenses du mois, ceux des mois antérieurs de la même année, et toutes ces opérations à la date dudit bordereau. Ce bordereau est dressé en double original et déposé dans les archives de la mairie et du bureau de conditionnement. A la fin de l'année, un troisième exemplaire du bordereau de décembre est remis au receveur municipal, pour être joint à l'appui du compte de gestion de ce comptable.

6. Le traitement du directeur, le nombre des employés et autres agents placés sous ses ordres, ainsi que leurs appointements et salaires, sont fixés par le conseil municipal.

Le maire nomme les employés et agents; il peut les révoquer; il peut, toutes les fois qu'il le juge à propos, exiger d'eux un cautionnement dont il détermine la nature et la quotité.

7. Les produits du bureau de conditionnement sont versés par le directeur à la caisse municipale tous les dix jours, et plus souvent même, selon que le maire le juge utile.

8. Les frais de toute nature sont à la charge de la commune et payés comme toutes les autres dépenses communales.

9. Aucun ballot n'est admis au conditionnement, s'il n'est accompagné d'un bulletin portant le numéro et la marque dudit ballot, le nom du déposant, le nombre des masses, si c'est un ballot de trames, et son poids brut.

10. Un bulletin de conditionnement, signé du directeur, accompagne toujours les échantillons prélevés pour le conditionnement, lorsqu'ils sont rendus à leur propriétaire. Ce bulletin reproduit les dispositions du bulletin primitif mentionné à l'article 9. Il indique le nombre des échantillons soumis à la dessiccation absolue, le poids de ces échantillons avant et après cette opération et le poids de dessiccation absolue du ballot total.

11. Tous les poids sont reconnus et relevés contradictoirement par deux employés; l'identité en est constatée avant de les soumettre au calcul. Tous les calculs sont également faits par deux employés et chiffrés de deux manières différentes.

12. Le vendeur et l'acheteur ont le droit d'assister aux opérations.

13. Des registres cotés et parafés par le maire sont tenus afin de constater, jour par jour, toutes les opérations du bureau de conditionnement.

14. Un règlement d'administration intérieure est dressé par le conseil municipal et soumis à l'approbation du préfet.

15. Les statuts et le règlement d'administration intérieure sont affichés dans l'établissement, de manière que le public puisse toujours en prendre facilement connaissance.

16. Toute modification aux présents statuts doit être approuvée dans la forme des règlements d'administration publique.

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 12 juillet 1865, enregistré sous le n° 562.

Le Ministre d'État, chargé de l'intérieur du ministère de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé E. ROUHER.

N° 13,563. — DÉCRET IMPÉRIAL déterminant la Gratification qui doit être allouée pour la capture des Condamnés correctionnels évadés des Prisons de l'Algérie.

Du 12 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté du Gouvernement, en date du 18 ventôse an XII ⁽¹⁾, déterminant les gratifications qui doivent être accordées pour la reprise des condamnés évadés ;

Vu la circulaire du gouverneur général de l'Algérie, en date du 21 septembre 1863, pour l'exécution en Algérie des dispositions de l'arrêté sus-visé ;

Considérant que les gratifications déterminées par ledit arrêté ne sont accordées que pour la reprise de criminels condamnés aux travaux forcés ou à la reclusion ;

Considérant qu'en raison de la situation particulière de l'Algérie et de l'emploi qui y est fait des condamnés correctionnels sur des chantiers extérieurs, où les évasions peuvent devenir fréquentes, il y a lieu d'allouer une prime fixe pour la capture des détenus de cette catégorie qui se trouveraient en état d'évasion ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. En cas de reprise d'un détenu condamné à un emprisonnement simple de plus d'un an et qui se sera évadé d'un des éta-

⁽¹⁾ 411^e série. Bull. 351, n° 3662.

blissements pénitentiaires de l'Algérie, il sera alloué, en gratification, à tout individu qui aura arrêté et amené ce condamné, une somme de cinquante francs.

2. Toute personne prétendant à cette gratification devra faire établir son droit par un procès-verbal émané de l'autorité locale et constatant l'arrestation, l'interrogation et la détention du condamné. Sur le vu de ce procès-verbal, le préfet du département fera payer immédiatement la gratification à l'ayant droit.

3. Lorsqu'un détenu repris sera conduit directement à la prison d'où il s'est évadé, le greffier comptable de l'établissement pourra être autorisé par le directeur à payer sur sa caisse le montant de la gratification allouée au capteur, sauf régularisation ultérieure par l'autorité préfectorale.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 13,564. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget extraordinaire du Ministère de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, exercice 1865.*

Du 14 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts;

Vu la loi du 8 juin 1864, sur le budget extraordinaire de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre 1864⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de ce budget;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre décret en date du 10 mars 1865⁽³⁾, portant que les funérailles du duc de Morny, président du Corps législatif, seront célébrées aux frais du trésor public;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 13 juin 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1274, n° 13,015.

⁽³⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1865, au chapitre 1^{er} (*Réunion du Louvre aux Tuileries*) du budget extraordinaire du ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, est réduit d'une somme de vingt mille francs (20,000^f).

2. Cette somme sera appliquée à un nouveau chapitre du même budget, même exercice, portant le n° 7 et intitulé : *Funérailles du duc de Morny*.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, et notre ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,

Signé VAILLANT.

N° 13,565. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget extraordinaire du Ministère de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, exercice 1865.

Du 14 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport du ministre de notre Maison et des beaux-arts;

Vu la loi du 8 juin 1864, sur le budget extraordinaire de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre 1864⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de ce budget;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre décret du 29 août 1863⁽³⁾, portant création d'une médaille commémorative de l'expédition du Mexique;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 13 juin 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1865, au chapitre 1^{er} (*Réunion du Louvre aux Tuileries*) du budget extraordinaire du minis-

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1145, n° 11,588.

⁽³⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

rière de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, est réduit d'une somme de soixante-huit mille quatre cents francs (68,400').

2. Cette somme sera appliquée à un nouveau chapitre du même budget, même exercice, portant le n° 6 et intitulé : *Médaille du Mexique*.

3. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, et notre ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Maréchal de France, Ministre de la Maison
de l'Empereur et des beaux-arts,*

Signé VAILLANT.

N° 13,566. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1864, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.

Du 24 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1864;

Vu le décret du 22 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1864;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 27 juin 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1864 (*Budgets ordinaire et extraordinaire*), un crédit de neuf mille huit cent quinze francs trente-six centimes (9,815' 36').

⁽¹⁾ Bull. 1160, n° 11,791.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

Cette somme de neuf mille huit cent quinze francs trente-six centimes (9,815' 36") est répartie de la manière suivante entre les chapitres des budgets ordinaire et extraordinaire ci-après désignés, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XX.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	256' 00"	
— XXI.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.).....	1,000 00	
— XXIII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.).....	630 00	
TOTAL pour le budget ordinaire.....		<u>1,886 00</u>	1,886' 00"

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II.	Lacunes des routes impériales. . . .	4,000' 00"	
— XIII bis.	Travaux de défense des villes contre les inondations.	3,929 36	
TOTAL pour le budget extraordinaire..		<u>7,929 36</u>	7,929 36
SOMME ÉGALE AU MONTANT DU CRÉDIT.....			<u>9,815 36</u>

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 24 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

La Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du département des finances,

Signé J. BAROCHE.

Le Maréchal Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé VAILLANT.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1864.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
	BUDGET ORDINAIRE.	
	CHAPITRE XX.	
	ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)	
Seine-et-Oise.	Arrosage de la route impériale n° 10, entre la pointe de Chaville et la route départementale n° 23.....	256' 00"

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
	CHAPITRE XXI. NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.) (Travaux ordinaires.)	
Maine-et-Loire.	Travaux de défense de l'île de Blaison contre la Loire.....	1,000 ^f 00 ^c
	CHAPITRE XXIII. PORTS MARITIMES, PHARES ET FANAUX. (Travaux ordinaires.)	
Calvados, Loire- Inférieure, Pas- de-Calais, Pyrénées (Basses-).	Indemnités allouées aux officiers et maîtres de port chargés du service des renseignements météorologiques.....	630 00
	BUDGET EXTRAORDINAIRE.	
	CHAPITRE II. LACUNES DES ROUTES IMPÉRIALES.	
Pyrénées (Basses-).	Travaux exécutés pour la route thermale n° 3 bis.....	4,000 00
	CHAPITRE XIII bis. TRAVAUX DE DÉFENSE DES VILLES CONTRE LES INONDATIONS.	
Ardèche...	Travaux de défense de la ville de Tournon contre les inondations.....	3,929 36
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAP. XX.	Routes impériales et ponts. (Travaux ordinaires.).....	256 ^f 00 ^c
— XXI.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.).....	1,000 00
— XXIII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.).....	630 00
	TOTAL pour le budget ordinaire.....	1,886 00
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAP. II.	Lacunes des routes impériales.....	4,000 ^f 00 ^c
— XIII bis.	Travaux de défense des villes contre les inondations.....	3,929 36
	TOTAL pour le budget extraordinaire.....	7,929 36
	TOTAL GÉNÉRAL.....	9,815 36

Approuvé pour être annexé au décret du 24 juillet 1865, enregistré sous le n° 589.

*Le Maréchal Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,
chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et
des travaux publics,*

Signé VAILLANT.

N° 13,567. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1865, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.

Du 24 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1865;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 10 juillet 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1865 (*Budgets ordinaire et extraordinaire*), un crédit de deux millions deux cent soixante et dix-sept mille huit cent vingt-deux francs quinze centimes (2,277,822^f 15^c).

Cette somme de deux millions deux cent soixante et dix-sept mille huit cent vingt-deux francs quinze centimes (2,277,822^f 15^c) est répartie de la manière suivante entre les chapitres des budgets ordinaire et extraordinaire ci-après désignés, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XX.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	235,000 ^f 00 ^c	
— XXI.	Navigation intérieure. (Rivières.) (Travaux ordinaires.).....	48,537 80	
— XXIII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.).....	24,233 24	
TOTAL pour le budget ordinaire.		<u>307,771 04</u>	307,771 ^f 04 ^c

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. III.	Rectification des routes impériales.	10,000 ^f 00 ^c	
— X.	Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes.....	50,000 00	
— XIII bis.	Travaux de défense des villes contre les inondations	310,051 11	
— XIV.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	<u>1,600,000 00</u>	
TOTAL pour le budget extraordinaire.		<u>1,970,051 11</u>	1,970,051 11
SOMME ÉGALE au montant du crédit...		<u>2,277,822 15</u>	

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 24 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du département des finances,

Signé J. BAROCHÉ.

Le Maréchal Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé VAILLANT.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1865.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAPITRE XX.		
ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)		
Ardèche...	Amélioration de la route impériale n° 104, dans la traverse de Privas.....	4,000 00
Calvados...	Amélioration de la route n° 180, dans la rue Saint-Léonard, à Honfleur.....	2,000 00
Saône (Haut-).	Amélioration de la route n° 83, de Lyon à Strasbourg, dans la traverse d'Héricourt.....	3,000 00
Seine.....	Amélioration de la route impériale n° 19, de Paris à Bâle, entre les fortifications de Paris et la route départementale n° 52.....	20,000 00
	Construction d'un égout collecteur destiné à l'amélioration de la route impériale n° 1 et à l'assainissement de la plaine de Saint-Denis.....	200,000 00
Somme...	Remaniement de la chaussée pavée de la route impériale n° 36, dans la rue Gresset et dans le faubourg de Hem, à Amiens.	6,000 00
	TOTAL du chapitre XX.....	235,000 00
CHAPITRE XXI.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.)		
(Travaux ordinaires.)		
Bouches-du-Rhône.	Construction, sur la rive gauche de la Durance, de l'épi dit de la Cadière.....	2,802 41
Gironde...	Travaux de réparation de la chaussée de la digue de la Souys, au port de Collines, sur la rive droite de la Garonne.....	3,600 00
	Construction du port de Cadillac sur la Garonne.....	3,333 35
Loire-Inférieure.	Construction du bas-port de la Madeleine, à Nantes.....	13,902 04

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDs SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
Mayenne..	Établissement de garde-corps longeant le chemin de halage du quai de l'impératrice.....	4,900 ⁰⁰
Rhin (Bas-)	Travaux d'amélioration sur le Rhin.....	6,000 00
Rhin (Haut-)	Exhaussement et fortification des digues du Rhin.....	5,000 00
Seine-et-Oise.	Amélioration du port de Marly, sur la Seine.....	9,000 00
	TOTAL du chapitre XXI.....	48,537 80
CHAPITRE XXIII.		
PORTS MARITIMES, PHARES ET FANAUX. (Travaux ordinaires.)		
Côtes-du-Nord.	Agrandissement du dépôt d'amendements marins établi aux abords de la baie de Bréhu.....	2,066 66
	Amélioration du port de Régneville.....	1,500 00
Manche...	Travaux de défense de l'anse Sainte-Anne.....	2,500 00
	Construction d'une cale de radoub au port de Saint-Vaast.....	8,333 33
Pas-de-Calais.	Travaux de la digue de Sangatte.....	8,333 25
	Réparation des avaries causées au môle de la jetée de l'est du port de Calais par le bateau le <i>John-Penn</i>	1,500 00
	TOTAL du chapitre XXIII.....	24,233 24
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAPITRE III.		
RECTIFICATION DES ROUTES IMPÉRIALES.		
Loiret.....	Rectification de la route impériale n° 65, dans la traversée de Bonny-sur-Loire.....	10,000 00
CHAPITRE X.		
TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET D'ACHÈVEMENT DES PORTS MARITIMES.		
Charente-Inférieure.	Construction d'un bassin à flot au port de Rochefort.....	50,000 00
CHAPITRE XIII bis.		
TRAVAUX DE DÉPENSE DES VILLES CONTRE LES INONDATIONS.		
Ardèche...	Construction d'un grand barrage sur la rivière de TERNAY.....	150,000 00
Bouches-du-Rhône.	Travaux de défense de la ville d'Arles contre le Rhône.....	94,000 00
Drôme....	Travaux de défense de la ville de Tain.....	11,750 00
Nièvre....	Travaux de défense de Nevers contre les inondations de la Loire.....	54,301 11
	TOTAL du chapitre XIII bis.....	310,051 11
CHAPITRE XIV.		
ÉTABLISSEMENT DE GRANDES LIGNES DE CHEMINS DE FER.		
Seine.....	Travaux de construction du pont sur la Seine, au Point-du-Jour, pour le passage du chemin de fer de Ceinture (rive gauche).....	300,000 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
Divers départements.	Travaux de construction des chemins de fer de Caen à Fiers, de Mayenne à Laval et de Louviers à la ligne de Rouen.	500,000 ^f 00 ^c
Pyénées-Orientales.	Travaux de construction du chemin de fer de Perpignan à Port-Vendres	800,000 00
	TOTAL du chapitre XIV.....	1,600,000 00
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAP. XX.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.)	335,00 ^f 000 ^c
— XXI.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.)	48,537 80
— XXIII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.)	24,233 24
	TOTAL pour le budget ordinaire...	307,771 04 307,771 ^f 04 ^c
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAP. III.	Rectification des routes impériales..	10,000 ^f 00 ^c
— X.	Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes.....	50,000 00
— XIII bis.	Travaux de défense des villes contre les inondations	310,051 11
— XIV.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	1,600,000 00
	TOTAL pour le budget extraordinaire..	1,970,051 11 1,970,051 11
	TOTAL GÉNÉRAL.....	2,277,822 15

Approuvé pour être annexé au décret du 24 juillet 1865, enregistré sous le n° 590.

*Le Maréchal Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,
chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et
des travaux publics,*

Signé VAILLANT.

N° 13,568. — DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs de la deuxième circonscription du département des Landes, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.

Du 25 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur:

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾;

Attendu la promotion de M. Corta, député de la deuxième circonscription du département des Landes, à la dignité de sénateur,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la deuxième circonscription du département des Landes sont convoqués pour les 19 et 20 août, à l'effet d'élire un député.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 25 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,569. — DÉCRET IMPÉRIAL qui établit à Schweyen et à Walschbronn (Moselle) des Bureaux de vérification pour la sortie des Boissons expédiées à l'étranger en franchise des Droits de circulation et de consommation.

Du 31 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816, sur les boissons, et les articles 2 et 3 de l'ordonnance du 11 juin de la même année ⁽²⁾;

Vu les tableaux des points de sortie pour l'exportation des boissons, annexés à l'ordonnance du 28 décembre 1828 ⁽³⁾, ainsi que les modifications qui y ont été apportées par les ordonnances, les arrêtés et les décrets subséquents;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera établi à Schweyen et à Walschbronn (Moselle) des bureaux de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, aux termes des articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637. ⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 273, n° 10,523.

⁽³⁾ VII^e série, Bull. 93, n° 811.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 31 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du département des finances,*

Signé J. BAROCHE.

N° 13,570. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Somme n° 11, d'Amiens à Sénarpont, dans la traverse d'Hornoy, conformément aux lignes rouges d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 13 Mai 1865.*)

N° 13,571. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant ce qui suit :

1° Le proviseur du lycée Louis-le-Grand est autorisé à accepter, au nom de cet établissement, la donation qui lui a été faite par M. et M^{me} Thévenin de deux inscriptions de rente trois pour cent, d'une valeur ensemble de vingt-cinq francs, destinées à la fondation d'un prix annuel pour l'élève de la classe de cinquième qui aura obtenu le premier prix d'histoire et de géographie.

Ce prix portera le nom de feu Évariste Thévenin et sera mentionné sous ce titre au *palmarès*.

2° Les rentes faisant l'objet de cette fondation seront immatriculées au nom du lycée Louis-le-Grand, pour les arrérages être employés conformément aux intentions des donateurs. (*Paris, 19 Juin 1865.*)

N° 13,572. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet du Morbihan est autorisé à concéder au sieur Aléno une portion du domaine public maritime de trois cent trente-huit mètres carrés soixante-quatre centimètres carrés (338^m 0064), située sur le terri-

toire de la commune de Plémeur (Morbihan) et désignée sur le plan des 24 octobre-5 novembre 1864 par des lignes rouges.

2. Cette concession est faite pour le prix de soixante-sept francs soixante et treize centimes (67^f 73^c), sous les conditions énoncées dans les articles 11 et suivants du cahier des charges de la vente de biens de l'État.

3. Le terrain concédé devra être mis hors de l'atteinte des eaux dans le délai d'un an, à dater du contrat qui sera dressé.

4. Tous les frais relatifs à la concession seront à la charge du concessionnaire. (*Paris, 21 Juin 1865.*)

N° 13,573. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Auriol (Pierre-Eugène-Armand)*, banquier, né le 25 septembre 1837, à Rochefort (Charente-Inférieure), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Roy-Bry*, et à s'appeler, à l'avenir, *Auriol-Roy-Bry*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 14 Juillet 1865.*)

N° 13,574. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui affecte au service du département de la guerre, sous la condition d'y exécuter divers travaux d'assainissement, la partie de la Lône de la Vitriolerie située à Lyon (Rhône), au sud du chemin de fer de la Méditerranée, telle qu'elle est délimitée par un liseré carmin sur un plan dressé, le 14 mars 1865, par l'ingénieur en chef du service spécial du Rhône, et ci-annexé, ainsi que deux parcelles de terrain domanial faisant enclave dans cette portion de Lône et teintées en jaune sur le même plan. (*Paris, 18 Juillet 1865.*)

N° 13,575. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Grossot-Devercy (Albert)*, courtier d'assurances, né le 30 janvier 1840, à Paris, y demeurant, est autorisé à substituer à son nom patronymique celui de *Cohin*.

2° M. *Roze (Louis-Antoine-Nicolas)*, lieutenant-colonel du génie, attaché au ministère de la guerre, né à Sens (Yonne), le 30 septembre 1807, demeurant à Paris,

Et M. *Roze (Louis-Antoine-Victor)*, né le 28 juillet 1844, à Paris, y demeurant, sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Prunay de Chambouzon*, et à s'appeler, à l'avenir, *Roze-Prunay de Chambouzon*.

3° M^{me} *Mercoyrol de Beaulieu (Victoire-Elisabeth-Adèle)*, veuve de *Couty de la Pommerais (Jean-Baptiste-Alphonse-Alexandre)*, née à Viviers (Ardèche), le 26 mars 1824, y demeurant,

Et son fils mineur,

Couty de la Pommerais (René-Pierre-Clair-Alexandre), né à Versailles (Seine-et-Oise), le 5 avril 1863,

Sont autorisés à substituer au nom patronymique de leur mari et père celui de *de Noal*, et à s'appeler, à l'avenir, *de Noal* au lieu de *Conty de la Pommerais*.

2° Les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Plombières, 31 Juillet 1865.*)

Errata. Bulletin des lois n° 1318, contenant le décret du 22 juillet 1865, qui autorise un virement de crédits au budget du ministère des affaires étrangères, exercice 1865, page 231, trente-huitième, trente-neuvième et quarantième lignes, au lieu de :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé **ACHILLE FOULD.**

Lisez :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé, par intérim, du département des finances,*

Signé **J. BAROCHE.**



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Août 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1323.

N° 13,576. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de l'Acte d'Accession de la Turquie au Traité signé à Londres, le 29 mars 1864, pour l'union des Îles Ioniennes au Royaume de Grèce.*

Du 26 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Acte d'accession de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans au Traité signé à Londres, le 29 mars 1864⁽¹⁾, pour l'union des îles Ioniennes au Royaume de Grèce, et d'acceptation de cette accession par les quatre Puissances signataires dudit Traité, ayant été signé à Constantinople, le 8 avril 1865, et les ratifications de cette accession ayant été échangées le 15 juin 1865, ledit Acte, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

AU NOM DE DIEU TOUT-POISSANT.

Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Empereur de toutes les Russies, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Hellènes, de l'autre part, ayant conclu entre elles, le 29 mars 1864, un Traité pour l'union des îles Ioniennes au Royaume de Grèce, et Leursdites Majestés, vu l'Acte en date du 24 avril 1819, par lequel la Sublime Porte-Ottomane a reconnu le protectorat de la Grande-Bretagne sur les îles Ioniennes, ayant proposé à Sa Majesté Impériale le Sultan d'accéder au susdit Traité, et Sa Majesté Impériale ayant accepté cette proposition, les plénipotentiaires des Hautes Puissances, savoir :

De la part de Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Lionel*, marquis de *Moustier*, grand officier de l'ordre impérial de la Légion

⁽¹⁾ Bull. 1198, n° 12,234.

d'honneur, grand cordon de l'ordre impérial de l'Osmanîé, grand-croix de l'ordre de Saint-Étienne d'Autriche, grand-croix de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, etc. etc. etc., son ambassadeur près la Sublime Porte-Ottomane;

De la part de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'honorable *William Stuart*, son chargé d'affaires près la Sublime Porte-Ottomane;

De la part de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur *Nicolas Ignatieff*, général-major et aide de camp général de Sa Majesté Impériale, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sublime Porte-Ottomane, chevalier grand-croix des ordres impériaux de Saint-Wladimir de la seconde classe, de Sainte-Anne de la première classe avec la couronne impériale et de Saint-Stanislas de la première classe, grand officier de l'ordre de la Légion d'honneur, grand commandeur de l'ordre du Sauveur de Grèce, décoré de l'ordre du Medjidié de la première classe et de plusieurs autres ordres étrangers, etc. etc. etc.;

De la part de Sa Majesté le Roi des Hellènes, le sieur *Pierre Délyanni*, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la Sublime Porte-Ottomane, commandeur de son ordre royal du Sauveur, décoré du Nichan-Istihar en brillants de première classe de Sa Majesté le Sultan, grand-croix de l'ordre de Sainte-Anne de Russie, grand cordon de l'ordre des saints Maurice et Lazare d'Italie, grand cordon vert du Lion et du Soleil de Perse, grand commandeur des ordres du Danebrog de Danemark, de Charles III d'Espagne, du Lion-Néerlandais des Pays-Bas, des Guelphes de Hanovre, du Christ de Portugal et de l'Étoile-Polaire de Suède, commandeur de la Légion d'honneur et de l'ordre du Mérite de Saxe, chevalier des ordres de la Couronne de fer d'Autriche, de l'Aigle-Rouge de Prusse, de Léopold de Belgique, etc. etc. etc.;

Et de la part de Sa Majesté Impériale le Sultan, Son Altesse *Mouhammed Emin Aali Pacha*, son ministre des affaires étrangères, décoré des ordres impériaux de l'Osmanîé, du Medjidié et du Mérite de première classe, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, de Saint-Étienne d'Autriche, de l'Aigle-Noir de Prusse, de Saint-Alexandre-Newski de Russie et de plusieurs autres ordres étrangers, etc. etc. etc.,

Se sont réunis afin de constater en due forme l'accession de Sa Majesté Impériale le Sultan et l'acceptation de cette accession par les quatre Cours signataires du Traité.

En conséquence, le plénipotentiaire de Sa Majesté le Sultan, déclare, en vertu de ses pleins pouvoirs, que la Sublime Porte accède formellement au susdit Traité signé à Londres, le 29 mars 1864, entre Leurs Majestés l'Empereur des Français, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Empereur de toutes les Russies, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Hellènes, de l'autre

part, pour l'union des îles Ioniennes au royaume de Grèce, duquel Traité la teneur suit mot à mot :

• Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande a fait connaître à l'Assemblée législative des États-Unis des îles Ioniennes, qu'en vue de réunir éventuellement ces îles au Royaume de Grèce, elle était prête, si le Parlement ionien exprimait le vœu, à faire abandon du protectorat de ces îles, confié à Sa Majesté par le Traité conclu à Paris, le 5 novembre 1815, entre les Cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de Prusse et de Russie. Ce vœu ayant été manifesté par un vote de ladite Assemblée législative, rendu à l'unanimité des voix, le 7-19 octobre 1863, Sa Majesté Britannique a consenti par l'article 1^{er} du Traité conclu, le 14 novembre 1863, entre Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, à renoncer audit protectorat, sous de certaines conditions spécifiées dans le Traité précité et définies, depuis lors, par les Protocoles subséquents.

• De leur côté, Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies ont consenti, par le même article et sous les mêmes conditions, à accepter cette renonciation et à reconnaître, conjointement avec Sa Majesté Britannique, l'union de ces îles au Royaume de Grèce.

• En vertu de l'article 5 du Traité signé à Londres, le 13 juillet 1863, il a été convenu, en outre, d'un commun accord, entre Sa Majesté Britannique et Leurs Majestés l'Empereur des Français et l'Empereur de toutes les Russies, que les îles Ioniennes, lorsque leur réunion au Royaume de Grèce aurait été effectuée, comme l'article 4 du même Traité l'a prévu, seraient comprises dans la garantie stipulée en faveur de la Grèce par les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, en vertu de la Convention signée à Londres, le 7 mai 1832.

• En conséquence, d'accord avec les stipulations du Traité du 13 juillet 1863, et conformément aux termes de l'article 6 du Traité du 14 novembre 1863, par lequel les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, en leur qualité de Puissances garantes du Royaume de Grèce, se sont réservé de conclure un Traité avec le Gouvernement hellénique sur les arrangements que pourra nécessiter la réunion des îles Ioniennes à la Grèce, Leursdites Majestés ont résolu de procéder à négocier avec Sa Majesté le Roi des Hellènes un Traité à l'effet de mettre à exécution les stipulations ci-dessus mentionnées.

• Sa Majesté le Roi des Hellènes ayant donné son assentiment à la conclusion de ce Traité, Leursdites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

• Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur *Godefroy-Bernard-Henri-Alphonse*, prince de la Tour d'Auvergne-Lauraguais, ambassa-

• deux extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique,
• grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-
• croix de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, grand-croix de l'ordre
• des saints Maurice et Lazare, etc. etc. etc.;

• Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et
• d'Irlande, le très-honorable *Jean*, comte *Russel*, vicomte *Amberley*
• de *Amberley Ardsalla*, pair du Royaume-Uni, chevalier du très-
• noble ordre de la Jarretière, conseiller de Sa Majesté Britannique
• en son conseil privé, son principal secrétaire d'État pour les affaires
• étrangères;

• Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur *Philippe*,
• baron de *Brannow*, son conseiller privé actuel, ambassadeur ex-
• traordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique,
• chevalier des ordres de Russie, grand-croix de l'ordre impérial
• de la Légion d'honneur et grand-croix de l'ordre du Sauveur de
• Grèce, etc. etc. etc.;

• Et Sa Majesté le Roi des Hellènes, le sieur *Charilaüs S. Tricoupi*,
• représentant à l'Assemblée nationale des Hellènes, etc. etc. etc.;

• Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en
• bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

• Art. 1^{er}. Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bre-
• tagne et d'Irlande, désirant réaliser le vœu que l'Assemblée législa-
• tive des États-Unis des îles Ioniennes a exprimé de voir ces îles
• réunies à la Grèce, a consenti, sous les conditions spécifiées ci-après,
• à renoncer au protectorat des îles de Corfou, Céphalonie, Zante,
• Sainte-Maure, Ithaque, Cerigo et Paxo, avec leurs dépendances,
• lesquelles, en vertu du Traité signé à Paris, le 5 novembre 1815,
• par les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de
• Prusse et de Russie, ont été constituées en un seul État libre et
• indépendant, sous la dénomination d'*États-Unis des îles Ioniennes*,
• placé sous la protection immédiate et exclusive de Sa Majesté le
• Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ses héri-
• tiers et successeurs.

• En conséquence, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Ma-
• jesté Britannique et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies,
• en leur qualité de signataires de la Convention du 7 mai 1832, re-
• connaissent cette union et déclarent que la Grèce, dans les limites
• déterminées par l'Arrangement conclu à Constantinople entre les
• Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, avec la
• Porte-Ottomane, le 21 juillet 1832, y compris les îles Ioniennes,
• formera un État monarchique indépendant et constitutionnel, sous
• la souveraineté de Sa Majesté le Roi *Georges* et sous la garantie des
• trois Cours.

• Art. 2. Les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie,
• en leur qualité de Puissances garantes de la Grèce, déclarent, avec
• l'assentiment des Cours d'Autriche et de Prusse, que les îles de

• Corfou et de Paxo, ainsi que leurs dépendances, après leur réunion au Royaume Hellénique, jouiront des avantages d'une neutralité perpétuelle.

• Sa Majesté le Roi des Hellènes s'engage, de son côté, à maintenir cette neutralité.

• Art. 3. La réunion des îles Ioniennes au Royaume Hellénique n'apportera aucun changement aux avantages concédés au commerce et à la navigation étrangers, en vertu de Traités et de Conventions conclus par les Puissances étrangères avec Sa Majesté Britannique, en sa qualité de Protectrice des îles Ioniennes.

• Tous les engagements qui résultent desdites transactions ainsi que des règlements y relatifs, actuellement en vigueur, seront maintenus et strictement observés comme par le passé.

• En conséquence, il est expressément entendu que les bâtiments et le commerce étrangers dans les ports ioniens, de même que la navigation entre les ports ioniens et ceux de la Grèce, continueront à être soumis au même traitement et placés dans les mêmes conditions qu'avant la réunion des îles Ioniennes à la Grèce, et cela jusqu'à la conclusion de nouvelles conventions formelles ou d'arrangements destinés à régler entre les Parties intéressées les questions de commerce, de navigation, ainsi que celles du service régulier des communications postales.

• Ces nouvelles Conventions seront conclues dans le délai de quinze ans, ou plus tôt si faire se peut.

• Art. 4. La réunion des États-Unis des îles Ioniennes au Royaume de Grèce n'invalidera en rien les principes établis par la législation existante de ces îles, en matière de liberté du culte et de tolérance religieuse; conséquemment les droits et immunités consacrés en matière de religion par les chapitres 1 et v de la Charte constitutionnelle des États-Unis des îles Ioniennes, et spécialement la reconnaissance de l'église grecque orthodoxe comme religion dominante dans ces îles, l'entière liberté du culte accordée à l'église de l'État de la Puissance protectrice, et la parfaite tolérance promise aux autres communions chrétiennes, seront maintenus, après l'union, dans toute leur force et valeur.

• La protection spéciale garantie à l'Église catholique romaine, ainsi que les avantages dont elle est présentement en possession, seront également maintenus, et les sujets appartenant à cette communion jouiront dans les îles Ioniennes de la même liberté de culte qui leur a été reconnue en Grèce par le Protocole du 3 février 1830.

• Le principe de l'entière égalité civile et politique entre les sujets appartenant aux divers rites, consacré en Grèce par le même Protocole, sera pareillement en vigueur dans les îles Ioniennes.

• Art. 5. L'Assemblée législative des États-Unis des îles Ioniennes a décrété, par une résolution rendue le 7-19 octobre 1863, que la somme de dix mille livres sterling par an serait affectée, en paiements mensuels, à l'augmentation de la liste civile de Sa Majesté le Roi des Hellènes, de manière à constituer la première charge à prélever sur

« la recette des îles Ioniennes, à moins qu'il ne soit pourvu à ce paiement; suivant les formes constitutionnelles, sur les revenus du Royaume de Grèce.

« En conséquence, Sa Majesté le Roi des Hellènes s'engage à mettre ce décret dûment à exécution.

« Art. 6. Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies sont convenus de faire abandon, en faveur de Sa Majesté le Roi *Georges I^{er}*, chacune de quatre mille livres sterling par an, sur les sommes que le trésor grec s'est engagé à payer annuellement à chacune d'elles, en vertu de l'Arrangement conclu à Athènes par le Gouvernement grec, avec le concours des Chambres grecques, au mois de juin 1860.

« Il est expressément entendu que ces trois sommes, formant un total de douze mille livres sterling annuellement, seront destinées à constituer une dotation personnelle de Sa Majesté le Roi *Georges I^{er}*, en sus de la liste civile fixée par la loi de l'État. L'avènement de Sa Majesté au trône hellénique n'apportera d'ailleurs aucun changement aux engagements financiers que la Grèce a contractés par l'article 12 de la Convention du 7 mai 1832, envers les Puissances garantes de l'emprunt, ni à l'exécution de l'engagement pris par le Gouvernement hellénique, au mois de juin 1860, sur la présentation des trois Cours.

« Art. 7. Sa Majesté le Roi des Hellènes s'engage à prendre à sa charge tous les engagements et contrats légalement conclus par le Gouvernement des États-Unis des îles Ioniennes, ou en leur nom, par la Puissance protectrice de ces îles, conformément à la Constitution des îles Ioniennes, soit avec des Gouvernements étrangers, soit avec des compagnies et associations, soit avec des individus privés, et promet de remplir lesdits engagements et contrats dans toute leur étendue, comme s'ils avaient été conclus par Sa Majesté ou par le Gouvernement hellénique.

« Dans cette catégorie se trouvent spécialement compris : la dette publique des îles Ioniennes, les privilèges concédés à la banque ionienne, à la compagnie maritime connue sous le nom de *Lloyds autrichien*, conformément à la Convention postale du 1^{er} décembre 1853, et à la compagnie de gaz de Malte et de la Méditerranée.

« Art. 8. Sa Majesté le Roi des Hellènes promet de prendre à sa charge :

« 1^o Les pensions accordées à des sujets britanniques par le Gouvernement ionien, conformément aux règles établies aux îles Ioniennes en matière de pensions;

« 2^o Les indemnités dues à certains individus actuellement au service du Gouvernement ionien, lesquels perdront leurs emplois par suite de l'union des îles à la Grèce;

« 3^o Les pensions dont plusieurs sujets ioniens jouissent, en rémunération de services rendus au Gouvernement ionien.

« Une Convention spéciale conclue entre Sa Majesté Britannique

« et Sa Majesté le Roi des Hellènes déterminera le chiffre de ces différentes allocations et réglera le mode de leur payement.

• Art. 9. Les autorités civiles et les forces militaires de Sa Majesté Britannique seront retirées du territoire des États-Unis des Îles Ioniennes dans l'espace de trois mois, ou plus tôt si faire se peut, après la ratification du présent Traité.

• Art. 10. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

• En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

• Fait à Londres, le 29 Mars, l'an de grâce 1864.

- (L. S.) Signé LA TOUR D'Auvergne. (L. S.) Signé CH. TRICOUPI.
- (L. S.) Signé RUSSEL.
- (L. S.) Signé BRUNNOW.

Les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Russie et de Grèce, en vertu de leurs pleins pouvoirs, acceptent formellement, au nom de leurs Cours respectives, l'adite accession de la Sublime Porte-Ottomane.

Le présent Acte d'accession et d'acceptation sera ratifié et les actes de ratification en seront échangés à Constantinople, dans l'espace de deux mois, à partir de ce jour, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

• Fait à Constantinople, le 8 Avril de l'an de grâce 1865.

- (L. S.) Signé MOUSTIER.
- (L. S.) Signé WILLIAM STUART.
- (L. S.) Signé N. IGNATIEFF.
- (L. S.) Signé P. DÉLYANNI.
- (L. S.) Signé AALI.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 26 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCH.

Signé DROUIN DE LÉHYS.

N° 13,577. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention conclue, le 24 avril 1865, entre la France et le Wurtemberg, pour la garantie réciproque de la propriété des Œuvres d'esprit et d'art.*

Du 29 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention relative à la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art ayant été conclue, le 24 avril 1865, entre la France et le Wurtemberg, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 26 juillet 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi de Wurtemberg, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Édouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et Sa Majesté le Roi de Wurtemberg M. *Jean-Auguste*, baron de *Waechter*, son conseiller d'État et chambellan, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français, commandeur de l'ordre de la Couronne de Wurtemberg, grand-croix de l'ordre de Frédéric, etc. etc. etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États, réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits

que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le Pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le Pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre Pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux Pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du Pays où elles sont imprimées.

3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article 1^{er}, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux Pays, à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque Pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le Pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie, au ministère de l'intérieur, et légalisé par la mission de Wurtemberg à Paris; pour les ouvrages publiés dans le Royaume de Wurtemberg, il sera délivré par le ministère de l'intérieur et légalisé par la mission de France à Stuttgart.

4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois, dans l'un des deux Pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux Pays jouira, pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication dans l'autre Pays de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes :

1° Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction ;

2° Ladite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et, en totalité, dans un délai de trois ans, à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume. Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq années assigné par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter sa traduction dans un délai de six mois, à partir de la publication ou de la représentation de l'ouvrage original dans l'un des deux Pays.

7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1^{er} aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre Pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés comme reproductions illicites.

8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc. jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux Pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents,

la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre Pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

12. Les deux Gouvernements prendront, par voie de règlements d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication, à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux Pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs wurtembergeois ou français et constituant une reproduction non autorisée de modèles wurtembergeois ou français. Toutefois, ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

Livres en toute langue,

Estampes,

Gravures,

Lithographies et photographies,

Cartes géographiques ou marines,

Musique,

Planches gravées en cuivre, acier ou bois, et pierres lithographiques couvertes de dessins, gravures ou écritures, destinées à l'impression sur papier,

Tableaux et dessins,

seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

14. Les livres d'importation licite venant de Wurtemberg seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus,

Béhobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio,

Sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

En Wurtemberg, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douanes du Zollverein.

15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier, dans l'un des deux Pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre Pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés, dans l'un ou l'autre Pays, postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

17. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé à tout État qui appartient actuellement ou qui appartiendra par la suite au Zollverein.

Cette accession pourra se faire par un échange de déclarations entre les États contractants et la France.

18. La présente Convention sera mise en vigueur le 1^{er} juillet de la présente année.

Elle aura la même durée que les Traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862 ⁽¹⁾, entre la France et les États du Zollverein.

19. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans un délai de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 24 Avri 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé WAECHTER.

⁽¹⁾ Bull. 1285, n^{os} 13,122 et 13,123.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 29 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :

La Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROUIN DE LHOYS.

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,578. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 7, de Paris à Antibes et en Italie, aux abords et dans la traverse de Montargis (Loiret), suivant la direction générale figurée en rouge entre les points B' et D d'un plan qui restera annexé au présent décret.

Est et demeure classée comme annexe de la route impériale n° 7 la voie à ouvrir entre les points O et B du même plan.

Est et demeure classée comme prolongement de la route départementale n° 8, d'Orléans à Joigny, la partie abandonnée de la route impériale n° 7 comprise entre les points B' et C du plan.

Est et demeure incorporée à la route impériale n° 60, de Nancy à Orléans, la partie abandonnée de la route impériale n° 7 comprise entre les points C et D du plan.

2° L'État contribuera à la dépense de ces opérations pour une somme fixe de cent quatre-vingt mille francs. Le surplus de la dépense, quel qu'en soit le montant effectif, restera à la charge de la ville de Montargis.

La subvention de l'État sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux rectifications des routes impériales par le budget ordinaire des travaux publics.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir de sa promulgation. (Paris, 6 Mai 1865.)

N° 13,579. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé pour la perception des droits de péage au bac à vapeur de la Tremblade, établi sur la Seudre, dans le département de la Charente-Inférieure.

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents, tels qu'ils sont énumérés au tarif annexé au présent décret, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (Paris, 8 Juin 1865.)

Tarif des droits à percevoir au passage du bac à vapeur de la Tremblade, établi sur la Seudre, dans le département de la Charente-Inférieure.

ART. 1^{er}. Voyageurs (par tête), trente-cinq centimes, ci. 0 35

Au-dessous de cinq ans, les enfants ne payent pas ; de cinq à huit ans, ils payent demi-place, à la condition d'être accompagnés.

Chaque voyageur a droit, sans supplément de prix, au transport de trente kilogrammes de bagages. Les enfants payant demi-place n'ont droit qu'à quinze kilogrammes.

Les bagages pesant plus de trente kilogrammes devront être transportés en même temps que les voyageurs, mais à la condition de payer un supplément ainsi réglé :

De zéro kilogramme à dix kilogrammes, cinq centimes, ci. 0 05

De onze kilogrammes à vingt kilogrammes, dix centimes, ci. 0 10

De vingt et un kilogrammes à cent kilogrammes, vingt centimes, ci. 0 20

Au delà de ce poids, les bagages seront considérés comme marchandises.

Chiens (par tête), dix centimes, ci. 0 10

Bestiaux (par tête) :

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait, un franc, ci. 1 00

Anes, ânesses, génisses, soixante centimes, ci. 0 60

Veaux, trente centimes, ci. 0 30

Porcs gras, cinquante centimes, ci. 0 50

Moutons, brebis, boucs, chèvres, agneaux, cochons de lait, vingt centimes, ci. 0 20

Voitures et matériel roulant (par pièce) :

Voiture suspendue à deux roues, un franc, ci. 1 00

Voiture suspendue à quatre roues, deux francs, ci. 2 00

Charrette ou tombereau à deux roues et un cheval, un franc, ci. 1 00

Charrette ou tombereau à deux roues et deux chevaux, un franc soixante centimes, ci. 1 60

Charrette ou tombereau à deux roues et trois chevaux, deux francs cinquante centimes, ci. 2 50

Chariot à quatre roues et un cheval, un franc vingt centimes, ci. 1 20

Chariot à quatre roues et deux chevaux, deux francs, ci. 2 00

Chariot à quatre roues et trois chevaux, deux francs soixante et dix centimes, ci. 2 70

Voitures, charrettes ou chariots trainés par un âne ou à bras, soixante et dix centimes, ci. 0 70

Les droits ci-dessus sont indépendants de ceux qui peuvent être dus pour les personnes, les atelages et les marchandises.

Marchandises (par tonne de mille kilogrammes) :

Les fractions de poids ne sont comptées que par centième de tonne, ou dix kilogrammes, et toute fraction de dix kilogrammes est comptée pour dix kilogrammes.

Première classe. Huîtres, poissons frais, spiritueux, huiles, bois de menuiserie, produits chimiques, œufs, viande fraîche, gibier, sucre, café, épices, tissus, denrées coloniales, objets manufacturés, armes, quatre francs, ci. 4 00

Deuxième classe. Blés, graines, farines, légumes, riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées ; chaux et plâtres, charbon de bois, bois à brûler, bois de charpente, marbres, albâtres, bitumes, cotons,

laines, vins, vinaigres, boissons, bières, coke, fers, cuivre, plombs et autres métaux ouvrés ou non ouvrés, fontes moulées, trois francs, ci. . . . 3' 00"
 Troisième classe. Houille, marne, cendre, fumier, engrais, pierres à chaux et à plâtre, pavés et matériaux employés sur les routes, pierres de taille et produits de carrières, ciments, minerais de fer et autres, fontes brutes, sels, moellons, meuliers, cailloux, sable, argile, briques et ardoises, deux francs cinquante centimes, ci. 2 50

Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés seront rangés, pour les droits à percevoir, dans la classe avec laquelle ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de première classe.

Les prix déterminés au tarif ne sont point applicables :

- 1° A des masses indivisibles pesant plus de deux mille kilogrammes ;
- 2° Aux objets qui, sous un mètre cube, ne pèsent pas deux cents kilogrammes ;
- 3° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux ;
- 4° Aux animaux non accompagnés de conducteurs ;
- 5° A l'or et à l'argent, au mercure, au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs.

L'entrepreneur ne sera pas obligé de transporter les objets ci-dessus désignés.

Les prix du tarif ne sont point applicables non plus à un colis isolé pesant moins de quarante kilogrammes et l'entrepreneur pourra percevoir pour ce colis, quel que soit son poids, vingt centimes (20').

Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur établi sur la rive de contre-halage, dans les temps de débâcle et lorsque la rivière charriera des glaces et des glaçons.

Les bateaux ne pourront jamais être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'à la ligne de flottaison tracée en rouge sur leurs flancs.

2. Sont exempts des droits de péage :

Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes ; les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques ; les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux ; les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi, les facteurs ruraux, les gardes champêtres, les inspecteurs de la marine, officiers du commissariat, commis et écrivains de la marine, syndics des gens de mer, gardes maritimes, inspecteurs des pêches, prud'hommes pêcheurs et gardes jurés des pêches, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions ;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants ;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs ;

Les mailles-poste, les courriers et les estafettes du Gouvernement ;

Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent ; les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'armée, des équipages des troupes et des militaires malades ; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs ;

Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie, et les voitures et chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service ;

Les gardes nationaux marchant en détachement ou isolément, pour le service public, mais à la même condition;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps qui sera d'une demi-heure.

Il devra passer sans aucun délai les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Toute autre personne qui voudra passer isolément et sans attendre ce laps de temps payera un droit triple de celui indiqué ci-dessus.

Le fermier sera tenu de passer, lorsque son bateau sera sous vapeur, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, les ministres des différents cultes reconnus par l'Etat, et leurs assistants; les gardes champêtres, les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire; les inspecteurs de la marine, officiers du commissariat, commis et écrivains de la marine, syndics des gens de mer, gardes maritimes, inspecteurs des pêches, prud'hommes pêcheurs et gardes jurés des pêches.



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Août 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1324.

N° 13,580. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui prescrit la publication de la Déclaration relative à l'établissement des Suisses en Algérie et dans les Colonies françaises, signée, le 24 juillet 1865, entre la France et la Suisse.*

Du 26 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration relative à l'établissement des Suisses en Algérie et dans les colonies françaises ayant été signée, le 24 juillet 1865, par notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Paris, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au Bulletin des lois.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de la Confédération suisse, désirant assurer aux Suisses, tant en Algérie que dans les colonies françaises, le bénéfice du Traité d'établissement conclu, le 30 juin 1864⁽¹⁾, entre les deux Pays, les dispositions suivantes ont été arrêtées d'un commun accord :

1° Les stipulations du Traité d'établissement du 30 juin 1864 sont étendues aux Suisses établis ou qui s'établiront, soit en Algérie, soit dans les colonies françaises;

2° Toutefois, attendu la situation spéciale où se trouve l'Algérie, le Gouvernement de la Confédération suisse ne s'opposera pas à ce que les citoyens suisses qui y sont établis prennent les armes dans les cas urgents, avec la permission de l'autorité française, pour la

⁽¹⁾ Bull. 1253, n° 12,787.

défense de leurs foyers; mais ils ne pourront, en aucune manière, être mobilisés;

3° La présente Déclaration recevra son exécution à partir du 1^{er} septembre prochain et elle aura la même durée que le Traité d'établissement du 30 juin 1864.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 24 Juillet 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé KEAN.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 26 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 13,581. — DÉCRET IMPÉRIAL qui élève M. Corta à la dignité de Sénateur.

Du 18 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. Corta, député au Corps législatif, est élevé à la dignité de sénateur.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,582. — DÉCRET IMPÉRIAL qui nomme M. Thouvenel Grand Référendaire du Sénat.

Du 4 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. *Thouvenel*, sénateur, ancien ministre des affaires étrangères, est nommé grand référendaire du Sénat.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 4 Août 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France, Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, chargé de l'intérim du ministère d'État,

Signé **VAILLANT**.

N° 13,583. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1^{er} Il sera procédé par l'État à l'exécution des travaux nécessaires à l'amélioration du Rhône, au passage de Solaize (Rhône et Isère), conformément aux dispositions générales d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2^o Les travaux mentionnés ci-dessus sont déclarés d'utilité publique.

3^o La dépense des travaux mentionnés à l'article 1^{er}, évaluée à la somme de cinq cent mille francs, sera imputée sur les fonds du budget extraordinaire des travaux publics (6^e section, chapitre VIII, *Amélioration des rivières*). (*Paris, 17 Mai 1865.*)

N° 13,584. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du département des finances) qui affecte au service des douanes une surface de terrain présentant un développement de trente-deux mètres en façade, avec une profondeur de quarante-deux mètres à l'extrémité ouest et de quarante-cinq mètres à l'extrémité est, à prendre sur le terre-plein du port Napoléon, à Brest, conformément au plan ci-annexé, où ladite surface est teintée en jaune. (*Plombières, 31 Juillet 1865.*)

N° 13,585. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du département des finances) qui affecte au service des douanes deux hectares de terrain, à prendre sur le littoral, par portions égales et en arrière de la dune, l'un à Sanguinet, l'autre à Biscarrosse (Landes), conformément aux plans ci-annexés. (*Plombières, 31 Juillet 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12 * Août 1865.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1325.

N° 13,586. — *Loi sur la mise en Liberté provisoire.*

Du 14 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui
suit :

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

LE CORPS LÉGISLATIF A ADOPTÉ LE PROJET DE LOI dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. Les articles 91, 94, 113 à 126, 206 et 613 du
Code d'instruction criminelle sont abrogés et remplacés par les ar-
ticles suivants :

Art. 91. En matière criminelle ou correctionnelle, le juge d'in-
struction pourra ne décerner qu'un mandat de comparution, sauf à
convertir ce mandat, après l'interrogatoire, en tel autre mandat qu'il
appartiendra.

Si l'inculpé fait défaut, le juge d'instruction décernera contre lui
un mandat d'amener.

Art. 94. Après l'interrogatoire, ou en cas de fuite de l'inculpé, le
juge pourra décerner un mandat de dépôt ou d'arrêt, si le fait em-
porte la peine de l'emprisonnement ou une autre peine plus grave.

Il ne pourra décerner le mandat d'arrêt qu'après avoir entendu le
procureur impérial.

Dans le cours de l'instruction, il pourra, sur les conclusions con-
formes du procureur impérial, et quelle que soit la nature de l'in-
culpation, donner mainlevée de tout mandat de dépôt ou d'arrêt, à
la charge, par l'inculpé, de se représenter à tous les actes de la pro-
cédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis.

L'ordonnance de mainlevée ne pourra être attaquée par voie d'op-
position.

Art. 113. En toute matière, le juge d'instruction pourra, sur la demande de l'inculpé et sur les conclusions du procureur impérial, ordonner que l'inculpé sera mis provisoirement en liberté, à charge, par celui-ci, de prendre l'engagement de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis.

En matière correctionnelle, la mise en liberté sera de droit, cinq jours après l'interrogatoire, en faveur du prévenu domicilié, quand le maximum de la peine prononcée par la loi sera inférieur à deux ans d'emprisonnement.

La disposition qui précède ne s'appliquera ni aux prévenus déjà condamnés pour crime, ni à ceux déjà condamnés à un emprisonnement de plus d'une année.

Art. 114. La mise en liberté provisoire pourra, dans tous les cas où elle n'est pas de droit, être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement dans les termes prévus par l'article 120.

Ce cautionnement garantit :

1° La représentation de l'inculpé à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement;

2° Le payement dans l'ordre suivant :

1° Des frais faits par la partie publique;

2° De ceux avancés par la partie civile;

3° Des amendes.

L'ordonnance de mise en liberté détermine la somme affectée à chacune des deux parties du cautionnement.

Art. 115. La mise en liberté aura lieu sans préjudice du droit que conserve le juge d'instruction, dans la suite de l'information, de décerner un nouveau mandat d'amener, d'arrêt ou de dépôt, si des circonstances nouvelles et graves rendent cette mesure nécessaire.

Toutefois, si la liberté provisoire avait été accordée par la chambre des mises en accusation réformant l'ordonnance du juge d'instruction, le juge d'instruction ne pourrait décerner un nouveau mandat qu'autant que la cour, sur les réquisitions du ministère public, aurait retiré à l'inculpé le bénéfice de la décision.

Art. 116. La mise en liberté provisoire peut être demandée en tout état de cause : à la chambre des mises en accusation, depuis l'ordonnance du juge d'instruction jusqu'à l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises; au tribunal correctionnel, si l'affaire y a été renvoyée; à la cour impériale (chambre des appels correctionnels), si appel a été interjeté du jugement sur le fond.

Lorsque le condamné, pour rendre son pourvoi admissible, conformément à l'article 421, voudra réclamer sa mise en liberté, il portera sa demande devant la cour ou devant le tribunal qui aura prononcé la peine.

Art. 117. Dans tous les cas prévus par l'article précédent, il sera

statué sur simple requête, en chambre du conseil, le ministère public entendu.

L'inculpé pourra fournir à l'appui de sa requête des observations écrites.

Art. 118. La demande en liberté provisoire sera notifiée à la partie civile, à son domicile ou à celui qu'elle aura élu. Elle pourra, dans le délai de vingt-quatre heures, à partir du jour de la notification, présenter des observations écrites.

Art. 119. L'opposition ou appel devra être formé dans un délai de vingt-quatre heures, qui courra, contre le procureur impérial, à compter du jour de l'ordonnance ou du jugement, et contre l'inculpé ou la partie civile, à compter du jour de la notification.

L'opposition ou appel sera consigné sur un registre tenu au greffe à cet effet.

Le procureur général aura le droit d'opposition dans les formes et les délais prescrits par les trois derniers paragraphes de l'article 135.

Art. 120. Dans le cas où la liberté provisoire aura été subordonnée au cautionnement, il sera fourni en espèces, soit par un tiers, soit par l'inculpé, et le montant en sera, suivant la nature de l'affaire, déterminé par le juge d'instruction, le tribunal ou la cour.

Toute tierce personne solvable pourra également être admise à prendre l'engagement de faire représenter l'inculpé à toute réquisition de justice, ou, à défaut, de verser au trésor la somme déterminée.

Art. 121. Si le cautionnement consiste en espèces, il sera versé entre les mains du receveur de l'enregistrement, et le ministère public, sur le vu du récépissé, fera exécuter l'ordonnance de mise en liberté.

S'il résulte de l'engagement d'un tiers, la mise en liberté sera ordonnée sur le vu de l'acte de soumission reçu au greffe.

Préalablement à la mise en liberté avec ou sans cautionnement, le demandeur devra, par acte reçu au greffe, élire domicile, s'il est inculpé, dans le lieu où siège le juge d'instruction; s'il est prévenu ou accusé, dans celui où siège la juridiction saisie du fond de l'affaire.

Art. 122. Les obligations résultant du cautionnement cessent si l'inculpé se présente à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement.

La première partie du cautionnement est acquise à l'État, du moment que l'inculpé, sans motif légitime d'excuse, est constitué en défaut de se présenter à quelque acte de la procédure ou pour l'exécution du jugement.

Néanmoins, en cas de renvoi des poursuites, d'absolution ou d'acquiescement, le jugement ou l'arrêt pourra ordonner la restitution de cette partie du cautionnement.

Art. 123. La seconde partie du cautionnement est toujours restituée en cas d'acquiescement, d'absolution ou de renvoi des poursuites.

En cas de condamnation, elle est affectée aux frais et à l'amende dans l'ordre énoncé dans l'article 114 : le surplus, s'il y en a, est restitué.

Art. 124. Le ministère public, soit d'office, soit sur la provocation de la partie civile, est chargé de produire à l'administration de l'enregistrement, soit un certificat de greffe constatant, d'après les pièces officielles, la responsabilité encourue dans le cas de l'article 122, soit l'extrait du jugement dans le cas prévu par l'article 123, paragraphe 2.

Si les sommes dues ne sont pas déposées, l'administration de l'enregistrement en poursuit le recouvrement par voie de contrainte.

La caisse des dépôts et consignations est chargée de faire, sans délai, aux ayants droit, la distribution des sommes déposées ou recouvrées.

Toute contestation sur ces divers points est vidée sur requête, en chambre du conseil, comme incident de l'exécution du jugement.

Art. 125. Si, après avoir obtenu sa liberté provisoire, l'inculpé cité ou ajourné ne comparait pas, le juge d'instruction, le tribunal ou la cour, selon les cas, pourront décerner contre lui un mandat d'arrêt ou de dépôt, ou une ordonnance de prise de corps.

Art. 126. L'inculpé renvoyé devant la cour d'assises sera mis en état d'arrestation, en vertu de l'ordonnance de prise de corps contenue dans l'arrêt de la chambre des mises en accusation, nonobstant la mise en liberté provisoire.

Art. 206. En cas d'acquittalment, le prévenu sera immédiatement, et nonobstant appel, mis en liberté.

Art. 613. Le préfet de police à Paris, le préfet dans les villes où il remplit les fonctions de préfet de police, et le maire dans les autres villes ou communes, veilleront à ce que la nourriture des prisonniers soit suffisante et saine; la police de ces maisons leur appartiendra.

Le juge d'instruction et le président des assises pourront néanmoins donner respectivement tous les ordres qui devront être exécutés dans les maisons d'arrêt et de justice, et qu'ils croiront nécessaires, soit pour l'instruction, soit pour le jugement.

Lorsque le juge d'instruction croira devoir prescrire, à l'égard d'un inculpé, une interdiction de communiquer, il ne pourra le faire que par une ordonnance qui sera transcrite sur le registre de la prison. Cette interdiction ne pourra s'étendre au delà de dix jours; elle pourra toutefois être renouvelée. Il en sera rendu compte au procureur général.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 Juin 1865.

Le Vice-Président,
Signé SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
Signé Comte LE PELETIER D'AUNAY, DE SAINT-GERMAIN,
ALFRED DARIMON, LAFOND DE SAINT-MÉR.

Extrait du procès-verbal du Sénat.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative à la mise en liberté provisoire et portant modification des articles 91, 94, 113 à 126, 206 et 613 du Code d'instruction criminelle.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 5 Juillet 1865.

Le Président,

Signé TROPLONG.

Les Secrétaires,

Signé P. BOUDET, DUMAS, le comte DE BÉARN.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Signé P. BOUDET.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 14 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du grand sceau :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,*

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

Signé J. BAROCHE.

N° 13,587. — DÉCRET IMPÉRIAL qui charge M. le Maréchal Vaillant, Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, de l'Intérim du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

Du 19 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le maréchal *Vaillant*, ministre de notre Maison et des beaux-arts, est chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,588. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui charge M. le Maréchal Vaillant, Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts, de l'Intérim du Ministère d'État pendant l'absence de M. Rouher.*

Du 19 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le maréchal *Vaillant*, ministre de notre Maison et des beaux-arts, est chargé de l'intérim du ministère d'État pendant l'absence de M. *Rouher*.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 Juillet 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.



Certifié conforme :

Paris, le 12^e Août 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS.

N° 1326.

N° 13,589. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention de commerce conclus, le 18 juin 1865, entre la France et l'Espagne.*

Du 26 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention de commerce, suivie de deux tarifs, ayant été conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Madrid, le 22 juillet 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine des Espagnes, également animés du désir de resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui unissent les deux Nations et de donner à leurs relations commerciales un développement en rapport avec les facilités nouvelles qu'assure au trafic international la jonction des chemins de fer des deux Pays, ont résolu de conclure pour cet objet une Convention spéciale, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Henri Mercier de Lostende*, commandeur de la Légion d'honneur, son ambassadeur près Sa Majesté Catholique, etc. etc. etc. ;

Sa Majesté la Reine des Espagnes, don *Lorenzo Arrazola*, chevalier grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, de

l'ordre royal d'Isabelle la Catholique, de celui de Notre-Dame de la Conception de Villa-Viçosa de Portugal et de l'ordre pontifical de Saint-Grégoire le Grand, ex-président du conseil des ministres et de la cour suprême de la justice, conseiller royal, membre de l'académie royale des sciences morales et politiques et de celle d'archéologie du prince Alphonse, sénateur du royaume, ministre de grâce et de la justice, chargé, *ad interim*, du ministère des affaires étrangères, etc. etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les surtaxes de douane imposées en Espagne à l'importation par terre des objets d'origine ou de manufacture française, et, réciproquement, les surtaxes de douane imposées en France à l'importation par terre des objets d'origine ou de manufacture espagnole, seront supprimées dans les deux Pays.

2. Les objets d'origine ou de manufacture française énumérés dans le tarif A, joint à la présente Convention, seront admis à leur entrée en Espagne aux droits fixés par ledit tarif.

3. Les objets d'origine ou de manufacture espagnole énumérés dans le tarif B, joint à la présente Convention, seront admis, à leur entrée en France, aux droits fixés par le même tarif.

4. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de tout abaissement de droits à l'importation des articles similaires, mentionnés dans lesdits tarifs, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance.

5. La présente Convention restera en vigueur pendant douze années, à dater de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

6. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Madrid, le 18 Juin 1865.

(L. S.) Signé HENRI MERCIER DE LOSTENDE.

(L. S.) Signé LORENZO ARRAZOLA.

TARIF A.

Annexé à la convention conclue, le 18 juin 1865, entre la France et l'Espagne.

Les droits à l'importation en Espagne des produits ci-après mentionnés, d'origine ou de manufacture française, sont fixés ainsi qu'il suit :

ARTICLES du tarif espagnol en vigueur.		BASES.	DRONTS.
		4	Rx. C'
164	Quincaillerie commune en cuivre, pièces terminées, telles que plats à barbe, brasiens et leurs pieds, bassinoires, casseroles, chocolatières, portemanteaux, cuvettes, marteaux de portes, manivelles, moules ou matrices pour caractères d'imprimerie, verrous, loquets, fourchettes, poignées de sonnettes, gonds ou autres pièces semblables, quoique vernies ou peintes, en effilage de cuivre, zinc ou autre, et celles dites <i>al-paca</i> et <i>plak-fond</i>	Le kilog.	5 10
90	Manches ou bâtons d'ivoire ou de nacre, travaillés, avec ou sans montures en argent, pour soutenir les plumes ou pour broder.....	Le cent. <i>Idem.</i>	100 00 4 00
91	Manches d'os ou de bois, travaillés ou non.....	Le kilog.	4 00
175	Agrafes en fil métallique, de fer ou de laiton, argenté ou non, y compris la tare.....		
200	Cuir en poil, d'ânes, de chevaux, de buelles, de phoques ou de vaches, non tannés, secs, salés ou non; peaux de ces mêmes espèces d'animaux, d'un an ou au-dessus, ou mort-nés, provenant d'Europe ou d'Afrique.....	Les 100 kil.	50 00
231	Essences de toutes autres sortes, ou fruits pour liqueurs, parfumerie ou autres usages, y compris la tare.....	Le kilog.	3 60
280	Chevaux hongres dépassant la marque, quel que soit leur âge.....	Par tête.	450 00
281	Chevaux entiers ou hongres, et juments ne dépassant pas la marque, quel que soit leur âge.....	<i>Idem.</i>	120 00
290	Mulets et mules, jusqu'à un an.....	<i>Idem.</i>	60 00
297	Mulets et mules de plus d'un an.....	<i>Idem.</i>	90 00
	Objets de gomme élastique travaillée sous toutes formes, vulcanisée ou non, et non spécifiés dans les autres articles du tarif.....	Le kilog.	9 00
398	Quincaillerie commune en laiton, sans être vernie ni dorée, en pièces achevées, comme plats à barbe, brasiens et leurs pieds, bassinoires, casseroles, chocolatières, portemanteaux, cuvettes, lampions, marteaux de portes, manivelles, verrous, loquets, poignées de sonnettes, gonds ou autres pièces semblables pour ornements et garnitures.....	<i>Idem.</i>	5 10
590	Produits végétaux, telles que gommés, résines, gomme-résine, huile de résine ou térébenthine et autres produits analogues non spécifiés dans les autres articles du tarif, et les matières végétales, telles que racines, tiges ou plantes et feuilles, fruits, fleurs, graines et écorces, destinés à l'industrie et à la médecine, non spécifiés dans le tarif.....	<i>Idem.</i>	0 50
630	Chapeaux et bonnets non montés, de feutre, de castor, de poils, de jones et de palme.....	La pièce.	4 00
642	Objets pour habillement ou autres usages, sans coutures, en tissu de coton, rendus imperméables au moyen de bains de gomme élastique.....	Le kilog.	9 00

(L. S.) Signé HENRI MERCIER DE LOSTENDE.

(L. S.) Signé LORENZO ARRAZOLA.

TARIF B,

Annexé à la convention conclue, le 18 juin 1865, entre la France et l'Espagne.

Les droits à l'importation en France des produits ci-après dénommés, d'origine ou de manufacture espagnole, sont fixés ainsi qu'il suit :

	BASES.	DROITS.
Fruits de table frais, citrons, oranges et leurs variétés.....	Les 100 kil.	2 ¹ 00 ⁰
Huile ordinaire d'olive.....	Idem.	3 00
Eau-de-vie en bouteilles et liqueurs sans distinction de degrés, non compris les droits de consommation.....	L'hectolitre	15 00
Mercurc natif.....	Les 100 kil.	Exempt.
Jus de réglisse.....	Idem.	4 ¹ 00 ⁰
Soies grèges.....	Idem.	Exemptes.
Cuivre en barres.....	Idem.	Idem.
Plomb en masses brutes.....	Idem.	Idem.
Cochenille.....	Idem.	Idem.
Fruits secs ou tapés, fruits confits, fruits conservés sans sucre ni miel.....	Idem.	8 ¹ 00 ⁰
Livres imprimées.....	Idem.	Exemptes.
Soie à coudre.....	Idem.	Exempte.
Tissus de laine, bas et draps.....	Ad valorem.	10 p. o/o.
Nattes et tresses de sparte.....	Les 100 kil.	1 ¹ 00 ⁰

(L. S.) Signé HENRI MERCIER DE LOSTENDE.

(L. S.) Signé LORENZO ARRAZOLA.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 26 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé DROUYN DE LHOYS.

Signé J. BAROCHE.



Certifié conforme :

Paris, le 16^e Août 1865,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin du
ministère de la Justice et des Cultes.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1327.

N° 13,590. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'établissement et l'exploitation, à Saint-Quentin, d'un Magasin général pour les Sucres.*

Du 31 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la demande formée par le sieur *Bertaux-Lefèvre*, à l'effet d'être autorisé à établir et à exploiter à Saint-Quentin un magasin général pour les sucres;

Vu le plan produit à l'appui de la demande;

Vu les avis émis relativement à cette demande par la chambre de commerce de Saint-Quentin, par le préfet de l'Aisne et par notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la loi du 28 mai 1858 et le décret du 12 mars 1859 ⁽¹⁾;

La section des finances, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le sieur *Bertaux-Lefèvre* est autorisé à établir et à exploiter à Saint-Quentin (Aisne), conformément à la loi du 28 mai 1858 et au décret du 12 mars 1859, un magasin général pour les sucres dans les locaux de l'entrepôt réel des sucres, indiqués par une teinte rose sur le plan ci-dessus visé, qui restera annexé au présent décret.

2. Le permissionnaire devra, avant d'user de la présente autorisation, fournir, pour la garantie de sa gestion, un cautionnement de vingt mille francs (20,000^f), dont le montant sera versé en espèces ou en valeurs publiques françaises à la caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article 2 du décret du 12 mars 1859 susvisé.

Le chiffre de ce cautionnement pourra être ultérieurement élevé, s'il y a lieu, la chambre de commerce et le permissionnaire entendus.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,

⁽¹⁾ Bull. 678, n° 6304.

du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait à Plombières, le 31 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé VAILLANT.

N° 13,591. — DÉCRET IMPÉRIAL qui élève M. le Vice-Amiral Comte Bouët-Willamez à la dignité de Sénateur.

Du 5 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le vice-amiral comte *Bouët-Willamez* est élevé à la dignité de sénateur.

2. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, chargé de l'intérim du ministère d'État, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 5 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, chargé de l'intérim du ministère d'État,

Signé VAILLANT.

N° 13,592. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fait cesser l'intérim du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics.

Du 8 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, confié à M. le maréchal *Vaillant*, ministre de notre Maison et des beaux-arts, cesse à partir d'aujourd'hui et M. *Béhic* reprend l'exercice de ses fonctions.

2. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts, chargé de l'in-

Le Ministre d'État, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 8 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France, Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,
chargé de l'intérim du ministère d'État,*

Signé VAILLANT.

N° 13593. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Tarif des Douanes à l'importation de certaines Marchandises.

Du 13 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics ;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1834,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le tarif des douanes à l'importation est établi ainsi qu'il suit, décimes compris.

Cornes de bétail brutes	par mer,	par	des pays hors d'Europe...	Exemptes.
		navires	du cru des pays d'Europe.	<i>Idem.</i>
		français,	d'ailleurs, les 100 kilog...	2 ⁰⁰
		par navires étrangers,	les 100 kilog...	2 00
Peaux de chèvre simplement tannées, les 100 kilog.....				10 00
Mélasses étrangères importées pour être converties en al- cool	par mer,	par	des pays hors d'Europe...	Exemptes.
		navires	d'ailleurs, les 100 kilog...	2 ⁰⁰
		français,	par navires étrangers, les 100 kilog...	2 00
		par	des pays hors d'Europe, les	
		navires	100 kilog.....	100 00
Clous (fleurs)		français,	d'ailleurs, les 100 kilog...	111 00
		par navires étrangers,	les 100 kilog...	111 00
Griffes (pédon- cules)		par	des pays hors d'Europe, les	
		navires	100 kilog.....	25 00
		français,	d'ailleurs, les 100 kilog...	38 00
		par navires étrangers,	les 100 kilog...	38 00
Cannelle de toute es- pèce et cassia li- guea	par	des pays hors d'Europe, les 100 kilog.		30 00
		navires	d'ailleurs, les 100 kilog.....	45 00
		français,	par navires étrangers, les 100 kilog.....	45 00
		par	des pays hors d'Europe, les	
		navires	100 kilog.....	100 00
en coques, ...		français,	d'ailleurs, les 100 kilog...	110 00
		par navires étrangers,	les 100 kilog...	110 00
sans coques, ...		par	des pays hors d'Europe, les	
		navires	100 kilog.....	150 00
		français,	d'ailleurs, les 100 kilog...	160 00
		par navires étrangers,	les 100 kilog...	160 00

Macis.....	{ par navires français,	des pays hors d'Europe,	
		les 100 kilog.....	150' 00"
	{ par navires étrangers,	d'ailleurs, les 100 kilog...	162 00
Poivre et piment....	{ par navires français,	des pays hors d'Europe,	
		les 100 kilog.....	50 00
	{ par navires étrangers,	d'ailleurs, les 100 kilog...	61 00
Vanille.....	{ par navires français,	des pays hors d'Europe,	
		les 100 kilog.....	200 00
	{ par navires étrangers,	d'ailleurs, les 100 kilog...	214 00

La disposition de la loi du 2 juillet 1836 qui concerne les vanilles importées des pays situés à l'ouest du cap Horn est rapportée.

Gommes pures exotiques.....	{ par navires français,	des pays hors d'Europe,		
		les 100 kilog.....		Exemptés.
	{ par navires étrangers,	d'ailleurs, les 100 kilog...	3' 00"	
Huiles fixes pures, autres.....	{ par navires français,	des pays hors d'Europe,	3 00	
		les 100 kilog.....	6 00	
	{ par navires étrangers,	du cru des pays d'Europe,	6 00	
		les 100 kilog.....	7 00	
	{ par terre, étrangères,	d'ailleurs, les 100 kilog...	7 00	Rég. actuel.
Camphre brut.....	{ par navires français,	des pays hors d'Europe,		Exempt.
		les 100 kilog.....	2' 00"	
	{ par navires étrangers,	d'ailleurs, les 100 kilog...	2 00	
Badiane (anis étoilé),	{ par navires français,	des pays hors d'Europe,		
		les 100 kilog.....	20 00	
	{ par navires étrangers,	d'ailleurs, les 100 kilog...	31 00	
Coton....	{ par navires étrangers,	les 100 kilog.....	31 00	
		des pays hors d'Europe,		
	{ par mer,	par navires français,		Exempt.
		les 100 kilog.....		
	{ par terre,	du cru des pays hors d'Europe,		
		les 100 kilog.....	3' 00"	
	{ par terre,	d'ailleurs, les 100 kilog...	3 00	
		des pays de production, les 100 kilog.	Exempt.	
	{ par terre,	d'ailleurs, les 100 kilog.....	3' 00"	
		des pays hors d'Europe,		
Or et platine bruts, en masses, lingots, barres, poudre; bijoux cassés, etc., le kilogramme.....	{ par mer,	par navires français,		Exempt.
		les 100 kilog.....		
	{ par terre,	du cru des pays d'Europe,		
		les 100 kilog.....	0' 75"	
	{ par terre,	d'ailleurs, les 100 kilog...	0 75	
Argent brut en masses, lingots, ouvrages détreints, etc., le kilog.	{ par navires étrangers,	les 100 kilog...	Exempt.	
		des pays de production, les 100 kilog.	0' 75"	
	{ par terre,	d'ailleurs, les 100 kilog.....	0 75	
Plomb.....	{ en masses brutes,	par navires français.....	Exempt.	
		saumons, barres, par navires étrangers, les 100 kilog.....	0' 25"	

Borax.	brut.	natif.	par des pays hors d'Europe, les 100 kilog.	Exempt.
			français, d'ailleurs, les 100 kilog. ..	5' 00
			par navires étrangers, les 100 kilog. ..	5 00
	artificiel.	par des pays hors d'Europe, les 100 kilog.	50 00	
		français, d'ailleurs, les 100 kilog. ..	55 00	
		par navires étrangers, les 100 kilog. ..	55 00	
mi-raffiné (natif ou artificiel),	par des pays hors d'Europe, les 100 kilog.	65 00		
	français, d'ailleurs, les 100 kilog. ..	70 00		
	par navires étrangers, les 100 kilog. ..	70 00		
Porcelaines de la Chine ou du Japon importées directement des pays hors d'Europe.				Valeur 10 p. o/o.
Tissus de coton.	{ Nankin originaire de l'Inde.	par des pays hors d'Europe, le kilog.	1' 00	
		français, d'ailleurs, le kilog.	1 10	
		par navires étrangers, le kilog.	1 10	
Tissus de laine.	{ Tapis de pied originaires des pays d'Orient.		{ directement importés d'un pays hors d'Europe.	Valeur 15 p. o/o.
	{ Tapis de pied originaires et importés directement de Turquie.			
Tissus de soie.	Crêpes.	unis.	par des pays hors d'Europe, le kilog.	20' 00
			navires des pays d'origine en Europe, le kilog.	20 00
			français, d'ailleurs, le kilog.	25 00
			par navires étrangers, le kilog.	25 00
			par des pays hors d'Europe, le kilog.	34 00
	brodés ou façonnés,		navires des pays d'origine en Europe, le kilog.	34 00
			français, d'ailleurs, le kilog.	40 00
			par navires étrangers, le kilog.	40 00
	Autres que les foulards et les crêpes	originaux des pays hors d'Europe,	par des pays hors d'Europe, le kilog.	Exempt.
			français, d'ailleurs, le kilog.	0' 25
Chapeaux de paille, d'écorces, de sparte, de fibres de palmier (grossiers ou fins),			par navires français, les 100 kilog.	10 00
			par navires étrangers, les 100 kilog.	11 00
			par navires français, les 100 kilog.	2 00
Nattes et tresses de bois blanc.	grossières pour paillassons.		par navires étrangers, les 100 kilog.	2 20
			par navires français, les 100 kilog.	5 00
	autres de toutes sortes.		par navires français, les 100 kilog.	5 50
			par navires étrangers, les 100 kilog.	0 01
Monnaies d'or ou d'argent, le kilog.				0 01

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ALGÉRIE.

2. Les tissus de soie ci-après dénommés seront admis aux droits suivants, à leur importation de la régence de Tunis et de l'empire du Maroc par les frontières de terre.

Scheimbir, tissu pur uni. } le kilog. 0' 30"
 Brenschia de Constantinople, gaze de soie pure. } (décimes compris).

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au camp de Châlons, le 13 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,594. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare applicables aux Pays y désignés les dispositions de la Convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865.*

Du 13 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la même année⁽³⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862⁽⁵⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863⁽⁶⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864⁽⁷⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865⁽⁸⁾ ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁽⁹⁾ ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865⁽¹⁰⁾ ;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865⁽¹¹⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions de la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865, sont applicables à

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1285, n° 13,122.

⁽⁶⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁷⁾ Bull. 1253, n° 12,786.

⁽⁸⁾ Bull. 1275, n° 13,028.

⁽⁹⁾ Bull. 1293, n° 13,265.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1302, n° 13,353.

⁽¹¹⁾ Bull. 1326, n° 13,589.

Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes-unis de Suède et de Norvège, aux villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck et au grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au camp de Châlons, le 13 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,595. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'importation par mer des Produits d'origine ou de manufacture espagnole, énumérés dans le tarif B annexé à la Convention du 18 juin 1865.*

Du 13 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865 ⁽¹⁾ ;

Vu le tarif B annexé à ladite convention,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les produits d'origine ou de manufacture espagnole, énumérés dans le tarif B annexé à la convention du 18 juin 1865, acquitteront à l'importation par mer, sous pavillon français, les droits fixés par ledit tarif, et sous pavillon espagnol ou sous pavillons tiers, les mêmes droits augmentés d'une surtaxe égale à la différence qui existe aujourd'hui dans le tarif général pour les importations effectuées par navires français ou par navires étrangers.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances,

⁽¹⁾ Bull. 1326, n° 13,589.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au camp de Châlons, le 13 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,596. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'importation des Tissus de laine
(Bas et Draps) de l'Espagne taxés à la valeur.*

Du 13 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾,
et les conventions complémentaires des 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la
même année⁽³⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862⁽⁵⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863⁽⁶⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864⁽⁷⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de
Norvège, le 14 février 1865⁽⁸⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et
anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁽⁹⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de
Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865⁽¹⁰⁾;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le
18 juin 1865⁽¹¹⁾;

Vu nos décrets des 9 septembre⁽¹²⁾, 14 décembre 1861 (article 2)⁽¹³⁾,
8 janvier⁽¹⁴⁾, 15 février⁽¹⁵⁾, 23 novembre 1862⁽¹⁶⁾, 15 avril⁽¹⁷⁾, 16 juillet
1863⁽¹⁸⁾ et 20 janvier 1864⁽¹⁹⁾, fixant les ports et bureaux de douane ou-
verts à l'importation des tissus anglais, belges et italiens taxés à la valeur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1285, n° 13,122.

⁽⁶⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁷⁾ Bull. 1253, n° 12,786.

⁽⁸⁾ Bull. 1275, n° 13,028.

⁽⁹⁾ Bull. 1293, n° 13,265.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1302, n° 13,353.

⁽¹¹⁾ Bull. 1326, n° 13,589.

⁽¹²⁾ Bull. 964, n° 9506.

⁽¹³⁾ Bull. 984, n° 9749.

⁽¹⁴⁾ Bull. 993, n° 9831.

⁽¹⁵⁾ Bull. 1000, n° 9953.

⁽¹⁶⁾ Bull. 1071, n° 10,744.

⁽¹⁷⁾ Bull. 1104, n° 11,101.

⁽¹⁸⁾ Bull. 1135, n° 11,494.

⁽¹⁹⁾ Bull. 1176, n° 11,964.

ART. 1^{er}. Les dispositions des décrets susvisés sont applicables aux tissus de laine (bas et draps) de l'Espagne, taxés à la valeur.

2. Nos ministres secrétaires d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au camp de Châlons, le 13 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,597. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que les décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des Marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux Marchandises et Produits similaires d'origine espagnole et dénommés dans le tarif B annexé à la Convention du 18 juin 1865.

Du 13 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la même année⁽³⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862⁽⁵⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863⁽⁶⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864⁽⁷⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865⁽⁸⁾ ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁽⁹⁾ ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865⁽¹⁰⁾ ;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865⁽¹¹⁾ ;

Vu nos décrets des 1^{er} octobre⁽¹²⁾, 14 décembre 1861 (article 1^{er})⁽¹³⁾ et 20 juillet 1862⁽¹⁴⁾, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage appli-

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 865, n° 8343.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 953, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1285, n° 13,122.

⁽⁶⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁷⁾ Bull. 1253, n° 12,786.

⁽⁸⁾ Bull. 1275, n° 13,028.

⁽⁹⁾ Bull. 1293, n° 13,265.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1302, n° 13,353.

⁽¹¹⁾ Bull. 1326, n° 13,589.

⁽¹²⁾ Bull. 966, n° 9538.

⁽¹³⁾ Bull. 984, n° 9749.

⁽¹⁴⁾ Bull. 1044, n° 10,515.

N° 13,604. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Bousquet* (*Georges-René-François*), brigadier-fourrier au premier régiment de chasseurs d'Afrique, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Foltz*, et à s'appeler, à l'avenir, *Bousquet-Foltz*.

2° M. *Perruche* (*Paal*), avocat, né à Dôle (Jura), le 23 décembre 1808, demeurant à Sellières, arrondissement de Lons-le-Saulnier (même département),

Et M. *Perruche* (*Jean-Baptiste*), président du tribunal de première instance de Lure (Haute-Saône), né à Dôle, le 12 novembre 1810, demeurant à Lure,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *de Velna*, et à s'appeler, à l'avenir, *Perruche de Velna*.

3° Les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Plombières, 31 Juillet 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Août 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1328.

N° 13,605. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation du Traité de commerce et de navigation conclu, le 7 juillet 1865, entre la France et les Pays-Bas.*

Du 15 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Traité de commerce et de navigation ayant été signé, le 7 juillet 1865, à la Haye, entre la France et les Pays-Bas, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées, le 10 août de la présente année 1865, ledit Traité, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

TRAITÉ.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux Pays, et voulant améliorer et étendre les relations de commerce et de navigation entre leurs États respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Philippe-Charles-Maurice Baudin*, commandeur de son ordre impérial de la Légion d'honneur, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, M. *Épimaque-Jacques-Jean-Baptiste Cremers*, commandeur de l'ordre du Lion-Néerlandais, son ministre des affaires étrangères;

• M. *Gérard-Henri Betz*, commandeur de l'ordre du Lion-Néerlandais, son ministre des finances;

M. Isaac-Dignus Fransen van de Putte, commandeur de l'ordre du Lion-Néerlandais, son ministre des colonies;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants des deux Pays; ils ne seront pas soumis, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux; et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les sujets de l'un des deux États seront communs à ceux de l'autre.

2. Seront admis en France aux droits fixés par les tarifs annexés aux Traités et Conventions conclus avec la Grande-Bretagne, les 23 janvier, 12 octobre et 16 novembre 1860; avec la Belgique, les 1^{er} mai 1861 et 12 mai 1863; avec le Zollverein, le 2 août 1862; avec l'Italie, le 17 janvier 1863; avec la Suisse, le 30 juin 1864, et avec les royaumes-unis de Suède et de Norwège, le 14 février 1865, les objets d'origine ou de manufacture néerlandaise, similaires de ceux qui sont énumérés auxdits tarifs, qui seront importés directement, soit par mer, sous pavillon français ou néerlandais, soit par terre, aux conditions déterminées par l'article 10 ci-après, soit par les voies fluviales.

Ces importations auront lieu conformément aux stipulations desdits Traités et Conventions, et notamment des articles 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 du Traité conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861.

3. Les objets d'origine ou de manufacture française, similaires des produits mentionnés à l'article 2, qui seront importés directement dans le royaume des Pays-Bas, soit par mer, sous pavillon néerlandais ou français, soit par terre, aux conditions déterminées par l'article 10 du présent Traité, soit par les voies fluviales, seront admis, sauf les exceptions ci-après mentionnées, aux droits du tarif général actuellement en vigueur dans les Pays-Bas et sous les conditions fixées par la législation de cet État.

4. L'exportation des marchandises de l'un des deux États dans l'autre est affranchie de tous droits, sauf en ce qui concerne les chiffons autres que de soie, les drilles de toute espèce, la pâte à papier et les vieux cordages goudronnés ou non, qui seront soumis aux droits que paye ou payera la nation étrangère la plus favorisée.

Le régime des armes et munitions de guerre reste soumis aux lois et règlements en vigueur dans les deux États.

5. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les charges qui sont ou seraient supportées par les producteurs français, soit pour les droits grevant à l'intérieur leurs produits ou les ma-

tières dont leurs produits sont fabriqués, soit pour une surveillance, un contrôle ou un exercice administratif établi sur leur production, pourront être compensées par des surtaxes complémentaires équivalentes sur les produits similaires d'origine ou de manufacture néerlandaise.

Par application de ces principes, les produits néerlandais ci-dessus énumérés seront assujettis aux surtaxes suivantes à leur importation en France :

Sel ammoniac (hydrochlorate d'ammoniaque), les 100 kilog.....	3' 00
Sulfate de soude anhydre contenant en nature plus de 25 p. o/o de sel pur, les 100 kilog.....	6 00
<i>Idem</i> de sel impur, les 100 kilog.....	5 40
Soude artificielle brute ne titrant pas au minimum 30 degrés, les 100 kilog.....	4 35
Carbonate de soude (sel de soude) ne titrant pas au minimum 60 degrés, les 100 kilog.....	11 00
Soude artificielle brute titrant au moins 30 degrés, les 100 kilog....	0 40
Cristaux de soude (carbonate de soude cristallisé), les 100 kilog....	0 40
Sulfate de soude impur, anhydre, ne contenant pas en nature plus de 25 p. o/o de sel, les 100 kilog.....	0 55
<i>Idem</i> cristallisé ou hydraté, les 100 kilog.....	0 20
Sulfate de soude pur, anhydre, ne contenant pas en nature plus de 25 p. o/o de sel, les 100 kilog.....	0 60
<i>Idem</i> cristallisé ou hydraté, les 100 kilog.....	0 25
Sulfite de soude, les 100 kilog.....	0 60
Sel de soude (carbonate de soude) titrant au moins 60 degrés, les 100 kilog.....	1 10
Acide hydrochlorique (acide muriatique), les 100 kilog.....	0 30
Chlorure de chaux, les 100 kilog.....	0 75
Chlorate de potasse, les 100 kilog.....	6 60
Chlorure de magnésium, les 100 kilog.....	0 40
Outremer factice, les 100 kilog.....	0 65
Soude de varech, les 100 kilog.....	0 15
Salin de betteraves, les 100 kilog.....	0 10
Sel d'étain, les 100 kilog.....	0 30
Soude caustique, les 100 kilog.....	1 40
Bicarbonate de soude, les 100 kilog.....	0 70
Silicate de soude anhydre, les 100 kilog.....	0 70
<i>Idem</i> cristallisé ou hydraté, les 100 kilog.....	0 35
Aluminate de soude, les 100 kilog.....	0 70
Hyposulfite de soude, les 100 kilog.....	0 30
Acétate de soude anhydre, les 100 kilog.....	0 50
<i>Idem</i> cristallisé ou hydraté, les 100 kilog.....	0 30
Alcool pur, liqueurs, eaux-de-vie en bouteilles, l'hectolitre.....	90 00
Bière, l'hectolitre.....	2 40
Vernis à l'esprit de vin, par hectolitre d'alcool pur contenu dans les vernis.....	90 00

Il est entendu que les sucres bruts et les sucres raffinés ne figurent pas dans cette nomenclature, parce que les droits dont ils sont grevés comprennent l'impôt de consommation.

6. En cas de suppression, de diminution ou d'augmentation des droits ou des charges mentionnés dans l'article précédent, les surtaxes seront supprimées, réduites ou augmentées proportionnellement.

Il demeure, en outre, convenu que, si des drawbacks étaient accordés à des produits de fabrication française pour compenser les taxes qui pourraient être établies sur les matières premières, les droits qui grèvent les produits similaires de fabrication néerlandaise pourraient être augmentés, s'il y a lieu, d'une surtaxe égale au montant de ces drawbacks.

Les drawbacks qui seraient établis à l'exportation des produits français ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués.

7. Les Pays-Bas jouiront des mêmes droits que ceux qui sont réservés à la France, par les deux articles précédents, pour les produits qui sont ou seraient soumis dans les Pays-Bas à des droits ou charges analogues.

8. Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des deux Pays et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits quelconques d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

9. La bonification sur les sels marins bruts, d'origine française, importés directement de France dans les Pays-Bas par mer, accordée dans ce dernier Pays à titre de déchet par la loi qui régit actuellement l'accise du sel, sera portée de cinq pour cent à sept pour cent, sans qu'aucune bonification puisse être accordée à des sels marins bruts de toute autre provenance.

La saumure est assimilée au sel brut et taxée à raison de la quantité de sel brut qu'elle contient d'après la proportion fixée par la législation néerlandaise.

Le sel raffiné d'origine française sera, comme le sel brut, admis en exemption de droits d'entrée pour les usages auxquels la législation néerlandaise accorde l'exemption du droit d'accise; cependant, pour le sel raffiné, cette faveur n'est accordée que dans le cas où ledit produit jouit également dans les Pays-Bas de l'exemption de l'accise.

10. Sont considérées comme importées directement les marchandises d'origine ou de fabrication néerlandaise expédiées en France par les chemins de fer confinant aux Pays-Bas, pourvu que les wagons ou les colis renfermant ces marchandises soient plombés par la douane néerlandaise et que les plombs soient reconnus intacts à l'arrivée en France.

Si, par suite de circonstances de force majeure, les wagons devaient être ouverts en cours de transport, le bénéfice des dispositions qui précèdent sera maintenu, pourvu que le cas de force majeure soit dûment constaté et que les opérations qui en seraient la conséquence soient faites sous la surveillance de l'autorité locale, qui devra, d'ailleurs, apposer de nouveaux plombs ou cachets.

Les marchandises d'origine ou de fabrication française jouiront

sous les mêmes conditions, à l'entrée dans les Pays-Bas, d'un traitement exactement semblable.

11. Les droits de toute nature, y compris ceux d'accise et d'octroi perçus dans les Pays-Bas sur les vins d'origine française, soit en fûts, soit en bouteilles, seront réduits :

A vingt-huit florins par hectolitre pour la première année, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la ratification du présent Traité,

A vingt-six florins pour la seconde,

A vingt-quatre florins pour la troisième,

A vingt florins pour les années suivantes.

12. Les alcools d'origine française seront soumis, à leur importation dans les Pays-Bas, à un droit (non compris l'accise) de trois florins cinquante cents par hectolitre d'alcool à cinquante degrés G. L.

Réciproquement, les alcools d'origine néerlandaise seront soumis, à leur importation en France, à un droit d'entrée de quinze francs, décimes compris, par hectolitre à cent degrés G. L.

Les droits d'entrée et d'accise sur les eaux-de-vie ou les liqueurs d'origine française, importées dans les Pays-Bas en bouteilles, seront réglés d'après le tarif pour la force de l'alcool à soixante et quinze degrés G. L.

Quant aux parfumeries et produits chimiques à base d'alcool, ils resteront soumis au droit qui frappe les alcools à quatre-vingt-dix degrés G. L.

13. Les articles d'orfèvrerie et de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux, importés de l'un des deux Pays, seront soumis, dans l'autre, au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

14. Les produits non originaires des Pays-Bas importés de la Néerlande en France, soit par mer, soit par terre, aux conditions déterminées par l'article 10 du présent Traité, soit par les voies fluviales, ne seront pas soumis à des surtaxes plus élevées que celles dont sont ou pourront être frappés les produits importés en France sous pavillon français, d'ailleurs que des pays d'origine. Toutefois, pour les cafés, la surtaxe ne dépassera pas cinq francs par cent kilogrammes, décimes compris.

Les produits originaires des Pays-Bas et non compris dans les tarifs mentionnés à l'article 2, importés en France par les voies susdites, ne seront pas soumis à des droits plus élevés que s'ils étaient importés directement par mer, sous pavillon néerlandais ou français.

15. Les marchandises de toute origine importées de France, soit par terre, aux conditions déterminées par l'article 10 du présent Traité, soit par les voies fluviales, seront admises, à l'entrée dans les Pays-Bas, aux mêmes droits que si elles y étaient importées directement de France par mer et sous pavillon français.

16. Les deux Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille et de n'établir aucun droit sur cette exportation.

17. La décharge du droit d'accise accordée à l'exportation des Pays-Bas en France pour les bières et les vinaigres ne pourra dépasser soixante-deux cents et demi par hectolitre.

Cette décharge ne pourra être accordée qu'aux bières et vinaigres de bonne qualité, conformément à la législation néerlandaise actuelle.

18. Aussi longtemps que le Traité de commerce entre la France, la Prusse et les autres États du Zollverein restera en vigueur, les produits originaires du Zollverein seront, dans les cas suivants, admis, à leur importation en France, sous les mêmes conditions que les articles similaires néerlandais importés directement des Pays-Bas :

1° Lorsqu'ils auront traversé le territoire néerlandais par chemin de fer, aux conditions déterminées par l'article 10 et sous le plomb de la douane allemande, sauf le cas prévu par le second alinéa dudit article 10 ;

2° Lorsqu'ils seront expédiés par les ports d'Amsterdam, Rotterdam, Dordrecht, Flessingue et Harlingue, par bateaux plombés ou par chemin de fer, aux conditions déterminées par l'article 10, pourvu que le transbordement dans les ports ci-dessus dénommés ait lieu sous la surveillance non interrompue des employés des douanes, conformément aux dispositions du second alinéa de l'article 10.

19. Les tissus purs ou mélangés, taxés à la valeur, ne pourront être importés que par les bureaux de douane qui sont actuellement ouverts à l'importation desdits tissus ou qui pourraient l'être ultérieurement.

20. L'importateur des machines et mécaniques entières ou en pièces détachées et de toutes autres marchandises énumérées dans le présent Traité est affranchi de l'obligation de produire à la douane tout modèle ou dessin de l'objet importé.

21. Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux États ou y allant seront réciproquement exemptes dans l'autre État de tout droit de transit.

Toutefois, la législation spéciale de chacun des deux États est maintenue pour les articles dont le transit est interdit, et les deux Hautes Parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes et munitions de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux Pays, pour tout ce qui concerne le transit.

22. Les voyageurs de commerce français voyageant dans les Pays-Bas pour le compte d'une maison française seront soumis à une patente fixe de quinze florins trente-six cents, additionnels compris.

Réciproquement, les voyageurs de commerce néerlandais voyageant en France pour le compte d'une maison néerlandaise seront soumis à une patente fixe de trente-deux francs cinquante centimes, additionnels compris.

23. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui seront importés dans les Pays-Bas par des commis voya-

geurs de maisons françaises, ou en France par des commis voyageurs de maisons néerlandaises, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt; ces formalités seront les mêmes en France et dans les Pays-Bas, et seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

24. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront dans les États de l'autre de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce.

Les Français ne pourront revendiquer dans les Pays-Bas la propriété exclusive d'une marque de fabrique ou de commerce, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires au greffe du tribunal d'arrondissement à Amsterdam.

Réciproquement, les Néerlandais ne pourront revendiquer en France la propriété exclusive d'une marque de fabrique ou de commerce, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires au greffe du tribunal de commerce à Paris.

Il est entendu que, lorsqu'il conviendra au Gouvernement des Pays-Bas d'introduire dans sa législation des dispositions analogues à celles qui existent dans la législation française pour la protection des dessins et modèles de fabrique, les sujets néerlandais jouiront de plein droit en France de toutes les garanties accordées par la loi aux sujets français.

25. Les dispositions du présent Traité sont applicables à l'Algérie, tant pour l'exportation des produits de cette possession que pour l'importation des marchandises néerlandaises.

Les produits du sol et de l'industrie du Royaume des Pays-Bas jouiront, à leur importation dans les autres colonies françaises, de tous les avantages et faveurs qui sont actuellement ou seront par la suite accordés aux produits similaires de la nation européenne la plus favorisée.

26. Les objets suivants d'origine ou de manufacture française, savoir :

Livres, cartes géographiques, gravures et cahiers de musique,
Tableaux,
Instruments de musique,
Odeurs et parfumeries,
Comestibles et provisions,
Verrerie et cristallerie,
Orfèvrerie,
Vêtements confectionnés,
Vêtements de soie,
Chapeaux,
Cuirs,
Soieries,
Bijouteries,
Vins,

Alcools,
Poteries et porcelaines,
Tissus de laine,
Rubans et passementerie de laine,
Fleurs artificielles,
Mercerie,
Lingerie cousue,
Articles de mode (en laine et en coton),
Articles de mode (en soie),
Quincaillerie,
Papiers de toute sorte,
Ouvrages en peaux,
Savons,
Produits chimiques,

seront admis dans les colonies néerlandaises des Indes orientales aux droits fixés par le tarif promulgué par la loi du 3 juillet 1865 (Bulletin officiel n° 76) et applicable à dater du 1^{er} janvier 1866 dans lesdites colonies.

Dans le cas où le Gouvernement des Pays-Bas jugerait nécessaire d'augmenter dans ses colonies les droits sur les alcools de fabrication néerlandaise, les droits sur les alcools d'origine française subiront une augmentation égale.

27. Les sujets respectifs des deux Hautes Parties contractantes jouiront dans les deux Pays, pour tout ce qui concerne la navigation, du traitement de la nation la plus favorisée.

28. Les navires français chargés ou sur lest, qui entreront dans les ports des colonies néerlandaises des Indes orientales ou qui en sortiront, seront, pour les taxes de toute espèce afférentes à la coque, assimilés, sans distinction de provenance ou de destination, aux bâtiments néerlandais faisant les mêmes opérations.

29. Les marchandises de toute nature accompagnées ou non d'un certificat d'origine néerlandaise qui seront importées d'un port quelconque sous pavillon français dans les colonies néerlandaises des Indes orientales, ne seront assujetties à aucune autre taxe ou formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon néerlandais.

30. Les marchandises qui seront exportées des Indes néerlandaises par navires français, pour quelque destination que ce soit, ne seront point assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires néerlandais.

31. Il est fait exception aux dispositions des trois articles précédents en ce qui concerne le cabotage et le régime applicable aux nations asiatiques.

32. Les navires néerlandais venant directement des Indes orientales néerlandaises, avec ou sans chargement, dans les ports de France, seront assimilés aux navires français faisant les mêmes opérations.

33. Les navires des Pays-Bas venant directement d'un port de ce Royaume dans un port de l'Algérie jouiront d'une réduction de cin-

quante pour cent sur le taux général des droits de tonnage, et les droits, une fois payés dans un port de l'Algérie, ne seront plus exigés dans les autres ports de cette possession dans lesquels le navire pourrait entrer pour compléter son déchargement ou son chargement.

34. Les navires néerlandais venant d'un port quelconque dans les colonies françaises y jouiront, à l'entrée et à la sortie, du traitement de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne les droits de navigation.

35. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de France dans le royaume des Pays-Bas et dans ses colonies, et, réciproquement, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des Pays-Bas dans l'Empire français et ses colonies, jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent ou pourront jouir par la suite les agents du même grade de la nation la plus favorisée.

36. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Pays pourront respectivement faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur Pays, les matelots qui auraient déserté d'un bâtiment de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du Pays, à la réquisition et aux frais des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres agents consulaires, jusqu'à ce que les agents aient trouvé une occasion de faire partir les déserteurs.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins sujets de l'autre Partie sont exceptés de la présente disposition.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul qu'après que le tribunal qui a droit d'en connaître aura rendu son jugement et que celui-ci aura reçu son exécution.

37. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires néerlandais naufragés sur les côtes de France seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des Pays-Bas, et réciproquement, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires français dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes des Pays-Bas.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu, dans les deux Pays, pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exé-

cution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

38. Les deux Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité, concernant le commerce ou la navigation, à un autre État, qui ne soit aussi, à l'instant même, étendu à leurs sujets respectifs.

39. Le présent Traité restera en vigueur pendant douze années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

40. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à la Haye, dans le délai de quatre mois, ou plus tôt si faire se peut.

Les stipulations qui précèdent seront simultanément exécutoires de part et d'autre, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à la Haye, le septième jour du mois de juillet de l'an de grâce 1865.

(L. S.) Signé CH. BAUDIN.

(L. S.) Signé E. CREMERS.

(L. S.) Signé G.-H. BETZ.

(L. S.) Signé I. FRANSSEN VAN DE PUTTE.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au camp de Châlons, le 15 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé DROUYN DE LÉHYS.

N° 13.666. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'établissement d'un service de Touage sur chaîne noyée sur la ligne navigable de Paris à Mons, entre Conflans-Sainte-Honorine et Condé.

Du 31 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la demande du sieur *Bouquié*, ingénieur civil, tendant à obtenir l'autorisation d'établir un service de remorquage sur chaîne noyée sur la ligne de Paris à Mons, à partir de Conflans;

Vu les pièces des enquêtes ouvertes sur cette demande, et notamment l'avis des commissions d'enquête;

Vu les avis, en date des 3 mai 1860, 13 mars 1862, 23 février 1863, 30 juin 1864 et 2 février 1865, du conseil général des ponts et chaussées;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le sieur *Bouquié* est autorisé à établir à ses risques et périls, entre Conflans-Sainte-Honorine et Condé, un service de touage sur chaîne noyée pour le remorquage des bateaux; le tout aux clauses et conditions du cahier des charges arrêté le 31 juillet par notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Ce cahier des charges restera annexé au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 31 Juillet 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,
chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé **VAILLANT**.

*Cahier des charges pour l'établissement d'un service de touage sur chaîne noyée
sur la ligne navigable de Mons à Paris, entre Condé et Conflans.*

ART. 1^{er}. Le sieur *Bouquié* est autorisé à établir à ses risques et périls, sur la ligne navigable de Mons à Paris, entre Condé et Conflans, le bief de partage du canal de Saint-Quentin excepté, un service de halage à vapeur sur chaîne noyée.

2. La permission d'établir ce service sera soumise aux conditions déterminées par les articles suivants.

3. La durée de la permission sera de cinquante ans à dater du délai fixé pour l'exécution des travaux.

4. Le permissionnaire terminera tous les travaux nécessaires à l'établissement du service dans un délai de deux années, à partir du décret d'autorisation.

5. Tout autre mode de traction établi ou à établir sera admis en concurrence avec le système de traction du permissionnaire.

6. Le halage sera fait au moyen d'une chaîne noyée au fond des voies navigables et d'appareils à vapeur et de touage, fixes ou mobiles, placés sur les bateaux.

7. Chaque bateau muni d'un appareil de traction devra être soumis aux vérifications prescrites par les règlements sur les bateaux à vapeur.

L'administration se réserve le droit de réglementer la vitesse des bateaux, au double point de vue de la sécurité et de la liberté de la navigation, ainsi que l'usage des appareils et l'exécution des conditions ci-dessus énumérées.

8. Le permissionnaire devra fournir des appareils de traction à tous les mariniers qui en feront la demande quatre jours à l'avance, et qui s'engageront à se servir du halage à vapeur dans l'intervalle compris au moins entre deux stations consécutives de dépôt des appareils.

Les appareils seront fournis dans le délai de quatre jours au plus, à dater de la demande, sans préférence et dans l'ordre des déclarations, pourvu que le bateau ait été disposé pour recevoir des appareils de traction.

9. Le permissionnaire sera responsable vis-à-vis de l'administration des contraventions qu'entraînerait le stationnement des bateaux pour lesquels il aurait été fait une demande régulière d'appareils, lorsque ce stationnement sera de son fait, à moins qu'il n'y ait cas de force majeure.

10. Le nombre des appareils de traction en service sera toujours assez grand pour satisfaire aux conditions de l'article 8.

Toutefois, cette clause ne deviendra obligatoire pour le permissionnaire qu'à l'expiration des deux premières années d'exploitation, comptées à partir de la date du décret d'autorisation.

11. Les stations et les lieux de dépôt des appareils de traction seront fixés ainsi qu'il suit, pendant la période des deux premières années d'exploitation, savoir : 1° Condé; 2° Valenciennes; 3° Bassin-Rond; 4° Saint-Quentin; 5° Saint-Simon; 6° Fargniers; 7° Janville; 8° Conflans.

A l'expiration de ces deux années, un règlement de police déterminera le nombre et la position des autres stations reconnues nécessaires par l'expérience, et dans lesquelles seront reçues les déclarations des mariniers qui désireront employer le halage à vapeur, la forme dans laquelle ces déclarations seront faites et reçues, les autres lieux de dépôt des appareils de traction ainsi que les prescriptions nécessaires à la régularité et à la sécurité du service.

12. A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, qui pourra toujours la révoquer, le permissionnaire ne pourra transporter pour son propre compte des marchandises; et, dans le cas où l'autorisation lui sera accordée, il ne pourra en user que sous la condition expresse que les bateaux autres que les siens seront, à quelque moment qu'ils se présentent, toujours remorqués les premiers.

13. Il sera responsable envers les tiers de tous les dommages que l'exécution des travaux ou le service de halage à vapeur pourrait occasionner, soit en ce qui concerne la liberté ou la sécurité de la navigation, soit en ce qui touche la propriété privée ou les droits acquis, sans que, dans aucun cas, il puisse y avoir recours contre l'État.

14. Les droits à percevoir par le permissionnaire, pendant toute la durée de la permission, sont réglés par le tarif ci-après :

Pour un bateau vide, à la remonte, cinquante centimes (0^f 50^c) par kilomètre, quel que soit son tonnage.

Pour un bateau chargé à la remonte ou à la descente :

1° Un droit fixe de trente-cinq centimes (0^f 35^c) par kilomètre pour un tonnage possible de moins de trois cents tonnes, et de cinquante centimes (0^f 50^c) par kilomètre pour un tonnage possible de plus de trois cents tonnes;

2° Un droit de quatre millièmes par kilomètre et par tonne pour les marchandises parcourant entre Condé et Conflans une distance d'au moins deux cents kilomètres, y compris la traversée du bief de partage du canal de Saint-Quentin, et de cinq millièmes pour les marchandises dont le parcours total descendra au-dessous de cette limite de deux cents kilomètres.

Ces prix comprennent : 1° la location et l'entretien de l'appareil; 2° ses frais de mise à bord, d'installation et de débarquement aux deux points extrêmes de la ligne; 3° son alimentation en eau et en combustible; 4° enfin les salaires du mécanicien et de son aide.

Ils ne sont pas applicables à la partie du tonnage afférente à l'appareil de traction et à ses approvisionnements.

En ce qui concerne les stations intermédiaires, il sera perçu en sus des droits ci-dessus stipulés une somme de dix francs, soit pour l'embarquement, soit pour le déchargement de chaque appareil, c'est-à-dire une somme de vingt francs, dans le cas de la double opération.

15. Les bateliers qui auraient acquis du permissionnaire la propriété de leurs appareils de traction, ou qui, après s'être entendus avec lui, auraient organisé à bord de leurs bateaux lesdits appareils, payeront un droit fixe de deux millièmes par tonne de chargement effectif et par kilomètre, retour à vide compris.

16. La perception de toute fraction de tonne sera comptée comme tonne entière, toute fraction de kilomètre comme kilomètre entier.

17. Les bateliers faisant usage du halage à vapeur pour les points intermédiaires entre Condé et Conflans payeront au permissionnaire une somme de dix francs par jour de stationnement des machines au droit des ports d'embarquement et de déchargement.

18. Dans le cas où le permissionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour le parcours partiel de la chaîne, d'abaisser au-dessous des limites déterminées par le tarif des taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai d'un an au moins.

Tous changements apportés dans les tarifs seront annoncés au moins un mois d'avance par des affiches. Ils devront d'ailleurs être homologués par des décisions de l'administration supérieure, prises sur la proposition du permissionnaire et rendues exécutoires par un arrêté du préfet.

La perception des taxes devra se faire indistinctement, sans aucune faveur. Dans le cas où le permissionnaire aurait accordé à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur l'un des prix portés au tarif, avant de la mettre à exécution, il devra en donner connaissance à l'administration, et celle-ci aura le droit de déclarer la réduction, une fois consentie, obligatoire vis-à-vis de tous les expéditeurs. La taxe ainsi réduite ne pourra, comme les autres réductions, être relevée avant le délai d'un an.

L'administration se réserve le droit de reviser les tarifs tous les cinq ans, après avoir pris l'avis des chambres de commerce de Lille, de Valenciennes et Saint-Quentin, sans toutefois que les tarifs puissent être abaissés au-dessous des trois cinquièmes des prix fixés par l'article 14.

La compagnie devra tenir ses livres dans la forme qui sera prescrite par l'administration et sous le contrôle des ingénieurs et autres agents de la navigation désignés à cet effet, de telle sorte qu'on soit toujours à même de constater le produit net de chaque année, s'il y a lieu.

19. Le permissionnaire jouira du droit de trématage, en route, sur les bateaux halés par les chevaux. En ce qui touche le passage des ponts mobiles et des écluses, il demeure stipulé que ce droit de priorité sera limité au passage successif de deux bateaux halés par la vapeur; après quoi, un bateau halé par les chevaux prendra nécessairement son tour.

Enfin, ces droits ne seront définitivement maintenus au permissionnaire qu'autant qu'il sera bien constaté que la vitesse des bateaux halés par la vapeur est supérieure à celle des bateaux halés par les chevaux.

20. Les bateaux faisant usage du halage à vapeur devront toujours laisser aux bateaux halés par les chevaux le côté du chemin de halage.

Dans les rencontres, les bateaux halés par la vapeur devront toujours ralentir leur marche.

En ce qui concerne l'éclairage et les autres dispositions relatives à la police de la navigation, les bateaux faisant usage du halage à vapeur seront assimilés aux bateaux à vapeur naviguant sur les canaux.

21. Le permissionnaire versera à la caisse des dépôts et consignations, pour garantie de ses obligations envers l'État, un cautionnement de cinquante mille francs (50,000'), qui restera à la disposition de l'administration.

Un second cautionnement de cinquante mille francs (50,000'), qui pourra être en immeubles, sera affecté à la garantie des dommages et intérêts qui pourraient être prononcés au profit des tiers contre le permissionnaire.

22. Faute par le permissionnaire d'avoir établi le service dans les délais fixés, et

faute aussi par lui de remplir les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra la déchéance; et, dans ce cas, l'administration, suivant qu'elle le jugera convenable, ordonnera la suppression pure et simple de la chaîne aux frais du permissionnaire ou l'adjudication du service, laquelle sera ouverte sur les clauses du présent cahier des charges et sur une mise à prix du matériel. Le permissionnaire déchu recevra, dans ce dernier cas, du nouveau permissionnaire la valeur de ce matériel que la nouvelle adjudication aura déterminée.

23. En cas d'interruption totale ou partielle du service, l'administration prendra immédiatement, aux frais et risques du permissionnaire, les mesures nécessaires pour assurer le service.

Si, dans trois mois de l'organisation du service provisoire, le permissionnaire n'a pas valablement justifié des moyens de prendre et continuer l'exploitation, la déchéance pourra être prononcée par le ministre des travaux publics.

24. Les dispositions des articles précédents relatives à la déchéance du permissionnaire ne lui seront pas applicables, si le retard dans l'installation du service ou l'interruption de l'exploitation provenait de force majeure régulièrement constatée.

25. Comme toutes les concessions faites sur le domaine public, la présente permission est toujours révocable sans indemnité, en tout ou en partie, avant le terme fixé pour sa durée par l'article 3.

La révocation ne pourra être prononcée que dans la forme de la présente permission.

26. A l'expiration de la permission, le concessionnaire sera tenu de vider les lieux, si l'administration ne croyait pas devoir maintenir le service de halage à vapeur, ou de céder son matériel, à dire d'experts, au concessionnaire qui pourrait être appelé à lui succéder dans l'exploitation de ce chemin.

27. Le permissionnaire et ses agents se conformeront aux règlements généraux faits ou à faire concernant la police de la navigation.

28. Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux dressés par les agents de l'administration.

29. Les contestations qui s'élèveraient au sujet du présent cahier des charges seront jugées par le conseil de préfecture de l'Oise, sauf recours au Conseil d'État.

30. Il est expressément interdit au permissionnaire, sous peine de déchéance, de faire tout traité avec une ou plusieurs compagnies de chemins de fer, de faire toute cession de son entreprise à ces compagnies ou d'opérer toute fusion avec elles.

31. Le permissionnaire sera soumis à la surveillance et au contrôle de l'administration. Ce contrôle et cette surveillance auront pour objet d'empêcher le permissionnaire de s'écarter des dispositions qui lui sont prescrites par le présent cahier des charges.

32. Le permissionnaire devra faire élection de domicile à Compiègne.

Dans le cas de non-élection de domicile, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat de la mairie de cette ville.

33. Au cas où le permissionnaire obtiendrait du gouvernement belge l'autorisation d'organiser le halage à vapeur sur le canal de Mons à Condé, la présente permission sera étendue à la partie de ce canal située en France, entre la frontière et Condé.

Paris, le 31 Juillet 1865.

*Le Maréchal Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,
chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,*

Signé VAILLANT.

N° 13,607. — DÉCRET IMPÉRIAL qui place sous le haut patronage de l'Impératrice les Établissements généraux de bienfaisance dépendant du Ministère de l'Intérieur.

Du 8 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La maison impériale de Charenton, l'institution impériale des jeunes aveugles, l'institution impériale des sourds-muets, l'institution impériale des sourdes-muettes à Bordeaux, l'institution impériale des sourds-muets de Chambéry, l'asile impérial de Vincennes, l'asile impérial du Vésinet et l'hospice impérial du Mont-Genèvre sont placés sous le haut patronage de l'Impératrice.

2. Les admissions gratuites à ces divers établissements seront proposées par l'Impératrice, sur le rapport du ministre de l'intérieur.

3. Un rapport annuel sera adressé à l'Impératrice sur l'état matériel et moral de chacun de ces établissements.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 8 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,608. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 201, de Chambéry à Genève, par Annecy, dans la traverse de Chambéry (Savoie), entre la route impériale n° 6 et l'embranchement de la route départementale n° 5, suivant la direction générale figurée par des lignes rouges sur le plan des 6-9 février 1864, qui restera annexé au présent décret.

2° La dépense des travaux à exécuter, évaluée à cent mille francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux rectifications des routes impériales (6^e section du budget du ministère des travaux publics).

3° La ville de Chambéry est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Elle demeure chargée de toutes les dépenses résultant de cette acquisition, moyennant une subvention qui ne pourra excéder la somme de deux cent soixante et dix mille francs (270,000^f), laquelle lui sera payée par l'État, également sur les fonds affectés aux rectifications de routes impériales.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans le délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (Paris, 27 Mai 1865.)

N° 13,609. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° La route impériale n° 93, d'Ajaccio à Bastia, par Corte, sera rectifiée dans les lacets de Vivario, entre les bornes 58^k,7 et 62^k,1, suivant la direction générale figurée par une ligne rouge sur le plan du 7 février 1865, qui restera annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à quatre-vingt-dix-huit mille francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux entreprises de rectifications de routes impériales (6^e section du budget du ministère des travaux publics).

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (Paris, 27 Mai 1865.)



Certifié conforme :

Paris, le 23^e Août 1865.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1329.

N° 13,610. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 1178 Brevets d'invention et Certificats d'addition.*

Du 11 Décembre 1864.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics :

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1^{er} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bally (Antoine-Philibert), à Paris, rue de Bondy, n° 46, pour un mode de traitement des suifs pour la fabrication de l'acide stéarique.

2^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Béguin (Jean-François-Frédéric), cocher pour voitures bourgeoises, à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 14, pour un système d'attelage.

3^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bemoist (Pierre-Magloire), mécanicien, à Paris, avenue de la Roquette, n° 26, pour un jouet d'enfant dit *bilboquet indien*.

4^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Bernard-Moignet, dentiste, à Amiens, pour une matière propre à l'art dentaire.

5^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunat (Louis-Isidore), fabricant, à Paris, rue Dupetit-Thouars, n° 18, pour une trompette jouet d'enfant sans soudure, avec anneaux intégrants.

6^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Christofleau (Louis), maréchal ferrant, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour le perfectionnement apporté aux armes à feu par un système de détente qui donne une sécurité parfaite.

7^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 mai 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Cécile-Larbre, négociant en vins, rue de la Justice, n° 7, à Reims, pour un dégorgeoir à galerie cylindrique renversée.

8° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delaroché (Jean-Marie), fabricant de coffres-forts, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 41, pour un procédé d'incombustibilité applicable aux coffres-forts.

9° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Elsey (Joseph), représenté par le sieur Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système d'enrôlement mécanique des tulles, dentelles et tissus de même nature (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 5 mars 1877).

10° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Fournès (Louis), à Bédarieux, pour une machine à boudin continu avec peigne non rayé, applicable aux machines à carder les laines, cotons, soie, etc.

11° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Frallion (Victor-Antoine) et Bourgeois (Henri), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une disposition de mèches dans les lampes à huile minérale et des bacs y appropriés.

12° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hett (Alexandre), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux moyens d'empêcher les incrustations et dépôts sur les carènes des navires et de les nettoyer quand elles sont couvertes de dépôts.

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jackson (Jamet-Horatio), plombier-mécanicien, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 164, pour un système d'alimentation et de décharge applicable à tout réservoir et particulièrement aux cuvettes, lavabos, aux baignoires et cuvettes à eaux ménagères.

14° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Jonas (Jean), forgeron, à Saujon, pour une charrue destinée à chausser et à déchausser la vigne, et à labourer les champs.

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur König (Edouard), dit Leroy, fabricant de clefs, à Paris, rue Saint-Maur, n° 214, pour un porte-mousqueton de sûreté.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Lacoste (Jean), à Aiguillon, pour une machine à bras et à manège avec obturateur garde-main, propre à battre le blé et à teiller le chanvre.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (Joseph), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour la fabrication des balais.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Mezquita et compagnie, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication mécanique des fers à cheval, etc.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michel (Joseph), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour un dévideur immédiat applicable dans les métiers employés pour la fabrication de la couverture ou des tissus des ressorts d'acier de crinolines ou autres.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Otto (Auguste-Nicolas), commerçant, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg n° 60, pour un moteur atmosphérique perfectionné marchant au moyen du gaz hydrogène ou de l'électricité.

21° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Pimer (Montz), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un système économique de réservoirs propres à l'emmagasinage et à la conservation des huiles.

22° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Pimer (Montz)**, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un composé diaphane et flexible dit *verre flexible Pimer*, pouvant être substitué au verre.

23° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Poulain (Victor-Auguste)**, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction et la pose des parquets, etc.

24° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Prince (Alexandre)**, représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans les machines à coudre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 janvier 1877).

25° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame de **Ryckman (Camille de Clippèl)**, représentée par le sieur Guilton, à Paris, quai de Jemmapes, n° 188, pour une dentelle dite *point belge*.

26° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Sandrinelli (Joseph)**, fondeur, représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour l'application à la fabrication des cloches, timbres et autres sonneries, du métal provenant de la fusion du fer-blanc.

27° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs **A. Séguin et Régulier**, quincailliers, représentés par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour une caisse à fleurs à charnières.

28° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Staufen (Verrier)**, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour une matière fibreuse propre à la fabrication des tissus.

29° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **TrégoMAIN (François-Marie-Aubert)**, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour applications diverses des atmosphères artificielles.

30° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur **Valton (Baptiste-Hypolite-Léon)**, fabricant de bonneterie, faubourg Croncels, n° 7, à Troyes, pour perfectionnements apportés à la ganterie à bords-côtes doubles et à élastiques mobiles ou fixes réunis.

31° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Waterman (Henry)**, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans les machines à vapeur.

32° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Whipple (John-P.)**, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour perfectionnements dans les supports des chambres noires ou cameras pour la photographie.

33° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur **Barthelemy (Blaise)**, chef de section à la compagnie d'Orléans, rue du Port, n° 6, à Périgueux, pour des fourneaux économiques de fonte dits *fourneaux de ferme*, destinés à la cuisson des aliments des animaux.

34° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur **Blanc**

(André-Jules-Victor), filateur, à Mirmande, pour un appareil servant au doublage des soies, dit *doublage à balancier*.

35° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bouisson (Jean-Claude), élisant domicile chez le sieur Benoit, rue du Port-du-Temple, à Lyon, pour perfectionnements relatifs à la fabrication et à l'emploi de la chandelle à mèches tressées.

36° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Breloux (Baptiste), constructeur-mécanicien, rue Saint-Gildard, à Nevers, pour un secoueur applicable aux machines à battre les blés.

37° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame Cabanon, née Lobiosse, rue Centrale, n° 1, à Lyon, pour un corset destiné à prévenir les déviations de la taille, dit *taille préventive et réformatrice*.

38° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caudwell (Henry), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés à la construction des navires de guerre et dont partie est également applicable aux fortifications (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 10 avril 1877).

39° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Cellé (Alexandre), fabricant de brosses et balais, à Charleville, pour un procédé de fabrication des balais d'appartement.

40° Le brevet d'invention quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Chavanne (Joseph), mécanicien, à Saint-Chamond, pour un système de métier et de fuseau pour la fabrication des lacets.

41° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delsly (Clément-Désiré), cultivateur, représenté par le sieur Bravaix, à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 14, pour un instrument destiné à opérer les moutons et les bœufs atteints de météorisme, dit *météoriste*.

42° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Dumont et Garnier, appréteurs, rue Godefroy, n° 18, à Lyon, pour application d'un apprêt sur tissus de soie de fantaisie et autres.

43° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Edde (Armand-Narcisse), marchand de comestibles, rue Saint-Jean, à Elbeuf-sur-Seine, pour un dételage instantané.

44° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Evrard (Jean-Baptiste), mécanicien, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour moyen et appareil pour obtenir un filetage embouté sur les donilles, godets de lampes, et en général toutes autres pièces analogues.

45° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gache neveu (Jean), rue de la Vieille-Monnaie, n° 23, à Lyon, pour une machine servant à lever les pièces de soierie de dessus les ourdissoirs.

46° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grey (James-Graham), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour perfectionnements dans la construction des machines à coudre.

47° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par les sieurs Lebel (Florimond) et Martial, fondeurs, à Amiens, pour un appareil économique dit *sebastopol*, forme cuisinière.

48° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Lechat (Gustave-Michel-Marie-Édouard), élève mécanicien, route de

Rennes, n° 65, à Nantes, pour un cylindre excentré applicable aux machines rotatives.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lejeune fils (Alfred-Jules), fabricant de siphons, à Paris, rue Saint-Maur, n° 222, passage Sainte-Marie, n° 4, pour un appareil à eaux gazeuses (siphon à générateur mobile).

50° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Letzigus-Boivin (Laurent), mécanicien, à Troyes, pour une machine à nettoyer les grains.

51° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le sieur Leyherr (Charles), à Laval, pour un porte-plume dit *porte-plume siphonoïde*.

52° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 mai 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marce (Auguste), instituteur public, représenté par le sieur Galland, à Paris, rue Olivier-Saint-Georges, n° 12, pour un porte-plume-porte-crayon porte-galon métrique.

53° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Missa (Jean-François), faubourg de Laon, n° 12, à Reims, pour une machine destinée à remonter les bouteilles des caves.

54° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur de Normandie (Charles), rue du Dragon, n° 78, à Marseille, pour la régénération du crin et de la bourre provenant des vieux scourtins ou étrindelles.

55° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Paquelet (Hubert), cours Napoléon, n° 3, à Lyon, pour tubes ou cylindres s'adaptant aux flancs des navires pour en empêcher le balancement.

56° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aveyron, par le sieur Rouquairol (Benoît), à Decazeville, pour une pompe soufflante à piston dormant et noyé, compresseur et compensateur.

57° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Tachella (Spéraindio), instituteur privé, à Glay, pour un mode de fabrication des masses de barillet et des esscs de sonnerie.

58° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Taylor (John-Georges), fabricant, et Thomas (Samuel), négociant, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les articles de toilette, dans leur ornementation et dans leurs moyens d'attache.

59° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thiry jeune (Christophe-Adrien), négociant, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de clôtures mobiles à articulations destiné au parage des animaux.

60° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Truchelut (Jean-Nicolas), photographe, rue de l'Arsenal, n° 7, à Besançon, pour photographies sur toile et carton pour peinture à l'huile exécutées directement par les procédés d'agrandissement.

61° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Vassivière fils (Léonard), rue Saint-Marcel, n° 36, à Lyon, pour une pompe rotative.

62° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wheeler (James), fabricant de gants, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux procédés propres à parfumer les gants (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 11 août 1877).

63° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Angebanit-Justeau (Louis), fabricant de briques, à Ancenis, pour un système de cuisson des produits céramiques (briques, faïence, plâtre, porcelaine).

64° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Bayle (Pierre), rue Notre-Dame, n° 32, aux Chartrons, à Bordeaux, pour la fabrication de boîtes-verres métalliques pour produits alimentaires.

65° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Bierlein (François-Charles), fabricant de crics, à Lingolsheim, pour une pompe centrifuge dite *pompe centrifuge Bierlein*.

66° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boussuge (Pierre-Charles) et Taureau (Narcisse-Charles), corroyeurs, à Paris, rue Gensier, n° 37, pour une poudre minérale destinée à l'apprêt de toutes sortes de peaux et cuirs mégissés et corroyés.

67° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 juin 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Castel (Jean-Baptiste), horloger, à Paris, quai de Jemmapes, n° 136, pour une fermeture à secret pour porte-monnaie.

68° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Desportes et Desbriat, rue des Capucins, n° 11, à Lyon, pour un produit fabriqué sur métier à tulle avec une matière apportant économie et perfection.

69° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Desportes et Desbriat, rue des Capucins, n° 11, à Lyon, pour un procédé de découpage à la main sur tulle façonné.

70° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 avril 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dobson (Benjamin), constructeur de machines, représenté par le sieur Mathies, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les cardes.

71° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société E. Dordigny et compagnie, fabricants de produits chimiques, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de combustible obtenu par l'utilisation des résidus de cendres provenant du lessivage des minerais servant à la fabrication de l'alun.

72° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Dumey (Claude), tourneur sur métaux, à Saint-Sernin-du-Bois, pour un appareil dit *compteur d'eau*.

73° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Franco (Émile), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un genre de crics.

74° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Hagimont (Jean-Blaise), directeur de tissage, à Bethel, pour un système de chasse à rot mobile pour métiers à tisser.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Hallade (Jean-Baptiste), conducteur des ponts et chaussées, à Périgueux, pour un instrument, dit *niveau stadia*.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Haton (Louis-Appolinaire), négociant, à Dôle, pour perfectionnements apportés au trieur à graines.

77° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Im-

bert Bonnet et Pfister, lampistes, représentés par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour perfectionnements dans la fabrication des lampes à brûler l'huile de pétrole et autres liquides.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Helsey (John), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la construction d'une herse en forme de double V.

79° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Kroepfen (Séraphin), armurier, à Soultz, pour un marteau à rhabiller les meules.

80° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langevin (Auguste), négociant, élisant domicile chez le sieur Plantin, brigadier des domaniaux à la gare de Strasbourg, à Paris, pour un appareil gazogène débilitant la boisson par l'effet de la pression atmosphérique.

81° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par le sieur Le Gressier de Bellamay (Hyacinthe-Auguste), médecin, à Châteauneuf-sur-Cher, pour un télégraphe électrique imprimant sur feuille.

82° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Macé (Jean-Charles), fabricant de lampes, à Paris, rue Saint-Maur, n° 150, pour un système de bec de lampe propre à brûler l'huile de pétrole.

83° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Malepart (Jean-Henry), mécanicien, à Cognac, pour une marque à feu à foyer portatif et direct dite *marque Malepart*.

84° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Meyer (Jean-Conrad), élisant domicile chez le sieur Hasenauer, rue d'Austerlitz, n° 22, à Strasbourg, pour un séchoir touraille automate et continu à dessiccation graduée.

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Milleriot (Alexandre), ferblantier, à Alger, pour une machine à défricher le palmier nain.

86° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Nicolas (Alfred), rue de la Reine, n° 35, à Lyon, pour un instrument dit *gabarit à courbes concentriques*, pour le tracé de courbes et arcs de cercle à grands rayons.

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Olivier (Nicolas-Auguste), serrurier, à Louviers, pour un appareil dit *pyrotherme*.

88° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par les sieurs Petit frères (Jules-Parfait) et (Joseph-Honoré), fabricants de serrures, à Troyes, pour un système de serrure.

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Romanet, négociant, à Morez, pour un système de roulette à globule applicable à toute espèce de meubles, outils ou autres objets.

90° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Thomas (Jean-Marie), architecte, à Alger, pour un système de terrasses, plafonds et planchers monolithes.

91° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thompson (Robert), mécanicien, représenté par le sieur Defontaine-Moreau, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements apportés dans les machines à planer les pièces

de fer, d'acier ou d'autres métaux ayant des formes irrégulières. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 août 1877).

92° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wheeler (Elbridge), représenté par le sieur Henry, à Paris, rue d'Amboise, n° 2, pour matrices d'assemblage perfectionnées.

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ardèche, par le sieur Blachère (André), mécanicien, à Aubenas, pour un système de réglage pour le moulinage des soies grèges.

94° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Bonrgues (Jean-Étienne-Amédée), bourrelier, à Brignoles, pour une sellette de limon à rouleaux.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Camus (René), menuisier-mécanicien, commune de la Bohalle, pour un tarare applicable à toutes machines à battre.

96° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Cousinéri (Marie-Jean-Baptiste), rue Ferrari, n° 45, à Marseille, pour un système de pommes d'arrosoir et de jets d'eau à fermoirs.

97° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Crégut (Guillaume), modeleur-mécanicien, et la société Tschiffelj frères, le premier, boulevard National, n° 355, et le second, rue Fontaine-Saint-Lazare, n° 32, à Marseille, pour une plaque-filtre remplaçant les plaques de tôle et les tissus en crin, laine et sparterie employés dans les cages et boîtes servant à la pression des graines oléagineuses et autres substances.

98° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur David (André-Marie), négociant, rue de la Bourse, n° 18, à Saint-Étienne, pour un genre de tissus par fil de taur.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Delangre (Laurent), lithographe, place du Commerce, n° 13, à Nantes, pour impression directe sur le fer-blanc et son application pour étiqueter les boîtes de conserves alimentaires et autres substances, et décorer toute sorte de ferblanterie.

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delcambre (Adrien-Henry), à Paris, rue de Bourgogne, n° 50, pour système de chauffage des trains de voyageurs.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Dreyfus (Emmanuel), marchand tailleur, à Grenoble, pour un système d'application d'une matière propre à imperméabiliser toutes sortes d'étoffes.

102° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Dubrucq-Detraux, élisant domicile chez le sieur Merlin, hôtel du Commerce, à Charleville, pour un genre de coiffure pour hommes.

103° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Dumet-Prévost (Nicolas-François), meunier, à Patzy-Cosdon, pour une roue hydraulique prenant l'eau à l'intérieur et la conservant jusqu'à deux aubes de son axe inférieur, où elle commence à s'échapper.

104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Durand et compagnie, lampistes, représentés par le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour un système de lampes économiques dites lampes phénix.

105° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Eyraud père (Jean-Jacques-Guillaume), marchand de cristaux, rue de la Loire, n° 17,

à Saint-Étienne; pour un frein à crampon destiné à prévenir les accidents sur les chemins de fer.

106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Gaillard (Xavier-Antoine); docteur en médecine, à Harthennes, pour une moissonneuse.

107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Gardet (Marion), fabricant d'appareils de chauffage, boulevard Petit-Cours, n° 31, à Nîmes, pour un fourneau de cuisine avec appareils à gaz.

108° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par les sieurs Grand-Desaibats et Delmouly, à Agen; pour un système de charrette et voiture de sûreté.

109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Houdard (Édouard) et Vincey (Hubert), négociants, représentés par le sieur Berlan, rue Martin, n° 3, à Marseille, pour un engrais organique des matières salines mélangées de matières fécales.

110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par la société Imer Fraissinet et Baux, rue Fougate, n° 2 bis, à Marseille, pour l'application du charbon et de la chaux dans le traitement et l'épuration des huiles de pétrole.

111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Lemoine (Alfred), employé des ponts et chaussées, pour un compteur hydraulique.

112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Long (Édouard) et Feraud (Ferdinand), rue Saint-Basile, n° 29, à Marseille, pour des boucles-jonction applicables aux courroies mécaniques.

113° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Meste (Jacques), menuisier, rue des Pénitents-Blancs, n° 2, à Arles, pour une pince à donner la voie aux scies à main.

114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Montoy (Louis), négociant, à Beaune, pour un fourneau potager au charbon de bois dit *fourneau express*.

115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Montoy (Louis), négociant, à Beaune, pour une machine à frotter les appendements dite *frotteuse-locomotive*.

116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-et-Oise, par le sieur Palissard (Jean-Louis), artiste peintre, à Bellevue-Meudon, Grande-Rue, n° 10, pour des compositions hydrofuges pouvant remplacer le bois dans la plupart de ses usages.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paraber (Louis), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour le cintrage des bois à la vapeur.

118° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Prats (Antoine), marchand de bouchons, rue des Telliers, n° 24, à Reims, pour un procédé d'amélioration et de préparation des bouchons de liège servant aux vins de Champagne.

119° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Rocquess (Jean-Justin), sous-lieutenant aux lanciers de la garde, en gar-

nison à Fontainebleau, pour une pince à bord intérieur servant à renfermer la charge dans la cartouche pour fusil Lefaucheur.

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Tanviray, charron, faubourg Saint-Cibard, route de Bordeaux, à Angoulême, pour une charrette perfectionnée dont le déchargement s'opère mécaniquement.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 juin 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Tricotel (Alexandre-Joseph-Victor) et Cartier (Paul-Louis), représentés par le sieur Amoureux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour une machine à force centrifuge ou volant régulateur.

122° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Gers, par les sieurs Weinberger (Clément) et Laffourcade (Louis), à Auch, pour un procédé économique de conservation du marc de raisin.

123° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Angé (Jean-Victor-Isidore), confiseur, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour fabrication de l'amande mexicaine.

124° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Bove (Pierre-Étienne-Jules), imprimeur lithographe, à Beauvais, pour un système d'écluse à sas pouvant se diviser à volonté en un ou plusieurs sas.

125° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Brisson, Fauchon et compagnie, constructeurs-mécaniciens, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné de meules avec récepteur circulaire mobile.

126° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Carpentier-Fontaine, fabricant de tulles, et Cousin (François), mécanicien, à Caudry, pour une machine à épeutir les tissus.

127° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cavalerie (Marcelin-François-Dorothée), menuisier-mécanicien, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 32, hôtel d'Alger, pour un moteur à force centrifuge.

128° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chézaud (Louis-François) et Christen (Henri-Jérémie), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans l'impression des timbres-poste, billets de banque, actions et autres titres de valeurs, etc. etc.

129° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Christofleau (Delphin), serrurier, à Evreux, pour un système de pelles et de fourches.

130° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Claudon (Jacques), ouvrier en corsets, à Bar-le-Duc, pour un genre de confection dit *justaucorps hygiénique*.

131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par la société d'Andiran et G. Wegelin, négociants, à Mulhouse, pour un procédé de caoutchoucage vulcanisé renforcé des doubliers.

132° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Florquin de Saint-Simont (Félix) et Boissierand (Pierre-Claude-Marie), à Paris, le premier, rue de Vaugirard, n° 73, et le second, rue Montmartre, n° 49, pour un casse-pierre mécanique pouvant être mu à bras ou par moteur.

133° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fourneaux (Jean-Louis-Nestor), facteur d'orgues, et l'abbé Déon (Augustin),

par M. de Sennevoy (Yonne), élisant domicile chez le premier, à Paris, rue de Chabrol, n° 54, pour des perfectionnements apportés aux mécanismes ou appareils destinés à faciliter l'accompagnement des chants religieux dans les églises et consistant dans l'harmoniconcértin extérieur et dans l'indicateur mélodico-harmonique.

134° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Galibert (Albert), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 51 (rivé gauche), pour un appareil de plongeur et de sauvetage pour le cas d'incendie.

135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gallette-Pichot (Jules), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour fabrication d'une absinthe dite *absinthe de Vichy*, sans alcool, ou sans d'absinthe de Vichy.

136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Hervieu (Nicolas), fabricant de toiles, à Vanbadon, pour un système de tuiles à joints recouverts pour couvertures.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hirsch (Jacques-Philippe), fabricant, représenté par le sieur Beauchet, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de confection des chapeaux de toutes formes.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fournet frères, fabricants, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés à la fabrication des instruments de terrassement et autres.

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Landrin (Toussaint), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 14, pour un système de collier de cheval.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lammonier (Frédéric-Jean-François), banquier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné de fours à coke.

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Latrent (Jean-Marie), rue Tronchet, n° 95, à Lyon, pour un porte-plume encrier.

142° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Louis-Désiré), monteur en bronze, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux taille-crayons.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Jean-Gaspard-Placide), fabricant de chapeaux de paille, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de fabrication de chapeau en sparterie, etc.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Morrell (Thomas-Henry) et Williamson (Joseph), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la purification des gaz provenant du traitement des engrais.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par les sieurs Planté (Charles) et Guérin (René), le premier, rue de Poissy, n° 89, et le second, place du Château, n° 14, à Saint-Germain-en-Laye, pour enveloppes adhésives et à souches pour papiers à lettre de toutes dimensions et couleurs.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Schekoski (Jean), menuisier, à Solignat-Lembron, pour un appareil destiné à arrêter les croisées quand elles sont ouvertes.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Serve fils (Jean-Pierre), fabricant de briques, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la propulsion des navires et aux appareils qui s'y rapportent.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tardien (Georges), à Paris, rue de Tournon, n° 13, pour une disposition de chaîne s'enroulant sur des poulies ou tambours.

149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Varillat (William-Jean-Jules), fabricant de produits chimiques, à Eauplet, pour un foyer propre à brûler les bois en poudre hachés et tourbes à l'état sec ou humide.

150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weheeler jeune (James), opticien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils servant à la production de la lumière anhydrique applicable à l'éclairage.

151° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Basset (Louis-Auguste), à Paris, rue de Bagnaux, n° 6, pour une disposition de cuvette mobile et tuyau plongeur indépendant formant siphon, applicable à tous les tuyaux de chute.

152° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bradley (Charles-Smith), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour le tissage mécanique des étoffes de crin et de toutes matières quelconques présentant les mêmes difficultés de tissage mécanique, et pour les appareils et machines nécessaires pour tisser mécaniquement lesdits tissus.

153° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brown (Jean-Nurthall), représenté par le sieur Beauchet, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 53, pour perfectionnements apportés aux moyens de relier ou d'attacher les ressorts de suspension aux boîtes à graisse des voitures et wagons de chemin de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 avril 1877).

154° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par le sieur Cahuzac (Abin-Raymond), comptable, à Albi, pour une brouette à bascule.

155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chenuet (Jean-Louis-Claude), dit Honoré, employé à l'administration des lignes télégraphiques, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système dit de métalloplastie, ou application d'une couche métallique quelconque sur tous tissus ou étoffes faits de matières solides végétales ou animales.

156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Derriey (François-Charles), typographe, à Paris, avenue du Moine, n° 20, pour l'application à la typographie d'un système de serrage dit serrage à registre.

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dréville (Pierre-Marie-Sixième) et Ducrot aîné (Étienne), à Paris, le premier, rue du Temple, n° 201, et le second, quai de Valmy, n° 157, pour un thermomètre public annonces.

158° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Dumini (Eugénie Meugnot), artiste peintre, à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 185, pour imageries minérales.

159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Dumini (Eugénie Meugnot), artiste peintre, à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt,

n° 185, pour tableaux-étiquettes applicables à la publicité commerciale, dits *décalcominifiables*.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dupriez (Charles-Achille), négociant, et Meutermans (Jean-Frédéric), ébéniste, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de machines à travailler le bois.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Fleutiaux (Céline), fabricante de bronze, représentée par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour l'application du biscuit ou porcelaine tendre à la décoration des pendules en bronze composition.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillochon (Edouard-Clément), fabricant, à Paris, rue Saint-Denis, n° 271, pour masques en cire transparente sans couture.

163° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Guiraud et compagnie, à Paris, rue Charlot, n° 6, quartier des Ternes, pour un système de boîte d'essieu.

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Hautot (Clémence-Joséphine) et le sieur Paris (Louis-André), à Paris, rue de Chabrol, n° 22, pour la fabrication de cartes à jouer dites *historiques*.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henström (Arvid-Théodore), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un carton pour toitures.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Higon (Guillaume), horloger, à Paris, chez le sieur Chancel, rue Baillif, n° 8, pour un système de secondes fixes applicable aux pièces d'horlogerie.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maillet (Alfred-Antoine-Paulin), ébéniste, à Paris-Belleville, barrière du Combat, n° 12, pour des dispositions de robinets à gaz et à eau pouvant être fermés pendant qu'on procède au nettoyage et au graissage de leurs organes.

168° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Louis-Émile-Constant), ébéniste, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des appareils perfectionnés destinés à chauffer et à purifier l'eau (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 22 août 1877).

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moulin (Louis-Eugène), élisant domicile à Paris, rue des Filles-Saint-Thomas, n° 10, hôtel de France et d'Angleterre, pour un système de cylindres propulseurs destinés remplacer dans les navires les hélices et les roues à aubes.

170° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mushet (Robert), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés à la fabrication ou au traitement de la fonte de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 9 mars 1877).

171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Plisson (Paul-Isidore), rue des Ursulines, n° 7 bis, à Tours, pour un chauffe-pieds d'église.

172° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tellier (Charles-Louis-Abel), à Paris, rue Lebouteux, n° 11, pour fabrication de l'éther méthylique et son application à la production artificielle du froid et de la glace par des moyens spéciaux.

173° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 sep-

tembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thibault (Théophile), dessinateur-industriel, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de porte-bouteilles égouttoir.

174° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thompson (Robert-William), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans la manière d'appliquer la force motrice, perfectionnements applicables en tout ou en partie à l'élévation et au refoulement des fluides (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 février 1877).

175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Toovey (William), imprimeur lithographe, représenté par le sieur Gauthey, à Paris, rue Castellane, n° 4, pour perfectionnement dans les procédés de photo-lithographie, photo-zincographie et gravures photographiques sur des plaques de cuivre, acier ou tout autre métal.

176° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par les sieurs Villard père et fils (Joseph-Marie-Arsène) et (Lucien), à Baignant, pour une machine dite *semoir-rayonneur*.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Villy (Pierre-François), cordonnier, à Paris, rue du Temple, n° 103, pour bottines en cuir d'un seul morceau, avec tige en tissu élastique, pour hommes, femmes, enfants, soldats et chasseurs.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Willaine (Alfred), fondeur, à Vivier-au-Court, pour une tuyère à réservoir d'air avec régulateur et munie d'une soupape à balancier avec contre-poids.

179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aguitton (Jean-David-Alexandre), fabricant de filets de pêche, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de fil pour filets de pêche.

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bailly (Edmond), employé, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de couture, piqûre et broderie mécaniques à plusieurs aiguilles, pour l'ornementation de la chapellerie de fantaisie et autres applications.

181° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Borromée (Denis-Henry), employé à la Maison de l'Empereur, à Paris, rue de Bagnoux, n° 9, pour divers enduits conservateurs et pour bases destinées à la peinture industrielle.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Brunt (John) et Renaux (A.), directeur de l'usine à gaz de Toulon, représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des condenseurs tubulaires à courant d'air naturel ou artificiel pour les usines à gaz.

183° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Clermont et Martin, opticiens fabricants, à Paris, rue du Temple, n° 101, pour un système de jumelles de théâtre.

184° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Coudon (Pierre), constructeur de machines agricoles, à Gemeaux, pour un pressoir à vin.

185° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Delaunay (Nathalie-Angustine Merle), représentée par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des cigarettes.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Della-Nocci (Émile), manufacturier, représenté par le sieur Buscalioni, élisant domicile à Paris, grand hôtel Victoria, avenue Victoria, n° 17, pour un système d'amorçoir et de platine simplifiés pour fusils de guerre.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Waroquier (Jean-Louis), batteur d'or, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un robinet système Waroquier.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hirschler (Auguste), employé, à Paris, rue des Jeûneurs, n° 32, pour un aéroscofpe.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Howe (John-C.), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements apportés dans les armes à feu dites *révolvers*.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Klotz (Marc), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour l'ornementation, au moyen de machines à condre, des étoffes, tissus, feutres, cuirs et autres substances pouvant être pénétrées par des aiguilles.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Maine (Auguste), fondeur, à Saint-Pierre-lès-Calais, pour une machine à faire tourner le cabestan dont on se sert à bord des navires.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 mai 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par les sieurs Mariol et Gary, rue Saint-Gilles, n° 29, à Agen, pour une charrue à double rotation destinée à tout labour.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Witzgrin, Stolz et compagnie, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un procédé de fabrication des tissus gaufrés dits *aliciennes*.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moysan (Gustave-Jean), à Paris, rue des Vinaigriers, n° 22, pour un régulateur de vitesse à effet constant pour moteurs en général.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nathan (Charles), élisant domicile chez le sieur Rédier, à Paris, cour des Petites-Écuries, n° 16, pour l'emploi des noix de coco pour la récolte et comme récipient des gomme et des résines.

196° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Nield (Charles) et Hopkinson (John), représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système d'appareil avertisseur en cas d'incendie, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 18 novembre 1876).

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Noiroi (Alfred), à Paris, rue Pigalle, n° 61, pour la fabrication d'un genre de tuiles.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Otton (Benjamin-Hippolyte), élisant domicile chez le sieur Azéma, à Paris, rue des Bons-Enfants, n° 17, pour composition de briques légères pour murs et cloisons.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Parent, Schaken, Caillet et compagnie, constructeurs-mécaniciens, à Paris, quai de Billy, n° 54, pour un trommel classificateur à double enveloppe pour le classement des matières grenues et principalement du minéral.

200° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Perette (Joseph), chimiste, et Besnard aîné (Pierre-François-Clovis), cultiva-

teur, à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 17, pour la composition d'une poudre minérale propre à nettoyer et à polir tous les métaux.

201° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-inférieure, par les sieurs Petitgrand (Désiré), fabricant de draps, et Brunsois aîné, mécanicien, élisant domicile chez le premier, rue Royale, n° 71, à Elbeuf, pour un système de cylindre à effilocher.

202° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bawlings (Thomas), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements aux machines à tricoter.

203° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rémongin (Pierre) et Gesson (Pierre-Alphonse), représentés par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour une machine perfectionnée propre à biseauter et à tailler les glaces de toutes formes ainsi que leurs bandes et ornements.

204° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Salomone (Fédérico), représenté par le sieur Aurino, élisant domicile chez le sieur Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un moteur à leviers continus.

205° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Thierry fils et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 110, pour applications, moyens et procédés relatifs aux appareils fumivores à vapeur surchauffée.

206° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thompson (Robert), représenté par le sieur Mahieux, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour un tissu mélangé et l'application de ce tissu à la couverture des parapluies, ombrelles et en-tout-cas (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 16 septembre 1877).

207° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vanderkindt (Auguste), représenté par le sieur Hermann Schneider, à Paris, rue de l'Assomption, n° 62, quartier de Passy, pour un procédé de tannage accéléré.

208° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aguitton (Jean-David-Alexandre), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de fil propre à la passementerie.

209° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Auguste (Victor), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un système de support d'abat-jour.

210° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bengel (Louis-Alphonse), fabricant, représenté par le sieur Brade, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour une disposition de soufflerie pour forge, etc.

211° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Besequent (Jules), maître de forges, élisant domicile chez le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue de Lafayette, n° 7, pour un système de carbonisation et de torréfaction du bois, de la houille, des os et de toutes les matières organiques.

212° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Billings (George-Whitfield), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gallien, n° 13, pour une méthode perfectionnée de préparation des filaments du chanvre, du lin et autres matières végétales propres à la fabrication.

213° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bordon (Joseph-Philippe-Toussaint), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un chronomètre.

214° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Cantillon (Georges-Louis), rue des Postes, n° 23, quartier de Wazemmes, à Lille, pour un appareil servant à étendre les toiles dans les séchoirs de blanchiment.

215° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cruizeverd fils (Jean-François), représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de marchepied automatique double ou à deux marches pour voitures.

216° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Curtz (Auguste) et Boeris (Dominique), fabricant d'armes, rue de Foy, n° 12, à Saint-Étienne, pour la fabrication de balonnettes en acier fondu d'une seule pièce et sans soudure.

217° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Daix (Denis), mécanicien, et Delphin (Victor), négociant, à Paris, rue des Partants-Charonne, n° 58, et le second rue de Ménilmontant, n° 103, pour un appareil propre à remplacer les pierres ou meules des floteurs des machines à vapeur.

218° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Déderu (Ernest-Alphonse), cordonnier, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements apportés dans l'outil de cordonnerie dit *tranchet*.

219° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dollot (Eugène), entrepreneur de chemins de fer, et de Chaillou (Autoime), faisant domicile à Paris, boulevard de Strasbourg, grand hôtel de Paris, pour un wagon à caisse roulante pour terrassement et ballastage.

220° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Edwards (George), représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, pour un système de chemin de fer avec l'emploi de l'air comprimé et de l'air dilaté.

221° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gagnage (Charles-Marie), chimiste, à Paris, chaussée du Maine, n° 93, pour un système d'assainissement général des centres de population au profit de l'agriculture et du commerce.

222° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gauchez (Léon), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un outil destiné à couper les fils métalliques de tout diamètre.

223° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gauchez (Léon), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un continu applicable à tous les assortiments de machines à carder la laine.

224° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Glaive (Charles-Louis), préparateur d'huiles et de graisses, à Paris, rue du Petit-Musc, n° 35, pour un mode de préparation des huiles et graisses destinées au service des chemins de fer, des machines et des voitures.

225° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Grandidier (Jean-François), rue Bretenil, n° 19, à Marseille, pour un système de joint pour tuyaux de conduits d'eau forcée, de vapeur et de gaz, dit *joint mixte*, élastique et précis, au plomb et au caoutchouc et avec ou sans brides mobiles.

226° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ladois (Jean-Pierre), fabricant d'instruments de musique, à Paris, rue d'Estrées, n° 17, pour un système de piston à ressort extérieur appliqué aux instruments de musique.

227° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lallouette (Émile-Victor), tôlier-fumiste, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 71, pour un appareil de chauffage économique à l'usage des tailleurs et des corps d'état qui emploient le fer à repasser.

228° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laveur (Aimé), fabricant d'instruments de chirurgie, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux instruments servant à ouvrir les boîtes de conserves et autres.

229° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroux (Alphonse), manufacturier, représenté par le sieur Leroux-Dufié, rue des Vertus-la-Villette, n° 36, pour un paquetteur-mesureur mécanique à simple et double effet.

230° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lhuillier (Auguste), joigneur, à Paris, rue Saint-Martin, n° 260, pour un genre de piqure pour chaussures.

231° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ollivier (Jean-Baptiste-Joseph-Henri), employé à la compagnie parisienne du gaz, à Paris, rue Mouffetard, n° 134, pour un robinet automatique à valve sèche pour le gaz.

232° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Péan (Jean), fabricant de passementerie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de lacet-ganse ou galon coté et pour passementerie, ganterie et autres usages.

233° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sormani (Paul), fabricant de nécessaires, etc. représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une malle à tiroirs.

234° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Varillat (Jean-Baptiste-Françisque), comptable à l'institution Sainte-Barbe, à Paris, rue Saint-Étienne-des-Grès, pour un appareil d'évaporation.

235° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Veth (Arie) et Apeldoorn (Lambert), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des roues de voiture.

236° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par les sieurs Amaury père et fils (Louis-Denis) et (Louis-Moïse-Fortuné), carrossiers, aux Andelys, pour une machine d'agriculture dite *calvanière*.

237° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Andreac (Émile), ingénieur en chef de la compagnie de la navigation des bateaux à vapeur impériaux et royaux d'Autriche, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la construction et à la disposition des générateurs à vapeur.

238° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Armfield (Thomas), architecte, à Paris, rue Trafaux-Batignolles, n° 14, pour des manches de grille en métal.

239° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Becqz aîné (Louis), rue Saint-Étienne, n° 9, à Lyon, pour un genre de calorifère dit *calorifère Becqz*.

240° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Blanchard (Paul-Jules-Hippolyte), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un étui des passe-temps des voyageurs.

241° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cowdery (Georges), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans les machines à faire les briques (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 26 mars 1877).

242° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Daulé (Marie-Jeanne), fabricante, à Paris, rue de Rivoli, n° 194, pour une ceinture dite *ceinture sultane*.

243° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Deroeck (Charles-Louis), mécanicien, et Vander-Belin (Édouard), élisant domicile chez le sieur Vampouéke, rue de Tournai, à Lille, pour un système de filtre perpétuel à puits pour l'obtention d'eau claire et potable dans toute espèce de terrains.

244° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Devaux (Eugène-Jean-Baptiste), teneur de livres, à Paris, rue de Montreuil, n° 92, pour un système d'étrier ouvert dit *étrier impérial*.

245° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Galley (Louis), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnement dans la fabrication des limes.

246° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gerhardt (William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication du fer et de l'acier, et aux appareils qui s'y rapportent.

247° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gerstenhöfer (Moritz), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un système de fourneaux de grillage (brevet saxon de cinq ans, expirant le 1^{er} juillet 1867).

248° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hochard (Alexandre), marchand de fonte, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une cuvette siphon à panier indépendant.

249° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquin (Victor), horloger, à Paris, place de l'Étoile, n° 16, pour un instrument dit *dérasseur-peigne instantané*.

250° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jeantroux (Irénee), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un fumivore-globe-réchaud-veilleuse économique.

251° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Tarn, par le sieur Lagey (Ferdinand), chef de gare, à Albi, pour un appareil dit *appareil Largey*, destiné à empêcher les accidents de voiture.

252° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaistre (Toussaint), architecte, à Paris, rue Saint-Denis, n° 290, pour un ventilateur calorifique applicable aux fosses d'aisances, cuisines, écuries, etc.

253° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martindale (Rolph), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la construction des lampes.

254° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Jean-Gaspard-Placide), fabricant de chapeaux de paille, représenté par le

sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de cercles flexibles pour jupons, jupes, etc.

255° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Molinos et Prounier, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de bateaux-freins.

256° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Montigny (Antoine-Étienne), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une boîte de friction des essieux applicable aux voitures, carrosses, omnibus.

257° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mushet (Robert), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements apportés aux moules devant servir à couler l'acier et le fer homogène (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 mars 1877).

258° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nobel (Alfred), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des poudres de mine et de tir.

259° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pagès (Antoine) et Simon (Blaise), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un élévateur de liquide à mouvement intermittent.

260° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paquier (Jules-François-Louis), lieutenant à l'état-major fédéral d'artillerie suisse, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un projectile à hélice système Paquier.

261° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Person (François), lampiste, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une disposition perfectionnée permettant d'augmenter ou de diminuer l'intensité de la flamme dans les lampes à mèches rondes pleines.

262° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Radel (Ambroise-Ferdinand), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines servant à la fabrication d'éventails et autres objets analogues.

263° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Reed (Timothy-Reill) et Packard (Henri-Francis), manufacturiers, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une machine à insérer et fixer les œillets métalliques dans les étoffes, cuirs et tissus de toutes sortes.

264° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Vallée (Henri-Aimé-Louis), directeur des ateliers Parent, Schaken, Caillet et compagnie, faubourg de Givet, à Lille, pour des perfectionnements aux chaudières des machines à vapeur.

265° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vernalde (Marcelin), constructeur de métiers, représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour un genre de barres métalliques pour métiers à tulle.

266° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Worrall (Joseph-Hardman) et Holme (John), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour des perfectionnements dans la méthode de produire des surfaces en imitations de bois, pour être employées à l'impression (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 mars 1877).

267° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Yeaton (Hud-

son), (Edwin), (Samuel) et (John), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux lisses employées dans le tissage (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 avril 1877).

266° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baselaar (Antoine), marchand tailleur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans la confection des paletots pardessus.

269° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Becuwe (Auguste-Arnaud-Florent), à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 12, pour calorifère mobile fumivore sans tuyaux.

270° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellard (Édouard), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un ruban découpé à lisière et liséré obtenu mécaniquement.

271° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonnard (Jean-Joseph), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un trieur classeur-séparateur de minerais.

272° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brugnat (Pierre), négociant, représenté par le sieur Lemonnier, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un produit destiné à suppléer à la chicorée des ménages dit *glyciatybe*.

273° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Cousin (Félix), à la Fourmillère, près Nantes, pour une composition de cirage pour la chaussure et les harnais.

274° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Demeure (Joseph-Cyprien), bijoutier, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 122 et 124, pour perfectionnement de la montre jouet dite *montre remontante par la bélière*.

275° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desfosscé (Edmond), à Paris, rue de la Vrillière, n° 10, pour des cartes de visite dites *parlantes*.

276° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Didier (Étienne-Casimir), dit Stéphane, à Paris, rue de Rivoli, n° 45, pour des lamelles métalliques sur champ et d'une seule pièce substituées aux lisses de laines pour tissage.

277° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Doehnel jeune (Henri-Charles), fourreur fabricant, à Paris, boulevard du Temple, n° 12, pour un système de fabrication d'un manchon dit *manchon inaltérable*.

278° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuis (Charles-François), négociant, à Paris, rue Saint-Denis, n° 375, pour un appareil dit *garde-roues*.

279° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Durieux (Tony), Gonet (Charles) et Fayolle (Pierre), mécaniciens, à Saint-Étienne, pour un métier en fer propre à la fabrication des lacets de tous genres avec application de la couenne de porc et peau de buffle dans tous les mouvements et engrenages.

280° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Paget (Jean-Baptiste-Marius), rue d'Orléans, n° 4, à Bordeaux, pour un appareil absorbant les vapeurs et le gaz.

281° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 oc-

tobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Fouilloux (Joseph), mécanicien, et Mardienne (François), négociant, élisant domicile chez le sieur Fenillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour un treuil à enroulement régulier.

282° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Giessner (Lonis), rue Mazenod, n° 10, à Lyon, pour système consistant à éclipser les joints de rail de chemin de fer.

283° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Haq (Jean-Baptiste-François), dit Stéphane, électricien, à Paris, boulevard Montparnasse, n° 70, pour un appareil d'induction électro-médical.

284° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par la dame Julia (Anna Maraval), rue de la Poudrière, n° 19, à Toulouse, pour une ceinture hygiénique avec un appareil dit Julia.

285° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Langlet (Aristide-Félix) et Legrand (Frédéric-Auguste), négociants, à Fécamp, pour un procédé économisant le combustible dans les fourneaux de générateur de vapeur.

286° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Latchford (Benjamin), représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, pour un éperon perfectionné (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 16 septembre 1877).

287° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Margouët de Villa (Bonaventure-Alexandre-César), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 83, pour des miroirs ardents propres à la fusion de tous les métaux, à la cuisson, la calcination, la vitrification de tous les corps durs ou malléables.

288° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moineau (Isidore-Alexandre), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour application de la poulie différentielle aux presses, presseoirs et autres appareils analogues.

289° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moineau (Isidore-Alexandre), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour perfectionnements aux freins de voitures de chemin de fer et autres.

290° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Monin (Benoist-Théodore), négociant, élisant domicile chez le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour perfectionnement dans les armes à feu se chargeant par la culasse.

291° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Oakley (John-Thomas) et Thomas, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les pompes de jardin et autres pompes à compression, et en général dans les machines à élever ou à lancer l'eau (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 5 mai 1877).

292° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Perret (Frédéric-Ernest), rue Huguerie, n° 12, à Bordeaux, pour un système de régulateur à tube distributeur équilibré.

293° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Roche (Jean-Claude), ouvrier mousselinier, rue Plâtrière, n° 14, à Tarare, pour une machine brodeuse à broder et festonner appliquée aux tissus de coton de fil, soie, lin, etc.

294° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 sep-

tembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rochette (Florestan), à Paris, rue Saint-Benoît, n° 24, pour un caleçon hygiénique à l'usage spécial des femmes.

295° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Sarrazin (Hugues), négociant, élisant domicile chez le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour un système de harnais de voitures dit *attelle de sûreté*.

296° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Senamand (Jean), décorateur sur porcelaines, faubourg Montjovis, n° 31, à Limoges, pour une machine propre à la cuisson de l'or brillant appliqué sur porcelaine.

297° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Vannequé (Ernest), menuisier, à Angers, pour un procédé d'injection ou de pénétration des bois dit *système Vannequé*.

298° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Vasset (Paul-Joseph), apprêteur de draps, à Donchery, pour une machine lainieuse à un cylindre et à plusieurs touches.

299° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbiche (Jean-Joseph), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les effets obtenus à l'aide d'épreuves photographiques colorées.

300° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par les sieurs Bimont et Sargeant fils, manufacturiers, à Saint-Pierre-lès-Calais, pour un système de fabrication sur métiers à tulle de blondes fond et mat, dentelle à bandes de hauteurs indéfinies obtenues au moyen de quatre stumb-bars travaillant d'une manière indépendante les uns des autres.

301° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boignes, Rambourg et compagnie, à Paris, place Vendôme, n° 16, pour un appareil de lavage des houilles.

302° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouret (François), fabricant, à Paris, rue Bouret, n° 2, pour un appareil sécheur-cribleur-matteur.

303° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Camus jeune (Adolphe-Joseph), serrurier-mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans les appareils laveurs et leur commande.

304° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaumelle (Charles), comptable, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de briquet dit *briquet photophore*.

305° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur A. Cohen et compagnie, manufacturiers, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour traitement particulier de l'huile de pétrole pour en obtenir un produit dit *luciline*.

306° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duburguet (François), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de chemin de fer à patins et à rouleaux.

307° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupont (Edmond-Joseph), garde particulier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour cartouches pour fusils à baguette.

308° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863,

au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Evans (William), représenté par le sieur Blanc-Garin, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 33, pour un agglomérat offrant un combustible perfectionné et un résidu propre à tous les usages industriels de la chaux caustique ordinaire (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 août 1877).

309° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Fromage (Alexandre-Lucien), manufacturier, à Darnétal, pour un tissu élastique en caoutchouc pour bretelles, ceintures et jarretières dit *tissu universel*.

310° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Gilardoni frères, manufacturiers, à Altkirch, pour un procédé propre à colorer la tuile et lui donner la teinte de l'ardoise.

311° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gosteau (Benoist-Joseph) et Saurat (François-Simon-Léopold), négociants, représentés par le sieur Le-Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de propulseur de bateaux, navires, etc.

312° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Grandet (Henri-Jean-Léon), rue Saint-Remy, n° 69, à Bordeaux, pour un système d'agrafe servant à maintenir les dossiers des lits en fer ou en fonte.

313° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Guichard (Jean-Marie), manufacturier, à Saint-Étienne, pour un appareil mécanique à teindre les tissus en pièces.

314° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jeanjeon-Suisse (Pierre-Joseph), fabricant de papiers, représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour un produit dit *papier moleskine*.

315° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Keller (Gaspard), contre-maître de teinture, représenté par le sieur Jüly, à Mulhouse, pour une machine à laver les tissus.

316° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Krafft (Léon-Louis-Charles) et Lelong-Burnet (Julien-Gabriel), le premier, chimiste, et le deuxième, manufacturier, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans la fabrication des sels de baryte.

317° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecrivain (Florimond-Lamoral), commis architecte, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 71, pour un procédé de lettres et médailles pour enseignes en cartouche-pierre.

318° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lorius (Pierre-Bernard), mécanicien, et Didier (Eugène), négociant, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des procédés de perfectionnement apportés aux machines à coudre.

319° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Minary (Emmanuel), à Casaminy, banlieue de Besançon, pour un appareil de prise de gaz centrale dans les hauts fourneaux qui servent à la production de la fonte.

320° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Ovisse (Jean-Claude), à Limas, pour procédé chimico-industriel pour se garantir en tout temps et pour toujours de l'invasion des cafards et des punaises.

321° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perreaudau (Julien), fumiste, élisant domicile chez le sieur Flabert, à Paris, rue de Bondy, n° 58, pour un système de châssis à rideaux pour cheminées.

312° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 juin 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Petitjean (Tony), chez le sieur Bourdin, rue Grenette, n° 23, à Lyon, pour un procédé de mise en feuille du verre.

313° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Piquant (Antoine), forgeron à l'usine de Terrenoire, près Saint-Étienne, pour une espagnolette à levier.

314° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rowland (Amac), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour un compteur perfectionné destiné à mesurer et enregistrer les distances parcourues par les véhicules en général (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} avril 1877).

315° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sax junior (Alphonse), à Paris, rue d'Abbeville, n° 5 bis, pour un procédé de glassage intérieur des instruments de musique à vent.

316° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Vidal (Augustin), à Saint-Pierre-lès-Calais, pour un fond de tulle imitant la dentelle du Puy et celle d'Arras.

317° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wallis (Richard), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils servant à charger ou à décharger les navires et à transporter des fardeaux de tout genre (brevet anglais expirant le 21 septembre 1877).

318° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur André (Frédéric), entrepreneur, rue des Juifs, n° 11, à Strasbourg, pour constructions de caisses d'emballage à vis et à écrous.

319° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bard jeune (Hyacinthe-Anselme-Marie), employé de commerce, à Paris, rue du Petit-Carreau, n° 35, pour fabrication de papier métallique et ses applications diverses.

320° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Bonnevay aîné et A. Mietton, rue Romarin, n° 16, à Lyon, pour un tissu dit *lampas*, sans envers ou double face à deux dessins.

321° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brulon (Jacques), distillateur, élisant domicile chez le sieur Delarue, à Paris, rue Gallois, n° 7, quartier de Bercy, pour divers perfectionnements aux moyens et appareils propres à rectifier les alcools.

322° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Brunié (Jean-Pierre), place de la Visitation (Croix-Rousse), n° 3, à Lyon, pour perfectionnements apportés à tisser les étoffes taffetas à deux marches, autrement dit à la lève et baisse à carête, permettant d'obtenir les lisières ou filets sur un fond taffetas.

323° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Chupin (Jules-Ferdinand), rue des Tables-Claudines, n° 29, à Lyon, pour une lampe de tisseur propre à brûler l'huile de pétrole.

324° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Coimnerçon (Alfred-Lazare-Edouard), négociant, représenté par le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour une machine à tourner les bouchons de liège.

325° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Denoye (Victor), dit Denoyel-Buissonnet, rue de l'Union, n° 1, à Tarare, pour une brodeuse à deux corps dite *brodeuse plamétis à dispositions*.

326° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fleischmann (Charles-Louis), à Paris, rue Moncey, n° 18, pour perfectionnements dans les machines à égrener le coton et à ouvrir, à nettoyer et à préparer la laine, le coton et toutes espèces de filaments (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 septembre 1877).

337° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fouquet (Louis-Eugène), représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour le décapage et le placage du jonc ou du rotin à l'aide d'une combinaison d'outils, pour garnir les corsets en remplacement de la baleine.

338° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gaud (Hippolyte), chef d'atelier, rue Boileau, n° 5, à Lyon, pour une cannetière propre à fabriquer les cannettes à défilé ou à dérouler.

339° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gantier (Simon), mécanicien, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une machine destinée au sciage et au débit des pierres dures et tendres.

340° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 avril 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hubert-Launay (Julien-Gervais), marchand de tissus, élisant domicile à Paris, rue Vanneau, n° 41, pour un appareil destiné à maintenir les tissus afin de les rouler à la main.

341° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquot (Christophe), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un jonet dit *volant captif*.

342° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Johnson (John-Henri), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés à la construction des appareils portatifs d'éclairage et de chauffage.

343° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclercq (Alexandre), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux organes de la distribution de la vapeur et du gaz.

344° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Jules), représenté par le sieur Beauchet, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre d'almanach dit *almanach alphabétique*.

345° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lenoir (Jean-Joseph-Étienne), à Paris, boulevard du Prince-Eugène, n° 109, pour un propulseur de bateaux de rivière et de mer.

346° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leveau (Augustin-Henri), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à teiller le lin, le chanvre et autres matières filamenteuses.

347° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marion (Étienne-Jean-Désiré), fabricant de caramel, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un rouleau d'imprimerie.

348° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Michalot (Claude), dit Michalot-Bordin, à Cours, pour un système de machines dites *leviers de franges*, s'adaptant aux grazes (fabrication des couvertures).

349° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Waegelin (Antoine) et Maubert (Pierre), rue de la Paix, n° 1, à Lyon, pour l'applica-

tion et l'impression sur étoffe en creux et en relief de la gravure dite *stoffo-graphique* sur zinc.

350° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Phillips (William-Henri), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les appareils servant à nettoyer les coques des navires et autres corps flottants (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 2 avril 1877).

351° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reyniers (Emile), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 14, pour un genre de roues de wagons en fonte sans jantes.

352° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Robinet (Louis) et Tailler (Alfred), représentés par le sieur Joanne, à Paris, rue de Vendôme, n° 6, pour un système de fabrication des épingles à cheveux par découpage dans les bandes de feuilles de tôle mince.

353° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bougier (Antoine), rue du Griffon, n° 8, à Lyon, pour un procédé de fabrication des étoffes de soie unies ou façonnées.

354° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sauvage (Pierre-Henri), sculpteur, et Debruge (Victor), émailleur, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la photographie charge.

355° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tassin (Hubert-Hippolyte), à Paris, route de Châtillon, n° 36, pour un instrument dit *essieu-verre*.

356° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Triéas (Frédéric-Eugène), distillateur, à Paris, rue Neuve-Saint-Merri, n° 31, pour composition d'une liqueur dite *menthana*.

357° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Troncheyre (André), dessinateur, à Paris, rue d'Austerlitz-Saint-Marcel, n° 25, pour une machine ou mécanisme susceptible de diverses applications, entre autres comme machine motrice à eau, comme pompe, compteur, etc.

358° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Vetter (Achille), à Fontaines-sur-Saône, pour une machine rotative à gaz avec ou sans condenseur, avec chaudière à force centrifuge.

359° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ashcroft (Georges), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une presse hydraulique perfectionnée, spécialement applicable à la fabrication des briquettes en tourbe, charbon, etc.

360° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bastaert (Albert-Auguste), fabricant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une composition dite *antisalcaire*, destinée à la désinfection des chaudières à vapeur.

361° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debergue (Michel), représenté par le sieur Burel, à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 12, pour un système de voies métalliques pour chemins de fer.

362° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bernicard (Ernest), fabricant d'ébénisterie pour la photographie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un instrument servant à mettre au foyer les images photographiques.

363° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 oc-

tobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Buzot (Pascal), tanneur, représenté par le sieur Burel, à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 12, pour un procédé de tannage par les sels organo-métalliques.

364° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Calame (Jules), horloger, à Paris, rue Caumartin, n° 28, pour, 1° un système de spirale dit *spirale Calame*, 2° un compensateur; 3° une disposition de montage de la masse ainsi que de l'arrêtage dit *croix de Malte*.

365° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Catelineau (Frédéric), chez le sieur Boissier, à Paris, rue de la Barouillère, n° 8, pour un appareil de sondage à vapeur à traction directe, à percussion, à sonde équilibrée et à échappement libre du trépan.

366° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charpentier (Paulin-Amédée), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour une mise à l'heure appliquée aux montres à remontoir.

367° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chrétien (Jean), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 131, pour des appareils d'élevage.

368° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Duvernet (Philibert), sculpteur, rue Saint-François-de-Paul, à Marseille, pour l'application d'un appareil de filtrage aux citernes flottantes.

369° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Duzeliez (Jean-Marie) et Deriveau (François-Eugène), représentés par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des perfectionnements dans les appareils propres à la distillation de l'eau de mer.

370° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Emmanuel (Charles), astronome, élisant domicile chez le sieur Jouanne, à Paris, rue de Vendôme, n° 6, pour un pantographe ou observatoire portatif.

371° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Genoux (Jean), limonadier, rue des Granges, n° 63, à Besançon, pour un procédé de bouchage et débouchage des bouteilles.

372° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Héraud (Auguste), horloger, rue de la Rotonde, n° 5, à Marseille, pour l'application de la force centrifuge au filtrage des eaux et autres liquides au moyen d'un appareil dit *filtre centrifuge*.

373° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquemier (Louis), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé perfectionné de transformation en marbres et pierres fines colorées de toutes sortes de gypses.

374° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Mathurin-Baptiste), sculpteur, à Paris, rue de la Mare, n° 107 (vingtième arrondissement), pour serrures circulaires à un ou deux anneaux fixateurs.

375° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maldant (Antoine), à Paris, rue Jessaint, n° 6, pour un oreiller mobile hygiénique.

376° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mayer (Léopold-Ernest), photographe, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une machine à voler au moyen de l'électricité.

377° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur

Minary (Emmanuel), à Cazamène, banlieue de Besançon, pour un appareil de décrassage et de préparation des laitiers de haut fourneau pour servir à l'agriculture et à la fabrication des mortiers, bétons et ciments.

378° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peussot (Jules-Edme), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour le polissage mécanique rectiligne des moulures en métal, notamment de celles en cuivre.

379° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poirot (Jean-Paul), dessinateur-mécanicien, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 36, pour un système de suspension équilibrée applicable à l'éclairage et à tous objets suspendus et mobiles.

380° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Robert-Busk et Lezair (Charles), négociant, le premier, rue Saint-Gabriel, n° 21, et le second, rue des Tours, n° 20, à Lille, pour perfectionnements apportés dans la manière de graisser les arbres de conche, transmissions, machines, etc.

381° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Roche (Pierre-Jules-Alexandre), fabricant de produits chimiques, et Aubier (François-Prosper), représentant de commerce, à Paris, le premier, boulevard du Roi-de-Rome, n° 58, et le deuxième, route d'Italie, n° 151, pour composition d'un savon dit *savon de toiles d'Alençon*.

382° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chiele (Christian), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la confection des turbines (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 juillet 1877).

383° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stier (Jacob), représenté par le sieur Barral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un bouchon et robinet atmosphérique.

384° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Talfer (Dominique), menuisier-modelleur, rue des Récollets, n° 23, à Cambrai, pour l'application de toute espèce de ciment à la fabrication de cercueils et de monuments funéraires.

385° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tallois (Émile-Amédée), représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, pour un mousqueton à ressort.

386° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (Thomas), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés aux freins des chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} juillet 1877.)

387° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alfraise (Pierre-Michel), à Paris, rue de Poitou, n° 34, pour un procédé de préparation d'une couleur marron obtenue avec l'acide phénique.

388° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-Garonne, par le sieur Ambayrac (Jean-Charles), à Mirebelle, pour un système de fabrication de pipes et de papiers à cigarettes consistant principalement dans l'emploi de l'amiante.

389° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubert (Jean), à Paris-Belleville, rue Vincent, n° 14, pour perfectionnements apportés à la disposition d'un frein applicable aux locomotives et wagons de chemin de fer.

390° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Bac (Guillaume), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des œillets métalliques.

391° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Batt (Henri), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements dans les fers à cheval (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 août 1877).

392° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Boudsot (Achille-Aimé), à Alger, pour l'application des liquides comprimés à la manœuvre des vannes de barrages et des obturateurs mécaniques.

393° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Bourdet (Joseph-Roch), serrurier, élisant domicile chez le sieur André, rue Cardinal, n° 19, à Avignon, pour un système de charrue dite *bineuse Bourdet*.

394° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Castro (Moïse), rue des Dauves, n° 31, à Bordeaux, pour une méthode de comptabilité universelle système Moïse Castro.

395° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charles (Georges-Prosper), chaudronnier, à Paris, rue de Bièvre, n° 10 et 12, pour un appareil hydro-mélangeur.

396° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chassang (Pierre), à Paris, rue Perceval, n° 15 (quatorzième arrondissement), pour un porte-essieux mobilisé.

397° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chatel (François-Alfred), manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour lanternes micro-phares ou perfectionnements aux appareils d'éclairage public ou privé.

398° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deny (Louis), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système d'outillage propre au sertissage des boîtes métalliques.

399° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), mécanicien, à Paris, rue Claude-Villefaux, n° 11, pour un système de fabrication d'objets en terre cuite.

400° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Evrard (Noël-Auguste), facteur d'instruments de musique, représenté par le sieur Mathien, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux veilleuses de tout genre.

401° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gervais (Émile-Jules), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour perfectionnements dans la construction des boucles ou fermetures de jarretières, bracelets, ceinturons, etc.

402° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guild (Alexandre), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des machines à teiller le lin, le chanvre et autres matières fibreuses.

403° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jubin (Jean-Aimable), vannier, à Paris, rue de Reuilly, n° 24, pour perfectionnements dans la fabrication des pannetons employés dans la boulangerie, dits *pannetons Jubin*.

404° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 oc-

tobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Lebrun (Nicolas-Joseph), horloger, représenté par le sieur Denimal, rue de Paris, n° 229, à Lille, pour un parachute de mine.

405° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Le Mat (Henri), rue Sainte-Catherine, n° 187, à Bordeaux, pour des procédés relatifs au doublage et à la conservation des navires.

406° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mavor (Frédéric-Henri-Joseph), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements dans la construction des fers à cheval (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 18 juillet 1877).

407° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Monin (Benoît-Théodore), dit Ulysse, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour des perfectionnements dans les armes à feu se chargeant par la culasse.

408° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Montleard (Agatha) et le sieur Tent (William), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des crochets et attaches d'articles de toilette (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 16 juillet 1877).

409° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prissette (Sévère), teinturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un mode de teinture.

410° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Pujol (Hycinthe), officier de santé, à Saint-Cricq-Villeneuve, pour un système de tampon évitant les chocs des wagons de chemin de fer.

411° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roger (Henri-Nicolas), constructeur, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les machines à coudre.

412° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shepart (William), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour perfectionnements apportés dans les armes à feu dites *revolvers*.

413° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Soins père et fils, teinturiers, quartier d'Esquermes, pour une machine à lustrer, en pelote ou en écheveaux, des fils simples et retors de coton.

414° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Terrett (Charles), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des moyens préservatifs contre l'incrustation des chaudières à vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 16 avril 1877).

415° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Alexandre (Jean-François), conducteur de machines chez le sieur Bazin, marchand de café, à Paris, rue Moreau, n° 45, pour un appareil à laver, sans les démonter, les feutres concheurs qui servent à la fabrication mécanique du papier.

416° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bedouin (Alexandre-François), serrurier-mécanicien, rue du Chasseur, n° 6, à Neuilly, pour un verre dit *verre talonné Bedouin*, servant à la couverture des serres, combles, gares, etc.

417° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ngé (François-Emmanuel), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil éleveur d'eau dit *tarisseur maritime*.

418° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Brocklehurst (William-Coore) et Creighton (Joseph) et (John) et Matkinson (Charles), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour perfectionnement aux machines et appareils servant au bobinage des fils de toute espèce (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 juin 1877).

419° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Burdon (Joseph-Auguste), à Paris, rue des Dames, n° 11, aux Balignolles, pour une règle à calcul à coulisse avec divisions.

420° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cassaignes (Victor-Jules), chez le sieur Bailly à Paris, rue de Rivoli, n° 36, pour un système de peintures interposées entre deux verres.

421° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charlier (Philippe-Jacques), représenté par le sieur Bonnevillie, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un régulateur applicable au gaz liquide et à l'air comprimé.

422° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur David (Paul), employé au chemin de fer de Lyon à Paris, rue Cuvier, 23, pour un orchoir à grille.

423° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Estienne (Saint-Jean), rue Favre, n° 8, à Montpellier, pour un système de fermement dit *fermeture Croizette*.

424° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Dupuy (Léopold), à Mulhouse, pour un procédé de tannage des peaux destinées à faire les cuirs dits à *œuvre*.

425° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (Alexandre), à Paris, rue des Acacias, n° 4, pour un système de fabrication de clous.

426° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Esquiron (Tristan), chimiste, et Angelot (Etienne), représentant de commerce, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 187, pour produits et applications obtenus avec le marbre (carbonate de chaux) provenant des carrières dites du *mont Violin*.

427° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Gots (Charles), docteur en médecine, cours de Villiers, n° 26, à Marseille, pour perfectionnement dans le procédé du tannage des peaux de mouton servant pour empeignes et des grosses peaux de vache employées pour semelles.

428° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillon (Petrus), employé de commerce, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 203, pour une veilleuse à mèche tubulaire.

429° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hays (Joseph-Judge), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 18, pour un poêle à air chaud perfectionné et une méthode d'y brûler la tourbe et le charbon de terre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 4 février 1877).

430° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hurtault (Emile), négociant, à Paris, rue Saint-Vincent-de-Paul, n° 3, pour un système d'appareil d'éclairage.

431° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Lamier (Jean), forgeron, à Azé, pour une machine à refouler les cercles des roues.

432° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Louis (Aimé) et Lacaze (Paul), ébénistes, à Paris, le premier, rue de Charonne, n° 3, passage Vaucauson, n° 11, et le deuxième, rue de Montreuil, n° 110, pour un système de moteurs à vapeur.

433° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Murréché (Louis), fabricant de poteries, élisant domicile chez le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue de Lafayette, n° 7, pour des tuiles faïtières.

434° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Matthys (Hippolyte) et Liebrech (Henri), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système d'établissement des voies ferrées.

435° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Minard (Jean-Alexandre), à Villeneuve-sur-Yonne, pour une charrue viticole à double effet dite *charrue Minard*.

436° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Perrier et Posos, chimistes, à Paris, quai de Billy, n° 48, pour perfectionnements dans la fabrication du sucre.

437° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par les sieurs Pépille et compagnie, à Toulon, pour perfectionnement de la fabrication de feutres destinés au doublage des navires.

438° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pichard (Marie-Hippolyte), tonnelier, à Paris, impasse des Moulins, n° 16, quartier de Passy, pour un appareil dit *pieu de caisse à fleurs, arbustes, etc.*

439° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Pollet (Joseph-Antoine), fumiste, à Blois, pour un appareil dit *siphon*, destiné au chauffage des serres et baches servant à l'agriculture.

440° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Forêt (Émile), géomètre, à Lisieux, pour un rapporteur général pour levés de plans, arpentages et tout ce qui concerne la géométrie et l'architecture.

441° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Récompé aîné (Charles), imprimeur sur étoffes, à Paris, rue Saint-Joseph, n° 6, pour application de l'impression sur tissus aux meubles.

442° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Robin (Henri), mécanicien, rue Saint-Clément, n° 63, à Nantes, pour un moteur sans combustible, à air comprimé et à tubes articulés, dit *moteur Robin*.

443° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Sauteret (François), fabricant de cordages, rue Royale, n° 30, à Saint-Étienne, pour la fabrication de canons de fusil dit *canons câblés*.

444° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Simard (Élysée), orfèvre, rue Rouge, n° 2, à Avignon, pour un genre de porte-allumettes.

445° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par les sieurs Thomassin frères (Émile) et (Alexandre), à Trémont, pour une machine à battre les grains.

446° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Torriani (Auguste-Pierre), marchand gantier, à Grenoble, rue de Créqui, n° 43, pour un système de dolage de la peau par lames tranchantes mues mécaniquement.

447° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Balu (Eugène), serrurier, impasse des Moulins, n° 14, à Paris-Passy, pour un système d'assemblage destiné à relier entre elles les diverses parties composant un plancher en fer.

448° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Baud (Pierre-Célestin-Victor) et Delamarre (Théodore-Casimir), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un produit dit *textine*, applicable à la fabrication du papier et autres usages.

449° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ain, par le sieur Béréziat (Louis), meunier, à Saint-Julien-sur-Reyssouze, pour un cribleur de céréales composé d'un ventilateur et d'un trieur.

450° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bonnet jeune (Zéphirin-Louis) et Gaigé (Camille), représentés par le sieur Touaillon, à Paris, rue Coquillière, n° 8, pour une machine dite *metteuse en carte*.

451° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Allier, par les sieurs Bruel frères, négociants, à Moulins, pour un système de charrue à sous-cep, cale et pointe mobiles.

452° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Claudel (Jean-Joseph), employé de commerce, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un mode d'appliquer le poids du corps humain comme moteur mécanique.

453° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur Coutaret-Bonnemoy (Barthélemy), coutelier, rue Maloïre, n° 56, à Thiers, pour un manche de couteau disposé de façon à recevoir un médaillon.

454° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cruls (François), fabricant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un lavabo à plateau et bassin fixe en fonte émaillée.

455° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Destrez (Alexis-Arsène), représenté par le sieur Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour un appareil à sonnerie électrique à l'usage des chemins de fer, servant à établir une communication entre le garde-frein et le mécanicien ou le chef de train.

456° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dobbs (Guillaume-Samuel), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un manomètre libre à vapeur.

457° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dobbs (Guillaume-Samuel), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une pompe à vapeur pour gaz et fluides.

458° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dopcré (Edouard), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un piano à double table d'harmonie.

459° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Farand (Ludovic), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à diviser le bois en baguettes de toutes formes et dimensions quelconques.

460° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Gateau (Antoine), plombier, rue Montaud, n° 4, à Marseille, pour un robinet à clapet.

461^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur GHI (John), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la construction des machines à imprimer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 avril 1877).

462^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hegnaner (Jean), fileteur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux régulateurs.

463^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mallinson (Thomas) et William (Peter), mécaniciens, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la construction des machines pour ouvrir, nettoyer et carder le coton, et pour aiguiser les cardes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 avril 1877).

464^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-inférieure, par le sieur Millet (Isidore-Jules), libraire, représenté par le sieur Dementé, rue de la Bague, n° 54, à Elbeuf-sur-Seine, pour un dos flexible à brisures intérieures, flexibles, multiples, pour registres.

465^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Minich et compagnie, représentée par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des moulins.

466^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mushet (Robert), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés au traitement de l'acier et du fer préparés d'après le procédé pneumatique (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 26 mars 1877).

467^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pean (Laurent-Marie-René), négociant, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements apportés aux lampes et appareils d'éclairage spécialement destinés à brûler les huiles minérales de pétrole ou autres, le gaz, etc.

468^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pilbeam (Alexandre), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à coudre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 mai 1877).

469^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pipert (Victor), fabricant d'appareils d'éclairage, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système d'enfilage décoratif pour suspension.

470^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pommier (Étienne), fabricant de planches à graver, à Paris, rue de Charenton, n° 121, pour une colle applicable au collage des planches à graver pour l'impression.

471^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Régul-Pilon (Martin), représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, pour une arme à feu à recul atténué, à gachette à ponce et à culasse mobile ou fixe.

472^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Sadoneux et compagnie, graveurs sur bijoux, représentée par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 32, pour l'application des émaux sur le bronze aluminium.

473^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Schneider (Georges), arquebusier, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans les armes à feu se chargeant par la culasse et dans la fabrication des cartouches qui s'y rattachent.

474° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Smith frères, représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux albums photographiques.

475° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sonnhammer (Charles), représenté par le sieur Barot, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un éventail perfectionné (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 10 août 1877).

476° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Venier (Charles), représenté par le sieur Hofmans, à Paris, rue Laffitte, n° 21, pour un four à porcelaine chauffé par le gaz et sans égard au combustible employé dans l'alimentation du générateur.

477° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weston (Thomas-Aldridge), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements aux leviers à crochet (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 avril 1877).

478° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Wickham (Victorine), à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 38, pour un cachetage garni, à jour, pour lettres et enveloppes.

479° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Angiboust (Jacques-Edouard), garde rivière de l'Orge, élisant domicile chez le sieur Barbier, à Paris, rue de la Jussienne, n° 13, pour un système de signal automatique réglant la marche des trains sur les chemins de fer.

480° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Benet fils et compagnie, cours Bonaparte, n° 91, à Marseille, pour une combinaison de pont en fonte et en béton applicable aux routes et aux chemins de fer.

481° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Bondas (Guillaume), ferblantier, rue du Collège, n° 59, à Limoges, pour un système de fermeture des boîtes de conserves alimentaires et l'appareil nécessaire à leur soudage définitif.

482° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bonenud (Jean-Marie), rue Duguesclin, n° 89, à Lyon, pour un procédé de fabrication de la boiserie et des parquets en découpage plein, formés de morceaux réunis, représentant des dessins variés.

483° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Allier, par les sieurs Bruel frères, négociants, à Moulins, pour un système de charrie foulleuse.

484° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chainé (François-Arthur), employé, à Paris, rue des Saints-Pères, n° 8, pour application de récepteurs curvilignes à la transmission de la force motrice de l'air dilaté.

485° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Clemm (Chrétien-Gustave), docteur en philosophie, représenté par le sieur Kerner, élisant domicile chez le sieur Oppermann (Eugène), à Schiltigheim, pour emploi de la magnésie et de ses combinaisons dans l'industrie.

486° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Combe (John) et Smalpage (John-Henry), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans l'action et l'arrangement des ma-

chânes pour dévider les bobines, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 avril 1877).

487° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Delainoy (Victor-Alphonse) et Becourt (Henri-Joseph), mécaniciens, à Paris, le premier, rue du Faubourg-du-Temple, n° 19, et le deuxième, rue Neuve-Popincourt, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans l'ouverture et la fermeture des persiennes.

488° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dauterwald (Joseph-Pierre), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un générateur automatique pour la production de l'acide carbonique sous pression constante.

489° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fottcault (Léon), à Paris, rue d'Assas, n° 31, pour un appareil régulateur de la lumière électrique à récul et à détente équilibrés.

490° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaudin (Marc-Antoine-Augustin), à Paris, rue Oudinot, n° 6, pour un traitement au câblot du fer, de l'acier et de la fonte.

491° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérin (Alfred), à Paris, chaussée de Clignancourt, n° 69, pour des perfectionnements apportés au système de tannage accéléré des peaux en poils en général destinées à solidifier et à assouplir les cuirs à l'usage des chaussures; invention pour laquelle il a déjà été pris un brevet de quinze ans, le 20 mai 1860, par le sieur Van Rymenant.

492° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hannart (Louis-Joseph), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour un système de fermoir destiné à la fermeture des gants et de tous autres objets d'habillement.

493° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacob (Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux chaudières à vapeur.

494° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joly (Louis-Jean-Simon), professeur de mathématiques, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des armes à feu.

495° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Joulie (Auguste), rue Bouffard, n° 33, à Bordeaux, pour un système de fabrication de tapis de billard.

496° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Judenne (Émile), représenté par le sieur Jouanne, à Paris, rue de Vendôme, n° 6, pour un guide-diapason destiné à faciliter l'accord des instruments de musique en général, et en particulier des harpes et clavecins.

497° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kaufmann (Alexandre-Ernest), chez le sieur Cornely, à Paris, rue d'Hauteville, n° 17, pour une lampe à gazogène à foyers divisés, propre à la combustion d'huiles grasses ou volatiles, essences, etc.

498° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Keats (William) et (John), représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la fabrication des bottes, souliers et autres genres de chaussures (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 avril 1877).

499° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Keats (John)

et Clark (William-Stephen), représentés par le sieur Sautter, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, à Paris, pour des perfectionnements dans les machines à coudre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 avril 1877).

500° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Lorentz (Anne-Antoinette-Augustine Poirson), représentée par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de boucle dite *boucle à ardillon invisible*.

501° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Mougeot (Pierre-Bonaventure), docteur-médecin, à Bar-sur-Aube, pour fabrication d'un savon de toilette.

502° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Pariaud (François), forgeron, à Clessé, pour un instrument propre à retenir les persiennes, portes, etc.

503° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Picart (Eugène-Adolphe), ferblantier-lampiste, et la dame Dumini (Eugénie Meuniot), négociant, à Paris, le premier, rue Fontaine-au-Roi, n° 54; la deuxième, rue du Faubourg-du-Temple, n° 16, pour un système de pieds de lampe dits *pieds à feu-roux*.

504° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Polonceau (Edmond-Jean-Armand), à Paris, boulevard de l'Hôpital, n° 4, pour l'application aux chaussures dites *espadrilles* d'un enduit de nature à les rendre imperméables à l'eau.

505° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Philiat (Jean-Marie), négociant, représenté par le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour effets obtenus sur les tissus pleins à mailles.

506° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Battie (Honoré), mécanicien, à Sieuze, pour un manège locomobile à chaîne de Galle applicable à l'agriculture.

507° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ronen (Léon-Isidore), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour une machine destinée à prendre les blancs d'œuf.

508° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saint-Martin (François), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour perfectionnements dans la taille des meules à moudre les grains.

509° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Seithen (Anton-Bruno), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des enveloppes ou couvertures de bouteilles, de jarres et autres objets analogues.

510° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Tanron (Louise-Augustine-Félicité Lajoye), fabricante de queues de billard, représentée par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un ensemble de machines propres à la fabrication de queues de billard et autres objets similaires.

511° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vintresdorff (Georges), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils servant à tendre ou roidir les fils métalliques.

512° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Alsina y Parellada (Pierre), représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour un régulateur économisateur du gaz d'éclairage.

513° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par les sieurs Baux (François-Jean-Baptiste), négociant, et Guio'd (Alexis), menuisier, représentés par le sieur Perrin, professeur au lycée impérial de Mâcon, à Mâcon, pour un procédé d'amalgamation des métaux précieux à l'aide d'un appareil amalgamateur Baux-Guio'd.

514° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par les sieurs Dimont et Sergeant fils, manufacturiers, à Saint-Pierre-lès-Calais, pour un fond maille dentelle, sur métiers à tulle, fait à deux motions.

515° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blaachard (Régis), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines de filature.

516° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Beyer (Pierre-Henry), fabricant de gants, à Grenoble, pour un procédé de teinture de toutes sortes de pelletteries sans purge ni imbibition.

517° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ain, par le sieur Cheval (Joseph-Julien), à Maillat, pour des chevilles de sûreté pour atteler les chevaux, les bœufs, mulets, etc.

518° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Chevenement (François-Léopold), rue Mauconduinat, n° 18, à Bordeaux, pour des boîtes à cigare en carton-feuilleton imperméable.

519° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Croswell (Caleb), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnement des armes à feu se chargeant par la culasse (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 octobre 1877).

520° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Dechamps (Girod-Cyprien), élisant domicile chez le sieur Laurent, rue Terrail, n° 18, à Lyon, pour l'application à la filature de la soie d'un asple à guindage variable muni d'un compteur également variable, au moyen desquels on peut faire des flottes d'une longueur égale et déterminée avec des diamètres différents.

521° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Demillecamps (Alfred-Alexandre), horloger, à Paris, rue Neuve-Saint-François, n° 14, pour une pendule jouet à l'usage des enfants.

522° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dowson (Joseph-Emerson), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans les structures métalliques.

523° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumay (Jean-Baptiste), carrossier, élisant domicile chez le sieur Gnyardet, à Paris, rue Saint-Elisabeth, n° 1, boulevard d'Enfer, pour une presse à timbre humide dite *presse à parallèle*.

524° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Dupuy et Vibert, à Venissieux, pour l'application des sels à la teinture et à l'impression.

525° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ernest (Gaston), négociant, représenté par le sieur Georges, à Paris, rue Bergère, n° 25, pour un appareil automatique d'alimentation des chaudières à vapeur.

526° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 oc-

tobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du duché de Parme, par le sieur Escalle (Pierre), ingénieur des usines Harel et compagnie, à Givory, pour un procédé de chargement des hauts fourneaux.

527° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Filajean (Hermann-Joseph), bijoutier, et Benoist (Gélestin), horloger, à Paris, le premier, rue des Filles-du-Calvaire, n° 11, et le deuxième, rue Saint-Denis-du-Ministre, n° 65, pour un genre de montres.

528° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gatin (Antoine), chausseur, rue du Bâillon, n° 15, maison Guinot, à Lyon, pour un appareil servant au nettoyage des chaudières à vapeur.

529° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Ginier-Gillet (Jean-Pierre), rue Imbert-Colomès, n° 50, à Lyon, pour une machine dite *compteur à compteur impérial*, applicable aux timbres et pouvant servir comme compteur numérateur à divers emplois.

530° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Gineud (Henri), notaire, à Grenoble, pour un procédé de construction qui a pour but d'annuler ou de régler les variations de poids provenant de l'impression d'une étoffe quelconque dans l'eau ou tout autre liquide.

531° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gréze (Joseph), rue de la Quarantaine, n° 4, à Lyon, pour une courroie mécanique, double avec charnière pour la jonction.

532° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Houdayer (Maxime-Charles-Edouard), à Paris, boulevard de Montparnasse, n° 4, pour une pâte à papier et à carton.

533° Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lee (Thomas-Vincent), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements destinés à opérer l'extraction, la compression, le montage, le séchage et la carbonisation de la tourbe.

534° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Liorl (Ernest), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Marcel, n° 36, pour un oreiller hygienique dit *oreiller philacéphale*.

535° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par la société Noyon et Lavoine, mécaniciens, à Saint-Pierre-lès-Calais, pour un système de Jacquart propre à la fabrication des tulles brodés au métier, pouvant s'adapter à toute espèce de métiers marchant avec des barres.

536° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par les sieurs Painchaud (Jules-Joseph), employé de chemin de fer, et Colin (Eugène), charpentier-mécanicien à la Couronne, pour un semoir dit *semoir régulateur*.

537° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Pernot-Jacquet (Joseph-Félix), à Gondrecourt, pour un système de billard avec table en glace d'une seule pièce et ressort en bois.

538° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schaffer et Budenberg, constructeurs, représentés par le sieur Malherbe, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un perfectionnement apporté à la fabrication de la poudre de mine.

539° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Serthemand (Douglas-Symonds), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans l'emploi des matières explosibles.

pour les machines à vapeur et autres machines (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} septembre 1877).

540° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Rhône, par le sieur Tavernier (Jean-Baptiste), à Courmayeur, n° 6, à Lyon, pour un appareil dit *hitcher*, destiné à arrêter ou élever la but des barillets qui servent à la fabrication du gaz et à la carbonisation de la houille.

541° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tomabat (Jean), français, à Paris, rue des Prêtres-Saint-Etienne-du-Mont, n° 16, pour un bec appliqué à l'éclairage des huiles, dérivées, pétrole, schiste et autres, dit *bec cylindrique universel*.

542° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Voille (Pierre), coiffeur, à Sedan, pour un genre de tissu.

543° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aggery (Henri), limonadier, à Paris, rue du Caire, n° 18, pour un mode de contrôle des voitures de place et de remise.

544° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société E. Boucher et compagnie, représentée par le sieur Dambreville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour divers perfectionnements et améliorations apportés aux *fourneaux dits cuisiniers*.

545° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Campion (William) et Wilson (George), représentés par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés dans les métiers ou machines pour la fabrication des *tissus à mailles* (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 avril 1877).

546° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chéval (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des *pipas*.

547° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubéty (Joseph), mécanicien, à Paris, rue d'Anvers, n° 3, pour un *jouet d'enfant dit lance-bâton*.

548° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dubéty (Louis), fabricant, chez les sieurs Duhamel-Ségar frères, rue des Lignes, à Valenciennes, pour un agencement, dit *mouvement-bascule*, applicable aux métiers de tissage à la mécanique ou à la main.

549° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferry (Amand-Hyacinthe), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des *pièces*.

550° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaudry (André-Joseph-Angustin-Jules), à Paris, rue de Dinkerque, n° 11, pour divers perfectionnements à la constitution des locomotives de chemin de fer en général, et en particulier des locomotives à grande vitesse.

551° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Glais (Jean-Baptiste-Casimir), fourbisseur, à Paris, rue Beaubourg, n° 40, pour des perfectionnements apportés aux *fourneaux réductibles*.

552° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-Garonne, par le sieur Glaisard (Auguste), mécanicien, faubourg Gaudry, à Montauban, pour un système de *bouchon dit bouchon et tups de Glaisard*.

553° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 oc-

tobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-Garonne, par le sieur Glattard (Auguste), mécanicien, faubourg Gasseras, à Montauban, pour un goulot à crampon.

554° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Grandperrin (Jean-Louis), mécanicien, élisant domicile chez le sieur Fleury, chef du dépôt du chemin de fer à la gare de Besançon, pour une garniture métallique.

555° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Guigues (Jean-Baptiste-Henri), mécanicien, rue Terrasse, n° 27, à Marseille, pour une machine à décharner et préparer mécaniquement les peaux de chèvres, moutons et autres.

556° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Holden (Isaac) et fils, représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans les machines à pelotonner (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 avril 1877).

557° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Joslyn (Benjamin-Franklin) et Hoyt (Ichiel), représentés par le sieur Gaillard, à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 12, pour modifications et perfectionnements apportés aux revolvers dans lesquels on emploie les cartouches métalliques.

558° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Lachard et Besson, négociants, rue du Puits-Gaillot, n° 31, à Lyon, pour un tissu de soie dit *drap d'éto*.

559° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Leggett (William) et Childs (David-Munroë), représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans les baches-paille.

560° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-inférieure, par le sieur Lemasson fils (Alfred-Ernest), rue impériale, n° 108, à Rouen, pour un lit-canapé.

561° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lissac (Léonard), sculpteur sur bois, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une marque, dite *cadran*, à l'usage des jeux de cartes et autres.

562° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Louis-Valentin), représenté par le sieur Bénard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de pavage.

563° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Menier (Jean-Sébastien-Anacharsis), négociant, à Paris, rue de Luxembourg, n° 20, pour un appareil aérostatique dirigeable contre le vent dit *navire aérien A.-S. Menier*.

564° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Mounier (Joseph), voilier, représenté par le sieur Berlin, rue Martin, n° 3, à Marseille, pour une ancre-grappin destinée au halage des navires.

565° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pouthier (François), négociant, et Patriarche (Louis-Adrien), représentés par le sieur Badran, à Paris, rue de la Victoire, n° 46, pour une jauge cylindre métrique.

566° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Risler fils (Mathieu), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la photographie.

567° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Sokolnicki (Joseph), photographe, représenté par le sieur Vigné, à Paris, place Dauphine, n° 11, pour la stéréoscopie.

568° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Systérinaus (Louis-Marlin)**, représenté par le sieur Castelbon, à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 15, pour un appareil destiné à timbrer à sec, avec empreintes noires ou autres couleurs foncées; les billets-cartes de chemin de fer ou de toute autre industrie.

569° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Thompson (James)**, manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la construction des tubes pour canons de fusil et autres, et dans les appareils qui s'y rapportent (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 avril 1877).

570° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Winder (Joseph-Antoine)**, mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux régulateurs.

571° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Westmacott (Percy-Graham-Buchanan)**, représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans les machines hydrauliques (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 9 juillet 1877).

572° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Westmacott (Percy-Graham-Buchanan)**, représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la construction des grues, écluses et autres appareils élévateurs (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 9 juillet 1877).

573° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur **Audigier (Auguste)**, maître d'hôtel, rue Grignon, n° 63, à Marseille, pour un procédé d'embaumement et de momification.

574° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Barthelemy (Louis)**, professeur de mathématiques, à Paris, rue des Poitevins, n° 12, pour un compas elliptique.

575° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture département de la Seine, par le sieur **Bienfant (Edouard-Eugène)**, négociant, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 174, pour un appareil propre à la carbonisation et à la torréfaction des matières carbonisables et torréfiables.

576° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur **Burgue (Désiré-Armand)**, professeur de sciences, à Chauny, pour un appareil photographique à laboratoire mobile ayant pour but de dispenser de la chambre noire servant de laboratoire.

577° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur **Chaulot (Edouard-Modeste)**, étudiant, à Paris, rue Durantin, n° 25 (dix-huitième arrondissement), pour un système de porte-plume à réservoir d'encre dit *plumencristère*.

578° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs **de Chavannes (Henri-Paul)** et **Huillard aîné (Jean-Louis-Ambroise)**, négociant, élisant domicile, à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 15, pour un perfectionnement apporté aux appareils à force centrifuge employés dans la fabrication du sucre et applicable aux appareils de même nature employés dans diverses industries.

579° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur **Cheyne (Jean)**, rue de la Barre, n° 3, à Lyon, pour des perfectionnements dans les machines à faire

les lacets, tresses et cordonnets (brevet italien de quinze ans, expirant le 14 mars 1878).

580° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dutartre (Auguste-Bernard), mécanicien, à Paris, avenue de Saxe, n° 80, pour des perfectionnements apportés aux presses typographiques en général.

581° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fabry (Antoine), mécanicien, à Paris, rue Popincourt, n° 103, pour un système d'axes en fonte pour meules à aiguiser.

582° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Hubaine (Auguste), architecte, à Beauvais, pour un tableau indicateur mobile destiné principalement aux chemins de fer.

583° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquemin (Isidore), à Paris, rue Vavin, n° 48, pour un arrêt de cheval.

584° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jacquemin (Lucien) et frères, négociants, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé d'emallage inaltérable des plaques pour indications industrielles et commerciales, etc.

585° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Jusseaume (Louis-Constant), fumiste, rue de la Loire, n° 71, à Nantes, pour un foyer fumivore (système Jusseaume).

586° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaignan fils (Louis), manufacturier, représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour la coloration des matières végétales adhérentes à la laine en poil et aux déchets de laine.

587° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Liebermann (Joachim-Antoine-Joseph), à Paris, boulevard du Temple, n° 18, pour un appareil à force centrifuge continue propre à séparer les matières liquides des matières solides.

588° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lué (Angélino-Félicio), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour rails, roues et accessoires pour un système de chemin de fer à chevaux applicable aussi aux routes ordinaires.

589° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mitchell (George), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de monture des sacs destinés à recevoir des papiers et autres objets de valeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 avril 1877).

590° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Monnet et Papeil, passementiers, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés à la garniture des ressorts pour crinolines.

591° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Moullier (Bertrand), chaudronnier, à Surgères, pour un appareil à fabriquer l'eau-de-vie de vin.

592° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Piraud (Florentin), fabricant de literie, quai Cassard, n° 7, à Nantes, pour un genre de sommier élastique.

593° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Putel (Jean-Théodore), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 54.

pour des perfectionnements dans les machines à couper le carton, notamment pour en fabriquer des billets de chemin de fer ou autres services publics.

594° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Roumer, Gaultier et compagnie, fabricants d'essieux, à Paris, quai de Valmy, n° 231, pour une chemise intérieure de frottement applicable à tous essieux, axes, etc.

595° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robichon (Victor-Rémi), horloger, à Paris, rue Ferdinand-du-Temple, n° 10, pour un compteur dit compteur de sûreté, pour les liquides en général.

596° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rogée (Jean-Hippolyte), représenté par le sieur Blanc-Garin, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour une machine mobile pour frotter et cirer les appartements, etc.

597° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société veuve Saget et compagnie, à Paris, rue du Vert-Bois, n° 8, pour une lampe à huile de pétrole pour l'éclairage des villes.

598° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schläpfer (Martin), à Paris, rue de Richelieu, n° 92, pour un système perfectionné de compteur contrôlant pour les voitures.

599° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Travis (John), représenté par le sieur Zacharie, rue de Jarente, n° 29, à Lyon, pour un système perfectionné propre à empêcher l'incrustation de matières terreuses dans les chaudières à vapeur, dans les générateurs de vapeur et dans les réservoirs de combustibles (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 3 juin 1877).

600° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Turner (Cornélius), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la fabrication des tissus feutrés (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 avril 1877).

601° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Waddington (Ferdinand) et le comte de Vanssay (Achille-Maurice-Auguste-Georges), manufacturiers, représentés par le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue de Lafayette, n° 7, pour une machine propre à carder et à préparer la mèche à filer le coton, la soie et les autres matières filamenteuses, ainsi que leurs déchets.

602° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Arnaud et Farier, fabricants de passementeries, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux procédés de teinture.

603° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Astruc (François-Joseph-Charles), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système d'évaporation et de cristallisation des solutions salines.

604° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Attré (A.), représenté par le sieur Urbain Chauveau, à Paris, rue de la Fontaine-Saint-Georges, n° 50, pour un fume-cigare.

605° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bataille (Jules), constructeur, représenté par le sieur Riéordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de barrage équilibré métallique et à pivot.

606° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Gers, par le sieur Bazin (Jean-Marie), négociant, à Combaud, pour un appareil à exalter les eaux-de-vie d'Armagnac de cinquante-deux à cinquante-neuf degrés centésimaux.

607° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur River (P.-E.), élisant domicile chez le sieur Pelouze, à la Monnaie, à Paris, pour l'application aux machines d'épuisement de la transmission des forces par pression hydraulique.

608° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouscaté (Félix-Benoni), fabricant d'horlogerie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements aux montres et aux pendules.

609° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bréanski (Léopold), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans les appareils propres à fixer les machines à percer et les appareils servant à monter et supporter des charges de tout genre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 avril 1877).

610° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Capeyron (Jean), rue Causse, n° 27, à Bordeaux, pour un appareil fumivore.

611° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cauchoné (Jules-Alphonse), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements aux supports et aux abat-jour des appareils à gaz.

612° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Courant (Théodore), physicien médical, attaché à l'hôpital de la Charité, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un tissu métallique destiné à une production permanente d'électricité dit *flanelle de santé metallo-volta-electrique*.

613° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desjardins (Léon), fabricant de bijoux dorés, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication ou de montage des épingles à boules jumelles dites *épingles Desjardins*.

614° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fahlman (François-Jules), à Paris, rue d'Alger, n° 5, quartier des Tuileries, pour un système de lieux d'aisances et de sièges de commodités dit *système radical*.

615° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Guéria (Hippolyte-Pierre), mécanicien, rue du Long-Paon, n° 39, à Daruétal, pour un pédalier s'appliquant à un piano.

616° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Halphen (Charles) et compagnie, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication des louches ou cuillers à potage.

617° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Lavergne (Léonard), à Combes, pour un système de volants à pivot pouvant s'appliquer à toutes espèces de machines système Lavergne.

618° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (Octave), mécanicien, élisant domicile chez les sieurs Séraphin frères, à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 172, pour un système de pulvérisateur à ventilation, pouvant s'appliquer à toutes les matières friables et principalement à la fabrication des ocres de toutes couleurs.

619° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Luquet (Claude-François-Joseph), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un robinet à double boisseau dit *robinet système Luquet*.

620° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Magois (Louis), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un navire aérien à hélices et à voiles.

621° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Marguery (Zoé-Françoise-Desirée) et la dame Kozloffski (Louise Mèrat), représentées par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour décoration d'images, écrans, éventails, coffrets, etc. au moyen d'applications de fleurs en papier-porcelaine et en gélatine de couleur.

622° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Tarn-et-Garonne, par le sieur Martin (Guillaume), maître charpentier, à Dunes, pour un système de toitures.

623° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pailu (Alphonse), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une méthode de fabrication de blanc de zinc permettant d'employer les zincs de toute provenance.

624° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Gers, par le sieur Pomès, artiste dessinateur, à Condom, pour l'application d'un moteur dit *moteur hydraulique Pomès*, à un appareil mécanique quelconque.

625° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Quoquian (Louis) et Holvoët (Pierre), carrossiers, élisant domicile chez le sieur Vandembrouck, à Paris, rue de Strasbourg, n° 14, pour l'application d'une lanterne dans l'intérieur des voitures.

626° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Saint-Simon-Sicard (Pierre-Amable), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de fourneau creuset pour la fusion des métaux et des corps réfractaires.

627° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Saint-Vigor (Fortuné), directeur gérant de la société des forges de Montataire, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé d'affinage de la fonte.

628° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siry (Michel-Alcide), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnement dans les compteurs à gaz et autres mesureurs de gaz et d'eau.

629° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sutton (William-Henri), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnement dans le séchage et le refroidissement des grains et dans les machines et appareils employés à cet effet (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 avril 1877).

630° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tajan (Jean-Pierre), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un compteur de voiture.

631° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Valadan (Jean-François), dentiste, rue du Cygne, n° 2 bis, à Cambrai, pour un moule avec presse pour la confection des dentiers et autres pièces en caoutchouc.

632° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Watkins (Francis), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la fabrication des boulons, écrous,

cranspons et rivets et dans les foyers destinés à chauffer le fer ou autre métal propre à cette fabrication.

633° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barrai (Jean-Augustin), ébéniste, et Coehory (Louis-Edouard), à Paris, le premier, rue Notre-Dame-des-Champs, n° 82, et le deuxième, rue Rougemont, n° 11, pour la fixation sur le phosphore de chlorure des éléments téophaux secondaires sur plantes, de manière à former des engrais.

634° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Biseul (Léon), à Blain, pour composition de mairres en mosaïques.

635° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blar (Thomas-Schemberger), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la construction des rails de chemin de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 octobre 1877).

636° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Bouvier (Jean-François), Tavan (François-Xavier-Alexandre) et Bernié (Paul), rue des Capucins, n° 6, à Lyon, pour un système d'imperméabilité des tissus de toute nature.

637° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garon (Alphonse), armurier de Sa Majesté l'Empereur, représenté par le sieur Laville, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour armes de guerre et de chasse se chargeant par la culasse.

638° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Charlot (Jean-Baptiste), sabotier, à Montley, représenté par le sieur Rathelot, employé du service télégraphique, à Dijon, pour un outil de sabotier dit *gouge assette*.

639° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Couillet (Etienne), officier de santé, rue des Casernes, n° 14, à Cette, pour une méthode de notation musicale.

640° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Crispin (Silas), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des cartouches.

641° Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debatène (Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de robinet, dit *robinet phénix*, applicable à tous usages.

642° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Despaquis (Pierre-Auguste), photographe, élitant domicile chez le sieur Rémy, à Paris, rue du Helder, n° 24, pour un papier de gélatine insoluble à l'usage de la photographie au charbon et d'autres industries.

643° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Donishorpe (George-Edmond), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans les machines employées pour extraire le charbon et autres minerais (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 avril 1877).

644° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Duchamp (François), rue Belhèvre, n° 3, à Lyon, pour un niveau dit *niveau quadrilatère Duchamp*.

645° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durey (Jean-Louis-Prosper), pharmacien, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre,

644. Le brevet d'invention d'un savon à base végétale destiné aux mêmes usages domestiques et industriels que les savons ordinaires.

645. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Elie, et le sieur Mercier, à Paris, rue du Caire, n° 12, pour un genre de brouille dite *brouille impériale*.

646. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grenier (Jacques), fondeur de cloches et de grelots, à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 58, pour application de la fonte de fer à la fabrication des grelots pour chevaux.

647. Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gay (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Danbréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 100, pour un pilon à sapeur portatif, pour marteler, raser, buriner et en général pour travailler les métaux ou autres corps durs (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} mai 1877).

648. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harpin (Pierre-Aimable), fabricant de produits chimiques, à Paris, rue de la Barrière des Bassins, n° 8, quartier de Chaillot, pour des perfectionnements à un procédé propre à la destruction des rats, souris, muets, taupes, etc., procédé pour lequel il a pris, le 6 juin 1853, un brevet de quinze ans.

649. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hart (Abraham), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à coudre.

650. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jéle Jacques (Augustine), dentiste, à Paris, rue d'Orléans-Saint-Honoré, n° 2, pour un système d'abris mobiles en fer pour marchés, foires, places et promenades publiques.

651. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lalouet (Joseph-Adolphe), pharmacien, et Bodeur (Jean-Louis), fabricant d'instruments de précision, à Paris, quai des Orfèvres, n° 54, pour un instrument de précision dit *anomètre centésimal de Lalouet*.

652. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur de la Souchère (Jules), rue Fort-Notre-Dame, n° 35, à Marseille, pour des procédés de déséclavage des fers-blancs et autres pour l'utilisation de l'étain et du métal déséclavé.

653. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Léoni et Coblenz, banquiers, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un tissage mécanique du chanvre, du lin et autres matières filamenteuses.

654. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maillard (Achille-Marie), marchand de vins, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour rideaux métalliques ou en bois.

655. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maignon (Pierre), négociant, rue du Château, n° 28, à Neuilly, pour une machine à élever les eaux dite *spiral semi-perpétuel*.

656. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Lot, par le sieur Périé (Raphaël), bibliothécaire, à Cahors, pour une brette à deux fins.

657. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Saint-Martin (Louis-Charles-Henri), employé, à Paris, rue Marcadet, n° 96, pour l'application des hélices aux abat-jour de lampes, aux lanternes pour illumi-

nations et autres, à certains jouets d'enfant, aux mitres de cheminées et aux tourne-broches.

659° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Schlosser (Philibert-Antoine-Hippolyte) et Jobin (Auguste-Michel), chimiste, le premier, rue des Tanneurs, n° 13, à Strasbourg, et le deuxième, route de Colmar, n° 6, banlieue de Strasbourg, pour un dissolvant du coton sur tissus le renfermant, etc.

660° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Souchon (Edmond), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans l'impression des châles.

661° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Spindler fils (Adolphe), manufacturier, à Plancher-les-Mines, pour perfectionnements apportés à la fabrication des carrés de montres.

662° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Tilling (Georges-Robert), mécanicien, et Park (John), graveur, représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans la construction des jupes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 3 octobre 1877).

663° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vasseur (Jean-Baptiste) et Mahot (Alexis), représentés par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un savon.

664° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Allean (Alexandre), Salva (Ernest) et Henry (Charles), directeurs de fonderies, rue Impériale, n° 83, à Rouen, pour l'emploi des hydrocarbures comme combustibles appliqués aux usages de la vie privée et de l'industrie.

665° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Astier (Émile), commissionnaire en ganterie, à Grenoble, pour un genre d'agrafe métallique applicable à la ganterie.

666° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baud (Jean-Marc), peintre émailleur, à Paris, rue Pereire, n° 54, pour un système de fours et d'appareils propres à la cuisson des émaux, etc. par le gros coke de four et le gaz de chauffage.

667° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blain (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système d'engins applicables aux déblais, aux remblais et à d'autres usages industriels.

668° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Cher, par les sieurs Brissaud (Joseph-Benjamin), pharmacien, et Coffin (François-Auguste), graveur, le premier, rue Porte-Jaune, n° 15, et le deuxième, rue Bourbonneaux, n° 62, à Bourges, pour une plume-encrier.

669° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Castan (Isidore), cultivateur, à Laurens, pour une pompe mécanique dite *pompe Castan*.

670° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Delamare (Célestin-Ferdinand), médecin-pharmacien, faisant domicile chez le sieur Troussel-Dumanoir, quai de la Bourse, n° 15 bis, à Rouen, pour le karabé, siccatif brillant ou cirage-vernis pour harnais, chaussures, etc.

671° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Flécheux (Jules-Daniel), graveur sur rouleaux, rue Moiteuse, n° 7, à Rouen, pour une fabrication mécanique d'écussons métalliques et d'étiquettes.

672° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Foa (David), rue de Rome, n° 167, à Marseille, pour l'application d'un système de vannes épuratoires.

673° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Fortier (Édouard-Aimé), menuisier, à Cormeilles, pour un appareil de sûreté applicable à toute espèce de voitures pour éviter aux voyageurs et aux rouliers d'être écrasés en tombant devant les roues.

674° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fournier (Gabriel-Édouard), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une disposition spéciale des essieux de locomotives, wagons et véhicules quelconques, remplaçant les boîtes à graisse.

675° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Genoud (Jean-Denis), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 204, pour un graisseur spiroïdal pour palier.

676° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Grand (Julien), à Saint-Genis-Laval, pour perfectionnement dans la fabrication des bandages à rebord pour roues de chemins de fer et de toutes pièces de forge pour machines marines et locomotives, des rails, essieux, blindages, etc., par la combinaison du fer et de l'acier fondu, et par le soudage et le corroyage des deux natures de métal.

677° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Guillen (Joseph), fabricant de chaux grasse, représenté par le sieur Berlan, rue Martin, n° 3, à Marseille, pour un four continu à longue flamme pour la cuisson des chaux grasses.

678° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guyet (Pierre-Joseph), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système propre à régler l'introduction de la vapeur, de l'air ou d'un gaz, ainsi que la détente et la vitesse, dans toutes les machines motrices.

679° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacroix (Pierre-Dominique), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des semelles mobiles pour chaussures.

680° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Legrand (Louis-Joseph-Alexandre), fabricant de tissus, à Saint-Quentin, pour une combinaison de matières dans le tissu gaze pour ameublement.

681° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaitre-Riquier (Charles-Alfred), fabricant de serrures, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une serrure perfectionnée.

682° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leman-Salembié, négociant, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour une machine perfectionnée destinée à broyer l'écorce du lin, du chanvre ou de toute autre matière textile analogue.

683° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Mambourg (César), mécanicien, à Marfontaine, pour modifications apportées aux battennes mobiles à battre le blé (système Mambourg).

684° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marchand (Léon-Marin), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour une disposition de brûloir à café avec son fourneau.

685° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par

le sieur Martin-Renon (Jean), carrossier, à Angers, pour un système de bracquement applicable aux voitures à quatre roues.

686° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Million (Francisque), quai de la Charité, n° 37, à Lyon, pour un bateau rapide.

687° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Perret (Alfred), manufacturier, à Roye, pour une grille à crible fumivore.

688° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Pesot (Jacques-Constant), ferronnier, à Bréteuil, pour un collier de cheval en fer creux (système Pesot).

689° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Picot (Philippe-Victor), représenté par le sieur Touaillon, à Paris, rue Coquillière, n° 8, pour un genre de chaussure dite *chaussure Picot*.

690° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Renaud (Pierre-Marie), tisseur, rue Pailleron, n° 8, à Lyon, pour des procédés de fabrication des remises pour le tissage.

691° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rosselet (Georges), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la construction des tables-bureaux contenant divers objets d'utilité et d'agrément.

692° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Lozère, par le sieur Saix (Calixte), au Bougezot, pour un moyen d'utiliser la même vapeur dans une machine ou de la remplacer par l'air ou l'eau comprimés.

693° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Schulz frères et Beraud, négociants, rue du Griffon, n° 8, à Lyon, pour l'application des battants brocheurs à rondelles à la fabrication des étoffes dites *crochétées*.

694° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baulch (Charles), fabricant de bottes, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans la fabrication des bottes, bottines, souliers, etc.

695° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Bellanger (Henri), mécanicien, à Pontvallain, pour une vis à pressoir avec encliquetage à Regard-Crochet.

696° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bonzel (Adolphe), manufacturier, à Hautbourdin, pour procédés de traitement du plomb dans les fabriques de céruse.

697° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aveyron, par les sieurs Boris (Antoine), mécanicien. Pourcel (Jean-Baptiste), fondeur, et Lajunie (Antoine), forgeron, à Villefranche, pour une machine à éplucher le grain.

698° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Cholet (Joseph-Edouard), employé de commerce, rue Fourie, n° 3, à Limoges, pour la fabrication d'une pierre artificielle dite *granit porcelaine*.

699° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1863, à la direction de l'intérieur de l'île de la Réunion, par le sieur Couturier (Jules), à Saint-Louis (île de la Réunion) (colonies), pour un système de générateur de mouvement.

700° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Deconlaine (Louis), à Barbaste, pour une machine à refendre les lièges.

701° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desbos-Gardissal (Charles-Jules-Pierre), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de traverses métalliques pour voies ferrées.

702° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubois (Charles-Auguste), directeur des contributions directes, à Mende (Lozère), élisant domicile chez le sieur Hardy, à Paris, rue de Sèvres, n° 21, pour perfectionnements apportés à un instrument à calculs dit *arithmographe polichrome*, pour lequel il a pris un brevet le 14 avril 1860.

703° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Dubois et Casse, mécaniciens, à Paris, rue du Grand-Saint-Michel, n° 17, pour un manomètre métallique.

704° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Dumini (Eugénie-Meugenot), à Paris, rue du Faubourg-du-Temple, n° 16, pour un timbre humide à pression instantanée.

705° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Gouvion (Christian-Joseph), fabricant de sucre, à Trith-Saint-Léger, pour un appareil mécanique propre à extraire le jus de la pulpe des betteraves.

706° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Grisez (Xavier), mécanicien, à Thann, et Grobailot (Georges), tisserand, à Giromagny, pour perfectionnement d'une machine, dite *raillère*, applicable à tous les métiers à tisser.

707° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Hachette (Bernard-Philippe-Hippolyte), constructeur, à Saint-Dizier, pour un système de tuyères creuses composées de cuivre rouge et tôle à l'usage des hauts fourneaux.

708° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Hanche (Hippolyte), mécanicien, à Nogent, pour une machine destinée à la fabrication des fers à cheval.

709° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquier (Claude), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un système de mécanisme applicable aux chevaux de bois, aux voitures de malades, etc.

710° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laudet (Georges-Jean-Baptiste), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 82, pour le perfectionnement des machines à élever les fardeaux.

711° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Liébert (Alphonse) et Lafon-Saint-Cyr (Jean), photographes, à Paris, le premier, rue Saint-Vincent-de-Paul, n° 6, et le deuxième, rue Saint-Georges, n° 21, pour un appareil de grandissement solaire sans réflecteurs dit *chambre solaire universelle*, pour la photographie.

712° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Neamond (Pierre-Charles), élisant domicile chez le sieur Fontaine-Moreau, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour procédés ou méthodes d'indigotification consistant à extraire de diverses plantes indigènes les trois couleurs rouge, bleu et vert réunies dans l'indigo.

713° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pic (Victor), fabricant de chaussures, représenté par le sieur Galland, à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 12, pour un talon en cuir d'un seul morceau.

714^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Picourt (Auguste), fabricant d'articles de quincaillerie, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des serrures.

715^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richard (Charles-Amable), employé au chemin de fer de Lyon, représenté par le sieur Laviaille, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour écriteau indicateur porte-étiquette et bordereau pour wagons de chemins de fer.

716^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1863, à la direction de l'intérieur de la Martinique, par les sieurs Rouf, Morin et Lasade, représentés par les sieurs Ludovic Legentile et Carbouère fils, représenté par le sieur Charles Fiès, à la Martinique (colonies), pour la préparation du bisulfite d'alumine et ses applications notamment à la fabrication du sucre.

717^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société des gîtes aurifères du Midi, représentée par le sieur Laviaille, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système mécanique propre à débourber et faver les terres aurifères.

718^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sonnet (Eugène-Charles), mécanicien, et Desforges (Hilaire), négociant, à Paris, le premier, boulevard de la Chopinette, n° 14, et le second, boulevard de Sébastopol, n° 4, pour tours automatiques alternatifs.

719^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stewart (Charles-Patrick) et Kershan (John), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils pour comprimer l'air, applicables à la propulsion des locomotives et autres moteurs (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 avril 1877).

720^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (Georges), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour l'emploi des locomotives comme pompes à incendie ou autres.

721^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wagner (Jean-Philippe), confiseur, élisant domicile chez le sieur Lasso, à Paris, rue de Rambuteau, n° 19, pour la fabrication de bombons avec l'essence de raifort et de radis rouges et noirs.

722^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Walsh (John-Henri), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux armes à feu se chargeant par la culasse.

723^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Agudio (Thomas), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de traction sur les plans inclinés des chemins de fer et des mines au moyen d'un moufle différentiel à double effet ou locomoteur fumivore.

724^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Battendier père et compagnie, chez le sieur Dorgans père, à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n° 75, pour un procédé propre à activer la combustibilité des minéraux et des végétaux et à leur donner une grande intensité calorifique, etc.

725^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par le sieur Bouveret (Charles-François), menuisier, à Fontainebleau, pour un système de caisse arborifère se démontant à volonté.

726^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Braitwaite (Charles-Lloyd), fabricant de laine, et Hirst (Joseph), représentés par le sieur Le

Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les dispositions mécaniques servant à alimenter de rubans de laine ou autres matières les machines à carder (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 mai 1877).

727° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briant (Auguste), armurier, représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour une machine à sertir les cartouches.

728° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par les demoiselles Debaugé sœurs (Marie) et (Clémence), corsetières, rue Royale, n° 14, à Tours, pour un corset destiné à combattre les gibbosités.

729° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Delacour et Backes, fabricants, à Paris, rue des Trois-Pavillons, n° 7, pour un intérieur en fonte des cheminées obtenu à l'aide d'un système de modèle dit *compositeur d'intérieur de cheminée*.

730° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Evrard (Jean-Baptiste) et Boger (Jean-Pierre), mécaniciens, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour machines à fabriquer les charnières.

731° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fourneaux (Jean-Louis-Nestor), fabricant d'orgues et de pianos, à Paris, rue de Chabrol, n° 54, pour un mécanisme destiné à l'exécution automatique de toute musique sur le piano dit *pianista-pneumatique*.

732° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Froidure (Jean-Baptiste), entrepreneur, rue de Paris, à Saint-Ouen, pour un appareil à décharger les terres on tous autres produits pris sur l'eau.

733° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Guinet (Joseph), manufacturier, à Voiron, pour machine d'armure dite *Jacquart*, à double griffe, avec tringle à double crochet, appliquée aux métiers mécaniques de tissage des soieries.

734° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur C. Henry aîné, négociant, rue des Robleds, n° 23, à Lille, pour fabrication de la poudre métallique sans acide.

735° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lablanche (Henri-François), à Paris, rue de Montreuil, n° 13, pour un graisseur dit *graisseur rotatif*.

736° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lancelin fils (Clément-Eugène), quincaillier, à Paris, rue de Charenton, n° 65, pour une brosse à frotter dite *brosse à chariot*.

737° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lebrun-Bretignières (Eugène-Alphonse), représenté par le sieur Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 25, pour un système de lampes à pétrole dites *mignonnettes* ou *en-tout-cas*.

738° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefèvre (Théodore-Alfred), libraire-éditeur, à Paris, rue des Poitevins, n° 2, pour un procédé d'impression simultanée en deux couleurs appliqué à la fabrication des cahiers d'écriture et de dessin.

739° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Legrand (Félix), marchand de légumes, à Méru, pour un système de mouvement alimentaire portatif.

740° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 no-

tembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Le Reverand (Louis-Ferdinand), inspecteur des travaux de la Compagnie des gaz, à Paris, passage de l'Entrepreneur, 3, pour un outillage destiné au percement d'ouvrages de grand diamètre dans les conduites d'eau, de gaz, etc., en chargeant le sieur

741° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Louvrier (Jean-Charles), à Paris, rue Richard-Lenoir, n° 67, pour un système de navigation aérienne sans ballons, lequel système est qu'il est impossible de se diriger, etc.

742° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mann fils aîné (Xavier), manufacturier, représenté par le sieur Lavallo, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une presse à copier simplifiée.

743° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, par le sieur Montachet (Pierre-Armand), à Varennes, pour un pilon compresseur ou broyeur.

744° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicolas (Ernest-Louis), retraité, à Paris, rue Neuve-Véron, n° 7, pour un système de reliure mobile dite reliure universelle.

745° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Normandy (Alphonse-René-Lemire), représenté par le sieur Daubreville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour certains perfectionnements dans les cartes à jouer.

746° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Lot, par le sieur Perié (Raphaël), bibliothécaire de la ville de Cahors, pour une cartasse végétale treillis pour servir à la confection des shakos de l'armée.

747° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piat (Eugène-Frédéric), sculpteur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une composition plastique pour joints de robinets, etc.

748° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rowley (John), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans le traitement des étoffes fibreuses pour en séparer la laine (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 29 avril 1877).

749° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thieux (Henri), rue du Vieux-Pont-de-Sèvres, n° 123, à Billancourt, pour la fabrication d'un liquide servant à faire des apprêts hydrofuges sur les tissus et les vêtements en particulier et pouvant rendre directement les tissus hydrofuges.

750° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par les sieurs Villaret et compagnie, fabricants de papier à cigarettes, rue Neuve, à Clermont, pour un procédé consistant à faciliter l'enlèvement des feuilles de papier à cigarettes et leur emploi dans toutes sortes de pipes.

751° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weber (Jules-Henri), architecte, à Paris, rue d'Orléans, n° 33 (quatorze ans sans discontinuer), pour moyen d'empêcher les cheminées de fumer par le concours d'un aspirateur fumifuge et d'une ventouse aspiratrice à courant d'air chaud.

752° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Wyldé (Jédoe), représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 15, pour la fabrication d'un ciment au moyen du plâtre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 mars 1877).

753° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Adeline (Eugène-Alfred), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-

Martin pour des perfectionnements dans des machines, ardoises et dans objets, de harnachement similaires.

754° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ad. André, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 123, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des souverts.

755° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellant (Edmond-Victor), entrepreneur de peinture, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de jonction plan-tige et adhérente pour châssis, vitres, etc.

756° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par le sieur Bonnard-Arrault (René), mécanicien, à Saint-Branches, pour une fileuse à l'usage des cordiers.

757° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Begron (Etienne), docteur en médecine, rue Sala, n° 29, à Lyon, pour un appareil hydraulique à pression roulante.

758° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Capat (André), chez le sieur Bordet, rue du Jardin-des-Plantes, n° 8, à Lyon, pour un séchoir à air chaud destiné à ramer les pièces de drap.

759° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Celler (Pierre-Alphonse), rue Saint-Joseph, n° 62, à Lyon, pour une machine dite à air dilaté.

760° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Dumont et Garnier, rue Godefroy, n° 18, à Lyon, pour une préparation d'apprêt imperméable.

761° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Eyras (Edme-Ferdinand), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de ressort à flexion pour jupons-tournières.

762° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gandillot (Arthur), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 53, pour des perfectionnements dans la navigation.

763° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gérard (Charles), chef des ateliers de constructions mécaniques de la compagnie belge, représenté par le sieur Griffon, rue du Bailly, n° 7, place Saint-Denis, à Saint-Denis, pour un système de tuyau à fumer les tabacs, à aspiration ascendante et descendante de long parcours.

764° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Gervat (Joseph) et Bellaton (Alphonse), rue Magnevat, n° 15, à Lyon, pour un appareil dit *drap de bords électriques*, applicable aux manipulations des matières textiles.

765° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gilié (Jean-Marie), fabricant de porcelaine, à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 28, pour l'application sur porcelaine de diamants, perles et pierres montées dans des chatons métalliques.

766° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Howo (Amasa-Borais), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue du Rouvrou-Montmartre, n° 17, pour perfectionnement aux machines à nettoyer le riz et autres grains (brevet anglais de matière ans, expirant le 1^{er} octobre 1877).

767° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Grande, par le

sieur Lafaye (Gustave), rue du Saujon, n° 13, à Bordeaux, pour un système de filature du chanvre et de toutes autres matières textiles.

768° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Limau (Édouard), rue du Heurtoir, n° 75, à Bordeaux, pour un bouchon verre et liège dit *bouchon-capsule verre*.

769° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Macaigne neuve et Macaigne (Jules), fabricants de châles, à Paris, rue du Bouloi, n° 8, pour une modification apportée à la mécanique Jacquart.

770° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Alexandre-Alphonse), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Guisnon, à Paris, rue d'Anjou-Dauphine, n° 4, pour un timbre humide à directrices à mouvement de retour, fixe ou poggatif.

771° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Menage (Thomas-Martin), Touche (François-Marguerite-Léocade), mécaniciens, et Fabre (Abel-André), lampiste, élisant domicile chez le sieur Touche, l'un d'eux, ruelle des Lilas, n° 7 (dix-neuvième arrondissement), à Paris, pour des perfectionnements apportés aux becs de lampes destinés à brûler les huiles minérales.

772° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moncamp (Guillaume-Jules), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de filtre.

773° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par les sieurs Parris (François), mécanicien, et Gnyot (Germain), fondeur, à Fargniers, pour un système perfectionné de machines à écraser les pommes et les poires à cidre.

774° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Périé (Alexandre), libraire, rue Boileau, n° 1, à Nantes, pour un tube appliqué à l'éclairage au gaz dit *tube Alexandre*.

775° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pierrot-Grisard (Jean-Baptiste), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné de fabrication de canons et corps de platine de fusils de toutes dimensions.

776° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pigot (Jean-Baptiste-Eugène), représenté par le sieur Danbréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour la fabrication des clous à ferrer et autres par procédés mécaniques.

777° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ponsin (Joseph-Albert), artiste dramatique, à Paris, rue Meslay, n° 62, pour un blanc de ville et de théâtre.

778° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Priest (Héloïse-Agnès-Henriette), représentée par le sieur Danbréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un appareil culinaire à dôme réflecteur.

779° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rapp (Charles-Frédéric), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 67, pour une machine à coudre.

780° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Remusat (Jean-Baptiste) et Second (Jules), fabricants, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de monture d'ombrelles, parapluies, etc.

781° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Singer (Isaac-

Merrith), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à coudre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 mai 1877).

782° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Stadler (Antoine), graveur, à Thann, pour un système de trempe de fer.

783° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Tholoan (Philippe), mécanicien, à Marseille, rue Martin, n° 3, pour des perfectionnements apportés au système de propulsion applicable aux bateaux à vapeur, pour lequel il a pris un brevet de quinze ans, le 20 novembre 1861.

784° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Tisserand (Jean-Baptiste-Isidore), employé au chemin de fer d'Orléans, rue des Pastoureaux, n° 15, à Orléans, pour un appareil en fonte dit *poêle-cheminée des petits ménages*, servant alternativement de poêle, de cheminée et de fourneau au moyen d'un foyer mobile.

785° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Valentin (Elijah) et Ridout (Moise-Thompson), représentés par le sieur Dautréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour une machine perfectionnée pour recourber les tubes et becs de théières, cafetières, etc.

786° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur de Albytre (Mathieu), rue Laporte, n° 14, à Bordeaux, pour un système de fabrication de chandelles dites *hélioclypsés*.

787° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barlerein (Benoît-Raoul), chimiste industriel, représenté par le sieur Galland, à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 12, pour un produit alimentaire et non médicamenteux dit *café hygiénique de santé*.

788° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blake (David) et Petitjean (William-Henry), représentés par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une machine propre à polir, user ou aiguiser les limes, outils de quincaillerie et autres articles en métal ou autres matières.

789° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bovill (Georges-Hinton) et Mac-Connell (James-Edwards), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des chaînes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 11 mai 1877).

790° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevalier jenne (Claude-François), quincaillier, à Paris, rue de Charonne, n° 45, pour un fourneau à recuire dit *fourneau Chevalier jenne*, pour le bouclage de l'élastique pour meubles.

791° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Couttenier (Paul), représenté par le sieur Louza, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 119, pour un système de boîtes à compartiments servant à isoler et maintenir les pelotes de fil, soie, coton, laine, les bobines et autres objets de ce genre.

792° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Debrieux (Jean-Édonard), fabricant, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour ressorts pour jupons et crinolines.

793° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Côtes-du-Nord, par le sieur Derieu (Olivier), serrurier-mécanicien, à Paimpol, pour des plombs destinés à la pêche de la morue dits *plombs Derieu*.

794° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Fovelet (Edmond-Alexandre), graveur, à Paris, rue de Rambuteau, n° 25, pour un système d'abat-jour à griffes d'une seule pièce, sans rivets ni soudures.

795° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Guibert et compagnie, chimistes, à Paris, boulevard Pigalle, n° 4, pour l'imperméabilité des étoffes en général et des draps et effets d'habillement en particulier.

796° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Helenus (Eugène-Bernard), ingénieur des mines, à Paris, rue des Petits-Hôtels, n° 22, pour l'application pratique du gaz ammoniacal à l'aérostation et à la navigation aérienne.

797° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Jean (Eugène-Jacques), à Sainte-Soulle, pour l'application du silicate de potasse d'après le procédé Kuthmann pour rendre les pierres calcaires poreuses propres à la lithographie.

798° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laisne jeune (Marcellin), polisseur sur acier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de bouton, simple ou double, de tirage, dit *pendentif mosaïque perfectionné*.

799° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclercq (Pierre-Émile-Jules), mécanicien, rue Louis-Philippe, n° 16, à Nanilly, pour un système de pompe sans piston.

800° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Leroux et Mont, chasubliers, à Paris, rue de Sèvres, n° 21, pour perfectionnements apportés à la fabrication des chasubles.

801° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Loddé (Antoine-Alphonse) et (Artus-Claude), plumassiers, à Paris, le premier, boulevard de Sébastopol, n° 141, et le deuxième, rue Saint-Denis, n° 293, pour un outil dit *l'indispensable*, pour cirer et frotter les parquets.

802° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Manceaux (François-Jules), fabricant d'armes, à Paris, quai Napoléon, n° 31, pour un système de projectile applicable aux armes portatives et aux bouches à feu.

803° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Maudemain (Richard), serrurier, rue Ninan, n° 5, à Toulouse, pour un système d'indicateur dit *indicateur autoreleveur*.

804° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meunier (Jean), brocheur, à Paris, place Maubert, n° 1, pour application d'un calendrier sur livres de mémoire.

805° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Papeil aîné (Louis-Désiré), constructeur-mécanicien, passage Joinville, n° 11, rue du Faubourg-du-Temple, n° 55, à Paris, pour perfectionnements apportés aux métiers à lacet pour passementerie.

806° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Pères (Pierre-François-Prudent) et Bernard-Douce (Jean-Pierre), négociants, à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 72, pour un système perfectionné de conversion des vieux cordages en étonpes pour le calfatage des navires et autres usages.

807° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Picot (Joseph) et Mailard (Édouard), représentés par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour des perfectionnements dans la fabrication des chandelles.

808° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 no-

709. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuy (Eugène), dessinateur sur cuir, à Paris, rue Feydeau, n° 1, pour dorure sur bois à chaud par la pression de fers gravés.

710. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kéhen (Joseph-Antoine-Jean), horloger, à Paris, rue des Petites-Ecuries, n° 16, pour une fabrication de pendules.

711. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ripley (Abraham), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, pour des perfectionnements dans les garnitures appliquées aux pistons, aux tiges de ces pistons, aux brides des tuyaux, et généralement à toutes les espèces mobiles ou fixes où les joints hermétiques sont nécessaires.

712. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par les sieurs Rittig père et fils (François-Antoine) et (François-Eugène), pâtisseries, rue des Frères, n° 4, à Strasbourg, pour une terrine de conserves.

713. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Koch-Dupland (Joseph-Marie), fabricant, à Paris, rue de la Chaussée-de-Ménilmontant, n° 37, pour un sifflet-locomotivé servant de jouet d'enfant.

714. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boniger (Hippolyte), fabricant, à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 22, pour un procédé de fabrication de plumeaux en crin végétal, soie végétale, soie animale, laine, et généralement en toutes substances textiles.

715. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schallmünster (Georges), coiffeur, à Paris, rue de la Paix, n° 10, pour un peigne dit *hydroneigine*.

716. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sollier (Isidore) et le baron Dedel (Gérard), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une machine laveuse propre au lavage de toutes les étoffes en général, calicots, lainages, toiles, etc.

717. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sollier (Isidore) et le baron Dedel (Gérard), représentés par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une machine à coudre les samelles de chaussures, courroies, harnais, capotes de voitures, buffleteries, et en général pour coudre tous les articles confectionnés en cuir, sellerie, bourrellerie, etc.

718. Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Symonds (Thomas-Edward), représenté par le sieur Daubreville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 80, pour des perfectionnements dans la construction des navires à hélice, ainsi que dans la disposition des hélices, la manière de les désembrayer, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 février 1877).

719. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Yvès (Jean), commis, fabricant, et Bonneau, ingénieur aux forges de Firminy, représentés par le sieur Perret, rue Tréfilerie, n° 11, à Saint-Étienne, pour un mode de fabrication des rasoirs à la main servant à la confection des velours.

720. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barreau (Pierre), gérant de maisons de commerce, à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 36, pour un étui à coulisse pour papier à cigarettes.

721. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blake (David) et Petitjean (William-Henry), représentés par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux machines à polir, user ou aiguiser les scies, et en général les lames flexibles.

722. Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au

secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bovill (Georges-Hinton) et Connell (James-Edward), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés au traitement ou à la remanufacture des bandages usés (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 mai 1877).

822° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bovill (Georges-Hinton) et Connell (James-Edward), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des plaques de blindage (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 mai 1877).

823° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Chabran (Honoré), pharmacien, rue des Templiers, n° 13, à Marseille, pour un coffre de pharmacie.

824° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charles (Adolphe-Alexandre), à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 69, pour une pince à suspendre le raisin et les fruits en général.

825° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cousin (Adolphe-Jean-Baptiste), papetier, à Paris, rue du Bac, n° 53, pour un encrier de classe et de bureau.

826° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Cros (Pascal), mécanicien, à Blois, pour application de la force des vagues de la mer comme moteur.

827° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Datry (Nicolas), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour perfectionnements dans les propulseurs de navires.

828° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Drumond (John-Wallace), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour perfectionnements dans les métiers à tisser.

829° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gouverneur (Gabriel-Hyacinthe), fabricant de jeux d'orgues, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de niveau à pendule.

830° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinand (Simon), industriel, à Paris, rue aux Ours, n° 29, pour un générateur permettant de faire un gaz éclairant avec les hydro-carbures.

831° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Haigh (Henry) et Heaton (Richard), teinturiers, représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans la manière de teindre les cotons et autres substances végétales et fibreuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 29 septembre 1877).

832° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Legris (Ernest), mécanicien, représenté par le sieur Sinoquet, rue Lemire, n° 3, à Rouen, pour une machine à laver et à dégraisser les laines.

833° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (Louis-Ceucurie), serrurier-mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un presseur rotatif hélicoïdal.

834° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lewis (John), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans la construction des gouvernails.

835° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Martin (Auguste-Maximilien), fabricant d'émaux, à Paris, rue du Marché, n° 8, quartier de Grenelle, pour un appareil destiné à la réparation de l'émail dans les formes à sucre émaillées.

836° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Toussaint-François-Adolphe), employé, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une casserole à cuire le lait.

837° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moyen (Bernard), à Paris, place Maubert, n° 3, pour un appareil introducteur des pomades ou onguents liquides, solides ou en bougies, pour le pansement personnel interne des deux sexes.

838° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicoll (Henry-John), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour un genre de vêtement dit *mao-farlans*, avec collet à ailes et à manches.

839° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Petitjean (Eugène), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans la fabrication mécanique des filtres, cafetières, etc.

840° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Allier, par le sieur Pocheron (Antoine), maître de verrerie, à Souvigny, pour l'augmentation du nombre d'ouvriers sur un ou plusieurs pots ou creusets dans les fours de verrerie.

841° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Quinquart-Dupont, manufacturier, faubourg de Preize, n° 6, à Troyes, pour talon à maille unie appliqué aux bas à côtes sans couture.

842° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Revillet (Claude), boulevard Notre-Dame, n° 30, à Marseille, pour un système de fabrication d'un charbon destiné aux usages domestiques.

843° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roumant (André), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un genre de fuseau pour métiers dits à lacet.

844° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Sagey (Charles-Paul-Gabriel), ingénieur des mines, et Sari (Engénie-Mathieu), à Paris, le premier, rue Chauchat, n° 10, et le deuxième, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 131, pour perfectionnements apportés aux appareils de carburation.

845° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Samuel (Abraham), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour une machine destinée à confectionner les cartouches pour fusils se chargeant par la culasse.

846° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Secor (Jérôme-Burge) et Butler (William-Henry), représentés par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les machines à coudre.

847° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Speyer (Louis-Gonzague), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de béton, les différents genres de le préparer et ses applications diverses.

848° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tanc (Jacques-Augustin), élisant domicile à Paris, rue de la Michodière, n° 13, hôtel Molière, pour un appareil de sûreté pour voitures.

849° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 no-

vendredi 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Vacher (Jean), fabricant de battants, rue Passerat, n° 16, à Saint-Etienne, pour un genre de battants doubles brocheurs et unis, à boîte à navettes cylindriques tournantes, à crampons et à pignons, applicable à la fabrication des rubans brochés et unis, des velours et des dentelles.

850° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vallée aîné (Edme-Nicolas), à Paris, rue de la Gare, n° 82 et 84, pour un système de rails applicable à la construction des chemins de fer.

851° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Warren (Frédéric-Polham), capitaine de la marine de Sa Majesté Britannique, représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans l'application d'un revêtement en cuivre ou en tout autre métal sur les vaisseaux en fer ou vaisseaux blindés.

852° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Baudrimont (Alexandre-Edouard), rue des Morhes, n° 40, à Bordeaux, pour la fabrication de pavés et de divers produits céramiques.

853° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bérioux (Antoine), architecte, route de la Reine, n° 68, à Boulogne, pour un système de hourdage des planchers, soit en bois, soit en fer, ainsi que des poutres de bois.

854° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blake (David) et Petitjean (William-Henry), représentés par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une machine à user, polir ou aiguiser les branches rondes, coniques ou autres articles de forme ronde.

855° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourgade (Pierre-Félix), receveur de l'enregistrement, représenté par le sieur Galland, à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 12, pour un système de tableaux dans lesquels l'encadrement contient les sujets décrits méthodiquement dans l'intérieur, notamment sous la forme dite *croix généalogique*.

856° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Bouches-du-Rhône, par le sieur Chabran (Honoré), pharmacien, rue des Templiers, n° 13, à Marseille, pour un bandage herniaire à pression et mouvement illimités.

857° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chauveau (Pierre-Vincent), maréchal expert, et Chaumont (Michel), mécanicien, à Paris, le premier, rue Bourtilbourg, n° 18, et le deuxième, rue Saint-Maur, n° 140, pour l'application d'un système de genouillère et de bouletière pour chevaux et autres animaux.

858° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Cointry (André), manufacturier, ile Gloriette, à Nantes, pour la fabrication des traverses de chemin de fer, soit en fer laminé, soit en fer fondu, pour remplacer les traverses en bois.

859° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Grécut (Jean-Antoine), mécanicien, cours Lieutaud, 97, à Marseille, pour un appareil à serpent mobile applicable à la parfumerie.

860° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Daire (Émile), stéaricier, à Arras, pour des plaques de presses hydrauliques dites *plaques suspendues*.

861° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, par le sieur Delestra (Joseph-François), tourneur, à Sablé, pour un bouchon-bouteilles dit *Delestra*.

862° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 no-

Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *René-Louis Dufouart*, fabricant de matières résineuses, à Pouy-Desseaux, pour un *appareil mécanique*, destiné à l'extraction de toutes les *matières résineuses*, à la fabrication du vinaigre de bois, et à la confection de baumes de *feuilles et pointes de pins* ou aromatiques.

863. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs *Edouard (Emile) et Hector (Georges)*, représentés par le sieur *Breabon*, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour une *pipe à tuyau, à joint avec fermeture mobile*.

864. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs *Barthol (William) et (James)*, représentés par le sieur *Méthiez*, à Paris, rue du *Painbourg-Montmartre*, n° 17, pour des *perfectionnements* apportés à la préparation, *étuvage* ou à l'appilage des *tissus*, soit *coton, laine, toiles* ou autres.

865. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-inférieure, par le sieur *Gaëtan (André)*, fabricant de *draps*, représenté par le sieur *Demetie*, rue de la *Bague*, n° 32, à *Elbeuf*, pour une *disposition dans l'application des propulseurs* connus aux *bateaux à vapeur*.

866. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Gilbert (Louis-Auguste)*, représenté par le sieur *Mathieu*, à Paris, rue *Saint-Sébastien*, n° 46, pour des *perfectionnements* apportés au *séchage* et à l'*étuvage* des *bois* et aux *appareils* qui s'y rapportent.

867. Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs *Kitson (Frédéric-William) et Kitson fils (James)*, maîtres de forges, représentés par le sieur *Mathieu*, à Paris, rue *Saint-Sébastien*, n° 45, pour des *perfectionnements* apportés à la *fabrication des bandages de roues* (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 10 mai 1877).

868. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur *Larivière (François)*, coutelier, à *Nancy*, pour des *cisailles en fonte malléable*, avec *lames en acier fondu*, montées à vis.

869. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Laurent (Julien)*, représenté par le sieur *Lavialle*, à Paris, boulevard *Saint-Martin*, n° 29, pour *tonneaux rafraîchisseurs* destinés à contenir la *bière* et autres *liquides*.

870. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société *Laurent frères et beau-frère*, fabricants de *quincaillerie*, représenté par le sieur *Dau-Breille*, à Paris, boulevard de *Strasbourg*, n° 60, pour un *procédé* destiné à produire le *grain d'orge des pointes de clous à cheval*.

871. Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Lilly (Benjamin)*, faisant domicile chez le sieur *Thompson*, à Paris, hôtel *Thompson*, rue de *Lafayette*, en face la *gare du chemin de fer du Nord*, pour un *protecteur de cheminée* de *fusil* servant à garantir le *canon de l'humidité* et la *cheminée* contre le *coup de vent* (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 mai 1877).

872. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-inférieure, par le sieur *Mars (Charles)*, *ferblantier*, quai de la *Foire*, n° 98, à *Nantes*, pour des *toits angulaires* pour *couvertures de bâtiments*.

873. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Mangin (Claude-Joseph)*, *mécanicien*, à Paris, rue *Dondeauville*, n° 38, quartier de la *Chapelle*, pour un *mécanisme* dit *machine à visser*.

874. Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur *Micropoulos (Jean)*, fabricant de *liqueurs*, représenté par le sieur *Lavialle*, à Paris,

boulevard Saint-Martin, n° 29, pour préparation d'une liqueur dite *liqueur de bardanome*.

875° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Obermeyer (Jean), mécanicien, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour perfectionnements apportés dans la fabrication du rouleau Obermeyer.

876° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Peyronnet et Laprade, fabricants de rubans, place Saint-Charles, n° 12, à Saint-Etienne, pour un genre de rasoirs pour métiers de rubans ou d'étoffes de velours à doubles pièces superposées.

877° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peyruselle (Jean-Baptiste), tailleur, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 66, pour un timbre d'appel indicateur.

878° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Pramondon, Veyret et Coront, quai Saint-Clair, n° 11, à Lyon, pour procédé de fabrication de tissus dits *tissu mélange couleur teint en pièces*, ou *tissu criolinostéricolor*, ou encore *tissu annamite*.

879° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Robin (Jean) et Dumas (Pierre), constructeurs, représentés par le sieur Cléès, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour une machine élévatrice à leviers.

880° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Séguin et Regnier, quincailliers, représentés par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour perfectionnements apportés à la fabrication des hautes pour places publiques.

881° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sougailly (Ernest), à Paris, rue du Parc-Royal, n° 6, pour procédé de transformation des vieilles graisses de chemin de fer ou de voiture en produit neuf pour le graissage des wagons.

882° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tremeschini (Giuseppe-Antonio), à Paris, passage Feuillel, n° 13, faubourg Saint-Martin, pour un système d'engrenages ou roues dentées et son application aux machines en général et en particulier à une disposition de chronomètre.

883° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Trouillot (Jean-Baptiste), licencié en droit, à Lons-le-Saunier, pour un procédé d'exploitation industrielle des bitartrates de chaux et de potasse contenus dans les marcs de raisin et les vinasses, résidus de la distillation.

884° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Watson (Joseph-John-William), docteur en philosophie, et Smith (William-Henry), négociant, représentés par le sieur Yapp, à Paris, rue de la Michodière, n° 13, pour des perfectionnements dans les condenseurs à surface pour les machines à vapeur et autres en usage et pour les dispositions accessoires (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 octobre 1877).

885° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Accarain (Louis), négociant, élisant domicile à l'hôtel de Flandre, à Lille, pour fabrication de papiers, fils, cordes et tissus avec la betterave.

886° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baranowski (Jean-Joseph), représenté par le sieur Orlega, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 8, pour un appareil propre à simplifier le mécanisme des signaux-disques de chemin de fer.

887° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 oc-

tobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Barrier (Jacques-Amédée), élisant domicile chez le sieur Lanial, à Bourg-lès-Valence, pour un métier à fabriquer la dentelle.

838° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bennett (Henry), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés au puddlage du fer et de l'acier.

839° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Betts (William), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans la fabrication des capsules métalliques pour bouteilles, flacons et autres vases, ainsi que dans les appareils ou moyens d'appliquer et de fixer les capsules.

840° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, par le sieur Blanc (Barthélemy), marchand mercier, à Perpignan, pour perfectionnements dans la fabrication des crinolines (crinolines-cages cousues).

841° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par les sieurs Borgniet père (Jules) et Craste (Sauveur), employés au chemin de fer du Midi, avenue de Lyon, n° 4, à Toulouse, pour une machine à fabriquer les fers des chevaux.

842° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bourgeat fils (Louis-Simon-Théodore), Grande-Rue de Vaise, n° 11, à Lyon, pour des perfectionnements aux pâtes de carbone par l'application d'un système de phosphorisation (pâtes de carbone phosphorisées).

843° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Carroué (Edme-Vincent), cordonnier, rue du Commerce, n° 18, à Nevers, pour un système de chaussures imperméables.

844° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Carrel-Bourgeois (Charles-Antoine), manufacturier, à Beauvais, pour la fabrication du tissu de bois.

845° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Chapuis et de Combettes (Léonor), passage de l'Argue, n° 106, à Lyon, pour une lampe de mineur dite *lampe d'urne*.

846° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Cugnot-Richard (Anne-Henriette Chollet), à Paris, rue Saint-Romain, n° 15, pour un genre de bouchon à quillet.

847° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Davis (Auguste-Bell), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux tampons des wagons de chemin de fer.

848° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Descards (Michel-François), directeur de filature, rue Lécuyer, à Rouen, pour un mouvement régulateur de la hauteur de l'écrin du secteur des métiers à filer, *automation self-acting*.

849° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dely (Henry-H.) et Downer (William-P.), représentés par le sieur Brandon, à Paris, rue Caillon, n° 13, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des cartouches ainsi que pour les machines servant à cet usage (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 23 septembre 1877).

850° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Fauvel (Auguste), ébéniste, à Paris, rue Gil-le-Cœur, n° 12, pour un appareil stéréoscopique dit *de salon*.

901° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Garcin (Vincent), entrepreneur, à Paris, rue Saint-Antoine, n° 149, pour une table en glace propre à recueillir la rosée.

902° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jarriaut (Antoine-Marie), route de la Révolte, n° 12, à Neuilly, pour une pompe et un moteur perpétuels.

903° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-inférieure, par le sieur Jean (Eugène-Jacques), à Sainte-Pouille, pour l'application aux calcaires poreux, à l'effet d'en obtenir l'éclat et le poli du marbre, des procédés employés pour le polissage du marbre.

904° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Lammens (Henri), contre-maître, et Basslé (J.), mécanicien, représentés par le sieur Villain, constructeur-mécanicien, à Lille, pour un appareil propre à accélérer la vitesse des broches des bancs de filature.

905° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Lanoir (Irénee), propriétaire de verreries, à Rive-de-Gier, pour perfectionnements apportés à la fabrication des bouteilles, consistant dans la fabrication simultanée de la bouteille et du cordon ou bague.

906° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Leloup-Ruel (Christophe-Alphonse), armateur, quai du Havre, n° 2 bis, à Rouen, pour un appareil régénérateur de vapeur par insufflation.

907° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Margoton (Jean-Louis), médecin à Bagnères-de-Luchon, pour un cadre de lit qui dispense de paillasser et de sommier rembourré.

908° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marolles (Jean-Baptiste), à Paris, arcades du chemin de fer de Paris à Vincennes, n° 58, pour un système de tuyaux agglomérés.

909° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Martin (Émile) et (Pierre-Émile), maîtres de forges, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fusion et d'affinage des métaux.

910° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Mondon (Maurice), graveur, rue de la Bourse, n° 35, à Saint-Étienne, pour la fabrication de canons de fusil dits *en acier fondu*, damassés ou non damassés.

911° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Nièvre, par le sieur Reboux (Claude), brasseur, place de la Foire, à Nevers, pour un appareil dit *germètre*.

912° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roberts (Martyn-John), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements apportés aux appareils servant au graissage ou à l'ensimage de la laine.

913° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tournier (Charles-François), teinturier, à Paris, place du Wagram, n° 3, quartier de Monceaux, pour un procédé de teinture dite *double couleur*, sur tous tissus, laine et soie.

914° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Tress (Cooper), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la fabrication des chapeaux et autres genres de coiffures.

915° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vermaide (Marcellin), constructeur de métiers, représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour des perfectionnements dans la disposition des métiers Jacquart.

916° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ville (Georges), professeur de chimie et de physique végétales, à Paris, rue de Buffon, n° 43 bis, pour un procédé de désagrégation applicable aux phosphates de chaux naturels destinés à l'agriculture.

917° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wanzer (Richard-Mott), représenté par le sieur Blanc-Garin, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 36, pour perfectionnements dans les machines à coudre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 juin 1877).

918° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Cellas (Antoine), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 octobre 1860, pour un point de suture mécanique et la machine à coudre perfectionnée effectuant ce point.

919° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Chesel (Frédéric), place du Commerce, n° 4, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 décembre 1857, pour une machine à égrener le trèfle et autres graines.

920° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Chavanna et compagnie, à Paris, rue du Helder, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mars 1860, par le sieur Brison, dont ladite société est cessionnaire, pour un appareil applicable à la cuisson du plâtre, à la distillation des alcools, à la fabrication du gaz, de l'acide acétique et à la fabrication du charbon d'os, etc. etc.

921° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Decours (Jean-Baptiste), Le Lavandier (Athanase-Charles) et Lambert (Pierre-Édouard), représentés par le sieur Lavallée, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 janvier 1863, pour une machine agricole dite trinité.

922° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuis (Pierre-Jacques-Étienne), rue du Moulin, n° 8, à Vincennes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 septembre 1862, conjointement avec le sieur Rabopin O'Sullivan pour un instrument de précision dit *niveau graphomètre-équerre*.

923° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Duveiller (Edmond), constructeur-mécanicien, rue du Haze, à Tourcoing, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 septembre 1862, pour un arrêt électro-magnétique.

924° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Fenouil (Barthelemy), représenté par le sieur Berlan, rue Martin, n° 3, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1863, pour une machine à fabriquer les tomettes et les pans carrés dite *machine-Fenouil*.

925° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gallier (Marie-Désir-Étienne) et Lucas (Élie), à Paris, le premier, avenue de la Roquette, n° 2, et le deuxième, rue Mole, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 septembre 1862, pour un genre d'abat-jour à réflexion douce.

926° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire par le sieur Guist

(Pierre), mécanicien, à Saint-Mathurin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1863, pour une machine à broyer le chanvre et le lin.

927° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jean (Louis-Joseph-Joachim), dit L'Houllier, représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juin 1863, pour un système de grille rotative pour foyers à vapeur.

928° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 avril 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rostlin (Auguste) et Battig (Antoine), représentés par le sieur Brado, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 mai 1862, pour un système de pose de voie de chemin de fer excluant l'emploi du bois.

929° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclerc (Félix-Alexis-Fulgence), peintre, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1859, pour procédés chimiques s'appliquant sur les cuivres noirs dorés, etc.

930° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Leplay (Absalon-Hippolyte) et Cuisinier (Jules-François-Joseph), manufacturiers-chimistes, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1861, pour divers moyens et procédés dans la manière de traiter et d'utiliser le noir animal pour la clarification et la filtration des jus, des sirops et de tous les liquides, sucres, etc.

931° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loiseau (Philibert-Alfred), à Paris, cité Gaillard, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1860, pour un système hydro-siphonique appliqué à la vidange.

932° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Loraux (Jean-Baptiste), briquetier, et Conem (Éloi), mécanicien, représentés par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 octobre 1861, pour la fabrication des briques à queue et à parement extérieur servant à l'ornementation des façades de maisons.

933° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurand (Amédée-Barthélemy-Doriat), à Paris, rue Mouffetard, n° 57, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 septembre 1862, pour une boîte à cuvette tournante destinée à réduire les anciens poids et mesures en système décimal et réciproquement; l'addition consistant, entre autres changements, à modifier ainsi la désignation de l'invention : *le prompt calculateur des arts industriels et du commerce*.

934° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Merlio (Étienne), chaudronnier, à Fourchambault, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 septembre 1862, pour un genre de toupie (jonet d'enfant).

935° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mosselman (Alfred-François) et compagnie, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 septembre 1861, pour la fabrication d'un genre d'engrais.

936° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Neuenschwander (Jean), fabricant de petit-lait et de fromages, à Paris, rue de la Faisanderie, n° 12, (bois de Boulogne), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1863, pour procédés de conservation des fromages.

937° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noël (Pierre-Jules Jacob), dentiste, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1862,

pour application de l'aluminium et de ses composés à la fabrication des tubes en douilles de cartouches pour armes à feu se chargeant par la culasse et autres tubes.

938° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noiret (Pierre-Louis-Benoît), représenté par le sieur Dauhréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 août 1862, pour un perfectionnement dans la construction des voitures suspendues et en général de tous les véhicules montés sur ressorts.

939° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Piat (Eugène-Frédéric) et Baudrit (Auguste-Théodore), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1863, pour un système de suspension à lanterne pour lustres, etc, dit *système le Régent-Piat*.

940° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le général Prevost, baron d'Arlincourt (Charles-Marie-Alexandre), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} octobre 1863, pour distillation des rognures de zinc et des plaques dites n° 1 et 2, et des rognures et déchets de la galvanisation.

941° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rommetta (Casimir-Marius), fabricant, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 94, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1862, pour une méthode d'emmanchure de limes, instruments et outils en général, et particulièrement à l'usage des dentistes.

942° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Saurin (Balthazard), mécanicien, représenté par le sieur Berlan, rue Martin, n° 3, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 août 1863, pour fabrication mécanique de briques hexagonales pour le carrelage des appartements.

943° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 avril 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thierry fils (Alfred), à Paris, rue des Marais-Saint-Martin, n° 91, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 avril 1861, pour appareils régénérateurs économiques à vapeur surchauffée et séchée.

944° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Vian (Marius), constructeur de navires, rue de Breteuil, n° 2, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juin 1859, pour une peinture propre à garantir de l'oxyde les navires en tôle et autres.

945° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bernardin (Louis), montée Saint-Barthélemy, n° 26 bis, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1862, pour un mordant de rouille pour teinture.

946° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Gers, par le sieur Bourgade (Joseph), sellier, à Condom, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 septembre 1862, pour un collier de cheval dit *collier condomois*.

947° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Callaert (Charles-François), représenté par le sieur Barrault, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1861, pour une broche sertie pour boutons et montures de portes, etc.

948° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Charbonnier (Alexandre), mécanicien, rue Jean-Moët, n° 12, à Épernay, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 20 octobre 1862, pour un pupitre à doser et à transvaser les vins mousseux.

949° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863

au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Chaudet (Jean-Henri), chimiste, rue des Emmurées, n° 14, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juin 1858, pour un système de machine à laver la laine.

950° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cofrant (Alexandre) et Fontanex (Ferreol), représentés par le sieur Dufour, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 67, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 février 1862, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des tissus brochés, châles, etc.

951° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Couissinier (Antoine), fabricant de briques, représenté par le sieur Berlan, rue Martin, n° 3, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juillet 1862, pour une machine propre à la fabrication des briques hexagonales dites *tomelles*.

952° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Cuvillier (François-Joseph), mécanicien, à Arras, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 avril 1863, pour perfectionnements à une presse à engrenage à échappement pour presser la pulpe de betterave ou toute autre matière, invention pour laquelle il a déjà pris un brevet de quinze ans, le 2 octobre 1858.

953° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par le sieur du Liège de Puychaumeix (Marie-Joseph-Eugène), commis de direction des contributions indirectes, à Clermont-Ferrand, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mai 1863, pour un système de fusil et pistolet se chargeant par la culasse et faisant faire chariot au canon ou à la culasse.

954° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Ellena (Bartholémy-Adolphe), représenté par le sieur Mangepain, rue de la Loubière, n° 46, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 mai 1863, pour un système d'armes à feu à charge instantanée.

955° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gache neyen (Jean), rue Vieille-Monnaie, n° 23, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1863, pour un genre de roulettes et ferrures pour lits de diverses dimensions et formes.

956° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gache neyen (Jean), rue Vieille-Monnaie, n° 23, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 février 1861, pour un système de devant de pliage à poupées mobiles.

957° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Godard-Vasseur (Jean-Baptiste-Auguste), tonnelier, rue Macquart, n° 7, à Reims, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 avril 1861, pour un bondon alimentaire à chapiteau intermittent en verre propre à boucher les fûts.

958° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par la dame Jobert (Honorine Roux), à Dôle, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 janvier 1863, pour un bleu à azurer le linge dit *bleu Impératrice*.

959° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jubel (Louis-Constant) et (Auguste), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 août 1862, pour un procédé de teinture de la corne et son application aux boutons, bracelets, etc.

960° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Kulhmann (Frédéric), fabricant de produits chimiques, à Lille, et se rattachant au brevet d'inven-

tion de quinze ans pris, le 22 mai 1863, pour un procédé de fabrication et de conservation de matériaux de construction et d'ornementation.

961°. Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mathevon (Jacques), négociant, place Tholozan, n° 26, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1863, pour un apprêt pour les tissus et filaments en tous genres.

962°. Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Mathieu (Ludovic) et Barrel (Pétrus), rue de Constantine, n° 10, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 juin 1863, pour application, par l'impression, de dessins de toutes couleurs sur tous les genres de gants.

963°. Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mennu du Perron (Pierre), sellier, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 septembre 1862, pour un collier français perfectionné ajusté (système Mennu du Perron).

964°. Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ain, par le sieur Médiaier (Jean-Claude), entrepreneur, à Nantua, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 mai 1863, pour des traverses en pierres dures et accessoires, à l'usage des chemins de fer (système Médiaier).

965°. Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 mai 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mison (Antoine-Nicolas), marchand de verres bombés, représenté par le sieur Dupuis, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 avril 1863, pour l'application de l'argenterie galvanique et de toute autre argenterie, ainsi que de tout autre étamage, sur tous cylindres en verre blanc de forme ronde, ovale et carrée, dits *cylindres miroirs*.

966°. Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Munier (Jean-François), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 janvier 1861, pour un système d'appareils destinés à la fabrication des cigarettes.

967°. Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Pese (Jean-Gerhard), quartier des Wazemmes, rue des Sarrazins, n° 19, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juillet 1862, pour une machine à mouvement perpétuel ou continu.

968°. Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Pechebart (Adolphe), fabricant de feronnerie, à Levrery, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 septembre 1862, pour un genre de douilles de lanternes de voitures.

969°. Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Provins (Oscar-Ferdinand), fabricant de sucre, élisant domicile chez le sieur Provins, son père, à Paris, boulevard Saint-Germain, n° 52, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 février 1863, pour un système de condensation de la vapeur provenant de l'évaporation et de la cuite du jus de betteraves.

970°. Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Raboux (Émile), distillateur, rue des Arts, n° 43, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 août 1863, pour une presse à cylindres continue pour l'extraction des jus sucrés de la pulpe de betteraves ou de toutes autres plantes.

971°. Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Récapé aîné (Charles-Louis-Lidore), imprimeur sur étoffes, à Paris, rue Saint-Joseph, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1863, pour un mode d'impression sur châles au moyen d'une planche dite *planche octogonale bouteille*.

972°. Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lajaille, à

Paris, boulevard Seine-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 septembre 1862, pour un genre de sauteuil de promenade.

973° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Orne, par le sieur Saumur (François-Jacques), mécanicien, à Laigle, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1862, pour un genre d'épingles en fil métallique pour attacher les vêtements, les tissus et les étoffes, également applicable à la fabrication des pointes, des clous, des bécquets, des rivets, des vis et des fausses vis, en fil de fer et autres métaux, et pour les machines et procédés employés à cet effet.

974° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Schœmig (Pierre), brasseur, rue du Clos, n° 10, à Besançon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 septembre 1862, pour un modérateur de fermentation de la bière.

975° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Séhault (Pauline Thys), représentée par le sieur Beauchet, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 août 1862, pour un genre de jupon dit *japon haute mode*.

976° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorel (Léopold), représenté par son père, à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1863, pour procédés ayant pour but l'économie du combustible dans les appareils à vapeur et autres.

977° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorel (Léopold), représenté par le sieur Sorel, à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1863, pour procédés ayant pour but l'économie du combustible dans les appareils à vapeur et autres.

978° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stroublinsky (Waldemar), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1863, pour transmission de deux dépêches télégraphiques, par un seul fil, dans la même direction.

979° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tronchon (Alfred-Pierre), mécanicien-construteur, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juillet 1862, pour des perfectionnements dans la construction des armes à feu.

980° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Valère aîné (Hippolyte-Emmanuel), gainier, à Paris, rue du Temple, n° 101, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 août 1863, pour un système de fermeture de boîtes de tout genre applicable aux porte-monnaies, trousseaux, etc.

981° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Willème (François), sculpteur, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 août 1860, pour un procédé de photo-sculpture.

982° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Anthoine (Joseph-Jules), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mai 1863, pour un procédé de conservation de l'argenterie des boîtes dites *panoramas*, applicable à tous récipients pour lampes, flacons et autres objets.

983° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Vienne, par le sieur Lardoux (Lucien), négociant, à Poitiers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 juin 1861, pour un genre de fabrication de papiers, cartons et plastiques.

984° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Basset (Louis-

Auguste), à Paris, rue de Bayeux, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mai 1862, pour des perfectionnements apportés dans la construction des serres; consistant à empêcher le buée de tomber sur les plantes et applicables à toutes couvertures vitrées.

985° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Béguin (Jean-Jacques-Frédéric), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 août 1863, pour un système d'attelage.

986° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bournique (Louis-Marcel) et Vidard (Jean-Baptiste), représentés par le sieur Beauchet, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 83, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 juin 1863, pour voitures à voyageurs pour chemins de fer.

987° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunet (Charles); à Paris, boulevard de la Chapinette, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 août 1862, pour un genre de serrure dite serrure en tous sens.

988° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Canouff fils (Charles-Maurice-Paul), représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mai 1862, pour un pistolet jouet à amorce non métallique ou inoffensive.

989° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Champonnois (Hugues), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1860, pour un système de coupe-racines perfectionné.

990° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Champonnois (Hugues), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 novembre 1862, pour perfectionnement à la construction des pompes hydrauliques.

991° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Delluc (Auguste), peintre, et Vassal (Pierre), menuisier, rue du Petit-Puits, n° 1, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 février 1863, pour fabrication d'un siccatif dit *siccatif tachistique*.

992° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dorgal (Louis-Etienne) et Guesné (Jules-François), représentés par le sieur Plumier, à Paris, quai Napoléon, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 août 1861, pour un système de réunion de l'orgue aux pianos.

993° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fauvel (Louis-Alexandre), mécanicien, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mai 1863, pour un système de timbre humide à deux coups.

994° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gatax (Michel), rue Imbert-Calomès, n° 5, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 septembre 1862, pour le lissage, repiquage et contre-sempage des dessins de tissage.

995° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gantrot aîné (Pierre-Louis), fabricant d'instruments de musique, à Paris, rue Saint-Louis-au-Mareil, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 novembre 1862, pour perfectionnements aux instruments de musique en cuivre.

996° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinier (Thomas), fabricant, représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 août 1863, pour perfec-

tionnements apportés à divers appareils d'aspiration ou de distribution des eaux, de la vapeur, etc.

997° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jean (Louis-Joseph-Joachim), dit L'heullier, représenté par le sieur Clais, à Paris, rue de l'Ébiquier, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juin 1863, pour un système de grille rotative pour foyers à vapeur.

998° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Lacoste (Jean), à Aiguillon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 septembre 1863, pour une machine à bras et à manège avec obturateur garde-mains propre à battre le blé et à teiller le chanvre.

999° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Landrin (Toussaint), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juin 1861, pour un système de harnachement sans coutures sensibles ou apparentes en dessous, avec mantelets ou sellettes à panneaux mobiles.

1000° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Leclerc (Louis-Dominique), mécanicien, boulevard Saint-Hilaire, n° 5 bis, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 avril 1863, pour un système de semoir.

1001° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laffre (Jean-Edouard-Jules), fabricant de bronze d'imitation, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 27, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 octobre 1861, pour des perfectionnements apportés dans la décoration des pendules, candélabres, flambeaux et autres articles en zinc ou autre imitation de bronze.

1002° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mac-Cormick, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 décembre 1861, pour perfectionnements dans les machines à moissonner.

1003° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Malavergne (Eutrope-Alexis), élisant domicile à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 septembre 1861, pour un système de ramonage des cheminées.

1004° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marie (Louis-Jean), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 novembre 1861, pour des perfectionnements dans les appareils propres à élever, à rafraîchir et à conserver les liquides, notamment la bière.

1005° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michelot (Adrien), mécanicien, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 septembre 1862, pour un appareil de graissage distribuant l'huile par la pression de la vapeur.

1006° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Mouren (Joseph), mécanicien, rue Fessari, n° 115, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 février 1861, pour un appareil à tanner toutes espèces de peaux.

1007° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moyon (Alexandre-François), représenté par le sieur Beauchet, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 52, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 septembre 1859, pour un système de freins pour omnibus, voitures et charrettes.

1008° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noël (Casimir),

négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1863, pour un appareil véhicule à leviers roulants, à double effet, mobilisés par le poids rendu instable.

1009° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Adrien), fabricant d'horlogerie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1863, pour ressort moteur et brillet applicable aux montres et pendules.

1010° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Pône (François-Comte), fabricant d'horlogerie, rue des Glèzes, n° 18, à Besançon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 octobre 1863, pour un genre de remontoir de montres système Meylan.

1011° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pradel de Saint-Charles (Charles), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1863, pour un compteur à l'usage des voitures publiques et autres.

1012° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prouvost (Auguste), filateur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 53, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1861, pour applications complémentaires nécessaires à la direction des aérostats.

1013° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rabier (Jean-Marie), architecte, à Paris, rue de Paris-Belleville, n° 21, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 octobre 1863, pour une clef dite clef américaine; destinée à remplacer la clef anglaise.

1014° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Riapp (Charles-Frédéric), représenté par le sieur Dufour, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 67, et rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 novembre 1856, par le sieur Lobstein, dont il est cessionnaire, pour une machine à condre.

1015° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Robert (Jules), mécanicien, faubourg Croncels, n° 20, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1862, pour une machine à battre les céréales.

1016° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Roux (Louis), (Joseph) et (Pierre) et la demoiselle Roux (Marie), chemin de Grézan, à Nîmes, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 9 janvier 1863, par le sieur Roux, leur père, dont ils sont héritiers, pour application de la vapeur à la vidange des fosses d'aisances.

1017° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur de Ruffo-Bonneval (Edmond) et Mouren (Joseph), Grande-Rue de Marengo, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 février 1863, pour un appareil à filtrer toute substance susceptible d'être traitée par le filtrage, par l'effet de la compression au moyen d'une pompe hydraulique.

1018° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sortais (Théodore-Auguste-Marie), horloger, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mars 1863, pour un appareil télégraphique à départ automatique.

1019° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (John-George), négociant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1862, pour un mode d'attache de boutons sur tissus, cuirs, etc. ce mode d'attache applicable aussi à tous ornements ou objets saillants en général.

1020° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 septembre 1863,

au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur TOLLIER (Charles-Louis-Abel), à Paris, rue Leboutoux, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 février 1863, pour une machine à produire le froid et la glace artificielle.

1021^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur VERMEULEN (Henri-Edouard), fabricant d'ébénisterie, rue de l'Eglise, n° 22, à Dunkerque, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1863, pour un système de coulisse de lit.

1022^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur BOUTEILLE (Michel), représenté par le sieur BINARD, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 38, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 janvier 1861, pour des perfectionnements aux cylindres, cartons et porte-aiguilles des métiers Jacquart.

1023^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur BREGUET (Louis-François-Clément), horloger, représenté par le sieur MATHIEU, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 janvier 1863, pour des perfectionnements apportés à la construction des anéroïdes et des manomètres.

1024^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur CHABREUX (Joseph), représenté par le sieur HERPET, à Paris, rue Montmartre, n° 153, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1862, pour un système de chauffage des fours à gaz.

1025^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur CIGNARD (Louis), représenté par le sieur AUSART, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mars 1863, pour une pompe centrifuge et ses applications.

1026^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur COLLETTE (Anguste), fabricant de sucre, à Seclin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 février 1863, pour un procédé d'extraction du jus de betterave pour la fabrication de sucre et de l'alcool dit *système Collette*.

1027^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame COLLETTE, née Fontaine (Célestine-Adrienne), représentée par le sieur COMBROUVE, à Paris, rue Feytaud, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 octobre 1862, conjointement avec le sieur COLLETTE, son époux, pour un genre de dentelle dite *dentelle Collette*.

1028^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur CREBSON (Angustin-Joseph), maître de dessin, rue de Chaulnes, à Rennes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1862, pour un ressort à ressorts oscillants.

1029^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur DIEU (Charles), marchand de fer, à Paris, rue de la Tombe-Lumière, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juillet 1862, pour un support en fer pour parquets.

1030^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur BOYEN (Jean-Louis-Antoine), bonnetier, à Paris, rue des Carrières-Saint-Jacques, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 septembre 1862, pour un coffret à-vis destiné à servir à la charrette, au labourage et à la tapissière.

1031^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur DIMMYNET (Claude), rue de la Vallinière, n° 2, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1863, conjointement avec le sieur ORSET, pour un cliquet à bascule s'appliquant aux mouvements d'abat-jour, de stores et de tentes de magasins.

1032° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Geivroz fils (Étienne), tourneur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 février 1863, pour un système de déconpage concentrique de l'ivoire et autres matières.

1033° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goyard (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Clais, à Paris, rue de l'Ébiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1863, pour un genre de porte-serviette.

1034° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guïot (Alexandre-Charles-Auguste), docteur en sciences, géomètre, à Paris, rue de Bourgogne, n° 36, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 septembre 1862, pour un genre de baromètre.

1035° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hensell (François), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1861, pour des perfectionnements apportés dans les machines à percer ou poinçonner les tôles.

1036° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Koch (Georges-Laurent), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mars 1859, pour des perfectionnements dans les appareils photographiques.

1037° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecour (Jean-Charles), à Paris, avenue de l'Observatoire, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 octobre 1862, pour un séchoir pour le linge de toilette et de cuisine.

1038° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathieu (Philippe-Antoine), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juin 1862, pour un système d'armes à feu dites mixtes.

1039° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurel (François), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1863, pour un porte-mèche applicable à toutes espèces de becs.

1040° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mazard et compagnie, fabricants, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 novembre 1857, pour perfectionnement de l'appareil de sauvetage et de natation.

1041° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mélotte (Louis), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juillet 1863, pour un bassin hydraulique avec siphon et flotteurs, destiné à opérer les chasses d'eau et fonctionnant seul.

1042° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michaud (Charles-Henri), route de Versailles, n° 41, à Auteuil, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mai 1862, pour une méthode d'épuration des huiles de colza, de navette, etc.

1043° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Migeot de Baran (Ferdinand-Gabriel), à Paris, rue de Vaugirard, n° 158, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 août 1859, pour un système de bouchage des siphons devant contenir les liqueurs gazeuses.

1044° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve de Morcoux (Hortense de Barnoulhe), représentée par le sieur de Barnoulhe, à Paris, rue Saint-Louis-Batignolles, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juillet 1863, pour un système de porte-plume encrier.

1045° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Moreau (Léonard), médecin, à Saint-Sornin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 mai 1862, pour un appareil électro-galvanique applicable au traitement de toutes les affections pour lesquelles l'électricité est conseillée.

1046° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ouarrier Mathieu (Jules), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 52, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1863, pour une machine destinée à la fabrication des cordes et cordages de toutes grosseurs.

1047° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peltrean le jeune, frère (Placide), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 juin 1859, pour une machine à margueriter dite *margueriteuse mécanique*.

1048° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Penot (André), fabricant d'articles de chasse, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 septembre 1862, pour un appareil alimenteur dit *cartouchière Penot*.

1049° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Peugeot frères, représentés par le sieur Limonnier, à Paris, rue de Vendôme, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 avril 1863, pour un système de clefs anglaises.

1050° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Savoie, par le sieur Pillet (Benoit), jardinier, à Chambéry, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 août 1862, pour un ventilateur pour le soufrage de la vigne.

1051° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Rogier (Auguste-Eugène) et Mothes (François-Barnabé), à Paris, cité de Trévise, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 janvier 1857, pour application du caoutchouc, etc. pour empêcher le bruit que produisent en fonctionnant les appareils dits *oblurateurs*.

1052° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Saint-Supéry (Joseph-Dauphin), rue Riquet, n° 23, à Toulouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 août 1862, pour une pompe à mouvement perpétuel.

1053° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sisco (Antoine-Dominique), mécanicien, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 118, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 avril 1854, pour diverses méthodes de fabriquer des bandages de roues, des roues et autres objets applicables aux chemins de fer, ainsi que diverses combinaisons propres à en arrêter promptement les convois.

1054° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Siemens (Charles-William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mars 1863, pour des perfectionnements apportés aux appareils de chauffage de l'air et producteurs de gaz.

1055° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (Jean-Georges), manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 dé-

octobre 1863, pour perfectionnements apportés aux articles de bijouterie servant de moyen d'attache et de fixation, tels que broches, boutons, épingles, etc.

1058° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thibierge (Germain-Adolphe), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 janvier 1863, pour un procédé de fabrication de la soude et du sulfate de soude.

1057° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Thiriez (Julien-Romuald) père et fils, représentés par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juin 1863, pour une machine à lustrer ou glacer les fils.

1058° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Tulpin aîné (Alexandre-Marie-Fortuné), mécanicien, rue du Pré-de-la-Bataille, n° 21, à Rouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1861, pour une machine à filer les tissus de coton, de laine et de soie au gaz hydrogène pur ou mélangé d'oxygène.

1059° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beau (Bismone), coffretier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mai 1865, pour une disposition mécanique propre à la transformation d'un mouvement circulaire de va-et-vient en mouvement circulaire ou rectiligne alternatif de va-et-vient.

1060° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Briandé fils (Jean-Baptiste-Camille), serrurier, à Paris, rue de Rivoli, n° 26, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 janvier 1863, pour un crochet double de suspension des fils électriques, télégraphiques, etc.

1061° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Buchholz (Gustave-Adolphe), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 16 mai 1865, et expirant le 19 novembre 1876, pour des perfectionnements à la fabrication de la semoule, de la farine et aux appareils qui s'y rapportent.

1062° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Calégari (Simone), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1861, pour un genre d'appareil tourne-feuille.

1063° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cassagnaux (Victor-Julien), chez le sieur Ch. Rall, à Paris, rue de Rivoli, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 octobre 1862, pour des perfectionnements dans les appareils stéréoscopiques dits *chromo-stéréoscopes*.

1064° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collard (Joseph), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1863, pour perfectionnements apportés aux châssis de couche employés à la culture maraîchère ou horticole.

1065° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Comte (Antoine), passementier, rue Bourgauf, n° 11, à Saint-Etienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 octobre 1861, pour une disposition de métier à tisser les rubans ou étoffes.

1066° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Cavelier (Emile), ferblantier, à Anzin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 février 1863, pour un genre de lampe de sûreté pour les mines.

1067° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delouche-

Gadant (André-Louis), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1861, pour des perfectionnements aux lampes à schiste.

1068° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delsarte (François-Alexandre-Nicolas), professeur de chant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 décembre 1862, pour un appareil sonométrique à pédale adapté au piano pour en opérer l'accord.

1069° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Derron (Louis-Charles), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 octobre 1862, pour un système de séchoir à étendage à double effet.

1070° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Drugeon (Émile-Hippolyte), ébéniste, à Paris, rue Saint-Monré, n° 203, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mars 1863, pour un genre d'encier.

1071° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Durand (François), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juillet 1862, pour une machine propre à l'égrenage des cotons bruts.

1072° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Durrschmidt (Hermann-Wilhem), à la fabrique d'alun, chemin de Sainte-Anne, troisième arrondissement, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 janvier 1863, pour un système de transformation des sulfates de soude et de potasse en carbonates.

1073° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Foucault (Léon), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1862, pour un système de régulation du mouvement des machines.

1074° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fournier (Auguste-Marie-Eugène), tapissier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mai 1862, pour garniture de sièges.

1075° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Franco (Joseph), médecin, à Paris, rue de Luxembourg, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1863, conjointement avec le sieur d'Helle, pour l'éclairage, par la lumière électrique, de la voie parcourue par les convois de chemin de fer et les bateaux à vapeur ou à voiles.

1076° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Friou (Joseph), à Paris, rue du Mont-Paroisse, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 novembre 1861, pour un appareil destiné à arrêter les chevaux qui s'emparent.

1077° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gillet (Charles), conducteur des ponts et chaussées, représenté par le sieur Calvet, à Paris-Batignolles, rue Truffant, n° 37, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 mai 1861, pour une machine dite *clitographe Gillet*.

1078° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Isler (Édouard), représenté par le sieur Mahieux, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 décembre 1861, pour un système d'appareils servant à nettoyer les bancs ou porte-systèmes des métiers à filer, à recueillir la poussière, le duvet et le déchet résultant de la filature, et à nettoyer le plancher sur lequel les métiers à filer fonctionnent.

1079° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joly (Léon-Auguste), mécanicien, élisant domicile chez le sieur Desmarest, à Paris, rue de Tracy, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 août 1860, pour un système de râpage et l'application, pour la betterave, du volet employé pour le râpage des pommes de terre.

1080° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joly (Léon-Auguste), élisant domicile chez le sieur Desmarest, à Paris, rue de Tracy, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 octobre 1861, pour l'application à l'égard des betteraves d'un porteur à courroie employé dans les moulins à blé pour la farine.

1081° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kosmann (Loup), dit Benjamin Kosmann, commissionnaire en marchandises, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 mars 1863, pour la fabrication des camées et médaillons en marbre particulier.

1082° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maillet (Constant-Augustin), imprimeur lithographe, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strashourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 novembre 1862, pour l'impression en couleurs de toutes nuances et en noir, soit de dessins ou de caractères sur feuilles d'étain.

1083° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Mérique (Jules), mécanicien, à Plancher-les-Mines, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 février 1862, pour un genre de clefs de montres dites *clefs Mérique*.

1084° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Peugeot frères, manufacturiers, représentés par le sieur Eissen, à Paris, rue de Vendôme, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mai 1858, par le sieur Rugler, dont ils sont cessionnaires, pour des perfectionnements dans la fabrication des ressorts.

1085° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Ardennes, par le sieur Ponsard (Appolinaire), à Jandun, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 avril 1863, pour un moulin à café, blé, seigle, orge, lentilles, etc.

1086° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pronvest (Auguste), filateur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 février 1862, pour un système de générateur-chauffeur d'air à flamme renversée et retour de flamme, ou à circulation directe.

1087° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ratlier (Edmond-François), négociant, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 octobre 1862, pour un genre de jupon dit *multiforme*.

1088° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Roux (Jean-François), place Bellecour, n° 31, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 janvier 1862, pour un appareil dit *économiseur*.

1089° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rushion (Henry), représenté par le sieur Defontaine-Moreau, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 20 juillet 1863 et expirant le 19 janvier 1877, pour perfectionnement dans les machines à tresser les fils de coton et d'autres substances textiles sur les cerceaux métalliques des crinolines pour fixer les tresses et les empêcher de glisser.

1090° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863,

au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simyan (Jules-Napoléon), à Paris, rue de Flandre, n° 58, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 décembre 1862, pour des appareils et procédés pour la fabrication séparée ou simultanée du carbonate et du bicarbonate de soude.

1091° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Souzy (Hortense-Vincent), représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 octobre 1862, pour une poupée en pierre ponce articulée.

1092° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, par le sieur Tachon (Jean), mécanicien du chemin de fer du Midi, à Saint-Jean-de-Luz, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 août 1860, pour un appareil dit *aspirail-pompe*.

1093° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thibouville (Émile-Louis-Jérôme), fabricant d'instruments de musique, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 août 1862, pour la fabrication des clarinettes, flûtes et autres instruments en tubes mixtes.

1094° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vagues-Fessart (François-Ernest), fabricant de soie, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 44, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juillet 1863, pour système et machines destinés au retordage, au doublage et au moulinage des soies en général, dit *retordage Vagues*.

1095° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vignes-Bureau (Jean-Marie), dit Lavigne, fabricant d'appareils gymnastiques, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mars 1862, pour un genre d'appareils de gymnastique.

1096° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Wanner (Christian), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juillet 1863, pour perfectionnements dans les fermetures des sacs de voyage, sacs à ouvrage, nécessaires, porte-monnaie, etc.

1097° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Abadie (Ismaël-Isaac), représentant de commerce, à Paris, rue de Mulhouse, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1862, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des voilettes ou imitation de dentelles.

1098° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Allmayer (Albert), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juin 1863, pour fleurs et fruits photographiques.

1099° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Anthoine (Joseph-Jules), fabricant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mai 1863, pour un procédé de conservation de l'argenture des boules dites *panoramas*, applicable à tous récipients pour lampes, flacons et autres objets.

1100° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Basset (Louis-Auguste), à Paris, rue de Bagnex, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1863, pour une disposition de cuvette mobile et tuyaux plongeurs indépendants applicable à tous les tuyaux de chute.

1101° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beckers (Louis), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23.

et se rattachant au brevet d'invention pris, le 26 novembre 1857, et expirant le 7 avril 1870, pour un appareil d'exhibition de peintures stéréoscopiques.

1102° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bérard (Aristide-Balthazar), ingénieur civil des mines, à Paris, rue Montaigne, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 mai 1861, pour préparation mécanique des matières minérales.

1103° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bosio (Michel-Ange), horloger-mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mars 1863, pour des perfectionnements apportés aux mouvements d'horlogerie.

1104° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société E. Boucher et compagnie, représentée par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1862, pour divers perfectionnements et améliorations apportés aux fourneaux dits cuisiniers.

1105° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chambron-Lacroizade (Jean-Hector), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1860, pour fers et carreaux et appareils pour les chauffer dits *kamnapos-èques portatifs*.

1106° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur David (Louis-Frédéric-François), fabricant de câbles-chaines, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 septembre 1859, pour une machine à comprimer.

1107° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dien (Charles), à Paris, rue de la Tombe-Issoire, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juillet 1862, pour un support en fer pour parquets.

1108° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dréville (Pierre-Marie-Sixième) et Ducrot aîné (Etienne), à Paris, le premier, rue du Temple, n° 201, et le deuxième, quai de Valmy, n° 179, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 août 1863, pour un thermomètre-public-annonces.

1109° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dussaux (Claude-Alexis), rue Sainte-Hélène, n° 23, à Gentilly, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1863, pour un récipient mécanique.

1110° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Farcot et ses fils, à Port-Saint-Ouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1862, pour perfectionnements apportés aux pompes pour fluides liquides ou gazeux.

1111° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Faure (Paulin), entrepreneur, à Grenoble, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 octobre 1862, pour un système de tour volant à double rochet, mécanisme servant pour un échafaudage de même nom.

1112° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Félut (François), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 avril 1863, pour la fabrication d'un tripoli factice blanc ou coloré.

1113° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fournet (Laurent), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mars 1863, pour un genre de grelots dits *grelots français*.

1114° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ch. Halphen et compagnie, manufacturiers, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1860, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des couverts en métal.

1115° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hédiard (Alexandre), à Paris, rue Tailbout, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mai 1863, pour un système de machine à vapeur.

1116° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Héron (Edmond-Joseph), fabricant de conserves alimentaires, à Paris, rue du Cloître-Saint-Merry, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 octobre 1861, pour un procédé pour l'éclavage, l'étripage et l'extraction des arêtes sans ouvrir les poissons.

1117° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jaeger (Charles), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 juin 1862, pour divers perfectionnements apportés aux montres.

1118° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Journet frères, fabricants, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 septembre 1863, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des instruments de terrassement et autres.

1119° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laffitte (Pierre), teinturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1862, pour un appareil destiné à l'apprêt des tissus de soie, de laine, de soie et laine, coton et laine; etc.

1120° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecu (François-Nicolas), fabricant d'articles pour la photographie, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 octobre 1862, pour une cuvette sensibilisatrice et développatrice pour la photographie.

1121° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (René-Henry), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 août 1863, pour plaques dentées propres au défilage des matières textiles et filamenteuses.

1122° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Menevalle (Etienne) et Marcette (Ernest-Victor), à Paris, le premier, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 126, et le second, rue du Havre, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 octobre 1862, pour un accouplement de deux arbres de machine tournant en sens contraire.

1123° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Jean-Gaspard-Placide), fabricant de chapeaux de paille, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1863, pour un genre de fabrication de chapeaux en sparterie, etc.

1124° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Migeot de Baran (Ferdinand-Gabriel), à Paris, rue de Vaugirard, n° 153, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 août 1859, pour un système de bonchage de siphons devant contenir les liqueurs gazeuses.

1125° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863,

au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Monaid (Jean-Jacques), à Paris, rue des Vieilles-Étuves, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 août 1858, pour une machine propre à cirer et frotter les parquets et carrelages des appartements.

1126° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Montaubric (Pierre), à Bordeaux, rue des Treilles, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1862, pour un lit ayant pour objet principal de délivrer les couches de leur encaissement dit *lit-divan*.

1127° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Nicolas, dit Dambisnie (Didier-Louis) et Dumant (Cyprien-Louis-Joseph), à Paris, rue Haute-Seuille, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 août 1863, pour un bouchage hermétique faisant scellé au moyen d'un outil dit *le constructeur*.

1128° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicquet (Charles), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 février 1863, pour des appareils diviseurs perfectionnés destinés au lavage de toutes espèces de minerais.

1129° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicquet (Charles), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 novembre 1862, pour un genre de tamis dit *tamis à galet*, destiné à tamiser toute espèce de minerais et autres matières.

1130° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perrin (Antoine), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juin 1863, pour une disposition de bavoir-sac militaire.

1131° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Élysée-Mayer), bijoutier, représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 août 1863, pour application des images photographiques aux canons des clefs de montres.

1132° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Reynaud (Léon-Prosper) et Penchant (Jules), à Paris, rue de Montreuil, n° 117, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juillet 1860, pour un genre de bouché à pression.

1133° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rosselet (Georges), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1863, pour des perfectionnements dans les appareils de sauvetage.

1134° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rosselet (Georges), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1863, pour des perfectionnements dans la construction des lits, des sommiers, etc.

1135° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorel (Léopold), sous-lieutenant au quarantième régiment d'infanterie de ligne, représenté par le sieur Sorel, à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1863, pour un procédé ayant pour but l'économie du combustible dans les appareils à vapeur et autres.

1136° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (Jean-Georges), négociant, représenté par le sieur Laville, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre

1862, pour un mode d'attache des boutons sur tissus, cuirs, etc., ce mode d'attache applicable aussi à tous ornements ou objets saillants en général.

1137° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Taylot (John-George), fabricant, et Thomas (Samuel), négociant, représentés par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 septembre 1863, pour perfectionnements dans les articles de toilette, dans leur ornement et dans leurs moyens d'attache.

1138° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bézard (Pierre-François-Jean-Baptiste), représenté par le sieur Touaillon, à Paris, rue Coquillière, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 octobre 1862, pour la fabrication en laine, coton, soie et fil, des bas et chaussettes diminués sans couture.

1139° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouchet (Pierre-François), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mai 1861, pour un système de dressage mécanique des chapeaux de paille et la machine employée à cet effet.

1140° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carré (Ferdinand), à Paris, rue Moret, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juillet 1863, pour des procédés de production du froid à très-basse température.

1141° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Cartier (Jean-Baptiste-Eugène), ferblantier, rue d'Orléans, n° 31, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 mars 1863, pour un appareil de chauffage.

1142° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par la société A. d'Audiran et G. Wegelin, négociants, à Mulhouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 septembre 1863, pour un procédé de caoutchoutage vulcanisé renforcé des doubliers.

1143° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Farcot et ses fils, à Saint-Ouen, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 mars 1862, pour des perfectionnements aux machines à vapeur.

1144° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Fleury, née de Bongars de Vandeleau (Marie-Armantine), représentée par son mari, à Paris, rue de Charonne-Belleville, n° 17 bis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 août 1860, pour une machine à crépîr les peaux et les cuirs.

1145° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Forillière (François), fabricant de sommiers, à Angoulême, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mars 1860, pour un système de sommiers élastiques dit *système Forillière* (François).

1146° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Frallion (Victor-Antoine) et Bourgeois (Henri), fabricants de lampes, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 septembre 1863, pour une disposition de mèches dans les lampes à huiles minérales et des becs y appropriés.

1147° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Calibert (Albert), à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 51 (rive gauche), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1863, pour un appareil de plongeur et de sauvetage pour les cas d'incendie.

1148° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Giroud d'Ar-

gout (Frédéric), rue du Commerce, n° 41, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1863, pour des appareils fumivores.

1149° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goupy (Denis-Désiré-Célestin), représenté par le sieur Cartier, à Paris, rue de Rambuteau, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 janvier 1863, pour une boîte à mercerie réunissant dans un seul objet les articles principaux de la couture.

1150° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Haffner (Chrétien), fabricant de savons, à Thann, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 novembre 1862, pour divers perfectionnements à une machine à fabriquer les chandelles.

1151° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hoyt (Ichiël), Fitz-Gérald (Richard) et Buzel (Eugène), représentés par le sieur Galland, à Paris, rue Ollivier-Saint-Georges, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juin 1863, pour perfectionnements apportés aux lampes ordinaires.

1152° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Huron (François-Julien), bourrelier-sellier, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 mars 1860, pour un système de collier pour tous chevaux de trait.

1153° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langlois (Mathurin-Alphonse), élisant domicile chez le sieur Bougarel, à Paris, rue Albouy, n° 11, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} décembre 1853, pour un système d'appareils propres à l'extraction de la fécule.

1154° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesebvre (Louis-H.), docteur en médecine, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juillet 1859, pour un appareil à donner des bains de vapeurs avec ou sans fumigations.

1155° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leprévier (Martinus-Henry-Sébastien-Cyprien), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} juin 1863, pour l'application de la chenille à la fabrication des couvre-abat-jour.

1156° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Limosin (Philibert), représenté par le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juin 1862, pour un système de laveur public.

1157° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maldant (Antoine), à Paris, rue Jessaint, n° 6, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1863, pour un oreiller mobile hygiénique; l'addition consistant à modifier ainsi la désignation de l'invention : un *oreiller mobile hygiénique avec articulation, système Maldant*.

1158° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société P. Monsoy et compagnie, fabricants de limes et ressorts, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mars 1863, pour un système de ressorts pincettes à rotule.

1159° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathias (Jules-François), fabricant apprêteur de chapeaux, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 février 1860, pour le repassage des chapeaux de paille.

1160° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mercier (Achille-Tranquille), constructeur-mécanicien, élisant domicile à Paris, avenue Mon-

taigne, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mars 1860, pour des perfectionnements aux métiers à tisser.

1161° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Mortier (Louis-Martial), distillateur, quartier de Wazemmes, rue d'Arcole, n° 18 bis, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 janvier 1863, pour un appareil condenseur dit *chauffe-vin*.

1162° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Normandy (Alphonse-René-Lemire), chimiste-analyste, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 septembre 1863, pour un système de raccords pour tuyaux de conduite d'eau, de gaz et autres.

1163° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paquet (Joseph-Marie), pharmacien, à Paris, rue des Lombards, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1862, conjointement avec le sieur Coudert-Dupont, pour un système de compteur pour voitures de place et de remise.

1164° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Perret (Alfred), manufacturier, à Roye, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 février 1863, pour un four continu à chaux et à gaz carbonique.

1165° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Poltron (Auguste-Léon), horloger, place de l'Écluse, n° 3, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1860, par le sieur Lemé, dont il est cessionnaire, pour un outil servant à charger, bourrer, couper et lisser les cartouches à fusil se chargeant par la culasse.

1166° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rabéry (Frédéric), à Paris, rue de Tourville, n° 27, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1863, pour des appareils de vidange portatifs modernes et diviseurs instantanés.

1167° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Renard (Adolphe) et Le Blanc (Régis), contre-maître, représentés par le sieur Doublemard, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 37, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 mars 1863, pour un genre de peignes à épeutir.

1168° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Richard (François), fabricant de plâtre, à Chantenay (sixième canton de Nantes), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juin 1863, pour un porte-plume encrier dit *porte-plume Richard*.

1169° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roberts (Martyn-John), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 août 1863, pour un appareil propre au graissage des axes, broches et autres parties de machines.

1170° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rogé (Henri-Nicolas), constructeur, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 octobre 1863, pour perfectionnements dans les machines à coudre.

1171° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Santrenil et compagnie, représentée par le sieur Sautreuil, élisant domicile à Paris, rue du Bouloi, hôtel du Nord, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 novembre 1861, pour un procédé de graissage des frottements mécaniques et autres, soit rotatifs ou autres, au moyen d'un godet pneumatique.

1172° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Scheck (Alexandre-Louis), fondeur en cuivre, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, bou-

levard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juillet 1863, pour perfectionnements apportés à la fabrication des clous dorés à pointe de fer.

1173° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schiele (Christian), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 5 octobre 1863, et expirant le 6 juillet 1877, pour des perfectionnements apportés à la construction des turbines.

1174° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sixte-Villain (Pierre), constructeur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} avril 1863, pour perfectionnements du mouvement d'échappement de la marche du chariot des bancs à broches.

1175° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Théodore (Jean), serrurier, rue Colombette, n° 7, à Toulouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 novembre 1862, pour une presse lithographique.

1176° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame veuve Truchot, née Duplomb, commune de Villeurbanne, ancien n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mai 1862, pour un piège à mouches et autres insectes.

1177° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Varlond (Jean-Marie), représenté par le sieur Feuillat, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 août 1862, pour un genre de carburateur.

1178° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Wynen et compagnie, à Paris, rue Bonaparte, n° 31, maison Brunet, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1862, pour procédés de conservation de substances alimentaires.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 11 Décembre 1864.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,611. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La commune de la Chapelle-Hainfray, canton de Cambremer, arrondissement de Pont-l'Évêque, département du Calvados, est réunie à la commune de Valsémé, même canton.

2. Les communes réunies continueront à jouir des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Paris, 17 Juin 1865.*)

N° 13,612. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur)
portant ce qui suit :

La juridiction du commissariat de police de Montauban (Tarn-et-Garonne) est étendue aux communes de Corbarrieu et de Saint-Nauphary, faisant partie du canton de Villebrumier (même département).

La juridiction du commissariat de police de Monclar (Tarn-et-Garonne) est étendue aux communes de Villebrumier, Reyniès, Varennes et Verilhac-Tescon, faisant partie du canton de Villebrumier (même département).
(Paris, 21 Juin 1865.)

N° 13,613. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui supprime le commissariat de police établi à la résidence de la Suze (Sarthe) par le décret du 17 janvier 1865. (Paris, 24 Juin 1865.)

(1) Bull. 16, n° 126.



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Août 1865.

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1330.

N° 13,614. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par chapitres, des Suppléments de Crédits de l'exercice 1865.*

Du 26 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu l'article 1^{er} du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu les lois du 8 juin 1864, portant fixation du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de ces budgets;

Vu la loi du 8 juillet 1865, sur les suppléments de crédits dudit exercice 1865;

Vu la loi du 8 juin 1864, qui a ouvert à notre ministre des finances, sur l'exercice 1864, un crédit de cinq cent mille francs pour travaux de gazonnement des montagnes;

Considérant que ce crédit se trouve entièrement absorbé pendant le cours de l'exercice 1864 et qu'il n'y a plus lieu, par conséquent, de maintenir le report fait à l'exercice 1865, par la loi précitée du 8 juillet, d'une somme de cent cinquante mille francs qu'on avait jugé devoir rester sans emploi en 1864 sur le crédit ci-dessus;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

§ 1^{er}. — BUDGET ORDINAIRE.

ART. 1^{er}. Les suppléments de crédits ouverts à nos ministres pour le budget ordinaire de l'exercice 1865, par l'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1865, et montant à la somme totale de huit millions cinq cent trente-neuf mille deux cent quatre-vingts francs (8,539,280⁰), sont répartis, par chapitres, conformément à l'état A ci-annexé.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

§ 2. — BUDGET DES DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

2. Les suppléments de crédits affectés aux dépenses sur ressources spéciales de l'exercice 1865 et montant, d'après l'article 5 de la loi précitée, à la somme de cent vingt-cinq mille francs (125,000'), sont répartis, par chapitres, conformément à l'état B ci-annexé.

§ 3. — BUDGET EXTRAORDINAIRE.

3. Sur les suppléments de crédits ouverts à nos ministres par l'article 7 de la même loi, pour les dépenses extraordinaires de l'exercice 1865, une somme de cent cinquante mille francs (150,000') est retranchée du budget du ministère des finances (7^e section, 2^e partie) et demeure définitivement annulée.

4. Par suite de cette annulation, les suppléments de crédits du budget extraordinaire, qui montaient à soixante et quatorze millions quatre cent cinquante-trois mille huit cent trente-deux francs (74,453,832'), sont fixés à la somme de soixante et quatorze millions trois cent trois mille huit cent trente-deux francs (74,303,832') et répartis, par chapitres, conformément à l'état C ci-annexé.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances et nos ministres secrétaires d'État des autres départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes,
chargé, par intérim, du département des finances,*

Signé J. BAROCHÉ.

BUDGET ORDINAIRE.

État général, par chapitres, des suppléments de crédits accordés pour l'exercice 1865.

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DES FINANCES. — 1 ^{re} section. Dettes consolidées. Emprunts spéciaux. Capitaux remboursables à divers titres. Dettes viagères. Dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.		DETTE PUBLIQUE ET DOTATIONS.		
		DETTE CONSOLIDÉE ET AMORTISSEMENT.		
	3.	Rentes trois pour cent	9,706	
	11, 6.	CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES. Rachat des péages de l'Esaut. (Convention du 16 juillet 1863.)	340,504	
	12.	Redevances annuelles envers l'Espagne pour délimitation de la frontière des Pyrénées. (Traité du 2 décembre 1856.)	7,000	
		DETTE VIAGÈRE.		2,672,910
	16.	Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire.	38,000	
	20.	Pensions militaires.	333,000	
	23.	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.) ...	523,000	
		DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.		
	32.	Dépenses administratives du Corps législatif et indemnités des députés	1,421,700	
3 ^e section. Dépenses variables et services temporaires. 5 ^e section. Service des prisons. 6 ^e section. Subventions et secours.		SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.		
		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
	16.	Restauration de l'église Sainte-Anne, à Jérusalem	150,000	
	17.	Restauration de l'hôtel consulaire de France à Alexandrie.	44,000	194,000
		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
	15.	Remboursements sur le produit du travail des condamnés	465,000	465,000
	17.	Secours généraux à des établissements et institutions de bienfaisance.	200,000	
	19.	Secours aux réfugiés étrangers	735,000	935,000
		TOTAL pour le ministère de l'intérieur.		1,400,000
		MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
3 ^e section. Solde et entretien des troupes. 2 ^e section. Administration générale. 4 ^e section. Colonisation et travaux publics.		DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	6.	Solde et prestations en nature.	354,699	354,699
		DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
	6.	Commandement et administration des populations arabes.	20,000	20,000
	12.	Colonisation et topographie.	300,000	300,000
		TOTAL pour les dépenses du gouvernement général de l'Algérie.		320,000
		TOTAL pour le ministère de la guerre et le gouvernement général de l'Algérie.		674,699

SECTIONS.	CHAPITRES.	MONTANT des crédits accordés	MONTANT des crédits accordés	
			par	par
			le	le
			100 francs	100 francs
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.				
2 ^e section. États-majors. Équipages. Troupes. Corps entretenus. Hôpitaux et vivres.	4. 5. 6. 8. 9.	États-majors et équipages..... Troupes..... Corps entretenus et agents divers..... Hôpitaux..... Vivres.....	1,149,404 ^f 33,630 165,410 173,321 701,336	2,223,101
4 ^e section. Écoles navales. Service hydrographique et scientifique. Frais d'impressions. Frais de voyages et dépenses diverses. Traitements temporaires. Cholourmes.	14. 15. 16. 17.	Justice maritime..... École navale et boursiers de la marine..... Matériel du service hydrographique et scientifique..... Frais généraux d'impressions, etc.....	2,270 20,000 30,000 25,000	97,270
3 ^e section. École normale supérieure et enseignement supérieur. Établissements scientifiques et littéraires.	7. 12. 25 b.	TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies..... Facultés..... Établissements astronomiques..... Prix décerné pour nouvelles applications de l'électricité.....	2,320,371 75,000 25,000 50,000	2,320,371 150,000
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.				
1 ^e section. Personnel et service des travaux publics.	8.	Personnel des agents affectés à la surveillance de la pêche fluviale.....	10,000	10,000
4 ^e section. Commerce, industrie.	13 b.	Exploitation des gisements miniers de la marine.....	60,000	80,000
Services sanitaires. Secours aux colonies de Saint-Domingue et autres.	13 f.	Enquête sur l'enseignement professionnel.....	20,000	20,000
5 ^e section. Travaux ordinaires des ponts et chaussées. Matériel des mines.	26.	Matériel des mines.....	65,000	65,000
		TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	155,000	155,000
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.				
MINISTÈRE DES FINANCES.				
7 ^e section. Administration des forêts.	56.	Forêts. (Service administratif et de surveillance dans les départements.) Matériel.....	972,300	972,300

TITRE IV
Des suppléments de crédits

RÉCAPITULATION

DES SUPPLÉMENTS DE CRÉDITS ACCORDÉS POUR LE BUDGET ORDINAIRE DE L'EXERCICE 1865.

	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
		par chapitres.	par sections.
Dettes publiques et dotations.....		2,678,910	
Ministère des affaires étrangères.....	194,000		
Ministère de l'intérieur.....	1,400,000		
Ministère de la guerre.....	(Dépenses du ministère de la guerre..... 354,699)	674,699	
Services généraux des ministères. (Dépenses de gouvernement général de l'Algérie..... 320,000)			4,894,070
Ministère de la marine et des colonies.....	2,320,371		
Ministère de l'instruction publique.....	150,000		
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	155,000		
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.....		972,300	
TOTAL des suppléments de crédits du budget ordinaire de l'exercice 1865..		8,539,280	

État B.

BUDGET SUR RESSOURCES SPÉCIALES.

État général, par chapitres, des suppléments de crédits accordés pour l'exercice 1865.

SECTION.	CHAPITRE.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
II ^e Section. (2 ^e partie.) Personnel et service des travaux publics.	1	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS. Frais de contrôle et de surveillance des che- mins de fer.....	125,000	125,000

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

État général, par chapitres, des suppléments de crédits accordés pour l'exercice 1865.

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SUPPLÉMENT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
		MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
		SERVICE DES CULTES.		
3 ^e section. (2 ^e partie.) Matériel et travaux du culte catholique.	3	Secours extraordinaires pour travaux con- cernant les églises et presbytères.....	600,000 ^f	600,000 ^f
		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
3 ^e section. (2 ^e partie.) Service télégraphique.	2	Travaux neufs.....	1,000,000	1,000,000
		MINISTÈRE DES FINANCES.		
2 ^e section. (2 ^e partie.) Monnaies.	3	Fabrication de pièces d'argent de 50 cen- times et de 20 centimes. (Loi du 26 mai 1864.)	500,000	500,000 ^f
7 ^e section. (2 ^e partie.) Forêts.	1	Reboisement des montagnes, construction de routes forestières et gazonnement...	500,000	500,000
		TOTAL pour le ministère des finances..		1,000,000
		MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
		DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
1 ^{re} section. (2 ^e partie.) Administration centrale.	3	Administration centrale. — Personnel....	9,000	
Dépôt de la guerre.	4	Administration centrale. — Matériel.....	3,500	12,500
2 ^e section. (2 ^e partie.) États-majors. Gen- darmérie.	5	États-majors.....	1,050,000	
	6	Gendarmerie impériale.....	207,000	1,257,000
	7	Solde et prestations en nature.....	24,451,407	
	8	Habillement et campement.....	1,500,294	
3 ^e section. (2 ^e partie.) Solde et entretien des troupes.	9	Transports généraux.....	6,593,000	
	10	Justice militaire.....	25,000	33,718,801
	11	Remonte générale.....	600,000	
	12	Harnachement.....	48,100	
	13	Corps indigènes en Algérie.....	500,000	
4 ^e section. (2 ^e partie.) Matériel de l'artillerie et du génie.	1	Établissements et matériel de l'artillerie..	180,000	
	2	Établissements et matériel du génie.....	320,000	440,000
5 ^e section. (2 ^e partie.) Écoles militaires. — Invalides de la guerre. — Traite- ments temporaires et secours. — Dé- penses secrètes....	14	Dépenses secrètes.....	217,000	217,000
		TOTAL pour les dépenses du ministère de la guerre.....		35,645,301
		DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.		
4 ^e section. (3 ^e partie.) Travaux publics.	3	Ports, phares, fanaux.....	200,000	
	4	Bâtiments civils.....	80,000	280,000
		TOTAL pour le ministère de la guerre et le gouvernement général de l'Algérie.....		35,925,301

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRE ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.				
1 ^{re} section. (2 ^e partie.) États-majors. — Équi- pages. — Troupes. Corps entrele- vés. — Hôpitaux et vivres.	6	États-majors et équipages.....	6,827,389	18,847,831
	7	Troupes.....	808,236	
	8	Services spéciaux en Cochinchine.....	1,838,279	
	9	Hôpitaux.....	853,577	
	10	Vivres.....	6,430,061	
§ 1 ^{er} . TRANSFORMATION DE LA FLOTTE.				
2 ^e section. (2 ^e partie.) Travaux d'ouvriers.	1	Approvisionnements généraux de la flotte.	Mémoire.	8,300,000
Approvisionne- ments généraux.	2	Travaux hydrauliques et bâtiments à terre.		
§ 2. ARMEMENTS EXTRAORDINAIRES.				
Travaux hydrau- liques. — Poudres.	3	Salaires d'ouvriers.....	1,975,000	
	4	Approvisionnements généraux de la flotte.	6,575,000	
	5	Travaux hydrauliques et bâtiments à terre.	50,000	
3 ^e section. (2 ^e partie.) Travaux navals. — Service hydrogra- phique et scienti- fique. — Frais d'im- pression. — Frais de voyages et dé- penses diverses.	11	Frais généraux d'impression.....	90,000	2,190,000
	12	Frais de voyages et dépenses diverses.....	2,100,000	
TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies.....				26,937,631
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.				
4 ^e section. (2 ^e partie.) École normale supérieure d'enseignement supérieur. Établissements scientifiques et littéraires.	2	Établissements astronomiques. — Obser- vatoire impérial.....	95,000	295,000
	3	Expédition scientifique du Mexique.....	200,000	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.				
5 ^e section. Travaux extraor- dinaux des routes et ponts, canaux, rivières, travaux agricoles et autres.	1	Établissement thermal d'Aix.....	105,000	4,546,000
	1 b.	Construction d'une église, d'un presbytère et d'une mairie à Vichy.....	140,000	
	1 f.	Établissement thermal de Nérès.....	117,000	
	1 g.	Établissement d'un lazaret à Saint-Nazaire.	64,000	
	1 c.	Achèvement du lazaret du Frioul, près Marseille.....	100,000	
	9 b.	Établissement du canal de la Sarre.....	2,400,000	
	13 b.	Travaux de défense des villes contre les inondations.....	1,000,000	
	18	Installation de divers services de l'admini- stration centrale dans les nouvelles constructions de la rue Saint-Domi- nique.....	240,000	
	18 b.	Installation de divers services de l'école des mines dans les nouvelles construc- tions nécessitées par l'ouverture du bou- levard de Sébastopol.....	380,000	
	A reporter.....			

ARTICLE.	CHAPITRE.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
Ancien lin. Payements aux compagnies de chemins de fer à titre de garanties d'intérêts.	17	Report.....		4,546,000
		Payements aux compagnies de chemins de fer à titre de garanties d'intérêts.....	2,500,000	2,500,000
		TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....		2,500,000
4 ^e section. Travaux extraordinaires.	2	MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS.		
		Palais des Textiles et manufactures de Sévres.....	500,000	500,000

RÉCAPITULATION

DES SUPPLÉMENTS DE CRÉDITS ACCORDÉS POUR LE BUDGET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 1865.

MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
Ministère de la justice et des cultes. — Service des cultes.....		600,000
Ministère de l'intérieur.....		1,000,000
Ministère des finances.....		1,000,000
Ministère de la guerre { Dépenses du ministère de la guerre... 35,648,304		35,648,304
et gouvernement général de l'Algérie. { l'Algérie..... 280,000		
Ministère de la marine et des colonies.....		26,037,431
Ministère de l'instruction publique.....		198,000
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....		2,500,000
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....		500,000
TOTAL des suppléments de crédits du budget extraordinaire de l'exercice 1865.....		74,303,835

Vu pour être annexé au décret portant répartition, par chapitres, des suppléments de crédits des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1865.

*La Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

Signé J. BAROCH.

N° 13,615. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Paris à Tours, par Vendôme, de plusieurs parcelles de terrain non bâties appartenant à divers, situées sur le terri-

toire des communes de Naveil, Marcilly, Villéable, Saint-Gourgon, Villa-
chaux et Authon (Loir-et-Cher), lesdites parcelles désignées sur un plan
parcellaire et un état indicatif, lesquels resteront annexés au présent
décret. (Paris, 31 Mai 1865.)

N° 13,616. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics) portant :

Art. 1^{er}. Les sieurs *Chaigneau frères* sont autorisés à établir un bassin de
carénage dans leur propriété des Queyries, située sur la rive droite de la
Garonne, dans la commune de Lormont (Gironde), entre le chemin de
Bathia et un bassin de radoub actuellement existant, et à mettre ce bassin
en communication avec la rivière au moyen d'un chenal éclusé ouvert à
travers ladite digue des Queyries, aux conditions suivantes :

1^{re} Les limites du bassin ne pourront s'étendre au delà de la ligne de
bornage de la digue des Queyries;

2^{re} Le bassin n'avancera pas plus près que vingt mètres (20^m) du pied du
talus du chemin de fer de Paris à Bordeaux;

3^{re} Aucune excavation ne sera faite à une distance du pied de la levée du
chemin de fer moindre que la hauteur verticale de cette levée;

4^{re} Aucune matière inflammable, aucune toiture non recouverte en tuiles,
ardoises ou métal ne sera posée plus près que vingt mètres (20^m) du pied
du talus du chemin de fer;

5^{re} Le chenal ouvert à travers la digue des Queyries pourra avoir la lar-
geur nécessaire pour l'introduction dans le bassin des constructions navales
des plus fortes dimensions;

6^{re} La saillie des bajoyers du chenal et de la chambre des portes ne pourra
pas dépasser le niveau de la digue, lequel est dressé à la cote de six mètres
quarante centimètres (6^m.40) au-dessus de l'étiage;

7^{re} La circulation sur la digue sera assurée en tout temps, au-dessus du
chenal, au moyen d'un pont mobile dont le tablier aura une largeur de
quatre mètres soixante centimètres (4^m.60) au moins, savoir : trois mètres
(3^m) de voie charretière et deux trottoirs de quatre-vingts centimètres (0^m.80)
chacun, placés des deux côtés de cette voie. Ce pont, établi et entretenu par
les permissionnaires, ne pourra être déplacé que pour faire passer les na-
vires dans le chenal et sera disposé de manière à ce que la durée de l'intér-
ruption ne soit pas de plus de quinze minutes. Un signal visible à une dis-
tance d'au moins cent mètres sera posé par les soins des permissionnaires
sur l'abords du pont tournant et manœuvré de manière à avertir le public
quelques minutes à l'avance, de l'interruption de la circulation;

8^{re} Le chenal sera raccordé avec les berge de la rivière, suivant le profil
du perré de revêtement de ces berges, soit par des quarts de cône en
maçonnerie, soit par le prolongement des murs des bajoyers jusqu'à la ren-
contre du plan de ce revêtement. Dans ce dernier cas, l'angle de rencontre
sera consolidé avec des matériaux d'appareil par les permissionnaires;

9^{re} Les projets, plans, coupes, élévations et devis descriptifs des travaux
qui font l'objet de la présente concession devront être approuvés par l'ad-
ministration avant l'exécution. Il en sera de même pour tous les travaux de
modification que voudraient faire les permissionnaires pendant la durée de
la concession.

Les travaux seront surveillés par les agents des ponts et chaussées atta-
chés au service du port, qui constateront par un procès-verbal, après leur
achèvement, qu'ils ont été exécutés conformément aux projets approuvés.

10° Pour l'exécution des travaux qui touchent à la digue des Queyries, les permissionnaires seront tenus de se conformer aux instructions écrites qui leur seront données par l'ingénieur chargé du service du port, dans le but d'éviter les éboulements et les accidents de nature à rendre la circulation difficile et dangereuse. Ils prendront, d'ailleurs, les mesures nécessaires pour ne pas interrompre pendant la durée des travaux la circulation;

11° Les permissionnaires seront également tenus de se conformer aux instructions dudit ingénieur, pour l'entretien des ouvrages touchant à la digue des Queyries et du pont mobile;

12° Tout dégât commis par les permissionnaires, résultant directement ou indirectement de l'exécution des travaux ou de l'exploitation de la concession, sera réparé par eux ou à leurs frais, sans préjudice de toute action en dommages et intérêts qui pourra, le cas échéant, être intentée contre eux;

13° Faute par les permissionnaires ou leur ayant cause de se conformer aux dispositions ci-dessus prescrites, la permission sera considérée comme nulle et non avenue, et les lieux par eux occupés sur les dépendances du domaine public remis par eux, ou à leur frais, dans leur état primitif;

14° L'administration se réserve, à toute époque, le droit d'interdire le passage des navires à travers la digue des Queyries, si l'intérêt public l'exige; dans ce cas, la permission sera retirée et la partie de l'entrée du bassin placée sur le domaine public remise par les permissionnaires, ou à leurs frais, dans son état primitif, sans indemnité.

2. Les sieurs Chaigneau sont autorisés à percevoir les taxes suivantes sur les navires qui feront usage de leur bassin.

NAVIRES À VOILES.

Pour faire entrer un navire dans la forme et l'y mettre à sec, y compris les frais de tins, coussins, arcs-boutants et accores pour le maintenir, par tonneau de jauge et pour le jour d'entrée, soixante et quinze centimes, ci.....	0' 75
Pour faire sortir un navire de la forme, y compris toutes les fournitures et dépenses nécessaires pour cette opération, par tonneau de jauge et pour le jour de sortie, quarante centimes, ci.....	0 40
Pour chaque jour de séjour, y compris la fourniture des chevaux nécessaires pour la réparation :	
Si le navire reste dix jours au plus, y compris ceux d'entrée et de sortie, par tonneau de jauge et par journée de séjour, non compris les jours d'entrée et de sortie, quarante centimes, ci.....	0 40
Si le navire reste trente jours au plus, il ne sera perçu que trente centimes, à partir du onzième jour, par tonneau de jauge et par journée de séjour, non compris le jour de sortie, ci.....	0 30
S'il reste plus de trente jours, il ne sera perçu que vingt centimes à partir du trente et unième jour, non compris le jour de sortie.....	0 20
<i>Nota.</i> Le tonnage des navires à voiles sera fixé d'après la jauge officielle de la douane française.	

NAVIRES À VAPEUR.

Pour faire entrer un navire dans la forme et l'y mettre à sec, y compris les frais de tins, coussins, arcs-boutants et accores pour le maintenir, pour le jour d'entrée et par force de cheval, quatre francs, ci.....	4 00
Pour faire sortir un navire de la forme, y compris toutes les fournitures et dépenses nécessaires pour cette opération, pour le jour de sortie et par force de cheval, deux francs, ci.....	2 00
Pour chaque jour de séjour, y compris la fourniture des chevaux nécessaires pour les réparations :	
Si le navire reste dix jours au plus, y compris ceux d'entrée et de sortie, par force de cheval et par journée de séjour, non compris celles d'entrée et de sortie, deux francs, ci.....	2 00
Si le navire reste trente jours au plus, il ne sera perçu que un franc cin-	

cinquante centimes, à partir du onzième jour, par force de cheval et par jour de séjour, non compris le jour de sortie, ci.....	1 ^{re} 50 ^c
Si le navire reste plus de trente jours, il ne sera perçu que un franc à partir du trente et unième jour, non compris le jour de sortie, ci.....	1 00

PRIX APPLICABLES À TOUS LES NAVIRES.

Pompes à incendie pour les navires qui chauffent dans le bassin, par jour et par côté de navire, gardien compris, six francs, ci.....	6 00
Chauffage du bras, y compris les ustensiles nécessaires pour ce chauffage, par jour et par navire :	
Pour un navire à voiles de deux cents tonneaux de jauge et au-dessous, six francs, ci.....	6 00
Pour un navire à voiles de deux cents à trois cents tonneaux de jauge, sept francs, ci.....	7 00
Pour un navire à voiles au-dessus de trois cents tonneaux et un navire à vapeur de toute dimension, huit francs, ci.....	8 00

3. 1° L'entrée et la sortie des navires ne pourront se faire aux prix ci-dessus indiqués que pendant le jour, c'est-à-dire du 1^{er} mai au 1^{er} septembre, de cinq heures du matin à sept heures du soir, et, pour le reste de l'année, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil.

Dans le cas où un navire voudrait entrer dans le bassin ou en sortir en dehors de ces heures, le prix d'entrée ou de sortie sera débattu à l'amiable, et le jour qui suit l'entrée ou qui précède la sortie sera considéré et payé comme jour de séjour.

2° Lorsque le bassin sera vide, les permissionnaires ne pourront jamais refuser de recevoir un navire en danger, nonobstant ce qui est dit ci-dessous, paragraphe 7.

3° Les prix d'entrée, de séjour et de sortie spécifiés ci-dessus ne sont établis que pour des navires jaugeant plus de cent tonneaux (100 tonneaux).

Pour les navires moindres, ces prix seront débattus à l'amiable et, dans ce cas, il pourra en être admis deux ensemble dans le bassin.

4° Les navires ne sont admis que légers ou avec un lest ne dépassant pas quinze tonneaux (15 tonneaux) par cent tonneaux (100 tonneaux) de jauge.

Chaque tonneau de lest, ainsi que toute autre marchandise en sus de ce poids, payera dix centimes (0^c 10^c) par jour, y compris ceux d'entrée et de sortie.

5° Les dimanches et fêtes reconnues ne seront pas payés, s'il n'est pas travaillé au navire qui se trouve dans le bassin.

Il en sera de même pour les autres jours où, par suite de force majeure, il y aurait impossibilité de travailler dans le bassin.

6° Le présent tarif pourra être révisé tous les cinq ans en suivant les formalités qui ont précédé son adoption.

Dans le cas où les permissionnaires jugeront convenable d'abaisser les taxes qu'ils sont autorisés à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins, qui commencera à courir à dater de l'avis donné officiellement et par écrit au préfet de la Gironde.

7° Il sera ouvert dans les bureaux des permissionnaires un registre sur lequel les navires seront inscrits dans l'ordre et à la date de leur demande d'admission. Ils seront admis dans le bassin dans cet ordre, sauf le cas prévu par le paragraphe 2. Néanmoins les différents services de l'État auront la priorité sur les autres demandes, tout en se conformant aux dispositions du tarif en vigueur.

Ce registre devra être représenté à la première réquisition à toute per-

sonne intéressée à en obtenir communication, sous peine de tous dommages et intérêts.

8° Le présent décret sera imprimé aux frais des permissionnaires et affiché dans le lieu le plus apparent de leurs bureaux. (*Plombières, 31 Juillet 1865.*)

N° 13,617. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Soyer (Aimé-Fidèle-Constant)*, vérificateur de l'enregistrement et des domaines, né le 12 décembre 1826, à Ham (Somme), demeurant à Falaise (Calvados) ; est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Mauroy*, et à s'appeler, à l'avenir, *Soyer-Mauroy*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Plombières, 31 Juillet 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Septembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1331.

N° 13,618. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par chapitres, des Suppléments de Crédits ouverts au Ministre de la Guerre pour le Budget extraordinaire de 1864, par la loi du 8 juillet 1865.*

Du 30 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre ;

Vu l'article 1^{er} du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1864 ;

Vu notre décret du 22 novembre suivant ⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de ce budget ;

Vu la loi du 8 juin 1864, accordant des suppléments de crédits pour ledit exercice 1864 ;

Vu notre décret du 2 juillet suivant ⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, de ces suppléments de crédits ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, qui accorde de nouveaux suppléments de crédits pour le même exercice 1864 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les suppléments de crédits ouverts à notre ministre de la guerre pour le budget extraordinaire de 1864, par la loi du 8 juillet 1865, et montant à la somme de six millions six cent quarante-huit mille trois cent quatre-vingt-dix-huit francs vingt-neuf centimes (6,648,398¹/₂₉), sont répartis, par chapitres, de la manière suivante :

⁽¹⁾ Bull. 1160, n° 11,791.

⁽²⁾ Bull. 1222, n° 12,444.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

2^e section (1^{re} partie).

CHAP. V. États-majors..... 50,000⁰⁰

3^e section (2^e partie).

CHAP. VII. Solde et prestations en nature..... 2,830,000⁰⁰.

— II. Transports généraux..... 1,100,000⁰⁰

5^e section (2^e partie).

CHAP. XIV. Dépenses secrètes..... 20,000⁰⁰

TOTAL pour le ministère de la guerre..... 4,000,000⁰⁰

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.

4^e section (2^e partie).

CHAP. V (nouveau). Réparation de dommages causés par
l'insurrection de 1864..... 2,648,398²⁹

TOTAL GÉNÉRAL..... 6,648,398²⁹

2. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 30 Juillet 1865.

Signé **NAPOLÉON**;

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État des finances,
par intérim,*

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État de la guerre.*

Signé **J. BAROCHÉ**.

Signé **RANDON**.

N° 13,619. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Chemins de fer de Valenciennes à la ligne de Saint-Quentin à Erquelines, et de cette dernière ligne à celle de Soissons à la frontière de Belgique.

Du 6 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 6 juillet 1862 ⁽¹⁾ et spécialement l'article 1^{er}, portant : « Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Valenciennes à la ligne de Saint-Quentin à Erquelines, à ou près Achette; »

Vu notre décret du même jour ⁽²⁾, relatif au chemin de fer destiné à relier la ligne de Saint-Quentin à Erquelines à celle de Soissons à la frontière

⁽¹⁾ Bull. 1041, n° 10,478.

⁽²⁾ Bull. 1041, n° 10,479.

de Belgique, et notamment l'article 2, lequel renferme la disposition suivante :

« Le chemin de fer ci-dessus mentionné se détachera de la ligne de Saint-Quentin à Erquelines, près Achette, au-dessus de Landrecies, passera à ou près Avesnes, Fourmies et aboutira à la ligne de Soissons à la frontière de Belgique, à ou près Anor ; »

Vu les avant-projets comparatifs des deux tracés, passant, l'un par Achette, l'autre par Aulnoye, du chemin de fer de Valenciennes à Avesnes ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, du 14 décembre 1864 ;

Vu l'avis du préfet du Nord, du 11 avril 1865 ;

Vu le procès-verbal des conférences tenues, le 6 février 1865, entre les ingénieurs des ponts et chaussées et les officiers du génie militaire ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 1^{er} juin 1865 ;

Vu l'avis de la commission mixte des travaux publics, du 19 juin 1865, et l'adhésion donnée à cet avis par notre ministre de la guerre, le 30 juin 1865 ;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4) ;

Notre Conseil d'État entendu,

Arrêtons, décrets et décisions ce qui suit :

ART. 1^{er}. Nos décrets du 6 juillet 1862, relatifs aux chemins de fer de Valenciennes à la ligne de Saint-Quentin à Erquelines et de cette dernière ligne à celle de Soissons à la frontière de Belgique, sont modifiés en ce qu'ils ont de contraire à la disposition suivante :

Le chemin de fer de Valenciennes à la ligne de Saint-Quentin à Erquelines se raccordera à cette dernière ligne à ou près Aulnoye. Le chemin de fer de la ligne de Saint-Quentin à Erquelines à celle de Soissons à la frontière de Belgique se détachera également, à ou près Aulnoye, de la première de ces lignes, pour se diriger de là vers Anor, en passant par ou près Avesnes et Fourmies.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 6 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,
chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,

Signé VAILLANT.

N° 13,620. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique, dans la ville de Paris, le prolongement des Rues de Laval et Baudin.*

Du 7 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu le plan des alignements projetés pour le prolongement des rues de Laval et Baudin, avec rectification partielle des rues Baudin et d'Abbeville, à Paris;

Les pièces de l'enquête;

La délibération du conseil municipal, en date du 2 juin 1865;

La proposition du sénateur préfet de la Seine;

Les lois des 16 septembre 1807, 3 mai 1841 et l'ordonnance réglementaire du 23 août 1835⁽¹⁾;

Le décret du 26 mars 1852⁽²⁾ et le décret réglementaire du 27 décembre 1858⁽³⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique, dans la ville de Paris, conformément aux alignements indiqués par des lignes noires avec lisérés bleus sur le plan ci-annexé :

1° Le prolongement de la rue de Laval entre la rue Rodier et les terrains de la compagnie du gaz, près la rue du Faubourg-Poissonnière;

2° Le prolongement de la rue Baudin entre la rue de Belléfond et la rue de Maubeuge, avec rectification du tracé primitif de ladite rue Baudin, aux abords du square Montholon, et du tracé primitif de la rue d'Abbeville, près la rue du Faubourg-Poissonnière.

En conséquence, le préfet de la Seine, agissant au nom de la ville de Paris, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu de la loi du 3 mai 1841, que du décret du 26 mars 1852, après l'accomplissement préalable des formalités prescrites par le décret réglementaire du 27 décembre 1858, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation est nécessaire.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 7 Août 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 378, n° 5906.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 514, n° 3914.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 656, n° 6112.

N° 13621. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui déclare applicables aux Pays y désignés les dispositions du Traité de commerce conclu, le 7 juillet 1865, avec les Pays-Bas.

DU 26 AOÛT 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾, ainsi que les conventions annexes des 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la même année⁽³⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862⁽⁵⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863⁽⁶⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864⁽⁷⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège, le 14 février 1865⁽⁸⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁽⁹⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865⁽¹⁰⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas, le 7 juillet 1865⁽¹¹⁾;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions du traité de commerce conclu, le 7 juillet 1865, avec les Pays-Bas, sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes-unis de Suède et de Norvège, aux villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck et au grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉHIC**.

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1285, n° 13,122.

⁽⁶⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁷⁾ Bull. 1253, n° 12,786.

⁽⁸⁾ Bull. 1275, n° 13,028.

⁽⁹⁾ Bull. 1293, n° 13,265.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1302, n° 13,353.

⁽¹¹⁾ Bull. 1328, n° 13,605.

N° 13,622. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que les dispositions des Traités de commerce conclus, le 4 mars 1865, avec les villes de Brême, Hambourg et Lubeck, et, le 9 juin 1865, avec le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin, sont applicables aux Pays-Bas.

Du 26 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁽¹⁾ ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865⁽²⁾ ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas, le 7 juillet 1865⁽³⁾ ;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions des traités de commerce conclus, le 4 mars 1865, avec les villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, et, le 9 juin 1865, avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, sont applicables aux Pays-Bas.

2. Nos ministres secrétaires d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 13,623. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que les dispositions de la Convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865, sont applicables aux Pays-Bas.

Du 26 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 1295, n° 13,265.

⁽²⁾ Bull. 1302, n° 13,353.

⁽³⁾ Bull. 1318, n° 13,603.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865 ⁽¹⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas, le 7 juillet 1865 ⁽²⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions de la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865, sont applicables aux Pays-Bas.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON,

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,624. — DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Navires des Pays-Bas venant des Possessions britanniques en Europe.

Du 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 15 août 1865 ⁽¹⁾, portant promulgation du traité de commerce et de navigation conclu, le 7 juillet 1865, entre la France et les Pays-Bas;

Vu l'échange des ratifications opéré le 10 août 1865;

Vu l'article 38 dudit traité;

Vu le décret du 20 janvier 1864 ⁽²⁾, portant promulgation de la convention de navigation conclue avec l'Italie, le 13 juin 1862,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les navires des Pays-Bas venant des possessions britanniques en Europe seront traités comme les navires français, anglais,

⁽¹⁾ Bull. 1326, n° 13,589.

⁽²⁾ Bull. 1328, n° 13,605.

⁽³⁾ Bull. 1174, n° 11,959.

belges, italiens et comme ceux du Zollverein, des royaumes unis de Suède et de Norvège, des villes libres et anseatiques de Brème, Hambourg et Lubeck et du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin venant des mêmes possessions.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,625. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Marchandises d'origine ou de manufacture des Pays-Bas reprises dans le Traité conclu, le 7 juillet 1865, entre la France et les Pays-Bas, importées autrement que par terre ou par navires français ou sous pavillon des Pays-Bas.

Du 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 15 août 1865⁽¹⁾, portant promulgation du traité de commerce et de navigation conclu, le 7 juillet 1865, entre la France et les Pays-Bas,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les marchandises d'origine ou de manufacture des Pays-Bas, reprises dans le traité conclu, le 7 juillet 1865, entre la France et les Pays-Bas, importées autrement que par terre ou par navires français ou sous pavillon des Pays-Bas, seront soumises :

1° A une surtaxe de vingt-cinq centimes par cent kilogrammes, lorsque ces marchandises sont affranchies de tout droit à l'entrée ou lorsqu'elles sont taxées à moins de trois francs par cent kilogrammes;

2° Aux surtaxes édictées par l'article 7 de la loi du 28 avril 1816, lorsque ces marchandises sont assujetties à un droit de trois francs et au-dessus par cent kilogrammes.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances,

⁽¹⁾ Bull. 1318, n° 13,605.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,626. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'importation des Tissus
des Pays-Bas taxés à la valeur.

Du 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾,
et les conventions complémentaires des 12 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la
même année⁽³⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862⁽⁵⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863⁽⁶⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864⁽⁷⁾;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes de Suède et de
Norvège, le 14 février 1865⁽⁸⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et
anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁽⁹⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de
Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865⁽¹⁰⁾;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le
18 juin 1865⁽¹¹⁾;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les
Pays-Bas, le 7 juillet 1865⁽¹²⁾;

Vu nos décrets des 9 septembre⁽¹³⁾, 14 décembre 1861 (article 2)⁽¹⁴⁾,
8 janvier⁽¹⁵⁾, 15 février⁽¹⁶⁾, 23 novembre 1862⁽¹⁷⁾, 15 avril⁽¹⁸⁾, 16 juillet
1863⁽¹⁹⁾ et 20 janvier 1864⁽²⁰⁾, fixant les ports et bureaux de douane ou-
verts à l'importation des tissus anglais, belges et italiens taxés à la valeur;

⁽¹⁾ Bull. 778, n° 7414.

⁽²⁾ Bull. 863, n° 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n° 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n° 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1285, n° 13,122.

⁽⁶⁾ Bull. 1174, n° 11,938.

⁽⁷⁾ Bull. 1253, n° 12,786.

⁽⁸⁾ Bull. 1275, n° 13,028.

⁽⁹⁾ Bull. 1293, n° 13,265.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1302, n° 13,353.

⁽¹¹⁾ Bull. 1326, n° 13,589.

⁽¹²⁾ Bull. 1328, n° 13,605.

⁽¹³⁾ Bull. 964, n° 9506.

⁽¹⁴⁾ Bull. 984, n° 9749.

⁽¹⁵⁾ Bull. 993, n° 9831.

⁽¹⁶⁾ Bull. 1000, n° 9953.

⁽¹⁷⁾ Bull. 1071, n° 10,744.

⁽¹⁸⁾ Bull. 1104, n° 11,101.

⁽¹⁹⁾ Bull. 1135, n° 11,494.

⁽²⁰⁾ Bull. 1176, n° 11,984.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions des décrets susvisés sont applicables aux tissus des Pays-Bas taxés à la valeur.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics,

Signé ARMAND BÉNIC.

N^o 13,627. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que les décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 29 juillet 1862, relatifs à l'importation des Marchandises d'origine anglaise ou belge y énamérées, sont applicables aux Marchandises et Produits similaires d'origine des Pays-Bas :

Le 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics :

Vu le traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre, le 23 janvier 1860⁽¹⁾, ainsi que les conventions annexes des 22 octobre⁽²⁾ et 16 novembre de la même année⁽³⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Belgique, le 1^{er} mai 1861⁽⁴⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Prusse, le 2 août 1862⁽⁵⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec l'Italie, le 17 janvier 1863⁽⁶⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec la Suisse, le 30 juin 1864⁽⁷⁾ ;

Vu le traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norwège, le 14 février 1865⁽⁸⁾ ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁽⁹⁾ ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, le 9 juin 1865⁽¹⁰⁾ ;

Vu la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, le 18 juin 1865⁽¹¹⁾ ;

Vu le traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas, le 7 juillet 1865⁽¹²⁾ ;

⁽¹⁾ Bull. 778, n^o 7412.

⁽²⁾ Bull. 863, n^o 8342.

⁽³⁾ Bull. 875, n^o 8436.

⁽⁴⁾ Bull. 933, n^o 9054.

⁽⁵⁾ Bull. 1285, n^o 13,006.

⁽⁶⁾ Bull. 1174, n^o 11,136.

⁽⁷⁾ Bull. 1253, n^o 12,786.

⁽⁸⁾ Bull. 1278, n^o 13,028.

⁽⁹⁾ Bull. 1293, n^o 13,068.

⁽¹⁰⁾ Bull. 1301, n^o 13,353.

⁽¹¹⁾ Bull. 1316, n^o 13,589.

⁽¹²⁾ Bull. 1328, n^o 13,605.

Vu nos décrets des 1^{er} octobre ⁽¹⁾, 14 décembre 1861 (article 1^{er}) ⁽²⁾ et 20 juillet 1862 ⁽³⁾, qui fixent les restrictions d'entrée et d'emballage applicables à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées,

Arrons ordonné et statuons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions de nos décrets susvisés sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine des Pays-Bas.

2. Nos ministres secrétaires d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait, au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉREY.

N° 13,628. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

Art. 1^{er}. Est et demeure approuvé le traité passé entre le concessionnaire de la rectification des côtes de Joubé et de Menotey, route départementale du Jura n° 13, de Dôle à Gray, d'une part, et le département, représenté par le préfet, d'autre part, pour la réduction de la durée du péage dont la perception sur cette partie de la route a été autorisée par l'ordonnance du 26 juin 1844 ⁽⁴⁾.

En conséquence, le péage, au lieu de s'étendre jusqu'au 25 février 1872, prendra fin le 25 mai 1872.

De son côté, le département prendra à sa charge les frais d'entretien de la rectification, à partir du 1^{er} janvier 1865.

2. Sont rapportées les dispositions de l'ordonnance du 26 juin 1844 et du cahier des charges y annexé, ainsi que des actes d'adjudication des 21 août et 16 septembre 1844, qui sont contraires aux clauses du traité dont il s'agit, lequel demeurera annexé au présent décret. (Paris, 1^{er} Juillet 1865.)

Traité entre le département et le concessionnaire.

Entre les soussignés, *Naz de Beauregard*, préfet du Jura, agissant au nom du département, dûment autorisé à cet effet par délibération du conseil général du 29 août 1863, d'une part,

Et, d'autre part, *Jean-Baptiste-Martin Laprade*, curé à Mazerolles, canton de Dôle, département de la Vienne, qui, par acte passé devant M^r Collet, notaire à Dôle (Jura), le 28 février 1858, enregistré au même lieu, le 10 mars suivant, folio 90 verso, case 3, est devenu acquéreur du droit de concession que possédaient les sieurs *Hutin, Souverain et Laprade*, substitués, par décision ministérielle du 31 mars 1855, au sieur *Sarville*, adjudicataire des travaux de rectification, par voie de concession de péage, de la route départementale n° 13, dans les côtes de Joubé et Menotey,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 986, n° 5558.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 984, n° 5749.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1044, n° 10505.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 1119, n° 11592.

Sont intervenues les conventions ci-après :

ART. 1^{er}. La durée de la perception du péage concédé sur la rectification de la route départementale n° 13, de Dôle à Gray, dans les côtes de Jouhe et Menotey, par l'ordonnance royale du 26 juin 1844 et fixée à vingt-huit ans, en suite de l'adjudication du 22 août 1844 et approuvée le 10 septembre suivant, est réduite à sept ans quatre mois et vingt-cinq jours, à partir du 1^{er} janvier 1865.

2. Le concessionnaire sera tenu de continuer jusqu'au 1^{er} janvier 1865 les travaux ordinaires d'entretien.

3. Le concessionnaire abandonnera au département, à partir de cette époque (1^{er} janvier 1865), la route avec ses dépendances, ainsi qu'il est stipulé à l'article 10 du cahier des charges; mais les bureaux construits pour la perception du péage resteront, jusqu'au 25 mai 1872, entre les mains du concessionnaire, qui les remettra, à cette époque, en bon état d'entretien au département.

4. Le département prendra à sa charge, à partir du 1^{er} janvier 1865, les frais d'entretien comme bon lui semblera.

5. Pendant tout le temps que le concessionnaire conservera la perception du péage, les voitures employées à l'entretien et à la réparation des parties quelconques de la rectification, soit pour faire approvisionner des matériaux, soit pour faire enlever les déblais et les boues, même pour effectuer tous autres transports que nécessiteraient des plantations sur son sol, seront exemptes des droits de péage.

6. Les conventions qui précèdent ne deviendront définitives qu'après l'approbation par l'autorité supérieure du présent traité, dont les frais de timbre et d'enregistrement demeurent à la charge du concessionnaire.

Lons-le-Saunier, le 2 Décembre 1864.

Le Préfet du Jura,

Signé MAU DE BEAUREGARD.

Le Concessionnaire,

(Sous la réserve de faire interpréter par qui de droit l'article 10 du cahier des charges, en ce qui concerne les maisons servant d'habitation au cantonnier et au percepteur du péage, et encore de ne supporter qu'un droit fixe d'enregistrement.)

Signé JEAN-BAPTISTE-MARTIN LAPRADE.

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 1^{er} juillet 1865, enregistré sous le n° 509.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉNIC.

Certifié conforme :

Paris, le 4^{er} Septembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS.

N° 1332.

N° 13,629. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention de poste conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse.*

Du 20 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention de poste ayant été conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Confédération suisse, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 14 août 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié et de bon voisinage qui unissent les deux Pays et d'améliorer, au moyen d'une nouvelle Convention, le service des correspondances entre la France et la Suisse, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Édouard Drouyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, M. Kern, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite Confédération près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse un échange périodique et régulier de lettres, de papiers d'affaires, d'échantillons de marchandises et d'imprimés de toute nature, au moyen des services ordinaires ou spéciaux établis ou à établir pour cet objet entre les points de la frontière des deux Pays qui seront désignés, d'un commun accord, par ces deux administrations.

Les services établis ou à établir sur les routes ordinaires seront exécutés par les moyens dont disposent les deux administrations, et les frais résultant de ces services seront supportés par ces administrations proportionnellement à la distance parcourue sur leurs territoires respectifs.

A cet effet, celle des deux administrations qui acquittera la totalité de ces frais sur un point quelconque devra fournir à l'autre un double des marchés conclus pour cet objet avec les entrepreneurs. En cas de résiliation de ces marchés, les indemnités de résiliation seront supportées dans la même proportion.

Quant aux frais que pourra entraîner le transport des dépêches par les chemins de fer, ils seront supportés exclusivement par l'administration sur le territoire de laquelle ce transport aura eu lieu.

2. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France et de l'Algérie pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France et l'Algérie, pourront, à leur choix, laisser le port desdites lettres à la charge des destinataires ou payer ce port d'avance jusqu'à destination.

3. La taxe à percevoir pour l'affranchissement de toute lettre expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France ou l'Algérie, sera de trente centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Quant à la taxe à percevoir sur toute lettre non affranchie expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France ou l'Algérie, elle sera de cinquante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

4. Par exception aux dispositions de l'article précédent, la taxe des lettres adressées de l'un des deux États dans l'autre sera réduite à vingt centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, en cas d'affranchissement, et à trente centimes aussi par dix grammes ou fraction de dix grammes, en cas de non-affranchissement, toutes les fois que la distance existant en ligne droite entre le bureau d'origine et le bureau de destination ne dépassera pas trente kilomètres.

5. Les lettres expédiées à découvert, par la voie de la France, soit des pays mentionnés au tableau A annexé à la présente Convention pour la Suisse, soit de la Suisse pour ces mêmes pays, seront échangées, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse, aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu que, dans le cas où les Conventions qui régissent les relations postales de la France avec les pays désignés dans le ta-

bleau A susmentionné viendraient à être modifiées de manière à influencer sur les conditions d'échange fixées par la présente Convention pour les correspondances transmises par la voie de la France, ces modifications seront appliquées de plein droit auxdites correspondances.

6. L'administration des postes de France pourra livrer à l'administration des postes fédérales des lettres chargées à destination de la Suisse.

De son côté, l'administration des postes fédérales pourra livrer à l'administration des postes de France des lettres chargées à destination de la France et de l'Algérie et, autant que possible, à destination des pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance jusqu'à destination.

Toute lettre chargée adressée de l'un des deux Pays dans l'autre supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de quarante centimes.

Quant aux taxes ou droits applicables aux lettres chargées expédiées de la Suisse pour les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, ils seront fixés, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse, conformément aux Conventions actuellement en vigueur ou qui interviendraient dans la suite.

7. L'expéditeur de toute lettre chargée contenant des valeurs-papiers payables au porteur, qui sera expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France ou l'Algérie, pourra obtenir, jusqu'à concurrence de deux mille francs, le remboursement de ces valeurs, en cas de perte ou de spoliation prévue par l'article 10 ci-après, en faisant la déclaration du montant desdites valeurs et en payant d'avance, indépendamment des taxes et droits fixés par les articles 3 et 4 de la présente Convention, un droit proportionnel de vingt centimes par chaque cent francs ou fraction de cent francs déclarés.

8. La déclaration du montant des valeurs contenues dans une lettre devra être faite par l'expéditeur, du côté de la suscription de l'enveloppe, à l'angle gauche supérieur et sans rature ni surcharge, même approuvée.

Cette déclaration énoncera en langue française, en francs et en centimes et en toutes lettres, le montant des valeurs déclarées, sans autre indication.

Le montant des valeurs déclarées pour une seule lettre ne devra pas excéder deux mille francs.

9. Le fait d'une déclaration frauduleuse de valeurs supérieures aux valeurs réellement insérées dans une lettre sera puni conformément à la législation intérieure du Pays où la lettre aura été remise à la poste.

10. Dans le cas où une lettre contenant des valeurs déclarées viendrait à être perdue ou spoliée, soit sur le territoire français, dans

des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes de France, d'après la législation française, soit sur le territoire suisse, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes fédérales, d'après la législation suisse, l'administration responsable payera ou fera payer à l'envoyeur et, à son défaut, au destinataire, dans un délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation, la somme qui aura été déclarée et pour laquelle le droit prévu en l'article 7 aura été acquitté; mais il est entendu que la réclamation ne sera admise que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi de ladite lettre; passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

11. L'administration qui opérera le remboursement du montant de valeurs déclarées non parvenues à destination sera subrogée à tous les droits du propriétaire.

A cet effet, la partie prenante devra, au moment du remboursement, consigner par écrit les renseignements propres à faciliter la recherche des valeurs perdues et subroger à tous ses droits ladite administration.

12. Les deux administrations des postes de France et de la Confédération suisse cesseront d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans toute lettre dont le destinataire ou son fondé de pouvoirs aura donné reçu.

13. La perte d'une lettre chargée transmise en dehors des conditions déterminées par les articles 7 et 8 précédents n'entraînera, pour l'administration sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, que l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs. Ce payement sera effectué dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation.

La réclamation résultant de la perte d'une lettre chargée sera admissible pendant six mois, à dater du jour qui suivra la date du dépôt de ladite lettre; passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

14. L'envoyeur de toute lettre chargée contenant ou non des valeurs déclarées, et expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France ou l'Algérie, pourra demander, au moment du dépôt de la lettre, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas, il payera d'avance, pour le port de l'avis, une taxe uniforme de vingt centimes.

15. La correspondance exclusivement relative aux différents services publics, adressée d'un État dans l'autre et dont la circulation en franchise aura été autorisée sur le territoire de l'État auquel appartient le fonctionnaire ou l'autorité de qui émane cette correspondance, sera transmise exempte de tout prix de port.

Si l'autorité ou le fonctionnaire à qui elle est adressée jouit pareillement de la franchise, elle sera délivrée sans taxe; dans le cas contraire, cette correspondance ne sera passible que de la taxe territoriale du Pays de destination.

16. Les épreuves corrigées, les papiers d'affaires et les autres documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour la Suisse et *vice versa*, seront affranchis jusqu'à destination, à raison de cinquante centimes par chaque deux cents grammes ou fraction de deux cents grammes.

Pour jouir de cette modération de taxe, les objets ci-dessus désignés devront être placés sous bandes et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance ou pouvant en tenir lieu.

Les épreuves corrigées et les manuscrits qui ne rempliront pas ces conditions, ou dont le port n'aura pas été payé d'avance, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

17. Le produit des taxes à percevoir, en vertu des articles 3, 4, 6, 7, 14 et 16 précédents, sur les lettres ordinaires, les lettres chargées avec ou sans déclaration de valeurs, les avis de réception des dites lettres, les épreuves corrigées et les manuscrits expédiés, soit de la France et de l'Algérie pour la Suisse, soit de la Suisse pour la France et l'Algérie, sera réparti entre les administrations des postes des deux Pays dans la proportion de deux tiers au profit de l'administration des postes de France et d'un tiers au profit de l'administration des postes de la Confédération suisse.

18. Tout paquet contenant, soit des échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale, soit des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des cartes géographiques, des plans, des gravures, des photographies, des cartes de visite, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui sera expédié de la France ou de l'Algérie pour la Suisse et *vice versa*, sera affranchi jusqu'à destination, moyennant le paiement d'une taxe de cinq centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

Seront acquises à l'administration des postes de France les taxes perçues en vertu du présent article sur ceux des objets ci-dessus désignés qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour la Suisse; et réciproquement, seront acquises à l'administration des postes de la Confédération suisse les taxes perçues en vertu du même article sur ceux desdits objets qui seront expédiés de la Suisse pour la France et l'Algérie.

19. Les imprimés de toute nature, expédiés par la voie de la France, soit des pays mentionnés au tableau B annexé à la présente Convention pour la Suisse, soit de la Suisse pour lesdits pays, seront échangés entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu que, dans le cas où les Conventions qui régissent les relations de la France avec les pays étrangers désignés audit tableau

viendraient à être modifiées de manière à influencer sur les conditions d'échange fixées par la présente Convention pour les journaux et autres imprimés transmis par la voie de la France, ces modifications seront appliquées de plein droit auxdits journaux et imprimés.

20. Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article 18 précédent, qu'autant qu'ils n'aurent par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront affranchis jusqu'à destination, qu'ils seront placés sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Quant aux autres objets désignés dans le même article et aux imprimés mentionnés dans l'article 19, ils devront, pour jouir des modérations de port accordées par lesdits articles, être affranchis jusqu'aux limites respectivement fixées par ces articles, être mis sous bande et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Les échantillons et autres objets susmentionnés, qui ne réuniront pas les conditions ci-dessus exprimées, seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

21. Il est entendu que les dispositions contenues dans les articles 16, 18 et 19 précédents n'infirmen en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux Pays de ne pas effectuer sur leurs territoires respectifs le transport et la distribution de ceux des objets désignés auxdits articles à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation tant en France qu'en Suisse.

22. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que ceux des objets désignés dans les articles 2, 3, 4, 6, 7, 14, 16 et 18 de la présente Convention qui auront été régulièrement affranchis jusqu'à destination ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge du destinataire.

23. Le Gouvernement français prend l'engagement d'accorder au Gouvernement fédéral le transit, en dépêches closes, sur le territoire français, des correspondances originaires de la Suisse ou passant par la Suisse, à destination des territoires suisses ou étrangers auxquels la France sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et *vice versa*.

L'administration des postes fédérales payera à l'administration des postes de France, pour chaque kilomètre existant, en ligne droite, entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire français et le point par où elles en sortiront, la somme de cinq centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme d'échantillons de marchandises et d'imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Toutefois les dépêches que les bureaux de poste établis sur le territoire suisse pourront avoir à échanger par l'intermédiaire des services de poste français avec d'autres bureaux de poste également établis sur le territoire suisse ou avec des bureaux de poste badois seront transportées gratuitement par lesdits services.

24. Le Gouvernement de la Confédération suisse prend l'engagement d'accorder au Gouvernement français le transit, en dépêches closes, sur le territoire suisse, des correspondances originaires de la France ou passant par la France, à destination des territoires français ou étrangers auxquels la Suisse sert ou pourrait servir d'intermédiaire, et *vice versa*.

L'administration des postes de la France payera à l'administration des postes fédérales, pour chaque kilomètre existant, en ligne droite, entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire suisse et le point par où elles en sortiront, la somme de cinq centimes par kilogramme de lettres, poids net, et d'un quart de centime par kilogramme d'échantillons de marchandises et d'imprimés, aussi poids net, qui seront contenus dans ces dépêches.

Toutefois les dépêches que les bureaux de poste établis sur le territoire français pourront avoir à échanger par l'intermédiaire des services de poste suisses, soit avec d'autres bureaux de poste également établis sur le territoire français, soit avec des bureaux de poste badois, seront transportées gratuitement par lesdits services.

25. Pour jouir du bénéfice de la modération de port de transit français ou suisse qui leur est accordée par les articles 23 et 24 précédents, les échantillons de marchandises ne devront avoir par eux-mêmes aucune valeur vénale; ils devront, en outre, être affranchis jusqu'à destination, être placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et ne porter d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les imprimés ne seront admis à jouir de la même modération de port de transit qu'autant qu'ils seront également affranchis jusqu'à destination, qu'ils seront mis sous bandes et qu'ils ne porteront aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Les échantillons de marchandises et les imprimés qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus exprimées seront assimilés aux lettres ordinaires.

26. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité résultant de l'échange des correspondances transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre et qui sont mentionnées dans les articles 23 et 24 précédents, ne sera pas compris dans les pesées de lettres, journaux et imprimés de toute nature sur lesquelles devront être assis les prix de transport fixés par lesdits articles.

27. Les administrations des postes de France et de la Confédération

suisses dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission des correspondances et des dépêches closes que les deux administrations se livreront réciproquement en vertu des dispositions de la présente Convention, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans les trois mois qui suivront le mois auquel le compte se rapportera.

En cas de non-paiement du solde d'un compte dans le délai ci-dessus fixé, le montant de ce solde sera productif d'intérêts à dater du jour de l'expiration dudit délai et jusqu'au jour où le paiement aura lieu. Ces intérêts seront calculés à raison de cinq pour cent l'an et devront être portés au débit de l'administration retardataire, sur le compte du mois pendant lequel la somme productive d'intérêts aura été soldée.

28. Les lettres ordinaires ou chargées, les épreuves corrigées, les papiers d'affaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature, mal adressés ou mal dirigés, seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence seront respectivement livrés ou rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

Les lettres ordinaires, les épreuves corrigées, les papiers d'affaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature, qui auront été primitivement livrés à l'administration des postes de France ou à l'administration des postes de la Confédération suisse par d'autres administrations et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, devront être réexpédiés de l'un des deux Pays pour l'autre, seront réciproquement livrés chargés du port exigible au lieu de la précédente destination.

29. Les correspondances de toute nature échangées à découvert entre les deux administrations des postes de France et de Suisse qui seront tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyées de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent, si faire se peut.

Celles de ces correspondances qui auront été livrées en compte seront rendues pour le prix pour lequel elles auront été originaiement comptées par l'office envoyeur.

Celles qui auront été livrées affranchies jusqu'à destination, ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant, seront renvoyées sans taxe ni décompte.

Quant aux correspondances non affranchies tombées en rebut, qui auront été transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes des administrations respectives, sur de simples déclarations ou listes nominatives mises à l'appui des décomptes lorsque les cor-

correspondances elles-mêmes ne pourront pas être produites par l'office qui aura à se prévaloir du montant de leur port vis-à-vis de l'office correspondant.

30. Les deux administrations des postes de France et de Suisse n'admettront à destination de l'un des deux Pays, ou des pays qui empruntent leur intermédiaire, aucun paquet ou lettre qui contiendrait, soit de l'or ou de l'argent monnayés, soit des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

31. Afin de s'assurer réciproquement l'intégralité du produit des correspondances échangées entre les deux Pays, les Gouvernements français et suisse s'engagent à empêcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leurs postes respectives.

32. L'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives; elles régleront les conditions auxquelles seront soumises les correspondances de l'un des deux Pays pour l'autre suffisamment affranchies au moyen de timbres-poste; elles régleront également la direction des correspondances transmises réciproquement et arrêteront les dispositions relatives à la forme des comptes mentionnés à l'article 27 précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

33. Seront abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes stipulations ou dispositions antérieures concernant l'échange des correspondances entre la France et la Suisse.

34. La présente Convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les administrations des postes des deux Pays, après l'expiration dudit terme.

35. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le vingt-deuxième jour du mois de mars de l'an de grâce 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHOYS.

(L. S.) Signé KERN.

A.

**Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangées, entre l'Administration
les lettres expédiées à découvert des pays auxquels la France**

DÉSIGNATION DES PAYS DONT LA CORRESPONDANCE		Lettres à destination désignées dans la présente		
avec la Suisse		Condition de l'affranchissement.	Limite de l'affranchissement.	Tarifs des lettres à poste par les bureaux de la Suisse, chaque lettre affranchie et par chaque 7 1/2 gram ou fraction de 7 1/2 grammes
peut être transmise à découvert par la voie de la France.				
Alexandrie, Suez, Jaffa, Beyrouth, Tripoli de Syrie, Lattaquié, Alexandrette, Mersina, Rhodes, Smyrne, Mételin, les Dardanelles, Gallipoli, Constantinople, Salonique, Varna, Sulina, Tulscha, Galatz, Ibraïla, Inéboï, Sinope, Samsoun, Kérassunde et Trébizonde.		Facultatif	Destination.....	0 60
Grande-Bretagne.....		Idem.....	Idem.....	0 50
Belgique, Pays-Bas, États d'Allemagne, Grand-duché de Luxembourg, Royaume d'Italie.....		Idem.....	Idem.....	0 50
États-Pontificaux, Royaume de Grèce, Ile de Malte.....		Idem.....	Idem.....	0 70
Suède, Norvège, Russie, Pologne.....		Idem.....	Idem.....	1 30
Martinique, Guadeloupe, Guyane française, Îles Saint-Pierre et Miquelon, Sénégal, Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanaon, Mahé, Ile de la Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar, Établissements français en Cochinchine, Nouvelle-Calédonie, Ile des Pins, Îles Loyalty, Shang-Hai, Antigua, la Barbade, Berbice, Demerari, la Dominique, Essequibo, la Grenade, Montserrat, Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Christophe ou Saint-Kitts, Saint-Vincent, Tabago, Tortola, la Trinité, Bahama, Honduras britanniques, Bermudes, Cape, Coast-Castle, Acera, Sainte-Hélène, Sierra-Leone, Îles turques, Jamaïque, Canada, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Ile du Prince-Édouard, Terre-Neuve, Aden, Indes orientales britanniques, Ceylan, Penang, Singapore, Hong-Kong, Ile Maurice, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie occidentale, Nouvelle-Zélande, Îles-Basses, Îles Marquises, Îles de la Société.....		Idem.....	Idem.....	1 00
Brésil, États-Unis de l'Amérique du Nord, Danemark.....		Idem.....	Idem.....	1 10
Espagne, Portugal et Gibraltar.....		Obligatoire.....	Frontière de sortie de France.....	0 50
Australie méridionale, Tasmanie (Voie de Suez).....		Idem.....	Ports de l'Océan Austral desservis par les paquebots britanniques.....	1 00
Pays d'outre-mer sans distinction de parages	par les paquebots-poste français et autres bâtiments partant ou à destination des ports de France.....	Idem.....	Port de débarquement.....	1 00
	par la voie d'Angleterre et des paquebots-poste britanniques ou des bâtiments de commerce.....	Idem.....	Idem.....	1 00
	par la voie de Suez.....	Idem.....	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desservis par les paquebots français ou anglais.....	1 00
		Idem.....	San-Francisco.....	1 10
Iles Sandwich.....		Idem.....	Port de débarquement.....	1 00
	voie des paquebots-postes français ou de l'Angleterre.....	Idem.....	Idem.....	1 30
Cuba et Mexique	voie des États-Unis.....	Idem.....	Idem.....	1 30
		Idem.....	Ports de l'Océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques.....	1 30
Côtes occidentales de la Nouvelle-Grenade, République de l'Équateur, Pérou, Bolivie, Chili (voie de Panama)		Idem.....		

Postes de France et l'Administration des Postes de la Confédération Suisse,
intermédiaire pour la Suisse, et vice versa.

Prix du tableau.		LETTRES ORIGINAIRES DES PAYS désignées dans la première colonne du tableau.				
Prix qui doit payer l'Office de France à l'Office de Suisse pour chaque lettre non affranchie et par chaque gramme ou fraction de gramme.	Prix que doit payer l'Office de France à l'Office de Suisse pour chaque lettre non affranchie et par chaque 1/2 gramme ou fraction de 1/2 gramme.	Condition de l'affran- chisse- ment.	Limite de l'affranchissement.	Total des taxes à payer pour les habitants de la Suisse pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	Prix que doit payer l'Office de Suisse à l'Office de France pour chaque lettre non affranchie ou chargée de port de transit et par chaque 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	Prix que doit payer l'Office de France à l'Office de Suisse pour chaque lettre affranchie jusqu'à destination et par chaque 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.
0 50	0 10	Facultatif	Destination.....	0 60	0 50	0 10
0 40	0 10	Idem....	Idem.....	0 70	0 60	0 10
0 40	0 10	Idem....	Idem.....	0 50	0 40	0 10
0 60	0 10	Idem....	Idem.....	0 70	0 60	0 10
1 20	0 10	Idem....	Idem.....	1 30	1 20	0 10
0 90	0 10	Idem....	Idem.....	1 00	0 90	0 10
1 00	0 10	Idem....	Idem.....	1 10	1 00	0 10
0 40	"	Obliga- toire..	Frontière d'entrée en France.....	0 50	0 40	"
0 90	"	Idem....	Alexandrie.....	1 00	0 90	"
0 90	"	Idem....	Port d'embarquement..	1 00	0 90	"
0 90	"	Idem....	Idem.....	1 00	0 90	"
0 90	"	Idem....	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desser- vis par les paquebots français ou anglais...	1 00	0 90	"
1 00	"	Idem....	San-Francisco.....	1 10	1 00	"
0 90	"	Idem....	Port d'embarquement..	1 00	0 90	"
1 20	"	Idem....	Idem.....	1 30	1 20	"
1 20	"	Idem....	Ports de l'Océan Pacifi- que desservis par les paquebots britanniq..	1 30	1 20	"

B. Tableau indiquant les conditions auxquelles seront échangées, entre l'Administration des P^{os} expédiés à découvert des Pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

DÉSIGNATION	
des pays étrangers auxquels la France sert d'intermédiaire.	
Alexandrie, Suez, Jaffa, Beyrouth, Tripoli de Syrie, Lattaquié, Alexandrette, Monstina, Rhodes, Smyrne, Mételin, les Dardanelles, Gallipoli, Constantinople, Salonique, Varna, Sulina, Tulscha, Galatz, Ibraïlla, Inéboli, Samsoun, Kérassunde, Trébizonde.....	
Grande-Bretagne, Ile de Malte.....	
Espagne, Portugal, Gibraltar.....	
États-Unis de l'Amérique du Nord	par les bâtiments partant ou à destination des ports de France..... par la voie d'Angleterre et des paquebots américains..... par la voie d'Angleterre et des paquebots britanniques.....
Australie, Tasmanie, Nouvelle-Zélande (voie de Suez).....	
Pays d'outre-mer sans distinction de parages.....	par les paquebots-poste français et autres bâtiments partant ou à destination des ports de France..... par la voie de l'Angleterre et des paquebots britanniques ou des bâtiments du commerce..... par la voie de Suez.....
Côtes occidentales de la Nouvelle Grenade, République de l'Équateur, Pérou, Bolivie, Chili (voie de Panama).....	
États d'Europe non désignés dans le présent tableau.....	

DR. DE L.

K.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Arenenberg, le 20 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Signé J. BAROCHER.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé DROUYN DE LÉHYS.

France et l'Administration des Postes de la Confédération Suisse, les imprimés de toute nature intermédiaire pour la Suisse, et vice versa.

IMPRIMÉS ORIGINAIRES des pays désignés dans la première colonne du tableau.		IMPRIMÉS ORIGINAIRES des pays désignés dans la première colonne du tableau.		
Limite de l'affranchissement obligatoire.	Prix que doit payer l'Office Suisse à l'Office de France pour chaque paquet et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	Limite de l'affranchissement obligatoire.	Prix que doit payer l'Office de France à l'Office Suisse pour chaque paquet et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	Prix que doit payer l'Office Suisse à l'Office de France pour chaque paquet et par chaque 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Destination.....	0 ^e 08 ^e	Destination.....	0 ^e 02 ^e	"
Idem.....	0 10	Idem.....	0 02	"
Frontière française de sortie.....	0 05	Frontière française d'entrée.....	"	0 05
Port d'embarquement.....	0 15	Port d'embarquement.....	"	0 15
Port anglais d'embarquement.....	0 15	Port anglais de débarquement.....	"	0 15
Port américain de débarquement.....	0 15	Port américain d'embarquement.....	"	0 15
Ports du grand océan Austral desservis par les paquebots britanniques.....	0 15	Alexandrie.....	"	0 15
Port de débarquement.....	0 15	Port d'embarquement.....	"	0 15
Idem.....	0 15	Idem.....	"	0 15
Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desservis par les paquebots britanniques.....	0 15	Ports des mers de l'Inde ou de la Chine desservis par les paquebots britanniques.....	"	0 15
Ports de l'océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques.....	0 25	Ports de l'océan Pacifique desservis par les paquebots britanniques.....	"	0 25
Frontière française d'entrée.....	"	Frontière française d'entrée.....	"	0 05

N° 13,630. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse, pour l'échange des Mandats de poste.

Du 20 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit

ART. 1^{er}.

Une Convention relative à l'échange des mandats de poste ayant été conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Confédération suisse, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris,

le 14 août 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, désirant que des sommes d'argent puissent être adressées d'un Pays dans l'autre, au moyen de mandats de poste, ont résolu d'assurer ce résultat par une Convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Édouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, M. *Kern*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite Confédération près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour la Suisse, que de la Suisse pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats spéciaux dits *mandats d'articles d'argent sur l'étranger*, tirés par des bureaux de l'administration des postes de France sur des bureaux de l'administration des postes de la Confédération suisse, et réciproquement.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Ils seront rédigés en langue française.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de deux cents francs.

2. Il sera perçu sur chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent une taxe de vingt centimes par dix francs ou fraction de dix francs, laquelle taxe devra toujours être payée par l'envoyeur.

Le produit de la taxe ci-dessus fixée sera partagé par moitié entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse.

3. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou suisses, en exécution de l'article 1^{er}, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe fixée par l'article 2.

4. L'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, les comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs.

ainsi que les taxes perçues sur lesdites sommes, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les deux administrations conviendront.

5. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations, en échange de mandats d'articles d'argent dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans le délai de huit années, à partir du jour du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

6. L'administration des postes de France et l'administration des postes de la Confédération suisse désigneront, d'un commun accord, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre, en vertu des articles précédents; elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article 4, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées par les deux administrations, toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

7. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces trois derniers mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

8. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 22 Mars 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé KERN.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Arenenberg, le 20 Août 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROQUE.

Signé DROUYN DE LHUYS.

N^o 3,631. — ~~Décret impérial~~ portant promulgation de la Convention additionnelle de poste conclue, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse.

Du 25 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention additionnelle de poste ayant été signée, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 19 août 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi de Prusse, désirant améliorer le service des correspondances entre la France et la Prusse, ont résolu d'y pourvoir, au moyen d'une Convention additionnelle aux Conventions de poste des 21 mai 1858 ⁽¹⁾ et 8 ⁽²⁾ et 9 juillet 1861 ⁽³⁾, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Edouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre royal de l'Aigle-Noir de Prusse, etc. etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et Sa Majesté le Roi de Prusse, M. le comte *Henri-Louis Robert de Goltz*, chevalier des ordres royaux de l'Aigle-Rouge de première classe et de Saint-Jean de Jérusalem, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Le prix du port des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, expédiées, soit de la France et de l'Algérie pour la Prusse et les pays directement desservis par les postes prussiennes, soit de la Prusse et des pays directement desservis par les postes prussiennes pour la France et l'Algérie, sera réglé conformément au tarif ci-après :

⁽¹⁾ Bull. 613, n^o 5688.

⁽²⁾ Bull. 670, n^o 6580.

⁽³⁾ Bull. 977, n^o 9654.

DÉNOMINATION DES LETTRES.	PRIX DE PORT à payer pour chaque lettre et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes		SOMME À PAYER pour chaque lettre et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes		
	par les habitants de la France et de l'Algérie.	par les habitants de la Prusse et des autres pays directement desservis par les postes de Prusse.	par l'administra- tion des postes de France à l'adminis- tration des postes de Prusse.	par l'administration des postes de Prusse à l'administration des postes de France.	
	3	3	4	5	
	Centimes.	Gros d'argent.	Centimes.	Gros d'argent.	Pfen- nings.
les régences d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Trèves, de Cob- lents et de Dusseldorf et la principauté de Birkenfeld... le reste de la Prusse, les duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'Anhalt-Bernbourg, la prin- cipauté de Waldeck et les villes de Allstedt (grand-duché de Saxe-Weimar), Ebeleben, Greussen, Grosskenla, Son- dershausen (principauté de Schwarzbourg-Sonderhau- sen), Frankenhauseu et Schlotheim (principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt)...	40	.	14	.	.
des régences d'Aix-la-Chapelle, de Co- logne, de Trèves, de Coblents et de Dusseldorf et de la princip. de Bir- kenfeld pour la France et l'Algérie. du reste de la Prusse, des duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'An- halt-Bernbourg, de la principauté de Waldeck et des villes d'Allstedt, Ebeleben, Greussen, Grosskenla, Sondershausen, Frankenhauseu et Schlotheim pour la France et l'Al- gérie.....	50	.	25	.	.
les régences d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Trèves, de Co- blents et de Dusseldorf et la principauté de Birkenfeld. le reste de la Prusse, les duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'Anhalt-Bernbourg, la prin- cipauté de Waldeck et les villes d'Allstedt, Ebeleben, Greussen, Grosskenla, Son- dershausen, Frankenhauseu et Schlotheim.....	.	3 1/2	.	2	2
des régences d'Aix-la-Chapelle, de Co- logne, de Trèves, de Coblents et de Dusseldorf et de la princip. de Bir- kenfeld pour la France et l'Algérie. du reste de la Prusse, des duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'An- halt-Bernbourg, de la principauté de Waldeck et des villes d'Allstedt, Ebeleben, Greussen, Grosskenla, Sondershausen, Frankenhauseu et Schlotheim pour la France et l'Al- gérie.....	.	4 1/2	.	2	3
les régences d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Trèves, de Co- blents et de Dusseldorf et la principauté de Birkenfeld. le reste de la Prusse, les duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'Anhalt-Bernbourg, la prin- cipauté de Waldeck et les villes d'Allstedt, Ebeleben, Greussen, Grosskenla, Son- dershausen, Frankenhauseu et Schlotheim.....	.	5	.	2	4
des régences d'Aix-la-Chapelle, de Co- logne, de Trèves, de Coblents et de Dusseldorf et de la princip. de Bir- kenfeld pour la France et l'Algérie. du reste de la Prusse, des duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'An- halt-Bernbourg, de la principauté de Waldeck et des villes d'Allstedt, Ebeleben, Greussen, Grosskenla, Sondershausen, Frankenhauseu et Schlotheim pour la France et l'Al- gérie.....	50	.	17	.	.
les régences d'Aix-la-Chapelle, de Co- logne, de Trèves, de Coblents et de Dusseldorf et de la princip. de Bir- kenfeld pour la France et l'Algérie. du reste de la Prusse, des duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'An- halt-Bernbourg, de la principauté de Waldeck et des villes d'Allstedt, Ebeleben, Greussen, Grosskenla, Sondershausen, Frankenhauseu et Schlotheim pour la France et l'Al- gérie.....	60	.	30	.	.

2. Par exception aux dispositions de l'article précédent, le prix du port des lettres échangées entre les habitants des départements français contigus à la régence de Trèves et les habitants de ladite régence sera réglé d'après le tarif inséré ci-après, lorsque la distance existant en ligne droite entre le bureau d'origine et le bureau de destination ne dépassera pas trente kilomètres.

DÉSIGNATION DES LETTRES.	PRIX DE PORT à payer pour chaque lettre et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes		SOMME À PAYER pour chaque lettre et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes		
	par les habitants des départements sus- mentionnés.	par les habitants de la régence [de Trèves.	par l'administra- tion des postes de France à l'adminis- tration des postes de Prusse.	par l'administration des postes de Prusse à l'administration (des postes de France.	
	1	2	3	4	5
	Centimes.	Gros d'argent.	Centimes.	Gros d'argent	Pfen- nings.
Lettres affran- chées	des bureaux limitrophes fran- çais pour les bureaux limi- trophes prussiens 20		10	"	"
	des bureaux limitrophes prus- siens pour les bureaux limi- trophes français "	2	"	1	"
Lettres non affran- chées.	des bureaux limitrophes fran- çais pour les bureaux limi- trophes prussiens "	2 1/2	"	1	6
	des bureaux limitrophes prus- siens pour les bureaux limi- trophes français 30	"	15	"	"

3. Le droit proportionnel à percevoir en sus des taxes ou droits fixés par les articles 1 et 2 précédents et par l'article 9 de la Convention du 21 mai 1858, sur les lettres chargées contenant des valeurs déclarées, échangées entre les deux administrations des postes de France et de Prusse, en vertu de la Convention additionnelle du 9 juillet 1861, est réduit, savoir :

1° De trente à vingt centimes par chaque cent francs ou fraction de cent francs pour les valeurs déclarées contenues dans les lettres chargées, livrées par l'administration des postes de France à l'administration des postes de Prusse ;

2° De deux gros d'argent et six pfennings à un gros d'argent et neuf pfennings par chaque cent francs ou fraction de cent francs pour les valeurs déclarées contenues dans les lettres chargées, livrées par l'administration des postes de Prusse à l'administration des postes de France.

4. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de Prusse, par chaque lettre et par chaque poids de quinze grammes ou fraction de quinze grammes, la somme de soixante et dix centimes, tant pour les lettres affranchies que ladite administration des postes de France livrera à l'administration des postes de Prusse, à destination de la Russie et de la Pologne, que pour les lettres non affranchies expédiées de la Russie et de la Pologne, par la voie de la Prusse, à destination de la France et de l'Algérie et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

5. L'administration des postes de Prusse payera à l'administration des postes de France, par chaque lettre et par chaque poids de dix grammes ou fraction de dix grammes, la somme de cinq gros d'argent et trois pfennings, tant pour les lettres affranchies que ladite administration des postes de Prusse livrera à l'administration des postes de France, à destination des villes de la Turquie et de l'Égypte où la France entretient des établissements de poste, que pour les lettres non affranchies expédiées desdites villes par la voie de la France, à destination de la Prusse, des pays directement desservis par les postes de Prusse et des pays auxquels la Prusse sert d'intermédiaire.

6. Les taxes à percevoir pour l'affranchissement jusqu'à destination des échantillons de marchandises, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés ou reliés, des brochures, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, expédiés soit de la France et d'Algérie pour la Prusse et les pays directement desservis par les postes prussiennes, soit de la Prusse et des pays directement desservis par les postes prussiennes pour la France et l'Algérie, seront payées par les envoyeurs et réparties entre les deux administrations des postes de France et de Prusse conformément au tarif ci-dessous :

ORIGINE.	DESTINATION.	TAXE à payer par l'envoyeur pour l'affranchis- sement de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	SOMME à payer pour chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes	
			par l'administration des postes de France	par l'administration des postes de Prusse
			à l'administration des postes de Prusse.	à l'administration des postes de France.
1	2	3	4	5
France et Algérie..	Prusse et pays direc- tement desservis par les postes prus- siennes		Centimes.	Pfennings.
		10 centimes.	4	5
Prusse et pays direc- tement desservis par les postes prussiennes	France et Algérie...	9 pfennings.	5	4

7. Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir du bénéfice des dispositions de l'article 6 précédent, qu'autant qu'ils ne pèseront pas plus de deux cent cinquante grammes, qu'ils ne seront pas eux-mêmes affectés d'une valeur vénale, qu'ils seront placés sous une bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Pour jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par le même article, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, devront être mis sous bande et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'expéditeur et la date.

Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne remplissent pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les expéditeurs, conformément aux dispositions de l'article 6 précédent, seront considérés et taxés comme lettres.

8. Le prix du port des papiers de commerce ou d'affaires, des ouvrages manuscrits et des épreuves d'impression portant des corrections typographiques, qui seront expédiés, soit de la France et de l'Algérie pour la Prusse et les pays directement desservis par les postes prussiennes, soit de la Prusse et des Pays directement desservis par les postes prussiennes pour la France et l'Algérie, devra être payé par les expéditeurs et réparti entre les deux administrations des postes de France et de Prusse conformément au tarif suivant :

1	2	3	SOMME À PAYER		
			pour chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 200 grammes ou fraction de 200 grammes	par l'administration des postes de France	par l'administration des postes de Prusse
OBJETS.	DESTINATION.	TAXE À PAYER par l'expéditeur pour l'affranchissement de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 200 grammes ou fraction de 200 grammes.	Centimes.	Gros d'argente.	F. Schilling.
France et Algérie...	Prusse et pays directement desservis par les postes prussiennes.	50 centimes.	20	1 10	2 20
Prusse et pays directement desservis par les postes prussiennes.	France et Algérie.	1/4 gros d'argent.	20	1 10	2 20

9. Pour profiter du bénéfice des dispositions de l'article 8 précédent, les objets désignés dans ledit article devront être placés sous bande ou de manière à pouvoir être facilement examinés dans les bureaux de poste par l'intermédiaire desquels ils seront acheminés et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle ou pouvant en tenir lieu.

Ceux de ces objets qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les envoyeurs, conformément aux dispositions de l'article 8, seront considérés et taxés comme lettres.

10. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature, les papiers de commerce ou d'affaires, les ouvrages manuscrits et les épreuves corrigées, adressés de l'un des deux Pays dans l'autre et affranchis jusqu'à destination, conformément aux dispositions de la Convention du 21 mai 1858 et des articles 1, 2, 6, 7, 8 et 9 de la présente Convention, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le Pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires, si ce n'est de la taxe rurale de distribution dont sont passibles les correspondances adressées à des destinataires habitant les lieux situés en dehors des villes où existent des bureaux de poste et distribuées à domicile par des facteurs des postes.

Il est entendu, toutefois, que cette taxe rurale ne pourra pas excéder une somme de six pfennings par lettre ou paquet.

Afin de maintenir les bases établies par les articles 1, 2, 6 et 8 précédents, pour la répartition entre les deux administrations des postes de France et de Prusse des taxes à percevoir sur les correspondances échangées entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Prusse, cette dernière administration payera à l'autre, à l'expiration de chaque année, en sus des prix de livraison fixés par la présente Convention additionnelle et aussi longtemps que la taxe rurale de distribution précitée subsistera, une somme équivalente à la moitié des droits de distribution perçus pendant l'année écoulée sur les correspondances livrées par les bureaux d'échange français aux bureaux d'échange prussiens.

Pour déterminer cette somme, l'administration des postes de Prusse procédera, chaque année, pendant quinze jours consécutifs du mois de juillet, à une enquête dont les résultats seront communiqués à l'administration des postes de France.

11. Les conditions d'échange stipulées par les articles 1, 3, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 précédents pour les lettres ordinaires, les lettres chargées contenant des valeurs déclarées, les échantillons de marchandises, les imprimés de toute nature, les papiers de commerce ou d'affaires, les ouvrages manuscrits et les épreuves d'impression portant des corrections typographiques, originaires ou à destination des provinces orientales de la Prusse, seront applicables aux objets de même espèce provenant ou à destination des royaumes de Ha-

novre et de Saxe, des grands-duchés de Mecklenbourg-Schwerin, de Mecklenbourg-Strélitz et d'Oldenbourg (moins les principautés de Birkenfeld et de Lubeck), du duché de Brunswick et du duché de Saxe-Altenbourg, lorsque ces objets seront compris dans les dépêches réciproques des deux administrations des postes de France et de Prusse.

12. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse s'engage à faire transporter en dépêches closes, sur le territoire prussien ou allemand, les lettres, les échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale et les imprimés de toute nature que les bureaux de poste français pourront avoir à échanger par la voie de la Prusse avec des bureaux de poste de la Suède, de la Russie et de la Pologne. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse s'engage également à faire transporter en dépêches closes, sur le territoire prussien ou allemand, les lettres, les échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale et les imprimés de toute nature que les bureaux de poste français pourront avoir à échanger par la voie de Stralsund avec des bureaux de poste du Danemark et de la Norvège.

L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de Prusse, pour prix du transit à travers le territoire prussien ou allemand des lettres, des échantillons de marchandises et des imprimés contenus dans les dépêches closes ci-dessus mentionnées, savoir :

1° Pour prix du transit des objets contenus dans les dépêches originaires ou à destination de la Suède, de la Norvège et du Danemark, la somme de trente-sept centimes et demi par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de quatre centimes par quarante grammes d'échantillons ou d'imprimés, aussi poids net;

2° Pour prix du transit des objets contenus dans les dépêches originaires ou à destination de la Russie et de la Pologne, la somme d'un franc par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de quatre centimes par quarante grammes d'échantillons ou d'imprimés aussi poids net.

13. Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage à faire transporter en dépêches closes, sur le territoire français, les lettres, les échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale et les imprimés de toute nature que les bureaux de poste prussiens pourront avoir à échanger par la voie de la France avec des bureaux de poste du royaume d'Italie, des États-Pontificaux, de l'Espagne, du Portugal et des États-Unis.

L'administration des postes de Prusse payera à l'administration des postes de France, pour prix du transit à travers la France des lettres, des échantillons de marchandises et des imprimés contenus dans les dépêches closes susmentionnées, savoir :

1° Pour prix du transit des objets contenus dans les dépêches originaires ou à destination du royaume d'Italie et des États-Pontificaux, la somme de trente-sept centimes et demi par trente grammes de

lettres, poids net, et la somme de quatre centimes par quarante grammes d'échantillons ou d'imprimés, aussi poids net;

2° Pour prix du transit des objets contenus dans les dépêches originaires ou à destination de l'Espagne et du Portugal, la somme de un franc par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de quatre centimes par quarante grammes d'échantillons ou d'imprimés, aussi poids net;

3° Pour prix du transit des objets contenus dans les dépêches originaires ou à destination des Etats-Unis, la somme de quarante centimes par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de quatre centimes par quarante grammes d'échantillons ou d'imprimés aussi poids net.

14. Il est convenu que le prix de port français à payer par l'administration des postes de Prusse à l'administration des postes France, pour chaque trente grammes de lettres comprises dans les dépêches closes que les bureaux de poste prussiens pourront avoir à échanger par la voie de la France avec des bureaux de poste espagnols ou portugais, ne devra pas excéder les prix de port ou droits de transit français applicables en moyenne, aussi par trente grammes, poids net, aux lettres comprises dans les dépêches que l'administration des postes de France sera tenue de transporter pour le compte d'une autre administration, entre la frontière franco-belge et la frontière franco-espagnole.

Dans le cas où, par l'effet de la disposition ci-dessus, le prix du transport à travers la France des lettres échangées, en dépêches closes, entre les bureaux de poste prussiens et les bureaux espagnols ou portugais, ressortirait à moins de un franc par trente grammes, poids net, taux fixé par l'article 13 précédent, le prix du transport à travers le territoire prussien ou allemand des lettres que les bureaux français pourront avoir à échanger avec des bureaux de poste russes ou polonais, conformément à l'article 12, sera réduit de plein droit dans la même proportion que le prix de port de transit français susdit.

15. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse s'engage à faire transporter en dépêches closes, par les paquebots-poste prussiens, les lettres, les échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale et les imprimés de toute nature que les bureaux de poste français pourront avoir à échanger au moyen de ces paquebots avec des bureaux de poste suédois, norvégiens ou danois.

L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de Prusse, pour prix du transport par mer desdites dépêches et indépendamment des droits de transit fixés par l'article 12 précédent, la somme de dix-neuf centimes par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de quatre centimes par quarante grammes d'échantillons ou d'imprimés, aussi poids net.

16. Le Gouvernement français s'engage à faire transporter en dépêches closes, par les paquebots-poste français, les lettres, les échan-

tillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale et les imprimés de toute nature que les bureaux de poste prussiens pourront avoir à échanger au moyen de ces paquebots avec des bureaux de poste des États-Unis de l'Amérique du Nord.

L'administration des postes de Prusse payera à l'administration des postes de France, pour prix du transport par mer desdites dépêches et indépendamment des droits de transit fixés par l'article 13 précédent, la somme de un franc trente-trois centimes par trente grammes de lettres, poids net, et la somme de un franc par kilogramme d'échantillons ou d'imprimés, aussi poids net.

17. Les dispositions de l'article 23 de la Convention du 9 mai 1858 seront applicables aux dépêches closes que chacun des deux offices expédiera ou recevra par l'intermédiaire de l'autre, en vertu des articles 12, 13, 14, 15 et 16 précédents.

18. Le Gouvernement français s'engage à faire transporter sur le territoire français les dépêches ou malles closes que les bureaux de poste prussiens pourront avoir à échanger, par la voie de Calais et de Douvres, avec des bureaux de poste britanniques.

Le Gouvernement français s'engage également à faire transporter les dépêches ou malles susmentionnées par les paquebots-poste français naviguant entre Calais et Douvres.

L'administration des postes de Prusse payera à l'administration des postes de France, pour prix du transport par les services de poste français, de toute dépêche ou malle close portant une adresse particulière, que ladite administration des postes de Prusse expédiera ou recevra par la voie de Calais, en vertu du présent article, savoir :

Jusqu'à un kilogramme poids brut, inclusivement, cinq francs ;
Au-dessus d'un kilogramme et jusqu'à quinze cents grammes, poids brut, inclusivement, sept francs cinquante centimes ;
Au-dessus de quinze cents grammes et jusqu'à deux kilogrammes, poids brut, inclusivement, dix francs ;

Et ainsi de suite, en ajoutant deux francs cinquante centimes pour chaque cinq cents grammes ou fraction de cinq cents grammes, poids brut, en sus.

19. Les correspondances officielles exclusivement relatives au service des postes, que chacune des deux administrations des postes de France et de Prusse pourra avoir à échanger par l'intermédiaire de l'autre avec des administrations des postes étrangères, seront transmises exemptes de tout prix de port par les postes françaises et prussiennes.

20. La présente Convention, qui sera considérée comme additionnelle aux Conventions des 21 mai 1858 et 3 et 9 juillet 1861, sera ratifiée, les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra, et elle sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 3 Juillet de l'an de grâce 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé DE GOLTZ.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 25 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 13,632. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention conclue, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse, pour l'échange des Mandats de poste.

Du 25 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention ayant été signée, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse, pour l'échange des mandats de poste, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 19 août 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi de Prusse, désirant que des sommes d'argent puissent être adressées d'un État dans l'autre, au moyen de mandats de poste, ont résolu d'assurer ce résultat par une Convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Edouard Drouyn de Lhays*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre royal de l'Aigle-Noir de Prusse, etc. etc. etc., son ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le Roi de Prusse, M. le comte *Henri-Louis-Robert de Goltz*, chevalier des ordres royaux de l'Aigle-Rouge de première classe et de Saint-Jean de Jérusalem, etc. etc. etc., son ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour le Royaume de Prusse et les États d'Allemagne directement desservis par les postes de Prusse, que du Royaume de Prusse et des États d'Allemagne directement desservis par les postes de Prusse pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats spéciaux dits *mandats d'articles d'argent sur l'étranger*, tirés par des bureaux de l'administration des postes de France sur des bureaux de l'administration des postes de Prusse, et réciproquement.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Ils seront rédigés en langue française. Toutefois le texte allemand sera placé en regard du texte français sur les mandats délivrés par les bureaux prussiens.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de deux cents francs.

2. Il sera perçu sur chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent une taxe de vingt centimes par dix francs ou fraction de dix francs, si le mandat est délivré par un bureau de poste français, et une taxe de deux silbergros par trois thalers ou fraction de trois thalers, si le mandat est délivré par un bureau de poste prussien.

Les taxes ci-dessus fixées seront payées par les preneurs de mandats et le produit en sera partagé par moitié entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Prusse.

3. Le montant de chaque mandat sera toujours exprimé, sur le mandat, en francs et centimes.

Les bases de la conversion de la monnaie française en monnaie prussienne et de la monnaie prussienne en monnaie française seront fixées, d'un commun accord, entre les deux administrations.

4. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou prussiens, en exécution de l'article 1^{er}, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce

soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe fixée par l'article 2.

5. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Prusse dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, des comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues sur lesdites sommes, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les deux administrations conviendront.

Le solde des comptes ci-dessus mentionnés sera établi en monnaie de France. A cet effet, les sommes portées dans lesdits comptes en monnaie prussienne seront réduites en francs, d'après les bases que les deux administrations arrêteront de concert, conformément à l'article 3.

6. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations, en échange de mandats d'articles d'argent, dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans un délai de huit années, à partir du jour du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

7. Des envois de fonds pourront être effectués, par l'intermédiaire des postes de France et de Prusse, tant de la France et de l'Algérie pour les royaumes de Hanovre et de Saxe, les grands-duchés de Mecklenbourg-Schwerin, de Mecklenbourg-Strelitz et d'Oldenbourg (moins les principautés de Birkenfeld et de Lubeck), le duché de Brunswick et le duché de Saxe-Altenbourg, que desdits États d'Allemagne pour la France et l'Algérie, sous les conditions fixées par les articles 1 à 6 de la présente Convention.

8. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Prusse désigneront, d'un commun accord, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents; elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article 5, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

9. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces derniers trois mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

10. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le troisième jour du mois de juillet de l'an de grâce 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé DE GOLTZ.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 25 Août 1865.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 13,633. — DÉCRET IMPÉRIAL pour l'exécution de la Convention conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse, pour l'échange des Mandats de poste.

Du 7 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention conclue, le 22 mars 1865⁽¹⁾, entre la France et la Suisse, pour l'échange des mandats de poste ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits, par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour la Suisse, que de la Suisse pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats spéciaux dits *mandats d'articles d'argent sur l'étranger*, tirés par des bureaux de l'administration des postes de France sur des bureaux de l'administration des postes de Suisse, et réciproquement.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de deux cents francs.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, n° 13,633.

2. Il sera perçu, pour chaque envoi de fonds effectué, en conformité des dispositions de l'article précédent, une taxe de vingt centimes par dix francs ou fraction de dix francs, laquelle taxe devra être payée par l'envoyeur.

3. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Suisse désigneront, d'un commun accord, les bureaux de poste qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu de l'article 1^{er}.

4. Le bureau qui émettra un mandat international adressera au bureau chargé de payer ce mandat un avis exprimant très-lisiblement et en toutes lettres, savoir :

1° Le nom du bureau expéditeur ;

2° Le nom du bureau et du pays de destination ;

3° La somme que ce dernier bureau devra payer au bénéficiaire du mandat ou à ses ayants droit ;

4° Les nom et prénoms de la personne au profit de laquelle le mandat aura été délivré ;

5° Les nom et prénoms de la personne qui aura effectué le versement donnant lieu au mandat.

5. Le paiement d'un mandat émis en vertu du présent décret ne sera exigible qu'au bureau de poste désigné sur le mandat comme chargé d'en acquitter le montant. Ce paiement ne pourra être effectué qu'après l'arrivée audit bureau de l'avis d'émission mentionné dans l'article précédent.

6. Les mandats dont le paiement n'aura pas été effectué par l'une des causes suivantes :

1° Différences ou omissions de noms de sommes, tant sur l'avis que sur le mandat ;

2° Omission de timbres,

Seront régularisés par les soins de l'administration qui les aura émis.

7. Les mandats d'articles d'argent tirés par les bureaux de l'administration des postes de France sur les bureaux de l'administration des postes de Suisse, et *vice versa*, seront valables pendant un délai de trois mois, à partir du jour de leur émission.

Passé ce terme, ils ne pourront plus être payés que sur un visa pour date donné par l'administration centrale des postes du Pays dont dépendront les bureaux qui auront émis les mandats.

8. Tout mandat émis en vertu du présent décret pourra être remboursé à l'envoyeur dans les délais fixés par l'article précédent, sur la production du titre au bureau qui l'aura délivré, mais seulement après la rentrée à ce bureau de l'avis d'émission désigné dans l'article 4.

9. Les mandats égarés, perdus ou détruits pourront être remplacés par des autorisations de paiement que délivrera l'administration qui aura émis ces mandats, lorsqu'il aura été constaté qu'ils n'auront été ni payés ni remboursés.

Ces autorisations ne pourront être délivrées que cinq mois, au

plus tôt, après la date de l'émission des mandats qu'elles remplaceraient.

10. L'envoyeur d'un mandat égaré, perdu ou détruit pourra obtenir le remboursement de ce mandat, pourvu qu'il produise à l'appui de sa demande de remboursement une déclaration du destinataire portant que le mandat n'a pas été aliéné, qu'il ne lui est pas parvenu ou qu'il a été détruit après sa réception.

11. Les sommes déposées en échange de mandats d'articles d'argent émis conformément à l'article 1^{er} du présent décret, et dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans un délai de huit années, à partir du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

12. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} octobre 1865.

13. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 7 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

Signé J. BAROCHER.

N° 13,634. — DÉCRET IMPÉRIAL pour l'exécution de la Convention de poste conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse.

Du 12 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention de poste conclue entre la France et la Suisse, le 22 mars 1865⁽¹⁾;

Vu les lois des 14 floréal an x (4 mai 1802) et 4 juin 1859;

Vu le décret organique sur la presse, du 17 février 1852⁽²⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France pour l'affranchissement jusqu'à destination des lettres ordinaires, des lettres chargées, des épreuves corrigées, des documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, des échantillons de marchandises sans valeur vénale,

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, n° 13,629.

⁽²⁾ n° 44rie, Bull. 490, n° 3651.

des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des cartes géographiques, des plans, des gravures, des photographies, des cartes de visite, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie à destination de la Suisse, seront payées par les envoyeurs conformément au tarif ci-après :

NATURE des correspondances.	CONDITIONS de l'affranchissement.	Taxe d'affranchissement à percevoir pour chaque lettre ou paquet portant une adresse particulière.
Lettres ordinaires.....	Facultatif.....	Trente centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes (A).
Lettres chargées.....	Obligatoire (A).	
Épreuves corrigées, papiers d'affaires et autres documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle.	Obligatoire.....	Cinquante centimes par deux cents grammes ou fraction de deux cents grammes.
Échantillons de marchandises sans valeur vénale, journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, cartes géographiques, plans, gravures, photographies, cartes de visite, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés.	Obligatoire.....	Cinq centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

(A) Par exception, la taxe à percevoir pour l'affranchissement des lettres adressées de France en Suisse sera de vingt centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, lorsque la distance existant en ligne droite entre le bureau français d'origine et le bureau suisse de destination ne dépassera pas trente kilomètres.

(B) La taxe à percevoir pour l'affranchissement de chaque lettre chargée se composera de la taxe applicable à une lettre ordinaire d'origine du même pays, et d'un droit fixe de quarante centimes, sans égard au poids de la lettre chargée.

2. Les taxes à percevoir, en vertu de l'article précédent, pour l'affranchissement des lettres ordinaires, pourront être acquittées par les envoyeurs au moyen des timbres d'affranchissement que l'administration des postes de France est autorisée à faire vendre.

Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre représenteront une somme inférieure à celle due pour l'affranchissement, le destinataire aura à payer une taxe égale à la différence existant entre la valeur desdits timbres et la taxe due pour une lettre non affranchie du même poids.

3. Les lettres chargées expédiées de la France et de l'Algérie pour la Suisse ne pourront être admises que sous enveloppe et fermées au moins de deux cachets en cire. Ces cachets devront porter une empreinte uniforme reproduisant un signe particulier à l'envoyeur et être placés de manière à retenir tous les plis de l'enveloppe.

4. Pour jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article 1^{er} du présent décret, les épreuves corrigées, les papiers

d'affaires et les autres documents manuscrits devront être placés sous bandes et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle ou pouvant en tenir lieu.

Les échantillons de marchandises ne seront admis à profiter de la modération de taxe qui leur est accordée par ledit article qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Quant aux journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, cartes géographiques, plans, gravures, photographies, cartes de visite, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour la Suisse, par la voie de la poste, ils devront être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les envoyeurs, conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, seront considérés et taxés comme lettres.

5. Les personnes qui voudront envoyer de la France et de l'Algérie des lettres chargées contenant des valeurs-papiers payables au porteur, pour la Suisse, pourront obtenir, jusqu'à concurrence de deux mille francs par lettre, le remboursement de ces valeurs en cas de perte ou de spoliation prévu par l'article 10 du présent décret, en faisant la déclaration de ces valeurs et en payant d'avance, indépendamment d'un droit fixe de quarante centimes et du port de la lettre, selon son poids, un droit proportionnel de vingt centimes par chaque cent francs ou fraction de cent francs.

6. Toute lettre pour laquelle l'envoyeur réclamera le bénéfice des dispositions de l'article précédent devra être sous enveloppe fermée au moyen de cinq cachets, au moins, en cire fine. Ces cachets devront porter une empreinte uniforme reproduisant un signe particulier à l'envoyeur et être disposés de manière à retenir tous les plis de l'enveloppe.

7. La déclaration du montant des valeurs contenues dans une lettre chargée devra être faite par l'expéditeur du côté de la suscription de l'enveloppe, à l'angle gauche supérieur, et sans rature ni surcharge, même approuvée.

Cette déclaration énoncera, en langue française, en francs et centimes et en toutes lettres, le montant des valeurs déclarées, sans autre indication.

8. Le montant des valeurs déclarées pour une seule lettre ne pourra pas excéder deux mille francs.

9. Le fait d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réellement insérée dans une lettre sera puni conformément à l'article 5 de la loi du 4 juin 1859.

10. Dans le cas où une lettre contenant des valeurs déclarées viendrait à être perdue ou spoliée, soit sur le territoire français, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration française, d'après la loi du 4 juin 1859, soit sur le territoire suisse, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes de Suisse, d'après la législation suisse, l'administration responsable payera ou fera payer à l'envoyeur et, à son défaut, au destinataire, dans un délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation, la somme qui aura été déclarée et pour laquelle les droits fixés par l'article 5 du présent décret auront été acquittés.

11. L'administration qui opérera le remboursement du montant des valeurs déclarées non parvenues à destination sera subrogée à tous les droits du propriétaire.

12. A cet effet, la partie prenante devra, au moment du remboursement, consigner par écrit les renseignements propres à faciliter la recherche des valeurs perdues et subroger à tous ses droits ladite administration.

13. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Suisse cesseront d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans toute lettre dont le destinataire aura donné reçu.

14. La perte d'une lettre chargée transmise en dehors des conditions déterminées par les articles 5, 6, 7 et 8 précédents n'entraînera, pour l'administration sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, que l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs, conformément à l'article 13 de la Convention du 22 mars 1865.

15. Les réclamations concernant, soit la perte des lettres chargées, soit la perte ou la spoliation des lettres renfermant des valeurs déclarées, ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi desdites lettres; passé ce terme, les réclamants n'auront droit à aucune indemnité.

16. L'envoyeur de toute lettre chargée, contenant ou non des valeurs déclarées, qui sera expédiée de la France ou de l'Algérie à destination de la Suisse, pourra demander, au moment du dépôt de cette lettre, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

17. Dans ce cas, il payera d'avance, pour le port de l'avis, une taxe uniforme de vingt centimes.

18. La taxe à percevoir par l'administration des postes de France pour toute lettre ordinaire non affranchie expédiée de la Suisse à destination de la France ou de l'Algérie sera de cinquante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Par exception, la taxe à percevoir pour les lettres non affranchies adressées de Suisse en France sera de trente centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, lorsque la distance existant en ligne

droite entre le bureau suisse d'origine et le bureau français de destination ne dépassera pas trente kilomètres.

17. Les lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste suisses, qui seront expédiées de la Suisse pour la France et l'Algérie, seront considérées comme non affranchies et taxées comme telles, sauf déduction du prix de ces timbres.

Toutefois, lorsque la taxe complémentaire à payer par le destinataire d'une lettre insuffisamment affranchie présentera une fraction de décime, il sera perçu un décime entier pour cette fraction.

18. La correspondance exclusivement relative au service public, adressée de Suisse en France et dont la circulation en franchise aura été autorisée sur le territoire suisse, sera délivrée sans taxe au destinataire, si l'autorité ou le fonctionnaire auquel elle est adressée jouit en France de la franchise ; mais si le destinataire ne jouit pas de la franchise, cette correspondance supportera la taxe territoriale dont sont passibles, en vertu de l'article 18 de la loi du 28 juin 1861, les lettres non affranchies circulant de bureau de poste à bureau de poste dans l'intérieur de la France.

19. Les lettres ordinaires, les lettres chargées contenant ou non des valeurs déclarées, les épreuves corrigées, les papiers manuscrits sous bande, les échantillons de marchandises, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés, les livres reliés, les brochures, les cartes géographiques, les plans, les gravures, les photographies, les cartes de visite, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, que l'administration des postes de Suisse livrera à l'administration des postes de France affranchis jusqu'à destination et qui porteront du côté de l'adresse l'empreinte d'un timbre fournissant les initiales P D, seront exempts de tout droit ou taxe à la charge des destinataires.

20. Les imprimés désignés dans les articles 1 et 19 précédents ne seront reçus ou distribués par les bureaux dépendant de l'administration des postes de France, qu'autant qu'il aura été satisfait à leur égard aux lois, décrets, ordonnances ou arrêtés qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

21. Il ne sera admis à destination de la Suisse aucun paquet ou lettre qui contiendrait, soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit enfin tout autre objet passible de droits de douane.

22. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} octobre prochain.

23. Sont et demeurent abrogées les dispositions du décret du 6 juin 1850⁽¹⁾, concernant les correspondances échangées entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Suisse.

24. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances

est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au camp de Châlons, le 12 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

Signé J. BAROQUE.

N° 13,635. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Taxes à percevoir, 1° pour l'affranchissement des Lettres ordinaires, des Lettres chargées et des Imprimés déposés dans les Bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte, à destination de la Suisse; 2° sur les Lettres non affranchies expédiées de la Suisse à destination des Bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte.

Du 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention de poste conclue, le 22 mars 1865 ⁽¹⁾, entre la France et la Suisse;

Vu notre décret du 3 décembre 1856 ⁽²⁾, relatif aux correspondances originaires ou à destination des bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte;

Vu la loi du 30 mai 1838;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France pour l'affranchissement des lettres ordinaires, des lettres chargées et des imprimés déposés dans les bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte, à destination de la Suisse, seront payées par les envoyeurs, conformément au tarif ci-après :

NATURE des correspondances.	CONDITION de l'affranchisse- ment.	LIMITE de l'affranchisse- ment.	TAXE d'affranchissement à percevoir	
			pour chaque lettre et par chaque poids de 7 1/2 grammes ou fraction de 7 1/2 grammes.	pour chaque paquet d'imprimés portant une adresse particulière et par chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Lettres ordinaires.....	Facultatif.....	Destination... ..	0 ^f 60 ^c	„
Lettres chargées.....	Obligatoire... ..	Destination... ..	1 20	„
Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Obligatoire... ..	Destination... ..	„	0 ^f 10 ^c

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, n° 13,629.

⁽²⁾ Bull. 448, n° 4158.

2. La taxe à percevoir, par l'administration des postes de France, sur les lettres non affranchies expédiées de la Suisse à destination des bureaux de poste français établis en Turquie et en Egypte, sera, pour chaque lettre, de soixante centimes par chaque poids de sept grammes et demi ou fraction de sept grammes et demi.

3. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} octobre 1865.

4. Sont et demeurent abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions du décret susvisé du 3 décembre 1856.

5. Notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 16 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur : 1865

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du ministère des finances,

Signé J. BAROCHÉ.



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Septembre 1865.

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat, au département de la Justice et des Cultes.

J. BAROCHÉ.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1333.

N° 13,636. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de l'Arrangement conclu entre la France et la République orientale de l'Uruguay, le 7 juillet 1865, relativement au maintien de la Convention de commerce et de navigation signée, le 8 avril 1836, entre la France et l'Uruguay.

Du 3 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Arrangement relatif au maintien de la convention de commerce et de navigation, du 8 avril 1836⁽¹⁾, entre la France et la République orientale de l'Uruguay, ayant été conclu, le 7 juillet 1865, entre notre consul général et chargé d'affaires à Montevideo, dûment autorisé, et le ministre secrétaire d'État au département des relations extérieures de la République de l'Uruguay, ledit Arrangement, dont la teneur suit, est approuvé et recevra sa pleine et entière exécution.

ARRANGEMENT

Pour la remise en vigueur de la Convention du 8 avril 1836, entre la France et la République orientale de l'Uruguay.

Les soussignés, M. Daniel-Pierre-Martin Maillefer, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. chargé d'affaires et consul général de Sa Majesté l'Empereur des Français, d'une part, et, de l'autre, Son Excellence le docteur don Carlos de Castro, ministre secrétaire d'État au département des relations extérieures de la République orientale de l'Uruguay;

Considérant que les circonstances n'ont pas permis jusqu'à présent de remplacer par le traité en forme, qui doit être conclu en temps

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 722, n° 8586.

opportun, la Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation, signée entre la France et la République orientale de l'Uruguay, le 8 avril 1836;

Attendu, toutefois, que le Gouvernement impérial et celui de la République attachent un égal intérêt à maintenir et à développer, par la concession de garanties mutuelles, les relations avantageuses qui existent entre les deux Pays;

Et, en dernier lieu, que le Gouvernement provisoire de la République se trouve investi des pouvoirs suffisants pour remettre en vigueur, pour le terme de deux ans, à compter de cette date, la susdite Convention préliminaire; devant être consignées par un article additionnel les stipulations de l'article 2, paragraphe 3, et de l'article 3, paragraphe 4, du Traité célébré entre la République et la Prusse et les États du Zollverein, le 23 juin 1856, — lequel est une loi de la nation, — et qui sont également établies à l'article 11 additionnel du Traité conclu avec la Belgique, le 16 septembre 1853;

A ces causes, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. La Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation conclue, le 8 avril 1836, entre la France et la République orientale de l'Uruguay, est de nouveau mise en vigueur et maintenue dans tous ses effets jusqu'au 7 juillet 1867.

2. Il demeure néanmoins entendu que, des effets de l'article antérieur, seront considérées comme exceptées les stipulations consignées à l'article 2, paragraphe 3, et à l'article 3, paragraphe 4, du Traité mentionné ci-dessus, conclu entre la République et la Prusse et les États du Zollverein, relativement à la navigation de cabotage et aux pays limitrophes et voisins, lesquelles stipulations sont conçues comme il suit :

• Art. 2, § 3. Il est déclaré expressément ici que, dans les stipulations du présent article, n'est point comprise la navigation de cabotage entre un port et un autre situés dans le même territoire; mais on ne considérera pas comme cabotage qu'un navire d'outre-mer complète graduellement son chargement dans divers ports du territoire d'une des Parties contractantes, ou qu'il décharge successivement dans divers ports. Si, sur ce point, une franchise plus grande était accordée de la part de la République orientale à toute autre nation qui ne serait ni limitrophe ni voisine, elle sera entendue comme concédée aux sujets et navires des États du Zollverein.

• Art. 3, § 4. L'égalité ou assimilation établie par cet article ne comprend pas le cas où des faveurs, privilèges ou exemptions en matière de commerce et de navigation seraient concédés aux pays limitrophes et voisins ou aux citoyens et sujets de ces pays. Mais si l'on avait accordé ou si l'on accordait à un pays quelconque, qui ne serait pas des susmentionnés, l'avantage d'être considéré comme la

« nation la plus favorisée sans la restriction contenue dans le présent
« Traité, cet avantage sera réputé acquis aux États du Zollverein. »

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Arrangement
et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double expédition, à Montevideo, le 7 Juillet de l'an de
grâce 1865.

(L. S.) Signé M. MAILLEFER.

(L. S.) Signé C. DE CASTRO.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étran-
gères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Fontainebleau, le 3 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROUX DE LUYZ.

Signé J. BAROCHE.

N° 13,637. — DÉCRET IMPÉRIAL portant réception du Bref qui confère à M. l'abbé
Lebrec le titre de Protonotaire apostolique ad instar participantium.

Du 31 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au
département de la justice et des cultes ;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 18 germinal an x ;

Vu le bref pontifical, en date du 3 juin 1864, qui confère à M. l'abbé Lebrec
le titre de *protonotaire apostolique ad instar participantium* ;

Vu la proposition de l'évêque de Coutances, en date du 10 juin ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le bref délivré à Rome par Sa Sainteté le pape Pie IX,
le 3 juin 1864, qui confère à M. l'abbé Lebrec, vicaire général du
diocèse de Coutances, le titre de *protonotaire apostolique ad instar*
participantium, est reçu et sera publié dans l'Empire en la forme
ordinaire.

2. Ledit bref sera reçu sans approbation des clauses, formules ou
expressions qu'il renferme, et qui sont ou pourraient être contraires
à la Constitution, aux lois de l'Empire, aux franchises, libertés et

maximes de l'Eglise gallicane, et sans qu'il puisse résulter d'ailleurs de la publication dudit bref aucune détermination de rang ou de pré-séance ecclésiastique en France.

3. Ledit bref sera transcrit en latin et en français sur les registres de notre Conseil d'Etat; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du Conseil.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 31 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

N° 13,638. — *DÉCRET IMPÉRIAL, qui autorise la fondation, à Paris, d'un Établissement de Sœurs des Écoles chrétiennes de la Miséricorde.*

Du 31 Juillet 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'Etat entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière et enseignante des sœurs des écoles chrétiennes de la Miséricorde, existant à Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche) en vertu d'un décret du 30 avril 1851⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Paris (Seine), quartier de Plaisance, un établissement de sœurs de son ordre, à la charge par les membres de cet établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs des écoles chrétiennes de la Miséricorde, à Saint-Sauveur-le-Vicomte, est autorisée à acquérir de divers, moyennant une somme totale de cent soixante et seize mille huit cent soixante-six francs soixante-six centimes, égale au montant de l'estimation, et aux clauses et conditions d'actes notariés, en date des 12 et 15 mai 1860 et 3 avril 1861, divers immeubles situés à Paris, quartier de Plaisance, énumérés dans

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 388, n° 2938.

ces salles et destinées à l'établissement des sœurs de cet ordre reconnues dans le quartier de Plaisance par l'article 1^{er} du présent décret.

Il sera pourvu au paiement de ces acquisitions au moyen des excédants de recettes de cet établissement et de la congrégation mère de Saint-Sauveur-le-Vicomte.

Ses hauteurs des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 31 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,

Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,639. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fait cesser l'Intérim du Ministère d'État.

Du 16 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'Intérim du ministère d'État, confié à M. le maréchal Vaillant, ministre de notre Maison et des beaux-arts, cessera à partir du 18 août 1865, et M. Rouher reprendra l'exercice de ses fonctions.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au camp de Châlons, le 16 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,640. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'établissement et l'exploitation, à Reims, d'un Magasin général avec Salle de Ventes publiques.

Du 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la demande formée par le sieur *Luzzani*, à l'effet d'être autorisé à établir et à exploiter, à Reims, un magasin général avec une salle de ventes publiques ;

Vu les plans produits à l'appui de la demande ;

Vu les avis émis relativement à cette demande par la chambre et le tribunal de commerce de Reims et par le préfet de la Marne ;

Vu les lois du 28 mai 1858 et les décrets des 12 mars 1859⁽¹⁾ et 30 mai 1863⁽²⁾ ;

La section des finances, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le sieur *Luzzani* est autorisé à établir et à exploiter à Reims (Marne), conformément aux lois du 28 mai 1858 et aux décrets des 12 mars 1859 et 30 mai 1863, un magasin général dans les locaux situés près de la porte Gerbert, et une salle de ventes publiques dans un immeuble situé rue de Talleyrand, n° 19, le tout conformément aux plans ci-dessus visés, qui resteront annexés au présent décret.

2. Le permissionnaire devra, avant d'user de la présente autorisation, fournir, pour la garantie de sa gestion, un cautionnement de quinze mille francs (15,000^f), dont le montant sera versé en espèces ou valeurs publiques françaises à la caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article 2 du décret du 12 mars 1859 susvisé.

Le chiffre de ce cautionnement pourra être élevé ultérieurement, s'il y a lieu, la chambre et le tribunal de commerce et le permissionnaire entendus.

3. Transitoirement et jusqu'après l'achèvement des constructions à élever sur le terrain situé près la porte Gerbert, le permissionnaire est autorisé à installer son magasin général dans l'immeuble situé rue de Talleyrand, n° 19.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **ARMAND BÉHIC.**

⁽¹⁾ Bull. 673, n° 6304

⁽²⁾ Bull. 1126, n° 11,371.

N° 13,641. — DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs de la troisième circonscription du département de l'Oise, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.

Du 30 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾ ;

Attendu le décès de *M. Lemaire*, député de la troisième circonscription du département de l'Oise,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la troisième circonscription du département de l'Oise sont convoqués pour les 23 et 24 septembre prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Août 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé **LA VALETTE**.

N° 13,642. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1^o Le mineur *Gremion (Charles-Félix)*, né à Vincennes (Seine), le 8 juin 1848, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Menuau*, et à s'appeler, à l'avenir, *Gremion-Menuau*.

2^o *M^{lle} Cadiot (Noémie)*, artiste statuaire, née le 12 décembre 1828, à Paris, y demeurant, est autorisée à ajouter à son nom patronymique celui de *Claude-Vignon*, et à s'appeler, à l'avenir, *Cadiot-Claude-Vignon*.

3^o Les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,643. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur)
portant ce qui suit :

Le commissariat de police établi à la résidence de Suippes (Marne), en vertu du décret du 17 janvier 1858⁽¹⁾, est supprimé.

La juridiction du commissariat spécial de police du camp de Châlons, établi à la résidence de Mourmelon (Marne) par le décret du 2 mai 1860⁽²⁾, est étendue à toutes les communes du canton de Suippes. (*Paris, 30 Août 1865.*)

⁽¹⁾ Bull. 16, n° 126.

⁽²⁾ Bull. 799, n° 7688.



Certifié conforme :

Paris, le 11^e Septembre 1865.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1334.

N° 13,644. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui exempte de la prohibition prononcée par l'Ordonnance du 23 février 1837 les Pistolets de poche, révolvers ou autres, fabriqués pour l'exportation.

Du 26 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'ordonnance royale du 23 février 1837⁽¹⁾, portant prohibition des pistolets de poche ;

Vu les avis de nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La prohibition prononcée par l'ordonnance du 23 février 1837 ne s'applique pas aux pistolets de poche, révolvers ou autres, fabriqués pour l'exportation.

2. Ceux qui voudront se livrer à cette fabrication devront obtenir préalablement l'autorisation du ministre de l'intérieur, auquel appartiennent, en cette matière, les attributions conférées au ministre de la guerre, en ce qui touche les armes de guerre, par le décret impérial du 6 mars 1861⁽²⁾, et se conformer, d'ailleurs, aux dispositions des articles 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9 et 18 de ce décret.

3. En cas de péremption des délais fixés dans l'article 18 pour le transport au lieu de destination, pour la sortie, le récépissé du préfet du département expéditeur est présenté au préfet du département auquel appartient la douane de sortie, et revêtu par ce fonctionnaire de l'autorisation de passer outre.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 482, n° 6721.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 912, n° 8830.

de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,645. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à l'importation, en France, des Animaux domestiques dont l'entrée présenterait des dangers au point de vue du Typhus contagieux des Bêtes à cornes.*

Du 5 Septembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Considérant que la peste bovine, *Rinderpest* des Allemands, *cattle plague* des Anglais, plus généralement connue en France sous le nom de *typhus contagieux des bêtes à cornes*, règne dans plusieurs États du nord et de l'est de l'Europe ;

Que cette épizootie est essentiellement contagieuse, que la rapidité actuelle des communications peut favoriser son importation en France par des bestiaux provenant des pays infectés ;

Vu l'article 1^{er} de l'ordonnance du roi, du 6 janvier 1739 ;

Vu la loi du 6 octobre 1791, titre I^{er}, section IV, article 20,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'importation en France des animaux domestiques dont l'entrée présenterait des dangers au point de vue du *typhus contagieux* pourra être interdite ou subordonnée à telles mesures qui pourraient être nécessaires pour prévenir l'invasion de la maladie.

2. Des arrêtés de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics détermineront les frontières ou portions de frontières où l'introduction et le passage en transit des animaux domestiques pourront être interdits, et les conditions auxquelles cette introduction et ce passage pourront être autorisés.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 5 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 15,646. — DÉCRET IMPÉRIAL qui, 1° ajoute les Savons autres que de parfumerie, fabriqués en Corse, à la nomenclature des Produits admissibles en franchise sur le Continent français; 2° soumet à l'intégralité des droits d'entrée exigibles sur le Continent français les Huiles fixes pures, de toute provenance, et les Soudes importées de l'étranger en Corse.

Du 5 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics :

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Vu l'article 2 de la loi du 26 juin 1835;

Vu l'article 7 de la loi du 6 mai 1841.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les savons autres que de parfumerie, fabriqués en Corse, sont ajoutés à la nomenclature des produits admissibles en franchise sur le continent français, sous l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 7 de la loi du 6 mai 1841.

Les huiles fixes pures, de toute provenance, et les soudes importées de l'étranger en Corse, sont soumises à l'intégralité des droits d'entrée exigibles sur le continent français.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 5 Septembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **ARMAND BÉHIC**.

N° 15,647. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Manche n° 8, de Coutances à Avranches, entre l'origine de la route, à la sortie de Coutances, et le village de la Besletière, suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâ-

dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 3 Juin 1864.*)

N° 13,648. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

La route établie latéralement au quai de l'Impératrice, à Laval (Mayenne), entre la route impériale n° 12 et la route départementale n° 1, est et demeure classée comme prolongement de cette dernière, conformément à la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

Est et demeure déclassée la partie de la route départementale n° 1 comprise entre le quai de l'Impératrice et la route impériale n° 159. (*Paris, 3 Juin 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 11^e Septembre 1865.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1335.

N° 13,649. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 90 Cessions de Brevets d'invention.*

Du 12 Avril 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, le 1^{er} juillet 1864, faite, suivant acte en date du 4 juin de la même année, au sieur Jean-Baptiste Musselin aîné, négociant, demeurant à Bernay, par le sieur Loiseau, des droits qui lui restent sur le brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 7 mai 1859, pour un mécanisme applicable aux métiers à rubans.

2^{de} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 2 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 16 juin de la même année, au sieur Lowinski-Yvose, négociant, demeurant à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 21, par le sieur Yvon, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 juillet 1856, pour un système de sommiers élastiques.

3^{de} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 2 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 16 juin de la même année, au sieur Lowinski-Yvose, négociant, demeurant à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 21, par le sieur Yvon, de tous ses droits au brevet d'invention qu'il a pris, le 17 novembre 1860, pour un système de construction des objets de literie.

4^{de} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 30 avril de la même année, à la société centrale des bétons agglomérés, système Coignet, société à responsabilité limitée, ayant son siège à Paris, par le sieur Coignet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 mars 1855, pour un béton économique sans chaux hydraulique.

5^{de} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 30 avril de la même année, à la société centrale des bétons agglomérés, système Coignet, société à responsabilité limitée, ayant son siège à Paris, par le sieur Coignet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 mars 1855, pour l'emploi de toute espèce de béton dans les constructions en général.

6^{de} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 30 avril de la même année, à la société centrale des bétons agglomérés, système Coignet, société à responsabilité

dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 3 Juin 1865.*)

N° 13,648. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

La route établie latéralement au quai de l'Impératrice, à Laval (Mayenne), entre la route impériale n° 12 et la route départementale n° 1, est et demeure classée comme prolongement de cette dernière, conformément à la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

Est et demeure déclassée la partie de la route départementale n° 1 comprise entre le quai de l'Impératrice et la route impériale n° 159. (*Paris, 3 Juin 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 11^e Septembre 1865.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1335.

N° 13,649. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 90 Cessions de Brevets d'invention.*

Du 12 Avril 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, le 1^{er} juillet 1864, faite, suivant acte en date du 4 juin de la même année, au sieur Jean-Baptiste Masselin aîné, négociant, demeurant à Bernay, par le sieur Loiseau, des droits qui lui restent sur le brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 7 mai 1859, pour un mécanisme applicable aux métiers à rubans.

2^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 2 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 16 juin de la même année, au sieur Lowinski-Yvose, négociant, demeurant à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 21, par le sieur Yvon, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 juillet 1856, pour un système de sommiers élastiques.

3^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 2 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 16 juin de la même année, au sieur Lowinski-Yvose, négociant, demeurant à Paris, rue Neuve-Popincourt, n° 21, par le sieur Yvon, de tous ses droits au brevet d'invention qu'il a pris, le 17 novembre 1860, pour un système de construction des objets de literie.

4^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 30 avril de la même année, à la société centrale des bétons agglomérés, système Coignet, société à responsabilité limitée, ayant son siège à Paris, par le sieur Coignet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 mars 1855, pour un béton économique sans chaux hydraulique.

5^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 30 avril de la même année, à la société centrale des bétons agglomérés, système Coignet, société à responsabilité limitée, ayant son siège à Paris, par le sieur Coignet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 mars 1855, pour l'emploi de toute espèce de béton dans les constructions en général.

6^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1864, faite suivant acte en date du 30 avril de la même année, à la société centrale des bétons agglomérés, système Coignet, société à responsabilité

limitée, ayant son siège à Paris, par le sieur Coignet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 juin 1855, pour la construction de silos en béton moulé et comprimé.

7° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 30 avril de la même année, à la société centrale des bétons agglomérés, système Coignet, société à responsabilité limitée, ayant son siège à Paris, par le sieur Coignet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 janvier 1857, pour la confection de trottoirs ou dallages monolithes.

8° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 30 avril de la même année, à la société centrale des bétons agglomérés, système Coignet, société à responsabilité limitée, ayant son siège à Paris, par le sieur Coignet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 octobre 1859, pour un système de construction des digues et travaux à la mer.

9° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 30 avril de la même année, à la société centrale des bétons agglomérés, système Coignet, société à responsabilité limitée, ayant son siège à Paris, par le sieur Coignet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 10 novembre 1859, pour préparation et moyens de préparation, et applications générales et particulières d'un genre de béton dit *béton plastique*.

10° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 30 avril de la même année, à la société centrale des bétons agglomérés, système Coignet, société à responsabilité limitée, ayant son siège à Paris, par le sieur Coignet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 novembre 1859, pour un système de voies de communication et conduits dans la ville.

11° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 30 avril de la même année, à la société centrale des bétons agglomérés, système Coignet, société à responsabilité limitée, ayant son siège à Paris, par le sieur Coignet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 octobre 1861, pour perfectionnements apportés à la préparation du béton plastique et l'obtention de marbres artificiels et de toutes espèces de pierres à l'aide de matières en poudre susceptibles de prise et de durcissement.

12° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 30 avril de la même année, à la société centrale des bétons agglomérés, système Coignet, société à responsabilité limitée, ayant son siège à Paris, par le sieur Coignet, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 janvier 1863, pour la fabrication en béton des pierres dures artificielles, polies, de couleurs variées, et de pierres artificielles sculptées.

13° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 1^{er} du même mois, au sieur Léon Jacquet, négociant, demeurant à Paris, rue Hauteville, n° 47, par la société Briand et compagnie, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 janvier 1853, par le sieur Briand, dont elle est cessionnaire, pour un fusil de sûreté, avec l'application du système aux pistolets, etc.

14° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 20 juillet 1864, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Vernet et son collègue, notaires, à Lyon, le 6 du même mois, portant adjudication au profit des sieurs Isaac Montet et François Girodon, négociants, demeurant à Chassagny, d'un brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 février 1863, par le sieur François Stocker, et dont le sieur Antoine Faury a été judiciairement déclaré copropriétaire avec lui, pour un genre de combustible dit *combustible Stocker*.

15° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 20 juillet 1864, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Vernet et son collègue, notaires, à Lyon, le 6 du même mois, et portant adjudication au profit des sieurs Isaac Montet et François Girodon, négociants, demeurant à Chassagny, d'un brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 septembre 1862, par le sieur François Stocker, et dont le sieur Antoine Faury a été judiciairement déclaré

copropriétaire avec lui, pour la composition d'une substance combustible dite *pâte de carbone*.

16° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 3 du même mois, au sieur Joachim-Joseph Ducomet, par le sieur Estienvrot, de sa part indivise du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 mai 1861, en commun avec ledit sieur Ducomet, pour un système de manomètre métallique.

17° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, le 23 juillet 1864, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Digeon, notaire, à Amiens, le 6 juin de la même année, et portant adjudication au profit de la demoiselle Irma-Adèle Delépine, sous le nom du sieur Napoléon-Frédéric Pilastre, receveur de rentes, demeurant à Amiens, qui lui en a passé déclaration de *command* par le même acte, d'un brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1857, par le sieur Jérôme, pour un système de parachoc applicable aux locomotives et wagons des chemins de fer.

18° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, le 23 juillet 1864, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Digeon, notaire, à Amiens, le 6 juin de la même année, et portant adjudication au profit de la demoiselle Irma-Adèle Delépine, sous le nom du sieur Napoléon-Frédéric Pilastre, receveur de rentes, demeurant à Amiens, qui lui en a passé déclaration de *command* par le même acte, d'un brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1856, par le sieur Jérôme, pour un système propre à moudre tous les grains.

19° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, le 23 juillet 1864, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Digeon, notaire, à Amiens, le 6 juin de la même année, et portant adjudication au profit de la demoiselle Irma-Adèle Delépine, sous le nom du sieur Napoléon-Frédéric Pilastre, receveur de rentes, demeurant à Amiens, qui lui en a passé déclaration de *command* par le même acte, d'un brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1856, par le sieur Jérôme, pour une machine à décortiquer tous les grains et graines.

20° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, le 23 juillet 1864, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Digeon, notaire, à Amiens, le 6 juin de la même année, et portant adjudication au profit de la demoiselle Irma-Adèle Delépine, sous le nom du sieur Napoléon-Frédéric Pilastre, receveur de rentes, demeurant à Amiens, qui lui en a passé déclaration de *command* par le même acte, d'un brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 février 1851, par le sieur Jérôme, pour un système de nettoyer les grains à la *Jérôme-française*.

21° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, le 23 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 15 du même mois, aux sieurs François-Christophe-Nicolas-Juvénal Viellard, maître de forges, à Morvillers (Haut-Rhin), Eugène-Alexandre-Désir Boucher, manufacturier, demeurant à Paris, rue Turgot, n° 11, et Louis-Étienne-Alphonse Jobez, maître de forges, demeurant à Siam (Jura), par le sieur Pigeot, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 novembre 1863, pour la fabrication des clous à ferrer et autres par procédés mécaniques.

22° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 juillet 1864, faite, suivant acte en date du 20 du même mois, au sieur Louis-François Boulenger, employé de commerce, demeurant à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, par le sieur Rushton, de tous ses droits au brevet d'invention, expirant le 19 janvier 1877, qu'il a pris, le 20 juillet 1863, pour perfectionnements dans les machines à tresser les fils de coton et d'autres substances textiles sur les cerceaux métalliques des crinolines pour fixer les tresses et les empêcher de glisser.

23° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 30 juillet 1864, telle qu'elle résulte de l'acte de partage du 13 du même mois, contenant abandon au sieur Antonio-Candido Nascentes d'Azambuja, propriétaire, demeurant à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 42, par le sieur Hautrive, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 août 1868, pour l'application du feutre goudronné aux tuyaux de gaz.

24° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 30 juillet 1864, telle qu'elle résulte de l'acte de partage du 13 du même mois, contenant abandon au sieur Antonio-Candido Nascentes d'Azambuja, proprié-

taire, demeurant à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 42, par le sieur Hautrive, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 janvier 1864, pour la fabrication de tuyaux en feutre dits *asphaltiques*.

25° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 1^{er} août 1864, faite, suivant acte en date du 5 juillet précédent, aux sieurs Piaton, Michel et compagnie, teinturiers, demeurant à Lyon, rue de la Quarantaine, par les sieurs Schaal père et fils, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 13 juillet 1863, pour perfectionnements aux machines à laver les filaments en écheveaux.

26° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, le 2 août 1864, faite, suivant acte en date du 7 avril de la même année, aux sieurs Henri Flament et compagnie, négociants, demeurant à Paris, boulevard du Temple, n° 18, par le sieur Dallot, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 octobre 1861, pour un système de scie portative circulaire.

27° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Indre, le 5 août 1864, faite, suivant acte en date du 11 avril de la même année, à la dame veuve Crombez, demeurant à Tournay (Belgique), par le sieur Delaroche, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 novembre 1855, par le sieur Comtois, dont il est cessionnaire, pour un système de fours à chaux.

28° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 6 août 1864, faite, suivant acte en date du 27 avril de la même année, à la société Clément et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 40, par le sieur Meyer (Louis), de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 janvier 1862, pour application de tissus en bourre de soie à l'impression des rouleaux pour étoffes, papiers peints, etc.

29° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 31 août 1864, faite, suivant acte en date du 2 du même mois, à la société Lobereau et Collet, dont le siège est à Paris, par le sieur Joseph Laubereau, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 septembre 1862, pour des perfectionnements dans les machines caloriques.

30° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 20 août de la même année, à la société R. Cresswell, A. Tavernier et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Malher, n° 12, par le sieur Édouard Dodé, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 avril 1864, pour l'application du platinage à l'obtention des glaces et des miroirs.

31° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 20 août de la même année, à la société R. Cresswell, A. Tavernier et compagnie, dont le siège est à Paris, rue Malher, n° 12, par le sieur Édouard Dodé, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 juin 1864, pour un système de dorure brillante, sans brunissage, de tous objets en verre et en cristal.

32° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 9 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 25 mars de la même année, à la société Moison et compagnie, dont le siège est à Elbeuf (Seine-Inférieure), par le sieur François-Théophile Moison, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 février 1858, pour un procédé de nettoyage des matières organiques.

33° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 9 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 25 mars de la même année, à la société Moison et compagnie, dont le siège est à Elbeuf (Seine-Inférieure), par le sieur François-Théophile Moison, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 juin 1863, pour perfectionnements au dégraissage des tissus, fils et autres matières textiles.

34° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, le 15 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 14 du même mois, au sieur Henri-Léon Jérôme fils, négociant, à Mouy, par le sieur François-Théophile Moison, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1858, pour un procédé de nettoyage des matières organiques.

35° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 15 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 30 août de la même année, au sieur Jules-Antoine Boivin, orfèvre, demeurant à Paris, rue Duperré.

n° 11, par le sieur Nicolas-Donatien Bourgueil, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 août 1854, pour une salière en cristal à double colonne.

36° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 1^{er} du même mois, au sieur Achille Baudouin, négociant, demeurant à Paris, rue des Récollets, n° 3, agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de liquidateur de la société Baudouin frères, par le sieur Alphonse-Anselme-Antoine de Rostaing, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 avril 1858, pour un appareil diviseur des corps liquéfiés.

37° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 1^{er} du même mois, au sieur Baudouin (Achille), négociant, demeurant à Paris, rue des Récollets, n° 3, agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de liquidateur de la société Baudouin frères, par le sieur Alphonse-Anselme-Antoine de Rostaing, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 7 avril 1863, pour fabrication du fer avec la fonte en état de division.

38° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 septembre 1864, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^{rs} Delapalme et son collègue, notaires, à Paris, le 30 novembre 1861, et portant adjudication au profit du sieur Alexandre-Michel-François Boulanger, demeurant à Paris, quai Bourbon, n° 21, d'un brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 octobre 1860, par le sieur Jean-Jules Hardy, pour une machine à marteler les métaux en feuilles.

39° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 20 septembre 1864, faite, suivant acte en date des 29 juillet et 1^{er} août de la même année, à la société civile formée entre les sieurs Rouquayrol, Denayrouse, Marcilhacy et Calvet-Rogniat, par le sieur Rouquayrol, de tous ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 avril 1860, pour un régulateur Rouquayrol destiné à régulariser l'écoulement des gaz comprimés.

40° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 20 septembre 1864, faite, suivant acte en date des 29 juillet et 1^{er} août de la même année, à la société civile formée entre les sieurs Rouquayrol, Denayrouse, Marcilhacy et Calvet-Rogniat, par le sieur Rouquayrol, de tous ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 août 1863, pour une pompe soufflante à piston dormant et noyé et compresseur-compensateur.

41° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 20 septembre 1864, faite, suivant acte en date des 29 juillet et 1^{er} août de la même année, à la société civile formée entre les sieurs Rouquayrol, Denayrouse, Marcilhacy et Calvet-Rogniat, par le sieur Rouquayrol, de tous ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 janvier 1862, pour un appareil dit *isoleur Rouquayrol*, devant servir à procurer de l'air pur aux ouvriers travaillant dans une atmosphère délétère.

42° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 20 septembre 1864, faite, suivant acte en date des 29 juillet et 1^{er} août de la même année, à la société civile formée entre les sieurs Rouquayrol, Denayrouse, Marcilhacy et Calvet-Rogniat, par le sieur Rouquayrol, de tous ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 juin 1864, pour moyens propres à protéger les plongeurs.

43° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 21 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 8 du même mois, au sieur Hippolyte Brocard fils, mécanicien, demeurant à Saint-Maur, près de Charenton (Seine), rue du Pont-de-Creteil, n° 13, par le sieur Leroux, de tous ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 juillet 1861, pour un système de joint métallique pour raccord de tuyaux, plaques et autres destinations.

44° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 septembre 1864, faite, suivant acte en date des 23, 24 et 26 août, 8 et 12 septembre de la même année, à la société de l'embranchage électrique, par le sieur Achard, de tous ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 mai 1856, pour des additions et des perfectionnements apportés à l'em-

brayage électrique, déjà breveté le 20 mars 1855, dit actuellement *embrayage électrique hélicoïdal*.

45° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 28 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 6 août de la même année, à la société en nom collectif E. Gellerat et compagnie, par le sieur Ballaison, de tous ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 août 1860, pour un rouleau à vapeur pour les chemins macadamisés.

46° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 29 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 12 août de la même année, au sieur Pierre-Joseph Berchoud, propriétaire, demeurant à Paris-Belleville, cité Lemière, par le sieur Legris, de tous ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 octobre 1856, par le sieur Leseure, dont il est cessionnaire, pour machine à broder en velours.

47° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 29 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 12 août de la même année, au sieur Pierre-Joseph Berchoud, propriétaire, demeurant à Paris-Belleville, cité Lemière, par le sieur Legris, de tous ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 octobre 1861, par le sieur Leseure, dont il est cessionnaire, pour une machine à broder à deux aiguilles jumelles et à deux fils continus s'enlaçant progressivement en zigzag sur le tissu et la piste à suivre.

48° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 29 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 12 août de la même année, au sieur Pierre-Joseph Berchoud, propriétaire, demeurant à Paris-Belleville, cité Lemière, par le sieur Legris, de tous ses droits à la propriété du brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 octobre 1861, par le sieur Leseure, dont il est cessionnaire, pour une machine à broder à deux aiguilles jumelles et à deux fils continus s'enlaçant progressivement droit sur le tissu et la piste à suivre.

49° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 29 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 9 du même mois, aux sieurs A. Cohen et compagnie, négociants, demeurant à Paris, rue Hauteville, n° 66, par le sieur Francis-Bernard de Kéramenan, de tous ses droits au brevet d'invention, expirant le 23 octobre 1874, qu'il a pris, le 26 janvier 1861, pour un système de lampe pouvant brûler toutes espèces d'huiles sans cheminée de verre, sans odeur et sans fumée.

50° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 29 septembre 1864, faite, suivant acte en date du 9 du même mois, aux sieurs A. Cohen et compagnie, négociants, à Paris, rue Hauteville, n° 66, par le sieur Francis-Bernard de Kéramenan, de tous ses droits au brevet d'invention, expirant le 23 octobre 1874, qu'il a pris, le 28 janvier 1863, pour un système de lampes-lanternes.

51° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 6 octobre 1864, faite, suivant acte en date des 24, 26 et 27 septembre de la même année, à la société Viehhauset et compagnie, dont le siège est à Puteaux, rue de Paris, n° 25, par le sieur Pelletier, de sa part indivise du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris conjointement avec le sieur Picard, le 23 octobre 1862, pour un système de tannage des cuirs et peaux dit *tannage à sec*, système Picard.

52° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 octobre 1864, faite, suivant acte en date du 24 septembre de la même année, au sieur Maurice-François-Louis Pelegry, demeurant à Toulouse, rue de la Dalbade, n° 29, par le sieur Maillard, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 novembre 1852, pour un système de fermeture dit *système Maillard*, applicable aux devantures de boutiques, de magasins, etc.

53° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 11 octobre 1864, faite, suivant actes en date des 11 et 13 décembre 1863 et 13 et 14 juillet 1864, à la société à responsabilité limitée *la Fuchsine*, dont le siège est à Lyon, place Impériale, n° 44, par la société Renard frères et Franc, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mars 1859, par les sieurs Renard frères, dont elle est cessionnaire, pour préparation et emploi d'une matière colorante rouge.

54° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 11 octobre 1864, faite, suivant actes en date des 11 et 13 décembre 1863 et 13 et 14 juillet 1864, à la société à responsabilité limitée *la Fuchsine*, dont le siège est à Lyon, place Impériale, n° 44, par la société Renard frères et Franc, de ses droits

au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juillet 1859, par le sieur Franc, dont elle est cessionnaire, pour une matière colorante rouge.

55° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 11 octobre 1864, faite, suivant actes en date des 11 et 13 décembre 1863 et 13 et 14 juillet 1864, à la société à responsabilité limitée *la Fuchsine*, dont le siège est à Lyon, place Impériale, n° 44, par la société Renard frères et Franc, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juillet 1860, par les sieurs Girard et Delaire, dont elle est cessionnaire, pour une matière colorante bleue.

56° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 11 octobre 1864, faite, suivant actes en date des 11 et 13 décembre 1863 et 13 et 14 juillet 1864, à la société à responsabilité limitée *la Fuchsine*, dont le siège est à Lyon, place Impériale, n° 44, par la société Renard frères et Franc, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 janvier 1861, par les sieurs Girard et Delaire, dont elle est cessionnaire, pour procédé pour la préparation des matières colorantes violettes et bleues.

57° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 11 octobre 1864, faite, suivant actes en date des 11 et 13 décembre 1863 et 13 et 14 juillet 1864, à la société à responsabilité limitée *la Fuchsine*, dont le siège est à Lyon, place Impériale, n° 44, par la société Renard frères et Franc, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1863, par les sieurs Girard et Delaire, dont elle est cessionnaire, pour une matière colorante marron.

58° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 13 octobre 1864, faite, suivant acte en date du 19 septembre de la même année, au sieur Jacques-Fulcrand-Pascal Hogouneng, pharmacien, demeurant à Lodève (Hérault), par la société Victor Rogelet et compagnie, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 avril 1859, par les sieurs Maumené et Rogelet, dont elle est cessionnaire, pour un système d'exploitation d'un genre de potasse.

59° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 21 octobre 1864, faite, suivant acte en date du 7 du même mois, aux sieurs Auguste Colas, demeurant à Courbevoie, rue de l'Abreuvoir, et Auguste-Henri Leclerc, fabricant de voitures, demeurant à Paris, boulevard de la Butte-Chaumont, n° 24, par le sieur Lamur, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 octobre 1863, pour une machine à refouler les cercles des roues.

60° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, le 22 octobre 1864, faite, suivant acte en date du 24 septembre de la même année, aux sieurs Marrel frères, maîtres de forges, demeurant à Rive-de-Gier, par le sieur Chambeyron, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 février 1864, pour un système de cémentation et d'inoxidation des fers et aciers.

61° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 27 octobre 1864, faite, suivant acte en date des 3 et 4 du même mois, à la société à responsabilité limitée *la Luciline*, dont le siège est à Paris, par la société A. Cohen et compagnie, de tous ses droits au brevet d'invention, expirant le 23 octobre 1874, pris, le 26 janvier 1861, par le sieur de Keravenan, dont elle est cessionnaire, pour un système de lampes pouvant brûler toutes espèces d'huiles sans cheminée de verre, sans odeur et sans fumée.

62° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 27 octobre 1864, faite, suivant acte en date des 3 et 4 du même mois, à la société à responsabilité limitée *la Luciline*, dont le siège est à Paris, par la société A. Cohen et compagnie, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 janvier 1863, par le sieur de Keravenan, dont elle est cessionnaire, pour un système de lampes-lanternes.

63° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 27 octobre 1864, faite, suivant acte en date des 3 et 4 du même mois, à la société à responsabilité limitée *la Luciline*, dont le siège est à Paris, par la société A. Cohen et compagnie, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 1^{er} octobre 1863, pour traitement particulier de l'huile de pétrole pour en obtenir un produit dit *luciline*.

64° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 5 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 1^{er} octobre de la même année, à la compagnie générale des eaux, dont le siège est à Paris, rue Saint-Arnaud, n° 8, par les sieurs Mathelin père et fils, de partie de leurs droits au brevet d'invention

de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 30 octobre 1862, pour un appareil à faire les embranchements sur les conduites d'eau, de gaz, etc.

65° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 7 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 20 octobre de la même année, à la société Rossignol fils, et compagnie, dont le siège est à Lagny (Orne), par le sieur Georges-Gérard-Wimar-Frédéric Ingelbach, négociant, demeurant à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 42, mandataire du sieur Schleicher, détenteur des droits dudit sieur Schleicher au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris le 21 avril 1858, pour une machine à empoigner les aiguilles, épingles, broches, etc.

66° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 10 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 4 du même mois, à la ville de Paris, représentée par M. le sénateur préfet de la Seine, par les sieurs Mathelin père et fils, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 30 octobre 1862, pour un appareil à faire les embranchements sur les conduites d'eau, de gaz, etc.

67° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Sarthe, le 11 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 24 octobre de la même année, au sieur Jacques-François Esnault, négociant, demeurant à Alençon, par le syndic définitif de la faillite du sieur Benjamin Smith, filateur, de tous les droits au brevet d'invention de quinze ans pris par ledit sieur Smith, le 18 octobre 1862, pour un moyen de préparation du chanvre, du lin et du phormium pour le peignage.

68° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 15 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 20 septembre de la même année, au sieur Louis-Auguste Brouillet, fabricant de passementerie, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n° 127, par le sieur Guérinot, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 mars 1857, pour des perfectionnements dans la fabrication et l'application d'un genre d'ornement à la passementerie d'ameublement, etc.

69° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 15 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 28 octobre de la même année, à la société en nom collectif Lacaussargue et Grandperrin, dont le siège est à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 188, par le sieur Grandperrin, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 octobre 1863, pour une garniture métallique.

70° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 30 août de la même année, à la société *the india-rubber gutta-percha and telegraph works company limited*, dont le siège est à Londres, n° 2, Bishops Gate street Within, par la société Cléès Vandennest et compagnie, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juillet 1850, par le sieur Gaumont, dont elle est cessionnaire, pour l'application du caoutchouc vulcanisé ou non à différents objets.

71° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 30 août de la même année, à la société *the india-rubber gutta-percha and telegraph works company limited*, dont le siège est à Londres, n° 2, Bishops Gate street Within, par la société Cléès Vandennest et compagnie, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 septembre 1852, par le sieur Armengaud aîné, dont elle est cessionnaire, pour applications du caoutchouc ou de la gutta-percha, mélangés ensemble ou séparément avec d'autres substances qui rendent les objets plus ou moins durs, plus ou moins flexibles et qui leur enlèvent l'élasticité plus ou moins complètement.

72° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 30 août de la même année, à la société *the india-rubber gutta-percha and telegraph works company limited*, dont le siège est à Londres, n° 2, Bishops Gate street Within, par la société Cléès Vandennest et compagnie, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 janvier 1855, par le sieur Michel Alcan, dont elle est cessionnaire, pour des perfectionnements aux machines à traiter les matières textiles.

73° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 30 août de la même année, à la société *the india-rubber gutta-percha and telegraph works company limited*, dont le siège est à Londres, n° 2, Bishops Gate street Within, par la société Cléès Vandennest et compagnie, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris.

6. Le 6 janvier 1853, par le sieur Charles Guibal, dont elle est cessionnaire, pour des perfectionnements à la fabrication des objets en caoutchouc durci.

74. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 30 août de la même année, à la société *the india-rubber gutta-percha and telegraph works company limited*, dont le siège est à Londres, n° 2, Bishops Gate street Within, par la société Claës Vandennest et compagnie, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris conjointement avec le sieur Bowra, le 25 octobre 1859, pour la suspension des rails des chemins de fer.

75. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 30 août de la même année, à la société *the india-rubber gutta-percha and telegraph works company limited*, dont le siège est à Londres, n° 2, Bishops Gate street Within, par la société Claës Vandennest et compagnie, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 30 octobre 1860, pour l'isolation des fils télégraphiques sur terre et en mer.

76. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 10 du même mois, à la société Maccand et compagnie, par le sieur Étienne-Abram Maccand, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 décembre 1853, pour un procédé propre à faire découvrir les fuites de gaz dans les établissements ou dans les voies publiques.

77. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, le 21 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 21 octobre de la même année, à la société Fallot et Roberjot, dont le siège est à Lyon, place Saint-Pothin, n° 16, aux Brotteaux, par le sieur Lamur, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 octobre 1863, pour une machine à refouler les cercles des roues.

78. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, le 23 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 5 du même mois, à la compagnie des verreries et cristalleries de Baccarat, représentée par le sieur Paul Michaut, sous-directeur de ces établissements, par les sieurs Maréchal fils et Tessié du Motay, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 10 mars 1864, pour la production chimique de gravures mates sur cristal et sur verre.

79. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, le 28 novembre 1864, faite, suivant acte en date du 22 du même mois, au sieur Antoine Ward fils, fabricant de bonneterie, demeurant à Fouillois, près de Corbie, par le sieur Sourmail, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 juillet 1863, pour la fabrication d'un genre de tricot obtenu à l'aide du système Jacquart adapté au métier anglais.

80. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} décembre 1864, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Émile-Ernest Chatelain et son collègue, notaires, à Paris, le 17 novembre de la même année, et portant adjudication au profit du sieur Aimé Pruvot, demeurant à Paris, boulevard de Monceaux, n° 58, d'un brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1862, par le sieur François Michel, pour un système de filtrage en grand et d'épuration hygiénique des eaux dit *appareil siphonide hydragogique*, système Michel.

81. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 décembre 1864, faite, suivant acte en date du 10 du même mois, à la société civile du moteur hydraulique Millot, dont le siège est à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 27, par le sieur Millot, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 mars 1859, pour un système de roue hydraulique à réceptacle intérieur.

82. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 décembre 1864, faite, suivant acte en date du 10 du même mois, à la société civile du moteur hydraulique Millot, dont le siège est à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 27, par le sieur Millot, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 mai 1864, pour des perfectionnements apportés dans la disposition et dans la construction des moteurs hydrauliques.

83. La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du

Rhône, le 20 décembre 1864, faite, suivant acte en date du 22 novembre de la même année, au sieur Frédéric Ruby, négociant, demeurant à Lyon, rue Tronchet, n° 7, par les sieurs Dupuy et Vibert, de tous leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 19 août 1863, pour procédé de fabrication d'une substance propre à remplacer l'albumine.

84° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 20 décembre 1864, faite, suivant acte en date du 22 novembre de la même année, au sieur Frédéric Ruby, négociant, demeurant à Lyon, rue Tronchet, n° 7, par les sieurs Ruby et compagnie, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1862, par les sieurs Vibert et Dupuy, dont ils sont cessionnaires, pour un procédé pour le loquage des couleurs retirées du goudron dit *système Dupuy et Vibert*.

85° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 21 décembre 1864, telle qu'elle résulte de l'acte du 23 novembre de la même année, contenant abandon au sieur Hector-Léon Maquet, négociant, demeurant à Paris, rue de la Paix, n° 26, par la société A. Grand et compagnie, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 mai 1864, par les sieurs Joss père et fils, dont elle est cessionnaire, pour timbre sec touche-cache-tampon.

86° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, le 22 décembre 1864, faite, suivant acte en date du 12 du même mois, au sieur Jean-Antoine Guillot, tanneur, demeurant à Villejuif, près de Paris (Seine), par le sieur Pateau, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 juin 1858, pour tannage des cuirs.

87° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 décembre 1864, faite, suivant acte en date du 31 octobre de la même année, à la société en liquidation Adler et compagnie, ce qui est accepté pour elle par le sieur Emile Ott, en qualité de liquidateur de cette société, par le sieur Adler, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 avril 1863, pour une machine à travailler les peaux.

88° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 28 décembre 1864, faite, suivant acte en date du 9 du même mois, à la société Cordonnier et compagnie, ayant son siège à Paris, rue Coquillière, n° 44, par le sieur Cordonnier, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 février 1863, pour un système de tente articulée.

89° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 30 décembre 1864, faite, suivant acte en date du 29 novembre de la même année, aux sieurs Louis Raffard et compagnie, fabricants de produits chimiques, demeurant à Lyon, rue Cuvier, n° 3, par le sieur Monnet, de sa part indivise du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris conjointement avec le sieur Dury, le 20 mai 1862, pour un bleu dit *bleu de rosaline*.

90° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, le 31 décembre 1864, telle qu'elle résulte d'un jugement du tribunal civil de première instance de Bordeaux, du 24 juin de la même année, attribuant au sieur Alexandre Gérard, demeurant à Bordeaux, rue du Palais-Gallien, n° 160, les droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1863, par la société Thèze et Lacombe jeune, pour un genre de tissu fait avec des fibres du coco.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 12 Avril 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,650. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 38 Cessions de Brevets d'invention.*

Du 7 Juin 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 12 janvier 1865, faite, suivant acte en date du 6 du même mois, au sieur Antoine-Isidore-Déodat Rey de Bellonnet, rentier, demeurant à Paris, rue du Mail, n° 1, par le sieur Monier, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} avril 1863, pour perfectionnements dans les becs à gaz et becs de lampes.

2^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 14 janvier 1865, faite, suivant acte en date du 3 mars 1864, à la société Thomet et Genot, dont le siège est à Nouzon (Ardennes), par le sieur Balans, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 1^{er} février 1864, pour un crochet indécrochable applicable aux mouffes, cordages, traits d'attelage et autres engins de même nature.

3^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 14 janvier 1865, faite, suivant acte en date du 4 du même mois, au sieur Léon Levillain-Dufliche, négociant, demeurant à Paris, rue Boulainvilliers, n° 21, par le sieur Tellier, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 septembre 1863, pour fabrication de l'éther méthylique et son application à la production artificielle du froid et de la glace par des moyens spéciaux.

4^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 janvier 1865, faite, suivant acte en date des 8 et 9 décembre 1864, à la société en commandite L.-H. Blanchard et compagnie, dont le siège est provisoirement établi rue de Trévise, n° 13, à Paris, par le sieur Blanchard, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 décembre 1862, conjointement avec le sieur Chateau, pour l'application de l'acide phosphorique libre à la fabrication des engrais, et en général à l'industrie.

5^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 janvier 1865, faite, suivant acte en date des 8 et 9 décembre 1864, à la société en commandite L.-H. Blanchard et compagnie, dont le siège est provisoirement établi rue de Trévise, n° 13, à Paris, par le sieur Blanchard, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 novembre 1862, conjointement avec le sieur Chateau, pour des procédés de filtration des matières fécales ayant pour but principal la retenue et la fixation partielle ou totale de l'ammoniaque libre ou combinée contenue dans ces matières, pour en constituer des engrais riches en principes azotés éminemment assimilables par les végétaux.

6^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 janvier 1865, faite, suivant acte en date du 8 décembre 1864, au sieur Lucien-Henri Blanchard, négociant, demeurant à Paris-Auteuil, avenue des Tilleuls, villa Montmorency, n° 54, par le sieur Milacier, comptable, demeurant à Levallois, près de Paris, rue Delaunay, n° 13, mandataire du sieur Duval, de la partie indivise du brevet d'invention de quinze ans que ce dernier a pris, le 26 août 1861, conjointement avec ledit sieur Blanchard, pour procédés de filtrage et de désinfection des matières fécales.

7^{re} La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 janvier 1865, faite, suivant acte en date des 8 et 9 décembre 1864, à la

société en commandite L.-H. Blanchard et compagnie, dont le siège est provisoirement établi rue de Trévis, n° 13, à Paris, par le sieur Blanchard, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 août 1861, conjointement avec le sieur Duval, dont il est cessionnaire, pour procédés de filtrage et de désinfection des matières fécales.

8° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 janvier 1865, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^{rs} Landet et Thonard, notaires, à Paris, le 15 décembre 1864, et portant adjudication, au profit du sieur Pécaut, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 juin 1859, et dont le sieur Lebrun était cessionnaire, pour application du photophore.

9° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, le 20 janvier 1865, faite, suivant acte en date du 14 du même mois, au sieur Édouard Lecœur, commerçant, demeurant à Rouen, rue Rouland, n° 9, par le sieur Fanchon, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 juillet 1861, pour l'encollage des cotons pour tissus en général.

10° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, le 21 janvier 1865, faite, suivant acte en date du 7 du même mois, au sieur Jacques-Frédéric-Auguste Vincent, teinturier, demeurant à Dôle (Jura), par le sieur Tailleur, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 juin 1858, pour une machine à apprêter les étoffes.

11° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, le 26 janvier 1865, faite, suivant acte en date du 15 novembre 1864, au sieur Louis Gouchon, manufacturier, demeurant à Lisieux, par le sieur Lemaignan, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 2 novembre 1856, pour un procédé économique de fabrication applicable à la draperie, aux étoffes de Lisieux et au castor pour chaussures.

12° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, le 26 janvier 1865, faite, suivant acte en date du 15 novembre 1864, au sieur Louis Lemaignan fils, manufacturier, demeurant à Lisieux, par le sieur Gouchon, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 janvier 1863, pour une machine automatique chauffée à la vapeur, propre à la teinture des étoffes de laine.

13° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, le 26 janvier 1865, faite, suivant acte en date du 15 novembre 1864, au sieur Louis Lemaignan fils, manufacturier, demeurant à Lisieux, par le sieur Gouchon, des droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 mai 1855, par le sieur François-Romain Joly, dont il est cessionnaire, pour un moyen de cacher l'épouille sur les étoffes de laine.

14° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 janvier 1865, faite, suivant acte en date du 7 décembre 1864, au sieur Jean-Baptiste-Ferdinand Frédureau, ingénieur civil des mines, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 58, par la société Martin aîné et Calrow, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 26 mai 1863, pour un extracteur à gaz à double cylindre conjugué et à tiroirs compensateurs, avec cloche régulateur de pression et siphon automateur.

15° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 janvier 1865, faite, suivant acte en date du 23 décembre 1864, au sieur Gustave-Gédéon Petau, ingénieur civil, demeurant à Passy-Paris, rue Basse, n° 41, par le sieur Frédureau, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 mai 1863, par la société Martin aîné et Calrow, dont il est cessionnaire, pour un extracteur à gaz à double cylindre conjugué et à tiroirs compensateurs, avec cloche régulateur de pression et siphon automateur.

16° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, le 1^{er} février 1865, faite, suivant acte en date du 21 janvier de la même année, au sieur Alexandre-Augustin, dit Gustave, Trudelle, fabricant de ficelles, demeurant à Angers (Maine-et-Loire), par le sieur Jules Ouarnier, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 février 1863, pour une machine destinée à la fabrication des cordes et cordages de toutes grosseurs.

17° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 4 février 1865, faite, suivant acte en date du 19 décembre 1864, au sieur Pierre Genet, fabricant de jarretières, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n° 261 et 263, par les sieurs Steinbach et Elster, de tous leurs droits au brevet d'invention

de quinze ans qu'ils ont pris, le 11 mai 1864, pour divers perfectionnements apportés aux machines à coudre.

18° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, le 6 février 1865, faite, suivant acte en date du 19 janvier de la même année, à la compagnie anonyme des verreries et cristalleries de Saint-Louis (Moselle), représentée par le sieur Didierjean, directeur de ces établissements, par les sieurs Maréchal fils et Tessié du Motay, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 10 mars 1864, pour la production chimique de gravures mates sur cristal et sur verre.

19° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 8 février 1865, faite, suivant acte en date du 16 septembre 1857, au sieur Achille-Mathieu Leturc, entrepreneur de serrurerie, demeurant à Paris, rue de Miromesnil, n° 49, par le sieur Robardet, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 juin 1855, pour une persienne en fer à ailes mobiles.

20° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 8 février 1865, faite, suivant deux actes en date, l'un, des 9 et 12 janvier de la même année, et l'autre, des 14 et 17 du même mois, à la société Bourrel Danasy et compagnie, ayant son siège à Clichy-la-Garenne, rue Auboin, n° 20, par les sieurs Cordier et Anqueulle, de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris conjointement, le 25 mai 1864, pour le traitement des huiles de goudron par mettant leur emploi dans la peinture des bâtiments ainsi qu'à divers usages analogues industriels.

21° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 11 février 1865, faite, suivant acte en date du 23 janvier de la même année, aux sieurs Auguste-Philippe Deltombe, artiste dramatique, demeurant à Paris, rue de Douai, n° 39, et Joseph-Léon Stoop, agent des marinières, demeurant à Paris, rue de Flandre, n° 40, par le sieur Pruvot, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1862, par le sieur François Michel, dont il est cessionnaire, pour un système de filtrage en grand et d'épuration hygiénique des eaux dit *appareil siphonide hydragogique*, système Michel.

22° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 11 février 1865, faite, suivant acte en date du 2 du même mois, à la société Sibon et compagnie, dont le siège est à Paris, place du Trône, n° 28, par le sieur Frédéric Passy, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 novembre 1864, pour des dispositions de chenets tubulaires dits *chenets chauffeurs*, système Frédéric Passy.

23° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 11 février 1865, faite, suivant acte en date du 24 janvier de la même année, à la société la *Fachine*, établie à Lyon, représentée par son directeur, le sieur Jules Fayolle, manufacturier, demeurant en ladite ville, place Impériale, n° 44, par le sieur Georges-Ernest-Camille de Laire, chimiste, demeurant à Paris, mandataire du sieur Hoffmann, de tous les droits au brevet d'invention pris par ce dernier, le 11 juillet 1863, et expirant le 22 mai 1877, pour perfectionnements dans la préparation des matières colorantes pour teinture et impression.

24° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 18 février 1865, faite, suivant acte en date du 13 du même mois, au sieur Etienne Mansoy, contre-maitre forgeron, demeurant à Clichy, rue Deligny, n° 16, par la dame veuve Dutreilh et le sieur Frédéric-Antoine Dutreilh, de partie de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juin 1859, par le sieur Louis Dutreilh, leur mari et père, pour un appareil propre à la fabrication des fers à cheval.

25° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, le 18 février 1865, faite, suivant acte en date du 17 du même mois, à la dame Marie Jourde, veuve Guillaume Pradier, marchande de peaux, demeurant à Auxerre, par le sieur Tafineau, du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 février 1862, pour un instrument dit *épureur atmosphérique des ocres, terres de Sienné et autres matières colorantes*.

26° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 21 février 1865, faite, suivant acte en date du même jour, au sieur Aubin-Antoine Durenne, maître de forges, demeurant à Paris, rue de la Verrerie, n° 30, par le sieur Lavril, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 avril 1861, pour un joint de tuyau.

27° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 février 1865, faite, suivant acte en date du 2 du même mois, au sieur Jean-Georges-Étienne Bourgoignon, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue de la Victoire, n° 43, par les sieurs Dangiville et Bariat, du brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 19 août 1863, pour un mode de traitement des matières grasses et huileuses, et leur transformation en un produit applicable à la fabrication des bougies.

28° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 25 février 1865, faite, suivant acte en date du 10 du même mois, au sieur Jean-Jacques Muller, fabricant de produits chimiques, demeurant à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 50, agissant comme ayant été le seul associé responsable de l'ancienne maison de commerce J.-J. Muller et compagnie, de Bâle, par le sieur Usèbe, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 octobre 1863, pour une matière colorante verte dérivée de l'aniline.

29° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 27 février 1865, faite, suivant acte en date du 23 du même mois, au sieur Alfred Fredet, ingénieur, demeurant à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 89, par le sieur Voelter, représenté par la demoiselle Hélène Piette, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 16, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 mai 1857, pour des perfectionnements dans la fabrication de tous les papiers, papiers machés, cartons et autres articles analogues, avec du bois.

30° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 27 février 1865, faite, suivant acte en date du 23 du même mois, au sieur Alfred Fredet, ingénieur, demeurant à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 89, par le sieur Voelter, représenté par la demoiselle Hélène Piette, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 16, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 décembre 1860, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication du papier.

31° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 4 mars 1865, faite, suivant acte en date du 6 septembre 1864, au sieur Charles-Amédée Herbet, négociant, demeurant à Paris, rue Sainte-Foy, n° 8, par le sieur Berry Genard, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 septembre 1851, par le sieur Meeüs, dont il est cessionnaire, pour un système d'imitation de broderies et de passementeries.

32° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 4 mars 1865, faite, suivant acte en date du 6 septembre 1864, au sieur Charles-Amédée Herbet, négociant, demeurant à Paris, rue Sainte-Foy, n° 8, par le sieur Berry Genard, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans, pris le 25 avril 1853, par le sieur Meeüs, dont il est cessionnaire, pour un genre de dorure dite *dorure française*.

33° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 4 mars 1865, faite, suivant acte en date du 6 septembre 1864, au sieur Charles-Amédée Herbet, négociant, demeurant à Paris, rue Sainte-Foy, n° 8, par le sieur Berry Genard, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 octobre 1854, par le sieur Carré, dont il est cessionnaire, pour impression en relief sur tous tissus ou étoffes, avec emploi de tous métaux, tels que or, argent, etc.

34° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, le 6 mars 1865, faite, suivant acte en date du 9 janvier de la même année, au sieur François Leloup, chaudfournier, demeurant à Feuillarde, commune de Pontleroy, par le sieur Joly, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 janvier 1863, pour un système de four continu propre à la cuisson du plâtre et de la chaux.

35° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 11 mars 1865, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Chaze et son collègue, notaires, à Lyon, le 12 juillet 1864, et portant adjudication au profit du sieur Guillaume Pascal, professeur à l'école centrale lyonnaise, demeurant à Lyon, rue de Constantine, n° 2, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1863, par les sieurs Fournier et Mermet, pour un réflecteur mobile pour lampes et dont la propriété a été attribuée pour deux tiers audit sieur Pascal et pour l'autre tiers au sieur Mermet, par jugement du tribunal civil de première instance de Lyon, du 25 mars 1863.

36° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des

Pyénées-Orientales, le 15 mars 1865, faite, suivant acte en date du 5 novembre 1864, au sieur Étienne Vernis, négociant, demeurant à Osséja, canton de Saillagouse, par le sieur Larmanjat, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 juillet 1864, pour la fabrication de carreaux mosaïques.

37° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 17 mars 1865, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Lefebvre de Saint-Maur et son collègue, notaires, à Paris, le 8 février 1865, et portant adjudication au profit du mandataire du sieur Achille Thomas, propriétaire, demeurant à Paris, rue des Filles-du-Calvaire, n° 14, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 août 1857, par les sieurs Kuhliger frères, pour un procédé d'argenteure des glaces.

38° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 23 mars 1865, faite, suivant acte en date du 18 janvier de la même année, au sieur Charles Bolton, négociant, demeurant à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 67, par le sieur Tellier, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 septembre 1863, pour fabrication de l'éther méthylique et son application à la production artificielle du froid et de la glace par des moyens spéciaux.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait en Conseil des Ministres, au palais des Tuileries, le 7 Juin 1865.

Pour l'Empereur,
Et en vertu des pouvoirs qu'il Nous a confiés,

Signé EUGÈNE.

Par l'Impératrice-Régente :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,651. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui : 1° déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la protection et l'assainissement des terrains situés sur les deux rives de la Seine, entre Pont-sur-Seine (Aube) et la limite des départements de l'Aube et de Seine-et-Marne; 2° réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à l'exécution des travaux. (*Paris, 3 Juin 1865.*)

N° 13,652. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui :

1° Déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la protection et l'assainissement de la partie de la vallée de la Seine comprise entre Conflans (Marne) et Pont-sur-Seine (Aube), savoir :

L'établissement d'une digue submersible sur la rive gauche de la Seine, en amont de la ferme de Nangis; la mise en état et, au besoin, la régularisation des digues submersibles existant sur la rive droite du fleuve, entre Conflans et la borne kilométrique n° 180;

Le prolongement jusqu'à l'origine du canal de Courtavent de la dérivation des eaux du ru de Bécheret, déjà ouverte dans la commune de Lurey, prolongement destiné à conduire et à déverser dans ce canal les eaux de ce ru, ainsi que les eaux d'inondation épanchées dans les bas-fonds de la vallée;

2° Réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à l'exécution des travaux. (Paris, 3 Juin 1865.)



Certifié conforme :

Paris, le 16 * Septembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1336.

N° 13,653. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention conclue, le 5 juillet 1865, entre la France et le Duché de Nassau, pour la garantie réciproque de la propriété des Œuvres d'esprit et d'art.*

Du 9 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention relative à la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art ayant été conclue, le 5 juillet 1865, entre la France et le duché de Nassau, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 30 août 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Son Altesse le Duc de Nassau, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention destinée à renouveler et compléter l'Arrangement du 2 mars 1853 ⁽¹⁾, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Edouard Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et Son Altesse le Duc de Nassau, M. *Léonard-Antoine Lightenvelt*, grand-croix de son ordre d'Adolphe, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, son chargé d'affaires à Paris, etc. etc. etc.

⁽¹⁾ Bull. 39, n° 339.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États, réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le Pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le Pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre Pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux Pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées à l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du Pays où elles sont imprimées.

3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article 1^{er}, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux Pays, à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque Pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le Pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie, au ministère de l'intérieur, et légalisé par la mission de Nassau à Paris; pour les ouvrages publiés dans le duché de Nassau, il sera délivré par la régence ducale à Wiesbaden et légalisé par la mission de France à Darmstadt.

4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées, exécutées ou représentées pour la première fois, dans l'un des deux Pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet

du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux Pays jouira, pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication dans l'autre Pays de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes :

1° Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction ;

2° Ladite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et, en totalité, dans un délai de trois ans, à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume. Toutefois, en ce qui concerne les termes assignés par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter sa traduction six mois après la publication ou représentation de l'ouvrage original.

7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1° aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre Pays, ces éditions ou exemplaires seront respectivement considérés comme reproductions illicites.

Les ouvrages auxquels s'applique cet article 7 seront librement admis dans les deux Pays pour le transit à destination d'un Pays tiers.

8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc. jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

9. Nonobstant les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays,

pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux Pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées; sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre Pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

12. Les deux Gouvernements prendront, par voie de règlements d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication, à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux Pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux pendant la période comprise entre la date de l'expiration de l'Arrangement du 2 mars 1853 (11 juillet 1859) et la mise en vigueur de la présente Convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs français ou du duché de Nassau et constituant une reproduction non autorisée de modèles français ou de Nassau. Toutefois, ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

- Livres en toute langue.
- Estampes.
- Gravures.
- Lithographies et photographies.
- Cartes géographiques ou marines.
- Musique.
- Planches gravées en cuivre, acier ou bois, et pierres lithogra-

phiques, couvertes de dessins, gravures ou écritures, destinées à l'impression sur papier, tableaux et dessins, seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

14. Les livres d'importation licite venant de Nassau seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1. Les livres, en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia ;

2. Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et, en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Béhobie, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio,

Sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

Dans le duché de Nassau, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douanes.

15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier, dans l'un des deux Pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre Pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés, dans l'un ou l'autre Pays, postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

17. La présente Convention sera mise en vigueur le 1^{er} juillet de l'année courante.

Elle aura la même durée que les Traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862 ⁽¹⁾, entre la France et les États du Zollverein.

⁽¹⁾ Bull. 1285, n° 13,122 et 13,123.

10. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 5 Juillet 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LURYS.

(L. S.) Signé LICHTEHVILT.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 9 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Lu et scellé du sceau de l'Etat.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE LURYS.

Signé J. BAROCHET.

N° 13,554. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise comme Congrégation à Supérieure générale l'Association des Sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, existant à Chauffailles (Saône-et-Loire).

Du 25 Janvier 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de Notre Conseil d'Etat entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, existant à Chauffailles (Saône-et-Loire) est autorisée comme congrégation à supérieure générale, exclusivement propre au diocèse d'Autun, à la charge de se conformer aux statuts approuvés pour la congrégation hospitalière et enseignante des sœurs du Saint-Sacrement, à Autun (même département), par décret impérial du

26 décembre 1810 ⁽¹⁾ et modifiés par un autre décret du 17 janvier 1855 ⁽²⁾, et que les membres de ladite association ont déclaré adopter.

La présente autorisation n'est accordée qu'à la condition expresse que les sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus recevront gratuitement dans les écoles libres qu'elles dirigent actuellement et dans les écoles qu'elles fonderaient à l'avenir les enfants pauvres portés sur la liste dressée en exécution de l'article 45 de la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement.

2. La supérieure générale et la première assistante de la congrégation des sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, à Chauffailles, sont autorisées à accepter, savoir : 1^{re} la supérieure générale, la rétrocession consentie en faveur de cette congrégation par les dames Toussainte Pellissier, Catherine Saugues, Mélanie Gérentes et Virginie Joubert, religieuses de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, suivant acte notarié du 10 juin 1859, de leurs droits aux divers bâtiments avec dépendances situés à Chauffailles et servant de maison conventuelle à ladite congrégation, qu'elles ont déclaré avoir été acquis par acte notarié du 23 décembre 1851, puis agrandis par des constructions nouvelles, le tout pour le compte et avec les deniers de l'association ; 2^e la première assistante, la rétrocession consentie, aux termes du même acte, par la dame Reine Autier, supérieure générale de la congrégation, de ses parts et portions dans la propriété desdits immeubles.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Janvier 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,

Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes

Signé J. BAROQUE.

N° 13,655. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve le Traité conclu, le 8 mars 1865, entre la Ville de Paris et MM. Leroi, Sourdiz et C^{ie}, pour l'exécution de diverses opérations de voirie.

Du 7 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 348, n° 6364.

⁽²⁾ 2^e série, Bull. 261, n° 2335.

Vu notre décret, en date du 3 août 1861⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique, dans la ville de Paris, diverses opérations de voirie, notamment :

1° L'ouverture de la section de la rue de Maubeuge comprise entre la place du Nord et la rue de Rochechouart;

2° L'établissement d'une place sur le parcours de cette voie, avec amorce de la rue de Laval;

3° Le prolongement des rues de Belzunce et d'Abbeville entre ladite place et la rue du Faubourg-Poissonnière;

4° Le prolongement de la rue de la Tour-d'Auvergne jusqu'à la rue de Maubeuge;

Notre décret, en date de ce jour⁽²⁾, qui déclare d'utilité publique :

- 1° le prolongement de la rue de Laval entre la rue Rodier et les terrains de la compagnie du gaz, près la rue du Faubourg-Poissonnière;
- 2° le prolongement de la rue Baudin entre la rue de Bellefond et la rue de Maubeuge, avec rectification du tracé primitif de la rue Baudin, aux abords du square Montholon, et du tracé de la rue d'Abbeville près la rue du Faubourg-Poissonnière;

Lesdits décrets autorisant la ville de Paris à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les immeubles ou portions d'immeubles nécessaires à l'exécution de ces projets;

Le traité passé, le 8 mars 1865, entre le sénateur préfet de la Seine, agissant au nom de la ville de Paris, d'une part, et les sieurs *Leroi, F. Sourdis* et compagnie, d'autre part, pour l'exécution à forfait des opérations ci-dessus désignées;

Le plan annexé à ce traité;

La délibération du conseil municipal de Paris, en date du 10 mars 1865;

La proposition du sénateur préfet de la Seine;

La loi du 3 mai 1841 et l'ordonnance du 23 août 1835,

Le décret du 26 mars 1852⁽³⁾ et le décret réglementaire du 27 décembre 1858⁽⁴⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est approuvé le traité conclu, le 8 mars 1865, entre le sénateur préfet de la Seine, agissant au nom de la ville de Paris, d'une part, et les sieurs *Leroi, F. Sourdis* et compagnie, d'autre part, et par lequel ces derniers se chargent d'exécuter à leurs frais, risques et périls, au lieu et place de la ville de Paris :

- 1° l'ouverture de la section de la rue de Maubeuge comprise entre la place du Nord et la rue de Rochechouart;
- 2° l'établissement d'une place sur le parcours de cette voie, avec amorce de la rue de Laval sur les terrains de la compagnie du gaz;
- 3° le prolongement des rues de Belzunce et d'Abbeville jusqu'à cette place;
- 4° le prolongement de la rue de la Tour-d'Auvergne jusqu'à la rue de Maubeuge;
- 5° le prolongement de la rue de Laval entre la rue Rodier et les terrains de la compagnie du gaz, près la rue du Faubourg-Poissonnière;
- 6° le prolongement de la rue Baudin entre la rue de Bellefond et la rue de Maubeuge, avec rectification du tracé primitif de la rue Baudin, aux abords du square

⁽¹⁾ xi^e série, Bull. 963, n° 9494.

⁽²⁾ xi^e série, Bull. 1331, n° 33,620.

⁽³⁾ x^e série, Bull. 514, n° 3914.

⁽⁴⁾ xi^e série, Bull. 656, n° 6111.

Montholon, et du tracé de la rue d'Abbeville, près la rue du Faubourg-Poissonnière; moyennant une subvention municipale calculée à raison de cinq cent cinquante-neuf francs cinquante centimes (559^f 50^c) par mètre de terrain superficiel qui sera livré à la voie publique, et, en outre, sous les clauses et conditions stipulées dans ledit traité.

En conséquence, les sieurs *Leroi, F. Sourdis* et compagnie, subrogés, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, aux droits et obligations qui résultent pour la ville de Paris des deux décrets sus-visés, portant déclaration d'utilité publique, sont autorisés à acquérir les immeubles ou portions d'immeubles nécessaires, en vertu tant de ladite loi que du décret du 26 mars 1852, après l'accomplissement préalable des formalités prescrites par le décret réglementaire du 27 décembre 1858.

Le traité et le plan produit à l'appui demeurent annexés au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'État, au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 7 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,656. — DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Troyes.

Du 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853, concernant les conseils de prud'hommes;

Vu le décret du 7 mai 1808⁽¹⁾, qui a institué un conseil de prud'hommes à Troyes; l'ordonnance du 17 avril 1820⁽²⁾ et le décret du 16 septembre 1850⁽³⁾, modificatifs de la composition de ce conseil;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Troyes, en date du 23 septembre 1863, les propositions du préfet de l'Aube et l'avis de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, exprimé dans sa lettre du 3 février 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes établi à Troyes sera désormais composé de la manière suivante :

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 192, n° 3562.

⁽²⁾ 7^{me} série, Bull. 365, n° 866g.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 312, n° 2444.

CATEGORIE	NOM DES INDUSTRIES	NOMBRE D'INDUSTRIELS	NOMBRE D'OUVRIERS
1 ^{re}	Filateurs de coton, de laine, de fil, de soie; fabricants de cordes, retordeurs, filateurs de bourre de soie, fabricants de caoutchouc.	1	1
2 ^{re}	Fabricants de bonneterie en coton, en laine, en fil de soie et en bourre de soie; fabricants de tricot au métier circulaire, blanchisseurs et apprêteurs de toiles et de bonneterie, teinturiers, fabricants de ganterie en coton, en laine, en fil de soie et en bourre de soie; apprêteurs de bonneterie, de draperie et d'étoffes; fabricants d'aiguilles, lamineurs en coton.	2	2
3 ^{re}	Fabricants de tissus de coton, de fil, de laine et de soie; passementiers; calendriers; cylindriers; grutiers; fabricants de broderies et d'ornements d'église; fabricants de toiles cirées, de ros et de lames.	1	1
4 ^{re}	Charpentiers, scieurs de long, menuisiers, ébénistes, maçons, plâtriers; tailleurs de pierres, marbriers; fabricants de briques, tuiles et poteries; peintres, vitriers; serruriers en bâtiments; tonneliers; cordiers; sabotiers; tourneurs sur bois et sur métaux; entrepreneurs de constructions; fabricants de chaux; couvreur; paveurs; peintres sur verre; doreurs et argentiers sur bois; fabricants d'ornements d'architecture; sculpteurs; miroitiers, fabricants et poseurs de bitume; usines à gaz; layetiers; emballeurs; exploitants de scieries; fabricants de chaises, graveurs sur bois; fabricants de placage, de formes; boisseries; vanniers; tanneurs; fabricants de billards, tabletiers, figuristes.	1	1
5 ^{re}	Imprimeurs typographiques et lithographes; graveurs en taille-douce, fabricants de papier, de carton, de registres; brocheurs, relieurs.	1	1
6 ^{re}	Taillieurs; cordonniers; bottiers; tanneurs, corroyeurs, chamoiseurs, hongroyeurs; bourrelliers; selliers, charçons; carrossiers; chapeliers; confectonneurs pour hommes et pour femmes; chemisiers; modistes; lingères; couturières; fabricants de corsets, de casquettes, de fleurs artificielles; fabricants de chapeaux de paille; fabricants de paillassons, de cannes; tapissiers; perroquiers et coiffeurs; métalliers, fabricants de boutons; fabricants de chaussons; mégissiers, maroquiniers, parcheminiers, pelletiers; bandagistes, selliers, apprêteurs de crin.	1	1
7 ^{re}	Armuriers; couteliers; taillandiers, maréchaux ferrants; mécaniciens; fondeurs; fabricants de pompes; chaudronniers; ferblantiers; poêliers; fumistes; fabricants de chandelles et de bougies; confiseurs; horlogers; boulangers; fabricants de produits chimiques; distillateurs; fabricants de parapluies; fabricants de brosses et de peignes; serruriers en métaux; orfèvres, bijoutiers; ciseleurs; fondeurs en métaux; doreurs et argentiers sur métaux; plombiers; graveurs sur métaux; singeurs; grillageurs; étameurs; tôliers; potiers d'étain; émauteurs; fabricants et tailleurs de limes; ajusteurs de poids et mesures; lampistes; forgerons; brasseurs; fabricants de vinaigre; fabricants de pâtés d'Italie, de chocolat; fabricants d'huile, de colle, d'amidon, de fécula; fabricants de savon; fabricants de blanc de Troyes.	1	1
TOTAL.....		8	8
TOTAL GÉNÉRAL.....		46	46

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, chacun

en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Moniteur*.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 13,657. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant convocation, 1° des Conseils généraux de l'Algérie, 2° du Conseil supérieur du Gouvernement de l'Algérie.*

De 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu nos décrets organiques de l'administration de l'Algérie, en date des 27 octobre 1858⁽¹⁾, 10 décembre 1860⁽²⁾ et 7 juillet 1864⁽³⁾;

Vu notre décret, du 29 juin 1863⁽⁴⁾, articles 3 et 4;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session ordinaire des conseils généraux de l'Algérie, pour 1865, sera ouverte :

Pour la province d'Oran, le 16 septembre prochain et close le 25 du même mois;

Pour les provinces d'Alger et de Constantine, le 18 septembre prochain et close le 27 du même mois.

2. La session du conseil supérieur du gouvernement de l'Algérie, pour 1865, sera ouverte le 2 octobre prochain et close le 11 du même mois;

3. Les articles 3 et 4 susvisés de notre décret du 29 juin 1863 sont abrogés.

Chaque conseil général nommera, avant de se séparer, les deux délégués appelés à le représenter à la prochaine session du conseil supérieur du Gouvernement.

4. Le général commandant la province est autorisé à désigner, s'il le juge nécessaire, un interprète qui assistera aux séances du conseil général, avec mission de traduire aux conseillers indigènes les propositions faites, les objections élevées et les conclusions mises aux voix, et de traduire au conseil les propositions et observations de ces mêmes conseillers.

⁽¹⁾ Bull. 648, n° 5998.

⁽²⁾ Bull. 956, n° 9086.

⁽³⁾ Bull. 1240, n° 12,622.

⁽⁴⁾ Bull. 1133, n° 11,456.

L'établissement d'une digue submersible sur la rive gauche de la Seine, en amont de la ferme de Nangis; la mise en état et, au besoin, la régularisation des digues submersibles existant sur la rive droite du fleuve, entre Conflans et la borne kilométrique n° 180;

Le prolongement jusqu'à l'origine du canal de Courtavent de la dérivation des eaux du ru de Bécheret, déjà ouverte dans la commune de Lurey, prolongement destiné à conduire et à déverser dans ce canal les eaux de ce ru, ainsi que les eaux d'inondation épanchées dans les bas-fonds de la vallée;

2° Réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à l'exécution des travaux. (Paris, 3 Juin 1865.)



Certifié conforme :

Paris, le 16^e Septembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1336.

N° 13.653. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention conclue, le 5 juillet 1865, entre la France et le Duché de Nassau, pour la garantie réciproque de la propriété des Œuvres d'esprit et d'art.

Du 9 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention relative à la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art ayant été conclue, le 5 juillet 1865, entre la France et le duché de Nassau, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 30 août 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Son Altesse le Duc de Nassau, également animés du désir d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention destinée à renouveler et compléter l'Arrangement du 2 mars 1853 ⁽¹⁾, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Édouard Drouyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et Son Altesse le Duc de Nassau, M. Léonard-Antoine Lightenvelt, grand-croix de son ordre d'Adolphe, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, son chargé d'affaires à Paris, etc. etc. etc.

⁽¹⁾ Bull. 39, n° 339.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux États, réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art; et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le Pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le Pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre Pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

2. Sera réciproquement licite la publication, dans chacun des deux Pays, d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages ayant paru pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées à l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives ou de traductions interlinéaires ou marginales dans la langue du Pays où elles sont imprimées.

3. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'article 1^{er}, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis, en conséquence, devant les tribunaux des deux Pays, à exercer des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leurs droits de propriété en établissant, par un certificat émanant de l'autorité publique compétente en chaque Pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le Pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le bureau de la librairie, au ministère de l'intérieur, et légalisé par la mission de Nassau à Paris; pour les ouvrages publiés dans le duché de Nassau, il sera délivré par la régence ducal à Wiesbaden et légalisé par la mission de France à Darmstadt.

4. Les stipulations de l'article 1^{er} s'appliqueront également à l'exécution ou représentation des œuvres dramatiques ou musicales publiées; exécutées ou représentées pour la première fois, dans l'un des deux Pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux États, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet

du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux Pays jouira, pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage autorisée par lui, du privilège de protection contre la publication dans l'autre Pays de toute traduction du même ouvrage non autorisée par lui, et ce, sous les conditions suivantes :

1° Il faudra que l'auteur ait indiqué, en tête de son ouvrage, son intention de se réserver le droit de traduction ;

2° Ladite traduction devra avoir paru, au moins en partie, dans le délai d'un an, à compter de la date de la publication de l'œuvre originale, et, en totalité, dans un délai de trois ans, à partir de la même date.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qu'il entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée sur la première livraison de chaque volume. Toutefois, en ce qui concerne les termes assignés par le présent article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6 devra faire paraître ou représenter sa traduction six mois après la publication ou représentation de l'ouvrage original.

7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1^{er} aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur, dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre ainsi publiés ou reproduits ne pourront être vendus dans l'autre Pays, ces éditions ou exemplaires seront respectivement considérés comme reproductions illicites.

Les ouvrages auxquels s'applique cet article 7 seront librement admis dans les deux Pays pour le transit à destination d'un Pays tiers.

8. Les mandataires légaux ou ayants cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc. jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

9. Notwithstanding les stipulations des articles 1 et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux Pays pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays,

pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés. Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux Pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

10. La vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de reproduction non autorisée, définis par les articles 1, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale. Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre Pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

12. Les deux Gouvernements prendront, par voie de règlements d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication, à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux Pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux pendant la période comprise entre la date de l'expiration de l'Arrangement du 2 mars 1853 (11 juillet 1859) et la mise en vigueur de la présente Convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisée.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs français ou du duché de Nassau et constituant une reproduction non autorisée de modèles français ou de Nassau. Toutefois, ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

13. Pendant la durée de la présente Convention, les objets suivants, savoir :

- Livres en toute langue,
- Estampes,
- Gravures,
- Lithographies et photographies,
- Cartes géographiques ou marines,
- Musique,
- Planches gravées en cuivre, acier ou bois, et pierres lithogra-

phiques couvertes de dessins, gravures ou écritures, destinées à l'impression sur papier, tableaux et dessins, seront réciproquement admis en franchise de droits, sans certificats d'origine.

14. Les livres d'importation licite venant de Nassau seront admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, savoir :

1° Les livres en langue française, par les bureaux de Forbach, Wissembourg, Strasbourg, Pontarlier, Bellegarde, Pont-de-la-Caille, Saint-Jean-de-Maurienne, Chambéry, Nice, Marseille, Bayonne, Saint-Nazaire, le Havre, Lille, Valenciennes, Thionville et Bastia ;

2° Les livres en toute autre langue que française, par les mêmes bureaux et ; en outre, par les bureaux de Sarreguemines, Saint-Louis, Verrières-de-Joux, Perpignan (par le Perthus), le Perthus, Bénédict, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Caen, Rouen, Dieppe, Boulogne, Calais, Dunkerque, Apach et Ajaccio,

Sans préjudice toutefois des autres bureaux qui pourraient être ultérieurement désignés pour le même effet.

Dans le duché de Nassau, les livres d'importation licite venant de France seront admis par tous les bureaux de douanes.

15. Dans le cas où un impôt de consommation viendrait à être établi sur le papier, dans l'un des deux Pays, il est bien entendu que cet impôt atteindrait proportionnellement les livres, estampes, gravures et lithographies importés de l'autre Pays.

Néanmoins, en ce qui concerne les livres, cet impôt ne sera éventuellement appliqué qu'à ceux qui auront été publiés, dans l'un ou l'autre Pays, postérieurement à la création de l'impôt de consommation dont il s'agit.

16. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

17. La présente Convention sera mise en vigueur le 1^{er} juillet de l'année courante.

Elle aura la même durée que les Traités de commerce et de navigation conclus, le 2 août 1862⁽¹⁾, entre la France et les États du Zollverein.

⁽¹⁾ Bull. 1285, n° 13, 122 et 13, 123.

18. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 5 Janvier 1865.

(L. S.) Signé DROUIN DE LURYS.

(L. S.) Signé LAGRÉVILLE.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 9 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'Etat:

Le Gardes des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé DROUIN DE LURYS.

Signé J. BAROCHET.

N° 13,654. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise comme Congrégation à Supériorité générale l'Association des Sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, existant à Chauffailles (Saône-et-Loire).

Du 25 Janvier 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes, de notre Conseil d'Etat entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. L'association religieuse des sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, existant à Chauffailles (Saône-et-Loire) est autorisée comme congrégation à supérieure générale, exclusivement propre au diocèse d'Autun, à la charge de se conformer aux statuts approuvés pour la congrégation hospitalière et enseignante des sœurs du Saint-Sacrement, à Autun (même département), par décret impérial du

26 décembre 1810 ⁽¹⁾ et modifiés par un autre décret du 17 janvier 1855 ⁽²⁾, et que les membres de ladite association ont déclaré adopter.

La présente autorisation n'est accordée qu'à la condition expresse que les sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus recevront gratuitement dans les écoles libres qu'elles dirigent actuellement et dans les écoles qu'elles fonderaient à l'avenir les enfants pauvres portés sur la liste dressée en exécution de l'article 45 de la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement.

2. La supérieure générale et la première assistante de la congrégation des sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, à Chauffailles, sont autorisées à accepter, savoir : 1^{re} la supérieure générale, la rétrocession consentie en faveur de cette congrégation par les dames Toussainte Pellissier, Catherine Saugues, Mélanie Gérentes et Virginie Joubert, religieuses de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, suivant acte notarié du 10 juin 1859, de leurs droits sur divers bâtiments avec dépendances situés à Chauffailles et servant de maison conventuelle à ladite congrégation, qu'elles ont déclaré avoir été acquis par acte notarié du 23 décembre 1851, puis agrandis par des constructions nouvelles, le tout pour le compte et avec les deniers de l'association ; 2^e la première assistante, la rétrocession consentie, aux termes du même acte, par la dame Reine Autier, supérieure générale de la congrégation, de ses parts et portions dans la propriété desdits immeubles.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Janvier 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes*

Signé J. BAROQUE.

N° 13,655. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve le Traité conclu, le 8 mars 1865, entre la Ville de Paris et MM. Leroi, Sourdis et C^{ie}, pour l'exécution de diverses opérations de voirie.

Du 7 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 34^e, n° 6364.

⁽²⁾ 2^e série, Bull. 261, n° 2335.

Vu notre décret, en date du 3 août 1861⁽¹⁾, qui a déclaré d'utilité publique, dans la ville de Paris, diverses opérations de voirie, notamment :

1° L'ouverture de la section de la rue de Maubeuge comprise entre la place du Nord et la rue de Rochechouart;

2° L'établissement d'une place sur le parcours de cette voie, avec amorce de la rue de Laval;

3° Le prolongement des rues de Belzunce et d'Abbeville entre l'adite place et la rue du Faubourg-Poissonnière;

4° Le prolongement de la rue de la Tour-d'Auvergne jusqu'à la rue de Maubeuge;

Notre décret, en date de ce jour⁽²⁾, qui déclare d'utilité publique : 1° le prolongement de la rue de Laval entre la rue Rodier et les terrains de la compagnie du gaz, près la rue du Faubourg-Poissonnière; 2° le prolongement de la rue Baudin entre la rue de Bellefond et la rue de Maubeuge, avec rectification du tracé primitif de la rue Baudin, aux abords du square Montholon, et du tracé de la rue d'Abbeville près la rue du Faubourg-Poissonnière;

Lesdits décrets autorisant la ville de Paris à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les immeubles ou portions d'immeubles nécessaires à l'exécution de ces projets;

Le traité passé, le 8 mars 1865, entre le sénateur préfet de la Seine, agissant au nom de la ville de Paris, d'une part, et les sieurs *Leroi, F. Sourdis* et compagnie, d'autre part, pour l'exécution à forfait des opérations ci-dessus désignées;

Le plan annexé à ce traité;

La délibération du conseil municipal de Paris, en date du 10 mars 1865;

La proposition du sénateur préfet de la Seine;

La loi du 3 mai 1841 et l'ordonnance du 23 août 1835,

Le décret du 26 mars 1852⁽³⁾ et le décret réglementaire du 27 décembre 1858⁽⁴⁾;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est approuvé le traité conclu, le 8 mars 1865, entre le sénateur préfet de la Seine, agissant au nom de la ville de Paris, d'une part, et les sieurs *Leroi, F. Sourdis* et compagnie, d'autre part, et par lequel ces derniers se chargent d'exécuter à leurs frais, risques et périls, au lieu et place de la ville de Paris : 1° l'ouverture de la section de la rue de Maubeuge comprise entre la place du Nord et la rue de Rochechouart; 2° l'établissement d'une place sur le parcours de cette voie, avec amorce de la rue de Laval sur les terrains de la compagnie du gaz; 3° le prolongement des rues de Belzunce et d'Abbeville jusqu'à cette place; 4° le prolongement de la rue de la Tour-d'Auvergne jusqu'à la rue de Maubeuge; 5° le prolongement de la rue de Laval entre la rue Rodier et les terrains de la compagnie du gaz, près la rue du Faubourg-Poissonnière; 6° le prolongement de la rue Baudin entre la rue de Bellefond et la rue de Maubeuge, avec rectification du tracé primitif de la rue Baudin, aux abords du square

⁽¹⁾ xi^e série, Bull. 963, n° 9494.

⁽²⁾ xi^e série, Bull. 1301, n° 93620.

⁽³⁾ x^e série, Bull. 514, n° 3914.

⁽⁴⁾ xi^e série, Bull. 656, n° 6111.

Montholon, et du tracé de la rue d'Abbeville, près la rue du Faubourg-Poissonnière, moyennant une subvention municipale calculée à raison de cinq cent cinquante-neuf francs cinquante centimes (559^f 50^c) par mètre de terrain superficiel qui sera livré à la voie publique, et, en outre, sous les clauses et conditions stipulées dans ledit traité.

En conséquence, les sieurs *Leroi, F. Sourdis* et compagnie, subrogés, conformément à l'article 63 de la loi du 3 mai 1841, aux droits et obligations qui résultent pour la ville de Paris des deux décrets sus-visés, portant déclaration d'utilité publique, sont autorisés à acquérir les immeubles ou portions d'immeubles nécessaires, en vertu tant de ladite loi que du décret du 26 mars 1852, après l'accomplissement préalable des formalités prescrites par le décret réglementaire du 27 décembre 1858.

Le traité et le plan produit à l'appui demeurent annexés au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'État, au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 7 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,656. — DÉCRET IMPÉRIAL qui modifie la composition du Conseil de Prud'hommes de Troyes.

Du 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 1^{er} juin 1853, concernant les conseils de prud'hommes;

Vu le décret du 7 mai 1808⁽¹⁾, qui a institué un conseil de prud'hommes à Troyes; l'ordonnance du 17 avril 1820⁽²⁾ et le décret du 16 septembre 1850⁽³⁾, modificatifs de la composition de ce conseil;

Vu la délibération de la chambre de commerce de Troyes, en date du 23 septembre 1863, les propositions du préfet de l'Aube et l'avis de notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, exprimé dans sa lettre du 3 février 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le conseil de prud'hommes établi à Troyes sera désormais composé de la manière suivante :

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 192, n° 3562.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 365, n° 8669.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 311, n° 2444.

CATEGORIE		NOMBRE	
1 ^{re}	Filateurs de coton, de laine, de fil, de soie; fabricants de cordes, retordeurs, filoteurs de bourre de soie, fabricants de caute.....	1	1
2 ^e	Fabricants de bonneterie en coton, en laine, en fil de soie et en bourre de soie; fabricants de tricots au métier circulaire, blanchisseurs et apprêteurs de toile et de bonneterie, teinturiers, fabricants de ganterie en coton, en laine, en fil de soie et en bourre de soie; apprêteurs de bonneterie, de draperie et d'étoffes; fabricants d'aiguilles, lamineurs en coton.	2	2
3 ^e	Fabricants de tissus de coton, de fil, de laine et de soie; passementiers; calendriers; cylindriers; graviers; fabricants de broderies et d'ornements d'église; fabricants de toiles cirées, de ros et de lames.....	1	1
4 ^e	Charpentiers, scieurs de long; menuisiers; ébénistes; maçons; plâtriers; tailleurs de pierres, marbriers; fabricants de briques, tuiles et poteries; peintres, vitriers; serruriers en bâtiments; tonneliers; cordiers; sabotiers; tourneurs sur bois et sur métaux; entrepreneurs de constructions; fabricants de chaux; couvreurs; paveurs; peintres sur verre; doreurs et argentiers sur bois; fabricants d'ornements d'architecture; sculpteurs, miroitiers, fabricants et poseurs de bitume; usines à gaz; layetiers emballeurs; exploitants de scieries; fabricants de chaises, graveurs sur bois; fabricants de placage, de formes; boisseliers; vanniers; tanniers; fabricants de billards, tabletiers, figuristes.....	1	1
5 ^e	Imprimeurs typographiques et lithographiques; graveurs en taille-douce, fabricants de papier, de carton, de registres; brocheurs, relieurs.....	1	1
6 ^e	Tailleurs; cordonniers; bottiers; tanneurs, corroyeurs, chamoiseurs, hongroyeurs; bourrelliers; selliers, charrons; carrossiers; chapeliers; confectionneurs pour hommes et pour femmes; chemisiers; modistes; lingères; couturières; fabricants de corsets, de casquettes, de fleurs artificielles; fabricants de chapeaux de paille; fabricants de paillassons, de cannes; tapissiers; perruquiers et coiffeurs; métalliers, fabricants de boutons; fabricants de chausses; mégisiers, maroquins, parcheminiers, pelletiers; bandagistes, selliers, apprêteurs de crin.....	1	1
7 ^e	Armuriers; couteliers; taillandiers, maréchaux servants; mécaniciens; fondeurs; fabricants de pompes; chaudronniers; ferblantiers; potiers; faïenciers; fabricants de chandeliers et de bougies; confiseurs; horlogers; boulangers; fabricants de produits chimiques; distillateurs; fabricants de parapluies; fabricants de broches et de peignes; serruriers en métaux; orfèvres, bijoutiers; ciseleurs; fondeurs en métaux; doreurs et argentiers sur métaux; plombiers; graveurs sur métaux; singes; grillageurs; élamers; tôliers; potiers d'étain; émaileurs; fabricants et tailleurs de limes; ajusteurs de poids et mesures; lampistes; forgerons; brasseurs; fabricants de vinaigre; fabricants de pâtes d'Italie, de chocolat; fabricants d'huile, de colle, d'essence, de résine; fabricants de savon; fabricants de blanc de Troyes.....	1	1
TOTAL.....		8	8
TOTAL GÉNÉRAL.....		86	86

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, sont chargés, chacun

En vertu duquel concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré
 au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture,
 du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,657. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant convocation, 1° des Conseils généraux
 de l'Algérie, 2° du Conseil supérieur du Gouvernement de l'Algérie.

Du 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
 DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu nos décrets organiques de l'administration de l'Algérie, en date des
 27 octobre 1858 ⁽¹⁾, 10 décembre 1860 ⁽²⁾ et 7 juillet 1864 ⁽³⁾;

Vu notre décret du 29 juin 1863 ⁽⁴⁾, articles 3 et 4;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la
 guerre et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La session ordinaire des conseils généraux de l'Algérie,
 pour 1865, sera ouverte :

Pour la province d'Oran, le 16 septembre prochain et close le 25
 du même mois;

Pour les provinces d'Alger et de Constantine, le 18 septembre
 prochain et close le 27 du même mois.

2. La session du conseil supérieur du gouvernement de l'Algérie,
 pour 1865, sera ouverte le 2 octobre prochain et close le 11 du même
 mois;

3. Les articles 3 et 4 susvisés de notre décret du 29 juin 1863
 sont abrogés.

Chaque conseil général nommera, avant de se séparer, les deux
 délégués appelés à le représenter à la prochaine session du conseil
 supérieur du Gouvernement.

4. Le général commandant la province est autorisé à désigner, s'il
 le juge nécessaire, un interprète qui assistera aux séances du conseil
 général, avec mission de traduire aux conseillers indigènes les pro-
 positions faites, les objections élevées et les conclusions mises aux
 voix, et de traduire au conseil les propositions et observations de
 ces mêmes conseillers.

⁽¹⁾ Bull. 648, n° 5998.

⁽²⁾ Bull. 935, n° 9088.

⁽³⁾ Bull. 1240, n° 12,622.

⁽⁴⁾ Bull. 1133, n° 11,456.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,

Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RAMON.

N° 13,658. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique l'établissement du Chemin de fer de Bar-sur-Seine à Châtillon, et rend définitive la concession dudit Chemin, accordée à titre éventuel à la Compagnie de l'Est.*

Du 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu les lois et décret du 11 juin 1863 ⁽¹⁾, qui approuvent la convention passée avec la compagnie des chemins de fer de l'Est, le 1^{er} mai de la même année;

Vu ladite convention et notamment l'article 4 de cette convention, lequel est ainsi conçu :

« Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, s'engage à concéder à la compagnie de l'Est, dans le cas où l'utilité publique en serait reconnue, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841, les chemins de fer ci-après :

« De Bar-sur-Seine à Châtillon..... La compagnie s'engage à exécuter lesdits chemins dans un délai de huit années, à dater du décret de concession définitive à intervenir..... »

Vu l'avant-projet présenté par la compagnie de l'Est pour l'établissement du chemin de fer susmentionné ;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur cet avant-projet dans les départements de l'Aube et de la Côte-d'Or, et notamment les procès-verbaux des commissions d'enquête, en date des 19 et 26 avril 1865 ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 10 juillet 1865 ;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4) ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Bar-sur-Seine à Châtillon.

⁽¹⁾ Bull. 1141, n° 11,549.

En conséquence, la concession dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie de l'Est par la convention susmentionnée du 1^{er} mai 1843, est déclarée définitive.

2. Ledit chemin de fer sera dirigé par la vallée de la Seine et se raccordera, près de Sainte-Colombe, au chemin de fer de Châtillon à Nuits-sous-Ravières.

3. Le chemin de fer susénoncé sera régi par le cahier des charges annexé à la convention des 24 juillet 1858 et 11 juin 1859.

Toutefois, les terrains seront acquis pour deux voies, mais les terrassements et ouvrages d'art pourront n'être exécutés que pour une voie; le rayon des courbes pourra être réduit à trois cents mètres (300^m); le maximum de l'inclinaison des pentes et rampes est fixé à quinze millimètres (0^m,015) par mètre, sans préjudice de la faculté accordée à la compagnie par l'article 8 du cahier des charges, de proposer des modifications aux présentes dispositions.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,659. — DÉCRET IMPÉRIAL qui détermine le mode de vérification de la dimension des mailles des Filets et de l'espacement des verges des Nasses autorisés pour la Pêche de chaque espèce de Poisson.

Du 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 9 de la loi du 31 mai 1865, relative à la pêche;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 1^{er} juin 1864;

Vu l'avis, en date du 3 juillet 1865, de la commission de la pêche, instituée auprès du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Sur le rapport de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La vérification de la dimension des mailles des filets et de l'espacement des verges des nasses autorisés pour la pêche de chaque espèce de poisson s'effectuera au moyen d'un instrument en forme de pyramide quadrangulaire portant à sa surface des traits

accompagnés de chiffres indiquant les longueurs des côtes des mailles correspondantes à chaque espèce.

Cet instrument sera fourni par l'administration et prêté par elle. Un exemplaire en sera déposé au greffe de chaque tribunal civil.

2. Pour opérer la vérification, l'instrument sera introduit successivement dans plusieurs mailles prises au hasard.

3. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BARTH.

N° 13,660. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui range dans la seconde classe des Établissements réputés insalubres ou incommodes les Fabriques de chlorures alcalins ou eaux de javelle.*

Du 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 15 octobre 1810⁽¹⁾ et les ordonnances royales des 9 février 1825⁽²⁾ et 31 mai 1833⁽³⁾;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures, en date des 11-18 janvier 1865;

Vu l'avis du conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Seine, en date du 14 juillet 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les fabriques de chlorures alcalins ou eaux de javelle, quelles que soient les quantités de leur production, sont rangées dans la seconde classe des établissements réputés insalubres ou incommodes.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 523, n° 6059.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 21, n° 540.

⁽³⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 2^{me} section, Bull. 133, n° 4835.

2518m 2336 575
du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

-299302 1000000 575 1000000 575
NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'Etat au département de l'Agriculture,
des Commerce et des Travaux Publics,

-6881 1000 25 91 1000000 575
Signé ARMAND BÉRIC.

2011017 20 2

N° 13,661. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise le rachat du Péage établi sur le pont d'Argentat (Corrèze) pour le service de la Route impériale n° 120, de Rodez à Limoges.

Du 26 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics ;

Vu l'ordonnance du 28 août 1827⁽¹⁾, approbative de l'adjudication passée, le 20 juin de la même année, au profit du comte Alexis de Noailles, pour la construction d'un pont suspendu sur la Dordogne, à Argentat, route impériale n° 120, de Rodez à Limoges, ladite adjudication consentie moyennant la concession d'un péage de quatre-vingt-dix-neuf ans ;

Vu le cahier des charges annexé à l'ordonnance précitée ;

Vu l'arrêté préfectoral autorisant la perception du péage à partir du 26 septembre 1829 ;

Vu les propositions présentées par le préfet et les ingénieurs de la Corrèze, pour le rachat du péage ;

Vu la délibération, en date du 16 juin 1865, par laquelle le conseil municipal d'Argentat vote une somme de onze mille cinq cent vingt francs pour contribuer à la dépense du rachat dont il s'agit, évaluée à cent onze mille cinq cent vingt francs ;

Vu les lettres du préfet de la Corrèze, en date des 7 et 20 juin 1865 ;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 ;

Notre Conseil d'Etat entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Notre ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics est autorisé à procéder, soit à l'amiable, soit par toute autre voie légale, au rachat du péage établi sur le pont d'Argentat (Corrèze) pour le service de la route impériale n° 120, de Rodez à Limoges ;

2. La dépense laissée à la charge du trésor, soit cent mille francs (100,000^f), sera imputée sur les fonds affectés à la construction des

grands ponts, par le budget extraordinaire du ministère des travaux publics.

3. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,662. — DÉCRET IMPÉRIAL qui nomme M. le Comte Walewski Président du Corps législatif.

Du 1^{er} Septembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 43 de la Constitution,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le comte *Walewski*, membre de notre conseil privé, député, est nommé président du Corps législatif.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 1^{er} Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,663. — DÉCRET IMPÉRIAL qui charge M. Béhic, Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, de l'Intérim du Ministère de la Guerre pendant l'absence de M. le Maréchal Comte Randon.

Du 3 Septembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. *Béhic*, ministre de l'agriculture, du commerce et des

travaux publics, est chargé de l'intérim du ministère de la guerre pendant l'absence de M. le maréchal comte Randon.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 3 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROCHER.

N° 13,664. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui :

1° Déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la protection et l'assainissement des terrains situés sur les deux rives de la Seine, entre la limite des départements de l'Aube et de Seine-et-Marne et l'embouchure de la Voulzie (Seine-et-Marne) ;

2° Réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à l'exécution des travaux. (Paris, 3 Juin 1865.)

N° 13,665. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui :

1° Déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la protection et l'assainissement des terrains situés sur les deux rives de la Seine, entre l'embouchure de la Voulzie et Montereau (Seine-et-Marne) ;

2° Réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à l'exécution des travaux. (Paris, 3 Juin 1865.)

N° 13,666. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé par l'État à l'exécution des travaux projetés pour améliorer la navigation du Rhône entre le Charnève et le Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), conformément aux dispositions générales d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° Les travaux mentionnés en l'article 1^{er} sont déclarés d'utilité publique.

3° La dépense, évaluée à trois cent trente mille francs, sera imputée sur le budget extraordinaire des travaux publics, chapitre VIII (Amélioration des rivières). (Paris, 7 Juin 1865.)

N° 13,667. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'améliorément et la consolidation du chemin de desserte des communaux, à Parcey (Jura), sur la rive gauche de la Loue, et réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à l'exécution des travaux. (Paris, 7 Juin 1865.)

N° 13,668. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour défendre le hameau de Freyssenet (Ardèche) contre les inondations du torrent du Planchet, et réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à l'exécution des travaux. (Paris, 7 Juin 1865.)

N° 13,669. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la reconstruction du pont de Juillé-sur-Sarthe (Sarthe) et à la rectification de la route impériale n° 138, de Bordeaux à Rouen, aux abords de cet ouvrage, suivant la direction générale figurée par des lignes rouges sur le plan du 30 juillet 1864, qui demeurera annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à cent trois mille francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement à la reconstruction des grands ponts (6^e section du budget du ministère des travaux publics).

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (Paris, 8 Juin 1865.)

N° 13,670. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 9 mai 1860, qui assigne quatorze offices d'huissier au tribunal de première instance de Ruffec (Charente), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à onze.

2° Le décret du 29 août 1863, qui assigne vingt-sept offices d'huissier au tribunal de première instance de Tours (Indre-et-Loire), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-six. (Paris, 6 Août 1865.)

N° 13,671. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 12 août 1820, qui assigne huit offices d'avoué au tribunal de première instance de Beaune (Côte-d'Or), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à sept.

2° Le décret du 6 janvier 1858, qui assigne onze offices d'huissier au tribunal de première instance de Fougères (Ille-et-Vilaine), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix.

3° Le décret du 14 février 1857, qui assigne dix offices d'huissier au tribunal de première instance de Vitré (Ille-et-Vilaine), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à neuf.

4° Le décret du 6 juillet 1862, qui assigne vingt et un offices d'huissier au tribunal de première instance de Roanne (Loire), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt.

5° Le décret du 13 février 1858, qui assigne vingt-quatre offices d'huissier au tribunal de première instance de Blois (Loir-et-Cher), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-trois.

6° Le décret du 26 août 1857, qui assigne dix offices d'huissier au tribunal de première instance de Châteaubriant (Loire-Inférieure), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à neuf. (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,672. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Le Mordan* (*Louis-Marie-Joseph*), maire de la commune de Saint-Pierre-des-Landes, arrondissement de Laval (Mayenne), né le 21 septembre 1809, à Erqui (Côtes-du-Nord), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de la Ville-Cochard*, et à s'appeler, à l'avenir, *Le Mordan de la Ville-Cochard*.

2° M. *Maublanc* (*Louis-Amédée*), inspecteur principal du chemin de fer d'Orléans, né le 16 janvier 1814, à Nantes (Loire-Inférieure), demeurant à Périgueux (Dordogne),

Et les mineurs :

Maublanc (*Arthur-Louis-Marie-Jean*), né à Nantes, le 24 juin 1846,

Maublanc (*Louis-Marie-Ernest*), né à Nantes, le 1^{er} mars 1848,

sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *de Boisboucher*, et à s'appeler, à l'avenir, *Maublanc de Boisboucher*.

3° M. *Berlioz* (*Victor-Marc-Joseph*), juge de paix du canton de Domène (Isère), né le 21 octobre 1816, à Grenoble, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Reynier de Jarjayes*, et à s'appeler, à l'avenir, *Berlioz de Reynier de Jarjayes*.

4° Les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,673. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le décret du 30 avril 1859,

qui assigne six offices d'avoué au tribunal de première instance de Lodève (Hérault), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à cinq (Paris, 30 Août 1865.)

N° 13,674. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. Chamblain, préfet de la Meurthe, est nommé conseiller d'État en service ordinaire, en remplacement de M. Langlais, appelé à d'autres fonctions. (Fontainebleau, 5 Septembre 1865.)



Certifié conforme :

Paris, le 22 Septembre 1865.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1337.

N° 13,675. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve des modifications et additions au Tarif d'Octroi de Paris.*

Du 5 Juillet 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu l'ordonnance du 9 décembre 1814⁽¹⁾ et les dispositions des lois des 28 avril 1816 et 24 juin 1824, relatives aux octrois;

Vu la loi du 12 décembre 1830 et le tarif y annexé pour la perception du droit d'entrée sur les boissons;

Vu la loi du 24 mai 1834;

Vu la loi du 11 juin 1842;

Vu la loi du 10 mai 1846;

Vu le décret du 17 mars 1852⁽²⁾;

Vu l'article 18 de la loi de finances du 22 juin 1854;

Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de Paris, en date des 8 mai et 24 juillet 1863, tendant à modifier le tarif de l'octroi de cette ville;

Vu les avis du sénateur préfet du département de la Seine, en date des 17 juin, 5 août 1863 et 16 décembre 1864;

Vu les observations de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les observations de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont et demeurent approuvées les modifications et additions proposées au tarif d'octroi de Paris, conformément aux dispositions ci-annexées.

2. Les nouvelles taxes seront passibles :

1^o Du décime pour franc applicable à tous les droits d'octroi, établi par l'ordonnance du 10 août 1815 et maintenu indéfiniment par l'ordonnance du 17 août 1832⁽³⁾ et par l'arrêté du Gouvernement du 17 juin 1848⁽⁴⁾;

2^o Du second décime pour franc applicable à toutes les taxes

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 66, n° 560.

⁽²⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 177, n° 4334.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 502, n° 3773.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 46, n° 497.

autres que celles qui frappent les vins en cercles, les cidres et poirés, les bières fabriquées dans Paris et les viandes, établi par l'arrêté précité du 17 juin 1848 et maintenu jusqu'au 1^{er} janvier 1871 par décret en date du 2 octobre 1851⁽¹⁾.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Juillet 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Modification du tarif de l'octroi de Paris.

NUMÉROS des articles.	OBJETS ASSUJETTIS aux droits.	MESURES et poids.	DROITS à percevoir.	OBSERVATIONS.
1 ^{er} ARTICLES ET DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES À SUBSTITUER AUX ARTICLES 11, 12, 13, 36 37 ET 38 DU TARIFF ACTUEL ET AUX NOTES RÉGLEMENTAIRES QUI S'Y RATTACHENT.				
11	Huiles de toute autre espèce provenant de substances ani- males ou végétales, acide oléique et toute substance pouvant être employée comme huile.....	L'hectolitre.	21 ⁰⁰	10. Le droit est dû à l'entrée sur les huiles de toute espèce, quel qu'en soit l'emploi.
11 bis.	Huiles et essences minérales..	Idem.	15 ⁰⁰	11. Les huiles et substances dési- gnées ci-contre, seules, alléguées ou mélangées avec d'autres sub- stances, sont soumises au droit pour leur volume entier et sont assu- jetties au droit le plus élevé des huiles qui entrent dans leur com- position. Il n'est fait aucune dé- duction pour fèces, sédiments ou pieds d'huiles. 12. Les graines oléagineuses, les farines en provenant sont sou- mises aux droits d'après la quan- tité d'huile qu'elles sont présu- mées contenir et qui sera déter- minée par l'administration de l'octroi, sous l'approbation du préfet. 13. Les tourteaux de ces mêmes graines qui ne seraient pas dans un état complet de dessiccation seront assujettis aux droits dans la proportion de l'huile qu'ils con- tiennent. 14. Les pieds de bœuf ou de vache provenant de l'étranger ou sortant des abattoirs de Paris sont assujettis aux droits des huiles autres que celles d'olive, dans la proportion d'un litre d'huile pour dix pieds. La même disposition est applicable aux pieds de mon- ton dans la proportion d'un litre d'huile pour cent soixante pieds, et pour les pieds de cheval, dans la proportion d'un litre d'huile pour vingt pieds.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 449, n° 3298.

NUMÉROS des articles.	OBJETS ASSUJETTIS aux droits.	MESURES et poids.	DROITS à percevoir.	OBSERVATIONS.
12	Vernis de toute espèce autres que ceux à l'alcool, blanc de céruse ou de zinc et autres couleurs contenant de l'huile, de l'acide oléique et toute autre substance pouvant être employée comme huile, dégras de toute espèce, graisses ou mélanges pouvant être employés comme dégras ou pour le graissage des machines, fèces, peds d'huile et autres résidus d'huile.....	L'hectolitre.	9' 50c	15. Les vernis, le dégras et autres points désignés en l'article ci-contre, qui contiennent plus de moitié de leur volume en huile, acide oléique ou autres substances imposables comme huile, sont imposés en entier au droit des huiles mentionnées à l'article 11. 16. Les mastics sont imposés d'après la quantité d'huile qu'ils contiennent; il en est de même des cirages contenant plus de six pour cent d'huile. 17. Les feutres, cuirs, laines et autres objets quelconques traités ou préparés à l'alcool ou à l'huile, qui laisseraient échapper de ces liquides ou dont il serait possible de les extraire, seront imposés en raison de la quantité qu'ils en contiendront. 18. Toute substance désignée dans l'article ci-contre, cuite, altérée ou mélangée, est taxée comme essence pure.
13	Essences autres que les essences minérales liquides de toute sorte pouvant être employées comme essences, et tous produits liquides résultant de la distillation du goudron assimilables à l'essence.....	Idem.	8 50	
13 bis.	Goudrons liquides à l'état brut et liquides provenant de la distillation des goudrons non assimilables à l'essence.	Les 10 kil.	0 00	
36	Anthracite, houille de toute espèce, lignite, boghead, canel-cook, tourbe carbonisée et épurée et colbe....	Idem.	0 60	32. La tourbe à l'état brut ne paye que le demi-droit. L'escarbille, les briquettes et tous les combustibles dans lesquels il entre du charbon de terre acquittent le droit entier. Il en est de même de tout résidu du poussier de charbon de terre et de coke. 33. Les quantités de charbon de terre, de coke et de tout autre combustible contenu dans chaque bateau seront reconnues d'après le volume d'eau déplacé par le bateau. 34. La chaux éteinte ou en pâte, le mortier dans lequel il entre de la chaux, la pierre à chaux et le poussier de cette pierre ne payent que le demi-droit. La taxe ci-contre n'est pas applicable à la chaux employée comme engrais, lorsque cet emploi aura été régulièrement constaté par voie d'expertise et de vérification à domicile.
37	Chaux grasse, chaux hydraulique en pierre ou en poudre, ciments de toute espèce et mélanges contenant ces substances.....	Les 100 kil.	1 00	
2° ARTICLE À AJOUTER AU DEUXIÈME CHAPITRE DU TARIF PRINCIPAL. COMPRENANT LES OBJETS DIVERS.				
69	Asphalte, bitume, brai de toute sorte, goudrons naturels ou artificiels non imposables comme essences et comme goudron liquide, et résidus non imposables comme essence provenant			

NUMÉROS des articles.	OBJETS ASSUJETTIS aux droits.	MESURES et poids.	DROITS à percevoir.	OBSERVATIONS.
	de la houille, du gaz et de toutes autres matières orga- niques.....	Les 100 kil.	0 ^e 60 ^e	

Vu et présenté.

*Le Conseiller d'État, Directeur général des douanes
et des contributions indirectes,*

Signé BARBIER.

Vu pour être annexé au décret en date du 5 juillet 1865.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

**N° 13,676. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Vacances de la Cour des comptes
pour l'année 1865.**

Du 7 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR
DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La cour des comptes prendra ses vacances, en la présente
année, du 1^{er} septembre au 31 octobre, avec les restrictions ci-après
déterminées.

2. Il y aura pendant ce temps une chambre des vacations, com-
posée d'un président de chambre et de six conseillers maîtres,
laquelle tiendra ses séances au moins trois jours par semaine.

3. La chambre des vacations connaîtra de toutes les affaires attri-
buées aux trois chambres, sauf celles qui seront exceptées par un
comité composé du premier président, des présidents de chambre et
de notre procureur général, et desquelles le jugement sera renvoyé
à la chambre compétente.

4. La chambre des vacations sera composée, cette année, de :

MM. Pelletier, président de la première chambre, président;
Gauthier d'Hauteserve,
Adam,
Musnier de Pleignes,
Lavollée,
Serveux,
Petitjean,

} conseillers maîtres.

M. *Serveux*, conseiller maître, remplacera notre procureur général, en cas d'absence.

M. *Merché*, greffier de la première chambre, remplira l'office de greffier; il suppléera le greffier en chef pendant l'absence de ce dernier, autorisée par le premier président.

5. Le premier président désignera ceux des conseillers référendaires qui pourront prendre part aux vacances sans préjudice pour le service de la cour, et sans que, dans aucun cas, il puisse donner des congés à plus de la moitié des conseillers référendaires.

Cette disposition sera applicable aux auditeurs rapporteurs. Les congés des autres auditeurs sont réglés par le premier président, selon les besoins du service.

6. L'absence qui aura lieu en vertu des dispositions qui précèdent sera comptée comme temps d'activité.

7. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 7 Août 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

Signé J. BAROCHE.

N° 13,677. — DÉCRET IMPÉRIAL qui crée une Chaire de chimie organique au Collège impérial de France.

Du 8 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu la loi de finances, en date du 8 juillet dernier, fixant les dépenses ordinaires de l'exercice 1866,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une chaire de chimie organique est créée au collège impérial de France, à partir du 1^{er} janvier 1866.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 8 Août 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 13,678. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Marine et des Colonies un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.*

Du 11 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies;

Vu l'état des créances liquidées à la charge du département de la marine et des colonies, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs du service marine et du service colonial pour les exercices 1861, 1862 et 1863;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu la loi du 23 mai 1834;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽¹⁾;

Vu notre décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État au département des finances, en date du 18 juillet 1865;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 126 du décret du 31 mai 1862 les créances comprises dans l'état ci-dessus visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus par les budgets des exercices précités, et que leur montant n'excède pas les restants de crédits dont l'annulation a été proposée lors du règlement définitif desdits exercices;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, en augmentation des restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices 1861, 1862 et 1863, pour le service marine et pour le service colonial, un crédit supplémentaire de quatre cent cinquante et un mille cent quatre-vingt-douze francs quatre-vingt-dix-sept centimes (451,192¹/₁₀₀ 97¹/₁₀₀), montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la charge de ces exercices et dont les états nominatifs seront adressés en double expédition à notre ministre secrétaire d'État au département des finances, conformément à l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862, savoir :

⁽¹⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

	SERVICE marine.	SERVICE colonial.	BUDGET ordinaire.	BUDGET extraordinaire.
Exercice 1861.	22,281 ^f 85 ^c	17,339 ^f 89 ^c	"	"
Exercice 1862.	103,088 62	146,303 65	"	"
Exercice 1863.	"	"	144,703 ^f 03 ^c	17,475 ^f 93 ^c
	125,370 47	163,643 54	144,703 03	17,475 93
	289,014 01		162,178 96	
ENSEMBLE.	451,192 ^f 97 ^c			

Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos au budget de l'exercice courant, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources affectées au service ordinaire des exercices courants.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au camp de Châlons, le 11 Août 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du ministère des finances,

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Signé J. BAROCHE.

EXERCICES CLOS.

Tableau des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par les comptes définitifs de 1861, 1862 et 1863 et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.

NUMEROS des chapitres.	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par chapitre.	par exercice.
	SERVICE MARINE.		
	EXERCICE 1861.		
3	Solde et accessoires de la solde.	940 ^f 65 ^c	
4	Hôpitaux.	3 09	
5	Vivres.	15,476 59	

NOMINOS des chapitres.	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		per chapitre.	per exercice.
7	Salaires d'ouvriers.....	97 ^f 20 ^c	
8	Approvisionnements généraux de la flotte.....	1,873 57	
9	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	328 07	
13	Frais généraux d'impression et achats de livres.....	568 10	
14	Frais de voyage et dépenses diverses.....	2,609 42	
16	Matériel du service hydrographique et scientifique.....	406 16	
	EXERCICE 1862.		22,281 ^f 85 ^c
3	Solde et accessoires de la solde.....	2,562 94	
4	Hôpitaux.....	3,765 44	
5	Vivres.....	49,295 18	
7	Salaires d'ouvriers.....	21 65	
8	Approvisionnements généraux de la flotte.....	36,078 76	
9	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	261 14	
13	Frais généraux d'impression et achats de livres.....	17 40	
14	Frais de voyage et dépenses diverses.....	11,096 11	
	TOTAL du service marine.....		103,088 82
	EXERCICE 1863.		125,370 47
	BUDGET ORDINAIRE.		
6	Corps entretenus et agents divers.....	100 00	
8	Hôpitaux.....	187 08	
9	Vivres.....	1,073 21	
11	Approvisionnements généraux de la flotte.....	1,110 58	
12	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	32 00	
17	Frais généraux d'impression et achats de livres ..	130 00	
18	Frais de voyage et dépenses diverses.....	6,240 86	
20	Chicourmes.....	20 00	
21	Personnel civil et militaire aux colonies.....	107,194 42	
22	Matériel civil et militaire aux colonies.....	28,614 88	
	BUDGET EXTRAORDINAIRE.		144,703 03
8	Personnel des services militaires et civils spéciaux en Cochinchine.....	16 00	
9	Hôpitaux.....	237 05	
10	Vivres.....	666 60	
8	Salaires d'ouvriers.....	945 36	
4	Approvisionnements généraux de la flotte.....	3,398 43	
11	Frais de voyage et dépenses diverses.....	12,218 44	
	TOTAL de l'exercice 1863.....		17,475 93
	SERVICE COLONIAL.		162,178 96
	EXERCICE 1861.		
1	Personnel civil et militaire aux colonies.....	11,237 07	
2	Matériel civil et militaire aux colonies.....	3,600 82	
3	Établissement pénitentiaire à la Guyane.....	2,500 00	
			17,338 89

NUMÉROS des chapitres.	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par chapitre.	par exercice.
EXERCICE 1862.			
1	Personnel civil et militaire aux colonies.....	85,337 ^r 82 ^c	
2	Matériel civil et militaire aux colonies.....	60,683 83	
3	Établissement pénitentiaire à la Guyane.....	282 00	146,303 ^r 65 ^c
TOTAL du service colonial.....			163,643 54
RÉCAPITULATION.			
Service marine.....			125,370 47
Exercice 1863. {	Budget ordinaire.....	144,703 03	162,178 96
	Budget extraordinaire.....	17,475 93	163,643 54
Service colonial.....			
TOTAL GÉNÉRAL.....			451,192 97

Arrêté le présent tableau à la somme de quatre cent cinquante et un mille ces quatre-vingt-douze francs quatre-vingt-dix-sept centimes.

Paris, le 21 juillet 1865.

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 13,679. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant que la Société *Gagnage et compagnie*, qui exploite un Magasin général à Paris, est autorisée à recevoir dans ledit magasin, en outre de la Papeterie, les Produits désignés sous le nom d'Articles de Paris, les liquides exceptés.

Du 26 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu notre décret, en date du 3 janvier 1863⁽¹⁾, portant autorisation au sieur *Duquenal* d'établir et d'exploiter à Paris, rue Charlot, n° 5, un magasin général pour la papeterie ;

Vu la demande formée par le gérant de la société *Gagnage et compagnie*, cessionnaire du sieur *Duquenal*, demande tendant à l'autorisation de recevoir dans ledit magasin les articles de Paris ;

Vu les avis émis relativement à cette demande par la chambre de commerce de Paris et par le sénateur préfet de la Seine ;

Vu la loi du 28 mai 1858 et le décret du 12 mars 1859⁽²⁾ ;

La section des finances, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 1083, n° 10,850.

⁽²⁾ Bull. 673, n° 6304.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur ;

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*
Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,682. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui rend exécutoires en Algérie les articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11 de la loi du 23 juin 1857 et les décrets des 17 juillet 1857 et 11 décembre 1864, relatifs au Droit de Transmission sur les Actions et Obligations des Sociétés, Compagnies et Entreprises françaises ou étrangères.

Du 26 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11 de la loi du 23 juin 1857, relatifs au droit de transmission sur les actions et obligations des sociétés, compagnies et entreprises françaises et étrangères ;

Vu le décret du 17 juillet de la même année ⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Vu le décret du 11 décembre 1864 ⁽²⁾, modifiant celui du 17 juillet 1857 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre et d'après la proposition du gouverneur général de l'Algérie,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11 de la loi du 23 juin 1857, le décret du 17 juillet de la même année et le décret du 11 décembre 1864, modifiant celui du 17 juillet 1857, susvisés, sont rendus exécutoires en Algérie ; à cet effet, ils seront publiés et promulgués à la suite du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et le gouverneur général de l'Algérie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 26 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*
Signé RANDON.

⁽¹⁾ Bull. 522, n° 4803.

⁽²⁾ Bull. 1255, n° 12,811.

N° 13,683. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve la Convention passée, le 26 juin 1865, entre le Ministre de la Marine et des Colonies et la Société du Crédit foncier colonial, pour l'élévation du minimum des Prêts de la Société dans la Colonie de la Réunion.

Du 5 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu notre décret du 31 août 1863⁽¹⁾, contenant autorisation de l'établissement du crédit foncier dans les colonies et approbation de modifications aux statuts de la société de crédit colonial;

Vu notre décret du 7 octobre 1863⁽²⁾, qui a autorisé la société de crédit foncier colonial à étendre ses opérations à la colonie de la Réunion;

Vu notre décret de la même date⁽³⁾, portant approbation de la convention arrêtée, le 8 septembre 1863, entre notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies et le sieur *Pinard*, président du conseil d'administration de la société du crédit foncier colonial, ladite convention stipulant que le minimum des prêts à faire à la colonie sera fixé à dix millions de francs;

Vu la délibération du conseil général de la Réunion, en date du 23 décembre 1864, ayant pour objet de donner pleins pouvoirs à notre ministre de la marine et des colonies pour traiter avec le conseil d'administration du crédit foncier colonial au nom de la colonie, à l'effet d'élever le minimum des prêts de la société à une somme de vingt millions;

Vu la convention arrêtée à cet effet, le 26 juin 1865, entre notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies et le sieur *Pinard*, président du conseil d'administration de la société du crédit foncier colonial;

Vu l'article 6 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est et demeure approuvée la convention passée, le 26 juin 1865, entre notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies et le sieur *Pinard*, président du conseil d'administration de la société du crédit foncier colonial, laquelle convention restera annexée au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 5 Septembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé **P. DE CHASSELOUP-LAUBAT**.

⁽¹⁾ Partie supplémentaire, Bull. 981, n° 15,470.

⁽²⁾ Bull. 1151, n° 11,682.

⁽³⁾ Partie supplémentaire, Bull. 984, n° 15,535.

Entre Son Excellence M. le ministre de la marine et des colonies, agissant au nom de la colonie de la Réunion, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le conseil général de cette colonie, par sa délibération du 23 décembre 1864, et sous la réserve de l'approbation des présentes par décret de l'Empereur, d'une part;

Et la société anonyme établie à Paris sous la dénomination de *Crédit foncier colonial*, représentée par M. Louis-Alphonse Pinard, président de son conseil d'administration, lequel agit en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui ont été conférés par délibération dudit conseil, en date du 3 mars dernier, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE. La société de crédit foncier colonial s'engage à porter à la somme de vingt millions de francs le minimum du prêt qu'elle s'était obligée d'effectuer à la Réunion jusqu'à concurrence de dix millions de francs, aux termes de la convention du 8 septembre 1863.

Par suite de l'élévation du chiffre minimum des prêts de la société de crédit foncier colonial, la garantie éventuelle consentie par la colonie de la Réunion au profit de ladite société, par la convention précitée, jusqu'à concurrence de deux et demi pour cent du montant des obligations émises par ladite société en représentation des prêts réalisés par elle dans la colonie de la Réunion, et fixée par ladite convention à une somme qui ne pouvait excéder annuellement deux cent cinquante mille francs, est élevée, à partir du 1^{er} janvier 1866, à une somme annuelle maximum de cinq cent mille francs.

Il n'est en rien dérogé à toutes les autres clauses ou conditions stipulées dans ladite convention, lesquelles continueront à produire leur effet et à recevoir entre les parties leur pleine et entière exécution.

Fait double, à Paris, le 26 juin 1865.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé PINARD.

Approuvé l'écriture ci-dessus :

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 13.684. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865.*

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu la loi des finances du 8 juin 1864, portant fixation des recettes et des dépenses du budget du gouvernement général de l'Algérie de l'exercice 1865;

Vu :

Notre décret du 15 novembre 1864⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits accordés par la loi du 8 juin 1864;

Notre décret du 7 juillet 1864⁽²⁾, sur l'organisation administrative de l'Algérie;

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12.750.

⁽²⁾ Bull. 1240, n° 12.622.

Notre décret du 26 décembre 1864⁽¹⁾, rendu pour l'exécution de l'article 8 du décret du 7 juillet susvisé;

Notre décret du 14 janvier 1865⁽²⁾, qui fait application au budget de 1865 des dispositions du décret du 26 décembre 1864;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽³⁾, sur la comptabilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861, portant modification des articles 4 et 14 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu notre décret du 10 novembre 1856;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 14 août 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts pour l'exercice 1865, par la loi des finances précitée du 8 juin 1864, au chapitre v (2^e section. — *Administration générale*) du budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, sont réduits d'une somme de quinze mille francs (15,000').

2. Le crédit de quatre-vingt-douze mille francs ouvert pour le même exercice, par la loi des finances susvisée du 8 juin 1864, au chapitre II (1^{re} section. — *Administration centrale, Matériel*) du budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865, est augmenté de quinze mille francs (15,000').

3. Notre ministre secrétaire d'État de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, notre ministre des finances et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances, par intérim,

Signé J. BAROCHÉ.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,685. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Banque de France à établir une Succursale à Chaumont (Haute-Marne).

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 1268, n° 12,940.

⁽²⁾ Bull. 1268, n° 12,943.

⁽³⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu la loi du 30 juin 1840, le décret du 3 mars 1852 ⁽¹⁾ et la loi du 9 juin 1857, portant prorogation du privilège de la banque de France;

Vu l'article 10 du décret du 16 janvier 1808 ⁽²⁾, le décret du 18 mai de la même année ⁽³⁾ et l'ordonnance royale du 25 mars 1841 ⁽⁴⁾, concernant les comptoirs de la banque de France;

Vu la délibération du 20 avril 1865, par laquelle le conseil général de la banque de France demande l'autorisation d'établir une succursale à Chaumont (Haute-Marne);

Vu les pièces de l'instruction et notamment la demande adressée à la banque, le 13 janvier 1862, par les membres du tribunal de commerce de ladite ville;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. La banque de France est autorisée à créer une succursale à Chaumont (Haute-Marne).

Les opérations de cette succursale seront les mêmes que celles de la banque de France et seront exécutées sous la direction du conseil général, conformément aux dispositions de l'ordonnance royale du 25 mars 1841.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,686. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique le Raccordement du Chemin de fer de Ceinture de Paris (rive droite) avec le chemin de fer d'Auteuil et rend définitive la concession dudit raccordement, accordée à titre éventuel à la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest.

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 502, n° 3791.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 176, n° 2953.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 193, n° 3409.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 801, n° 9234.

• Vu la loi en date du 10 juillet 1865 et le décret du 18 du même mois ⁽¹⁾, qui approuvent la convention passée, le 31 mai 1865, avec la compagnie du chemin de fer de l'Ouest, pour la concession du chemin de fer de Ceinture (rive gauche);

Vu ladite convention, et notamment l'article 2, qui est ainsi conçu :

« Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, s'engage à concéder à la compagnie de l'Ouest, dans le cas où l'utilité publique en serait reconnue, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841 :

« Un raccordement du chemin de fer de Ceinture (rive droite) avec le chemin de fer d'Auteuil.

« La compagnie s'engage à exécuter le raccordement susmentionné, à ses frais, risques et périls, dans un délai de quatre ans, à partir du décret qui en rendra la concession définitive. »

Vu l'avant-projet présenté par la compagnie de l'Ouest pour l'établissement dudit raccordement.

Vu les pièces de l'enquête à laquelle cet avant-projet a été soumis dans le département de la Seine, et notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 20 juillet 1865;

Vu le procès-verbal des conférences tenues, les 8, 13 et 17 juillet 1865, entre les officiers du génie militaire et les ingénieurs des divers services intéressés;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 31 juillet 1865;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le raccordement du chemin de fer de Ceinture (rive droite) avec la ligne d'Auteuil.

En conséquence, la concession dudit raccordement, accordée à titre éventuel à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest par la convention susvisée du 31 mai 1865, est rendue définitive.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

⁽¹⁾ Bull. 1319, n° 13,540.

N° 13,687. — **DÉCRET IMPÉRIAL** concernant les Correspondances échangées, au moyen des Paquebots-poste français, entre la France et l'Algérie, d'une part, et les Colonies anglaises de la Jamaïque et de la Guyane, d'autre part.

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu la convention de poste conclue, le 24 septembre 1856 ⁽¹⁾, entre la France et la Grande-Bretagne ;

Vu les lois des 14 floréal an x (4 mai 1802) et 27 juin 1857 ;

Vu notre décret du 11 avril 1863 ⁽²⁾, portant fixation des taxes à percevoir en France et en Algérie sur les correspondances échangées au moyen des paquebots-poste français entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des colonies anglaises d'Amérique desservies par les paquebots-poste français, d'autre part ;

Vu notre décret du 28 septembre 1864 ⁽³⁾, concernant les lettres échangées entre la France et les colonies anglaises de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent, de la Grenade et de la Trinité ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions de notre décret susvisé du 28 septembre 1864, concernant les lettres ordinaires ou chargées expédiées au moyen des paquebots-poste français, soit de la France et de l'Algérie pour les colonies anglaises de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent, de la Grenade et de la Trinité, soit des colonies anglaises de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent, de la Grenade et de la Trinité pour la France et l'Algérie, seront applicables aux objets de même nature qui seront échangés par la même voie entre la France et l'Algérie, d'une part, et les colonies anglaises de la Jamaïque et de la Guyane, d'autre part.

2. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} novembre prochain.

3. Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions de notre décret susvisé du 11 avril 1863, portant fixation des taxes à percevoir en France et en Algérie sur les correspondances échangées par la voie des paquebots-poste français entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des colonies anglaises d'Amérique desservies par les paquebots-poste français, d'autre part.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du ministère des finances,*

Signé **J. BAROCHÉ**.

⁽¹⁾ Bull. 443, n° 4133.

⁽²⁾ Bull. 1102, n° 11,093.

⁽³⁾ Bull. 1242, n° 12,650.

N° 13,688. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Lettres que les habitants de la Guyane française, de la Martinique et de la Guadeloupe échangeront, par l'intermédiaire des postes de la Métropole, avec les Habitants de la Jamaïque et de la Guyane anglaise.*

Du 25 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 4 de la loi du 17 juin 1857;

Vu la convention conclue entre la France et la Grande-Bretagne, le 27 septembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu nos décrets des 7 septembre 1863 ⁽²⁾, 18 ⁽³⁾ et 31 mai 1865 ⁽⁴⁾;

Sur le rapport de notre ministre des finances et de notre ministre de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions de nos décrets susvisés des 18 et 31 mai 1865, portant fixation des taxes à percevoir à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guyane française sur les lettres expédiées de ces colonies, par les intermédiaires des postes de la métropole, pour les colonies anglaises de Saint-Vincent, de Sainte-Lucie, de la Grenade et de la Trinité, et *vice versa*, seront applicables aux lettres que les habitants de la Guyane française, de la Martinique et de la Guadeloupe échangeront, par la même voie, avec les habitants de la Jamaïque et de la Guyane anglaise.

2. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} novembre prochain.

3. Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions de notre décret susvisé du 7 septembre 1863.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 25 Septembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Le Gardes des sceaux, Ministre de la justice et
des cultes, chargé de l'intérêt du ministère
des finances,

Signé J. BAROCHÉ.

⁽¹⁾ Bull. 443, n° 4133.

⁽²⁾ Bull. 1148, n° 11,622.

⁽³⁾ Bull. 1289, n° 13,195.

⁽⁴⁾ Bull. 1296, n° 13,303.

N° 13,689. — DÉCRET IMPÉRIAL (signé en Conseil des Ministres par l'Impératrice-Régente, en vertu des pouvoirs que l'Empereur Lui a confiés, et contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

Les routes agricoles des Landes n° 1, 2 et 7 sont et demeurent classées parmi les routes départementales de ce département, savoir :

La route n° 1, sous le n° 14 et la dénomination de *Dax à Castetx*;

La route n° 2, sous le n° 15 et la dénomination de *Rion à Tartas*, et la route n° 7 sous le n° 16 et la dénomination de *Laluque à Portoux*. (*Paris, 8 Juin 1855.*)

N° 13,690. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclarée d'utilité publique l'occupation des terrains nécessaires pour l'agrandissement de la gare du boulevard d'Enfer, à Paris (ligne de Paris à Limours), conformément aux indications du plan présenté le 6 avril 1865, par la compagnie d'Orléans, lequel plan restera annexé au présent décret.

2° Pour l'acquisition desdits terrains, la compagnie du chemin de fer d'Orléans est substituée aux droits comme aux obligations qui dérivent, pour l'administration, de la loi du 3 mai 1841.

Lesdits terrains seront incorporés au chemin de fer de Paris à Limours et feront retour à l'État à l'expiration de la concession.

Les travaux à exécuter pour l'agrandissement du boulevard d'Enfer devront être terminés dans un délai de trois ans, au plus tard, à dater du présent décret. (*Paris, 14 Juin 1865.*)

N° 13,691. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la rectification et au prolongement, jusqu'à la porte d'Antibes, de la route impériale n° 8, de Paris à Toulon, aux abords et dans la traverse de la ville de Toulon agrandie (Var), entre le ruisseau du Las et la porte Notre-Dame, conformément à la direction générale figurée par une ligne rouge pleine sur le plan ci-dessus visé, qui restera annexé au présent décret.

2° La part de la dépense à la charge de l'État sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux rectifications des routes impériales par le budget extraordinaire du ministère des travaux publics.

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette rectification, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjudgés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation.

5° Est et demeure déclassée l'ancienne partie de la route impériale n° 97, de Toulon à Antibes, entre la porte de France et la porte d'Antibes. (*Paris, 14 Juin 1865.*)

N° 13,692. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la rectification de la route impériale n° 20, de Paris à Toulouse et en Espagne, entre le boulevard Napoléon et le Pont-neuf sur la Garonne, à Toulouse (Haute-Garonne), en empruntant en partie les deux rues qui doivent être ouvertes dans cette ville sous le nom de *rue longitudinale* et de *rue transversale*. Le tracé de la rectification suivra, savoir :

Dans la partie de la rue longitudinale à emprunter entre le boulevard Napoléon et la rue transversale, les lignes rouges pleines d'un plan qui restera annexé au présent décret;

Dans la partie de la rue transversale comprise entre la rue longitudinale et le Pont-Neuf, les lignes bleues pleines, modifiées en jaune, entre la rue longitudinale et la rue des Tourneurs.

L'élargissement à obtenir dans la rue Saint-Géraud, conformément à la ligne bleue, ne sera opéré que par voie d'alignement et au fur et à mesure de la reconstruction des maisons riveraines.

Dans le cas où la ville de Toulouse viendrait à déplacer la halle couverte, située entre la rue des Tourneurs et la rue des Changes, de manière à permettre d'établir la nouvelle route au milieu de l'emplacement occupé aujourd'hui par ce bâtiment, l'autorité municipale aurait la faculté de réduire, et même de supprimer complètement la place triangulaire à former à l'aide de pans coupés à l'extrémité de ladite halle, du côté du pont, sans que l'économie résultant de cette modification puisse être une cause de réduction pour la subvention de l'État.

2° L'État prend à sa charge un tiers de la dépense, sans, toutefois, que sa part contributive puisse, en aucun cas, excéder un maximum de deux millions cent cinquante mille francs (2,150,000^f).

La subvention de l'État sera imputée sur les fonds affectés annuellement aux rectifications des routes impériales par le budget extraordinaire des travaux publics.

3° La ville de Toulouse, subrogée aux droits de l'administration, est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 14 Juin 1865.*)

N° 13,693. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la reconstruction du pont de Lesmont-sur-l'Aube (Aube), conformément aux dispositions générales du projet présenté par les ingénieurs les 29-31 décembre 1864, et d'un plan qui demeurera annexé au présent décret.

2° La dépense, évaluée à quatre-vingt-quinze mille francs, sera imputée sur les fonds extraordinaires affectés à la construction des grands ponts (6^e section du budget du ministère des travaux publics).

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette reconstruction, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 17 Juin 1865.*)

N° 13,694. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui affecte au service du département de la guerre, pour compléter l'installation du service des vivres à Bastia (Corse), la partie de la caserne (42), dite *ancien couvent de Saint-Angelo*, qui est teintée en jaune sur un plan ci-annexé. (*Camp de Châlons, 13 Août 1865.*)

N° 13,695. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) qui autorise le directeur du muséum d'histoire naturelle de Paris à accepter, au nom de cet établissement, le don d'une somme de dix mille francs, en numéraire, fait par M. *Émile Menier*, pour être placée en rentes sur l'État, dont les arrérages annuels seront exclusivement appliqués aux frais des manipulations du laboratoire de chimie pratique institué dans cet établissement. (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,696. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) qui autorise l'administrateur général de la bibliothèque impériale, délégué à cet effet par le ministre de l'instruction publique, à accepter, aux conditions stipulées dans l'acte notarié du 22 juin 1865, le legs fait à cet établissement par le sieur *de Janzé* et consistant en bronzes antiques et terres cuites énumérés dans ledit acte. (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,697. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du ministère des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet des Alpes-Maritimes est autorisé à concéder au sieur *Lefranc* une portion de terrain domanial de cent seize mètres carrés quatre-vingt-trois centimètres carrés, située sur le territoire de la commune de Cannes (Alpes-Maritimes) et désignée par une teinte rose sur le plan joint au rapport des ingénieurs des ponts et chaussées, des 31 octobre et 29 novembre 1863.

2. Cette cession sera faite au prix de six mille quatre cent vingt-cinq francs soixante-cinq centimes, et sous les conditions ordinaires en matière de vente de biens de l'État.

3. Tous les frais relatifs à la concession seront à la charge du concessionnaire. (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,698. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du ministère des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet de l'Ardèche est autorisé à concéder à l'amiable un *flot* et ses dépendances, situé dans le Rhône, au territoire de la commune de Bourg-Saint-Andéol, connu sous le nom d'*flot de Désignoles*, d'une contenance totale de quatorze hectares soixante et un ares quatre-vingt-dix cen-

tières et désigné sur le plan des lieux par une ligne périmétrale A B C E F G H I J L N O M K H D.

2. Cette concession aura lieu de la manière suivante :

1° Au profit de la dame veuve *Martin*, née de *Calameau*, à concurrence de cinq hectares quatre-vingt-dix-neuf ares soixante centiares (5^h 99^a 60^c) et suivant la ligne A B C D, moyennant la somme de deux mille trois cent quatre-vingt-dix-huit francs quarante centimes (2,398^f 40^c), à raison de quatre cents francs par hectare.

2° Au profit de l'hospice de Bourg-Saint-Andéol, à concurrence de sept hectares dix-huit ares vingt-trois centiares (7^h 18^a 23^c) et suivant les lignes périmétrales G D H G F E' E et J K M L, moyennant la somme de deux mille huit cent soixante et douze francs quatre-vingt-douze centimes (2,872^f 92^c), à raison de quatre cents francs l'hectare ;

3° Au profit du sieur *Paradis*, à concurrence d'un hectare quarante-quatre ares sept centiares (1^h 44^a 7^c) et suivant les lignes G H K J I et L M O N, moyennant la somme de cinq cent soixante et seize francs vingt-huit centimes (576^f 28^c), à raison également de quatre cents francs par hectare.

3. La concession sera faite, en outre, sous les conditions ordinaires en matière de vente de biens de l'État et sous toutes autres conditions qui seront jugées nécessaires pour assurer les droits de l'État.

4. Toutefois, les frais relatifs à la concession resteront à la charge des acquéreurs. (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,699. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la guerre) qui affecte au service du département de la guerre un terrain dépendant de la forêt domaniale des Dunes du Sud, à l'embouchure et sur la rive droite de l'Adour, ledit terrain nécessaire à l'établissement d'un nouveau champ de tir à Bayonne, et indiqué par une teinte jaune sur un croquis ci-annexé. (*Fontainebleau, 29 Août 1865.*)

N° 13,700. — DÉCRET IMPÉRIAL contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé, par intérim, du ministère des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le préfet du Morbihan est autorisé à concéder au sieur *Aldno* une portion de terrain maritime d'environ deux ares quarante-deux centiares, située commune de Riantec (Morbihan) et désignée par une teinte rose au plan annexé aux rapports des ingénieurs, en date des 9 et 18 juin 1863, 7 et 27 mars 1865.

2. Cette concession sera faite au prix de quatre francs quatre-vingt-quatre centimes et sous les conditions ordinaires en matière de vente de biens de l'État.

3. Le concessionnaire sera tenu d'exécuter à ses frais, et dans le délai de cinq ans, les travaux déterminés dans le rapport des ingénieurs des 7 et 27 mars 1865.

4. En cas d'inexécution de l'une ou l'autre de ces conditions, ou à défaut de paiement du prix dans le délai stipulé, le concessionnaire pourra être soit poursuivi par les voies légales, soit déclaré déchu de la concession. La déchéance sera prononcée de la manière indiquée par l'article 26 du cahier des charges relatif à la vente des biens de l'État, et, dans ce cas, les ouvrages et travaux qui auraient été commencés appartiendront à l'État, sans

~~qu'il soit tenu d'acquiescer à raison de ces travaux, au point la plus-value qui en serait résultée.~~

5. Tous les frais relatifs à la concession seront à la charge du concessionnaire. (Paris, 30 août 1865.)

BULLETIN DES LOIS

N° 13,701. — DÉCRET IMPÉRIAL, ~~contresigné~~ par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La section de Conand est distraite de la commune d'Arandaz, canton de Saint-Rambert, arrondissement de Belley, département de l'Ain, et formera, à l'avenir, une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de Conand.

2. La limite entre la commune de Conand et la commune d'Arandaz est déterminée conformément au liseré rouge et vert coté A B C L M N E F G H I O P K sur le plan ci-annexé.

3. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (Fontainebleau, 6 Septembre 1865.)



Certifié conforme :

Paris, le 4^o Octobre 1865.

*La Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la prise de l'abonnement
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1338.

N° 13,702. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation du Traité de limites conclu à Courtray, le 28 mars 1820, entre la France et les Pays-Bas.*

Du 15 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Traité de limites ayant été signé, le 28 mars 1820, entre la France et les Pays-Bas, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées le 14 juin de la même année, ledit Traité, dont la teneur suit, sera inséré au Bulletin des lois.

TRAITÉ.

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc... voulant régler tout ce qui a rapport à la délimitation de leurs États respectifs, d'après ce qui est stipulé dans les Traités de Paris du 30 mai 1814 et du 20 novembre 1815, et conformément au paragraphe 6 de l'article 1^{er} du dernier Traité, ont, à cet effet, nommé des commissaires, savoir :

Sa Majesté Très-Chrétienne, le sieur *Jean-Étienne-Casimir Poitevin*, baron de *Maureillan*, lieutenant général, inspecteur général des fortifications, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de la Couronne de fer;

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le sieur *Victor baron de Constant-Rebecque*, lieutenant général et quartier-maître général de l'armée des Pays-Bas, commandeur de l'ordre militaire de Guillaume, chevalier de l'Aigle-Rouge de Prusse, seconde classe, et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis:

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Afin de déterminer d'une manière précise et invariable la ligne de limite entre les deux États, il a été dressé des procès-verbaux descriptifs du cours de cette limite, lesquels ont été formés d'après le levé exact de toute la frontière fait contradictoirement par les ingénieurs et géomètres nommés de part et d'autre; et sous la direction du sieur *Étienne-Nicolas Rousseau*, lieutenant-colonel au corps royal des ingénieurs-géographes, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et de l'ordre de la Légion d'honneur, pour la France, et du sieur *Jean Eybert Van Gorkum*, lieutenant-colonel de l'état-major du quartier-maître général, chevalier de l'ordre militaire de Guillaume, pour les Pays-Bas, et tous deux membres de la commission de délimitation. Lesdits procès-verbaux se trouvent, de plus, accompagnés de croquis visuels ou plans figuratifs dressés sur une grande échelle pour servir à leur explication en cas de besoin; et des états des bornes à planter.

Cette limite, qui s'étend depuis la mer du Nord jusqu'à la Moselle, a été divisée en six sections; les procès-verbaux, ainsi que les feuilles de levés de chaque section, ont été arrêtés et signés par les commissaires, savoir :

1^{re} La première section, comprenant la limite située entre la mer et la Lys, le 28 mars 1820;

2^{de} La deuxième section, comprenant la limite située entre la Lys et l'Escaut, le 23 décembre 1818;

3^{de} La troisième section, comprenant la limite située entre l'Escaut et la Sambre, le 23 décembre 1818;

4^{de} La quatrième section, comprenant la limite située entre la Sambre et la Meuse, le 18 juin 1817;

5^{de} La cinquième section, comprenant la limite située entre la Meuse et le grand-duché de Luxembourg, le 28 mars 1820;

6^{de} La sixième section, comprenant la limite du grand-duché de Luxembourg avec la France, le 28 mars 1820.

Tous ces procès-verbaux descriptifs du cours de la limite, ainsi que les feuilles du levé, qui les accompagnent, demeureront annexés au présent Traité et auront la même force et valeur que s'ils y étaient insérés mot à mot.

2. Les échanges, cessions et ratifications consentis et arrêtés entre les deux Royaumes et insérés dans les procès-verbaux descriptifs de la limite des six sections seront répétés dans les articles suivants du présent Traité, avec indication des articles du procès-verbal auxquels ils correspondent.

3. La France cède la ferme d'*Ignace Vannoyers*, et les vergers et terres situés au nord-est du chemin dit *Wannoyerswaert* ou *Hoogstraet*, qui appartiennent à *Pierre Markey* et à *Ignace Vannoyers* (article 5, §§ 8 et 9, du procès-verbal de la première section).

4. Les Pays-Bas cèdent les maisons, vergers et terres situés au

bord-ouest du chemin Vert, ou Groenstraat, propriété appartenant aux enfants de Giles Pytser, à Jean-Baptiste Vanderbusch et frères, aux enfants de François Vermeulen et à Demol (article 6, §§ 12 et 13, de la première section).

5. Le Royaume de France, possédant en entier les eaux de la Lys au-dessus du territoire d'Armentières, accorde le passage, par ledit territoire d'Armentières, au nombre de bateaux qui sera jugé nécessaire à l'exploitation des fermes et fabriques dépendantes de l'exploitation rurale et au transport des objets nécessaires à leur subsistance, pour celles situées sur le bord de la Lys, comprenant un total de huit habitations et qui font partie des communes de Neuve-Eglise et Warneton (Pays-Bas).

A cet effet, les propriétaires ou fermiers desdites fermes des communes de Neuve-Eglise et Warneton situés sur la rive gauche de la Lys et qui auront besoin dudit passage seront tenus de se pourvoir d'un acte signé par le préfet du département du Nord et par le gouverneur de la province de la Flandre occidentale.

Lesdits actes délivrés par le préfet du département du Nord et par le gouverneur de la province de la Flandre occidentale indiqueront le temps et la durée de la permission donnée, la quantité et la nature des objets dont les bateaux peuvent faire le transport et le temps qu'ils pourront séjourner devant lesdites fermes.

Chaque batelier ou conducteur de bateau devra être porteur d'un desdits actes ci-dessus, afin que les douanes françaises puissent permettre le passage, et chaque bateau sera sujet à la visite desdites douanes françaises, pour vérifier seulement qu'ils ne portent que les objets stipulés dans lesdits actes.

6. La France consent à ce que la Lys appartienne aux deux États depuis sa sortie du territoire d'Armentières jusqu'à l'embouchure de la Deule.

D'après cette cession, la Lys devient mitoyenne depuis sa sortie du territoire d'Armentières jusqu'au territoire du Menin, et les charges et profits qui en résultent demeureront réglés sur les bases ci-après, se conformant pour les détails à ce qui est marqué dans le procès-verbal de la délimitation de la première section de la frontière :

1^{re} Libre navigation avec les précautions réciproques pour qu'elle ne favorise pas la fraude sur l'un ou l'autre État ;

2^e Le curage et l'entretien du lit de la rivière supporté par les deux États, chacun sur sa rive ;

3^e La propriété des écluses et les droits de navigation conservés tels qu'ils se trouvent maintenant fixés et établis ;

4^e Tous les ponts établis sur la Lys appartiendront par égale portion aux deux États ; ils seront entretenus à frais communs et leurs manœuvres resteront telles qu'elles existent maintenant ;

5^e La pêche de la rivière sera divisée en deux parties : la première, depuis Armentières jusqu'à la Deule, appartiendra à la France ; la seconde, depuis la Deule jusqu'à Menin, appartiendra aux Pays-Bas.

(articles 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37 et 38 de la première section).

7. Les deux États approuvent la nouvelle direction donnée à la limite entre les communes d'Halluin et de Recker, entre les terres qui appartiennent à M. Van Ruyssbeke, et qui change un peu le tracé de la frontière de 1790 (article 2, § 4, du procès-verbal de la deuxième section).

8. La France cède la portion de bâtiment, cour et jardin du Ruygatoire appartenant à Louis Deloqr (article 3, §§ 3 et 4, de la deuxième section).

9. La France cède les deux pièces de terre de Pierre Tieffry et de la veuve Espewins, au sud du chemin Vert, commune de Tiers (article 12, § 1^{er}, de la deuxième section).

10. Les Pays-Bas cèdent deux pièces de terre appartenant à la veuve Jacques Le Chef et à M^{lle} Poteau, à l'ouest du chemin de Lannoy à Templeuve-en-Dossemez, commune de Nechin (article 13, § 4, de la deuxième section).

11. Les Pays-Bas cèdent un verger et des terres près le hameau de Mouqueron, à l'ouest du chemin de Willem à Templeuve-en-Dossemez, sur cette dernière commune (article 16, § 5, de la deuxième section).

12. La France cède la cense des Chartreux et les terres qui se trouvent au nord du chemin des Trois-Ormes, commune de Baisieux et de Willem (article 19, § 1^{er}, de la deuxième section).

13. Les Pays-Bas cèdent la maison dite *Jambe-de-Bbis*, et les terres à l'ouest du sentier du Long-Fossé, commune de Lamain (article 21, § 4, de la deuxième section).

14. La France reconnaît la mitoyenneté du chemin qui traverse le hameau de la Creplaine, commune de Camphin (article 21, § 6, de la deuxième section).

15. Les Pays-Bas cèdent un quart de bonnier qu'ils possèdent sur les terres de M. de St-Aldegonde, sur le chemin de Chaboulleux, commune de Lamain (article 21, §§ 5 et 6, de la deuxième section).

16. La France cède deux parties de terre au nord du chemin de Rumegies ou de Douay à Mortagne, commune de Lecelles (article 31, § 2, de la deuxième section).

17. Les Pays-Bas cèdent une partie de terre au sud du chemin de Rumegies ou de Douay à Mortagne, près celui du Plantinot du ruisseau de l'Elnon, commune de Rougy (article 31, § 2, de la deuxième section).

18. Les Pays-Bas cèdent une partie de terre sur le chemin de la cense d'Ombrie, commune de Bleharies, pour redresser la limite (article 32 de la deuxième section).

19. La France cède le pré appartenant à M. de Burbieux, sur la commune de Flines-lez-Mortagne, et situé au nord du bois de la Verne-de-Wiers (article 6, § 28, du procès-verbal de la troisième section).

20. Les deux États consentent à une direction de limite plus régu-

Herb entre les communes de Condé (France) et Blaton (Pays-Bas), à travers la forêt de Condé (article 11, §§ 3, 4, 5 et 6, de la troisième section).

21. Les deux États approuvent les changements consentis entre les maires des communes de Bettechies et de Roisin, en 1812 et 1813, pour régler la limite entre ces deux communes d'une manière qui diffère peu du tracé qu'elle suivait en 1790 (article 28, § 6, de la troisième section).

22. Les Pays-Bas cèdent les prés et terres à l'est du chemin de Gussignes à Fayt, commune de Fayt (article 32, § 1^{er}, de la troisième section).

23. La France cède le hameau de Chef-Fleury avec le terrain contigu déterminé par une ligne formant le prolongement de la lisière sud du bois de Sara-la-Bruyère (article supplémentaire de la troisième section).

24. Les Pays-Bas cèdent le pré de François Duvivier, vis-à-vis le moulin d'Hestrud (article 16, § 1^{er}, du procès-verbal de la quatrième section).

25. La France cède une petite partie d'un petit bois appartenant à M. de Rinsart, sur le chemin de Genestrian, commune de Beurieu (article 18, § 2, de la quatrième section).

26. Les deux États approuvent la nouvelle direction donnée à la limite entre les communes de Beurieu et Sivry, depuis ledit bois de M. de Rinsart jusqu'à celui du sieur Derobeau, et qui change un peu le tracé de la frontière de 1790 (article 18, § 3 et 4, de la quatrième section).

27. La France cède une partie du pré du sieur Dumesnil, sur le chemin de Beurieu à Sivry, commune de Beurieu (article 18, § 4, de la quatrième section).

28. La France cède une petite langue de terre parallèle au chemin de Beurieu à Sivry (article 18, § 5, de la quatrième section).

29. La France cède une partie de terre appartenant à François Meurant, atenant au bois de la Franoye, commune de Clerfayl (article 19, §§ 2 et 3, de la quatrième section).

30. Les Pays-Bas cèdent trois habitations avec les terres et prairies qui se trouvent au sud du chemin d'Eppe-Sauvage à Bailièvres, qui forment la nouvelle limite, et cèdent aussi la prairie dite Sartier-de-Jesse, entre le ruisseau des pâtures Gillettes et le bois de Bailièvres (article 24, §§ 4, 5 et 6, de la quatrième section).

31. La France cède les prés et terres dites les Hainers, commune d'Anor (article 31, § 4, de la quatrième section).

32. La France cède les terres et pâtures dites les grandes et les petites Fortelles, ainsi qu'une maison à Jean-Baptiste Corbillard, et les prés et terres appartenant à Antoine Meunier, à la veuve Antoine Sacré, ainsi que les terres incultes dites de Saint-Hubert, commune d'Anor (article 31, § 12, de la quatrième section).

33. Les Pays-Bas cèdent leur part de l'habitation dite de la Poisson-

nité avec des portions de prairies le long du ruisseau de Saint-Hubert (article 31, § 15, de la quatrième section).

34. La France cède sur la commune d'Hirson, au hameau de Macquenoise, un petit jardin en pointe et la moitié de la maison, des bâtiments et cour du sieur *Valentin Carion* (article 33, § 2, de la quatrième section).

35. La France cède, sur la commune de Saint-Michel, au hameau de Macquenoise, la moitié de la maison, bâtiment et jardin d'Étienne *Leyror* (article 34, § 1^{er}, de la quatrième section).

36. Les Pays-Bas cèdent, sur la commune de Monnigies, une partie de la maison ou ferme de Gratiepierre, ainsi que le pré marécageux qui en dépend (article 34, § 4, de la quatrième section).

37. Les Pays-Bas cèdent, sur la commune de Douache, un terrain à l'est d'une ligne droite tirée de la borne près de la Fosse à Catherine jusqu'à celle située à l'angle sud-ouest de bois de Champia (article 36, § 1^{er}, de la quatrième section).

38. La France cède, sur les communes de Foiché et de Givet, les terres qui se trouvent entre l'ancienne frontière et une ligne déterminée par la borne du Terne de Prêles, l'angle le plus au nord-ouest du bois de Plaquin et la borne plantée près la route de Philippeville à Givet (article 36, §§ 3 et 4, et article 61 de la quatrième section).

39. La France accorde le passage par le chemin dit *des Meuniers*, qui traverse une partie de la commune de Fromettesme, dans la vallée des Alloux, afin de donner aux Pays-Bas la communication avec le moulin d'Holenne (article 7, § 1^{er}, du procès-verbal de la cinquième section).

40. Les Pays-Bas cèdent des parties de prairies appartenant à M. *Demy* qui sont situées à la rive gauche de la Houille, près le moulin d'Holmer (article 8 de la cinquième section).

41. L'article 30 du Traité du 18 novembre 1779, conclu entre l'Impératrice-Reine de Hongrie et de Bohême et le Roi très-chrétien, concernant les limites de leurs États respectifs aux Pays-Bas et d'autres objets relatifs aux frontières; devant recevoir son exécution et étant conçu en ces termes: « Pour faciliter aux sujets de l'Impératrice-Reine, la communication par la Semois avec la Meuse, le Roi très-chrétien consent de faire lever les obstacles que les fermiers des pêcheries domaniales ou ses autres sujets peuvent avoir mis au libre usage de ladite rivière de la Semois. Les commissaires pour l'exécution de la présente Convention seront chargés d'arrêter de concert les mesures nécessaires pour faire cesser ces empêchements. Les procès-verbaux qu'ils auront tenus pour cet effet seront considérés faire partie de cette Convention. »

Il est convenu que pour faire cesser dorénavant et pour toujours les empêchements qui peuvent exister actuellement et mettre de nouveau des entraves au libre cours et usage de la rivière de la Semois, les administrateurs des eaux et forêts des deux États dans le ressort desquels se trouve la rivière de la Semois seront chargés de procéder de concert d'abord, après la ratification du présent Traité de

limites, en l'absence de différents barrages et autres travaux qui pourraient exister et mettre empêchement au libre cours de l'adite rivière de la Semoy et de la régler de manière qu'au milieu du courant, de gros volume d'eau ou du thalweg il soit établi dans la largeur normale du courant une ouverture de huit mètres; que le bras navigable à l'embouchure de la rivière sera rétabli comme il se trouvait antérieurement, le tout conformément au procès-verbal, du 29 mars 1864, et qu'il ne sera permis, à l'avenir, d'exécuter aucune jetée ou autre ouvrage de quelque nature qu'elle soit, qui pourrait reténir le passage ou entraver le libre usage de la Semoy, et la largeur du courant établie à huit mètres, ainsi que cela a été indiqué plus haut, qu'en conséquence les administrations seront chargées d'entretenir les dites ouvertures et la conservation de l'état de choses rétabli, et enfin que les agents principaux des dites administrations seront tenus de faire rapport, une fois par an, au moins d'avril, à leurs préfetures ou gouvernements respectifs, de l'état du libre cours de la Semoy.

29422. Les Pays-Bas cèdent le bois du Petit-Fort, appartenant à la commune de Bagimont; celui du Banay, appartenant au domaine des Pays-Bas, et les portions de bois nommées *l'Essarté des Bans Ladery*, appartenant à la veuve de *Jean-Nicholas Raulin* et consorts, de Bagimont, lesquels bois, en vertu de l'estimation faite à dire d'experts nommés de part et d'autre, appartiendront actuellement en toute propriété à la commune de Gespunsart.

29423. Les Pays-Bas cèdent, en outre, quant à la souveraineté seulement, le bois de la *Naye-Gaudin*, appartenant à différents particuliers de Gespunsart, ainsi que plusieurs pièces de pré, de telle manière que, par ces deux cessions, tout l'espace que l'ancienne limite rendait presque une enclave en France, sauf sa communication avec le territoire de la commune de Rohan par la ligne formée par le ruisseau du *Hindoux*, entre la prairie d'*Antoine Avril*, sise sur Rohan, et celle de *Jacques Jeanfot*, sise sur la partie cédée, appartiendra, ainsi qu'il vient d'être dit, à la France et sera partie de la commune de Gespunsart (article 19, §§ 5 et 6, de la cinquième section).

29424. La France cède une étendue de cent vingt-deux hectares quinze ares trois cent quatre centiares de bois communaux de Gespunsart, lesquels, en vertu de la cession faite par les Pays-Bas et dont il vient d'être fait mention ci-dessus, article 22, appartiendront en toute propriété au domaine des Pays-Bas, à la commune de Bagimont et à la veuve de *Jean-Nicholas Raulin* et consorts, de Bagimont, pour être partagés entre eux dans telles proportions dont ils jugeront convenir et comme équivalent du bois Banay, de celui du Petit-Fort et de l'Essarté des Bans Ladery, cédés en toute propriété à la commune de Gespunsart.

29425. La France cède, en outre, quant à la souveraineté seulement, les terres formant des propriétés particulières dépendantes de l'ancienne cense d'Ancessart, de telle manière que les bois communaux de Gespunsart et les terres dépendantes de ladite cense d'Ancessart, situés en l'est de la ligne droite formant la nouvelle frontière et déterminée

par un point situé, à trois cent soixante mètres, à l'entree de la fontaine du bois Artus, entre le bois communal de Roban dit *Vinde de la Grèce*, et le bois communal de Gasparsart, et un autre point situé sur le ruisseau des Ameechinois, et à deux cent trente-cinq mètres de l'ameuse de son confluent, avec celui du Sorat, dit aussi de la fontaine du Bagimont, seront partie de la commune de Bagimont (grand duché de Luxembourg). Cette cession, ainsi que celle mentionnée à l'article 40, ayant été établie sur le prononcé des experts nommés par les deux communes intéressées, en présence de leurs maires, assistés des inspecteurs et sous-inspecteurs forestiers de Charleville et de Neufchâteau, et en présence des délégués des commissaires royaux, conformément à la Convention passée par eux le 8 septembre 1819, approuvée par lesdits commissaires et insérée au protocole des conférences, aura son entier effet. La France, ayant reçu sur d'autres points l'équivalent qui y est énoncé, et sans, ainsi que cela a été convenu lors de la ratification de ladite Convention, la soule à payer par l'un des États à l'autre, si, au moment de la prise de possession, il est constaté par la nouvelle expertise qui en sera faite, qu'ils ont pu changer de valeur par l'effet de quelques coupes ou autres opérations faites dans lesdits bois (article 1^{er}, § 1^{er}, du procès-verbal de la sixième section).

44. La France cède le bois dit de la *Petite-Extrémité*, des prés, les terrains vagues et les broussailles dits la *Pyroie* ou les *Bandes de Sédant*, situés entre les chemins de Suguy à Bouillon et la rivière de la Semoy (article 11, § 2, de la sixième section).

45. La France cède, sur la commune de Williers, des petites portions de prairie situées entre le ruisseau du fond de Williers et celui de la scierie près le moulin de Williers (article 29, § 6, de la sixième section).

46. Les Pays-Bas renoncent, pour la commune de Torgny (grand duché de Luxembourg), au droit de parcours que cette commune prétend sur quelques prairies à la rive gauche de la Chiers (article 42, § 2, de la sixième section).

47. La France cède, sur la commune d'Épiez, ses droits sur la partie du terrain dit *champ des Débats*, confinant la commune de Torgny (article 43, § 7, de la sixième section).

48. Les Pays-Bas accordent le passage par le chemin dit du *Moulin médy à Longuy*, qui traverse le territoire de la commune de la Huette au lieu dit le *Borgne-Trou*, afin de donner à la France une communication directe entre les communes d'Allondrelle et Tellencourt (article 47, § 2, de la sixième section).

49. La France accorde le passage par le chemin dit *grand chemin de Virton à Luxembourg*, traversant une partie du territoire de la commune de Ville-Houdlemont, afin de donner aux Pays-Bas la communication directe entre les communes du grand duché de Luxembourg, qui avoisinent la frontière (article 51, § 3, de la sixième section).

50. Les Pays-Bas cèdent, sur la commune de Pestange, trois portions de terre appartenant à plusieurs propriétaires, pour être don-

sur les communes de Souhes (article 69, §§ 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14, de la sixième section) doit être terminée par une ligne qui part d'une borne placée dans les terres et va jusqu'à une autre borne située au nord du chemin de la Sauvage à la ferme d'Hersain, à la pointe la plus à l'est du bois domanial français dit *Hortique* (article 59, § 1, de la sixième section).

52. La France cède à l'écurie, le magasin à charbon, des terres, pots-jardins et une partie de l'étang de la forge de la Sauvage, sur la commune de Souhes (article 60, §§ 1, 2, 3, 4, 5 et 6, de la sixième section).

53. Les Pays-Bas cèdent, sur la commune de Differdange, pour être réunie à celle d'Esigny, une terre de *Jean-Pierre Cléchere* (article 61, § 1, de la sixième section).

54. Les Pays-Bas cèdent, sur la commune d'Esch-sur-Alzette, deux petites pièces de terre appartenant à *J. Desjardins* et à *François Gobel* (article 62, § 1, de la sixième section).

55. La France cède, sur la commune d'Ottange, vingt hectares environ de bois de Billert, contigu au bois de Schifflange et appartenant à *M. le comte d'Hunolstein* (article 63, § 1, de la sixième section).

56. Les Pays-Bas accordent le libre passage sur le chemin de voiture qui longe la lisière du bois de Billert et qui donne la communication directe entre la commune d'Audan-le-Tiche et celle d'Ottange (article 64, § 1, de la sixième section).

57. Les Pays-Bas cèdent l'usine du Haut-Tettange, appartenant à *M. le comte d'Hunolstein*, et la maison dite *Nicolas*, au même propriétaire, ainsi que le terrain nécessaire pour lier cette usine au territoire de la commune d'Ottange (article 65, § 1, et article 66, §§ 1 et 2, de la sixième section).

58. La France accorde aux habitants d'Hellange (grand-duché de Luxembourg) le passage sur la commune d'Hagen (France) par le chemin de Reckweg, qui passe à l'est du petit étang d'Hagen et conduit au village d'Hellange aux bois de cette commune situés au sud dudit étang (article 67, § 1, de la sixième section).

59. Les Pays-Bas cèdent le petit terrain dépendant de la commune de Frisange compris à l'est du chemin d'Hagen à Frisange et au sud du chemin d'Hellange à Évrang, afin que la limite soit formée par l'un de ces chemins (article 68, § 2, de la sixième section).

60. La France cède aux Pays-Bas les parties françaises du territoire de la commune d'Évrang situées au nord des chemins d'Hellange à Évrang et du chemin de fer, à l'exception du terrain attenant à la chapelle d'Évrang et d'une pièce de terre voisine de la commune de Preische; le chemin d'Hellange à Évrang et le chemin de fer seront moyens sur toute la partie où ils forment la frontière (article 69, §§ 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11, de la sixième section).

61. Les Pays-Bas cèdent à la France la partie qu'ils possèdent du village et sur le territoire de la commune d'Eurange, situés au nord du chemin d'Ellange à Eurange et du chemin de fer et du terrain attenant à la chapelle désignée dans l'article précédent (article 77, § 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11, de la sixième section).

62. Les Pays-Bas cèdent, sur la commune d'Aspelt, le terrain contigu au parc de Preisch et à la chaussée des Romains, de manière que la nouvelle limite sera fixée par l'axe du chemin de fer et par celui de la chaussée romaine et son prolongement jusqu'au ruisseau de Frisange (article 79, § 2 et article 80 de la sixième section).

63. La France cède, en part du mobile d'Ilensehdorff ainsi que les terres qu'elle peut prétendre sur le terrain indivis entre Bernerange et Gandezan, d'après le nouveau partage qui aurait dû avoir lieu (article 84, § 5, de la sixième section).

64. Les Pays-Bas cèdent deux petites portions de terre situées au le ruisseau de Bach, entre la commune de Gandezan et celle de Bernerange (article 84, § 7, de la sixième section).

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

65. A l'égard des passages accordés et mentionnés dans les articles 39, 43, 49, 56 et 58 du présent Traité, il est convenu que chaque habitant français ou des Pays-Bas, usant des passages accordés, ne pourra pas se dévier de son chemin, ni s'y arrêter pour charger ou décharger, sous peine d'encourir confiscation des marchandises et de se voir infliger les autres punitions voulues par les règlements des douanes et les lois du Royaume qu'il traverse, à moins qu'il n'ait fait, à son entrée, une déclaration des objets transportés, et, dans ce cas, il demeurera soumis aux lois et ordonnances des douanes en tout ce qui concerne l'entrée et la sortie des marchandises dans le Royaume qu'il traverse.

Dans le cas de simple passage, aucune déclaration ne pourra être exigée, et il ne sera fait alors aucune opposition pour user des passages accordés.

66. Si, par l'effet des cessions respectives contenues dans le présent Traité de limites, quelques propriétés se trouvaient morcelées, les propriétaires ou fermiers jouiront de la faculté d'y transporter les engrais nécessaires et d'emporter librement, et en exemption de tous droits, les récoltes provenant des terrains concédés respectivement.

67. Comme pareille faculté à celle qui vient d'être indiquée, dans l'article ci-dessus n'a été accordée à divers propriétaires ou fermiers par les Traités antérieurs, ces droits seront maintenus, pourvu, toutefois, qu'ils soient reconnus maintenant par des conventions particulières passées entre les préfets des départements du Royaume de France et les gouverneurs des provinces du royaume des Pays-Bas, afin de régler de nouveau ce qui a pu être accordé par les Traités antérieurs.

68. Les chemins dits *mi-pays* sont à l'usage des deux États, sans qu'il

sont étendus aux droits de propriétés des particuliers à qui ces chemins mitoyens pourraient appartenir. Aucun des deux Royaumes ne peut exercer sur ces chemins d'acte de souveraineté, si ce n'est ceux nécessaires pour prévenir ou arrêter les délits ou crimes qui nuiraient à la liberté et sûreté du passage.

Les gouverneurs des provinces et préfets des départements limitrophes veilleront au bon entretien de ces chemins.

69. A l'avenir et pour l'intérêt des deux États, aucune construction de bâtiment ou habitation quelconque ne pourra être élevée et ne sera tolérée qu'étant établie à dix mètres de la ligne frontière et à cinq mètres seulement de distance d'un chemin, lorsque ce chemin est mitoyen et que son axe forme la limite.

70. Le présent Traité et les procès-verbaux de la délimitation réglant le tracé de la frontière entre les deux États, ainsi que les concessions réciproques de passages qui ont été accordés, toute autre prétention au droit que des communes voisines de la frontière voudraient élever sur les terres placées sur l'autre État est déclarée non recevable et annulée.

71. Pour l'exécution du présent Traité, les sieurs de Castres, colonel au corps royal de l'état-major, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, de l'ordre royal de la Légion d'honneur et de l'ordre militaire de Maximilien de Bavière, pour la France, et Bau, colonel de l'état-major général, chevalier de l'ordre militaire de Guillaume, pour les Pays-Bas, tous deux membres des commissions respectives de délimitation, seront chargés de faire exécuter l'abornement de la frontière, conformément à ce qui a été arrêté à l'égard du matériel de l'abornement par le plan annexé au procès-verbal de la quatrième section et d'après ce qui a été indiqué à cet égard, tant dans les procès-verbaux de délimitation des six sections que dans les tableaux qui y sont annexés. Ils procéderont, en outre, en présence des délégués des préfets des départements (pour la France) et des gouverneurs des provinces (pour les Pays-Bas), à la prise de possession des parties de terre échangées ou cédées; en même temps, ils feront connaître les concessions de passages réciproquement accordées et tiendront des procès-verbaux de toutes leurs opérations, pour lesquelles ils suivront l'instruction arrêtée par les commissaires et jointe au protocole de leur dernière séance. Ils adresseront le rapport de leurs opérations à leurs commissaires respectifs, qui leur feront donner l'assistance ou les renseignements dont ils pourraient avoir besoin.

72. Les deux États ne compteront leur droit de souveraineté sur les parties échangées, pour l'assiette des impôts, qu'à partir du 1^{er} juillet prochain.

A cette même époque, les militaires qui pourraient se trouver faire partie des familles dont les habitations ont été cédées seront réciproquement rendus.

73. Le présent Traité de limites sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, et l'échange des ratifications se fera dans l'espace de

six semaines, à compter du jour de la signature, au plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, nous avons signé le présent Traité et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Courtray, le 28 Mars 1820.

(L. S.) Signé B^{te} DE MAUREILLAN,

(L. S.) Signé B^{te} DE CONSTANT-REBECQUE.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 15 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'Etat.

Par l'Empereur.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROSTEN DE LINTOW.

Signé J. BAROCHE.

N° 13,703. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve l'acte d'acceptation, par la France, de l'accession du Grand-Duché de Mecklenbourg-Strelitz au Traité de commerce et de navigation, à la Convention littéraire et au Protocole de clôture conclus, le 9 juin 1865, entre la France et le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwérin.

Du 27 Septembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTERONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration d'accession au Traité de commerce et de navigation, à la Convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art et au Protocole de clôture conclus entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, le 9 juin 1865⁽¹⁾, ayant été échangée par le ministère d'Etat de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Strelitz contre une Déclaration d'acceptation de notre ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, ladite Déclaration d'acceptation, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au Bulletin des lois.

DÉCLARATION.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Strelitz ayant

⁽¹⁾ Bull. 1302, n° 13,353 à 13,355.

accès au Traité de commerce et à la Convention littéraire et au Protocole de clôture qui fait suite à ces actes, conclus, le 9 juin 1865, entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, par la Déclaration dont la teneur suit :

« DÉCLARATION D'ACCESSION.

« Le ministre d'État de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Strelitz déclare que son Souverain, après avoir eu communication du Traité de commerce et de navigation, de la Convention littéraire et du Protocole de clôture signés, le 9 juin 1865, entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, faisant usage du droit d'accession réservé par ces Traités au grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz,

« Accède audit Traité de commerce et de navigation, à ladite Convention littéraire et au Protocole de clôture qui fait suite à ces actes, et s'engage formellement envers Sa Majesté l'Empereur des Français à concourir, de son côté, à l'exécution des stipulations contenues dans lesdits Traité, Convention et Protocole.

« En foi de quoi, le ministre d'État de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Strelitz, dûment autorisé, a signé la présente Déclaration d'accession et y a fait apposer le sceau ministériel.

Fait à Neustrelitz, le 26 Août 1865.

Le Ministre d'État,

(L. S.) Signé DE KARDORFF.

Le ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français, dûment autorisé, déclare que le Gouvernement Impérial accepte formellement ladite accession et s'engage à exécuter envers Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Strelitz toutes les stipulations contenues dans lesdits Traité, Convention et Protocole.

En foi de quoi, le soussigné a signé la présente Déclaration et y a fait apposer le sceau ministériel.

Fait à Paris, le 19 Septembre 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE L'HUYS.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 27 Septembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice

Le Ministre des affaires étrangères,

et des cultes.

Signé DROUYN DE L'HUYS.

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,464. — **DÉCRET** relatif aux demandes de création, 1° de Parcs et Claires à Huîtres, ainsi que de Dépôts permanents de Coquillages ou de Crustacés, sur une partie du Domaine maritime; 2° de Réservoirs à Poissons sur une Propriété privée devant avoir une prise d'eau de mer.

Du 10 Novembre 1862.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Toute demande en autorisation de création de parcs et claires à huîtres, ainsi que de dépôts permanents de coquillages ou de crustacés, sur une partie du domaine maritime, doit être accompagnée d'un plan détaillé des ouvrages à construire et d'un plan d'ensemble du rivage, rapporté sur la carte marine de la localité, de manière à faire connaître la situation du parc ou dépôt.

2. Toute demande de création de réservoirs à poissons sur une propriété privée devant avoir une prise d'eau de mer est accompagnée des mêmes documents.

3. Les demandes sont adressées au ministre de la marine et des colonies, qui en ordonne l'instruction.

4. Ces demandes sont toujours soumises à une enquête dans la commune du territoire pendant quinze jours, à partir de l'apposition des affiches destinées à faire connaître ces demandes.

5. L'apposition des affiches, après visa du commissaire du quartier, est faite aux frais et à la diligence du demandeur.

Cette apposition est constatée et les adhésions ou oppositions sont reçues par le commissaire ou l'administrateur de l'inscription maritime, dans les chefs-lieux de quartier ou de sous-quartier, et dans les autres localités, par les syndics des gens de mer.

Les maires des communes peuvent, dans les délais de l'article 4, transmettre à l'autorité maritime leurs observations et les réclamations qui leur auraient été adressées.

6. Le procès-verbal d'enquête contenant les différents dîres, auquel sont joints les documents indiqués en l'article 1^{er}, ainsi que toutes les pièces de l'enquête, est transmis par la voie hiérarchique au préfet maritime, qui le fait parvenir au ministre avec ses propositions.

7. Le préfet maritime transmet également au ministre toutes les observations ou réclamations qu'il aurait pu recevoir directement au sujet des demandes soumises à l'enquête.

8. Sont dispensées des formalités ci-dessus les demandes en transmission ou en substitution d'autorisations de parcs ou claires qui auraient été concédées conformément aux dispositions qui précèdent.

8. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 16 Novembre 1862.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 13,705. — DÉCRET IMPÉRIAL qui affecte le Dépôt de Mendicité d'Anglet (Basses-Pyrénées) à recevoir les Mendians du département des Landes.

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'Intérieur :

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le dépôt de mendicité d'Anglet (Basses-Pyrénées) est affecté à recevoir les mendiants du département des Landes.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,706. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1. Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de Maine-et-Loire n° 14, de Saumur à la Varenne, dans la traverse de Chenchutte-les-Tuffeaux, conformément aux lignes rouges d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2. L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres 1^{er} et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3. Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont

pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 17 Juin 1865.*)

N° 13,707. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer d'Enghien à Montmorency, de plusieurs parcelles de terrain non bâties appartenant à divers, sises au territoire des communes d'Enghien, Soisy et Montmorency (Seine-et-Oise), lesdites parcelles désignées sur trois plans parcellaires et trois états indicatifs qui resteront annexés au présent décret. (*Paris, 21 Juin 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 6^r Octobre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHIE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1339.

N° 13,708. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant que la *Congrégation hospitalière et enseignante des Dames de Saint-Paul, à Angoulême*, est réunie à la *Congrégation purement enseignante des Dames du Sacré-Cœur de Jésus, existant à Paris*.

Du 6 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes;

Vu les diverses demandes formées par la congrégation des dames de Saint-Paul, à Angoulême, en vue d'obtenir l'autorisation d'accepter une rétrocession d'immeubles, de vendre deux des immeubles rétrocedés et de se réunir à la congrégation des dames du Sacré-Cœur de Jésus;

Vu la délibération, en date du 30 décembre 1863, par laquelle le conseil d'administration de la congrégation des dames du Sacré-Cœur de Jésus, dont la maison mère est à Paris, consent à cette réunion;

Vu les pièces produites à l'appui de ces demandes, en exécution de l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1831 et de l'instruction ministérielle du 8 mars 1852;

Vu l'avis de notre ministre de l'instruction publique:

Notre Conseil d'Etat entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. La supérieure générale et la première assistante de la congrégation hospitalière et enseignante des dames de Saint-Paul, existant à Angoulême (Charente), sont autorisées à accepter, au nom de cette congrégation, savoir :

1^o La supérieure générale, la rétrocession faite à ladite congrégation, suivant acte notarié du 24 septembre 1855, par les demoiselles *Gaubaud, Darnaud, Robin et Hubert*, membres de la congrégation, de leurs parts et portions dans divers immeubles énumérés dans l'acte notarié précité, situés à Angoulême et à la Rochefoucauld et estimés en totalité soixante et treize mille francs, que ces religieuses ont déclaré avoir acquis pour le compte et avec les deniers de l'association;

2^o La première assistante, la rétrocession faite à ladite congrégation, suivant le même acte notarié du 24 septembre 1855, par la dame *Lhomme-Plantier*, sa supérieure générale, de ses parts et por-

tions dans les mêmes immeubles qu'elle a déclaré avoir acquis pour le compte et avec les deniers de l'association.

2. La supérieure générale de la même congrégation des dames de Saint-Paul, à Angoulême, est autorisée à vendre, au nom de cette congrégation, savoir :

1° Aux enchères publiques, sur une mise à prix de vingt-cinq mille francs, égale au montant de l'estimation, une maison avec jardin, sise à Angoulême et provenant de la rétrocession d'immeubles autorisée par l'article 1^{er} du présent décret ;

2° De gré à gré, à la dame *Maurel*, moyennant une somme de vingt-cinq mille francs, égale au montant de l'estimation, et aux clauses et conditions d'un acte sous seing privé du 16 juin 1863, déposé, suivant acte notarié du 26 du même mois, divers bâtiments avec cour et dépendances, situés à la Rochefoucauld et provenant de la même rétrocession d'immeubles.

Conformément à la demande du conseil d'administration de la congrégation des dames de Saint-Paul, le produit de cette double vente sera employé au paiement des dettes de cette congrégation, et notamment au paiement de l'acquisition, autorisée par notre décret du 6 février 1857, d'un immeuble situé à Angoulême.

3. La congrégation hospitalière et enseignante des dames de Saint-Paul, à Angoulême (Charente), est réunie à la congrégation purement enseignante des dames du Sacré-Cœur de Jésus, reconnue à Paris (Seine) par ordonnance du 22 avril 1827 ⁽¹⁾.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 6 Août 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 13,709. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur à fonder un Établissement de refuge à Poitiers.

Du 17 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 153, n° 5518.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, existant à Angers (Maine-et-Loire) en vertu d'un décret du 13 septembre 1852 ⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Poitiers (Vienne) un établissement de refuge, à la charge par les membres de cet établissement de se conformer exactement aux statuts adoptés par la maison mère et approuvés par décret du 16 juillet 1810 ⁽²⁾.

2. La supérieure générale et la première assistante de la congrégation des sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, à Angers, sont autorisées à accepter, au nom de cette congrégation, savoir :

1° La supérieure générale, la rétrocession faite à ladite congrégation, suivant acte notarié du 29 septembre 1864, par les demoiselles *Joseph*, *Valorge* et autres membres de la congrégation, de leurs parts et portions dans divers immeubles situés à Poitiers, énumérés audit acte et estimés en totalité cent cinq mille francs, que ces religieuses ont déclaré avoir acquis pour le compte et avec les deniers de l'association;

2° La première assistante, la rétrocession faite à la congrégation, suivant le même acte notarié, par la dame *Pelletier*, actuellement supérieure générale, de ses parts et portions dans les mêmes immeubles, qu'elle a déclaré également avoir acquis pour le compte et des deniers de l'association.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 17 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 578, n° 4446.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 305, n° 5790.

N° 13,710. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1866, pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.*

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844, 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860, 13 mai 1863 et celle du 8 juin 1864,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent mille six cent huit francs (100,608^f), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs, et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1866, conformément au tableau annexé au présent décret, sur les patentés désignés par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois des 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860 et 13 mai 1863.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Angers.....	Maine-et-Loire...	Chambre...	894 ¹	Patentés de tout le département.
		<i>Idem</i>	923	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Arras.....	Pas-de-Calais...	Bourse.....	518	Patentés de la ville d'Arras.
Bayonne.....	Basses-Pyrénées..	Chambre...	4,635	Patentés de tout le département et de la ville de St-Esprit.
Beaune.....	Côte-d'Or.....	<i>Idem</i>	1,618	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Besançon.....	Doubs.....	<i>Idem</i>	4,700	Patentés de tout le département.
Brest.....	Finistère.....	<i>Idem</i>	2,094	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Cherbourg.....	Manche.....	<i>Idem</i>	1,485	<i>Idem</i> .
Dieppe.....	Seine-Inférieure..	<i>Idem</i>	3,750	<i>Idem</i> .
		Bourse.....	318	Patentés de la ville de Dieppe.
Dijon.....	Côte-d'Or.....	Chambre...	2,441	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Fécamp.....	Seine-Inférieure..	<i>Idem</i>	2,570	<i>Idem</i> .
Gray.....	Haute-Saône.....	<i>Idem</i>	1,884	Patentés de tout le département.
		<i>Idem</i>	16,269	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Bourse.....	497	Patentés de la ville du Havre.
Honfleur.....	Calvados.....	Chambre...	1,014	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Laval.....	Mayenne.....	<i>Idem</i>	600	Patentés de tout le département.
Le Mans.....	Sarthe.....	<i>Idem</i>	2,300	<i>Idem</i> .
Mulhouse.....	Bas-Rhin.....	<i>Idem</i>	13,275	<i>Idem</i> .
		Bourse.....	4,041	Patentés de la ville de Mulhouse.
Nancy.....	Mearthe.....	Chambre...	1,900	Patentés de tout le département.
Roanne.....	Loire.....	<i>Idem</i>	1,210	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
La Rochelle....	Charente-Infér..	<i>Idem</i>	3,722	<i>Idem</i> .
Rochefort.....	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	1,800	<i>Idem</i> .
Saint-Brieuc....	Côtes-du-Nord...	<i>Idem</i>	1,100	<i>Idem</i> .
Saint-Étienne..	Loire.....	<i>Idem</i>	3,000	<i>Idem</i> .
Toulon.....	Var.....	<i>Idem</i>	6,950	Patentés de tout le département.
Toulouse.....	Haute-Garonne...	<i>Idem</i>	3,000	<i>Idem</i> .
		Bourse.....	2,100	Patentés de la ville de Toulouse.
		TOTAL...	100,608	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 746.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,710. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1866, pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.*

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844, 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860, 13 mai 1863 et celle du 8 juin 1864,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de cent mille six cent huit francs (100,608'), nécessaire au payement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs, et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1866, conformément au tableau annexé au présent décret, sur les patentés désignés par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois des 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860 et 13 mai 1863.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES. à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Angers.....	Maine-et-Loire...	Chambre...	894 ^f	Patentés de tout le département.
		Idem.....	923	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Arras.....	Pas-de-Calais...	Bourse.....	518	Patentés de la ville d'Arras.
Bayonne.....	Basses-Pyrénées..	Chambre...	4,635	Patentés de tout le département et de la ville de St-Espirit.
Beaune.....	Côte-d'Or.....	Idem.....	1,618	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Besançon.....	Doubs.....	Idem.....	4,700	Patentés de tout le département.
Brest.....	Finistère.....	Idem.....	2,094	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Cherbourg.....	Manche.....	Idem.....	1,485	Idem.
Dieppe.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	3,750	Idem.
		Bourse.....	318	Patentés de la ville de Dieppe.
Dijon.....	Côte-d'Or.....	Chambre...	2,441	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Fécamp.....	Seine-Inférieure..	Idem.....	2,570	Idem.
Gray.....	Haute-Saône.....	Idem.....	1,884	Patentés de tout le département.
		Idem.....	26,269	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Le Havre.....	Seine-Inférieure..	Bourse.....	497	Patentés de la ville du Havre.
Honfleur.....	Calvados.....	Chambre...	1,014	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Laval.....	Mayenne.....	Idem.....	600	Patentés de tout le département.
Le Mans.....	Sarthe.....	Idem.....	2,300	Idem.
Mulhouse.....	Bas-Rhin.....	Idem.....	13,275	Idem.
		Bourse.....	4,041	Patentés de la ville de Mulhouse.
Nancy.....	Meurthe.....	Chambre...	1,900	Patentés de tout le département.
Roanne.....	Loire.....	Idem.....	1,210	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
La Rochelle....	Charente-Infér*..	Idem.....	3,722	Idem.
Rochefort.....	Idem.....	Idem.....	1,800	Idem.
Saint-Brieuc...	Côtes-du-Nord...	Idem.....	1,100	Idem.
Saint-Étienne...	Loire.....	Idem.....	3,000	Idem.
Toulon.....	Var.....	Idem.....	6,950	Patentés de tout le département.
		Idem.....	3,000	Idem.
Toulouse.....	Haute-Garonne...	Bourse.....	2,100	Patentés de la ville de Toulouse.
		TOTAL....	100,608	

Vu pour être annexé au décret en date de ce jour, enregistré sous le n° 746.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,711. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre, sur l'exercice 1865, un *Crédit* représentant les sommes versées au Trésor par divers Industriels des départements de la Haute-Marne, de la Meuse et du Nord, en exécution de la loi du 15 avril 1865, pour les travaux du Canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier.

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu la loi du 15 avril 1865, qui autorise les maîtres de forges des départements de la Haute-Marne, de la Meuse et du Nord à avancer au trésor une somme de un million six cent mille francs (1,600,000^f), pour être affectée aux travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu nos décrets du 28 juin dernier⁽²⁾, qui, à la suite de versements effectués par la compagnie des mines d'Anzin et divers industriels, en exécution de la loi susvisée du 15 avril dernier, ont ouvert à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics des crédits s'élevant ensemble à six cent seize mille trois cent trente-trois francs trente-quatre centimes;

Vu l'état ci-annexé, constatant qu'il a été versé au trésor une nouvelle somme de quatre cent quarante-trois mille francs par divers industriels, applicable aux travaux dont il s'agit;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 18 août 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1865, chapitre IX du budget extraordinaire (*Établissement de canaux de navigation*), un crédit de quatre cent quarante-trois mille francs (443,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor en exécution de la loi précitée du 15 avril 1865.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont char-

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1322, n° 13,557 et 13,558.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4110.

gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

État des sommes versées au trésor, à titre d'avances faites à l'État, par des industriels des départements de la Haute-Marne, de la Meuse et du Nord, pour les travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier. (Loi du 15 avril 1865.)

DATES des versements.	DÉSIGNATION des comptables qui ont reçu les fonds.	MONTANT des versements.	OBSERVATIONS.
11 juillet 1865...	Receveur général de la Marne.....	83,000 ⁰⁰	
Idem.....	Idem.....	310,000 00	
Idem.....	Idem.....	30,000 00	
Idem.....	Idem.....	20,000 00	
	TOTAL.....	443,000 00	
	Montant des versements antérieurs.	616,333 34	
	TOTAL GÉNÉRAL.....	1,059,333 34	

Approuvé pour être annexé au décret du 18 septembre 1865, enregistré sous le n° 750.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,712. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui approuve la Convention passée, le 18 mai 1865, entre le Ministre de la Guerre et une Société financière, pour l'exécution de Travaux publics en Algérie.

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Vu la convention provisoire passée, le 18 mai 1865, entre notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et les sieurs L. Frémy, gouverneur du crédit foncier de France et d'Algérie, Paulin Talabot, directeur

général de la compagnie des chemins de fer de Paris à la Méditerranée et de l'Algérie, et consorts, agissant tant en leur nom personnel qu'en son nom et comme représentants d'une société financière qui doit se constituer pour porter en Algérie son industrie et ses capitaux et pour mettre à la disposition du Gouvernement les moyens d'y hâter l'exécution des travaux publics;

Ladite convention comprenant, d'une part, l'engagement par la société : 1° de réaliser, à la réquisition du Gouvernement et jusqu'à concurrence de cent millions, les sommes qu'elle devra employer en Algérie; 2° de mettre à la disposition de l'État une autre somme de cent millions remboursable par annuités, et, d'autre part, la promesse par l'État de vendre à ladite société cent mille hectares de terre et de lui concéder les mines dont elle découvrirait les gisements, le tout aux conditions et dans les délais indiqués;

Vu la loi en date du 12 juillet 1865, qui ratifie les engagements mis à la charge du trésor par ladite convention;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La convention passée, le 18 mai 1865, entre notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et les sieurs *L. Frémy, Paulin Talabot et consorts*, est et demeure approuvée.

Ladite convention restera annexée au présent décret ⁽¹⁾.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,713. — DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve les nouveaux statuts du Bureau public établi à Tourcoing (Nord) pour le conditionnement des Soies, Laines et Cotons, et pour le titrage des Soies et le numérotage métrique des Fils de tous genres.

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

⁽¹⁾ Bull. 1314, n° 13,486.

Vu le décret du 11 février 1863 ⁽¹⁾, qui a autorisé la ville de Tourcoing à créer un bureau public pour le conditionnement des soies et des laines, et approuvé les statuts destinés à régir cet établissement;

Vu les nouveaux statuts proposés par le conseil municipal de Tourcoing, dans sa délibération du 3 janvier 1865;

L'avis de la chambre consultative des arts et manufactures de cette ville, en date du 11 août 1864; les propositions du préfet du Nord, et l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les nouveaux statuts du bureau public établi à Tourcoing, 1° pour le conditionnement des soies et des laines brutes ou ouvrées; 2° pour le conditionnement des cotons bruts ou filés; 3° pour le titrage des soies et le numérotage métrique des fils de tous genres, sont approuvés tels qu'ils sont contenus dans l'expédition annexée au présent décret et qui restera déposée dans les archives du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au Moniteur.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

STATUTS.

Conditionnement des soies, laines et cotons, etc. à Tourcoing (Nord).

ART. 1^{er}. Un bureau public est établi dans la ville de Tourcoing : 1° pour le conditionnement des soies et des laines brutes ou ouvrées; 2° pour le conditionnement des cotons bruts ou filés; 3° pour le titrage des soies et le numérotage métrique des fils de tous genres.

Les opérations dudit bureau sont facultatives pour le commerce et l'industrie.

2. Le procédé adopté par la condition a pour base la dessiccation absolue.

3. Un bulletin officiel rédigé en double, constatant le résultat de l'expérience à l'absolu et signé du directeur, est délivré aux vendeurs et acheteurs intéressés dans l'opération. Ce bulletin reproduit les marques et désignations de la marchandise qui sont relatées dans le bulletin d'envoi, sans lequel aucune marchandise n'est admise, soit au conditionnement, au titrage ou au numérotage métrique. Il mentionne, en outre, l'état des colis présentés, afin de dégager la responsabilité de l'établissement en cas de réclamation pour cause d'avarie. De plus, pour le conditionnement, il indique le nombre des échantillons soumis à la dessiccation absolue, le poids de ces échantillons avant et après cette opération, et le poids de la partie totale réduite à l'état de siccité complète. Enfin, pour la sécurité des intéressés, les bulletins doivent

⁽¹⁾ Bull. 1090, n° 10,938.

être rédigés comme les actes des officiers ministériels, sans rature ni surcharge non approuvées par le directeur de l'établissement.

Le titre et le numéro métrique sont fixés d'après la moyenne des poids constatés avec précision sur des échées formées à une longueur régulière de mille mètres.

Les bulletins de titrage relatent :

1° Le titre variable, c'est-à-dire le titre obtenu d'après l'état d'hydratation de la matière au moment de l'essai ; 2° le titre sec ou invariable résultant du conditionnement à l'absolu, lorsque ce second contrôle est demandé en même temps.

4. Le vendeur et l'acheteur peuvent assister au prélèvement des échantillons qui est fait par le directeur ou l'employé de la condition délégué à cet effet par lui.

5. Tous les poids sont reconnus et relevés contradictoirement par deux employés ; l'identité en est constatée avant de les soumettre au calcul. Tous les calculs sont faits en double et par deux méthodes différentes.

6. Le tarif des droits de conditionnement à percevoir est établi comme suit :

SOIES.

Pour chaque partie de soie de toute espèce, qualité et nature du poids total de vingt kilogrammes, deux francs soixante centimes, ci..... 2' 60"
Et au-dessus de ce poids, quatorze centimes par kilogramme excédant.

LAINES NON FILÉES.

Pour chaque opération faite sur une partie de laine non filée, du poids total de cinq kilogrammes à cent kilogrammes inclusivement, trois francs ci..... 3'
Au-dessus de ce poids, trois centimes par kilogramme excédant.

LAINES FILÉES.

Pour chaque opération faite sur une partie de laine filée de cinq kilogrammes à cent kilogrammes inclusivement, y compris la constatation du numérotage métrique lorsqu'il est réclamé par l'une des parties, quatre francs, ci..... 4'
Au-dessus de ce poids, quatre centimes par kilogramme excédant.

COTONS.

Pour chaque opération de conditionnement faite sur des cotons bruts ou filés, simples ou retordus, de cinq kilogrammes à cent kilogrammes inclusivement, un franc cinquante centimes, ci..... 1' 50"
Au-dessus de cent kilogrammes, un centime par kilogramme excédant.

7. Le tarif des droits à percevoir pour le titrage des soies et le numérotage métrique des matières filées de tout genre, autre que les soies, est établi comme suit :

TITRAGE DES SOIES.

Pour toute opération de titrage d'un ballot de soie, portant sur trois flottes prélevées sur six matreaux pris dans six parties du ballot, deux francs, ci..... 2'

NUMÉROTAGE MÉTRIQUE DES LAINES, COTONS ET AUTRES MATIÈRES FILÉES.

Pour la constatation officielle du numérotage métrique, chaque opération un franc, ci..... 1'

Les frais de conditionnement, de titrage et de numérotage métrique sont acquittés par la personne chargée d'enlever la marchandise.

Les tarifs ci-dessus ne sont exécutoires que pour cinq ans. Ils seront révisés, s'il y a lieu, après ce délai.

8. Le bureau est régi par un directeur, sous la surveillance du maire et d'une commission de cinq membres, dont trois sont nommés par le conseil municipal et deux par la chambre consultative des arts et manufactures.

Le directeur est nommé par le préfet, sur une liste de trois candidats présentés par le maire.

Il doit assister aux opérations, qui s'exécutent sous sa responsabilité ; il fournit un cautionnement dont le conseil municipal détermine la nature et la quotité.

9. Le traitement du directeur, le nombre des employés et autres agents placés

sous ses ordres, ainsi que leurs appointements ou salaires, sont fixés par le conseil municipal.

Le maire nomme les employés et agents sur la présentation du directeur; il peut les révoquer.

10. Des registres cotés et parafés par le maire sont tenus à l'effet de constater, jour par jour, toutes les opérations de l'établissement.

11. Les frais de toute nature sont à la charge de la commune et payés comme toutes les autres dépenses communales.

12. Les produits sont versés par le directeur dans la caisse de la ville, aux époques et dans la forme qui sont déterminées par l'administration municipale.

13. Un règlement proposé par le comité de surveillance de l'établissement et délibéré par le conseil municipal, sur l'avis de la chambre consultative des arts et manufactures, et approuvé par M. le préfet, détermine le régime intérieur de l'établissement.

14. Le décret d'institution, les présents statuts et le règlement d'administration intérieure sont affichés dans l'établissement de manière que le public puisse toujours en prendre facilement connaissance.

15. Toutes modifications aux présents statuts doivent être approuvées par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 18 septembre 1865, enregistré sous le n° 748.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 13,714. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif au prix des opérations à faire sur la Laine au Bureau de conditionnement de Roubaix.

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le décret du 31 août 1858⁽¹⁾, qui a autorisé la ville de Roubaix à créer un bureau public pour le conditionnement des soies et des laines, et approuvé les statuts destinés à régir cet établissement;

Vu le décret du 15 janvier 1862⁽²⁾, qui a approuvé les nouveaux statuts du même bureau;

Vu la délibération de la chambre consultative des arts et manufactures de Roubaix, en date du 29 mars 1865; celle du conseil municipal de la même ville, en date du 5 mai suivant, et les propositions du préfet du Nord;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le prix de trois francs fixé pour chaque opération à faire sur la laine au bureau de conditionnement de Roubaix ne sera applicable qu'aux deux premières opérations, et toutes les autres épreuves faites sur la même partie de laine ne seront, à l'avenir, payées qu'à raison de un franc chacune:

⁽¹⁾ Bull. 631, n° 5886.

⁽²⁾ Bull. 995, n° 9884.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et publié au *Moniteur*.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,715. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre le Port de Brest au transit
des Marchandises prohibées et non prohibées.*

Du 2 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de
l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 9 février 1832;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836;

Vu la demande de la chambre de commerce de Brest, en date du 11 août
dernier;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le port de Brest (Finistère) est ouvert au transit des
marchandises prohibées et non prohibées.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics, et au département des finances,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du pré-
sent décret.

Fait à Biarritz, le 2 Octobre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,716. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du ministère des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé le tarif ci-annexé des droits de péage à percevoir au bac de Pyrimont, situé sur le Rhône, dans la commune de Chanay, département de l'Ain.

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et les divers agents tels qu'ils sont désignés au tarif annexé au présent décret et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Fontaine-bleau, 26 Août 1865.*)

Tarif des droits de péage à percevoir au bac de Pyrimont, sur le Rhône, dans la commune de Chanay.

ART. 1^{er}. 1° Une personne à pied, non chargée ou chargée de moins de cinquante kilogrammes, dix centimes, ci..... 0^e 10^e

2° Le batelier ne pourra être contraint de passer une personne isolément sans attendre le laps de temps prescrit, d'une demi-heure, qu'autant qu'elle lui assurerait une recette d'au moins trente centimes, et, dans ce cas, il emploiera un bateau ou un batelet, à sa volonté, ci..... 0 30

3° Denrées ou marchandises embarquées à bras d'homme et d'un poids de cinq myriagrammes, dix centimes, ci..... 0 10

4° Pour chaque myriagramme excédant, quatre centimes, ci..... 0 04

Nota. Le chargeur déclarera le poids, qui pourra être vérifié par le peseur.

5° Un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, vingt-cinq centimes, ci..... 0 25

6° Un cheval ou mulet chargé, vingt centimes, ci..... 0 20

7° Un cheval ou mulet non chargé, dix centimes, ci..... 0 10

8° Un âne ou une ânesse chargé, dix centimes, ci..... 0 10

9° Un âne ou une ânesse non chargé, cinq centimes, ci..... 0 05

10° Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, quatre centimes, ci..... 0 04

11° Par bœuf ou vache appartenant à des marchands, dix centimes, ci..... 0 10

12° Par veau ou porc, cinq centimes, ci..... 0 05

13° Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons, deux centimes, ci..... 0 02

14° Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.

15° Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres iront au pâturage, on ne payera que la moitié du droit.

16° Les conducteurs des animaux désignés aux numéros 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 payeront chacun cinq centimes, ci..... 0 05

17° S'il n'existe pas de passe-cheval, le batelier ne pourra être contraint de passer isolément, dans le bac, les chevaux, mulets, bœufs ou autres animaux compris dans cette section, que lorsque les conducteurs lui assureront une recette d'au moins soixante et quinze centimes, ci..... 0 75

18° Voiture suspendue à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, cinquante centimes, ci..... 0 50

19° Voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris, un franc, ci..... 1 00

20° Voiture suspendue à quatre roues, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, soixante et dix centimes, ci..... 0 70

21° Les voyageurs payeront séparément, par tête, le droit dû pour une personne à pied, dix centimes, ci..... 0 10

22° Une charrette chargée, attelée d'un cheval ou mulet ou de deux bœufs, conducteur compris, quarante centimes, ci	0 ^f 40 ^c
23° Une charrette chargée, attelée de deux chevaux ou mulets ou de quatre bœufs, conducteur compris, soixante centimes, ci	0 60
24° Une charrette chargée, attelée de trois chevaux ou mulets ou de six bœufs, conducteur compris, un franc, ci	1 00
25° Une charrette à vide, attelée d'un cheval ou mulet, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci	0 25
26° Une charrette chargée, employée au transport des engrais, des récoltes, attelée d'un cheval ou mulet, de deux bœufs ou vaches, conducteur compris, vingt-cinq centimes, ci	0 25
27° La même à vide, attelée d'un cheval ou mulet, de deux bœufs ou vaches, conducteur compris, vingt centimes, ci	0 20
28° Une charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, conducteur compris, vingt centimes, ci	0 20
29° Un chariot de roulage à quatre roues, chargé, un cheval ou mulet et le conducteur, cinquante centimes, ci	0 50
30° Le même, deux chevaux ou mulets et le conducteur, soixante et quinze centimes, ci	0 75
31° Le même, trois chevaux ou mulets et le conducteur, un franc vingt centimes, ci	1 20
32° Le même à vide, un cheval ou mulet et le conducteur, quarante centimes, ci	0 40
33° Il sera payé par chaque cheval, mulet, bœuf, vache, âne ou ânesse excédant les nombres indiqués ci-dessus, comme pour les mêmes animaux non chargés.	
34° Le batelier ne pourra être contraint à passer une voiture, charrette ou chariot se présentant isolément que lorsque le conducteur lui assurera une recette d'au moins un franc dix centimes, ci	1 10
35° Dans le temps des hautes eaux, le payement du droit sera double. Les eaux seront réputées hautes lorsqu'elles atteindront la partie peinte en rouge du poteau de hauteur qui sera établi sur la rive du contre-halage. Le passage sera interdit quand les eaux surmonteront la partie peinte en rouge dudit poteau, quand la rivière charriera des glaçons et dans les temps de débâcle. Les bateaux ne pourront jamais être chargés au delà du poids qui les ferait enfoncer jusqu'aux lignes de flottaison tracées en rouge sur leurs flancs.	

2. Sont exempts des droits de péage :

Les préfets et sous-préfets en tournée dans leurs départements et arrondissements, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les ingénieurs et agents des ponts et chaussées, les directeurs et employés des administrations de l'enregistrement et des domaines, des contributions directes (les percepteurs compris), des contributions indirectes et des douanes; les agents de l'administration forestière, des lignes télégraphiques; les agents voyers, piqueurs et cantonniers des chemins vicinaux, les receveurs des communes, les vérificateurs des poids et mesures, les préposés d'octroi et les facteurs ruraux, les gardes champêtres, mais pour le cas seulement où ces divers fonctionnaires et employés seront obligés de passer d'une rive à l'autre pour cause de service, et sous la condition que les employés seront revêtus des marques distinctives de leurs fonctions ou porteurs de leurs commissions;

Les ministres des différents cultes reconnus par l'État, ainsi que leurs assistants;

Les préfets, sous-préfets et autres fonctionnaires désignés au présent paragraphe auront le droit, dans leurs tournées, de réclamer le passage en franchise de leurs secrétaires, des domestiques attachés à leur personne et de leurs voitures et conducteurs;

Les mailles-poste, les courriers et les estafettes du Gouvernement;

Les trains d'artillerie, c'est-à-dire les bouches à feu et caissons militaires chargés de munitions de guerre, ainsi que les militaires ou conducteurs qui les accompagnent, les bouviers, bœufs, chevaux et voitures requis pour le transport des vivres de l'ar-

mée, des équipages, des troupes et des militaires malades; les voitures cellulaires et leurs chevaux et conducteurs;

Les militaires de tous grades voyageant avec leurs corps, les sous-officiers et les soldats voyageant isolément; la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les individus conduits par la gendarmerie et les voitures et les chevaux servant à les transporter, à la charge de représenter, soit une feuille de route, soit un ordre de service;

Les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

Quelque fréquents et nombreux que soient les passages des corps et des individus qui, aux termes des dispositions ci-dessus, doivent jouir du droit de franchise, le fermier ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3. Le fermier sera tenu de passer une personne seule, sans exiger d'autre droit que le droit simple, lorsqu'elle aura attendu sur le port le laps de temps, qui sera d'une heure pour les bacs et d'une demi-heure pour les passe-cheval et pour les batelets.

Il devra passer sans aucun délai les fonctionnaires, agents et autres personnes désignées à l'article 2 du présent.

Tout autre personne qui voudra passer isolément et sans attendre ce laps de temps payera le droit fixé dans ce cas par le tarif.

Le fermier sera tenu de passer, soit avant le lever, soit après le coucher du soleil, sans exiger aucun droit, mais seulement pour l'exercice de leurs fonctions, les préfets et sous-préfets, les maires, les juges d'instruction et procureurs impériaux, les juges de paix et leurs greffiers, les commissaires de police et autres agents de police judiciaire, les employés des contributions indirectes et des douanes, la gendarmerie, ainsi que les ministres des différents cultes reconnus par l'Etat, et leurs assistants, les gardes champêtres, les pompiers et les personnes qui, en cas d'incendie, iraient porter secours d'une rive à l'autre, ainsi que le matériel nécessaire.

N° 13,717. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Michel (*Marie-Gustave-Frédéric*), lieutenant au dix-huitième régiment d'artillerie, né le 28 juin 1834, à Montoiron, arrondissement de Châtellerault (Vienne), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Grousseau*, et à s'appeler, à l'avenir, *Michel de Grousseau*.

2° M. Ancillon (*Louis-Jules*), propriétaire, né le 2 ventôse an XIII (21 février 1805), à Metz (Moselle), y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Jouy*, et à s'appeler, à l'avenir, *Ancillon de Jouy*.

3° Les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'Etat. (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,718. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Carcenac (*Paul-Alphonse*), propriétaire, suppléant du juge de paix du canton de Lautrec (Tarn), né le 7 août 1811, à Castres, même département, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Torné*, et à s'appeler, à l'avenir, *Carcenac de Torné*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire

opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an **XI**, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Fontainebleau, 5 Septembre 1865.*)

N° 13,719. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que *M. du Miral*, député au Corps législatif, est nommé membre de la commission de vérification des comptes des ministres, pour l'année 1864, en remplacement de *M. O'Quin*, qui a cessé de faire partie de la chambre. (*Biarritz, 2 Octobre 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 12 * Octobre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1340.

N° 13,720. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement du Chemin de fer de Vitré à Fougères; 2° approuve la Convention passée, le 9 août 1865, pour la concession de ce chemin de fer.

Du 30 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'avant-projet d'un chemin de fer de Vitré à Fougères;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle cet avant-projet a été soumis dans le département d'Ille-et-Vilaine, conformément au titre 1^{er} de la loi du 3 mai 1841, et notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 26 novembre 1864;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 1^{er} mai 1865;

Vu l'avis du comité consultatif des chemins de fer, du 8 juillet suivant;

Vu la soumission présentée par le sieur de *Dalmas*, pour la concession dudit chemin;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la loi du 12 juillet 1865, sur les chemins de fer d'intérêt local;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Vu la convention provisoire passée, le 9 août 1865, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et le sieur de *Dalmas*, ladite convention portant concession du chemin de fer de Vitré à Fougères;

Vu le certificat, en date du 25 août 1865, constatant le versement à la caisse des dépôts et consignations d'une somme de quatre-vingt mille francs à titre de cautionnement;

Notre Conseil d'État entend;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Vitré à Fougères.

Est approuvée la convention provisoire passée, le 9 août 1865, entre notre ministre de l'agriculture du commerce et des travaux publics et le sieur de *Dalmas*, ladite convention portant concession du chemin de fer de Vitré à Fougères.

2. En conformité de l'article 10 de la loi du 15 juillet 1845, le

concessionnaire ne pourra émettre d'actions ni promesses d'actions négociables avant la constitution d'une société anonyme, conformément à l'article 37 du Code de commerce.

3. En conformité de l'article 2 de la loi du 10 juin 1853, les actions de la compagnie ne pourront être négociées qu'après le versement des deux premiers cinquièmes du montant de chaque action.

Il est interdit à tout agent de change de se prêter à la négociation des actions ou promesses d'actions de la compagnie avant le versement des deux premiers cinquièmes du montant de chaque action.

4. L'émission des obligations que la compagnie pourrait être autorisée à créer ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, qui en déterminera la forme, le mode et le taux de négociation, et qui fixera les époques et les quotités des versements successifs jusqu'à complète libération.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

CONVENTION.

L'an 1865 et le 9 août,

Entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant au nom de l'État, et sous la réserve de l'approbation des présentes par décret de l'Empereur,

D'une part,

Et M. de Dalmas, député au Corps législatif, demeurant à Paris,

D'autre part,

Il a été dit et convenu ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, concède à M. de Dalmas, aux clauses et conditions énoncées dans le cahier des charges ci-annexé et dans la loi du 12 juillet 1865, sur les chemins de fer d'intérêt local, un chemin de fer d'embranchement de Vitry à Fougères.

M. de Dalmas s'engage à exécuter et à exploiter ledit chemin à ses frais, risques et périls, en se conformant, pour la construction et l'exploitation, aux clauses et conditions du cahier des charges susénoncé.

2. La présente convention n'est possible que du droit fixe de un franc.

Fait à Paris, le jour, mois et an que dessus.

Signé ARMAND BÉRIC.

Approuvé l'écriture :

Signé AL. DE DALMAS.

Enregistré à Paris, le 2 septembre 1865, folio 75 verso, case 5. Reçu un franc et quinze centimes pour décime.

Signé ROBERT.

*Cahier des charges de la concession d'un chemin de fer de Vitré à Fougères.***TITRE I^{er}.****TRACÉ ET CONSTRUCTION.**

ART. 1^{er}. Le chemin de fer se détachera de la ligne de Rennes à Brest, à ou près Vitré, passera par ou près Châtillon et aboutira à ou près Fougères.

Dans le cas où le chemin de fer ci-dessus serait prolongé ultérieurement vers la mer, en un point à déterminer près de Pontorson ou d'Avranches, le concessionnaire de ce chemin aura, pendant dix ans et à conditions égales d'ailleurs, un droit de préférence pour l'obtention de cette concession.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an, à dater du décret de concession, et terminés dans un délai de six ans, à partir du même décret, de manière à ce que ce chemin soit praticable et exploité, dans toutes ses parties, à l'expiration de ce dernier délai.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris, pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure; à cet effet, les projets de tous les travaux à exécuter seront dressés en double expédition et soumis à l'approbation du ministre, qui prescrira, s'il y a lieu, d'y introduire telles modifications que de droit : l'une de ces expéditions sera remise au concessionnaire avec le visa du ministre, l'autre demeurera entre les mains de l'administration.

Avant comme pendant l'exécution, le concessionnaire aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'il jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'administration supérieure.

4. Le concessionnaire pourra prendre copie de tous les plans, nivellements et devis qui pourraient avoir été antérieurement dressés aux frais de l'État.

5. Le tracé et le profil du chemin de fer seront arrêtés sur la production de projets d'ensemble comprenant, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un plan général à l'échelle de un dix-millième;

2° Un profil en long à l'échelle de un cinq-millième pour les longueurs et de un millième pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison; au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

3° Un certain nombre de profils en travers, y compris le profil type de la voie;

4° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages, soit à niveau, soit en dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long; le tout sans préjudice des projets à fournir pour chacun de ces ouvrages.

6. Les terrains pourront être acquis et les ouvrages d'art pourront être exécutés pour une voie seulement.

Les terrains acquis par le concessionnaire pour l'établissement d'une seconde voie, si elle devenait nécessaire, ne pourront recevoir une autre destination.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre quarante-quatre centimètres (1^{re}.44) à un mètre quarante-cinq centimètres (1^{re}.45). Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entrevoie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2^{re}.00).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de un mètre (1^{re}.00) au moins.

On ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquette de cinquante centimètres (0^m,50) de largeur.

Le concessionnaire établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par l'administration, suivant les circonstances locales, sur les propositions du concessionnaire.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à trois cents mètres. Une partie droite de cent mètres au moins de longueur sera ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum de l'inclinaison des pentes et rampes est fixé à quinze millimètres par mètre.

Le concessionnaire aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article et à celles de l'article précédent les modifications qui lui paraîtront utiles.

9. Il y aura deux voies à chaque station et arrêt.

Le nombre, l'emplacement et l'étendue des stations de voyageurs et des gares de marchandises seront déterminés par l'administration, sur les propositions du concessionnaire, après une enquête spéciale.

Le concessionnaire pourra établir entre les stations de simples haltes ou arrêts, sans aucun aménagement particulier, aux points où cela lui paraîtra utile.

Les bâtiments destinés aux voyageurs pourront consister en des hangars-abris fermés de trois côtés seulement et munis de banquettes.

Les halles et les quais seront de la construction la plus simple possible.

10. Les croisements à niveau seront tolérés pour les routes impériales, départementales, chemins vicinaux, ruraux et particuliers.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route impériale ou départementale, ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par l'administration, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route impériale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m,00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^m,30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50). La hauteur de ces parapets sera fixée par l'administration, et ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m,80).

12. Pour les parties à double voie, l'ouverture des ponts entre les culées sera au moins de huit mètres (8^m), et la distance verticale ménagée au-dessus des rails extérieurs de chaque voie pour le passage des trains ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80).

Pour les parties à une seule voie, l'ouverture des ponts entre les culées et la distance verticale au-dessus des rails sera de quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50).

13. Dans le cas où des routes impériales et départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers, seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ou chemins pourra s'effectuer sous un angle de trente degrés.

Les passages à niveau pourront, en général, rester ouverts. Néanmoins, il sera établi des barrières et des guérites à ceux des passages qui donneront lieu à une grande fréquentation, le concessionnaire entendu.

Les barrières pourront être à un seul vantail, si elles ouvrent sur la voie.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes ou rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m,03) par mètre pour les routes impériales ou départementales, et cinq centimètres (0^m,05) pour les chemins vicinaux. L'administration restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une

dérogation à cette clause, comme à celle qui est relative à l'angle de croisement des passages à niveau.

15. Le concessionnaire sera tenu de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux, et de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'insalubrité pouvant résulter des chambres d'emprunt.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) de largeur entre les parapets. La hauteur de ces parapets sera fixée par l'administration, et ne pourra être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m,80).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer pourront n'avoir que quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails et cinq mètres cinquante centimètres (5^m,50) de hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails.

Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, le concessionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes impériales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais du concessionnaire, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve ni interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

18. Le concessionnaire n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; il sera tenu de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers, seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

19. Le poids des rails sera au moins de vingt-cinq kilogrammes par mètre courant sur la voie de circulation, que ces rails soient posés sur traverses, ou sur longuerines.

20. L'administration pourra dispenser le concessionnaire de poser des clôtures sur tout ou partie du chemin.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par le concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par le concessionnaire.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, le concessionnaire est investi, pour l'exécution des travaux dépendants de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc. et il demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, le concessionnaire sera tenu, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établisse-

ment du chemin de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer.

Les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine, à raison de la traversée du chemin de fer, et tous les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine, seront à la charge du concessionnaire.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les mines et aux frais du concessionnaire.

26. Pour l'exécution des travaux, le concessionnaire se soumettra aux décisions ministérielles concernant l'interdiction du travail les dimanches et jours fériés.

27. Les travaux seront exécutés sous le contrôle et la surveillance de l'administration.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées, entre entrepreneurs agréés à l'avance, à moins que le conseil d'administration de la société anonyme qui aura été constituée, en vertu de l'article 10 de la loi du 15 juillet 1845, n'ait été spécialement autorisé par l'assemblée générale des actionnaires à les faire exécuter en régie ou à traiter directement de leur exécution.

Tout marché général pour l'ensemble du chemin de fer, soit à forfait, soit sur série de prix, est dans tous les cas formellement interdit.

Le contrôle et la surveillance de l'administration auront pour objet d'empêcher le concessionnaire de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et spécialement par le présent article et de celles qui résulteront de projets approuvés.

28. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé, sur la demande du concessionnaire, à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, l'administration autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, le concessionnaire pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer.

29. Après l'achèvement total des travaux, et dans le délai qui sera fixé par l'administration, le concessionnaire fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Il fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés; ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous lesdits ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral de l'état descriptif et de l'atlas, sera dressée aux frais du concessionnaire et déposée dans les archives du ministère.

Les terrains acquis par le concessionnaire postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui par cela même deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

30. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge du concessionnaire.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais du conces-

sionnaire, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 40.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

31. Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais, partout où besoin sera, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation ordinaire sur les points où le chemin de fer sera traversé à niveau par des routes ou chemins.

32. Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et garnies de banquettes.

Il y en aura de trois classes au moins :

Les voitures de première classe seront couvertes, garnies et fermées à glaces;

Celles de deuxième classe seront couvertes, fermées à glaces, et auront des banquettes rembourrées;

Celles de troisième classe seront couvertes, fermées à vitres et munies de banquettes à dossier.

L'intérieur de chacun des compartiments de toute classe contiendra l'indication du nombre des places de ce compartiment.

L'administration pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé dans les trains de voyageurs aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaises de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes, et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et solide construction.

Le concessionnaire sera tenu, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes, composant le matériel roulant, seront constamment entretenus en bon état.

33. Des règlements d'administration publique, rendus après que le concessionnaire aura été entendu, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police et l'exploitation du chemin de fer, ainsi que la conservation des ouvrages qui en dépendent.

Toutes les dépenses qu'entraînera l'exécution des mesures prescrites en vertu de ces règlements seront à la charge du concessionnaire.

Le concessionnaire sera tenu de soumettre à l'approbation de l'administration les règlements relatifs au service et à l'exploitation du chemin de fer.

Les règlements dont il s'agit dans les deux paragraphes précédents seront obligatoires non-seulement pour le concessionnaire, mais encore pour tous ceux qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

Le ministre déterminera, sur la proposition du concessionnaire, le minimum et le maximum de vitesse des convois de voyageurs et de marchandises et des convois spéciaux des postes, ainsi que la durée du trajet.

34. Pour tout ce qui concerne l'entretien et les réparations du chemin de fer et de ses dépendances, l'entretien du matériel et le service de l'exploitation, le concessionnaire sera soumis au contrôle et à la surveillance de l'administration.

Outre la surveillance ordinaire, l'administration délèguera, aussi souvent qu'elle le jugera utile, un ou plusieurs commissaires pour reconnaître et constater l'état du chemin de fer, de ses dépendances et du matériel.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

35. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges, sera de quatre-vingt-dix-neuf ans (99 ans). Elle commencera à

courir à l'expiration du délai fixé pour l'achèvement des travaux par l'article 2 dudit cahier des charges.

36. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le Gouvernement sera subrogé à tous les droits du concessionnaire sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

Le concessionnaire sera tenu de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendants également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le Gouvernement aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si la compagnie ne se metait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État sera tenu, si le concessionnaire le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si l'État le requiert, le concessionnaire sera tenu de les céder de la même manière.

Toutefois, l'État ne pourra être tenu de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

37. A toute époque après l'expiration de quinze années, à partir du 1^{er} janvier 1869, le Gouvernement aura la faculté de racheter la concession entière du chemin de fer.

Pour régler le prix du rachat, on relèvera les produits nets annuels obtenus par le concessionnaire pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira le produit net des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq autres années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité qui sera due et payée au concessionnaire pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

Le concessionnaire recevra, en outre, dans les trois mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels il aura droit à l'expiration de la concession, selon l'article 36 ci-dessus.

38. Le concessionnaire est dispensé de tout cautionnement à raison de la concession des lignes nouvelles.

39. Faute par le concessionnaire d'avoir terminé les travaux dans le délai fixé par l'article 2, faute aussi par lui d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges, il encourra la déchéance, et il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par le concessionnaire, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier des charges, et le concessionnaire évincé recevra de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois; si cette seconde tentative reste également sans résultat, le concessionnaire sera définitivement déchu de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront à l'État.

40. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, l'administration prendra immédiatement, aux frais et risques du concessionnaire, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation provisoire, le concessionnaire n'a pas valablement justifié qu'il est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et s'il

ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Al. Les dispositions des deux articles qui précèdent cesseraient d'être applicables, si la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS
ET DES MARCHANDISES.

42. Pour indemniser le concessionnaire des travaux et dépenses qu'il s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'il en remplira exactement toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde l'autorisation de percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs...	Voitures de 1 ^{re} classe.....	0 067	0 033	0 10
	Voitures de 2 ^e classe.....	0 060	0 025	0 075
	Voitures de 3 ^e classe.....	0 037	0 018	0 055
Enfants....	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, s'ils sont portés sur les genoux.			
	De trois à sept ans, ils payent demi-place.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 010	0 005	0 015
(Perception minimum de 30c.).				

(Perception minimum 0^e 30^e.)

Petite vitesse.

Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....	0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....	0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....	0 01	0 01	0 02

Ces prix seront doublés si les animaux ci-dessus sont, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs.

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huiles. — Poissons frais. — Denrées. — Excedants de bagage et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....	0 20	0 16	0 36
---	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Objets. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogueries. — Epicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....	0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Charbon et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler, dit de corde. — Pêches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitumes. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivre. — Plomb et autres métaux, ouvrés ou non. — Fontes moulées.....	0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits de carrières. — Minerais autres que le minerai de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moullons. — Moutures. — Angles. — Briques. — Ardoises.....	0 06	0 04	0 10

4^e classe. — Houilles. — Marne. — Cendres. — Fumiers et engrais. — Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minéral de fer. — Cailloux et sables.

3^e VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

	de péage.	de trans- port.	roulant.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 05	0 03	0 08
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 09	0 06	0 15
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (sans convoi).....	0 15	0 08	0 30
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (sans convoi).....	1 80	1 30	3 40
Tender de sept à dix tonnes.....	2 25	1 50	3 75
Tender de plus de dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
	1 35	0 90	2 25

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien payer.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

Les prix seront doublés si ces transports ont lieu à la vitesse des trains de voyageurs.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc. les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou quatre roues, à vide.....

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus des prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.

4^e SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, dans un compartiment isolé, au prix de.....

Les prix déterminés ci-dessus pour les transports à grande vitesse ne comprennent pas l'impôt dû à l'État, ni les frais accessoires d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être moindre de quarante centimes.

Tout voyageur dont le bagage n'excédera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de la place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement; elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

Le tarif qui précède est celui qui sera appliqué pendant toute la durée de la concession; néanmoins, le concessionnaire est autorisé à percevoir, pendant un délai de quinze ans, à partir du délai fixé pour l'achèvement des travaux, les tarifs ci-après déterminés.

TARIF.

1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.

Grande vitesse.

Voyageurs..	Voitures de 1 ^{re} classe.....	0 067	0 083	0 10
	Voitures de 2 ^e classe.....	0 060	0 075	0 075
	Voitures de 3 ^e classe.....	0 037	0 018	0 055
Chiens transportés dans les trains de voyageurs (perception minimum à 3 ^e centimes), non compris l'impôt dû à l'Etat pour tout ce qui concerne la grande vitesse.....		0 010	0 005	0 015

Petite vitesse.

Chevaux, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....		0 07	0 03	0 10
Coeux et porcs.....		0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....		0 01	0 01	0 02
Ces prix seront doublés si ces animaux sont transportés à la vitesse des trains de voyageurs.				

2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.

Marchandises transportées à grande vitesse.

Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédants de bagages et marchandises de toute classe transportés à la vitesse des trains de voyageurs.....		0 34	0 16	0 50
--	--	------	------	------

Marchandises transportées à petite vitesse.

1 ^{re} classe.....	0 20	0 07	0 27
2 ^e classe.....	0 17	0 06	0 23
3 ^e classe.....	0 12	0 04	0 16
4 ^e classe.....	0 10	0 03	0 13

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08	0 20
Locomotive de douze à dix-huit tonnes (sans convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive de plus dix-huit tonnes (sans convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive et son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

Lorsque ces transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc. Les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

PRIX		
de péage.	de transport.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 067	0 083	0 10
0 060	0 075	0 075
0 037	0 018	0 055
0 010	0 005	0 015
0 07	0 03	0 10
0 025	0 015	0 04
0 01	0 01	0 02
0 34	0 16	0 50
0 20	0 07	0 27
0 17	0 06	0 23
0 12	0 04	0 16
0 10	0 03	0 13
0 09	0 06	0 15
0 12	0 08	0 20
1 80	1 20	3 00
2 25	1 50	3 75
0 90	0 60	1 50
1 35	0 90	2 25
0 15	0 10	0 25
0 18	0 14	0 32

Voitures de déménagement à deux ou quatre roues, à vide
Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront en sus du prix
ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

4° SERVICES DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres, renfermant un ou plusieurs cer-
cueils, sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voi-
ture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera trans-
porté dans un compartiment isolé au prix de.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAL.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 26	0 62
0 18	0 12	0 30

43. A moins d'une autorisation spéciale et révocable de l'administration, tout train
régulier de voyageurs devra contenir des voitures de toute classe en nombre suffisant
pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.
Dans chaque train de voyageurs, le concessionnaire aura la faculté de placer des
voitures à compartiments spéciaux pour lesquels il sera établi des prix particuliers,
que l'administration fixera sur la proposition du concessionnaire; mais le nombre
des places à donner dans ces compartiments ne pourra dépasser le cinquième du
nombre total des places du train.

44. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura
à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle
sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

45. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans
le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles
ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux ar-
ticles 46 et 47 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à
une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par le concession-
naire; mais elles seront soumises immédiatement à l'administration, qui prononcera
définitivement.

46. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point
applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000).

Néanmoins, le concessionnaire ne pourra se refuser à transporter les masses indi-
visibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes; mais les droits de péage et
les prix de transport seront augmentés de moitié.

Le concessionnaire ne pourra être contraint à transporter les masses pesant plus
de cinq mille kilogrammes (5,000).

Si, nonobstant la disposition qui précède, le concessionnaire transporte des masses
indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, il devra, pendant trois mois au
moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la propo-
sition du concessionnaire.

47. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui
ne pèseraient pas deux cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux
pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs;

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or
ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres pré-
cieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédants de bagages, pesant isolément quarante kilogrammes et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédants de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets et colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par l'administration, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition du concessionnaire.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes.

48. Dans le cas où le concessionnaire jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'il est autorisé à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par le concessionnaire sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation de l'administration supérieure, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et le concessionnaire dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par le concessionnaire aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

49. Le concessionnaire sera tenu d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur les registres de la gare de départ, du prix total dû pour le transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains du concessionnaire et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, le concessionnaire sera tenu de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

50. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à grande vitesse, seront expédiés par le premier train des voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise; toutefois, l'administration supérieure pourra étendre ce délai à deux jours.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par l'administration, sur la proposition du concessionnaire, sans que ce maximum puisse excéder vingt-quatre heures par fraction indivisible de cent vingt-cinq kilomètres.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée effective en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour le concessionnaire.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition du concessionnaire, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

L'administration supérieure déterminera, par des règlements spéciaux, les heures d'ouverture et de fermeture des gares et stations, tant en hiver qu'en été, ainsi que les dispositions relatives aux denrées apportées par les trains de nuit et destinées à l'approvisionnement des marchés des villes.

Lorsque la marchandise devra passer d'une ligne sur une autre sans solution de continuité, les délais de livraison et d'expédition au point de jonction seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

51. Les frais accessoires non mentionnés dans les tarifs, tels que ceux d'enregistrement, de chargement, de déchargement et de magasinage dans les gares et magasins du chemin de fer, seront fixés annuellement par l'administration, sur la proposition du concessionnaire.

52. Le concessionnaire sera tenu de faire, soit par lui-même, soit par un intermédiaire dont il répondra, le factage et le camionnage, pour la remise au domicile des destinataires de toutes les marchandises qui lui sont confiées.

Le factage et le camionnage ne seront point obligatoires en dehors du rayon de l'octroi, non plus que pour les gares qui desserviraient, soit une population agglomérée de moins de cinq mille habitants, soit un centre de population de cinq mille habitants, situé à plus de cinq kilomètres de la gare du chemin de fer.

Les tarifs à percevoir seront fixés par l'administration, sur la proposition du concessionnaire. Ils seront applicables à tout le monde sans distinction.

Toutefois, les expéditeurs et destinataires resteront libres de faire eux-mêmes et à leurs frais le factage et le camionnage des marchandises.

53. A moins d'une autorisation spéciale de l'administration, il est interdit au concessionnaire, conformément à l'article 14 de la loi du 15 juillet 1845, de faire directement ou indirectement avec des entreprises de transport de voyageurs ou de marchandises par terre ou par eau, sous quelque dénomination ou forme que ce puisse être, des arrangements qui ne seraient pas consentis en faveur de toutes les entreprises desservant les mêmes voies de communication.

L'administration, agissant en vertu de l'article 33 ci-dessus, prescrira les mesures à prendre pour assurer la plus complète égalité entre les diverses entreprises de transport dans leurs rapports avec le chemin de fer.

TITRE V.

STIPULATIONS RELATIVES À DIVERS SERVICES PUBLICS.

54. Le concessionnaire ne pourra être assujéti envers l'État à un service gratuit ou à une réduction du prix des places.

Néanmoins, la faculté de traiter avec le concessionnaire est réservée à l'administration pour les transports qui intéressent l'État.

55. Les fonctionnaires ou agents chargés de l'inspection, du contrôle et de la surveillance du chemin de fer seront transportés gratuitement dans les voitures du concessionnaire.

La même faculté est accordée aux agents des contributions indirectes et des douanes chargés de la surveillance des chemins de fer dans l'intérêt de la perception de l'impôt.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

56. Dans le cas où le Gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de

routes impériales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, le concessionnaire ne pourra s'opposer à ces travaux; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour le concessionnaire.

57. Toute exécution ou autorisation ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part du concessionnaire.

58. Le Gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur le chemin qui fait l'objet du présent cahier de charges, ou qui seraient établis en prolongement du même chemin.

Le concessionnaire ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Les compagnies concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines, sur le chemin de fer objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans le cas où les diverses compagnies ne pourraient s'entendre entre elles sur l'exercice de cette faculté, le Gouvernement statuera sur les difficultés qui s'élèveraient entre elles à cet égard.

Dans le cas où une compagnie d'embranchement ou de prolongement joignant la ligne qui fait l'objet de la présente concession n'userait pas de la faculté de circuler sur cette ligne, comme aussi dans le cas où le concessionnaire de cette dernière ligne ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les compagnies seraient tenues de s'arranger entre elles, de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celle des compagnies qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les compagnies ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toute la ligne, le Gouvernement y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

Le concessionnaire pourra être assujéti, par les décrets qui seront ultérieurement rendus pour l'exploitation des chemins de fer de prolongement ou d'embranchement joignant celui qui lui est concédé, à accorder aux compagnies de ces chemins une réduction de péage ainsi calculée :

1° Si le prolongement ou l'embranchement n'a pas plus de cent kilomètres, dix pour cent (10 p. 0/0) du prix perçu par la compagnie;

2° Si le prolongement ou l'embranchement excède cent kilomètres, quinze pour cent (15 p. 0/0);

3° Si le prolongement ou l'embranchement excède deux cents kilomètres, vingt pour cent (20 p. 0/0);

4° Si le prolongement ou l'embranchement excède trois cents kilomètres, vingt-cinq pour cent (25 p. 0/0).

59. Le concessionnaire sera tenu de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un nouvel embranchement; à défaut d'accord, le Gouvernement statuera sur la demande, le concessionnaire entendu.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines, et de manière à ce qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour le concessionnaire.

Leur entretien devra être fait avec soin aux frais de leurs propriétaires et sous le contrôle de l'administration. Le concessionnaire aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

L'administration pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

L'administration pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

Le concessionnaire sera tenu d'envoyer ses wagons sur tous les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

Le concessionnaire amènera ses wagons à l'entrée des embranchements.

Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront, d'ailleurs, être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures, lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Le temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées nonobstant l'avertissement spécial donné par le concessionnaire, il pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguille et des barrières des embranchements autorisés par l'administration seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par le concessionnaire, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, le concessionnaire entendu.

Les propriétaires d'embranchement seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte du concessionnaire et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que le concessionnaire serait en droit de répéter pour la non-exécution de ces conditions.

Pour indemniser le concessionnaire de la fourniture et de l'envoi de son matériel aux embranchements, il est autorisé à percevoir un prix fixe de douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre, et, en outre, quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que le concessionnaire du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par l'administration supérieure, sur la proposition du concessionnaire.

Tout wagon envoyé par le concessionnaire sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. Le concessionnaire sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par l'administration, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais du concessionnaire.

60. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendants de l'exploitation du chemin de fer seront assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge du concessionnaire.

61. Les agents et gardes que le concessionnaire établira, soit pour la perception

des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

62. Un règlement d'administration publique désignera, le concessionnaire entendu, les emplois dont la moitié devra être réservée aux anciens militaires de l'armée de terre et de mer libérés du service.

63. Il sera institué près du concessionnaire un ou plusieurs inspecteurs ou commissaires, spécialement chargés de surveiller les opérations du concessionnaire pour tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des ingénieurs de l'État.

64. Le concessionnaire sera soumis, pour les frais de contrôle, aux dispositions de l'article 2 de la loi sur les chemins de fer d'intérêt local.

65. Avant la signature qui ratifiera l'acte de concession, le concessionnaire sera tenu de déposer au trésor public une somme de quatre-vingt mille francs (80,000) en numéraire ou en rentes sur l'État, calculées conformément à l'ordonnance du 19 janvier 1825, ou en bons du trésor ou autres effets publics, avec transfert, au profit de la caisse des dépôts et consignations, de celles des valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

66. Le concessionnaire devra faire élection de domicile à Rennes.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à lui adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

67. Les contestations qui s'élèveraient entre le concessionnaire et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, sauf recours au Conseil d'État.

68. Le présent cahier des charges ne sera passible que du droit fixe de un franc.

Arrêté à Paris, le 9 Août 1865.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,
Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,721. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1865, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu le décret du 15 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1865;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 21 août 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,756.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1865 (*Budgets ordinaire et extraordinaire*), un crédit de un million deux cent soixante et quatorze mille cinq cent quarante-quatre francs quatre-vingt-huit centimes (1,274,544⁸⁸).

Cette somme de un million deux cent soixante et quatorze mille cinq cent quarante-quatre francs quatre-vingt-huit centimes (1,274,544⁸⁸) est répartie de la manière suivante entre les chapitres des budgets ordinaire et extraordinaire ci-après désignés, à savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI.	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.....	15,000 ⁰⁰	
— XX.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	30,603 38	
— XXI.	Navigation intérieure. (Rivières.) (Travaux ordinaires.).....	82,871 82	
— XXII.	Navigation intérieure. (Canaux.) (Travaux ordinaires.).....	7,400 00	
— XXIII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.).....	4,248 89	
— XXIV.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage.....	1,579 79	
TOTAL pour le budget ordinaire.....		141,703 88	141,703 ⁸⁸

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. VIII.	Amélioration de rivières.....	28,536 ⁰⁰	
— IX.	Établissement de canaux de navigation.....	12,049 78	
— XI.	Dessèchements, irrigations et autres travaux d'amélioration agricole..	7,766 67	
— XIII.	Drainage.....	100 00	
— XIII bis.	Travaux de défense des villes contre les inondations.....	9,388 55	
— XIV.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	1,080,000 00	
TOTAL pour le budget extraordinaire.		1,132,841 00	1,132,841 00
SOMME ÉGALE AU MONTANT DU CRÉDIT...			1,274,544 88.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1865.

DEPART.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAPITRE XVI.		
ENTRETIEN DES ÉTABLISSEMENTS THERMAUX APPARTENANT À L'ÉTAT.		
Allier.....	Travaux de construction de vestres et de pavillons de gardiens dans le nouveau parc de l'établissement thermal de Vichy...	15,000 00
CHAPITRE XX.		
ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)		
Gironde...	Entretien des routes impériales qui traversent la ville de Li- bourne.....	112 83
Indre- et-Loire.	Entretien des routes impériales qui traversent la ville de Blaye. Élargissement de la route impériale n° 78, dans la traverse de Châtellerault.....	140 36 600 00
Jura.....	Élargissement de la route impériale n° 78, dans la traverse de Conliège.....	500 00
Loir- et-Cher.	Construction de trottoirs et d'un aqueduc dans le faubourg Chartrain, à Vendôme (route impériale n° 10).....	19,000 00
Idem.....	Élargissement de la route impériale n° 10, dans la traverse de Vendôme.....	1,189 00
Lot.....	Réparation des bordures des trottoirs du pont de Souillac, sur la route impériale n° 20.....	392 39
Maine- et-Loire.	Construction de perrés le long de la route impériale n° 15, aux abords du pont suspendu de Montjean.....	2,250 00
Mayenne..	Prolongement de l'aqueduc de la route impériale n° 12, dans la traverse de Laval.....	2,250 00
Sarthe....	Élargissement de la route impériale n° 159, entre le Grand-Pont et la place des Halles, à Sablé.....	8,000 00
Seine- et-Oise.	Élargissement de la route impériale n° 8, dans la traverse de Livry.....	216 80
Yonne....	Élargissement de la route impériale n° 97, dans la traverse de Fréjus.....	1,450 00
.....	Amélioration de la route impériale n° 10, dans la rampe de Pont-Achard, à Poitiers.....	2,600 00
Nièvre....	Amélioration de la route impériale n° 147, dans la traverse du faubourg Saint-Saturnin, à Lille.....	1,950 00
TOTAL pour le chapitre xx.....		30,603 38
CHAPITRE XXI.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.) (Travaux ordinaires.)		
Allier.....	Travaux de défense de la rive droite de l'Allier dans la commune de Toulon.....	21,320 00

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des VOUSOIES.
Allier. (suite.)	Travaux de défense contre l'Allier au droit de la propriété <i>Meilheural</i>	19,240 ⁶ 00 ^e
	Amélioration des accès du bac de Preignac.....	1,000 00
	Travaux de défense de la rive droite de l'Estey du Guasport, sur la Garonne.....	3,100 00
Gironde...	Travaux de réparation de la cale de Boutric, commune de l'Isle- Saint-Georges.....	113 00
	Travaux de défense de la rive droite de la Garonne au droit des propriétés Pascaud et Vervalois.....	400 00
Loire- Inférieure.	Construction du quai de la Madeleine.....	6,154 48
Lot- et-Garonne.	Travaux de défense contre la Garonne au droit de la propriété de M. de Sevin-Lille.....	1,831 33
Nievre....	Entretien des pertuis de l'Yonne servant au flottage.....	700 00
Pyrénées (Basses-).	Entretien des quais de la Vire, à Bayonne.....	602 99
Saône- et-Loire.	Construction de bordures, trottoirs sur le quai de Saône, à Saint- Rémy.....	1,500 00
Sarthe....	Construction du port de Sablé.....	15,000 00
	Construction de la rampe et de l'abreuvoir des Tuileries.....	6,184 80
Seine....	Entretien du pavage de la partie du port Saint-Bernard servant d'annexe à l'entrepôt des vins.....	2,000 00
Tarn.....	Élargissement de la route qui conduit à l'embarcadère de Gaillac.....	1,279 00
Tarn- et-Garonne.	Travaux pour l'amélioration de la Garonne dans la commune de Verdun.....	2,446 42
TOTAL pour le chapitre XXI.....		82,871 82
CHAPITRE XXII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (CANAUX.)		
(Travaux ordinaires.)		
Saône- et-Loire.	Restauration de la levée du canal du Centre, entre Saint-Léger et Perruill.....	6,000 00
Oise.....	Contrôle et surveillance de la Sambre canalisée et du canal de la Sambre à l'Oise.....	1,400 00
TOTAL pour le chapitre XXII.....		7,400 00
CHAPITRE XXIII.		
PORTS MARITIMES, PHARES ET FANAUX.		
(Travaux ordinaires.)		
Calvados..	Amélioration du port de Courseulles.....	2,000 00
	Entretien du port de Cubac.....	200 00
	Entretien du port de Christoly.....	500 00
Gironde...	Entretien du port de Blaye.....	528 89
	Entretien du port de Plassac.....	300 00
	Entretien du port de Bourg.....	300 00
Ille- et-Vilaine et Seine- Inférieure.	Indemnités allouées aux officiers de port chargés du service des renseignements météorologiques.....	420 00
TOTAL pour le chapitre XXIII.....		4,948 89

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDs SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
	CHAPITRE XXIV. ÉTUDES ET SUBVENTIONS POUR TRAVAUX D'IRRIGATION, DE DESSÈCHEMENT, DE CURAGE ET DE DRAINAGE.	
Vaucluse...	Administration du séquestre du canal de Pierrelatte.....	1,579 79
	BUDGET EXTRAORDINAIRE.	
	CHAPITRE VIII. AMÉLIORATION DE RIVIÈRES.	
Lot- et-Garonne.	Reconstruction du quai de Maubourguet, sur le Lot.....	28,536 00
	CHAPITRE IX. ÉTABLISSEMENT DE CANAUX DE NAVIGATION.	
Marne....	Amélioration du canal de l'Aisne à la Marne et couverture du fossé d'égout de Reims.....	12,049 78
	CHAPITRE XI. DESSÈCHEMENTS, IRRIGATIONS ET AUTRES TRAVAUX D'AMÉLIORATION AGRICOLE.	
Corse.....	Travaux de construction de fontaines publiques.....	2,766 67
	CHAPITRE XIII. DRAINAGE.	
Corse.....	Travaux de drainage.....	100 00
	CHAPITRE XIII bis. TRAVAUX DE DÉFENSE DES VILLES CONTRE LES INONDATIONS.	
Nièvre....	Travaux de défense de la ville de Nevers contre les inondations de la Loire.....	3,888 55
Gers.....	Travaux de défense contre les inondations de la Baise, à l'île de Noc.....	5,500 00
	TOTAL pour le chapitre XIII bis.....	9,388 55
	CHAPITRE XIV. ÉTABLISSEMENT DE GRANDES LIGNES DE CHÊMINS DE FER.	
Mayenne..	Travaux de construction du chemin de fer de Mayenne à Laval.	100,000 00

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
Seine.....	Travaux de construction du chemin de fer de Ceinture et ouverture de deux rues latérales à ce chemin de fer.....	950,000 ^f 00 ^c
Eure.....	Travaux d'embranchement de Louviers à la ligne de Paris à Rouen.....	30,000 00
TOTAL pour le chapitre XIV.....		1,080,000 00
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAP. XVI.	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.....	15,000 ^f 00 ^c
— XX.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	30,603 38
— XXI.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.).....	82,871 82
— XXII.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires.).....	7,400 00
— XXIII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.).....	4,248 89
— XXIV.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage.....	1,579 79
TOTAL pour le budget ordinaire...		141,703 88
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAP. VIII.	Amélioration de rivières.....	28,536 ^f 00 ^c
— IX.	Établissement de canaux de navigation.....	12,049 78
— XI.	Dessèchements, irrigations et autres travaux d'amélioration agricole...	2,766 67
— XIII.	Drainage.....	100 00
— XIII bis.	Travaux de défense des villes contre les inondations.....	9,388 55
— XIV.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	1,080,000 00
TOTAL pour le budget extraordinaire..		1,132,841 00
TOTAL GÉNÉRAL.....		1,274,544 88

Approuvé pour être annexé au décret du 18 septembre 1865, enregistré sous le n° 751.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,722. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1865, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.

Du 25 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu le décret du 15 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des communes et des particuliers, pour concourir avec les fonds de l'Etat, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1865;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 6 septembre 1865.

Notre Conseil d'Etat entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1865 (*Budgets ordinaire et extraordinaire*), un crédit de deux millions cinq cents francs (2,000,500').

Cette somme de deux millions cinq cents francs est répartie de la manière suivante entre les chapitres des budgets ordinaire et extraordinaire ci-après désignés, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. Entretien des établissements thermaux appartenant à l'Etat.....	27,500'
— XX. Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	243,000
— XXI. Navigation intérieure. (Rivières).....	20,000
TOTAL pour le budget ordinaire.....	290,500' 290,500'

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. VI. Construction de ponts.....	60,000'
XIV. Etablissement de grandes lignes de chemins de fer.....	2,050,000
TOTAL pour le budget extraordinaire...	1,710,000 1,710,000

SOMME ÉGALE au montant du crédit..... 2,000,500

³² Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'Etat aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont char-

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4,110.

gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 25 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur:

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1865.

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAPITRE XVI.		
ENTRETIEN DES ÉTABLISSEMENTS THERMAUX APPARTENANT À L'ÉTAT.		
Allier.....	Travaux d'entretien des routes thermales du parc et de la prise d'eau de Vichy.....	27,500 ^f
CHAPITRE XX.		
ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)		
Seine.....	Travaux de construction d'un égout collecteur dans la plaine de Saint-Denis, route impériale n° 1.....	200,000
	Assainissement et amélioration de la route impériale n° 7, de Paris à Antibes, dans la traverse de Villejuif.....	43,000
	TOTAL du chapitre xx.....	243,000
CHAPITRE XXI.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.) (Travaux ordinaires.)		
Idem.....	Travaux de drainage dans la Seine.....	20,000
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAPITRE VI.		
CONSTRUCTION DE PONTS.		
Idem.....	Reconstruction du pont de Bercy sur la Seine.....	60,000
CHAPITRE XIV.		
ÉTABLISSEMENT DE GRANDES LIGNES DE CHEMINS DE FER.		
Idem.....	Travaux de construction du chemin de fer de Ceinture (rive gauche).....	1,250,000

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
Pyrénées-Orientales.	Travaux de construction du chemin de fer de Perpignan à Port-Vendres.....	400,000 ^f
	TOTAL du chapitre XIV.....	1,650,000
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAP. XVI. Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.....	27,500 ^f	
—— XX. Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	243,000	
—— XXI. Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.).....	20,000	
TOTAL du budget ordinaire.....	290,500	290,500 ^f
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAP. VI. Construction de ponts.....	60,000 ^f	
—— XIV. Établissement de grandes lignes de chemins de fer..	1,650,000	
TOTAL du budget extraordinaire.....	1,710,000	1,710,000
TOTAL GÉNÉRAL.....		2,000,500

Approuvé pour être annexé au décret du 25 septembre 1865, enregistré sous le n° 761.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,723. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1865, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par la Ville de Paris et des Compagnies de Chemins de fer, pour l'exécution de divers Travaux publics.

Du 25 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu le décret du 15 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par la ville de Paris et des compagnies de chemins de fer, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1865;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 13 septembre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1865, un crédit de quatorze cent quatre-vingt-dix-huit mille cent quatre-vingt-dix-sept francs quatre-vingt-cinq centimes (1,498,197⁸⁵).

Ce crédit sera classé au chapitre xiv du budget extraordinaire (*Établissement de grandes lignes de chemins de fer*).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 25 Septembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé ACHILLE FOULD.

Signé ARMAND BÉHIC.

État des sommes versées au trésor par la ville de Paris et des compagnies de chemins de fer, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1865.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAPITRE XIV.		
ÉTABLISSEMENT DE GRANDES LIGNES DE CHEMINS DE FER.		
Haute-Savoie.	Travaux pour la construction du chemin de fer de Thonon à Collonges.....	316,000 ⁰⁰
Seine.....	Travaux pour la construction du chemin de fer de Ceinture (rive gauche).....	182,197 ⁸⁵
Divers départements.	Travaux pour la construction des chemins de fer de Caen à Fiers et de Mayenne à Laval.....	4,000,000 ⁰⁰
	TOTAL.....	1,498,197⁸⁵

Approuvé pour être annexé au décret du 25 septembre 1865, enregistré sous le n^o 762.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,724. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant :

ART. 1^{er}. La partie de la route départementale de la Loire n° 6, de Roanne au Puy, comprise entre la route impériale n° 81 et son point de rencontre avec le chemin de grande communication n° 1, est et demeure déclassée.

Sont et demeurent classés :

1° La partie du chemin de grande communication n° 1 comprise entre la route impériale n° 81 et son point de rencontre avec la route n° 6, en remplacement de la partie ci-dessus déclassée de cette route, et la partie du même chemin située entre Saint-Germain-de-Laval et la gare de Balbigny, comme annexe de ladite route n° 6 ;

2° Sous le n° 1 bis et la dénomination de *route d'Andrezieux à Lyon, par Saint-Galmier et Chazelles*, une ligne composée de la partie du chemin de grande communication n° 10 comprise entre Andrezieux et Saint Galmier, du chemin de grande communication n° 20, dans la traverse de Saint-Galmier, de l'annexe actuelle de la route départementale n° 1 dite de *Saint-Galmier*, enfin de la partie de l'ancienne route départementale n° 1 située entre Chazelles et la limite du Rhône ;

3° Le chemin de grande communication n° 7, comme prolongement de la route départementale n° 9, qui prendra la dénomination de *route du Puy au Rhône*.

2. L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'amélioration des nouvelles lignes, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Paris, 24 Juin 1865.*)

N° 13,725. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 1^{er} avril 1863, qui assigne onze offices d'avoué au tribunal de première instance de Roanne (Loire), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix.

2° Le décret du 25 août 1856, qui assigne quatorze offices d'huissier au tribunal de première instance de Blaye (Gironde), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à treize.

3° Le décret du 26 mars 1864, qui assigne vingt-quatre offices d'huissier au tribunal de première instance de Bourgoin (Isère), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-trois.

4° Le décret du 9 avril 1862, qui assigne quatorze offices d'huissier au tribunal de première instance de Wissembourg (Bas-Rhin), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à treize.

5° L'ordonnance du 28 juillet 1820, qui assigne vingt-cinq offices d'huissier au tribunal de première instance de Mulhouse (Haut-Rhin), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-quatre. (*Fontainebleau, 5 Septembre 1865.*)

N° 13,726. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 14 avril 1820, qui assigne sept offices d'avoué au

tribunal de première instance de Compiègne (Oise), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à six.

2° Le décret du 14 décembre 1863, qui assigne vingt-deux offices d'huissier au tribunal de première instance de Bergerac (Dordogne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt et un. (*Biarritz, 17 Septembre 1865.*)

N° 13,727. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que le siège du commissariat de police institué à la résidence de la Bastide-Clairence (Basses-Pyrénées), pour la surveillance du canton de ce nom, est transféré à Urt (même canton). (*Biarritz, 24 Septembre 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 16 * Octobre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1341.

N° 13,728. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Mâcon, d'un Établissement de Sœurs de la Charité et Instruction chrétienne.

Du 18 Mars 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de la Charité et Instruction chrétienne, existant à Nevers (Nièvre) en vertu d'un décret impérial du 19 janvier 1811⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Mâcon (Saône-et-Loire) un établissement de sœurs de son ordre exclusivement affecté à un orphelinat et à une maison de refuge, à la charge par les sœurs qui dirigent cet établissement de se conformer exactement aux statuts approuvés pour la maison mère par le décret précité du 19 janvier 1811.

2. La supérieure générale de la congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de la Charité et Instruction chrétienne, existant à Nevers (Nièvre), au nom de cette congrégation, est autorisée à accepter, aux clauses et conditions imposées, la donation faite à ladite congrégation par les dames veuves Lanier, Gardon et Crozet, et la dame Lucile Girard, dûment assistée et autorisée du sieur Bourdon, son mari, suivant actes notariés des 10 janvier 1860 et 10 novembre 1862, de divers bâtiments et dépendances situés à Mâcon (Saône-et-Loire) et estimés ensemble vingt-cinq mille francs, à la charge d'affecter ces immeubles à une maison de refuge où seront recueillies les jeunes filles égarées ou les orphelines abandonnées.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le con-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 349, n° 6508.

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 18 Mars 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

N° 13,729. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui supprime la Direction des Poudres et Salpêtres, et partage entre le Ministère des Finances et le Ministère de la Guerre les opérations dont elle était chargée.*

Du 17 Juin 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR des FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté des consuls du 27 pluviôse an VIII⁽¹⁾;

Vu les ordonnances royales des 20 novembre 1816, 19 novembre 1817⁽²⁾, 25 mars⁽³⁾ et 15 juillet 1818⁽⁴⁾, 20 septembre 1829⁽⁵⁾, 18 septembre 1830⁽⁶⁾, 11 novembre 1835⁽⁷⁾ et 26 février 1839⁽⁸⁾;

Sur le rapport collectif de nos ministres des finances et de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La direction des poudres et salpêtres, aujourd'hui placée dans les attributions du ministre de la guerre, est et demeure supprimée.

2. Les opérations dont elle était chargée sont partagées entre le ministère des finances et le ministère de la guerre.

3. Le ministère de la guerre fabrique exclusivement les divers types de poudres nécessaires pour les services militaires.

Il conserve, à cet effet, les établissements ci-dessous désignés :

Poudreries.

Metz, le Bouchet, le Ripault, Saint-Chamas, Constantine.

Raffineries de salpêtres.

Paris, le Ripault, Constantine.

4. Le ministère des finances fabrique tous les types de poudres

⁽¹⁾ III^e série, Bull. 7, n° 52.

⁽²⁾ VII^e série, Bull. 184, n° 3245.

⁽³⁾ VII^e série, Bull. 203, n° 3805.

⁽⁴⁾ VII^e série, Bull. 227, n° 4628.

⁽⁵⁾ VIII^e série, Bull. 318, n° 12,250.

⁽⁶⁾ IX^e série, 2^e partie, Bull. 11, n° 150.

⁽⁷⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section.
Bull. 392, n° 6042.

⁽⁸⁾ IX^e série, Bull. 631, n° 7814.

de mine, de commerce extérieur et de chasse, et en général toutes matières explosibles assimilables à la poudre, destinées à être vendues aux particuliers.

Le ministère de la guerre lui cède, à cet effet, les établissements et immeubles ci-dessous désignés :

Poudreries.

Saint-Ponce, Vonges, Toulouse, Saint-Médard, Angoulême, le Pont-de-Buis, Esquerdes.

Raffineries de salpêtres.

Lille, Marseille, Bordeaux.

Raffinerie de soufre.

Marseille.

Magasin de Grammont.

Parcelle de la raffinerie de salpêtre de Paris (limitée sur le plan ci-joint par un liséré jaune).

5. Le partage des approvisionnements de salpêtre, soufre et autres matières premières existant en magasin, sera effectué en prenant pour base le rapport des chiffres des poudres fabriquées pour le compte des finances, d'une part, et, d'autre part, pour le compte de la guerre et de la marine, pendant la période de onze années, commençant au 1^{er} janvier 1854 et finissant au 31 décembre 1864.

6. Les fonctionnaires de l'ordre civil désignés sous le titre de *commissaires des poudres et salpêtres*, aujourd'hui compris dans le corps de l'artillerie, passent au service du département des finances.

7. La direction générale actuellement chargée de la fabrication des tabacs est également chargée de la fabrication des poudres de commerce.

8. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances et notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre prendront de concert toutes les mesures propres à assurer l'exécution du présent décret, qui devra avoir son plein effet à partir du 1^{er} janvier de l'année 1866.

Ils nous soumettront ultérieurement, chacun de son côté, les décrets portant réorganisation de leurs services respectifs.

Fait à Paris, le 17 Juin 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire
d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 13,730. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui transporte du Budget du Ministère de la Guerre au Budget du Ministère des Finances, exercice 1866, une portion des Crédits affectés au service des Poudres et Salpêtres.

Du 18 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport collectif de nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 17 juin 1865, lequel, après avoir supprimé la direction des poudres et salpêtres, placée dans les attributions du ministère de la guerre, partage les opérations dont cette direction était chargée entre le ministère des finances et celui de la guerre, à partir du 1^{er} janvier 1866;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts à notre ministre secrétaire d'État de la guerre, sur l'exercice 1866, par la loi du budget du 8 juillet 1865, sont réduits, au titre de ce département, d'une somme de trois millions neuf cent quarante et un mille huit cent neuf francs (3,941,809^f) (IV^e section).

2. Les crédits ouverts pour le même exercice, par la loi du budget précité, à notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont augmentés de la somme de trois millions neuf cent quarante et un mille huit cent neuf francs (3,941,809^f), avec affectation à la partie du service *Poudres et Salpêtres* qui figurait au ministère de la guerre et en a été détachée par le décret du 17 juin 1865.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 18 Septembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
chargé de l'intérim du département des finances,*

Signé **J. BAROCHÉ**.

N° 13,731. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui convoque les Électeurs de la première circonscription du département des Basses-Pyrénées, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.

Du 8 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾;

Attendu la nomination de M. O'Quin, député de la première circonscription des Basses-Pyrénées, aux fonctions de receveur général du département,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la première circonscription du département des Basses-Pyrénées sont convoqués pour les 4 et 5 novembre prochain, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 8 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur.

Signé LA VALETTE.

N° 13,732. — DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Electeurs de la deuxième circonscription du département des Basses-Pyrénées, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.

Du 8 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾;

Attendu la démission de M. Larrabure, député de la deuxième circonscription des Basses-Pyrénées,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la deuxième circonscription du département des Basses-Pyrénées sont convoqués pour les 4 et 5 novembre prochain, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Biarritz, le 8 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,733. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Gouvernement général de l'Algérie, exercice 1864.*

Du 9 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport du notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Vu la loi de finances du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1864 ;

Vu notre décret du 22 novembre 1863⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits accordés par la loi du 13 mai 1863 ;

Vu la loi de finances du 8 juin 1864, ouvrant des suppléments de crédits au budget de 1864 ;

Vu notre décret du 2 juillet 1864⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des suppléments de crédits accordés par ladite loi ;

Vu nos décrets des 17 septembre⁽³⁾ et 5 novembre 1864, augmentant les crédits du chapitre XII (4^e section) du budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, de l'exercice 1864, d'une somme totale de quarante-six mille six cent cinquante-quatre francs, montant de ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours ;

Vu nos décrets des 26 avril⁽⁴⁾ et 28 juin 1865⁽⁵⁾, autorisant le report de divers chapitres au chapitre XII (4^e section) du même budget, de deux sommes s'élevant ensemble à deux cent dix mille francs ;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁶⁾, sur la comptabilité publique ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861, portant modification des articles 4 et 14 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁷⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État au département des finances, en date du 29 septembre 1865 ;

⁽¹⁾ Bull. 1160, n° 11,791.

⁽²⁾ Bull. 1222, n° 12,444.

⁽³⁾ Bull. 1245, n° 12,688.

⁽⁴⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

⁽⁵⁾ Bull. 1318, n° 13,535.

⁽⁶⁾ Bull. 1287, n° 13,147.

⁽⁷⁾ Bull. 440, n° 4,110.

Notre Conseil d'État entendu.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts, pour l'exercice 1864, par la loi de finances précitée du 13 mai 1863, aux chapitres ci-après du budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, sont réduits d'une somme de quatre-vingt-cinq mille francs, ainsi répartie :

II ^e SECTION.	Chap. v. Administration générale.....	44,000 ¹
	— VI. Commandement et administration des populations arabes.....	17,000
III ^e SECTION.	Chap. x. Services financiers.....	14,000
SOMME ÉGALE.....		<u>85,000</u>

2. Le crédit de trois millions cent quatre-vingt-neuf mille sept cent quatre francs, ouvert pour le même exercice par les lois de finances susvisées des 13 mai 1863 et 8 juin 1864, et par nos décrets également susvisés des 17 septembre et 5 novembre 1864, 26 avril et 28 juin 1865, au chapitre XII (4^e section) du même budget, est augmenté de quatre-vingt-cinq mille francs (85,000¹).

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, notre ministre des finances et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 9 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics,
chargé par intérim du département de la guerre.*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,734. — DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs de la deuxième circonscription du département de l'Ain, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.

Du 12 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852 ⁽¹⁾ ;

Attendu le décès de M. le comte de Jonage, député de la deuxième circonscription du département de l'Ain,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3636 et 3637.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la deuxième circonscription du département de l'Ain sont convoqués pour les 5 et 6 novembre, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 12 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,735. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise la consolidation en Rentes des Bons du Trésor délivrés à la Caisse d'amortissement du 1^{er} juillet au 30 septembre 1865.

Du 13 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 4 de la loi du 10 juin 1833, constitutif de la réserve de l'amortissement;

Vu l'article 36 de la loi du 25 juin 1841;

Vu le décret du 7 octobre 1862⁽¹⁾;

Vu les états E et A annexés aux lois du 8 juin 1864, portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1865;

Vu le décret du 8 juillet 1865⁽²⁾, qui a autorisé la consolidation en rentes de la portion de la réserve de l'amortissement formée du 1^{er} avril au 30 juin 1865;

Vu l'état des bons délivrés à la caisse d'amortissement du 1^{er} juillet au 30 septembre 1865 et s'élevant en principal à..... 31,090,828¹/₀₄⁰⁴ auxquels il faut ajouter, pour le montant des intérêts jusqu'au 30 septembre..... 116,856 43

Ce qui porte l'ensemble à..... 31,207,684 47

Laquelle somme est afférente aux rentes ci-après, savoir :

Quatre et demi pour cent.....	3,808,963 ¹ / ₄₅ ⁴⁵
Quatre pour cent.....	104,923 50
Trois pour cent.....	27,293,797 52
SOMME ÉGALE.....	<u>31,207,684 47</u>

⁽¹⁾ Bull. 1082, n° 10,819.

⁽²⁾ Bull. 1314, n° 13,502.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Inscription sera faite sur le grand-livre de la dette publique, au nom de la caisse d'amortissement, en rentes trois pour cent, avec jouissance du 1^{er} octobre 1865, de la somme de un million trois cent soixante-six mille cinq cent neuf francs (1,366,509¹), représentant, au prix de soixante-huit francs cinquante et un centimes et un quart (68¹ 51¹ 1/4), cours moyen du trois pour cent à la bourse du 2 octobre 1865, la somme de trente et un millions deux cent sept mille six cent quarante-neuf francs vingt-neuf centimes (31,207,649¹ 29¹).

Cette somme de trente et un millions deux cent sept mille six cent quarante-neuf francs vingt-neuf centimes sera portée en recette, savoir :

Au budget ordinaire de l'exercice 1865.....	25,582,649 ¹ 29 ¹
Au budget extraordinaire de l'exercice 1865.....	5,625,000 00
TOTAL ÉGAL.....	31,207,649 29

2. Les extraits d'inscription à fournir à la caisse d'amortissement, en échange des bons consolidés, conformément à l'article 1^{er} ci-dessus, lui seront délivrés en trois coupures, ainsi qu'il suit :

Une de 166,785¹ appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. o/o.
 Une de 4,594 appartenant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. o/o.
 Une de 1,195,130 appartenant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

1,366,509 SOMME ÉGALE.

3. L'appoint de trente-cinq francs dix-huit centimes (35¹ 18¹), réservé sur la somme de trente et un millions deux cent sept mille six cent quatre-vingt-quatre francs quarante-sept centimes (31,207,684¹ 47¹), formant le montant des bons appartenant à la caisse d'amortissement, sera représenté par trois nouveaux bons délivrés à ladite caisse, savoir :

Un de 11¹ 01¹ s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 4 1/2 p. o/o.
 Un de 8 02 s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 4 p. o/o.
 Un de 16 15 s'appliquant au fonds d'amortissement des rentes 3 p. o/o.

35 18 SOMME ÉGALE.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est

chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 13 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,736. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Budget du Ministère des Finances, exercice 1864, deux Chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de Rentes viagères et de Pensions qui se rapportent à des exercices clos.*

Du 18 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, aux termes duquel la dépense servant de base au règlement des crédits de chaque exercice, pour le service de la dette viagère et des pensions et pour celui de la solde et autres dépenses payables sur revues, ne se composera que des paiements effectués jusqu'à l'époque de sa clôture, les rappels d'arrérages payés sur ces mêmes exercices d'après les droits ultérieurement constatés devant continuer d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et le transport en être effectué, en fin d'exercice, à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre, chaque année, à la sanction législative, avec le règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 de notre décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne les rentes viagères et les pensions, d'appliquer les dispositions ci-dessus à l'exercice 1864, qui a atteint le terme de sa clôture et dont le règlement doit être incessamment présenté au Corps législatif;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du ministère des finances, pour l'exercice 1864, deux nouveaux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pendant cet exercice pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos.

Ces chapitres seront intitulés :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos.

Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.

⁽¹⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

2. Les paiements effectués pour ces rappels d'arrérages montant, d'après le tableau ci-annexé, à la somme de trois cent soixante-deux mille deux cent soixante et quatorze francs trente-cinq centimes (362,274' 35'), sont, en conséquence, déduits des chapitres ordinaires ouverts au budget de l'exercice 1864 pour les rentes viagères et les pensions, et appliqués comme il suit aux nouveaux chapitres désignés par l'article précédent :

Rappels d'arrérages de rentes viagères d'exercices clos.....	33,660' 86"
Rappels d'arrérages de pensions d'exercices clos.....	328,613 49

TOTAL	362,274 35
--------------------	-------------------

3. Sur les crédits ouverts par la loi de finances et par des lois spéciales pour le service des rentes viagères et des pensions pendant l'année 1864, une somme de trois cent soixante-deux mille deux cent soixante et quatorze francs trente-cinq centimes (362,274' 35') est transportée aux deux chapitres ci-dessus et annulée aux chapitres suivants :

Rentes viagères d'ancienne origine.....	9,103' 68"
Rentes viagères pour la vieillesse	24,557 18
de la pairie et de l'ancien sénat.....	444 44
civiles (loi du 22 août 1790).....	19,215 11
à titre de récompense nationale.....	2,954 16
Pensions { militaires.....	160,995 51
ecclésiastiques.....	5,035 42
de donataires dépossédés.....	15,299 43
civiles (loi du 9 juin 1853).....	115,013 30
Secours viagers aux anciens militaires de la République et de l'Empire.....	4,932 50
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du dernier règne.....	3,151 15
Anciens dotataires du Mont-de-Milan.....	1,572 47

TOTAL	362,274 35
--------------------	-------------------

4. Le présent décret sera annexé au projet de loi de règlement définitif de l'exercice 1864.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 18 Octobre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Tableau, par exercice, des rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions antérieurs à 1864, qui sont à reporter à de nouveaux chapitres spéciaux dans le compte définitif du budget des dépenses de l'exercice 1864.

RENTES ET PENSIONS.	EXERCICES QUI ONT DONNÉ LIEU À DES RAPPELS d'arrérages.				TOTAUX.
	1860.	1861.	1862.	1863.	
RENTES VIAGÈRES.					
Rentes viagères d'ancienne origine.....	83' 00"	946' 65"	3,009' 91"	5,064' 12"	9,103' 68"
Rentes viagères pour la vieillesse.....	1,357 15	2,694 72	9,003 29	17,501 92	24,557 18
TOTAUX.....	1,440 25	3,641 37	12,013 20	16,566 04	33,660 86
PENSIONS.					
Pensions de la pairie et de l'ancien sénat.....	"	"	"	444 44	444 44
Pensions civiles (loi du 22 août 1790).....	574 33	4,332 27	9,706 53	4,601 98	19,215 11
Pensions à titre de récompense nationale.....	"	150 00	925 00	1,879 16	2,954 16
Pensions militaires.....	2,785 77	11,721 37	69,986 72	76,501 66	160,995 51
Pensions ecclésiastiques.....	1,166 36	2,042 76	1,699 38	226 94	5,035 42
Pensions de donataires dépossédés.....	"	1,384 27	8,258 65	5,656 51	15,299 43
Pensions civiles (loi du 9 juin 1853).....	1,087 92	17,035 30	45,655 12	51,234 96	115,013 30
Secours viagers aux anciens militaires de la République et de l'Empire.....	75 00	485 00	1,635 00	2,837 50	4,932 50
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du dernier règne.....	"	238 49	1,271 60	1,641 06	3,151 15
Anciens dotataires du Mont-de-Milan.....	"	"	823 60	748 87	1,572 47
TOTAUX.....	5,689 37	37,389 45	139,761 60	145,773 07	328,613 49
TOTAUX GÉNÉRAUX...	7,129 62	41,030 82	151,774 80	162,339 11	362,274 35



Certifié conforme :

Paris, le 30 * Octobre 1865.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes.*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1342.

N° 13,737. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 1021 Brevets d'invention et Certificats d'addition.*

Du 8 Avril 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 14 de la loi du 5 juillet 1844;

Vu aussi l'article 39 de la même loi,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamés :

1^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Anthoine (Joseph-Jules) et Brossette (François-Étienne-Hippolyte), fabricants, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de lampe pétrole ou minérale à double fond.

2^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Bernardin (Louis) et Mounier (Claude), montée Saint-Barthélemy, n° 26 bis, à Lyon, pour un système de mordant de rouille pour les teintures.

3^o Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Braham (Lewis), opticien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des perfectionnements dans les montures pour lunettes, pince-nez, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 7 novembre 1877).

4^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brandt (Frédéric-Charles-William), gérant de la compagnie *Kamptulicon*, à Londres, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans la fabrication des tapis liége dits *Kamptulicon*.

5^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 juin 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par les sieurs Châtillon (Félix) et compagnie, mécaniciens, boulevard des Princes, à Orléans, pour une machine à battre les grains, fonctionnant à bras.

6^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Chenel (Frédéric), place du Commerce, n° 4, à Nantes, pour un batteur à battre les céréales.

7^o Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 no-

vembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clark (Edward-Rawton), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans la confection des caisses portatives à vin pour l'usage domestique ou pour l'exportation et des caisses et buffets portatifs combinés.

8° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Cordillot (Honoré), chimiste, à Dornach, pour la production et l'application à la teinture et à l'impression des fils ou tissus de coton d'une couleur noire dite *noir d'aniline*.

9° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Corradi (Joseph), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé pour gonfler, après leur abatage, les animaux destinés à l'alimentation.

10° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Darblay jeune (Aimé-Stanislas), à Paris, rue de Rivoli, n° 156, pour un système de trituration des graines oléagineuses et pour la disposition particulière des outils destinés à ce travail.

11° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Duroni et Murer, opticiens-photographes, à Paris, rue Vivienne, n° 12, pour un appareil de photographie.

12° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Escalas (François), maréchal ferrant, à Pargny, pour un système de moyeu en fer.

13° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Florange (Charles-Pierre), planeur-lampiste, à Paris, rue du Vieux-Marché, n° 8, pour un bec de lampe en verre brûlant sans mèche.

14° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fonteret (Pierre), rue Rivet, n° 15, à Lyon, pour perfectionnements apportés à la machine Jacquart.

15° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gantillon (Denis), apprêteur, quai d'Albret, n° 15 et 16, à Lyon, pour l'application à la teinture d'un procédé rendant imperméables, et surtout inaltérables à l'eau, toutes les matières textiles et tous les tissus.

16° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gauthier (Jules), employé au ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, à Paris, rue Basse-de-Passy, n° 31, pour un mode de fabrication des fers à cheval.

17° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Moselle, par le sieur Gierkens (Sylvain), horloger, rue Pierre-Hardie, n° 5, à Metz, pour une montre se remontant et se mettant à l'heure par la queue.

18° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hallett (Edwin-Owen), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans la construction des carènes de navires, batteries flottantes et fortifications, avec l'application des plaques d'armures.

19° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Landmann (Alfred), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour l'application de la photographie à l'impression des tissus coton, laine et soie, couleurs garancées, couleurs vapeur avec bois, à l'aniline, etc.

20° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langlois (Hippolyte), fabricant, à Paris, rue de la Glacière (Passy), n° 48, pour un aérostat pour jouet d'enfant.

21° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Lefèvre, facteur d'instruments à vent, à Angers, pour un système compensateur de clefs applicable à tous les instruments à vent, en bois ou en métal.

22° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Louis-Émile-Constant), chimiste, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des appareils perfectionnés destinés à vaporiser l'eau (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 novembre 1877).

23° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Masbon (Joseph), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des échelles articulées en fer cornière à développement et à utilisation multiples.

24° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Mathy (Jean-Claude), rue de Marseille, n° 18, à Lyon, pour une machine motrice dite *machine bressonne universelle*.

25° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Mignet (Jean-Baptiste), teinturier, et Boisselier (Pierre), chaudronnier, rue de Vendôme, n° 39, à Lyon, pour perfectionnements dans les foyers de chaudières et générateurs permettant la combustion naturelle de la fumée.

26° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Nicolas (Jacques), fabricant de faïence, à Roanne, pour la fabrication de lettres en terre cuite, dorées, émaillées, bronzées, vernies ou peintes, pour enseignes.

27° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pernollet (Joseph), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un crible ventilateur à compartiments mobiles.

28° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perry (Stuart), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les manèges dont la force est communiquée par une chaîne sans fin.

29° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aveyron, par le sieur Rouquairol (Benoit), à Firmy, pour un air liquide servant à la combustion des lampes.

30° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roy (Joseph), représenté par le docteur Lunel, à Paris, rue Mazarine, n° 41, pour un désinfectant dit *désinfectant Roy*.

31° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 juin 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Seyrig (Gothelff), mécanicien, représenté par le sieur Théophile Seyrig, à Paris, rue Joquelet, n° 9, pour perfectionnements et applications des machines centrifuges.

32° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Solvay (Ernest), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des appareils réalisant pratiquement la fabrication directe des carbonates de soude.

33° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Vittecoq (Édouard-Honoré), négociant farinier, à Beaumontel, pour un système de blutage de gruaux moulés dit *blutage Vittecoq*, réfrigérant, désagréateur.

34° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Abegg (Wilhelm-Auguste), représenté par le sieur Thenon, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour un appareil à distiller et à purifier l'alcool et les eaux-de-vie.

35° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 dé-

cembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Alméras (Jean-Baptiste), fabricant de ciment, rue du Bon-Pasteur, n° 65, à Marseille, pour un système de construction de planchers, de toitures, portes, fenêtres et évier en ciment.

36° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Arquembourg (Louis), filateur, au Pont-de-Metz-lez-Amiens, pour une machine à égrener le lin, système continu, à pressions différentielles.

37° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bac (Pierre-Jérôme), sculpteur, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système d'ornementation de diverses substances, telles que bois, ivoire, corne, marbre, pierre, verre, cristal, etc.

38° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barth (Pierre-Frédéric), mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de bouton à queue.

39° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bartlett (Samuel-John), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements aux théières et aux cafetières.

40° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Bazin (Ernest), à Angers, pour un système de fertilisateurs électriques.

41° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bristol (Richard-C.), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux tiroirs des machines à vapeur.

42° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Cabany (Gustave), chimiste, représenté par le sieur Armand Cabany, à Anzin, pour un appareil dit *accélérateur du tirage des cheminées*.

43° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Depersin-Grappart, constructeur-mécanicien, à Bourbourg, pour un coupe-racines à lames courbes.

44° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Dinant (Achille), employé aux mines d'Anzin, rue Collot, n° 3, à Anzin, pour une fermeture appliquée aux lampes de sûreté, à l'usage des mines, usines à gaz, etc.

45° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dudgeon (Alexandre), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans la préparation et la fabrication des garnitures de machines et appareils à vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 novembre 1876).

46° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Fassion (Hippolyte), rue Saint-Sépulcre, n° 29, à Marseille, pour un genre de verre d'éclairage à lampe pétrole.

47° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fergusson fils (Samuel), manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour fabrication mécanique d'une dentelle dite *dentelle camaïeu*.

48° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goodwin (Charles-Rhodes), manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour machine à coudre à aiguille fixe faisant le point de crochet ou de chaînette en dessus de l'étoffe.

49° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Hérison (François-Barthélemy), maître maçon, élisant domicile chez le sieur Roux, à Paris, rue Jussart (la Chapelle), n° 24, pour un double système de moteurs applicables aux bateaux à vapeur.

50° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Higgins (James), constructeur-mécanicien, et Whitworth (Thomas-Schofield), administrateur, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux métiers à filer, doubler et retordre le coton et autres matières fibreuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 22 mai 1877).

51° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Holtz (Henri), fabricant de vernis, et Guérot (Lucien), même profession, à Paris, impasse Massonnet, n° 8, quartier de Montmartre, pour un système de fabrication d'allumettes dites *allumettes émaillées anglaises*.

52° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Janot (Edme-Hippolyte), à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 6, pour un moyen d'économiser les cartons dans les métiers à la Jacquart.

53° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loddé fils (Arthur-Claude), fabricant de plumeaux, à Paris, rue Saint-Denis, n° 293, pour la fabrication d'un plumon dit *économique*.

54° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lombard (Charles-Louis), à Paris, boulevard Pigalle, n° 5, pour un appareil destiné au séchage de certaines matières, et particulièrement de la grance, dit *étuve à vapeur*, fixée, mobile ou agitateur.

55° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Ain, par le sieur Mèral père (Étienne), fabricant de pipes, à Nantua, pour un réservoir s'adaptant à tous les tuyaux ainsi qu'à toutes les pipes.

56° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Meyer (Jean), taillandier, à Kaysersberg, pour perfectionnement apporté aux couteaux ou lames d'acier employés dans la fabrication du papier.

57° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peton (Nicolas-Jacques), teneur de livres, à Paris, impasse Dubois, n° 10, rue du Pressoir-Ménilmontant, n° 22, pour une machine à ramoner les cheminées.

58° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Pitolet-Riandet (Nicolas), dit *Chauvelot*, à Aubigny, pour une charrue dite *charrue vigneronne*, destinée aux labours de la vigne.

59° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poniffy (Pierre-Charles), filateur de lin, représenté par le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue Lafayette, n° 7, pour une machine à broyer et à assouplir le lin et le chanvre.

60° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Regain (Joseph-Alexandre), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux articles d'ameublement.

61° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Désiré), appareilleur pour l'éclairage, représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des perfectionnements dans les becs de lampes à brûler du pétrole.

62° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Serrin (Henri-Ferdinand), architecte entrepreneur, à Neuilly-sur-Thelle, pour un système de piège dit *piège perpétuel et de sûreté*, pour la destruction des rongeurs.

63° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 no-

vembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Shaver (Archibald-Georges) et Smith frères, représentés par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un instrument dit *grattoir-polisseur taille-crayon coupe-papier*.

64° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sturgeon (John), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements dans les mouvements des tiroirs des marteaux, à vapeur ou à autre force motrice, des machines pour couper et percer les blocs de bouille et autres produits de mines ou pouvant être employés à d'autres usages semblables (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 23 mai 1877).

65° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Baret (César-Auguste), mécanicien, et la demoiselle Giroud (Anne-Marie), gantière, à Grenoble, pour une coupe de ponce appliquée aux gants en peau dits *gants Anne-Marie*.

66° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Barthe (Auguste), à Angoulême, pour un globe de lampe, de candélabre, de lustre, etc. dit *globe géographique*.

67° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Biber (Louis-Frédéric), à Paris, rue Hautefeuille, n° 32, pour perfectionnements apportés à l'allumage à gaz pour lequel il a déjà pris un brevet de quinze ans le 12 novembre 1861.

68° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Boulton (William) et Worthington (Joseph), représentés par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un mode de fabrication et d'incrustation des tuiles et carreaux émaillés et autres articles semblables avec de la terre glaise pulvérisée ou d'autres matières.

69° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunet (Victor-Jacques), chocolatier, à Paris, rue du Temple, n° 71, pour dragées au caramel, au sucre d'orge et au sucre cuit.

70° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Canonne (Charles), mécanicien, à Anzin, pour une scie circulaire horizontale et mobile.

71° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Changy (Charles), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une méthode de traitement des éponges, brosses, etc.

72° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevy fils (Valentin), apprêteur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à l'ornementation des chapeaux de dame et d'enfant.

73° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Coquiard (Victor-Célestin), fabricant d'horlogerie, rue de l'École, n° 14, à Besançon, pour un système de montres en cristal et en verre.

74° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par les sieurs Delahaye (Victor-Désiré) et Chaudet (Jean-Henri), chimiste, le premier, rue Ganterie, n° 34, et le second, rue des Emmurés, n° 14, à Rouen, pour un système d'armes de chasse et de guerre se chargeant par la culasse.

75° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desormeaux (Pierre-Eugène), négociant, représenté par le sieur Leblanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un système de fermeture de vases.

76° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 dé-

cembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur d'Estienne de Saint-Jean, rue Ville-Verte, n° 43, à Aix, pour un moteur pneumatique dit *ou seul*.

77° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Fischer (Georges) et Bader (Joseph), employés, à Paris, rue du Château-Rouge, n° 30, quartier de Montmartre, pour un cirage.

78° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fumot (Charles), fabricant, représenté par le sieur Gilbee, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour un système de fabrication de enlèt de douille ou de douille complète composée entièrement des mêmes éléments.

79° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gantillon (Denis), apprêteur, rue d'Albret, n° 15 et 16, à Lyon, pour une machine dérompense servant à briser l'excès d'apprêt des tissus.

80° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gillion (François-Joseph), horloger, à Paris, rue du Perche, n° 7, pour fabrication de briques.

81° Le brevet d'invention de cinq ans, dont la demande a été déposée, le 17 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Puy-de-Dôme, par les sieurs Granghon (Pierre-André), musicien, et Ligoor (Pierre), curé desservant, à Ris, pour un elavier pédale à la main ayant rapport à la musique.

82° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinier (Thomas), fabricant, représenté par le sieur Marrhem, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour des perfectionnements apportés aux séparateurs, appareils hydrauliques et modores pour chutes d'aisances, eaux ménagères, etc.

83° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harris (Isaac-Bine), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la fabrication des tubes flexibles et autres tubes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 juin 1877).

84° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Howe (Junior-Elias), représenté par le sieur Mahieux, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour des perfectionnements apportés aux machines à coudre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 4 novembre 1877).

85° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hoyos (Félix), fabricant d'appareils calinaires, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un mécanisme à lever servant de transformateur de mouvement pour diverses applications industrielles.

86° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacques, cordonnier, à Paris, rue des Billettes, n° 1, pour un genre de talons de chaussures dit *talons parisiens*.

87° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Leigh (Evan et Frédéric-Allen), représentés par le sieur Zacharie, rue de Jarente, n° 29, à Lyon, pour perfectionnements dans les machines à égrener le coton et dans les appareils y relatifs.

88° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lobeau père (Charles), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de lames lisses métalliques pour le tissage.

89° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mahen (Théodore) et Leprovost (Victor-Louis), à Paris, rue de la Santé, n° 3, pour un chasse-navette applicable à tous les métiers mécaniques à tisser les étoffes.

90° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Noyer (Louis), coloriste, et Fromont (Jacques-Louis-Augustin), parfumeur, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système d'impression sur tissus de tous genres.

91° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Panisset (Paul), à Grenoble, pour perfectionnements et applications de son système de filage des cocons des vers à soie.

92° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Perrachon (François), rue Saint-Pierre, n° 21, à Lyon, pour un appareil destiné à donner du tirage aux cheminées qui fument, dit *appareil fumative*.

93° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Pignat (Jean-Samuel-Frédéric), dit *Fritz*, horloger, représenté par le sieur Bros, rue d'Égypte, n° 2, à Lyon, pour perfectionnement de l'échappement à ancre dit *échappement à ancre libre échange*, par lames d'or ou autre métal, indépendantes, de Fritz Pignat.

94° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Renouard et compagnie, dite *compagnie des salines du Midi*, à Paris, place Vendôme, n° 15, pour perfectionnements apportés à la nitrification artificielle.

95° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Richer et compagnie, à Paris, rue de Richelieu, n° 110, pour un appareil dit *col de cygne siphon*.

96° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Spencer (John) et fils, représentés par le sieur Buquet, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 26, pour un système de ressorts à lames emboltées par les extrémités, pour matériel roulant de chemin de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 22 novembre 1872).

97° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vanderlaet (Ferdinand-Hippolyte), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de lampe veilleuse.

98° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Allemand (Alexandre-Pierre-Joseph) et Damel (Joseph), à Paris, le premier, rue de l'Abbaye-Montmartre, n° 32, et le second, rue de l'Ourcine, n° 92, pour une machine à fabriquer les briques.

99° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Baux (Élisée), rue Nicolas, n° 5, à Marseille, pour une machine motrice génératrice de sa propre puissance.

100° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Brocard frères (Étienne) et (Léon-Nicolas), mécaniciens, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système d'étrépage hélicoïdal des tubes en métal, dit *système Brocard*.

101° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par la société Castelas père et fils, à Lançon, pour un marteau à décortiquer les amandes.

102° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Chagnaud (Julien), à Ribéron, pour une préparation d'aréca destinée à remplacer les caramels et autres produits livrés au commerce viticole.

103° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Firth (William et Samuel) et Sturgeon (John), représentés par le sieur Sautter, à Paris, et la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les machines pour

couper et percer le charbon et autres minerais, ainsi que la pierre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 27 octobre 1877).

1104° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fuzellier-Léger (Jean-François), fabricant de ferronnerie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication mécanique des écrous.

1105° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Haley (Abraham), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les métiers à tisser à la Jacquart (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 26 mai 1877).

1106° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harding (Gustave-Palmer), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans l'étirage, le laminage et le moulage des métaux.

1107° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Imric (William), chirurgien-dentiste, représenté par le sieur Blanc-Garin, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour des perfectionnements dans la fabrication des dents artificielles, fondés sur l'application, par la pile électrique, des métaux précieux unis au caoutchouc.

1108° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine par le sieur Delacoux-Desrozeaux (Jules), représenté par le sieur Lavalley, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de godet graisseur.

1109° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lepgélée (Auguste-Charles) et Morel (François-Philippe), représentés par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des oiseaux volants captifs.

1110° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Phote (Jean-Baptiste), mouleur, à Paris, rue de Bercy, n° 87, pour un moule pour le cristal, le verre, etc.

1111° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Merny (Louis-Richard), bijoutier, à Paris, rue Aumaire, n° 4, pour un fixe-serviette.

1112° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Michelin (Théodore), négociant, représenté par le sieur Delorme, professeur au lycée impérial de Saint-Étienne, rue du Grand-Moulin, n° 2, pour une disposition de rasoirs dans les métiers de velours à doubles pièces superposées.

1113° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Myers (Michaël), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans la construction des malles, porte manteaux et boîtes de voyage (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 avril 1877).

1114° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le docteur Otosiemiens, représenté par le sieur Boistel, à Paris, rue Dronot, n° 2, pour un procédé de fabrication de l'acide sulfureux et du carbonate de soude principalement.

1115° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Parent, Schaken, Gaillet et compagnie, représentés par le sieur Leroux, à Paris, quai de Billy, n° 48, pour un round-badle ou appareil circulaire à laver les minerais, avec table conique fixe à cuvette ascendante avec mouvement mécanique.

1116° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piver (Honoré-Alphonse), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 10, pour la colora-

tion en rouge et en violet des savons de toilette solides ou liquides et à base de soude et de potasse.

117° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Pourthé (Georges) aîné, cœurs Saint-Jean, n° 3, à Bordeaux, pour une machine à mouler les boulets de charbon dite presse concentrique.

118° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ramsbottom (John), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la construction des machines pour travailler le fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 avril 1877).

119° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Roger et compagnie et Gottivalles (Nicolas), négociant, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un passe-partout porte-aiguilles.

120° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Saiglan-Bagnères (Rosine Grandmaison), représentée par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un procédé de lavage et de blanchiment de laines, tissus et matières de tous genres.

121° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vanopstal, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour fabrication de mèches pour bougies, lampes, chandelles, etc.

122° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Walton (Nicholas), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans les appareils à sécher et à ventiler le linge (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 juin 1877).

123° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Winans (Thomas et William-Louis), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des navires (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 juin 1877).

124° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Winans (Thomas et William-Louis), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux accouplements des arbres de couche des navires à vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 juin 1877).

125° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Winans (Thomas et William-Louis), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à l'application des propulseurs pour navires ou vaisseaux océaniques (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 juin 1877).

126° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Winans (Thomas et William-Louis), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la disposition des hélices servant à la propulsion des navires et vaisseaux sur mer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 juin 1877).

127° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Winans (Thomas et William-Louis), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la construction et à la disposition des machines à vapeur qui actionnent les arbres propulseurs pour bateaux (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 22 juin 1877).

128° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Winans (Thomas et William-Louis), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébas-

tion, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux chaudières à vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 23 juin 1877).

129° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Winans (Thomas, et William-Louis), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la disposition des appareils pour surchauffer la vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 23 juin 1877).

130° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par les frères Blaquières (Benjamin et Eugène) et les sieurs Vidal et fils, fabricants de draps, à Bédarieux, pour un métier mécanique à tisser à la Jacquart, à nombre indéterminé de navettes, s'appliquant à toute espèce de tissus.

131° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blekman (Edouard-Mathieu-Nicolas), négociant, à Paris, rue Soufflot, n° 22, pour des ciseaux propres à couper les mèches de lampes en général, et spécialement celles des lampes à l'usage des huiles minérales américaines.

132° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Bouilhères (Martin), rue des Potiers, n° 36, à Toulouse, pour un épurateur à semoule, résidus de minoterie et autres, dit *épurateur Bouilhères*.

133° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Brechbiel (Jean), dessinateur, à Illkirch, pour un robinet graisseur pour cylindres et tiroirs à vapeur.

134° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Champod (Louis), horloger, place d'Abondance, n° 6, à Besançon, pour perfectionnement apporté dans la pièce motrice de la montre.

135° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Collongnes (Victor-Léon), docteur en médecine, Grande rue de Passy, n° 72, à Paris, pour un appareil perfectionné dit *le contrôleur graphique*.

136° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur David (Louis-Frédéric-François), manufacturier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à divers appareils de barre de gouvernail pour les navires.

137° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs David (Laurent), teinturier, et Grassa (Jean-Baptiste), entrepreneur de maçonnerie, rue Saint-Louis, n° 39, à Saint-Étienne, pour une machine à teindre les soies.

138° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Ducrot et Coudere (Frédéric), rue Basse, n° 29, à Lille, pour une pompe hélicoïdale.

139° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dufils (Fulgence-Jean-Baptiste) et Turet (Delphin), dessinateurs, à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 18, pour un moteur hydrométallique.

140° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Édam (Louis-Jacques), constructeur mécanicien, au lieu dit *de la Chabossière*, à Saint-Étienne, pour un système d'essieu monté à fusée, à fourreau et à graisseur constant.

141° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillaumat (Patrice), lieutenant-colonel d'artillerie, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 23, pour un procédé d'amélioration des combustibles en général et des lignites en particulier.

142° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 dé-

tembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Houbre (Xavier), directeur de tissage, à Buhl, pour un mouvement appliqué aux métiers à tisser.

143° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Jauréguiber (Marc-Henri), conducteur des ponts et chaussées, à Mulhouse, pour une machine autométrice à colonnes d'eau.

144° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jolly (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 46, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des robinets.

145° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jouanneaud (François), graveur sur métaux, représenté par le sieur Castellon, à Paris, passage des Petites-Ecuries, pour un support se montant et se baissant graduellement et à volonté à l'aide d'une crémaillère, dit support Jouanneaud.

146° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Larivière (Charles), à Angers, pour une machine électro-magnétique à mouvement rectiligne.

147° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Lesage (Jean-Baptiste-Léonce-François), sellier-carrossier, à Rosières, pour des guides de sûreté.

148° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marchal (Alexandre), lieutenant de la garde de Paris, à Paris, quai des Ormes, n° 18, pour un mécanisme dit *locomoteur vélocimane*.

149° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marand (Ernest-Augustin-Laurent), commis marchand, à Paris, rue du Renard-Saint-Sauveur, n° 6, pour un système d'emballage sous glace.

150° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Périlleux (Victor), ouvrier fondeur, à Hautmont, pour un procédé pour souder les cylindres en fonte des laminoirs.

151° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perrausset (Claude), constructeur de voitures, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour perfectionnement apporté dans la fabrication des roues de voitures.

152° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Polton (Jules), fabricant d'engrais, à Paris, rue Saint-Lazare, n° 129, pour un système de fabrication de la poudrette.

153° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rappe (Jean-Baptiste-Alexandre), fabricant d'huiles, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour traitement des graines oléagineuses en général et des graines de colza en particulier, pour en obtenir différents produits utiles.

154° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par les sieurs Roland de Bressy (Jean-Théodore) et Meynard (Jean-Baptiste), à Alger, pour un appareil automobile dit *fusée à vapeur*, destiné à la navigation fluviale, à la traction sur terre et à la direction des aérostats.

155° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roseleur (Guillaume-Alfred), chimiste, à Paris, rue des Gravilliers, n° 23, pour un moyen d'empêcher les fraudes provenant de l'effaçure de l'écriture au crayon de graphite.

156° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 dé-

157° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Seys (Edouard), fondeur, rue de Calais, n° 35, à Dunkerque, pour un système de coulis de lits, pianos et meubles en général.

158° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smet-Hurst (John), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements dans la construction des machines à vapeur et générateurs, lesquels perfectionnements sont applicables en partie au chauffage industriel.

159° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Spineux (Ferdinand), mécanicien, représenté par le sieur Chariot fils, à Paris, rue de Montmorency, n° 5, pour une machine à faire des pelles.

160° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs H. et E. Topart frères, représentés par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de montures pour boutons, perles, et pour les moyens de fabriquer lesdites montures.

161° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barbier (Victor), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une machine à vapeur sans échappement.

162° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Loiret, par le sieur Basset (Jean-Joseph), rue de la Vieille-Poterie, n° 4, à Orléans, pour une machine circulaire à tisser.

163° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Daboll (Céladon-Lieds), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la construction des signaux d'alarme à l'usage de la marine (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 novembre 1877).

164° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Dudoit (Alexandre-Alphonse), mécanicien, passage Honoraty, n° 1, faubourg des Maisons-Neuves, à Toulon, pour une machine à vapeur à chariot sur rails, système Dudoit.

165° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fayon (Pierre), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un produit dit *huile hygiénique essentielle de Fayon*.

166° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mlandre (Jules-Sylvain), distillateur, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour la fabrication d'un sirop dit *sirop polonais*.

167° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Giber (Adolphe), représenté par le sieur Blanc-Garin, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour application du cuir à la confection des chapeaux, casquettes et en général de divers genres de coiffures pour hommes, femmes et enfants.

168° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Godefroy (Paul-Julien-Marie), à Paris, rue Richer, n° 46, pour un appareil dit *siphon hydraulique antiméphitique*, applicable aux évier de cuisine et aux cuvettes pour les eaux ménagères.

169° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérutte (Alphonse-Constant), fabricant de chaussures, élisant domicile chez le sieur Dagneau, à Paris, rue Folie-Méricourt, n° 16, pour application des aérostats au transport des voyageurs et des marchandises à l'aide d'un chemin de fer aérien.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillaume (Henri), architecte, avenue Valla, n° 1, route d'Asnières, à Courbevoie, pour un système de lavoirs-bains publics et banderite Guillaume.

170° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hardt (Gustave-Adolphe), ingénieur des mines, à Cologne, représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un criblé continu (système Hardt).

171° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hary (Charles-François), distillateur, représenté par le sieur Castellon, à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 15, pour un procédé de distillation simultanée des grains et des racines par l'emploi des liquides provenant de la macération des grains traités par le procédé Serret, Hamoir, Duquesne et compagnie dans les macérations des racines et par l'emploi des vinasses à la macération des grains.

172° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société veuve Jaricot et fils, fabricants, à Paris, boulevard de Sébastopol (rive droite), n° 35, pour des moules applicables à la fabrication des pelotes et pelotes-bobines de soie à coudre.

173° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Jobert (Fabie-Philippine-Honorine Roze), à Paris, boulevard Montmartre, n° 3, pour un bleu d'aniline pour l'azurage du linge.

174° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laporte (Étienne), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de décoloration et de désinfection de l'huile de houille.

175° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Larbaud (Charles-Amédée), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de jouets.

176° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemoine (Jules), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de toupie.

177° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nuewens (Edmond), fabricant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour fabrication des pâtes à papier et carton par l'emploi des algues marines dites *zoster marina*.

178° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Picke (Ignaz), associé des sieurs Loeb et compagnie, négociants, à Londres, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les fermoirs de gants.

179° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pinet (François-Jean-Louis), fabricant de chaussures, à Paris, rue du Petit-Lion, n° 40, pour un système de coupe des tiges de bottes ou bottines à élastiques.

180° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Ploton frères, cylindriers-apprêteurs, rue de la Croix, n° 18, à Saint-Étienne, pour un système d'apprêt destiné à donner aux rubans, aux velours, aux passementeries et autres tissus une forme ondulée ou serpentine, etc.

181° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Puyette (Charles-Félix), ingénieur des ponts et chaussées, représenté par le sieur Menevalle, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 26, pour un système d'accouplement de deux arbres de machine tournant en sens contraire, applicable aux bateaux à deux hélices et à toute autre machine.

182° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Précy fils (Jules-Alexandre-Marcel), à Paris, rue Vieille-du-Temple, n° 130, pour un

compteur-contrôleur applicable aux voitures publiques, notamment aux voitures de place dites *petites voitures*.

183° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prouvost (Auguste), fabricant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un pyromoteur ou machine calorifique utilisant plusieurs fois les mêmes molécules en les régénérant par une certaine quantité d'autres de même espèce ou d'espèces différentes.

184° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Reynell (Henry), fabricant, représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés par l'introduction de la cosse des noix de coco ou d'une partie de cette cosse à la fabrication d'une substance pouvant remplacer le feutre et le kamptulien ordinaires, et au moyen d'utiliser la cosse des noix de coco ou une partie de cette cosse comme garniture des rafraîchisseurs pour le vin, des réfrigérateurs et des caisses à glace et comme matière à calfatier les navires et les vaisseaux (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 juin 1877).

185° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Buffa-Bonneval (Gabriel), Grande rue de Marengo, n° 18, à Marseille, pour un procédé d'héliorabdie.

186° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Séguy (Joseph), fabricant d'instruments aratoires, à Thésan, pour une charrue déchaussée.

187° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thion (Félix), employé de commerce, à Paris, rue Saint-Martin, n° 85, pour un guide-cachet multiple.

188° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Turet (Hippolyte-Delphin), mécanicien, Dufils (Fulgence-Jean-Baptiste), dessinateur, et Arnail (Philippe-Jean-Antoine), dessinateur, à Paris, les deux premiers, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 48, et le troisième, boulevard de Sébastopol (rive droite), n° 37, pour un système de télégraphie pneumatique.

189° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Warlomont (François-Théodore), élisant domicile chez le sieur Lécroatte-Villers, rue de Tournay, n° 15, à Lille, pour un système de cartouches de chasse et à balle.

190° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Achet (Jean-Jacques), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une eau dentifrice dite *eau de labiales*.

191° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Agudio (Thomas), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de nettoyage des rues par absorption pneumatique.

192° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bichat aîné (Joseph), mécanicien, à Paris, rue de Flandre, n° 115, pour des perfectionnements apportés aux métiers dits *tambours à la vapeur*, ou *sécheurs*, ou *manicles*.

193° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Bonnin (Étienne), à Mâcon, pour la fabrication de briques pleines ou creuses.

194° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baxtorf (Emmanuel), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux métiers à tricot.

195° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Claudin (Désiré-Henri), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13,

pour un système de fermeture et de démontage des fusils se chargeant par le tonnerre.

196° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deglas (Gustave), mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour appareils culinaires domestiques et autres à surfaces de chauffe multiples.

197° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Demazure (Victorin-Constantin), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication des vitraux colorés et la décoration de différents objets.

198° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Dépensier et Moreau, fabricants de quincaillerie, et le sieur Brunet (Charles), à Paris, les premiers, rue Sedaine, n° 11, et le dernier, boulevard de la Chopinette, n° 14, pour un système de serrure de sûreté à arrêts solides et gorges mobiles.

199° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deveau-Delif (Édouard-Albert), voyageur de commerce, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des procédés de revêtement inaltérable des fils, ficelles, cordes et cordages de tous genres.

200° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Drieu (Jérôme-André), mécanicien, à Alger, pour une machine à faire des briques dite *machine Drieu*.

201° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Deux-Sèvres, par la demoiselle Foubert (Adrienne-Anastasie), rue des Douves, à Niort, pour la rectification des alcools de toute provenance.

202° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Frainet (Jean-Marc), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de charrette propre au transport des caisses contenant des glaces et autres objets fragiles.

203° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Goulet (Pierre-Henri), manufacturier, et Fresnet fils (Jules-Hubert), menuisier-mécanicien, élisant domicile chez le sieur J. Lundy, à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n° 3, pour un procédé d'étirage et de filage des matières textiles et notamment des laines.

204° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Gout (Auguste), maréchal ferrant, à Monoblet, pour un frein à ressort propre aux charrettes et aux voitures.

205° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Gras (Augustin) et Achard (Auguste), mécanicien, rue Thomas, n° 133, à Marseille, pour un propulseur à palette verticale dit *canalier européen*, pour la navigation sur les canaux, fleuves, lacs, étangs, et sur la mer.

206° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Houtard (Firmin), gérant de la société Firmin Houtard et compagnie, à Louches, pour la fabrication de formes à sucre en verre dites *formes économiques*.

207° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jannesse (Jules-Daniel), employé de la ville de Paris, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un compteur destiné jauger toutes espèces de fluides.

208° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Marne, par

les sieurs Legoux (Georges) et Rousseau (Eugène), à Melun, pour un système de plaques pour parapluies en tôle douce de fer.

209° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lamoine (Jules), à Paris, rue Saint-Paul, n° 34, pour un perfectionnement apporté aux lampes à l'huile de pétrole.

210° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marage (Louis-Jacques), oncé d'Ivry-la-Bataille, élitant domicile chez le sieur Louis Raques, facteur d'orgues, route de Châtillon, n° 74, à Montrouge, pour un système de clavier et de notation destinés à simplifier le doigté.

211° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Porte (Antoine), fabricant de parapluies, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une monture de parapluies, ombrelles, etc. sans ressort inférieur.

212° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Schâfer (Jacques), mécanicien, représenté par le sieur Devit, à Mulhouse, pour un métier à tisser mécaniquement les étoffes de soie et autres.

213° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Snedecor (Georges), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnement dans la construction des tours de fer et autres parties de vaisseaux de guerre et de fortifications.

214° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Spiers (Jules-Achille) et Tixier (François), entrepreneurs de travaux publics, à Dunkerque, pour un système de parcage des huîtres dit *parc flottant*.

215° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Spindler fils (Adolphe), manufacturier, à Plancher-les-Mines, pour un perfectionnement apporté à la fabrication des clefs et carrés de montres.

216° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Turmel (Jean-Baptiste-Charles), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements et dispositions applicables aux cafetières et autres appareils permettant d'obtenir des infusions de toute nature.

217° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hilin-Leclercq (François-Félix), fabricant de broserie, représenté par le sieur Dauréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un système de brosse articulée ou tapis-brosse.

218° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vackernie (Alphonse), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux régulateurs.

219° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Yates (James), représenté par le sieur Beauchet, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de blindage pour les forts et les batteries mobiles et fixes.

220° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Amanieu (Charles-Guillaume), étudiant en médecine, à Paris, rue de l'Éperon, n° 9, pour un tabouret de poche.

221° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Barthélemy et Dubreuil, fabricants de papiers peints, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de machine destinée à frapper, gaufrer, estamper et imprimer mécaniquement le papier teint.

222° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Benson (John-

Solmans), négociant, et Jones (David), manufacturier, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fermeture des barils et autres récipients (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 juin 1877).

223° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Bernard (Étienne), fabricant de balais, à Caderousse, pour une machine propre à fabriquer les balais.

224° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bourbon (Édouard-Louis), serrurier-mécanicien, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de serrure ronde à palâtre et à balustre.

225° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Buffet (Auguste), facteur d'instruments de musique, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de flûte chromatique simplifiée dite *flûte Auguste Buffet*.

226° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Colqhoun (Edwing-Pye) et Ferris (John-Pardoc), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans les barreaux de grille pour les foyers des générateurs à vapeur.

227° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dawes (William-Henri), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés à la fabrication du fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 juin 1877).

228° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par les sieurs Deschins (Florin), entrepreneur, et Dupuis (Louis), maçon, à Houplin, pour une disposition de gargouilles de générateurs.

229° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Deverte (Eugène-Alfred), horloger, à Paris, rue du Ponceau, n° 14, pour application de verres ou glaces réfléchissantes étamées ou argentées pour cadrans de pendules portatives et autres, ou tout objet pouvant marquer l'heure.

230° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dubreuil (Justin), Badin (Charles) et Blanc-Garin (Eugène), représentés par le premier, à Paris, rue Sainte-Marie-des-Batignolles, n° 6, pour compteur pour omnibus et dispositions y relatives pour le contrôle.

231° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par les sieurs Duteil frères (François et Émile), poêliers-fumistes, à Dijon, pour une cheminée à double effet et à foyer tournant système Duteil.

232° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fauriaux (Joseph), fabricant d'objets en terre cuite, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un genre de tuiles dites *tuiles Fauriaux*.

233° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Frêne (Noël), maçon, à Saint-Saturnin, pour une tuile faitière à crochet.

234° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gagnage (Charles-Marie), chimiste, à Paris, chaussée du Maine, n° 93, pour machines hydrauliques propres à l'épuisement des eaux filtrées d'égouts et à l'assainissement des centres de population, ainsi qu'au dessèchement des marais, lacs, tourbières, etc.

235° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gougat (François-Joseph-Jules), négociant, représenté par le sieur Hébré, à

Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour la fabrication du plâtre approprié à l'industrie.

236° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Grasset d'Orcet (Claude-Sarthe) et Deschamps (Pierre-Rupert), représentés par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour des roues hydrauliques horizontales à aubes articulées.

237° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Haignerelle (Camille-Hector), fabricant de bonneterie, à Fenquières, pour une fouleuse-dégraissuse cylindrique sous forme ronde, servant spécialement pour le foulage et le dégraissage de la bonneterie.

238° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lheureux (Pierre-Ulysse), mécanicien, rue Saint-Sever, n° 42, à Rouen, pour une laveuse de laine.

239° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pape fils (Frédéric-Eugène), fabricant de pianos, à Paris, rue Drouot, n° 4, pour l'application d'un mécanisme propre à accorder les pianos et autres instruments à cordes et à claviers.

240° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Pelissier (Louis), rue Sullivan, n° 9, à Bordeaux, pour un système propre à décrire les volutes et les lignes spirales, dit *guide du compas*, et règles à repères.

241° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perkin (William-Henry), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la fabrication des matières colorantes pour teinture et impression (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 6 novembre 1877).

242° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rainal fils aîné (Jean-Adolphe), bandagiste, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système d'irrigateur.

243° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rivet (Jules-Alfred), employé au service municipal de la ville de Paris, rue de Reuilly, n° 93, pour un composé dit *gluck végétal des Indes* et pour l'appareil propre à sa fabrication.

244° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Scholtz (Louis), dessinateur, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les métiers à tisser les châles brochés dits *châles de Paris* avec trois fils de déroulage.

245° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Vanderfeesten (Jean-Michel), fabricant, élisant domicile chez le sieur Méplomb, rue des Prêtres, n° 23, à Lille, pour un système de chaudière à cuire dans le vide ou à air libre.

246° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vautier fils jeune (Ferdinand), fondeur-fontainier, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un jeu dit *loto national* ou jeu des cinq couleurs.

247° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Walton (William), chandronnier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux marteaux servant à travailler les métaux (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 11 juin 1877).

248° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Weil (Frédéric), chimiste, à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 13, pour des procédés ayant pour but de revêtir des métaux d'une couche adhérente d'autres métaux.

249° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Westhead (Marcus-Brown), négociant-marchandisier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés à l'enroulage et au pèlage des rubans, lacets et autres articles analogues (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 juin 1877).

250° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Béliard (Charles), à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 41, pour un système de régulateur applicable aux fluides et liquides.

251° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boccins (Gottlieb), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour une composition perfectionnée propre à la fabrication des bougies et autres articles, ainsi que la pommade et une mèche perfectionnées pour la combustion de ladite composition (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 26 juin 1877).

252° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bolette (Jean-Sébastien), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un appareil à tourner les feuillets des cahiers de musique et des livres.

253° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Conche (Antoine), rue des Remparts-d'Ainay, n° 7, à Lyon, pour un appareil dit *baignoire à irrigation et à douche permanente*.

254° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delessard (Charles-Ernest), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un dévidoir mécanique à friction.

255° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desvignes (Peter-Hubert), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil perfectionné pour l'exhibition de vues ou images qui paraissent et disparaissent.

256° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Diegner (Joseph), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour des fermoirs de sacs à ouverture spontanée.

257° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumarchey (François-Frédéric), représenté par le sieur Allard, à Paris, boulevard Montmartre, n° 8, pour des perfectionnements apportés à une machine à casser les pierres et autres corps, pour laquelle il a déjà pris un brevet de quinze ans le 30 mars 1859.

258° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Geffrier (Félix-Edmond), employé de chemin de fer, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 58 bis, pour un chargeoir des cartouches système Lefaucheur.

259° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gelly jeune (Jacques), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un gant-porte-monnaie.

260° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gourguechon (Jean-Baptiste-Emmanuel), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un système de marques de jeu.

261° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gueugnier (Jean), à Paris, rue du Temple, n° 167, pour la fabrication de cheminées d'éclairage en verre ou en cristal.

262° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guyot (Abel-Victor-Louis), directeur de transmission des lignes télégraphiques, à Paris, rue Bonaparte, n° 49, hôtel Saint-Georges, pour un système de télégraphe électrique écrivant.

263° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hunt (Thomas-Sterry), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour une encre perfectionnée propre à imprimer et colorer les billets de banque et autres pièces pour la taille-douce, la lithographie ou tout autre procédé d'impression appropriée.

264° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jonchier (Claude), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé pour alimenter les chaudières à vapeur et les condenseurs.

265° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Laugier (Jacques-Benoît), serrurier, rue Portail, n° 21, à Marseille, pour un système de fermeture de croisée à panneton mobile.

266° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par les sieurs Laurent frères et beau-frère, manufacturiers, à Plancher-les-Mines, pour divers perfectionnements apportés à la serrure à bec de cane et à poignée.

267° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legrand (Pierre), rectificateur d'alcool, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans la fabrication des fûts métalliques.

268° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lehir (Jean-Louis), à Paris, rue de la Sourdière, n° 19, pour la construction et la direction des aérostats.

269° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Letendre (Pierre-Eugène), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un four de campagne perfectionné.

270° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Leuty (William), mécanicien, à Marcq-en-Barœul, pour des perfectionnements apportés dans la disposition de certaines pièces appartenant aux métiers à filer le lin à l'eau.

271° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maujan (Adolphe-Nicolas), entrepreneur de travaux publics, à Charenton, pour cintres à baguettes destinés à la construction des voûtes en maçonnerie.

272° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meauzé (Henri-François), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de pelotage à fils multiples.

273° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Mondan (Aristide), à Saint-Maurice-d'Hautun, pour des briques destinées à remplacer les pierres de taille dans les constructions de bâtiments, de murs de toute espèce.

274° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Notelle (Sabin-Florimond-Pierre-Antoine), fabricant, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 14, pour un système de plaque-ceinture soulevant le bas de l'abdomen.

275° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parkes (Samuel-

Kickling), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux lorgnettes, aux télescopes, aux microscopes, aux lunettes et autres instruments d'optique (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 31 octobre 1877).

276° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société A. Renouard et compagnie, dite *compagnie des salines du Midi*, à Paris, place Vendôme, n° 15, pour perfectionnements apportés à la fabrication et aux applications industrielles de la magnésie.

277° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Riézel jeune (Victor-Eugène), sellier-carrossier, à Paris, rue de la Porte-Maillet, n° 22, pour un calibre plastique se pliant à volonté.

278° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société veuve Salères et fils, représentée par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un moyen de fixer les dessins sur le papier peint.

279° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Stein (Pierre), ébéniste, et Labat (François-Edouard), mécanicien, à Paris, le premier, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 137, et le second, rue du Grand-Saint-Michel, n° 18, pour un porte-allumettes de poche avec cheminée.

280° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 juin 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur James Taylor, de la maison Taylor, Lang et compagnie, à Castle Iron Works Staleybridge, comté de Chester, représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements dans les machines à carder le coton et autres matières fibreuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 24 décembre 1876).

281° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Turner (Thomas), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour un système perfectionné de planchers de plafonds et de couvertures apyres, applicable à la construction des bâtiments, des ponts, des navires, etc.

282° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vandendriessche (Alphonse), dit Vandriss, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil affûtoir destiné à affûter les couteaux et autres tranchants.

283° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Waroquier (Ulysse-Césaire), fabricant de sucre, et Maljean (Jean-Baptiste), constructeur-mécanicien, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un procédé de conservation des racines sucrées et féculentes.

284° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertrand (Pierre-Edouard-Oscar), fabricant de lampes, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de suspension pour appareils d'éclairage.

285° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cavillier-Luneau, fondeur, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour des perfectionnements dans le mode de suspension des cloches.

286° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chalmers (James), constructeur, représenté par le sieur Clafs, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour des perfectionnements dans les armures des forts et des batteries flottantes.

287° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clarke (James-Langton), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50.

pour perfectionnements dans les appareils pour tourner les pages de musique et autres (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 juin 1877).

288° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cleret (Benjamin), chaudronnier-fumiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de cheminée à registre.

289° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Courtois (Jules-Honoré), fleuriste, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les fleurs, feuillages et fruits artificiels, par l'application de la nacre gaufrée.

290° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Desnes (Désiré), cordonnier, Collignon (Auguste) et Pierrot (Jean-Marie), étant domicile chez ce dernier, à Charleville, pour une cambrure métallique appliquée à la fabrication des chaussures.

291° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delaporte (Léon), fabricant de charbon, à Paris, chemin de ronde de la barrière de Montreuil, n° 25, pour procédés de fabrication du charbon de Paris au moyen du brai sec.

292° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Diendonné (Henri-Marie-Camille), inspecteur du matériel des chemins de fer de l'Est, à Paris, boulevard de Magenta, n° 165, pour un déclanchement automateur applicable aux freins automoteurs, et spécialement au frein automateur système Guérin.

293° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuis (Eugène), ciseleur, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, pour un banc chaufferette.

294° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Durouil, demeurant au Giné, pour un moteur dit *manège à levier*, avec système de rappel applicable au dépiquage du blé.

295° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fresson (Louis-Auguste-Adolphe), à Paris, impasse de la Petite-Rue de Reuilly, n° 7, pour un mordant de dorure sans encollage pour papiers peints.

296° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Godillot (Alexis), manufacturier, à Paris, rue de Rochechouart, n° 54, pour finissage mécanique de la chaussure.

297° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hénon (Auguste), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la fabrication des poignées.

298° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kastenbein (Charles), fabricant de maroquinerie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un porte-flacon ou nécessaire-jumelle.

299° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Langelot (Alexandre), fabricant d'appareils de chauffage, à Paris, rue Amelot, n° 60, pour un système de perfectionnement applicable aux calorifères et aux fourneaux.

300° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (Louis-Amédée), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de distribution pour cylindres de machines à vapeur et autres.

301° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le

sieur Leroy (Pierre-François), photographe, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un appareil appui-tête, de photographie, système Leroy.

302° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lesobre (Henri), mécanicien, rue Brûlée, n° 42, à Reims, pour des poteaux indicateurs routiers.

303° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loubat (Joseph-Alphonse), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné de locomotives sur chemins de fer.

304° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Mathieu et compagnie, représentée par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de fabrication de molettes destinées à former des bûts, des galeries, etc.

305° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Millholland (James), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la construction des roues de chemins de fer.

306° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Naylor (William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils pour comprimer et contenir les gaz et pour en régulariser la pression (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 17 juin 1877).

307° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Picq et Guillemin, fabricants de timbres secs, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une presse dite *coup de poing*, à encrage direct.

308° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pierroton (Charles-Joseph-Clovis), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de vannes ou paniers à développement.

309° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schäffer et Budenberg, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements dans la construction des cheminées pare-étincelles de locomotives et de locomobiles.

310° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schiele (Christian), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux ventilateurs, pompes centrifuges et autres appareils semblables (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 13 août 1877).

311° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Shepard (William-A.), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des cylindres employés pour la filature ou préparation du coton et autres matières filamenteuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 9 septembre 1877).

312° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sparling (John-Alexander), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés au tordage et au bobinage de la soie et aux appareils qui s'y rapportent (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 18 juin 1877).

313° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Villepique (Ferdinand), à Paris, rue du Port-Saint-Ouen, n° 24, quartier des Batignolles, pour un appareil propre à conserver l'arôme des matières et destiné à en accélérer et faciliter le pesage et la manipulation.

314^d Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Zénon (Alexandre-Georges), fabricant de gants, à Grenoble, pour un système d'agrafe pour gants.

315^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Arnauld (Marc-Emmanuel), ingénieur de l'école centrale des arts et manufactures, à Saintes, pour un appareil distillatoire à trois distillations simultanées et à plateaux rectificateurs.

316^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berthemaï (Eugène), mécanicien, à Paris, boulevard Philippe-Auguste, n° 86, pour la fabrication de mailons brisés.

317^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Bouteillé-Huard (René), à Angers, pour un système de siège portatif.

318^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brand (Gustaw), manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une turbine à siphon.

319^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cassaignes (Victor-Julien), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de tablettes ou ardoises blanches dites opalines.

320^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chidley (John-James), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 28, pour une bouteille et son bouchon perfectionnés.

321^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ducoux (François-Joseph), directeur gérant de la compagnie impériale des voitures de Paris, rue du Mont-Parnasse, n° 23 bis, pour un appareil mécanique ou compteur appliqué aux voitures.

322^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Dumas fils (Honoré), meunier, et Schuster (Jean-Baptiste), garde-moulin, représentés par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, pour un moulin, avec meule courante percée et ventilateurs empêchant l'échauffement des meules.

323^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dyckhoff (Rodolphe), constructeur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la commande des grues, manèges, etc.

324^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Égrot (Alfred-Edme), constructeur, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 272, pour un système d'appareils à vapeur ou marmites à double fond applicables à la cuisson des aliments dans les grandes et les petites cuisines.

325^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Etienne (Edouard-Marie-Félix), employé des lignes télégraphiques à la station centrale, à Paris, pour rouets servant, dans les appareils télégraphiques, au déroulement et à l'enroulement du papier.

326^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Friant (Auguste-Arsène), fabricant de bonneterie, à Lihons-en-Santerre, pour une presse auxiliaire à effet variable appliquée aux métiers à bas.

327^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grason (Thomas), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour

des perfectionnements apportés aux bottes, souliers et autres chaussures (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 27 octobre 1877).

328° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Guiot (Bernard), mécanicien, à Darcey, pour un marteau à rhabiller les meules de moulin, dit à arénaire.

329° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Houdayer (Maxime-Charles-Édouard) et Cormier (Jules-Jean), représentés par le sieur Dreyfoas, à Paris, rue de Bondy, n° 31, pour un chasse-obstacles applicable aux machines locomotives.

330° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hyatt (Thadéus), représenté par le sieur Rorland, à Paris, rue de Rivoli, n° 224, pour fermeture de boutique fabriquée en fer corrugué (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 18 décembre 1877).

331° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Larivière (Jean-Joseph), cultivateur, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour la purification des produits gazeux de la combustion.

332° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur March (Charles-Thomas), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés à l'ornementation ou décoration des meubles en général (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 juin 1877).

333° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Monnier (Pierre-François-Émile), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil propre au nettoyage des crépines, tubes d'aspiration, etc.

334° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Monteilh (Robert-Thomson et Robert), représentés par le sieur Gauthey, à Paris, rue de Castellane, n° 4, pour la fabrication de divers colorants dérivés de l'aniline ou de ses homologues, tels que brun, cuir havane, écarlate, ponceau, cerise, orange et chamois (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 janvier 1877).

335° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mushet (Robert), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés à la fabrication du fer et de l'acier (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 26 juin 1877).

336° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mushet (Robert), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés à la fabrication de l'acier et du fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 juin 1877).

337° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Oyon (Auguste-Louis), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un appareil enregistreur formant répertoire de l'incendie et pouvant servir à d'autres applications.

338° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Pannier, Raimbert et compagnie, négociants, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 62, pour un procédé de fabrication des tissus épinglés.

339° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robbins (John), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une méthode perfectionnée de générer le gaz oxygène.

340° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Samuelson

(Alemander), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux appareils évaporateurs rotatifs (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 décembre 1877).

341° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schmoll (Ernest), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour l'application de la puissance électrique à l'arrêt des convois de voyageurs et marchandises sur les chemins de fer.

342° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Smith (William), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour un moyen perfectionné de cristalliser le sucre (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 septembre 1877).

343° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Stahmann (Henri-Gustave-Albert), négociant, à Paris, rue de Choiseul, n° 6, pour perfectionnements apportés à la construction des fusils à aiguille.

344° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thellier (Charles), cordonnier, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 50 bis, pour un perfectionnement apporté à la tige cou-de-pied des chaussures.

345° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Trotry-Latouche frères, représentée par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un procédé rendant indéformables les chapeaux en cloche ou de toute autre forme, composés de toutes espèces de laines et poils d'animaux.

346° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Bonnay (Joseph-Martin), rue de l'Impératrice, n° 55, à Lyon, pour la carburine lyonnaise, huile minérale d'éclairage.

347° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Boudouresque (Auguste), entrepreneur d'éclairage, rue Basse-Peulier, n° 18, à Marseille, pour une lanterne soleil destinée à la combustion de l'huile de pétrole.

348° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Canier (Théophile) et la dame Dumini (Eugénie Meuniot), à Paris, le premier, rue Corbeau, n° 17, et la seconde, rue du Faubourg-du-Temple, n° 16, pour un appareil servant à remplacer généralement tous les bouchons.

349° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Craig (Henri-Griffith), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux machines à fabriquer et à préparer les plaques de fer et autres métaux pour la construction des navires et autres usages (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 juin 1877).

350° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Davison (James), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés aux fourneaux pour chaudières, fonderies, verreries et autres buts utiles (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 juillet 1877).

351° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société de M^{me} Driou, Morel et compagnie, à Paris, rue du Mail, n° 23, pour perfectionnements et système d'application de la vapeur aux métiers à broder.

352° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le sieur Dupré (Jean-Baptiste), mécanicien, à Châteaue-Gontier, pour un système de volant applicable aux machines à puiser, avec chaîne en cuir sans fin.

353° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Deux-Sèvres, par

le sieur Gouverneur (Adolphe), chapelier, à Niort, pour une machine à fabriquer les chapeaux militaires.

354° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Humfrey (Charles), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans la dissolution du caoutchouc (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 16 décembre 1877).

355° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Finistère, par le sieur Ispa (Pierre), ferblantier, à Douarnenez, pour un appareil propre à sécher et à cuire la sardine.

356° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Jorsant et Thomas, cours de Broches, n° 74, à Lyon, pour un système de trieur de charbon de bois, affecté à la boulangerie.

357° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jourdain (Napoléon), serrurier, à Paris, rue d'Allemagne (la Villette), n° 29, pour un système d'appareils dits *jonctionneurs universels*.

358° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Julien (Basile-Jean-Baptiste), mécanicien, et Massat (Elie), entrepreneur, à Paris, le premier, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 204, et le second, boulevard du Combat, n° 43, pour un système de machine à vapeur rotative.

359° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacape (Jean), facteur de pianos, à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 47, pour des perfectionnements apportés aux pianos mécaniques.

360° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs F. de la Rochette et compagnie, à Givors, pour un mode de fabrication de tuyaux en fonte et autres pièces creuses coulées de bout.

361° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire-Daimé (Jacques-Louis), manufacturier, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 62, pour des perfectionnements apportés aux capsules amorces pour armes à feu et jouets d'enfant.

362° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lindenblith (Ignatz), fabricant de porte-monnaie, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un cadre de porte-monnaie et autres articles de gainerie à fermoir.

363° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Marin (Jean), Grande-Rue de Cuire, n° 95, à Caluire, pour un perfectionnement apporté à la mécanique dite *Jacquart*.

364° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mats (Honoré-Casimir), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Montmartre, n° 31, pour une machine à poncer les bois.

365° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurel (François), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de support d'abat-jour pour cheminées d'appareils d'éclairage.

366° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par les sieurs Maybon (P.) et Batiste (Ch.), entrepreneur de menuiserie, rue des Renforts, n° 1, à Toulouse, pour une machine à équarrir les bois.

367° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mazeline et compagnie, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue

Saint-Sébastien, n° 45, pour un système continu de transport mécanique des déblais de terrassement.

368° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Montgolfier (Adrien), représenté par le sieur Magnien, rue Ferrandière, n° 14, à Lyon, pour une machine à percer les galeries d'avancement des souterrains.

369° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Murray (John), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines servant à fabriquer les chaînes, câbles et anneaux (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 23 juin 1877).

370° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Neuvesel (Jean-Baptiste), route de Lyon, n° 12, à Givors, pour un four économique de verrerie.

371° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pallu (Alphonse), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour la construction mécanique des murs, maisons et édifices en matières moulées, au moyen d'outils de précision spéciaux à cet objet.

372° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le chevalier Pansoja (César), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour une boîte subsidiaire à l'usage des postes.

373° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pérignon (Eugène-Anatole), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un appareil destiné à la purification des eaux alimentaires des chaudières à vapeur en général, et en particulier à permettre l'emploi de l'eau de mer pour l'alimentation des générateurs des machines à vapeur.

374° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Peterson (Charles), représenté par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour une matière ou composition applicable à la fabrication des tuyaux ou tubes pour calfat, doubler ou recouvrir les fonds de navires et à d'autres buts utiles.

375° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Pourret (Jean), rue Henri IV, n° 17, à Bordeaux, pour un système de pompe aspirante ascensionnelle dite *pompe indéfinie*.

376° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieurs Redman (Jesse-Gustaves) et Martin (Georges), représentés par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, pour des perfectionnements apportés dans les mélanges ou compositions destinées à enduire ou recouvrir les navires, le doublage métallique, les câbles télégraphiques et autres objets, pour les préserver de toute action destructive (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} décembre 1877).

377° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robelet (Bertrand), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux découpoirs.

378° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société anonyme d'Herbette-lez-Namur, représentée par le sieur Tardieu, à Paris, rue Montmartre, n° 132, hôtel de France et de Champagne, pour des modifications aux cheminées ou quinquets à l'usage des lampes à l'huile de pétrole ou autres huiles minérales ou végétales.

379° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Atrux (François), négociant, et Meyer (Jean-Gaspard-Placide), représenté par le sieur Blanc-Garin, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, pour une application du fil de soie ou autre fil à la couverture des effilés de bois, et en général des filaments organiques.

380° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Auchincloss (William-Stuart), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les sabords de vaisseaux de guerre et dans les embrasures de forts.

381° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bandouin (Félix-Marie), avenue de Neuilly, n° 115, à Neuilly, pour un système de division des corps liquides.

382° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Berthomieux (Eugène-Etienne) et Massieu (Jean), représentés par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux aciers mécaniques à lames verticales.

383° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société de MM. Brizard et compagnie, graveurs sur métaux, à Paris, rue Pastourel, n° 5, pour des perfectionnements apportés à la construction des étaux.

384° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chéradame (Antoine-Léopold), Chauvin (Louis-François-Stanislas) et la dame veuve Lonie de Sivray (Françoise-Honorine-Félicie), représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un système de fontaines dites *fontaines salitaires*.

385° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cipido (Henri-François), fabricant d'instruments de musique, représenté par le sieur Piron, à Paris, rue Fessart, n° 41, quartier de Belleville, pour un appareil destiné à remplacer, par des coulisses marchant par engrenages ou par bascules, les pistons, sur tous les instruments de musique en cuivre.

386° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Égrot (Alfred-Edme), constructeur, représenté par le sieur Cartier, à Paris, rue de Rambuteau, n° 22, pour un appareil pneumatique applicable à la concentration et à la distillation.

387° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gramme (Zéno-Philé), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines magnéto-électriques.

388° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gray (Salomon-Sully), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour perfectionnements aux cols de papier ou toile papier pour hommes et pour femmes.

389° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Grice (Joseph), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un salinomètre perfectionné.

390° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinand (Simon), industriel, à Paris, rue aux Ours, n° 29, pour un bec pour l'éclairage au gaz des phares, places publiques, monuments, etc.

391° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Halary (Jules-Léon-Antoine), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système de cornet solo, à une ou plusieurs branches fixes d'embouchures et tons se changeant par la coulisse d'accord avec ton d'ut, indépendamment par solution de cône.

392° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hermand (Barthélemy), négociant, à Paris, représenté par le sieur Le Blanc, à

Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans les machines à broyer les noirs d'impression et les couleurs.

393° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jones (Walter-Thomas-Whitmore), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les appareils applicables aux lampes (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 décembre 1877).

394° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kilbourn (Edward-Elisha), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les machines à tricoter.

395° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Klotz (Marc), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des perfectionnements aux bobines des navettes des machines à coudre.

396° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laffas (Jean-Marie), à Paris, Grande-Rue des Batignolles, n° 11, pour des perfectionnements apportés aux appareils de lavage.

397° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laurency (Ernest), entrepreneur de peinture, à Paris, cité Pigalle, n° 2, pour un mélange d'huile et d'essence pour peinture en bâtiments dit *huile-essence*.

398° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Legrand (Jean-Baptiste), fabricant d'acier poli, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des boutons métalliques.

399° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mallory (James-Edward) et Sanford (Gelston), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour des perfectionnements dans les machines servant à casser et nettoyer le chanvre, le lin et autres plantes filamenteuses.

400° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Montigny (Antoine-Etienne), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour la fabrication économique et perfectionnée des viroles de tubes.

401° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Meyers (Edward) et Williams (Villian-Richard), fabricant de compteurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux compteurs à gaz.

402° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Pedroni et Bilhand, rue de la Croix-Blanche, n° 84, à Bordeaux, pour des procédés propres à l'extraction d'une matière textile des feuilles de pin.

403° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Procter (Stephen), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un instrument destiné à extraire les bouchons des bouteilles de toute sorte (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 octobre 1877).

404° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Renault (Alfred), fabricant de brosses à peindre, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour perfectionnements apportés dans la fabrication des brosses à peindre.

405° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Serain (Jacques), menuisier, élisant domicile chez la dame Fauvel, rue du Moulin, n° 14, à Caen, pour un système de propulseur dit *propulseur à palmis*.

406° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les

siens Sarras et compagnie, fabricants de rubans, représentés par le sieur Desormais à Saint-Etienne, pour un appareil de garnissage et polissage, appliqué aux rubans de tissage (rubans ou étouffes), et destiné à faire passer et à polir le tissu et à enlever le grillage.

407° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simonnet (Baptiste) et Couannier (Aristide), représentés par le sieur Guinot, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 150, pour modification au traitement des maladies contagieuses contenant du kimo, supprimant les pertes en matière.

408° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Trégoignan (François-Marie-Aubert), représenté par le sieur Lallabot, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 93, pour un procédé pour l'agglomération des matières, cokes, charbons de bois et autres combustibles.

409° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Verster (Auguste), à Montfermeil, pour papier velouté.

410° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubriot (Edmond), dit Aubriot (Gugnon), représenté par le sieur Bérard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un mode de gravure des verres.

411° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bénard (Léon-Auguste-Fortuné), bijoutier, à Paris, rue du Roi-de-Sicile, n° 51, pour la fabrication des pointes d'acier frappées, pointes ou acier poli frappé.

412° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blakely (Alexandre-Théophile), capitaine d'artillerie, à Londres, représenté par le sieur Thenép, à Paris, rue de Dunkerque, n° 21, pour des perfectionnements dans la construction des canons et autres pièces d'artillerie.

413° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Caroi fils (Pierre), élisant domicile chez le sieur Henri Conseil, quincaillier, à Paris, rue de Charonne, n° 5, pour un système de ferme-persiennes.

414° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chartier (Jules-Alphonse), mécanicien, élisant domicile à Paris, rue Percier, n° 11, pour un appareil modérateur-registre instantané pour modérer plus ou moins le tirage varié des cheminées des chaudières à vapeur.

415° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dauvois (Charles-Jean-Baptiste), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour un système de machines à découper.

416° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur David (Louis-Frédéric-François), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à mouler briques, briquettes, etc.

417° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Lagnay (Louis-Joseph), confectonneur, rue du Bassin, n° 22, à Amiens, pour une matière remplaçant la féculé et la fleur de farine pour la préparation des tissus.

418° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delrieux (Jean-Edmond), négociant, représenté par le sieur Lavalle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour attache pour ressorts de jupes, tournures, crinolines, etc.

419° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dubourg (Antoine-Louis-Victor), docteur en médecine, élisant domicile chez le sieur :

Aimart Bresson, directeur de l'Académie nationale, à Paris, rue Louis-le-Grand, n° 20, pour un bec de gaz à cheminée dit *bec omnibore*.

420° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Gauthier (Jean-Baptiste) et Chabrier (Nicolas), constructeur-mécanicien, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les machines à coudre.

421° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guisdon (Louis-Stanislas-Xavier), représenté par le sieur Galland, à Paris, rue Olivier-Saint-Georges, n° 12, pour un système de clef dite à *paneton mobile*, rendant les serrures incrochetable.

422° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Haffner (Jacques), négociant, à Thann, pour une bonde de tonneau inoxydable.

423° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Haworth (John), représenté par le sieur Upilly, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 54, pour des perfectionnements dans les moyens de transmettre les dépêches et signaux télégraphiques par l'emploi de l'électricité, sans l'intervention d'aucun conducteur artificiel continu.

424° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Knowles (Samuel) et Hayward (Robert), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à plier et à mesurer les tissus, étoffes, etc. (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 23 juin 1877).

425° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lacroix (Marie-Joseph-Raymond et Marie-Louis-Henri-Michel), à Paris, rue Mayet, n° 21, pour cuisson pratique et économique de plâtre avec la houille, le coke, etc.

426° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Levastre (Jean-Baptiste-Fortuné), à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 64, pour une pile électrique à récipient dite *pile électrique de Levastre*.

427° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leperche (François), représenté par le sieur Bresson, à Paris, rue de Malte, n° 51, pour un système de ferme-persiennes.

428° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ley (Sébastien), mécanicien, à Paris, rue de la Fidélité, n° 2, pour un bec à gaz dit *bec phare*.

429° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Montigny (Antoine-Etienne), mécanicien, représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de robinets économiques à clefs ou bousseaux doubles.

430° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau (Joseph), agronome, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour la fabrication de corps solides durs, rocailleux et graveleur, pour ballast de chemin de fer.

431° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nobles (Milton-V.), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils de ventilation.

432° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nollet (Isidore), fabricant, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 65, pour l'application de la tôle plombée à la fabrication des plaques estampées pour compagnies d'assurances.

433° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pastor jeune (Edouard-Frédéric), filateur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux écharbonneuses.

434° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Polisse (Louis-Marie), fabricant, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 85, pour perfectionnements apportés dans les jupons et dans les cerceaux d'acier employés à leur fabrication.

435° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richard (Félix), opticien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des appareils d'observations multiples ou la connexion de baromètres, mouvements d'horlogerie, thermomètres et boussoles.

436° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sharpe (Edmond), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour un appareil automatique servant à régler le tirage dans les foyers de chaudières à vapeur.

437° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Taylor (William), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un appareil servant à indiquer la pression de la vapeur dans les chaudières et à régler la température dans les bâtiments à bord des navires.

438° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thomas (Etienne), fabricant de cire à cacheter, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication et la coloration des goudrons à bouteilles.

439° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Warner (Hamilton-Shirley), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés au traitement et à la préparation des bagasses et autres substances qui doivent être employées comme combustibles.

440° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Beilliard (Jean-Louis), menuisier, à Paris, rue Neuve-Coquenard, n° 11, pour un système de ferme-porte dit *va-et-vient*.

441° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Riber (Pierre-Ernest-Dominique), à Paris, quai Conti, n° 11, pour engrenage à deux dents applicable aux pompes, machines motrices, compteurs et transmissions de forces.

442° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bonne fils (Henri), horloger, à Paris, rue de Richelieu, n° 56, pour une hélice à ailes flexibles.

443° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouquet (Victor), fabricant de bronzes, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils d'éclairage.

444° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dallot (Jules-Germain-Alexandre), mécanicien, chez le sieur Putignat, à Paris, rue de Dunkerque, n° 11, pour une scie portative à pierre.

445° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Desrousseaux (Eugène), maître de forges, à Givonne, pour un double parachute décollé appliqué à la navigation aérienne.

446° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les

sieurs Dietrich (Carl) et Fieble (Carl), représentés par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un appareil automate pour encoller les fils des chaînes sur les métiers mécaniques.

447° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fassin-Rangé (Jacques), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un mode de démontage des pistolets, revolvers, applicable aux armes à feu en général.

448° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fornay (Jean-Eugène), professeur d'arboriculture à l'école de médecine, à Paris, place Royale, n° 9, pour une étiquette en terre cuite écrite avec une encre indélébile spéciale.

449° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Gaudot (Xavier), rue d'Auvergne, n° 4, à Lyon, pour un appareil destiné à combiner le mouvement à une roue.

450° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gault (Henri), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un genre de serrure à bascule.

451° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Genévrier (Joseph) et Conolly (William), fabricants, représentés par le sieur Marthem, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour des perfectionnements dans les appareils d'horlogerie, sonneries, etc.

452° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gray (Thomas), blanchisseur, représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour perfectionnements apportés à la préparation et au blanchiment du lin, du chanvre et autres fibres végétales (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 avril 1877).

453° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Griffiths (John), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements aux machines à puddler le fer et l'acier (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 26 juin 1877).

454° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Inwards (Charles) et Brooks (Robert), représentés par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un système de boutons indicateurs de la gamme chromatique sur les manches des instruments à cordes.

455° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Le Page (Charles-François), à Paris-Batignolles, rue Tranel, n° 1, pour un genre de niphon émaillé.

456° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Letellier (Émile-Samuel-Philibert), menuisier, à Falaise, pour un outil ou équerre-niveau dit pantéquerre.

457° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 10 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Loiz fils aîné (François-Bené), mécanicien, rue Camélaus, à Nantes, pour un treuil à vapeur applicable aux instruments de culture et autres.

458° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maché (Jean-Baptiste-Engène), employé à la papeterie du Marais, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un procédé propre à obtenir toute la netteté possible dans les filigranes, dessins et marques d'eau en relief et en creux, et machine destinée à coucher le papier.

459° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 oc-

tobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Alpes, par les sieurs Maurel (François) et Médier-Doleron, cultivateurs, à Mane, pour un mode de greffage des arbres, et de la vigne au particulier.

460° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Nivo-Duab aîné (Paul-Émile), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un genre de cadre sans verre.

461° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rodet (Joseph), mécanicien, à Suresne, pour un appareil propre à élever les chaudières à vapeur sans pompe foulante dite pompe alimentaire Rodet.

462° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Savouréau (Jean-Baptiste), sous-chef au ministère de la Maison de l'Empereur (beaux-arts), à Paris, rue Rochechouart, n° 45, pour l'application à la culture d'arbres dits caves artistiques, produisant l'action décolorante de l'absorbant sur les parties vertes des végétaux.

463° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 6 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le chevalier Scarpioni (Gaétan-Savi), représenté par le sieur Tessonici, chimiste domicilié chez le sieur Logeveau, avoué, rue Gaillon, n° 13, à Paris, pour une lampe hydropneumatique hygiénique économique et sa bougie (brevet des États Pontificaux, expirant le 30 septembre 1868).

464° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schultz (Hermann), représenté par le sieur Mahieu, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour une disposition apportée aux trousses de voyage avec papeterie et aux nécessaires à liqueurs.

465° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schmidt (François), fabricant d'horlogerie, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux montres.

466° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schuyler (Isaac-Smith) et Eckel (John-Jordan), représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les fusées à percussion pour l'inflammation des charges de projectiles explosifs de mines et autres.

467° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vautier (Ferdinand), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un four rôtisseur.

468° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weyher (Charles), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour indicateur métallique du niveau de l'eau dans les chaudières à vapeur.

469° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Wickham (Victorine), à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 38, pour un médaillon mobile.

470° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 avril 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Aubert père (Henri-Alphée), mécanicien, à Paris, rue Caspary-Saint-Lazare, n° 11, pour un système de mouton marchant par un moteur quelconque applicable à l'arrosage, au battage des pailles, etc.

471° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1863, à la direction de l'intérieur de l'île de la Réunion, par les sieurs Rhot fils, Routier (Ernest) et Maurice (Pierre), à Saint-Denis, île de la Réunion (colonie), pour l'extraction et l'application industrielle de la matière colorante contenue dans les fèves de cassie.

472° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 décembre 1863, à la direction de l'intérieur de l'île de la Martinique, par le sieur Bour-

dip (Raphaël-Charles), au Lamentin, île de la Martinique (colonies), pour un appareil pneumatique-à-traction de ressort à effet continu applicable, par adjonction, à tous les moulins broyeurs à canne en usage.

473° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Boutodnet (Guillaume), fabricant gantier, à Grenoble, pour un système de coupe de poche de gant.

474° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par les sieurs Brenot (François-Frédéric), teneur de livres, et Beaumont (Jules), soldat au premier régiment d'artillerie, à Alger, pour un système régulateur du tir des pièces rayées.

475° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Canon (Alexandre-François), doreur sur cuir, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard des Capucines, n° 82, pour un appareil diviseur à dorer, couper les vignettes en feuilles d'or, pour moules.

476° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par les sieurs Camille (Anatole), et Alexandre-Félix, mécanicien, le premier, à Germainville, et le second, à Montre-Saint-Pierre, pour procédés de fabrication mécanique des chaînes et des anneaux en fer, en cuivre et autres métaux.

477° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duchêne (Théodore), industriel, représenté par le sieur Bretagne, à Paris, rue Neuve-des-Poissés, hôtel Soufflot, pour support et fixe-abat-jour.

478° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dunn (Thomas), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour perfectionnements dans la construction et l'entretien de la voie permanente des chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 27 juin 1877).

479° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dunn (Thomas), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans la construction de la voie permanente des chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 27 juin 1877).

480° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le sieur Dupré (Jean-Baptiste), mécanicien, à Château-Gontier, pour un système de machines à puiser avec manivelle et volant.

481° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Faure (Annet-Amable), mécanicien, à Paris, rue des Deux-Écus, n° 30, pour une molette couseuse.

482° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Fourlinat (Emile), dessinateur, rue Saint-Jacques, n° 18, à Lille, pour une machine à vapeur rotative à condensation et à détente variable automatique.

483° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Germain (Charles), marchand de fromages, à Paris, rue de la Poterie-des-Halles, n° 21, pour une machine à fabriquer les fromages double crème dits suisses et autres.

484° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gossé (J.-Th.-Jacques), représenté par le sieur Dovivier, rue de Longchamp, n° 15, à Neuilly, pour un système de construction de serrures dans lesquelles la clef n'a pas de panneton et est introduite par le canon de la cadole.

485° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Hanequand-Parmentier, tanneur, au Cateau, pour une machine à purger les cuirs de la chaux qu'ils renferment.

486° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur

Jalouzeau (Alfred-Fauvin), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné de conduite télégraphique souterraine.

487° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Lafosse (Edouard-Jean-Baptiste), marchand ferblantier, à Damville, pour une cafetière à filtre mobile et à infusion.

488° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marshall (James), filateur, représenté par le sieur Mahieux, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, pour perfectionnements aux appareils servant à appliquer des matières collantes ou adhésives aux broches employées dans la filature des cotons et d'autres matières textiles, ainsi qu'à celles servant à lubrifier des broches (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 28 octobre 1877).

489° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mazeline et compagnie et Cody (Pierre-Raymond), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un système de presse à vapeur à multiplicateur hydraulique.

490° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Menevall (Etienne), mécanicien, et la société Albaret et compagnie, représentés par le premier, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 126, pour une machine aratoire à vapeur servant à faire les terrassements, les drainages, les défrichements et la culture des terres arables.

491° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Ozenne (Antoine-Félicissime), mécanicien, à Gamaches, pour un système de machine à battre portative avec manège *ad hoc*.

492° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département d'Indre-et-Loire, par les sieurs Pannier (Alfred) et Duteurtre (Émile), rue des Fossés-Saint-Martin, n° 17, à Tours, pour un système à ressort applicable aux draperies des croisées.

493° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le sieur Samin (Louis), à Saint-Pierre-la-Cour, pour un charbon combustible économique.

494° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Saxby (John) et Farmer (John-Stirson), représentés par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour des perfectionnements dans la construction, l'agencement et la manœuvre des aiguilles et signaux de chemins de fer (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 19 juillet 1874).

495° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schmidt (Edwin) et Pollack (Henri), de la maison Pollack, Schmidt et compagnie, représentés par le sieur Castelbon, à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 15, pour un transporteur sans bruit et une position des points construits de manière à pouvoir s'adapter aux machines à coudre Wheeler et Wilson et à celles établies d'après un système analogue.

496° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Mayenne, par le sieur Simeau (Joseph), teinturier-imprimeur, rue Sainte-Catherine, à Laval, pour un procédé de teinture pour le fil et le coton.

497° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Marne, par le sieur Varney-Morlet (Pierre), carrossier, à Langres, pour un avant-train de voiture avec mouvement à galets.

498° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Bazin (Ernest), à Angers, pour un procédé de conservation et de coloration des bois.

499° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Bazin (Ernest), à Angers, pour application de la lumière électrique à l'éclairage des trains de chemins de fer.

500° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Birglin (Pierre-Ernest), architecte, à Bar-le-Duc, pour tissage mécanique des étoffes à bosses en tous genres par le métier Birglin-Jacquart.

501° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Burlat (Barthélemy), vicaire de la paroisse de Longes, pour un propulseur à double hélice ou à hélices croisées.

502° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Vosges, par le sieur Carré (François), fabricant d'instruments aratoires, à Frenelle-la-Grande, pour application aux charrues d'un fléau levier formant pression sur le sep au moyen de l'attraction de l'attelage.

503° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Chapelier (Albin), à Masnières, pour une machine à assouplir les fils.

504° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Damey (Joseph-Alexis), constructeur-mécanicien, à Dôle, pour une pièce à utiliser dans les machines à vapeur dites *collier coulisse*.

505° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Defever-Donck, négociant, rue de Calais, n° 31, à Dunkerque, pour un moteur automatique.

506° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par les sieurs Degermann père et fils, fabricants de poterie de terre, à Tassenières, pour un système de garnitures isolantes en terre cuite à placer entre les plafonds et les cloisons doubles des appartements.

507° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Dumarest (Joseph), fabricant de rubans, rue Balny, n° 14, à Saint-Étienne, pour un procédé ayant pour objet de teindre en toutes nuances et en même temps un tissu quelconque mélangé de soie de coton.

508° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duverne (François), peintre et doreur sur porcelaine, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour verres et globes pour appareils d'éclairage, armaturés.

509° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Foa (César), négociant, représenté par le sieur Berlan, rue Saint-Martin, n° 3, à Marseille, pour une poudre vinifère.

510° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par les sieurs Gerard (A.) et Lafaye (G.), rue du Palais-Gallien, n° 160, à Bordeaux, pour des perfectionnements dans la préparation des fibres de l'enveloppe de la noix de coco.

511° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquier (Jacques-François), mécanicien, représenté par le sieur Périer, à Paris, rue de Marignan, n° 25, pour un système de filtre à pression.

512° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lambelin (Désiré), représentant de charbonnage, à Paris, rue de Flandre, n° 34, pour un système de barreaux de grille de générateur ou de fourneau quelconque.

513° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par les sieurs

514° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par les sieurs Lecoq et Lecoq (Jules) et Lecoq (Eugène), et Villette (Auguste), mécaniciens, de Saint-Quentin, pour un système d'aspiration de jus et autres matières par pressions hydrauliques.

515° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Limare (Charles), mécanicien-mécanicien, à Fécamp, pour un système destiné à éviter que la pompe ne prenne aucun des axes tournants des machines à battes des graminées.

516° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Lecoq (Michel), placide de l'hôtel de Ville, à Givors, pour un système de machine de

517° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Lecoq (Jacques-François), passementier, rue de la Paroisse, n° 43, à Saint-Etienne, pour la fabrication des rubans et velours brochés et de tissu aux des métiers ayant de deux à soixante navettes.

518° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Ille-et-Vilaine, par le sieur Pécari, négociant, rue de Clisson, n° 2, à Rennes, pour un système de sécurité pour les champs de fer.

519° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Pouges (Joseph), à la Garde, pour un système de rouleau à déplier le blé et le jute de fil.

520° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Frost (Jean-Sylvain), ouvrier linetier, à Morez, pour un système de lison à briser pour lunettes dites vulgairement lunettes à tempes.

521° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bassem (Frédéric), représenté par le sieur Santier, à Paris, rue de la Chaussée d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans le revêtement et la conservation des navires en fer et du fer employé à d'autres usages (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 2 juillet 1877).

522° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Richet (Louis), élisant domicile chez le sieur Faglin-Cardot, maître d'hôtel, à Laon, pour un système de fourniture de bureau.

523° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Vaucluse, par le sieur Roux (Jean), fabricant de papier, à Gagnac, pour perfectionnement apporté dans la fabrication du carton.

524° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Roux (Blaise), potier en verrerie, à Gémenos, pour un système de traverse servant à supporter les rails de chemins de fer dite traverse Roaz.

525° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Strutter (Pierre-Adolphe), tisserand, élisant domicile chez le sieur Demoulin, à Elbeuf, rue de la Bague, n° 54, pour un système de métier à tisser toutes espèces d'étoffes à la main, au pied ou mécaniquement.

526° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Turrel (Jean-Baptiste), mécanicien, boulevard Maritime, n° 3, à Marseille, pour un filtre à mouvement de rotation alternatif applicable à la clarification des cours d'eau.

527° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 jan-

- 532^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Waltz frères (Auguste) et (Christian), selliers, représentés par le sieur Bécodéau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 284, pour un procédé de tannage des cuirs et étupes pour divers usages, sous le n° 15, rue Quincampoix, n° 72, pour des dragées ou la graine de montarde blanchie.
- 533^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Adam (Joseph-Martial), confiseur, à Paris, rue Quincampoix, n° 72, pour des dragées ou la graine de montarde blanchie.
- 534^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bécodéau (Jean-Baptiste), élève d'arts à l'école des mines, à Paris, pour des dragées ou la graine de montarde blanchie.
- 535^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bécodéau (Jean-Baptiste) et Bécodéau (Auguste), élèves d'arts à l'école des mines, à Paris, pour des dragées ou la graine de montarde blanchie.
- 536^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bécodéau (Jean-Baptiste), élève d'arts à l'école des mines, à Paris, pour des dragées ou la graine de montarde blanchie.
- 537^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bécodéau (Jean-Baptiste), élève d'arts à l'école des mines, à Paris, pour des dragées ou la graine de montarde blanchie.
- 538^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bécodéau (Jean-Baptiste), élève d'arts à l'école des mines, à Paris, pour des dragées ou la graine de montarde blanchie.
- 539^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bécodéau (Jean-Baptiste), élève d'arts à l'école des mines, à Paris, pour des dragées ou la graine de montarde blanchie.
- 540^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bécodéau (Jean-Baptiste), élève d'arts à l'école des mines, à Paris, pour des dragées ou la graine de montarde blanchie.

vier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Duponchel et Gosse fils, négociants, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de support pour lampes.

541° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fraser (Alexander-John), manufacturier, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les appareils que l'on applique aux châssis de fenêtres et de portières de voitures pour en opérer le jeu (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 16 juin 1877).

542° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hooibrenk (Daniel), représenté par le sieur Donnville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un appareil propre à la fécondation artificielle des céréales et autres plantes analogues.

543° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hollands (Edwards-Richard), mécanicien, représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements dans les machines à poinçonner, à couper et à emboutir les métaux et autres matières.

544° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hunt (Franklin-Benjamin), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les machines dites *hache-paille*, servant à couper en menu toute espèce de fourrages et de racines.

545° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leclair (Edme-Jean), entrepreneur de peinture, à Paris, rue de la Victoire, n° 36, pour la préparation d'un liquide remplaçant l'huile et l'essence de térébenthine dans la peinture en bâtiments et décors et d'un vernis approprié à ce genre de peinture.

546° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par le sieur Lemareschal (Eugène), coutelier, rue Saint-Pierre, n° 13, à Versailles, pour un petit instrument dit *manche à gigot étan*.

547° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Lemasson fils (Alfred-Ernest), rue Impériale, n° 108, à Rouen, pour une étagère renfermant une table.

548° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lewis (Jean-Everitte), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une essoreuse-lainoir.

549° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mondet (Xavier), marchand de peaux, et Quelle (Eugène), négociant, représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour semelles dites *tapiss-fourrures imperméables*, en peau de mouton vernie sur chair.

550° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nobel (Louis), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des canons, cylindres et autres pièces de même nature (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 décembre 1877).

551° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Ollé (Hippolyte), carrossier, à Agen, pour un système de cric à lever les voitures, etc.

552° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Orenge (Gustave), négociant-commissionnaire, représenté par le sieur Claës, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, pour une disposition d'étiquettes de commerce.

553° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le

sieur Petitthory fils aîné (Jules), teinturier, à Clairegoutte, pour un système de teintures.

554° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ramsome (Frédéric), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour des perfectionnements dans la fabrication de la pierre, du ciment ou plâtre, et dans le traitement du bois de construction.

555° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Raynaud (François), serrurier-mécanicien, rue Sainte-Cécile, n° 120, à Marseille, pour un électro-moteur.

556° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Tinard (Victor), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements apportés aux appareils d'éclairage de la scène des théâtres.

557° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weil (Alfred), fabricant bijoutier-joaillier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 25, pour une épingle bijou pour cheveux.

558° Le brevet d'invention, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bailey (John-Auguste) et Speed (John-James), représentés par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour des perfectionnements dans le recouvrement ou l'isolement des fils métalliques télégraphiques et autres et dans les dispositions employées à cet effet (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 14 décembre 1877).

559° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Barbry (Désiré), blanchisseur de toiles, à Steenwerck, pour un système de séchoir pour les toiles blanches.

560° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, par le sieur Baudry (Jean-Baptiste), à Croisilles, pour décortiqueur-blutoir de noir animal.

561° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Berthelot (Nicolas), mécanicien, rue de Croncels, n° 21, à Troyes, pour un fournisseur conique s'adaptant aux métiers à bonneterie.

562° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bertinetti (Pierre), représenté par le sieur Dufour, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un système perfectionné pour la construction des projectiles porte-corde ou de sauvetage.

563° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Clément (Desormes-Alphonse), quai Castellane, n° 20, à Lyon, pour un moyen de faire serrer les freins des voitures des chemins de fer à l'aide d'un cylindre à vapeur.

564° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupré (Hubert), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 49, pour un procédé servant à extraire les matières fibreuses de tous les végétaux pour en obtenir un produit textile dit *soie végétale*.

565° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Fleuryman (Jeannette), négociante, représentée par le sieur Cadiot, élisant domicile à Paris, rue Saint-Etienne, n° 5, pour un jupon-crinoline dit *jupon-crinoline universel*.

566° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Fomaine (Félix), rue des Capucins, n° 18, à Lyon, pour fabrication des velours façonnés dits *velours fine toile*.

567° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur

Gerin (Alexandre), cours de Brosse, n° 8, à Lyon, pour machine motrice à vapeur à mouvement rotatif.

568° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Hallié, allées d'Orléans, n° 10, à Bordeaux, pour une machine dite *bonificateur de café*.

569° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Harding (Georges) Rogers, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour des perfectionnements dans les moyens de transmission de la puissance sur les chemins de fer atmosphériques, c'est-à-dire marchant par le vide et la pression de l'air (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 mai 1877).

570° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Ivon, rue Sainte-Hélène, n° 20, à Lyon, pour un clavier réducteur et transportable applicable à tous les instruments à clavier.

571° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jannet (Edouard), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de fabrication de dallage et de carreaux céramiques.

572° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jourdan (Ernest), à Paris, rue de Berlin, n° 35, pour un appareil dit *photomètre*, ayant pour objet de favoriser la combustion des gaz servant à l'éclairage.

573° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Lambin et compagnie, fabricants d'armes, représentés par le sieur Bonnevillie, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour des poignards mobiles s'ajustant sur pistolets-revolvers et autres, à cartouches et à piston.

574° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Leroi, rue de Wetz, à Douai, pour une broyeuse avec son écangue pour la préparation du lin.

575° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture département de la Seine, par les sieurs Michaëlis et Lubino, négociants, représentés par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre de porte-monnaie, portefeuille, trousse et autres articles analogues avec fermoir à double effet.

576° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Morias (Émile-François), directeur aux carrières de la Folie-Nanterre, pour un instrument de géométrie dit *triangulateur*.

577° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Myers (Edward) et Forbes (Hugh), représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés dans la propulsion et la direction des navires (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 8 juillet 1877).

578° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Petit-Jean (Hippolyte), coutelier et armurier, à Mâcon, pour perfectionnements ajoutés au système de persiennes en fer à lames mobiles, pour lequel il a pris un brevet de quinze ans, le 12 mai 1877).

579° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Philibert (Jean-Marie), quai de l'Hôpital, n° 2, à Lyon, pour un moteur appliqué aux voitures.

580° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pitancier (Germain), fabricant de produits chimiques, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des papiers.

581° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 6 jan-

582^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Post (Jared-Vilson), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 20, pour un composé imperméable applicable aux étoffes et tissus.

583^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Baffon (François-Marie), chocolatier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une broyeuse à chocolat automatique dite système Ricordeau.

584^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sauret (Hippolyte), à Paris, rue du Four-Saint-Honoré, n° 12, pour application du mica effeuillé.

585^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Valentyns et Vanderplaetsen, fabricants de gants, représentés par le sieur Castelbon, à Paris, passage des Petites-Écuries, n° 15, pour des perfectionnements apportés aux gants épousés pour la couture de la ganterie.

586^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Violas (Louis-Eugène), horloger, à Paris, rue Saint-Maur, n° 113, pour un système de seconde dite seconde Violas.

587^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Villart (Auguste-Antoine) et Gavillet (Jean-Daniel), le premier, rue Frileuse, n° 20, à Genilly, le second, à Paris, rue des Douze-Portes, n° 1, pour un moteur à mouvement perpétuel marchant au moyen de poids.

588^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Yge (Desiré-Edouard-Aimable), journalier, à Paris, passage Saint-Nicolas, rue Drouin-Quintaine, n° 7 (ancienne Villelte), pour chevaux de bois mouvants à la mécanique.

589^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Amalbert (Marius-Joseph), docteur en médecine, place d'Aix, n° 1, à Marseille, pour un procédé de conservation des fruits à l'aide de la gomme et de la chaux.

590^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société L. Amour et Raynal, négociants en chapellerie, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de chapeau feutre souple à bord consolidé.

591^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Charpentier (Paulin-Amédée) et Ferrier (Denis-Victor-Eugène), horlogers, représentés par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 8x, pour la confection de montres dites Nuremberg et Parisiennes.

592^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goppo (Giuseppe-Matteo), représenté par le sieur Braudon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication mécanique des chapeaux en feutre.

593^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gordier (Louis-Henri), curé, chez le sieur Blin, à Paris, rue Saint-Sauveur, n° 93, pour un mécanisme dit la remonteuse, applicable à l'industrie en général et à l'horlogerie en particulier.

594^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Duchemin (Louis-Marie), conducteur de travaux, représenté par le sieur Fouché, à Paris, rue du Chaume, n° 6, pour un système de signaux automoteurs sur les chemins de fer manœuvrant par le passage des trains et protégeant leur libre circulation pendant tout leur parcours au moyen d'indications télégraphiques.

595^{bis} Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 jan-

594° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Frappier (Charles-Marie-Joseph), mécanicien, et Le Bassac (François-Théophile), bijoutier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 13, pour un porte-mousqueton à double effet.

595° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Friedlander (Marritz), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour une machine perfectionnée à espader et serancer les étoffes.

596° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Geiger (Joseph), fabricant de tubes, quartier des Moulins, à Lille, pour un régulateur de machine à vapeur.

597° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par la société Hartmann, Reichard et compagnie, à Erstein, pour des dispositions perfectionnées de préparation par gros rubans.

598° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hizzel (Henrich), professeur de chimie, etc., représenté par le chevalier Schwartz, à Paris, rue Laflitte, n° 21, pour un mode perfectionné d'extraction substantielle des parfums et essences de fleurs, aromates, graines, etc.

599° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Inglesfield (Edward-Augustin), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les appareils pour monter, et servir les canons de la marine et des fortifications (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 1^{er} décembre 1877).

600° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jeanne (Jules-Antoine), conducteur des ponts et chaussées, élysant domicile chez son père, rue de Neuilly, n° 15, à Suresnes, pour un appareil à épuiser l'eau dit pompe Jeanne.

601° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par l'abbé Jeannon (Louis-Michel), à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 74, pour un régulateur ou balancier de torsion propre au réglage des horloges.

602° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jeffreys (Richard-Lowther), représenté par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans la fabrication des persiennes ou jalousies.

603° Le brevet d'invention de dix ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Kirchmeyer (Henri), dessinateur-mécanicien, à Dijon, pour un système de robinet à soupape.

604° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Vendée, par le sieur Landois (Jean-Hippolyte) et la dame Landois (Marguerite Roux), sa femme, à la Chaize-Giraud, pour un procédé propre à extraire l'or brillant de ses mines.

605° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Laville, Petit et Crespin, à Paris, rue Simon-LeFranc, n° 8, pour l'application, à l'intérieur des coiffures pour hommes, d'un appareil d'aération dit *atirifère*.

606° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société N. Legendre et Davenière, fabricants de tulle, représentés par le sieur Leblanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication du tulle, de la blonde, de la dentelle, etc.

607° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Loiseau (Émile), négociant, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, pour un jupon à ressorts dont les ressorts tiennent au jupon par des

boutons ou des agrafes passant dans des trous garnis d'œillets ou boutonnières faits au jupon.

608° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laine (Nicolas-Joseph), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication des verres ou cheminées pour appareils d'éclairage.

609° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurel (François), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un genre d'abat-jour incombustible pour toutes cheminées d'éclairage.

610° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Merat (Blaise), fabricant, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une canne-pipe.

611° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente, par le sieur Pairemaure (Lucien), fabricant de tuiles, à Pillac, pour une tuile plate avec nervures et double recouvrement.

612° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richards (Walter-Davis), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux machines à coudre.

613° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Saesrez (Frédéric), maçon, à Rathel, pour un appareil de chauffage.

614° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Tazavillain, constructeur, à Anzin, pour un générateur tubulaire vertical à foyer fixe avec retour de flamme et corps cylindrique amovible.

615° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Terrien (Charles-François), horloger-mécanicien, à Paris, impasse Fessart, n° 4, (19^e arrondissement), pour une cafetière à vapeur à siphon libre dite *cafetière américaine* ou du *planteur*.

616° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vandenbroucke (Édouard), fabricant, à Paris, rue de Strasbourg, n° 14, pour un foyer furnivore et réfracteur.

617° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zacherl (Joham), négociant, représenté par le sieur Marrhem, à Paris, rue de l'Ecliquier, n° 18, pour des produits insecticides.

618° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par les sieurs Alibert (Joseph), Chevenier (Jean-Marie), Vanel (Jean) et Deschamps (Laurent), représentés par le sieur Berlan, à Marseille, rue Martin, n° 3, pour la solidification du gypse à l'effet d'obtenir l'imitation des marbres.

619° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Belet (Michel), brasseur, représenté par le sieur Millané, rue de la Charité, n° 33, à Lyon, pour un tonneau garni de feuilles métalliques à l'intérieur dit *tonneau Belet*.

620° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bellavoine van Campenhout (Eugène-Félix), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 26, pour un système de reliure mobile.

621° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Berger (Jean), route de Saint-Cyr, n° 8, à Lyon-Vaise, pour un four de campagne.

622° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur

Bernard (Jacques), chef d'atelier, au quartier Gaillard, à Saint-Étienne, pour une lampe de mine dite *lampe de sûreté*, ne pouvant s'ouvrir sans s'éteindre.

623° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Besson (Paul-Émile-Alfred), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un système propre à diminuer la force nécessaire à la traction des wagons sur les chemins de fer.

624° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boittelle (Alexis), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé de carbonisation des bois pour mines, chemins de fer, etc.

625° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Bossuet (Émile), coiffeur, rue Bouffard, n° 33, à Bordeaux, pour un système de perçure de précision sans couture.

626° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Bouchez (Edouard), fabricant de tuyaux, à Notre-Dame-aux-Bois, pour un procédé de fabrication économique de collets ou emboîtements pour tuyaux en terre de drainage et autres.

627° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brémont (Hypolite-Joseph), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un procédé d'imitation des marbres.

628° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bryois (Henri-Léon), employé à la cour des comptes, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour un sténographe imprimeur et ses applications à la télégraphie, à la typographie, etc.

629° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par le sieur Canel-Cruveillé, lithographe, à Nîmes, pour une presse lithographique.

630° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cheetham (William-Thomas), dessinateur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour perfectionnements apportés aux roues hydrauliques (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 15 juillet 1877).

631° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cogent (Laurent), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, pour un appareil à noyer les coutures en lanières des courroies de transmission et percer les trous mécaniquement.

632° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Courtasse (Émile), boulevard Barron, n° 31, à Marseille, pour un système de pavage.

633° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Grandjean (Auguste), rue Sainte-Hélène, n° 12, à Lyon, pour un appareil destiné à mesurer le temps à l'aide des vibrations des verges et de l'électricité ou diaphanité électro-halistique.

634° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guérand (Modeste), fabricant de clefs de montres, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une clé-barrette de montre à encliquetage perfectionné.

635° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meuse, par le sieur Guyot (Gustave), négociant, à Bar-le-Duc, pour un appareil dit *assoupleuse* et pour les tricotés et tissus qui en résulteront.

636° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 jan-

1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hauterive (Jules), négociant, à Paris, rue Pierre-Levée, n° 13, pour la fabrication de travaux en feutre dits *asphaltiques*.

637 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Dordogne, par le sieur Lasvigne (François), conducteur, à Salignac, pour une machine dite *machine Lasvigne*.

638 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Lepia (Marie-Céleste-Léopoldine), à Paris, rue Saint-Paul, passage Saint-Louis, n° 3, pour un genre de chapeau de femme.

639 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lenoire (Jules), à Paris, rue Saint-Paul, n° 54, pour un genre de verre applicable à tous les systèmes d'éclairage.

640 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Millant (Antoine), à Paris, rue Jessaint, n° 6, pour un traversin hygiénique à cou-

641 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par les sieurs Naudin (Pierre) et Moser (Louis-Florent), vétérinaires, rue des Chantiers, n° 56, à Versailles, pour un crampon mobile destiné à assurer la marche des chevaux sur la neige, la glace, le verglas et les terrains glissants.

642 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Perceyron (André), armurier, rue de Valbenoîte, n° 9, à Saint-Etienne, pour un système de coup précipité et coup armé et d'une fermeture applicables au pistolet-révolver et à toutes autres armes à feu dites *révolvers*.

643 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Raquin (Jacques-Henri), fabricant de bijoux dorés, à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 14, pour un système de coulant de cravates.

644 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schenks (Charles-William), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils servant à la pose des cadres électriques.

645 Le brevet d'invention de quinze ans dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Seigner aîné (Ferdinand-Joseph), fabricant de porte-monnaie, représenté par le sieur Rappoport, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de décoration des porte-monnaie, escarcelles et autres articles de maroquinerie.

646 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Verrière (Louis), tailleur, faisant domicile chez le sieur Dantregas, à Paris, rue de Provence, n° 3, pour un bloc économique propre à l'extinction des allumettes.

647 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Bas-Rhin, par le sieur Wohl (Joseph), serrurier-mécanicien, à Strasbourg, pour une machine à pression dite *machine à tamponner J. Wohl* ou *tamponneur J. Wohl*.

648 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par le sieur Barbat (Louis), imprimeur lithographe, rue de l'Hôtel-de-Ville, n° 9, à Châlons-sur-Marne, pour perfectionnements apportés à un appareil de fermeture d'égoûts pour lequel il a pris, le 23 février 1863, un brevet d'invention de dix ans.

649 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bédard (Prosper-Théodore), fabricant, à Paris, rue du Temple, n° 191, pour un appareil de toilette et de santé dit *douchette interne*.

650 Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société

Bertrand, Kaulek fils et Basy, constructeurs de machines, à Paris, rue Neuve-de-Ménilmontant, n° 18, pour une machine destinée à mélanger et agiter les liquides, les pâtes et les matières granuleuses.

651° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boutet (Eugène), à Paris, rue Saint-Louis-au-Marais, n° 16, pour une machine automotrice (agents : air et eau) système Eugène Boutet, destinée à remplacer les machines à vapeur.

652° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Eure-et-Loir, par le sieur Brochaud (Louis-Cyprien), au Mousseau, commune de Lèves, pour un appareil propre à détruire les mouches dit *muscaticide*.

653° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Brunaud (Victoire Pommier), fabricante de fournitures pour sages-femmes, à Paris, rue de l'Hôtel-Colbert, n° 9, pour une pompe à lait.

654° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Carbonnier-Vassal (Adolphe), tapissier, à Blois, pour un système mécanique pour tenture dit *système Carbonnier*.

655° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chappelier (Marie-Joseph-Firmin), élisant domicile à Paris, rue de Rivoli, n° 64, pour un appareil de jardinage dit *tuteur-dresseur*.

656° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chatel jeune (François-Alfred), manufacturier, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans la fabrication des robinets pour conduite de gaz, vapeur ou liquides.

657° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Cantal, par le sieur Chavanon (Charles-Étienne-Honoré), entrepreneur de travaux publics, rue du Rien, à Aurillac, pour une machine à fabriquer des briques dite *machine à pilon compresseur mobile*.

658° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs de Corvin-Kamienski (Nicolas) et Pazdzierski (Charles), élisant domicile chez le premier, à Paris, rue de Berlin, n° 21, pour un système de lance à l'usage de l'armée, dite *lance à feu*, avec ou sans fusée, applicable à la faux.

659° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Desrousseaux-Hubert (Eugène), maître de forges, à Givonne, pour un procédé de dilatation, par la chaleur, de l'air comprimé, à l'effet d'augmenter la puissance des machines à air chaud.

660° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Desrousseaux-Hubert (Eugène), maître de forges, à Givonne, pour un ballon cylindro-conique à hélice avec machine à air comprimé et chauffé ensuite dans un foyer *ad hoc*.

661° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Friedrich (Otto), fabricant, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de trousse de voyage et autres objets analogues.

662° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gillet de Thorey (Bernard-Prosper), à Paris, Grand hôtel d'Orléans, rue de Richelieu, n° 17, pour un casier métallique servant à remplacer les rouleaux de papier contenant les pièces d'or et d'argent dit, pour l'or, *krasothèque*, et pour l'argent, dit *argirothèque*.

663° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goussaire (Jean-Baptiste), fabricant de carcasses de chapeaux de dames, représenté

par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un genre de calottes pour chapeaux et capotes de dames, etc.

664° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Henry (Omer), imprimeur-éditeur, à Paris, rue des Vinaigriers, n° 62, pour un système de découpage appliqué aux bordures imprimées et estampées.

665° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Imbert (Antoine), élisant domicile chez le sieur Jean, à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 9, pour la fabrication ou la construction des mouvements de va-et-vient produits par deux machines à vapeur se mouvant en sens inverse.

666° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Leur (Jean-Baptiste-Dieudonné) et Juch (François-Georges), chimiste, à Paris, le premier, route d'Italie, n° 112, et le second, rue Dauphine, n° 4, pour la fabrication de l'acide stéarique.

667° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marie (Louis-Jean), représenté par le sieur Herpat, à Paris, rue Montmartre, n° 31, pour un genre de fausset à fermetures mobiles remplaçant les robinets.

668° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marlette (Furey-Amédée), serrurier-mécanicien, à Paris, rue Pradier (Belleville), n° 23, pour un système d'agrafe dite *agrafe-crinoline*.

669° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mathew (John), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans la construction des batteries pour vaisseaux, ports et autres défenses.

670° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parod (Ernest-Ulysse), mécanicien, à Paris, rue de Popincourt, n° 16, pour un appareil à faire le vide dit *condenseur automatique* et des moyens propres à produire le vide et la condensation.

671° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe-Dorléans, représenté par le sieur Herpat, à Paris, rue Montmartre, n° 31, pour un verre de lampe dit *verre elliptique côtelé*.

672° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Revel aîné et compagnie, fabricants de rubans, à Saint-Étienne, rue Gerentet, n° 6, pour un mécanisme appliqué aux métiers de rubans ou d'étoffes, propre à obtenir le garnissage et le lustrage du tissu.

673° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Robert de Massy père et fils, distillateurs, élisant domicile chez le sieur Froger, à Paris, rue Culture-Sainte-Catherine, n° 36, pour un procédé propre à produire de la baryte et de la strontiane.

674° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Robert de Massy père et fils, distillateurs, élisant domicile chez le sieur Froger, à Paris, rue Culture-Sainte-Catherine, n° 36, pour la fabrication et le raffinage des sucres et des mélasses au moyen de la baryte et de la strontiane.

675° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par les sieurs Roman et compagnie, négociants, place de la Banque, n° 4, à Nîmes, pour l'application de l'acide picrique cristallisé sur les étoffes de laine brochées.

676° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Tessier et Pelletier, fabricants de lampes, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un bec perfectionné de lampe de pétrole.

677^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Wild et Zindel, manufacturiers, à Mulhouse, pour un tissu dit *foulardine*.

678^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Bardet (Germain-Honoré), vigneron, à Arlay, pour un engrais propre à la culture de la vigne, des prés, des champs et des jardins, dit *engrais Bardet*.

679^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Barraud (Lucien), rue Sainte-Catherine, n° 268, à Bordeaux, pour un système de pompe.

680^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bastard (Jean-Etienne-Alfred), banquier, représenté par le sieur Mahou, à Paris, avenue de la Santé, n° 2, pour un procédé de fabrication de la bière.

681^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bergès (Laurent-Arnaud-Aristide-Marcellin), fabricant de papier, représenté par le sieur Thirion, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 95, pour perfectionnements apportés à la fabrication de la pâte de bois et son emploi dans la papeterie.

682^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bignon (Jean-Claude), négociant, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux entonnoirs.

683^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Blondel (Pierre-André), mécanicien, à Déville-les-Rouen, pour un système de robinets, valves ou clapets à distribution roulante.

684^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bon (Pierre-Jérôme), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Guesnon, à Paris, rue d'Anjou-Dauphine, n° 4, pour un système de marteau à rhabiller les meules.

685^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Borgatta (Jean-Baptiste), mécanicien, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un levier de mouvement de deuxième genre et ses applications mécaniques (brevet italien de quinze ans, expirant le 26 juin 1878).

686^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 29 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Boyd (John), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés aux appareils pour la fabrication des lisières d'imitation (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 25 juillet 1877).

687^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Brunet (Victor-Jacques), chocolatier-confiseur, à Paris, rue du Temple, 71, pour des pastilles, boules, perles et sucre d'orge de gomme ou miel.

688^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chameroi (Edme-Augustin), fabricant de tuyaux, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 162, pour divers procédés permettant d'extraire des conduites les matières encombrantes.

689^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dancart (Ferdinand), représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, pour frein Dancart force facultative, à isolement, pour chemin de fer.

690^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Allier, par le sieur Desarmagnac (Lazare-Charles), plombier, à Vichy, pour perfectionnements dans les appareils inodores.

691^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 29 jan-

vier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Dollfus, Miege et compagnie, manufacturiers, à Mulhouse, pour des perfectionnements apportés aux planchettes des machines à parer et aux planches d'emboitage des métiers Jacquart.

692° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Dubamel (Hippolyte), chemin de Toulon, n° 51, à Marseille, pour un système de boîtes d'essieux à rouleaux mobiles, applicable à toutes les voitures.

693° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 28 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Emmenecker (Antoine), fileur de coton, à Mulhouse, pour un système de rouleaux nettoyeurs ou de propreté pour les métiers à filer.

694° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Espirat (Antoine), ferblantier, à Marseille, rue Papère, n° 5 et 6, pour un filtre.

695° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Glazard (Laurent), négociant, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un système perfectionné d'attelage des chevaux.

696° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jumeau (Armand-Athanase), charron, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour un système de charrie perfectionnée.

697° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Larousse (Justin-Alphonse), menuisier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une caisse à développement pour arbustes, plantes, etc. dite *caisse Larousse*.

698° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par les sieurs Laurent frères, manufacturiers, à Plancher-les-Mines, pour un four destiné à recuire la fonte malléable.

699° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Legrand (Félix), manufacturier, à Fallon, pour un four en fonte à cuire le pain.

700° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leonard (Frédéric), chez le sieur Honoré Jacquault, à Paris, boulevard des Batignolles, n° 30, pour un propulseur pour les navires.

701° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maurin (Charles-Jean), fabricant de billets pour chemins de fer, Grande-Rue, n° 14, à Saint-Maurice, pour une forme de billet de chemins de fer.

702° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Royer (Onésime-Ferdinand), à Précy-Notre-Dame, pour application d'un procédé géométrique à la coupe des chemises (parfait chemisier).

703° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Sanges (Léon), architecte, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, pour une détente à niveau et à signal automatique applicable, comme organe de sûreté, aux chaudières, cuves et récipients destinés au chauffage continu des liquides.

704° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schmidt (Armand-Joseph-François) et Noulhier (Louis-Paul-Auguste-Etienne), à Paris, boulevard du Mont-Parnasse, n° 101, pour un système de filtre à café.

705° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 27 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Vacher (Jean), fabricant de battants, à Saint-Étienne, rue Passerat, n° 16, pour nn

vier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roch (Eugène), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 37, pour titre de *Journal de chaque semaine d'illustration à chaque numéro*.

733° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouff (Abraham), fabricant de jouets, à Paris, cour des Petites-Écuries, n° 10, pour un tambour jouet mécanique.

734° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Soballer (Constant), préparateur de chimie, à Mulhouse, pour la préparation du ferro-cyanure d'ammonium.

735° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schumann (Christophe), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un rouleau propre à imiter les bois par la peinture de l'huile.

736° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Truelle (Jean-Baptiste-Auguste), à Pont-Audemer, pour un collier à rétraction pour le dressage de la race canine.

737° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vatin-Thiery (Émile-Louis-Joseph), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 82, pour des moyens de fabrication de tous genres de tasses avec le métier Jacquart.

738° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Ballouhey (Joseph), manufacturier, à la Rochère, pour la vitrification de la poterie, des tuiles, briques, et de toute terre employée dans les arts.

739° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Bizeul (Léon), à Blain, pour une composition de marbre en mosaïque.

740° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Hautes-Alpes, par le sieur Biset (Jules-Joseph), chef de station des lignes télégraphiques, à Gap, pour un appareil télégraphique de rappel.

741° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la sieur de Bourrouse de Laffore (Timoléon), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une clef défensive à anneau articulé.

742° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame veuve Catenot (Élise-Béranger), à la Mulatière, pour un système de levier-cargo H. Catenot, destiné à préserver les mécanismes des ponts à bascule de chemin de fer.

743° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clark (Alexandre), fabricant de jalousies, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les volets, jalousies et stores tournants et se repliant sur eux-mêmes, ainsi que dans les appareils propres à leur fabrication (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 18 juillet 1877).

744° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Daneck et compagnie, représentés par le sieur Perier, à Paris, rue de Malignan, n° 25, pour un filtre à compartiments.

745° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Delay (Sébastien), maître de verrerie, à Rive-de-Gier, pour un procédé servant à braser l'embochure des bouteilles.

746° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desjardins (Louis-Charles-Abraham), peintre sur verre, à Paris, rue de Paris (Belleville), n° 23, pour tableaux et médaillons de cimetière.

747^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Estienne (Edouard-Marie-Eugène-Félix), employé des lignes télégraphiques, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 103, pour un genre de fermoir pour porte-monnaie, albums, etc.

748^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fomillet (Ferdinand-Marie), représenté par le sieur Droyden, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des perfectionnements dans les porte-mousquillons.

749^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Grandjean (Émile), horloger, à Fumay, pour une machine à additionner dite *additionneur Grandjean*.

750^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Henon-Hénon (Jean-Baptiste), fabricant de ferronnerie, à Joigny, pour un procédé de fabrication de poutrelles à olive rivées ou soudées d'une seule pièce.

751^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Husset (Isidore), fabricant de chaussures, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication de la chaussure.

752^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Lightfoot (Thomas), Powell-Barnes (Georges) et Lightfoot (John), représentés par le sieur Zacharie, rue de Jarente, n° 29, à Lyon, pour des perfectionnements dans la manière de fixer les couleurs sur les tissus ou sur les matières fibreuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 janvier 1878).

753^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maillet (Jules-Théodore-Anatole), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour l'application de rubans métalliques aux appareils élévatoires et aux appareils de traction.

754^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Marlier (Pierre-Jean-Alexandre), menuisier-mécanicien, à Beaufort, pour une cheminée ventilateur applicable aux batteuses.

755^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Louis-Émile-Constant), chimiste, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des appareils perfectionnés à alimenter d'eau les chaudières à vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 janvier 1878).

756^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mesnard (Auguste), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de garniture métallique hélicoïdale.

757^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Naudin (Laurent-Stanislas), balancier-mécanicien, à Rouen, rue de la Savonnerie, n° 27, pour une soudure dite *soudure Naudin*.

758^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piat (Eugène-Frédéric), sculpteur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de garniture intérieure de cheminée, avec chenets à usages multiples dite *chenets-moines garde-feu*.

759^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Poilaillon (Alexandre), rue de la Charité, n° 86, à Lyon, pour un système de caniveau spécial à la télégraphie souterraine.

760^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pontoise (Jacques-Théodore), brigadier maréchal ferrant au troisième régiment d'ar-

procédé économisant un grand nombre de fils de la chaîne, applicable à tous les tissus en général fabriqués à une ou plusieurs pièces à la fois.

706° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 20 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Valet (Pierre), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une lampe perfectionnée pour l'éclairage à l'huile de pétrole, etc.

707° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Vigau (Ferdinand-Jules), médecin-vétérinaire, au Havre, rue Casimir-Périer, n° 20, pour un appareil capillaire d'alimentation pour lampes ou pour tout autre usage.

708° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bailey (John et William-Henri), mécaniciens, représentés par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour un appareil destiné à prévenir les explosions des chaudières à vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 30 juillet 1877).

709° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Canouil fils (Charles-Maurice-Paul), représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, pour un réveil de sûreté à explosion.

710° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Chapellier (Clair-Jérôme), négociant, et (Charles-Étienne), forgeron, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour un système de tuyère pour forges.

711° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, représentée par le sieur de Gayffier, directeur, à Paris, rue Montholon, n° 28, pour un perfectionnement apporté aux robinets à gaz.

712° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, représentée par le sieur de Gayffier, directeur, à Paris, rue Montholon, n° 28, pour un robinet à rodage perfectionné.

713° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Desforges frères (Hilaire et Constant), négociants, Sonnet (Eugène-Charles), mécanicien, et Vangeon (Narcisse-Adolphe), employé des lignes télégraphiques, à Paris, les deux premiers, boulevard de Sébastopol, n° 4, le troisième, boulevard de la Chopinette, n° 14, et le quatrième, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 189, pour un gril dit *gril des gourmets*.

714° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Desplas (Henri), constructeur-mécanicien, à Elbeuf, rue des Traités, n° 8, pour un appareil dit *galet crocheteur et presseur Desplas*, propre à acrocher toute espèce d'étoffes.

715° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Devisme (Louis-François), arquebusier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système perfectionné de balles foudroyantes pour la chasse des grands animaux, de la baleine, etc.

716° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par les sieurs Druneau (Henri), ferblantier-pompier, et Laidet aîné (Pierre), poulieur, le premier, rue du Bouffay, n° 3, et le second, Petite rue de Launay, n° 4, à Nantes, pour une pompe à double aspiration propre à l'épuisement des navires.

717° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Goodman (Joseph), représenté par le sieur Gilbec, à Paris, rue de la Fidélité, n° 10, pour des perfectionnements dans la construction des vélocipèdes et de leurs roues, applicables

également à d'autres voitures (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 21 mai 1877).

718° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guionvar (Eugène-Alphonse), graveur-estampeur, à Paris, rue du Temple, n° 117, pour un système de pression à ressort de support mobile d'abat-jour.

719° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Herbillon (Guillaume), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, pour des perfectionnements apportés à la disposition des générateurs à vapeur.

720° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Isabel (Amand-Antoine), à Paris, rue Montmartre, n° 109, pour un pince-cigarette.

721° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Jackson et compagnie, représentés par le sieur Sautter, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, pour perfectionnements dans les procédés de moulage des métaux.

722° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Jeunehomme-Dounet (François-Auguste), feronnier, à Cons-la-Grandville, pour un procédé de fabrication des douilles de lanterne d'une seule pièce en fer laminé.

723° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Lefèvre (Auguste), mécanicien, à Lille, rue de Paris, n° 19, pour une disposition de soupapes d'aspiration et de refoulement dans les pompes verticales et horizontales, à double ou simple effet, foulantes et aspirantes.

724° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 30 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Lépine (Ferdinand), place des Terreaux, n° 15, à Lyon, pour l'application aux étoffes de soie des ourlets collés avec du caoutchouc.

725° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lyon (Jules-René), représenté par le sieur Lavialle, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 29, pour un procédé de conservation des substances animales et végétales.

726° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marie (Louis-Jean), plombier, représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Montmartre, n° 31, pour un système de fermeture mobile remplaçant tous genres de robinets.

727° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Mayer (Caroline), à Paris, avenue des Champs-Élysées, n° 65, pour un plateau réflecteur pour lampes.

728° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 18 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département d'Alger, par le sieur Michel (François), jardinier, au Frais-Vallon, commune d'Alger, pour une ruche à miel.

729° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Monney (Charles-Amédée-Achille), capitaine au neuvième régiment d'infanterie de ligne, élisant domicile chez le sieur Rabilloud, quai Saint-Antoine, n° 25, à Lyon, pour un système de brochettes à décorations.

730° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Perrin (Antoine), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 53, pour un sac-tapis-manteau.

731° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 21 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Robert (Pierre), coiffeur, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour une marque de jeu de billard.

732° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 jan-

vier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roch (Eugène), à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 37, pour titre de *Journal* changeant d'illustration à chaque numéro.

733° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rouff (Abraham), fabricant de jouets, à Paris, cour des Petites-Écuries, n° 10, pour un tambour jouet mécanique.

734° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Soballes (Constant), préparateur de chimie, à Mulhouse, pour la préparation du ferro-cyanure d'ammonium.

735° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 22 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Schwamm (Christophe), représenté par le sieur Bavel, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour un remède propre à imiter les bois par la peinture de l'huile.

736° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 26 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Eure, par le sieur Truelle (Jean-Baptiste-Auguste), à Pont-Audemer, pour un collier à rétraction pour le dressage de la race canine.

737° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vatin-Thiery (Emile-Louis-Joseph), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 62, pour des moyens de fabrication de tous genres de tissus avec le métier Jacquart.

738° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Ballouhey (Joseph), manufacturier, à la Rochère, pour la vitrification de la poterie, des tuiles, briques, et de toute terre employée dans les arts.

739° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-inférieure, par le sieur Bizeul (Léon), à Blain, pour une composition de marbre en mosaïques.

740° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 17 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Hautes-Alpes, par le sieur Bizet (Jules-Joseph), chef de station des lignes télégraphiques, à Gap, pour un appareil télégraphique de rappel.

741° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Bourouisse de Laffore (Timoléon), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour une clef défensive à anneau articulé.

742° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par la dame veuve Catenot (Élisa-Béranger), à la Mulatière, pour un système de levier-calage E. Catenot, destiné à préserver les mécanismes des ponts à bascule de chemin de fer.

743° Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Clark (Almander), fabricant de jalousies, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour perfectionnements dans les volets, jalousies et stores tournants et se repliant sur eux-mêmes, ainsi que dans les appareils propres à leur fabrication (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 18 juillet 1877).

744° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Danek et compagnie, représentés par le sieur Perier, à Paris, rue de Maignan, n° 25, pour un filtre à compartiments.

745° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Delay (Sébastien), maître de verrerie, à Rive-de-Gier, pour un procédé servant à braser l'embouchure des bouteilles.

746° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desjardins (Louis-Charles-Abraham), peintre sur verre, à Paris, rue de Paris (Belleville), n° 21, pour tableaux et médaillons de ciments.

747^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Estienne (Edouard-Marie-Eugène-Félix), employé des lignes télégraphiques, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 103, pour un genre de fermoir pour porte-monnaie, albums, etc.

748^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fouillet (Ferdinand-Marie), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, pour des perfectionnements dans les porte-monnaies.

749^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Grandjean (Émile), horloger, à Fumay, pour une machine à additionner dite *additionneur Grandjean*.

750^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, par le sieur Henon-Hénon (Jean-Baptiste), fabricant de ferronnerie, à Joigny, pour un procédé de fabrication de paumelles à olives rivées ou soudées d'une seule pièce.

751^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 juin 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Huisset (Isidore), fabricant de chaussures, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, pour des perfectionnements dans la fabrication de la chaussure.

752^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 2 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Lightfoot (Thomas), Powell-Barnes (Georges) et Lightfoot (John), représentés par le sieur Zacharie, rue de Jarente, n° 29, à Lyon, pour des perfectionnements dans la manière de fixer les couleurs sur les tissus ou sur les matières fibreuses (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 20 janvier 1878).

753^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mallet (Jules-Théodore-Anatole), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour l'application de rubans métalliques aux appareils élévatoires et aux appareils de traction.

754^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 5 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Marlier (Pierre-Jean-Alexandre), menuisier-mécanicien, à Beaufort, pour une cheminée ventilateur applicable aux battisses.

755^e Le brevet d'invention dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Louis-Émile-Constant), chimiste, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, pour des appareils perfectionnés à alimenter d'eau les chaudières à vapeur (brevet anglais de quatorze ans, expirant le 12 janvier 1878).

756^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Memard (Auguste), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, pour un genre de garniture métallique hélicoïde.

757^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Naudin (Laurent-Stanislas), balancier-mécanicien, à Rouen, rue de la Bonneur, n° 27, pour une soudure dite *soudure Naudin*.

758^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 23 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Piat (Eugène-Frédéric), sculpteur, représenté par le sieur Ricoudeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour un système de garniture intérieure de cheminées, avec chenets à usages multiples dite *chenets-moins garde-feu*.

759^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 1^{er} février 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Pochillon (Alexandre), rue de la Charité, n° 86, à Lyon, pour un système de caniveau spécial à la télégraphie souterraine.

760^e Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pontoise (Jacques-Théodore), brigadier maréchal serrant au troisième régiment d'ar-

tillerie à pied, représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 77, pour un système de ferrure pour chevaux et autres animaux à fers.

761° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Quentin (Pierre), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, pour des perfectionnements dans l'aérostation.

762° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 4 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Drôme, par le sieur Robert (Eugène), à Montmeyran, pour un manège à battre le blé.

763° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Rydill (Georges), représenté par le sieur Thenen, à Paris, rue de Dunkerque, n° 24, pour des perfectionnements dans les machines à effiloche les chiffons et autres matières textiles et fibreuses.

764° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Serigiers (Henri) et Troquier (Casimir-Jérôme), rectificateurs d'huiles et d'essences minérales, à Saint-Denis, pour un vaporisateur hydro-carburant.

765° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 25 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sion (Denis-Adolphe), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, pour une boîte à allumettes dite *philopyrique*.

766° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 3 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Seine-et-Oise, par les sieurs Testelin (Jean-Louis-Adolphe), quincaillier, et Le Bigot (Alexis), mécanicien, à Meulan, pour un moteur à vapeur universel.

767° Le brevet d'invention de quinze ans, dont la demande a été déposée, le 2 février 1864, au secrétariat de la préfecture du département de Lot-et-Garonne, par le sieur Vigneau (Auguste), à Jusis, pour une lanterne dite *céphalique* destinée à l'agriculture et aux arts.

768° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Adeline (Ernest-Martial), représenté par le sieur Lavalie, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1862, pour vêtements, chaussures et coiffures perfectionnés imperméables.

769° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Blanchard (Auguste), à Paris, rue de Flandre, n° 107, quartier de la Villette, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 décembre 1856, conjointement avec le sieur Bouilliant, pour une machine à casser les pierres pour le macadam.

770° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Blanchard (Lucien-Henri), négociant, et Château (Théodore), chimiste, le premier, à Paris, rue de Trévise, n° 13, et le second, rue du Liégar, n° 19, à Ivry-sur-Seine, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1862, pour des procédés de filtration des matières fécales ayant pour but principal la retenue et la fixation partielle ou totale de l'ammoniaque libre ou combinée contenue dans ces matières, pour en constituer des engrais riches en principes azotés éminemment assimilables par les végétaux.

771° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bories (Jean), expert vérificateur, à Paris, rue de la Grange-Batelière, n° 15, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1862, pour une courroie de sûreté contre l'emportement des chevaux attelés à toute espèce de voiture.

772° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bornot (Henri-Charles), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} juillet 1863, pour perfectionnements apportés à la construction des pompes.

773° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 mars 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société E. Boucher et compagnie, représentée par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg,

n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1862, pour divers perfectionnements apportés aux fourneaux dits *cuisiniers*.

774° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société E. Boucher et compagnie, représentée par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1862, pour divers perfectionnements apportés aux fourneaux dits *cuisiniers*.

775° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bouffé (Pierre-Eugène-Adolphe), apprêteur pour fleurs artificielles, etc. représenté par le sieur Gourd, à Paris, rue de Dunkerque, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 novembre 1862, pour une poudre métallique et son application aux fleurs artificielles.

776° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, par le sieur Bove (Pierre-Etienne-Jules), imprimeur lithographe, à Beauvais, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 septembre 1863, pour un système d'écluse à sas pouvant se diviser à volonté en un ou plusieurs sas.

777° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Brossard-Vidal (Marie-Euphrasie-Élisabeth), représentée par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juin 1863, pour un ébullioscope centésimal perfectionné.

778° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Burner (Joseph), graveur sur rouleaux, à Mulhouse, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 12 novembre 1862, pour un système de gravure de rubans de soie.

779° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Camoin (Victor), pharmacien, à Marseille, rue Pavé-d'Amour, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mars 1862, pour perfectionnements apportés dans la fabrication du charbon de tourbe.

780° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Cautilon et Mouquet, constructeurs de générateurs, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1862, pour un système de chaudière à vapeur, etc. (générateur avec manchon ou enveloppe à circulation d'eau).

781° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cogniard (Hippolyte) et Mille (Marin-Joseph-Alphonse), représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 août 1862, pour un procédé d'éclairage et de chauffage.

782° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dallot (Jules-Germain-Alexandre), élisant domicile chez le sieur Séré-Dupain, à Paris, boulevard de Denain, n° 5, en face de la gare du Nord, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 5 octobre 1861, pour un système de scie portative circulaire.

783° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desens (Louis), mécanicien, représenté par le sieur Claës, à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 septembre 1862, pour un appareil spécial pour prendre les bains en pleine eau dit *baigneuse Desens*.

784° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fontsauve fils (Jean), tanneur, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mai 1862, pour une machine à réduire les écorces à tan.

785° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Forgemol (Jean-Jacques-Hector), docteur-médecin, représenté par le sieur Binard, à Paris,

boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 décembre 1861, pour un système de dévidage en fil continu ou soit grège de cocons ouverts des vers à soie de l'aylanthe ou autres et pour les moyens employés à cet effet.

786° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girardin (Paul-Hyacinthe), fabricant, à Paris, rue-du Temple, n° 83, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 novembre 1862, pour un système de bec de lampe.

787° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Godard aîné (Eugène), aéronaute, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1863, pour des perfectionnements apportés aux appareils d'aérostation.

788° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Huet (Jules-Barnabé), fabricant de bijoux d'acier, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 septembre 1863, pour des perfectionnements apportés dans le travail des métaux afin d'obtenir des boutons creux d'une seule pièce.

789° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Jordery (Charles-Alfred), rue Saint-Charles, n° 11, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 octobre 1862, pour diverses modifications et applications relatives à l'industrie des allumettes chimiques.

790° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lange (Jean-Baptiste-Charles), représenté par le sieur Amouroux, à Paris, rue Saint-Martin, n° 333, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} avril 1863, pour un compteur kilométrique pouvant s'appliquer à toutes les voitures des routes ordinaires, des chemins de fer et autres machines motrices à rotation.

791° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la baronne de Lavéant, née Camille Vieyra, représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 avril 1863, pour une composition cristalline destinée à enduire et préserver les objets métalliques, céramiques et autres.

792° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemut (Firmin-Alphonse), maître de forges, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 août 1861, conjointement avec le sieur Dumény, pour un puddleur mécanique.

793° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lepoutre (Félix), manufacturier, représenté par le sieur Bos-Darnis, à Paris, rue Lafayette, n° 7, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1863, pour un secteur mécanique applicable à toute machine automatique servant à la filature des matières textiles et filamenteuses.

794° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ley (Sébastien), mécanicien, à Paris, rue de la Fidélité, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 décembre 1858, pour un système de becs à gaz.

795° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par les sieurs Marétime (Clouis-Urbain et Edmond-Auguste), fabricants d'huile, à Ham, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1862, pour un filtre servant à clarifier les huiles.

796° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin de Corteuil (Jacques-Jules), fabricant d'instruments de musique, à Paris, rue Lepelletier, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 août 1863, pour un orgue dit orgue magique.

797° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mesnard (Auguste), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 mai 1858, pour une garniture métallique flexible pour remplacer les presse-étoupes dans les machines.

798° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mony (Prudent), fabricant de charnues, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1861, pour une charnue perfectionnée à point mobile et rainure.

799° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Neuman (Pierre), chimiste, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 avril 1861, conjointement avec le sieur Krischer, pour la fabrication du papier parcheminé et cuir parchemin.

800° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Peugeot frères, représentée par le sieur Bissen, à Paris, rue de Vendôme, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 août 1863, pour perfectionnements apportés aux moulins à café.

801° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Piat (Eugène-Frédéric), sculpteur, et Baudrit (Auguste-Théodore), entrepreneur de serrurerie, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1863, pour un système de suspension à lanterne pour lustres, etc. dit *système le Régent-Piat*.

802° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame veuve Baze (Charlotte-Florestine Glatz), fabricante de cordons, à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n° 20, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 avril 1863, pour l'application de chaque sorte de tissu, soie, bourre de soie, laine, coton, poil de chèvre, soie et coton, laine et soie, et la fantaisie, à la fabrication des chaînes de gilets.

803° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Roques (Jean-Justin), sous-lieutenant aux lanciers de la garde, représenté par le sieur Hébré, à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 82, et se rattachant au brevet d'invention de dix ans pris, le 25 septembre 1863, pour une pince à bord intérieur servant à renfermer la charge dans la cartouche pour fusil Lefaucheur.

804° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Vaucluse, par le sieur Bosan (Bernard), fabricant d'essieux, à Avignon, rue du Cheval-Blanc, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 février 1863, pour un régulateur ou machine à régler les essieux.

805° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Sénécal, née Guehin (Marguerite-Édile), à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 109, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 août 1860, pour un système de chemise confortable adhérente.

806° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sorel (Léopold), sous-lieutenant au quarantième régiment d'infanterie, représenté par son père, à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1863, pour procédés ayant pour but l'économie du combustible dans les appareils à vapeur et autres.

807° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Troty-Latouche frères, représentés par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 juillet 1863, pour sœurs ou tissus, genre Utrecht, à dessins indestructibles, unis ou de couleur, pour

étouffes d'ameublement, tissus, chapeaux de tous genres pour hommes, femmes et enfants, casquettes, pantoufles, cabas, etc.

808° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Vangindertaelin et compagnie, représentés par le sieur Cantagrel, à Paris, rue de la Coutellerie, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} avril 1863, pour un système d'appareils pour le chauffage et le refroidissement alternatif des liquides et des gaz et leur mise à température déterminée par le procédé de la réduction en lames minces des éléments mis en présence.

809° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Villeneuve (Frédéric), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 novembre 1861, pour un système de batterie, dite rayée, pour la fabrication du sucre.

810° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bienvenu (Nicolas), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 août 1863, pour des perfectionnements au jupon dit *japon empire*.

811° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Buffaud père et fils, cours d'Herbouville, n° 47, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 décembre 1860, pour la suppression de toute transmission et de la poulie folle dans les hydro-extracteurs.

812° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par les sieurs Buffaud père et fils, cours d'Herbouville, n° 47, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 décembre 1860, pour la suppression de toute transmission et de la poulie folle dans les hydro-extracteurs.

813° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Cabasson (François-Dominique-Pierre-Jacques), représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 septembre 1855, par le sieur Dubout, dont il est cessionnaire, pour un système de papier-enveloppe garantissant des indiscretions et conservant les timbres de la poste.

814° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Casse (Noël), charron, représenté par le sieur Petit, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 novembre 1862, pour un système de chariot-cric, dit *chariot-cric système Casse*.

815° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaillan de Morès (Anne-Marie-Charles-Frédéric), à Paris, rue de la Pompe, n° 141, avenue de la Porte-Maillot, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juin 1862, pour une roue hydraulique motrice à aubes courbes.

816° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Coignard (Louis), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 mars 1863, pour une pompe centrifuge et ses applications.

817° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Cointre (André), manufacturier, île Gloriette, à Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 novembre 1862, pour l'assainissement de la cale des navires chargés dont les écoutilles sont entièrement fermées et pour la conservation des céréales, soit en navires, soit en grenier.

818° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur David (André Marie), négociant, à Saint-Étienne, rue de la Bourse, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 octobre 1863, pour un genre de tissus par fil de tour.

819° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dumas (Martin-Louis-Eugène), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1861, pour perfectionnements apportés dans les moulins coniques.

820° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupin (Jules), négociant, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mai 1863, pour un habitacle préservateur de la flamme des chandelles, bougies, etc. dit *autophore*.

821° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fahlman (François-Jules), à Paris, rue d'Alger, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 octobre 1863, pour un système de lieux d'aisances et de sièges de commodités dit *système radical*.

822° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Saône, par le sieur Février (Jules-François), architecte du département, à Vesoul, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1863, pour un système de machine à moissonner et à faucher.

823° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fournier (Hilde-Adrien), mécanicien, à Paris, rue de Bondy, n° 72, cité Riverin, n° 1, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 novembre 1861, pour un système de fermeture de dépêches.

824° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Francfort (Lion), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Montmartre, n° 31, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juillet 1863, pour des perfectionnements apportés aux balances dites *balances pendules*.

825° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Grosrenaud (Pierre-Louis), rue de l'Île, n° 2, à Saint-Etienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 février 1857, pour une méthode de fabrication des roues pleines de wagons et de locomotives en fer et en acier, et en général pour la fabrication des diverses pièces du matériel roulant des chemins de fer, ainsi que pour les applications de cette méthode.

826° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur Guillet (François), négociant, au Coteau, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 août 1863, pour un système de scie horizontale.

827° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Guiraud (Pascal), à Moux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 novembre 1862, pour un double hectolitre à robinet et tube à robinet.

828° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Jarland (Claude), rue de Vendôme, n° 240, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 décembre 1862, pour un système de table à développement.

829° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par le sieur Mallet (Jules), mécanicien, à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 juillet 1863, pour un tarare cribleur.

830° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marc-Saint-Lambert (Pierre-Charles-Casimir), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 février 1860, pour des perfectionnements apportés au graissage des roues de voitures.

831° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marié (Gustave-Alphonse-Alexandre-Frédéric), mécanicien, représenté par le sieur Laviolle, à Paris,

boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mai 1863, pour un système d'irrigateur.

832° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Massay (Aventin-Nicolas), à Paris, rue Claude-Vellefaux, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 juin 1860, pour un cachet à facettes multiples s'humectant par la pression de l'empreinte.

833° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Metzner (Charles), professeur, représenté par le sieur Lavielle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de cinq ans pris, le 28 novembre 1862, pour une ardoise compteur.

834° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michel-Sainton (Eustache), fabricant de bonneterie, représenté par le sieur Guion, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mai 1860, pour perfectionnements dans le tricotage au métier des pièces de forme circulaire.

835° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, par le sieur Minary (Eugène), à Casamène, banlieue de Besançon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 décembre 1860, pour un procédé de traitement des minerais de fer par le cyanogène.

836° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Moreau (François), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1862, pour un jouet d'enfant.

837° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Morel (Augustin), fabricant, à Roubaix, route de Tourcoing, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juin 1863, pour une machine à vapeur dite *cheval automate*.

838° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicolle (Jean-Baptiste), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 décembre 1862, pour un genre de verre réflecteur.

839° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Paret (Alfred-Isidore-Honoré), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 novembre 1861, pour une cartouche à broche obturatrice.

840° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Peyronnet et Laprade, fabricants de rubans, à Saint-Etienne, place Saint-Charles, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1863, pour une mécanique à pas ouvert, à simple et double marche, applicable aux métiers à la barre de rubans et velours.

841° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Piets (Jean-Baptiste), rue Malbec, n° 11, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 mai 1863, pour caniveaux de trottoirs et canaux à eau libre, système articulé à pivot.

842° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par la dame veuve Preyria jeune, fabricante de rubans et d'étoffes, à Saint-Etienne, rue Neuve, n° 25, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 octobre 1862, par le sieur Vacher, dont elle est cessionnaire, pour un genre de battants pour métiers à tisser les rubans, les étoffes et tous autres tissus.

843° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur

814^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 juillet 1863, pour l'impermeabilité de la chaussure cheville et cousue à l'aide de papier métallique en double étain.

815^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prunier (Constant-Julien), à Paris, rue de Paris-Charonne, n° 88, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 novembre 1862, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication des boîtes en papier ou en carton et dans les machines qui s'y rapportent.

816^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Reboux (Émile), instituteur, rue des Arts, n° 43, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 août 1863, pour une presse à cylindres continue pour l'extraction des jus sucrés de la pulpe de betteraves ou de toutes autres plantes.

817^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Tisy (Émile), rue Bourbon, n° 10, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1863, pour un procédé de sucrage et de bouchage simultanés des vins mousseux.

818^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 25 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Turck (Michel), inspecteur du matériel de la traction du chemin de fer de l'Ouest, à Paris, rue d'Amsterdam, n° 78, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 avril 1863, pour perfectionnements apportés à l'injecteur alimentateur pour chaudière à vapeur, pour lesquels le sieur Griffard a pris, le 8 mai 1858, un brevet de quinze ans.

819^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vautier fils (Ferdinand), représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 décembre 1861, pour un robinet à fermail automatique antiréactif pouvant se démonter pour faire les réparations nécessaires sans arrêter l'eau de la conduite.

820^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Nord, par le sieur Verdict (Edmond), élisant domicile chez la dame veuve Decraem, hôtel du Grand-Cerf, place du Marché-aux-Grains, à Lille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 août 1863, pour un système d'évaporation spécialement applicable à la concentration et à l'évaporation des jus de betteraves.

821^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zamaretti (Victor), fumiste, à Paris, rue des Colonnes, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 décembre 1861, pour un système de calorifère.

822^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par les sieurs Autier (Gustave-Ernest-Victor) et (Louis-Jules-Ernest), employés de commerce, à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1863, pour des mordants et colorants et pour des procédés de teinture et d'apprêt applicables surtout aux velours de coton.

823^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Bailly (Nicolas) et Durand (Charles), représentés par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 août 1863, pour l'application du frottement de roulement aux boîtes et fusées des arbres et essieux des machines et véhicules de toute nature.

824^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Belleville (Julien-François), constructeur, élisant domicile à Paris, rue d'Orléans-Ratignolles, n° 101, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1862, pour perfectionnements aux générateurs inépuisables du système J. Belleville.

825^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berjot

jeune (Frédéric), pharmacien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 février 1863, pour un appareil destiné à obtenir le lessivage du linge, la cuisson des légumes, du jus de betteraves, etc.

855° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Isère, par le sieur Bonnet (Auguste), sculpteur sur bois, à Grenoble, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 janvier 1861, pour un appareil pour monter et démonter les meubles.

856° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Camusat (François), représenté par le sieur Colas, à Paris, rue Saint-Honoré, n° 150, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1863, pour un porte-longe en fer et en bois pour attacher les chevaux à l'écurie.

857° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Deplanque et compagnie, représentée par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 juin 1863, pour un moyen de traitement des genêts propre à en obtenir des pâtes à papier et à carton.

858° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Desnos-Gardissal (Charles-Jules-Pierre), représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 août 1862, pour traverses métalliques pour voies ferrées.

859° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Evvard (Maximilien), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 juillet 1861, pour un procédé de préparation des miséaux.

860° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ferry (Amand-Hyacinthe), négociant, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 octobre 1863, pour des perfectionnements dans la fabrication des pianos.

861° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Fournier (Gabriel-Edouard), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 octobre 1863, pour une disposition spéciale des essieux de locomotives, wagons et véhicules quelconques, remplaçant les boîtes à graisse.

862° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Gambier (Henri-Charles), à Saint-Quentin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 novembre 1862, pour un moteur hydraulique dit *hélice atmosphérique*.

863° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Greffier (Frédéric-Jean), mécanicien, à Paris, avenue de la Mothe-Piquet, n° 65, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1862, pour un régulateur alimentaire pour l'alimentation des chaudières à vapeur et l'élevation des liquides.

864° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guéraud (Modeste), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 septembre 1862, pour un tour à chariot destiné au dressage des carrés de montre.

865° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Guillemont et Heu, fabricants d'appareils d'éclairage, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1862, pour un bec capsule à coulisseau direct, pour l'éclairage des huiles minérales et autres.

866° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863,

au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guillois (Louis-Joseph-Stanislas), fabricant de cuirs vernis, rue de Willers, n° 34, à Neuilly, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 septembre 1855, pour des substances composées propres à remplacer le cuir.

867° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Irrmann (Nicolas), mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 juillet 1861, pour un aérateur aspirateur.

868° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquemier (Louis), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 octobre 1863, pour un procédé perfectionné de transformation en marbre et pierres fines colorées de toutes sortes de gypses.

869° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Jacquot (Christophe), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 novembre 1862, pour un jouet dit *Toutou la Jacquotière*.

870° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, par le sieur Joliveau (Sylvain), maçon, représenté par son épouse, à Châlon-sur-Saône, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 24 mars 1861, pour un genre de préparation de la chaux hydraulique.

871° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lange (Eugène), employé, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 septembre 1862, pour un genre de couverture pour rubans, ressorts, etc. dite *couverture végétale*.

872° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Cantal, par le sieur Lapoyre (Pierre-Émile), lithographe et graveur, à Aurillac, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1862, pour un soufflet de forge dit *soufflet ventilateur économique*.

873° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Laubereau (Joseph), à Paris, rue Joubert, n° 10, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 septembre 1862, pour des perfectionnements dans les machines calorifiques.

874° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lefèvre (Eugène), ferblantier, à Paris, rue Neuve-Saint-Denis, n° 12, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 novembre 1862, pour un système de lampe-chandelle.

875° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaître (Toussaint), architecte, à Paris, rue de Grammont, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 décembre 1861, pour un ventilateur continu et désinfectant applicable aux fosses d'aisances, puisards, etc.

876° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par les sieurs Letort père et fils (Louis-Philibert-Auguste), négociants, à Puligny, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 décembre 1862, pour la désinfection, la détartration et la décoloration des fûts de toute espèce.

877° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Luneau (Michel), fabricant de cols militaires, représenté par le sieur Daubréville, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 60, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1863, pour la fabrication des carcasses de coiffures militaires

de diverses natures et de toutes formes à l'aide d'un tissu formé de soies de sanglier intercalées entre les duites de la trame.

878° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Martin (Pierre-Émile), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 juillet 1863, pour un procédé de transformation de la fonte en acier et en fer.

879° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Massé (Jadine-Adolphine Bacqueville), représentée par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1863, pour un système perfectionné de sommiers élastiques.

880° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Louis), villa du Bel-Air, n° 11, quartier de Saint-Mandé, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1862, pour application de tustes en bourre de soie à l'impression des rouleaux pour étoffes, papiers peints, etc.

881° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Michel (François), entrepreneur de constructions, à Paris, rue de la Victoire, n° 51 bis, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1862, pour un système de filtrage en grand et d'épuration hygiénique des eaux dit *appareil siphon-hydragogue, système Michel*.

882° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Philippe (Adrien), fabricant d'horlogerie, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 juin 1863, pour ressort moteur et barillet applicables aux montres et pendules.

883° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Piat (Engèle-Frédéric) et Baudrit (Auguste-Théodore), représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1863, pour un système de suspension à lanterne pour lustres, etc. dit *système Régent-Piat*.

884° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Poussier (Pierre-Constant-Éléonore), chez le sieur Berthelot, à Paris, rue du Bouloi, n° 19, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 juin 1860, pour fabrication de bichromate de potasse et de bichromate de soude.

885° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 27 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Prouvost (Auguste), filateur, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 novembre 1861, pour applications complémentaires nécessaires à la direction des aérostats.

886° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Quillaq (L. A.), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1861, pour des perfectionnements apportés dans la construction des grues roulantes à chariot.

887° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la demoiselle Besport (Sophie), à Paris, rue de Port-Royal, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 juin 1863, pour un système de moteur constant.

888° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aveyron, par le sieur Rouquairol (Benoit), à Firmy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1860, pour un régulateur Rouquairol destiné à régulariser l'écoulement des gaz comprimés.

889° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 1^{er} décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Thierry fils et compagnie, à Paris, boulevard de Magenta, n° 110, et se rattachant au brevet d'in-

vention de quinze ans pris, le 18 septembre 1863, pour applications, moyens et procédés relatifs aux appareils lumineux à vapeur surchauffée.

890° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Voranger (Ambroise), mécanicien, rue Corblin, à Caudebec-les-Elbeuf, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 décembre 1862, pour une machine remplaçant les meules.

891° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zeni (Alphonse-Louis), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 décembre 1862, pour l'emploi de la benzine et son application à diverses industries.

892° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bandonneau (Jean), fabricant de produits chimiques, à Paris, rue de Charenton, n° 175, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1859, pour un produit chimique supprimant la couture dans les étoffes et les cuirs, dit *soudure Bandonneau*.

893° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Béliard (Charles), constructeur de chaudronnerie, à Paris, rue Saint-Maur-Popincourt, n° 41, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 août 1863, pour l'application de la pompe à air comprimé au bouffage ou gonflage des bestiaux dans les abattoirs.

894° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bolette (Jean-Sébastien), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 janvier 1863, pour une entrée de machine applicable aux brisoirs, battoirs, écharbonneuses, drossettes, carderies et toutes machines servant au peignage des matières filamenteuses.

895° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Carré (Ferdinand-Philippe-Edouard), à Paris, rue Moret, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 août 1862, pour un genre d'indicateur de niveau dit *indicateur dioptrique à armature métallique*.

896° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Côte-d'Or, par le sieur Chair-grasse (Jean-Baptiste), conducteur des ponts et chaussées, à Dijon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 août 1863, pour un niveau de poche.

897° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture de département de la Seine, par les sieurs Chapa (Joseph) et Charrié (Jacques), représentés par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juin 1863, pour un appareil propre à charger l'air atmosphérique de vapeurs combustibles à l'effet d'en former un gaz éclairant, dit *appareil Chapa-Charrié*.

898° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chaufourier (Jules-Alfred), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 décembre 1862, pour une machine à égrener le coton.

899° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Jura, par le sieur Cournot aîné (François), fondeur, à Dôle, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 janvier 1863, pour un système de dessus ou rondelle mobile et circulante applicables aux poêles et fourneaux de cuisine.

900° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par le sieur David (François), négociant, rue de la Bourse, n° 10, à Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 novembre 1861, pour un procédé propre à régler l'embugue du poil sur le métier de rubans-velours au rasoir.

901° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delcambre

(Adrien-Henri), à Paris, rue de Bourgogne, n° 50, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juillet 1863, pour un système de chauffage des trains de voyageurs.

902° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la dame Faubonne (Joséphine Poussin), et la demoiselle Poussin (Désirée), à Paris, rue de l'Arc-de-Triomphe, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 avril 1863, pour un système de montres pour enfants et adultes ayant des incontinences d'urine.

903° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Foucault (Léon), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1863, pour un système de régulation du mouvement des machines.

904° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Franco (Joseph), médecin, à Paris, rue du Luxembourg, n° 9, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1863, conjointement avec le sieur D'Helle, pour éclairage par la lumière électrique de la voie parcourue par les convois de chemins de fer et les bateaux à vapeur ou à voiles.

905° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Loir-et-Cher, par le sieur Ganne (Jules), mécanicien, à Cour-Cheverny, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1863, pour un pistolet jouet d'enfant.

906° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Hamon (Augustin-Henri), plombier, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 avril 1863, pour fabrication de tuyaux de plomb plaqués d'étain intérieurement.

907° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Janregulier (Marc-Henri), chef de section aux chemins de fer de l'Est, à Mulhouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juillet 1863, pour un matériel économique en fer et fonte destiné à remplacer avantageusement le matériel fixe actuellement existant des chemins de fer.

908° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Keller (Gaspard), contre-maitre de teinture, représenté par le sieur Jülg, à Mulhouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 août 1863, pour une machine à laver les tissus.

909° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Basses-Pyrénées, par le sieur Locrampé (Louis), négociant, à Bayonne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 décembre 1862, pour un système de couverture en ardoise.

910° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lacroix (Pierre-Dominique), représenté par le sieur Donneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 octobre 1863, pour des semelles mobiles pour chaussures.

911° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs E. Laage et compagnie, négociants, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 mai 1863, pour un procédé de recouvrement imperméable des huys en acier pour coques.

912° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Laprent (Jean-Marie), rue Tronchet, n° 95, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 septembre 1863, pour un porte-plume enier.

913° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Leroy (Jacques-Hippolyte), mécanicien, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris,

78 26 mars 1862, pour un système de distribution d'eau à mouvement rotatif pour lavabos, garde-robes, etc.

914° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Macaigne, neveux et Jules Macaigne, à Paris, rue du Bouloi, n° 8, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 novembre 1863, pour une modification apportée à la mécanique Jacquart.

915° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, par le sieur Malauzet (Étienne), rue Maitrec, n° 6, à Bordeaux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1862, pour un appareil rotateur tubulaire de distillation et de rectification des matières résineuses et bitumineuses.

916° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Marinier (Jules-Alexandre-Édouard), photographe, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 mars 1863, pour un appareil pour la photographie dit *photographie portative des voyageurs*; l'addition consistant, entre autres modifications, à désigner l'appareil sous le nom de *botte photomagnique*.

917° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Merrill (Pierre-Antoine-Adolphe) et Desjardins-Lieux (Charles-Désiré), représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 avril 1863, pour perfectionnements dans les lampes à huiles minérales.

918° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Nicolon (Henri), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 avril 1861, pour perfectionnements dans la fabrication des aciers fondus.

919° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Pallu (Alphonse), représenté par le sieur Ansart, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 35, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 octobre 1863, pour une méthode de fabrication du blanc de zinc permettant d'employer les zincs de toute provenance.

920° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Semain (Pierre), mécanicien, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 avril 1863, pour un système de pression.

921° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 octobre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Schüller et Rudenberg, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1863, pour perfectionnements apportés à la fabrication de la poudre de mine.

922° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Landes, par le sieur Seris (Jean), entrepreneur, à Dax, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 janvier 1861, pour un système de clôture métallique en feuillard.

923° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Simoneton (Antoine), fabricant de tissus, à Paris, place du Marché-Saint-Jean, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} mai 1863, pour des perfectionnements dans la fabrication des tissus.

924° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thiry jeune (Christophe-Adrien), fabricant, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juillet 1861, pour un porte-étiquette à ressort.

925° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Valfort (Claude-

Marie), cours Lafayette, n° 100, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 décembre 1861, pour un four dit *Valfort*, ou appareil pour le chauffage prompt et économique des fours de boulangerie et pour utiliser leur excédant de chaleur.

916° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de Maine-et-Loire, par le sieur Vannequé (Ernest), menuisier, à Angers, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 octobre 1863, pour un procédé d'injection ou de pénétration des bois dit *système Vannequé*.

917° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Vimont (Augustin), mécanicien, à Vire, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 décembre 1851, pour un système de machine à étirer et filer les laines cardées dite *continua Vimont*.

918° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Zorès (Charles-Ferdinand), représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 avril 1863, pour des modifications et des perfectionnements des formes de fer Zorès et application de ce fer dans les constructions.

919° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Auvray (Antoine), représenté par le sieur Baral, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 39, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 octobre 1861, pour un système d'encadrement de tableaux peints, glaces, émaux, porcelaines et faïences par pression souple.

920° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barthélémy (François-Joseph), à Paris, rue de Chabrol, n° 54, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 décembre 1859, pour un moteur perspectif à l'usage des théâtres et de la publicité.

921° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 juillet 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Borman (Arnold-Ferdinand-Jacques), représenté par le sieur Robin, à Paris, rue de Charanton, n° 141, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juin 1862, pour un système d'armes à feu se chargeant par la culasse.

922° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Bottreau (René), représenté par le sieur Mahieux, à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 17, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 décembre 1862, pour une pompe portative pouvant servir à l'arrosage et contre l'incendie.

923° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charageat (Gabriel-Émile), fabricant de parapluies, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-Apolline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 1^{er} août 1863, pour des perfectionnements dans la fabrication des montures de parapluies et d'ombrelles.

924° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 20 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charrois (Mario-Joseph), représenté par le sieur Cartier, à Paris, rue de Rambuteau, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 janvier 1863, par le sieur Goupy, dont il est cessionnaire, pour une boîte à mercerie réunissant, dans un seul objet, les articles principaux de la couture.

925° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 22 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Choumara (Eugène-Xavier), représenté par le sieur Dreyfous, à Paris, rue de Bondy, n° 32, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 mars 1863, conjointement avec le sieur Duzelier, pour un système de pot au feu ou marmite tubulaire, le système pouvant s'appliquer à d'autres ustensiles culinaires.

926° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupieux (Jean), fabricant, à Paris, rue des Murs-de-la-Roquette, n° 6, et se rattachant au bre-

brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 décembre 1862, pour une machine circulaire à débiter le sucre.

937° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuch (Gustave-Joseph), à Paris, rue Claude-Vellefaux prolongée, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 décembre 1860, pour une disposition de robinets à brides en fonte de fer et à soupape en bronze.

938° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, par le sieur Gélis (Pierre), fabricant de chaussures, à Perpignan, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 janvier 1863, pour la fabrication d'une machine à tanner et à visser la chaussure.

939° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Giffard (Henri), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 août 1863, pour un appareil antimalade destiné à prévenir et à combattre les effets du mal de mer.

940° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 26 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Girardin (Paul), à Paris, rue du Temple, n° 83, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 juillet 1863, pour un système de lampes à brûler les huiles minérales.

941° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 18 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par les sieurs Griesz (Xavier), mécanicien, à Thann, et Grobillot (Georges), tisserand, à Giromagny, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 novembre 1863, pour perfectionnement d'une machine dite *ratière*, applicable à tous les métiers à tisser.

942° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Greffier (Frédéric-Jean), mécanicien, à Paris, avenue de la Mothe-Piquet, n° 65, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 octobre 1862, pour régulateur alimentaire pour l'alimentation des chaudières à vapeur et l'élevation des liquides.

943° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Guinier (Thomas), fabricant, représenté par le sieur Marthem, à Paris, rue de l'Échiquier, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 novembre 1863, pour des perfectionnements apportés aux séparateurs, appareils hydrauliques et inodores, pour chutes d'aisances, eaux ménagères, etc.

944° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Neustadt (Camille-Raymond), à Paris, rue de Chabrol, n° 71, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 novembre 1855, pour un système de grue.

945° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lemaire (René-Henri), négociant, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 août 1863, pour plaques dentées propres au défilage des matières textiles et filamenteuses.

946° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Levylrier (Joseph), à Nancy, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 14 décembre 1862, pour un procédé de fabrication du sel extrait des eaux saturées ou non par mouvement continu et par condensation des vapeurs dans le vide.

947° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 29 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Longbottom (Abram), représenté par le sieur Binard, à Paris, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 juillet 1861, pour un appareil pour la génération et l'emploi de la chaleur.

948° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Macé (Jean-Charles), fabricant de lampes, représenté par le sieur Rioordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 juillet 1863, pour un système de bec de lampe propre à brûler l'huile de pétrole.

949^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Maselme et compagnie, constructeurs, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 avril 1863, pour des perfectionnements apportés aux dragues de terrassement.

950^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Meyer (Jean-Gaspard-Placide), fabricant de chapeaux de paille, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1863, pour un genre de fabrication de chapeaux en sparterie, etc.

951^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parent (Alfred-Isidore-Honoré), manufacturier, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 novembre 1861, pour une cartouche à broche obturatrice.

952^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parsons (Perceval-Moses), représenté par le sieur Brandon, à Paris, rue Gaillon, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 décembre 1862, et expirant le 5 juin 1876, pour des perfectionnements apportés à la fabrication des armes à feu et des outils qui s'y rapportent.

953^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Perier et Possoz, à Paris, quai de Billy, n° 48, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 octobre 1863, pour un perfectionnement dans la fabrication du sucre.

954^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société Perier et Possoz, à Paris, quai de Billy, n° 48, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 7 octobre 1863, pour perfectionnements dans la fabrication du sucre.

955^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Plançon (Jules), à Paris, rue Moret, n° 30, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 mars 1863, pour un système d'alimentation des chaudières des machines à vapeur par un flotteur équilibré indiquant le niveau d'eau et ouvrant le sifflet d'alarme.

956^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aube, par le sieur Quinquarlet-Dupont, manufacturier, faubourg de Preize, n° 6, à Troyes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 novembre 1863, pour talon à maille unie appliquée aux bas à côtes sans couture.

957^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Garonne, par le sieur Ringaud (Pierre), fabricant de chaussures, rue Saint-Rome, n° 24, à Toulouse, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 19 mai 1863, pour un genre de chaussure dite *chaussure hydrafuge clouée*.

958^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Salibis (Émile-Félix), parfumeur, à Paris, rue de Buci, n° 3, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 mai 1862, pour la fabrication d'un peigne dont le dos est creux et le manche en forme de tube-flacon, pour contenir un liquide quelconque, l'addition consistant, entre autres modifications, à désigner l'invention sous le titre de *peigne magique* ou *brosse magique*.

959^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sloan (Thomas-James), représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 46, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 décembre 1862, pour des perfectionnements apportés dans les métiers à passementerie.

960^e Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 28 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Thollois (Louis), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 35, et se rattachant

ambroses, d'invention de quinze ans pris, le 19 janvier 1863, pour un système abrégé combiné pour apprendre la lecture, l'orthographe, le calcul, etc.

961° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 3 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Ménage (Thomas-Martin), Touche (François-Marguerite-Léocade) et Fabre (Abel-André), à Paris, rue des Lilas, n° 7 (dix-neuvième arrondissement), et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 novembre 1863, pour des perfectionnements aux becs de lampes destinés à brûler les huiles minérales.

962° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Ville (Georges), professeur de chimie et de physique végétale, représenté par le sieur Bernard, à Paris, rue de Ménilmontant, n° 115, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 octobre 1863, pour un procédé de désagregation applicable aux phosphates de chaux naturels destinés à l'agriculture.

963° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 10 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Voas (Wilhelm-Heinrich-Christian), représenté par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 avril 1862, pour une machine à vapeur rotative.

964° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Barrois (Clyse-Alexandre), à Paris, rue de Cléry, n° 74, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juillet 1863, pour l'application des plumes naturelles ou colorées sur les étoffes, tissus et peaux servant à la confection des palatines, pèlerines, garnitures de manteaux et manchons.

965° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par la société T. Beglin et compagnie, représentée par le sieur Courrouve, à Paris, rue Feydeau, n° 28, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 4 avril 1861, conjointement avec le sieur Binet, pour le traitement et l'utilisation des goudrons provenant de la distillation des bouillies Boghead.

966° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Cauchefert (Jean-François-Henri) et Gladioux (Chrysostôme-André), fabricants, représentés par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mai 1862, pour économie des cartons dans les métiers à la Jacquart.

967° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire, par les sieurs Curty (Auguste) et Boeris (Dominique), fabricants d'armes, rue de Foy, n° 12, à Saint-Etienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 octobre 1863, pour la fabrication de bayonnettes en acier fondu, d'une seule pièce et sans soudure.

968° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Delrieux (Jean-Edouard), négociant, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 novembre 1863, pour ressorts pour jupons et crinolines.

969° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par le sieur Duden-Mahon (Alphonse), plombier, à Soissons, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 octobre 1861, pour un système de pompe hydrostatique.

970° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joyot jeune (Pierre), négociant, représenté par le sieur Brade, à Paris, boulevard Beaumarchais, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 août 1863, pour la fabrication des rubans et passementeries à velours épinglé double face et velours double face.

971° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Haute-Vienne, par le sieur Joubaud (Fernand), fabricant de papier, à Envaud, commune d'Isle, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1863, pour améliorations dans la fabrication du papier continu par l'introduction de divers appareils.

972° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Klotz (Marc), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 septembre 1863, pour l'ornementation, au moyen de machines à coudre, des étoffes, tissus, tentures, cuirs et autres substances pouvant être pénétrées par les aiguilles.

973° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 septembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur L'grand (Pierre), rectificateur d'alcools, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 31 août 1863, pour des perfectionnements dans la fabrication des tôles métalliques.

974° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 21 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine-Inférieure, par le sieur Legris (Ernest), mécanicien, à Maromme, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 décembre 1862, pour un système de machine à battre la graine de lin par l'emploi de pilons armés de battes.

975° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Maillé (Jean-Louis), représenté par le sieur Herpst, à Paris, rue Montmartre, n° 51, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 septembre 1859, pour des perfectionnements dans les appareils pour monter les liquides par la pression de l'air.

976° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 23 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de l'Hérault, par le sieur Mollié (Achille), fabricant, à Saint-Pons-de-Thomières, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1862, pour une machine à bobiner, à doubler et à retordre continue pour des fils de laine ou de toute autre matière filamenteuse.

977° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Nield (John) et Thomas-Arthur, représentés par le sieur Binard, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 33, et se rattachant au brevet d'invention pris, le 1^{er} décembre 1862, et expirant le 27 juin 1876, pour un système perfectionné de moulage applicable à la manufacture des tuyaux, colonnes et autres articles de même nature, soit en fer et fonte, soit en d'autres métaux.

978° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Richard (Félix), opticien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juin 1863, pour des perfectionnements apportés aux baromètres métalliques.

979° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Rigolier (Laurent), place Grobier, n° 5, à Lyon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 8 mai 1860, pour un système de supports de rails et de traverses de chemins de fer.

980° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, par le sieur Saroglia (Joseph), élisant domicile chez le sieur Fenillat, à Lyon, rue Ferrandière, n° 14, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 novembre 1862, pour un appareil mécanique propre à imprimer avec plusieurs couleurs à la fois les étoffes et autres tissus, papiers, peaux vernies et autres.

981° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 août 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Straub (Joseph), boulanger, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 avril 1859, pour un pétrin mécanique à double mouvement.

982° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 17 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, par les sieurs Testat (Henrion) et Harty (Louis), à Ay, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1861, pour un préservateur de la pelée de la vigne.

983° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 30 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Villière (Hippolyte-Jacques), mécanicien, représenté par le sieur Le Blanc, à Paris, rue Sainte-

Appoline, n° 2, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 juillet 1861, pour un appareil à mesurer les liquides, dit *hydramètre Villière*.

984° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Weil (Frédéric), chimiste, à Paris, rue des Petites-Ecuries, n° 13, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 décembre 1863, pour des procédés ayant pour but de revêtir des métaux d'une couche adhérente d'autres métaux.

985° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département des Bouches-du-Rhône, par le sieur Alméras (Jean-Baptiste), fabricant de ciment, rue du Bon-Pasteur, n° 65, à Marseille, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 décembre 1863, pour un système de construction de planchers, de toitures, portes, fenêtres et évier en ciment.

986° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Somme, par les sieurs Autier (Gustave-Ernest-Victor) et (Louis-Jules-Ernest), employés de commerce, à Amiens, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 juillet 1863, pour des mordants et colorants et pour des procédés de teinture et d'appât applicables surtout aux velours de coton.

987° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Berlier (Narcisse), représenté par le sieur Delorme, au lycée impérial de Saint-Étienne, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 mars 1863, pour un moyen économique d'accélérer la journée du travail pour la fabrication des bouteilles à cordelines jetées.

988° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Bizoul (Léon), à Blain, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 novembre 1863, pour composition de marbre en mosaïque.

989° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Charrois (Marie-Joseph), mercier, représenté par le sieur Cartier, à Paris, rue de Rambuteau, n° 22, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 janvier 1863, par le sieur Goupy, dont il est cessionnaire, pour une boîte à mercerie réunissant dans un seul objet les objets, les articles principaux de la couture.

990° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Chevalier (Louis-Honoré), opticien, à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 janvier 1863, pour un instrument propre à faire des opérations de nivellement dit *niveau catoptrique Chevalier*.

991° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, par le sieur Cossin (Félix), à la Fourmillière, commune de Chantenay, près Nantes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 septembre 1863, pour une composition de cirage pour la chaussure et les harmaïs.

992° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuch (Gustave-Joseph), à Paris, rue Claude-Villefaux prolongée, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 février 1862, pour une disposition de robinet à double fermeture.

993° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Dupuch (Gustave-Joseph), à Paris, rue Claude-Villefaux prolongée, n° 4, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1863, pour une disposition de borne-fontaine à vasque-gargouille non susceptible d'être gelée dans nos climats.

994° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 12 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Meurthe, par le sieur Flamm (Pierre), manufacturier, à Phlin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 mars 1863, pour un compositeur typographe mécanique.

995° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par le sieur Fleury (Pierre-Elie-Jules), lieutenant de vaisseau, à Rochefort, et se rattachant au

brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 juin 1863, pour un arêteoir pouvant s'adapter aux fusils de chasse à un et deux coups pour empêcher tout mouvement fortuit du chien et, par suite, toute espèce d'accident produit par une cause étrangère.

996° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 13 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Var, par le sieur Gaspard (Jean), ouvrier menuisier, rue de la Gare, n° 3, à Toulon, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 décembre 1862, pour un tapis à tiroir.

997° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Gaudin (Marc-Antoine-Augustin), représenté par le sieur Mathien, à Paris, rue Saint-Séverin, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 octobre 1863, pour un traitement au cubilot du fer, de l'acier et de la fonte.

998° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Calvados, par le sieur Gonchon (Louis-Gabriel), manufacturier, à Lisieux, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 janvier 1863, pour une machine automatique chauffée à la vapeur, propre à la teinture des étoffes de laine.

999° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Hervey (Jacques-Ambroise), mécanicien, à Paris, quai de Billy, n° 48, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 avril 1863, pour une garniture métallique propre à remplacer l'étope dans toutes les tiges de machines à vapeur.

1000° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Joly (Jean), fabricant de chaux, représenté par le sieur Lavialle, à Paris, boulevard Seine-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 janvier 1863, pour un système de four continu propre à la cuisson du plâtre et de la chaux.

1001° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Kloiz (Marc), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 septembre 1852, pour des procédés d'application d'ornements sur étoffes, cuirs et autres surfaces.

1002° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 16 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, par le sieur Lamey (Frédéric), directeur de filature, à Willer, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 mars 1863, pour un régulateur automate de l'écrou du secteur des métiers à filer dits *self-acting*.

1003° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 11 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lavigne (François-Hector), agronome, représenté par son frère, à Paris, rue Pigalle, n° 18, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1861, pour une batterie à bouillir multiple pour cuire à feu nu le sucre et chauffer avec du combustible vert, applicable surtout aux colonies.

1004° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par les sieurs Lecoq (Jules) et (Eugène) et Villette (Auguste), mécanicien, à Saint-Quentin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1863, pour une chaudière à cuire dans le vide les sirops de sucrerie.

1005° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 5 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Aisne, par les sieurs Lecoq (Jules) et (Eugène) et Villette (Auguste), mécanicien, à Saint-Quentin, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 9 janvier 1863, pour une disposition d'appareils à un ou plusieurs effets, applicable à l'évaporation des jus sucrés.

1006° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Lecomte (Pierre), marchand de bois, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 février 1863, pour un collier lumineux à charnière fixe.

1007° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 8 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur de Louvrier

(Jean-Charles), à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 5, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 novembre 1863, pour un système de navigation aérienne sans ballon.

1008° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 2 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mathelin père (Edme-Ernest) et fils (Lucien), entrepreneurs de travaux hydrauliques, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 octobre 1862, pour un appareil à faire les embranchements sur les conduites d'eau, de gaz, etc.

1009° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 6 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département du Gard, par l'abbé Mathieu (Louis), curé à Fons-sur-Lussan, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 janvier 1863, pour un système de clavier harmonico-transpositeur pour orgues.

1010° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Mauchain (Armand), représenté par le sieur Bonneville, à Paris, rue du Mont-Thabor, n° 24, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 10 août 1863, pour un procédé de gravure remplaçant la gravure sur bois.

1011° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 7 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Mermilliod frères, manufacturiers, représentés par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 20 février 1862, pour des perfectionnements apportés dans la fabrication de la coutellerie.

1012° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de l'Indre, par le sieur Nicaud (François), à Clais, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juillet 1863, pour un système de traverses en fer, pour chemins de fer et fixation de rails.

1013° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 19 novembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noël (François-Casimir), négociant, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1863, pour un appareil véhicule à leviers roulants à double effet, mobilisés par le poids rendu instable.

1014° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 31 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Noël (Jean-François-Casimir), négociant, représenté par le sieur Laviolle, à Paris, boulevard Saint-Martin, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 6 juin 1863, pour un appareil véhicule à leviers roulants à double effet, mobilisés par le poids rendu instable.

1015° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Parent (Alfred-Isidore-Honoré), négociant, représenté par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 novembre 1861, pour une cartouche à broche obturatrice.

1016° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 14 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Charente-Inférieure, par les sieurs Petit (Georges) et Robert aîné (Eutrope-Sébastien), négociants, à Saintes, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 janvier 1863, pour un appareil de déplacement et de macération pour l'extraction du vin des raisins rouges et blancs, pour le complet épuisement du marc des raisins rouges et blancs et pour l'extraction du tartre du marc.

1017° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 4 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par les sieurs Piat (Eugène-Frédéric), sculpteur, et Baudrit (Auguste-Théodore), entrepreneur de serrurerie, représentés par le sieur Ricordeau, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 27 février 1863, pour un système de suspension à lanterne pour lustres, etc. dit système *le Régent-Piat*.

1018° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 24 décembre 1863, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Sohmoil (Ernest), négociant, représenté par le sieur Pâris, à Paris, rue du Temple, n° 219, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1863, pour

l'application de la puissance électrique à l'arrêt des convois de voyageurs et de marchandises sur les chemins de fer.

1019° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-inférieure, par le sieur Teste (Joseph-Antoine), facteur de pianos, rue Crébillon, n° 8, à Nantes, n° 29, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 juillet 1861, pour un instrument mécanique de musique dit *cartonium à tuyaux*.

1020° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 9 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Villain (Sixte), constructeur-mécanicien, représenté par le sieur Mathieu, à Paris, rue Saint-Sébastien, n° 45, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 23 août 1860, pour perfectionnements apportés dans les moulins-jeûnes.

1021° Le certificat d'addition dont la demande a été déposée, le 15 janvier 1864, au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, par le sieur Vittecoq (Edouard-Honoré), négociant-ménager, représenté par le sieur Ricordans, à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 23, et se rattachant au brevet d'invention de quinze ans pris, le 17 décembre 1863, pour un système de blutage de gruaux moulus dit *blatage Vittecoq*, réfrigérant, désagrégeur.

2. A été déclaré nul, par arrêt de la cour impériale de Caen en date du 10 juillet 1863 et ayant acquis force de chose jugée, le brevet d'invention pris, le 3 février 1857, par le sieur Massigny (Pierre-Félix), pour un système de four à recuire les fils de fer.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Avril 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

Certifié conforme :

Paris, le 4^e Novembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.



* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1343.

N° 13,738. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par chapitres, des Crédits du Budget ordinaire et du Budget extraordinaire de l'exercice 1866.*

Du 28 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu l'article 1^{er} du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu les lois du 8 juillet 1865, portant fixation du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1866;

Vu notre décret du 17 juin dernier⁽¹⁾, qui a confié au ministère des finances la fabrication des poudres à feu autres que celles de guerre;

Vu notre décret du 29 août suivant, portant réorganisation du service des poudreries militaires;

Vu notre décret du 18 septembre 1865⁽²⁾, qui a transporté du budget du ministère de la guerre (exercice 1866) à celui des finances un crédit de trois millions neuf cent quarante et un mille huit cent neuf francs;

Considérant que, par suite de la nouvelle organisation du service des poudres, certains crédits portés au budget deviennent sans objet;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

§ 1^{er}. — Budget ordinaire.

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts par l'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1865, pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1866, sont réduits d'une somme de sept millions onze mille huit cent soixante et seize francs (7,011,876'), qui demeure définitivement annulée, savoir :

Au budget du ministère de la guerre (4 ^e section).....	1,170,806'
Au budget du ministère des finances (frais de régie, 8 ^e section).....	5,841,070
TOTAL ÉGAL.....	7,011,876

⁽¹⁾ Bull. 1341, n° 13,729.

⁽²⁾ Bull. 1341, n° 13,730.

En conséquence, les crédits du budget ordinaire, qui montaient à un milliard six cent quatre-vingt-dix-huit millions trois cent trente-trois mille quatre cent quatre-vingt-dix francs, sont fixés à la somme de un milliard six cent quatre-vingt-onze millions trois cent vingt et un mille six cent quatorze francs (1,691,321,614').

2. La somme précitée de un milliard six cent quatre-vingt-onze millions trois cent vingt et un mille six cent quatorze francs (1,691,321,614') est répartie, par chapitres, conformément à l'état A ci-annexé.

§ 2. — Budget des dépenses sur ressources spéciales.

3. Les crédits affectés aux dépenses sur ressources spéciales et montant, pour l'exercice 1866, d'après l'article 10 de la loi précitée du 8 juillet 1865, à deux cent trente-trois millions quatre-vingt-cinq mille trois cent dix-huit francs (233,085,318'), sont répartis, par chapitres, conformément à l'état B ci-annexé.

§ 3. — Services spéciaux rattachés pour ordre au budget.

4. Les crédits ouverts par l'article 18 de la loi précitée aux services spéciaux rattachés pour ordre au budget de l'État, qui sont imputables sur les ressources de ces services et qui s'élèvent, pour l'année 1866, à la somme de cent cinq millions cinq cent trente mille cinq cent vingt-quatre francs (105,530,524'), sont répartis, par chapitres, conformément à l'état C ci-annexé.

§ 4. — Budget extraordinaire.

5. Les crédits ouverts à nos ministres par l'article 2 de la loi du 8 juillet 1865, pour les dépenses extraordinaires de l'exercice 1866, et montant à cent quarante-neuf millions sept cent dix-huit mille huit cents francs (149,718,800'), sont répartis, par chapitres, conformément à l'état D ci-annexé.

6. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances et nos ministres secrétaires d'État des autres départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26 Octobre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
		DETTE PUBLIQUE ET DOTATIONS.	
		DETTE CONSOLIDÉE ET AMORTISSEMENT.	
	1	Rentes à 1/2 p. o/o.....	37,753,635 ¹
	2	Rentes à p. o/o.....	446,096
	3	Rentes 3 p. o/o.....	307,979,860
	4	Fonds d'amortissement.....	122,773,876
		TOTAL.....	468,953,467
		EMPRUNTS SPÉCIAUX POUR CANAUX, CHEMINS DE FER ET TRAVAUX DIVERS.	
	5	Intérêts, primes et amortissement des emprunts à rembourser par le trésor.....	7,517,703
	6	Rachat des actions de jouissance des canaux soumissionnés. (Loi du 3 mai 1853.).....	1,346,327
	7	Rachat de concessions de canaux et divers ponts. (Lois des 28 juillet, 1 ^{er} août, 6 octobre 1860, 6 juillet 1862 et 20 mai 1863.).....	4,514,755
	8	Intérêts et amortissement des obligations du trésor. (Lois des 23 juin 1857, 29 juin et 2 juillet 1861.).....	2,316,400
		TOTAL.....	15,695,185
		CAPITAUX REMBOURSABLES À DIVERS TITRES.	
MINISTÈRE DES FINANCES.	9	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	8,500,000
	10	Intérêts de la dette flottante du trésor.....	23,700,000
	11	Rachat des péages du Sund et des Belts. (Convention du 28 septembre 1857.).....	248,832
1 ^{re} SECTION.	12	Rachat des péages de l'Escaut. (Convention du 16 juillet 1863.).....	320,504
Dettes consolidées.	13	Redevances annuelles envers l'Espagne pour délimitation de la frontière des Pyrénées. (Traité du 2 décembre 1856.).....	20,000.
Emprunts spéciaux.		TOTAL.....	32,809,336
Capitaux remboursables à divers titres.		DETTE VIAGÈRE.	
Dettes viagères.	14	Rentes viagères d'ancienne origine.....	378,076
Dotations et dépenses des pouvoirs législatifs.	15	Rentes viagères pour la vieillesse.....	4,800,000
	16	Pensions des grands fonctionnaires de l'Empire. (Loi du 17 juillet 1856.).....	178,000
	17	Pensions de la pairie et de l'ancien Sénat.....	144,000
	18	Pensions civiles. (Loi du 22 août 1790.).....	1,686,000
	19	Pensions à titre de récompense nationale.....	561,000
	20	Pensions militaires.....	41,300,000
	21	Pensions ecclésiastiques.....	54,000
	22	Pensions de donateurs déposés.....	555,000
	23	Pensions civiles. (Loi du 9 juin 1853.).....	27,000,000
	24	Secours aux pensionnaires de l'ancienne liste civile.....	185,000
	25	Secours viagers aux anciens militaires de la République et de l'Empire.....	2,700,000
	26	Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés des anciennes listes civiles et du domaine privé du dernier règne.....	615,000
	27	Anciens dotataires du Mont-de-Milan. (Décret impérial du 18 décembre 1861.).....	312,500
		TOTAL.....	80,873,574
		DOTATIONS ET DÉPENSES DES POUVOIRS LÉGISLATIFS.	
	28	Liste civile de l'Empereur.....	25,000,000
	29	Dotations des princes et princesses de la famille impériale.....	1,500,000
	30	Dotations de Sénat.....	5,100,000
	31	Dépenses administratives du Sénat.....	1,162,000
	32	Dépenses administr. du Corps législatif et indemn. des députés.....	5,201,500
	33	Supplément à la dotation de la Légion d'honneur.....	9,899,230
		TOTAL.....	45,864,730
		TOTAL de la 1^{re} section.....	644,198,292

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
SERVICES GÉNÉRAUX DES MINISTÈRES.				
MINISTÈRE D'ÉTAT.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale.	1	Personnel de l'administration centrale.....	284,000'	423,500'
	2	Matériel de l'administration centrale.....	139,500	
2 ^e SECTION. Conseil privé.	3	Membres du conseil privé.....	300,000	2,668,900
Conseil d'État.	4	Personnel du Conseil d'État.....	2,211,900	
	5	Matériel du Conseil d'État.....	157,000	
	6	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
TOTAL pour le ministère d'État.....				3,092,400
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.				
SERVICE DE LA JUSTICE.				
ADMINISTRATION CENTRALE.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale. Conseil du sceau des titres.	1	Personnel.....	548,300'	699,450'
	2	Matériel.....	130,000	
	2 bis.	Conseil du sceau des titres.....	21,150	
COURS ET TRIBUNAUX.				
	3	Cour de cassation.....	1,181,900	27,409,260
	4	Cours impériales.....	6,971,300	
	5	Cours d'assises.....	159,800	
2 ^e SECTION. Cours et tribunaux.	6	Tribunaux de première instance.....	10,097,360	
	7	Tribunaux de commerce.....	178,200	
	8	Tribunaux de police.....	80,200	
	9	Justices de paix.....	7,863,300	
	10	Service de la justice française en Algérie.....	877,200	
3 ^e SECTION. Frais de justice criminelle en France et en Algérie. Frais de statistiques.	11	Frais de justice criminelle en France et en Algérie et frais de statistiques.....	5,000,000	5,000,000
4 ^e SECTION. Dépenses diverses. Secours temporaires.	12	Dépenses diverses. — Secours temporaires à d'anciens magistrats, commis greffiers et employés de l'administration centrale, à leurs veuves et orphelins. — Dépenses extraordinaires et imprévues.....	70,000	70,000
	13	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	14	Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire.	
TOTAL pour le service de la justice.....				33,178,710
SERVICE DES CULTES.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale.	1	Personnel des bureaux des cultes.....	232,400'	264,400'
	2	Matériel des bureaux des cultes.....	42,000	
	3	Cardinaux, archevêques et évêques.....	1,652,500	42,661,050
	4	Vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial.....	38,614,650	
2 ^e SECTION. Personnel du culte catholique.	5	Chapitre de Saint-Denis et chapelains de Sainte-Genève.....	252,500	
	6	Bourses des séminaires catholiques.....	1,185,400	
	7	Pensions ecclésiastiques et secours personnels.....	881,000	
	8	Secours à divers établissements religieux.....	105,000	
A reporter.....				42,925,450

SECTION. PAROISSA.	CLASSE	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANTS des crédits accordés	
			par chapitres.	PAR sections.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES. (Suite.)				
Report. Culte.....				42,925,456
3 ^e SECTION. Matériel et travaux des cultes catholiques.	9	Service intérieur des églises diocésaines.....	583,000	
	10	Entretien des églises diocésaines.....	1,113,000	
	11	Secours pour travaux concernant les églises et presbytères.....	1,400,000	3,129,000
4 ^e SECTION. Personnel matériel des cultes non catholiques.	12	Dépenses accidentelles et frais de passage.....	33,000	
	13	Personnel des cultes protestants.....	1,553,036	
	14	Subvention au directoire général de la confes- sion d'Amalbourg.....	34,000	1,929,236
	15	Personnel du culte israélite.....	212,208	
	16	Édifices des cultes protestants et israélite.....	130,000	
	17	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	18	Dépenses des exercices primés.....	Mémoire.	
TOTAL pour le service des cultes.....				47,983,686

RÉCAPITULATION.

Service de la justice.....	33,178,710
Service des cultes.....	47,983,686
TOTAL pour le ministère de la justice et des cultes.....	81,162,396

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ADMINISTRATION CENTRALE.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale.	1	Personnel.....	681,400	931,400
	2	Matériel.....	250,000	
TRAITEMENTS DES AGENTS DU SERVICE EXTÉRIEUR.				
2 ^e SECTION. Traitements des agents du service extérieur.	3	Traitements des agents politiques et consu- laires.....	6,757,300	6,852,300
	4	Traitements des agents en inactivité.....	95,000	
DÉPENSES VARIABLES ET SERVICES TEMPORAIRES.				
	5	Frais d'établissement.....	350,000	
	6	Frais de voyages et de courriers.....	700,000	
	7	Frais de service.....	1,915,000	
	8	Présents diplomatiques.....	70,000	
3 ^e SECTION. Dépenses variables et services temporaires.	9	Indemnités et secours.....	92,500	
	10	Dépenses secrètes.....	550,000	
	11	Missions et dépenses extraordinaires, dépenses imprévues.....	1,000,000	4,992,500
	12	Frais de location et charges accessoires de l'hô- tel affecté à la résidence de l'ambassade otto- mane.....	52,000	
	13	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	14	Subvention accordée à l'émir Abd-el-Kader....	130,000	
	15	Subvention au fonds commun des chancelleries consulaires.....	150,000	
TOTAL pour le ministère des affaires étrangères.....				12,783,200

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitre.	par sections.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale.	1	Traitements du ministre et personnel de l'administration centrale.....	1,413,100 ⁰⁰	1,817,100 ⁰⁰
	2	Matériel et dépenses diverses des bureaux.....	404,000 ⁰⁰	
	3	Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements.....	5,318,950 ⁰⁰	
2 ^e SECTION. Administration générale.	4	Abonnements pour frais d'administration des préfectures et sous-préfectures.....	5,936,900 ⁰⁰	82,568,350 ⁰⁰
	5	Inspections générales administratives.....	238,500 ⁰⁰	
	6	Dépenses générales de la garde nationale.....	80,000 ⁰⁰	
3 ^e SECTION. Services télégraphiques.	7	Personnel des lignes télégraphiques.....	6,851,700 ⁰⁰	8,932,450 ⁰⁰
	8	Matériel des lignes télégraphiques.....	4,628,760 ⁰⁰	
	9	Dépenses des commissariats de l'émigration.....	51,000 ⁰⁰	
4 ^e SECTION. Sécurité publique.	10	Traitements et indemnités des commissaires de police et inspecteurs de la librairie.....	1,170,875 ⁰⁰	7,674,895 ⁰⁰
	11	Subvention à la ville de Paris pour la police municipale.....	3,847,000 ⁰⁰	
	12	Frais de police de l'agglomération lyonnaise.....	606,000 ⁰⁰	
5 ^e SECTION. Service des prisons.	13	Dépenses secrètes de sûreté publique.....	3,000,000 ⁰⁰	17,627,400 ⁰⁰
	14	Dépenses ordinaires et frais de transport des détenus; constructions et acquisitions.....	14,637,100 ⁰⁰	
	15	Remboursement sur le produit du travail des condamnés.....	3,000,000 ⁰⁰	
6 ^e SECTION. Subventions et secours.	16	Subvention aux établissements généraux de bienfaisance.....	863,410 ⁰⁰	6,948,410 ⁰⁰
	17	Secours généraux à des établissements et institutions de bienfaisance.....	746,000 ⁰⁰	
	18	Secours personnels à divers titres, frais de rapatriement, etc.....	450,000 ⁰⁰	
	19	Secours aux réfugiés étrangers.....	1,300,000 ⁰⁰	
	20	Dépenses du matériel des cours impériaux; frais d'occupation du palais de justice de Paris par la cour de cassation.....	600,000 ⁰⁰	
	21	Subventions pour construction de ponts sur des chemins vicinaux.....	200,000 ⁰⁰	
	22	Suppléments au Moniteur et débats législatifs.....	130,000 ⁰⁰	
	23	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	24	Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire.	
TOTAL pour le ministère de l'intérieur.....				53,683,415 ⁰⁰
MINISTÈRE DES FINANCES.				
SERVICE GÉNÉRAL.				
ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES FINANCES.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale. Monnaies et médailles.	34	Personnel.....	5,968,400 ⁰⁰	8,685,670 ⁰⁰
	35	Matériel.....	3,000,000 ⁰⁰	
	36	Dépenses diverses.....	37,970 ⁰⁰	
MONNAIES ET MÉDAILLES. (Service des établissements monétaires.)				
	37	Personnel.....	69,900 ⁰⁰	8,685,670 ⁰⁰
	38	Matériel.....	81,400 ⁰⁰	
	39	Dépenses diverses.....	34,900 ⁰⁰	
EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS.				
	40	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	296,000 ⁰⁰	
	41	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
A reporter.....				8,685,670 ⁰⁰

SECTIONS.		MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
N°			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)				
Report			8,685,576	
3 ^e SECTION. Cour des comptes.	42	Personnel	3,459,104	1,549,100
	43	Matériel et dépenses diverses	80,000	
SERVICE DE TRÉSORERIE.				
4 ^e SECTION. Service de trésorerie.	44	Frais de trésorerie.	3,900,000	
	45	Traitements et frais de service des receveurs gé- néraux et particuliers des finances.	5,986,004	31,283,500
	46	Traitements et frais de service des payeurs dans les départements.	1,597,500	
TOTAL				31,508,176
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.				
DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale. Dépôt de la guerre.	1	Administration centrale. (Personnel.)	1,920,538	
	2	Administration centrale. (Matériel.)	549,500	2,614,538
	3	Dépôt général de la guerre	144,500	
2 ^e SECTION. États-majors. Gendarmerie.	4	États-majors.	21,607,801	
	5	Gendarmerie impériale.	28,031,915	49,729,716
	6	Solde et prestations en nature.	247,442,454	
	7	Habillement et campement.	19,154,924	
3 ^e SECTION. Solde et entretien des troupes.	8	Lits militaires.	8,438,853	
	9	Transports généraux.	2,493,850	283,801,859
	10	Recrutement et réserve.	649,000	
	11	Justice militaire.	1,267,287	
	12	Remonte générale.	5,617,900	
	13	Harnachement.	736,791	
4 ^e SECTION. Matériel de l'artillerie et du génie.	14	Établissements et matériel de l'artillerie.	7,098,938	17,650,828
	15	Établissements et matériel du génie.	10,551,890	
5 ^e SECTION. Écoles militaires. Invalides de la guerre. Traitements temporaires. Secours. Dépenses secrètes.	16	Écoles impériales militaires.	3,009,033	
	17	Invalides de la guerre.	1,267,249	
	18	Solde de non-activité et solde de réforme.	503,000	7,232,282
	19	Secours.	1,733,000	
	20	Dépenses temporaires.	70,000	
	21	Dépenses secrètes.	50,000	
	22	Dépenses des exercices clos.	Mémoire.	
	23	Dépenses des exercices périmés.	Mémoire.	
TOTAL pour le ministère de la guerre.				361,029,123

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. (Suite.)				
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.				
1 ^{re} SECTION.	1	Administration centrale. (Personnel.).....	458,260 ^f	696,060 ^f
Administration centrale.	2	Administration centrale. (Matériel.).....	92,000	
Dépenses secrètes.	3	Publications, expositions, missions, établissements scientifiques, secours et récompenses..	65,800	
2 ^e SECTION.	4	Dépenses secrètes.....	80,000	3,901,065
Administration générale.	5	Administration générale.....	2,960,565	
3 ^e SECTION.	6	Commandement et administration des populations arabes.....	940,500	
Services de la justice, de l'instruction publique et des cultes.	7	Justice musulmane.....	64,000	4,072,980
Services financiers.	8	Instruction publique musulmane.....	186,000	
Services maritimes.	9	Culte musulman.....	68,500	
4 ^e SECTION.	10	Services financiers.....	3,121,680	
Colonisation.	11	Services maritimes et surveillance de la pêche..	632,800	5,881,908
Travaux publics.	12	Colonisation et topographie.....	2,433,250	
	13	Travaux publics.....	3,450,658	
TOTAL pour les dépenses du gouvernement général de l'Algérie.				18,554,013
RÉCAPITULATION.				
Dépenses du ministère de la guerre.....				861,039,723
Dépenses du gouvernement général de l'Algérie.....				18,554,013
TOTAL pour le ministère de la guerre et le gouvernement général de l'Algérie.....				375,533,236
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.				
1 ^{re} SECTION.	1	Administration centrale. (Personnel.).....	1,062,300 ^f	1,826,634 ^f
Administration centrale.	2	Administration centrale. (Matériel.).....	267,300	
Conseils.	3	Conseils, inspections générales et contrôle central.....	497,034	
Inspections générales.	4	États-majors et équipages.....	28,068,494	62,117,540
2 ^e SECTION.	5	Troupes.....	9,109,535	
États-majors.	6	Corps entretenus et agents divers.....	6,180,636	
Équipages.	7	Maistrance, gardiennage et surveillance.....	2,790,763	
Troupes.	8	Hôpitaux.....	2,516,856	
Corps entretenus.	9	Vivres.....	13,451,256	60,298,028
Hôpitaux et vivres.	10	Salaires d'ouvriers.....	17,012,000	
3 ^e SECTION.	11	Salaires d'ouvriers.....	34,977,681	
Salaires d'ouvriers.	12	Approvisionnement généraux de la flotte.....	8,018,500	
Approvisionnement généraux.	13	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	294,847	
Travaux hydrauliques.		Poudres.....		
Poudres.				
A reporter.....				124,242,202

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. (Suite.)				
4 ^e SECTION. Écoles navales.		Report.....		124,242,202 ^f
Service hydrographique et scientifique.	14	Justice maritime.....	147,560 ^f	3,727,680
Frais d'impressions.	15	École navale et boursiers de la marine.....	225,000	
Frais de voyages et dépenses diverses.	16	Service hydrographique et scientifique.....	410,000	
Traitements temporaires.	17	Frais généraux d'impressions et achats de livres.....	289,400	
Chirurgies.	18	Frais de voyages et dépenses diverses.....	2,227,660	
	19	Traitements temporaires.....	100,000	24,481,600
	20	Chirurgies.....	128,060	
5 ^e SECTION. Service colonial.	21	Personnel civil et militaire aux colonies.....	14,144,600	
	22	Matériel civil et militaire aux colonies.....	3,104,500	
	23	Service pénitentiaire.....	5,009,000	
	24	Subvention au service local des colonies.....	2,223,500	
	25	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	26	Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire.	
		TOTAL pour le ministère de la marine et des colonies.....		152,451,482
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale de l'instruction publique.	1	Personnel de l'administration centrale.....	570,950 ^f	710,950 ^f
	2	Matériel de l'administration centrale.....	140,000	
2 ^e SECTION. Services généraux de l'instruction publique.	3	Inspecteurs généraux.....	268,000	1,710,000
	4	Services généraux.....	226,000	
	5	Administration académique.....	1,216,000	
	6	École normale supérieure.....	307,610	
	7	Facultés.....	3,828,821	
	8	Bibliothèque de l'Université.....	26,000	7,493,071
	9	Institut impérial de France.....	615,200	
	10	Académie de médecine.....	43,700	
	11	Collège de France.....	277,000	
	12	Muséum d'histoire naturelle.....	592,380	
	13	Établissements astronomiques.....	267,260	
3 ^e SECTION. École normale supérieure et enseignement supérieur.	14	Écoles des langues orientales vivantes.— Bibliothèque et musée d'Alger.....	82,800	
	15	École des chartes.....	37,800	
	16	École d'Athènes.....	64,500	
Établissements scientifiques et littéraires.	17	Bibliothèque impériale. (Dépenses ordinaires.).....	422,500	
	18	Bibliothèque impériale. (Confect ⁿ des catalogues.).....	50,000	
	19	Bibliothèques publiques.....	197,500	
	20	Sociétés savantes.....	70,000	
	21	Subvention au Journal des savants.....	15,000	
	22	Souscriptions scientifiques et littéraires.....	140,000	
	23	Encouragem ^t aux savants et aux gens de lettres.....	200,000	
	24	Encouragements aux membres du corps enseignant et souscriptions aux ouvrages classiques.....	60,000	
	25	Voyages et missions scientifiques.....	75,000	
	26	Recueil et publication de documents inédits sur l'histoire de France.....	120,000	
		A reporter.....		9,914,081

SECTION.	CHAPITRE.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. (Suite.)				
4 ^e SECTION. Instruction secondaire.	27	Frais généraux de l'instruction secondaire.....	100,000	9,918,021
	28	Lycées impériaux et collèges communaux.....	2,173,000	3,141,000
	29	Bourses impériales et bourses.....	808,000	
5 ^e SECTION. Instruction primaire.	30	Inspection des écoles primaires.....	916,400	6,885,400
	31	Dépenses imputables sur les fonds généraux de l'Etat.....	5,046,700	
	32	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
	33	Dépenses des exercices périmés.....	Mémoire.	
TOTAL pour le ministère de l'instruction publique.....				19,918,121
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.				
1 ^{re} SECTION. Administration centrale.	1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	1,226,950	1,226,950
	2	Matériel et dépenses diverses des bureaux de l'administration centrale.....	200,000	
	3	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	3,934,800	
	4	Personnel des conducteurs.....	4,150,000	
2 ^e SECTION. Personnel des services des travaux publics.	5	Personnel du corps des mines, enseignement et écoles.....	856,100	
	6	Personnel des gardes-mines.....	184,000	9,720,253
	7	Personnel des officiers et maîtres de port du service maritime.....	272,000	
	8	Personnel des agents affectés à la surveillance de la pêche fluviale.....	243,053	
	9	Frais généraux, secours, etc.....	70,500	
3 ^e SECTION. Agriculture.	10	Écoles impériales vétérinaires.....	656,500	
	11	Encouragements à l'agriculture et enseignement professionnel.....	3,272,000	3,928,500
4 ^e SECTION. Commerce, industrie.	12	Conservatoire et écoles des arts et métiers.....	1,390,700	
	13	Encouragements aux manufactures et au commerce.....	316,900	
Établissements thermaux.	14	Encouragements aux pêches maritimes.....	3,200,000	
Services sanitaires.	15	Poids et mesures.....	1,005,050	
Secours aux colons de Saint- Domingue et autres.	16	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'Etat.....	223,500	7,029,250
	17	Subventions aux établissements particuliers d'eaux minérales.....	40,000	
	18	Établissements et services sanitaires.....	308,000	
	19	Secours aux colons de Saint-Domingue, réfugiés de Saint-Pierre et Miquelon et du Canada.....	547,500	
5 ^e SECTION. Travaux ordinaires des ponts et chaussées. Matériel des mines.	20	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	33,000,000	
	21	Navigation intérieure. (Rivières.) (Idem.).....	6,440,000	
	22	Navigation intérieure. (Canaux.) (Idem.).....	5,110,000	
	23	Ports maritimes, phares et fanaux. (Idem.).....	5,150,000	30,405,000
	24	Études et subvent ^{on} pour travaux d'irrigations, de dessèchements, de curage et de drainage.....	555,000	
	25	Subventions pour travaux à exécuter par voie de concession de péage.....	100,000	
	26	Matériel des mines.....	50,000	
	27	Dépenses d'exercices clos.....	Mémoire.	
TOTAL pour le ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....				72,429,953

SECTION.		MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés	
				par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS.					
1 ^{re} SECTION. Administration centrale. Archives de l'Empire. Correspondance de l'Empereur Napoléon I ^{er} . Asile de Saverne.	1	Personnel de l'administration centrale.	487,200 ^f		
	2	Matériel de l'administration centrale.	40,500		
	3	Personnel des archives de l'Empire.	128,500	624,400 ^f	
	4	Matériel des archives de l'Empire.	35,000		
	5	Correspondance de l'Empereur Napoléon I ^{er} .	100,000		
	6	Asile de Saverne. (Service intérieur).	15,000		
2 ^e SECTION. Beaux-arts et théâtres. Monuments historiques. Bâtiments civils.	7	Établissements des beaux-arts.	436,600		
	8	Ouvrages d'art et décoration d'édifices publics.	930,000		
	9	Fête du 15 août 1866.	200,000		
	10	Exposition des œuvres des artistes vivants.	315,000		
	11	Théâtres impériaux. — Subventions, etc.	1,237,000	7,650,500	
	12	Bonscriptions.	186,000		
	13	Encouragements et secours aux auteurs dramatiques, aux artistes, etc.	254,000		
	14	Monuments historiques.	1,100,000		
	15	Personnel des bâtiments civils.	103,300		
	16	Entretien des bâtiments civils.	850,000		
3 ^e SECTION. Service des haras.	17	Constructions et grosses réparations.	1,588,600		
	18	Dépôts d'étalons.	1,832,500	3,872,500	
	19	Remonte des haras et encouragements.	2,040,000		
	20	Dépenses des exercices périmés.	Mémoire.		
	21	Dépenses des exercices clos.	Mémoire.		
TOTAL pour le ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.				12,347,200	
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS.					
MINISTÈRE DES FINANCES.					
CONTRIBUTIONS DIRECTES, TAXES PERÇUES EN VERTU DE RÔLES ET CADASTRE.					
(Service administratif des contributions directes et autres taxes dans les départements.)					
47		Personnel.	2,916,300 ^f		
	48	Dépenses diverses.	2,154,271		
(Cadastr.)					
50	49	Frais d'arpentage et d'expertise. (Dépenses à la charge du budget de l'État.)	200,000		
	50	Frais de mutations cadastrales.	586,000	17,940,571 ^f	
(Frais de perception des contributions directes et autres taxes.)					
51		Remises aux percepteurs; indemnités aux porteurs de contraintes et frais judiciaires.	11,944,000		
	52	Secours aux percepteurs réformés, aux veuves et orphelins de percepteurs.	140,000		
A reporter.				17,940,571	

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS PUBLICS. (Suite.)				
MINISTÈRE DES FINANCES: (Suite.)				
		Report.....		17,920,571 ¹
ENREGISTREMENT, DOMAINES ET TIMBRE.				
(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)				
6 ^e SECTION. Administration de l'enregistre- ment, du timbre et des domaines.	53	Personnel.....	12,991,300 ^f	15,231,900
	54	Matériel.....	963,000	
	55	Dépenses diverses.....	1,277,600	
FORÊTS.				
(Service administratif et de surveillance dans les départements.)				
7 ^e SECTION. Administration des forêts.	56	Personnel.....	4,925,517	9,518,017
	57	Matériel.....	3,926,000	
	58	Dépenses diverses.....	666,500	
DOUANES ET CONTRIBUTIONS INDIRECTES.				
(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)				
8 ^e SECTION. Administration des douanes et des contributions indirectes.	59	Personnel.....	48,550,450	59,885,895
	60	Matériel.....	920,600	
	61	Dépenses diverses.....	8,377,230	
	62	Avances recouvrables.....	825,000	
	63	Dépenses du service des douanes en Algérie...	1,212,615	
TABACS ET POUDRES À FEU.				
(Frais de régie et d'exploitation dans les départements.)				
9 ^e SECTION. Administration des tabacs et des poudres à feu.	64	Personnel.....	2,389,422	63,689,709
	65	Matériel.....	18,065,402	
	66	Dépenses diverses.....	316,700	
	67	Avances recouvrables.....	224,000	
	68	Achats et transports.....	47,343,925	
	69	Dépenses du service des tabacs en Algérie....	350,200	
POSTES.				
(Service administratif, de perception et d'exploitation dans les départements.)				
10 ^e SECTION. Administration des postes.	70	Personnel.....	23,998,275	61,358,151
	71	Matériel.....	11,963,659	
	72	Dépenses diverses.....	1,208,825	
	73	Subventions.....	24,187,392	
TOTAL des frais de régie et de perception.				232,624,248

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DES FINANCES. (Suite.)				
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS, PRIMES ET ESCOMPTE.				
11 ^e SECTION. Rembour- sements et restitutions.	74	Dégrèvements et non-valeurs sur les taxes perçues en vertu de rôles.....	55,000 ^f	10,542,500 ^f
	75	Remboursements sur produits indirects et divers.....	3,837,500	
	76	Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations, attribués à divers.....	4,760,000	
	77	Primes à l'exportation de marchandises.....	490,000	
	78	Escomptes sur divers droits.....	400,000	
	TOTAL des remboursements et restitutions.....			

Récapitulation du budget général des dépenses ordinaires de l'exercice 1866.

			MONTANT des crédits accordés.
Dette publique et dotations.....			644,196,292 ^f
Services généraux des ministères.	Ministère d'État	3,092,100 ^f	81,162,396
	Ministère de la justice et des cultes. } Service de la justice. 33,178,710 ^f }		
		} Service des cultes... 47,983,686 }	
	Ministère des affaires étrangères.....	12,783,200	
	Ministère de l'intérieur	52,682,415	
	Ministère des finances.....	21,508,176	
	Ministère de la guerre et gouvernement général de l'Algérie. } Dépenses du ministère de la guerre. 361,029,223 ^f }		375,583,236
		} Dépenses du gouvernement général de l'Algérie. 14,554,013 }	
	Ministère de la marine et des colonies	152,451,482	
	Ministère de l'instruction publique	19,918,121	
Ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	72,429,953		
Ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts.....	12,347,200		
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics....			232,624,243
Remboursements, restitutions, non-valeurs, primes et escomptes.....			20,542,500
TOTAL du budget des dépenses ordinaires de l'exercice 1866.....			1,691,321,614

ÉTAT B.

Budget général, par chapitres, des dépenses

SECTION.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.	
		SERVICE DÉPARTEMENTAL SUR RESSOURCES SPÉCIALES.	
		DÉPENSES ORDINAIRES.	
	1	Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels concédés aux départements (10 centimes 50 millièmes) et du fonds commun à répartir par décret (7 centimes).....	37,647,500 ^f
		Dépenses sur produits éventuels ordinaires.....	700,000
			37,747,500 ^f
		DÉPENSES FACULTATIVES.	
	2	Dépenses d'utilité départementale imputables sur le produit des centimes facultatifs (maximum : 7 centimes 1/3 dans 88 départements et 14 centimes 6/10 dans la Corse).....	19,127,500 ^f
		Dépenses sur produit de propriétés départementales non affectées à un service public.....	1,200,000
		Dépenses sur subventions communales ou particulières et autres produits destinés à des travaux d'utilité départementale..	2,300,000
7 ^e SECTION.			130,140,000 ^f
		DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
	3	Dépenses imputables sur le produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales.....	37,205,000 ^f
		Dépenses sur fonds d'emprunts autorisés par des lois spéciales.....	8,500,000
			45,705,000
		DÉPENSES SPÉCIALES.	
	4	Dépenses des chemins vicinaux imputables sur le produit des centimes additionnels spéciaux (maximum : 5 centimes).....	13,969,000 ^f
		Dépenses sur ressources éventuelles affectées à la grande vicinalité.....	13,400,000
			27,369,000
		MINISTÈRE DES FINANCES.	
5 ^e SECTION. (1 ^{re} partie.)	1	Rôles spéciaux.....	27,500 ^f
	2	Avertissements.....	12,000
	3	Frais de distribution de premier avertissement.....	386,070
			100,000
11 ^e SECTION. (2 ^e partie.)	4	Frais d'arpentage et d'expertise.....	90,984,548
	5	Restitutions et non-valeurs.....	

RESSOURCES spéciales pour l'exercice 1866.

SECTION.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.			
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.			
1 ^{re} SECTION. (1 ^{re} partie.)	1	Frais de l'exposition permanente des produits de l'Algérie à Paris.....	19,000 ^f
2 ^{de} SECTION. (2 ^{de} partie.)	2	Frais de délimitation de la propriété arabe à la charge des tribus.....	200,000 ^f
	3	Contrôle et surveillance des chemins de fer de l'Algérie.....	34,300 ^f
			273,300 ^f
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.			
1 ^{re} SECTION. (1 ^{re} partie.)	1	Dépenses imputables sur les fonds départementaux....	6,239,000 ^f
2 ^{de} SECTION. (2 ^{de} partie.)	2	Dépenses imputables sur les produits spéciaux des écoles normales primaires.....	550,000 ^f
			6,789,000 ^f
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.			
1 ^{re} SECTION. (1 ^{re} partie.)	1	Contrôle et surveillance des chemins de fer.....	1,850,000 ^f
2 ^{de} SECTION. (2 ^{de} partie.)	2	Secours spéciaux pour pertes matérielles et événements malheureux, etc.....	2,117,000 ^f
3 ^{de} SECTION. (3 ^{de} partie.)	3	Frais de surveillance de sociétés et établissements divers.....	96,900 ^f
			4,063,900 ^f
RÉCAPITULATION.			
			MONTANT des crédits.
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.....			130,449,000 ^f
MINISTÈRE DES FINANCES.....			91,510,118
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. (Dépenses du gouvernement général de l'Algérie.).....			273,300
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.....			6,789,000
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.....			4,063,900
TOTAL.....			233,085,318

CHAPITRES spéciaux.		SERVICES ET CHAPITRES.		MONTANT DES CRÉDITS accordés	
				par chapitres.	par services.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.					
SECTION UNIQUE. — Imprimerie impériale.					
1	Dépenses fixes d'administration et d'exploitation.	{ Personnel	263,100 ^f		
		{ Matériel	118,140		
1 bis.	Travaux neufs		4,200		
2	Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe		4,136,765		
3	Augmentation et renouvellement du matériel		64,800		
4	Dépenses des exercices clos		Mémoire.		4,640,000 ^f
5	Application à faire de l'excédant présumé des recettes.....	{ aux produits divers du budget (1/10)	5,299 ^f 50 ^c		
		{ au fonds de roulement de l'imprimerie impériale (9/10). (Décret du 2 juillet 1862.)	47,695 50	51,995	
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.					
SECTION UNIQUE. — Chancelleries consulaires.					
1	Frais de chancellerie, honoraires des chanciers et pertes sur le change, savoir :				
	Frais de chancellerie... { Personnel	239,000 ^f			
		{ Matériel	105,000		
	Honoraires des chanciers	929,000	1,274,000		
	Pertes sur le change et droit de timbre sur les traites....	1,000			
2	Traitements spéciaux et indemnités, savoir :				
	Traitement des chanciers en inactivité ou rappelés pour cause de guerre ou de force majeure	8,000			
	Indemnités pour travaux extraordinaires concernant le service des chancelleries, dépenses extraordinaires et accidentelles	18,000	26,000		1,350,000
3	Versement au trésor, au crédit du service des chancelleries consulaires à titre de fonds commun, du produit des chancelleries dont les recettes excèdent les dépenses. (Décret du 20 août 1860.)		50,000		
MINISTÈRE DES FINANCES.					
SECTION UNIQUE. — Service de la fabrication des monnaies et médailles.					
Monnaies.					
1	Frais de fabrication alloués aux directeurs des monnaies.	1,230,645 ^f			
2	Pertes résultant des tolérances en fort sur le titre et le poids des monnaies fabriquées	50,000	1,280,745		
3	Excédant présumé des recettes sur les dépenses	100			
Médailles.					
4	Frais de fabrication, y compris la valeur des matières....	531,000			1,861,745
5	Application à faire, aux produits divers du budget, de l'excédant présumé du montant des recettes sur les dépenses.	50,000	581,000		
MINISTÈRE DE LA GUERRE.					
SECTION UNIQUE. — Caisse de la dotation de l'armée.					
Chapitre unique. — Dépenses de la caisse de la dotation de l'armée				63,915,000	63,915,000
A reporter					71,766,745

Services rattachés pour ordre au budget de l'exercice 1866.

CHAPITRES spéciaux.	SERVICES ET CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS accordés	
		par chapitres.	par services.
	Report.....		71,766,745 ¹
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
	SECTION UNIQUE. — <i>Caisse des invalides de la marine.</i>		
1	Pensions dites <i>semi-soldes</i>	4,000,000 ¹	
2	Pensions pour ancienneté et pour blessures, et pensions de veuves..	9,800,000	
3	Fonds annuel de secours, y compris le subsidé de 10,000 francs à l'hospice des orphelins de Rochefort.....	610,000	
4	Frais d'administration et de trésorerie pour les trois services composant l'établissement des invalides.....	460,000	
5	Remboursements sur anciens dépôts provenant de soldes, de parts de prises, etc.....	400,000	16,374,000
6	Remboursements sur anciens dépôts provenant de naufrages.....	50,000	
7	Dépenses diverses et remboursements de trop perçu.....	54,000	
8	Versement à faire au trésor public en 1866, par prélèvement sur l'avoir de la caisse des invalides de la marine, à la clôture dudit exercice.....	1,000,000	
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.		
	SECTION UNIQUE. — <i>École centrale des arts et manufactures.</i>		
1	Personnel.....	312,175	
2	Matériel.....	117,500	
3	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	459,170
4	Versement de l'excédant présumé des recettes, en augmentation du fonds de réserve de l'école centrale.....	29,495	
	MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS.		
	SECTION UNIQUE. — <i>Légion d'honneur.</i>		
1	Grande chancellerie. (Personnel.).....	241,000	
2	Grande chancellerie. (Matériel.).....	72,000	
3	Traitements et suppléments de traitement des membres de l'ordre...	10,346,500	
4	Décorations aux membres de l'ordre sans traitement.....	40,000	
5	Gratifications aux membres de l'ordre.....	64,000	
6	Traitements des médaillés militaires.....	3,455,800	
7	Maison impériale de Saint-Denis. (Personnel.).....	127,700	
8	Maison impériale de Saint-Denis. (Matériel.).....	420,000	
9	Subcursales. (Personnel.).....	23,400	
10	Subcursales. (Matériel.).....	346,850	
11	Subcursales. Pensions et trousseaux de 40 élèves pensionnaires des subcursales aux frais des familles.....	26,000	
12	Secours aux élèves.....	4,000	16,950,609
13	Commissions aux receveurs généraux. — Frais relatifs au domaine d'Écouen. — Remboursement de sommes versées à charge de restitution.....	50,000	
14	Dépenses diverses et imprévues. — Travaux extraordinaires des employés. — Intérêts à la caisse des dépôts et consignations.....	20,000	
15	Prix de décorations, médailles, brevets, ampliations de décrets relatifs au port des décorations étrangères. — Emploi de l'excédant des recettes sur les dépenses.....	225,000	
16	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.	
17	3 ^e annuité à payer à la caisse des dépôts et consignations, en remboursement de ses avances au trésor pour la soulté afférente à la conversion des rentes de la Légion d'honneur.....	968,359	
18	Subventions supplémentaires aux anciens militaires de l'armée de terre mis à la retraite de 1814 à 1851.....	500,000	
	TOTAL GÉNÉRAL.....		105,530,524

ÉTAT D. Etat général, par chapitres, des crédits accordés pour les dépenses extraordinaires de l'exercice 1866.

SECTIONS.	CHAPITRES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés	
			par chapitres.	sections.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.				
SERVICES DES CULTES.				
3 ^e SECTION. (2 ^e partie.) Matériel et travaux du culte catholique.	1	Constructions et grosses réparations des édifices diocésains.....	700,000	
	2	Secours aux communes des départements annexés, pour la réparation de leurs églises et presbytères.....	200,000	
	3	Secours extraordinaires pour travaux concernant les églises et presbytères.....	1,600,000	5,300,000
	4	Restauration de la cathédrale de Paris.....	300,000	
	5	Construction de la cathédrale de Marseille.....	100,000	
	6	Agrandissement de la cathédrale de Moulins.....	100,000	
	7	Reconstruction de la cathédrale de Cambrai.....	300,000	
	8	Achèvement de la cathédrale de Clermont.....	100,000	
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.				
2 ^e SECTION. (2 ^e partie.) Administration générale.	1	Indemnités à d'anciens fonctionnaires sardes devenus Français.....	15,000	15,000
	3 ^e SECTION. (2 ^e partie.) Service télé- graphique.	2	Travaux neufs.....	1,000,000
6 ^e SECTION. (2 ^e partie.) Subventions et secours.	3	Achèvement et appropriation du palais de justice de Bourges.....	30,000	
	4	Reconstruction du palais de justice d'Agén.....	70,000	
	5	Reconstruction du palais de justice d'Amiens.....	45,000	3,495,000
	6	Reconstruction du palais de justice d'Angers.....	50,000	
	7	Subventions pour faciliter l'achèvement des chemins vicinaux d'intérêt commun.....	3,300,000	
TOTAL pour le ministère de l'intérieur.....				4,880,000
MINISTÈRE DES FINANCES.				
2 ^e SECTION. (2 ^e partie.) Monnaies.	1	Fabrication de pièces d'argent de 50 et de 20 centimes. (Loi du 25 mai 1864.).....	500,000	500,000
	7 ^e SECTION. (2 ^e partie.) Forêts.	2	Reboisement des montagnes. — Construction de routes forestières et gazonnement.....	2,500,000
9 ^e SECTION. (2 ^e partie.) Tabacs.	3	Constructions nouvelles et grosses réparations de manufactures et magasins.....	1,225,000	1,225,000
TOTAL pour le ministère des finances.....				4,225,000
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÈRE.				
DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
4 ^e SECTION. (2 ^e partie.) Matériel de l'artillerie et du génie.	1	Établissements et matériel de l'artillerie.....	1,363,100	5,000,000
	2	Établissements et matériel du génie.....	3,636,900	
A reporter.....				5,000,000

SECTION.		MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés	
1 ^{re} PARTIE.				par chapitres.	par sections.
MINISTÈRE DE LA GUERRE ET GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. (Suite).					
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE.					
Report.....				5,000,000	
4 ^e SECTION. (3 ^e partie.) Colonisation. Travaux publics.	1	Dessèchements, irrigations et forages.....	150,000		
	2	Routes et ponts, aqueducs, canaux, fontaines et grande voirie.....	903,000		6,235,000
	3	Ports, phares, fanaux.....	1,185,000		
	4	Bâtiments civils.....	335,000		
	5	Chemins de fer de l'Algérie.....	3,661,100		
TOTAL pour ministère de la guerre et le gouvernement général de l'Algérie.....				11,235,000	
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.					
3 ^e SECTION. (2 ^e partie.) Salaires d'ouvriers.					
Approvision- nements généraux. Travaux hydrauliques.	1	Approvisionnements généraux de la flotte.....	9,000,000		
	2	Travaux hydrauliques et bâtiments à terre.....	3,500,000		12,500,000
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.					
3 ^e SECTION. (2 ^e partie.) École normale supérieure et enseignement supérieur. Établissements scientifiques et littéraires.	1	Préparation et publication de la carte des Gaules. Observatoire. — Construction d'instruments as- tronomiques.....	25,000		325,000
Établissements scientifiques et littéraires.	3	Expédition scientifique du Mexique.....	100,000		
			200,000		
5 ^e SECTION. (3 ^e partie.) Instruction primaire.	4	Subventions pour construction de maisons d'é- cole.....	1,100,000		1,100,000
TOTAL pour le ministère de l'instruction publique.....				1,425,000	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.					
6 ^e SECTION. Travaux extraordinaires des routes et ponts, canaux, rivières et ports; travaux agricoles et autres.	1	Établissement thermal d'Aix.....	38,800		
	1bis	Grosses réparations aux bâtiments de l'école de Grignon; achat de matériel et développement des collections des écoles impériales d'agricul- ture; publication des rapports sur les exploi- tations qui ont obtenu la prime d'honneur depuis 1857.....	135,000		
	1ter	Établissement d'un lazaret à Saint-Nazaire.....	200,000		
	2	Lacunes des routes impériales.....	2,500,000		
	3	Rectifications des routes impériales.....	2,500,000		
	4	Nouvelles routes impériales de la Corse.....	800,000		
	5	Routes forestières de la Corse.....	300,000		
6	Construction de ponts.....	1,200,000			
7	Part contributive de l'État pour l'ouverture ou l'achèvement de diverses grandes voies de communication dans Paris.....	8,800,000		38,021,800	
A reporter.....				38,021,800	

SECTIONS.		CHAPITRES.		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	
		MONTANT des crédits accordés		MONTANT des crédits accordés	

Vu pour être annexé au décret portant répartition, par chapitres, des crédits du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1866.

Le Ministre secrétaire d'Etat des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,739. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de l'Ardèche n° 1, de Serrières à Barjac, entre le pont de Fromentières et Mézilhac, suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 1^{er} Juillet 1865.*)

N° 13,740. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale de la Meurthe n° 14, de Nancy à Metz, par Nomeny, entre Agincourt et la borne hectométrique n° 63, conformément à la direction générale figurée par les lignes rouges d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 1^{er} Juillet 1865.*)

N° 13,741. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Hardy (*Jules-Marie-Alphonse-Georges*), né le 10 décembre 1821, à Genouillé, arrondissement de Rochefort (Charente-Inférieure), demeurant à Souvigné, arrondissement de Niort (Deux-Sèvres),

Et M. Hardy (*Ludovic-Léopold-Alphonse*), né le 6 janvier 1828, à Genouillé, demeurant à Souvigné,

Sont autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de *Pallet de Blanzay*, et à s'appeler, à l'avenir, *Hardy Pallet de Blanzay*.

2° Le sieur Rolland (*Jacques-Charles-Lucien*), propriétaire, né le 21 janvier 1831, à Paris, y demeurant, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *d'Estepé*, et à s'appeler, à l'avenir, *Rolland d'Estepé*.

3° Les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, les changements résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,742. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 23 février 1820, qui assigne six offices d'avoué au tribunal de première instance de Cherbourg (Manche), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

2° Le décret du 19 février 1859, qui assigne quinze offices d'huissier au tribunal de première instance de Cherbourg (Manche), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à treize.

3° Le décret du 1^{er} juin 1864, qui assigne vingt-trois offices d'huissier au tribunal de première instance de Valognes (Manche), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt et un.

4° Le décret du 24 août 1864, qui assigne vingt-trois offices d'huissier au tribunal de première instance de Vesoul (Haute-Saône), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-deux. (*Biarritz, 1^{er} Octobre 1865.*)

N° 13,743. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la commune de Querrieux, canton de Villers-Bocage, arrondissement d'Amiens, département de la Somme, prendra, à l'avenir, le nom de *Querrien*. (*Biarritz, 9 Octobre 1865.*)

N° 13,744. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé de l'intérim du ministère de la guerre) qui affecte au service du département de la guerre, sur le littoral du Havre (Seine-Inférieure) : 1° l'Épi à Pin et l'Épi de Sainte-Adresse, nécessaires pour la conservation de la batterie Royale et de la batterie de Sainte-Adresse ; 2° une partie de la plage ouest, destinée à la construction de la batterie des Huguenots, et telle qu'elle est indiquée par une teinte jaune sur un plan ci-annexé, ainsi que l'Épi de Saint-Roch, nécessaire pour protéger cette batterie. (*Saint-Cloud, 13 Octobre 1865.*)

N° 13,745. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le décret du 30 mars 1864, qui assigne trente-quatre offices d'huissier au tribunal de première instance de Valence (Drôme), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à trente-deux. (*Saint-Cloud, 16 Octobre 1865.*)

N° 13,746. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui crée, à la résidence de Concarneau (Finistère), un commissariat de police dont la juridiction embrassera toutes les communes du canton de ce nom et qui appartiendra à la cinquième classe. (*Saint-Cloud, 16 Octobre 1865.*)

N° 13,747. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissariat spécial de police institué à la résidence de Baisieux (Nord), par le décret du 20 février 1858, pour la

surveillance de la frontière, est étendue à la partie de la ligne du chemin de fer de Lille à Tournay comprise dans la traversée du département du Nord. (*Saint-Cloud, 16 Octobre 1865.*)

N° 13,748. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que le siège du commissariat spécial de police institué à la résidence de Feignies (Nord), pour la surveillance du chemin de fer du Nord et de ses embranchements, est transféré à Maubeuge (même département). (*Saint-Cloud, 16 Octobre 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 6^e Novembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS.

N° 1344.

N° 13,749. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention additionnelle de poste conclus, le 27 février 1865, entre la France et la Belgique.*

Du 18 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention additionnelle à la Convention de poste du 3 décembre 1857⁽¹⁾ ayant été conclue entre la France et la Belgique, le 27 février 1865, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 12 octobre 1865, ladite Convention additionnelle, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

*Convention additionnelle à la Convention de poste du 3 décembre 1857
entre la France et la Belgique.*

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi des Belges, désirant améliorer le service des correspondances entre la France et la Belgique, ont résolu d'y pourvoir au moyen d'une Convention additionnelle à la Convention de poste du 3 décembre 1857, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Édouard Drouyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand cordon de l'ordre de Léopold de Belgique, etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

⁽¹⁾ Bull. 576, n° 5221.

Et Sa Majesté le Roi des Belges, M. le baron *Eugène Beyens*, officier de l'ordre de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. La taxe à percevoir pour toute lettre ordinaire, c'est-à-dire non chargée, expédiée soit de la France ou de l'Algérie pour la Belgique, soit de la Belgique pour la France ou l'Algérie, sera de trente centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, en cas d'affranchissement, et de cinquante centimes aussi par dix grammes ou fraction de dix grammes, en cas de non-affranchissement.

Toutefois, la taxe des lettres désignées dans l'article 5 de la Convention du 3 décembre 1857 continuera à être perçue, conformément aux dispositions dudit article.

2. Les papiers de commerce ou d'affaires et les autres documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour la Belgique, et *vice versa*, seront affranchis jusqu'à destination, à raison de cinquante centimes par chaque deux cents grammes ou fraction de deux cents grammes.

Pour jouir de cette modération de taxe, les objets ci-dessus désignés devront être placés sous bandes et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance ou pouvant en tenir lieu.

Les papiers de commerce ou d'affaires et les autres documents manuscrits qui ne rempliront pas ces conditions, ou dont le port n'aura pas été payé d'avance intégralement, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

3. Le produit des taxes ou droits à percevoir, en vertu des articles 1 et 2 précédents, sur les lettres ordinaires, les papiers de commerce ou d'affaires et les autres documents manuscrits adressés d'un État dans l'autre, sera réparti entre les administrations des postes des deux Pays, dans la proportion de deux tiers au profit de l'administration des postes de France et d'un tiers au profit de l'administration des postes de Belgique.

4. Les taxes à percevoir pour l'affranchissement jusqu'à destination des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des photographies, des papiers de musique, des cartes de visite, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour la Belgique, soit de la Belgique pour la France et l'Algérie, devront être payées par les envoyeurs et seront réparties entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique, conformément au tarif suivant :

NATURE, ORIGINE ET DESTINATION des objets à affranchir.	TAXE à payer par l'envoyeur pour l'affranchis- sement de chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes.	SOMME à payer pour chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes			
		par l'administration des postes de France à l'administration des postes de Belgique.	par l'administration des postes de Belgique à l'administration des postes de France.		
Journaux, gazettes et ouvrages périodiques.	De la France et de l'Algérie pour la Belgique..... De la Belgique pour la France et l'Algérie....	Six centimes..	..	..	..
Livres brochés, livres re- liés, brochures, pho- tographies, cartes de visite, papiers de mu- sique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers impré- vés, gravés, litho- graphiés ou autogra- phiés.....	De la France et de l'Algérie pour la Belgique..... De la Belgique pour la France ou l'Algérie...	Huit centimes. Cinq centimes. (den.....)	..	..	..

Pour profiter du bénéfice des modérations de taxe accordées par le tarif ci-dessus, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, photographies, cartes de visite, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers devront être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Ceux des objets susmentionnés qui ne rempliraient pas ces conditions et dont le port n'aura pas été payé d'avance intégralement seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

5. Il est entendu que les lettres, les papiers manuscrits sous bandes, les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, photographies, cartes de visite, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers affranchis jusqu'à destination, conformément aux articles 1, 2 et 4 de la présente Convention, ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés, dans le Pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

6. L'administration pour le compte de laquelle seront transportées en dépêches closes les lettres auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article 16 de la Convention du 3 décembre 1857 payera à l'administration qui effectuera ce transport, pour chaque kilomètre existant en ligne droite entre le point par lequel les dépêches closes entreront sur le territoire desservi par cette dernière administration

et le point par lequel elles en sortiront, la somme de trois centimes par kilogramme de lettres, poids net.

Toutefois, l'administration de postes de Belgique payera à l'administration des postes de France, tant pour prix du transport sur le territoire français que pour prix du transport à travers le canal de la Manche, des lettres comprises dans les dépêches closes que ladite administration des postes de Belgique échangera avec l'administration des postes de la Grande-Bretagne, par la voie de France, un prix uniforme de dix-neuf centimes par trente grammes de lettres, poids net.

7. Il est réciproquement convenu entre les deux Parties contractantes que les taxes territoriales françaises ou belges dont sont passibles les lettres que chacun des deux Pays expédie ou reçoit par l'intermédiaire de l'autre ne devront, sous aucun prétexte, excéder celles applicables aux lettres de la même origine pour la même destination transmises par une autre voie que celle de la France ou de la Belgique.

Il est également convenu que la taxe étrangère que chacun des deux Gouvernements croirait devoir faire percevoir à titre de remboursement des taxes de transit ou de voie de mer à payer, en vertu de l'article 6 précédent, pour les lettres originaires ou à destination d'un seul et même pays étranger, ne devra pas dépasser, pour une lettre simple, le quart du prix moyen ou du prix uniforme, par trente grammes, résultant de l'application des dispositions dudit article.

Toutefois, il est entendu que, lorsque la division du prix susmentionné par le chiffre 4 donnera une fraction de décime, il pourra être perçu de part et d'autre un décime entier, si la fraction est d'un demi-décime ou plus; mais si cette fraction est inférieure au demi-décime, elle ne sera pas perçue.

8. Le Gouvernement français et le Gouvernement belge prennent l'engagement réciproque d'admettre en transit sur leurs territoires respectifs, dans les dépêches closes échangées en vertu de l'article 16 de la Convention du 3 décembre 1857, et au prix déterminé par ledit article pour les journaux et les imprimés, les échantillons de marchandises n'ayant par eux-mêmes aucune valeur vénale.

Pour jouir du bénéfice de cette modération de taxe, les échantillons de marchandises devront être placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, ne porter d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix, et être affranchis jusqu'à destination.

Les échantillons de marchandises qui ne rempliront pas ces conditions seront assimilés aux lettres ordinaires.

9. La présente Convention, qui sera considérée comme additionnelle à la Convention du 3 décembre 1857, sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra, et elle sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 27 Février 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé Baron EUG. BEYENS.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 18 Octobre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 13,750. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention relative à la transmission par la poste des Valeurs-papiers, conclus, entre la France et la Belgique, le 28 février 1865.

Du 18 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention relative à la transmission par la poste des valeurs-papiers ayant été conclue, le 28 février 1865, entre la France et la Belgique, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 12 octobre 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

*Convention relative à la transmission par la poste des valeurs-papiers
entre la France et la Belgique.*

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi des Belges, également animés du désir de faciliter et de protéger la transmission, par les postes des deux Pays, des valeurs-papiers au porteur, adressées d'un État dans l'autre, ont résolu d'assurer ce résultat par une Convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Édouard Dronyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, grand cordon de l'ordre de Léopold de Belgique, etc. etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, M. le baron Eugène Beyens, officier de l'ordre de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. L'expéditeur de toute lettre chargée contenant des valeurs-papiers payables au porteur, qui sera expédiée soit de la France ou de l'Algérie pour la Belgique, soit de la Belgique pour la France ou l'Algérie, pourra obtenir, jusqu'à concurrence de deux mille francs, le remboursement de ces valeurs, en cas de perte ou de spoliation prévue par l'article 5 ci-après, en faisant la déclaration du montant desdites valeurs et en payant d'avance, indépendamment des taxes et droits fixés par les articles 5 et 8 de la Convention du 3 décembre 1857⁽¹⁾ et par l'article 1^{er} de la Convention additionnelle du 27 février 1865⁽²⁾, un droit de vingt centimes par chaque cent franc ou fraction de cent francs.

2. Les lettres pour lesquelles les expéditeurs réclameront le bénéfice des dispositions de l'article précédent ne devront pas dépasser le poids de deux cent cinquante grammes.

3. La déclaration du montant des valeurs contenues dans une lettre devra être faite par l'expéditeur, du côté de la suscription de l'enveloppe, à l'angle gauche supérieur et sans rature ni surcharge, même approuvée.

Cette déclaration énoncera en langue française, en francs et en centimes et en toutes lettres, le montant des valeurs déclarées, sans autre indication.

Le montant des valeurs déclarées, pour une seule lettre, ne devra pas excéder deux mille francs.

4. Le fait d'une déclaration frauduleuse de valeurs supérieures à la valeur réellement insérée dans une lettre sera puni conformément à la législation intérieure du Pays où la lettre aura été remise à la poste.

5. Dans le cas où une lettre contenant des valeurs déclarées viendrait à être perdue ou spoliée, soit sur le territoire français, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes de France, d'après la législation française, soit sur le territoire belge, dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes de Belgique, d'après la législation belge.

⁽¹⁾ Bull. 576, n° 5221.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, n° 13.749.

l'administration responsable payera ou fera payer à l'envoyeur et, à son défaut, au destinataire, dans un délai de deux mois à dater du jour de la réclamation, la somme qui aura été déclarée et pour laquelle le droit prévu en l'article 1^{er} aura été acquitté; mais il est entendu que la réclamation ne sera admise que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi de ladite lettre; passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

6. L'administration qui opérera le remboursement du montant de valeurs déclarées non parvenues à destination sera subrogée à tous les droits du propriétaire.

A cet effet, la partie prenante devra, au moment du remboursement, consigner par écrit les renseignements propres à faciliter la recherche des valeurs perdues et subroger à tous ses droits ladite administration.

7. Les deux administrations des postes de France et de Belgique cesseront d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans toute lettre dont le destinataire ou son fondé de pouvoir aura donné reçu.

8. La perte d'une lettre chargée contenant des valeurs non déclarées continuera à n'entraîner, pour l'administration sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, que l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs, conformément à l'article 9 de la Convention du 3 décembre 1857.

9. L'envoyeur de toute lettre chargée contenant ou non des valeurs déclarées, et expédiée soit de la France ou de l'Algérie pour la Belgique, soit de la Belgique pour la France ou l'Algérie, pourra demander, au moment du dépôt de la lettre, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas, il payera d'avance, pour le port de l'avis, une taxe uniforme de vingt centimes.

10. Le produit des taxes ou droits à percevoir, en vertu des articles 1 et 9 précédents, sur les lettres et avis désignés dans lesdits articles, sera réparti entre les administrations des postes des deux Pays, dans la proportion de deux tiers au profit de l'administration des postes de France et d'un tiers au profit de l'administration des postes de Belgique.

11. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique désigneront, d'un commun accord, les bureaux par lesquels pourra avoir lieu l'échange des lettres contenant des valeurs déclarées et arrêteront les autres mesures de détail ou d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

12. La présente Convention, qui sera considérée comme additionnelle à la Convention du 3 décembre 1857, sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra, et elle sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la circulation sur le territoire belge des lettres renfermant des valeurs déclarées aura été légalement autorisée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 28 Février 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LUYDS.

(L. S.) Signé BARON EUG. BEYENS.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 18 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé DROUYN DE LUYDS.

N° 13,751. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention conclue le 1^{er} mars 1865, entre la France et la Belgique, pour l'échange des Mandats de poste.*

Du 18 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention relative à l'échange des mandats de poste entre la France et la Belgique ayant été signée le 1^{er} mars 1865, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 12 octobre 1865, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi des Belges, désirant que des sommes d'argent puissent être adressées d'un État dans l'autre au moyen de mandats de poste, ont résolu d'assurer ce résultat par une Convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Édouard Drouyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand cordon de l'ordre de Léopold de Belgique, etc. etc.

etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, M. le baron *Eugène Beyens*, officier de l'ordre de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour la Belgique que de la Belgique pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats spéciaux dits *mandats d'articles d'argent sur l'étranger*, tirés par des bureaux de l'administration des postes de France sur des bureaux de l'administration des postes de Belgique, et réciproquement.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de deux cents francs.

2. Il sera perçu sur chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, une taxe de vingt centimes par dix francs ou fraction de dix francs, laquelle taxe devra toujours être payée par l'envoyeur.

Le produit de la taxe ci-dessus fixée sera partagé par moitié entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique.

3. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou belges, en exécution de l'article 1^{er}, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe fixée par l'article 2.

4. L'administration des postes de France et l'administration des postes du royaume de Belgique dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, des comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues sur lesdites sommes, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les deux administrations conviendront.

5. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations, en échange de mandats d'articles d'argent, dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans un délai de huit années, à partir du jour du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

6. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique désigneront, d'un commun accord, les bureaux

qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents; elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article 4, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaitront la nécessité.

7. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces trois derniers mois, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

8. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armées.

Fait à Paris, en double original, le 1^{er} mars de l'an de grâce 1865.

(L. S.) Signé DROUIN DE LÉURY.

(L. S.) Signé Baron Eug. BETHM.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 18 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

En et contre du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCH.

Signé DROUIN DE LÉURY.

N° 15,752. — DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de l'Article additionnel aux Conventions de poste des 3 décembre 1857 et 27 février 1864, signé entre la France et la Belgique, le 25 septembre 1865.

Du 18 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR des Français, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Un Article additionnel aux Conventions de poste des 3 décembre 1857⁽¹⁾ et 27 février 1865⁽²⁾ ayant été signé entre la France et la Belgique, le 25 septembre 1865, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées à Paris, le 12 octobre 1865, ledit Article additionnel, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution.

ARTICLE ADDITIONNEL.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges se réservent réciproquement de suspendre, chacun pour ce qui le concerne, soit partiellement, soit en totalité, l'exécution des stipulations de l'article 7 de la Convention additionnelle du 27 février 1865, relatives à la taxe des lettres que chacune des deux administrations des postes de France et de Belgique est appelée à transporter en dépêches closes pour le compte de l'autre; mais il est entendu que les lettres taxées contrairement auxdites stipulations seront exclues du bénéfice des dispositions de l'article 6 de la même Convention et continueront à supporter les droits de transit déterminés par l'article 16 de la Convention du 3 décembre 1857.

Le présent Article, qui sera considéré comme additionnel aux Conventions des 3 décembre 1857 et 27 février 1865, sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Article additionnel et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 25 Septembre 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LUYA.

(L. S.) Signé Baron EUG. BEYENS.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 18 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Tu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Signé J. BAROCH.

Le Ministre des affaires étrangères,
Signé DROUYN DE LUYA.

⁽¹⁾ Bull. 576, n° 5221.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, n° 12749.

N° 13,753. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui établit en Algérie quatre Contrôles secondaires de la garantie pour faire l'essai et la marque des Ouvrages ou Lingots d'or et d'argent.*

Du 9 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu les lois des 19 brumaire, 26 frimaire et 13 germinal an VI, du 5 ventôse an XIII et l'article 16 de celle du 10 août 1839;

Vu l'arrêté du Directoire du 16 prairial an VII;

Vu les décrets des 28 floréal ⁽¹⁾ et 8 thermidor an XIII;

Vu les ordonnances des 5 mai 1819 ⁽²⁾, 5 mai 1820 ⁽³⁾, 7 avril 1838 ⁽⁴⁾, 30 décembre 1839 ⁽⁵⁾ et 28 juillet 1840 ⁽⁶⁾;

Vu le décret du 24 juillet 1857 ⁽⁷⁾;

Vu l'avis du conseil de gouvernement;

Sur le rapport de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre; sur l'avis de notre ministre des finances et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est établi dans les villes de Philippeville, Bône, Sétif et Batna, des contrôles secondaires de la garantie pour faire l'essai et la marque des ouvrages ou lingots d'or et d'argent qui y seront présentés.

2. La circonscription de chacun de ces contrôles est fixée ainsi qu'il suit :

Contrôle de Philippeville : l'arrondissement de Philippeville, les district et cercle de Djidjelly, le cercle de Collo;

Contrôle de Bône : la subdivision de Bône, y compris les arrondissements de Bône et de Guélma;

Contrôle de Sétif : l'arrondissement et la subdivision de Sétif;

Contrôle de Batna : la subdivision militaire et le district.

3. Les dispositions arrêtées par notre décret susvisé du 24 juillet 1857 sont et demeurent applicables aux quatre bureaux de garantie créés.

4. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim, du département de la guerre, et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le con-

⁽¹⁾ IV^e série, Bull. 46, n° 744.

⁽²⁾ VII^e série, Bull. 291, n° 6892.

⁽³⁾ VII^e série, Bull. 369, n° 8720.

⁽⁴⁾ IX^e série, Bull. 564, n° 7553.

⁽⁵⁾ IX^e série, Bull. 704, n° 8445.

⁽⁶⁾ IX^e série, Bull. 756, n° 8785.

⁽⁷⁾ XI^e série, Bull. 531, n° 4848.

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 9 Octobre 1865.

Signé Napoléon.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics, chargé, par intérim,
du département de la guerre,*

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 13,754. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui modifie les Cadres du Personnel affecté aux services de Police dont le Préfet est investi dans la ville du Mans.

Du 16 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu l'article 50 de la loi du 5 mai 1855;

Vu le décret du 11 janvier 1862⁽¹⁾ et les tableaux y annexés, constatant que le chiffre officiel de la population de la ville du Mans (Sarthe), adjonction faite de la population (3,903 habitants) de la commune de Pontlieue, réunie à celle du Mans par la loi du 10 juillet 1865, est de quarante et un mille cent douze habitants;

Vu l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII et la loi du 28 pluviôse an VIII,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cadres du personnel affecté aux services de police dont le préfet est investi dans la ville du Mans sont fixés de la manière suivante :

Le commissaire central;

Deux commissaires de police;

Un secrétaire du bureau central;

Trois brigadiers de police;

Quinze sergents de ville.

2. Les employés et agents de tout ordre seront nommés et commissionnés par le préfet et prêteront serment entre ses mains.

3. Le maire du Mans, pour les attributions dont il reste chargé, aura sous son autorité le commissaire central, qui transmettra ses ordres aux divers fonctionnaires et agents de la police et qui en assurera l'exécution.

4. Les dispositions relatives à l'organisation et aux détails du ser-

⁽¹⁾ Bull. 1001, n° 9958.

vies, au costume et à l'armement, seront réglées par des arrêtés préfectoraux, sous l'approbation du ministre de l'intérieur.

5. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 16 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,755. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédit au Budget extraordinaire du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, exercice 1865.

Du 21 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre 1864⁽¹⁾, qui a réparti, par chapitres, les crédits ouverts par la loi ci-dessus visée;

Vu l'article 12, quatrième paragraphe, du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1866⁽²⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 14 octobre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert pour l'exercice 1865, sur le chapitre XIV du budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (*Travaux de chemins de fer exécutés par l'État*), est réduit d'une somme de soixante-neuf mille cent quatre-vingts francs (69,180').

2. Le crédit ouvert pour le même exercice 1865, chapitre 1^{er} du budget extraordinaire de l'exercice 1865 (*Établissement thermal d'Aix*), est augmenté, par virement du chapitre ci-dessus, d'une somme égale de soixante-neuf mille cent quatre-vingts francs (69,180').

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4120.

finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 21 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13.756. — DÉCRET IMPÉRIAL qui convoque les Électeurs de la première circonscription du département de l'Yonne, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.

Du 25 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852⁽¹⁾;

Attendu le décès de M. le comte Rodolphe d'Ornano, député de la première circonscription de l'Yonne,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les électeurs de la première circonscription du département de l'Yonne sont convoqués pour les 18 et 19 novembre prochain, à l'effet d'élire un député au Corps législatif.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 488, n° 3434 et 3435.

N° 13,757. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que M. Jahan, conseiller d'État, est nommé membre du conseil du sceau des titres; en remplacement de M. Langlais. (Saint-Cloud, 25 Octobre 1865.)



Certifié conforme :

Paris, le 8^r Novembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1345*.

N° 13,758. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui reporte à l'exercice 1865 une portion des Crédits ouverts au Département de la Guerre, pour l'exercice 1864, à titre de Fonds de concours versés au Trésor.*

Du 2 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu nos décrets des 20 août ⁽¹⁾, 26 octobre ⁽²⁾, 15 décembre 1864 ⁽³⁾ et 8 avril 1865 ⁽⁴⁾, qui ont ouvert au département de la guerre, sur l'exercice 1864, divers crédits à titre de fonds de concours, applicables aux travaux du service du génie;

Vu l'état ci-annexé des sommes employées et de celles qui restent disponibles sur les crédits précités;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1865, et notre décret du 15 novembre suivant ⁽⁵⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu l'article 52 de notre décret du 31 mai 1862 ⁽⁶⁾;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽⁷⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 13 septembre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La somme de deux cent soixante et dix mille six cent soixante et dix francs quatre-vingt-treize centimes (270,670^{fr} 93^c), non employée sur les crédits ouverts au département de la guerre, pour l'exercice 1864, à titre de fonds de concours, par nos décrets des

* Voyez un Errata à la fin de ce numéro.

⁽¹⁾ Bull. 1244, n° 12,658.

⁽²⁾ Bull. 1249, n° 12,738.

⁽³⁾ Bull. 1263, n° 12,890.

⁽⁴⁾ Bull. 1286, n° 13,140.

⁽⁵⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽⁶⁾ Bull. 1045, n° 10,627.

⁽⁷⁾ Bull. 440, n° 4110.

20 août, 26 octobre, 15 décembre 1864 et 8 avril 1865, est reportée avec la même destination à l'exercice 1865, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. — *Établissements et matériel du génie.*

Place de Bayonne. — Construction d'un pont courtine sur la Nive et restauration de la crémaillère du camp de Marac.....	126,000 ^f 00 ^c
Places de Vendôme et Montoire. — Amélioration des quartiers de cavalerie de ces deux villes.....	11,950 00

TOTAL pour le budget ordinaire.....	137,950 00
--	-------------------

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. — *Établissements et matériel du génie.*

Place de Lille. — Extension de l'enceinte.....	132,720 93
--	------------

TOTAL GÉNÉRAL.....	270,670 93
---------------------------	-------------------

2. Une somme de deux cent soixante et dix mille six cent soixante et dix francs quatre-vingt-treize centimes (270,670^f 93^c), répartie comme il suit, est annulée sur les budgets de l'exercice 1864.

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. <i>Établissements et matériel du génie.....</i>	137,950 ^f 00 ^c
--	--------------------------------------

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. <i>Établissements et matériel du génie.....</i>	132,720 93
---	------------

TOTAL.....	270,670 93
-------------------	-------------------

3. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources du budget de l'exercice 1865.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 2 Octobre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances ,

Signé AGILLE FOULD.

*Le Ministre de l'agriculture, du commerce et
des travaux publics, chargé, par intérim, du
département de la guerre,*

Signé ARMAND BÉRIC.

État des sommes employées et de celles restant disponibles sur les crédits ouverts pour l'exercice 1864, par les décrets des 20 août, 26 octobre, 15 décembre 1864 et 8 avril 1865, à titre de fonds de concours.

BUDGET ORDINAIRE.	CRÉDITS OUVERTS PAR DÉCRETS				TOTAL.
	du 20 août 1864.	du 26 octobre 1864.	du 15 décembre 1864.	du 8 avril 1865.	
CHAP. XVI. <i>Établissements et matériel du génie.</i>					
Bayonne. — Construction d'un pont souterrain sur la Nive...	60,000'00 ^e	"	60,000'00 ^e	"	120,000'00 ^e
Bayonne. — Restauration de la crémaillère du camp de Marac.....	"	"	25,000 00	"	25,000 00
					145,000'00 ^e
Somme dépensée sur le crédit total.....					19,000 00
Reste disponible.....					126,000 00
Vendôme, Montoire. — Amé- lioration des quartiers de cavalerie de ces deux villes.	"	"	"	50,000'00 ^e	50,000 00
Somme dépensée.....					38,050 00
Reste disponible.....					11,950 00
TOTAL des sommes disponibles sur le budget ordinaire....					137,950 00
BUDGET EXTRAORDINAIRE.					
CHAP. II. <i>Établissements et matériel du génie.</i>					
Lille. — Extension de l'en- ceinte.....	705,269'15 ^e	350,000'00 ^e	500,000'00 ^e	"	1,555,269 15
Somme dépensée.....					1,420,548 22
Reste disponible sur le budget extraordinaire.....					134,720 93
Excédant de crédit à reporter sur l'exercice 1865.....					270,470 93

Paris, le 2 Octobre 1865.

Le Conseiller d'État, Directeur,
DARRICAU.

N° 13,759. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Ministère de la Justice et des Cultes (Service des Cultes), exercice 1865.*

Du 2 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général ordinaire des dépenses et des recettes de l'exercice 1865 ;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits dudit budget ;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾, concernant les virements de crédits ;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 4 octobre 1865 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert pour l'exercice 1865, sur le chapitre XI du budget ordinaire (3^e section) du ministère de la justice (*Frais de justice criminelle*), est réduit d'une somme de six mille sept cent cinquante francs (6,750').

2. Les crédits ouverts pour le même exercice, sur les chapitres suivants (2^e section) du même budget, sont augmentés de pareille somme, savoir :

CHAP. IX. Justices de paix.....	6,500'
— X. Service de la justice française en Algérie.....	250
TOTAL ÉGAL.....	6,750

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 2 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Gardes des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes.

Signé J. BAROGNE.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽³⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

N° 13,760. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédit au Budget ordinaire du Ministère des Finances, exercice 1865.*

Du 4 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre 1864⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu les dispositions de notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾, sur les virements de crédits;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert pour l'exercice 1865, sur le chapitre in du budget ordinaire du ministère des finances (*Rentes 3 p. 0/0*), est réduit d'une somme de quatre millions sept cent cinquante et un mille cent trente et un francs (4,751,131').

2. Le crédit ouvert pour le même exercice, sur le chapitre iv du budget ordinaire du même ministère (*Fonds d'amortissement*), est augmenté d'une somme égale de quatre millions sept cent cinquante et un mille cent trente et un francs (4,751,131'), par virement du chapitre désigné ci-dessus.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,761. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe la valeur des Monnaies étrangères en Monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1866, du Droit de Timbre établi sur les Titres de Rentes, Emprunts et autres Effets publics des Gouvernements étrangers.*

Du 4 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

Vu l'article 6 de la loi du 13 mai 1863, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1864, lequel article est ainsi conçu :

« A dater du 1^{er} juillet 1863, seront soumis à un droit de timbre de cinquante centimes par cent francs ou fraction de cent francs du montant de leur valeur nominale les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, quelle qu'ait été l'époque de leur création.

« La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises sera fixée annuellement par un décret. »

Vu l'article 7 de la loi du 8 juin 1864, qui a élevé de cinquante centimes à un franc, à partir du 1^{er} juillet 1864, le droit de timbre établi par la loi précitée du 13 mai 1863;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1866, du droit de timbre établi par l'article 7 de la loi du 8 juin 1864, est fixée comme suit :

Autriche.....	{ Le florin.....	2 ^{fr} 40 ^c
	{ Dette extérieure, la livre sterling.....	15 50
Belgique.....	{ Le franc.....	1 00
	{ Dette intérieure, la piastre.....	3 20
Espagne.....	{ Dette extérieure, la piastre.....	5 40
États-Romains.....	{ L'écu (scudo).....	5 38
États-Unis.....	{ Le dollar.....	5 15
Hollande.....	{ Le florin.....	2 10
Italie.....	{ La livre.....	1 00
	{ Dette extérieure trois pour cent, la livre sterling.....	15 20
Mexique.....	{ Emprunt six pour cent anglo-français 1864, la livre sterling.....	15 20
	{ Obligations de cinq cents francs, la piastre.....	5 00
Portugal.....	{ La livre sterling.....	15 20
Russie.....	{ Dette extérieure, la livre sterling.....	15 20
	{ Dette intérieure, les cent piastres turques.....	22 20
Turquie.....	{ Dette extérieure, la livre sterling.....	15 20
	{ Dette générale cinq pour cent, les onze medjidiés d'or.....	150 00

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,762. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre le Bureau de Douane de Baisieux (station de chemin de fer), 1° à l'importation de certaines Marchandises; 2° au transit des Marchandises prohibées ou non prohibées.

Du 4 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics :

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836, qui confère au Gouvernement le droit de déterminer les bureaux de douane qui seront ouverts à l'importation et au transit de certaines marchandises,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le bureau de douane de Baisieux (station de chemin de fer) est ouvert : 1° à l'importation des marchandises taxées à plus de vingt francs par cent kilogrammes ou nommément désignées par l'article 8 de la loi du 27 mars 1817; 2° au transit des marchandises prohibées ou non prohibées.

2. A partir de la publication du présent décret, le bureau de Baisieux (route) cessera d'être ouvert à l'importation des marchandises taxées à plus de vingt francs par cent kilogrammes ou nommément désignées par l'article 8 de la loi du 27 mars 1817, et aux opérations de transit.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,763. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui autorise le sieur *Magnin (Jean)* à établir un canal d'irrigation à dériver de la rivière de la Cèze, dans les communes de la Roque, Saint-Michel-d'Euzet et Saint-Gervais-lez-Bagnols (Gard), et déclare d'utilité publique l'établissement de ce canal. (Paris, 8 Juillet 1865.)

N° 13,764. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Les travaux d'assainissement et de mise en valeur des landes commu-

nales de Lit-et-Mixe (Landes) seront mis à exécution conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération du 19 mars 1865, par laquelle le conseil municipal de Lit-et-Mixe déclare prendre à sa charge, au nom de la commune, l'exécution des travaux et s'engage à pourvoir à la dépense sur les fonds provenant des concessions et de la vente aux enchères d'une partie des terrains communaux.

3° Les travaux, déjà commencés par anticipation en 1859, devront être terminés en 1870.

On exécutera, chaque année, un douzième de la surface totale. Toutefois la commune pourra hâter l'exécution des travaux et abréger le délai ci-dessus fixé. (*Paris, 18 Juillet 1865.*)

Errata. Bulletin des lois, x^e série, n° 529, contenant la loi du 6 mai 1852, sur la refonte des monnaies de cuivre, page 1253, treizième et quatorzième lignes de l'article 3, au lieu de : *et d'un demi pour cent pour les pièces d'un et de deux centimes, lisez : et d'un et demi pour cent pour les pièces d'un et de deux centimes.*



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Novembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1346.

N° 13,765. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Cholet, d'un Établissement de Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur.

Du 22 Avril 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, existant à Angers (Maine-et-Loire) en vertu d'un décret du 13 septembre 1852⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Cholet (même département) un établissement de sœurs de son ordre, composé d'un refuge, à la charge par les membres de cet établissement de se conformer exactement aux statuts adoptés par la maison mère et approuvés par décret impérial du 16 juillet 1810⁽²⁾.

2. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, à Angers, est autorisée à accepter, aux clauses et conditions imposées, les donations faites à cette congrégation par les demoiselles *Anne Broche-Bajeloux* et *Eve Meyer*, suivant actes notariés des 17 octobre 1859, 28 mars 1862 et 15 octobre 1863, et consistant : 1° du chef de la demoiselle *Anne Broche-Bajeloux*, seule, en une pièce de terre située sur le territoire de la commune de Cholet, contenant un hectare quatre-vingts ares et estimée huit mille cent francs; 2° du chef des demoiselles *Broche-Bajeloux* et *Meyer*, en une portion de pré sise également sur la commune de Cholet et estimée deux mille cent francs, sous la condition d'affecter exclusivement ces immeubles aux besoins de l'établissement de sœurs reconnu à Cholet par l'article 1^{er} du présent décret.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 578, n° 4446.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 305, n° 5790.

3. La supérieure générale de la congrégation des sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, à Angers, est autorisée à acquérir, au nom de cette congrégation, du sieur *Tessié de la Motte* et de la dame veuve *Letpurneux*, moyennant une somme de neuf mille cinq cents francs, égale au montant de l'estimation, et aux clauses et conditions de deux actes notariés, en date des 26 mai 1859 et 31 mars 1860, divers immeubles désignés dans ces actes et destinés également à l'établissement de cet ordre à Cholet.

Il sera pourvu au paiement de ces acquisitions au moyen des économies de la congrégation et des dots de nouvelles religieuses.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Avril 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,766. — DÉCRET IMPÉRIAL qui élève à la deuxième classe la Préfecture du département de la Charente-Inférieure.

Du 15 Août 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu le décret du 27 mars 1852⁽¹⁾;

Vu la loi de finances du 8 juillet 1865,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La préfecture du département de la Charente-Inférieure est élevée à la deuxième classe, à partir du 1^{er} janvier 1866.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 526, n° 4037.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au camp de Châlons, le 15 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,767. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Ministre de la Guerre un Crédit à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et une Compagnie de Chemin de fer, pour l'exécution de Travaux militaires appartenant à l'exercice 1865.

Du 13 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre :

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1865 ;

Vu notre décret du 15 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition, par chapitres, des crédits de ce budget ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, qui a accordé des suppléments de crédits au budget de 1865 ;

Vu notre décret du 26 août 1865 ⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, de ces suppléments de crédits ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées au trésor par des départements, des communes et une compagnie de chemin de fer, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux militaires appartenant à l'exercice 1865 ;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1866 ⁽³⁾ ;

En les lettres de notre ministre des finances, en date des 26 août et 29 septembre 1865 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État de la guerre, sur l'exercice 1865, un crédit de sept cent quarante-neuf

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1330, n° 13,614.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4110.

milie huit cents francs (749,800^f), applicable aux travaux du service du génie indiqués ci-après :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. — *Établissements et matériel du génie.*

Place de Meaux. — Organisation du casernement pour un régiment de cavalerie de la garde.....	5,000 ^f
Place de Béthune. — Élargissement de la route départementale n° 21, dans la traversée des fortifications.....	2,000
Place de Douai. — Construction d'une poterne à travers les remparts (modifications apportées au projet primitif).....	3,000
Place de Bourg. — Construction d'un quartier pour le dépôt d'instruction de la réserve du département de l'Ain.....	25,000
Place de Lorient. — Élargissement de la route impériale n° 24, aux abords de la porte du Morbihan.....	15,000
Place de Lorient. — Complément de dépense de travaux de fortification sur la rive gauche du Scorff.....	19,000
Place de Blois. — Construction d'un quartier d'infanterie.....	120,000
Place d'Auch. — Construction d'un mur de clôture au dépôt de remonte, le long de la voie ferrée.....	20,800
TOTAL pour le budget ordinaire.....	199,800

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. II. — *Établissements et matériel du génie.*

Place de Lille. — Extension de l'enceinte de la ville.....	550,000
REPORT du crédit afférent au budget ordinaire.....	199,800
TOTAL GÉNÉRAL.....	749,800

2. Il sera pourvu à cette dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 13 Octobre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,
Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et
des travaux publics, chargé, par intérim,
du département de la guerre,

Signé ARMAND BÉREZ.

État des sommes versées au trésor par des départements, des communes et une compagnie de chemin de fer, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution des travaux militaires appartenant à l'exercice 1865.

DATES des versements.	DÉSIGNATION du comptable qui a reçu les fonds.	MONTANT des versements.	OBSERVATIONS.
29 avril 1865....	Le receveur particulier des finances à Meaux.....	5,000 ¹	
6 mai 1865.....	Le receveur particulier des finances à Arras.....	2,000	
22 mai 1865.....	Le receveur général du département du Nord.....	200,000	
3 juillet 1865....	<i>Idem</i>	200,000	
26 juillet 1865....	<i>Idem</i>	150,000	
29 avril 1865....	Le receveur particulier des finances à Douai.....	3,000	
12 juin 1865....	Le receveur général du département de l'Ain.....	25,000	
27 mai 1865....	Le receveur général du département du Gers.....	10,800	
31 janvier 1865..	Le receveur général du département du Morbihan.....	10,000	
8 juin 1865.....	<i>Idem</i>	15,000	
16 juin 1865....	Le receveur général du département de Loir-et-Cher.....	120,000	
	TOTAL.....	749,800	

Paris, le 22 Septembre 1865.

Le Conseiller d'État,
Directeur de la comptabilité générale,
Signé DARRICAU.

N° 13,768. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1865, un Crédit représentant une somme versée au Trésor par la ville de Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864, pour les travaux de construction du Port Napoléon.

Du 21 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840;

Vu la loi du 18 mai 1864, qui autorise la ville de Brest à faire au trésor une avance de quatre millions de francs, pour la continuation des travaux du port Napoléon, à Brest;

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

Vu nos décrets des 10 novembre 1864 ⁽¹⁾, 4 mars ⁽²⁾, 10 mai ⁽³⁾ et 28 juin 1865 ⁽⁴⁾, qui, à la suite de versements effectués par la ville de Brest en exécution de ladite loi, ont ouvert à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics des crédits montant ensemble à deux millions de francs;

Vu l'état ci-annexé, constatant qu'il a été versé au trésor, le 1^{er} septembre 1865, par la ville de Brest, une nouvelle somme de trois cent mille francs, avec la même destination;

Vu notre décret du 10 novembre 1865 ⁽⁵⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 4 octobre 1865;

Notre Conseil d'État entendu;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds du budget extraordinaire de l'exercice 1865 (chapitre I, Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes), un crédit de trois cent mille francs (300,000^f), pour les travaux de construction du port Napoléon, à Brest.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre d'avances, par la ville de Brest.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 21 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

Etat des sommes versées au trésor par la ville de Brest, à titre d'avances, pour la construction du port Napoléon, à Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864.

DATE du versement.	DÉSIGNATION du comptable qui a reçu les fonds.	MONTANT des versements.	OBSERVATIONS.
1 ^{er} septembre 1865	Receveur de l'arrondissement de Brest.....	500,000 ^f	
	Montant des versements antérieurs.....	2,000,000 ^f	
	ENSEMBLE.....	2,500,000 ^f	

Approuvé pour être annexé au décret du 21 octobre 1865, enregistré sous le n° 795.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

⁽¹⁾ Bull. 1252, n° 12,781.

⁽²⁾ Bull. 1276, n° 13,036.

⁽³⁾ Bull. 1293, n° 13,269.

⁽⁴⁾ Bull. 1312, n° 13,556.

⁽⁵⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 13,769. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre, sur l'exercice 1865, un Crédit représentant une somme versée au Trésor par un Maître de forges, en exécution de la loi du 15 avril 1865, pour les travaux de Canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier.

Du 21 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865 ;

Vu notre décret du 15 novembre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice ;

Vu la loi du 15 avril 1865, qui autorise les maîtres de forges des départements de la Haute-Marne, de la Meuse et du Nord à avancer au trésor une somme de un million six cent mille francs, pour être affectée aux travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu nos décrets des 28 juin ⁽²⁾ et 18 septembre ⁽³⁾ derniers, qui, à la suite de versements effectués par la compagnie des mines d'Anzin et divers industriels, en exécution de la loi susvisée du 15 avril dernier, ont ouvert à notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics des crédits s'élevant ensemble à un million cinquante-neuf mille trois cent trente-trois francs trente-quatre centimes ;

Vu l'état ci-annexé, constatant qu'il a été versé au trésor une nouvelle somme de cent soixante et dix mille francs par le sieur Danelle-Bernardin, maître de forges au Buisson, commune de Louvemont, applicable aux travaux dont il s'agit ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽⁴⁾ ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4) ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 4 octobre 1865 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1865, chapitre ix du budget extraordinaire (Établissement de canaux de navigation), un crédit de cent soixante et dix mille francs (170,000^f).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor en exécution de la loi précitée du 15 avril 1865.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont char-

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1322, n° 16,557.

⁽³⁾ Bull. 1339, n° 13,711.

⁽⁴⁾ Bull. 440, n° 4110.

gés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 21 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

État des sommes versées au trésor, à titre d'avances faites à l'État, par des industriels des départements de la Haute-Marne, de la Meuse et du Nord, pour les travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier. (Loi du 15 avril 1865.)

DATE du versement.	DÉSIGNATION du comptable qui a reçu les fonds.	MONTANT des versements.	OBSERVATIONS.
8 août 1865.	Receveur de l'arrondissement de Wassy (Haute-Marne).....	170,000 ⁰⁰	
	Montant des versements antérieurs.	1,069,333 34	
	ENSEMBLE	1,239,333 34	

Approuvé pour être annexé au décret du 21 octobre 1865, enregistré sous le n° 794.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,770. — **DÉCRET IMPÉRIAL** relatif aux Correspondances expédiées de la France et de l'Algérie, par l'intermédiaire de l'Office des postes de la Tour et Taxis, à destination des Duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, de la Principauté de Lubeck, de Hëlîgoland, du Danemark, de la Suède, de la Norwège, de l'Islande, des Iles Féroë et du Groënland, et vice versa.

Du 21 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 6 de la convention de poste conclue, le 25 novembre 1861⁽¹⁾, entre la France et le prince de la Tour et Taxis, grand maître héréditaire des postes féodales d'Allemagne ;

Vu la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802) ;

Vu notre décret du 26 février 1862⁽²⁾, concernant les correspondances échangées entre l'administration des postes de France et l'office des postes féodales d'Allemagne ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

⁽¹⁾ Bull. 1002, n° 9962.

⁽²⁾ Bull. 1005, n° 9994.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France, tant pour les lettres affranchies expédiées de la France et de l'Algérie, par l'intermédiaire de l'office des postes de la Tour et Taxis, à destination des duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, de la principauté de Lubeck, de Hëlîgoland, du Danemark, de la Suède, de la Norwège, de l'Islande, des îles Féroë et du Groënland, que pour les lettres non affranchies ou partiellement affranchies expédiées des duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, de la principauté de Lubeck, de Hëlîgoland, du Danemark, de la Suède, de la Norwège, de l'Islande, des îles Féroë et du Groënland, par l'intermédiaire du même office, à destination de la France et de l'Algérie, seront payées par les envoyeurs ou les destinataires de ces objets, suivant le cas, conformément au tarif ci-après :

ORIGINE des correspondances.	DESTINATION des correspondances.	NATURE des correspondances.	TAXE à percevoir pour chaque lettre et par chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	
			fr.	c.
France et Algérie.....	Duchés de Schleswig, de Holstein, de Lauenbourg, principauté de Lubeck, Hëlîgoland, Danemark.....	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination (A)..... Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (A).....	"	70
	Suède, Norwège.....	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination (A)..... Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (A).....	1	30
	Islande, îles Féroë, Groënland.....	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à Copenhague (A).....	"	70
Duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, principauté de Lubeck, Hëlîgoland, Danemark.....	France, Algérie.....	Lettres non affranchies (A).....	"	90
Suède, Norwège.....	France, Algérie.....	Lettres non affranchies (A).....	1	40
Islande, îles Féroë, Groënland.....	France, Algérie.....	Lettres affranchies jusqu'à Copenhague (B).....	"	90

(A) Affranchissement facultatif.
 (B) Affranchissement obligatoire.
 (C) La taxe à percevoir pour l'affranchissement de chaque lettre chargée se composera de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie, du même poids, et d'un droit fixe de 50 centimes, sans égard au poids de la lettre chargée.
 (D) Le port des lettres échangées entre les habitants de la France et de l'Algérie et les habitants de l'Islande, des îles Féroë et du Groënland, par la voie du Danemark, doit toujours être payé par les envoyeurs depuis le lieu d'origine jusqu'à Copenhague, et par les destinataires, depuis Copenhague jusqu'au lieu de destination.

2. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1866.

3. Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions de notre décret susvisé du 26 février 1862.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 21 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 15,771. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Correspondances recueillies ou distribuées par les Bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.*

Du 25 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 14 floréal an x (4 mai 1802) et 30 mars 1838;

Vu le décret organique sur la presse, du 17 février 1852⁽¹⁾;

Vu les conventions qui règlent l'échange des correspondances entre l'administration des postes de France et les administrations des postes de Grèce, du royaume d'Italie, des États-Pontificaux, d'Espagne, de Suisse, d'Autriche, du grand-duché de Bade, de Bavière, du grand-duché de Luxembourg, de Belgique, des Pays-Bas, de Prusse, de la Tour et Taxis, de Suède, de Norwège, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et du Brésil;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France pour les lettres ordinaires, les lettres chargées, les échantillons de marchandises, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés, les livres reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger, et *vice versa*, soit de l'un desdits bureaux pour un autre de ces bureaux, seront payées par les envoyeurs ou les destinataires, conformément au tarif ci-après :

NATURE des correspondances.	ORIGINE des correspondances.	DESTINATION des correspondances.	TAXE à percevoir pour chaque lettre ou paquet portant une adresse particulière.
Lettres ordinaires af- franchies jusqu'à destination..... (Affranchissement facultatif.)	France et Algérie.....	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.....	40 centimes par 10 grammes ou frac- tion de 10 grammes.
	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger..	France et Algérie.....	
	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte.....	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte..	
	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger..	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger.....	
	Bureau français établi à Tunis.....	Bureau français établi à Tunis et en Égypte...	
	Bureau français établi à Tanger.....	Bureau français établi à Tanger.....	
	France et Algérie.....	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.....	
	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger..	France et Algérie.....	
	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte.....	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte..	
	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger..	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger.....	
Lettres ordinaires non affranchies...	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte.....	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte..	60 centimes par 10 grammes ou frac- tion de 10 grammes.
	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger..	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger.....	
	Bureau français établi à Tunis.....	Bureau français établi à Tunis et en Égypte...	
	Bureau français établi à Tanger.....	Bureau français établi à Tanger.....	
	France et Algérie.....	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.....	
	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger..	France et Algérie.....	
	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte.....	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte..	
	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger..	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger.....	
	Bureau français établi à Tunis.....	Bureau français établi à Tunis et en Égypte...	
	Bureau français établi à Tanger.....	Bureau français établi à Tanger.....	
Lettres ordinaires insuffisamment af- franchies au moyen de timbres-poste...	France et Algérie.....	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.....	La même taxe que pour les lettres non affranchies, sauf déduction du prix des timbres-postes.
	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger..	France et Algérie.....	
	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte.....	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte..	
	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger..	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger.....	
	Bureau français établi à Tunis.....	Bureau français établi à Tunis et en Égypte...	
	Bureau français établi à Tanger.....	Bureau français établi à Tanger.....	
	France et Algérie.....	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.....	
	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger..	France et Algérie.....	
	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte.....	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte..	
	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger..	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger.....	
Lettres chargées... (Affranchissement obligatoire jusqu'à destination.)	Bureau français établi à Tunis.....	Bureau français établi à Tunis et en Égypte...	Taxe fixe de 40 cen- times en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids.
	Bureau français établi à Tanger.....	Bureau français établi à Tanger.....	
	France et Algérie.....	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.....	
	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger..	France et Algérie.....	

NATURE des correspondances.	ORIGINE des correspondances.	DESTINATION des correspondances.	TAXE à percevoir pour chaque lettre ou paquet portant une adresse particulière.
Échantillons de mar- chandises affran- chis jusqu'à desti- nation.....	France et Algérie.....	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.....	8 centimes par 40 grammes ou frac- tion de 40 grammes.
	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger..	France et Algérie.....	
	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte.....	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte...	
	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger..	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte...	
	Bureau français établi à Tunis.....	Bureau français établi à Tanger.....	
	Bureau français établi à Tanger.....	Bureau français établi à Tunis.....	
	France et Algérie.....	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.....	
	Bureaux français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger..	France et Algérie.....	
	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte.....	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte...	
	Bureaux français établis à Tunis et à Tanger..	Bureaux français établis en Turquie et en Égypte...	
Imprimés de toute nature affranchis jusqu'à destina- tion.....	Bureau français établi à Tunis.....	Bureau français établi à Tanger.....	8 centimes par 40 grammes ou frac- tion de 40 grammes.
	Bureau français établi à Tanger.....	Bureau français établi à Tunis.....	

2. Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article précédent, qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront affranchis jusqu'à destination, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les échantillons de marchandises qui ne rempliraient pas ces conditions seront considérés et taxés comme lettres.

3. Ceux des journaux et autres imprimés désignés dans l'article 1^{er} du présent décret qui seront originaires ou à destination soit de la France, soit de l'Algérie, ne pourront être admis par le bureau de poste du lieu de départ qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, décrets, ordonnances ou arrêtés qui fixent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

4. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France, tant pour les lettres ordinaires affranchies et les lettres chargées

déposées dans les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger, à destination des colonies et établissements français, que pour les lettres non affranchies expédiées des colonies et établissements français à destination desdits bureaux, seront payées par les envoyeurs ou les destinataires, suivant le cas, conformément au tarif ci-dessous :

ORIGINE des correspondances.	DESTINATION des correspondances.	NATURE des correspondances.	TAXE à percevoir pour chaque lettre et par chaque poids de 10. gr. ou fraction de 10 grammes.	
			fr.	é.
Bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.....	Colonies françaises d'Amé- rique, établissements fran- çais d'Asie, Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Ma- rie de Madagascar, Nouvelle- Calédonie, Ile des Pins, Iles Loyalty, Sénégal, établisse- ments français de la côte d'Or et du Gabon.....	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à destination (affranchissement facul- tatif).....	1	20
		Lettres chargées affran- chies jusqu'à destination (affranchissement obli- gatoire).....	2	40
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à destination (affranchissement facul- tatif).....	1	70
	Iles Marquises, Iles Basses, Iles de la Société.....	Lettres chargées affran- chies jusqu'à destination (affranchissement obli- gatoire).....	3	40
Colonies françaises d'Amé- rique, établissements français d'Asie, Réu- nion, Mayotte et dépen- dances, Sainte-Marie de Madagascar, Nouvelle- Calédonie, Ile des Pins, Iles Loyalty, Sénégal, établissements français de la côte d'Or et du Gabon.....	Bureaux de poste français éta- blis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.....	Lettres non affranchies...	1	20
Iles Marquises, Iles Basses, Iles de la Société.....	Bureaux de poste français éta- blis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger.....	Lettres non affranchies...	1	70

5. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France pour l'affranchissement des lettres ordinaires déposées dans les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger, à destination des pays étrangers, seront payées par les envoyeurs, conformément au tarif ci-après :

DESTINATION DES LETTRES.	CONDITIONS de l'affranchisse- ment.	LIMITE de l'affranchissement.	TAXE d'affranchisse- ment à percevoir pour chaque lettre et par chaque poids de 5 1/2 gr. ou fraction de 7 1/2 gr.	
			fr.	c.
Ile de Malte.....	Facultatif..	Destination	"	40
Royaume de Grèce.....	Facultatif..	Destination	"	50
Royaume d'Italie, États-Pontificaux, Suisse, États d'Allemagne, Autriche, Prusse, Bel- gique, grand-duché de Luxembourg, Pays- Bas, Grande-Bretagne.....	Facultatif..	Destination.....	"	60
Shang-Haï, Yokohama.....	Facultatif..	Destination	"	80
Danemark, Suède, Norvège, Russie, Pologne, Aden, Indes orientales anglaises, Ceylan, Pe- nang, Singapore, Ile Maurice, Hong-Kong, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queens- land, Australie occidentale, Nouvelle-Zé- lande, Brésil, États-Unis de l'Amérique du Nord, Antigua, Bahama, Barbade, Ber- mudes, Cariacou, Accra, Cape-Coast-Castle, la Dominique, Honduras britannique, Mont- serrat, Nevis, Saint-Christophe ou Saint- Kitts, Sainte-Hélène, Sierra-Leone, Tabago, Terre-Neuve, Tortola, Îles Turques, Guyane anglaise, Jamaïque, la Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent des Antilles, la Trinité, Ca- nada, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Ile du Prince-Édouard.....	Facultatif..	Destination	1	20
Espagne, Portugal, Gibraltar.....	Obligatoire.	Frontière de sortie de France.....	1	00
Colonies et pays d'outre-mer sans distinction de parages (moins les colonies et pays dénom- més ci-dessus ou dans l'article 4).....	Obligatoire.	Port de débarque- ment du pays de destination	1	60

6. Des lettres chargées pourront être déposées dans les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger, à destination de tous ceux des pays désignés dans l'article précédent pour lesquels il peut être expédié, par l'intermédiaire de ces bureaux, des lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination (moins les États-Unis).

La taxe des lettres chargées transmises en vertu des dispositions du présent article devra toujours être payée d'avance par les envoyeurs. Cette taxe, sauf en ce qui concerne les lettres chargées pour Shang-Haï et Yokohama, sera double de celle fixée pour les lettres ordinaires affranchies.

Toute lettre chargée, à destination de Shang-Haï ou d'Yokohama, supportera un droit fixe de cinquante centimes en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids.

7. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France

sur les lettres non affranchies ou partiellement affranchies expédiées des pays désignés dans l'article 5 du présent décret, à destination des bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger, seront payées par les destinataires, conformément au tarif ci-après :

ORIGINE DES LETTRES.	DÉSIGNATION des lettres.	TAXE à percevoir pour chaque lettre et par demi-gramme ou fraction de 1/2 gr.	
1	2	fr.	c.
Ile de Malte.....	Lettres non affranchies...	"	60
Royaume de Grèce.....	Lettres non affranchies...	"	60
Royaume d'Italie, États Pontificaux, Suisse, États d'Allemagne, Autriche, Prusse, Belgique, grand-duché de Luxembourg, Pays-Bas, Grande-Bretagne.....	Lettres non affranchies...	"	90
Shang-Hai, Yokohama.....	Lettres non affranchies...	1	00
Danemark, Suède, Norvège, Russie, Pologne, Aden, Indes orientales anglaises, Ceylan, Penang, Singapour, Ile Maurice, Hong-Kong, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie occidentale, Nouvelle-Zélande, Brésil, États-Unis de l'Amérique du Nord, Antigua, Bahama, Barbade, Bermudes, Carriacou, Assau, Cap-à-Castille, la Dominique, Honduras britannique, Montserrat, Nevis, Saint-Christophe ou Saint-Kitts, Sainte-Hélène, Sierra-Leone, Tabago, Terre-Neuve, Tortola, Îles Turques, Guyane anglaise, Jamaïque, la Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent des Antilles, la Trinité, Canada, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, Ile du Prince-Edouard.....	Lettres non affranchies...	1	30
Espagne, Portugal, Gibraltar.....	Lettres affranchies jusqu'à la frontière d'entrée en France.....	1	00
Colonies et pays d'outre-mer sans distinction de parages (moins les colonies et pays dénommés ci-dessus ou dans l'article 4).....	Lettres affranchies jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine.....	1	60

8. Les imprimés déposés dans les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger, à destination des colonies et des pays étrangers, seront affranchis conformément au tarif inséré ci-après :

DESTINATION des imprimés.	IMPRIMÉS admis à jouir d'une modération de taxe.	LIMITE de l'affranchissement.	TAXE d'affranchissement à percevoir pour chaque paquet d'imprimés portant une adresse particulière.
1	2	3	4
Ile de Malte.....	Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Destination.....	8 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Royaume de Grèce.....	Imprimés de toute nature en feuilles ou brochés.....	Port gros de débarquement.....	

DESTINATION des imprimés.	IMPRIMÉS admis à jouir d'une modération de taxe.	LIMITE de l'affranchissement.	TAUX d'affranchissement à percevoir pour chaque paquet d'imprimés portant une adresse particulière.
1	2	3	4
Royaume d'Italie.....	Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Destination.....	9 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
États-Postaux, Suisse, Belgique.....	Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Destination.....	10 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
États d'Allemagne, Prusse.	Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Destination.....	15 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
	Journaux, gazettes et ouvrages périodiques.	Destination.....	12 centimes par 75 décimètres carrés ou fraction de 75 décimètres carrés (A).
Grand-duché de Luxembourg.....	Livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers.....	Destination.....	12 centimes par 32 décimètres carrés ou fraction de 32 décimètres carrés (B).
	Journaux, gazettes et ouvrages périodiques.	Destination.....	12 centimes par 45 grammes ou fraction de 45 grammes (C).
Pays-Bas.....	Livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers.....	Destination.....	12 centimes par 35 grammes ou fraction de 35 grammes.
Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande..	Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Destination.....	12 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
États d'Europe non désignés ci-dessus, colonies françaises (voies des bâtiments du commerce partant des ports de France).....	Imprimés de toute nature en feuilles ou brochés.....	Frontière de sortie de France.....	8 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Colonies françaises d'Amérique, établissements français d'Asie, Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar, Nouvelle-Calédonie, île des Pins, îles Loyalty, Sénégal, établissements français de la côte d'Or et du Gabon.....	Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Port colonial de débarquement.	16 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Îles Marquises, îles Basses, îles de la Société.....	Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Port colonial de débarquement.	26 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Shang-Hai, Yokohama...	Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Destination.....	15 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Pays d'outre-mer sans distinction de parages.	Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Port de débarquement du pays de destination.	20 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

(A) Cette taxe devra être établie, pour chaque numéro, d'après la superficie totale des feuilles ou feuillets composant ce même numéro.

(B) Cette taxe devra être établie d'après la superficie totale des feuilles ou feuillets existant dans chaque paquet portant une adresse particulière.

(C) Lorsque plusieurs numéros d'une même ou de différentes publications périodiques seront réunis dans un seul paquet, il devra être perçu, pour chaque numéro pesant moins de 45 grammes, la même taxe d'affranchissement que s'il était envoyé isolément.

9. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France sur ceux des imprimés à destination des bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger, qui ne peuvent pas être affranchis par les envoyeurs jusqu'à destination, seront payées par les destinataires, conformément au tarif ci-dessous :

ORIGINE des imprimés. 1	IMPRIMÉS admis à jouir d'une modération de taxe. 2	LIMITE de l'affranchissement effectué par les envoyeurs. 3	TAXE que doivent payer les destinataires des imprimés affranchis jusqu'à la limite indiquée dans la 3 ^e colonne, pour chaque paquet portant une adresse particulière et par chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes. 4
Royaume de Grèce.....	Imprimés de toute nature en feuilles ou brochés.....	Port grec d'embarquement.....	0 ^c 08 ^c
Espagne, Portugal, Gibraltar.....	Imprimés de toute nature en feuilles ou brochés.....	Frontière d'entrée en France.....	0 10
Colonies françaises.....	Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Frontière de sortie de France.....	0 08
Pays d'outre-mer sans distinction de parages.....	Imprimés de toute nature en feuilles, brochés ou reliés.....	Port d'embarquement du pays d'origine.....	0 20

10. Pour jouir des modérations de taxe accordées par les articles 1, 8 et 9 précédents aux journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, ces objets devront être affranchis jusqu'aux limites respectivement fixées par lesdits articles, être mis sous bandes et ne contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire. Ceux desdits objets qui ne réuniraient pas ces conditions seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

11. Il ne sera admis dans les bureaux dépendant de l'administration des postes de France aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit enfin tout autre objet passible de droits de douane.

12. Les lettres chargées mentionnées dans les articles 1, 4 et 6 du présent décret ne pourront être admises que sous enveloppe et fermées au moins de deux cachets en cire. Ces cachets devront porter une empreinte uniforme reproduisant un signe particulier à l'en-

voyeur et être placés de manière à retenir tous les plis de l'enveloppe.

13. Dans le cas où une lettre chargée à destination soit d'un lieu desservi par l'administration des postes de France, soit de l'un des pays désignés dans l'article 6 précédent (la Grande-Bretagne et ses colonies ou possessions exceptées), viendrait à être perdue, il sera payé à l'envoyeur ou au destinataire une indemnité de cinquante francs.

Les réclamations concernant la perte des lettres chargées ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt ou de l'envoi desdites lettres. Passé ce terme, les réclamants n'auront droit à aucune indemnité.

14. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1866.

15. Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

16. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Octobre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances.

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,772. — DÉCRET IMPÉRIAL qui rétablit les fonctions de Secrétaire général dans soixante et une Préfectures.

Du 25 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu l'article 5 de la loi du 21 juin 1865, portant qu'il y aura dans chaque département un secrétaire général de la préfecture;

Vu les décrets des 2 juillet 1853⁽¹⁾, 29 décembre 1854⁽²⁾ et 1^{er} mai 1858⁽³⁾.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les fonctions de secrétaire général sont rétablies dans les préfectures suivantes :

Deuxième classe.

Aisne, Charente-Inférieure, Cher, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Eure, Indre-et-Loire, Lot-et-Garonne, Manche, Oise, Puy-de-Dôme, Rhia (Haut-), Saône-et-Loire, Seine-et-Marne, Vaucluse, Vienne.

Troisième classe.

Ain, Allier, Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Ardèche, Ardennes.

⁽¹⁾ Bull. 79, n° 716.

⁽²⁾ Bull. 255, n° 2283.

⁽³⁾ Bull. 603, n° 5576.

Ariège, Aube, Aude, Aveyron, Cantal, Charente, Corrèze, Creuse, Dordogne, Drôme, Eure-et-Loir, Finistère, Gers, Indre, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Loire (Haute-), Lot, Lozère, Marne, Marne (Haute-), Mayenne, Meuse, Morbihan, Nièvre, Orne, Pyrénées (Hautes-), Pyrénées-Orientales, Saône (Haute-), Sarthe, Savoie (Haute-), Sèvres (Deux-), Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vendée, Vosges, Yonne.

2. Les secrétaires généraux de deuxième classe institués par le présent décret recevront le traitement affecté à cette position par l'article 4 du décret du 29 décembre 1854. Le traitement des secrétaires généraux de troisième classe est fixé à quatre mille cinq cents francs.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,773. — DÉCRET IMPÉRIAL portant que les deux catégories du Tarif des Chancelleries consulaires seront supprimées à partir du 1^{er} janvier 1866 et remplacées par le Tarif y annexé.

Du 25 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 2 du règlement spécial du 21 juin 1862⁽¹⁾, sur la comptabilité des chancelleries consulaires;

Vu l'ordonnance du 6 novembre 1842⁽²⁾ et le tarif y annexé;

Vu notre décret du 7 octobre 1862⁽³⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1866, les deux catégories du tarif des chancelleries consulaires seront supprimées et remplacées par le tarif joint au présent décret.

2. Sont définitivement abrogées les dispositions des articles 1^{er} et 2 de l'ordonnance du 6 novembre 1842.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 25 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE LHUYS.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1064, n° 10,685.

⁽²⁾ IX^e série, Bull. 1213, n° 12,055.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1064, n° 10,685.

TARIF des droits à percevoir des

(Les perceptions de chancellerie sont effectuées au nom et pour

NUMÉROS d'ordre.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TARIF.
ACTES DE L'ÉTAT CIVIL (1).			
1.	Expédition d'un acte de naissance, — de décès.	Par expédition.....	0 30
2.	Expédition d'un acte de mariage, — d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel, — d'un acte de naissance avec mention de reconnaissance d'enfant naturel faite par acte de mariage ou par acte authentique, — d'un acte d'adoption.....	Idem.....	6 00
3.	Expédition d'un acte de mariage comprenant reconnaissance d'enfant naturel.....	Idem.....	9 00
4.	Affiche d'acte de publication de mariage. — Certificat de publication et de non-opposition.	Par acte.....	1 50
ACTES DE LA JURIDICTION CIVILE ET COMMERCIALE.			
5.	Acte de consentement d'adoption, — d'émancipation. — Citation. — Signification. — Sommation. — Offres réelles. — Opposition. — Déclaration. — Requête. — Acte de reconnaissance d'écritures. — Dépôt de procès-verbaux d'experts, de rapports d'arbitres ou d'interprètes. — Réquisitions de juges, arbitres ou experts. — Acceptation ou répudiation de successions. — Procès-verbal de conciliation. — Certificat de non-cancellation. — Procès-verbal de non-comparution des parties ou de refus de répondre. — Réception de cautions. — Dépôt de testaments et procès-verbal de leur ouverture. — Dépôt et affirmation de sentences arbitrales. — Prestation de serment. — Cédula ou décret du consul (2). — Ordonnance et jugement consulaire. — Exécutoire de frais. — Acte d'appel. — Et tous autres actes non dénommés de la juridiction civile et commerciale.	Minute ou original (3). Expédition ou extrait des mêmes actes... Notification, signification, remise ou affiche des mêmes actes.....	Premier rôle Chaque rôle en sus... Premier rôle de copie... Chaque rôle de copie en sus... 8 00 4 50 4 50 8 00 4 50
6.	Enquête, expertise ou interrogatoire faits hors d'audience. — Visite de lieux. — Descente de justice. — Apposition, levée ou reconnaissance de scellés. — Ouverture de portes. — Saisie-exécution. — Assemblée de famille.....	Par vacation.....	16 00
ACTES DE LA JURIDICTION CRIMINELLE.			
7.	Plainte déposée par les parties. — Dénonciation. — Citation. — Signification. — Sommation. — Enquête. — Procès-verbal d'audition de témoins. — Cédula ou décret (2). — Ordonnance. — Jugement. — Procès-verbal de visites de lieux. — Acte de dépôt de pièces. — Acte de cautionnement. — Dépôt de sommes versées à ce titre ou du montant des condamnations pécuniaires. — Décharge et quittance. — Exécutoire de frais. — Acte d'appel. — Et tous autres actes non dénommés de la juridiction criminelle.....	Minute ou original (3). Expédition ou extrait des mêmes actes... Notification, signification, remise ou affiche des mêmes actes.....	Premier rôle Chaque rôle en sus... Premier rôle de copie... Chaque rôle de copie en sus... 1 50 1 00 1 00 1 00
8.	Transport sur les lieux, expertise et enquête faites hors l'audience, dans la résidence.....	Par vacation.....	5 00
ACTES NOTARIÉS (1, 2, 3).			
9.	Compromis. — Révocation d'arbitres.....	Par acte.....	12 00

les chancelleries consulaires.

le compte de l'État, aux termes de la loi du 28 juin 1833.)

OBSERVATIONS.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

I. Aucun acte taxé ne sera délivré *gratis* sans l'autorisation du consul.

La gratuité est acquise de plein droit :

- 1° Aux pièces nécessaires au mariage des indigents, sur la présentation d'un certificat conforme à la loi du 20 novembre 1860, les deux futurs conjoints ou l'un des deux étant Français;
- 2° A celles qui doivent être produites à la caisse des retraites pour la vieillesse par des Français ou des étrangers (lois des 18 juin 1850, article 11, et 12 juin 1861, article 3);
- 3° A celles qui sont relatives à la succession des marins et des militaires français en cours de campagne.

II. Les rôles taxés dans le tarif sont de vingt-cinq lignes à la page et de douze syllabes à la ligne, ou évalués sur ce pied. Le droit entier est dû pour tout rôle commencé.

III. Les vacations sont de trois heures. Le droit entier est dû pour toute vacation commencée.

IV. Il n'est pas dû de droit pour la minute des procès-verbaux dressés dans les vacations.

V. Pour tous les actes taxés en minute à un droit fixe, au rôle ou à la vacation, le droit d'expédition est dû sur toute expédition délivrée.

Pour les actes taxés au droit proportionnel, le droit d'expédition n'est pas dû sur la grosse ou première expédition.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES.

(1) La minute des actes de l'état civil ne donne lieu à aucune perception. Il en est de même de la transcription et de la mention sur les registres de l'état civil des actes de reconnaissance d'enfants naturels, des jugements rectificatifs de l'état civil et des jugements prononçant l'adoption.

(2) Le droit de minute ou original ne sera pas perçu pour tous les actes que la partie dépose ou rédige elle-même, quand elle y est autorisée.

(3) Les décrets qui n'ont pour objet que la signification ou la transmission de requêtes ou de tous autres actes ne donnent lieu à aucune perception.

(4) Lorsque la taxe proportionnelle ne pourra être perçue, faute d'un capital énoncé dans l'acte, elle sera remplacée par un droit fixe de 25 francs.

(5) Si le même acte contient plusieurs contrats, il n'est dû de droit que sur le contrat principal.

(6) La taxe proportionnelle sur tout acte accessoire d'un acte précédemment reçu en chancellerie ne sera perçue que pour la partie du capital ajoutée au capital primitif, et, s'il n'y a rien ajouté, il sera prélevé un droit fixe de 25 francs.

NUMÉROS d'ordre.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXES.
ACTES NOTARIÉS (N. J.). (Suite.)			
10.	Rétablissement de communauté. — Donation entre époux. — Dissolution de société, sans liquidation. — Séquestre conventionnel. — Et tous autres actes bilatéraux ou collectifs non dénommés du ministère du notariat.....	Par acte.....	25 ⁰⁰
11.	Procuration générale.....	Par acte en minute ou en brevet...	20 00
12.	Consentement à mariage ⁽⁷⁾ . — Reconnaissance d'enfant naturel ⁽⁷⁾ . — Procuracion spéciale. — Révocation de mandat. — Prorogation. — Rectification. — Décharge. — Aversion. — Protêt ⁽⁸⁾ . — Aval. — Notoriété. — Désistement ou mainlevée. — Et généralement tous autres actes unilatéraux non dénommés du ministère du notariat.....	<i>Idem</i>	10 00
13.	Bail. — Cession, résiliation et prolongation de bail. — Contrat de louage.....	Sur la valeur de la location pendant une année.....	2 p. 0/0
14.	Vente d'immeubles et de meubles aux enchères.....	Sur le prix. (Jusqu'à 20,000 francs. Sur le surplus.....	2 p. 0/0 1 p. 0/0
15.	Acte de société. — Modification. — continuation, — liquidation et partage de société ⁽⁹⁾ ..	Jusqu'à 20,000 francs..... De 20,000 à 80,000 francs..... Sur le surplus.....	1 p. 0/0 1/2 p. 0/0 1/4 p. 0/0
16.	Compte de gestion, — de tutelle. — Reddition de compte par le chancelier. — Liquidation et partage de communauté, — de succession ⁽⁹⁾ . — Donation entre-vifs. — Constitution de rente. — Marché. — Contrat de vente. — Contrat d'échange ⁽¹⁰⁾ . — Obligation. — Transport.	Jusqu'à 20,000 francs..... Sur le surplus.....	1 p. 0/0 1/2 p. 0/0
17.	Prorogation d'obligation. — Cession de biens à des créanciers. — Cautionnement. — Garantie. — Nantissement. — Quittance. — Transaction. — Contrat de mariage ⁽¹¹⁾	Jusqu'à 20,000 francs..... Sur le surplus.....	1/2 p. 0/0 1/4 p. 0/0
18.	Certificat de propriété.....	Jusqu'à 20,000 francs..... Sur le surplus.....	1/2 p. 0/0 1/8 p. 0/0
19.	Testament. — Inventaire. — Acte respectueux. — Concordat. — Contrat d'union. — Compulsatoire. — Et tous autres procès-verbaux du ministère du notariat.....	Par vacation.....	18 ⁰⁰
20.	Expédition ou grosse de tout acte du ministère du notariat.....	Par rôle.....	5 00
ACTES RELATIFS A LA NAVIGATION ⁽¹²⁾ .			
21.	Expédition ⁽¹³⁾ d'un bâtiment qui a opéré son déchargement ou son chargement complet ou partiel.....	Droit fixe par navire..... Droit proportionnel par tonneau, jusqu'à 300 tonneaux ⁽¹⁴⁾	4 00 0 20
22.	Expédition ⁽¹³⁾ d'un bâtiment faisant échelle avec opération de commerce, s'il a déjà payé les droits entiers à une chancellerie consulaire, dans chacun des ports subséquents.....	Droit fixe par navire..... Droit proportionnel par tonneau, jusqu'à 300 tonneaux ⁽¹⁴⁾	4 00 0 10
23.	Expédition ⁽¹³⁾ d'un paquebot à vapeur faisant un service régulier dans chaque port de la ligne..	Droit fixe par navire..... Droit proportionnel par tonneau, jusqu'à 300 tonneaux ⁽¹⁴⁾	5 00 0 05
24.	Expédition ⁽¹³⁾ d'un bâtiment à voiles ou à vapeur, en relâche forcée ou volontaire, qui n'a débarqué ou embarqué ni marchandises ni passagers, si la relâche a duré plus de vingt-quatre heures ⁽¹⁵⁾	Droit fixe par navire { de 50 à 100 tonneaux ⁽¹⁶⁾ de 100 à 200 tonneaux au-dessus de 200 tonneaux.....	6 00 10 00 15 00
25.	Expédition ⁽¹³⁾ d'un bâtiment à voiles ou à vapeur, en relâche forcée ou volontaire, qui n'a débarqué ou embarqué ni marchandises ni passagers, si la relâche a duré moins de vingt-quatre heures ⁽¹⁵⁾		Demi-droit

OBSERVATIONS.

(7) Les consuls ont la faculté de faire délivrer les actes dont il s'agit à demi-droit, lorsque l'état de fortune du redevable lui rendrait trop onéreux le paiement du droit entier et qu'il ne serait cependant pas dans le cas de les recevoir *gratis*.

(8) Si le protêt est fait pour plusieurs lettres de change tirées sur la même personne, il sera perçu à franc par chaque lettre en sus de la première.

Pour chaque présentation aux indications au besoin ou intervenants quelconques, il sera aussi perçu un droit de 4 francs.

(9) Sur la masse brute, dans laquelle ne sont pas comprises les valeurs actives.

(10) Sur la valeur de l'immeuble le plus important.

(11) Sur l'apport total le plus fort.

(12) Les actes concernant la navigation, non dénommés dans le présent chapitre, payeront les droits spécifiés aux autres chapitres du tarif. Dans les opérations relatives à un naufrage, tout acte fait par le consul ou le chancelier comme remplissant à l'étranger les fonctions dont les commissaires des classes sont chargés en France ne donne lieu à aucune perception (article 76 de l'ordonnance du 29 octobre 1833).

Est assimilé à un navire naufragé tout navire vendu pour cause d'avarie dont les frais de réparation dépasseraient les trois quarts de sa valeur.

(13) Comprenant l'ensemble des formalités et actes ordinaires qui peuvent être requis du consulat à l'arrivée et au départ, savoir : 1° consulat simple ou rapport à l'arrivée; 2° certificats d'arrivée et de départ; 3° rapport concernant la santé; 4° visa du journal ou registre de bord, du congé, du rôle d'équipage; 5° visa et enregistrement des manifestes d'entrée et de sortie; 6° déclaration de simple relâche; 7° dépôt et procès-verbaux de dépôt de tout acte dressé par le capitaine, pour cause de desertion, à l'occasion d'un crime, d'un délit, d'une naissance, d'un décès; dépôt de testaments, d'inventaires faits en mer, ainsi que des objets inventoriés; 8° délivrance ou visa d'une patente de santé; 9° acte de dépôt ou de cautionnement des sommes destinées aux frais de rapatriement, de maladie, d'enterrement de marins laissés à terre; 10° certificat quelconque exigé par l'autorité locale pour permettre la sortie du navire.

(14) Le droit proportionnel n'est pas dû sur les tonneaux qui excèdent 300.

(15) Sont exempts du droit d'expédition, en cas de relâche, les navires jaugeant 30 tonneaux et au-dessous (décret du 18 novembre 1863), et les yachts de plaisance.

Toute relâche ayant pour objet l'accomplissement d'une taxe ou l'accomplissement d'une formalité quelconque imposée par l'autorité étrangère et nécessitant l'intervention de la chancellerie sera considérée comme ayant duré plus de vingt-quatre heures.

NOMBRES d'ordres.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
ACTES RELATIFS A LA NAVIGATION ⁽¹⁵⁾. (Suite.)			
25.	Courtage et interprétation, dans les cas prévus par les traités et lorsqu'ils sont requis.....	Droit proportionnel par tonneau, jusqu'à 300 tonnes ^(16,17)	0' 10'
26.	Rédaction du manifeste de sortie, lorsqu'elle est demandée.....	Droit fixe par navire { au-dessous de 20 tonnes..... de 20 à 100 tonnes..... au-dessus de 100 tonnes.....	10 00 20 00 30 00
27.	Consulat ou rapport extraordinaire avec ou sans audition de l'équipage et des passagers.....	Premier rôle..... Chaque rôle en sus.....	25 00 6 00
28.	Mouvement sur le rôle d'équipage ^(17,18)	Par marin débarqué ou embarqué.....	1 00
29.	Mention sur le rôle d'embarquement ou de débarquement de passagers. — Dépôt en chancellerie de la liste des passagers ^(18,19)	Par passager.....	1 00
30.	Certificat de visite d'un bâtiment.....	Par certificat.....	5 00
31.	Addition de feuilles au journal de navigation ou au rôle d'équipage. — Remplacement ⁽²⁰⁾ , en cas de perte, d'un rôle d'équipage.....	Par feuille.....	3 00
32.	Remplacement ⁽²⁰⁾ , en cas de perte, d'un journal de navigation, — d'un congé.....	Par pièce délivrée.....	8 00
33.	Remplacement ⁽²⁰⁾ , en cas de perte, d'une patente de santé.....	Idem.....	5 00
34.	Délivrance ⁽²⁰⁾ d'un passavant avec rôle d'équipage, dans le même cas.....	Idem.....	15 00
35.	Visa de la patente de santé et des autres pièces de bord, s'il devient nécessaire après la délivrance des expéditions.....	Par visa.....	1 00
36.	Armement ou réarmement ⁽²¹⁾ , — désarmement ⁽²²⁾ d'un bâtiment.....	Droit fixe par navire..... Droit proportionnel par tonneau, jusqu'à 300 tonnes ⁽²³⁾	10 00 0' 30'
37.	Ordonnance du consul en matière maritime. — Homologation d'un règlement d'avaries. — Procès-verbal de prestation de serment d'experts ⁽²⁴⁾ . — Rapport d'experts dressé par le chancelier. — Dépôt de rapport d'experts dressé par ceux-ci. — Acte de délaissement d'un navire ou de marchandises.....	Premier rôle..... Chaque rôle en sus.....	6 00 4 00
38.	Contrat d'affrètement ou charte-partie.....	Sur le prix convenu.....	1/2 p. 0/0
39.	Police de chargement (rédaction de) ou connaissement.....	Par exemplaire.....	1 50
40.	Police ou contrat d'assurances maritimes.....	Par acte.....	10 00
41.	Résiliation, — modification dudit contrat.....	Idem.....	10 00
42.	Contrat de prêt à la grosse aventure ou de prêt sur marchandises, prévu par l'article 231 du Code de commerce.....	Sur la valeur du prêt jusqu'à 10,000'..... Sur le surplus.....	1/2 p. 0/0 1/4 p. 0/0
43.	Vente aux enchères de marchandises, dans le cas prévu par le même article, — d'un bâtiment ou d'une portion de bâtiment, d'embarcation, d'agres et autres articles d'inventaire.....	Jusqu'à 1,000 francs..... Sur le surplus.....	1 1/2 p. 0/0 1 p. 0/0
44.	Vente, par contrat, d'un bâtiment ou d'une portion de bâtiment, d'embarcation, d'agres et autres articles d'inventaire.....	Jusqu'à 1,000 francs..... Sur le surplus.....	1 p. 0/0 1/2 p. 0/0
45.	Droit de dépôt sur les sommes provenant de bris, naufrages et prises.....	Par 100 francs.....	0' 15'
46.	Enregistrement littéral ⁽²⁵⁾ , copie collationnée, expédition, extrait littéral ou analytique, publication, par affiches, de procès-verbaux et autres pièces concernant la navigation.....	Par rôle.....	5 00
ACTES ADMINISTRATIFS.			
47.	Passes-ports ⁽²⁶⁾ { aux Français..... aux étrangers.....	Par acte..... Idem.....	10 00 12 00

OBSERVATIONS.

⁽⁶⁶⁾ Sont comprises dans ce droit la rédaction du manifeste, ainsi que les traductions et copies de cette pièce exigées par les autorités locales.

⁽⁶⁷⁾ Les mentions excédant le tiers du nombre des hommes de l'équipage ne donneront lieu à aucune perception.

⁽⁶⁸⁾ Pour les marins disgraciés ou autres personnes embarquées ou débarquées, soit en vertu d'ordre des consuls, soit gratuitement et par humanité de la part du capitaine, le droit n'est pas dû.

⁽⁶⁹⁾ Le droit n'est pas applicable aux bâtiments à voiles ou à vapeur n'ayant à bord que des passagers. Le consul aura la faculté de faire réduire de moitié le droit pour les personnes peu fortunées, et de ne faire payer qu'un seul droit pour tous les membres d'une même famille qui serait dans le même cas. Dans tous les cas, le droit ne sera acquitté que jusqu'à concurrence de six passagers par escale.

⁽⁷⁰⁾ Sur la déclaration affirmée et signée au capitaine, en tête de la pièce donnée en remplacement.

⁽⁷¹⁾ Comprenant l'ensemble des formalités et actes nécessaires pour l'armement et le réarmement, savoir : 1° déclaration d'armement ou de réarmement; 2° délivrance et enregistrement d'un rôle d'équipage, d'un congé provisoire, d'un passavant, d'un journal de navigation coté et parafé; 3° tous actes ou formalités quelconques compris dans les expéditions ⁽¹²⁾.

⁽⁷²⁾ Comprenant l'ensemble des formalités et actes nécessaires pour le désarmement, savoir : 1° déclaration de désarmement; 2° rôle de désarmement; 3° acte de dépôt et de visa de l'acte de francisation, du congé, du rôle d'équipage; 4° apostille et visa du journal de navigation et de l'acte de propriété; 5° expéditions des actes ci-dessus qui doivent être remises au capitaine.

Remar. Le droit dit d'expédition (articles 21, 22, 23 et 24) n'est pas dû pour le navire qui désarme, lorsque le désarmement a lieu immédiatement après l'accomplissement des formalités d'arrivée; il est dû lorsque le désarmement a lieu après l'accomplissement des formalités de départ.

⁽⁷³⁾ Si l'intervention des experts est suivie de la réception d'un acte en chancellerie, la mention de prestation de serment sera insérée en tête de cet acte et ne donnera lieu à aucun droit spécial.

⁽⁷⁴⁾ Cet enregistrement ne s'entend que des actes qui n'ont pas été reçus en chancellerie.

⁽⁷⁵⁾ Les consuls ont la faculté de faire délivrer les actes dont il s'agit à demi-droit ou même au quart du droit, lorsque l'état de fortune du redevable lui rendrait trop onéreux le paiement du droit entier et qu'il ne serait cependant pas dans le cas de les recevoir *grat is*.

N ^o d'ordre.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	FILATION.
ACTES ADMINISTRATIFS (Suite.)			
58.	Visa de passe-ports ⁽¹⁵⁾ { de Français..... d'étrangers.....	Par visa.....	5 ⁰ 00 ⁰
59.	Patente de santé pour un navire étranger.....	Idem.....	10 00
60.	Visa de patente de santé d'un navire étranger.....	Par acte.....	10 00
61.	Visa de manifeste d'un navire étranger, lorsqu'il est requis.....	Par visa.....	10 00
62.	Certificat ⁽¹⁶⁾ d'immatriculation, — de nationalité.....	Idem.....	10 00 ⁰
63.	Certificat ⁽¹⁶⁾ d'immatriculation, — de nationalité.....	Par certificat.....	6 00
64.	Visa ⁽¹⁶⁾ de certificat d'immatriculation, — de nationalité.....	Par visa.....	2 00
65.	Patente de protection. — Inscription de protégés ⁽¹⁶⁾	Par acte.....	10 00
66.	Certificat d'origine.....	Par acte.....	5 00 ⁰
67.	Certificat de destination, — de débarquement de marchandises.....	Par certificat.....	10 00
68.	Décharge d'acquit-à-caution.....	Idem.....	10 00
69.	Certificat de vie pour perception de rentes, pensions annuelles ou sommes quelconques ⁽¹⁷⁾	Par acte.....	4 00
70.	Certificat de vie pour perception de pensions sur l'État ⁽¹⁷⁾	Au-dessus de 1,000 francs..... De 300 à 1,000 francs..... De 50 à 300 francs.....	12 00 6 00 4 00
71.	Certificat de vie pour motifs non énoncés.....	Le quart du droit.....	12 ⁰ 00 ⁰
72.	Certificat quelconque requis par l'autorité locale.....	Par certificat.....	5 00
73.	Visa de patente de protection, — de certificat d'origine, — et tout autre visa non spécifié.....	Idem.....	4 00
74.	Visa de contrat de louage d'émigrants. — Embarquement d'émigrants.....	Par visa.....	2 00
75.	Légalisation ⁽¹⁸⁾	Par émigrant ⁽¹⁸⁾ Par légalisation.....	2 00 10 00
ACTES DIVERS.			
76.	Déclaration. — Certificat. — Procès-verbal quelconque dans tous les cas non spécifiés.....	Premier rôle..... Chaque rôle en sus.....	10 00 6 00
77.	Dépôt ^(19,20) de sommes d'argent, valeurs, marchandises ou effets mobiliers.....	Par acte de dépôt..... Droit de dépôt sur le montant de la somme ou de la valeur estimée.....	10 00 2 p. o/o
78.	Recouvrement de créances, de successions ou de sommes quelconques ⁽²¹⁾	Sur le montant de la somme recouvrée.....	2 p. o/o
79.	Dépôt, remise, retrait de pièces ou de registres. — Communication de pièces ou de registres en chancellerie. — Remise de pièces aux intéressés.....	Par acte.....	6 ⁰ 00 ⁰
80.	Actes énoncés dans l'article 67, s'il y a inventaire de pièces.....	Par rôle.....	6 00 ⁰
81.	Enregistrement littéral ⁽²²⁾ , — copie collationnée, — expédition, — extrait littéral ou analytique, publication, par affiches, de pièces ou actes quelconques, dans tous les cas non spécifiés.....	Premier rôle..... Chaque rôle en sus.....	8 00 6 00
82.	Copie en langue étrangère.....	Premier rôle.....	10 00
83.	Traduction certifiée conforme.....	Chaque rôle en sus.....	6 00
84.	Tenue d'un compte courant de recettes et dépenses en chancellerie.....	Premier rôle..... Chaque rôle en sus.....	12 00 8 00
85.	Vacation du chancelier dans tous les cas non spécifiés.....	Par article de compte.....	0 50
86.	Frais de voyage du consul, de l'élève consul ou du chancelier.....	Par vacation.....	12 00 ⁰
87.	Frais de séjour..... { du consul..... de l'élève consul ou du chancelier.....	Le montant des déboursés ⁽²³⁾ Par journée d'absence..... Idem.....	30 ⁰ 00 ⁰ 18 00

OBSERVATIONS.

⁽²⁴⁾ Il ne sera perçu qu'un seul droit pour l'un et l'autre de ces deux actes.

⁽²⁵⁾ Lorsque la rente, pension ou somme quelconque sera perçue annuellement en plusieurs paiements dont chacun exigera la production d'un certificat de vie, le droit à acquitter par chaque certificat sera basé sur le chiffre du paiement partiel pour lequel cette pièce sera réclamée et non sur le total de la somme à toucher annuellement.

Sont exempts de tout droit les certificats pour rente, pension ou somme quelconque au-dessous de 50 francs.

⁽²⁶⁾ Ce droit comprend l'ensemble des formalités à remplir par les consuls dans le but de vérifier la légalité des contrats et l'aménagement des navires.

⁽²⁷⁾ La légalisation, par le consul, d'un acte reçu par le chancelier, de même que celle d'un acte fait ou légalisé par un agent du consulat, ne donne lieu à aucune perception.

Lorsque le droit de légalisation d'un acte délivré par l'autorité étrangère excédera le chiffre du droit qui aurait été exigible sur le même acte, s'il eût été passé en chancellerie, ce dernier droit sera perçu.

Si le même acte est présenté, en même temps, à la légalisation en plusieurs expéditions, la première seulement donne lieu au paiement du droit entier, et les suivantes, au demi-droit.

Le droit est réduit de moitié pour les actes destinés à être transmis au siège des compagnies d'assurances maritimes ou sur la vie établies en France et légalement autorisées. (Ordonnance du 27 août 1847.)

⁽²⁸⁾ Le droit proportionnel ne se perçoit que lors du retrait du dépôt, et l'acte de retrait ne donne lieu à aucun droit.

Le droit fixe n'est pas dû, quand le dépôt est effectué d'office et qu'aucune expédition de l'acte de dépôt n'est délivrée aux ayants droit.

⁽²⁹⁾ Le cumul du droit de recouvrement avec le droit de dépôt est interdit. (Décret du 21 juin 1862.)

⁽³⁰⁾ Le compte de ces frais, que les agents s'efforceront, d'ailleurs, de renfermer dans les limites les plus étroites, sera affirmé par le consul, pour les dépenses qui le concernent, et visé par lui, pour celles qui concernent l'élève ou le chancelier.

N° 13,774. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre un *Crédit sur l'exercice 1865, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par la Compagnie des Chemins de fer du Midi, pour l'exécution des travaux du Chemin de fer de Perpignan à Port-Vendres.*

Du 28 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 3 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 8 juin 1843, portant règlement du budget de l'exercice 1840;

Vu le récépissé délivré par le caissier payeur central du trésor public, constatant que la compagnie des chemins de fer du Midi a versé, le 9 septembre dernier, au trésor, la somme de quatre cent cinquante mille francs, destinée à concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution, en 1865, des travaux du chemin de fer de Perpignan à Port-Vendres;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 17 octobre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1865, un crédit de quatre cent cinquante mille francs (450,000').

Ce crédit sera classé au chapitre xiv du budget extraordinaire (*Établissement de grandes lignes de chemins de fer*).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Octobre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé **ARMAND BÉHIC**.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 13.775. — DÉCRET IMPÉRIAL pour l'exécution de la Convention conclue, le 1^{er} mars 1865, entre la France et la Belgique, et relative à l'échange des Mandats de poste.

Du 2 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu la convention conclue, le 1^{er} mars 1865⁽¹⁾, entre la France et la Belgique, pour l'échange des mandats de poste;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits, par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour la Belgique que de la Belgique pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats spéciaux dits *mandats d'articles d'argent sur l'étranger*, tirés par des bureaux de l'administration des postes de France sur des bureaux de l'administration des postes de Belgique, et réciproquement.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de deux cents francs.

2. Il sera perçu, pour chaque envoi de fonds effectué en conformité des dispositions de l'article précédent, une taxe de vingt centimes par dix francs ou fraction de dix francs, laquelle taxe devra être payée par l'expéditeur.

3. L'administration des postes de France et l'administration des postes de Belgique désigneront, d'un commun accord, les bureaux de poste qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu de l'article 1^{er}.

4. Le bureau qui émettra un mandat international adressera au bureau chargé de payer ce mandat un avis exprimant très-lisiblement et en toutes lettres, savoir :

1° Le nom du bureau expéditeur;

2° Le nom du bureau et du pays de destination;

3° La somme que ce dernier bureau devra payer au bénéficiaire du mandat ou à ses ayants droit;

4° Les nom et prénoms de la personne au profit de laquelle le mandat aura été délivré;

5° Les nom et prénoms de la personne qui aura effectué le versement donnant lieu au mandat.

5. Le paiement d'un mandat émis en vertu du présent décret ne sera exigible qu'au bureau de poste désigné sur le mandat comme chargé d'en acquitter le montant. Le paiement ne pourra être effectué qu'après l'arrivée audit bureau de l'avis d'émission mentionné dans l'article précédent.

⁽¹⁾ Bull. 1344, n° 13.751.

6. Les mandats dont le paiement n'aura pu être effectué par l'une des causes suivantes :

1° Différences ou omissions de noms, de sommes, tant sur l'avis que sur le mandat;

2° Omission de timbres,
seront régularisés par les soins de l'administration qui les aura émis.

7. Les mandats d'articles d'argent tirés par les bureaux de l'administration des postes de France sur les bureaux de l'administration des postes de Belgique, et *vice versa*, seront valables pendant un délai de trois mois, à partir du jour de leur émission.

Passé ce terme, ils ne pourront plus être payés que sur un visa pour date donné par l'administration centrale des postes du pays dont dépendront les bureaux qui auront émis les mandats.

8. Tout mandat émis en vertu du présent décret pourra être remboursé à l'envoyeur dans les délais fixés par l'article précédent, sur la production du titre du bureau qui l'aura délivré, mais seulement après la rentrée à ce bureau de l'avis d'émission désigné dans l'article 4.

9. Les mandats égarés, perdus ou détruits pourront être remplacés par des autorisations de paiement que délivrera l'administration qui aura émis ces mandats, lorsqu'il aura été constaté qu'ils n'ont été ni payés ni remboursés.

Ces autorisations ne pourront être délivrées que cinq mois au plus tôt, après la date de l'émission des mandats qu'elles remplaceront.

10. L'envoyeur d'un mandat égaré, perdu ou détruit pourra en obtenir le remboursement pourvu qu'il produise, à l'appui de la demande en remboursement, une déclaration du destinataire portant que le mandat n'a pas été aliéné, qu'il ne lui est pas parvenu ou qu'il a été détruit après sa réception.

11. Les sommes déposées en échange de mandats d'articles d'argent, émis conformément à l'article 1^{er} du présent décret et dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans un délai de huit années, à partir du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

12. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1866.

13. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 2 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13.776. — **DÉCRET IMPÉRIAL** pour l'exécution de la Convention additionnelle de poste conclue, le 27 février 1865, entre la France et la Belgique.

Du 4 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention de poste conclue entre la France et la Belgique, le 3 décembre 1857 ⁽¹⁾;

Vu les conventions additionnelles à ladite convention conclues et signées à Paris, les 1^{er} mai 1861 ⁽²⁾ et 27 février 1865 ⁽³⁾;

Vu la loi du 14 floréal an X (4 mai 1802);

Vu le décret organique sur la presse, du 17 février 1852 ⁽⁴⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des Finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France pour l'affranchissement jusqu'à destination des lettres ordinaires, des lettres chargées, des épreuves corrigées, des documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, des échantillons de marchandises sans valeur vénale, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des photographies, des cartes de visite, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie à destination de la Belgique, seront payées par les envoyeurs, conformément au tarif ci-après :

NATURE des correspondances. 1	CONDITION de l'affranchissement. 2	TAXE D'AFFRANCHISSEMENT à percevoir pour chaque lettre ou paquet portant une adresse particulière. 3
Lettres ordinaires.....	Facultatif.....	30 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes (A).
Lettres chargées.....	Obligatoire.....	
Épreuves corrigées, papiers d'affaires et autres documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle.....	Obligatoire.....	50 centimes par 200 grammes ou fraction de 200 grammes

(A) Par exception, la taxe à percevoir pour l'affranchissement des lettres adressées de France en Belgique sera de 30 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes, lorsque la distance existant en ligne droite entre le bureau français d'origine et le bureau belge de destination ne dépassera pas 30 kilomètres.

(B) La taxe à percevoir pour l'affranchissement de chaque lettre chargée se composera de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie, du même poids, et d'un droit fixe de 50 centimes, sans égard au poids de la lettre chargée.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 576, n° 5221.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 933, n° 9058.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1344, n° 13.749.

⁽⁴⁾ X^e série, Bull. 490, n° 3651.

6. Les mandats dont le paiement n'aura pu être effectué par l'une des causes suivantes :

1° Différences ou omissions de noms, de sommes, tant sur l'avis que sur le mandat;

2° Omission de timbres,

seront régularisés par les soins de l'administration qui les aura émis.

7. Les mandats d'articles d'argent tirés par les bureaux de l'administration des postes de France, sur les bureaux de l'administration des postes de Belgique, et *vice versa*, seront valables pendant un délai de trois mois, à partir du jour de leur émission.

Passé ce terme, ils ne pourront plus être payés que sur un visa pour date donné par l'administration centrale des postes du pays dont dépendront les bureaux qui auront émis les mandats.

8. Tout mandat émis en vertu du présent décret pourra être remboursé à l'envoyeur dans les délais fixés par l'article précédent, sur la production du titre du bureau qui l'aura délivré, mais seulement après la rentrée à ce bureau de l'avis d'émission désigné dans l'article 4.

9. Les mandats égarés, perdus ou détruits pourront être remplacés par des autorisations de paiement que délivrera l'administration qui aura émis ces mandats, lorsqu'il aura été constaté qu'ils n'ont été ni payés ni remboursés.

Ces autorisations ne pourront être délivrées que cinq mois, au plus tôt, après la date de l'émission des mandats qu'elles remplaceront.

10. L'envoyeur d'un mandat égaré, perdu ou détruit pourra en obtenir le remboursement pourvu qu'il produise, à l'appui de la demande en remboursement, une déclaration du destinataire portant que le mandat n'a pas été aliéné, qu'il ne lui est pas parvenu ou qu'il a été détruit après sa réception.

11. Les sommes déposées en échange de mandats d'articles d'argent, émis conformément à l'article 1^{er} du présent décret et dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans un délai de huit années, à partir du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

12. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1866.

13. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 2 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,776. — **DÉCRET IMPÉRIAL** pour l'exécution de la Convention additionnelle de poste conclue, le 27 février 1865, entre la France et la Belgique.

Du 4 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention de poste conclue entre la France et la Belgique, le 3 décembre 1857 ⁽¹⁾;

Vu les conventions additionnelles à ladite convention conclues et signées à Paris, les 1^{er} mai 1861 ⁽²⁾ et 27 février 1865 ⁽³⁾;

Vu la loi du 14 floréal an X (4 mai 1802);

Vu le décret organique sur la presse, du 17 février 1852 ⁽⁴⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir par l'administration des postes de France pour l'affranchissement jusqu'à destination des lettres ordinaires, des lettres chargées, des épreuves corrigées, des documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, des échantillons de marchandises sans valeur vénale, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des photographies, des cartes de visite, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie à destination de la Belgique, seront payées par les envoyeurs, conformément au tarif ci-après :

NATURE des correspondances. 1	CONDITION de l'affranchissement. 2	TAXE D'AFFRANCHISSEMENT à percevoir pour chaque lettre ou paquet portant une adresse particulière. 3
Lettres ordinaires.....	Facultatif.....	30 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes (A).
Lettres chargées.....	Obligatoire.....	(B).
Épreuves corrigées, papiers d'affaires et autres documents manuscrits n'ayant pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle.....	Obligatoire.....	50 centimes par 200 grammes ou fraction de 200 grammes

(A) Par exception, la taxe à percevoir pour l'affranchissement des lettres adressées de France en Belgique sera de 30 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes, lorsque la distance existant en ligne droite entre le bureau français d'origine et le bureau belge de destination ne dépassera pas 30 kilomètres.

(B) La taxe à percevoir pour l'affranchissement de chaque lettre chargée se composera de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie, du même poids, et d'un droit fixe de 50 centimes, sans égard au poids de la lettre chargée.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 576, n° 5221.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 933, n° 9058.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1344, n° 13,749.

⁽⁴⁾ X^e série, Bull. 490, n° 3651.

NATURE des correspondances.	CONDITION de l'affranchissement.	TAXE D'AFFRANCHISSEMENT à percevoir pour chaque lettre ou paquet portant une adresse particulière.
1	2	3
Echantillons de marchandises sans valeur vénale (A).	Obligatoire.....	10 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Journaux, gazettes et ouvrages pé- riodiques.....	Obligatoire.....	6 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Livres brochés, livres reliés, bro- chures, photographies, cartes de visite, papiers de musique, cata- logues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés...	Obligatoire.....	5 centimes par 40 grammes. ou fraction de 40 grammes.
(A) Les paquets d'échantillons ne pourront pas dépasser un poids de 300 grammes et ne devront avoir sur aucune de leurs faces (longueur, hauteur ou largeur) une dimension supérieure à 25 centimètres.		

2. Les taxes à percevoir, en vertu de l'article précédent, pour l'affranchissement des lettres ordinaires, pourront être acquittées par les envoyeurs au moyen des timbres d'affranchissement que l'administration des postes de France est autorisée à faire vendre.

Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre représenteront une somme inférieure à celle due pour l'affranchissement, le destinataire aura à payer une taxe égale à la différence existant entre la valeur desdits timbres et la taxe due pour une lettre non affranchie du même poids.

3. Les lettres chargées expédiées de la France et de l'Algérie pour la Belgique ne pourront être admises que sous enveloppe et fermées au moins de deux cachets en cire. Ces cachets devront porter une empreinte uniforme reproduisant un signe particulier à l'envoyeur et être placés de manière à retenir tous les plis de l'enveloppe.

4. Pour jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article 1^{er} du présent décret, les épreuves corrigées, les papiers d'affaires et autres documents manuscrits devront être placés sous bandes et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle ou pouvant en tenir lieu.

Les échantillons de marchandises ne seront admis à profiter de la modération de taxe qui leur est accordée par ledit article, qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Quant aux journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, photographies, cartes de visite, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie pour la Belgique, par la voie de la poste, ils devront être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre

ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

4. Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les envoyeurs, conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, seront considérés et taxés comme lettres.

5. La taxe à percevoir par l'administration des postes de France pour toute lettre ordinaire non affranchie, expédiée de la Belgique à destination de la France ou de l'Algérie, sera de cinquante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes.

Par exception, la taxe à percevoir pour les lettres non affranchies adressées de Belgique en France sera de trente centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, lorsque la distance existant en ligne droite entre le bureau belge d'origine et le bureau français de destination ne dépassera pas trente kilomètres.

6. Les lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste belges, qui seront expédiées de la Belgique pour la France et l'Algérie, seront considérées comme non affranchies et taxées comme telles, sauf déduction du prix de ces timbres.

Toutefois, lorsque la taxe complémentaire à payer par le destinataire d'une lettre insuffisamment affranchie présentera une fraction de décime, il sera perçu un décime entier pour cette fraction.

7. La taxe à percevoir par l'administration des postes de France sur les lettres qui seront expédiées par la voie de la Belgique, soit de la France et de l'Algérie à destination des colonies et autres pays d'outre-mer, soit des colonies ou autres pays d'outre-mer à destination de la France et de l'Algérie, sera, pour chaque lettre, de quatre-vingts centimes par sept grammes et demi ou fraction de sept grammes et demi.

8. La correspondance exclusivement relative au service public, adressée de Belgique en France et dont la circulation en franchise aura été autorisée sur le territoire belge, sera délivrée sans taxe au destinataire, si l'autorité ou le fonctionnaire auquel elle est adressée jouit en France de la franchise; mais si le destinataire ne jouit pas de la franchise, cette correspondance supportera la taxe territoriale dont sont passibles, en vertu de l'article 18 de la loi du 28 juin 1861, les lettres non affranchies circulant de bureau de poste à bureau de poste dans l'intérieur de la France.

9. Les lettres ordinaires, les lettres chargées, les épreuves corrigées, les papiers manuscrits sous bandes, les échantillons de marchandises, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés, les livres reliés, les brochures, les photographies, les cartes de visite, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés que l'administration des postes de Belgique livrera à l'administration des postes de France affranchis jusqu'à destination et qui porteront, du côté de l'adresse, l'empreinte d'un timbre four-

nissant les initiales PD, seront exempts de tout droit ou taxe à la charge des destinataires.

10. Les imprimés désignés dans les articles 1 et 9 précédents ne seront reçus ou distribués par les bureaux dépendant de l'administration des postes de France, qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, décrets, ordonnances ou arrêtés qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

11. Il ne sera admis, à destination de la Belgique et des pays auxquels la Belgique sert d'intermédiaire, aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit enfin tout autre objet passible de droits de douane.

12. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, il sera payé à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs.

Les réclamations concernant la perte de lettres chargées ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt ou de l'envoi des chargements. Passé ce terme, les réclamants n'auront droit à aucune indemnité.

13. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1866.

14. Sont et demeurent abrogées les dispositions de nos décrets des 27 février 1858⁽¹⁾ et 25 août 1861⁽²⁾, concernant les lettres ordinaires ou chargées, les imprimés de toute nature, les épreuves corrigées et les échantillons de marchandises échangés entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de la Belgique et des pays auxquels la Belgique sert d'intermédiaire, d'autre part.

15. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N^o 13.777. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ajoute la fabrication des Poudres de chasse, de mine et de commerce, ainsi que le raffinage des Sulfates, aux attributions de la Direction générale des Tabacs, pour former une administration unique sous le nom de Direction générale des Manufactures de l'État.

Du 9 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 584, n^o 5328.

⁽²⁾ Bull. 961, n^o 9455.

Vu l'ordonnance du 5 janvier 1831⁽¹⁾, concernant les attributions de l'administration des tabacs;

Vu les décrets des 12 mars⁽²⁾, 3 juillet, 7 novembre, 26 décembre 1860⁽³⁾ et 16 janvier 1861⁽⁴⁾, concernant l'organisation de la même administration;

Vu le décret du 17 juin 1865⁽⁵⁾, relatif à la séparation du service des poudres de guerre de celui des poudres de commerce;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. Conformément aux dispositions de notre décret susvisé du 17 juin dernier, la fabrication des poudres de chasse, de mine et de commerce, ainsi que le raffinage des salpêtres, sont ajoutés aux attributions de la direction générale des tabacs, pour former une administration unique sous le nom de *Direction générale des manufactures de l'État*.

2. Le conseil d'administration de la direction générale des manufactures de l'État est composé du directeur général, président, et de trois administrateurs.

3. Le personnel du commissariat des poudres et salpêtres est réuni à celui des ingénieurs du service des tabacs.

Les ingénieurs continueront à se recruter à l'école impériale polytechnique dans les conditions indiquées par notre décret en date du 1^{er} novembre 1852⁽⁶⁾, portant réorganisation de ladite école.

L'école dans laquelle les élèves ingénieurs complètent leur instruction spéciale prendra le nom d'*École d'application des manufactures de l'État*.

Les dispositions de notre décret susvisé du 16 janvier 1861, relatives au costume des directeurs et ingénieurs du service des tabacs, sont applicables aux directeurs et ingénieurs des poudres.

4. La direction scientifique et technique des différentes branches de service composant la nouvelle direction générale, ainsi que la construction des bâtiments et machines qui en dépendent, restent exclusivement confiées aux ingénieurs des manufactures de l'État.

5. Par extension des dispositions de notre décret susvisé du 26 décembre 1860, les directeurs des poudreries et des raffineries et, dans les établissements où il n'existe pas d'agent de ce grade, les ingénieurs faisant fonctions de directeurs seront, comme leurs collègues des tabacs, ordonnateurs secondaires pour les dépenses ressortissant à leur direction.

Leurs mandats seront délivrés sur les caisses des receveurs principaux des contributions indirectes, qui les acquitteront en se conformant aux règles et obligations imposées aux payeurs des dépenses publiques.

6. Dans tous les établissements placés sous la direction immédiate d'un ordonnateur secondaire, les comptes de la gestion en matières

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, Bull. 37, n° 894.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 780, n° 7454.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 893, n° 8600.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 911, n° 8796.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 1341, n° 13729.

⁽⁶⁾ 1^{re} série, Bull. 590, n° 4535.

~~seront, conformément à ce qui se pratique dans les manufactures~~
impériales des tabacs, présentés annuellement à la cour des comptes
par les gardes-magasins comptables.

Les mêmes comptes continueront à être présentés par les entre-
poseurs dans les établissements qui ne seront pas dirigés par un
ordonnateur secondaire.

7. Sont nommés par Nous, sur la proposition de notre ministre
secrétaire d'État des finances :

Le directeur général,

Les administrateurs,

Les ingénieurs en chef inspecteurs,

Les directeurs,

L'ingénieur en chef du service central des constructions.

8. Sont nommés par notre ministre secrétaire d'État au départe-
ment des finances :

Les chefs de bureau,

Les ingénieurs, sous-ingénieurs et élèves ingénieurs,

Les contrôleurs de manufacture,

Les inspecteurs de la culture et des magasins.

9. Les titulaires de tous les emplois autres que ceux qui viennent
d'être désignés sont nommés par le directeur général, en vertu de
la délégation du ministre.

10. Les dispositions de l'ordonnance du 5 janvier 1831, relatives
à la vérification des matières dans les entrepôts et débits de tabac,
sont étendues aux entrepôts et débits des poudres de commerce.

La faculté de faire ces vérifications est réservée à tous les agents
de la fabrication des tabacs et des poudres.

11. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances
est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura son effet à
partir du 1^{er} janvier de l'année 1866.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON:

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Certifié conforme :

Paris, le 17^e Novembre 1865,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHE.



* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1347.

N° 13,778. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un Chemin de fer partant de la place Castellane, à Marseille, et aboutissant à la Madrague-de-Podestat; 2° approuve la Convention passée le 1^{er} juillet 1865, pour la concession de ce Chemin de fer.

Du 6 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'avant-projet relatif à l'établissement, dans la banlieue sud de la ville de Marseille, d'un chemin de fer qui, partant de la place Castellane, aboutirait à la Madrague-de-Podestat en passant par ou près Sainte-Marguerite et Montredon;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle cet avant-projet a été soumis, conformément au titre 1^{er} de la loi du 3 mai 1841, dans le département des Bouches-du-Rhône, et notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, en date des 11, 25, 29 novembre et 1^{er} décembre 1864;

Vu le procès-verbal des conférences mixtes tenues conformément à notre décret du 16 août 1853;

Vu les délibérations du conseil municipal et de la chambre de commerce de Marseille, en date des 8-12 novembre 1864, 8 février et 14 avril 1865;

Vu les lettres du sénateur chargé de l'administration du département des Bouches-du-Rhône, en date des 25 février et 26 avril 1865;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 1^{er} juin 1865;

Vu la soumission présentée pour la concession dudit chemin de fer par les sieurs *Bowles* et compagnie;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Vu la convention provisoire passée, le 1^{er} juillet 1865, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les sieurs *Bowles* et compagnie, ladite convention portant concession du chemin de fer de la place Castellane à la Madrague-de-Podestat;

Vu le certificat constatant le versement à la caisse des dépôts et consignations d'une somme de trois cent mille francs, à titre de cautionnement;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin

de fer de la place Castellane, à Marseille, à la Madrague-de-Podestat, par Montredon.

Est approuvée la convention provisoire passée, le 1^{er} juillet 1865, entre notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et les sieurs *Bowles* et compagnie, ladite convention portant concession du chemin de fer de la place Castellane à la Madrague de-Podestat.

2. L'émission des obligations que la compagnie pourrait être autorisée à créer en France ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation de notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, qui en déterminera la forme, le mode et le taux de négociation et qui fixera les époques et les quotités des versements successifs jusqu'à complète libération.

3. Notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Plombières, le 6 Août 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal, Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-arts, chargé de l'intérim du département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Signé VAILLANT.

CONVENTION.

L'an mil huit cent soixante-cinq et le premier juillet,

Entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant au nom de l'État, et sous la réserve de l'approbation des présentes par décret de l'Empereur,

D'une part;

Et MM. *François-Jules Talbot*, demeurant à Paris, boulevard des Italiens, n° 28, et *William Bowles*, négociant, demeurant à Londres,

D'autre part;

Il a été dit et convenu ce qui suit:

ART. 1^{er}. Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, concède, sans subvention ni garantie d'intérêt, à MM. *Jules Talbot* et *William Bowles*, un chemin de fer partant d'un point de la ville de Marseille situé près de la place Castellane, et aboutissant à ou près la Madrague-de-Podestat, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé.

Les susnommés s'engagent à exécuter ledit chemin, en se conformant, tant pour la construction que pour l'exploitation, aux clauses et conditions dudit cahier des charges.

2. MM. *Jules Talbot* et *William Bowles* s'engagent, si l'État le requiert dans un délai de trois ans, à dater du décret qui approuvera la présente convention, à exécuter, sans subvention ni garantie d'intérêt, aux clauses et conditions du cahier des charges précité :

1° Un embranchement du chemin de fer présentement concédé sur Mazargues;

2° Un prolongement mettant en communication la gare de départ dudit chemin avec le quai de Rive-Neuve du Vieux-Port.

3. La présente convention ne sera passible que du droit fixe de un franc.

Fait à Paris, les jour, mois et an que dessus.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉLUG.

Approuvé l'écriture :

Signé TALABOT.

Approuvé l'écriture :

Signé BOWLES.

Enregistré à Paris, le 6 octobre 1865, folio 26 recto, cases 4 et 5. Reçu un franc pour droit simple et un franc pour droit en sus, décime et demi, trente centimes.

Signé ROQUEX.

Cahier des charges de la concession du chemin de fer de la banlieue sud de Marseille.

TITRE I^{er}.

TRACÉ ET CONSTRUCTION.

ART. 1^{er}. Le chemin de fer de la banlieue sud de Marseille partira d'un point de la ville de Marseille situé près de la place Castellane, passera par ou près Sainte-Marguerite et Montredon, et aboutira à ou près la Madrague-de-Podestat, en un point qui sera déterminé par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

2. Les travaux devront être commencés dans un délai d'un an, à dater du décret de concession, et terminés dans un délai de trois ans, à partir du même décret, de manière à ce que ce chemin soit praticable et exploité dans toutes ses parties à l'expiration de ce dernier délai.

3. Aucun travail ne pourra être entrepris, pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure; à cet effet, les projets de tous les travaux à exécuter seront dressés en double expédition et soumis à l'approbation du ministre, qui prescrira, s'il y a lieu, d'y introduire telles modifications que de droit : l'une de ces expéditions sera remise à la compagnie avec le visa du ministre, l'autre demeurera entre les mains de l'administration.

Avant comme pendant l'exécution, la compagnie aura la faculté de proposer aux projets approuvés les modifications qu'elle jugerait utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation de l'administration supérieure.

4. La compagnie pourra prendre copie de tous les plans, nivellements et devis qui pourraient avoir été antérieurement dressés aux frais de l'État.

5. Le tracé et le profil du chemin de fer seront arrêtés sur la production de projets d'ensemble comprenant, pour la ligne entière ou pour chaque section de la ligne :

1° Un plan général à l'échelle de un dix-millième;

2° Un profil en long à l'échelle de un cinq-millième pour les longueurs et de un millième pour les hauteurs, dont les cotes seront rapportées au niveau moyen de la mer, pris pour plan de comparaison; au-dessous de ce profil, on indiquera, au moyen de trois lignes horizontales disposées à cet effet, savoir :

Les distances kilométriques du chemin de fer, comptées à partir de son origine;

La longueur et l'inclinaison de chaque pente ou rampe;

La longueur des parties droites et le développement des parties courbes du tracé, en faisant connaître le rayon correspondant à chacune de ces dernières;

3° Un certain nombre de profils en travers, y compris le profil type de la voie;

4° Un mémoire dans lequel seront justifiées toutes les dispositions essentielles du projet et un devis descriptif dans lequel seront reproduites, sous forme de tableaux, les indications relatives aux déclivités et aux courbes déjà données sur le profil en long.

La position des gares et stations projetées, celle des cours d'eau et des voies de communication traversés par le chemin de fer, des passages soit à niveau, soit en

dessus, soit en dessous de la voie ferrée, devront être indiquées tant sur le plan que sur le profil en long : le tout sans préjudice des projets à fournir pour chaque ouvrage.

6. Les terrains seront acquis et les ouvrages d'art seront exécutés immédiatement pour deux voies; les terrassements pourront être exécutés et les rails pourront être posés pour une voie seulement, sauf l'établissement d'un certain nombre de gares d'évitement.

La compagnie sera tenue d'ailleurs d'établir la deuxième voie, soit sur la totalité du chemin, soit sur les parties qui lui seront désignées, lorsque l'insuffisance d'une seule voie, par suite du développement de la circulation, aura été constatée par l'administration.

Les terrains acquis par la compagnie pour l'établissement de la seconde voie ne pourront recevoir une autre destination.

7. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails devra être de un mètre quarante-quatre (1^m,44) à un mètre quarante-cinq centimètres (1^m,45). Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entrevoie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres (2^m,00).

La largeur des accotements, c'est-à-dire des parties comprises de chaque côté entre le bord extérieur du rail et l'arête supérieure du ballast, sera de un mètre (1^m,00) au moins.

On ménagera au pied de chaque talus du ballast une banquette de cinquante centimètres (0^m,50) de largeur.

La compagnie établira le long du chemin de fer les fossés ou rigoles qui seront jugés nécessaires pour l'assèchement de la voie et pour l'écoulement des eaux.

Les dimensions de ces fossés et rigoles seront déterminées par l'administration, suivant les circonstances locales, sur les propositions de la compagnie.

8. Les alignements seront raccordés entre eux par des courbes dont le rayon ne pourra être inférieur à trois cent cinquante mètres. Une partie droite de cent mètres au moins de longueur devra être ménagée entre deux courbes consécutives, lorsqu'elles seront dirigées en sens contraire.

Le maximum de l'inclinaison des pentes et rampes est fixé à quinze millimètres par mètre.

Une partie horizontale de cent mètres au moins devra être ménagée entre deux fortes déclivités consécutives, lorsque ces déclivités se succéderont en sens contraire, et de manière à verser leurs eaux au même point.

Les déclivités correspondant aux courbes de faible rayon devront être réduites autant que faire se pourra.

La compagnie aura la faculté de proposer aux dispositions de cet article et à celles de l'article précédent les modifications qui lui paraîtraient utiles; mais ces modifications ne pourront être exécutées que moyennant l'approbation préalable de l'administration supérieure.

9. Le nombre, l'étendue et l'emplacement des gares d'évitement seront déterminés par l'administration, la compagnie entendue.

Le nombre et l'emplacement des stations de voyageurs et des gares de marchandises seront également déterminés par l'administration, sur les propositions de la compagnie, après une enquête spéciale.

La compagnie sera tenue, préalablement à tout commencement d'exécution, de soumettre à l'administration le projet desdites gares, lequel se composera :

1° D'un plan à l'échelle de un cinq-centième, indiquant les voies, les quais, les bâtiments et leur distribution intérieure, ainsi que la disposition de leurs abords;

2° D'une élévation des bâtiments à l'échelle de un centimètre par mètre;

3° D'un mémoire descriptif dans lequel les dispositions essentielles du projet seront justifiées.

10. A moins d'obstacles locaux, dont l'appréciation appartiendra à l'administration, le chemin de fer, à la rencontre des routes impériales ou départementales et des rues, devra passer, soit au-dessus, soit au-dessous de ces routes et de ces rues.

Les croisements à niveau seront tolérés pour les chemins vicinaux, ruraux ou particuliers.

11. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessus d'une route impériale ou départementale ou d'un chemin vicinal, l'ouverture du viaduc sera fixée par l'administration, en tenant compte des circonstances locales; mais cette ouverture ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route impé-

riale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

Pour les viaducs de forme cintrée, la hauteur sous clef, à partir du sol de la route, sera de cinq mètres (5^m,00) au moins. Pour ceux qui seront formés de poutres horizontales en bois ou en fer, la hauteur sous poutre sera de quatre mètres trente centimètres (4^m,30) au moins.

La largeur entre les parapets sera au moins de huit mètres (8^m,00). La hauteur de ces parapets sera fixée par l'administration et ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m,80).

13. Lorsque le chemin de fer devra passer au-dessous d'une route impériale ou départementale ou d'un chemin vicinal, la largeur entre les parapets du pont qui supportera la route ou le chemin sera fixée par l'administration, en tenant compte des circonstances locales; mais cette largeur ne pourra, dans aucun cas, être inférieure à huit mètres (8^m,00) pour la route impériale, à sept mètres (7^m,00) pour la route départementale, à cinq mètres (5^m,00) pour un chemin vicinal de grande communication, et à quatre mètres (4^m,00) pour un simple chemin vicinal.

L'ouverture du pont entre les culées sera au moins de huit mètres (8^m,00), et la distance verticale ménagée au-dessus des rails extérieurs de chaque voie pour le passage des trains ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80) au moins.

13. Dans le cas où des routes impériales ou départementales, ou des chemins vicinaux, ruraux ou particuliers seraient traversés à leur niveau par le chemin de fer, les rails devront être posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de ces routes, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des véhicules.

Le croisement à niveau du chemin de fer et des routes ne pourra s'effectuer sous un angle de moins de quarante-cinq degrés.

Chaque passage à niveau sera muni de barrières; il y sera, en outre, établi une maison de garde toutes les fois que l'utilité en sera reconnue par l'administration.

La compagnie devra soumettre à l'approbation de l'administration les projets types de ces barrières.

14. Lorsqu'il y aura lieu de modifier l'emplacement ou le profil des routes existantes, l'inclinaison des pentes et rampes sur les routes modifiées ne pourra excéder trois centimètres (0^m,03) par mètre pour les routes impériales et départementales et cinq centimètres (0^m,05) pour les chemins vicinaux. L'administration restera libre, toutefois, d'apprécier les circonstances qui pourraient motiver une dérogation à cette clause, comme à celle qui est relative à l'angle de croisement des passages à niveau.

15. La compagnie sera tenue de rétablir et d'assurer à ses frais l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par ses travaux.

Les viaducs à construire à la rencontre des rivières, des canaux et des cours d'eau quelconques auront au moins huit mètres (8^m,00) de largeur entre les parapets, sur les chemins à deux voies, et quatre mètres cinquante centimètres (4^m,50) sur les chemins à une voie. La hauteur de ces parapets sera fixée par l'administration et ne pourra être inférieure à quatre-vingts centimètres (0^m,80).

La hauteur et le débouché du viaduc seront déterminés, dans chaque cas particulier, par l'administration, suivant les circonstances locales.

16. Les souterrains à établir pour le passage du chemin de fer auront au moins huit mètres (8^m,00) de largeur entre les pieds-droits au niveau des rails, et six mètres (6^m,00) de hauteur sous clef au-dessus de la surface des rails. La distance verticale entre l'intrados et le dessus des rails extérieurs de chaque voie ne sera pas inférieure à quatre mètres quatre-vingts centimètres (4^m,80). L'ouverture des puits d'aérage et de construction des souterrains sera entourée d'une margelle en maçonnerie de deux mètres (2^m,00) de hauteur. Cette ouverture ne pourra être établie sur aucune voie publique.

17. A la rencontre des cours d'eau flottables ou navigables, la compagnie sera tenue de prendre toutes les mesures et de payer tous les frais nécessaires pour que le service de la navigation ou du flottage n'éprouve ni interruption ni entrave pendant l'exécution des travaux.

A la rencontre des routes impériales ou départementales et des autres chemins publics, il sera construit des chemins et ponts provisoires, par les soins et aux frais

de la compagnie, partout où cela sera jugé nécessaire pour que la circulation n'éprouve ni interruption ni gêne.

Avant que les communications existantes puissent être interceptées, une reconnaissance sera faite par les ingénieurs de la localité à l'effet de constater si les ouvrages provisoires présentent une solidité suffisante et s'ils peuvent assurer le service de la circulation.

Un délai sera fixé par l'administration pour l'exécution des travaux définitifs destinés à rétablir les communications interceptées.

18. La compagnie n'emploiera, dans l'exécution des ouvrages, que des matériaux de bonne qualité; elle sera tenue de se conformer à toutes les règles de l'art, de manière à obtenir une construction parfaitement solide.

Tous les aqueducs, ponceaux, ponts et viaducs à construire à la rencontre des divers cours d'eau et des chemins publics ou particuliers, seront en maçonnerie ou en fer, sauf les cas d'exception qui pourront être admis par l'administration.

19. Les voies seront établies d'une manière solide et avec des matériaux de bonne qualité.

Le poids des rails sera au moins de trente-cinq kilogrammes par mètre courant sur les voies de circulation, si ces rails sont posés sur traverses, et de trente kilogrammes dans le cas où ils seraient posés sur longuerins.

20. Le chemin de fer sera séparé des propriétés riveraines par des murs, haies ou toute autre clôture dont le mode et la disposition seront autorisés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

21. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour la déviation des voies de communication et des cours d'eau déplacés, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement pourra donner lieu, seront achetés et payés par la compagnie concessionnaire.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, modification ou destruction d'usines, et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par la compagnie.

22. L'entreprise étant d'utilité publique, la compagnie est investie, pour l'exécution des travaux dépendants de sa concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc. et elle demeure en même temps soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

23. Dans les limites de la zone frontière et dans le rayon de servitude des enceintes fortifiées, la compagnie sera tenue, pour l'étude et l'exécution de ses projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

24. Si la ligne du chemin de fer traverse un sol déjà concédé pour l'exploitation d'une mine, l'administration déterminera les mesures à prendre pour que l'établissement du chemin de fer ne nuise pas à l'exploitation de la mine, et réciproquement, pour que, le cas échéant, l'exploitation de la mine ne compromette pas l'existence du chemin de fer.

Les travaux de consolidation à faire dans l'intérieur de la mine, à raison de la traversée du chemin de fer, et tous les dommages résultant de cette traversée pour les concessionnaires de la mine seront à la charge de la compagnie.

25. Si le chemin de fer doit s'étendre sur des terrains renfermant des carrières ou les traverser souterrainement, il ne pourra être livré à la circulation avant que les excavations qui pourraient en compromettre la solidité aient été remblayées ou consolidées. L'administration déterminera la nature et l'étendue des travaux qu'il conviendra d'entreprendre à cet effet, et qui seront d'ailleurs exécutés par les soins et aux frais de la compagnie.

26. Pour l'exécution des travaux, la compagnie se soumettra aux décisions ministérielles concernant l'interdiction du travail les dimanches et jours fériés.

27. Les travaux seront exécutés sous le contrôle et la surveillance de l'administration.

Les travaux devront être adjugés par lots et sur série de prix, soit avec publicité et concurrence, soit sur soumissions cachetées, entre entrepreneurs agréés à l'avance, à moins que le conseil d'administration n'ait été spécialement autorisé par l'assem-

collée générale des actionnaires à les faire exécuter en régie ou à traiter directement de leur exécution.

20. Tout marché général pour l'ensemble du chemin de fer, soit à forfait, soit sur série de prix, est, dans tous les cas, formellement interdit.

21. Le contrôle et la surveillance de l'administration auront pour objet d'empêcher la compagnie de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges, et spécialement par le présent article, et de celles qui résulteront des projets approuvés.

22. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées totalement à la circulation, il sera procédé, sur la demande de la compagnie, à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera.

23. Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, l'administration autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit, après cette autorisation, la compagnie pourra mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer.

24. Après l'achèvement total des travaux, et dans le délai qui sera fixé par l'administration, la compagnie fera faire à ses frais un bornage contradictoire et un plan cadastral du chemin de fer et de ses dépendances. Elle fera dresser également à ses frais, et contradictoirement avec l'administration, un état descriptif de tous les ouvrages d'art qui auront été exécutés; ledit état accompagné d'un atlas contenant les dessins cotés de tous lesdits ouvrages.

Une expédition dûment certifiée des procès-verbaux de bornage, du plan cadastral, de l'état descriptif et de l'atlas sera dressée aux frais de la compagnie et déposée dans les archives du ministère.

Les terrains acquis par la compagnie postérieurement au bornage général, en vue de satisfaire aux besoins de l'exploitation, et qui par cela même deviendront partie intégrante du chemin de fer, donneront lieu, au fur et à mesure de leur acquisition, à des bornages supplémentaires, et seront ajoutés sur le plan cadastral; addition sera également faite sur l'atlas de tous les ouvrages d'art exécutés postérieurement à sa rédaction.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

30. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge de la compagnie.

Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office à la diligence de l'administration et aux frais de la compagnie, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions indiquées ci-après dans l'article 40.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

31. La compagnie sera tenue d'établir à ses frais, partout où besoin sera, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation ordinaire sur les points où le chemin de fer sera traversé à niveau par des routes ou chemins.

32. Les machines locomotives seront construites sur les meilleurs modèles; elles devront consumer leur fumée et satisfaire d'ailleurs à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs devront également être faites d'après les meilleurs modèles, et satisfaire à toutes les conditions réglées ou à régler pour les voitures servant au transport des voyageurs sur les chemins de fer. Elles seront suspendues sur ressorts et garnies de banquettes.

Il y en aura de trois classes au moins :

1° Les voitures de première classe seront couvertes, garnies et fermées à glaces;
2° Celles de deuxième classe seront couvertes, fermées à glaces et auront des banquettes rembourrées;

3° Celles de troisième classe seront couvertes, fermées à vitres et munies de banquettes à dossier.

L'intérieur de chacun des compartiments de toute classe contiendra l'indication du nombre des places de ce compartiment.

L'administration pourra exiger qu'un compartiment de chaque classe soit réservé dans les trains de voyageurs aux femmes voyageant seules.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, des chaisses de poste, des chevaux ou des bestiaux, les plates-formes et, en général, toutes les parties du matériel roulant seront de bonnet et solide construction.

La compagnie sera tenue, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Les machines locomotives, tenders, voitures, wagons de toute espèce, plates-formes composant le matériel roulant, seront constamment entretenus au bon état.

33. Des règlements d'administration publique, rendus après que la compagnie aura été entendue, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer la police et l'exploitation du chemin de fer, ainsi que la conservation des ouvrages qui en dépendent.

Toutes les dépenses qu'entraînera l'exécution des mesures prescrites au vu de ces règlements seront à la charge de la compagnie.

La compagnie sera tenue de soumettre à l'approbation de l'administration les règlements relatifs au service et à l'exploitation du chemin de fer.

Les règlements dont il s'agit dans les deux paragraphes précédents seront obligatoires non-seulement pour la compagnie concessionnaire, mais encore pour toutes celles qui obtiendraient ultérieurement l'autorisation d'établir des lignes de chemin de fer d'embranchement ou de prolongement, et, en général, pour toutes les personnes qui emprunteraient l'usage du chemin de fer.

Le ministre déterminera, sur la proposition de la compagnie, le minimum et le maximum de vitesse des convois de voyageurs et de marchandises et des convois spéciaux des postes, ainsi que la durée du trajet.

34. Pour tout ce qui concerne l'entretien et les réparations du chemin de fer et de ses dépendances, l'entretien du matériel et le service de l'exploitation, la compagnie sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration.

En outre de la surveillance ordinaire, l'administration déléguera, aussi souvent qu'elle le jugera utile, un ou plusieurs commissaires pour reconnaître et constater l'état du chemin de fer, de ses dépendances et du matériel.

TITRE III.

DURÉE, RACHAT ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

35. La durée de la concession pour la ligne mentionnée à l'article 1^{er} du présent cahier des charges sera de quatre-vingt-dix-neuf ans (99 ans). Elle commencera à courir à l'expiration du délai fixé pour l'achèvement des travaux par l'article 2 dudit cahier des charges.

36. A l'époque fixée pour l'expiration de la concession, et par le seul fait de cette expiration, le Gouvernement sera subrogé à tous les droits de la compagnie sur le chemin de fer et ses dépendances, et il entrera immédiatement en jouissance de tous ses produits.

La compagnie sera tenue de lui remettre en bon état d'entretien le chemin de fer et tous les immeubles qui en dépendent, quelle qu'en soit l'origine, tels que les bâtiments des gares et stations, les remises, ateliers et dépôts, les maisons de garde, etc. Il en sera de même de tous les objets immobiliers dépendants également dudit chemin, tels que les barrières et clôtures, les voies, changements de voies, plaques tournantes, réservoirs d'eau, grues hydrauliques, machines fixes, etc.

Dans les cinq dernières années qui précéderont le terme de la concession, le Gouvernement aura le droit de saisir les revenus du chemin de fer et de les employer à rétablir en bon état le chemin de fer et ses dépendances, si la compagnie ne se mettrait pas en mesure de satisfaire pleinement et entièrement à cette obligation.

En ce qui concerne les objets mobiliers, tels que le matériel roulant, les matériaux, combustibles et approvisionnements de tout genre, le mobilier des stations, l'outillage des ateliers et des gares, l'État sera tenu, si la compagnie le requiert, de reprendre tous ces objets sur l'estimation qui en sera faite à dire d'experts, et réciproquement, si l'État le requiert, la compagnie sera tenue de les céder de la même manière.

Toutefois, l'État ne pourra être tenu de reprendre que les approvisionnements nécessaires à l'exploitation du chemin pendant six mois.

37. A toute époque, après l'expiration des quinze premières années de la concession, le Gouvernement aura la faculté de racheter la concession entière du chemin de fer.

Pour régler le prix du rachat, on relèvera les produits nets annuels obtenus par la compagnie pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué; on en déduira les produits nets des deux plus faibles années, et l'on établira le produit net moyen des cinq années.

Ce produit net moyen formera le montant d'une annuité, qui sera due et payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession.

Dans aucun cas, le montant de l'annuité ne sera inférieur au produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison.

La compagnie recevra, en outre, dans les trois mois qui suivront le rachat, les remboursements auxquels elle aurait droit à l'expiration de la concession, selon l'article 36 ci-dessus.

38. Si la compagnie n'a pas commencé les travaux dans le délai fixé par l'article 2, elle sera déchue de plein droit, sans qu'il y ait lieu à aucune notification ou mise en demeure préalable.

Dans ce cas, la somme de trois cent mille francs qui aura été déposée, ainsi qu'il sera dit à l'article 68, à titre de cautionnement, deviendra la propriété de l'État et restera acquise au trésor public.

39. Reçue par la compagnie d'avoir terminé les travaux dans le délai fixé par l'article 2, faite aussi par elle d'avoir rempli les diverses obligations qui lui sont imposées par le présent cahier des charges; elle encourra la déchéance, et il sera pourvu tant à la continuation et à l'achèvement des travaux qu'à l'exécution des autres engagements contractés par la compagnie, au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix.

La nouvelle compagnie sera soumise aux clauses du présent cahier des charges et la compagnie évincée recevra d'elle le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

La partie du cautionnement qui n'aura pas encore été restituée deviendra la propriété de l'État.

Si l'adjudication ouverte n'amène aucun résultat, une seconde adjudication sera tentée sur les mêmes bases, après un délai de trois mois; si cette seconde tentative reste également sans résultat, la compagnie sera définitivement déchue de tous droits, et alors les ouvrages exécutés, les matériaux approvisionnés et les parties de chemin de fer déjà livrées à l'exploitation appartiendront à l'État.

40. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, l'administration prendra immédiatement, aux frais et risques de la compagnie, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, la compagnie n'a pas valablement justifié qu'elle est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et si elle ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication, et il sera procédé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

41. Les dispositions des trois articles qui précèdent cesseraient d'être applicables, et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où le concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

42. Pour indemniser la compagnie des travaux et dépenses qu'elle s'engage à faire par le présent cahier des charges, et sous la condition expresse qu'elle en remplisse exactement toutes les obligations, le Gouvernement lui accorde l'autorisation de percevoir, pendant toute la durée de la concession, les droits de péage et les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.		PRIX		
1° PAR TÊTE ET PAR KILOMÈTRE.		de péage.	de transport.	TOTAL.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
<i>Grande vitesse.</i>				
Voyageurs.	Voitures couvertes, garnies et fermées à glaces (1 ^{re} classe).....	0 067	0 033	0 10
	Voitures couvertes, fermées à glaces, et à banquettes rembourrées (2 ^e classe).....	0 050	0 025	0 075
	Voitures couvertes et fermées à vitres (3 ^e classe).....	0 037	0 018	0 055
	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à la condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent.			
Enfants....	De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.			
	Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.			
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		0 010	0 005	0 015
(Sans que la perception puisse être inférieure à 0 ^e 30 ^e .)				
<i>Petite vitesse.</i>				
Bœufs, vaches, taureaux, chevaux, mulets, bêtes de trait.....		0 07	0 03	0 10
Veaux et porcs.....		0 025	0 015	0 04
Moutons, brebis, agneaux, chèvres.....		0 01	0 01	0 02
Lorsque les animaux ci-dessus dénommés seront, sur la demande des expéditeurs, transportés à la vitesse des trains de voyageurs, les prix seront doublés.				
2° PAR TONNE ET PAR KILOMÈTRE.				
<i>Marchandises transportées à grande vitesse.</i>				
Huîtres. — Poissons frais. — Denrées. — Excédants de bagages et marchandises de toute classe transportées à la vitesse des trains de voyageurs.....		0 20	0 16	0 36
<i>Marchandises transportées à petite vitesse.</i>				
1 ^{re} classe. — Spiritueux. — Huiles. — Bois de menuiserie, de teinture et autres bois exotiques. — Produits chimiques non dénommés. — Œufs. — Viande fraîche. — Gibier. — Sucre. — Café. — Drogues. — Épicerie. — Tissus. — Denrées coloniales. — Objets manufacturés. — Armes.....		0 09	0 07	0 16
2 ^e classe. — Blés. — Grains. — Farines. — Légumes farineux. — Riz, maïs, châtaignes et autres denrées alimentaires non dénommées. — Chaux et plâtre. — Charbon de bois. — Bois à brûler, dit de corde. — Perches. — Chevrons. — Planches. — Madriers. — Bois de charpente. — Marbre en bloc. — Albâtre. — Bitume. — Cotons. — Laines. — Vins. — Vinaigres. — Boissons. — Bières. — Levure sèche. — Coke. — Fers. — Cuivres. — Plomb et autres métaux, ouvrés ou non. — Fontes moulées.....		0 08	0 06	0 14
3 ^e classe. — Pierres de taille et produits des carrières. — Minerais autres que les minerais de fer. — Fonte brute. — Sel. — Moellons. — Meuliers. — Argiles. — Briques. — Ardoises.....		0 06	0 04	0 10
4 ^e classe. — Houille. — Pour le parcours de 0 à 20 kilomètres, sans que la taxe puisse être supérieure à 1 fr. 25 cent.....		0 05	0 03	0 08
— Marne. — Cendres. — Pour le parcours de 21 à 100 kilomètres, sans que la taxe puisse être supérieure à 5 francs.....		0 04	0 02	0 06
— Fumiers et engrais. — Pour le parcours de 101 à 300 kilomètres, sans que la taxe puisse être supérieure à 12 francs.....		0 03	0 02	0 05
— Pierres à chaux et à plâtre. — Pavés et matériaux pour la construction et la réparation des routes. — Minerais de fer. — Cailloux. — Sable.....		0 025	0 015	0 04
— Au delà de 300 kilomètres.....				

3° VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....

Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....

Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....

Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....

Tender de sept à dix tonnes.....

Tender de plus de dix tonnes.....

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur.....

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc.....

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide.....

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront, en sus des prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre.....

PRIX		
de péage.	de trans- port.	TOTAUX.
fr. c.	fr. c.	fr. c.
0 09	0 06	0 15
0 12	0 08	0 20
1 80	1 20	3 00
2 25	1 50	3 75
0 90	0 60	1 50
1 35	0 90	2 25
0 15	0 10	0 25
0 18	0 14	0 32
0 12	0 08	0 20
0 08	0 06	0 14
0 36	0 28	0 64
0 18	0 12	0 30

4° SERVICE DES POMPES FUNÉBRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....

Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, dans un compartiment isolé, au prix de.....

Les prix déterminés ci-dessus pour les transports à grande vitesse ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ses transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, elle n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre enclavé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédants de bagages et marchandises à grande vitesse, les coupons seront établis : 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être moindre de quarante centimes.

Dans le cas où le prix de l'hectolitre de blé s'élèverait sur le marché régulateur de Gray à vingt francs ou au-dessus, le Gouvernement pourra exiger de la compagnie que le tarif du transport des blés, grains, riz, maïs, farines et légumes farineux, péage compris, ne puisse s'élever au maximum qu'à sept centimes par tonne et par kilomètre.

43. A moins d'une autorisation spéciale et révoquée de l'administration, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures de toute classe en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

Dans chaque train de voyageurs, la compagnie aura la faculté de placer des voitures à compartiments spéciaux, pour lesquels il sera établi des prix particuliers, que l'administration fixera sur la proposition de la compagnie; mais le nombre des places à donner dans ces compartiments ne pourra dépasser le cinquième du nombre total des places du train.

44. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

45. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 46 et 47 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par la compagnie; mais elles seront soumises immédiatement à l'administration, qui prononcera définitivement.

46. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, la compagnie ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes; mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, la compagnie transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, elle devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

47. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux, pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs;

4° A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédants de bagages, pesant isolément quarante kilogrammes et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédants de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent en ce qui concerne les paquets et colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par l'administration, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition de la compagnie.

3 VOITURES ET MATÉRIEL ROULANT TRANSPORTÉS À PETITE VITESSE.

Par pièce et par kilomètre.

Wagon ou chariot pouvant porter de trois à six tonnes.....	0 09	0 06	0 15
Wagon ou chariot pouvant porter plus de six tonnes.....	0 12	0 08	0 20
Locomotive pesant de douze à dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	1 80	1 20	3 00
Locomotive pesant plus de dix-huit tonnes (ne traînant pas de convoi).....	2 25	1 50	3 75
Tender de sept à dix tonnes.....	0 90	0 60	1 50
Tender de plus de dix tonnes.....	1 35	0 90	2 25

Les machines locomotives seront considérées comme ne traînant pas de convoi, lorsque le convoi remorqué, soit de voyageurs, soit de marchandises, ne comportera pas un péage au moins égal à celui qui serait perçu sur la locomotive avec son tender marchant sans rien traîner.

Le prix à payer pour un wagon chargé ne pourra jamais être inférieur à celui qui serait dû pour un wagon marchant à vide.

Voitures à deux ou quatre roues, à un fond et à une seule banquette dans l'intérieur..... 0 15 | 0 10 | 0 25 |

Voitures à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes dans l'intérieur, omnibus, diligences, etc..... 0 18 | 0 14 | 0 32 |

Lorsque, sur la demande des expéditeurs, les transports auront lieu à la vitesse des trains de voyageurs, les prix ci-dessus seront doublés.

Dans ce cas, deux personnes pourront, sans supplément de prix, voyager dans les voitures à une banquette, et trois dans les voitures à deux banquettes, omnibus, diligences, etc.; les voyageurs excédant ce nombre payeront le prix des places de deuxième classe.

Voitures de déménagement à deux ou à quatre roues, à vide..... 0 12 | 0 08 | 0 20 |

Ces voitures, lorsqu'elles seront chargées, payeront, en sus des prix ci-dessus, par tonne de chargement et par kilomètre..... 0 08 | 0 06 | 0 14 |

4° SERVICE DES POMPES FUNÈRES ET TRANSPORT DES CERCUEILS.

Grande vitesse.

Une voiture des pompes funèbres renfermant un ou plusieurs cercueils sera transportée aux mêmes prix et conditions qu'une voiture à quatre roues, à deux fonds et à deux banquettes.....	0 36	0 28	0 64
Chaque cercueil confié à l'administration du chemin de fer sera transporté, dans un compartiment isolé, au prix de.....	0 18	0 12	0 30

Les prix déterminés ci-dessus pour les transports à grande vitesse ne comprennent pas l'impôt dû à l'État.

Il est expressément entendu que les prix de transport ne seront dus à la compagnie qu'autant qu'elle effectuerait elle-même ses transports à ses frais et par ses propres moyens; dans le cas contraire, elle n'aura droit qu'aux prix fixés pour le péage.

La perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus. Tout kilomètre enlaminé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédants de bagages et marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1° de zéro à cinq kilogrammes; 2° au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes; 3° au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition quelconque, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être moindre de quarante centimes.

Dans le cas où le prix de l'hectolitre de blé s'élèverait sur le marché régulier de Gray à vingt francs ou au-dessus, le Gouvernement pourra exiger de la compagnie que le tarif du transport des blés, grains, riz, maïs, farines et légumes farineux, péage compris, ne puisse s'élever au maximum qu'à sept centimes par tonne et par kilomètre.

43. A moins d'une autorisation spéciale et révocable de l'administration, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures de toute classe en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer.

Dans chaque train de voyageurs, la compagnie aura la faculté de placer des voitures à compartiments spéciaux, pour lesquels il sera établi des prix particuliers; que l'administration fixera sur la proposition de la compagnie; mais le nombre des places à donner dans ces compartiments ne pourra dépasser le cinquième du nombre total des places du train.

44. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

45. Les animaux, denrées, marchandises, effets et autres objets non désignés dans le tarif seront rangés, pour les droits à percevoir, dans les classes avec lesquelles ils auront le plus d'analogie, sans que jamais, sauf les exceptions formulées aux articles 43 et 47 ci-après, aucune marchandise non dénommée puisse être soumise à une taxe supérieure à celle de la première classe du tarif ci-dessus.

Les assimilations de classes pourront être provisoirement réglées par la compagnie; mais elles seront soumises immédiatement à l'administration, qui prononcera définitivement.

46. Les droits de péage et les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Néanmoins, la compagnie ne pourra se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de trois mille à cinq mille kilogrammes; mais les droits de péage et les prix de transport seront augmentés de moitié.

La compagnie ne pourra être contrainte à transporter les masses pesant plus de cinq mille kilogrammes (5,000^k).

Si, nonobstant la disposition qui précède, la compagnie transporte des masses indivisibles pesant plus de cinq mille kilogrammes, elle devra, pendant trois mois au moins, accorder les mêmes facilités à tous ceux qui en feraient la demande.

Dans ce cas, les prix de transport seront fixés par l'administration, sur la proposition de la compagnie.

47. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1^o Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans le tarif et qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube;

2^o Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux, pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales;

3^o Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs;

4^o A l'or et à l'argent, soit en lingots, soit monnayés ou travaillés, au plaqué d'or ou d'argent, au mercure et au platine, ainsi qu'aux bijoux, dentelles, pierres précieuses, objets d'art et autres valeurs;

5^o Et, en général, à tous paquets, colis ou excédants de bagages, pesant isolément quarante kilogrammes et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils sont partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédants de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent en ce qui concerne les paquets et colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les cinq cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par l'administration, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition de la compagnie.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière, qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes.

48. Dans le cas où la compagnie jugerait convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels, de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'elle est autorisée à percevoir, les taxes abaisssées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et d'un an pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par la compagnie sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation de l'administration supérieure, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et la compagnie dans l'intérêt des services publics, ni aux réductions ou remises qui seraient accordées par la compagnie aux indigents.

En cas d'abaissement des tarifs, la réduction portera proportionnellement sur le péage et sur le transport.

49. La compagnie sera tenue d'effectuer constamment avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, le transport des voyageurs, bestiaux, denrées, marchandises et objets quelconques qui lui seront confiés.

Les colis, bestiaux et objets quelconques seront inscrits, à la gare d'où ils partent et à la gare où ils arrivent, sur des registres spéciaux, au fur et à mesure de leur réception; mention sera faite, sur les registres de la gare de départ, du prix total dû pour leur transport.

Pour les marchandises ayant une même destination, les expéditions auront lieu suivant l'ordre de leur inscription à la gare de départ.

Toute expédition de marchandises sera constatée, si l'expéditeur le demande, par une lettre de voiture dont un exemplaire restera aux mains de la compagnie et l'autre aux mains de l'expéditeur. Dans le cas où l'expéditeur ne demanderait pas de lettre de voiture, la compagnie sera tenue de lui délivrer un récépissé qui énoncera la nature et le poids du colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

50. Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques seront expédiés et livrés de gare en gare, dans les délais résultant des conditions ci-après exprimées :

1° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à grande vitesse, seront expédiés par le premier train des voyageurs comprenant des voitures de toutes classes et correspondant avec leur destination, pourvu qu'ils aient été présentés à l'enregistrement trois heures avant le départ de ce train.

Ils seront mis à la disposition des destinataires, à la gare, dans le délai de deux heures après l'arrivée du même train.

2° Les animaux, denrées, marchandises et objets quelconques, à petite vitesse, seront expédiés dans le jour qui suivra celui de la remise; toutefois, l'administration supérieure pourra étendre ce délai à deux jours.

Le maximum de durée du trajet sera fixé par l'administration, sur la proposition de la compagnie, sans que ce maximum puisse excéder vingt-quatre heures par fraction indivisible de cent vingt-cinq kilomètres.

Les colis seront mis à la disposition des destinataires dans le jour qui suivra celui de leur arrivée effective en gare.

Le délai total résultant des trois paragraphes ci-dessus sera seul obligatoire pour la compagnie.

Il pourra être établi un tarif réduit, approuvé par le ministre, pour tout expéditeur qui acceptera des délais plus longs que ceux déterminés ci-dessus pour la petite vitesse.

Pour le transport des marchandises, il pourra être établi, sur la proposition de la compagnie, un délai moyen entre ceux de la grande et de la petite vitesse. Le prix correspondant à ce délai sera un prix intermédiaire entre ceux de la grande et de la petite vitesse.

nature ou leur position, n'apportent pas d'entraves aux différents services de la ligne ou des stations.

17° Les employés chargés de la surveillance du service, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service, en se conformant aux règlements de police intérieure de la compagnie.

57. La compagnie sera tenue, à toute réquisition, de faire partir, par convoi ordinaire, les wagons ou voitures cellulaires employés au transport des présents, accusés ou condamnés.

Les wagons et les voitures employés au service dont il s'agit seront construits aux frais de l'État ou des départements; leurs formes et dimensions seront déterminées de concert par le ministre de l'intérieur et par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, la compagnie entendue.

Les employés de l'administration, les gardiens et les prisonniers placés dans les wagons ou voitures cellulaires ne seront assujettis qu'à la moitié de la taxe applicable aux places de troisième classe, celle qu'elle est fixée par le présent cahier des charges.

Les gendarmes placés dans les mêmes voitures ne payeront que le quart de la même taxe.

Le transport des wagons et des voitures sera gratuit.

Dans le cas où l'administration voudrait, pour le transport des prisonniers, faire usage des voitures de la compagnie, celle-ci serait tenue de mettre à sa disposition un ou plusieurs compartiments spéciaux de voiture de deuxième classe à deux banquettes. Le prix de location en sera fixé à raison de vingt centimes (0^e 20^e) par compartiment et par kilomètre.

Les dispositions qui précèdent seront applicables au transport des jeunes délinquants recueillis par l'administration pour être transférés dans les établissements d'éducation.

58. Le Gouvernement se réserve la faculté de faire, le long des voies, toutes les constructions, de poser tous les appareils nécessaires à l'établissement d'une ligne télégraphique, sans nuire au service du chemin de fer.

Sur la demande de l'administration des lignes télégraphiques, il sera réservé, dans les gares des villes et des localités qui seront désignées ultérieurement, le terrain nécessaire à l'établissement des maisonnettes destinées à recevoir le bureau télégraphique et son matériel.

La compagnie concessionnaire sera tenue de faire garder par ses agents les fils et les appareils des lignes électriques, de donner aux employés télégraphiques connaissance de tous les accidents qui pourraient survenir, et de leur en faire connaître les causes. En cas de rupture du fil télégraphique, les employés de la compagnie auront à raccrocher provisoirement les bouts séparés, d'après les instructions qui leur sont données à cet effet.

Les agents de la télégraphie voyageant pour le service de la ligne électrique auront le droit de circuler gratuitement dans les voitures du chemin de fer.

En cas de rupture du fil télégraphique ou d'accidents graves, une locomotive sera mise immédiatement à la disposition de l'inspecteur télégraphique de la ligne pour le transporter sur le lieu de l'accident avec les hommes et les matériaux nécessaires à la réparation. Ce transport sera gratuit, et il devra être effectué dans des conditions telles qu'il ne puisse entraver en rien la circulation publique.

Dans le cas où des déplacements de fils, appareils ou poteaux deviendraient nécessaires, par suite de travaux exécutés sur le chemin, ces déplacements auraient lieu aux frais de la compagnie, par les soins de l'administration des lignes télégraphiques.

La compagnie pourra être autorisée et, au besoin, requise par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, agissant de concert avec le ministre de l'intérieur, d'établir à ses frais les fils et appareils télégraphiques destinés à transmettre les signaux nécessaires pour la sûreté et la régularité de son exploitation.

Elle pourra, avec l'autorisation du ministre de l'intérieur, se servir des poteaux de la ligne télégraphique de l'État, lorsqu'une semblable ligne existera le long de la voie.

La compagnie sera tenue de se soumettre à tous les règlements d'administration publique concernant l'établissement et l'emploi de ces appareils, ainsi que l'organisation, aux frais de la compagnie, du contrôle de ce service par les agents de l'État.

TITRE VI.

CLAUSES DIVERSES.

59. Dans le cas où le Gouvernement ordonnerait ou autoriserait la construction de routes impériales, départementales ou vicinales, de chemins de fer ou de canaux qui traverseraient la ligne objet de la présente concession, la compagnie ne pourra s'opposer à ces travaux ; mais toutes les dispositions nécessaires seront prises pour qu'il n'en résulte aucun obstacle à la construction ou au service du chemin de fer, ni aucuns frais pour la compagnie.

60. Toute extension ou entassement ultérieure de route, de canal, de chemin de fer, de travaux de navigation dans la contrée où est situé le chemin de fer objet de la présente concession, ou dans toute autre contrée voisine ou éloignée, ne pourra donner ouverture à aucune demande d'indemnité de la part de la compagnie.

61. Le Gouvernement se réserve expressément le droit d'accorder de nouvelles concessions de chemins de fer s'embranchant sur les chemins qui font l'objet du présent cahier de charges, ou qui seraient établis en prolongement des mêmes chemins.

La compagnie ne pourra mettre aucun obstacle à ces embranchements, ni réclamer, à l'occasion de leur établissement, aucune indemnité quelconque, pourvu qu'il n'en résulte aucun obstacle à la circulation ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Les compagnies concessionnaires de chemins de fer d'embranchement ou de prolongement auront la faculté, moyennant les tarifs ci-dessus déterminés et l'observation des règlements de police et de service établis ou à établir, de faire circuler leurs voitures, wagons et machines sur le chemin de fer objet de la présente concession, pour lequel cette faculté sera réciproque à l'égard desdits embranchements et prolongements.

Dans le cas où les diverses compagnies ne pourraient s'entendre entre elles sur l'exercice de cette faculté, le Gouvernement statuerait sur les difficultés qui s'élèveraient entre elles à cet égard.

Dans le cas où une compagnie d'embranchement ou de prolongement joignant les lignes qui font l'objet de la présente concession n'aurait pas de la faculté de circuler sur ces lignes, comme aussi dans le cas où la compagnie concessionnaire de ces dernières lignes ne voudrait pas circuler sur les prolongements et embranchements, les compagnies seraient tenues de s'arranger entre elles, de manière que le service de transport ne soit jamais interrompu aux points de jonction des diverses lignes.

Celle des compagnies qui se servira d'un matériel qui ne serait pas sa propriété payera une indemnité en rapport avec l'usage et la détérioration de ce matériel. Dans le cas où les compagnies ne se mettraient pas d'accord sur la quotité de l'indemnité ou sur les moyens d'assurer la continuation du service sur toute la ligne, le Gouvernement y pourvoirait d'office et prescrirait toutes les mesures nécessaires.

La compagnie pourra être assujettie, par les décrets qui seront ultérieurement rendus pour l'exploitation des chemins de fer de prolongement ou d'embranchement joignant celui qui lui est concédé, à accorder aux compagnies de ces chemins une réduction de péage ainsi calculée :

1° Si le prolongement ou l'embranchement n'a pas plus de cent kilomètres, dix pour cent (10 p. 0/0) du prix perçu par la compagnie ;

2° Si le prolongement ou l'embranchement excède cent kilomètres, quinze pour cent (15 p. 0/0) ;

3° Si le prolongement ou l'embranchement excède deux cents kilomètres, vingt pour cent (20 p. 0/0) ;

4° Si le prolongement ou l'embranchement excède trois cents kilomètres, vingt-cinq pour cent (25 p. 0/0).

62. La compagnie sera tenue de s'entendre avec tout propriétaire de mines ou d'usines qui, offrant de se soumettre aux conditions prescrites ci-après, demanderait un nouvel embranchement ; à défaut d'accord, le Gouvernement statuera sur la demande, la compagnie entendue.

Les embranchements seront construits aux frais des propriétaires de mines et d'usines, et de manière à ce qu'il ne résulte de leur établissement aucune entrave à la circulation générale, aucune cause d'avarie pour le matériel, ni aucuns frais particuliers pour la compagnie.

Leur entretien devra être fait avec soin aux frais de leurs propriétaires et sous le

contrôle de l'administration. La compagnie aura le droit de faire surveiller par ses agents cet entretien, ainsi que l'emploi de son matériel sur les embranchements.

L'administration pourra, à toutes époques, prescrire les modifications qui seraient jugées utiles dans la soudure, le tracé ou l'établissement de la voie desdits embranchements, et les changements seront opérés aux frais des propriétaires.

L'administration pourra même, après avoir entendu les propriétaires, ordonner l'enlèvement temporaire des aiguilles de soudure, dans le cas où les établissements embranchés viendraient à suspendre en tout ou en partie leurs transports.

La compagnie sera tenue d'envoyer ses wagons sur toutes les embranchements autorisés destinés à faire communiquer des établissements de mines ou d'usines avec la ligne principale du chemin de fer.

La compagnie amènera ses wagons à l'entrée des embranchements. Les expéditeurs ou destinataires feront conduire les wagons dans leurs établissements pour les charger ou décharger et les ramèneront au point de jonction avec la ligne principale, le tout à leurs frais.

Les wagons ne pourront, d'ailleurs, être employés qu'au transport d'objets et marchandises destinés à la ligne principale du chemin de fer.

Le temps pendant lequel les wagons séjourneront sur les embranchements particuliers ne pourra excéder six heures, lorsque l'embranchement n'aura pas plus d'un kilomètre. Le temps sera augmenté d'une demi-heure par kilomètre en sus du premier, non compris les heures de la nuit, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil.

Dans le cas où les limites de temps seraient dépassées nonobstant l'avertissement spécial donné par la compagnie, elle pourra exiger une indemnité égale à la valeur du droit de loyer des wagons, pour chaque période de retard après l'avertissement.

Les traitements des gardiens d'aiguille et des barrières des embranchements autorisés par l'administration seront à la charge des propriétaires des embranchements. Ces gardiens seront nommés et payés par la compagnie, et les frais qui en résulteront lui seront remboursés par lesdits propriétaires.

En cas de difficulté, il sera statué par l'administration, la compagnie entendue.

Les propriétaires d'embranchement seront responsables des avaries que le matériel pourrait éprouver pendant son parcours ou son séjour sur ces lignes.

Dans le cas d'inexécution d'une ou de plusieurs des conditions énoncées ci-dessus, le préfet pourra, sur la plainte de la compagnie et après avoir entendu le propriétaire de l'embranchement, ordonner par un arrêté la suspension du service et faire supprimer la soudure, sauf recours à l'administration supérieure et sans préjudice de tous dommages-intérêts que la compagnie serait en droit de répéter pour la non-exécution de ces conditions.

Pour indemniser la compagnie de la fourniture et de l'envoi de son matériel sur les embranchements, elle est autorisée à percevoir un prix fixe de douze centimes (0^e 12) par tonne pour le premier kilomètre, et, en outre, quatre centimes (0^e 04) par tonne et par kilomètre en sus du premier, lorsque la longueur de l'embranchement excédera un kilomètre.

Tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier.

Le chargement et le déchargement sur les embranchements s'opéreront aux frais des expéditeurs ou destinataires, soit qu'ils les fassent eux-mêmes, soit que la compagnie du chemin de fer consente à les opérer.

Dans ce dernier cas, ces frais seront l'objet d'un règlement arrêté par l'administration supérieure, sur la proposition de la compagnie.

Tout wagon envoyé par la compagnie sur un embranchement devra être payé comme wagon complet, lors même qu'il ne serait pas complètement chargé.

La surcharge, s'il y en a, sera payée au prix du tarif légal et au prorata du poids réel. La compagnie sera en droit de refuser les chargements qui dépasseraient le maximum de trois mille cinq cents kilogrammes déterminé en raison des dimensions actuelles des wagons.

Le maximum sera révisé par l'administration, de manière à être toujours en rapport avec la capacité des wagons.

Les wagons seront pesés à la station d'arrivée par les soins et aux frais de la compagnie.

63. La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le chemin de fer et ses dépendances; la cote en sera calculée, comme pour les canaux, conformément à la loi du 25 avril 1803.

Les bâtiments et magasins dépendant de l'exploitation du chemin de fer seront

, assimilés aux propriétés bâties de la localité. Toutes les contributions auxquelles ces édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge de la compagnie.

64. Les agents et gardes que la compagnie établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés, et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

65. Un règlement d'administration publique désignera, la compagnie entendue, les emplois dont la moitié devra être réservée aux anciens militaires de l'armée de terre et de mer libérés du service.

66. Il sera institué près de la compagnie un ou plusieurs inspecteurs ou commissaires, spécialement chargés de surveiller les opérations de la compagnie, pour tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des ingénieurs de l'Etat.

67. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux, et les frais de contrôle de l'exploitation, seront supportés par la compagnie. Ces frais comprendront le traitement des inspecteurs ou commissaires dont il a été question dans l'article précédent.

Afin de pourvoir à ces frais, la compagnie sera tenue de verser chaque année à la caisse centrale du trésor public une somme de cent vingt francs par chaque kilomètre de chemin de fer concédé. Toutefois, cette somme sera réduite à cinquante francs par kilomètre pour les sections non encore livrées à l'exploitation.

Dans lesdites sommes n'est pas comprise celle qui sera déterminée, en exécution de l'article 58 ci-dessus, pour frais de contrôle du service télégraphique de la compagnie par les agents de l'Etat.

Si la compagnie ne verse pas les sommes ci-dessus réglées aux époques qui auront été fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme au matière de contributions publiques.

68. Avant la signature du décret qui ratifiera l'acte de concession, la compagnie déposera au trésor public une somme de trois cent mille francs (300,000'), en numéraire ou en rentes sur l'Etat, calculées conformément à l'ordonnance du 19 janvier 1825, ou en bons du trésor ou autres effets publics, avec transfert, au profit de la caisse des dépôts et consignations, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

69. La compagnie devra faire élection de domicile à Marseille.

Dans le cas où elle ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification à elle adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

70. Les contestations qui s'élèveraient entre la compagnie et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Seine, sauf recours au Conseil d'Etat.

71. Le présent cahier des charges et la convention du 1^{er} juillet 1865 ne seront passibles que du droit fixe de un franc.

Arrêté à Paris, le 6 Août 1865.

*Le Maréchal, Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,
chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et
des travaux publics,*

Signé VAILLANT.

N° 13.779. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Budget du Gouvernement général de l'Algérie, pour l'exercice 1864, un Chapitre destiné à recevoir l'imputation des Dépenses de Solde antérieures à cet exercice.

Du 28 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et d'après la proposition du gouverneur général de l'Algérie;

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages de solde et accessoires de la solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement de crédit à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du décret du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget du gouvernement général de l'Algérie, pour l'exercice 1864, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice; ce chapitre, qui portera le n° 16, prendra le titre de *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1864*.

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par virement de comptes, de la somme de deux cent quarante-sept francs cinquante centimes (247^f 50^c), montant des rappels de solde et dépenses y assimilées, provisoirement acquittées sur les fonds du chapitre VI (2^e section, *Commandement et administration des populations arabes*) du budget des dépenses ordinaires du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1864.

3. Le crédit ouvert à la deuxième section par la loi du 13 mai 1863, ainsi que la dépense imputée sur le crédit alloué au said chapitre VI par le décret de répartition du 22 novembre suivant, sont atténués d'une somme égale de deux cent quarante-sept francs cinquante centimes.

4. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances, et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et annexé au projet de loi portant règlement définitif du budget général des dépenses de l'exercice 1864.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RAYON.

⁽¹⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

EXERCICE 1864.

Tableau des rappels des dépenses payables sur revues antérieures à l'exercice 1864, qui ont été acquittées sur les crédits du chapitre VI et dont le transport au chapitre XVI doit être effectué dans le compte définitif des dépenses de l'exercice 1864, au moyen d'un virement de crédit, conformément aux articles 9 de la loi du 8 juillet 1837 et 128 du décret du 31 mai 1862.

IMPUTATION PRIMITIVE.		DÉTAIL, PAR EXERCICE, des payements effectués en 1864.			TOTAUX	
Chapitre.	Article.	1861.	1862.	1863.	par article.	par chapitre.
VI. Commandement et administration des populations arabes.....	Unique.	30 ^f 00 ^c	100 ^f 00 ^c	117 ^f 50 ^c	247 ^f 50 ^c	247 ^f 50 ^c

Annexé au décret du 28 octobre 1865.

Le Maréchal de France, Ministre secrétaire d'État de la guerre,
Signé RANDON.

N° 13,780. — DÉCRET IMPÉRIAL qui élève M. le baron His de Butenval à la dignité de Sénateur.

Du 4 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le baron *His de Butenval*, conseiller d'État, est élevé à la dignité de sénateur.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROWER.

N° 13,781. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui affecte au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour la construction du fanal de la pointe des Dames, dans l'île de Noirmoutiers, la parcelle de

terrain désignée par un liséré bleu sur un plan qui restera annexé au présent décret, ladite parcelle, d'une contenance de vingt-sept ares cinquante centiares, faisant partie de la forêt domaniale de la Chaise (Vendée). (Paris, 1^{er} Juillet 1865.)

N° 13,782. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. de Borredon, secrétaire général du ministère de l'Intérieur, est nommé conseiller d'État en service ordinaire hors sections. (Saint-Cloud, 27 Octobre 1865.)

N° 13,783. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant que le décret du 4 août 1860, qui assigne dix-huit offices d'huissier au tribunal de première instance de Muret (Haute-Garonne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-sept. (Saint-Cloud, 28 Octobre 1865.)

N° 13,784. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui supprime les commissariats de police établis, savoir :

	CALVADOS.
▲ Aulnay, Morteaux-Coulbœuf.	
	CÔTE-D'OR.
▲ Pontallier.	
	DRÔME.
▲ Chabeuil.	
	INDRE.
▲ Saint-Gaultier.	
	HAUTE-LOIRE.
▲ Monastier.	
	HAUTE-MARNE.
▲ Fayt-Billot.	
	MEURTHE.
▲ Vezelise.	
	MEUSE.
▲ Damvillers.	
	NIÈVRE.
▲ Saint-Benin-d'Azy.	
	OISE.
▲ Estrées-Saint-Denis, Attichy, Nanteuil-le-Haudouin.	
	SARTHE.
▲ Lude.	
	VAR.
▲ Salernes.	
	VENDÉE.
▲ Rocheservière.	
	HAUTE-VIENNE.
▲ Ambasac. (Saint-Cloud, 28 Octobre 1865.)	

N° 13,785. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Les communes d'Espéreuse et du Rouillis, canton de Morée, arrondissement de Vendôme, département de Loir-et-Cher, sont réunies en une seule commune, dont le chef-lieu est fixé au village de Rahart et qui prendra le nom de *commune de Rahart*.

2. Les communes réunies continueront à jouir, comme sections de communes, de tous les droits d'usages ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Saint-Cloud, 2 Novembre 1865.*)

N° 13,786. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Les communes de Chevigny et de Villeneuve-Renneville, canton de Vertus, arrondissement de Châlons, département de la Marne, sont réunies en une seule commune, qui portera le nom de *Villeneuve-Renneville-Chevigny* et dont le chef-lieu est fixé à Villeneuve.

2. Les communes réunies continueront de jouir, comme sections de communes, de tous les droits d'usages ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Saint-Cloud, 2 Novembre 1865.*)

N° 13,787. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant que la juridiction du commissariat de police institué à la résidence de Courville (Eure-et-Loir), pour la surveillance des communes du canton de ce nom, est étendue à la commune de Saint-Aubin-des-Bois, dépendant du canton nord de Chartres. (*Saint-Cloud, 4 Novembre 1865.*)

N° 13,788. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. *Migneret*, préfet du Bas-Rhin, est nommé conseiller d'État en service ordinaire. (*Saint-Cloud, 4 Novembre 1865.*)

N° 13,789. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. *Pascalis*, maître des requêtes de première classe, est nommé conseiller d'État en service ordinaire. (*Saint-Cloud, 4 Novembre 1865.*)

N° 13,790. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant :

ART. 1^{er}. M. le vicomte de *Missiessy*, maître des requêtes de seconde classe, est nommé maître des requêtes de première classe au Conseil d'État.

2. M. *Brincard*, auditeur de première classe, est nommé maître des requêtes de seconde classe au Conseil d'État. (*Saint-Cloud, 4 Novembre 1865.*)

N° 13,791. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant ce qui suit :

Le nombre des conseillers d'État en service ordinaire hors sections est fixé à vingt. Il ne pourra, à l'avenir, en aucun cas, dépasser ce nombre. (*Saint-Cloud, 4 Novembre 1865.*)

N° 13,792. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. *Alfred Blanche*, secrétaire général de la préfecture de la Seine, est nommé conseiller d'État en service ordinaire hors sections. (*Saint-Cloud, 4 Novembre 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Novembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1348.

N° 13,793. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la concession d'un Chemin de fer entre Saint-Michel (Savoie) et la frontière d'Italie.*

Du 4 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la demande présentée par les sieurs *Brassey, Fell* et compagnie à l'effet d'obtenir l'autorisation d'établir un chemin de fer sur la route impériale n° 6, entre Saint-Michel et la frontière d'Italie, et de l'exploiter au moyen de locomotives d'un système spécial jusqu'au jour où commencera l'exploitation régulière du chemin de fer de Saint-Michel à Suze par le tunnel des Alpes;

Vu l'avant-projet du chemin de fer, dressé par le sieur *Fell*;

Vu les pièces de l'enquête à laquelle il a été soumis, en exécution de l'article 3 de la loi du 3 mai 1841 et dans la forme prescrite par l'ordonnance réglementaire du 18 février 1834;

Vu le rapport, du 21 août 1865, de la commission chargée de rendre compte des expériences auxquelles le système du sieur *Fell* a été préalablement soumis;

Vu le rapport de l'ingénieur en chef de la Savoie, du 26 août 1865;

Vu l'avis du préfet (même date);

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, du 11 septembre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les sieurs *Brassey, Fell* et compagnie sont autorisés à placer sur la route impériale n° 6, entre Saint-Michel et la frontière d'Italie, un chemin de fer desservi par des locomotives, et à l'exploiter jusqu'au jour où commencera l'exploitation régulière du chemin de fer de Saint-Michel à Suze par le tunnel des Alpes, le tout aux clauses et conditions du cahier des charges arrêté, le 3 novembre 1865, par notre ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Ce cahier des charges restera annexé au présent décret.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

*Cahier de charges pour la concession d'un chemin de fer entre Saint-Michel
et la frontière italienne.*

TITRE I^{er}.

CONCESSION.

ART. 1^{er}. MM. Brasse, Fell et compagnie sont autorisés à placer sur la route impériale n° 6, entre Saint-Michel (Savoie) et la frontière italienne, au Mont-Cenis, un chemin de fer desservi par des locomotives, et à y établir un service de transports de voyageurs et de marchandises.

2. La voie sera établie sur ladite route du côté du précipice ou du côté de la rivière. La largeur conservée à la route sera de six mètres (6^m,00), mesurés entre le parement extérieur de la barrière dont il sera question ci-après et le pied de l'encarpement ou l'arête extérieure de l'accotement.

La chaussée d'empierrement de la route sera complétée et modifiée de manière à lui donner une largeur régulière de cinq mètres (5^m,00).

Les fossés seront supprimés et remplacés par des rigoles à un seul revers, qui seront perçues lorsque l'administration en reconnaîtra la nécessité.

Des banquettes conformes au modèle adopté dans le département seront placées au bord de l'accotement opposé à la voie ferrée dans toutes les parties en remblai de plus de un mètre cinquante (1^m,50).

3. La voie ferrée sera séparée de la route par une barrière solide et capable de résister au choc des bestiaux et, autant que possible, des véhicules qui circuleront sur la route. La forme et les dimensions de cette barrière seront arrêtées par l'administration, sur la proposition des concessionnaires. Les concessionnaires seront tenus, en outre, de se conformer à toutes les dispositions qui seront prescrites par l'administration dans l'intérêt de la sûreté publique.

4. La voie ferrée sera simple. Elle sera déviée de la route de terre au passage des villages et hameaux, et sur tous les points qui seront déterminés par l'administration.

Ladite voie sera couverte contre les neiges dans tous les endroits où cette mesure sera reconnue nécessaire, de manière à assurer la régularité et la continuité du service.

Les concessionnaires devront, en outre, s'assurer que les murs de soutènement de la route sont en état de supporter le passage des trains du chemin de fer, et y faire, au besoin, tous les travaux qui seront jugés nécessaires.

5. Avant d'exécuter les travaux, les concessionnaires seront tenus de soumettre à l'administration le projet du chemin de fer tel qu'ils se proposent de l'exécuter.

Ce projet comprendra un plan de la route et des parties où elle sera déviée, un profil en long et des profils en travers de la voie. On y joindra tous les renseignements nécessaires pour faire connaître les formes, dimensions et conditions d'établissement des voitures destinées aux voyageurs et aux marchandises.

6. Le nombre et l'emplacement des stations de voyageurs et des gares de marchandises seront déterminés par l'administration, sur les propositions des concessionnaires et après une enquête spéciale.

Ces stations, qui n'ont qu'un caractère purement provisoire, pourront être construites avec toute l'économie possible.

7. Toutes les voies de communication pourront être traversées à leur niveau par le chemin de fer. Les rails latéraux seront posés sans aucune saillie ni dépression sur la surface de la route, et de telle sorte qu'il n'en résulte aucune gêne pour la circulation des voitures. Toutefois, dans les parties du chemin de fer qui seront munies du rail central, lequel doit nécessairement faire saillie sur la voie, des dispositions spéciales seront arrêtées par l'administration, sur les propositions des concessionnaires, pour qu'il ne résulte de l'existence de ce rail aucune gêne pour la circulation des voitures.

Les passages à niveau seront munis de barrières et accompagnés d'une maison de garde ou d'un simple abri pour le préposé, toutes les fois que la nécessité en sera reconnue par l'administration.

8. Les concessionnaires seront tenus de rétablir et d'assurer, à leurs frais, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par leurs travaux.

9. Les ponts, aqueducs et autres ouvrages d'art à construire pour le passage de la voie ferrée et pour la couvrir contre les neiges seront l'objet de projets qui seront soumis à l'approbation de l'administration.

10. A la rencontre des voies de communication existantes, les concessionnaires devront prendre toutes les précautions et construire tous les ouvrages nécessaires au maintien de la circulation pendant l'exécution des travaux. Ils ne pourront intercepter les communications existantes qu'autant que les ingénieurs du département auront reconnu que la circulation est assurée au moyen d'ouvrages provisoires ou définitifs.

11. En outre de la barrière dont il est question à l'article 3, des clôtures spéciales et suffisamment solides seront établies dans les parties de la voie ferrée qui seront construites en dehors de la route, dans toutes les parties où elles seront jugées nécessaires.

12. Tous les terrains nécessaires pour l'établissement du chemin de fer et de ses dépendances, pour l'élargissement de la route impériale n° 6, pour les déviations des cours d'eau ou des voies de communication, et, en général, pour l'exécution des travaux, quels qu'ils soient, auxquels cet établissement donnera lieu, seront achetés et payés par les concessionnaires.

Les indemnités pour occupation temporaire ou pour détérioration de terrains, pour chômage, destruction ou modification d'usines et pour tous dommages quelconques résultant des travaux, seront supportées et payées par les concessionnaires.

13. L'entreprise étant d'utilité publique, les concessionnaires sont investis, pour l'exécution des travaux dépendants de leur concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics, soit pour l'acquisition des terrains par voie d'expropriation, soit pour l'extraction, le transport et le dépôt des terres, matériaux, etc. . . . et ils demeurent en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

14. Les travaux étant compris entièrement dans la zone frontière, les concessionnaires seront tenus, pour l'étude et l'exécution de leurs projets, de se soumettre à l'accomplissement de toutes les formalités et de toutes les conditions exigées par les lois, décrets et règlements concernant les travaux mixtes.

15. Pour l'exécution des travaux, la compagnie se soumettra aux décisions ministérielles concernant l'interdiction du travail les dimanches et les jours fériés.

16. Les travaux seront exécutés sous le contrôle et la surveillance de l'administration. Les ouvrages de terrassement à exécuter sur le sol de la route impériale n° 6 et la pose des voies ne pourront être exécutés qu'après que la route aura été modifiée conformément aux dispositions de l'article 2 et que la barrière destinée à séparer la voie ferrée de la route aura été établie. Les chantiers devront être éclairés et gardés pendant la nuit, alors que cela sera reconnu nécessaire.

Le contrôle et la surveillance de l'administration auront pour objet d'empêcher les concessionnaires de s'écarter des dispositions prescrites par le présent cahier des charges et de celles qui résulteront des projets approuvés.

17. A mesure que les travaux seront terminés sur des parties de chemin de fer susceptibles d'être livrées utilement à la circulation, il sera procédé, sur la demande des concessionnaires, à la reconnaissance et, s'il y a lieu, à la réception provisoire de ces travaux par un ou plusieurs commissaires que l'administration désignera.

Sur le vu du procès-verbal de cette reconnaissance, l'administration autorisera, s'il y a lieu, la mise en exploitation des parties dont il s'agit; après cette autorisation, les concessionnaires pourront mettre lesdites parties en service et y percevoir les taxes

ci-après déterminées. Toutefois, ces réceptions partielles ne deviendront définitives que par la réception générale et définitive du chemin de fer.

TITRE II.

ENTRETIEN ET EXPLOITATION.

18. Le chemin de fer et toutes ses dépendances seront constamment entretenus en bon état, de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre.

Les frais d'entretien et ceux auxquels donneront lieu les réparations ordinaires et extraordinaires seront entièrement à la charge des concessionnaires. Si le chemin de fer, une fois achevé, n'est pas constamment entretenu en bon état, il y sera pourvu d'office, à la diligence de l'administration et aux frais des concessionnaires, sans préjudice, s'il y a lieu, des dispositions indiquées ci-après dans l'article 27.

Le montant des avances faites sera recouvré au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

19. Les concessionnaires seront tenus d'établir à leurs frais, partout où besoin sera, des gardiens en nombre suffisant pour assurer la sécurité du passage des trains sur la voie et celle de la circulation ordinaire sur les points où le chemin de fer sera traversé à niveau par des routes ou chemins.

20. Les machines locomotives devront brûler leur fumée et satisfaire à toutes les conditions prescrites ou à prescrire par l'administration pour la mise en service de ce genre de machines.

Les voitures de voyageurs seront suspendues sur ressorts et garnies de banquettes. Elles devront remplir les conditions réglées ou à régler pour les voitures qui servent au transport des personnes.

Il y en aura de trois classes :

Les voitures de première classe seront couvertes, garnies, fermées à glaces et munies de rideaux ;

Celles de deuxième classe seront couvertes, fermées à glaces, munies de rideaux, et auront des banquettes rembourrées ;

Celles de troisième classe seront couvertes, fermées à vitres, munies soit de rideaux, soit de persiennes, et auront des banquettes à dossier.

L'intérieur de chacun des compartiments de toute classe contiendra l'indication du nombre des places de ce compartiment.

Les voitures de voyageurs, les wagons destinés au transport des marchandises, et, en général, toutes les parties du matériel roulant, seront de bonne et soit de construction.

Les concessionnaires seront tenus, pour la mise en service de ce matériel, de se soumettre à tous les règlements sur la matière.

Ledit matériel devra constamment être entretenu en bon état.

21. Les concessionnaires devront soumettre à l'approbation de l'administration les règlements relatifs au service et à l'exploitation du chemin de fer :

Le ministre déterminera, sur la proposition des concessionnaires, le minimum et le maximum de vitesse des convois de voyageurs et de marchandises, ainsi que la durée du trajet et le nombre maximum des voitures de voyageurs dont chaque train pourra se composer.

22. Pour tout ce qui concerne l'entretien et les réparations du chemin de fer et de ses dépendances, l'entretien du matériel et le service de l'exploitation, les concessionnaires seront soumis au contrôle et à la surveillance de l'administration.

TITRE III.

DURÉE ET DÉCHÉANCE DE LA CONCESSION.

23. La concession commencera à courir du jour où elle aura été accordée et finira le jour où commencera l'exploitation régulière du chemin de fer de Saint-Michel à Suze par le tunnel des Alpes.

Comme toutes les concessions faites sur le domaine public, la présente concession est toujours révocable sans indemnité, en tout ou en partie, avant le terme fixé pour sa durée.

La révocation ne pourra être prononcée que dans les formes de la présente concession.

24. L'époque fixée pour l'expiration de la concession sera notifiée aux concessionnaires un mois d'avance au moins. Lorsque le jour où elle expirera sera arrivé, les concessionnaires devront enlever les rails, traverses et tout le matériel placé sur le sol de la route impériale, niveler l'emplacement du chemin de fer et le restant de la route, et enlever les barrières.

Si les concessionnaires ne se conformaient pas aux prescriptions qui précèdent, il y serait pourvu par les soins de l'administration, et les avances faites seraient recouvrées au moyen de rôles que le préfet rendra exécutoires.

Les terrains acquis par les concessionnaires pour les parties du chemin de fer établies en dehors de la route, ainsi que les bâtiments construits sur ces terrains, resteront la propriété desdits concessionnaires, et ils pourront les vendre ou les rétrocéder, en se conformant aux dispositions des lois et règlements sur la matière, sauf réserve des droits de l'État pour l'exécution des dispositions des deux paragraphes qui précèdent.

25. Si les concessionnaires n'ont pas commencé les travaux dans le délai de six mois, à dater du jour de la concession, ils seront déchus de plein droit, sans qu'il y ait lieu à aucune notification ou mise en demeure préalable.

26. Faute par les concessionnaires d'avoir terminé les travaux dans le délai de deux ans, à dater du jour de la concession, ils encourront la déchéance. L'administration sera libre de faire remettre la route impériale en état, ainsi qu'il est dit en l'article 24, ou de pourvoir à l'achèvement des travaux et à l'exécution des autres engagements des concessionnaires au moyen d'une adjudication que l'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés et des parties du chemin de fer déjà livrées à l'exploitation.

Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix.

Le nouveau concessionnaire sera soumis aux clauses du présent cahier de charges et les concessionnaires évincés recevront de lui le prix que la nouvelle adjudication aura fixé.

27. Si l'exploitation du chemin de fer vient à être interrompue en totalité ou en partie, l'administration prendra immédiatement, aux frais et risques des concessionnaires, les mesures nécessaires pour assurer provisoirement le service.

Si, dans les trois mois de l'organisation du service provisoire, la compagnie n'a pas valablement justifié qu'elle est en état de reprendre et de continuer l'exploitation, et si elle ne l'a pas effectivement reprise, la déchéance pourra être prononcée par le ministre. Cette déchéance prononcée, le chemin de fer et toutes ses dépendances seront mis en adjudication et il sera procédé ainsi qu'il est dit précédemment.

28. Les dispositions des trois articles qui précèdent cesseraient d'être applicables et la déchéance ne serait pas encourue dans le cas où les concessionnaires n'auraient pu remplir leurs obligations par suite de circonstances de force majeure dûment constatées.

TITRE IV.

TAXES ET CONDITIONS RELATIVES AU TRANSPORT DES VOYAGEURS ET DES MARCHANDISES.

29. Pour indemniser les concessionnaires des travaux et dépenses qu'ils s'engagent à faire par le présent cahier de charges, sous la condition expresse qu'ils en rempliront exactement toutes les obligations et sous réserve de l'approbation du gouvernement de Sa Majesté le roi d'Italie, en ce qui concerne les prix du parcours total de Saint-Michel à Suze, le Gouvernement leur accorde l'autorisation de percevoir, pendant toute la durée de la concession, les prix de transport ci-après déterminés :

TARIF.

1^{er}. PARCOURS TOTAL DE SAINT-MICHEL À SUZE.

1^{er} Par tête et pour le parcours total.

Voyageurs...	1 ^{re} classe. Coupé.....	27
	Idem. Intérieur.....	26
	2 ^e classe.....	22
	3 ^e classe.....	18

Enfants.....	{	Au-dessous de trois ans, les enfants ne payent rien, à condition d'être portés sur les genoux des personnes qui les accompagnent. De trois à sept ans, ils payent demi-place et ont droit à une place distincte; toutefois, dans un même compartiment, deux enfants ne pourront occuper que la place d'un voyageur.
		Au-dessus de sept ans, ils payent place entière.
Chiens transportés dans les trains de voyageurs.....		4 ^e 00'

2^e Par tonne et pour le parcours total.

Excédants de bagages et marchandises transportées à grande vitesse.....	77 00
Finances et valeurs cotées, par mille francs.....	0 35
Marchandises transportées à petite vitesse.....	40 00
Tarifs spéciaux.....	de 20 à 30 00

La classification des marchandises sera établie par l'administration, sur les propositions des concessionnaires et la compagnie Victor-Emmanuel entendue.

Les objets qui ne sont pas compris dans le tarif qui précède, tels que bestiaux, voitures et matériel roulant, service des pompes funèbres, que les concessionnaires pourraient être appelés à transporter, seront taxés conformément à ce qui sera arrêté par l'administration, sur les propositions des concessionnaires. Dans tous les cas, la perception ne pourra être supérieure à celle qui résulterait de l'application du triple des tarifs accordés par le cahier des charges du chemin de fer Victor-Emmanuel.

§ 2. PARCOURS PARTIELS.

Pour les parcours partiels entre Saint-Michel et Lanslebourg, les concessionnaires sont autorisés à percevoir des prix de transport, pour les voyageurs, les marchandises et autres objets, doubles de ceux qui sont accordés par le cahier des charges du chemin de fer Victor-Emmanuel, augmentés de l'impôt dû à l'État.

Pour le parcours entre Lanslebourg et Suse, les prix seront ceux qui résulteront de la différence entre ceux du parcours total entre Saint-Michel et Suse et ceux du parcours partiel entre Saint-Michel et Lanslebourg.

Les prix déterminés ci-dessus pour les transports à grande vitesse comprennent l'impôt dû à l'État.

Lorsque la perception aura lieu d'après le nombre de kilomètres parcourus, tout kilomètre entamé sera payé comme s'il avait été parcouru en entier. Si la distance parcourue est inférieure à six kilomètres, elle sera comptée pour six kilomètres.

Le poids de la tonne est de mille kilogrammes.

Les fractions de poids ne seront comptées, tant pour la grande que pour la petite vitesse, que par centième de tonne ou par dix kilogrammes.

Ainsi, tout poids compris entre zéro et dix kilogrammes payera comme dix kilogrammes; entre dix et vingt kilogrammes, comme vingt kilogrammes, etc.

Toutefois, pour les excédants de bagages et les marchandises à grande vitesse, les coupures seront établies : 1^o de zéro à cinq kilogrammes; 2^o au-dessus de cinq jusqu'à dix kilogrammes; 3^o au-dessus de dix kilogrammes, par fraction indivisible de dix kilogrammes.

Quelle que soit la distance parcourue, le prix d'une expédition, soit en grande, soit en petite vitesse, ne pourra être moindre de cinquante centimes.

Dans le cas où le prix de l'hectolitre de blé s'élèverait, d'après la mercuriale du marché de Paris, à vingt francs et au-dessus, le Gouvernement pourra exiger des concessionnaires que le tarif du transport des blés, grains, riz, maïs, farines et légumes farineux, soit abaissé aux trois quarts des prix fixés pour les marchandises à petite vitesse les plus favorisées.

30. A moins d'une autorisation spéciale et révocable de l'administration, tout train régulier de voyageurs devra contenir des voitures de toute classe en nombre suffisant pour toutes les personnes qui se présenteraient dans les bureaux du chemin de fer, sans toutefois que ce nombre puisse excéder le maximum fixé par les règlements prévus à l'article 20.

Dans chaque train de voyageurs, les concessionnaires auront la faculté de placer des voitures de première classe à compartiments spéciaux, pour lesquelles il sera perçu le prix porté pour le coupé; mais le nombre des places à donner dans ces compartiments ne pourra dépasser le cinquième du nombre total des places du train.

31. Tout voyageur dont le bagage ne pèsera pas plus de trente kilogrammes n'aura à payer, pour le port de ce bagage, aucun supplément du prix de sa place.

Cette franchise ne s'appliquera pas aux enfants transportés gratuitement, et elle sera réduite à vingt kilogrammes pour les enfants transportés à moitié prix.

32. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables à toute masse indivisible pesant plus de deux mille kilogrammes (2,000^k).

Néanmoins, les concessionnaires ne pourront se refuser à transporter les masses indivisibles pesant de deux mille à trois mille kilogrammes; mais les prix de transport seront augmentés de moitié.

Les concessionnaires ne pourront être contraints à transporter les masses pesant plus de trois mille kilogrammes (3,000^k).

Ils ne pourront non plus être contraints à transporter aucune espèce d'objets qui, en raison de leurs dimensions, seraient de nature, notamment dans les courbes, à empiéter sur la largeur de la route et à gêner le passage.

Si, nonobstant la disposition qui précède, les concessionnaires transportent des masses indivisibles pesant plus de trois mille kilogrammes, ils devront, pendant trois mois au moins, accorder la même facilité à tous ceux qui en feront la demande, à moins qu'il n'ait été constaté que le transport de ces masses présente des inconvénients ou des dangers pour l'exploitation.

Dans le cas où ces transports devraient être continués, le prix en sera fixé par l'administration, sur la proposition des concessionnaires.

33. Les prix de transport déterminés au tarif ne sont point applicables :

1° Aux denrées et objets qui ne sont pas nommément énoncés dans les tarifs du chemin de fer Victor-Emmanuel, qui ne pèseraient pas deux cents kilogrammes sous le volume d'un mètre cube ;

2° Aux matières inflammables ou explosibles, aux animaux et objets dangereux, pour lesquels des règlements de police prescriraient des précautions spéciales ;

3° Aux animaux dont la valeur déclarée excéderait cinq mille francs ;

4° Et, en général, à tous paquets, colis ou excédants de bagages pesant isolément quarante kilogrammes et au-dessous.

Toutefois, les prix de transport déterminés au tarif sont applicables à tous paquets ou colis, quoique emballés à part, s'ils font partie d'envois pesant ensemble plus de quarante kilogrammes d'objets envoyés par une même personne à une même personne. Il en sera de même pour les excédants de bagages qui pèseraient ensemble ou isolément plus de quarante kilogrammes.

Le bénéfice de la disposition énoncée dans le paragraphe précédent, en ce qui concerne les paquets ou colis, ne peut être invoqué par les entrepreneurs de messageries et de roulage et autres intermédiaires de transport, à moins que les articles par eux envoyés ne soient réunis en un seul colis.

Dans les quatre cas ci-dessus spécifiés, les prix de transport seront arrêtés annuellement par l'administration, tant pour la grande que pour la petite vitesse, sur la proposition des concessionnaires.

En ce qui concerne les paquets ou colis mentionnés au paragraphe 4 ci-dessus, les prix de transport devront être calculés de telle manière qu'en aucun cas un de ces paquets ou colis ne puisse payer un prix plus élevé qu'un article de même nature pesant plus de quarante kilogrammes.

34. Dans le cas où les concessionnaires jugeraient convenable, soit pour le parcours total, soit pour les parcours partiels de la voie de fer, d'abaisser, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par le tarif les taxes qu'ils sont autorisés à percevoir, les taxes abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois au moins pour les voyageurs et de six mois pour les marchandises.

Toute modification de tarif proposée par les concessionnaires sera annoncée un mois d'avance par des affiches.

La perception des tarifs modifiés ne pourra avoir lieu qu'avec l'homologation de l'administration supérieure, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 15 novembre 1846.

La perception des taxes devra se faire indistinctement et sans aucune faveur.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les tarifs approuvés demeure formellement interdit.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux traités qui pourraient intervenir entre le Gouvernement et les concessionnaires, dans l'intérêt des services pu-

édifices pourront être soumis seront, aussi bien que la contribution foncière, à la charge des concessionnaires.

45. Les agents et gardes que la compagnie établira, soit pour la perception des droits, soit pour la surveillance et la police du chemin de fer et de ses dépendances, pourront être assermentés et seront, dans ce cas, assimilés aux gardes champêtres.

46. Il pourra être institué près des concessionnaires un ou plusieurs inspecteurs ou commissaires spécialement chargés de surveiller les opérations de la compagnie, pour tout ce qui ne rentre pas dans les attributions des ingénieurs de l'État.

47. Les frais de visite, de surveillance et de réception des travaux, et les frais de contrôle de l'exploitation seront supportés par les concessionnaires. Ces frais comprendront le traitement des inspecteurs ou commissaires dont il a été question dans l'article précédent.

Afin de pourvoir à ces frais, les concessionnaires seront tenus de verser chaque année, à la caisse centrale du trésor public, la somme qui sera jugée nécessaire, sans toutefois que cette somme puisse excéder cent francs par chaque kilomètre de chemin de fer exploité et cinquante francs par kilomètre pour les sections non encore livrées à l'exploitation.

Dans lesdites sommes n'est pas comprise celle qui sera déterminée, en exécution de l'article 41 ci-dessus, pour frais de contrôle du service télégraphique de la concession par les agents de l'État.

Si les concessionnaires ne versent pas les sommes ci-dessus réglées aux époques qui seront fixées, le préfet rendra un rôle exécutoire, et le montant en sera recouvré comme en matière de contributions publiques.

48. Avant la signature du décret qui ratifiera l'acte de concession, la compagnie déposera au trésor public une somme de cent quarante mille francs (140,000), en numéraire ou en rentes sur l'État, calculées conformément à l'ordonnance du 19 janvier 1825, ou en bons du trésor ou autres effets publics, avec transfert, au profit de la caisse des dépôts et consignations, de celles de ces valeurs qui seraient nominatives ou à ordre.

Cette somme formera le cautionnement de l'entreprise.

Elle sera rendue à la compagnie par cinquième et proportionnellement à l'avancement des travaux. Le dernier cinquième ne sera remboursé qu'après leur entier achèvement.

49. Les concessionnaires devront faire élection de domicile à Chambéry.

Dans les cas où ils ne l'auraient pas fait, toute notification ou signification à eux adressée sera valable lorsqu'elle sera faite au secrétariat général de la préfecture de la Savoie.

50. Les contestations qui s'élèveraient entre les concessionnaires et l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du présent cahier des charges seront jugées administrativement par le conseil de préfecture du département de la Savoie, sauf recours au Conseil d'État.

51. Le présent cahier des charges ne sera passible que du droit fixe de un franc.

Le présent cahier des charges arrêté par le ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Paris, le 3 Novembre 1865.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

Accepté par nous, soussignés :

Signé BRASSRY, FELL et compagnie.

Enregistré à Paris, le 6 novembre 1865, folio 82 verso, case 6. Reçu un franc et quinze centimes pour décime et demi.

Signé ROQUET.

N° 13,794. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale du Tarn n° 1, entre Cordes et Vindrac, suivant la direction générale indiquée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 18 Juillet 1865.*)

N° 13,795. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'intérêt public les sources minérales du Roi, Dayeux, Peligot, Boulaud, la Pêcherie, Fourcroy, Vauquelin et du Lac, alimentant l'établissement possédé par la société des eaux minérales d'Enghien, dans la commune de ce nom (Seine-et-Oise). (*Paris, 18 Juillet 1865.*)

N° 13,796. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Les travaux relatifs à l'assainissement et à la mise en valeur des landes d'Escalans (Landes) seront exécutés conformément aux dispositions du projet présenté par les ingénieurs.

2° Est approuvée la délibération du 6 avril 1865, par laquelle le conseil municipal d'Escalans a déclaré prendre à sa charge, au nom de la commune, l'exécution des travaux et a affecté à leur payement l'argent en caisse provenant de la vente d'une partie des landes communales.

3° Les travaux devront être terminés le 31 décembre 1877. La surface à mettre en valeur chaque année est fixée au douzième de la surface totale. Toutefois, la commune restera libre de hâter l'exécution des travaux et d'abréger le délai ci-dessus déterminé. (*Paris, 18 Juillet 1865.*)



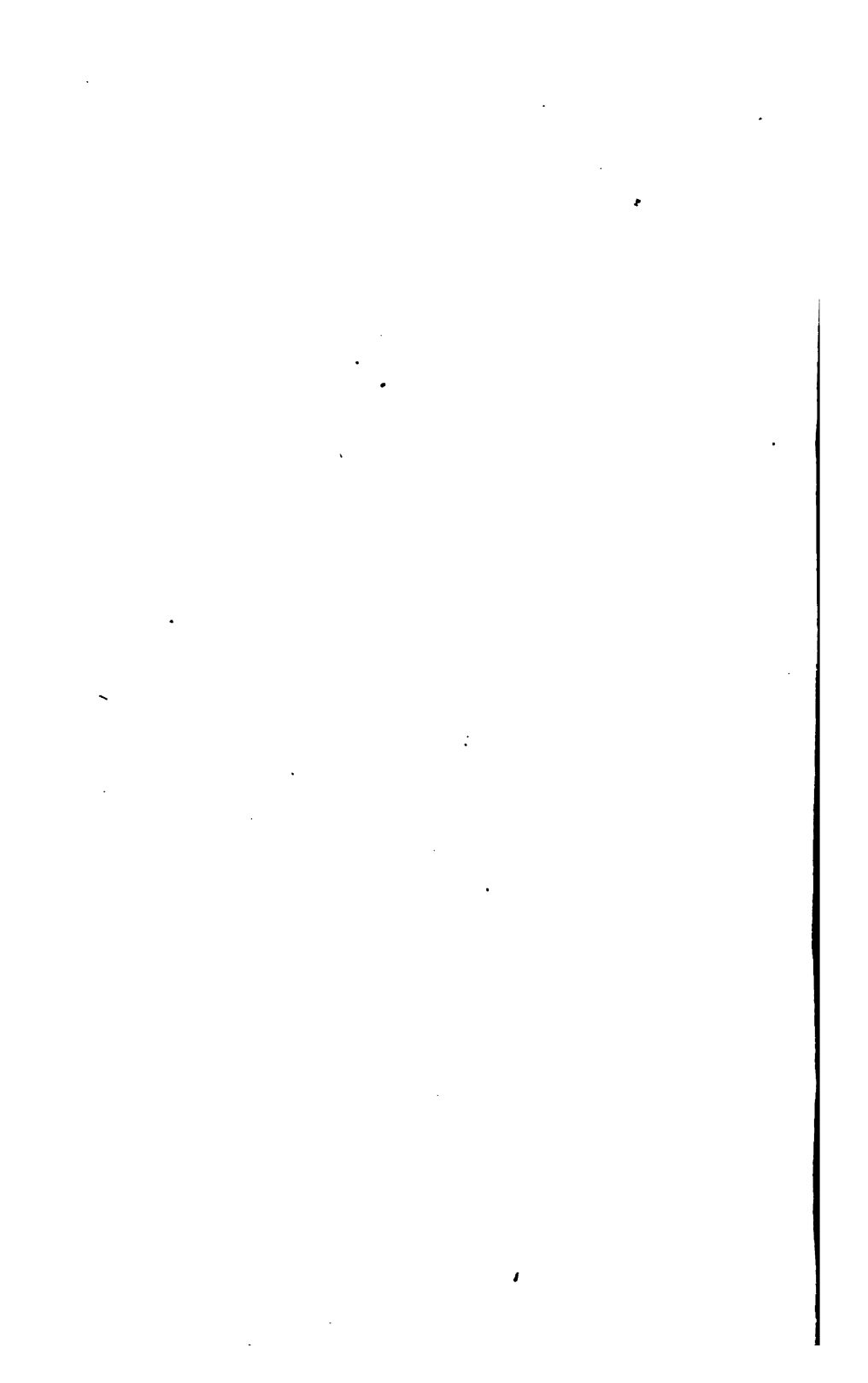
Certifié conforme :

Paris, le 20^e Novembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.



BULLETIN DES LOIS.

N° 1349.

N° 13,797. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 Mai 1865.*

Du 11 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention télégraphique internationale ayant été conclue à Paris, le 17 mai 1865, entre la France, l'Autriche, le Grand-Duché de Bade, la Bavière, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, la Ville libre de Hambourg, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Prusse, la Russie, le Royaume de Saxe, la Suède et la Norvège, la Suisse, la Turquie et le Wurtemberg; et les ratifications de cet Acte ayant été échangées entre lesdites Puissances, le 14 août 1865, excepté, toutefois, la Grèce, le Portugal et la Turquie, dont les ratifications n'étaient pas encore prêtes, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution le 1^{er} janvier prochain.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade, Sa Majesté le Roi de Bavière, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine des Espagnes, Sa Majesté le Roi des Hellènes, la Ville libre de Hambourg, Sa Majesté le Roi de Hanovre, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Saxe, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, la Confédération Suisse, Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, Sa Majesté le Roi de Wurtemberg,

Également animés du désir d'assurer aux correspondances télégraphiques échangées entre leurs États respectifs les avantages d'un tarif simple et réduit, d'améliorer les conditions actuelles de la télégraphie internationale, et d'établir une entente permanente entre leurs États, tout en conservant leur liberté d'action pour les mesures qui n'intéressent point l'ensemble du service,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Édouard Drouyn de Lhays*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, des ordres de Saint-Étienne d'Autriche, du Danebrog de Danemark, de Charles III d'Espagne, du Sauveur de Grèce, des Saints Maurice et Lazare d'Italie, du Lion Néerlandais, de la Conception de Villa-Viçosa de Portugal, des Séraphins de Suède, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de première classe, etc. etc. etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, M. le prince *Richard de Metternich-Winneburg*, duc de Portella, comte de Königswart, son chambellan et conseiller intime actuel, grand d'Espagne de première classe, grand-croix de son ordre impérial de Léopold, de l'ordre d'Albert de Saxe, grand officier de l'ordre de Léopold de Belgique, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade, son conseiller intime actuel, M. le baron *Ferdinand Alésina de Schweizer*, grand-croix de l'ordre du Lion de Zaehringen, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Bavière, M. le baron *Auguste de Wendland*, son chambellan, grand commandeur de l'ordre du Mérite de la Couronne, grand-croix de son ordre de Saint-Michel, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le baron *Eugène Beyens*, officier de son ordre de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur du nombre extraordinaire des ordres de Charles III et d'Isabelle la Catholique d'Espagne, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Danemark, M. le comte *Léon de Molthe-Huitfeldt*, son chambellan, commandeur de l'ordre du Danebrog et décoré de la Croix d'argent, grand-croix des ordres du Sauveur de Grèce, de la Conception de Villa-Viçosa de Portugal, d'Isabelle la

Catholique d'Espagne, commandeur de l'ordre de la Tour et de l'Épée du Portugal, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté la Reine des Espagnes, M. *Alexandre Mon*, ancien président du Conseil des ministres et de la Chambre des députés, député aux Cortès, grand-croix de l'ordre royal de Charles III, de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi des Hellènes, M. *Phocion Roque*, son plénipotentiaire, officier de son ordre royal du Sauveur et de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

La Ville libre de Hambourg, M. *Jean-Hermann Heeren*, docteur en droit, ministre résident des Villes libres d'Allemagne près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Hanovre, M. le baron *Charles de Linsingen*, son conseiller intime de légation, officier de son ordre royal des Guelphes, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le chevalier *Constantin Nigra*, grand-croix de son ordre des Saints Maurice et Lazare, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, M. *Léonard-Antoine Lightenvelt*, grand-croix de l'ordre du Lion Néerlandais, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, M. le vicomte de *Paiva*, pair du Royaume, grand-croix de l'ordre de la Conception de Villa-Viçosa, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Prusse, M. le comte *Henri-Louis-Robert de Goltz*, chevalier des ordres royaux de l'Aigle Rouge de première classe et de Saint-Jean-de-Jérusalem, grand-croix de l'ordre de l'Aigle Blanc de Russie, de l'ordre impérial du Medjidié de Turquie, de l'ordre royal du Sauveur de Grèce, etc. etc. etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, M. le baron *André de Budberg*, son conseiller privé, grand-croix des ordres impériaux de Saint-Alexandre-Newsky et de l'Aigle Blanc, chevalier de l'ordre de

Saint-Wladimir de deuxième classe, grand-croix de l'ordre impérial de Sainte-Anne et des ordres de la Légion d'honneur, de l'Aigle Rouge de Prusse, de la Couronne de fer d'Autriche, du Danebrog de Danemark, des Guelphes de Hanovre, etc. etc. etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Saxe, M. le baron *Albin-Léo de Seebach*, son conseiller intime et chambellan, grand-croix de son ordre royal du Mérite, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, décoré de l'ordre de la Couronne de fer d'Autriche de première classe, de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de deuxième classe, grand-croix de l'ordre de la Branche Ernestine de Saxe, des ordres de l'Aigle Blanc et de Sainte-Anne de Russie, décoré de l'ordre du Medjidié de deuxième classe, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège, M. *Georges-Nicolas baron Adelswärd*, grand-croix de l'ordre de l'Étoile Polaire de Suède grand-croix de l'ordre de Saint-Olaf de Norwège, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

La Confédération Suisse, M. *Kern*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite Confédération près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, *Esseïd Mouhammed Djémil-Pacha*, muchir et membre du grand Conseil de l'Empire, décoré des ordres impériaux du Medjidié de première classe, de l'Osmanie de deuxième classe, grand cordon de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, des ordres d'Isabelle la Catholique d'Espagne, de la Couronne de fer d'Autriche, de l'Aigle Blanc de Russie, des Saints Maurice et Lazare d'Italie, de l'Étoile Polaire de Suède, de Léopold de Belgique, du Lion Néerlandais, etc. etc. etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français et près Sa Majesté la Reine des Espagnes;

Sa Majesté la Roi de Wurtemberg, M. le baron *Jean-Auguste de Waechter*, son conseiller d'État et chambellan, commandeur de son ordre de la Couronne, grand-croix de son ordre royal de Frédéric, etc. etc. etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus d'appliquer aux correspondances télégraphiques des États contractants les dispositions ci-après:

TITRE I^{er}.

DU RÉSEAU INTERNATIONAL.

ART. 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à affecter au

service télégraphique international des fils spéciaux, en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des dépêches.

Ces fils seront établis dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître.

Les villes entre lesquelles l'échange des correspondances est continu ou très-actif seront, successivement et autant que possible, reliées par des fils directs, de diamètre supérieur, et dont le service demeurera dégagé du travail des bureaux intermédiaires.

2. Entre les villes importantes des États contractants, le service est autant que possible permanent, le jour et la nuit, sans aucune interruption.

Les bureaux ordinaires, à service de jour complet, sont ouverts au public :

Du 1^{er} avril au 30 septembre, de sept heures du matin à neuf heures du soir ;

Du 1^{er} octobre au 31 mars, de huit heures du matin à neuf heures du soir.

Les heures d'ouverture des bureaux à service limité sont fixées par les administrations respectives des États contractants.

L'heure de tous les bureaux d'un même État est celle du temps moyen de la capitale de cet État.

3. L'appareil *Morse* reste provisoirement adopté pour le service des fils internationaux.

TITRE II.

DE LA CORRESPONDANCE.

SECTION I^{re}.

CONDITIONS GÉNÉRALES.

4. Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

5. Elles s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition.

6. Les Hautes Parties contractantes déclarent toutefois n'accepter, à raison du service de la télégraphie internationale, aucune responsabilité.

SECTION II.

DU DÉPÔT.

7. Les dépêches télégraphiques sont classées en trois catégories :

1^{re} Dépêches d'État : celles qui émanent du chef de l'État, des ministres, des commandants en chef des forces de terre ou de mer et des agents diplomatiques ou consulaires des Gouvernements contractants.

Les dépêches des agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérées comme dépêches d'État que lorsqu'elles traitent d'affaires de service.

2° Dépêches de service : celles qui émanent des administrations télégraphiques des États contractants et qui sont relatives, soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

3° Dépêches privées.

8. Les dépêches d'État ne sont admises comme telles que revêtues du sceau ou du cachet de l'autorité qui les expédie.

L'expéditeur d'une dépêche privée peut toujours être tenu d'établir la sincérité de la signature dont la dépêche est revêtue.

9. Toute dépêche peut être rédigée en l'une quelconque des langues usitées sur le territoire des États contractants.

Chaque État reste libre de désigner, parmi les langues usitées sur son territoire, celles qu'il considère comme propres à la correspondance télégraphique.

Les dépêches d'État et de service peuvent être composées en chiffres ou en lettres secrètes, soit en totalité, soit en partie.

Les dépêches privées peuvent aussi être composées en chiffres ou en lettres secrètes, lorsqu'elles sont échangées entre deux États contractants qui admettent ce mode de correspondance, et dans les conditions déterminées par le règlement de service dont il est fait mention à l'article 54 ci-après.

La réserve mentionnée dans le paragraphe ci-dessus ne s'applique pas aux dépêches de transit.

Les dépêches en langage ordinaire ne peuvent contenir ni combinaisons de mots, ni constructions, ni abréviations inusitées.

10. La minute de la dépêche doit être écrite lisiblement, en caractères qui aient leur équivalent dans le tableau réglementaire des signaux télégraphiques et qui soient en usage dans le pays où la dépêche est présentée.

Le texte doit être précédé de l'adresse et suivi de la signature.

L'adresse doit porter toutes les indications nécessaires pour assurer la remise de la dépêche à destination.

Tout interligne, renvoi, rature ou surcharge doit être approuvé du signataire de la dépêche ou de son représentant.

SECTION III.

DE LA TRANSMISSION.

11. La transmission des dépêches a lieu dans l'ordre suivant :

1° Dépêches d'État;

2° Dépêches de service;

3° Dépêches privées.

Une dépêche commencée ne peut être interrompue pour faire place à une communication d'un rang supérieur, qu'en cas d'urgence absolue.

Les dépêches de même rang sont transmises par le bureau de départ dans l'ordre de leur dépôt, et par les bureaux intermédiaires, dans l'ordre de leur réception.

Entre deux bureaux en relation directe, les dépêches de même rang sont transmises dans l'ordre alternatif.

Il peut être toutefois dérogé à cette règle, dans l'intérêt de la célérité des transmissions, sur les lignes dont le travail est continu ou qui sont desservies par des appareils spéciaux.

12. Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis toutes leurs dépêches internationales à un bureau permanent.

Ces dépêches sont immédiatement échangées, à leur tour de réception, entre les bureaux permanents des différents États.

13. Chaque Gouvernement reste juge, vis-à-vis de l'expéditeur, de la direction qu'il convient de donner aux dépêches, tant dans le service ordinaire qu'au cas d'interruption ou d'encombrement des voies habituellement suivies.

14. Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'une dépêche, une interruption dans les communications télégraphiques, le bureau à partir duquel l'interruption s'est produite expédie immédiatement la dépêche par la poste, ou par un moyen de transport plus rapide, s'il en dispose. — Il l'adresse, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de la réexpédier par le télégraphe, soit au bureau de destination, soit au destinataire même. Dès que la communication est rétablie, la dépêche est de nouveau transmise par la voie télégraphique, à moins qu'il n'en ait été précédemment accusé réception.

15. Tout expéditeur peut, en justifiant de sa qualité, arrêter, s'il en est encore temps, la transmission de la dépêche qu'il a déposée.

SECTION IV.

DE LA REMISE À DESTINATION.

16. Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées soit à domicile, soit *poste restante*, soit *bureau télégraphique restant*.

Elles sont remises ou expédiées à destination dans l'ordre de leur réception.

Les dépêches adressées à domicile ou poste restante, dans la localité que le bureau télégraphique dessert, sont immédiatement portées à leur adresse.

Les dépêches adressées à domicile ou poste restante hors de la localité desservie sont, suivant la demande de l'expéditeur, envoyées immédiatement à leur destination par la poste, ou par un moyen plus rapide, si l'administration du bureau destinataire en dispose.

17. Chacun des États contractants se réserve d'organiser, autant que possible, pour les localités non desservies par le télégraphe, un service de transport plus rapide que la poste; et chaque État s'engage envers les autres à mettre tout expéditeur en mesure de profiter, pour sa correspondance, des dispositions prises et notifiées, à cet égard, par l'un quelconque des autres États.

18. Lorsqu'une dépêche est portée à domicile et que le destina-

taire est absent, elle peut être remise aux membres adultes de sa famille, à ses employés, locataires ou hôtes, à moins que le destinataire n'ait désigné, par écrit, un délégué spécial, ou que l'expéditeur n'ait demandé que la remise n'eût lieu qu'entre les mains du destinataire seul.

Lorsque la dépêche est adressée bureau restant, elle n'est délivrée qu'au destinataire ou à son délégué.

Si la dépêche ne peut être remise à destination, avis est laissé au domicile du destinataire, et la dépêche est rapportée au bureau, pour lui être délivrée sur sa réclamation.

Si la dépêche n'a pas été réclamée au bout de six semaines, elle est anéantie.

La même règle s'applique aux dépêches adressées bureau restant.

SECTION V.

DU CONTRÔLE.

19. Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de toute dépêche privée qui paraîtrait dangereuse pour la sécurité de l'État, ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'en avertir immédiatement l'expéditeur.

Ce contrôle est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours à l'administration centrale, qui prononce sans appel.

20. Chaque Gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants.

SECTION VI.

DES ARCHIVES.

21. Les originaux et les copies des dépêches, les bandes de signaux ou pièces analogues sont conservés dans les archives des bureaux au moins pendant une année, à compter de leur date, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

Passé ce délai, on peut les anéantir.

22. Les originaux et les copies des dépêches ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de son identité.

L'expéditeur et le destinataire ont le droit de se faire délivrer des copies certifiées conformes de la dépêche qu'ils ont transmise ou reçue.

SECTION VII.

DE CERTAINES DÉPÊCHES SPÉCIALES.

23. Tout expéditeur peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant.

Il peut se faire adresser cette réponse sur un point quelconque du territoire des États contractants.

Faute d'indication fournie dans la dépêche même, ou par une dépêche ultérieure arrivée en temps utile, la réponse est transmise au bureau d'origine, pour être remise à destination par les soins de ce bureau.

Lorsque la réponse n'a pas été présentée dans les huit jours qui suivent la date de la dépêche primitive, le bureau destinataire en informe l'expéditeur par une dépêche qui tient lieu de réponse. Toute réponse présentée après ce délai est considérée et traitée comme une nouvelle dépêche.

24. L'expéditeur de toute dépêche a la faculté de la recommander.

Lorsqu'une dépêche est recommandée, le bureau de destination transmet par la voie télégraphique, à l'expéditeur même, la reproduction intégrale de la copie envoyée au destinataire, suivie de la double indication de l'heure précise de la remise et de la personne entre les mains de laquelle cette remise a eu lieu.

Si la remise n'a pu être effectuée, ce double avis est remplacé par l'indication des circonstances qui se sont opposées à la remise et par les renseignements nécessaires pour que l'expéditeur puisse faire suivre sa dépêche, s'il y a lieu.

La transmission de la *dépêche de retour* s'effectue par priorité sur les autres dépêches de même rang.

L'expéditeur d'une dépêche recommandée peut se faire adresser la dépêche de retour sur un point quelconque du territoire des États contractants, en fournissant les indications nécessaires, comme en matière de réponse payée.

25. La recommandation est obligatoire pour les dépêches composées en chiffres ou en lettres secrètes.

26. Lorsqu'une dépêche porte la mention *faire suivre*, sans autre indication, le bureau de destination, après l'avoir présentée à l'adresse indiquée, la réexpédie immédiatement, s'il y a lieu, à la nouvelle adresse qui lui est désignée au domicile du destinataire; il n'est toutefois tenu de faire faire cette réexpédition que dans les limites de l'État auquel il appartient, et il traite alors la dépêche comme une dépêche intérieure.

Si aucune indication ne lui est fournie, il garde la dépêche en dépôt. Si la dépêche est réexpédiée et que le second bureau ne trouve pas le destinataire à l'adresse nouvelle, la dépêche est conservée par ce bureau.

Si la mention *faire suivre* est accompagnée d'adresses successives, la dépêche est successivement transmise à chacune des destinations

indiquées, jusqu'à la dernière, s'il y a lieu, et le dernier bureau se conforme aux dispositions du paragraphe précédent.

Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les dépêches qui arriveraient à un bureau télégraphique, pour lui être remises dans le rayon de distribution de ce bureau, lui soient réexpédiées à l'adresse qu'elle aura indiquée ou dans les conditions des paragraphes précédents.

27. Les dépêches télégraphiques peuvent être adressées :

Soit à plusieurs destinataires dans des localités différentes ;

Soit à plusieurs destinataires dans une même localité ;

Soit à un même destinataire dans des localités différentes, ou à plusieurs domiciles dans la même localité.

Dans les deux premiers cas, chaque exemplaire de la dépêche ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire.

Les dépêches à destination de plusieurs États doivent être déposées en autant d'originaux qu'il y a d'États différents.

28. Dans l'application des articles précédents, on combinera les facilités données au public pour les réponses payées, les dépêches recommandées, les dépêches à faire suivre et les dépêches multiples.

29. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures que comportera la remise à destination des dépêches expédiées, de la mer, par l'intermédiaire des sémaphores établis ou à établir sur le littoral de l'un quelconque des États qui auront pris part à la présente Convention.

TITRE III.

DES TAXES.

SECTION I^{re}.

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

30. Les Hautes Parties contractantes déclarent adopter, pour la formation des tarifs internationaux, les bases ci-après :

La taxe applicable à toutes les correspondances échangées, par la même voie, entre les bureaux de deux quelconques des États contractants sera uniforme. Un même État pourra toutefois être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus. Les États contractants se réservent d'ailleurs toute liberté d'action à l'égard de leurs possessions ou de leurs colonies situées hors d'Europe.

Le minimum de la taxe s'applique à la dépêche dont la longueur ne dépasse pas vingt mots. La taxe applicable à la dépêche de vingt mots s'accroît de moitié par chaque série indivisible de dix mots au-dessus de vingt.

Le franc est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

Le tarif des correspondances échangées entre deux points quel-

conques des États contractants doit être composé de telle sorte que la taxe de la dépêche de vingt mots soit toujours un multiple du demi-franc.

Il sera perçu pour un franc :

En Autriche, 40 kreuzer (valeur autrichienne) ;

Dans le Grand-Duché de Bade, en Bavière et en Wurtemberg, 28 kreuzer ;

En Danemark, 35 shillings ;

En Espagne, 0,40 écu ;

En Grèce, 1,11 drachme ;

En Hanovre, Prusse, Saxe, 8 silbergros ;

Dans les Pays-Bas, 50 cents ;

En Portugal, 192 reis ;

En Russie, 25 kopecks ;

En Suède, 72 öres ;

En Norwège, 22 skillings.

31. Le taux de la taxe est établi d'État à État, de concert entre les Gouvernements extrêmes et les Gouvernements intermédiaires.

Le tarif immédiatement applicable aux correspondances échangées entre les États contractants est fixé conformément aux tableaux annexés à la présente Convention. Les taxes inscrites dans ces tableaux pourront toujours, et à toute époque, être réduites d'un commun accord entre tel ou tel des Gouvernements intéressés ; mais toute modification d'ensemble ou de détail ne sera exécutoire qu'un mois au moins après sa notification.

SECTION II.

DE L'APPLICATION DES TAXES.

32. Tout ce que l'expéditeur écrit sur la minute de sa dépêche, pour être transmis, entre dans le calcul de la taxe, sauf ce qui est dit au paragraphe 7 de l'article suivant.

33. Le maximum de longueur d'un mot est fixé à sept syllabes : l'excédant est compté pour un mot.

Les expressions réunies par un trait d'union sont comptées pour le nombre de mots qui servent à les former.

Les mots séparés par une apostrophe sont comptés comme autant de mots isolés.

Les noms propres de villes et de personnes, les noms de lieux, places, boulevards, etc... les titres, prénoms, particules et qualifications sont comptés pour le nombre de mots employés à les exprimer.

Les nombres écrits en chiffres sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres, plus un mot pour l'excédant.

Tout caractère isolé, lettre ou chiffre, est compté pour un mot ; il en est de même du souligné.

Les signes que les appareils expriment par un seul signal (signes de ponctuation, traits d'union, apostrophes, guillemets, parenthèses, alinéa) ne sont pas comptés.

Sont toutefois comptés pour un chiffre : les points, les virgules et les barres de division qui entrent dans la formation des nombres.

34. Le compte des mots s'établit de la manière suivante pour les dépêches en chiffres ou en lettres secrètes :

Tous les caractères, chiffres, lettres ou signes employés dans le texte chiffré sont additionnés; le total, divisé par cinq, donne pour quotient le nombre de mots qu'ils représentent; l'excédant est compté pour un mot.

On y ajoute, pour obtenir le nombre total des mots de la dépêche, les mots en langue ordinaire de l'adresse, de la signature et du texte, s'il y a lieu. Le compte en est fait d'après les règles de l'article précédent.

35. Le nom du bureau de départ, la date, l'heure et la minute du dépôt sont transmis d'office au destinataire.

36. Toute dépêche rectificative, complétive, et généralement toute communication échangée avec un bureau télégraphique à l'occasion d'une dépêche transmise ou en cours de transmission, est taxée conformément aux règles de la présente Convention, à moins que cette communication n'ait été rendue nécessaire par une erreur de service.

37. La taxe est calculée d'après la voie la moins coûteuse entre le point de départ de la dépêche et son point de destination.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à éviter, autant qu'il sera possible, les variations de taxe qui pourraient résulter des interruptions de service des conducteurs sous-marins.

SECTION III.

DES TAXES SPÉCIALES.

38. La taxe de recommandation est égale à celle de la dépêche.

39. La taxe des réponses payées et dépêches de retour, à diriger sur un point autre que le lieu d'origine de la dépêche primitive, est calculée d'après le tarif qui est applicable entre le point d'expédition de la réponse ou de la dépêche de retour et son point de destination.

40. Les dépêches adressées à plusieurs destinataires, ou à un même destinataire dans les localités desservies par des bureaux différents, sont taxées comme autant de dépêches séparées.

Les dépêches adressées, dans une même localité, à plusieurs destinataires, ou à un même destinataire à plusieurs domiciles, avec ou sans réexpédition par la poste, sont taxées comme une seule dépêche; mais il est perçu, à titre de droit de copie, outre les droits de poste, s'il y a lieu, autant de fois un demi-franc qu'il y a de destinations moins une.

41. Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément à l'article 22, un droit fixe d'un demi-franc par copie.

42. Les dépêches recommandées, à envoyer par la poste ou à déposer poste restante, sont affranchies, comme lettres chargées, par le bureau télégraphique d'arrivée.

Le bureau d'origine perçoit les taxes supplémentaires suivantes :

Un demi-franc par dépêche à déposer poste restante dans la localité desservie, ou à envoyer par la poste, dans les limites de l'État, qui fait l'expédition ;

Un franc par dépêche à envoyer, hors de ces limites, sur le territoire des États contractants ;

Deux francs et demi par dépêche à envoyer au delà.

Les dépêches non recommandées sont expédiées comme lettres ordinaires par le bureau télégraphique d'arrivée. Les frais de poste sont acquittés, s'il y a lieu, par le destinataire, aucune taxe supplémentaire n'étant perçue par le bureau d'origine.

43. La taxe des dépêches à échanger avec les navires en mer, par l'intermédiaire des sémaphores, sera fixée conformément aux règles générales de la présente Convention, sauf, pour ceux des États contractants qui auront organisé ce mode de correspondance, le droit de déterminer, comme il appartiendra, la taxe afférente à la transmission entre les sémaphores et les navires.

SECTION IV.

DE LA PERCEPTION.

44. La perception des taxes a lieu au départ.

Sont toutefois perçus à l'arrivée sur le destinataire :

1° La taxe des dépêches expédiées, de la mer, par l'intermédiaire des sémaphores ;

2° La taxe complémentaire des dépêches à faire suivre ;

3° La taxe complémentaire des réponses payées dont l'étendue excède la longueur affranchie ;

4° Les frais de transport, au delà des bureaux télégraphiques, par un moyen plus rapide que la poste, dans les États où un service de cette nature est organisé.

Toutefois, l'expéditeur d'une dépêche recommandée peut affranchir ce transport, moyennant le dépôt d'une somme qui est déterminée par le bureau d'origine sauf liquidation ultérieure. La dépêche de retour fait connaître le montant des frais déboursés.

Dans tous les cas où il doit y avoir perception à l'arrivée, la dépêche n'est délivrée au destinataire que contre paiement de la taxe due.

SECTION V.

DES FRANCHISES.

45. Les dépêches relatives au service des télégraphes internationaux des États contractants sont transmises en franchise sur tout le réseau desdits États.

SECTION VI.

DES DÉTAXES ET REMBOURSEMENTS.

46. Est restituée à l'expéditeur par l'État qui l'a perçue, sauf re-

cours contre les autres États, s'il y a lieu, la taxe de toute dépêche dont la transmission télégraphique n'a pas été effectuée.

47. Est remboursée à l'expéditeur par l'État qui l'a perçue, sauf recours contre les autres États, s'il y a lieu, la taxe intégrale de toute dépêche recommandée qui, par suite d'un retard notable ou de graves erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet, à moins que le retard ou l'erreur ne soit imputable à un État ou à une compagnie privée qui n'aurait pas accepté les dispositions de la présente Convention.

48. Toute réclamation doit être formée, sous peine de déchéance, dans les trois mois de la perception.

Ce délai est porté à dix mois pour les correspondances échangées avec des pays situés hors d'Europe.

TITRE IV.

DE LA COMPTABILITÉ INTERNATIONALE.

49. Les Hautes Parties contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles.

Les taxes afférentes au droit de copie et de transport au delà des lignes sont dévolues à l'État qui a délivré les copies ou effectué le transport.

Chaque État crédite l'État limitrophe du montant des taxes de toutes les dépêches qu'il lui a transmises, calculées depuis la frontière de ces deux États jusqu'à destination.

Ces taxes peuvent être réglées de commun accord, d'après le nombre de dépêches qui ont franchi cette frontière, abstraction faite du nombre des mots et des frais accessoires. Dans ce cas, les parts de l'État limitrophe et de chacun des États suivants, s'il y a lieu, sont déterminées par des moyennes établies contradictoirement.

50. Les taxes perçues d'avance pour réponses payées et recommandations sont réparties, entre les divers États, conformément aux dispositions de l'article précédent, les réponses et les dépêches étant traitées, dans les comptes, comme des dépêches ordinaires qui auraient été expédiées par l'État qui a perçu.

Lorsque la transmission n'a pas eu lieu, la taxe est acquise à l'office qui l'a perçue, sauf les droits de l'expéditeur.

51. Lorsqu'une dépêche, quelle qu'elle soit, a été transmise par une voie différente de celle qui a servi de base à la taxe, la différence de taxe est supportée par l'office qui a détourné la dépêche.

52. Le règlement réciproque des comptes a lieu à l'expiration de chaque mois.

Le décompte et la liquidation du solde se font à la fin de chaque trimestre.

53. Le solde résultant de la liquidation est payé en monnaie courante de l'État au profit duquel ce solde est établi.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

SECTION I^{re}.

DES DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.

54. Les dispositions de la présente Convention seront complétées, en ce qui concerne les règles de détail du service international, par un règlement communi qui sera arrêté de concert entre les administrations télégraphiques des États contractants.

Les dispositions de ce règlement entreront en vigueur en même temps que la présente Convention; elles pourront être, à toute époque, modifiées d'un commun accord par lesdites administrations.

55. L'administration de l'État où, en vertu de l'article 56 ci-après, aura eu lieu la dernière conférence, sera chargée des mesures d'exécution relatives aux modifications à apporter d'un commun d'accord au règlement.

Toutes les demandes de modifications seront adressées à cette administration, qui consultera toutes les autres, et, après avoir obtenu leur assentiment unanime, promulguera les changements adoptés, en fixant la date de leur application.

SECTION II.

DES CONFÉRENCES ET COMMUNICATIONS RÉCIPROQUES.

56. La présente Convention sera soumise à des révisions périodiques, où toutes les Puissances qui y ont pris part seront représentées.

A cet effet, des conférences auront lieu successivement dans la capitale de chacun des États contractants, entre les délégués desdits États.

La première réunion aura lieu en 1868, à Vienne.

57. Les Hautes Parties contractantes, afin d'assurer, par un échange de communications régulières, la bonne administration de leur service commun, s'engagent à se transmettre réciproquement tous les documents relatifs à leur administration intérieure et à se communiquer tout perfectionnement qu'elles viendraient à y introduire.

Chacune d'elles enverra directement à toutes les autres :

1° Par le télégraphe :

La notification immédiate des interruptions qui se seraient produites sur son territoire ou sur les lignes des États et des compagnies privées auxquels elle servira d'intermédiaire pour leurs correspondances avec chacun des États contractants;

2° Par la poste :

La notification de toutes les mesures relatives à l'ouverture de lignes nouvelles, à la suppression de lignes existantes, aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux compris

sur son territoire ou sur le parcours des lignes télégraphiques des États et compagnies désignés au paragraphe précédent;

Au commencement de chaque année, un tableau statistique du mouvement des dépêches, sur son réseau, pendant l'année écoulée, et la carte de ce réseau, dressée et arrêtée au 31 décembre de ladite année;

Enfin ses circulaires et instructions de service, au fur et à mesure de leur publication.

58. Une *Carte officielle des relations télégraphiques* sera dressée et publiée par l'administration française et soumise à des révisions périodiques.

SECTION III.

DES RÉSERVES.

59. Les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers de toute nature, sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des États, notamment :

Sur la formation des tarifs;

Sur l'adoption d'appareils ou de vocabulaires spéciaux, entre des points et dans des cas déterminés;

Sur l'application du système des timbres-dépêche;

Sur la perception des taxes à l'arrivée;

Sur le service de la remise des dépêches à destination;

Sur l'extension du droit de franchise aux dépêches de service qui concernent la météorologie et tous autres objets d'intérêt public.

SECTION IV.

DES ADHÉSIONS.

60. Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique à celui des États contractants au sein duquel la dernière conférence aura été tenue, et, par cet État, à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

61. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à imposer, autant que possible, les règles de la présente Convention aux compagnies concessionnaires de lignes télégraphiques terrestres ou sous-marines, et à négocier avec les compagnies existantes une réduction réciproque des tarifs, s'il y a lieu.

Ne seront compris, en aucun cas, dans le tarif international :

1° Les bureaux télégraphiques des États et des compagnies privées qui n'auront point accepté les dispositions réglementaires uniformes et obligatoires de la présente Convention;

2° Les bureaux télégraphiques des compagnies de chemins de fer ou autres exploitations privées, situés sur le territoire continental

des États contractants ou adhérents, et pour lesquels il y aurait une taxe supplémentaire.

SECTION V.

DE L'EXÉCUTION.

62. La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} janvier 1866, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en serait faite.

63 et dernier. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 17 Mai 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé METTERNICH.

(L. S.) Signé SCHWEIZER.

(L. S.) Signé WENDLAND.

(L. S.) Signé BEYENS.

(L. S.) Signé MOLTKE-HVITFELDT.

(L. S.) Signé MON.

(L. S.) Signé PHOCION ROQUE.

(L. S.) Signé HEEREN.

(L. S.) Signé LINSINGEN.

(L. S.) Signé NIGRA.

(L. S.) Signé LIGHTENVELT.

(L. S.) Signé PAIVA.

(L. S.) Signé GOLTZ.

(L. S.) Signé BUDBERG.

(L. S.) Signé SEEBACH.

(L. S.) Signé ADELWARD.

(L. S.) Signé KERN.

(L. S.) Signé DJÉMIL.

(L. S.) Signé WACHTER.

ANNEXES

À LA CONVENTION INTERNATIONALE SIGNÉE À PARIS, LE 17 MAI 1865.

TABLEAUX

DES TAXES FIXÉES POUR SERVIR À LA FORMATION DES TARIFS INTERNATIONAUX, EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 31 DE LA CONVENTION SIGNÉE À PARIS, À LA DATE DE CE JOUR.

A.

TAXES TERMINALES.

(La taxe terminale est celle qui revient à chaque État pour les correspondances en provenance ou à destination de ses bureaux.)

Désignation des États.	INDICATION DES CORRESPONDANCES.	TAXE.	OBSERVATIONS.
Autriche.....	Pour les correspondances échangées avec tous les États contractants.....	3 ⁰⁰	Pour toute dépêche qu'inter-verse les États de l'Union austro-germanique, cette taxe est commune avec ces États.
Bade.....	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union austro-germanique.	3 00	Idem.
	Pour toutes les autres.....	1 00	
Bavière.....	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union austro-germanique.	3 00	Idem.
	Pour toutes les autres.....	1 00	
Belgique.....	Pour les correspondances échangées avec le Danemark, la Norvège, la Russie et la Suède.....	1 50	
	Pour toutes les autres.....	1 00	
Danemark...	Pour toutes ses correspondances.....	1 50	
	Pour les correspondances échangées avec le Danemark, l'Italie, la Norvège, la Suède et les États composant l'Union austro-germanique, à l'exception de la Prusse.....	3 00	
Espagne.....	Pour toutes les autres.....	2 50	
	Pour les correspondances échangées avec le Danemark, la Grèce, la Norvège, la Russie, la Suède, la Turquie d'Europe et les États composant l'Union austro-germanique.....	3 00	
France.....	Pour toutes les autres, y compris celles échangées avec les Pays-Bas et le Wurtemberg.....	2 00	
Grèce.....	Pour toutes ses correspondances.....	1 00	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Hanovre.....	Pour toutes ses correspondances.....	3 00	
Italie.....	Pour toutes ses correspondances.....	3 00	
Norvège.....	Pour toutes ses correspondances.....	2 00	
	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union.....	3 00	Idem.
Pays-Bas.....	Pour les correspondances échangées avec l'Italie et la Suisse par la Belgique et la France.....	0 50	
	Pour toutes les autres.....	1 00	
Portugal.....	Pour toutes ses correspondances.....	1 00	
	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union.....	3 00	Idem.
Prusse.....	Pour toutes les autres.....	2 50	
Russie (d'Europe).	Pour les correspondances échangées avec tous les États contractants, à l'exception de la Turquie.....	5 00	La taxe est portée à 8 francs pour les stations du Caucase.

DÉSIGNATION des États.	INDICATION DES CORRESPONDANCES.	TAXE.	OBSERVATIONS.
Saxe	Pour toutes ses correspondances.....	3 ^f 00 ^e	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Suède	Pour toutes ses correspondances.....	3 00	
Suisse.....	Pour toutes ses correspondances.....	1 00	
Turquie (d'Europe).	Pour les correspondances échangées avec tous les États contractants, à l'exception de la Russie.....	4 00	Principautés de Serbie et de Moldo-Valachie non comprises.
Wurtemberg et Hohenzollern.	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union.....	3 00	Taxe commune avec les autres États de l'Union. La taxe de 1 franc, pour la France, est commune avec les autres États de l'Union.
	Pour les correspondances échangées avec la France, l'Italie et la Suisse.....	1 00	

B.

TAXES DE TRANSIT.

(La taxe de transit est celle qui revient à chaque État pour les correspondances qui traversent son territoire.)

DÉSIGNATION des États.	INDICATION DES CORRESPONDANCES.	TAXE.	OBSERVATIONS.
Autriche.....	Pour toutes les correspondances et dans toutes les directions.....	3 ^f 00 ^e	Pour toute dépêche qui traverse les États de l'Union austro-germanique, cette taxe est commune avec ces États.
Bade.....	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union austro-germanique, dans toutes les directions.....	3 00	
	Pour toutes les autres.....	1 00	Idem.
Bavière.....	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union, dans toutes les directions.....	3 00	
	Pour toutes les autres.....	1 00	Idem.
Belgique.....	Pour les correspondances échangées par la France entre les Pays-Bas d'une part, l'Italie et la Suisse de l'autre.....	0 50	
	Pour toutes les autres correspondances, dans toutes les directions.....	1 00	
Danemark ...	Pour toutes les correspondances et dans toutes les directions (lignes sous-marines comprises).....	1 50	
	Pour les correspondances en provenance ou à destination du Danemark, de l'Italie, de la Norvège, de la Suède et des États composant l'Union austro-germanique, à l'exception de la Prusse.....	3 00	
Espagne.....	Pour les correspondances échangées entre la France et le Portugal.....	2 00	
	Pour toutes les autres correspondances... ..	2 50	
France	Pour les correspondances échangées : 1° entre l'Italie d'une part, et l'Espagne et le Portugal d'autre part ; 2° entre la Belgique et les Pays-Bas d'une part et, d'autre part, tous les autres États, par les frontières d'Allemagne, d'Italie et de Suisse.....	2 00	
	Pour toutes les autres correspondances, dans toutes les directions... ..	3 00	Le transit de l'île de Corse est fixé à 1 franc.

DÉSIGNATION des États.	INDICATION DES CORRESPONDANCES.	TAXE.	OBSERVATIONS.
Grèce.....		"	Pas de transit.
Hanovre.....	Pour toutes les correspondances et dans toutes les directions.....	3/00	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
	Pour toutes les correspondances échangées entre les frontières d'Autriche, de France et de Suisse.....	1 00	
Italie.....	Pour toutes les correspondances échangées entre les mêmes frontières et la frontière ottomane (ligne sous-marine comprise).	3 00	
Norvège.....		"	Pas de transit.
Pays-Bas.....	Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions.....	3 00	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Portugal.....		"	Pas de transit.
Prusse.....	Pour les correspondances qui traversent les États de l'Union.....	3 00	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
	Pour toutes les autres correspondances, dans toutes les directions.....	2 50	
Russie (d'Europe).	Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions, à l'exception de la Turquie d'Europe.....	5 00	La Convention ne s'appliquant qu'à l'Europe, il n'est pas fait mention du transit vers l'Asie.
Saxe.....	Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions.....	3 00	Taxe commune avec les autres États de l'Union.
Suède.....	Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions (lignes sous-marines comprises).....	3 00	
Suisse.....	Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions.....	1 00	
Turquie (d'Europe).	Pour les correspondances en provenance ou à destination de la Grèce.....	3 00	Principautés de Serbie et de Moldo-Valachie non comprises.
Wurtemberg et Hohenzollern.	Pour toutes les correspondances, dans toutes les directions.....	3 00	Taxe commune avec les autres États de l'Union.

Fait à Paris, le 17 Mai 1865.

Signé DROUYN DE LHUYS.
 Signé METTERNICH.
 Signé SCHWEIZER.
 Signé WENDLAND.
 Signé BEYERS.
 Signé MOLTRE-HVITTFELDT.
 Signé MON.
 Signé PHOCION ROQUE.
 Signé HEEREN.
 Signé LINSINGEN.
 Signé NIGRA.
 Signé LIGHTENVELT.
 Signé PAÏVA.
 Signé GOLTZ.
 Signé BUDBERG.
 Signé SEERACH.
 Signé ADELSTWARD.
 Signé KERN.
 Signé DJÉMIT.
 Signé WACHTER.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 11 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHÉ.

Signé DROUYN DE LHUYS.

N° 13,798. — DÉCRET IMPÉRIAL qui charge M. Rouher, Ministre d'État, de l'Intérim du Ministère de l'Intérieur pendant l'absence de M. le Marquis de la Valette.

Du 11 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. Rouher, ministre d'État, est chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur pendant l'absence de M. le marquis de la Valette.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,799. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1^o M. Dutheil (Alexis), sous-lieutenant au quatorzième régiment d'infanterie de ligne, né le 1^{er} avril 1835, à Moussac-sur-Vienne, arrondissement de Montmorillon (Vienne), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de de la Rochère, et à s'appeler, à l'avenir, Dutheil de la Rochère.

2^o L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État.
(Paris, 26 Avril 1865.)

N° 13,800. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de reconstruction du pont de Laru et de rectification, aux abords de cet ouvrage, de la route départementale de l'Hérault n° 11, de Narbonne à Lacauane, conformément à la direction générale figurée par un tracé rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 19 Juillet 1865.*)

N° 13,801. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne, de plusieurs parcelles de terrains non bâties, appartenant à divers, sises au territoire de la commune de Napoléon-Vendée (Vendée), lesdites parcelles désignées sur un plan et un état indicatif qui resteront annexés au présent décret. (*Paris, 19 Juillet 1865.*)

N° 13,802. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé par l'État à l'exécution des travaux projetés pour la défense de la ville de Laval (Mayenne) contre les inondations de la Mayenne, conformément aux dispositions générales d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° Les travaux mentionnés dans l'article 1^{er} du présent décret sont déclarés d'utilité publique.

3° La part contributive de l'État dans la dépense, évaluée à un million deux cent dix mille francs, est fixée à la somme de quatre cent soixante et dix mille francs, qui, dans aucun cas, ne pourra être dépassée, et sera imputée sur les fonds affectés par la loi du 28 mai 1858 aux travaux de défense des villes contre les inondations.

Le surplus de la dépense, soit sept cent quarante mille francs, sera supporté, savoir : quatre cent cinq mille francs par la ville de Laval et trois cent trente-cinq mille francs par le département. La ville supportera, en outre, l'excédant de dépenses auquel pourra donner lieu le règlement des indemnités de toute nature. (*Plombières, 31 Juillet 1865.*)

N° 13,803. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route

départementale n° 3, dans les côtes du Montblanc et de Louvois (Marne), conformément au tracé rouge, puis violet, A B C D d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Plombières, 31 Juillet 1865.*)

N° 13,804. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé par l'État aux travaux de rectification de la route départementale n° 3, dans la traverse d'Amboise (Indre-et-Loire), conformément aux dispositions générales d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° Les travaux mentionnés en l'article 1^{er} du présent décret sont déclarés d'utilité publique.

3° La part contributive de l'État dans la dépense, évaluée à six mille francs, est fixée aux trois quarts et sera imputée sur les fonds alloués par la loi du 28 mai 1858 pour les travaux de défense des villes contre les inondations.

Le dernier quart de la dépense sera supporté par la ville d'Amboise.

4° L'offre faite par le conseil municipal d'Amboise de céder gratuitement tous les terrains communaux traversés par la nouvelle route est acceptée. (*Plombières, 6 Août 1865.*)

N° 13,805. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Ysarn (*Jean-Bernard-Ernest*), né le 19 avril 1836, à la Mothe-Capdeville, arrondissement de Montauban (Tarn-et-Garonne), demeurant à Montauban, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de Capdeville*, et à s'appeler, à l'avenir, *Ysarn de Capdeville*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,806. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Joseph Laurent*, né le 24 août 1830, à Marseille (Bouches-du-Rhône), homme d'équipe au chemin de fer, demeurant en la même ville, est autorisé à porter pour nom patronymique celui de *Laurent*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI,

et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État.
(*Saint-Cloud, 2 Novembre 1865.*)

N° 13,807. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Charles*, bibliothécaire à la bibliothèque Mazarine, né le 14 mai 1817, à Dijon (Côte-d'Or), demeurant à Paris, est autorisé à porter, à l'avenir, le nom de *Daremborg*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État.
(*Saint-Cloud, 11 Novembre 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 24 ' Novembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1350.

N° 13,808. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Correspondances échangées entre les Habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les Habitants de divers Pays étrangers, d'autre part.*

Du 28 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 14 floréal an x (4 mai 1802), 30 mai 1838, 17 juin 1857 et 3 juillet 1861;

Vu les conventions qui règlent les relations de l'administration des postes de France avec les administrations des postes de la Grande-Bretagne et de la Grèce;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir, en France et en Algérie, sur ceux des objets de correspondance de ou pour l'étranger qui sont désignés dans le tarif ci-annexé devront être payées par les envoyeurs ou les destinataires de ces objets, suivant le cas, conformément audit tarif.

2. L'affranchissement des lettres ordinaires expédiées de la France et de l'Algérie pour les pays étrangers désignés dans le tarif sus-mentionné pourra être opéré au moyen des timbres-poste que l'administration des postes est autorisée à faire vendre.

3. Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre représenteront une somme inférieure à celle due pour l'affranchissement, cette lettre sera considérée comme non affranchie et traitée en conséquence; mais l'administration des postes sera tenue, en cas de réclamation, de rembourser le prix de ces timbres à l'envoyeur.

Les suscriptions ou enveloppes revêtues des timbres-poste inuti-

lement employés par les envoyeurs devront être annexées, comme pièces justificatives, aux demandes tendant au remboursement de ces timbres.

Lesdites demandes ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi des lettres insuffisamment affranchies.

4. Les lettres chargées, originaires de la France et de l'Algérie, ne pourront être admises que ~~sous~~ enveloppe et fermées au moins de deux cachets en cire. Ces cachets devront porter une empreinte uniforme reproduisant un signe particulier à l'envoyeur et être placés de manière à retenir tous les plis de l'enveloppe.

5. Les échantillons de marchandises ne seront admis à profiter de la modération de taxe qui leur est accordée par le tarif ci-annexé qu'autant qu'ils n'aurent par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Pour jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par le même tarif, les imprimés devront être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté par les envoyeurs, conformément aux dispositions du tarif susmentionné, seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

6. Les lettres ordinaires, les lettres chargées, les échantillons de marchandises et les imprimés expédiés des pays étrangers désignés dans le tarif ci-annexé, pour la France et l'Algérie, qui auront été affranchis jusqu'à destination et qui porteront, du côté de l'adresse, l'empreinte d'un timbre fournissant les initiales P D, seront exempts de tout droit ou taxe à la charge des destinataires.

7. Les imprimés désignés soit dans le tarif ci-annexé, soit dans l'article 6 précédent, ne seront reçus ou distribués par les bureaux dépendants de l'administration des postes de France qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, décrets, ordonnances ou arrêtés qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

8. Il ne sera admis, à destination des pays désignés dans le tarif ci-annexé, aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit enfin tout autre objet passible de droits de douane.

9. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1866.

10. Sont et demeurent abrogés l'arrêté présidentiel du 4 juillet

1849 ⁽¹⁾ et nos décrets des 28 février 1857 ⁽²⁾, 12 octobre 1857 ⁽³⁾, 28 mars 1860 ⁽⁴⁾, 26 mai 1860 ⁽⁵⁾, 8 septembre 1860 ⁽⁶⁾, 23 avril 1861 ⁽⁷⁾, 29 janvier 1862 ⁽⁸⁾, 15 mars 1862 ⁽⁹⁾, 15 octobre 1862 ⁽¹⁰⁾, 11 avril 1863 ⁽¹¹⁾, 29 juin 1863 ⁽¹²⁾, 9 août 1864 ⁽¹³⁾, 17 août 1864 ⁽¹⁴⁾, 28 septembre 1864 ⁽¹⁵⁾, 18 mai 1865 ⁽¹⁶⁾, 17 juin 1865 ⁽¹⁷⁾ et 18 septembre 1865 ⁽¹⁸⁾, ~~concernant les lettres, échantillons de marchandises et imprimés échangés~~, par la voie de la poste, entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de divers pays étrangers, d'autre part.

Sont également abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, tant les dispositions de nos décrets des 12 juillet 1856 ⁽¹⁹⁾, 3 décembre 1856 ⁽²⁰⁾ et 18 octobre 1862 ⁽²¹⁾, relatives aux lettres, échantillons de marchandises et imprimés expédiés de la France et de l'Algérie pour divers pays étrangers, et *vice versa*, que les dispositions de nos décrets des 8 septembre et 18 octobre 1862, qui règlent les taxes à percevoir par les agences des postes de France établies en Amérique sur les correspondances à destination de la France et de l'Algérie, acheminées au moyen des paquebots-poste français.

11. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 177, n° 1432.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 474, n° 4376.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 518, n° 5021.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 788, n° 7521.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 804, n° 7729.

⁽⁶⁾ 1^{re} série, Bull. 852, n° 8286 et

8287.

⁽⁷⁾ 1^{re} série, Bull. 950, n° 9145.

⁽⁸⁾ 1^{re} série, Bull. 996, n° 9914.

⁽⁹⁾ 1^{re} série, Bull. 1011, n° 10,043.

⁽¹⁰⁾ 1^{re} série, Bull. 1082, n° 10,820.

⁽¹¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1102, n° 11,093.

⁽¹²⁾ 1^{re} série, Bull. 1131, n° 11,434.

⁽¹³⁾ 1^{re} série, Bull. 1234, n° 12,552.

⁽¹⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 1234, n° 12,556.

⁽¹⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 1242, n° 12,650.

⁽¹⁶⁾ 1^{re} série, Bull. 1289, n° 13,196.

⁽¹⁷⁾ 1^{re} série, Bull. 1307, n° 13,427.

⁽¹⁸⁾ 1^{re} série, Bull. 1337, n° 13,687.

⁽¹⁹⁾ 1^{re} série, Bull. 414, n° 3847.

⁽²⁰⁾ 1^{re} série, Bull. 448, n° 4157.

⁽²¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1068, n° 10,680.

Tarif des taxes à percevoir, en France et en Algérie, sur les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés ⁽¹⁾ échangés, par la voie de la poste, entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de divers pays étrangers, d'autre part.

⁽¹⁾ Sous le titre d'imprimés sont compris les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés.

DESTINATION des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 1 ^{re} colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie	
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.	pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.
			4	5
1	2	3	fr. c.	fr. c.
1 ^{re} PARTIE. — CORRESPONDANCES ORIGINAIRES DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE.				
Royaume de Grèce.....	Paquebots français.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à destination (A).....	1	"
		Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (B)....	2	"
		Échantillons de marchan- dises affranchies jusqu'à destination (A).....	"	1
		Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment (B).....	"	08
Portugal, Açores, Madère.....	Paquebots et autres bâtiments français.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement (B).....	"	60
		Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment (B).....	"	08
	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port por- tugais de débarquement (B).....	"	80
		Imprimés affranchis jus- qu'au port portugais de débarquement (B).....	"	13
Îles du Cap-Vert.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Saint-Vin- cent (B).....	"	80
		Imprimés affranchis jusqu'à Saint-Vincent (B).....	"	13
	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement du pays de destination (B).....	"	80
		Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment du pays de desti- nation (B).....	"	13
Confédération Argentine, Uru- guay, Cuba, Porto-Rico, Guyane hollandaise.....	Paquebots à vapeur français.	Échantillons de marchan- dises affranchies jusqu'au port de débarquement du pays de destination (B)...	"	30

(A) Affranchissement facultatif. — (B) Affranchissement obligatoire.

DESTINATION des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 2 ^e colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
			fr.	c.	fr.	c.
Haïti, Saint-Thomas.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement du pays de destination (a).....	"	80	"	"
		Échantillons de marchan- dises affranchis jusqu'au port de débarquement du pays de destination (a)..	"	"	"	20
Paraguay.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment du pays de desti- nation (a).....	"	"	"	12
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Buenos- Ayres (a).....	"	80	"	"
Bolivie, Chili, Équateur, Pérou.	Voie de Panama.	Imprimés affranchis jusqu'à Buenos-Ayres (a).....	"	"	"	12
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de dé- barquement sur l'océan Pacifique (a).....	1	"	"	"
Mexique, États-Unis de Colom- bie.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment sur l'océan Paci- fique.....	"	"	"	17
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement du pays de destination (a).....	"	80	"	"
États-Unis de l'Amérique cen- trale.....	Voie de Panama.	Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment du pays de desti- nation (a).....	"	"	"	12
		Échantillons de marchan- dises affranchis jusqu'au port de débarquement du pays de destination (a)..	"	"	"	20
	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Panama (a).	1	"	"	"
		Imprimés affranchis jusqu'à Panama (a).....	"	"	"	17
	Voie de Panama.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Grey-Town (a).....	"	80	"	"
		Imprimés affranchis jus- qu'à Grey-Town (a).....	"	"	"	12
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Panama (a).	1	"	"	"
		Imprimés affranchis jus- qu'à Panama (a).....	"	"	"	17

(a) Affranchissement obligatoire.

DESTINATION des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 1 ^{re} colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque paquet de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
			4	5	4	5
1	2	3	fr.	c.	fr.	c.
Vénézuëla, Bathurst, Benin, Bonny, Brass, Cameroons, cap Palmas, Ile de Fernando-Po, Lagos, Nunn, Old-Calebarr...	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement du pays de destination (a)..... Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment du pays de desti- nation (b).....	"	80	"	"
Libéria.....	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Sierra- Leone (a)..... Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'à Sierra-Leone (b)..... Imprimés affranchis jusqu'à Sierra-Leone (b)..... Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à destination (a).....	"	80	"	12
La Grenade, Sainte- Lucie, Saint-Vincent, la Trinité, Guyane anglaise, Jamaïque, Aden, Indes orien- tales, Ceylan, Sin- gapore, Hong-Kong, Ile Maurice.....	Paquebots français ou anglais.	Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (a)... Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port colonial anglais de débarquement (b)..... Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial an- glais de débarquement (b)	1	60	"	20
Colonies, pos- sessions et établisse- ments anglais d'Afri- que, d'Asie et d'Océa- nie.	"	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à destination (a)..... Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (a)..	"	80	"	12
Penang.....	Paquebots anglais.	Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port colonial anglais de débarquement (b)..... Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial an- glais de débarquement (b)	1	60	"	20
Antigua, Bahama, Bar- bade, Cariacou, côte de Guinée (Accra et Cape-Coast-Castle), la Dominique, Hon- duras britannique, Montserrat, Nevis, Saint-Christophe ou Saint-Kitts, Sierra- Leone, Tabago, Terre-Neuve, Tor- tola, Iles Turques..	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à destination (a)..... Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (b).. Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port colonial anglais de débarquement (b)..... Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial an- glais de débarquement (b)	"	80	"	12
			1	60	"	20
			"	"	"	12

(A) Affranchissement facultatif. — (B) Affranchissement obligatoire.

DESTINATION des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 1 ^{re} colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
					fr.	c.
1	2	3	4	5	fr.	c.
Colonies, posses- sions et établisse- ments anglais d'Afri- que, d'Améri- que, d'Asie et d'Océa- nie. (Suite.)	Bermudes, Saint-Mé- lène.....	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à destination (A).....	1	80	"
			Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (B)...	1	60	"
			Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial ang- lais de débarquement (B).....	"	"	12
			Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à destination (A).....	"	80	"
			Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (B)...	1	60	"
			Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port colonial anglais de débarquement (B).....	"	"	20
			Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial ang- lais de débarquement (B).....	"	"	12
			Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à destination (A).....	1	"	"
			Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (B)...	2	"	"
			Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port américain de débar- quement.....	"	"	80
			Imprimés affranchis jus- qu'au port américain de débarquement (B).....	"	"	12
			Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à destination (A).....	"	80	"
Nouvelle - Galles du Sud, Victoria, Queens- land, Australie oc- cidentale, Nouvelle- Zélande.....		Voie de Suez.	Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (B)...	1	60	"
			Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port colonial anglais de débarquement (B).....	"	"	20
			Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial ang- lais de débarquement (B).....	"	"	12
			Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port austra- lien de débarquement (B).....	"	80	"
			Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port australien de débar- quement (B).....	"	"	80
				"	"	"
				"	"	"
				"	"	"
				"	"	"
				"	"	"
				"	"	"
				"	"	"
Australie méridionale, Tasmanie (Terre de Van-Diemen).....		Voie de Suez.		"	"	"
				"	"	"

(A) Affranchissement facultatif. -- (B) Affranchissement obligatoire.

DESTINATION des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 3 ^e colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
1	2	3	4		5	
Seychelles (Iles)..... (Salle.)	Voie de Suez	Imprimés affranchis jus- qu'à Mahé (s).....	fr.	c.	fr.	c.
			"	"	"	12
	Voie de Suez et des paquebots français.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Batavia (s). Imprimés affranchis jus- qu'à Batavia (s).....	"	80	"	"
Indes néerlandaises.....			"	"	"	12
	Voie de Suez et des paquebots anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Singapore (s).....	"	80	"	"
		Imprimés affranchis jus- qu'à Singapore (s).....	"	"	"	12
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement du pays de destination (s).....	"	40	"	"
	Bâtiments de commerce partant des ports français.	Échantillons de marchan- dises affranchis jusqu'au port de débarquement du pays de destination (s) Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment du pays de destina- tion (s).....	"	"	"	20
Pays d'outre-mer sans distinc- tion de parages.....			"	"	"	08
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement du pays de destination (s).....	"	80	"	"
	Voie d'Angle- terre.	Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment du pays de destina- tion (s).....	"	"	"	12

II^e PARTIE. — CORRESPONDANCES À DESTINATION DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE.

ORIGINE DES CORRESPONDANCES.						
Royaume de Grèce.....	Paquebots français.	Lettres ordinaires non af- franchies.....	1	20	"	"
		Échantillons de marchan- dises non affranchies....	"	"	1	20
		Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment.....	"	"	"	15
	Paquebots et autres bâtiments français.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port d'em- barquement.....	"	80	"	"
Portugal, Açores, Madère.....		Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment.....	"	"	"	11
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port por- tugais d'embarquement.	1	"	"	"
	Voie d'Angle- terre.	Imprimés affranchis jus- qu'au port portugais d'embarquement.....	"	"	"	15

(s) Affranchissement obligatoire.

ORIGINE	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DESIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 3 ^e colonne.	TAXE À PERCEVOIR en Francs et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque pois de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'écritures ou d'imprimés et par chaque pois de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
1	2	3	4		5	
			fr.	c.	fr.	c.
Îles du Cap-Vert.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à St-Vincent. Imprimés affranchis jusqu'à Saint-Vincent.....	1	"	"	"
	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port d'em- barquement du pays d'o- rigine (s).....	1	"	"	"
Confédération Argentine, Uru- guay, Cuba, Porto-Rico, Guyane hollandaise.....	Paquebots à vapeur français.	Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment du pays d'origine (s).....	"	"	"	15
	Paquebots à vapeur français.	Échantillons de marchan- dises affranchies jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s).....	"	"	"	30
Haïti, Saint-Thomas.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port d'em- barquement du pays d'o- rigine (s).....	1	"	"	"
	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Échantillons de marchan- dises affranchies jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s).....	"	"	"	30
Paraguay.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment du pays d'origine (s).....	"	"	"	15
	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Buenos-Ay- res.....	1	"	"	"
Bolivie, Chili, Équateur, Pérou.	Voie de Panama.	Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment sur l'océan Paci- fique.....	1	20	"	"
	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port d'em- barquement du pays d'o- rigine (s).....	1	"	"	70
Mexique, États-Unis de Colombie.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment du pays d'origine (s).....	1	"	"	15
	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port d'em- barquement du pays d'o- rigine (s).....	"	"	"	15

(s) Les correspondances expédiées des ports de l'Amérique où existent des établissements de poste français, pour la France et l'Algérie, par la voie des paquebots-poste français, pourront être affranchies jusqu'à destination au moyen de timbres-poste émis par l'administration des postes de France. La taxe des lettres affranchies sera de 80 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes. En cas d'insuffisance d'affranchissement, les correspondances seront considérées comme non affranchies, sauf déduction du prix des timbres-poste.

ORIGINE des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 2 ^e colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
1	2	3	4		5	
			fr.	o.	fr.	c.
Mexique, États-Unis de Colom- bie..... (suite.)	Paquebots à vapeur français.	Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (8).....	"	"	"	30
	Voie de Panama.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Panama... Imprimés affranchis jusqu'à Panama.....	1	20	"	"
États-Unis de l'Amérique cen- trale.....	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Grey-T wn. Imprimés affranchis jusqu'à Grey-Town.....	1	"	"	15
	Voie de Panama.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Panama... Imprimés affranchis jusqu'à Panama.....	1	20	"	"
Vénézuëla, Bathurst, Benin, Bonny, Brass, Camerouns, cap Palmas, île de Fernando-Po, Lagos, Nunn, Old-Calabar...	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port d'em- barquement du pays d'o- rigine..... Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment du pays d'origine... Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Sierra-Leo- ne.....	1	"	"	15
	Voie d'Angle- terre.	Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'à Sierra-Leone..... Imprimés affranchis jusqu'à Sierra-Leone.....	"	0	"	30
Libéria.....		Lettres ordinaires non af- franchies.....	1	"	"	15
	Paquebots français ou anglais.	Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port colonial anglais d'embarquement..... Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial an- glais d'embarquement..	"	"	"	30
Colonies, La Grenade, Sainte- Lucie, St-Vincent, la Trinité, Guyane anglaise, Jamaï- que, Aden, Indes orientales, Ceylan, Singapour, Hong- Kong, île Maurice.		Lettres ordinaires non af- franchies.....	1	"	"	15
	Paquebots anglais.	Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port colonial anglais d'embarquement..... Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial an- glais d'embarquement..	"	"	"	30
Colonies, Penang.....		Lettres ordinaires non af- franchies.....	1	"	"	15

(N) Les correspondances expédiées des ports de l'Amérique où existent des établissements de poste français, pour la France et l'Algérie, par la voie des paquebots-poste français, pourront être affranchies jusqu'à destination au moyen de timbres-poste émis par l'administration des postes de France. La taxe des lettres affranchies sera de 80 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes. En cas d'insuffisance d'affranchissement, les correspondances seront considérées comme non affranchies, sauf déduction du prix des timbres-poste.

lement employés par les envoyeurs devront être annexées, comme pièces justificatives, aux demandes tendant au remboursement de ces timbres.

Lesdites demandes ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi des lettres insuffisamment affranchies.

4. Les lettres chargées, originaires de la France et de l'Algérie, ne pourront être admises que sous enveloppe et fermées au moins de deux cachets en cire. Ces cachets devront porter une empreinte uniforme reproduisant un signe particulier à l'envoyeur et être placés de manière à retenir tous les plis de l'enveloppe.

5. Les échantillons de marchandises ne seront admis à profiter de la modération de taxe qui leur est accordée par le tarif ci-annexé qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Pour jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par le même tarif, les imprimés devront être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées ou dont le port n'aura pas été acquitté par les envoyeurs, conformément aux dispositions du tarif susmentionné, seront considérés comme lettres et traités en conséquence.

6. Les lettres ordinaires, les lettres chargées, les échantillons de marchandises et les imprimés expédiés des pays étrangers désignés dans le tarif ci-annexé, pour la France et l'Algérie, qui auront été affranchis jusqu'à destination et qui porteront, du côté de l'adresse, l'empreinte d'un timbre fournissant les initiales P D, seront exempts de tout droit ou taxe à la charge des destinataires.

7. Les imprimés désignés soit dans le tarif ci-annexé, soit dans l'article 6 précédent, ne seront reçus ou distribués par les bureaux dépendants de l'administration des postes de France qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, décrets, ordonnances ou arrêtés qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

8. Il ne sera admis, à destination des pays désignés dans le tarif ci-annexé, aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit enfin tout autre objet passible de droits de douane.

9. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1866,

10. Sont et demeurent abrogés l'arrêté présidentiel du 4 juillet

1849 ⁽¹⁾ et nos décrets des 28 février 1857 ⁽²⁾, 12 octobre 1857 ⁽³⁾, 28 mars 1860 ⁽⁴⁾, 26 mai 1860 ⁽⁵⁾, 8 septembre 1860 ⁽⁶⁾, 23 avril 1861 ⁽⁷⁾, 29 janvier 1862 ⁽⁸⁾, 15 mars 1862 ⁽⁹⁾, 15 octobre 1862 ⁽¹⁰⁾, 11 avril 1863 ⁽¹¹⁾, 29 juin 1863 ⁽¹²⁾, 9 août 1864 ⁽¹³⁾, 17 août 1864 ⁽¹⁴⁾, 28 septembre 1864 ⁽¹⁵⁾, 18 mai 1865 ⁽¹⁶⁾, 17 juin 1865 ⁽¹⁷⁾ et 18 septembre 1865 ⁽¹⁸⁾, **concernant les lettres, échantillons de marchandises et imprimés échangés**, par la voie de la poste, entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de divers pays étrangers, d'autre part.

Sont également abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, tant les dispositions de nos décrets des 12 juillet 1856 ⁽¹⁹⁾, 3 décembre 1856 ⁽²⁰⁾ et 18 octobre 1862 ⁽²¹⁾, relatives aux lettres, échantillons de marchandises et imprimés expédiés de la France et de l'Algérie pour divers pays étrangers, et *vice versa*, que les dispositions de nos décrets des 8 septembre et 18 octobre 1862, qui règlent les taxes à percevoir par les agences des postes de France établies en Amérique sur les correspondances à destination de la France et de l'Algérie, acheminées au moyen des paquebots-poste français.

11. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 177, n° 1432.

⁽²⁾ xi^e série, Bull. 474, n° 4376.

⁽³⁾ xi^e série, Bull. 518, n° 5021.

⁽⁴⁾ xi^e série, Bull. 786, n° 7521.

⁽⁵⁾ xi^e série, Bull. 804, n° 7729.

⁽⁶⁾ xi^e série, Bull. 852, n° 8286 et

8287.

⁽⁷⁾ xi^e série, Bull. 940, n° 9145.

⁽⁸⁾ xi^e série, Bull. 996, n° 9914.

⁽⁹⁾ xi^e série, Bull. 1011, n° 10,043.

⁽¹⁰⁾ xi^e série, Bull. 1082, n° 10,800.

⁽¹¹⁾ xi^e série, Bull. 1102, n° 11,093.

⁽¹²⁾ xi^e série, Bull. 1131, n° 11,434.

⁽¹³⁾ xi^e série, Bull. 1234, n° 12,562.

⁽¹⁴⁾ xi^e série, Bull. 1234, n° 12,556.

⁽¹⁵⁾ xi^e série, Bull. 1242, n° 12,650.

⁽¹⁶⁾ xi^e série, Bull. 1289, n° 13,196.

⁽¹⁷⁾ xi^e série, Bull. 1307, n° 13,427.

⁽¹⁸⁾ xi^e série, Bull. 1337, n° 13,687.

⁽¹⁹⁾ xi^e série, Bull. 414, n° 3847.

⁽²⁰⁾ xi^e série, Bull. 448, n° 4157.

⁽²¹⁾ xi^e série, Bull. 1003, n° 10,080.

Tarif des taxes à percevoir, en France et en Algérie, sur les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés ⁽¹⁾ échangés, par la voie de la poste, entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de divers pays étrangers, d'autre part.

⁽¹⁾ Sous le titre d'imprimés sont compris les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés.

DESTINATION des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DESIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 2 ^e colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.	pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.	fr.	c.
1	2	3	4	5	fr.	c.

1^{re} PARTIE. — CORRESPONDANCES ORIGINAIRES DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE.

Royaume de Grèce.....	Paquebots français.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à destination (A).....	1	"	"	"
		Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (B)...	2	"	"	"
		Échantillons de marchan- dises affranchis jusqu'à destination (A).....	"	"	1	"
		Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment (B).....	"	"	"	05
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement (B).....	"	60	"	"
Portugal, Açores, Madère....	Paquebots et autres bâtiments français.	Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment (B).....	"	"	"	05
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port por- tugais de débarquement (B).....	"	80	"	"
		Imprimés affranchis jus- qu'au port portugais de débarquement (B).....	"	"	"	15
Iles du Cap-Vert.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Saint-Vin- cent (B).....	"	80	"	"
		Imprimés affranchis jusqu'à Saint-Vincent (B).....	"	"	"	15
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement du pays de destination (B).....	"	80	"	"
Confédération Argentine, Uru- guay, Cuba, Porto - Rico, Guyane hollandaise.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment du pays de desti- nation (B).....	"	"	"	15
		Échantillons de marchan- dises affranchis jusqu'au port de débarquement du pays de destination (B)...	"	"	"	20

(A) Affranchissement facultatif. — (B) Affranchissement obligatoire.

(A) Affranchissement facultatif. — (B) Affranchissement obligatoire.

DESTINATION des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 3 ^e colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour cha- que paquet d'échan- tillon ou d'imprimé et par chaq- poids de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
			4		5	
1	2	3	fr.	c.	fr.	c.
Haïti, Saint-Thomas.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement du pays de destination (a).....	"	80	"	"
		Échantillons de marchan- dises affranchis jusqu'au port de débarquement du pays de destination (a).. Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment du pays de desti- nation (a).....	"	"	"	20
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Buenos- Ayres (a).....	"	80	"	"
Paraguay.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Imprimés affranchis jusqu'à Buenos-Ayres (a).....	"	"	"	12
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de dé- barquement sur l'océan Pacifique (a).....	1	"	"	"
		Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment sur l'océan Paci- fique.....	"	"	"	17
Bolivie, Chili, Équateur, Pérou.	Voie de Panama.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement du pays de destination (a).....	"	80	"	"
		Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment du pays de desti- nation (a).....	"	"	"	12
		Échantillons de marchan- dises affranchis jusqu'au port de débarquement du pays de destination (a).. Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Panama (a).	"	"	"	20
Mexique, États-Unis de Colom- bie.....	Paquebots à vapeur français.	Imprimés affranchis jusqu'à Panama (a).....	"	"	"	17
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Grey-Town (a).....	"	80	"	"
		Imprimés affranchis jus- qu'à Grey-Town (a).....	"	"	"	12
États-Unis de l'Amérique cen- trale.....	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Panama (a).	1	"	"	"
		Imprimés affranchis jus- qu'à Panama (a).....	"	"	"	17
		Voie de Panama.	"	"	"	"

(a) Affranchissement obligatoire.

DESTINATION des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 1 ^{re} colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
			fr.	c.	fr.	c.
Colonies, possession et établisse- ments anglais d'Afri- que, d'Améri- que, d'Asie et d'Océa- nie. (Suite.)	Bermudes, Sainte-Hélène.....	Voie d'Angle- terre.				
Nouvelle - Galles du Sud, Victoria, Queens- land, Australie occi- dentale, Nouvelle- Zélande.....	Canada, Nouveau- Brunswick, Nou- velle-Écosse, Ile du Prince-Édouard....	Voie d'Angle- terre.				
Australie méridionale, Tasmanie (Terre de Van-Diemen).....		Voie d'Angle- terre et des États-Unis.				
		Voie de Suez.				
		Voie de Suez.				

(a) Affranchissement facultatif. — (s) Affranchissement obligatoire.

DESTINATION des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 3 ^e colonne.	TAXE À PERCEVOIR en Francs et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poide de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poide de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
			4	5	4	5
1	2	3	fr.	c.	fr.	c.
Colonies, possession et établisse- ments anglais d'Afri- que, Améri- que, d'Asie et d'Océa- nie. (suite.)	Australie méridionale, Tasmanie (Terre de Van-Diémen) (suite.)	Voie de Suez	Imprimés affranchis jus- qu'au port australien de débarquement (b).....			
			"	"	"	12
	Ascension, Îles Falk- land, cap de Bonne- Espérance, Port-Na- tal.....	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port colo- nial anglais de débarque- ment (b).....			
			"	80	"	"
Shang-Haï, Yokohama.....	Voie de Suez		Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial an- glais de débarquement (b)			
			"	"	"	12
			Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à destina- tion (a).....			
			"	80	"	"
Chine (moins Shang-Haï), Ja- pon (moins Yokohama) (b)...	Voie de Suez		Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (b)...			
			(c)	"	"	"
			Echantillons de marchan- dises affranchis jusqu'à destination (b).....			
			"	"	"	12
Philippines.....	Voie de Suez		Imprimés affranchis jus- qu'à destination (b)....			
			"	"	"	12
			Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Hong-Kong, Shang- Haï ou Yokohama (b).....			
			"	80	"	"
Annam, Bornéo, Malacca, Malai- sie, archipel des Mariannes, Siam (b).....	Voie de Suez		Imprimés affranchis jus- qu'à Hong-Kong, Shang- Haï ou Yokohama (b)....			
			"	"	"	12
			Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Hong-Kong (b).....			
			"	80	"	"
Seychelles (Îles).....	Voie de Suez		Imprimés affranchis jus- qu'à Singapour (b).....			
			"	"	"	12
			Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Singapour (b).....			
			"	80	"	"
Seychelles (Îles).....	Voie de Suez		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Mahé (b)...			
			"	80	"	"
Seychelles (Îles).....	Voie de Suez		Echantillons de marchan- dises affranchis jusqu'à Mahé (b).....			
			"	"	"	20

(A) Affranchissement facultatif. — (B) Affranchissement obligatoire. — (C) Taxe fixe de 50 centimes en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids. — (D) Sans moyen régulier de communication avec la France. — Les correspondances affranchies qui ne portent sur l'adresse aucune indication de direction sont acheminées par la voie de Suez et des paquets-poste français ou anglais sur ceux des ports desservis par ledits paquets-poste qui ont le plus de relations avec les pays auxquels ces correspondances sont destinées.

DESTINATION des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 2 ^e colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
1	2	3	4		5	
Seychelles (Iles)..... (Sulie.)	Voie de Suez	Imprimés affranchis jus- qu'à Mahé (s).....	fr.	c.	fr.	c.
			"	"	"	12
	Voie de Suez et des paquebots français.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Batavia (s). Imprimés affranchis jus- qu'à Batavia (s).....	"	80	"	"
Indes néerlandaises.....			"	"	"	12
	Voie de Suez et des paquebots anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Singapore (s).....	"	80	"	"
		Imprimés affranchis jus- qu'à Singapore (s).....	"	"	"	12
	Bâtiments de commerce partant des ports français.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement du pays de destination (s).....	"	40	"	"
		Échantillons de marchan- dises affranchis jusqu'au port de débarquement du pays de destination (s)	"	"	"	20
Pays d'outre-mer sans distinc- tion de parages.....		Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment du pays de desti- nation (s).....	"	"	"	08
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port de débarquement du pays de destination (s).....	"	80	"	"
	Voie d'Angle- terre.	Imprimés affranchis jus- qu'au port de débarque- ment du pays de desti- nation (s).....	"	"	"	12

II^e PARTIE. — CORRESPONDANCES À DESTINATION DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE.

ORIGINE DES CORRESPONDANCES.						
Royaume de Grèce.....	Paquebots français.	Lettres ordinaires non af- franchies.....	1	20	"	"
		Échantillons de marchan- dises non affranchis....	"	"	1	20
		Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment.....	"	"	"	15
	Paquebots et autres bâtiments français.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port d'em- barquement.....	"	80	"	"
		Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment.....	"	"	"	11
Portugal, Açores, Madère.....		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port por- tugais d'embarquement.	1	"	"	"
	Voie d'Angle- terre.	Imprimés affranchis jus- qu'au port portugais d'embarquement.....	"	"	"	15

(N) Affranchissement obligatoire.

ORIGINE des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 3 ^e colonne.	TAUX À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
1	2	3	4		5	
			fr.	c.	fr.	c.
Îles du Cap-Verdi.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à St-Vincent. Imprimés affranchis jusqu'à Saint-Vincent.....	1	"	"	"
	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s)..... Imprimés affranchis jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s).....	1	"	"	15
Confédération Argentine, Uruguay, Cuba, Porto-Rico, Guyane hollandaise.....	Paquebots à vapeur français.	Echantillons de marchandises affranchis jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s).....	"	"	"	30
	Paquebots à vapeur français.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s).....	1	"	"	"
Haïti, Saint-Thomas.....	Paquebots à vapeur française ou anglais.	Echantillons de marchandises affranchis jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s)..... Imprimés affranchis jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s).....	"	"	"	30
	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à Buenos-Ayres..... Imprimés affranchis jusqu'à Buenos-Ayres.....	1	"	"	15
Paraguay.....	Voie de Panama.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'au port d'embarquement sur l'océan Pacifique..... Imprimés affranchis jusqu'au port d'embarquement sur l'océan Pacifique.....	1	20	"	"
	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s)..... Imprimés affranchis jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s).....	1	"	"	20
Bolivie, Chili, Équateur, Pérou.	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s).....	"	"	"	15
	Voie de Panama.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s).....	"	"	"	"
Mexique, États-Unis de Colombie.....	Paquebots à vapeur français ou anglais.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s).....	"	"	"	"
	Voie de Panama.	Lettres ordinaires affranchies jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (s).....	"	"	"	"

(s) Les correspondances expédiées des ports de l'Amérique où existent des établissements de poste français, pour la France et l'Algérie, par la voie des paquebots-poste français, pourront être affranchies jusqu'à destination au moyen de timbres-poste émis par l'administration des postes de France. La taxe des lettres affranchies sera de 80 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes. En cas d'insuffisance d'affranchissement, les correspondances seront considérées comme non affranchies, sauf déduction du prix des timbres-poste.

ORDRE des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 2 ^e colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
			4	5	4	5
1	2	3	fr.	c.	fr.	c.
Mexique, États-Unis de Colom- bie..... (suite.)	Paquebots à vapeur français.	Echantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port d'embarquement du pays d'origine (n).....	"	"	"	30
	Voie de Panama.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Panama... Imprimés affranchis jusqu'à Panama.....	1	20	"	20
	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Grey-Town. Imprimés affranchis jusqu'à Grey-Town.....	1	"	"	15
États-Unis de l'Amérique cen- trale.....	Voie de Panama.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Panama... Imprimés affranchis jusqu'à Panama.....	1	20	"	20
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port d'em- barquement du pays d'o- rigine.....	1	"	"	15
Vénézuéla, Bathurst, Bénin, Bonny, Brass, Cameroons, cap Palmas, île de Fernando-Po, Lagos, Nunn, Old-Calabar...	Voie d'Angle- terre.	Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment du pays d'origine. Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Sierra-Leo- ne.....	1	"	"	15
Libéria.....	Voie d'Angle- terre.	Echantillons de marchan- disés affranchis jusqu'à Sierra-Leone..... Imprimés affranchis jusqu'à Sierra-Leone.....	"	"	"	30
		Lettres ordinaires non af- franchies.....	1	"	"	15
Colonies, La Grenade, Sainte- Lucie, St-Vincent, la Trinité, Guyane anglaise, Jamaï- que, Aden, Indes orientales, Ceylan, Singapour, Hong- Kong, île Maurice.	Paquebots français ou anglais.	Echantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port colonial anglais d'embarquement..... Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial an- glais d'embarquement..	"	"	"	30
d'Afrique, d'Amé- rique, d'Asie et d'Océanie.	Paquebots anglais.	Lettres ordinaires non af- franchies..... Echantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port colonial anglais d'embarquement..... Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial an- glais d'embarquement..	1	"	"	30
			"	"	"	15

(n) Les correspondances expédiées des ports de l'Amérique où existent des établissements de poste français, pour la France et l'Algérie, par la voie des paquebots-poste français, pourront être affranchies jusqu'à destination au moyen de timbres-poste émis par l'administration des postes de France. La taxe des lettres affranchies sera de 80 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes. En cas d'insuffisance d'affran-
chissement, les correspondances seront considérées comme non affranchies, sauf déduction du prix des timbres-poste.

ORIGINE des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 1 ^{re} colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.	
			4		5	
1	2	3	fr.	c.	fr.	c.
Colonies, posses- sions et établisse- ments anglais d'Afrique, d'Amé- rique, d'Asie et d'Océanie. (Suite.)	Voie d'Angle- terre.	Antigua, Bahama, Barbade, Cariatou, côte de Guinée (Ac- cra et Cape-Coast- Castle), la Domini- que, Honduras bri- tannique, Montser- rat, Nevis, St-Chris- tophe ou St-Kitts, Sierra-Leone, Ta- bago, Terre-Neuve, Tortola, îles Tur- ques.....	1	"	"	"
		Lettres ordinaires non af- franchies.....	1	"	"	"
		Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port colonial anglais d'embarquement.....	"	"	"	30
		Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial an- glais d'embarquement...	"	"	"	15
	Voie d'Angle- terre.	Bermudes, Sainte-Hé- lène.....	1	"	"	"
		Lettres ordinaires non af- franchies.....	1	"	"	"
	Voie d'Angle- terre.	Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial an- glais d'embarquement..	"	"	"	15
		Lettres ordinaires non af- franchies.....	1	"	"	"
		Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port colonial anglais d'embarquement.....	"	"	"	30
		Imprimés affranchis jus- qu'au port colonial an- glais d'embarquement..	"	"	"	15
Canada, Nouveau- Brunswick, Non- velle-Écosse, île du Prince-Édouard...	Voie d'Angle- terre et des États-Unis.	Lettres ordinaires non af- franchies.....	1	20	"	"
		Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au port américain d'embar- quement.....	"	"	"	30
		Imprimés affranchis jus- qu'au port américain d'embarquement.....	"	"	"	15
		Lettres ordinaires non af- franchies.....	1	"	"	"
	Voie de Suez.	Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Queensland, Aus- tralie occidentale, Nouvelle-Zélande..	"	"	"	20
		Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au point de jonction des ser- vices anglais et français.	"	"	"	15
		Imprimés affranchis jus- qu'au point de jonction des services anglais et français.....	"	"	"	15
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au point de jonction des services an- glais et français.....	"	60	"	"
	Voie de Suez.	Australie méridio- nale, Tasmanie (Terre de Van-Dié- men).....	"	"	"	20
		Échantillons de marchan- disés affranchis jusqu'au point de jonction des ser- vices anglais et français.	"	"	"	20

ORIGINE des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DESIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 2 ^e colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
1	2	3	4		5	
			fr.	c.	fr.	c.
Colonies, possession et établisse- ments anglais d'Afri- que, d'Amé- rique, d'Asie et d'Océa- nie. (suite.)	Australie méridionale, Tasmanie (Terre de Van-Diemen).....	Voie de Suez.	Imprimés affranchis jus- qu'au point de jonction des services anglais et français.....	"	"	10
	Ascension, îles Falk- land, cap de Bonne- Espérance, Port-Na- tal.....	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port d'em- barquement.....	1	"	"
			Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment.....	"	"	15
Shang-Hai, Yokohama.....	Voie de Suez.	Lettres ordinaires non af- franchies (P).....	1	"	"	"
		Lettres insuffisamment af- franchies au moyen de timbres-poste français..	(c)	"	"	"
Chine (moins Shang-Hai), Ja- pon (moins Yokohama).....	Voie de Suez.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Hong-Kong, Shang-Hai ou Yokoha- ma (H).....	1	"	"	"
		Lettres insuffisamment af- franchies au moyen de timbres-poste français...	(c)	"	"	"
Philippines.....	Voie de Suez.	Imprimés affranchis jus- qu'à Hong-Kong, Shang- Hai et Yokohama (H)....	"	"	"	15
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Hong-Kong.	1	"	"	"
Annam, Bornéo, Malacca, Ma- laïe, archipel des Mariannes, Siam.....	Voie de Suez.	Imprimés affranchis jus- qu'à Hong-Kong.....	"	"	"	15
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Singapore.	1	"	"	"
Seychelles.....	Voie de Suez.	Imprimés affranchis jus- qu'à Singapore.....	"	"	"	15
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Mahé.....	1	"	"	"
Indes néerlandaises.....	Voie de Suez et des paquebots français.	Imprimés affranchis jus- qu'à Mahé.....	"	"	"	15
		Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Batavia....	1	"	"	"
		Imprimés affranchis jus- qu'à Batavia.....	"	"	"	15

(P) La taxe des lettres affranchies de Shang-Hai et de Yokohama pour la France et l'Algérie est de 80 cen-
times par 10 grammes ou fraction de 10 grammes. — (c) La même taxe que pour les lettres non affranchies,
sauf déduction du prix des timbres-poste. — (H) L'affranchissement des lettres et des imprimés passant par
Shang-Hai ou Yokohama peut être opéré au moyen de timbres-poste français, d'après le tarif applicable aux
objets de même nature expédiés de Shang-Hai pour la France.

ORIGINE des correspondances.	VOIES ouvertes pour la transmission des correspon- dances.	DÉSIGNATION des objets qui peuvent être transmis par la voie indiquée dans la 3 ^e colonne.	TAXE À PERCEVOIR en France et en Algérie			
			pour chaque lettre et par chaque poids de 10 gram. ou fraction de 10 gram.		pour chaque paquet d'échan- tillons ou d'imprimés et par chaque poids de 40 gram. ou fraction de 40 gram.	
			4		5	
			fr.	c.	fr.	c.
Indes néerlandaises..... (Sulto.)	Voie de Suez et des paquebots anglais.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'à Singapore. Imprimés affranchis jus- qu'à Singapore.....	1	"	"	"
	Bâtiments du commerce arrivant dans les ports français.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port d'em- barquement..... Échantillons de marchan- dises affranchies jusqu'au port d'embarquement... Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment.....	"	60	"	"
Pays d'outre-mer sans distinc- tion de parages.....	Voie d'Angle- terre.	Lettres ordinaires affran- chies jusqu'au port d'em- barquement..... Imprimés affranchis jus- qu'au port d'embarque- ment.....	1	"	"	"
			"	"	"	15

N° 13,809. — **DÉCRET IMPÉRIAL** concernant les Lettres ordinaires et les Lettres chargées expédiées des Colonies ou Établissements français pour les Bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger, et vice versa.

Du 11 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu les lois des 30 mai 1838, 3 mai 1853, 17 juin 1857 et 3 juillet 1861;

Vu la convention de poste conclue entre la France et la Grande-Bretagne le 24 septembre 1856⁽¹⁾;

Vu notre décret du 7 septembre 1863⁽²⁾, portant dispositions sur le mode de correspondance entre les postes de la métropole et les postes des colonies françaises, tant par la voie des paquebots-poste français que par celle des services britanniques;

Sur le rapport de notre ministre des finances et de notre ministre de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les lettres ordinaires et les lettres chargées expédiées soit des colonies ou établissements français pour les bureaux de poste

⁽¹⁾ Bull. 448, n° 4157.

⁽²⁾ Bull. 1440, n° 11,622.

français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger, soit desdits bureaux de poste pour les colonies ou établissements français, pourront être transmis, tant par la voie des paquebots-poste français que par celle des services britanniques, aux conditions ci-après déterminées :

ORIGINE	DESTINATION	NATURE	TAUX à payer par les habitants des colonies françaises pour chaque lettre et par chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes		PRIX À PAYER pour chaque lettre et par chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes	
			fr.	s.	fr.	s.
des lettres.	des lettres.	des lettres.	4	5	6	
1	2	3				
Colonies françaises d'Amérique, établissements français d'Asie, Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar, Nouvelle-Calédonie, île des Pins, îles Loyalty, Sénégal, établissements français de la côte d'Or et du Gabon.....	Bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger..	Lettres ordinaires { affranchies jusqu'à destination..... non affranchies Lettres chargées affranchies jusqu'à destination.....	1	30	1	10
			"	"	"	10
			3	40	2	30
Îles Marquises, îles Basses, îles de la Société.....	Bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger..	Lettres ordinaires { affranchies jusqu'à destination..... non affranchies Lettres chargées affranchies jusqu'à destination.....	1	70	1	60
			"	"	"	10
			3	40	3	20
	Colonies françaises d'Amérique, établissements français d'Asie, Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar, Nouvelle-Calédonie, île des Pins, îles Loyalty, Sénégal, établissements français de la côte d'Or et du Gabon.....	Lettres ordinaires { affranchies jusqu'à destination..... non affranchies Lettres chargées affranchies jusqu'à destination.....	"	"	"	10
			1	20	1	10
Bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger..			"	"	"	20
	Îles Marquises, îles Basses, îles de la Société.....	Lettres ordinaires { affranchies jusqu'à destination..... non affranchies Lettres chargées affranchies jusqu'à destination.....	"	"	"	10
			1	70	1	60
			"	"	"	20

2. Les dispositions de notre décret susvisé du 7 septembre 1863 sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des finances et de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies,*

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.



Certifié conforme :

Paris, le 30^e Novembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1351.

N° 13,810. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la Convention relative à l'Union douanière et aux Rapports de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco, conclue le 9 Novembre 1865.*

Du 2 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Convention relative à l'union douanière et aux rapports de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco ayant été conclue à Paris, le 9 novembre 1865, et les ratifications de cet Acte ayant été échangées le 29 du même mois, ladite Convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution à partir du 1^{er} janvier prochain.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, voulant établir les conditions de l'union douanière prévue par le Traité du 2 février 1861⁽¹⁾, et régler, en même temps, les rapports de voisinage entre la France et la Principauté, ont résolu de conclure, à cet effet, une Convention spéciale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. *Edouard Herbet*, ministre plénipotentiaire de première classe, conseiller d'État, directeur des consulats et affaires commerciales au département des affaires étrangères, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. ;

Et Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, M. *Serge-Henri comte d'Avigdor*, duc d'Acquaviva, son chargé d'affaires à Paris,

⁽¹⁾ Bull. 907, n° 8730.

grand-croix de l'ordre de Saint-Charles de Monaco, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc. etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

ART. 1^{er}. Les services actuels des douanes dans les deux États sont supprimés sur toute la frontière de terre. Une seule ligne de douane, établie du côté de la mer, prolongera la ligne française, qui s'étendra ainsi sur tout le littoral de la Principauté.

2. Les droits du tarif français à l'entrée et à la sortie, les droits de navigation, tels que les définit la loi française, les taxes de plombage et d'estampillage et, en général, les lois, ordonnances, décrets et règlements concernant le régime des douanes de l'Empire seront applicables au territoire de la Principauté.

La police des ports de la Principauté continuera d'appartenir au Gouvernement de Son Altesse Sérénissime, qui l'exercera par l'intermédiaire d'un capitaine de port. Cet officier ne pourra percevoir, à ce titre, que des droits étrangers aux taxes de douane et de navigation.

Le Prince se réserve la faculté de conclure avec les Puissances étrangères tous traités qui ne renfermeraient aucune clause contraire à la présente Convention.

3. Les règlements et tarifs français relatifs à la police sanitaire seront appliqués dans la Principauté au nom et par les autorités du Prince.

4. Les navires français acquitteront, dans les ports de la Principauté, les mêmes droits que ceux auxquels ils seraient soumis dans les ports français, et, réciproquement, les navires monégasques jouiront, dans les ports de l'Empire, du même traitement que les navires français.

5. Le monopole de la vente du sel sera aboli dans la Principauté. Le sel et ses dérivés y seront soumis aux droits d'entrée fixés par les tarifs français, et la perception s'en effectuera pour le compte et par les agents de la France.

Le Prince s'engage à prohiber sur son territoire la fabrication de sel et de ses dérivés, et à y faire appliquer les règlements en vigueur en France quant au transport, à la circulation et à la vente de ces denrées.

6. Le Prince s'engage également à prendre dans les manufactures et entrepôts de Nice toutes les espèces de tabacs nécessaires à la consommation de la Principauté. Lesdits tabacs seront fournis aux agents de Son Altesse Sérénissime au prix de fabrique ou de revient pour être vendus, sous la surveillance des autorités locales, selon les tarifs en vigueur en France, de sorte que le bénéfice de la vente soit le même pour le Gouvernement du Prince qu'il l'est pour le Gouvernement de Sa Majesté Impériale.

7. Les poudres de guerre, de chasse et de mine, ainsi que les cartes à jouer, dont la fabrication est interdite dans la Principauté,

seront fournies aux agents du Prince par l'administration française, aux mêmes conditions que les tabacs, pour être vendues dans la Principauté selon les règlements et tarifs en vigueur en France.

8. Les lois et règlements spéciaux qui régissent en France l'importation de la librairie, de même que l'importation, l'exportation et la circulation des armes de guerre, seront applicables dans la Principauté, sous toute réserve pour le Gouvernement du Prince d'y maintenir sa propre législation sur la presse et la librairie. Toutefois, Son Altesse Sérénissime s'engage à empêcher la publication, la vente et la circulation dans la Principauté, des livres, journaux et gravures dont la prohibition aura été signalée par l'administration française au Gouvernement du Prince.

9. La perception des droits de douane et de navigation s'effectuera pour le compte de la France par les soins de l'administration française.

10. Le Gouvernement impérial tiendra compte au Prince, moyennant une indemnité annuelle fixée, d'un commun accord, à la somme de vingt mille francs, de l'abandon auquel il consent des droits de douane et de navigation, ainsi que du monopole du sel, dans les termes énoncés à l'article 5 de la présente Convention. Cette redevance sera payée à Monaco par trimestre.

Il est, en outre, expressément convenu que si les recettes s'accroissaient de telle sorte que, déduction faite de vingt-cinq pour cent (25 p. 0/0) pour frais de perception, il restât net à la fin de l'année plus de vingt mille francs, le surplus serait attribué au Prince par l'administration française. A cet effet, le relevé des recouvrements opérés par la douane de Monaco sera communiqué à Son Altesse Sérénissime au terme de chaque exercice.

11. Tous les employés et agents de la douane devront être sujets français à la nomination du Gouvernement de l'Empereur.

En conséquence de cette disposition, qui entraîne la réforme des employés et agents de la douane actuellement au service du Prince, le Gouvernement impérial affectera une somme annuelle de six mille francs aux pensions ou indemnités viagères qui leur seront attribuées. A cet effet, Son Altesse Sérénissime fera présenter l'état nominal de ces employés entre lesquels devra être répartie, d'après ses indications, ladite somme de six mille francs, naturellement passible d'une réduction correspondante au fur et à mesure des extinctions.

12. Les employés et agents de la douane française dans la Principauté seront soumis à la juridiction des tribunaux français par rapport aux crimes ou délits dont ils pourraient se rendre coupables dans l'exercice de leurs fonctions.

Dans ce cas, l'instruction sera dirigée par un juge français ; mais les constatations, les descentes de lieux et toutes les opérations de l'instruction seront accomplies sur le territoire de la Principauté par un juge du tribunal supérieur de Monaco, en vertu d'une commission rogatoire du juge français, préalablement visée par un membre du ministère public.

Toutefois, les autorités de la Principauté pourront, s'il y a lieu, procéder, en cas de flagrant délit, à l'arrestation du prévenu, ainsi qu'à la constatation d'un crime ou d'un délit.

Les employés ou agents de la douane française seront justiciables des tribunaux de la Principauté pour les crimes ou délits commis en dehors de l'exercice de leurs fonctions.

13. Les infractions aux lois et règlements devenus applicables dans la Principauté par le fait de l'union douanière seront poursuivies à la requête des agents de l'administration française compétente en résidence dans le ressort du tribunal de Nice, où seront également affirmés et enregistrés les procès-verbaux.

Les citations à comparaître devant les tribunaux français compétents, dans les cas prévus par le présent article et par l'article précédent, seront données à la requête de l'autorité française, mais elles seront signifiées par les huissiers ou agents de la Principauté, après avoir reçu le visa prescrit dans l'article 12.

Les tribunaux de l'Empire pourront punir des peines portées par la loi française les témoins ainsi assignés qui n'auront pas comparu soit devant les juges d'instruction, soit devant les tribunaux français.

Les jugements rendus dans les divers cas qui précèdent seront exécutoires dans la Principauté sur la réquisition adressée par l'autorité française compétente aux agents d'exécution de la Principauté, et revêtue préalablement du visa susmentionné.

L'emprisonnement et autres peines corporelles prononcées par les tribunaux de l'Empire seront subis en France.

14. Au jour fixé pour la mise en vigueur de la présente Convention, il sera dressé, entre les autorités françaises et les autorités de la Principauté, un procès-verbal constatant le transfert du service douanier par les employés et agents du Prince aux employés et agents du Gouvernement de Sa Majesté Impériale.

Le matériel, les registres, la caisse et les pièces comptables resteront aux mains des employés de Son Altesse Sérénissime.

Le trésorier général des finances du Prince sera chargé d'opérer dans la Principauté les recouvrements arriérés.

Il sera dressé des inventaires pour constater les marchandises déposées dans les entrepôts de la douane.

15. Il sera établi à Monaco un bureau des postes dont le titulaire sera nommé par le Gouvernement de Sa Majesté Impériale, mais devra être agréé par le Prince, ainsi que ses subordonnés et agents, sans préjudice de la faculté qui appartiendra à Son Altesse Sérénissime de réclamer, le cas échéant, leur remplacement. Ce fonctionnaire, qui sera considéré comme un employé mixte, correspondra avec l'administration française, en recevra des ordres pour le service général et se conformera aux instructions des autorités instituées par Son Altesse Sérénissime pour ce qui concerne le service intérieur de la Principauté.

Le produit net des recettes de ce bureau sera également partagé entre les deux Gouvernements à partir du jour où aura eu lieu la

prise de possession du bureau de Monaco par l'administration des postes françaises.

Le Prince et le gouverneur-général de la Principauté jouiront de la franchise postale dans les bureaux de France et de Monaco.

16. Il sera aussi établi à Monaco un bureau de télégraphie électrique correspondant avec la ligne qui communique de Nice à Menton. Le produit net des recettes sera également partagé entre les deux États contractants.

Le Gouvernement de l'Empereur jouira de la franchise dans le bureau télégraphique de Monaco de la même manière qu'il en jouit sur son propre territoire.

Le Prince et le gouverneur-général de la Principauté auront la même franchise pour leurs communications télégraphiques de Monaco à un bureau quelconque de l'Empire, et réciproquement.

17. Dans le cas où le Prince de Monaco voudrait faire frapper des monnaies, il s'engage à recourir exclusivement à l'hôtel des monnaies de Paris, et les monnaies ainsi frappées devront être, quant au module, au titre et à la valeur, identiques avec celles de France.

18. L'extradition réciproque des condamnés ou accusés aura lieu entre les deux Pays conformément aux dispositions du Traité conclu, le 23 mai 1838 ⁽¹⁾, entre la France et la Sardaigne.

19. Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco s'engage à interdire tout séjour sur son territoire aux déserteurs de l'armée française. Le territoire de l'Empire serait, le cas échéant, pareillement interdit aux déserteurs de la Principauté.

Les autorités locales respectives s'entendront pour assurer l'exécution de la présente disposition.

20. Aucun individu expulsé du territoire de l'Empire, et dont l'expulsion sera notifiée au Gouvernement du Prince, ne sera admis à résider dans la Principauté. Le séjour dans le département des Alpes-Maritimes sera, dans le cas où le Gouvernement du Prince en ferait la demande, interdit à tout individu expulsé de la Principauté.

21. Les individus condamnés à la prison, à la reclusion et aux travaux forcés par les tribunaux de la Principauté seront reçus dans les prisons, hagnes et établissements pénitentiaires de France.

22. Sauf modification, en cas de changements survenus ou de difficultés qui entraveraient l'application du règlement actuel, la jouissance des eaux entre la Principauté et la commune de la Turbie continuera à être réglée par l'arrangement qui a été conclu, le 10 février 1813, entre les maires des communes de Monaco et de la Turbie.

23. La présente Convention sera mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1866, et pour une durée de cinq années. Si elle n'a point été dénoncée une année avant l'expiration de ce terme, elle continuera d'avoir son effet jusqu'à ce que l'une des Parties ait déclaré à l'autre Partie, au moins une année à l'avance, l'intention d'y renoncer.

24. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 9 Novembre 1865,

(L. S.) Signé ED. HERBET.

(L. S.) Signé Duc D'ACQUAVIVA.

ART. 2.

Notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 2 Décembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État:

Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice
et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Par l'Empereur:

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROCYN DE LIEUX.

N° 13,811. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Le chemin de grande communication n° 75, formant ceinture autour de Cambrai, est et demeure classé comme route départementale du Nord sous le n° 26 et la dénomination de *Route formant ceinture autour de Cambrai*.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (*Plombières, 31 Juillet 1865.*)

N° 13,812. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé par l'État à l'exécution des travaux de construction d'un barrage mobile éclusé sur la Saône, en aval du pont suspendu de l'île Barbe (Rhône), conformément aux dispositions générales d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° Les travaux ci-dessus mentionnés sont déclarés d'utilité publique.

3° La dépense, évaluée à un million de francs, sera imputée sur les fonds du budget extraordinaire, chapitre VIII (*Amélioration des rivières*). (*Plombières, 6 Août 1865.*)

N° 13,813. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer de Nantes à Napoléon-Vendée, de plusieurs parcelles de terrain non bâties, appartenant à divers, sises au territoire des communes de Vertou, la Haie-Fouassière et Gorges (Loire-Inférieure), lesdites parcelles désignées sur un plan

parcellaire et un état indicatif, lesquels resteront annexés au présent décret. (*Plombières, 6 Août 1865.*)

N° 13,814. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux complémentaires de dessèchement des marais de Bordeaux et de Bruges (Gironde), dont l'exécution aura lieu conformément au projet dressé le 12 octobre 1864 et dont la dépense est fixée à trois cent dix mille francs.

Pour l'exécution des travaux, le syndicat constitué par le décret impérial du 2 juillet 1812 est substitué aux droits que l'administration tient de la loi du 3 mai 1841, sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

2° Il sera pourvu à la dépense, évaluée à trois cent dix mille francs, au moyen des ressources suivantes :

Subvention de l'État suivant les ressources du budget du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.....	40,000'
Subvention du département de la Gironde.....	30,000
Subvention de la ville de Bordeaux.....	30,000
Le surplus de la dépense sera supporté par le syndicat.....	210,000
TOTAL.....	310,000

3° Pour compléter les ressources dont il dispose pour le paiement des dépenses à sa charge, le syndicat est autorisé à contracter un emprunt de cent dix mille francs. (*Plombières, 6 Août 1865.*)

N° 13,815. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui crée, à la résidence de la Rochelle (Charente-Inférieure), un commissariat spécial de police chargé de la surveillance du chemin de fer de Paris à Bordeaux et embranchements. (*Saint-Cloud, 11 Novembre 1865.*)

N° 13,816. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui crée, à la résidence de Brest (Finistère), un commissariat spécial de police chargé de la surveillance des chemins de fer de l'Ouest. (*Saint-Cloud, 11 Novembre 1865.*)

N° 13,817. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État, chargé de l'intérieur du ministère de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Les communes de Saint-Victor et de Rouzaud, canton et arrondissement de Pamiers, département de l'Ariège, sont réunies en une seule commune, sous le nom de *Saint-Victor-Rouzaud* et dont le chef-lieu est fixé au village de Saint-Victor.

2. Les communes réunies continueront à jouir, comme par le passé, des

droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales. (*Compiègne, 17 Novembre 1865.*)

N° 13,818. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur) portant que la commune de Petite-Forêt-de-Raismes, arrondissement de Valenciennes, département du Nord, prendra, à l'avenir, le nom de *Petite-Forêt*. (*Compiègne, 17 Novembre 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 6^e Décembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1352.

N° 13,819. — DÉCRET IMPÉRIAL qui rend applicables à tous les Quadrupèdes autres que le Cheval, l'Ane, le Mulet et le Chien, les mesures indiquées dans le décret du 5 septembre 1865, relatif à l'importation, en France, des Animaux domestiques dont l'entrée présenterait des dangers au point de vue du Typhus contagieux des Bêtes à cornes.

Du 5 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Considérant que des animaux d'espèce exotique provenant d'Angleterre et atteints du typhus contagieux des bêtes à cornes ont été introduits en France;

Considérant qu'il importe, par suite, de prendre des mesures générales de protection et de sûreté;

Considérant, en outre, qu'en Belgique et en Hollande il s'opère de notables transactions sur des animaux autres que ceux de l'espèce bovine et même sur des animaux de ménagerie;

Vu notre décret du 5 septembre 1865⁽¹⁾,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les mesures indiquées dans notre décret du 5 septembre 1865, en ce qui concerne les animaux domestiques, sont et demeurent applicables à tous les quadrupèdes autres que le cheval, l'âne, le mulet et le chien.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 5 Décembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉTHÉ.

⁽¹⁾ Bull. 1334, n° 13,645.



Certifié conforme :

Paris, le 7^e Décembre 1865.

*La Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes.*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1353 *.

N° 13,820. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve l'Acte d'acceptation par la France de l'accession du Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin à la Convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865.*

Du 30 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration d'accession à la Convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865⁽¹⁾, ayant été échangée par le ministre d'État de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwerin, contre une Déclaration d'acceptation de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au Bulletin des lois.

DÉCLARATION.

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwerin ayant accédé, par sa Déclaration du 7 du présent mois de novembre, à la Convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865, Déclaration dont la teneur suit :

DÉCLARATION D'ACCESSION.

Le soussigné, ministre d'État et président du conseil de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwerin, déclare :

« Que son Souverain, après avoir eu communication de la Convention internationale télégraphique signée à Paris, le 17 mai 1865, entre la France et la plupart des autres Pays européens, faisant usage du droit réservé par l'article 60 de cette Convention aux États

* Voyez un Errata à la fin de ce numéro.

⁽¹⁾ Bull. 1349, n° 13,797.

qui n'y avaient pas encore pris part, adhère à ladite Convention et s'engage formellement envers Sa Majesté l'Empereur des Français et les autres Hautes Parties contractantes à concourir, de son côté, à l'exécution des stipulations contenues dans ladite Convention, et qui, pour le Mecklenbourg-Schwerin, qui fait partie de l'Union télégraphique austro-allemande, entraîne l'assimilation des taxes fixées pour servir de base à la formation des tarifs internationaux, en exécution de l'article 31 de la Convention, aux taxes des autres États formant partie de la même Union austro-allemande, savoir : à trois francs pour la taxe terminale commune avec les autres États pour toutes ses dépêches et à une taxe de transit également de trois francs pour toutes les dépêches sans exception de direction commune, comme la taxe terminale, avec les autres États de la même Union austro-allemande.

En foi de quoi, le soussigné, ministre d'État et président du conseil de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwerin, dûment autorisé, a signé la présente Déclaration d'accession et y a fait apposer le sceau ministériel.

Fait à Schwerin, le 7 Novembre 1865.

(L. S.) Signé DE OERTZEN.

Le ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français, dûment autorisé, déclare que ladite accession est formellement acceptée et recevra son entière exécution.

En foi de quoi, le soussigné a souscrit la présente Déclaration et l'a revêtue du cachet de ses armes.

Fait à Paris, le 18 Novembre 1865.

(L. S.) Signé DROUIN DE LHUYS.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 30 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé des sceaux de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice
et des cultes.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCHIE.

Signé DROUIN DE LHUYS.

N° 13,821. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le minimum et le maximum des Remises allouées aux Receveurs de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.*

Du 25 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 24 mars 1860⁽¹⁾, qui règle la remise des receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1866, le minimum des remises annuelles des receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre sera fixé à mille quatre cents francs.

2. A partir de la même époque, le montant des remises allouées auxdits receveurs, conformément au tarif déterminé par le décret susvisé, ne pourra excéder douze mille francs.

Cette disposition s'appliquera aux receveurs nommés depuis le 1^{er} juillet de cette année; mais elle ne recevra son exécution, pour les receveurs nommés avant cette époque, qu'au fur et à mesure des extinctions, vacances ou changements des agents.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Octobre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULC.

N° 13,822. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Gouvernement général de l'Algérie, exercice 1865.*

Du 28 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre et d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu les lois du 15 avril et du 8 juillet 1865, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1865;

⁽¹⁾ Bull. 781, n° 7475.

Vu notre décret du 15 novembre 1864⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾;

Vu les lettres de notre ministre des finances, en date des 24 juillet et 4 septembre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur le budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, pour l'exercice 1865, par la loi de finances du 8 juin 1864 et notre décret de répartition du 15 novembre suivant, sont diminués d'une somme de cinq cent mille francs (500,000³), répartie entre les chapitres indiqués ci-après :

CHAP. V. Administration générale.....	50,000 ⁴
— X. Services financiers.....	250,000
— XI. Services maritimes.....	100,000
— XII. Colonisation et topographie.....	100,000
TOTAL.....	500,000

2. Cette somme de cinq cent mille francs sera portée, par virement, au chapitre vi, article 6 (*Secours temporaires*), du budget ordinaire du gouvernement de l'Algérie, et elle sera affectée au payement de la première moitié des secours accordés par l'Empereur, pendant son voyage en Algérie, à la population indigène.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances, et le gouverneur général de l'Algérie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois,

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France, Ministre
secrétaire d'État au département de la guerre,

Signé RANDON.

N° 13,823. — DÉCRET IMPÉRIAL qui, 1° nomme M. Boudet premier Vice-Président du Sénat; 2° maintient, pour l'année 1865, M. Delangle parmi les Vice-Présidents du Sénat.

Du 17 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. *M. Boudet*, sénateur, secrétaire du Sénat, est nommé premier vice-président du Sénat, en remplacement de *M. Delangle*, qui a été nommé procureur général à la cour de cassation.

2. *M. Delangle* est maintenu, pour l'année 1865, parmi les vice-présidents du Sénat.

3. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 17 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,824. — DÉCRET IMPÉRIAL qui nomme *M. Ferdinand Barrot* Secrétaire du Sénat.

Du 17 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. *M. Ferdinand Barrot*, sénateur, est nommé secrétaire du Sénat, en remplacement de *M. Boudet*.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 17 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,825. — DÉCRET IMPÉRIAL portant répartition, par articles, du Crédit accordé pour les Dépenses du Ministère de la Justice et des Cultes (Service de la Justice), pendant l'année 1866.

Du 25 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi de finances du 8 juillet 1865, qui a ouvert un crédit de trente-trois millions cent soixante et dix-huit mille sept cent dix francs pour les dépenses du ministère de la justice pendant l'année 1866;

Vu notre décret du 28 octobre suivant ⁽¹⁾, contenant la répartition de ce crédit par chapitres du budget;

Vu les articles 151 de la loi du 25 mars 1817 et 11 de la loi du 29 janvier 1831;

Vu enfin l'article 60 de notre décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publiques;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit de trente-trois millions cent soixante et dix-huit mille sept cent dix francs, accordé par la loi du 8 juillet 1865 pour les dépenses du service de la justice pendant l'année 1866, est réparti ainsi qu'il suit entre les divers articles dont se composent les chapitres spéciaux du budget de ce département, savoir :

CHAPITRE 1^{er}. — Administration centrale. (Personnel.)

Art. 1 ^{er} .. Traitement du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes.....	100,000 ^f	} 548,300 ^f
— 2... Traitements des chefs et commis des bureaux, et indemnités.....	398,100	
— 3... Gages des gens de service.....	50,200	

CHAPITRE II. — Administration centrale. (Matériel.)

Art. unique. Entretien des hôtels et du mobilier; habillement des gens de service; chauffage et éclairage; frais d'impression et fournitures générales de bureau.....	130,000
---	---------

CHAPITRE II bis. — Conseil du sceau des titres.

Art. 1 ^{er} .. Traitements et indemnités des membres du conseil.....	15,000 ^f	} 21,150
— 2... Frais de secrétariat et autres dépenses de matériel.....	6,150	

CHAPITRE III. — Cour de cassation.

Art. 1 ^{er} .. Traitements des membres de la cour.....	1,080,000 ^f	} 1,181,900 ^f
— 2... Traitements du greffier en chef, des commis, et fournitures du greffe.....	50,000	
— 3... Traitements des secrétaires du parquet et du bibliothécaire.....	16,000	
— 4... Traitements des huissiers et gages des gens de service.....	21,900	
— 5... Menues dépenses de la cour.....	14,000	

CHAPITRE IV. — Cours impériales.

Art. 1 ^{er} .. Traitements des membres des cours. 6,486,700 ^f	} 6,937,500 ^f	} 6,971,300
— Traitements des greffiers et commis assermentés.....	450,800	
— Secrétariat de la première présidence de la cour impériale de Paris.....	2,000	
— 2... Secrétariat du parquet de la même cour.....	30,000	
— Secrétariat du parquet de la cour impériale de Rennes. (Décret du 18 juillet 1864.).....	1,800	

⁽¹⁾ Bull. 1343, n° 13,738.

⁽²⁾ Bull. 1045, n° 10,517.

CHAPITRE V. — Cours d'assises.

Art. 1 ^{er} ..	Indemnité accordée aux conseillers délégués pour présider les cours d'assises autres que celles des chefs-lieux de cour impériale.....	122,000 ^f	
— 2...	Secrétariats de parquet des tribunaux de première instance chefs-lieux de cour d'assises, autres que ceux où siègent les cours impériales.....	37,800 ^f	159,800 ^f

CHAPITRE VI. — Tribunaux de première instance.

Art. 1 ^{er} ..	Traitements des membres des tribunaux.....	8,901,585 ^f	
— 2...	Traitements des greffiers et commis assermentés.....	1,150,400	
— 3...	Traitements des membres des chambres temporaires, etc.....	9,375	
— 4...	Secrétariat de la présidence du tribunal de première instance de Paris.....	2,000	
— 5...	Secrétariat du parquet du même tribunal.....	34,000	
		36,000	10,097,360

CHAPITRE VII. — Tribunaux de commerce.

Art. 1 ^{er} ..	Traitements des greffiers de commerce.....	176,200 ^f	
— 2...	Secrétariat de la présidence du tribunal de commerce de Paris.....	2,000	178,200

CHAPITRE VIII. — Tribunaux de police.

Art. unique.	Traitements des greffiers de police et des commis assermentés à Paris.....		80,200
--------------	--	--	--------

CHAPITRE IX. — Justices de paix.

Art. 1 ^{er} ..	Traitements des juges de paix.....	6,064,700 ^f	
— 2...	Traitements des greffiers.....	1,768,600	
— 3...	Frais de secrétaires alloués aux juges de paix de Paris.....	30,000	7,863,300

CHAPITRE X. — Service de la justice française en Algérie.

Art. 1 ^{er} ..	Personnel des cours et tribunaux français.....	854,200 ^f	
— 2...	Matériel et menues dépenses de la cour impériale.....	8,000 ^f	
	Frais de passage gratuit.....	15,000	23,000
			877,200

CHAPITRE XI. — Frais de justice.

Art. unique.	Frais de justice criminelle en France et en Algérie, et frais des statistiques civile et criminelle.....		5,000,000
--------------	--	--	-----------

CHAPITRE XII. — Dépenses diverses.

Art. unique.	Secours temporaires à d'anciens magistrats, commis greffiers et employés de l'administration centrale, à leurs veuves et orphelins; dépenses extraordinaires et imprévues...		70,000
--------------	--	--	--------

CHAPITRE XIII. — Dépenses des exercices clos.

Art. unique.	Dépenses des exercices clos dont le paiement pourrait être réclamé pendant l'année 1866. (Art. 8 de la loi du 23 mai 1836.) Mémoire.....		
--------------	--	--	--

CHAPITRE XIV. — *Dépenses des exercices périmés.*

Art. unique. Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance.
(Art. 8 de la loi du 10 mai 1838.) *Mémoire*.....

TOTAL ÉGAL..... 33,178,710

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 25 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHE.

Errata. Bulletin des lois n° 1349, qui contient le décret du 11 novembre 1865 portant promulgation de la Convention télégraphique internationale, conclue à Paris le 17 mai 1865, page 877 : c'est par erreur que, dans l'article 1^{er} de ce décret, le *Hanovre* ne figure pas parmi les puissances désignées comme signataires de ladite Convention.



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Décembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1354.

N° 13,826. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui prescrit la publication de la Déclaration signée entre la France et la Belgique, le 30 novembre 1865, et relative aux Dépêches télégraphiques échangées entre les deux Pays.*

Du 9 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR**
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration ayant été signée, le 30 novembre 1865, par notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, pour compléter les dispositions générales de la Convention télégraphique internationale du 17 mai 1865⁽¹⁾ par l'adoption de mesures spéciales à la correspondance télégraphique entre la France et la Belgique, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au Bulletin des lois.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, désirant compléter, par l'adoption de mesures spéciales à la correspondance télégraphique des deux Pays, les dispositions générales de la Convention internationale signée à Paris, le 17 mai 1865, les soussignés, autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes :

1° La taxe de la dépêche de vingt mots restera uniformément fixée à trois francs pour toutes les correspondances échangées entre les deux Pays, quel que soit le bureau de provenance ou le bureau de destination.

⁽¹⁾ Bull. 1349, n° 13,797.

Le montant de la taxe sera partagé entre les deux États dans la proportion des deux tiers pour la France et d'un tiers pour la Belgique.

Les dispositions des deux paragraphes précédents s'appliquent à la Corse; mais, en l'absence de communications directes avec ce département, le prix du parcours italien ou la taxe postale s'ajoutera, selon le cas, à la taxe ci-dessus déterminée.

2° Par exception, la taxe de la dépêche de vingt mots sera fixée à deux francs seulement, à partager par moitié entre les deux États, pour toutes les correspondances échangées entre un bureau quelconque de l'un des départements français limitrophes de la Belgique et un bureau quelconque d'une province belge limitrophe de la France.

Les dispositions consacrées par la Déclaration du 24 décembre 1858⁽¹⁾, et concernant le tarif des correspondances entre les bureaux frontières des deux États respectifs, sont et demeurent abrogées.

3° Les dépêches télégraphiques qui seront adressées à un bureau situé sur la frontière des deux Pays, et dont le destinataire résiderait hors des limites de l'État dont ce bureau relève, pourront être portées à domicile, sur le territoire de l'autre État, par les voies et moyens de ce bureau.

Le rayon *maximum* de cette distribution sera fixé par les administrations respectives des deux États, qui prendront également les mesures d'exécution nécessaires.

4° Les administrations respectives des deux États détermineront également, de concert, toutes les règles relatives aux détails du service commun qui ne sont pas fixées par la Convention du 17 mai 1865, notamment celles qui concernent le service du transport des dépêches au delà de leurs réseaux respectifs, soit par la poste, soit par tout autre moyen.

5° Le présent Arrangement, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1866, sera considéré comme étant en vigueur pour un temps indéterminé, tant que la dénonciation n'en aura pas été faite par l'un des deux États contractants; et, dans ce dernier cas, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour de cette dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 30 Novembre 1865.

(L. S.) Signé DUBOIS DE LEURS.

(L. S.) Signé Baron Eug. BEVENS.

⁽¹⁾ Bull. 671, n° 6280.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Compiègne, le 9 Décembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé J. BAROCH.

Signé DROUIN DE LUY.

N° 13,827. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise le Ministre de la Marine et des Colonies à accepter, au nom de l'Établissement des Invalides de la Marine, un Legs de 20,000 francs fait par M. Lelouis aux Marins pauvres du port de la Rochelle et à leurs familles nécessiteuses.

Du 2 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu le testament olographe, en date du 22 mai 1865, par lequel le sieur *Lelouis (François-Auguste)*, médecin-major de première classe en retraite, demeurant à la Rochelle, où il est décédé le 6 juin suivant, a légué aux marins pauvres appartenant au port de la Rochelle, et à leurs familles nécessiteuses, une somme de vingt mille francs, à charge, par la caisse générale des invalides de la marine, de l'employer entièrement en achat d'une rente trois pour cent sur le grand-livre, dont le produit sera distribué tous les ans, à titre de secours, à des marins et à des veuves et enfants de marins, choisis parmi les plus malheureux, mais appartenant exclusivement au port de la Rochelle; la proposition et la distribution de ces secours devant se faire par les soins du commissaire de l'inscription maritime à la Rochelle;

Vu la lettre du préfet maritime à Rochefort, en date du 4 juillet, transmettant celle du commissaire général audit port, du 3 du même mois, et celle, datée du 28 juin, de M^r *Alexis Souchet*, notaire à la Rochelle, en l'étude duquel a été déposé ledit testament, lesquelles pièces établissent, 1° que le sieur *Lelouis*, décédé célibataire et n'ayant ni ascendants, ni frères, ni sœurs, est aujourd'hui représenté par un exécuteur testamentaire, le sieur *Bigot*, et par un cousin, le sieur *Charles Lelouis*, que le testateur a fait son légataire universel; 2° qu'il y a accord de toutes les parties pour la délivrance du legs de vingt mille francs à la caisse générale des invalides de la marine;

Vu l'article 910 du Code Napoléon;

La section de la guerre, de la marine et des colonies de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est autorisé à accepter, au nom de l'établissement des invalides de la marine, le legs de vingt mille francs fait aux marins pauvres du port de la Rochelle et à leurs familles nécessiteuses par le sieur *François-Auguste Lelouis*, en son testament du 22 mai 1865.

2. Ladite somme de vingt mille francs sera convertie en une inscription de rente trois pour cent au grand-livre de la dette publique, dont les arrérages, selon l'intention du testateur, seront annuellement distribués, sur la proposition du commissaire de l'inscription maritime de la Rochelle, à des marins et à des veuves et enfants de marins dudit port de la Rochelle.

3. La dépense figurera dans les comptes de la caisse générale des invalides sous le titre de : *Sommes payées sur la rente provenant du legs du sieur François-Auguste Lelouis, ancien médecin-major de première classe, décédé à la Rochelle le 6 juin 1865.*

4. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait à Biarritz, le 2 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies.

Signé P. DE CHASSELOUP-LAURAT.

N^o 13,828. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Budget ordinaire du département de la marine et des colonies, pour l'exercice 1866, un Chapitre destiné à recevoir l'imputation des Dépenses de solde antérieures à cet exercice.

Du 26 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies :

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérages de solde et accessoires de la solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, et qu'en fin d'exercice le transport en sera effectué à un chapitre spécial au moyen d'un virement de crédit à soumettre à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré ;

Vu l'article 128 du décret impérial du 31 mai 1862⁽¹⁾, portant règlement sur la comptabilité publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget ordinaire du département de la marine et des colonies, pour l'exercice 1864, un chapitre spécial destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice; ce chapitre, qui portera le n° 27, prendra le titre de *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1864*.

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera, par virement de comptes, de la somme de trois cent trente-quatre mille huit cent trente-cinq francs quatre-vingt-quatorze centimes, montant des rappels de solde et autres dépenses y assimilées, provisoirement acquittées sur les fonds des chapitres du *budget ordinaire* désignés dans le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme il suit :

Exercice 1860.....	25,026 ^f 42 ^c
— 1861.....	70,121 56
— 1862.....	213,205 29
— 1863.....	26,482 67
TOTAL ÉGAL.....	334,835 94

3. Les crédits ouverts par la loi du 13 mai 1863 au titre du budget ordinaire, ainsi que les dépenses imputées aux chapitres suivants sur les fonds du budget précité, sont atténués dans les proportions ci-après :

CHAP. IV. États-majors et équipages.....	307,887 ^f 64 ^c
— V. Troupes.....	14,243 17
— VI. Corps entretenus et agents divers.....	3,599 51
— VII. Maistrance, gardiennage, etc.....	20 03
— XIX. Dépenses temporaires.....	300 00
— XXI. Personnel civil et militaire aux colonies.....	8,525 59
— XXIII. Service pénitentiaire à la Guyane.....	260 00
SOMME ÉGALE.....	334,835 94

4. Nos ministres secrétaires d'État au département de la marine et des colonies, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et annexé au projet de loi portant règlement définitif du budget ordinaire des dépenses de l'exercice 1864.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 26 Octobre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Tableau, par exercice, des rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1864, qui ont été transportés au chapitre XXVII doit être opéré dans le compte définitif des dépenses ordinaires de l'exercice 1864, en vertu de la loi du 8 juillet 1837 et 128 du décret impérial du 31 mai 1862, portant règlement sur le compte de l'exercice 1863.

IMPUTATION PRIMITIVE DES CRÉDITS ET DES PAYEMENTS.	
Sections, chapitres et articles.	
II ^e SECTION.	CHAPITRE IV. — ÉTATS-MAJORS ET ÉQUIPAGES.
	Art. 1 ^{er} . Officiers de la marine.....
	2. Équipages à terre.....
	3. Équipages à la mer.....
	4. Habillement des équipages à terre et à la mer.....
	CHAPITRE V. — TROUPES.
	Art. 1 ^{er} . Infanterie de la marine.....
	2. Direction des ports et usines de l'artillerie.....
	2 bis. Artillerie de la marine.....
	4. Compagnie de discipline.....
	5. Sous-officiers et gardes-chiourmes.....
	CHAPITRE VI. — CORPS ENTRETENUS ET AGENTS DIVERS.
IV ^e SECTION.	Art. 2. Génie maritime.....
	3. Ingénieurs hydrographes.....
	4. Examinateurs et professeurs d'hydrographie.....
	5. Commissariat de la marine.....
	7. Comptables du matériel.....
	9. Agents de manutention des subsistances.....
	11. Aumôniers.....
	12. Officiers de santé.....
	CHAPITRE VII. — MAISTRANCE, GARDIENNAGE, ETC.
	Art. 5. Escouades de gardiennage de vaisseaux.....
	CHAPITRE XIX. — DÉPENSES TEMPORAIRES.
V ^e SECTION.	Article unique.....
	CHAPITRE XXI. — PERSONNEL CIVIL ET MILITAIRE AUX COLONIES.
	Art. 1 ^{er} . Services civils.....
	2. Services militaires et maritimes.....
	CHAPITRE XXIII. — SERVICE PÉNITENTIAIRE À LA GUYANE.
	Art. 1 ^{er} . Personnel.....
	TOTAL.....

Arrêté le présent état à la somme de trois cent trente-quatre mille huit cent trente-cinq francs quatre-vingt-quatorze centimes, dont le montant (crédits et paiements) doit être transporté des chapitres du budget ordinaire de l'exercice 1864 ci-dessus au chapitre XXVII (Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1864) du même budget de l'exercice précité.

Paris, le 26 Octobre 1863.

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

mis sur les crédits des chapitres du budget ordinaire de l'exercice 1864 désignés ci-après, dont est précité, au moyen du virement de ces crédits, conformément aux dispositions des articles 9 de la loi publique.

DÉTAIL, PAR EXERCICE, DES PAYEMENTS effectués en 1864.				TOTAUX		
1860.	1861.	1862.	1863.	par article.	par chapitre.	par section.
"	458 ^f 33 ^s	2,765 ^f 06 ^s	4,917 ^f 76 ^s	8,141 ^f 14 ^s	307,887 ^f 64 ^s	
21 ^f 19 ^s	216 45	973 18	818 58	2,029 40		
23,912 38	67,777 52	202,650 05	2,471 67	296,811 62		
"	905 48	"	"	905 48		
"	"	525 57	11,282 79	11,808 36	14,243 17	
"	"	159 73	"	159 73		
"	"	"	2,230 96	2,230 96		
"	"	4 49	"	4 49		
"	"	"	39 63	39 63	3,599 51	325,750 ^f 35 ^s
"	"	11 11	1,204 17	1,215 28		
"	"	13 33	148 34	161 67		
"	"	"	300 00	300 00		
"	"	200 66	857 08	1,057 74		
"	"	274 38	"	274 38		
"	"	27 78	"	27 78		
"	"	104 16	101 85	206 01		
"	"	60 00	296 65	356 65		
"	"	20 03	"	20 03	20 03	
"	"	300 00	"	300 00	300 00	300 00
781 00	116 67	362 60	199 05	1,459 32	8,525 59	8,785 59
311 85	487 11	4,653 17	1,614 14	7,066 27		
"	160 00	100 00	"	260 00	260 00	
25,026 42	70,121 56	213,205 29	26,482 67			334,835 94

N° 13,829. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Ministère de la Guerre, exercice 1865.

Du 11 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu la loi du 8 juillet 1865, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1865;

Vu nos décrets des 15 novembre 1864⁽¹⁾ et 26 août 1865⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits de cet exercice;

Vu notre décret du 23 avril 1864, qui a créé un emploi d'historiographe au dépôt général de la guerre;

Vu notre décret du 17 juin 1865⁽³⁾, qui a partagé le service de la fabrication des poudres et salpêtres entre les départements de la guerre et des finances;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽⁴⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 30 octobre 1865:

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts sur les chapitres x et xviii du budget ordinaire du ministère de la guerre, pour l'exercice 1865, par la loi de finances du 8 juin 1864 et notre décret de répartition du 15 novembre suivant, sont diminués d'une somme de cent soixante-six mille sept cent cinquante francs (166,750^f), savoir :

CHAP. X. Recrutement et réserve.....	16,750
— XVIII. Poudres et salpêtres. (Matériel.)	150,000
TOTAL ÉGAL.....	166,750

2. Les crédits ouverts sur les chapitres i, iii et xv du même budget sont augmentés d'une somme de cent soixante-six mille sept cent cinquante francs (166,750^f), par virement des chapitres x et xviii, savoir :

CHAP. I ^{er} . Administration centrale. (Personnel.).....	10,000 ^f
— III. Dépôt général de la guerre.....	6,750
— XV. Établissements et matériel de l'artillerie.....	150,000
TOTAL ÉGAL.....	166,750

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État de la guerre,

Signé RANDON.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1330, n° 13,614.

⁽³⁾ Bull. 1341, n° 13,729.

⁽⁴⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 13,830. — *DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux réparations des Biens immeubles régis par l'Administration des Domaines.*

Du 11 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

Vu le décret du 5 septembre 1806, relatif aux réparations des biens immeubles régis par l'administration des domaines;

Vu l'ordonnance du 4 décembre 1836⁽¹⁾, portant règlement d'administration publique sur les marchés passés au nom de l'État;

Vu notre décret du 31 mai 1862⁽²⁾, sur la comptabilité publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret du 31 mai 1862, relatives aux marchés passés au nom de l'État, sont applicables aux réparations des biens immeubles régis par l'administration des domaines.

2. Les travaux et réparations dont les devis s'élèveront au-dessus de deux mille francs seront autorisés par notre ministre des finances. Le directeur général pourra autoriser ceux dont la dépense totale sera de deux mille francs et au-dessous. Il pourra faire procéder par économie à ceux qui n'excéderont pas mille francs.

Dans tous les cas où les marchés devront être faits avec concurrence et publicité, les adjudications seront passées devant le préfet ou son délégué.

3. Il n'est pas dérogé aux dispositions du décret du 5 septembre 1806 qui ne sont pas contraires à celles qui précèdent.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Novembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

N° 13,831. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 10 de la loi du 21 juin 1865, sur les Associations syndicales.*

Du 17 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 470, n° 6606.

⁽²⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 10 de la loi du 21 juin 1865, sur les associations syndicales, ainsi conçu :

« Le préfet soumet à une enquête administrative, dont les formes seront déterminées par un règlement d'administration publique, les plans, avant-projets et devis des travaux, ainsi que le projet d'association.

« Le plan indique le périmètre des terrains intéressés et est accompagné de l'état des propriétaires de chaque parcelle. Le projet d'association spécifie le but de l'entreprise et détermine les voies et moyens nécessaires pour subvenir à la dépense ; »

Notre Conseil d'État entendu ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Lorsqu'il y a lieu d'ouvrir une enquête sur une entreprise d'amélioration agricole et sur un projet d'association, par application de l'article 10 de la loi du 21 juin 1865, sur les associations syndicales, le préfet prend un arrêté pour prescrire cette enquête.

2. Le projet d'association détermine :

1° Le minimum d'étendue de terrain ou d'intérêt qui donne droit à chaque propriétaire de faire partie de l'assemblée générale des intéressés ;

2° Le maximum de voix à attribuer à un même propriétaire ou à chaque usinier et le maximum de voix attribué aux usiniers réunis ;

3° Les bases de la répartition des dépenses de l'entreprise ;

4° Le nombre des syndics à nommer, leur répartition, s'il y a lieu, entre diverses catégories d'intéressés et la durée de leurs fonctions.

3. Le projet d'association, les plans et devis des travaux, étudiés d'office par les ordres du préfet ou sur l'initiative des intéressés, sont déposés à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle les travaux doivent être exécutés. Si les travaux s'étendent sur plusieurs communes, le préfet désigne celle de ces communes où les pièces doivent être déposées.

4. Aussitôt après la réception de l'arrêté préfectoral qui ordonne l'ouverture de l'enquête, avis du dépôt des pièces est donné à son de trompe ou de caisse, et une affiche contenant les énonciations prescrites par la loi est apposée à la porte de la mairie et dans un lieu apparent, près ou sur les portes de l'église.

5. Indépendamment de ces publications, notification du dépôt des pièces est faite par voie administrative à chacun des propriétaires dont les terrains sont compris dans le périmètre intéressé aux travaux ; il est gardé original de cette notification ; en cas d'absence, la notification prescrite est faite aux représentants des propriétaires ou à leurs fermiers et métayers, et, à défaut de représentants ou fermiers, elle est laissée à la mairie.

L'acte de notification invite les propriétaires à déclarer, dans les

délais et dans les formes ci-après déterminés, s'ils consentent à concourir à l'entreprise.

Ces notifications doivent être faites au plus tard dans les cinq jours qui suivent l'ouverture des enquêtes.

6. Pendant vingt jours, à partir de l'ouverture de l'enquête, il est déposé dans chacune des mairies intéressées un registre destiné à recevoir les observations soit des propriétaires compris dans le périmètre, soit de tous autres intéressés.

7. Le préfet désigne dans l'arrêté qui ordonne l'enquête un commissaire choisi parmi les notables propriétaires, agriculteurs ou industriels, parmi les membres du conseil général ou parmi les juges de paix des cantons traversés par les travaux. Ledit commissaire ne doit avoir aucun intérêt personnel à l'opération projetée.

8. A l'expiration de l'enquête dont les formalités sont certifiées par les maires de chaque commune, le commissaire recevra pendant trois jours consécutifs, à la mairie de la commune désignée par le préfet et aux heures indiquées par lui, les déclarations des intéressés sur l'utilité des travaux projetés.

Après avoir clos et signé le registre de ces déclarations, le commissaire les transmettra immédiatement au préfet avec son avis motivé et avec les autres pièces de l'instruction qui auront servi de base à l'enquête.

9. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 17 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,832. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe la répartition de l'excédant annuel des Recettes sur les Dépenses du service de l'Imprimerie Impériale.*

Du 17 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'ordonnance du 20 août 1824⁽¹⁾, portant règlement général sur les pensions de retraite du personnel de l'Imprimerie impériale;

Vu notre décret du 24 janvier 1860⁽²⁾, lequel a modifié l'ordonnance précitée dans quelques-unes de ses dispositions;

Vu notre décret du 2 juillet 1862⁽³⁾, qui autorise l'élévation de un million

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 692 bis, n° 3.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 769, n° 7311.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1101, n° 11,073.

à un million huit cent mille francs du capital destiné aux avances de l'imprimerie impériale pour les travaux dont elle est chargée, et qui statue que cette élévation sera obtenue au moyen du prélèvement de neuf dixièmes de l'excédant des recettes de l'établissement;

Considérant que, par suite de l'accroissement successif des droits acquis, la caisse des retraites et secours de l'imprimerie impériale se trouvera prochainement dans l'impossibilité de satisfaire aux charges qui lui sont imposées;

Considérant, d'autre part, que, si le capital destiné aux avances de l'administration n'a pas encore atteint le chiffre fixé par le décret susvisé du 2 juillet 1862, il peut cependant, à la rigueur, même avec un accroissement annuel moindre, suffire aux exigences actuelles du service;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 8 novembre 1865.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'excédant annuel des recettes sur les dépenses du service de l'imprimerie impériale sera réparti dans les proportions suivantes:

Un dixième continuera à être versé au compte *Produits divers du budget*, en exécution de l'ordonnance du 19 novembre 1823⁽¹⁾ et conformément au décret du 2 juillet 1862;

Quatre dixièmes au lieu de neuf dixièmes seront portés en augmentation du fonds capital destiné aux avances qu'exige le service (décret du 2 juillet 1862);

Cinq dixièmes seront versés à la caisse des dépôts et consignations au profit de la caisse des retraites et secours de l'imprimerie impériale.

2. Ce partage commencera sur l'excédant constaté des recettes de l'exercice 1864 et se continuera sur les excédants des recettes des exercices suivants jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

3. Toutes les dispositions de notre décret du 2 juillet 1862 qui ne sont pas abrogées par le présent sont et demeurent maintenues.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiegne, le 17 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,

Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes.

Signé J. BAROCHÉ.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 1439, n^o 14,023.

N° 13,833. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédit au Budget ordinaire du Ministère de la Marine et des Colonies, exercice 1865.

Du 17 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies ;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865 ;

Vu la loi du 8 juillet 1865, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1865 ;

Vu nos décrets des 15 novembre 1864⁽¹⁾ et 26 août 1865⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits alloués par les deux lois susvisées ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾, concernant les virements de crédits ;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁴⁾, sur la comptabilité publique ;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 24 octobre 1865 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1865, sur le chapitre **XXIII** du budget ordinaire du ministère de la marine et des colonies (*Service pénitentiaire à la Guyane*), est réduit d'une somme de deux cent cinquante mille francs (250,000').

2. Le crédit ouvert, pour le même exercice, au chapitre **XXIV** du budget ordinaire dudit département (*Subvention au service local*), est augmenté de pareille somme de deux cent cinquante mille francs (250,000'), affectée au paiement de secours à ceux des habitants de la Guadeloupe qui ont le plus souffert du coup de vent du 6 septembre 1865.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 17 Novembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

Le Ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies,

Signé **P. DE CHASSELOUP-LAUBAT**.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1330, n° 13,614.

⁽³⁾ Bull. 1240, n° 4110.

⁽⁴⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

N° 13,834. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre un Crédit, sur l'exercice 1865, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, pour l'exécution des travaux du Chemin de fer de Ceinture (rive gauche).

Du 17 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement du budget de l'exercice 1840;

Vu la déclaration délivrée par le caissier payeur central du trésor, constatant que la compagnie des chemins de fer de l'Ouest a versé au trésor, le 9 octobre dernier, la somme de un million deux cent cinquante mille francs, destinée à concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution, en 1865, des travaux du chemin de fer de Ceinture (rive gauche);

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 6 novembre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1865, un crédit de un million deux cent cinquante mille francs (1,250,000^f).

Ce crédit sera classé au chapitre xiv du budget extraordinaire (*Établissement de grandes lignes de chemins de fer*).

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiegne, le 17 Novembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé **ARMAND BÉHIC**.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 13,835. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui reporte à l'exercice 1865 une portion des Crédits ouverts au Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, pour l'exercice 1864, à titre de Fonds de concours versés au Trésor.

Du 17 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics :

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget de cet exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution des travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert par ordonnance royale au ministère des travaux publics, additionnellement à ceux qui lui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits fonds qui n'aura pas été employée pendant le cours d'un exercice pourra être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré; »

Vu nos décrets des 1^{er} août⁽²⁾, 10 novembre 1864⁽³⁾ et 4 janvier 1865⁽⁴⁾, qui, en suite de versements effectués au trésor, ont ouvert sur les chapitres XVI du budget ordinaire et III du budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, exercice 1864, des crédits s'élevant, savoir :

Pour le chapitre XVI du budget ordinaire (*Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État*) :

Décret du 1 ^{er} août 1864.....	27,500'
Décret du 10 novembre 1864.....	29,000
Décret du 4 janvier 1865.....	30,000
	86,500 ci... 86,500'

Et pour le chapitre III du budget extraordinaire :

Rectification des routes impériales. (Décret du 1 ^{er} août 1864.).....	44,000
	130,500

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1234, n° 12,550.

⁽³⁾ Bull. 1252, n° 12,782.

⁽⁴⁾ Bull. 1270, n° 12,960.

Vu les documents administratifs desquels il résulte qu'il reste disponible :

1° Sur le chapitre XVI.....	21,000'
2° Sur le chapitre III.	5,500
ENSEMBLE.....	<u>26,500</u>

Lesquels peuvent être reportés à l'exercice 1865, en exécution des dispositions précitées;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4);

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 30 octobre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est reportée à l'exercice 1865 la somme de vingt-six mille cinq cents francs (26,500'), restant libre sur les chapitres ci-après énoncés des budgets ordinaire et extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (exercice 1864), savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.....	21,000'
--	---------

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. III. Rectification des routes impériales.....	5,500
---	-------

ENSEMBLE..... 26,500

Une somme égale de vingt-six mille cinq cents francs (26,500') est en conséquence annulée au budget général dudit ministère (exercice 1864) et l'annulation est répartie entre chaque chapitre conformément aux chiffres indiqués ci-dessus.

2. Ladite somme de vingt-six mille cinq cents francs (26,500') est affectée aux chapitres ci-après du budget général du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, dans la proportion suivante :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XVI. Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.....	21,000'
--	---------

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. III. Rectification des routes impériales.....	5,500
---	-------

26,500

3. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par l'article 1^{er} du pré-

⁽¹⁾ Bull. 440, n° 4110.

sont, décret au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

4. Nos ministres secrétaires d'Etat aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 17 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'Etat au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'Etat au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,836. — DÉCRET IMPÉRIAL pour l'exécution de la Convention additionnelle de poste conclue, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse.

Du 23 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les conventions de poste conclues entre la France et la Prusse, les 21 mai 1858⁽¹⁾, 3⁽²⁾ et 9 juillet 1861⁽³⁾;

Vu la convention additionnelle auxdites conventions, conclue et signée à Paris, le 3 juillet 1865⁽⁴⁾;

Vu la loi du 14 floréal an x (4 mai 1802);

Vu nos décrets des 26 juin 1858⁽⁵⁾ et 22 novembre 1861⁽⁶⁾, portant fixation des taxes à percevoir, en France et en Algérie, sur les correspondances de toute nature originaires ou à destination tant des territoires desservis par les postes prussiennes que des pays étrangers auxquels la Prusse sert d'intermédiaire;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La taxe à percevoir pour prix du port des lettres affranchies adressées de France dans la Régence de Trèves sera de vingt centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, toutes les fois que la distance existant en ligne droite entre le bureau français d'origine et le bureau prussien de destination ne dépassera pas trente kilomètres.

2. Le droit proportionnel à percevoir, en vertu de l'article 1^{er} de notre décret susvisé du 22 novembre 1861, sur toute lettre chargée conte-

⁽¹⁾ Bull. 613, n° 5688.

⁽²⁾ Bull. 970, n° 9580.

⁽³⁾ Bull. 977, n° 9654.

⁽⁴⁾ Bull. 1332, n° 13,631.

⁽⁵⁾ Bull. 613, n° 5698.

⁽⁶⁾ Bull. 998, n° 9906.

sant des valeurs déclarées expédiées de la France ou de l'Algérie, par l'intermédiaire des postes prussiennes, à destination de l'un des pays désignés dans ledit article, est réduit de trente à vingt centimes par chaque cent francs ou fraction de cent francs déclarés.

3. Les taxes à percevoir, par l'administration des postes de France, tant pour les lettres ordinaires affranchies et les lettres chargées qui seront expédiées de la France et de l'Algérie à destination du Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Russie et de la Pologne, par l'intermédiaire de l'office des postes de Prusse, que pour les lettres non affranchies qui seront expédiées du Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Russie et de la Pologne, à destination de la France et de l'Algérie, par l'intermédiaire dudit office, seront établies conformément au tarif ci-après :

ORIGINE	DESTINATION	NATURE	TAXE à percevoir pour chaque lettre et par chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes.	
1	2	3	4	
			fr.	c.
France et Algérie..	Danemark.....	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination (A).....	"	70
		Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (B).....	(C)	
	Suède et Norvège...	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination (A).....	1	30
		Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (B).....	(C)	
	Russie et Pologne...	Lettres ordinaires affranchies jusqu'à destination (A).....	"	80
		Lettres chargées affranchies jusqu'à destination (B).....	1	60
	Danemark.....	Lettres ordinaires non affranchies.....	"	90
		Lettres ordinaires non affranchies.....	1	40
	Suède et Norvège..	Lettres ordinaires non affranchies.....	1	40
		Lettres ordinaires non affranchies.....	1	10
	Russie et Pologne..	Lettres ordinaires non affranchies.....	1	10
		Lettres ordinaires non affranchies.....	1	10

(A) Affranchissement facultatif.
 (B) Affranchissement obligatoire.
 (C) La taxe à percevoir pour l'affranchissement de chaque lettre chargée se composera de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie, du même poids, et d'un droit fixe de 50 centimes, sans égard au poids de la lettre.

4. Les papiers de commerce ou d'affaires, les ouvrages manuscrits et les épreuves d'impression portant des corrections typographiques qui seront expédiés de la France et de l'Algérie, par l'intermédiaire des postes de France et de Prusse, à destination soit des territoires directement desservis par les postes prussiennes, soit des royaumes de Hanovre et de Saxe, des grands-duchés de Mecklenbourg-Schwerin, de Mecklenbourg-Strelitz et d'Oldenbourg (moins la principauté

de Lübeck) et des duchés de Brunswick et de Saxe-Altenbourg, pourront être affranchis jusqu'à destination, moyennant le paiement d'une taxe de cinquante centimes pour chaque paquet de deux cents grammes et au-dessous.

Au-dessus de deux cents grammes, la taxe sera augmentée de cinquante centimes par chaque deux cents grammes ou fraction de deux cents grammes.

5. Pour jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article précédent, les objets désignés dans ledit article devront être placés sous bandes ou de manière à pouvoir être facilement examinés dans les bureaux de poste par l'intermédiaire desquels ils seront acheminés, et ne contenir aucune lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle ou pouvant en tenir lieu.

Ceux de ces objets qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées, ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les expéditeurs conformément aux dispositions de l'article 4, seront considérés et taxés comme lettres.

6. Tout paquet contenant des échantillons de marchandises, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui sera expédié de la France ou de l'Algérie pour la Russie ou la Pologne, par la voie de la Prusse, sera affranchi jusqu'à destination, moyennant le paiement d'une taxe de treize centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

7. Les échantillons de marchandises expédiés de la France et de l'Algérie pour la Russie et la Pologne ne seront admis à jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article précédent qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur vénale, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Pour jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par le même article, les journaux, les gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, livres reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés de la France et de l'Algérie à destination de la Russie et de la Pologne, par la voie de la Prusse, devront être mis sous bandes et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'expéditeur et la date.

Ceux des objets désignés dans le présent article qui ne rempliront pas les conditions ci-dessus fixées, ou dont le port n'aura pas été acquitté intégralement par les expéditeurs conformément aux dispositions de l'article 6, seront considérés et taxés comme lettres.

8. Les papiers de commerce ou d'affaires, les ouvrages manuscrits, les épreuves d'impression portant des corrections typographiques, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature que l'administration des postes de Prusse livrera à l'administration des postes de France, affranchis jusqu'à destination, pour la France et l'Algérie; et qui porteront, du côté de l'adresse, l'empreinte d'un timbre fournissant les initiales P D, seront exempts de tout droit ou taxe à la charge des destinataires.

9. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1866.

10. Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions de nos décrets susvisés des 26 juin 1858 et 22 novembre 1861.

11. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 23 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.



Certifié conforme :

Paris, le 16^e Décembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1355.

N° 13,837. — DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 36 Cessions de Brevets d'invention.

Du 23 Août 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Pas-de-Calais, le 26 janvier 1865, faite, suivant acte en date du 3 du même mois, au sieur Xavier-Valentin-Simon Pinta, propriétaire, demeurant à Arras, par la dame Dubron, née Deladerrière, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 11 janvier 1862, pour un semoir mécanique.

2^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 4 avril 1865, faite, suivant acte en date du 25 mars de la même année, au sieur Jean-Jules Charrière, fabricant d'instruments de chirurgie de la faculté de médecine de Paris et des hôpitaux civils et militaires, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, rue de l'École-de-Médecine, n° 6, par le sieur Saint-Martin, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 27 septembre 1856, pour application de tissus caoutchoutés à la confection des bandages herniaires.

3^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, le 8 avril 1865, faite, suivant acte en date du 25 mars de la même année, au sieur Jean-Baptiste Lhuillier, propriétaire et entrepreneur, demeurant à Joigny, par le sieur Bertren, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 juillet 1861, pour un système de fours à cuire les calcaires.

4^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 12 avril 1865, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé, le 18 mars de la même année, par M^r Chardon, notaire, à Paris, et portant adjudication au profit de la société Ganot et compagnie, dont le siège est à Paris, rue de Charonne, n° 37, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 novembre 1859, par le sieur Guerrier, pour une machine à fabriquer la canne de rotin filée.

5^o La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Yonne, le 12 avril 1865, faite, suivant acte en date du 2 du même mois, au sieur Auguste Gogois, négociant, demeurant à Auxerre, par le sieur Lhuillier, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 29 juillet 1861, par le sieur Bertren, dont il est cessionnaire, pour un système de fours à cuire les calcaires.

6° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 15 avril 1865, faite, suivant acte en date du 7 janvier de la même année, au sieur François-Xavier-Alexis Fauvelle, connu dans le commerce sous le nom de *Fauvelle-Delebarre*, négociant, demeurant à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 10, par le sieur Roussseau de Lafarge, copropriétaire de la société Roussseau de Lafarge et compagnie, des droits de ladite société au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 septembre 1852, par le sieur Armengaud aîné, dont elle est cessionnaire, pour applications du caoutchouc ou de la gutta-percha mélangés, ensemble ou séparément, avec d'autres substances qui rendent les objets plus ou moins durs, plus ou moins flexibles, et qui leur enlèvent l'élasticité plus ou moins complètement.

7° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 15 avril 1865, faite, suivant acte en date du 13 février de la même année, à la société *the india-rubber gutta-percha and telegraph works company limited*, dont le siège est à Londres, Hop's Gate street Within, n° 2 bis, par le sieur Fauvelle, en nom de la société Fauvelle-Delebarre et fils, dont le siège est à Paris, boulevard Bonne-Nouvelle, n° 10, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 21 septembre 1852, par le sieur Armengaud aîné, dont elle est cessionnaire, pour applications du caoutchouc ou de la gutta-percha mélangés, ensemble ou séparément, avec d'autres substances qui rendent les objets plus ou moins durs, plus ou moins flexibles, et qui leur enlèvent l'élasticité plus ou moins complètement.

8° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 avril 1865, faite suivant acte en date 14 février de la même année, à la dame Marie Joveneau, venue du sieur François Bourgeois, fabricant de modes, demeurant à Paris, rue de Cléry, n° 74, par le sieur Larmanjat, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 juillet 1864, pour la fabrication de carreaux mosaïques.

9° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du P.-de-Calais, le 24 avril 1865, faite, suivant acte en date du 10 du même mois, à la dame Elise-Angustine-Marie Deladerrière, épouse Dubron, demeurant à Neuville-Saint-Wast, par le sieur Pinta, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 janvier 1862, par ladite dame Dubron, dont il est cessionnaire, pour un semoir mécanique.

10° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 avril 1865, faite, suivant acte en date des 4 et 10 du même mois, au sieur Rosa-Joseph Lemerrier, imprimeur lithographe, demeurant à Paris, rue de Seine, n° 57, par le sieur Feil, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 janvier 1853, par le sieur Coullon, dont il est cessionnaire, pour la mise en mouvement des molettes en marbre pour le broyage des encres et couleurs pour l'imprimerie lithographique et autres.

11° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 avril 1865, faite, suivant acte en date du 14 du même mois, à la dame Marie-Marguerite-Aimée Jourdain, épouse, contractuellement séparée de biens du sieur Augustin-Dominique d'Esmau de Jabrun, propriétaire, avec lequel elle demeure à Paris, boulevard Paireire, n° 59, par le sieur Souciquet de Chapaud, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 mai 1853, pour une locomotive gravissante.

12° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 avril 1865, faite, suivant acte en date du 26 du même mois, au sieur Pierre-Edouard Wynn, employé, demeurant aux Prés-Saint-Gervais, rue de Regniet, n° 19, par le sieur Laclerc, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 18 avril 1859, pour procédés chimiques s'appliquant sur les encreux noirs, dorés, etc.

13° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Haut-Rhin, le 6 mai 1865, faite, suivant acte en date du 17 avril de la même année, à la maison Japy frères et compagnie, dont le siège est à Besançon, et à la maison Viellard-Migeon et compagnie, dont le siège est à Morvillars, par la société Mame-Schmit et compagnie, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'elle a pris, le 13 octobre 1864, pour bouillons à collets, carrés ou à nervures, mais étés soudés, pour métaux ou pour bois, fabriqués d'après un système mécanique à froid par refoulage à froid et en une seule opération de la tête et du collet, ou à un autre lieu d'être fabriqués par différents systèmes à chaud et en plusieurs opérations.

14° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, le 12 mai 1865, faite, suivant acte en date du 19 avril de la même année, au sieur Ottmar-Paul Walch, ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, rue du Château-d'Eau, n° 47, par le sieur Siglé, de tous ses droits dans la propriété du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 15 avril 1858, conjointement avec le sieur Walch, pour une machine à mettre les allumettes en presse.

10° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, le 17 mai 1865, faite, suivant acte en date du 29 avril de la même année, au sieur Pierre-Rodolphe Pozzi, négociant, demeurant à Bordeaux, rue Porte-des-Paranets, n° 2, par le sieur Baudrimont, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 novembre 1865, pour la fabrication de pavés et de divers produits céramiques.

11° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Morbihan, le 20 mai 1865, faite, suivant acte en date du 11 avril de la même année, au sieur Jacques-Jean-Baptiste Mörge, fabricant d'allumettes chimiques, demeurant à Lorient, par le sieur Martin, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 décembre 1854, pour un appareil destiné à la fabrication des allumettes chimiques.

12° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 mai 1865, faite, suivant acte en date du 10 du même mois, à la dame Marie-Marguerite-Armande Jourdain, épouse contractuellement séparée de biens du sieur Augustin-Dominique d'Armar, propriétaire, avec lequel elle demeure à Paris, boulevard Pereire, n° 50, par le sieur Souriaud de Chanaud, de trois centièmes du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 mai 1858, pour une locomotive gravisante.

13° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 mai 1865, faite, suivant acte en date du 2 avril 1859, aux sieurs Antoine-Jules-François Berry-Genard, négociant, demeurant à Paris, rue Saint-Arnaud, n° 3, et devant et actuellement quai Bourbon, n° 19, et Jean-Baptiste Leclercq, propriétaire, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n° 173, par le sieur Carré, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 octobre 1854, pour impression en relief sur tous tissus ou étoffes, avec emploi de tous métaux, tels que or, argent, etc.

14° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 mai 1865, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Pean de Saint-Gilles et son collègue, notaires, à Paris, le 4 juillet 1861, et portant adjudication au profit du sieur Antoine-Jules-François Berry-Genard, ancien tapissier, demeurant à Paris, place Royale, n° 26, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 octobre 1854, par le sieur Carré, pour impression en relief sur tous tissus ou étoffes, avec emploi de tous métaux, tels que or, argent, etc.

15° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 mai 1865, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Pean de Saint-Gilles et son collègue, notaires, à Paris, le 4 juillet 1861, et portant adjudication au profit du sieur Antoine-Jules-François Berry-Genard, ancien tapissier, demeurant à Paris, place Royale, n° 26, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 13 septembre 1851, par le sieur Merus, pour un système d'imitation de broderie et de passementerie.

16° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 mai 1865, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé par M^r Pean de Saint-Gilles, et son collègue, notaires, à Paris, le 4 juillet 1861, et portant adjudication au profit du sieur Antoine-Jules-François Berry-Genard, ancien tapissier, demeurant à Paris, place Royale, n° 26, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 avril 1853, par le sieur Mécüs, pour un genre de dorure dite *dorure française*.

17° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 mai 1865, faite, suivant acte en date du 8 septembre 1864, au sieur Charles-Amédée Herbet, négociant, demeurant à Paris, rue Sainte-Foy, n° 8, par le sieur Berry-Genard, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 28 octobre 1854, par le sieur Carré, dont il est cessionnaire, pour impression en relief sur tous tissus ou étoffes, avec emploi de tous métaux, tels que or, argent, etc.

18° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 mai 1865, faite, suivant acte en date du 6 septembre 1864, au sieur Charles-Amédée Herbet, négociant, demeurant à Paris, rue Sainte-Foy, n° 8, par le sieur Berry-Genard, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans, pris le

23 septembre 1851, par le sieur Meeüs, dont il est cessionnaire pour partie, pour un système d'imitation de broderie et de passementerie.

24° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 mai 1865, faite, suivant acte en date du 6 septembre 1864, au sieur Charles-Amédée Herbet, négociant, demeurant à Paris, rue Sainte-Foy, n° 8, par le sieur Berry-Genard, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 25 avril 1853, par le sieur Meeüs, dont il est cessionnaire pour partie, pour un genre de dorure, dite *dorure française*.

25° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 mai 1865, faite, suivant acte en date du 2 du même mois, au sieur Hubert-François Debrousse, ingénieur civil, demeurant à Paris, avenue de Marigny, n° 13, par le sieur Testud de Beauregard, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 décembre 1864, pour un mode de soufflerie aspirante sans engin mécanique.

26° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 mai 1865, faite, suivant acte en date du 2 du même mois, au sieur Hubert-François Debrousse, ingénieur civil, demeurant à Paris, avenue de Marigny, n° 13, par le sieur Testud de Beauregard, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 14 juin 1864, pour un appareil surchauffeur destiné à augmenter la température des vapeurs et des gaz.

27° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 mai 1865, faite, suivant acte en date du 2 du même mois, au sieur Hubert-François Debrousse, ingénieur civil, demeurant à Paris, avenue de Marigny, n° 13, par le sieur Testud de Beauregard, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 juin 1860, pour une soufflerie aérydrique.

28° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 mai 1865, faite, suivant acte en date du 2 du même mois, au sieur Hubert-François Debrousse, ingénieur civil, demeurant à Paris, avenue de Marigny, n° 13, par le sieur Testud de Beauregard, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 septembre 1864, pour un système de foyer lumineux dit *foyer-gaz*.

29° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 29 mai 1865, faite, suivant acte en date du 1^{er} du même mois, au sieur François Bru, ancien pharmacien, demeurant à Paris, rue du Marché-Saint-Honoré, n° 34, par les sieurs Brandus et Imme, de tous leurs droits au brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Imme, le 4 mars 1861, pour un appareil électro-galvanique de friction.

30° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 30 mai 1865, faite, suivant acte en date du 6 du même mois, au sieur Hyacinthe Devergie, négociant, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 134, par le sieur Charmanthier, de tous ses droits au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 4 mai 1864, pour une camisole unie, à taille, sans couture et proportionnée.

31° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 30 mai 1865, faite, suivant acte en date du 6 du même mois, au sieur Hyacinthe Devergie, négociant, demeurant à Paris, rue de Rivoli, n° 134, par le sieur Charmanthier, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 avril 1865, pour une camisole à côtes, proportionnée, sans couture.

32° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 juin 1865, faite, suivant acte en date du même jour, au sieur Antoine Durene, maître de forges, demeurant à Paris, rue de la Verrerie, n° 30, par le sieur Latal-Lani, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 septembre 1864, pour un foyer de cheminée d'appartement à courant d'air chaud, construite en fonte et tôle.

33° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 16 juin 1865, faite, suivant acte en date des 24 et 28 avril de la même année, à la société Dallemagne et compagnie, ayant son siège à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n° 39, par le sieur Dallemagne, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 31 août 1864, pour une carafe à glacer les liquides.

34° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Gironde, le 22 juin 1865, faite, suivant acte en date du 13 du même mois, au sieur Henri Morcan, négociant, demeurant à Bordeaux, rue des Argentiers, n° 55, par le

sieur Bailly, de la moitié du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 avril 1864, pour un système de navires et bateaux-baignoires, promenoirs, de plaisance, navigateurs et stationnaires.

35° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 22 juin 1865, faite à titre de licitation à la suite de la dissolution de la société en nom collectif H. Brossette et compagnie, suivant acte en date du 10 du même mois, aux héritiers Brossette, conjointement ou chacun pour la portion dont il est légataire universel, par le sieur Petitjean, de tous ses droits au brevet d'invention, expirant le 24 juillet 1869, qu'il a pris, le 8 octobre 1855, pour un procédé d'argenteure des glaces et des verres en général.

36° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 juin 1865, faite, suivant acte en date du 10 mai de la même année, aux sieurs Jean-Baptiste-Pierre-Henry Duplessis, entrepreneur de vidanges, demeurant à Puteaux (Seine), et Alfred Rangod, dit Péchiney, chimiste, demeurant aussi à Puteaux, par le sieur Ménard, ingénieur civil, demeurant à Paris, boulevard de Strasbourg, n° 10, mandataire du sieur Lavender, de tous les droits au brevet d'invention, expirant le 24 avril 1877, que celui-ci a pris, le 30 mai 1863, pour un composé pour le graissage des machines.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au camp de Châlons, le 13 Août 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,838. — DÉCRET IMPÉRIAL qui proclame 36 Cessions de Brevets d'invention.

De 28 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'article 21 de la loi du 5 juillet 1844,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont proclamées :

1° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 11 décembre 1863, telle qu'elle résulte d'une ordonnance rendue par le président du tribunal civil de Lyon, le 2 octobre de la même année, à l'effet d'envoyer la dame Marie-Élisabeth Béranger, veuve du sieur Catenot, demeurant à la Mulatière, en possession, à titre de légataire universelle de tous les biens composant la succession dudit feu sieur Catenot, et notamment d'un brevet d'invention de quinze ans pris par ce dernier, le 1^{er} octobre 1862, pour un instrument de pesage dit *levier Catenot*.

2° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la

Seine, le 3 juillet 1865, faite, suivant acte passé, le 11 mars de la même année, devant M^r Greensward, notaire public, à New-York (Amérique), et reçu, le 24 juin suivant, par M^r Gamard, notaire, à Paris, au sieur Julius Gerson, avoué, à New-York, représentant des sieurs Gustave Drucker et Gustave Loppold, par le sieur Walker, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 mars 1864, pour des perfectionnements apportés dans la construction des patènes.

3° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 11 juillet 1865, faite, suivant acte en date du 29 mai de la même année, au sieur Auguste-Eugène Lebreton, bijoutier, demeurant à Paris, passage Choiseul, n° 12, par le sieur Bruet, de la moitié de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 décembre 1858, pour un instrument dit *trisochromètre* ou *trichromètre*.

4° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 11 juillet 1865, faite, suivant acte en date du 29 mai de la même année, au sieur Auguste-Eugène Lebreton, bijoutier, demeurant à Paris, passage Choiseul, n° 12, par le sieur Bruet, de la moitié de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 mai 1863, pour perfectionnements aux appareils compteurs pour voitures publiques ou autres.

5° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de Saône-et-Loire, le 15 juillet 1865, faite, suivant acte en date du 14 du même mois, à la société Jolijon, Bourasset, Berthoud et compagnie, établie à Chalon-sur-Saône; par le mandataire du sieur Jobart, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 janvier 1861, pour l'application d'une composition de matières propres à la fabrication des tuiles, carreaux, briques, tuyaux et vases.

6° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 juillet 1865, faite suivant acte en date du 16 juin de la même année, par suite de la dissolution de la société Carré et compagnie, aux sieurs Jean-Baptiste-Jean Mignon, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue Oberkampf, n° 151, et Henri-Stanislas Drouart, ingénieur civil, demeurant à Paris, même rue, n° 149, par le sieur Carré, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 juin 1857, pour un appareil propre à fabriquer la glace.

7° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 juillet 1865, faite, suivant acte en date du 16 juin de la même année, par suite de la dissolution de la société Carré et compagnie, aux sieurs Jean-Baptiste-Jean Mignon, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue Oberkampf, n° 151, et Henri-Stanislas Drouart, ingénieur civil, demeurant à Paris, même rue, n° 149, par le sieur Carré, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 août 1859, pour appareils et procédés propres à produire du froid et à fabriquer de la glace.

8° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 juillet 1865, faite, suivant acte en date du 16 juin de la même année, par suite de la dissolution de la société Carré et compagnie, aux sieurs Jean-Baptiste-Jean Mignon, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue Oberkampf, n° 151, et Henri-Stanislas Drouart, ingénieur civil, demeurant à Paris, même rue, n° 149, par le sieur Carré, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 juillet 1863, pour des procédés de production du froid à très-basse température.

9° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 juillet 1865, faite, suivant actes en date des 10 et 22 mai de la même année, à la compagnie générale des machines motrices à air chaud, dont le siège est à Paris, rue d'Amboise-Richelieu, n° 3, par le sieur Jean-Baptiste Meyer, ingénieur civil, demeurant à Cusset (Allier), de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans, pris le 28 décembre 1861, par le sieur Belon, dont il est cessionnaire, pour perfectionnements apportés aux machines à air chaud et aux machines mixtes à air et à vapeur.

10° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 24 juillet 1865, faite, suivant actes en date des 10 et 22 mai de la même année, à la compagnie générale des machines motrices à air chaud, dont le siège est à Paris, rue d'Amboise-Richelieu, n° 3, par le sieur Jean-Baptiste Meyer, ingénieur civil, demeurant à Cusset (Allier), de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 16 avril 1864, par le sieur Belon, dont il est cessionnaire, pour un moyen de graisser et de lubrifier les pistons et les cylindres des machines motrices.

11° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département d'Essonne.

et-Loir, le 3 août 1865, faite, suivant acte en date du 19 mai de la même année, au sieur Aristide-Philippe Gouverneur, imprimeur, demeurant à Nogent-le-Rotrou, par le sieur Fournier, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 16 janvier 1865, conjointement avec ledit sieur Gouverneur, pour des perfectionnements dans la fabrication du gaz d'éclairage.

12° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Marne, le 4 août 1865, faite, suivant acte en date du 1^{er} juillet de la même année, à la société Pierrard-Parpaite et fils, ayant son siège à Reims, boulevard du Temple, n° 16, par le sieur Fossier, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 12 mars 1864, pour un système de métier continu pour la filature de la laine, du coton et des matières textiles et filamenteuses en général.

13° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 8 août 1865, telle qu'elle résulte d'une déclaration reçue par M^r Delapalme, notaire, à Paris, le 31 juillet de la même année, et attribuant au sieur Louis-Jules Le Couret, propriétaire, demeurant à Paris, rue Duphot, n° 19, tous les droits au brevet d'invention de quinze ans pris par le sieur Lorient, le 19 octobre 1863, pour un oreiller hygiénique dit *oreiller philocéphale*.

14° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département des Ardennes, le 9 août 1865, faite, suivant acte en date du 30 juillet de la même année, aux sieurs Pierre-Clément-Lucien Faille, confiseur, demeurant à Vouziers, place de Ville, et François-Hippolyte Huriaux, négociant, demeurant à Paris, rue Oberkampf, n° 84 et 106, par le sieur Ponsignon, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 novembre 1861, pour une toupie à ressort.

15° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 14 août 1865, faite, suivant acte en date du 20 juillet de la même année, par suite de la dissolution de la société formée entre le sieur Pierre-Isidore Huguenin, fabricant d'équipements militaires, demeurant au Grand-Montrouge, rue de l'Eglise, n° 18, et le sieur Joseph Reimann, fabricant de machines à coudre, même domicile, audit sieur Reimann et à la dame Alwine Sancerman, son épouse, par le sieur Huguenin, de sa moitié indivise dans la propriété du brevet d'invention de quinze ans pris, le 22 février 1858, par le sieur Reimann, pour une machine à coudre perfectionnée.

16° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 16 août 1865, faite, suivant acte en date du 31 juillet de la même année, à la dame Thérèse-Amica Versepuy, épouse assistée et autorisée du sieur François-Eugène Petiteau, joaillier-bijoutier, avec lequel elle demeure, à Paris, rue Scribe, n° 1, par le sieur Le Couret, de partie de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 octobre 1863, par le sieur Lorient, dont il est cessionnaire, pour un oreiller hygiénique dit *oreiller philocéphale*.

17° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 août 1865, faite, suivant acte en date des 30 juin et 1^{er} juillet de la même année, au sieur Frédéric-Newton Gisborne, ingénieur, demeurant à Londres, Adélaïde place, n° 3, et à la société *the india-rubber gutta-percha and telegraph works company limited*, représentée par le sieur Edmond Labat de Lambert, négociant, demeurant à Neuilly-sur-Seine, rue Perronnet, n° 13, par le sieur Edouard-Blasini Jackson, sans profession, demeurant à Paris, rue Godot-de-Mauroy, n° 40, mandataire du sieur Isaac Bomé, propriétaire, demeurant à Londres, King's-Bank walk, n° 12, de tous les droits de codernier au brevet d'invention, expirant le 1^{er} juin 1875, pris par le sieur Gisborne, surnommé, dont il est cessionnaire, le 30 novembre 1861, pour des perfectionnements apportés aux appareils indicateurs de la marche des navires et aux batteries galvaniques qui les mettent en action.

18° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 19 août 1865, faite, suivant acte en date du 19 mai de la même année, à la société Mangin et Hennequin, dont le siège est à Paris, rue du Temple, n° 78, par le sieur Victor Dujardin, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 21 février 1865, pour un plumeau perfectionné dit *plumeau à ponton simple*.

19° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 août 1865, faite, suivant acte en date du 18 du même mois, au sieur Jean Verme, négociant, demeurant à Nantes (Loire-Inférieure), rue Linnée, n° 2, représenté par le sieur Jean-Baptiste Cosseret, avocat, demeurant à Paris, boulevard de Sébastopol, n° 84, par le sieur Dumarchey, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 décembre 1863, pour des perfectionnements apportés à une

machine à casser les pierres et autres corps, pour laquelle il a déjà pris un brevet de quinze ans, le 30 mars 1859.

20° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 26 août 1865, faite, suivant acte en date du 27 juin de la même année, à la société en nom collectif Jules Gros et compagnie, dont le siège est provisoirement fixé à Paris, rue Montmartre, n° 103, par le sieur Gros, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 6 mai 1865, pour générateur de force par l'air comprimé au moyen de la déflagration des matières fulminantes.

21° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Doubs, le 28 août 1865, telle qu'elle résulte d'un arrêt de la cour impériale de Besançon en date du 22 juillet de la même année, attribuant au sieur Barbezat la propriété exclusive du brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 août 1863, conjointement avec le sieur Montagnon, pour machines à tourner et à achever les boîtes de montres et autres objets similaires.

22° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} septembre 1865, faite, suivant acte en date du 12 août de la même année, à la dame Catherine Bonnichausen, dite Eiffel, épouse séparée de biens du sieur Jean-Joseph-Armand Hussonmorel, ladite dame demeurant à Paris, rue de Saint-Petersbourg, n° 14, par la dame Célestine-Adrienne Fontaine, épouse du sieur Jean-Jacques-Victor Collette, fabricant de dentelles, demeurant à Giberville, canton de Troarn (Calvados), agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme mandataire du sieur Collette, son mari, de tous les droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 2 octobre 1862, par lesdits sieur et dame Collette, pour un genre de dentelle dite *dentelle Collette*.

23° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} septembre 1865, faite, suivant acte en date du 31 août de la même année, au sieur Cornelius Grinnell, négociant, demeurant à Londres, *Leadenhall street*, n° 4, et au sieur John-Henry Dillon, propriétaire, demeurant à Londres, à l'*Albany-Piccadilly*, représentés par le sieur Isaac Basset, propriétaire, demeurant à Asnières, rue de l'Ouest, n° 10, par le sieur Maurice Sautter, banquier, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 50, mandataire du sieur Richard Clark Brissol, ingénieur de Chicago, État de l'Illinois (États-Unis d'Amérique), de tous les droits de ce dernier au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 24 novembre 1863, pour des perfectionnements apportés aux tiroirs des machines à vapeur.

24° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} septembre 1865, faite, suivant acte de dissolution et partage de société en date du 31 juillet de la même année, au sieur Jean-Baptiste Vidard, ingénieur aux chemins de fer de l'Ouest, demeurant à Paris-Batignolles, rue Nollet, n° 54, par le sieur Louis-Marcel Bournique, constructeur de matériel de chemins de fer, demeurant à Charenton-le-Pont, propriété du Séjour, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 juin 1863, conjointement avec le sieur Vidard, susnommé, pour wagon à marchandises pour chemins de fer.

25° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 1^{er} septembre 1865, faite, suivant acte de dissolution et partage de société en date du 31 juillet de la même année, au sieur Jean-Baptiste Vidard, ingénieur aux chemins de fer de l'Ouest, demeurant à Paris-Batignolles, rue Nollet, n° 54, par le sieur Louis-Marcel Bournique, constructeur de matériel de chemins de fer, demeurant à Charenton-le-Pont, propriété du Séjour, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 juin 1863, conjointement avec le sieur Vidard, susnommé, pour voitures à voyageurs pour chemins de fer.

26° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 7 septembre 1865, faite, suivant acte en date du 28 juillet de la même année, au sieur Gillet-Pierron, teinturier, domicilié à Lyon, quai de Serin, n° 7, par le sieur Jacques Panier, mécanicien, demeurant en ladite ville, quartier de Vaise, rue des Tuileries, n° 10, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 12 décembre 1856, par le sieur Berthaud jeune, dont il est cessionnaire, pour une machine dite *laveuse des soies*.

27° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département du Rhône, le 7 septembre 1865, faite, suivant acte en date du 28 juillet de la même année, au sieur Gillet-Pierron, teinturier en soie, domicilié à Lyon, quai de Serin, n° 7, par le sieur Jacques Panier, mécanicien, demeurant en ladite ville, quartier de Vaise, rue des Tuileries, n° 10, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans

pris, le 11 décembre 1857, par le sieur Berthaud jeune, dont il est cessionnaire, pour une machine pour le lavage des soies et de tout genre de fil.

28° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, le 13 septembre 1865, faite, suivant acte en date du 30 juillet 1863, à la société en nom collectif Ch. Sebille et compagnie, ayant son siège à Nantes, rue Durezène, n° 4, par le sieur Sebille, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 décembre 1857, pour fabrication de tuyaux en plomb étamé à l'intérieur et outils nécessaires à cette fabrication.

29° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Loire-Inférieure, le 13 septembre 1865, faite, suivant acte en date du 30 juillet 1863, à la société en nom collectif Ch. Sebille et compagnie, ayant son siège à Nantes, rue Durezène, n° 4, par le sieur Sebille, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 décembre 1859, pour une composition non métallique pour fabriquer des tubes pour conduites d'eau et de gaz et autres objets qui en nécessitent l'emploi, ainsi que les machines nécessaires à cette fabrication.

30° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 septembre 1865, faite, suivant acte en date du 4 juillet de la même année, après dissolution de la société Hardon et Chrétien fils, au sieur Pierre-Lodoix Chrétien fils, fabricant de lampes, demeurant à Paris, rue de la Cerisaie, n° 41, par le sieur Nicolas Hardon, ancien fabricant de lampes, actuellement commis de commerce, demeurant à Paris, rue des Tournelles, n° 43, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 novembre 1851, par le sieur Laura, dont il est cessionnaire, pour un porte-verre et un porte-mèche *lancée Lauree*.

31° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 septembre 1865, faite, suivant acte en date du 4 juillet de la même année, après dissolution de la société Hardon et Chrétien fils, au sieur Pierre-Lodoix Chrétien fils, fabricant de lampes, demeurant à Paris, rue de la Cerisaie, n° 41, par le sieur Nicolas Hardon, ancien fabricant de lampes, actuellement commis de commerce, demeurant à Paris, rue des Tournelles, n° 43, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris par la société, le 30 janvier 1860, pour une lampe marine.

32° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 septembre 1865, faite, suivant acte en date du 4 juillet de la même année, après dissolution de la société Hardon et Chrétien fils, au sieur Pierre-Lodoix Chrétien fils, fabricant de lampes, à Paris, rue de la Cerisaie, n° 41, par le sieur Nicolas Hardon, ancien fabricant de lampes, actuellement commis de commerce, demeurant à Paris, rue des Tournelles, n° 43, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans pris par la société, le 11 septembre 1860, pour des perfectionnements dans la construction des lampes et de leur suspension.

33° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 septembre 1865, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé, le 9 août de la même année, par M^r Thomas, notaire, à Paris, et portant adjudication au profit du sieur d'Azambuja, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 26 août 1863, par le sieur Hautrive, pour l'application du feutre goudronné aux tuyaux de gaz.

34° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de la Seine, le 13 septembre 1865, telle qu'elle résulte d'un procès-verbal dressé, le 9 août de la même année, par M^r Thomas, notaire, à Paris, et portant adjudication, au profit du sieur d'Azambuja, du brevet d'invention de quinze ans pris, le 15 janvier 1864, par le sieur Hautrive, pour la fabrication de tuyaux en feutre dit *asphaltique*.

35° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Oise, le 21 septembre 1865, telle qu'elle résulte d'un inventaire après décès dressé, le 29 février 1864, par M^r Jules Maître-Devallon, notaire, à Chambly, et conférant à la dame Augustine-Aglée Debray, veuve Derruau, tant en son nom personnel que comme tutrice légale du sieur Auguste-Joseph Derruau, son fils mineur, tous les droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 30 juillet 1863, par feu le sieur Derruau, pour une monture de scie circulaire avec ensemble d'outils marchant par les bras de l'homme,

36° La cession enregistrée au secrétariat de la préfecture du département de l'Aude, le 22 septembre 1865, faite, suivant acte en date du 19 du même mois, aux sieurs Cyprien Eynard, chef de dépôt à la gare de Narbonne, et Vital Raymond, maître de buffet, tous les deux domiciliés à Narbonne, par le sieur Vernis, de partie de ses

droits au brevet d'invention de quinze ans pris, le 18 juillet 1864, par le sieur Lamjanjat, dont il est cessionnaire, pour la fabrication de carreaux mosaïques.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉNIC.

N° 13,839. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Est déclaré d'utilité publique l'agrandissement du bassin de rétention des chasses du port de Fécamp (Seine-Inférieure), à l'aide des terrains teintés en jaune, en bistre et en vert sur un plan en date du 1^{er} juin 1865, qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à acquérir les terrains teintés en vert sur ledit plan, et la compagnie du chemin de fer de l'Ouest ceux teintés en jaune et en bistre, en se conformant aux dispositions de la loi du 3 mai 1841, lesdits terrains d'une superficie totale de huit hectares quatre-vingt-quinze ares soixante-cinq centiares. (Fontainebleau, 26 Août 1865.)

N° 13,840. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale du Finistère n° 1, d'Hennebont à Lannvéoc et à la mer, dans la côte de Casse-Cou, suivant la direction générale indiquée par une ligne rouge pleine sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de trois ans, à partir du jour de sa promulgation. (Fontainebleau, 26 Août 1865.)

N° 13,841. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant ce qui suit :

La limite de la mer au droit de la propriété que le sieur Bargeau possède au lieu dit Ronce-les-Bains, dans la commune de la Tremblade (quartier de Marennes, département de la Charente-Inférieure), est et demeure fixée

conformément à la ligne A B tracée en bleu, avec l'indication : *Limite du rivage de la mer*, sur le plan annexé au présent décret.

Les droits des tiers sont réservés. (Biarritz, 2 Octobre 1865.)

N° 13,842. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) portant ce qui suit :

La limite de la mer sur le littoral de la commune d'Anglet (quartier maritime de Bayonne, département des Basses-Pyrénées), est et demeure fixée conformément à la ligne tracée en bleu de A en B, avec l'indication : *Limite du rivage de la mer*, sur le plan annexé au présent décret.

Les droits des tiers sont réservés. (Biarritz, 2 Octobre 1865.)

N° 13,843. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 24 mars 1820, qui assigne six offices d'avoué au tribunal de première instance de Montargis (Loiret), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à cinq.

2° Le décret du 18 octobre 1861, qui assigne vingt-huit offices d'huissier au tribunal de première instance de Périgueux (Dordogne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-quatre.

3° Le décret du 18 juin 1863, qui assigne vingt et un offices d'huissier au tribunal de première instance de Libourne (Gironde), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt. (Saint-Cloud, 4 Novembre 1865.)

N° 13,844. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. Les communes de Chainaz et des Frasses, canton d'Alby, arrondissement d'Annecy, département de la Haute-Savoie, sont réunies en une seule commune, dont le chef-lieu est fixé à Chainaz et qui portera le nom de *Chainaz-les-Frasses*.

2. Les communes réunies continueront à jouir séparément, comme sections de communes, des droits d'usage ou autres qui peuvent leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales. (Compiègne, 17 Novembre 1865.)

N° 13,845. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État, chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur) portant que la commune d'Arbressec, arrondissement de Vitré, département d'Ille-et-Vilaine, prendra, à l'avenir, le nom d'*Arbrissel*. (Compiègne, 23 Novembre 1865.)

N° 13,846. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. Nayral (Étienne-Gabriel-Edmond), né le 10 novembre 1812, à Mont-

pellier (Hérault), colonel du quatre-vingt-troisième régiment d'infanterie, en garnison à Constantine (Algérie), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *Martin de Bourgon*, et à s'appeler, à l'avenir, *Nayral Martin de Bourgon*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Compiègne, 2 Décembre 1865.*)

N° 13,847. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que *M. Join Lambert* est nommé auditeur de deuxième classe au Conseil d'État. (*Compiègne, 2 Décembre 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 20^r Décembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1357.

N° 13,858. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le prix de la Pension au Lycée impérial de Nevers.*

Du 6 Septembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. A partir du 1^{er} octobre prochain, le prix de la pension au lycée impérial de Nevers sera augmenté de cinquante francs et fixé ainsi qu'il suit :

Division supérieure.....	750 ^f
Division de grammaire.....	700
Division élémentaire.....	650

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Fontainebleau, le 6 Septembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique,

Signé V. DUBUY.

N° 13,859. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère de l'Instruction publique, exercice 1865.*

Du 9 Octobre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

XT Série.

66

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits ouverts par ladite loi;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾, sur les virements de crédits;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 4 septembre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert sur le chapitre xxxi (*Instruction primaire. — Fonds de l'État*) du ministère de l'instruction publique (exercice 1865) est réduit d'une somme de soixante et quatorze mille francs (74,000').

2. Les crédits alloués au ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1865 sont augmentés d'une somme égale de soixante et quatorze mille francs (74,000'), savoir :

CHAP. IV. Services généraux.	{ Art. 1 ^{er}	30,000'	{ 44,000'
	Art. 6.....	14,000	
— xxx. Inspecteurs primaires.....		30,000	{ 74,000
TOTAL ÉGAL.....			

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'instruction publique et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 9 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOUËD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'instruction publique,

Signé V. DURUY.

N° 13,860. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui règle, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1864, la Redevance proportionnelle de la Mine de Vicoigne (Nord).

Du 9 Octobre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances;

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

Vu la demande présentée, le 12 mars 1864, par les concessionnaires de la mine de Vicoigne (Nord) à l'effet d'obtenir, à compter de ladite année, un abonnement de cinq ans à la redevance proportionnelle ;

Vu les rapports des ingénieurs des mines des 9 et 20 juillet ;

Vu l'avis du comité d'évaluation du 13 septembre suivant ;

Vu la lettre du préfet du 15 du même mois ;

Vu l'avis du conseil général des mines du 18 novembre ;

Vu l'article 35 de la loi du 21 avril 1810 et l'article 34 du décret du 6 mai 1811 ⁽¹⁾ ;

Vu notre décret du 30 juin 1860 ⁽²⁾ ;

• Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La redevance proportionnelle de la mine de Vicoigne (Nord) est réglée sous forme d'abonnement, pour les années 1864, 1865, 1866, 1867 et 1868, à quatorze mille quatre cent quatre-vingt-quatre francs quatre-vingt-un centimes (14,484^{fr} 81^c) en principal par année.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré par extrait au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 9 Octobre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,861. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la fondation, à Caen, d'un Établissement de Petites-Sœurs-des-Pauvres.

Du 9 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La congrégation hospitalière des Petites-Sœurs-des-Pauvres, existant à Rennes (Ille-et-Vilaine) en vertu de notre décret du 9 jan-

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 369, n° 6754.

⁽²⁾ 2^e série, Bull. 821, n° 7386.

vier 1856⁽¹⁾, est autorisée à fonder à Caen (Calvados) un établissement de sœurs de son ordre, à la charge par les membres de cet établissement de se conformer aux statuts approuvés pour la maison mère par ordonnance royale du 8 juin 1828⁽²⁾.

2. La supérieure générale de la congrégation des Petites-Sœurs-des-Pauvres existant à Rennes (Ille-et-Vilaine) est autorisée, au nom de cette congrégation :

1° A accepter le legs d'une somme de six mille francs fait, à titre gratuit, par la demoiselle *Louise-Thaise Tirone*, suivant son testament olographe du 12 novembre 1860, à l'établissement des sœurs dudit ordre reconnu à Caen (Calvados), en vertu de l'article 1^{er} du présent décret;

2° A employer le produit de ce legs au paiement des constructions dudit établissement.

3. La supérieure générale de la même congrégation des Petites-Sœurs-des-Pauvres, à Rennes, est autorisée à acquérir du sieur *Roulin*, moyennant le prix de quatorze mille francs et aux clauses et conditions énoncées dans un acte notarié du 27 février 1857, un terrain situé à Caen, contenant un hectare quatre-vingt-quatre ares • trente centiares, estimé quatorze mille sept cent quarante-quatre francs et sur lequel est construite la maison conventuelle des sœurs dudit ordre existant dans cette ville.

4. La supérieure générale de la congrégation hospitalière des sœurs de la Miséricorde, existant à Caen (Calvados) en vertu de notre décret du 8 novembre 1852, est autorisée à accepter le legs d'une somme de six mille francs fait, à titre gratuit, à cette congrégation par la demoiselle *Louise-Thaise Tirone*, suivant son testament olographe du 12 novembre 1860.

Conformément à la demande du conseil d'administration de la congrégation, le produit de ce legs sera employé, jusqu'à due concurrence, au paiement d'une partie du prix d'une acquisition d'immeubles faite par cette congrégation et autorisée par notre décret du 28 avril 1862.

5. Le trésorier de la fabrique de l'église curiale de Saint-Jean, à Caen (Calvados), est autorisé à accepter, aux clauses et conditions imposées, les legs faits à cet établissement par la demoiselle *Louise-Thaise Tirone*, suivant son testament olographe du 12 novembre 1860, et consistant en deux sommes d'argent de mille francs chacune pour être affectées à la décoration des chapelles de la Sainte-Vierge et du Sacré-Cœur de Jésus de ladite église.

6. Le trésorier de la fabrique de l'église curiale de Saint-Jean, à Caen (Calvados), et le bureau de bienfaisance de cette ville sont autorisés à accepter, chacun en ce qui le concerne, aux clauses et conditions imposées, le legs fait à ladite fabrique par la demoiselle *Louise-Thaise Tirone*, suivant son testament olographe du 12 no-

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 355, n° 3293.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 236, n° 8607.

vembre 1860, et consistant en une somme de mille francs destinée aux pauvres de ladite église.

Cette somme de mille francs sera employée à l'achat d'une rente trois pour cent sur l'État, qui sera immatriculée aux noms de la fabrique de l'église de Saint-Jean et du bureau de bienfaisance de Caen. Mention sera faite sur l'inscription de la destination des arrérages.

Le titre de rente sera mis en la possession du bureau de bienfaisance.

7. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux,

Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCH.

N° 13,862. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui approuve des modifications aux Statuts de la Congrégation du Tiers Ordre des Filles de Marie, existant à Auch.*

Du 11 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Vu la demande de la congrégation des filles de Marie, à Auch, tendant à obtenir la modification de ses statuts ;

Vu la copie des statuts modifiés, signée par les membres de la congrégation et revêtue de l'approbation de l'archevêque d'Auch ;

Vu les autres pièces produites en exécution de la loi du 24 mai 1825 et du décret du 31 janvier 1852 ;

Vu les avis de nos ministres de l'intérieur et de l'instruction publique ;

Considérant que les modifications proposées aux statuts déjà approuvés des filles de Marie ne dérogent en rien aux lois de l'État et ne contiennent rien de contraire à la constitution de l'Empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont approuvées les modifications demandées par la congrégation du tiers ordre des filles de Marie, existant à Auch (Gers), aux statuts adoptés par cette congrégation et approuvés par ordonnance royale du 2 mars 1828 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ VIII^e série, Bull. 219, n° 8095

Ces modifications, telles qu'elles résultent des statuts annexés au présent décret, seront enregistrées et transcrites sur les registres du Conseil d'État; mention de ladite transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil d'État sur la pièce enregistrée.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCH.

N° 13,863. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes (Service des Cultes), un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.

DU 17 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes;

Vu l'état des créances liquidées pour le service des cultes, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos de 1861, 1862 et 1863;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1850⁽¹⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 30 octobre 1865;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 126 du décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique, les créances comprises à l'état susvisé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus aux budgets des exercices 1861, 1862 et 1863, et que leur montant n'excède pas les restants de crédits annulés sur les mêmes services par la loi de règlement de chacun de ces exercices;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes (Service des Cultes), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1861, 1862 et 1863, un crédit supplémentaire de dix mille quatre cent soixante et dix francs cinquante-sept centimes, montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la

⁽¹⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

charge de ces exercices et dont les états nominatifs seront adressés à notre ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862, savoir :

Exercice 1861	382 ^f 18 ^c	} 10,470 ^f 57 ^c
Exercice 1862	1,077 93	
Exercice 1863	9,010 46	

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes, est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des cultes concernant les exercices clos, aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 17 Novembre 1865:

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Tableau des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par la loi de règlement des exercices 1861, 1862 et 1863, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.

NUMÉROS des chapitres.	TITRES DES CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1861.		
XX.	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial	188 ^f 20 ^c	382 ^f 18 ^c
XXV.	Travaux d'entretien et de grosses réparations des édi- fices diocésains	197 68	
	EXERCICE 1862.		
XX.	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial	171 67	1,077 93
XXV.	Travaux ordinaires d'entretien et de grosses répar- tions des édifices diocésains	906 26	
	EXERCICE 1863.		
XXIII.	Vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial.....	3,327 11	9,010 46
XXIX.	Entretien des édifices diocésains	9 94	
	BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
II.	Construction et grosses réparations des édifices dio- césains.	5,673 41	10,470 57
	TOTAL.....		

Approuvé pour être annexé au décret du 17 novembre 1865.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

Ces modifications, telles qu'elles résultent des statuts annexés au présent décret, seront enregistrées et transcrites sur les registres du Conseil d'État; mention de ladite transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil d'État sur la pièce enregistrée.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,863. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes (Service des Cultes), un Crédit supplémentaire pour des Créances constatées sur des exercices clos.

DU 17 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

Vu l'état des créances liquidées pour le service des cultes, additionnellement aux restes à payer constatés par les comptes définitifs des exercices clos de 1861, 1862 et 1863 ;

Vu l'article 4 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1858 ⁽¹⁾ ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 30 octobre 1865 ;

Considérant qu'aux termes de l'article 9 de la loi du 23 mai 1834 et de l'article 126 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique, les créances comprises à l'état au visé peuvent être acquittées, attendu qu'elles se rapportent à des services prévus aux budgets des exercices 1861, 1862 et 1863, et que leur montant n'excède pas les restants de crédits annulés sur les mêmes services par la loi de règlement de chacun de ces exercices ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes (Service des Cultes), en augmentation des restes à payer constatés par le compte définitif des exercices 1861, 1862 et 1863, un crédit supplémentaire de dix mille quatre cent soixante et dix francs cinquante-sept centimes, montant des créances désignées au tableau ci-annexé, qui ont été liquidées à la

⁽¹⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ Bull. 1045, n° 10,587.

charge de ces exercices et dont les états nominatifs seront adressés à notre ministre des finances, conformément à l'article 129 du décret précité du 31 mai 1862, savoir :

Exercice 1861.....	382' 18"	} 10,470 57
Exercice 1862.....	1,077 93	
Exercice 1863.....	9,010 46	

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes, est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des cultes concernant les exercices clos, aux budgets des exercices courants, en exécution de l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 17 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,
Signé ACHILLE FOULD.

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice et des cultes,
Signé J. BAROCHÉ.

Tableau des nouvelles créances constatées en augmentation des restes à payer arrêtés par la loi de règlement des exercices 1861, 1862 et 1863, et qui sont à ordonnancer sur les budgets des exercices courants.

NUMÉROS des chapitres.	TITRES DES CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉANCES	
		par chapitre.	par exercice.
	EXERCICE 1861.		
XX.	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial	182' 48"	382' 18"
XXV.	Travaux d'entretien et de grosses réparations des édi- fices diocésains	197 14	
	EXERCICE 1862.		
XX.	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial	171 07	1,077 93
XXV.	Travaux ordinaires d'entretien et de grosses réparations des édifices diocésains	906 26	
	EXERCICE 1863.		
XXIII.	Vicaires généraux, chapitres et clergé paroissial.....	3,327 11	9,010 46
XXIX.	Entretien des édifices diocésains	9 94	
	BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
II.	Construction et grosses réparations des édifices dio- césains	5,673 41	10,470 57
	TOTAL		

Approuvé pour être annexé au décret du 17 novembre 1865.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes,
Signé J. BAROCHÉ.

N° 13,864. — DÉCRET IMPÉRIAL qui charge le Grand Écuyer de l'administration des Haras, et supprime le titre et l'emploi de Directeur général des Haras.

Du 17 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 23 juin 1863⁽¹⁾, qui a constitué un ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts;

Sur la proposition du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Notre grand écuyer est chargé, sous l'autorité du ministre, de l'administration des haras.

Il ne reçoit aucun traitement sur le budget de l'État.

Le titre et l'emploi de directeur général des haras sont supprimés.

2. Les propositions adressées au ministre par le grand écuyer, pour les affaires de l'administration des haras, seront toujours distinctes et séparées de celles qui concerneront la Maison de l'Empereur.

3. En cas d'absence ou d'empêchement, le grand écuyer sera remplacé, pour toutes les affaires de l'administration des haras, par le premier inspecteur général et, à son défaut, par le chef de la division.

4. Sont et demeurent expressément maintenues, en tant qu'elles ne sont pas contraires au présent décret, les dispositions des décrets, règlements et arrêtés qui régissent présentement l'administration des haras.

5. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui recevra son effet à partir du 1^{er} décembre prochain.

Fait au palais de Compiègne, le 17 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,*

Signé VAILLANT.

N° 13,865. — DÉCRET IMPÉRIAL qui charge M. le Général de division Fleury, Premier Écuyer, d'exercer les Attributions conférées au Grand Écuyer pour l'administration des Haras.

Du 17 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 1138, n° 11,400.

Vu le décret du 23 juin 1863⁽¹⁾, qui a constitué un ministère de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts;

Vu le décret, en date du 17 novembre 1865, qui a chargé notre grand écuyer de l'administration des haras;

Sur la proposition du ministre de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. M. le général de division *Fleury*, notre premier écuyer, sénateur, exercera les attributions conférées à notre grand écuyer par notre décret en date du 17 novembre 1865, ci-dessus visé.

2. Le ministre de notre Maison et des beaux-arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 17 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts,*

Signé VAILLANT.

N° 13,866. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la Communauté purement enseignante des Ursulines de la Sainte-Enfance, existant à Saint-Calais (Sarthe), à se réunir à la Congrégation hospitalière et enseignante des Sœurs de Sainte-Marie, à Angers.

Du 25 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes de notre Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La communauté purement enseignante des Ursulines de la Sainte-Enfance, existant à Saint-Calais (Sarthe) en vertu de notre décret du 28 octobre 1853, est autorisée à se réunir à la congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de Sainte-Marie, reconnue à Angers (Maine-et-Loire) par décret impérial du 15 novembre 1810⁽²⁾.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et de l'instruction publique, sont

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1128, n° 11,400.

⁽²⁾ IV^e série, Bull. 338, n° 6618.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 23 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Garde des sceaux,
Ministre secrétaire d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé J. BAROCHÉ.

N° 13.867. — DÉCRET IMPÉRIAL qui, 1^{er} fixe au sud et à l'ouest les Limites du Jardin public dépendant du Palais du Luxembourg ; 2^o met à la disposition du Ministre des Finances les Terrains domaniaux situés en dehors de ces limites.

Du 25 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 39 du décret du 22 mars 1852⁽¹⁾, qui a affecté au Sénat les palais des grand et petit Luxembourg, la maison de la rue d'Enfer et les jardins réservés, mais qui a laissé en dehors de l'affectation les jardins ouverts au public ;

Vu le rapport de la commission instituée par décret du 2 novembre 1864, lequel contient, entre autres propositions, celle de limiter le jardin du Luxembourg au sud et à l'ouest par deux rues partant : la première, du boulevard Saint-Michel, en face la rue de l'Abbé-de-l'Épée, la seconde, de la rue de Vaugirard, en face la rue Férou, et aboutissant à un même point, près de la rue de l'Ouest ;

Sur la proposition de nos ministres d'État, des finances et de notre Maison et des beaux-arts,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le jardin public dépendant du palais du Luxembourg sera limité au sud et à l'ouest par deux voies publiques partant : la première, du boulevard Saint-Michel, en face la rue de l'Abbé-de-l'Épée ; la seconde, de la rue de Vaugirard, en face de la rue Férou, et aboutissant toutes les deux en un même point, près la rue de l'Ouest, ainsi qu'il est indiqué par un liséré bleu au plan ci-annexé.

2. Les terrains domaniaux situés en dehors du périmètre déterminé par le liséré bleu seront mis à la disposition de notre ministre des finances.

3. Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 25 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUEN.

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULB.

*Le Ministre de la Maison de
l'Empereur et des beaux-arts,*

Signé VAILLANT.

⁽¹⁾ 2^e série, Bull. 514, n° 496a.

N° 13,868. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare applicable aux Établissements français de l'Océanie le décret du 14 juin 1861, relatif au Mariage des Étrangers Immigrants à la Guyane française.*

Du 25 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu l'article 7 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 24 mars 1852 ⁽¹⁾, sur le mariage des nationaux dans l'Océanie;

Vu le décret du 14 juin 1861 ⁽²⁾, relatif au mariage des étrangers immigrants à la Guyane française;

Vu l'avis du comité consultatif des colonies, en date du 25 novembre 1865,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le décret du 14 juin 1861, relatif au mariage des étrangers immigrants à la Guyane française, est déclaré applicable aux établissements français de l'Océanie.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait au palais de Compiègne, le 25 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSERIOUX-LAUSAT.

N° 13,869. — *DÉCRET IMPÉRIAL concernant les Correspondances échangées, par la voie de l'Isthme de Panama, entre les Habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les Habitants des Iles Marquises, des Iles Basses et des Iles de la Société, d'autre part, etc.*

Du 25 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les lois des 3 mai 1853 et 17 juin 1857;

Vu les conventions qui règlent les rapports entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Grande-Bretagne;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 519, n° 3954.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 951, n° 9991.

Vu nos décrets des 7 septembre 1863⁽¹⁾, 27 novembre 1864⁽²⁾ et 11 novembre 1865⁽³⁾, portant dispositions sur le mode de correspondance tant par la voie des paquebots-poste français que par celle des services britanniques;

Sur le rapport de notre ministre des finances et de notre ministre de la marine et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes à percevoir sur les lettres ordinaires, les lettres chargées, les papiers de commerce ou d'affaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature échangés, par la voie de l'isthme de Panama, entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des îles Marquises, des îles Basses et des îles de la Société, d'autre part, sont réduites, savoir :

1° A un franc par dix grammes ou fraction de dix grammes, pour chaque lettre ordinaire affranchie jusqu'à destination ;

2° A un franc dix centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes, pour chaque lettre ordinaire non affranchie ;

3° A deux francs par dix grammes ou fraction de dix grammes, pour chaque lettre chargée affranchie jusqu'à destination ;

4° A quatre-vingt-cinq centimes par deux cents grammes ou fraction de deux cents grammes, pour chaque paquet de papiers de commerce ou d'affaires affranchi jusqu'à destination ;

5° A dix-sept centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes, pour chaque paquet d'échantillons de marchandises ou d'imprimés affranchi jusqu'à destination.

Les diminutions de taxes résultant du présent article porteront exclusivement sur les taxes perçues au profit de l'administration des postes de la métropole.

2. Les prix de port à percevoir au profit de l'administration des postes de la métropole, en vertu de nos décrets susvisés des 7 septembre 1863, 27 novembre 1864 et 11 novembre 1865, pour les lettres ordinaires, les lettres chargées et les imprimés de toute nature échangés entre les îles Marquises, les îles Basses et les îles de la Société, d'une part, et les autres colonies ou établissements français et des pays étrangers, d'autre part, sont réduits, savoir :

1° Pour chaque lettre ordinaire, d'une somme de vingt centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes ;

2° Pour chaque lettre chargée, d'une somme de quarante centimes par dix grammes ou fraction de dix grammes ;

3° Pour chaque paquet d'imprimés, d'une somme de cinq centimes par quarante grammes ou fraction de quarante grammes.

3. Les lettres ordinaires ou chargées, les papiers de commerce ou d'affaires, les échantillons de marchandises et les imprimés que les habitants des îles Marquises, des îles Basses et des îles de la Société expédieront ou recevront par la voie des paquebots britanniques, de

⁽¹⁾ Bull. 1148, n° 11,622.

⁽²⁾ Bull. 1350, n° 13,809.

⁽³⁾ Bull. 1252, n° 12,785.

l'isthme de Panama et des paquebots-poste français ne supporteront d'autres taxes que celles applicables aux objets de mêmes nature, origine et destination, acheminés par la voie d'Angleterre et de l'isthme de Panama.

4. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1866.

5. Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions de nos décrets susvisés des 7 septembre 1863, 27 novembre 1864 et 11 novembre 1865.

6. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des finances, et de la marine et des colonies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 25 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies,*

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,870. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Ministère de la Marine et des Colonies, exercice 1865.*

Du 25 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies ;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865 ;

Vu nos décrets des 15 novembre 1864 ⁽¹⁾ et 26 août 1865 ⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits alloués par les deux lois susvisées ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽³⁾, concernant les virements de crédits ;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862 ⁽⁴⁾, sur la comptabilité publique ;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 6 novembre 1865 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts, pour l'exercice 1865, sur les chapitres

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1330, n° 13,614.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽⁴⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

sulvants du budget ordinaire du ministère de la marine et des colonies, sont réduits d'une somme de deux millions sept cent quatre-vingt mille francs (2,780,000'), ainsi répartie :

3^e SECTION.

CHAP. XI. Approvisionnements généraux de la flotte..... 2,500,000'

5^e SECTION.

CHAP. XXXIII. Service pénitentiaire à la Guyane..... 180,000

SOMME ÉGALE..... 2,780,000

2. Les crédits ouverts, pour le même exercice, aux chapitres ci-après du budget ordinaire dudit département, sont augmentés de pareille somme de deux millions sept cent quatre-vingt mille francs (2,780,000'), imputable comme il suit, savoir :

2^e SECTION.

CHAP. IV. États-majors et équipages..... 583,000'

— VIII. Hôpitaux..... 324,000

— IX. Vivres..... 1,873,000

SOMME ÉGALE..... 2,780,000

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 25 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État
des finances,*

Signé ACHILLE FOULD.

*Le Ministre secrétaire d'État
de la marine et des colonies,*

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUBAY.

N° 13.871. — DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget extraordinaire du Ministère de la Marine et des Colonies, exercice 1865.

Du 25 Novembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu la loi du 8 juillet 1865, accordant des suppléments de crédits sur l'exercice 1865;

Vu nos décrets des 15 novembre 1864⁽¹⁾ et 26 août 1865⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits alloués par les deux lois susvisées;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾, concernant les virements de crédits;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽⁴⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 6 novembre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1865, sur le chapitre iv du budget extraordinaire du ministère de la marine et des colonies (*Approvisionnements généraux de la flotte*), est réduit d'une somme de cinq millions neuf cent quarante-sept mille francs (5,947,000').

2. Les crédits ouverts, pour ledit exercice 1865, sur les chapitres et après du budget extraordinaire du même ministère, sont augmentés de pareille somme de cinq millions neuf cent quarante-sept mille francs (5,947,000'), répartie comme il suit :

2^e SECTION. (2^e partie.)

CHAP. VI. États-majors et équipages.....	2,840,000'
— IX. Hôpitaux.....	668,000
— X. Vivres.....	1,539,000

4^e SECTION. (2^e partie.)

CHAP. XII. Frais de voyage et dépenses diverses.....	900,000
SOMME ÉGALE.....	5,947,000

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, et notre ministre secrétaire d'État au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 25 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de la marine et des colonies,

Signé P. DE CHASSELOUP-LAUMAY.

N° 13,872. — DÉCRET IMPÉRIAL qui fait cesser l'Intérim du Ministère de l'Intérieur.

Du 2 Décembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1330, n° 13,614.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4,110.

⁽⁴⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'intérim du ministère de l'intérieur, qui était confié à notre ministre d'Etat, cessera à partir du 4 décembre.

2. Nos ministres d'Etat et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 2 Décembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par le Ministre d'Etat :

Signé E. ROCHER.

N° 13,873. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1865, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.

Du 2 Décembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1865 ;

Vu notre décret du 15 novembre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice ;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840 ;

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'Etat, à l'exécution de travaux appartenant à l'exercice 1865 ;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽²⁾ ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 (article 4) ;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 24 novembre 1865,

Notre Conseil d'Etat entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert à notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1865 (*Budgets ordinaire et extraordinaire*), un crédit de quatre cent soixante et treize mille cinq cent vingt et un francs quarante-huit centimes (473,521^{fr} 48^{cs}).

Cette somme de quatre cent soixante et treize mille cinq cent vingt et un francs quarante-huit centimes (473,521^{fr} 48^{cs}) est répartie de la

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 449, n° 4119, 29 août.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1356.

N° 13,848. — *ANNEXE* au décret impérial du 11 novembre 1865, portant promulgation de la Convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865, ledit décret inséré au Bulletin 1349, n° 13,797.

PROCÈS-VERBAL

DE L'ÉCHANGE DES RATIFICATIONS ENTRE LA FRANCE ET LA TURQUIE
SUR LA CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE.

Les ratifications de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans sur la convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865, n'ayant pu être expédiées au jour fixé pour l'échange général des ratifications respectives, il a été entendu que le ministre des affaires étrangères de France serait appelé à opérer l'échange avec l'ambassadeur de la Sublime Porte dès que les ratifications auraient été dressées. L'instrument de cet acte ayant été produit ce jourd'hui par l'ambassadeur de la Turquie, l'échange en a été opéré, après examen, contre l'instrument des ratifications de Sa Majesté l'Empereur des Français.

En foi de quoi, le présent procès-verbal a été signé pour être inséré au Bulletin des lois et faire suite au décret de publication de la convention internationale susdite.

Fait à Paris, en double expédition, le 6 Décembre 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE L'HUYS.

(L. S.) Signé SAFVET.

Vu pour être annexé au décret impérial du 11 novembre 1865, portant promulgation de la convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865.

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE L'HUYS.

N° 13,849. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. Le département des Côtes-du-Nord est autorisé à fonder à perpétuité, dans le lycée impérial de Saint-Brieuc, deux bourses et demie d'internes affectées à l'entretien d'élèves de ce département.

2. Pour couvrir la dépense de cette fondation, il sera porté annuellement au budget départemental des Côtes-du-Nord l'allocation nécessaire pour l'entretien desdites bourses, conformément aux prescriptions des décrets des 16 avril 1853⁽¹⁾ et 4 octobre 1859⁽²⁾.

3. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les décrets et règlements qui régissent les bourses dans les lycées et collèges. (*Saint-Cloud, 9 Novembre 1865.*)

N° 13,850. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. Le département de la Lozère est autorisé à fonder à perpétuité, dans le collège communal de Mende, une bourse et demie d'internes affectée à l'entretien d'élèves de ce département.

2. Pour couvrir la dépense de cette fondation, il sera porté annuellement au budget du département de la Lozère l'allocation nécessaire pour l'entretien desdites bourses, conformément aux prescriptions des décrets des 16 avril 1853⁽¹⁾ et 4 octobre 1859⁽²⁾.

3. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les décrets et règlements qui régissent les bourses dans les lycées et collèges. (*Saint-Cloud, 9 Novembre 1865.*)

N° 13,851. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. Le département du Nord est autorisé à fonder à perpétuité, dans le lycée impérial de Douai, trois bourses d'internes affectées à l'entretien d'élèves de ce département.

2. Pour couvrir la dépense de cette fondation, il sera porté annuellement au budget du département du Nord l'allocation nécessaire pour l'entretien desdites bourses, conformément aux prescriptions des décrets des 16 avril 1853⁽¹⁾ et 4 octobre 1859⁽²⁾.

3. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les décrets et règlements qui régissent les bourses dans les lycées et collèges. (*Saint-Cloud, 9 Novembre 1865.*)

N° 13,852. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. Le département du Nord est autorisé à fonder à perpétuité, dans le lycée impérial de Lille, trois bourses d'internes affectées à l'entretien d'élèves de ce département.

⁽¹⁾ Bull. 38, n° 443.

⁽²⁾ Bull. 741, n° 7087.

2. Pour couvrir la dépense de cette fondation, il sera porté annuellement au budget du département du Nord l'allocation nécessaire pour l'entretien desdites bourses, conformément aux prescriptions des décrets des 16 avril 1853⁽¹⁾ et 4 octobre 1859⁽²⁾.

3. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les décrets et règlements qui régissent les bourses dans les lycées et collèges. (*Saint-Cloud, 9 Novembre 1865.*)

N° 13,853. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. Le département de Seine-et-Marne est autorisé à fonder à perpétuité, dans l'école professionnelle annexée au collège de Meaux, deux bourses et demie d'internes affectées à l'entretien d'élèves de ce département.

2. Pour couvrir la dépense de cette fondation, il sera porté annuellement au budget du département de Seine-et-Marne l'allocation nécessaire pour l'entretien desdites bourses, conformément aux prescriptions des décrets des 16 avril 1853⁽¹⁾ et 4 octobre 1859⁽²⁾.

3. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les décrets et règlements qui régissent les bourses dans les lycées et collèges. (*Saint-Cloud, 9 Novembre 1865.*)

N° 13,854. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. Le département de la Somme est autorisé à fonder à perpétuité, dans le lycée impérial d'Amiens, deux bourses et demie d'internes affectées à l'entretien d'élèves de ce département.

2. Pour couvrir la dépense de cette fondation, il sera porté annuellement au budget du département de la Somme l'allocation nécessaire pour l'entretien desdites bourses, conformément aux prescriptions des décrets des 16 avril 1853⁽¹⁾ et 4 octobre 1859⁽²⁾.

3. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les décrets et règlements qui régissent les bourses dans les lycées et collèges. (*Saint-Cloud, 9 Novembre 1865.*)

N° 13,855. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'instruction publique) portant :

ART. 1^{er}. La ville du Havre est autorisée à fonder dans son lycée impérial onze bourses d'internes affectées à l'entretien d'élèves de cette commune.

2. Il sera porté annuellement au budget de la ville du Havre l'allocation nécessaire pour l'entretien desdites bourses, conformément aux prescriptions des décrets des 16 avril 1853⁽¹⁾ et 4 octobre 1859⁽²⁾.

3. Les bourses dont il s'agit seront concédées dans les formes prescrites par les décrets et règlements qui régissent les bourses dans les lycées et collèges. (*Saint-Cloud, 9 Novembre 1865.*)

⁽¹⁾ Bull. 38, n° 443.

⁽²⁾ Bull. 741, n° 7087.

N° 13,856. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui supprime les commissariats de police institués à Saint-Genis (Charente-Inférieure), Attigny, Signy-le-Petit, Renwez (Ardennes), Pero-Casavecchie (Corse), Saint-Cyprien (Dordogne), Saint-Martin-en-Bresse (Saône-et-Loire). (Compiègne, 2 Décembre 1865.)

N° 13,857. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre d'État) portant que M. le comte de Belbeuf, maître des requêtes de seconde classe, est nommé commissaire du Gouvernement près le Conseil d'État, au contentieux. (Compiègne, 9 Décembre 1865.)



Certifié conforme :

Paris, le 26^e Décembre 1865,

Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,

J. BAROCHÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au
ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

manière suivante entre les chapitres des budgets ordinaire et extraordinaire ci-après désignés, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. XIII.	Encouragements aux manufactures et au commerce.....	2,000' 00'	
— XX.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	104,006 02	
— XXI.	Navigation intérieure. (Rivières.) (Travaux ordinaires.).....	48,748 62	
— XXII.	Navigation intérieure. (Canaux.) (Travaux ordinaires.).....	1,400 00	
— XXIII.	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.).....	26,601 77	
— XXIV.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage.....	2,340 00	
TOTAL pour le budget ordinaire.		185,096 41	185,096' 41"

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. III.	Rectifications des routes impériales.	40,000' 00'	
— I.	Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes.....	31,000 00	
— XI.	Travaux d'amélioration agricole....	13,085 54	
— XIII bis.	Travaux de défense des villes contre les inondations.....	204,339 53	
TOTAL pour le budget extraordinaire..		288,425 07	288,425 07
SOMME ÉGALE au montant du crédit...			473,521 48

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 2 Décembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉNIC.

ont été versés dans le compte de crédit par les départements, les communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1865.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAPITRE XIII.		
ENGOURAGEMENTS AUX MANUFACTURES ET AU COMMERCE.		
Savoie (Haute-).	Travaux d'appropriation effectués dans les bâtiments de l'école d'horlogerie de Cluses.....	2,000 00
CHAPITRE XX.		
ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)		
Ain.....	Élargissement de la route impériale n° 84, dans la traverse de Collonges.....	500 00
Aisne.....	Travaux d'amélioration de la route impériale n° 46, de Soissons à Melun, dans la traverse de Montcornet.....	275 00
Ardennes.....	Reconstruction de la porte n° 69, existant sur la route impériale n° 51, dans la traversée des fortifications de Mézières... Établissement d'un trottoir sur la route impériale n° 71, à l'entrée de la ville de Châtillon.....	20,000 00 544 50
Côte-d'Or.....	Plantation d'arbres le long de la route impériale n° 73, au territoire de Ruffey-lès-Beaune.....	900 00
Côtes-du-Nord.....	Plantation d'arbres sur la route impériale n° 73, au territoire de Marigny.....	500 00
.....	Élargissement de la route impériale n° 176, dans la traverse de Dinan.....	675 00
Gironde.....	Entretien des revers pavés et des trottoirs de la route impériale n° 136, dans la traverse de la Bastille-Bordeaux.....	75 00
.....	Entretien des routes impériales qui traversent la ville de Bordeaux.....	1,632 00
Indre-et-Loire.....	Amélioration de la route impériale n° 20, dans la traverse de Château-Renaud.....	4,019 60
Loir-et-Cher.....	Élargissement de la route impériale n° 187, dans la traverse de Vendôme.....	1,760 00
Marne.....	Construction d'un aqueduc sur la route impériale n° 44 et sur le chemin de fer de l'Est, aux abords de Reims.....	2,500 00
Mayenne.....	Prolongement d'un aqueduc de la route impériale n° 12, dans la traverse de Laval.....	225 00
Meuse.....	Amélioration de la route n° 64, de Neuchâteau à Mézières, dans la traverse d'Inor.....	400 00
Saône (Haute-).	Amélioration de la route impériale n° 83, dans la traverse d'Héricourt.....	1,149 92
.....	Assainissement de la route impériale n° 9, dans la traverse de Villejuif.....	40,000 00
Seine.....	Assainissement de la route impériale n° 186, dans la traverse de Choisy-le-Roi.....	4,000 00
.....	Construction d'un égout sur la route impériale n° 5, dans la traverse de Maisons-Alfort.....	10,000 00
.....	Élargissement de la route impériale n° 1 ^{re} , dans la traverse de Saint-Denis.....	3,166 67
Seine-Inférieure.....	Élargissement de la route impériale n° 25, dans la traverse du Pollet, à Dieppe.....	2,835 33

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des dépenses.
Seine-et-Oise.	Entretien de la route de Sévres à Versailles (route impériale n° 10).....	5,000 00
	Allongement du pontceau du Petit-Rhône, à Sarcelles (route impériale n° 10, de Paris à Dunkerque).....	300 00
Vienne....	Établissement de poteaux indicateurs à l'embranchement des routes impériales avec les chemins de grande communication.....	1,800 00
Yonne....	Établissement de trottoirs le long de la route n° 5, à l'entrée de la ville de Sens.....	1,650 00
	TOTAL du chapitre XX.....	104,006 02
	CHAPITRE XXI.	
	NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.) (Travaux ordinaires.)	
Ain.....	Travaux de défense contre la rivière d'Ain, dans le syndicat d'Ouniat, en amont de la fontaine de la Drounière.....	115 65
Allier....	Défense de l'Allier au droit de l'hippodrome de Moulins.....	10,200 00
	Endiguement de l'Allier au droit des propriétés de M. d'Aurelles et de M ^{me} Bottin.....	25,480 00
Ardèche...	Consolidation de la digue de Souteyranne, sur le Rhône.....	100 00
Calvados..	Travaux de consolidation des rives de l'Orne.....	629 00
Côte-d'Or..	Entretien des quais de la Saône.....	150 00
Garonne (Haute-).	Entretien du barrage de Villemur, sur le Tarn.....	500 00
Gironde....	Travaux de défense de la rive gauche de la Garonne dans la commune de Cadaujac, au droit des propriétés de MM. Girard, Chretien et Lafon, Sallabaud et Malmouche.....	600 00
	Amélioration du port de Podensac.....	1,100 00
Landes....	Travaux de défense des rives de l'Adour, aux abords du pont de Cazères.....	4,300 00
Loire-Inférieure.	Construction du bas port du quai de la Madeleine, à Nantes..	5,573 97
	TOTAL du chapitre XXI.....	48,748 62
	CHAPITRE XXII.	
	NAVIGATION INTÉRIEURE. (Canaux.) (Travaux ordinaires.)	
Oise.....	Frais de contrôle et de surveillance du canal de la Sambre à l'Oise.....	1,400 00
	CHAPITRE XXIII.	
	PORTS MARITIMES, PHARES ET PAVILLONS. (Travaux ordinaires.)	
Bouches-du-Rhône.	Entretien des capoulières placées dans le canal de Bouc à Martigues.....	2,200 00
Charente-Inférieure.	Reconstruction de l'aqueduc ouest du port de la Flotte.....	1,100 00
	Dévasement des ports et chenaux du département.....	20,000 00
	Entretien du port de Libourne.....	840 25
Gironde...	Entretien du port de Beycheville.....	120 00
	Entretien du port de Pauillac.....	780 63

DÉPARTE- MENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des VOTEMENTS.
Gironde... (Suite.)	Entretien du port de la Maréchale.....	451 ⁴ 00
	Entretien du port de Saint-Estèphe.....	400 00
	Redressement d'un coude que forme le chenal du port de Saint-Christoly.....	500 00
	TOTAL du chapitre XXIII.....	26,601 77
CHAPITRE XXIV.		
ÉTUDES ET SUBVENTIONS POUR TRAVAUX D'IRRIGATION, DE DESSÈCHEMENT, DE CURAGE ET DE DRAINAGE.		
Drôme....	Administration du séquestre du canal de Pierrelatte.....	2,340 00
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAPITRE III.		
RECTIFICATION DES ROUTES IMPÉRIALES.		
Cantal....	Rectification de la route impériale n° 122, de Clermont à Toulouse, entre Aurillac et Mauriac.....	20,000 00
Gard.....	Rectification de la route impériale n° 107, de Nîmes à Saint-Flour, dans la côte de Tourgouillette.....	5,000 00
Nièvre....	Rectification de la route impériale n° 7, de Paris à Antibes et en Italie, dans la traverse de Nevers.....	15,000 00
	TOTAL du chapitre III.....	40,000 00
CHAPITRE X.		
TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET D'ACHÈVEMENT DES PORTS MARITIMES.		
Charente-Inférieure.	Amélioration du port de Royan.....	1,000 00
Pyrénées (Basses-).	Reconstruction du quai de la place d'Armes, à Bayonne.....	30,000 00
	TOTAL du chapitre X.....	31,000 00
CHAPITRE XI.		
TRAVAUX D'AMÉLIORATION AGRICOLE.		
Ain.....	Travaux de construction de puits publics au Montellier et à Rancé.....	585 54
Corse....	Travaux de construction de fontaines publiques à Bastia.....	2,500 00
Dordogne..	Travaux d'assainissement de la Double.....	10,000 00
	TOTAL du chapitre XI.....	13,085 54
CHAPITRE XIII bis.		
TRAVAUX DE DÉFENSE DES VILLES CONTRE LES INONDATIONS.		
Ardèche... Indre-et-Loire.	Construction d'un barrage sur la rivière de Ternay.....	136,087 00
	Travaux de défense de Tours contre les inondations de la Loire.	3,052 53

DÉPARTEMENT	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des FRAIS de VÉRIFICATION.
SEINE-ET-OISE	Travaux de défense contre les inondations à Selles-sur-Cher	4,620 ⁰⁰
SEINE-ET-OISE	Travaux de défense de Saint-Etienne contre les inondations	100,000 ⁰⁰
	Total du chapitre XIII bis	204,330⁵³
RÉCAPITULATION.		
CHAP. XIII.		
	Encouragements aux manufactures et au commerce	2,000 ⁰⁰
	Routes impériales et ponts. (Travaux ordinaires.)	104,006 ⁰⁸
	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.)	18,788 ⁶²
	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires.)	2,400 ⁰⁰
	Ports maritimes, phares et fanaux. (Travaux ordinaires.)	26,601 ⁷⁷
	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage	2,240 ⁰⁰
	Total pour le budget ordinaire	185,036⁴⁷
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
	Rectification des routes impériales	40,000 ⁰⁰
	Travaux d'amélioration et de dessèchement des ports maritimes	31,000 ⁰⁰
	Travaux d'amélioration agricole	13,085 ⁸⁴
	XIII bis. Travaux de défense des villes contre les inondations	204,330⁵³
	Total du budget extraordinaire	288,425⁰⁷
	TOTAL GÉNÉRAL	473,461⁵⁴

Approuvé pour être annexé au décret impérial du 2 décembre 1865, enregistré sous le n° 853.

Le Ministre de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,874. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédit au Budget extraordinaire du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, exercice 1865.

Du 2 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre 1864 ⁽¹⁾, qui a réparti par chapitres les crédits ouverts par la loi ci-dessus visée;

Vu l'article 12, quatrième paragraphe, du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 10 novembre 1865;

Notre Conseil d'État entendu;

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1865, sur le chapitre xvi du budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics (*Subventions aux compagnies concessionnaires de chemins de fer*), est réduit d'une somme de cinq cent mille francs (500,000^f).

2. Le crédit ouvert, pour le même exercice 1865, sur le chapitre xiv du budget extraordinaire dudit ministère (*Travaux de chemins de fer exécutés par l'État*), est augmenté, par virement du chapitre ci-dessus, d'une somme égale de cinq cent mille francs (500,000^f).

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 2 Décembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des travaux
publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 13,875. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédit au Budget ordinaire du Ministère de l'Intérieur, exercice 1865.

Du 2 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu la loi du 21 juin 1865, concernant l'organisation des conseils de préfecture;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre 1864⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits dudit budget;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 de notre décret du 31 mai 1862⁽²⁾, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu notre décret du 10 novembre 1856⁽³⁾, sur les virements de crédits;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 4 novembre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1865, au chapitre XIV du budget ordinaire du ministère de l'intérieur (section V, *Dépenses ordinaires et frais de transport des détenus*), est réduit d'une somme de quarante-quatre mille cinq cents francs (44,500').

2. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1865, au chapitre III du budget ordinaire du ministère de l'intérieur (section II, *Traitements et indemnités des fonctionnaires administratifs des départements*), est augmenté d'une somme de quarante-quatre mille cinq cents francs (44,500').

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 2 Décembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

Le Ministre d'État, chargé, par intérim,
du département de l'intérieur,

Signé **E. ROUHER**.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 1045, n° 10,327.

⁽³⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 13,276. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui détermine la Gratification à accorder aux rédacteurs des Procès-verbaux ayant pour objet de constater les Délits de Pêche.*

Du 2 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 10, paragraphe 2, de la loi du 31 mai 1865, sur la pêche, ainsi conçu :

« Des décrets détermineront la gratification qui sera accordée aux rédacteurs des procès-verbaux ayant pour objet de constater les délits de pêche. Cette gratification sera prélevée sur le produit des amendes. »

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La gratification accordée aux agents qui auront constaté les délits en matière de pêche est fixée au tiers de l'amende prononcée contre les délinquants et recouvrée, sans pouvoir toutefois excéder, pour chaque condamnation, la somme de cinquante francs (50^f).

2. La gratification sera directement acquittée entre les mains de l'ayant droit par le receveur de l'enregistrement, suivant le mode actuel et les règles de la comptabilité publique.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 2 Décembre 1865.

Signé **NAPOLÉON.**

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,

Signé **ACHILLE FOULD.**

Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'agriculture, du commerce et des tra-
vauz publics,

Signé **ARMAND BÉRIC.**

N° 13,877. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant que la partie de la Rille comprise entre Pont-Audemer et Montfort cessera d'être classée parmi les Rivières navigables et flottables.

Du 2 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu l'ordonnance royale du 10 juillet 1835⁽¹⁾ et le tableau y annexé, duquel il résulte que la Rille est classée comme navigable depuis son embouchure dans la Seine jusqu'à Montfort ;

Vu les rapports des ingénieurs constatant qu'en fait la navigation ne peut être pratiquée qu'entre l'embouchure de la Rille et Pont-Audemer ;

Vu les pièces de l'enquête à laquelle a été soumise la proposition de déclasser la partie de la Rille comprise entre Pont-Audemer et Montfort ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées, en date du 11 novembre 1865,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dispositions de l'ordonnance du 10 juillet 1835 sont modifiées en ce qui concerne la partie de la Rille comprise entre Pont-Audemer et Montfort, qui cessera d'être classée parmi les rivières navigables et flottables.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 2 Décembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé **ARMAND BÉHIC**.

N° 13,878. — **DÉCRET IMPÉRIAL** relatif au report des Fonds départementaux de l'exercice 1864 non employés au 30 juin 1865.

Du 9 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu l'article 21 de la loi du 10 mai 1838, relatif au report des fonds départementaux non employés dans le cours de l'exercice ;

⁽¹⁾ 1^{re} série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 38, n° 546.

Vu la loi du 8 juin et le décret du 15 novembre 1864 ⁽¹⁾, ouvrant les crédits applicables au service départemental pour l'exercice 1865;

Vu la loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1866;

Vu l'ordonnance royale du 4 juin 1843 ⁽²⁾, fixant la clôture de l'exercice, pour les dépenses départementales, au 30 juin de la deuxième année,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les fonds départementaux de l'exercice 1864 non employés au 30 juin dernier, et applicables aux dépenses ci-après désignées, sont reportés, conformément au tableau A ci-annexé et jusqu'à concurrence de neuf millions sept cent quatre-vingt-cinq mille deux cent trente-cinq francs deux centimes, à l'exercice 1865, avec leur affectation primitive, savoir :

CHAPITRE 1 ^{er} .	Art. 1 ^{er} . Dépenses imputables sur le produit des centimes ordinaires et du fonds commun, deux cent quatre-vingt-cinq mille sept cent quarante-quatre francs dix-huit centimes, ci.....	295,744 ¹⁸
	Art. 2. Dépenses imputables sur les produits éventuels ordinaires, quatre-vingt-cinq mille huit cent quatre-vingt-dix-sept francs soixante centimes, ci.....	85,897 ⁶⁰
CHAPITRE II.	Art. 1 ^{er} . Dépenses imputables sur les centimes facultatifs, quatre cent neuf mille cinq cent vingt et un francs vingt-cinq centimes, ci..	409,521 ²¹
	Art. 2. Dépenses imputables sur les produits de propriétés départementales, quatre-vingt-huit mille sept cent vingt et un francs quatre-vingt-seize centimes, ci.....	88,721 ⁹⁸
	Art. 3. Dépenses imputables sur recettes qui, par leur destination, sont afférentes à des dépenses de la deuxième section, huit cent dix-sept mille six cent quatre-vingt-quatre francs quatre-vingt-huit centimes, ci.....	817,634 ⁸⁸
CHAPITRE III.	Art. 1 ^{er} . Dépenses imputables sur centimes extraordinaires, cinq millions cinq cent trente mille huit cent neuf francs quatre-vingt-treize centimes, ci.....	5,530,809 ⁹¹
	Art. 2. Dépenses imputables sur fonds d'emprunts, un million quatre cent onze mille sept cent soixante-six francs neuf centimes, ci....	1,411,766 ⁰⁹
CHAPITRE IV.	Art. 1 ^{er} . Dépenses imputables sur centimes spéciaux pour chemins vicinaux, deux cent soixante et douze mille quatre cent soixante et dix-neuf francs quatre-vingt-six centimes, ci.....	872,429 ⁸⁶
	Art. 2. Dépenses imputables sur ressources éventuelles afférentes à la grande vicinalité, huit cent soixante et douze mille six cent neuf francs vingt-sept centimes, ci.....	872,609 ²⁷
TOTAL.....		9,785,235⁰²

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1230, n° 12,756.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1011, n° 10,702.

2. Les fonds départementaux de l'exercice 1864 restés libres au 30 juin dernier sont cumulés, conformément au tableau B ci-annexé et jusqu'à concurrence de trois millions sept cent vingt mille neuf cent un francs, avec les ressources du budget de 1866, selon la nature de leur origine, savoir :

CHAPITRE I ^{er} .	Art. 1 ^{er} . Reste du produit des centimes ordinaires et du fonds commun, quatre cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent dix-huit francs trente-six centimes, ci.....	485,418 ³⁶
	Art. 2. Reste des produits éventuels ordinaires, quatre-vingt-huit mille deux cent cinquante-quatre francs trente-cinq centimes, ci.....	88,254 35
CHAPITRE II.	Art. 1 ^{er} . Reste des centimes facultatifs, quatre cent dix-neuf mille neuf cent trois francs soixante-trois centimes, ci.....	419,903 63
	Art. 2. Reste du produit des propriétés départementales, trente-quatre mille huit cent trente-sept francs soixante-quatre centimes, ci.....	34,837 64
	Art. 3. Reste des recettes qui, par leur destination, sont afférentes à des dépenses de la deuxième section, deux cent cinquante-sept mille six cent cinquante-six francs soixante centimes, ci.....	257,656 60
CHAPITRE III.	Art. 1 ^{er} . Reste des impositions extraordinaires, un million neuf cent vingt-trois mille cinquante-cinq francs douze centimes, ci....	1,923,055 12
	Art. 2. Reste des fonds d'emprunts, deux cent soixante-quatre mille cent soixante et dix francs quatre-vingt-seize centimes, ci....	264,170 96
CHAPITRE IV.	Art. 1 ^{er} . Reste des centimes spéciaux pour chemins vicinaux, deux cent quarante-sept mille six cent quatre francs trente-quatre centimes, ci.....	247,604 34
	Art. 2. Reste des ressources éventuelles afférentes à la grande vicinalité.....	"
TOTAL.....		<u>3,720,901 00</u>

3. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 9 Décembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

TABLEAU A.

État présentant les fonds départementaux de l'exercice 1864, non employés

DÉPARTEMENTS.	CHAPITRE 1 ^{er} .		
	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 3.
	Centimes ordinaires et fonds communaux.	Produits éventuels ordinaires.	Centimes extraordinaires.
Ain.....	10,285 50	.	3,505 50
Aisne.....	6,911 34	.	2,000 00
Ailier.....	17,154 15	.	.
Alpes (Basses).....	90 19	.	1,875 14
Alpes (Hautes).....	398 50	.	1,765 00
Alpes-Maritimes.....	861 77	.	.
Ardèche.....	4,596 36	.	1,077 11
Ardennes.....	3,342 06	1 70	551 20
Ariège.....	10 71	.	1,165 00
Aube.....	4,428 42	.	724 60
Aude.....	328 49	.	6,940 00
Aveyron.....	1,506 96	.	1,120 70
Bouches-du-Rhône.....	241 60	177 71	.
Calvados.....	.	.	8,315 00
Cantal.....	742 68	.	3,450 00
Charente.....	712 30	.	16,000 00
Charente-Inférieure.....	719 64	14 70	3,091 00
Cher.....	5,018 06	.	3,000 00
Corrèze.....	4,412 59	600 00	350 00
Corse.....	2,028 43	1,528 90	.
Côte-d'Or.....	28 44	.	6,813 00
Côtes-du-Nord.....	365 83	.	377 00
Creuse.....	114 92	.	780 00
Dordogne.....	2,331 18	319 15	1,264 00
Doubs.....	377 08	12,005 73	13,544 00
Drôme.....	21 00	.	1,452 00
Eure.....	595 48	.	6,222 00
Eure-et-Loir.....	833 94	.	19,121 70
Finistère.....	2,029 05	2 50	.
Gard.....	742 80	9,203 11	555 00
Garonne (Haute).....	937 24	.	865 00
Gers.....	535 93	.	1,563 00
Gironde.....	1,390 85	.	36,341 00
Hérault.....	1,180 73	.	50,221 00
Ille-et-Vilaine.....	1,907 17	.	807 00
Indre.....	1,643 63	.	730 00
Indre-et-Loire.....	950 18	.	371 00
Isère.....	431 80	.	36,120 00
Jura.....	1,572 25	.	8 00
Landes.....	592 43	.	1,904 00
Loir-et-Cher.....	4 50	.	6 00
Loire.....	108 01	.	.
Loire (Haute).....	265 75	3,446 09	27,881 00
Loire-Inférieure.....	2 40	.	1,213 00
Loiret.....	2,247 30	.	18 00
Lot.....	3,334 41	1,283 78	250 00
Lot-et-Garonne.....	1,040 63	.	21,000 00
Lozère.....	14,453 91	7,803 25	3,451 00
Maine-et-Loire.....	300 00	.	2,437 00
Manche.....	71 31	.	1,000 00
Marne.....	13 36	.	854 00
Marne (Haute).....	404 05	1,601 10	71 00
Mayenne.....	12 00	.	50 00

du 30 juin dernier, reportés à l'exercice 1865 pour le service départemental.

TABLE II.		CHAPITRE III.		CHAPITRE IV.	
Art. 2.	Art. 3.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.
Produits des propriétés départementales.	Recettes qui, par leur destination, sont affectées à des dépenses de la 1 ^{re} section.	Centimes d'impositions extraordinaires.	Fonds d'emprunts.	Centimes d'impositions spéciales.	Ressources éventuelles affectées à la grande vicinalité.
		4,976 ⁹⁵		391 ¹⁷	14,876 ⁷⁵
		2,286 78	33,067 04	5,000 00	525 77
		900 00		13 25	50 10
	3,193 ⁷⁶	481 19	1,399 25	3,534 04	9,779 49
		7 20 03	16,180 00		
	19,877 93	15,906 81	1,180 00		
	3,034 45	4,498 07	163,099 07	710 37	43,260 95
	6,600 69	39,377 60	1,193 56		81 39
		1,226 75			4,090 76
3,008 ⁷⁰	4 03	20,669 23		1,904 63	9,645 39
	656 16	15,128 25	12,572 26		711 15
	7 19	13,539 99	42,532 81	4,558 85	7,580 12
2,000 00	17,997 85	131,367 20	471,009 63	187 97	16,664 71
		172,267 99	45,170 00		
	49 25	638 83		3,352 00	427 29
		35,897 20	15,964 28	739 08	16,393 61
	90 00	91,563 23		46 97	360 87
		74,503 80		11,615 89	9,032 06
			1,595 74	294 17	43,740 77
		22,636 38	28,959 52	4,154 99	2,656 15
1,263 24	4,707 31	68,925 98		834 77	4,661 45
		60,911 92	5,163 88	1,081 66	68 09
		34,166 94	70,217 60	17,060 08	1,795 17
		59,303 05	382 40	1,226 33	1,953 68
	5,421 54	6,679 39	6,995 87	11,989 04	9,394 51
		11,903 62			1,908 41
	314 52	93,963 44		1,525 92	43,152 09
	208 00	48,431 89		788 62	1,197 56
		47,965 78		37 32	179 62
	5,697 51	65,256 52		9,639 20	2,126 96
		186,809 90		15,202 09	38,999 14
130 00	27,050 69	98,341 01		203 92	3,000 14
		49,259 84	0 36	56 50	43 70
3,421 42	6,841 98	6,656 48			1,465 67
260 00	220 00	20,484 26	19 51	59 85	202 48
		1,902 72		41 24	
	3,281 59	11,935 31		9,766 76	17,228 67
		216,869 17	185,876 73		33,477 53
	3,027 83	16,879 90	797 28	33,138 96	4,124 31
		0 50		45 00	48 25
		1,909 08		30 24	3,095 09
	2,336 98	3,500 00	63,129 58	1,097 72	6,629 15
2,081 29	6,426 21	922 85	95,487 88	4,994 07	2,147 06
			3,084 94	3 00	55,924 20
		2,007 00	28,079 29		
		6 83	15,166 99	1,304 30	4,526 17
	3,949 82	193,466 54	18,511 54	186 00	5,072 06
		47,699 72		3,500 93	2,522 18
		46,950 81			
		9,154 42	9,134 68		373 38
10,273 25	9,143 41	62,169 48	2,423 88	883 35	159 06
	3,293 96	20,786 29	7,917 86		
		3,404 18			39,370 06

DÉPARTEMENTS.	CHAPITRE 1 ^{er} .		
	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .
	Centimes ordinaires et fonds commun.	Produits éventuels ordinaires.	Centimes fonciers
Meurthe	48 ³ 32 ^a	"	1,564 37
Meuse	3,554 76	"	2,438 13
Morbihan	72,443 66	"	2,383 36
Moselle	1,065 63	"	942 7
Nièvre	7 70	"	19,288 73
Nord	911 92	"	841 23
Oise	2,790 78	"	17,601 53
Orne	489 66	"	566 33
Pas-de-Calais	1,522 63	"	231 96
Puy-de-Dôme	231 96	"	457 49
Pyrénées (Basses-)	318 10	"	1,418 80
Pyrénées (Hautes-)	"	"	1,783 85
Pyrénées-Orientales	"	"	17,293 18
Rhin (Bas-)	1,418 80	"	43,306 ¹ 19 ^a
Rhin (Haut-)	1,783 85	"	942 49
Rhône	17,293 18	"	"
Saône (Haute-)	1,666 78	"	3,715 55
Saône-et-Loire	1,647 20	"	3,918 41
Sarthe	524 10	"	10,199 57
Savoie	77 32	"	411 08
Savoie (Haute-)	12 00	"	1,715 08
Seine	58,373 88	"	2,575 36
Seine-Inférieure	65 25	"	"
Seine-et-Marne	6,556 12	2,620 78	9,715 55
Seine-et-Oise	3,314 43	20 00	3,334 43
Sèvres (Deux-)	2,186 06	"	12,071 49
Somme	4,143 05	"	1,879 79
Tarn	6,371 42	"	397 76
Tarn-et-Garonne	200 79	"	7,541 46
Var	407 01	1,005 96	16,448 36
Vaucluse	160 00	"	1,522 08
Vendée	12 31	"	22 36
Vienne	2,211 78	"	812 36
Vienne (Haute-)	167 60	15 00	3 08
Vosges	176 13	"	1,566 46
Yonne	182 45	"	557 46
TOTAUX	495,744 18	85,897 60	409,511 5

Approuvé pour être annexé à notre décret en date de ce jour.

Fait au palais de Compiègne, le 9 Décembre 1865.

CHAPITRE II.		CHAPITRE III.		CHAPITRE IV.	
Art. 3.	Art. 3.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.
Produits des propriétés partementales.	Recettes qui, par leur destination, sont affectées à des dépenses de la 2 ^e section.	Centimes d'impositions extraordinaires.	Fonds d'emprunts.	Centimes d'impositions spéciales.	Ressources éventuelles affectées à la grande vicinalité.
		24,850 ^f 13 ^c	127 ^f 55 ^c	16 ^f 25 ^c	1 ^f 78 ^c
		8,860 50			635 76
		10,477 55	10,729 82	3,266 37	3,385 24
	16,928 ^f 46 ^c	20,254 02		1,105 49	399 00
		150 00			7,021 77
	25,874 45	410,608 50	40,572 00	1,531 72	47,206 43
	1,622 07	162,494 00		44,643 91	36 00
		6,507 68			39,865 55
		132,292 42		1,538 86	3 00
					73 14
		56,764 23		3 07	9,759 87
		19,128 17		1,951 40	4,633 13
	862 85	3,200 00	14,884 42	2,952 46	82,357 85
		11,992 86		13,648 61	2,117 60
	963 82	178,979 53		35 34	8,845 84
		73,824 88		5,524 73	3,782 10
		36,612 57		363 34	2,718 93
74 ^f 20 ^c		42,519 46		642 66	12,793 56
	23 00	41,206 29			50,207 61
		4,653 75	75,568 32	500 00	44,561 59
	246,223 47	39,460 86	20,934 10	3,751 80	8,740 80
	4,912 10	1,519,319 71		27,032 31	1,534 16
50,095 63	329,595 97	12,903 27	78 00	154 76	1,340 19
100 00	4,168 37	12,298 68		100 00	4,005 60
	3,713 76	152,539 52	14,308 42	464 00	1,904 40
6,956 89		7,310 31	7,515 69		19,199 78
	9,487 65	31,341 58		71 50	25 20
		56,882 93			11,684 04
		44,880 94		733 05	
		38,490 03	62,974 41		
	25,427 29		58,784 07		6,402 61
		182,140 68		10 75	25,936 77
	6,295 28	7,066 48	18,962 82	8,032 31	25,632 77
	4 38	40,064 18	105,192 54	3,305 03	1,070 54
	5,452 33	5,674 42			3 37
	2,807 17				
88,721 96	817,684 88	5,530,809 93	1,411,766 09	272,479 86	872,609 27

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

TABEAU B.

État présentant les fonds libres départementaux de l'exercice

DÉPARTEMENTS.	CHAPITRE 1 ^{er} .		
	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .
	Centimes ordinaires et fonds commun.	Produits éventuels ordinaires.	Centimes libres
Ain.....	1,118 ⁹¹	"	1,118 ⁹¹
Aisne.....	9,538 52	24 ⁰⁰	3,500 00
Allier.....	1,969 46	"	5,450 00
Alpes (Basses).....	80 66	631 05	"
Alpes (Hautes).....	5,944 97	"	41 00
Alpes-Maritimes.....	952 22	"	3,477 00
Ardèche.....	3,214 46	1,953 44	4,350 00
Ardennes.....	4,668 37	"	1,464 00
Ariège.....	3,753 67	0 20	500 00
Aube.....	990 74	5 84	1,551 00
Aude.....	564 52	"	"
Aveyron.....	10,014 02	14,442 01	3,755 00
Bouches-du-Rhône.....	"	"	7,850 00
Calvados.....	4,480 08	"	1,415 00
Cantal.....	100 00	"	3,830 00
Charente.....	14,265 16	"	13,090 00
Charente-Inférieure.....	"	"	5,151 00
Cher.....	674 97	9 12	2,100 00
Corrèze.....	185 13	250 17	4,460 00
Corse.....	"	261 97	2,031 00
Côte-d'Or.....	2,745 13	2,532 22	"
Côtes-du-Nord.....	1,800 65	200 00	6,377 00
Creuse.....	208 22	1,557 99	11,430 00
Dordogne.....	39 69	"	861 00
Doubs.....	7 29	2,221 53	33 00
Drôme.....	59 90	"	3,943 00
Eure.....	378 17	"	"
Eure-et-Loir.....	3,078 61	2,000 00	13,041 00
Finistère.....	1,416 79	2 25	1,155 00
Gard.....	5 04	3,677 84	33 00
Garonne (Haute).....	1,139 85	7,217 81	4,065 00
Gers.....	"	"	559 00
Gironde.....	10,724 33	6,675 06	2,151 00
Hérault.....	14,422 67	20 00	7,491 00
Ile-et-Vilaine.....	0 83	2 91	160 00
Indre.....	3,806 38	74 00	2,650 00
Indre-et-Loire.....	705 84	126 59	"
Istère.....	6,544 75	"	4,948 00
Jura.....	1,373 33	3 28	1,335 00
Landes.....	14,609 98	"	3,965 00
Loir-et-Cher.....	7,842 03	14 26	2,222 00
Loire.....	1,828 10	100 20	2,170 00
Loire (Haute).....	655 62	3,195 39	"
Loire-Inférieure.....	1,524 35	231 34	1,364 00
Loiret.....	85 55	"	3,624 00
Lot.....	910 76	4,516 22	11,153 00
Lot-et-Garonne.....	19,514 00	962 16	5,311 00
Lozère.....	200 00	"	3,899 00
Maine-et-Loire.....	36,437 26	"	3,028 00
Manche.....	9,148 21	"	8,416 00
Marne.....	3,465 42	"	155 00
Marne (Haute).....	1,594 59	2,902 32	3,000 00
Mayenne.....	1,163 37	"	3,320 00

Annuler avec les ressources des budgets de l'exercice 1866.

II.		CHAPITRE III.		CHAPITRE IV.	
Art. 2.	Art. 3.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.
Produits propriétés municipales.	Recettes qui, par leur destination, sont affectées à des dépenses de la 2 ^e section.	Centimes d'impositions extraordinaires.	Fonds d'emprunts.	Centimes d'impositions spéciales.	Ressources éventuelles affectées à la grande vicinalité.
	2,706 ⁴ 45 ^e	16,684 ⁴ 32 ^e	"	604 ⁴ 22 ^e	"
	113 50	6,882 98	"	1,380 71	"
	"	6,065 78	"	2,070 51	"
	758 29	252 83	6 ⁴ 23 ^e	438 44	"
	764 59	825 02	130 40	26 44	"
454 ⁴ 00 ^e	1,290 99	32,292 70	97 33	3,791 32	"
	"	7,524 58	25 00	704 53	"
	4,336 26	4,052 79	"	1,925 41	"
0 63	1,802 41	3,002 82	"	625 35	"
195 10	2 35	2,743 35	"	1,272 40	"
	213 84	2,816 45	"	1,277 89	"
778 89	"	1,572 21	"	664 21	"
1,05 07	1,707 29	248,115 38	"	16,571 65	"
	"	10,169 92	"	2,023 35	"
85 30	8 95	1,121 11	"	896 76	"
"	"	7,763 03	"	2,729 77	"
"	102 00	16,037 65	"	2,410 58	"
2 50	13 53	27,135 74	"	1,050 90	"
"	40 47	18,360 85	2,864 34	1,580 72	"
"	"	2,610 10	"	804 42	"
"	7,200 04	603 73	"	1,638 58	"
"	1,575 08	40,718 82	"	1,696 28	"
"	491 70	2,820 24	1 30	590 65	"
911 00	2,526 54	2,508 03	"	10,195 40	"
1,83 20	4,916 63	3,644 33	44 01	1,321 53	"
350 00	65 37	9,616 27	"	5,001 88	"
"	"	9,961 70	"	1,338 60	"
"	"	5,062 80	"	4,240 07	"
62 50	2,150 18	56,678 13	"	1,159 16	"
108 28	504 79	28,059 93	"	1,484 34	"
789 38	11,665 31	4,570 91	"	2,343 27	"
"	"	5,287 19	"	1,386 64	"
628 54	8,592 61	20,974 88	"	10,378 56	"
"	960 52	40,632 24	"	11,286 73	"
190 92	851 51	6,176 65	"	1,081 85	"
"	1,519 94	3,273 42	"	833 61	"
"	65 26	46,434 97	"	487 02	"
"	55 00	8,097 16	17 22	2,866 94	"
14 39	1,442 08	83,074 71	"	"	"
"	272 26	3,075 08	"	1,412 62	"
600 00	176 24	12,611 63	"	1,205 32	"
"	28 53	6,247 24	310 07	3,367 40	"
"	"	3,928 78	"	1,320 12	"
647 79	2,553 96	25,408 65	"	6,557 26	"
"	"	11,377 04	"	4,139 15	"
90 00	555 45	6,774 65	"	836 43	"
187 23	1,060 13	45,162 84	"	1,425 26	"
"	"	7,906 00	"	111 16	"
"	"	6,992 37	"	3,730 38	"
"	21 80	19,624 51	"	1,629 74	"
"	6,435 46	2,388 60	"	2,056 52	"
"	724 80	8,313 68	"	3,641 31	"
"	"	45,751 81	58 00	1,709 45	"

DÉPARTEMENTS.	CHAPITRE 1 ^{er} .		
	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 3.
	Centimes ordinaires et fonds commun.	Produits éventuels ordinaires.	Centimes extraordinaires
Meurthe.....	1,403 ^f 35 ^e	"	5,494 ^f 35 ^e
Meuse.....	320 62	1,125 ^f 84 ^e	1,445 ^f 46 ^e
Morbihan.....	11,639 62	0 87	4,400 00
Moselle.....	6,269 88	"	5,147 00
Nièvre.....	679 17	"	2,180 38
Nord.....	1,563 23	3,725 18	"
Oise.....	748 90	3,189 93	11,497 68
Orne.....	2,619 51	"	4,808 00
Pas-de-Calais.....	1,841 04	"	742 68
Puy-de-Dôme.....	3,013 59	"	14,363 20
Pyrénées (Basses-).....	6,238 25	"	79 34
Pyrénées (Hautes-).....	84 50	2,400 00	"
Pyrénées-Orientales.....	9 66	6 13	4,385 32
Rhin (Bas-).....	16,242 33	8,567 32	4,400 00
Rhin (Haut-).....	25,252 09	"	2,908 00
Rhône.....	7,614 85	"	14,313 00
Saône (Haute-).....	"	1,065 33	1,183 00
Saône-et-Loire.....	3,429 56	912 72	5,127 00
Sarthe.....	6,300 79	"	16,000 00
Savoie.....	186 57	889 44	2,590 00
Savoie (Haute-).....	135 89	240 62	3,300 00
Seine.....	"	"	"
Seine-Inférieure.....	34,498 21	448 12	587 00
Seine-et-Marne.....	21,463 83	"	1,311 00
Seine-et-Oise.....	23,394 76	118 74	"
Sèvres (Deux-).....	639 59	31 05	464 00
Somme.....	17,917 70	"	2,650 00
Tarn.....	362 05	"	75,465 00
Tarn-et-Garonne.....	13 59	73 89	8,032 00
Var.....	13,450 60	"	4,189 00
Vaucluse.....	"	"	4,091 00
Vendée.....	1,287 65	1,263 14	10,631 00
Vienne.....	208 90	1,051 07	1,227 00
Vienne (Haute-).....	934 75	7,263 59	3,353 00
Vosges.....	2,580 19	"	2,011 00
Yonne.....	5,520 20	124 20	"
TOTAUX.....	427,785 79	88,254 35	418,449 00
Réserves.....	57,632 57	"	1,451 00
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	485,418 36	88,254 35	419,900 00

Approuvé pour être annexé à notre décret en date de ce jour.

Fait au palais de Compiègne, le 9 Décembre 1865.

2.		CHAPITRE III.		CHAPITRE IV.	
Art. 2.	Art. 3.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.	Art. 1 ^{er} .	Art. 2.
Produits propriétés municipales.	Recettes qui, par leur destination, sont affectées à des dépenses de la 2 ^e section.	Centimes d'impositions extraordinaires.	Fonds d'emprunts.	Centimes d'impositions spéciales.	Ressources éventuelles affectées à la grande vicinalité.
95 ^f 86 ^e	3,200 ^f 64 ^e	2,270 ^f 98 ^e	"	386 ^f 32 ^e	"
"	1,378 29	5,683 61	"	1,521 41	"
"	3,902 85	2,685 70	269 ^f 03 ^e	971 77	"
140 40	846 48	2,584 67	"	1,640 30	"
11 38	895 74	10,917 28	162 ^f 85	1,224 83	"
58 50	"	45,313 73	173 94	13,767 06	"
"	189 71	5,569 90	"	3,352 73	"
"	"	"	"	"	"
"	224 62	14,472 08	"	3,929 73	"
"	"	3,094 60	"	1,274 80	"
"	6,000 00	9,734 80	241 05	6,993 38	"
"	469 48	3,185 13	"	960 72	"
"	2,423 87	2,497 63	"	960 63	"
440 64	15,497 60	4,166 01	"	1,401 41	"
241 60	239 86	13,008 71	"	2,678 29	"
757 03	2,237 11	84,629 86	"	10,665 49	"
"	11,107 06	3,796 78	"	293 88	"
0 90	1,049 74	8,138 23	"	2,449 18	"
524 00	158 63	4,500 30	"	2,499 26	"
200 00	28,818 09	41,774 13	226,317 97	1,288 10	"
815 00	2,388 89	6,430 58	167 46	1,236 65	"
"	61,964 42	171,049 36	"	12,839 55	"
183 52	5,436 88	24,031 28	"	6,550 17	"
"	"	46,456 65	"	3,002 46	"
531 75	4,964 30	24,385 37	"	6,090 15	"
"	214 26	1,215 05	"	1,476 68	"
"	"	4,258 16	2,858 93	3,775 84	"
"	1,504 05	75,304 17	"	1,458 01	"
200 79	8,290 02	50,911 96	20 50	4,199 18	"
"	"	199,491 84	15,026 41	2,330 69	"
"	"	16,430 42	2,947 54	3,217 88	"
000 00	14,102 68	11,204 94	"	3,275 47	"
233 56	2,851 97	2,192 74	"	1,346 05	"
25 00	264 11	32,707 66	11,546 73	1,043 39	"
706 00	1,701 10	2,533 10	884 65	845 52	"
"	3,858 44	2,637 27	"	1,435 14	"
837 64	257,656 60	1,923,055 12	264,170 96	247,604 34	"
"	"	"	"	"	"
837 64	257,656 60	1,923,055 12	264,170 96	247,604 34	"

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

N° 13,879. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui convoque les électeurs de la deuxième circonscription du département de l'Orne, à l'effet d'élire un Député au Corps législatif.

Du 9 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852;

Attendu le décès de M. David-Deschamps, député de la deuxième circonscription de l'Orne,

Avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1^{er}. Les électeurs de la deuxième circonscription du département de l'Orne sont convoqués pour les 6 et 7 janvier prochain à l'effet d'élire un député au Corps législatif.

2. Les maires des communes où, conformément à l'article 8 du décret réglementaire du 2 février 1852, il y aura lieu d'apporter des modifications à la liste électorale arrêtée le 31 mars dernier, publieront, cinq jours avant l'élection, un tableau contenant lesdites modifications.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 9 Décembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur:

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Signé **LA VALETTE**.

N° 13,880. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Affaires étrangères, exercice 1866.

Du 12 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

B. n° 1357.

— 1007 —

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852,

Vu la loi de finances du 13 mai 1863, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1864;

Vu notre décret, en date du 22 novembre 1863 ⁽¹⁾, portant répartition des crédits ouverts audit exercice;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 30 novembre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts aux chapitres II, III, VI et XI du budget des affaires étrangères, pour l'exercice 1864, sont réduits d'une somme totale de quatorze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit francs quatre-vingt-quinze centimes (14,898^f 95^c), savoir :

CHAP. II. Matériel.....	1,538 ^f 88 ^c
— III. Traitements des agents politiques et consulaires.....	9,307 39
— VI. Frais de voyages et de courriers.....	3,912 11
— XI. Missions et dépenses extraordinaires et dépenses im- prévues.....	140 57
TOTAL.....	14,898 95

2. Le crédit ouvert au chapitre VII (*Frais de service*) du même budget est augmenté, par voie de virement, d'une somme égale de quatorze mille huit cent quatre-vingt-dix-huit francs quatre-vingt-quinze centimes (14,898^f 95^c).

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 12 Décembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Le Ministre secrétaire d'État des affaires
étrangères,

Signé ACHILLE FOULD.

Signé DROUYN DE LÉVY.

⁽¹⁾ Bull. 1160, n° 11,791.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 13,881. — DÉCRET IMPÉRIAL qui ouvre le Bureau des Douanes de Monaco à l'importation de certaines Marchandises et ajoute ce bureau à ceux désignés pour l'admission en franchise des Produits de l'île de Corse.

Du 20 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 4 de la loi du 5 juillet 1836;

Vu les lois des 28 avril 1816 et 27 mars 1817, sur les douanes;

Vu les lois des 21 avril 1818 et 6 mai 1841;

Vu le décret du 2 décembre 1865⁽¹⁾, portant promulgation de la convention conclue entre la France et la principauté de Monaco;

Vu l'avis de notre ministre secrétaire d'État au département des finances.

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le bureau des douanes de Monaco est ouvert à l'importation des marchandises taxées à plus de vingt francs par cent kilogrammes ou spécialement dénommées dans l'article 8 de la loi du 27 mars 1817.

Il est, en outre, ajouté à la nomenclature des bureaux de douanes désignés par les lois des 21 avril 1818, 6 mai 1841 pour l'admission en franchise des produits de l'île de Corse.

2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND BÉHIC**.

N° 13,882. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui affecte définitivement au département des travaux publics la parcelle de terrain militaire, d'une contenance de quatre mille huit cent quarante-deux mètres carrés, désignée par une teinte rose sur un plan annexé au présent décret, et incorporée à

⁽¹⁾ Bull. 1851, n° 13,810.

la route impériale n° 25, du Havre à Lille, dans la traverse de Dieppe (Seine-Inférieure). (*Camp de Châlons, 13 Août 1865.*)

N° 13,883. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant attribution d'un périmètre de protection aux sources d'eaux minérales qui alimentent l'établissement thermal de Bagnols, sis dans la commune de ce nom (Lozère). (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,884. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui déclare d'intérêt public les six sources minérales dites *Source chaude, Source tempérée, Source Carrière, Source de Petit-Vichy, Source de la Mine* et *Source de Moïse*, lesdites sources alimentant l'établissement thermal de Lamalou-le-Haut, commune de Villecelle (Hérault). (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,885. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) qui affecte au département des travaux publics, pour l'assainissement de la plaine de Campo dell' Oro, plusieurs parcelles de terrains domaniaux, d'une contenance de un hectare vingt-sept ares soixante centiares quatre-vingt-quinze centièmes, situées aux abords du pont de Vergajolo, route impériale n° 196 (Corse). (*Fontainebleau, 26 Août 1865.*)

N° 13,886. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 1^{er} décembre 1860, qui assigne trente offices d'huissier au tribunal de première instance de Nice (Alpes-Maritimes), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt-cinq.

2° Le décret du 11 août 1862, qui assigne vingt offices d'huissier au tribunal de première instance de Mauriac (Cantal), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-neuf. (*Compiègne, 23 Novembre 1865.*)

N° 13,887. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant :

ART. 1^{er}. M. *Chaudru de Raynal*, premier avocat général près la cour de

cassation, est nommé membre du conseil du sceau des titres, en remplacement de M. *de Bresson*, décédé.

2. MM. *Thursau-Dangin* et *Ramond*, auditeurs de deuxième classe au Conseil d'État, sont attachés au conseil du sceau des titres, en remplacement de M. *Brincard* et de M. le baron *de Mackau*. (Paris, 20 Décembre 1865.)



Certifié conforme :

Paris, le 28^e Décembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
ministère de la Justice et des Cultes.

(On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.)

BULLETIN DES LOIS.

N° 1358.

N° 13,888. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui prescrit la publication de la Déclaration signée entre la France et la Suisse, le 23 décembre 1865, et relative aux Dépêches télégraphiques échangées entre les deux Pays.

Donné le 23 décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}.

Une Déclaration ayant été signée, le 23 décembre 1865, par notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse, pour compléter les dispositions générales de la Convention télégraphique internationale du 17 mai 1865⁽¹⁾, par l'adoption de mesures spéciales à la correspondance télégraphique entre la France et la Suisse, ladite Déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au Bulletin des lois.

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de la Confédération suisse, désirant compléter, par l'adoption de mesures spéciales à la correspondance télégraphique des deux Pays, les dispositions générales de la Convention internationale signée à Paris, le 17 mai 1865, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

⁽¹⁾ Bull. 1349, n° 12,797.

1° La taxe de la dépêche de vingt mots restera uniformément fixée à trois francs pour toutes les correspondances échangées entre les deux Pays, quel que soit le bureau de provenance ou le bureau de destination.

Le montant de la taxe sera partagé entre les deux États contractants dans la proportion des deux tiers pour la France et d'un tiers pour la Suisse.

Les dispositions des deux paragraphes précédents s'appliquent à la Corse; mais, en l'absence de communications directes entre la France et ce département, le prix du parcours italien ou la taxe postale s'ajoutera, selon le cas, à la taxe ci-dessus déterminée.

2° Par exception, la taxe de la dépêche de vingt mots sera fixée à deux francs seulement, à partager par moitié entre les deux États contractants, pour toutes les correspondances échangées entre un bureau quelconque de l'un des départements français situés sur la frontière de la Suisse avec un bureau quelconque d'un canton suisse limitrophe de ce département.

Le département de la Savoie, en France, et les cantons de Fribourg et d'Argovie, en Suisse, seront considérés comme département et cantons frontières et traités, pour l'application du paragraphe précédent, le département de la Savoie comme celui de la Haute-Savoie, le canton de Fribourg comme celui de Neuchâtel, et le canton d'Argovie comme celui de Bâle.

Les dispositions consacrées par la Déclaration du 14 décembre 1858⁽¹⁾, et concernant le tarif des correspondances échangées entre les bureaux frontières des deux États respectifs, sont et demeurent abrogées.

3° Les administrations respectives des deux États détermineront de concert toutes les règles relatives aux détails du service commun qui ne sont pas fixées par la Convention du 17 mai 1865, notamment celles qui concernent le service du transport des dépêches au delà de leurs réseaux respectifs, soit par la poste, soit par tout autre moyen.

4° Le présent Arrangement, exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1866, sera considéré comme étant en vigueur pour un temps indéterminé tant que la dénonciation n'en aura pas été faite par l'un des deux États contractants; et, dans ce dernier cas, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour de cette dénonciation.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent Arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1865.

(L. S.) Signé DROUYN DE LHUYS.

(L. S.) Signé KERN.

⁽¹⁾ Bull. 671, n° 6182.

ART. 2.

Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1865.

Vu et scellé du sceau de l'État.:

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice
et des cultes,*

Signé J. BAROCHE.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des affaires étrangères,

Signé DROUYN DE L'HUYS.

N° 13,889. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale des Basses-Pyrénées n° 9, d'Oloron à Orthez, dans les côtes de Ledeux et de Cardesse, suivant la direction générale figurée en rouge sur un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de l'entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 30 Août 1865.*)

N° 13,890. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Sont déclarés d'utilité publique les travaux de rectification de la route départementale des Bouches-du-Rhône n° 7, d'Istres à Aix, entre la borne kilométrique n° 9 et le canal de Marseille, suivant les lignes rouges d'un plan qui restera annexé au présent décret.

2° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de trois ans, à partir du jour de sa promulgation. (*Paris, 30 Août 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Décembre 1865,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1359.

N° 13,891. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui établit à Bliesbrücken (Moselle) un Bureau de vérification pour la sortie des Boissons expédiées à l'étranger en franchise des Droits de circulation et de consommation.*

Du 17 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816, sur les boissons, et les articles 2-et 3 de l'ordonnance du 11 juin de la même année ⁽¹⁾;

Vu les tableaux des points de sortie pour l'exportation des boissons annexés à l'ordonnance du 28 décembre 1828 ⁽²⁾, ainsi que les modifications qui y ont été apportées par les ordonnances, les arrêtés et les décrets subséquents;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il sera établi à Bliesbrücken (Moselle) un bureau de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, aux termes des articles 5, 8 et 87 de la loi du 28 avril 1816.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 17 Novembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 93, n° 811.

⁽²⁾ VIII^e série, Bull. 273, n° 10,523.

N° 13,892. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui ouvre au Budget ordinaire de la Guerre, pour l'exercice 1864, un Chapitre destiné à recevoir l'imputation des Dépenses de Solde antérieures à cet exercice.

Du 30 Novembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Vu l'article 9 de la loi du 8 juillet 1837, portant que les rappels d'arrérage de solde et accessoires de solde continueront d'être imputés sur les crédits de l'exercice courant, mais que le transport en sera effectué à un chapitre spécial, au moyen d'un virement autorisé par une ordonnance qui sera soumise à la sanction législative avec la loi de règlement de l'exercice expiré;

Vu l'article 128 du règlement général du 31 mai 1862 ⁽¹⁾, sur la comptabilité publique, rappelant les dispositions ci-dessus;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et **DÉCRÉTONS** ce qui suit :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget ordinaire de la guerre, pour l'exercice 1864, un chapitre spécialement destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice; ce chapitre prendra le titre de *Rappels de dépenses payables sur revues antérieures à 1864. et non passibles de déchéance.*

2. Le crédit du chapitre mentionné à l'article précédent se formera par compte de virement, de la somme de un million trois cent cinquante mille trois cent soixante francs sept centimes, montant des rappels de solde et autres y assimilés, provisoirement acquittés sur les fonds des chapitres IV, V, VI, VII, XI, XIV, XXI, XXII et XXIII du budget ordinaire de la guerre, pour l'exercice 1864, suivant le tableau annexé au présent décret, et dont les résultats se répartissent comme il suit :

EXERCICE 1860.....	882 7
1861.....	3,040 0
1862.....	114,417 8
1863.....	1,232,021 9
TOTAL ÉGAL	1,350,360 0

3. Les dépenses imputées sur les crédits ouverts par la loi de

⁽¹⁾ Bull. 1045, n° 10,527.

B. n° 1359.

— 1017 —

nances du 13 mai 1863, aux chapitres désignés à l'article 2 ci-dessus, sont atténuées dans les proportions ci-après :

2 ^e section....	{	CHAP. IV.	États-majors.....	17,370 ^f 53 ^c
		— V.	Gendarmerie impériale.....	22,795 74
3 ^e section....	{	CHAP. VI.	Solde et prestations en nature.....	975,696 08
		— VII.	Habillement et campement.....	318 40
		— XI.	Justice militaire.....	976 52
		— XIV.	Corps indigènes en Algérie.....	321,068 18
5 ^e section....	{	CHAP. XXI.	Solde de non-activité et solde de réforme.....	10,743 40
		— XXII.	Secours.....	1,156 00
		— XXIII.	Dépenses temporaires.....	235 42
SOMME ÉGALE.....				1,350,360 07

4. Nos ministres secrétaires d'État de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 30 Novembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

S E R V I C E S.		1850.			1851.		
		Inté- rieur.	Mexi- que.	Al- gérie.	Inté- rieur.	Rome	Chine et Cochinchine
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
BUDGET ORDINAIRE.							
II ^e SECTION.	Chap. 4. États-majors.	Art. 1 ^{er} . Traitement des ma- réchaux de France, offi- ciers généraux supérieurs et autres d'état-major....					
		Art. 2. Traitement de l'in- fance militaire.....					
		Art. 3. Traitement de l'état- major des places.....					
		Art. 4. Traitement de l'état- major particulier de l'ar- tillerie.....					
		Art. 5. Traitement de l'état- major particulier du génie					
	Chap. 5. Gendarmerie impériale.	Art. 1 ^{er} . Gendarmerie.....			10 33		
		Art. 2. Gaffe de Paris.....			278 00		
	1 ^{re} partie. Solde et abon- nements, etc.	Art. 1 ^{er} . Solde de l'infan- terie.....	3 40	2 61	560 99		
		Art. 2. Solde de la cavalerie	82 46		174 78		
		Art. 3. Solde de l'artillerie.	272 50		83 64		510 00
		Art. 4. Solde du génie.....			2 40		
		Art. 5. Solde des équipages militaires.....					
		Art. 6. Solde des vétérans de l'armée.....					
III ^e SECTION.	Chap. 6. 2 ^e partie. Vivres, chauf- frage et four- rages.....	Art. 1 ^{er} . Personnel.....					
		Art. 1 ^{er} . Personnel.....					
	Chap. 7. 3 ^e partie. Hôpitaux.... Habillement et campement	Art. 1 ^{er} . Personnel.....					
		Art. 1 ^{er} . Frais généraux de justice militaire.....					
	Chap. 11. Justice militaire.	Art. 2. Ateliers de militaires condamnés.....					
		Art. 3. Pénitenciers mili- taires.....					
		Art. 4. Prisons militaires dites de place.....					
	Chap. 14. Corps indigènes en Algérie.	Art. unique. § 1 ^{er} . Solde et abonnements, etc.....					
	Chap. 21. Solde de non- activité et solde de ré- forme.....	Art. 1 ^{er} . Solde de non-acti- vité.....	338 11		875 47		
		Art. 2. Solde de réforme...	66 66		284 80		
IV ^e SECTION.	Chap. 22. Secours.....	Art. unique. Secours éven- tuels à des soldats blessés.	115 00				
	Chap. 23. Dépenses tem- poraires.....	Art. unique. Traitement de réforme.....			120 00		
TOTAUX.....			878 13	2 61	2,390 41		510 00
			880 ^e 74 ^e		3,000 ^e 41 ^e		

64, et non passibles de déchéance.

IMENTS EFFECTUÉS PENDANT L'ANNÉE 1864.

1862.					1863.				
Intérieur.	Rome.	Chine et Cochinchine.	Mexique.	Algérie.	Intérieur.	Rome.	Chine et Cochinchine.	Mexique.	Algérie.
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
783 33	"	"	"	"	3,538 89	"	"	"	"
"	"	"	"	"	462 68	"	"	5,441 27	"
165 00	"	"	"	"	49 71	"	"	"	371 66
"	"	"	"	"	2,229 88	"	"	"	"
"	"	"	"	"	1,148 61	"	"	"	3,179 50
559 43	"	"	"	"	11,992 15	58 18	"	"	2,468 68
853 40	"	"	"	"	6,575 57	"	"	"	"
2,223 88	22 65	"	346 17	419 60	525,477 04	10,743 75	15,947 39	22,033 50	35,789 01
1,590 47	40 00	"	1,735 32	70 25	126,632 07	1,454 27	371 25	12,339 32	19,743 49
1,246 33	1 30	"	37 79	"	102,401 58	129 66	322 22	13,747 03	7,944 05
79 40	"	"	"	"	16,172 44	"	350 74	18,494 14	1,537 50
311 51	"	"	1,525 00	558 78	5,063 31	401 03	"	3,524 40	8,350 45
"	"	"	"	"	933 80	"	"	"	"
53 20	"	"	"	"	959 65	4 74	"	3,426 10	567 53
40 20	"	"	"	"	5,801 08	106 03	"	230 55	1,562 72
"	"	"	"	"	160 35	"	"	114 55	43 50
29 17	"	"	"	"	"	"	"	"	12 00
"	"	"	"	"	"	"	"	"	241 69
"	"	"	"	"	82 65	"	"	"	"
100 60	"	"	"	44 67	153 87	"	"	"	312 27
"	"	"	97,849 26	60 87	212 05	"	"	202,069 36	20,876 64
1,717 17	"	"	"	"	5,740 62	"	"	"	"
880 33	"	"	"	"	840 24	"	"	"	"
"	"	"	"	"	1,041 00	"	"	"	"
72 92	"	"	"	"	42 50	"	"	"	"
11,705 74	63 95	"	101,493 54	1,154 17	817,711 74	12,897 66	16,991 60	281,420 22	103,000 69
114,417 ^f 40 ^e					1,232,021 ^f 91 ^e				
1,350,360 ^f 07 ^e									

S E R V I C E S .		par article.			
		Intérieur.	Rome.	Chine et Corée.	Marque.
		fr. c.	fr. s.	fr. s.	fr. s.
BUDGET ORDINAIRE.					
II ^e SECTION.	Chap. 4. États-majors.	Art. 1 ^{er} . Traitement des maréchaux de France, officiers généraux supérieurs et autres d'état-major....	4,322 22	"	"
		Art. 2. Traitement de l'intendance militaire.....	462 68	"	"
		Art. 3. Traitement de l'état-major des places.....	214 71	"	"
		Art. 4. Traitement de l'état-major particulier de l'artillerie.....	2,229 88	"	"
		Art. 5. Traitement de l'état-major particulier du génie.....	1,148 61	"	"
	Chap. 5. Gendarmerie impériale.	Art. 1 ^{er} . Gendarmerie.....	12,561 91	58 18	"
		Art. 2. Garde de Paris.....	7,706 97	"	"
		Art. 1 ^{er} . Solde de l'infanterie.....	528,265 31	10,766 40	15,947 39
		Art. 2. Solde de la cavalerie.....	128,479 78	1,494 27	371 25
		Art. 3. Solde de l'artillerie.....	105,004 05	180 96	862 22
III ^e SECTION.	Chap. 6. 1 ^{re} partie. Solde et abonnements, etc.	Art. 4. Solde du génie.....	16,264 24	"	350 74
		Art. 5. Solde des équipages militaires.....	5,374 82	401 03	"
		Art. 6. Solde des vétérans de l'armée.....	933 80	"	"
		Art. 1 ^{er} . Personnel.....	1,012 85	4 74	"
		Art. 1 ^{er} . Personnel.....	5,841 28	106 03	"
	Chap. 7. 2 ^e partie. Vivres, chauffage et fourrages..... 3 ^e partie. Hôpitaux..... Hâbillemeut et campement.	Art. 1 ^{er} . Personnel.....	160 35	"	"
		Art. 1 ^{er} . Frais généraux de justice militaire.....	29 17	"	"
		Art. 2. Ateliers de militaires condamnés.....	"	"	"
		Art. 3. Pénitenciers militaires.....	82 65	"	"
		Art. 4. Prisons militaires dites de places.....	253 87	"	"
IV ^e SECTION.	Chap. 11. Corps indigènes en Algérie. Solde de non-activité et solde de réforme.....	Art. unique. § 1 ^{er} . Solde et abonnements, etc.....	212 05	"	"
		Art. 1 ^{er} . Solde de non-activité.....	8,671 37	"	"
		Art. 2. Solde de réforme.....	2,072 03	"	"
		Art. unique. Secours éventuels à des soldats blessés.....	1,166 00	"	"
		Art. unique. Traitement de réforme.....	255 42	"	"
		832,686 02	12,961 61	17,531 60	20,481 20

PAYEMENTS FAITS

périé.	Total.	par chapitres.					
		Intérieur.	Rome.	Chine et Cochinchine.	Mexique.	Algérie.	Total.
fr. s.	fr. c.	fr. s.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
	4,322 22						
	5,903 95						
71 66	586 37	8,378 10	"	"	5,441 27	3,551 16	17,370 53
	2,229 88						
79 50	4,328 11						
68 68	15,088 77	20,268 88	58 18	"	"	2,468 68	22,795 74
	7,706 97						
08 61	613,618 39						
13 74	164,233 68						
44 05	127,728 10						
37 50	36,636 62						
79 44	19,795 69						
	933 80	791,166 13	12,963 43	17,531 60	77,490 83	76,604 59	975,696 08
37 83	5,011 22						
38 72	7,740 58						
13 50	318 40	160 35	"	"	114 55	43 55	318 40
2 00	41 17						
11 69	241 69						
	82 65	368 69	"	"	"	610 63	976 32
16 94	610 81						
7 51	321,068 18	212 05	"	"	399,918 62	20,937 51	821,068 18
	8,671 37						
	2,072 03	10,743 40	"	"	"	"	10,743 40
	1,156 00	1,156 00	"	"	"	"	1,156 00
	235 42	235 42	"	"	"	"	235 42
6 07	1,350,360 07	832,686 02	12,961 61	17,531 60	382,964 77	104,216 07	1,350,360 07

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État de la guerre,
Signé RANDON.

N° 13,893. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui fixe le Budget des Dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'exercice 1866.*

Du 14 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'état présenté par le directeur général des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, en exécution de l'article 37 de l'ordonnance du 22 mai 1816⁽¹⁾, pour servir à la fixation des dépenses administratives de ces deux établissements applicables à l'exercice 1866;

Vu le décret du 15 décembre 1864⁽²⁾, portant fixation des mêmes dépenses pour l'année 1865;

Vu l'avis motivé de la commission de surveillance instituée près desdites caisses par la loi du 28 avril 1816 et par le décret du 27 mars 1852⁽³⁾;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des finances,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations est fixé, pour l'exercice 1866, conformément à l'état A ci-annexé, à la somme de un million vingt-trois mille cinq cents francs (1,023,500').

2. Un crédit supplémentaire de onze mille cinq cents francs (11,500') est ouvert au budget de 1865 desdites caisses, pour les dépenses portées à l'état B ci-joint.

3. Une somme de deux mille francs (2,000'), restée sans emploi sur les crédits du même budget de 1865, est annulée conformément à l'état C également ci-annexé.

4. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 14 Décembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances

Signé ACHILLE FOULD.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 90, n° 769.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1256, n° 12,820.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 512, n° 3885.

ÉTAT A. *État des dépenses administratives des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'année 1866, présenté par le directeur général à la commission de surveillance, en exécution de l'article 37 de l'ordonnance du 22 mai 1816.*

NATURE DES DÉPENSES.		CRÉDITS alloués pour 1866.							
DÉPENSES ORDINAIRES DE L'ANNÉE 1866.									
1 ^{re} PARTIE. — PERSONNEL.									
1	7	Directeur général et membres du conseil d'administration.	1 Directeur général, président du conseil d'administration.....	fr. 25,000	103,900				
			1 Sous-directeur.....	15,000					
			1 Caissier général.....	15,000					
			1 Chef de la division des dépôts et consignations.....	12,000					
			1 Chef de la division des retraites.....	12,000					
			1 Chef de la division des services militaires.....	12,000					
			1 Chef de la division du contentieux.....	12,000					
			Cabinet						
			2 du directeur général.	Sous-chef et commis.....		7,300			
			Personnel,						
			secrétariat et archives						
			placés						
			10 sous les ordres	Chef, sous-chef et commis.....		37,200			
			immédiats						
			2	147		Chefs, sous-chefs et commis.	du directeur général.		483,600
Grand-livre,									
amortissement,									
contrôle,									
placés									
sous les ordres									
du sous-directeur.									
6 Sous-chef et commis du bureau du grand-livre, des écritures générales et de l'amortissement. 18,300'									
7 Sous-chef et commis du contrôle.....	19,700								
10 Chef, sous-chef et commis du premier bureau. (Comptes courants avec les receveurs généraux.).....	33,900'								
25 Chef, sous-chefs et commis du deuxième bureau. (Consignations judiciaires et administratives.)....	77,000								
15 Chef, sous-chef et commis du troisième bureau. (Caisses d'épargne et dépôts divers.).....	45,700								
11 Chef, sous-chef et commis du quatrième bureau. (Prêts à divers et emploi de fonds.).....	39,600								
61	Division des dépôts et consignations.				18 Chef, sous-chef et commis du premier bureau. (Caisse de retraites pour la vieillesse. — Comptabilité centrale et contrôle.).....		45,500'	196,200	
					18 Sous-chefs et commis du deuxième bureau. (Caisse de retraites pour la vieillesse. — Comptes individuels et liquidations de rentes.)		39,800		
			18 Sous-chefs et commis du troisième bureau. (Caisse de retraites pour la vieillesse. — Statistique, situation financière et archives.)....	43,900					
			7 Chef, sous-chef et commis du quatrième bureau. (Fonds de retraites et pensions diverses.)....	25,700					
61	Division des retraites.				154,900'				

NATURE DES DÉPENSES.		crédits	
		alloués	portés
		1866.	1866.
NOMINOS DES CHAPITRES.	NOMBRE DES CHEFS, SOUS-CHEFS, COMMISS et AGENTS.	fr.	fr.
2	94	Chefs, sous-chefs et commis.	18 Chef et commis du premier bureau. (Comptes particuliers.)..... 47,500 ^f
			31 Dotation de l'armée. 13 Sous-chefs et commis du deuxième bureau. (Comptabilité centrale, contrôle.)..... 31,800
			6 Sous-chef et commis du troisième bureau. 5 (Militaires décédés ou congédiés. — Dépôts et fondations militaires.)..... 17,100
			1 (Caisse des offrandes nationales.)..... 2,700
			37 Division des services militaires. 19 Sous-chefs et commis du premier bureau. (Consignations du département de la Seine.)..... 59,900 ^f
			36 Division du contentieux. 17 Chef, sous-chefs et commis du deuxième bureau. (Consignations dans les départements. — Dépôts. — Oppositions et autres services.)..... 54,300
			21 Caisse générale. 10 Chef, sous-chef et commis du premier bureau. (Caisse des recettes.) 31,800
			11 Chef, sous-chef et commis du deuxième bureau. (Caisse des dépenses.)..... 37,800
			38 Agents de comptoir et gens de service. 8 Agents de comptoir..... 17,200
			30 Gens de service. (Surveillant, portiers, gardiens de bureau et hommes de peine.) 37,600
4	.	Indemnités et abonnements.	Indemnité allouée au caissier général pour pertes de caisse..... 5,000
			Indemnité au secrétaire de la commission de surveillance..... 1,000
			Abonnement de l'agent de change..... 15,000
			Conseils judiciaires de l'administration..... 1,200
5	.	Indemnité pour travaux extraordinaires et pour travaux du dimanche.....	16,500
		DÉPENSES du personnel.....	913,000
2 ^e PARTIE. — MATÉRIEL.			
6	.	Dépenses ordinaires.	Fournitures de bureau..... 15,000
			Impressions et lithographies..... 20,000
			Chauffage..... 21,000
			Éclairage..... 4,500
			Bâtiments et mobilier..... 25,000
			94,500

NOMBRES DES CHAPITRES.	NOMBRE DES CHEFS, SOUS-CHEFS, COMMISSAIRES ET AGENTS.	NATURE DES DÉPENSES.	CAISSES alloués pour 1866.	
			fr.	fr.
6	"	Dépenses ordinaires.	(Habille ment des agents de comptoir et des gens de service..... 4,000 Frais de veilles et rondes de nuit..... 2,500 Indemnités à des agents subalternes pour services extraordinaires..... 4,500 Menues dépenses et dépenses accidentelles et imprévues..... 5,000	16,000
286		TOTAL des dépenses.....	1,023,500	

Arrêté le présent état à la somme de un million vingt-trois mille cinq cents francs.
Paris, le 21 Novembre 1865.

Le Conseiller d'État, Directeur général,
Signé GUILLEMOT.

Approuvé par la commission de surveillance :
Paris, le 6 Décembre 1865.

Signé ROULAND, GOUIN, A. SAPIA, J. BOULAY, A. MARCHEAND,
J. PELLETIER, HENRY DAVILLIER.

Approuvé :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,
Signé ACHILLE FOULD.

ÉTAT B. *État des crédits supplémentaires ajoutés au budget de 1865 des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.*

NOMBRES des chapitres.	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits.	OBSERVATIONS.
	DÉPENSES ORDINAIRES. 1 ^{re} partie. — <i>Personnel.</i>		
V.	Travaux extraordinaires et du dimanche.	2,000 ^f	
	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. <i>Matériel.</i>		
VII.	Reconstruction des planchers du bâtiment à droite en aile sur la grande cour....	9,500	
		11,500	

Arrêté le présent état à la somme de onze mille cinq cents francs.
Paris, le 21 Novembre 1865.

Le Conseiller d'État, Directeur général,
Signé GUILLEMOT.

Approuvé par la commission de surveillance :
Le 6 Décembre 1865.

Le Sénateur, Président,
Signé ROULAND.

Approuvé :

Le Ministre des finances,
Signé ACHILLE FOULD.

ÉTAT C. *État d'une annulation opérée au budget de 1865 des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations.*

NUMÉRO du chapitre.	NATURE DE LA DÉPENSE.	MONTANT de l'annulation.	OBSERVATIONS.
	DÉPENSES ORDINAIRES. 1 ^{re} partie. — Personnel. —		
II.	Chefs, sous-chefs et commis.....	2,000 ^f	

Arrêté le présent état à la somme de deux mille francs.

Paris, le 21 Novembre 1865.

Le Conseiller d'État, Directeur général,
Signé GUILLEROT.

Approuvé par la commission de surveillance.
Le 6 Décembre 1865.

Le Sénateur, Président,
Signé ROULAND.

Approuvé :
Le Ministre secrétaire d'État des finances,
Signé ACHILLE FOULD.

N° 18,864. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif aux Chemins de fer de Besançon à Vesoul, de Gray à Besançon et à Ougney, de Dijon à Langres et d'Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour.

Du 14 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les loi et décret du 19 juin 1857 ⁽¹⁾, lesquels constituent le réseau des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, ensemble la convention et le cahier des charges y annexés et, spécialement, l'article 6 dudit cahier des charges ;

Vu la loi du 1^{er} août 1860 et le décret du 1^{er} février 1862 ⁽²⁾, relatifs à la concession des chemins de fer de Besançon à Vesoul et de Gray à Besançon et à Ougney, ensemble la convention y annexée ;

Vu les loi et décret du 11 juin 1863 ⁽³⁾, relatifs à la concession des chemins de fer de Dijon à Langres et d'Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour ;

⁽¹⁾ Bull. 522, n° 4797.

⁽²⁾ Bull. 1003, n° 9079.

⁽³⁾ Bull. 1182, n° 12,021.

Vu les demandes de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, en date des 4 et 14 septembre 1865 ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 9 novembre 1865 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'article 6 du cahier des charges annexé à la convention du 11 avril et au décret du 19 juin 1857 est modifié en ce qu'il a de contraire aux dispositions suivantes :

Provisoirement, sur les chemins de fer de Besançon à Vesoul, de Gray à Besançon et à Ougney, de Dijon à Langres et d'Auxerre à Nevers et à Cercy-la-Tour, à partir de Cravant, les ouvrages d'art pourront n'être exécutés que pour une seule voie, sauf les grands ouvrages en rivière, qui seront fondés, dès à présent, pour deux voies.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 14 Décembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIEU.

N° 13,895. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique l'établissement du Chemin de fer de Montrejeun à Bagnères-de-Luchon et rend définitive la concession dudit Chemin accordée à titre éventuel à la Compagnie du Midi.

Du 14 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les loi et décret du 11 juin 1863 ⁽¹⁾, qui approuvent la convention passée avec la compagnie du chemin de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, le 1^{er} mai de la même année ;

Vu ladite convention et, notamment, l'article 3 de cette convention, ainsi conçu :

« Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, s'engage, au nom de l'État, à concéder à la compagnie du Midi et du canal latéral à la Garonne, dans le cas où l'utilité publique en serait reconnue

⁽¹⁾ Bull. 1141, n° 11,553.

« après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841,
« les chemins de fer ci-après :

«
« de Montrejeau à Bagnères-de-Luchon ; »

Vu l'avant-projet présenté pour l'établissement de cette ligne ;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur cet avant-projet dans les départements de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées et, notamment, les procès-verbaux des commissions d'enquête, en date des 14 et 16 novembre 1864 ;

Vu le procès-verbal de la conférence tenue entre le génie militaire et le service des ponts et chaussées ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 24 juillet 1865 ;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4) ;

Notre Conseil d'État entendu ,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Montrejeau à Bagnères-de-Luchon.

En conséquence, la concession dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie du Midi par la convention susmentionnée du 1^{er} mai 1863, est déclarée définitive.

2. Le chemin de fer ci-dessus mentionné se détachera de la ligne de Toulouse à Bayonne près et en avant de la station de Montrejeau, passera à ou près les bourgs de Bertren et de Marignac et aboutira à Bagnères-de-Luchon, en un point qui sera déterminé par l'administration supérieure.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 14 Décembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉRIC.

N^o 13,896. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique l'établissement du Chemin de fer de Lourdes à Pierrefitte, et rend définitive la concession dudit Chemin accordée à titre éventuel à la Compagnie du Midi.

Du 14 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu les loi et décret du 11 juin 1863⁽¹⁾, qui approuvent la convention passée, le 1^{er} mai de la même année, avec la compagnie du chemin de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne;

Vu ladite convention et, notamment, l'article 3 de cette convention, ainsi conçu :

« Le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, au nom de l'État, s'engage à concéder à la compagnie du Midi et du canal latéral à la Garonne, dans le cas où l'utilité publique en serait reconnue après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841, les chemins ci-après :

«
« de Lourdes à Pierrefitte; »

Vu l'avant-projet relatif à l'établissement de ce chemin;

Vu les pièces de l'enquête ouverte sur cet avant-projet dans le département des Hautes-Pyrénées et, notamment, le procès-verbal de la commission d'enquête, en date du 22 octobre 1864;

Vu le procès-verbal de la conférence tenue entre le génie militaire et le service des ponts et chaussées, ensemble l'avis de la commission mixte des travaux publics et l'adhésion donnée, le 21 juillet 1865, aux conclusions de cet avis par notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 18 mai 1865;

Vu la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Lourdes à Pierrefitte.

En conséquence, la concession dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie du Midi par la convention susvisée du 1^{er} mai 1863, est déclarée définitive.

2. Le chemin de fer ci-dessus mentionné se détachera de la ligne de Toulouse à Bayonne à ou près Lourdes, en un point qui sera déterminé par l'administration supérieure, passera à ou près Argelès et aboutira à ou près Pierrefitte, en un point qui sera également déterminé par l'administration.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiegne, le 14 Décembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

⁽¹⁾ Bull. 1141, n° 11,553.

N° 13,897. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise la perception, en 1866, 1° d'une Contribution spéciale pour le paiement des dépenses de la Chambre et de la Bourse de commerce de Lyon; 2° d'une Imposition additionnelle destinée au service de l'Emprunt contracté par ladite Chambre pour l'achèvement du Palais du commerce.*

Du 14 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844, 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860, 13 mai 1863 et celle du 8 juillet 1865;

Vu la loi du 26 juin 1861, relative à une imposition additionnelle de dix centimes au maximum sur les patentés spéciaux de la ville de Lyon (Rhône), destinée au remboursement d'un emprunt de six cent mille francs que la chambre de commerce de cette ville a été autorisée à contracter;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de treize mille trois cent deux francs (13,302^f), nécessaire au paiement des dépenses de la chambre et de la bourse de commerce de Lyon, suivant les budgets approuvés, sur la proposition de la chambre, par notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes aussi par franc pour subvenir aux frais de perception, sera répartie en 1866, savoir : dix mille quatre cent trente francs sur les patentés du département du Rhône compris dans la circonscription de ladite chambre et désignés par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois de finances des 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860 et 13 mai 1863, et deux mille huit cent soixante et douze francs sur les patentés de la ville de Lyon seulement.

2. En outre, il sera perçu en 1866, sur les patentés ci-dessus désignés de la ville de Lyon seulement, une imposition additionnelle de neuf centimes (0^f 09^c) par franc au principal de la contribution des patentés.

3. Le produit de cette double imposition, destinée tant aux frais ordinaires de la chambre et de la bourse de commerce qu'au service de l'emprunt contracté par ladite chambre pour l'achèvement du palais du commerce, sera mis, sur les mandats du sénateur préfet du Rhône, à la disposition de la chambre, qui aura à rendre compte de son emploi à notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

4. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais de Compiègne, le 14 Décembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,898. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise l'établissement et l'exploitation, à Nancy, d'un Magasin général avec Salle de Ventes publiques.*

Du 14 Décembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la demande formée par la société en nom collectif *Villaums et compagnie*, à l'effet d'être autorisée à établir et à exploiter à Nancy un magasin général avec salle de ventes publiques;

Vu les plans produits à l'appui de la demande;

Vu les avis émis relativement à cette demande par la chambre et le tribunal de commerce de Nancy et par le préfet de la Meurthe;

Vu les lois du 28 mai 1858 et les décrets des 12 mars 1859⁽¹⁾ et 30 mai 1863⁽²⁾;

La section des finances, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'État entendue,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La société en nom collectif formée sous la raison sociale *Villaums et compagnie* est autorisée à établir et à exploiter à Nancy (Meurthe), conformément aux lois du 28 mai 1858 et aux décrets des 12 mars 1859 et 30 mai 1863, un magasin général avec salle de ventes publiques, dans les locaux figurés aux plans ci-dessus visés et qui resteront annexés au présent décret.

2. La société devra, avant d'user de la présente autorisation, fournir, pour la garantie de sa gestion, un cautionnement de quinze mille francs, dont le montant sera versé en espèces ou en valeurs publiques françaises à la caisse des dépôts et consignations, conformément à l'article 2 du décret du 12 mars 1859 susvisé.

Le chiffre de ce cautionnement pourra être ultérieurement élevé,

⁽¹⁾ Bull. 673, n° 6304.

⁽²⁾ Bull. 1126, n° 11,371.

s'il y a lieu, la chambre et le tribunal de commerce et la société permissionnaire entendus.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois et inséré au Moniteur.

Fait au palais de Compiègne, le 14 Décembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉRIC.

N° 13,899. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui supprime le deuxième Conseil de guerre de la douzième Division militaire et les Conseils de révision de Metz et de Toulouse.*

Du 20 Décembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 2 et 26 du Code de justice militaire, relatifs à l'organisation des deuxièmes conseils de guerre et des conseils de révision des divisions territoriales;

Vu le décret du 18 juillet 1857⁽¹⁾, qui a institué treize deuxièmes conseils de guerre et huit conseils de révision;

Vu le décret du 7 juillet 1859⁽²⁾, par lequel le nombre de ces derniers tribunaux a été réduit à sept;

Considérant que les affaires jugées dans la douzième division militaire ne sont pas assez nombreuses pour exiger le maintien de deux conseils de guerre siégeant à Toulouse;

Considérant, d'un autre côté, que, pour assurer autant que possible l'uniformité de jurisprudence dans l'administration de la justice, il importe de réduire au chiffre strictement nécessaire le nombre des conseils de révision;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le deuxième conseil de guerre de la douzième division militaire et les conseils de révision de Metz et de Toulouse sont supprimés.

2. Les affaires pendantes devant ces tribunaux seront portées, de plein droit, soit devant le conseil de guerre unique de la douzième division militaire, soit devant les conseils de révision de Paris ou de Lyon.

⁽¹⁾ Bull. 527, n° 4829.

⁽²⁾ Bull. 710, n° 6719.

3. Le ressort des conseils de révision de Paris et de Lyon est déterminé ainsi qu'il suit :

Siège.	Ressort.
Paris	1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e , 15 ^e , 16 ^e et 18 ^e divisions militaires.
Lyon	8 ^e , 9 ^e , 10 ^e , 11 ^e , 12 ^e , 13 ^e , 14 ^e , 17 ^e , 19 ^e , 20 ^e , 21 ^e et 22 ^e divisions militaires.

4. Les archives du deuxième conseil de guerre de la douzième division et du conseil de révision de Toulouse seront versées au greffe du conseil de guerre de la douzième division, et celles du conseil de révision de Metz, au greffe du premier conseil de guerre de la cinquième division militaire.

5. Les greffiers attachés aux conseils supprimés sont provisoirement mis à la suite, pour être employés dans les divisions où le besoin s'en fera sentir.

6. Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État au département de la guerre,*

Signé RANDON.

N° 13,900. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique le Rachat des péages de plusieurs Ponts de Lyon.*

Du 20 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la lettre, en date du 7 septembre 1865, par laquelle le préfet du Rhône sollicite l'émission d'un décret déclaratif de l'utilité publique du rachat du péage des ponts sur la Saône et des ponts Napoléon, à Lyon;

Vu toutes les pièces de l'instruction à laquelle cette affaire a été soumise;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 14 octobre 1865;

Vu la loi du 29 mai 1845 et les lois du 6 juillet 1862, faisant application de ses dispositions à la concession de divers ponts;

Vu la sénatus-consulte du 25 décembre 1862 (article 4);

Vu la loi du 12 juillet 1865, portant affectation sur les fonds du trésor

d'une somme de deux millions quatre cent mille francs au rachat desdits péages;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Est déclaré d'utilité publique le rachat des péages des ponts de la Gare, du Port-Mouton, de Serin, de Saint-Vincent, de Lafeuillée, du Palais-de-Justice, de Saint-Georges, d'Ainay et de la Mulatière, sur la Saône, à Lyon, et des trois ponts situés dans la même ville, dans l'axe du cours Napoléon, sur la Saône, le Rhône et la Lône de la Vitriolerie.

2. La ville de Lyon est autorisée à poursuivre le rachat desdits péages, soit à l'amiable, soit par toute autre voie légale.

3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

N^o 13,901. — DÉCRET IMPÉRIAL relatif à la Contribution spéciale à percevoir, en 1866, pour les dépenses de plusieurs Chambres et Bourses de commerce.

Du 20 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu l'article 11 de la loi de finances du 23 juillet 1820;

Vu l'article 4 de la loi du 14 juillet 1838, les lois des 25 avril 1844, 18 mai 1850, 4 juin 1853, 26 juillet 1860 et 13 mai 1865, ainsi que celle du 8 juillet 1865,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Une contribution spéciale de la somme de soixante-huit mille deux cent quatre-vingt-sept francs (68,287^{fr}), nécessaire au paiement des dépenses des chambres et des bourses de commerce, suivant les budgets approuvés, sur la proposition des chambres de commerce, par notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, plus cinq centimes par franc pour couvrir les non-valeurs et trois centimes aussi par franc pour

subvenir aux frais de perception, sera répartie, en 1866, conformément au tableau annexé au présent décret, sur les patentés désignés par l'article 33 de la loi du 25 avril 1844, en ayant égard aux additions et modifications autorisées par les lois des 18 mai 1850, 4 juin 1858, 26 juillet 1860 et 13 mai 1863.

2. Le produit de ladite contribution sera mis, sur les mandats des préfets, à la disposition des chambres de commerce, qui rendront compte de son emploi à notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

3. Nos ministres secrétaires d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 20 Décembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

*Le Ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture,
du commerce et des travaux publics,*

Signé ARMAND BÉHIC.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Abbeville	Somme	Chambre...	2,495 ⁶	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Amiens.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	4,198	<i>Idem.</i>
Avignon.....	Vaucluse.....	<i>Idem.</i>	2,300	Patentés de tout le département.
Bar-le-Duc.....	Meuse.....	<i>Idem.</i>	1,878	<i>Idem.</i>
Bastia.....	Corse.....	<i>Idem.</i>	2,042	<i>Idem.</i>
Boulogne.....	Pas-de-Calais.....	<i>Idem.</i>	2,500	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Calais.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	1,583	<i>Idem.</i>
Chalon-sur-Saône	Saône-et-Loire...	<i>Idem.</i>	1,878	Patentés de tout le département.
Granville.....	Manche.....	<i>Idem.</i>	1,200	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Limoges.....	Haute-Vienne....	<i>Idem.</i>	3,300	Patentés de tout le département.
Metz.....	Moselle.....	<i>Idem.</i>	1,208	<i>Idem.</i>
Morlaix.....	Finistère.....	Bourse.....	114	Patentés de la ville de Metz.
		Chambre...	1,740	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
		<i>Idem.</i>	4,700	Patentés de tout le département.
Nantes.....	Loire-inférieure..	Bourse.....	8,300	Patentés de la ville de Nantes.
		Chambre...	5,864	Patentés de tout le département.
Nice.....	Alpes-Maritimes..	Bourse.....	2,100	Patentés de la ville de Nice.
		Chambre...	2,906	Patentés de tout le département.
Nîmes.....	Gard.....	Bourse.....	719	Patentés de la ville de Nîmes.

VILLES.	DÉPARTEMENTS.	CHAMBRES et bourses.	SOMMES à imposer.	PATENTÉS IMPOSABLES.
Orléans.....	Loiret.....	Chambre...	3,000'	Patentés de tout le département.
		Bourse.....	1,500	Patentés de la ville d'Orléans.
Saint-Dizier....	Haute-Marne....	Chambre...	2,400	Patentés de tout le département.
Saint-Omer.....	Pas-de-Calais....	Idem.....	1,950	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Saint-Quentin...	Aisne.....	Idem.....	5,599	Patentés de tout le département.
Thiers.....	Puy-de-Dôme....	Idem.....	488	Patentés du département compris dans la circonscription de la chambre.
Tours.....	Indre-et-Loire...	Idem.....	2,585	Patentés de tout le département.
		TOTAL...	68,287	

Vu pour être annexé au décret impérial en date du 20 décembre 1865, enregistré sous le n° 916.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,902. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Finances, exercice 1865.

Du 23 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État des finances ;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1865 ;

Vu notre décret du 15 novembre 1864 ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget des dépenses dudit exercice ;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852 ;

Vu les dispositions de notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾, sur les virements de crédits ;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861 ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts à notre ministre secrétaire d'État des finances sur l'exercice 1865, par la loi du budget du 8 juin 1864 et le décret de répartition du 15 novembre 1864, sont réduits d'une somme de huit millions deux cent mille francs (8,200,000').

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

CHAP. XLV.	Frais de trésorerie.....	800,000'
— XLVI.	Traitements et frais de service des receveurs généraux et particuliers des finances.....	100,000
— LIV.	Enregistrement, domaines et timbre. (Personnel.).....	100,000
— LV.	Enregistrement, domaines et timbre. (Matériel.).....	50,000
— LVIII.	Forêts. (Matériel.).....	50,000
— LXI.	Douanes et contributions indirectes. (Matériel.).....	1,000,000
— LXV.	Tabacs. (Personnel.).....	80,000
— LXVI.	Tabacs. (Matériel.).....	1,720,000
— LXIX.	Tabacs. (Achats et transports de tabacs.).....	3,000,000
— LXXII.	Postes. (Matériel.).....	500,000
— LXXXII.	Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers.....	500,000
— LXXIX.	Escomptes sur divers droits.....	500,000
		8,200,000

2. Les crédits ouverts pour le même exercice, par la loi du budget et le décret de répartition précités, sur les chapitres suivants du budget du ministère, sont augmentés d'une somme de huit millions deux cent mille francs (8,200,000'), par virement des chapitres désignés ci-dessus :

CHAP. IX.	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	80,000'
— X.	Intérêts de la dette flottante du trésor.....	5,800,000
— XXXII.	Dépenses administratives du Corps législatif et indemnités des députés.....	161,500
— XXXVIII.	Monnaies et médailles. (Matériel.).....	1,000
— XLIII.	Cour des comptes. (Personnel.).....	4,500
— LVI.	Enregistrement, domaines et timbre. (Dépenses diverses.).....	80,000
— LIX.	Forêts. (Dépenses diverses.).....	65,000
— LX.	Douanes et contributions indirectes. (Personnel.).....	500,000
— LXIII.	Douanes et contributions indirectes. (Dépenses diverses.).....	200,000
— LXIII.	Douanes et contributions indirectes. (Avances recouvrables.).....	25,000
— LXIV.	Douanes et contributions indirectes. (Dépenses du service des douanes en Algérie.).....	160,000
— LXVII.	Tabacs. (Dépenses diverses.).....	30,000
— LXXI.	Postes. (Personnel.).....	193,000
— LXXVI.	Remboursements sur produits indirects et divers.....	900,000
		8,200,000

3. Notre ministre secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Décembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État au département des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

N° 13,903.— *DÉCRET IMPÉRIAL qui autorise un virement de Crédits au Budget du Ministère des Affaires étrangères, exercice 1865.*

Du 27 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Vu l'article 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852;

Vu la loi de finances du 8 juin 1864, portant fixation du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 1865;

Vu notre décret, en date du 15 novembre 1864 ⁽¹⁾, portant répartition des crédits ouverts audit exercice;

Vu le sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu notre décret du 10 novembre 1856 ⁽²⁾;

Vu la lettre de notre ministre secrétaire d'État des finances, en date du 13 décembre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts aux chapitres VIII et XI du budget du ministère des affaires étrangères, pour l'exercice 1865, sont réduits d'une somme totale de trente mille francs (30,000^f), savoir :

CHAP. VIII. Présents diplomatiques	10,000 ^f
— XI. Missions et dépenses extraordinaires et dépenses imprévues.....	20,000
TOTAL.....	30,000

2. Les crédits ouverts aux chapitres IV et IX du même budget sont augmentés, par voie de virement, d'une somme égale de trente mille francs (30,000^f), savoir :

CHAP. IV. Traitements des agents en inactivité.....	20,000 ^f
— IX. Indemnités et secours.....	10,000
TOTAL ÉGAL.....	30,000

3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Décembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé **ACHILLE FOULD**.

Le Ministre secrétaire d'État des affaires étrangères,

Signé **DROUYN DE LÉVY**.

⁽¹⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

N° 13,904. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Grandin (Mathieu-Alexandre)*, maire de Martot, arrondissement de Louviers (Eure), né le 11 février 1793, à Elbeuf, arrondissement de Rouen (Seine-Inférieure), est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *de l'Épervier*, et à s'appeler, à l'avenir, *Grandin de l'Épervier*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Saint-Cloud, 11 Novembre 1865.*)

N° 13,905. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant que M. *Pellatier*, président à la cour des comptes, est nommé membre de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, en remplacement de M. *de Gombert*, décédé. (*Compiègne, 23 Novembre 1865.*)

N° 13,906. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M^{lle} *Marie-Charlotte-Malpina*, née le 1^{er} novembre 1825, à Fort-de-France (Martinique), demeurant à Saint-Pierre (Martinique), est autorisée à porter le nom de *Folville*, et à s'appeler, à l'avenir, *Marie-Charlotte-Malpina Folville*.

2° L'impétrante ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Compiègne, 14 Décembre 1865.*)

N° 13,907. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° L'ordonnance du 12 mai 1820, qui assigne vingt offices d'huisier au tribunal de première instance de Jonzac (Charente-Inférieure), est modifiée en ce sens que ce nombre est réduit à dix-huit.

2° Le décret du 10 juillet 1864, qui assigne douze offices d'huisier au tribunal de première instance de la Flèche (Sarthe), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à onze.

3° Le décret du 10 juillet 1864, qui assigne quatorze offices d'huisier au tribunal de première instance de Niort (Deux-Sèvres), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à treize.

4° Le décret du 11 décembre 1861, qui assigne trente et un offices d'huisier au tribunal de première instance d'Auxerre (Yonne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à trente. (*Compiègne, 14 Décembre 1865.*)

en ce sens que ce nombre est réduit à trente

N° 13,908. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) portant :

ART. 1^{er}. La limite entre les communes de Rohrwiller et de Drusenheim, canton de Bischwiller, arrondissement de Strasbourg, département du Bas-Rhin, est fixée conformément au tracé de la ligne noire cotée 1, 2, 3 et 4 sur le plan ci-annexé.

En conséquence, le polygone teinté en rose et portant la lettre A audit plan est distrait de la commune de Drusenheim et réuni à la commune de Rohrwiller.

2. Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être respectivement acquis. (*Compiègne, 15 Décembre 1865.*)

N° 13,909. — DÉCRET IMPÉRIAL (rendu sur la proposition du grand chancelier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et contre-signé par le ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts) portant que M. *Rihouet (Jean-Philippe-Frédéric)*, commandeur de la Légion d'honneur, président à la cour des comptes, est nommé membre du conseil de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, en remplacement de M. *de Gombert*, décedé. (*Paris, 19 Décembre 1865.*)

N° 13,910. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1^o Le décret du 10 novembre 1864, qui assigne quatorze offices d'huissier au tribunal de première instance de Baume-les-Dames (Doubs), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à treize.

2^o Le décret du 10 février 1864, qui assigne douze offices d'huissier au tribunal de première instance d'Orange (Vaucluse), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à onze. (*Paris, 20 Décembre 1865.*)

N° 13,911. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'intérieur) qui supprime les commissariats de police établis dans les résidences ci-après :

DÉPARTEMENT DE L'AIN.

A Saint-Trivier.

DÉPARTEMENT DU CALVADOS.

Au Bény-Bocage, à Dozulé.

DÉPARTEMENT DE LA DRÔME.

A Châtillon, à Luc-en-Diois, à Remuzat, à Saint-Donat.

DÉPARTEMENT D'EURE-ET-LOIR.

A Miliers, à la Loupe, à Voves.

DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE.

A Grignols, à Monségur, à Sauveterre.

DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE.

A Châteaugiron, à Saint-Briac, à Saint-Georges-de-Reintembault.

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE.

A Sury-le-Comtal.

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE.

A Clisson, à Saint-Étienne-de-Mont-Luc, à Saint-Philbert, à Varades.

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS.

A Ardres, à Beaurainville, à Fruges.

DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME.

A Rochefort, à Sanxillanges.

DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ORIENTALES.

A Argelès-sur-Mer, à Fourmiguères, à Olette, à Saillagouse.

DÉPARTEMENT DU RHÔNE.

A Neuville, à Saint-Didier-au-Mont-d'Or, à Saint-Symphorien.

DÉPARTEMENT DE LA SARTHE.

A Écommoy, au Grand-Lucé, à Mayet, à Pontvallain.

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE.

A Amance, à Autrey, à Combeaufontaine, à Fresne-Saint-Mamès, à Mar-nay, à Melisey, à Montbozon, à Rioz, à Saulx, à Vitrey.

DÉPARTEMENT DE SAÔNE-ET-LOIRE.

A Buxy, à Chauffailles, à la Clayette, à Pierre, à Saint-Germain-du-Plain, à Toulon-sur-Arroux.

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE.

A Claye, au Châtelet, à la Chapelle-la-Reine, à Lizy-sur-Ourcq, à Moret.

DÉPARTEMENT DU TARN.

A Alban.

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-VIENNE.

A Nantiat.

DÉPARTEMENT DE L'YONNE.

A Aillant, à Chablis, à Cruzy, à Ligny, à Pont-sur-Yonne, à Saint-Fargeau, à Saint-Julien-du-Sault, à Saint-Sauveur, à Seignelay. (*Paris, 20 Décembre 1865.*)

N° 13,912. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° Le décret du 17 mars 1858, qui assigne vingt-deux offices d'huissier au tribunal de première instance de Montauban (Tarn-et-Garonne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à vingt et un.

2° Le décret du 27 janvier 1864, qui assigne dix-neuf offices d'huissier au tribunal de première instance de Bellac (Haute-Vienne), est modifié en ce sens que ce nombre est réduit à dix-huit. (*Paris, 23 Décembre 1865.*)

N° 13,913. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes) portant ce qui suit :

1° M. *Salerne (Pierre-Léopold)*, étudiant en médecine, né à Mantes (Seine-et-Oise), le 6 mars 1844, demeurant à Paris, est autorisé à ajouter à son nom patronymique celui de *d'Aigremont*, et à s'appeler, à l'avenir, *Salerne d'Aigremont*.

2° L'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer, sur les registres de l'état civil, le changement résultant du présent décret, qu'après l'expiration du délai fixé par la loi du 11 germinal an XI, et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant le Conseil d'État. (*Paris, 27 Décembre 1865.*)



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Janvier 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'État
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS.

N° 1360.

N° 13,914. — *DÉCRET IMPÉRIAL qui nomme M. Troplong Président du Sénat pour l'année 1866.*

Du 23 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Constitution,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. *M. Troplong*, premier président de la cour de cassation, sénateur, est nommé président du Sénat pour l'année 1866.

2. Notre ministre d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Décembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'Etat,

Signé E. ROUHER.

N° 13,915. — *DÉCRET IMPÉRIAL portant nomination des Vice-Présidents du Sénat pour l'année 1866.*

Du 23 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 23 de la Constitution,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

XX Série.

ART. 1^{er}. Sont nommés pour l'année 1866 :

MM. Boudet, premier vice-président du Sénat;

le maréchal comte Banagney d'Hilliers;

le maréchal comte Regnaud de Saint-Jean d'Angely, Vice-présidents
de Royer, du Sénat.
Delangle,

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Décembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,916. — DÉCRET IMPÉRIAL portant nomination de Sénateurs.

Du 26 Décembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Sont élevés à la dignité de sénateur :

MM. Silvestre de Sacy, de l'Académie française;

le comte de Saint-Marsault, préfet de Seine-et-Oise;

le général de division comte Gudin.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Décembre 1865.

Signé NAPOLEON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé E. ROUHER.

N° 13,917. — DÉCRET IMPÉRIAL qui déclare d'utilité publique, dans la ville de
Paris, le prolongement du Boulevard Haussmann, ainsi que diverses autres
opérations de voirie.

Du 27 Décembre 1865.

NAPOLEON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur :

Vu notre décret en date du 16 juillet 1862⁽¹⁾, qui, entre autres dispositions, a déclaré d'utilité publique le prolongement de la rue Lafayette depuis la rue de la Chaussée-d'Antin jusqu'à la rue Mogador, à Paris ;

Vu la délibération du conseil municipal de cette ville, en date du 8 décembre 1865 ;

Le plan des alignements projetés ;

Les pièces de l'enquête ;

La proposition du sénateur préfet de la Seine ;

Les lois des 16 septembre 1807, 3 mai 1841 et l'ordonnance réglementaire du 23 août 1836⁽²⁾ ;

Le décret du 26 mars 1852⁽³⁾ et le décret réglementaire du 27 décembre 1858⁽⁴⁾ ;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉSIGNONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Sont déclarés d'utilité publique dans la ville de Paris :

1^o Le prolongement du boulevard Haussmann, avec une largeur de trente mètres, depuis la rue du Havre jusqu'à celle de la Chaussée-d'Antin ;

2^o La formation d'une place au nord du nouvel Opéra ;

3^o L'élargissement à vingt-deux mètres de la partie de la rue de la Chaussée-d'Antin comprises entre le boulevard des Capucines et la rue Meyerbeer, au moyen d'un retranchement sur les propriétés du côté gauche,

Le tout conformément aux alignements indiqués par des lisérés bleus sur le plan ci-annexé.

En conséquence, le sénateur préfet de la Seine, agissant au nom de la ville de Paris, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu tant de la loi du 3 mai 1841 que du décret du 26 mars 1852, après l'accomplissement préalable des formalités prescrites par le décret réglementaire du 27 décembre 1858, les immeubles ou portions d'immeubles dont l'occupation est nécessaire.

Les dispositions de notre décret susvisé du 16 juillet 1862 contraires aux présentes sont et demeurent rapportées.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 Décembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé LA VALETTE.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1061, n° 10,658.

⁽²⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 378, n° 5906.

⁽³⁾ X^e série, Bull. 514, n° 3914.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 656, n° 6111.

N° 13,916. — **DÉCRET IMPÉRIAL** qui reporte à l'exercice 1865 une portion des Crédits ouverts sur l'exercice 1864 pour l'exécution des Travaux destinés à mettre les Villes à l'abri des Inondations.

Du 30 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, **EMPEREUR DES FRANÇAIS**, à tous présents et à venir, **SALUT**.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu la loi du 28 mai 1858, relative à l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations, et notamment l'article 8 de cette loi, portant que les sommes restées disponibles sur le produit de l'emprunt autorisé par la loi du 11 juillet 1855 seront affectées à l'exécution des travaux dont il s'agit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne pourra dépasser vingt millions (20,000,000^f);

Vu l'article 9 de la même loi, ouvrant pour lesdits travaux un crédit de huit millions (8,000,000^f) sur l'exercice 1868 et portant que les fonds non employés sur cet exercice pourront être reportés, par décret impérial, à l'exercice suivant;

Vu notre décret du 1^{er} février 1861 ⁽¹⁾ et les lois des 2 juillet 1861 et 8 juin 1864, qui ont successivement ouvert, pour les mêmes travaux, de nouveaux crédits montant ensemble à onze millions de francs;

Vu les documents administratifs, constatant qu'il reste sans emploi à l'exercice 1864, sur l'ensemble, montant à un million neuf cent cinquante mille francs, des crédits ouverts à cet exercice, une somme de trois cent soixante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf francs trente-quatre centimes;

Vu la loi du 8 juin 1864, portant fixation du budget des dépenses et des recettes extraordinaires de l'exercice 1865;

Vu notre décret du 15 novembre suivant ⁽²⁾, contenant répartition, par chapitres, des crédits du budget extraordinaire dudit exercice;

Vu notre décret du 10 novembre 1866 ⁽³⁾;

Vu la lettre de notre ministre des finances, en date du 21 décembre 1865;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. La somme de trois cent soixante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf francs trente-quatre centimes (369,989^f 34^c), restant disponible, comme il est dit ci-dessus, sur l'exercice 1864, au budget extraordinaire du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est reportée au chapitre XIII bis du même budget, exercice 1865.

Une même somme de trois cent soixante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf francs trente-quatre centimes (369,989^f 34^c) est annulée au chapitre XIII bis du budget extraordinaire de l'exercice 1864.

⁽¹⁾ Bull. 905, n° 8732.

⁽²⁾ Bull. 440, n° 4110.

⁽³⁾ Bull. 1250, n° 12,750.

2. Il sera pourvu à la dépense autorisée par l'article 1^{er} du présent décret au moyen des ressources indiquées par l'article 8 de la loi du 28 mai 1858.

3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1865.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

Signé ACHILLE FOULD.

Le Ministre de l'agriculture, du commerce
et des travaux publics,

Signé ARMAND BÉHIC.

N° 13,919. — *DÉCRET IMPÉRIAL* qui proroge le délai fixé pour l'exécution des deux lignes de Chemins de fer de Rouen à Amiens et d'Amiens à la ligne de Creil à Saint-Quentin.

Du 30 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu notre décret du 22 juin 1863⁽¹⁾, lequel porte :

« Le délai fixé par le cahier des charges annexé au décret du 26 juin 1857⁽²⁾, pour l'exécution et la mise en exploitation des deux lignes de Rouen à Amiens et d'Amiens à la ligne de Creil à Saint-Quentin, est prorogé jusqu'au 31 décembre 1865; »

Vu la demande de la compagnie du chemin de fer du Nord, du 9 décembre 1865, tendant à obtenir que le délai ci-dessus mentionné soit prorogé jusqu'au 31 octobre 1866;

Vu le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 (article 4);

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le délai fixé par notre décret du 22 juin 1863, pour l'exécution des deux lignes de Rouen à Amiens et d'Amiens à la ligne de Creil à Saint-Quentin, est prorogé au 31 octobre 1866.

2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agricul-

⁽¹⁾ Bull. 2132, n° 11,448.

⁽²⁾ Bull. 526, n° 4818.

ture, du commerce et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Décembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

Signé **ARMAND RÉNAUD**.

N° 13,900. — **DÉCRET IMPÉRIAL** portant nomination de Sénateurs.

Du 31 Décembre 1865.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Art. 1^{er}. Sont élevés à la dignité de sénateur :

M. le général de division *d'Allonville (Armand-Octave-Marie)*;

M. le général de division *Vinoy (Joseph)*.

2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 31 Décembre 1865.

Signé **NAPOLÉON**.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

Signé **E. ROCHER**.

N° 13,921. — **DÉCRET IMPÉRIAL** (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

Les parcelles de terrains domaniaux situées sur le territoire de la commune de Barbazan-Debat (Hautes-Pyrénées) et désignées, sur un plan annexé au présent décret, par des hachures bleues en A A A B et C sont et demeurent affectées au département des travaux publics pour l'établissement d'une pépinière destinée au service des plantations des routes impériales et départementales et d'un ouvrage destiné à l'assainissement de la route impériale n° 117^m (*Biarritz, 18 Septembre 1865*).

N° 13,922. — **DÉCRET IMPÉRIAL** (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant qu'il y a urgence de prendre possession, pour l'établissement du chemin de fer d'embranchement des

prises de Liévin, de diverses parcelles de terrains non bâties aises au territoire des communes de Lens, Eleu et Liévin (Pas-de-Calais), lesdites parcelles indiquées sur trois plans et états parcellaires, lesquels resteront annexés au présent décret. (Biarritz, 18 Septembre 1865.)

N° 13,923. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la reconstruction du pont Saint-Nicolas, sur la Vilaine, à Redon (Ille-et-Vilaine), route impériale n° 64, d'Angers à Brest, conformément aux dispositions générales indiquées sur les deux plans des 24-26 juin 1865, qui demeureront annexés au présent décret.

2° La dépense, évaluée à cent dix-neuf mille francs, sera prélevée sur les fonds affectés annuellement à la construction des grands ponts (6^e section du budget du ministère des travaux publics).

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à cette reconstruction, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Biarritz, 2 Octobre 1865.)

N° 13,924. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics) portant ce qui suit :

1° Il sera procédé à la reconstruction du pont d'Estagel (Pyénées-Orientales), sur l'Ogly, et à la rectification de la route impériale n° 117, de Perpignan à Bayonne, aux abords de cet ouvrage, conformément à la direction générale exprimée par des lignes rouges sur le plan du 29 mars 1864, qui demeurera annexé au présent décret.

En conséquence, la partie YZ de la route départementale n° 4, d'Estagel à Elne, comprise au même plan, fera désormais partie de la route impériale n° 117.

2° La dépense, évaluée à cent quatre-vingt-dix mille francs, sera imputée sur les fonds affectés annuellement à la reconstruction des grands ponts (6^e section du budget du ministère des travaux publics).

3° L'administration est autorisée à faire l'acquisition des terrains et bâtiments nécessaires à l'exécution de cette entreprise, en se conformant aux dispositions des titres II et suivants de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4° Le présent décret sera considéré comme non avenu, si les travaux n'ont pas été adjugés dans un délai de cinq ans, à partir du jour de sa promulgation. (Biarritz, 2 Octobre 1865.)

N° 13,925. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui affecte au département de la marine et des colonies un terrain d'une superficie de douze ares environ et teinté en jaune sur le plan annexé au procès-verbal des conférences qui ont eu lieu, le 29 mai 1865, entre les services de la marine et des ponts et chaussées, au sujet de la succursale des bureaux de l'inscription maritime projetée à Port-Napoléon. (Biarritz, 2 Octobre 1865.)

N° 13,926. — DÉCRET IMPÉRIAL (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le tarif approuvé par décret du 26 avril 1856⁽¹⁾, pour la perception des droits de péage aux bacs de Lanas, Sampzon, la Beaume, Saint-Alban et Auriolles (Ardèche), est et demeure applicable, en ce qui concerne le passage des personnes et des animaux seulement, au bac de Casteljaud, sur le Chassezac, dans la commune de Casteljaud, département de l'Ardèche.

2. Sont exempts des droits de péage les administrateurs, magistrats, fonctionnaires publics et divers agents, tels qu'il sont énumérés au tarif relaté à l'article précédent, y compris les gardes champêtres, et qui, aux termes du cahier des charges de l'adjudication desdits droits, sont affranchis de toute obligation à cet égard. (*Campagna, 17 Novembre 1865.*)

⁽¹⁾ Bull. 396, n° 3641.



Certifié conforme :

Paris, le 15 Janvier 1866,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat
au département de la Justice et des Cultes,*

J. BAROCHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice et des Cultes.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XXVI DE LA XI^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE PRINCIPALE.

DEUXIEME SEMESTRE DE 1865.

(N^{os} 1307 à 1360.)

A

ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES. Autorisation d'accepter une donation faite par M. Victor Cousin, B. 1311, n^o 13,461, p. 76.

ACTE D'ACCESSION. Voyez *Traité de commerce*.

ACTIONS INDUSTRIELLES DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS. Voyez *Algérie*.

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT. Voyez *Colonies*, *Décime (Second)*, *Domaines*, *Receveurs de l'enregistrement*, *Timbre*.

ADMINISTRATION DE L'IMPRIMERIE IMPÉRIALE. Voyez *Imprimerie impériale*.

ADMINISTRATION DES FORÊTS. Voyez *Forêts*.

ADMINISTRATION DES HARAS. Voyez *Haras*.

ADMINISTRATION DES POSTES. Voyez

Conventions de poste et Postes (Administration des).

ADMINISTRATIONS CENTRALES. Décret du 17 juin 1865, qui supprime la direction des poudres et salpêtres, et partage entre le ministère des finances et le ministère de la guerre les opérations dont elle était chargée, B. 1341, n^o 13,729, p. 666. — Décret qui ajoute la fabrication des poudres de chasse, de mine et de commerce, ainsi que le raffinage des salpêtres, aux attributions de la direction générale des tabacs, pour former une administration unique sous le nom de *Direction générale des manufactures de l'État*, B. 1346, n^o 13,777, p. 838. — Le grand écuyer est chargé de l'administration des haras; le titre et l'emploi de directeur général des

haras sont supprimés, B. 1357, n° 13,864, p. 978.

ALCOOLS. Les dispositions de l'article 18 de la loi du 26 juillet 1860, relatives à l'élévation du droit de consommation des alcools, sont prorogées jusqu'à la fin de l'année 1866 (loi du 8 juillet 1865, sur le budget), B. 1312, n° 13,462, p. 78.

ALGÉRIE. Loi du 12 juillet 1865, qui approuve les articles 1 et 2 de la convention passée, le 18 mai 1865, entre le ministère de la guerre et une société financière, pour l'exécution de travaux publics en Algérie, B. 1314, n° 13,486, p. 147. — Sénatus-consulte sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie (14 juillet 1865), B. 1315, n° 13,504, p. 177. — Virement de crédits au budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1864, B. 1318, n° 13,535, p. 225. — Décret déterminant la gratification qui doit être allouée pour la capture des condamnés correctionnels évadés des prisons de l'Algérie, B. 1322, n° 13,563, p. 307. — Publication de la déclaration relative à l'établissement des Suisses en Algérie et dans les colonies françaises, signée, le 24 juillet 1865, entre la France et la Suisse, B. 1324, n° 13,580, p. 337. — Convocation : 1° des conseils généraux de l'Algérie; 2° du conseil supérieur du gouvernement de l'Algérie, B. 1336, n° 13,657, p. 571. — Décret qui rend exécutoires en Algérie les articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11 de la loi du 23 juin 1857 et les décrets des 17 juillet 1857 et 11 décembre 1864, relatifs au droit de transmission sur les actions et obligations des sociétés, compagnies et entreprises françaises ou étrangères, B. 1337, n° 13,682, p. 592. — Virement de crédits, exercice 1865, B. 1337, n° 13,684, p. 594. — Approbation de la convention passée, le

18 mai 1865, entre le ministre de la guerre et une société financière, pour l'exécution de travaux publics en Algérie, B. 1339, n° 13,712, p. 627. — Virement de crédits au budget ordinaire du gouvernement général de l'Algérie, exercice 1864, B. 1341, n° 13,733, p. 670. — Établissement en Algérie de quatre contrôles secondaires de la garantie pour faire l'essai et la marque des ouvrages ou lingots d'or et d'argent, B. 1344, n° 13,753, p. 792. — Ouverture au budget du gouvernement général de l'Algérie, pour l'exercice 1864, d'un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, B. 1347, n° 13,779, p. 859. — Virement de crédits, exercice 1865, B. 1353, n° 13,822, p. 929. Voyez *Postes (Administration des)*.

ALIÉNATION DE FORÊTS. Voyez *Forêts*.

ALIGNEMENTS. Voyez *Ville de Paris*.

AMÉLIORATION DES RIVIÈRES. Voyez *Barrages*.

AMORTISSEMENT. Voyez *Bons du trésor et Rentes sur l'État*.

ANCIENS MILITAIRES. Voyez *Secours*.

ANGLETERRE. Voyez *Conventions et Traité de commerce*.

ANIMAUX DOMESTIQUES. Voyez *Importations*.

ANNEXION DE COMMUNES. Voyez *Communes*.

ARMÉE DE TERRE. Promulgation de la convention internationale relative aux militaires blessés sur les champs de bataille, signée à Genève, le 22 août 1864, B. 1316, n° 13,519, p. 193. — Suppression du deuxième conseil de guerre de la douzième division militaire et des conseils de révision de Metz et de Toulouse, B. 1366, n° 13,899, p. 1032. Voyez *Médecine du Mérite militaire*.

ARMÉE DE MER. Ouverture d'un crédit de un million neuf cent soixante-sept mille francs pour les dépenses de la transformation de la flotte (loi du 8 juillet 1865).

B. 1313, n° 13,470, p. 124. — Promulgation de la convention internationale relative aux militaires blessés sur les champs de bataille, signée à Genève, le 22 août 1864, B. 1316, n° 13,519, p. 193. Voyez *Médaille du Mérite militaire*.

ARMES À FEU. Règlement d'administration publique sur l'épreuve des armes à feu portatives, B. 1322, n° 13,555, p. 274.

ARRANGEMENT. Promulgation de l'arrangement conclu entre la France et la République orientale de l'Uruguay, le 7 juillet 1865, relativement au maintien de la convention de commerce et de navigation signée, le 8 avril 1836, entre la France et l'Uruguay, B. 1333, n° 13,636, p. 533. Voyez *Conventions*.

ASILES DE VIEILLARDS. Voyez *Congrégations religieuses*.

ASSAINISSEMENT DE TERRAINS. Assainissement de terrains situés sur les deux rives de la Seine, entre Pont-sur-Seine (Aube) et la limite des départements de l'Aube et de Seine-et-Marne, et réunion en association syndicale des propriétaires qui y sont intéressés, B. 1335, n° 13,651, p. 559. — Assainissement de la partie de la vallée de la Seine comprise entre Conflans (Marne) et Pont-sur-Seine (Aube), et réunion en asso-

ciation syndicale des propriétaires intéressés à cet assainissement, B. 1335, n° 13,652, p. 559. — Assainissement des terrains situés sur les deux rives de la Seine : 1° entre la limite des départements de l'Aube et de Seine-et-Marne et l'embouchure de la Voulzie ; 2° entre l'embouchure de la Voulzie et Montereau, B. 1336, n° 13,664 et 13,665, p. 577.

ASSOCIATIONS RELIGIEUSES. Voyez *Congrégations religieuses*.

ASSOCIATIONS SYNDICALES. Réunion en association syndicale des propriétaires intéressés au curage à vieux fonds et vieux bords et au faucardement de la rivière du Beuvron (Loir-et-Cher), B. 1312, n° 13,467, p. 119. — Règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 10 de la loi du 21 juin 1865, sur les associations syndicales, B. 1354, n° 13,831, p. 943. Voyez *Assainissement de terrains, Rivières, Travaux*.

ATTERRISSEMENTS. Voyez *Domaines*.

ATTRIBUTIONS. Voyez *Administrations centrales*.

AUDITEURS AU CONSEIL D'ÉTAT. Voyez *Conseil d'État*.

AUTRICHE. Voyez *Convention télégraphique*.

AVOUES. Voyez *Offices*.

B

BACS ET PASSAGES D'EAU. Voyez *Péages*.

BADE. Voyez *Convention télégraphique*.

BANQUE DE FRANCE. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la Banque de France, des bons du trésor qui ne pourront excéder, en circulation, cent cinquante millions (loi du 8 juillet 1865, sur le budget), B. 1312, n° 13,462, p. 81. — Établissement d'une

succursale à Chaumont (Haute-Marne), B. 1337, n° 13,685, p. 595.

BARRAGES. Exécution des travaux de construction d'un barrage mobile éclusé sur la Saône, en aval du pont suspendu de l'île Barbe (Rhône), B. 1351, n° 13,812, p. 922.

BASSIN À FLOT. Voyez *Chambres et bourses de commerce*.

BASSIN DE CARÉNAGE ET DE RADOUB. Autorisation aux sieurs Chaigneau d'établir un bassin de carénage

et un bassin de radoub dans leur propriété des Queyries, située sur la rive droite de la Garonne, dans la commune de Lormont (Gironde), et autorisation de la perception de taxes sur les navires qui feront usage du bassin, B. 1330, n° 13,616, p. 481.

BATTERIES. Voyez *Places de guerre*.
BAVIÈRE. Voyez *Convention télégraphique et Conventions*.

BELGIQUE. Voyez *Conventions, Conventions de poste, Convention télégraphique, Déclarations, Traité de commerce*.

BÊTES À CORNE. Voyez *Importations*.
BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE. Voyez *Dons et legs*.

BOISEMENT. Mise en valeur, par voie de boisement, de terrains incultes appartenant à la commune de Choignes (Haute-Marne), B. 1327, n° 13,600, p. 362.

BOISSONS. Voyez *Douanes*.

BOLIVIE. Voyez *Postes (Administration des)*.

BONS DU TRÉSOR. Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la Banque de France, des bons du trésor qui ne pourront excéder, en circulation, cent cinquante millions (loi du 8 juillet 1865, sur le budget), B. 1312, n° 13,462, p. 81. — Consolidation en rentes des bons du trésor délivrés à la caisse d'amortissement du 1^{er} avril au 30 juin 1865, B. 1314, n° 13,502, p. 174; — et du 1^{er} juillet au 30 septembre 1865, B. 1341, n° 13,735, p. 672.

BOULEVARDS. Voyez *Ville de Paris*.

BOURSES DE LYCÉES ET COLLÈGES. Le département des Côtes-du-Nord est autorisé à fonder à perpétuité, dans le lycée de Saint-Brieuc, deux bourses et demie d'internes, B. 1356, n° 13,849, p. 968. — Celui de la Lozère est autorisé à fonder une bourse et demie d'internes dans le collège de Mende, B. 1356, n° 13,850, p. 968. — Celui du Nord est autorisé à fonder,

dans le lycée de Douai, trois bourses d'internes, B. 1356, n° 13,851, p. 968; — et dans celui de Lille, aussi trois bourses d'internes, B. 1356, n° 13,852, p. 968. — Le département de Seine-et-Marne est autorisé à fonder, dans l'école professionnelle annexée au collège de Meaux, deux bourses et demie d'internes, B. 1356, n° 13,853, p. 969. — Celui de la Somme est autorisé à fonder à perpétuité, dans le lycée d'Amiens, deux bourses et demie d'internes, B. 1356, n° 13,854, p. 969. — La ville du Havre est autorisée à fonder, dans son lycée, onze bourses d'internes affectées à l'entretien d'élèves de cette commune, B. 1356, n° 13,855, p. 969.

BREFFS. Réception du bref qui confère à M. l'abbé de Lespigny le titre de *prônatoire apostolique ad instar participantium*, B. 1308, n° 13,443, p. 47; — et à M. l'abbé Lebrez, le même titre, B. 1333, n° 13,637, p. 535.

BRÈME (VILLE DE). Voyez *Conventions, Importations, Traité de commerce*.

BREVETS D'INVENTION. Proclamation de mille cent soixante et dix-huit brevets d'invention et certificats d'addition, B. 1329, n° 13,610, p. 381; — de 1021 brevets d'invention et certificats d'addition, B. 1342, n° 13,737, p. 677. — Proclamation de trente-six cessations de brevets d'invention, B. 1355, n° 13,837 et 13,838, p. 955 et 956.

BUDGET GÉNÉRAL DES DÉPENSES ET DES RECETTES DE 1866. Loi du 8 juillet 1865, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1866, B. 1312, n° 13,462, p. 77. — Répartition, par chapitres, des crédits du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1866, B. 1343, n° 13,736, p. 757.

BUDGET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 1866. Loi sur le budget ex-

traordinaire de l'exercice 1866, B. 1312, n° 13,463, p. 106. — Répartition, par chapitres, des crédits du budget ordinaire et du budget extraordinaire, exercice 1866, B. 1343, n° 13,738, p. 757.

BUREAUX DE POSTE. Voyez *Postes (Administration des)*.

BUREAUX DE VÉRIFICATION. Voyez *Douanes*.

BUREAUX PUBLICS DE CONDITIONNEMENT. Voyez *Conditionnement*.

C

CAISSES D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. Fixation du budget des dépenses administratives des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, pour l'exercice 1866, B. 1359, n° 13,893, p. 1022. — M. *Pelletier*, président à la cour des comptes, est nommé membre de la commission de surveillance de ces caisses, en remplacement de M. *de Gombert*, décédé. B. 1359, n° 13,905, p. 1039.

CAISSE DE LA DOTATION DE L'ARMÉE. Le surcroît de dépense annuelle résultant de l'application de la loi du 26 avril 1855 aux sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats des corps qui ne se recrutent pas par la voie des appels, sera supporté par la caisse de la dotation de l'armée et versé à cet effet par elle au trésor (loi du 8 juillet 1865), B. 1312, n° 13,462, p. 82.

CAISSE DES TRAVAUX DE LA VILLE DE PARIS. Les bons de cette caisse à mettre en circulation pendant l'année 1866 pourront s'élever à la somme de cent millions de francs (loi du 8 juillet 1865, sur le budget), B. 1312, n° 13,462, p. 82.

CANALX. Loi du 8 juillet 1865, qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à imputer sur les ressources extraordinaires créées par les lois des 16 mai 1863 et 25 mai 1864 les fonds nécessaires au paiement de la subvention promise par le conseil général pour l'ouverture du canal de Martigues, B. 1313, n° 13,472, p. 127. — Autorisation au sieur

Magnin (Jean) d'établir un canal d'irrigation à dériver de la rivière de la Cèze, dans les communes de la Roque, Saint-Michel-d'Euzet et Saint-Gervais-les-Bagnols (Gard), B. 1345, n° 13,763, p. 803. Voyez *Crédits* et *Ministère des travaux publics*.

CENTIMES ADDITIONNELS. Lorsqu'il y a lieu, par le Gouvernement, d'imposer d'office sur les communes des centimes additionnels pour le paiement des dépenses obligatoires, le nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix, à moins qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judiciaires, auquel cas il pourra être élevé jusqu'à vingt (loi du 8 juillet 1865, sur le budget), B. 1312, n° 13,462, p. 80. — Est prorogée, pour 1866, l'autorisation accordée par le décret du 30 décembre 1860 aux départements de la Savoie, des Alpes-Maritimes et de la Haute-Savoie de porter à dix-huit centimes cinq dixièmes le chiffre des centimes additionnels facultatifs à imposer sur les contributions foncière et personnelle-mobilière, B. 1312, n° 13,462, p. 80.

CERTIFICATS D'ADDITION. Voyez *Brevets d'invention*.

CESSIONS DE BREVETS D'INVENTION. Proclamation de quatre-vingt-dix cessions de brevets d'invention, B. 1335, n° 13,649, p. 545; — de trente-huit cessions de brevets d'invention, B. 1335, n° 13,650, p. 555.

CHAÎRES. Voyez *Collège de France*.

CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE.

Loi du 14 juillet 1865, qui autorise la chambre de commerce du Havre à emprunter une somme de quatre millions huit cent mille francs, dont elle fera l'avance à l'État, pour la construction d'un bassin à flot et de trois formes de radoub sur l'emplacement actuel de la citadelle, B. 1315, n° 13,505, p. 178. — Contribution spéciale à percevoir, en 1866, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce, B. 1339, n° 13,710, p. 624. — Autorisation de la perception, en 1866, 1° d'une contribution spéciale pour le paiement des dépenses de la chambre et de la bourse de commerce de Lyon; 2° d'une imposition additionnelle destinée au service de l'emprunt contracté par ladite chambre pour l'achèvement du palais du commerce, B. 1359, n° 13,897, p. 1030. — Contribution spéciale à percevoir en 1866, pour les dépenses de plusieurs chambres et bourses de commerce, B. 1359, n° 13,901, p. 1034.

CHANCELLERIES CONSULAIRES. Les deux catégories du tarif des chancelleries consulaires seront supprimées à partir du 1^{er} janvier 1866 et remplacées par un tarif, B. 1346, n° 13,773, p. 823.

CHEMINS DE FER (EXÉCUTION DE). Décret du 19 octobre 1864, qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement destiné à relier le marché à bestiaux de Paris avec le chemin de fer de Ceinture; 2° approuve la convention passée, le 26 juillet 1864, entre la ville de Paris et le syndicat du chemin de fer de Ceinture, pour la construction et l'exploitation dudit embranchement, B. 1314, n° 13,501, p. 171. — Loi du 10 juillet 1865, qui approuve les clauses financières de la convention passée, le 31 mai 1865, entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics,

et la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, pour la concession du chemin de fer de Ceinture de Paris (rive gauche), B. 1319, n° 13,539, p. 233. — Approbation de ladite convention, du 31 mai 1865, B. 1319, n° 13,540, p. 234 à 237. — Décret relatif au chemin de fer de Lunel au Vigan, B. 1322, n° 13,559, p. 288. — Décret qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement destiné à relier la fosse dite de *Castellane* à la station de Valbonne, sur la ligne d'Aubagne aux mines de Fuveau; 2° autorise la société des charbonnages des Bouches-du-Rhône à établir cet embranchement, B. 1322, n° 13,560, p. 289. — Décret relatif aux chemins de fer de Valenciennes à la ligne de Saint-Quentin à Erquelines, et de cette dernière ligne à celle de Soissons à la frontière de Belgique, B. 1331, n° 13,619, p. 486. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement du chemin de fer de Bar-sur-Seine à Châtillon et concession définitive dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie de l'Est, B. 1336, n° 13,658, p. 572. — Décret qui déclare d'utilité publique le raccordement du chemin de fer de Ceinture de Paris (rive droite) avec le chemin de fer d'Auteuil et rend définitive la concession dudit raccordement, accordée à titre éventuel à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, B. 1337, n° 13,686, p. 596. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement du chemin de fer de Vitry à Fougères et approbation de la convention passée, le 9 août 1865, pour la concession de ce chemin de fer, B. 1340, n° 13,720, p. 637. — Décret qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer partant de la place Castellane, à Marseille, et aboutissant à la Madrague-de-Podestat; 2° approuve

la convention passée le 1^{er} juillet 1865, pour la concession de ce chemin de fer, B. 1347, n° 13,778, p. 841. — Concession d'un chemin de fer entre Saint-Michel (Savoie) et la frontière d'Italie, B. 1348, n° 13,793, p. 865. — Décret relatif aux chemins de fer de Besançon à Vesoul, de Gray à Besançon et à Ougney, de Dijon à Langres et d'Auxerre à Nevers et à Cerey-la-Tour, B. 1359, n° 13,894, p. 1026. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement du chemin de fer de Montrejeau à Bagnères-de-Luchon et concession définitive dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie du Midi, B. 1359, n° 13,895, p. 1027. — Déclaration d'utilité publique de l'établissement du chemin de fer de Lourdes à Pierrefitte et concession définitive dudit chemin, accordée à titre éventuel à la compagnie du Midi, B. 1359, n° 13,896, p. 1028.

CHEMINS DE FER. (PROROGATION DE DÉLAI.) Prorogation du délai fixé pour l'exécution des deux lignes de chemins de fer de Rouen et d'Amiens à la ligne de Creil à Saint-Quentin, B. 1360, n° 13,919, p. 1047.

CHEMINS DE FER. URGENCE DE PRISE DE POSSESSION DE TERRAINS pour l'établissement du chemin de fer d'embranchement de Lille à la Bassée, B. 1327, n° 13,598, p. 362; — pour celui de Paris à Tours par Vendôme, B. 1327, n° 13,602, p. 363; — pour l'établissement du tunnel du Lioran (chemin de fer d'Arvant au Lot), B. 1327, n° 13,603, p. 363; — pour le chemin de fer de Paris à Tours par Vendôme, B. 1330, n° 13,616, p. 480; — pour l'agrandissement de la gare du boulevard d'Enfer, à Paris (ligne de Paris à Limours), B. 1337, n° 13,690, p. 600; — pour l'établissement du chemin de fer d'Enghien à Montmorency, B. 1338, n° 13,707, p. 620; pour celui de

Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne, B. 1349, n° 13,801, p. 898; — pour celui de Nantes à Napoléon-Vendée, B. 1351, n° 13,813, p. 922; — pour l'établissement du chemin de fer d'embranchement des mines de Liévin (Pas-de-Calais), B. 1360, n° 13,922, p. 1048. Voyez *Fonds de concours*.

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL.

Loi du 12 juillet 1865, relative aux chemins de fer d'intérêt local, B. 1314, n° 13,485, p. 145.

CHEMINS VICINAUX. En cas d'insuffisance des centimes facultatifs ordinaires pour concourir par des subventions aux dépenses des chemins vicinaux de grande communication et, dans des cas extraordinaires, aux dépenses des autres chemins vicinaux, les conseils généraux sont autorisés à voter, pour 1866, à titre d'imposition spéciale, cinq centimes additionnels aux quatre contributions directes (loi du 8 juillet 1865, sur le budget), n° 1312, n° 13,462, p. 80.

CHILI. Voyez *Postes (Administration des)*.

CHIMIE ORGANIQUE. Voyez *Collège de France*.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. Loi du 14 juillet 1865, sur la mise en liberté provisoire, B. 1325, n° 13,586, p. 341.

COLLÈGE DE FRANCE. Création d'une chaire de chimie organique au collège de France, B. 1337, n° 13,677, p. 585.

COLLÈGES. Voyez *Bourses et Lycées*.

COLLÈGES ÉLECTORAUX. Convocation des électeurs de la quatrième circonscription du département de l'Aisne, à l'effet d'élire un député au Corps législatif, B. 1316, n° 13,524, p. 206; — des électeurs de la deuxième circonscription du département des Landes, à l'effet d'élire un député au Corps législatif, B. 1322, n° 13,568, p. 316; — des électeurs de la troisième circonscription du département de l'Oise, à l'effet d'élire un dé-

puté au Corps législatif, B. 1333, n° 13,641, p. 539; — des électeurs de la première circonscription du département des Basses-Pyrénées, à l'effet d'élire un député au Corps législatif, et des électeurs de la deuxième circonscription du même département, à l'effet d'élire un député au Corps législatif, B. 1341, n° 13,731 et 13,732, p. 668 et 669. — Convocation des électeurs de la deuxième circonscription du département de l'Ain, à l'effet d'élire un député au Corps législatif, B. 1341, n° 13,734, p. 671; — de la première circonscription du département de l'Yonne, à l'effet d'élire un député au Corps législatif, B. 1344, n° 13,756, p. 795; — de la deuxième circonscription du département de l'Orne, à l'effet d'élire un député au Corps législatif, B. 1357, n° 13,879, p. 1006.

COLOMBIE. Voyez *Postes* (*Administration* des).

COLONIES. Autorisation de la perception d'un droit fixe d'enregistrement sur les contrats d'engagement et de rengagement des immigrants introduits dans l'île de la Réunion sans concours financier de l'État ou de la colonie, B. 1322, n° 13,554, p. 273. — Création d'un tribunal de simple police et de police correctionnelle à Sedhiou (Sénégal), B. 1322, n° 13,561, p. 304. — Publication de la déclaration relative à l'établissement des Suisses en Algérie et dans les colonies françaises, signée, le 24 juillet 1866, entre la France et la Suisse, B. 1324, n° 13,580, p. 337. — Décret qui approuve la convention passée, le 26 juin 1865, entre le ministre de la marine et des colonies et la société du crédit foncier colonial, pour l'élévation du minimum des prêts de la société dans la colonie de la Réunion, B. 1337, n° 13,683, p. 593. — Décret concernant les lettres ordinaires et les lettres chargées expédiées des

colonies ou établissements français pour les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger, et *vice versa*, B. 1350, n° 13,809, p. 914. — Application aux établissements français de l'Océanie du décret du 14 juin 1861, relatif au mariage des étrangers immigrants à la Guyane française, B. 1357, n° 13,868, p. 981. — Décret concernant les correspondances échangées par la voie de l'isthme de Panama entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des îles Marquises, des îles Basses et des îles de la Société, d'autre part, B. 1357, n° 13,869, p. 981.

COMMISSARIATS DE POLICE. Voyez *Police*.

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES. Voyez *Congrégations religieuses*.

COMMUNES (CHANGEMENT DE NOMS DE). La commune de Querrieux, canton de Villers-Bocage, arrondissement d'Amiens (Somme), prendra le nom de *Querries*, B. 1343, n° 13,743, p. 778. — Celle de Petite-Forêt-de-Raismes, arrondissement de Valenciennes (Nord), prend le nom de *Petite-Forêt*, B. 1351, n° 13,818, p. 921. — La commune d'Arbressec, arrondissement de Vitry (Ille-et-Vilaine), prendra le nom d'*Arbrissel*, B. 1355, n° 13,845, p. 963.

FIXATION DE LIMITES ENTRE LES COMMUNES SUIVANTES : Rohrwiler et Drusenheim (Bas-Rhin), B. 1359, n° 13,908, p. 1040.

ÉRECTION DE NOUVELLES COMMUNES ET RÉUNION DE COMMUNES OU PORTIONS DE COMMUNES SUIVANTES : Les communes de Chainaz et des Frasses, canton d'Alby, arrondissement d'Annecy (Haute-Savoie), sont réunies en une seule commune, dont le chef-lieu est fixé à Chainaz et qui portera le nom de *Chainaz-les-Frasses*, B. 1359, n° 13,844, p. 965. — La section de Conand est distraite de la commune d'Arandaz, canton de

Saint-Rambert, arrondissement de Belley (Ain), et formera, à l'avenir, une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de *Conand*, B. 1337, n° 13,701, p. 604. — La commune de Pontlieue, dépendant du premier canton du Mans, est réunie à la ville du Mans, département de la Sarthe, B. 1309, n° 13,445, p. 49. — Un territoire est distrait des communes d'Aurec, de Saint-Didier-la-Séauve et de Saint-Ferréol-d'Aurore, canton de Saint-Didier-la-Séauve, arrondissement d'Yssingeaux (Haute-Loire); il formera, à l'avenir, une commune distincte, dont le chef-lieu est fixé au village de *Pont-Salomon* et qui en portera le nom (loi du 12 juillet 1865), B. 1311, n° 13,458, p. 72. — Les communes d'Espéreuse et du Rouillis, canton de Morée, arrondissement de Vendôme (Loir-et-Cher), sont réunies en une seule commune, dont le chef-lieu est fixé au village de *Rahart* et qui prendra le nom de *commune de Rahart*, B. 1347, n° 13,785, p. 863. — Le village des Hameaux est distrait de la commune de Bussièrres, canton de la Ferté-sous-Jouarre, arrondissement de Meaux (Seine-et-Marne), et réuni à la commune de Saint-Ouen, canton de Rebais, arrondissement de Coulommiers (Seine-et-Marne) (loi du 1^{er} juillet 1865), B. 1307, n° 13,425, p. 17. — Les communes de Saint-Victor et de Rouzaud, canton et arrondissement de Pamiers (Ariège), sont réunies en une seule commune, sous le nom de *Saint-Victor-Rouzaud*, B. 1351, n° 13,817, p. 923. — La section de *Sainte-Anne-d'Estrablin* est distraite de la commune de Châtonnay, canton de Saint-Jean-de-Bournay, arrondissement de Vienne (Isère), et formera, à l'avenir, une commune distincte (loi du 12 juillet 1865), B. 1311, n° 13,457, p. 71. — La commune

de la Chapelle-Hainfray, canton de Cambremer, arrondissement de Pont-l'Évêque (Calvados), est réunie à la commune de *Valsémé*, même canton, B. 1329, n° 13,611, p. 471. — Les communes de Chevigny et de Villeneuve-Renneville, canton de Vertus, arrondissement de Châlons (Marne), sont réunies en une seule commune, qui portera le nom de *Villeneuve-Renneville-Chevigny* et dont le chef-lieu est fixé à Villeneuve, B. 1347, n° 13,786, p. 863.

COMPTES DES MINISTRES. M. du Miral, député, est nommé membre de la commission de vérification des comptes des ministres pour l'année 1864, en remplacement de M. O'Quin, B. 1339, n° 13,719, p. 636.

CONCESSIONS DE CHEMINS DE FER. Voyez *Chemins de fer* (Exécution de).

CONDITIONNEMENT DES LAINES ET DES SOIES. La commune de Montélimar (Drôme) est autorisée à établir un bureau public de conditionnement des soies, B. 1322, n° 13,562, p. 305. — Approbation des nouveaux statuts du bureau public établi à Tourcoing (Nord) pour le conditionnement des soies, laines et cotons, et pour le titrage des soies et le numérotage métrique des fils de tous genres, B. 1339, n° 13,713, p. 628. — Prix des opérations à faire sur la laine au bureau de conditionnement de Roubaix, B. 1339, n° 13,714, p. 631.

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES. Autorisation de la fondation, à Ornans, (Doubs) d'un établissement de Filles du Divin - Rédempteur B. 1309, n° 13,446, p. 50. — Autorisation, comme communauté hospitalière dirigée par une supérieure locale, de l'association des sœurs servantes de Marie, établie à Paris, rue Duguay-Trouin, n° 7, B. 1312, n° 13,465, p. 117. — La communauté des religieuses Bénédictines de l'Adoration perpé-

tuelle du Saint-Sacrement, établie à Saint-Omer, est autorisée à transférer le siège de son établissement dans la commune de Longuenesse (Pas-de-Calais), B. 1312, n° 13,466, p. 118. — Autorisation de la fondation, à Paris, d'un établissement de sœurs des écoles chrétiennes de la Miséricorde, B. 1333, n° 13,638, p. 536. — Autorisation, comme congrégation à supérieure générale, de l'association des sœurs de l'Instruction de l'Enfant-Jésus, existant à Chauffailles (Saône-et-Loire), B. 1336, n° 13,644, p. 566. — Approbation des modifications aux statuts de la congrégation des sœurs de la Sainte-Famille, à Villefranche (Aveyron), B. 1337, n° 13,680, p. 590. — Autorisation, comme communauté dirigée par une supérieure locale, de l'association des sœurs du Verbe-Incarné, existant à Saint-Benoît-du-Sault (Indre), B. 1337, n° 13,681, p. 591. — Décret portant que la congrégation hospitalière et enseignante des dames de Saint-Paul, à Angoulême, est réunie à la congrégation purement enseignante des dames du Sacré-Cœur de Jésus, existant à Paris, B. 1339, n° 13,708, p. 621. — Autorisation à la congrégation des sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de fonder un établissement de refuge à Poitiers, B. 1339, n° 13,709, p. 622. — Autorisation de la fondation, à Mâcon, d'un établissement de sœurs de la Charité et Instruction chrétienne, B. 1341, n° 13,728, p. 665; — à Cholet (Maine-et-Loire), d'un établissement de sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, B. 1346, n° 13,765, p. 805; — à Caen, d'un établissement de Petites-Sœurs-des-Pauvres, B. 1357, n° 13,861, p. 973. — Approbation des modifications aux statuts de la congrégation du tiers ordre des Filles de Marie, exis-

tant à Auch, B. 1357, n° 13,862, p. 975. — Autorisation à la communauté purement enseignante des Ursulines de la Sainte-Enfance, existant à Saint-Calais (Sarthe), à se réunir à la congrégation hospitalière et enseignante des sœurs de Sainte-Marie, d'Angers, B. 1367, n° 13,866, p. 979.

CONSEIL D'ÉTAT. Vacances du Conseil d'État pour l'année 1865. B. 1316, n° 13,525, p. 206. — *M. Chamblain*, préfet de la Meurthe, est nommé conseiller d'État en service ordinaire, en remplacement de *M. Langlais*, B. 1336, n° 13,674, p. 580. — *M. de Bosredon*, secrétaire général du ministère de l'intérieur, est nommé conseiller d'État en service ordinaire hors sections. B. 1347, n° 13,782, p. 862. — *M. Migneret*, préfet du Bas-Rhin, est nommé conseiller d'État en service ordinaire, B. 1347, n° 13,788, p. 863. — *M. Pascau*, maître des requêtes de première classe, est nommé conseiller d'État en service ordinaire; *M. le vicomte de Missiessy*, maître des requêtes de deuxième classe, est nommé maître des requêtes de première classe, et *M. Briard*, auditeur de première classe, est nommé maître des requêtes de deuxième classe, B. 1347, n° 13,790, p. 863. — Le nombre des conseillers d'État en service ordinaire hors sections est fixé à vingt. Il ne pourra, à l'avenir, en aucun cas, dépasser ce nombre. B. 1347, n° 13,791, p. 864. — *M. Alfred Blanche*, secrétaire général de la préfecture de la Seine, est nommé conseiller d'État en service ordinaire hors sections. B. 1347, n° 13,792, p. 864. — *M. Join Lambert* est nommé auditeur de deuxième classe, B. 1355, n° 13,847, p. 966. — *M. le comte de Belbeuf*, maître des requêtes de deuxième classe, est nommé commissaire du Gouvernement près le Conseil d'État; au con-

tentieux, B. 1356, n° 13,857, p. 970.

CONSEIL DE L'ORDRE DE LA LÉGIION D'HONNEUR. Voyez *Légion d'honneur*.

CONSEIL DU SCAU DES TITRES. M. *Jahan*, conseiller d'État, est nommé membre du conseil du sceau des titres, en remplacement de M. *Langlais*, B. 1344, n° 13,757, p. 796. — M. *Chaudru de Raynal*, premier avocat général près la cour de cassation, est nommé membre du conseil du sceau des titres, en remplacement de M. de *Bresson*, décédé; MM. *Thureau-Dangin* et *Ramond*, auditeurs de deuxième classe au Conseil d'État, sont attachés au conseil du sceau des titres, en remplacement de M. *Brincard* et de M. le baron de *Maokau*, B. 1357, n° 13,887, pp. 1009 et 1010.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT. Convocation des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session, B. 1309, n° 13,447, p. 51; — et pour la seconde partie, B. 1315, n° 13,513, p. 190.

CONSEILS DE GUERRE ET DE RÉVISION. Suppression du deuxième conseil de guerre de la douzième division militaire et des conseils de révision de Metz et de Toulouse, B. 1359, n° 13,899, p. 1032.

CONSEILS DE PRÉFECTURE. Décret du 12 juillet 1865, concernant le mode de procéder devant les conseils de préfecture, B. 1313, n° 13,481, p. 140.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. Modification de la composition du conseil de prud'hommes d'Halvin (Nord), B. 1316, n° 13,523, p. 205; — de Troyes (Aube), B. 1336, n° 13,656, p. 569.

CONSEILS GÉNÉRAUX. Convocation des conseils généraux pour la seconde partie de leur session, B. 1315, n° 13,513, p. 190. Voyez *Algérie*.

CONTRIBUTIONS FONCIÈRE, PERSONNELLE. Voyez *Budget de 1866*.

CONTRIBUTIONS SPÉCIALES. Voyez *Chambres et bourses de commerce*.

CONVENTIONS. Promulgation d'une convention relative à la législation des sucres, signée, le 8 novembre 1864, entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, B. 1310, n° 13,449, p. 53. — Promulgation de la convention conclue, le 14 juin 1865, entre la France et le grand-duché de Hesse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, B. 1310, n° 13,451, p. 59. — Loi du 12 juillet 1865, qui approuve les articles 1 et 2 de la convention passée, le 18 mai 1865, entre le ministre de la guerre et une société financière, pour l'exécution de travaux publics en Algérie, B. 1314, n° 13,486, p. 147. — Promulgation de la convention internationale relative aux militaires blessés sur les champs de bataille, signée à Genève, le 22 août 1864, B. 1316, n° 13,519, p. 193. — Décret relatif à l'exécution de la convention conclue, le 2 août 1862, entre la France et la Prusse, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, B. 1316, n° 13,520, p. 197. — Décret relatif à l'exécution de la convention conclue, le 30 juin 1864, entre la France et la Suisse, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle, B. 1316, n° 13,521, p. 200. — Décret relatif à l'exécution de la convention conclue, le 24 mars 1865, entre la France et la Bavière, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, B. 1316, n° 13,522, p. 202. — Approbation de la convention passée, le 2 juin 1864, entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales au sujet des services de la Méditerranée et de l'Indo-Chine, B. 1318, n° 13,536, p. 226. — Promulgation de la convention

conclue, le 24 avril 1865, entre la France et le Wurtemberg, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, B. 1323, n° 13,577, p. 328. — Promulgation de la convention de commerce conclue, le 18 juin 1865, entre la France et l'Espagne, B. 1326, n° 13,589, p. 349. — Application aux pays y désignés des dispositions de la convention de commerce conclue entre la France et l'Espagne, B. 1327, n° 13,594, p. 358. — Les dispositions de la convention de commerce conclue avec la France et l'Espagne, le 18 juin 1865, sont applicables aux Pays-Bas, B. 1331, n° 13,623, p. 490. — Promulgation de la convention conclue, le 5 juillet 1865, entre la France et le duché de Nassau, pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, B. 1336, n° 13,653, p. 561. — Promulgation de la convention relative à l'union douanière et aux rapports de voisinage entre la France et la principauté de Monaco, conclue le 9 novembre 1865, B. 1351, n° 13,810, p. 917. *Voyez Arrangement, Importations, Traité de commerce.*

CONVENTIONS DE POSTE. Promulgation de la convention de poste conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse, B. 1332, n° 13,629, p. 497. — Promulgation de la convention conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse, pour l'échange des mandats de poste, B. 1332, n° 13,630, p. 509. — Promulgation de la convention additionnelle de poste conclue, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse, B. 1332, n° 13,631, p. 512. — Promulgation de la convention conclue, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse, pour l'échange des mandats de poste, B. 1332, n° 13,632, p. 531. — Décret pour l'exécution de la convention conclue, le 22 mars

1865, entre la France et la Suisse, pour l'échange des mandats de poste, B. 1332, n° 13,633, p. 524. — Décret pour l'exécution de la convention de poste conclue, le 22 mars 1865, entre la France et la Suisse, B. 1332, n° 13,634, p. 526. — Promulgation de la convention additionnelle de poste conclue, le 27 février 1865, entre la France et la Belgique, B. 1344, n° 13,749, p. 781. — Promulgation de la convention relative à la transmission, par la poste, des valeurs-papiers, conclue entre la France et la Belgique, le 28 février 1865, B. 1344, n° 13,760, p. 783. — Promulgation de la convention conclue, le 1^{er} mars 1865, entre la France et la Belgique, pour l'échange des mandats de poste, B. 1344, n° 13,751, p. 788. — Promulgation de l'article additionnel aux conventions de poste des 3 décembre 1857 et 27 février 1865, signé entre la France et la Belgique, le 25 septembre 1865, B. 1344, n° 13,752, p. 790. — Décret pour l'exécution de la convention conclue, le 1^{er} mars 1865, entre la France et la Belgique, et relative à l'échange des mandats de poste, B. 1346, n° 13,775, p. 833. — Décret pour l'exécution de la convention additionnelle de poste conclue, le 27 février 1865, entre la France et la Belgique, B. 1346, n° 13,776, p. 835. — Exécution de la convention additionnelle de poste conclue, le 3 juillet 1865, entre la France et la Prusse, B. 1354, n° 13,836, p. 951. *Voyez Postes (Administration des).*

CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE. Promulgation de la convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865, avec l'Autriche, le grand-duc de Bade, la Bavière, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, la ville libre de Hambourg, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal,

la Prusse, la Russie, le royaume de Saxe, la Suède et la Norvège, la Suisse, la Turquie, le Wurtemberg et le Hanovre, B. 1349, n° 13,797, p. 877. — Approbation de l'acte d'acceptation par la France de l'accession du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin à la convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865, B. 1353, n° 13,820, p. 927. — Annexe au décret du 11 novembre 1865, portant promulgation de la convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865, ledit décret inséré au Bulletin 1349, n° 13,797, B. 1356, n° 13,848, p. 967.

COQUILLAGES. Voyez *Parcs à huîtres*.

CORPS LÉGISLATIF. M. le comte *Walewski*, membre du conseil privé, député, est nommé président du Corps législatif, B. 1336, n° 13,662, p. 576. Voyez *Collèges électoraux*.

CORRESPONDANCES. Voyez *Postes (Administration des)*.

CÔTES. Voyez *Routes*.

COUR DES COMPTES. Vacances de la cour des comptes pour l'année 1865, B. 1337, n° 13,676, p. 584.

COURS D'EAU. Voyez *Associations syndicales*.

COURS ET TRIBUNAUX. Création d'un tribunal de simple police et de police correctionnelle à Sedhiou (Sénégal), B. 1322, n° 13,561, p. 304. Voyez *Magistrature, Offices, Ordre judiciaire*.

CRÉDIT FONCIER COLONIAL. Voyez *Colonies*.

CRÉDITS. Loi du 8 juillet 1865, sur les suppléments de crédits de l'exercice 1865, B. 1312, n° 13,464, p. 109. — Loi du 8 juillet 1865, qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1864, des crédits montant ensemble à six millions six cent quarante-huit mille, trois cent quatre-vingt-dix-huit francs vingt-neuf centimes, B. 1313, n° 13,469, p. 121. — Loi du 8 juillet 1865, qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1864, un crédit de un million neuf cent soixante-sept mille francs pour les dépenses de la transformation de la flotte, et annule pareille somme sur l'exercice 1863, B. 1313, n° 13,470, p. 124. — Décret qui ouvre, sur l'exercice 1865, un crédit représentant les sommes versées au trésor par divers industriels des départements de la Haute-Marne, de la Meuse et du Nord, en exécution de la loi du 15 avril 1865, pour les travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier, B. 1339, n° 13,711, p. 626. — Répartition, par chapitres, des crédits du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1866, B. 1343, n° 13,738, p. 757. Voyez *Budgets, Fonds de concours, Suppléments de crédits*.

CUBA. Voyez *Postes (Administration des)*.

D

DANEMARK. Voyez *Convention télégraphique et Postes (Administration des)*.

DÉCIME (SECOND). Sont maintenues, pour l'exercice 1866, les dispositions de l'article 3 de la loi du 8 juin 1864, qui réduit à un demi-décime le second décime établi par la loi du 2 juillet 1862

sur les droits et produits dont la perception est confiée à l'administration de l'enregistrement; l'article 13 de la loi du 23 juin 1857, relatif à la perception d'un second décime sur les autres impôts indirects qui supportent le premier décime, continuera à recevoir son exécution pour le

même exercice 1866 (loi du 8 juillet 1865, sur le budget de 1866), B. 1312, n° 13,462, p. 78.

DÉCLARATIONS. Décret du 8 juillet 1865, qui approuve une déclaration signée, le 5 juillet 1865, entre la France et la Belgique, et en prescrit la publication, B. 1310, n° 13,450, p. 57. — Publication de la déclaration relative à l'établissement des Suisses en Algérie et dans les colonies françaises, signée, le 24 juillet 1865, entre la France et la Suisse, B. 1324, n° 13,580, p. 337. — Publication de la déclaration signée entre la France et la Suisse, le 23 décembre 1865, et relative aux dépêches télégraphiques échangées entre les deux pays, B. 1358, n° 13,888, p. 1011. Voyez *Télégraphie*.

DÉLITS DE PÊCHE. Voyez *Pêche*.

DÉPARTEMENTS ANNEXÉS. Voyez *Budget général des dépenses et des recettes ordinaires de 1866*, B. 1312, n° 13,462, p. 80.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES. Voyez *Télégraphie*.

DÉPÔTS DE MENDICITÉ. Affectation du dépôt de mendicité d'Anglet (Basses-Pyrénées) à recevoir les mendiants du département des Landes, B. 1338, n° 13,705, p. 619.

DÉPUTÉS AU CORPS LÉGISLATIF. Voyez *Collèges électoraux*.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES HARAS. Voyez *Haras*.

DIRECTION DES POUDRES ET SALPÊTRES. Voyez *Poudres et salpêtres*.

DIRECTION GÉNÉRALE DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT. Voyez *Administrations centrales*.

DIRECTION GÉNÉRALE DES TABACS. Voyez *Administrations centrales*.

DOMAINES. Approbation d'un échange de terrains entre l'État et les hospices de Dieppe (loi du 1^{er} juillet 1865), B. 1307, n° 13,414, p. 1; — et le comte de Vergennes (loi du 5 juillet 1865), B. 1308, n° 13,428, p. 25. — Autorisation au préfet de l'Ardèche de concé-

der au sieur *de Sieyès* un atterrissement situé dans le Rhône, formant une partie de l'île des Traverses, B. 1309, n° 13,448, p. 51. — Concession à la commune de Grapville (Manche) d'un terrain maritime, B. 1313, n° 13,483, p. 143; — au sieur *de Pompiquet*, d'une portion du domaine public maritime, située à Fouesnant (Finistère), B. 1313, n° 13,484, p. 143; — *Cession*, à titre gratuit, à la ville de Lyon, de divers terrains, sous la condition de les utiliser pour des voies et jardins publics (loi du 12 juillet 1865), B. 1314, n° 13,849, p. 152. — Concession au sieur *Aléna* d'une portion du domaine public maritime sur le territoire de la commune de Plœmeur (Morbihan), B. 1322, n° 13,572, p. 328. — Affectation au service du département de la guerre de partie de la Lône de la Vitriolerie, située à Lyon (Rhône), B. 1322, n° 13,574, p. 319. — Affectation au service des douanes : 1° d'un terrain situé à Brest, sur le terre-plein du port Napoléon; 2° de deux terrains situés, savoir : l'un à Sanguinet, l'autre à Biscarrosse (Landes), B. 1324, n° 13,584 et 13,585, p. 339 et 340. — Affectation au service du département de la guerre, pour compléter l'installation du service des vivres à Bastia (Corse), de la partie de la caserne dite *ancien couvent de Saint-Angelo*, B. 1337, n° 13,694, p. 602. — Concession au sieur *Léfranc* d'une portion de terrain domanial située sur le territoire de la commune de Cannes (Alpes-Maritimes), B. 1337, n° 13,697, p. 602. — Autorisation au préfet de l'Ardèche de concéder un filot situé dans le Rhône, au territoire de la commune de Bourg-Saint-Andéol, connu sous le nom d'*îlot de Bésignoles*, B. 1337, n° 13,698, p. 602. — Affectation au service du département de la guerre d'un terrain dépendant de la

forêt domaniale des Dunes du Sud, à l'embouchure et sur la rive droite de l'Adour, B. 1337, n° 13,699, p. 603. — Autorisation au préfet du Morbihan de concéder au sieur *Aléno* une portion de terrain maritime, commune de Niantec (Morbihan), B. 1337, n° 13,700, p. 603. — Affectation au service du département de la guerre, sur le littoral du Havre, de divers terrains, B. 1343, n° 13,744, p. 778; — au service du département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, d'une parcelle de terrain faisant partie de la forêt domaniale de la Chaise (Vendée), B. 1347, n° 13,781, p. 861. — Décret relatif aux réparations des biens immeubles régis par l'administration des domaines, B. 1364, n° 13,830, p. 943. — Décret qui, 1° fixe au sud et à l'ouest les limites du jardin public dépendant du palais du Luxembourg; 2° met à la disposition du ministre des finances les terrains domaniaux situés en dehors de ces limites, B. 1357, n° 13,867, p. 980. — Affectation au département des travaux publics: 1° d'une parcelle de terrain incorporée à la route impériale n° 25, du Havre à Lille, dans la traverse de Dieppe (Seine-Inférieure); 2° de parcelles de terrains domaniaux situées aux abords du pont de Vergajolo, route impériale de la Corse n° 196, pour l'assainissement de la plaine de Campo dell' Oro, B. 1357, n° 13,882 et 13,884, p. 1008 et 1009. — Affectation au même département de parcelles de terrains domaniaux situées sur le territoire de la commune de Barbazan-Debat (Hautes-Pyrénées), B. 1360, n° 13,921, p. 1048.

DOMANIALITÉ MARITIME. Fixation de la limite de la mer au droit de la propriété que le sieur *Bargeau* possède au lieu dit *Ronce-les-Bains*, dans la commune de la

Tremblade (quartier de Marennes, département de la Charente-Inférieure), B. 1355, n° 13,841, p. 964. — Fixation de la limite de la mer sur le littoral de la commune d'Anglet (quartier maritime de Bayonne, département des Basses-Pyrénées), B. 1355, n° 13,842, p. 965. — Affectation au département de la marine et des colonies d'un terrain nécessaire pour la succursale des bureaux de l'inscription maritime projetée à Port-Napoléon, B. 1360, n° 13,925, p. 1049. Voyez *Parcs à huîtres*.

DONS ET LEGS. L'académie des sciences morales et politiques est autorisée à accepter la donation que lui a faite M. *Victor Cousin*, afin de décerner un prix tous les trois ans, sous la dénomination de *prix Victor Cousin*, B. 1311, n° 13,461, p. 76. — Autorisation au procureur du lycée Louis-le-Grand d'accepter, au nom de cet établissement, la donation faite par M. et M^{me} *Thévenin* de rentes sur l'État pour fonder un prix qui portera le nom de feu *Evariste Thévenin*, B. 1322, n° 13,571, p. 318. — Autorisation au directeur du Muséum d'histoire naturelle d'accepter le don d'une somme de dix mille francs fait par M. *Émile Menier*, B. 1337, n° 13,695, p. 602. — Autorisation à l'administrateur de la bibliothèque impériale d'accepter le legs fait par M. *de Janzé*, consistant en bronzes et terres cuites, B. 1337, n° 13,696, p. 602. — Autorisation au ministre de la marine et des colonies d'accepter, au nom de l'établissement des invalides de la marine, un legs de vingt mille francs fait par M. *Léon Louis* aux marins pauvres du port de la Rochelle et à leurs familles nécessiteuses, B. 1354, n° 13,827, p. 937.

DOTATION DE L'ARMÉE. Voyez (*Caisse de la*).

DOUANES. Ouverture du bureau de

douanes de l'île-de-Paille (Haut-Rhin) au transit des marchandises prohibées et non prohibées, B. 1315, n° 13,512, p. 189. — Établissement à Schweyen et à Walschbronn (Moselle) de bureaux de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, B. 1322, n° 13,569, p. 317. — Tarif des douanes à l'importation de certaines marchandises, B. 1327, n° 13,593, p. 355. — Décret qui, 1° ajoute les savons autres que de parfumerie, fabriqués en Corse, à la nomenclature des produits admissibles en franchise sur le continent français; 2° soumet à l'intégralité des droits d'entrée exigibles sur le continent français les huiles fixes pures, de toute provenance, et les soudes importées de l'étranger en Corse, B. 1334, n° 13,646, p. 543. — Ouverture du port de Brest au transit des marchandises prohibées et non prohibées, B. 1339, n° 13,715, p. 632. — Ouverture du bureau de douanes de Baisieux (station de chemin de fer) :

1° à l'importation de certaines marchandises; 2° au transit des marchandises prohibées ou non prohibées, B. 1345, n° 13,762, p. 803. — Promulgation de la convention relative à l'union douanière et aux rapports de voisinage entre la France et la principauté de Monaco, conclue le 9 novembre 1865, B. 1351, n° 13,810, p. 917. — Le bureau des douanes de Monaco est ouvert à l'importation de certaines marchandises et ajouté à ceux désignés pour l'admission en franchise des produits de l'île de Corse, B. 1357, n° 13,881, p. 1068. — Ouverture à Biesbrücken (Moselle) d'un bureau de vérification pour la sortie des boissons expédiées à l'étranger en franchise des droits de circulation et de consommation, B. 1359, n° 13,891, p. 1015.

DUCHÉS DE SCHLESWIG, DE HOLSTEIN ET DE LAUENBOURG. Voyez *Postes (Administration des)*.

DUNES. Autorisation au ministre des finances d'aliéner des forêts de dunes appartenant à l'État, B. 1312, n° 13,463, p. 106.

E

EAUX MINÉRALES. Voyez *Sources minérales*.

ÉGYPTE. Voyez *Postes (Administration des)*.

EMPRUNT DE LA VILLE DE PARIS.

Loi du 12 juillet 1865, qui autorise la ville de Paris à emprunter une somme de deux cent cinquante millions pour l'exécution de divers travaux d'utilité publique, B. 1311, n° 13,456, p. 69.

EMPRUNT GREC. Ouverture au ministre des finances d'un crédit de un million quarante-quatre mille trente-neuf francs soixante-six centimes pour le paiement des intérêts et de l'amortissement exigibles, en 1866, de la partie afférente à la garantie de la

France dans l'emprunt négocié en 1833, par le gouvernement grec (loi du 8 juillet 1865, sur le budget), B. 1312, n° 13,462, p. 82.

EMPRUNTS DES DÉPARTEMENTS. Autorisations accordées aux départements ci-après de contracter des emprunts et de s'imposer extraordinairement : Alpes (Basses-), B. 1308, n° 13,429, p. 26; — Creuse, B. 1308, n° 13,430, p. 28; — Isère, B. 1314, n° 13,491, p. 155; — Maine-et-Loire, B. 1308, n° 13,431, p. 29; Marne (Haute-), B. 1313, n° 13,474, p. 129; — Nord, B. 1313, n° 13,475, p. 131; — Pyrénées (Hautes-), B. 1313, n° 13,476, p. 132; — Rhône,

B. 1314, n° 13,492, p. 157; —
Saône-et-Loire, B. 1307, n° 13,417,
p. 5.

EMPRUNTS DES VILLES. Autorisations
accordées aux villes et communes
suiivantes de contracter des em-
prunts : Annonay (Ardèche),
B. 1315, n° 13,568, p. 184; Ar-
mentières (Nord), B. 1313,
n° 13,478, p. 136; — Bastia
(Corse), B. 1314, n° 13,493,
p. 158; — Cholet (Maine-et-
Loire), B. 1308, n° 13,436, p. 37;
Clermont - Ferrand (Puy-de-
Dôme), B. 1308, n° 13,437, p. 38;
— Elbeuf (Seine - Inférieure),
B. 1314, n° 13,494, p. 160; —
Hazebrouck (Nord), B. 1314,
n° 13,495, p. 162; — Lille, B. 1307,
n° 13,422, p. 12; Limoges (Haute-
Vienne), B. 1307, n° 13,420, p. 10;
Lyon (Rhône), B. 1314, n° 13,496,
p. 163; — Mayenne (Mayenne),
B. 1308, n° 13,438, p. 40; Montpel-
lier (Hérault), B. 1307, n° 13,423,
p. 13; — Nantes (Loire-Infé-
rieure), B. 1308, n° 13,439, p. 41;
— Paris (ville de), B. 1311,
n° 13,456, p. 69; — Saint-Dié
(Vosges), B. 1308, n° 13,440, p. 43;
Saint-Étienne (Loire), B. 1307,
n° 13,424, p. 15; — Saint-Malo
(Ille-et-Vilaine), B. 1314, n° 13,497,
p. 165; — Tarascon (Bouches-du-
Rhône), B. 1313, n° 13,479, p. 137;
Troyes (Aube), B. 1315, n° 13,510,
p. 187. Voyez *Chambres et bourses
de commerce, Impositions extra-
ordinaires, Imputation d'emprunt,
Villes de Lyon et de Paris.*

**EMPRUNTS DES GOUVERNEMENTS
ÉTRANGERS.** Voyez *Monnaies étran-
gères.*

ENREGISTREMENT. Voyez *Colonies et
Décime (Second).*

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Voyez
Collège de France.

ENTREPÔTS. Voyez *Douanes.*

ESPAGNE. Voyez *Convention télégra-
phique, Conventions, Importations.*

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS. Voyez
Colonies.

**ÉTABLISSEMENTS GÉNÉRAUX DE BIEN-
FAISANCE.** Ces établissements, dé-
pendant du ministère de l'inté-
rieur, sont placés sous le haut
patronage de l'Impératrice.
B. 1328, n° 13,607, p. 378.

ÉTABLISSEMENTS INSALUBRES. Les
fabriques de chlorures alcalins
ou eaux de Javelle sont rangées
dans la seconde classe des éta-
blissements réputés insalubres ou
incommodes, B. 1336, n° 13,660,
p. 574.

ÉTATS-UNIS DE COLOMBIE. Voyez
Postes (Administration des).

EXPORTATION. Décret qui exempte
de la prohibition prononcée par
l'ordonnance du 23 février 1837
les pistolets de poche, révolvers
ou autres, fabriqués pour l'ex-
portation, B. 1334, n° 13,644,
p. 541. Voyez *Douanes.*

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867.
Loi du 8 juillet 1865, qui approuve
la convention passée, le 19 mars
1865, entre le ministre de l'agri-
culture, du commerce et des tra-
vaux publics, le préfet de la
Seine et les fondateurs de l'asso-
ciation de garantie instituée pour
l'exposition universelle de 1867,
B. 1317, n° 13,526, p. 209. —
Approbation du règlement gé-
néral adopté par la commission
impériale de l'exposition univer-
selle de 1867, B. 1321, n° 13,552,
p. 245.

F

FABRIQUES DE CHLORURES. Voyez *Éta-
blissements insalubres.*

FÉROË (ILES). Voyez *Postes (Adminis-
tration des).*

FLEUVES. Voyez *Barrages.*

FLOTTE (TRANSFORMATION DE LA).

Voyez *Crédits et Ministère de la
marine.*

FONDS DE CONCOURS. Ouverture au
ministre de la guerre d'un crédit
à titre de fonds de concours
versés au trésor par des villes et

des départements, pour l'exécution de travaux militaires appartenant à l'exercice 1865, B. 1311, n° 13,460, p. 74. — Ouverture au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, sur les exercices 1864 et 1865, de crédits à titre de fonds de concours, pour l'exécution de divers travaux publics, B. 1322, n° 13,566 et 13,567, p. 310 à 312. — Ouverture, sur l'exercice 1865, d'un crédit à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics, B. 1340, n° 13,721, p. 653, et n° 13,722, p. 658. — Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor par la ville de Paris et des compagnies de chemins de fer, pour l'exécution de divers travaux publics, B. 1340, n° 13,723, p. 661. — Ouverture au ministre de la guerre d'un crédit, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et une compagnie de chemin de fer, pour l'exécution de travaux militaires appartenant à l'exercice 1865, B. 1346, n° 13,767, p. 807. — Ouverture d'un crédit au ministre des travaux publics, exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie du chemin de fer du Midi, pour l'exécution des travaux du che-

min de fer de Perpignan à Port-Vendres, B. 1346, n° 13,774, p. 832. — Ouverture d'un crédit au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, pour l'exécution des travaux du chemin de fer de Ceinture (rive gauche), B. 1354, n° 13,834, p. 948. — Report à l'exercice 1865, d'une portion des crédits ouverts au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, pour l'exercice 1864, à titre de fonds de concours versés au trésor, B. 1354, n° 13,835, p. 949. — Ouverture d'un crédit, sur l'exercice 1865, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics, B. 1357, n° 13,873, p. 986.

FONDS COMMUN DES DÉPARTEMENTS. Répartition du fonds commun affecté aux dépenses ordinaires des départements pendant l'année 1866, B. 1319, n° 13,541, p. 237. — Report de fonds de l'exercice 1864 non employés au 30 juin 1865, B. 1357, n° 13,878, p. 995.

FORÊTS. Autorisation au ministre des finances d'aliéner des forêts de dunes appartenant à l'État, B. 1312, n° 13,464, p. 106.

FORTIFICATIONS. Voyez *Places de guerre*.

G

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. Voyez *Algérie*.

GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS. Voyez *Monnaies étrangères*.

GRAND-DUCHÉ DE BADEN. Voyez *Convention télégraphique*.

GRAND-DUCHÉ DE HESSE. Voyez *Conventions*.

GRAND-DUCHÉ DE MECKLENBOURG-

SCHWERIN. Voyez *Convention télégraphique, Importations, Traité de commerce*.

GRAND-DUCHÉ DE NASSAU. Voyez *Conventions*.

GRAND-DUCHÉ DE L'EMPEREUR. Voyez *Haras*.

GRANDE-BRETAGNE. Voyez *Conventions, Sucres, Traité de commerce*.

GRATIFICATION. Voyez *Pêche*.
GRÈCE. Voyez *Convention télégraphique, Emprunt grec, Traités*.
GREFFIERS. Voyez *Cours et tribunaux*.
GROËNLAND. Voyez *Postes (Administration des)*.
GUADELOUPE. Voyez *Postes (Administration des)*.

GUYANE ANGLAISE. Voyez *Postes (Administration des)*.
GUYANE FRANÇAISE. Voyez *Colonies et Postes (Administration des)*.
GUYANE HOLLANDAISE. Voyez *Postes (Administration des)*.

H

HAYTI. Voyez *Postes (Administration des)*.
HAMBURG (VILLE DE). Voyez *Convention télégraphique, Conventions, Importations, Traités de commerce*.
HANOVRE. Voyez *Convention télégraphique*.
HARAS. Le grand écuyer est chargé de l'administration des haras ; le titre et l'emploi de directeur général des haras sont supprimés. M. le général de division *Fleury*, premier écuyer, est chargé d'exercer les attributions conférées au grand écuyer pour l'administra-

tion des haras, B. 1357, n° 13,864 et 13,865, p. 978.
HÉLIGOLAND. Voyez *Postes (Administration des)*.
HESSE (GRAND-DUCHÉ DE). Voyez *Conventions*.
HOLSTEIN (DUCHÉ DE). Voyez *Postes (Administration des)*.
HOSPICES. Approbation d'un échange de terrains entre l'État et les hospices de Dieppe (loi du 1^{er} juillet 1865), B. 1307, n° 13,414, p. 1.
HUILES. Voyez *Douanes*.
HUISSIERS. Voyez *Offices*.

I

ILE DE LA RÉUNION. Voyez *Colonies*.
ILES BASSES, ÎLES MARQUISES ET ÎLES DE LA SOCIÉTÉ. Voyez *Postes (Administration des)*.
ILES FÉROË ET DU GROËNLAND. Voyez *Postes (Administration des)*.
ILES IONIENNES. Voyez *Traités*.
IMMEUBLES DOMANIAUX. Voyez *Domaines*.
IMMIGRANTS. Voyez *Colonies*.
IMPORTATIONS. Décret relatif aux marchandises d'origine ou de manufacture du Mecklenbourg-Schwerin inscrites dans le traité conclu entre la France et le grand-duché, importées autrement que par navires français ou mecklenbourgeois, B. 1317, n° 13,531, p. 220. — Décret relatif à l'importation des tissus mecklenbourgeois taxés à la valeur, B. 1317, n° 13,532, p. 221. — Décret portant

que les décrets des 1^{er} octobre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine mecklenbourgeoise, directement importés en France d'un port du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin et d'un port du Zollverein, B. 1317, n° 13,533, p. 222. — Décret portant que les dispositions des conventions littéraires conclues avec la Prusse et les villes libres et anséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, sont applicables aux produits du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, en ce qui concerne les dégrèvements de droits d'importation en France stipulés en faveur de cer-

tains produits prussiens, B. 1317, n° 13,534, p. 223. — Suppression de la surtaxe établie à l'importation des sucres bruts de betterave originaires de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, et fixation des droits à appliquer aux sucres raffinés ou candis importés de Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, B. 1320, n° 13,547 et 13,548, p. 242. — Tarif des douanes à l'importation de certaines marchandises, B. 1327, n° 13,593, p. 355. — Importation par mer des produits d'origine ou de manufacture espagnole énumérés dans le tarif B annexé à la convention du 18 juin 1865, B. 1327, n° 13,595, p. 359. — Importation des tissus de laine (bas et draps) de l'Espagne taxés à la valeur, B. 1327, n° 13,596, p. 360. — Décret portant que les décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine espagnole et dénommés dans le tarif B annexé à la convention du 18 juin 1865, B. 1327, n° 13,597, p. 361. — Décret relatif aux marchandises d'origine ou de manufacture des Pays-Bas reprises dans le traité conclu, le 7 juillet 1862, entre la France et les Pays-Bas, importées autrement que par terre ou par navires français, ou sous pavillon des Pays-Bas, B. 1331, n° 13,625, p. 492. — Décret relatif à l'importation des tissus des Pays-Bas taxés à la valeur, B. 1331, n° 13,626, p. 493. — Décret portant que les décrets des 1^{er} octobre, 14 décembre 1861 et 20 juillet 1862, relatifs à l'importation des marchandises d'origine anglaise ou belge y énumérées, sont applicables aux marchandises et produits similaires d'origine des Pays-Bas, B. 1331, n° 13,627, p. 494. — Dé-

cret relatif à l'importation en France des animaux domestiques dont l'entrée présenterait des dangers au point de vue du typhus contagieux des bêtes à cornes, B. 1334, n° 13,645, p. 562. — Sont rendus applicables à tous les quadrupèdes autres que le cheval, l'âne, le mulet et le chien les mesures indiquées dans le décret du 5 septembre 1865, relatif à l'importation en France des animaux domestiques dont l'entrée présenterait des dangers au point de vue du typhus contagieux des bêtes à cornes, B. 1362, n° 13,819, p. 925.

IMPOSITIONS ADDITIONNELLES.
Voyez *Chambres et bourses de commerce*.

IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES. *Départements*. Les départements suivants sont autorisés à s'imposer extraordinairement: Ariège, B. 1313, n° 13,471, p. 126; Aube, B. 1314, n° 13,490, p. 154; — Garonne (Haute-), B. 1307, n° 13,415, p. 2; Gironde, B. 1307, n° 13,416, p. 4; — Manche, B. 1315, n° 13,506, p. 181; — Pyrénées (Basses-), B. 1308, n° 13,432, p. 31. — Rhin (Haut-), B. 1308, n° 13,433, p. 32; Rhône, B. 1314, n° 13,492, p. 157; — Saône-et-Loire, B. 1307, n° 13,417, p. 5; Savoie, B. 1307, n° 13,418, p. 7; Savoie (Haute-), B. 1313, n° 13,477, p. 134; Seine-et-Oise, B. 1308, n° 13,434, p. 34; Seine-Inférieure, B. 1307, n° 13,419, p. 8; — Vienne, B. 1308, n° 13,435, p. 35; Vosges, B. 1307, n° 13,421, p. 11.

Villes. Les villes suivantes sont autorisées à s'imposer extraordinairement: Alençon (Orne), B. 1315, n° 13,507, p. 182; — Cambrai (Nord), B. 1315, n° 13,509, p. 185; — Montpellier (Hérault), B. 1307, n° 13,423, p. 13. Voyez *Emprunts*.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. Fixation de la répartition de l'excédant annuel des recettes sur les dépenses du service de l'imprimerie im-

périale, B. 1354, n° 13,832, p. 945.

IMPRIMÉS. Voyez *Postes (Administration des)*.

IMPUTATION D'EMPRUNT. Loi du 8 juillet 1865, qui autorise le département du Cher à imputer sur les ressources extraordinaires créées par la loi du 20 juin 1860 les fonds nécessaires à l'acquisition et à l'appropriation d'une maison destinée à l'agrandissement du palais de justice de Bourges, B. 1313, n° 13,473, p. 128.

INDO-CHINE. Voyez *Postes (Administration des)*.

INONDATIONS. Voyez *Travaux*.

INSCRIPTION MARITIME. Voyez *Domanialité maritime*.

INSTITUT IMPÉRIAL DE FRANCE. Voyez *Académie des sciences morales et politiques* et *Dons et legs*.

INSTITUTION CANONIQUE. Voyez *Brefs*.

INSTRUCTION PUBLIQUE. Voyez *Académie, Bourses, Collège de France, Lycées, Ministère de l'instruction publique*.

INTÉRÊT PUBLIC. Déclaration d'intérêt public de huit sources minérales qui alimentent l'établissement de bains possédé par le sieur *Nessel*, dans la commune de Soultz-matt (Haut-Rhin), et d'une autre source minérale située dans la même commune et appartenant à cette commune, B. 1315, n° 13,514 et 13,515, p. 191. — Déclaration d'intérêt public des sources minérales du Roi, Deyeux, Peligot, Boulaud, la Pêcherie, Fourcroy, Vauquelin et du Lac, alimentant l'établissement possédé par la société des eaux minérales d'Enghien, dans la commune de ce nom (Seine-et-Oise), B. 1348, n° 13,795, p. 875. — Déclaration d'intérêt public

des six sources minérales dites *Source chaude, Source tempérée, Source Carrière, Source du Petit-Vichy, Source de la Mine et Source de Moise*, lesdites sources alimentant l'établissement thermal de Lamalou-le-Haut, commune de Villecelle (Hérault), B. 1357, n° 13,884, p. 1009. Voyez *Sources minérales*.

INTÉRIM. M. le maréchal *Vaillant*, ministre de la Maison de l'Empereur et des beaux-arts, est chargé de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et de l'intérim du ministère d'État pendant l'absence de M. *Rouher*, B. 1325, n° 13,587 et 13,588, p. 345 et 346. — Cessation de l'intérim du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, B. 1327, n° 13,592, p. 354; — et du ministère d'État, B. 1333, 13,639, p. 537. — M. *Béhic*, ministre des travaux publics, est chargé de l'intérim du ministère de la guerre pendant l'absence de M. le maréchal comte *Randon*, B. 1336, n° 13,663, p. 576. — M. *Rouher*, ministre d'État, est chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur pendant l'absence de M. le marquis de la *Valette*, B. 1349, n° 13,798, p. 897. — Cessation de cet intérim, B. 1357, n° 13,872, p. 985.

INVALIDES DE LA MARINE. Voyez *Dons et legs*.

IRRIGATION. Voyez *Canaux*.

ISLANDE. Voyez *Postes (Administration des)*.

ISTHME DE PANAMA. Voyez *Postes (Administration des)*.

ITALIE. Voyez *Convention télégraphique, Conventions, Traité de commerce*.

J

JAMAÏQUE. Voyez *Postes (Administration des)*.

JAPON. Voyez *Postes (Administration des)*.

JARDIN DU LUXEMBOURG. Voyez *Domaines*.

JARDINS PUBLICS. Loi du 12 juillet 1865, qui fait cession à la ville de

Lyon de divers terrains, sous la condition de les utiliser pour des voies et jardins publics, B. 1314, n° 13,489, p. 152.

L

LAIS DE MER. Voyez *Domaines*.

LANDES. Exécution des travaux relatifs à l'assainissement et à la mise en valeur des landes communales de : Escalans, B. 1348, n° 13,796, p. 875; — Lit-et-Mixe, B. 1345, n° 13,764, p. 803.

LAUENBOURG (DUCHÉ DE). Voyez *Postes (Administration des)*.

LÉGION D'HONNEUR. M. *Rihouet*, commandeur de la Légion d'honneur, président à la cour des comptes, est nommé membre du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur, en remplacement de M. *de Gombert*, décédé, B. 1359, n° 13,909, p. 1040.

LEGS. Voyez *Dons et legs*.

LETTRES CHARGÉES ET LETTRES ORDINAIRES. Voyez *Conventions de poste et Postes (Administration des)*.

LIBERTÉ PROVISoire. Voyez *Code d'instruction criminelle*.

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES. Voyez *Télégraphie*.

LIMITES DE LA MER. Voyez *Domaine litté maritime*.

LUBECK (PRINCIPAUTÉ DE). Voyez *Postes (Administration des)*.

LUBECK (VILLE DE). Voyez *Conventions, Importations, Traités de commerce*.

LUXEMBOURG (JARDIN DU). Voyez *Domaines*.

LYCÉES IMPÉRIALES. Fixation du prix de la pension au lycée du Prince Impérial, B. 1311, n° 13,459, p. 74. — Autorisation au proviseur du lycée Louis-le-Grand d'accepter une rente sur l'État pour fonder un prix qui portera le nom de feu *Évariste Thévenin*, B. 1321, n° 13,571, p. 18. — Fixation du prix de la pension au lycée de Nevers, B. 1357, n° 13,858, p. 971. Voyez *Bourses de lycées et collèges*.

LYON. Voyez *Lyon (Ville de)*.

M

MAGASINS GÉNÉRAUX DE MARCHANDISES ET SALLES DE VENTES PUBLIQUES. Établissement et exploitation, à Saint-Quentin, d'un magasin général pour les sucres, B. 1327, n° 13,590, p. 353; — à Reims, d'un magasin général avec salle de ventes publiques, B. 1333, n° 13,640, p. 537. — Décret portant que la société *Gagnage* et compagnie, qui exploite un magasin général à Paris, est autorisée à recevoir dans ledit magasin, en outre de la papeterie, les produits désignés sous le nom d'*Articles de Paris*, les liquides exceptés, B. 1337, n° 13,679,

p. 589. — Autorisation de l'établissement et de l'exploitation, à Nancy, d'un magasin général avec salle de ventes publiques, B. 1359, n° 13,898, p. 1031.

MAGISTRATURE. Création d'un tribunal de simple police et de police correctionnelle à Sedhiou (Sénégal), B. 1322, n° 13,561, p. 304.

MANDATS DE POSTE. Voyez *Conventions de poste*.

MANUFACTURES DE L'ÉTAT. Voyez *Administrations centrales*.

MARAI. Assainissement des marais communaux de Condat et de Cagnac (Lot), B. 1320, n° 13,549,

p. 243. — Exécution des travaux complémentaires de dessèchement des marais de Bordeaux et de Bruges (Gironde), B. 1351, n° 13,814, p. 923.

MARCHANDISES ANGLAISES, BELGES, ESPAGNOLES ET DES PAYS-BAS. Voyez *Importations*.

MARCHANDISES DU MECKLENBOURG-SCHWERIN. Voyez *Importations*.

MARCHÉ À BESTIAUX. Voyez *Ville de Paris*.

MARIAGE. Voyez *Colonies*.

MARTINIQUE. Voyez *Colonies et Postes (Administration des)*.

MECKLENBOURG-SCHWERIN. Voyez *Conventions, Importations, Traité de commerce*.

MÉDAILLE DU MÉRITE MILITAIRE. Décret relatif à la médaille du Mérite militaire accordée à des militaires français par Sa Majesté l'Empereur *Maximilien* à l'occasion de la campagne du Mexique, B. 1320, n° 13,546, p. 241.

MENDICITÉ. Voyez *Dépôts de mendicité*.

MESSAGERIES IMPÉRIALES. Voyez *Postes (Administration des)*.

MEXIQUE. Voyez *Médaille militaire et Postes (Administration des)*.

MILITAIRES (ANCIENS). Voyez *Secours voyageurs aux anciens militaires*.

MINES. Règlement, sous forme d'abonnement, pour cinq années, à partir de 1864, de la redevance proportionnelle de la mine de Vicoigne (Nord), B. 1357, n° 13,860, p. 972.

MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET DES BEAUX-ARTS. Virement de crédit, exercice 1865, B. 1322, n° 13,564 et 13,565, p. 508 et 509.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES. Virement de crédits (*Service des cultes*), exercice 1865, B. 1345, n° 13,759, p. 799. — Répartition, par articles, du crédit accordé pour les dépenses du ministère de la justice et des cultes (*Service de la justice*), pendant l'année 1866, B. 1353, n° 13,825, p. 931. — Ouverture

(*Service des cultes*) d'un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, B. 1357, n° 13,863, p. 976.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Virement de crédits, exercice 1864, B. 1318, n° 13,538, p. 250, et B. 1357, n° 13,880, p. 1006; — exercice 1865, B. 1359, n° 13,903, p. 1038.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. Décret du 8 août 1865, qui place sous le haut patronage de l'Impératrice les établissements généraux de bienfaisance dépendant du ministère de l'intérieur, B. 1328, n° 13,607, p. 378. — Virement de crédit, exercice 1865, B. 1357, n° 13,875, p. 993.

MINISTÈRE DES FINANCES. Virement de crédit, exercice 1864, B. 1315, n° 13,511, p. 188. — Transport (exercice 1866) d'une portion des crédits affectés au service des poudres et salpêtres, B. 1341, n° 13,730, p. 668. — Ouverture (exercice 1864) de deux chapitres destinés à recevoir l'imputation des paiements faits pour rappels d'arrérages de rentes viagères et de pensions qui se rapportent à des exercices clos, B. 1341, n° 13,736, p. 674. — Répartition, par chapitres, des crédits du budget ordinaire et du budget extraordinaire de l'exercice 1866, B. 1343, n° 13,738, p. 757. — Virement de crédit, exercice 1865, B. 1345, n° 13,760, p. 801. — Décret qui, 1° fixe au sud et à l'ouest les limites du jardin public dépendant du palais du Luxembourg; 2° met à la disposition du ministre des finances les terrains domaniaux situés en dehors de ces limites, B. 1357, n° 13,867, p. 980. — Virement de crédits, exercice 1865, B. 1359, n° 13,901, p. 1036. Voyez *Poudres et salpêtres*.

MINISTÈRE DE LA GUERRE. Loi du 8 juillet 1865, qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1864, des crédits montant ensemble à six millions six cent qua-

rante-huit mille trois cent quatre-vingt-dix-huit francs vingt-neuf centimes, B. 1313, n° 13,469, p. 121. — Répartition, par chapitres, des suppléments de crédits ouverts au ministre de la guerre pour le budget extraordinaire de 1864, par la loi du 8 juillet 1865, B. 1331, n° 13,618, p. 485. — Transport au ministère des finances, exercice 1866, d'une portion des crédits affectés au service des poudres et salpêtres, B. 1341, n° 13,730, p. 668. — Report à l'exercice 1865 d'une portion des crédits ouverts, pour l'exercice 1864, à titre de fonds de concours versés au trésor, B. 1345, n° 13,758, p. 797. — Virement de crédits, exercice 1865, B. 1354, n° 13,829, p. 941. — Ouverture au budget ordinaire, pour l'exercice 1864, d'un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, B. 1359, n° 13,892, p. 1016. Voyez *Algérie, Domaines, Poudres et salpêtres*.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Loi du 8 juillet 1865, qui ouvre au ministre de la marine et des colonies, sur l'exercice 1864, un crédit d'un million neuf cent soixante-sept mille francs pour les dépenses de la transformation de la flotte, et annule pareille somme sur l'exercice 1863, B. 1313, n° 13,470, p. 124. — Ouverture d'un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, B. 1337, n° 13,678, p. 586. — Ouverture, pour l'exercice 1864, d'un chapitre destiné à recevoir l'imputation des dépenses de solde antérieures à cet exercice, B. 1354, n° 13,828, p. 938. — Virement de crédit, exercice 1865, B. 1354, n° 13,833, p. 947, et B. 1357, n° 13,870 et 13,871, p. 983 et 984.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Virement de crédits, exer-

cice 1865, B. 1357, n° 13,859, p. 971.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS. Virement de crédit, exercice 1864, B. 1321, n° 13,553, p. 271. — Ouverture d'un crédit, (exercice 1865) représentant une somme versée au trésor par la ville de Brest, pour les travaux de construction du port Napoléon, B. 1322, n° 13,556, p. 283. — Ouverture, sur l'exercice 1864, d'un crédit représentant une somme versée au trésor par la compagnie des mines d'Anzin, en exécution de la loi du 15 avril 1865, pour les travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier, B. 1322, n° 13,557, p. 285. — Ouverture, sur l'exercice 1865, d'un crédit représentant une somme versée au trésor par la compagnie des mines d'Anzin et divers industriels, en exécution de la loi du 15 avril 1865, pour les travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier, B. 1321, n° 13,558, p. 286. — Virement de crédit au budget extraordinaire, B. 1344, n° 13,755, p. 794. — Ouverture, sur l'exercice 1865, d'un crédit représentant une somme versée au trésor par un maître de forges, en exécution de la loi du 15 avril 1865, pour les travaux du canal de Vitry-le-François à Saint-Dizier, B. 1346, n° 13,769, p. 811. — Virement de crédit, exercice 1865, B. 1357, n° 13,874, p. 291. Voyez *Chemins de fer, Fonds de concours, Ports*. MINISTRES. Voyez *Comptes des ministres*.

MISE EN LIBERTÉ PROVISOIRE. Voyez *Code d'instruction criminelle*.

MONACO (PRINCIPAUTÉ DE). Voyez *Conventions*.

MONNAIES ÉTRANGÈRES. Fixation de la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises pour la perception, pendant l'année 1866, du droit de timbre établi sur les titres de rentes, em-

prunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, B. 1345, n° 13,761, p. 801.

MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE.
Voyez *Dons et legs*.

N

NAVIGATION. Voyez *Tonnage, Traité de commerce, Rivières*.

NAVIRES DU GRAND-DUCHÉ DE MACK-LENBOURG-SCHWERIN. Voyez *Traité de commerce*.

NASSAU (GRAND-DUCHÉ DE). Voyez *Commutations*.

NATURALISATION. Sénatus-consulte du 14 juillet 1865, sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie, B. 1315, n° 13,604, p. 177.

NOMINATIONS. M. Thouvenel, sénateur, est nommé grand référendaire du Sénat, B. 1326, n° 13,582, p. 339. — M. le comte Walewski est nommé président du Corps législatif, B. 1336, n° 13,662, p. 576. Voyez *Brefs, Caisse d'amortissement et des dépôts et consignations, Conseil d'État, Conseil du sceau des titres, Légion d'honneur, Intérim des ministres*.

NOMS. Autorisations aux termes desquelles les personnes ci-après sont autorisées, savoir : M. Ancillon (Louis-Jules), à s'appeler *Ancillon de Jouy*, B. 1339, n° 13,717, p. 655; — M. Auriol (Pierre-Eugène-Armand), à s'appeler *Auriol-Roy-Dry*, B. 1322, n° 13,573, p. 319; — M. Bertioz (Victor Marc-Joseph), à s'appeler *Bertioz de Heynter de Jarjuyes*, B. 1336, n° 13,672, p. 579; — M. Bousquet (Georges-René-François), à s'appeler *Bousquet-Follz*, B. 1327, n° 13,604, p. 364; — M^{me} Cadiot (Noémie), à s'appeler *Cadiot-Claude-Vignon*, B. 1333, n° 13,642, p. 539; — M. Carcenuc (Paul-Alphonse), à s'appeler *Carcenuc de Torné*, B. 1339, n° 13,718, p. 655; — M. Charles, à porter le nom de *Darcnberg*, B. 1349, n° 13,807, p. 900; — M. Dulheil (Alexis), à s'appeler *Dulheil de la*

Rochère, B. 1349, n° 13,799, p. 897; — M^{me} Marie-Charlotte-Melvina, à s'appeler *Marie-Charlotte-Melvina Folville*, B. 1359, n° 13,906, p. 1039; — M. Grandin (Mathieu-Alexandre), à s'appeler *Grandin de l'Épervier*, B. 1359, n° 13,904, p. 1039; — M. Gremion (Charles-Félix), à s'appeler *Gremion-Mennau*, B. 1333, n° 13,642, p. 539; — M. Grosset-Devercy (Albert), à substituer à son nom celui de *Cohin*, B. 1322, n° 13,575, p. 319; — MM. Hardy (Jules-Marie-Alphonse-Georges et Ludovic-Léopold-Alphonse), à s'appeler *Hardy Pullet de Blunzay*, B. 1342, n° 13,741, n° 777; — M. Joseph Laurent, à porter pour nom patronymique celui de *Laurent*, B. 1349, n° 13,806, p. 899; — M. Maublanc (Louis-Amédée) et ses fils mineurs, à s'appeler *Maublanc de Boisboucher*, B. 1336, n° 13,672, p. 579; — M. Le Mordan (Louis-Marie-Joseph), à s'appeler *Le Mordan de la Ville Cochard*, B. 1336, n° 13,672, p. 579; — M. Michel (Marie-Gustave-Frédéric), à s'appeler *Michel de Grousseau*, B. 1339, n° 13,717, p. 655; — M. Nuyral (Étienne-Gabriel-Edmond), à s'appeler *Nuyral Martin de Bourgon*, B. 1355, n° 13,846, p. 965; — M^{me} Mercyrol de Beaulieu (Victoire-Elisabeth-Adèle), veuve de *Couty de la Pommerais* (Jean-Baptiste-Alphonse-Alexandre), et son fils mineur *Couty de la Pommerais* (René-Pierre-Clair-Alexandre), à substituer au nom patronymique de leur mari et père celui de *de Noal* et à s'appeler, à l'avenir, *de Noal*, au lieu de *Couty de la Pommerais*, B. 1322, n° 13,575, p. 319 et 320; — MM. Perruche (Paul et Jean-Baptiste), à s'appeler

Perruche de Volna, B. 1327, n° 13,604, p. 364; — *M. Rolland (Jacques-Charles-Lucien)*, à s'appeler *Rolland d'Estepé*, B. 1343, n° 13,741, p. 777; — *MM. Roze (Louis-Antoine-Nicolas et Louis-Antoine-Victor)*, à s'appeler *Roze-Prunay de Chambouzon*, B. 1322, n° 13,575, p. 319; — *M. Salerne (Pierre-Léopold)*, à s'appeler *Salerne d'Aigremont*, B. 1359, n° 13,913, p. 1042; — *M. Soyér*

(*Aimé-Fidèle-Constant*), à s'appeler *Soyér-Mauroy*, B. 1330, n° 13,617, p. 484; — *M. Trey-Peylay (Lubin)*, à s'appeler *Trey-Peylay-Soulé*, B. 1315, n° 13,518, p. 191; — *M. Ysarn (Jean-Bernard-Ernest)*, à s'appeler *Ysarn de Capdeville*, B. 1349, n° 13,805, p. 899.

NORWÈGE. Voyez *Conventions, Convention télégraphique, Postes (Administration des)*.

O

Océanie. Voyez *Colonies*.

OCTROIS. Modifications et additions au tarif d'octroi de Paris, B. 1337, n° 13,675, p. 581.

Autorisation pour la perception de surtaxes accordées aux communes et villes suivantes: Armentières (Nord), B. 1313, n° 13,480, p. 139; — Briançon (Hautes-Alpes), B. 1314, n° 13,498, p. 167; — Mayenne (Mayenne), B. 1314, n° 13,500, p. 169; — Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), B. 1314, n° 13,499, p. 168; Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), B. 1308, n° 13,441, p. 44; — Voiron (Isère), B. 1308, n° 13,444, p. 46.

ŒUVRES D'ESPRIT ET D'ART. Voyez *Conventions*.

OFFICE DES POSTES DE LA TOUR ET TAXIS. Voyez *Postes (Administration des)*.

OFFICES. Réduction d'offices d'avoué dans les tribunaux suivants: Beaune (Côte-d'Or), à sept, B. 1336, n° 13,671, p. 579; — Cherbourg (Manche), à cinq, B. 1343, n° 13,742, p. 778; Compiègne (Oise), à six, B. 1340, n° 13,726, p. 663; — Lodève (Hérault), à cinq, B. 1336, n° 13,673, p. 579; — Montargis (Loiret), à cinq, B. 1355, n° 13,843, p. 965; — Roanne (Loire), à dix, B. 1340, n° 13,725, p. 663.

Réduction d'offices d'huissier dans les tribunaux suivants: Auxerre (Yonne), à trente, B. 1359,

n° 13,907, p. 1039; — Baume-les-Dames (Doubs), à treize, B. 1359, n° 13,910, p. 1040; Bellac (Haute-Vienne), à dix-huit, B. 1359, n° 13,912, p. 1042; Bergerac (Dordogne), à vingt et un, B. 1340, n° 13,726, p. 663; Blaye (Gironde), à treize, B. 1340, n° 13,725, p. 663; Blois (Loir-et-Cher), à vingt-trois, B. 1336, n° 13,671, p. 579; Bourgnan (Creuse), à onze, B. 1350, n° 13,551, p. 244; Bourgois (Isère), à vingt-trois, B. 1340, n° 13,725, p. 663; — Châteaubriant (Loire-Inférieure), à neuf, B. 1336, n° 13,671, p. 579; Cherbourg (Manche), à treize, B. 1343, n° 13,742, p. 778; — Fleche (la) (Sarthe), à onze, B. 1359, n° 13,907, p. 1039; Fougères (Ille-et-Vilaine), à dix, B. 1336, n° 13,671, p. 579; — Jonzac (Charente-Inférieure), à dix-huit, B. 1359, n° 13,907, p. 1039; — Laon (Aisne), à trente, B. 1340, n° 13,550, p. 244; Libourne (Gironde), à vingt, B. 1353, n° 13,843, p. 965; — Mauriac (Cantal), à dix-neuf, B. 1355, n° 13,886, p. 1009; Montauban (Tarn-et-Garonne), à vingt et un, B. 1359, n° 13,912, p. 1041; Mithouse (Haut-Rhin), à vingt-quatre, B. 1340, n° 13,725, p. 663; Murret (Haute-Garonne), à dix-sept, B. 1347, n° 13,783, p. 864; — Neufchâtel (Seine-Inférieure), à

vingt, B. 1320, n° 13,551, p. 244; Nice (Alpes-Maritimes), à vingt-cinq, B. 1357, n° 13,886, p. 1009; Niort (Deux-Sèvres), à treize, B. 1359, n° 13,907, p. 1039; — Orange (Vaucluse), à onze, B. 1359, n° 13,910, p. 1040; — Périgueux (Dordogne), à vingt-quatre, B. 1355, n° 13,843, p. 965; — Roanne (Loire), à vingt, B. 1336, n° 13,671, p. 579; Ruffec (Charente), à onze, B. 1336, n° 13,670, p. 578; — Tours (Indre-et-Loire), à vingt-six, B. 1336, n° 13,670, p. 578; — Valence (Drôme), à trente-deux, B. 1343, n° 13,745,

p. 778; Valognes (Manche), à vingt et un, B. 1343, n° 13,742, p. 778; Vesoul (Haute-Saône), à vingt-deux, B. 1343, n° 13,742, p. 778; Vitré (Ille-et-Vilaine), à neuf, B. 1336, n° 13,671, p. 579; — Wissembourg (Bas-Rhin), à treize, B. 1340, n° 13,725, p. 663.

ORDRE JUDICIAIRE. Création d'un tribunal de simple police et de police correctionnelle à Sedhiou (Sénégal), B. 1322, n° 13,561, p. 304.

OUVRAGES D'OR ET D'ARGENT. Voyez *Algérie*.

P

PALAIS DU LUXEMBOURG. Voyez *Domaines*.

PANAMA (ISTHME DE). Voyez *Postes (Administration des)*.

PAQUEBOTS-POSTE. Voyez *Postes (Administration des)*.

PARCS À HUITRES. Décret relatif aux demandes de création, 1° de parcs et claires à huîtres, ainsi que de dépôts permanents de coquillages ou de crustacés, sur une partie du domaine maritime; 2° de réservoirs à poissons sur une propriété privée devant avoir une prise d'eau de mer, B. 1338, n° 13,704, p. 618.

PARTAGE DE L'EXCÉDANT DES RECETTES DE L'IMPRIMERIE IMPÉRIALE. Voyez *Imprimerie impériale*.

PASSAGES D'EAU. Voyez *Péages, Ponts, Utilité publique*.

PATRONAGE DE L'IMPÉRATRICE. Les établissements généraux de bienfaisance dépendant du ministère de l'intérieur sont placés sous le haut patronage de l'Impératrice, B. 1328, n° 13,607, p. 378.

PAYS-BAS. Voyez *Conventions, Convention télégraphique, Importations, Sucres, Traité de commerce, Traités*.

PÉAGES. Application au bac de Port-Neuf, situé sur l'Ain, dans la commune de Saint-Jean-de-Niost

(Ain), d'un tarif applicable à plusieurs bacs du même département, B. 1313, n° 13,483, p. 143. — Loi du 12 juillet 1865, relative au rachat des péages de plusieurs ponts de Lyon, B. 1314, n° 13,488, p. 151. — Tarif du droit de péage à établir dans le port du Havre, B. 1315, n° 13,505, p. 180. — Approbation d'un tarif pour la perception des droits de péage au bac à vapeur de la Tremblade établi sur la Seudre, dans le département de la Charente-Inférieure, B. 1323, n° 13,579, p. 333. — Approbation d'un traité passé entre le concessionnaire de la rectification des côtes de Jouhe et de Menotey, route départementale du Jura n° 13, de Dôle à Gray, pour la réduction de la durée du péage sur cette partie de route, B. 1331, n° 13,628, p. 495. — Autorisation du rachat du péage établi sur le pont d'Argentat (Corrèze), pour le service de la route impériale n° 120, de Rodez à Limoges, B. 1336, n° 13,661, p. 575. — Approbation du tarif des droits de péage à percevoir au bac de Pyrimont, sur le Rhône, dans la commune de Chanay (Ain), B. 1339, n° 13,716, p. 633. —

- Rachat des péages de plusieurs ponts de Lyon, B. 1359, n° 13,900, p. 1033. — Application d'un tarif au péage du bac de Castelzau, sur le Chassezac, dans la commune de Castelzau (Ardèche), B. 1360, n° 13,926, p. 1050.
- PÊCHE.** Mode de vérification de la dimension des mailles des filets et de l'espacement des verges des nasses autorisés pour la pêche de chaque espèce de poisson, B. 1336, n° 13,659, p. 573. — Gratification accordée aux rédacteurs des procès-verbaux ayant pour objet de constater les délits de pêche, B. 1357, n° 13,876, p. 994. Voyez *Parcs à huîtres*.
- PENSIONS CIVILES.** Ouverture au ministre des finances, sur l'exercice 1866, pour l'inscription des pensions civiles, par application de la loi du 9 juin 1853, d'un crédit supplémentaire de huit cent mille francs en sus du produit des extinctions (loi du 8 juillet 1865), B. 1312, n° 13,462, p. 81 et 82.
- PENSIONS DES GRANDS FONCTIONNAIRES DE L'EMPIRE.** Ouverture au ministre d'État d'un crédit de cent mille francs pour l'inscription au trésor public des pensions qui seraient concédées, pendant l'année 1866, en vertu de la loi du 17 juillet 1856 (loi du 8 juillet 1865), B. 1312, n° 13,462, p. 81.
- PENSIONS MILITAIRES.** Ouverture au ministre de la guerre d'un crédit de deux millions six cent mille francs pour l'inscription au trésor public des pensions militaires à liquider dans le courant de l'année 1866 (loi du 8 juillet 1865), B. 1312, n° 13,462, p. 81. — Le crédit ouvert au ministre de la guerre, sur l'exercice 1865, pour l'inscription au trésor public des pensions militaires, est augmenté de la somme de cinq cent mille francs (loi du 8 juillet 1865), B. 1312, n° 13,464, p. 109 à 112. Voyez *Secours voyageurs aux anciens militaires*.
- PÉROU.** Voyez *Postes (Administration des)*.
- PETITES-SŒURS-DES-PAUVRES.** Voyez *Congrégations religieuses*.
- PHARES.** Exécution de travaux pour la construction de phares, B. 1319, n° 13,548, p. 239.
- PISTOLETS DE POCHE.** Voyez *Exportation*.
- PLACES DE GUERRE.** Homologation des plans de délimitation et des procès-verbaux de bornage des zones de servitudes et des polygones exceptionnels des places de guerre et postes militaires y désignés, B. 1310, n° 13,452, p. 64. — Homologation des plans de délimitation et des procès-verbaux de bornage de la zone des fortifications des places de guerre et postes militaires y désignés, B. 1310, n° 13,453, p. 65.
- PLACES ET RUES.** Voyez *Villes de Lyon et de Paris*.
- POLICE.** Extension de juridiction des commissariats de police de Moutauban et Montclar (Tarn-et-Garonne), B. 1329, n° 13,611, p. 472. — Suppression du commissariat de police de la Sarre (Sarthe), B. 1329, n° 13,613, p. 472; — et de celui de Snipies (Marne), B. 1333, n° 13,643, p. 540. — Extension de la juridiction du commissariat spécial de police du camp de Châlons, établi à Mourmelon (Marne), B. 1333, n° 13,643, p. 540. — Le siège du commissariat de police de la Bastide-Clairence (Basses-Pyrénées) est transféré à Urt, B. 1340, n° 13,727, p. 664. — Création d'un commissariat de police à Concarneau (Finistère), B. 1343, n° 13,746, p. 778. — Extension de juridiction du commissariat spécial de police de Baisieux (Nord), B. 1343, n° 13,747, p. 778. — Le siège du commissariat spécial de police de Feignies (Nord) est transféré à Maubeuge, B. 1343, n° 13,748, p. 779. — Modification des cadres du personnel affecté aux services

de police dont le préfet est investi dans la ville du Mans, B. 1344, n° 13,754, p. 793. —

Suppression de commissariats de police dans quatorze départements, B. 1347, n° 13,784, p. 862.

— Extension de la juridiction du commissariat de police de Courville (Eure-et-Loir), B. 1347, n° 13,787, p. 863. — Création de commissariats spéciaux de police à Bordeaux et à Brest, B. 1351, n° 13,815 et 13,816, p. 923. — Suppression des commissariats de police institués à Saint-Genis (Charente-Inférieure), Attigny, Signy-le-Petit, Renwez (Ardennes), Pero-Casevecchie (Corse), Saint-Cyprien (Dordogne), Saint-Martin-en-Bresse (Saône-et-Loire), B. 1356, n° 13,856, p. 970. — Suppression de commissariats de police dans les départements suivants : Ain, Calvados, Drôme, Eure-et-Loir, Gironde, Ille-et-Vilaine, Loire, Loire-Inférieure, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales, Rhône, Sarthe, Saône (Haute-), Saône-et-Loire, Seine-et-Marne, Tarn, Haute-Vienne et Yonne, B. 1359, n° 13,911, p. 1040 et 1041.

PONTS. Loi du 12 juillet 1865, relative au rachat des péages de plusieurs ponts de Lyon, B. 1314, n° 13,488, p. 151. — Reconstruction du pont de Juillé-sur-Sarthe (Sarthe), B. 1336, n° 13,669, p. 578; — du pont de Lesmont-sur-l'Aube (Aube), B. 1337, n° 13,693, p. 601; — de celui de Laru, route départementale de l'Hérault n° 11, de Narbonne à Lacauune, B. 1349, n° 13,800, p. 898. — Rachat des péages de plusieurs ponts de Lyon, B. 1359, n° 13,900, p. 1033. — Reconstruction du pont Saint-Nicolas, sur la Vilaine, à Redon (Ille-et-Vilaine), B. 1360, n° 13,923, p. 1049; — et de celui d'Estapel (Pyrénées-Orientales) sur l'Ogly, B. 1360, n° 13,924, p. 1049.

PORTO-RICO. Voyez *Postes (Administration des)*.

PORTS. Exécution de travaux au port de Trouville, B. 1315, n° 13,517, p. 191. — Concession de l'exploitation de la forme de radoub établie par l'État sur la côte est du bassin de l'Eure, au port du Havre, B. 1317, n° 13,527, p. 213. — Ouverture, sur l'exercice 1865, d'un crédit représentant une somme versée au trésor par la ville de Brest, en exécution de la loi du 18 mai 1864, pour les travaux de construction du port Napoléon, B. 1346, n° 13,768, p. 809. — Agrandissement du bassin de retenue des chasses du port de Fécamp, B. 1355, n° 13,839, p. 964. Voyez *Chambres et bourses de commerce et Ministère des travaux publics*.

PORTUGAL. Voyez *Convention télégraphique*.

POSSESSIONS BRITANNIQUES. Voyez *Traité de commerce*.

POSTES (ADMINISTRATION DES). Décret relatif aux correspondances expédiées du Mexique, de Cuba, de Porto-Rico, des États-Unis de Colombie, d'Haïti, de Saint-Thomas et de la Guyane hollandaise, par la voie des paquebots-poste français, à destination de la France, de l'Algérie, des bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte, etc., B. 1307, n° 13,426, p. 18. — Décret relatif aux correspondances expédiées de la France et de l'Algérie pour la Guyane hollandaise, Haïti, les États-Unis de Colombie, Porto-Rico, Saint-Thomas, la Bolivie, le Chili, la République de l'Équateur et le Pérou, et *vice versa*, B. 1307, n° 13,427, p. 22. — Décret relatif aux taxes à percevoir tant sur les lettres affranchies, les lettres chargées et les imprimés expédiés des colonies et établissements français pour Yokohama (Japon) que sur les lettres non affranchies expédiées de Yokohama pour les colonies et éta-

blissements français, B. 1317, n° 13,528, p. 217. — Décret qui approuve la convention passée, le 2 juin 1864, entre le ministre des finances et la compagnie des services maritimes des messageries impériales, au sujet des services de la Méditerranée et de l'Indo-Chine, B. 1318, n° 13,536, p. 226. — Décret relatif aux taxes à percevoir, 1° pour l'affranchissement des lettres ordinaires, des lettres chargées et des imprimés déposés dans les bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte, à destination de la Suisse; 2° sur les lettres non affranchies expédiées de la Suisse à destination des bureaux de poste français établis en Turquie et en Égypte, B. 1332, n° 13,635, p. 531. — Décret concernant les correspondances échangées, au moyen des paquebots-poste français, entre la France et l'Algérie, d'une part, et les colonies anglaises de la Jamaïque et de la Guyane, d'autre part, B. 1337, n° 13,687, p. 598. — Décret concernant les lettres que les habitants de la Guyane française, de la Martinique et de la Guadeloupe échangeront, par l'intermédiaire des postes de la métropole, avec les habitants de la Jamaïque et de la Guyane anglaise, B. 1337, n° 13,688, p. 599. — Décret relatif aux correspondances expédiées de la France et de l'Algérie, par l'intermédiaire de l'office des postes de la Tour et Taxis, à destination des duchés de Schleswig, de Holstein et de Lauenbourg, de la principauté de Lubeck, de Héli-goland, du Danemark, de la Suède, de la Norvège, de l'Islande, des îles Féroë et du Groënland, et *vice versa*, B. 1346, n° 13,770, p. 812. — Décret concernant les correspondances recueillies ou distribuées par les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger, B. 1346, n° 13,771,

p. 814. — Décret concernant les correspondances échangées entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants de divers pays étrangers, d'autre part, B. 1350, n° 13,808, p. 901. — Décret concernant les lettres ordinaires et les lettres chargées expédiées des colonies ou établissements français pour les bureaux de poste français établis en Turquie, en Égypte, à Tunis et à Tanger, et *vice versa*, B. 1350, n° 13,809, p. 914. — Décret concernant les correspondances échangées, par la voie de l'isthme de Panama, entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des îles Marquises, des îles Basses et des îles de la Société, d'autre part, B. 1357, n° 13,869, p. 981. Voyez *Conventions de poste*.

POSTES MILITAIRES. Voyez *Places de guerre*.

POUDRES ET SALPÊTRES. Suppression de la direction des poudres et salpêtres, et partage entre le ministère des finances et le ministère de la guerre des opérations dont elle était chargée, B. 1341, n° 13,729, p. 666. — Décret qui ajoute la fabrication des poudres de chasse, de mine et de commerce, ainsi que le raffinage des salpêtres, aux attributions de la direction générale des tabacs, pour former une administration unique sous le nom de *Direction générale des manufactures de l'État*, B. 1346, n° 13,777, p. 838.

PRÉFECTURES. Élévation à la deuxième classe de la préfecture du département de la Charente Inférieure, B. 1346, n° 13,766, p. 806. — Décret qui rétablit les fonctions de secrétaire général dans soixante et une préfectures, B. 1346, n° 13,772, p. 822. Voyez *Conseils de préfecture*.

PRINCIPAUTÉ DE MONACO. Voyez *Conventions*.

PRISE D'EAU. Voyez *Canaux*.

PRIX VICTOR COUSIN. V. *Dons et legs*.

PRODUITS PRUSSIENS. Voyez *Importations*.

PROHIBITIONS. Voyez *Douanes et Exportation*.

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE. Voyez *Conventions*.

PROTOCOLE DE CLÔTURE. Voyez *Traité de commerce*.

PROTONOTAIRE APOSTOLIQUE. Voyez *Brefs*.

PRUD'HOMMES. Voyez *Conseils de prud'hommes*.

PRUSSE. Voyez *Conventions, Conventions de poste, Convention télégraphique, Importations*.

Q

QUADRUPÈDES. Voyez *Importations*.

R

RACHAT DE PÉAGES. Voyez *Péages*.

RADOUB. Voyez *Ports*.

RECEVEURS DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DU TIMBRE. Fixation du minimum et du maximum des remises allouées aux receveurs de l'enregistrement, des domaines et du timbre, B. 1353, n° 13,821, p. 929.

RÉFORME DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. Voyez *Code d'instruction criminelle*.

RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE. Voyez *Associations syndicales*.

RENTES SUR L'ÉTAT. Voyez *Bons du trésor*.

RÉPARATIONS D'IMMEUBLES. Voyez *Domaines*.

RÉPARTITION DES RECETTES DE L'IMPRIMERIE IMPÉRIALE. Voyez *Imprimerie impériale*.

RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR. Voyez *Postes (Administration des)*.

RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY. Voyez *Arrangement*.

RÉSERVOIRS À POISSONS. Voyez *Parcs à huîtres*.

RÉUNION. Voyez *Ile de la Réunion*.

RÉVOLVERS. Voyez *Exportation*.

RIVAGE MARITIME. Voyez *Domaines*.

RIVIÈRES. Amélioration du régime de la rivière de la Fure et du lac de Paladru, B. 1319, n° 13,542, p. 239. — Amélioration du Rhône au passage de Solaize (Rhône et Isère), B. 1324, n° 13,583, p. 339;

— de la navigation du Rhône entre le Charnève et le Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), B. 1336, n° 13,666, p. 577; — pour l'endiguement et la consolidation du chemin de desserte des communaux à Parcey (Jura), sur la rive gauche de la Loue, et réunion en association syndicale des propriétaires intéressés à l'exécution des travaux, B. 1336, n° 13,667, p. 578.

— La partie de la Rille comprise entre Pont-Audemer et Montfort cesse d'être classée parmi les rivières navigables et flottables, B. 1357, n° 13,877, p. 995. Voyez *Associations syndicales et Barrages*.

ROUTES AGRICOLES. Loi du 12 juillet 1865, relative à la dépense d'entretien des routes agricoles du département des Landes, B. 1314, n° 13,487, p. 150. — Classement des routes agricoles de ce département, B. 1337, n° 13,689, p. 600.

ROUTES, RAMPES, CHEMINS, CÔTES. Rectification de la route départementale du Gers n° 9, de l'Isle-en-Dodon à Grenade, dans la traverse de l'Isle-Jourdain, B. 1308, n° 13,444, p. 48; — de la route impériale n° 85, de Lyon à Antibes, sur le bord du Drac, à Chabotton (Hautes-Alpes), B. 1310, n° 13,455, p. 66; — de la route départementale de l'Ardèche n° 5, de la Croisière-d'Uzer au Monastier, entre l'extrémité de

la partie neuve du Pal et le pont de Tauron, B. 1314, n° 13,503, p. 176; — de la route départementale de la Seine n° 50, depuis le pont de Charenton jusques et y compris le moulin de la Vierge, dans la traverse de Saint-Maurice, B. 1315, n° 13,516, p. 191; — de la route impériale n° 193, d'Ajaccio à Bastia, entre Serraggio et Corte (Corse), B. 1319, n° 13,544, p. 239; — de la route départementale de la Gironde n° 19, de Sainte-Foy à la Sauvetat, dans la côte de la Lambertie, B. 1319, n° 13,544, p. 239 et 240; — de la route départementale de la Somme n° 11, d'Amiens à Sénarpon, dans la traverse d'Hornoy, B. 1322, n° 13,570, p. 518; — de la route impériale n° 7, de Paris à Antibes et en Italie, aux abords et dans la traverse de Montargis (Loiret), B. 1323, n° 13,578, p. 333; — de la route départementale de l'Aude n° 3, de Carcassonne au port de la Nouvelle, dans les côtes de la Coque, B. 1327, n° 13,599, p. 362; — de la route impériale n° 93, de Valence à Sisteron, dans la traverse de Luc, B. 1327 n° 13,601, p. 363; — de la route impériale n° 201, de Chambéry à Genève, par Amcey, dans la traverse de Chambéry (Savoie), et de la route impériale n° 93, d'Ajaccio à Bastia, par Corte, B. 1328, n° 13,608 et 13,609, p. 379 et 380. — Approbation d'un traité passé entre le concessionnaire de la rectification des côtes de Jouhe et de Menotey, route départementale du Jura n° 13, de Dôle à Gray, B. 1331, n° 13,628, p. 495. — Rectification de la route départementale de la Manche n° 8, de Coutances à Avranches, B. 1334, n° 13,647, p. 543. — Classement de la route établie latéralement au quai de l'Impératrice, à Laval (Mayenne), B. 1334, n° 13,648, p. 544. — Rectification, jusqu'à la porte

d'Antibes, de la route impériale n° 8, de Paris à Toulon, aux abords et dans la traverse de la ville de Toulon agrandie, B. 1337, n° 13,691, p. 600; — de la route impériale n° 20, de Paris à Toulouse, entre le boulevard Napoléon et le Pont-Neuf, sur la Garonne, à Toulouse, B. 1337, n° 13,692, p. 601; — de la route départementale de Maine-et-Loire n° 14, de Saumur à la Varenne, B. 1338, n° 13,706, p. 619; — de la route départementale de la Loire n° 6, de Roanne au Puy, B. 1340, n° 13,724, p. 663; — de celle de l'Ardeche n° 1, de Serrières à Barjac, et de la route départementale de la Meurthe n° 14, de Nancy à Metz, B. 1343, n° 13,739 et 13,740, p. 777; — de celle du Tarn n° 1, entre Cordes et Vindrac, B. 1348, n° 13,794, p. 875; — de la route départementale n° 3, dans les côtes du Montblanc et de Louvois (Marne), et de celle n° 3, dans la traverse d'Amboise (Indre-et-Loire), B. 1349, n° 13,803 et 13,804, p. 898 et 899. — Classement comme route départementale du Nord, sous le n° 26 et la dénomination de *Route formant ceinture autour de Cambrai*, du chemin de grande communication n° 75, B. 1351, n° 13,811, p. 922. — Rectification de la route départementale du Finistère n° 1, d'Hennebont à Lanvéoc et à la mer, dans la côte de Cass-Cou, B. 1355, n° 13,840, p. 964. — Rectification de la route départementale des Basses-Pyrénées n° 9, d'Oloron à Orthez, dans les côtes de Ledoux et de Cardesse, B. 1358, n° 13,889, p. 1013; — de celle des Bouches-du-Rhône n° 7, d'Istres à Aix, entre la borne kilométrique n° 9 et le canal de Marseille, B. 1358 n° 13,890, p. 1013. Voyez *Prusse*. RUES. Voyez *Ville de Paris*. RUSSIE. Voyez *Convention télégraphique*.

S

SAINT-THOMAS. Voyez *Postes (Administration des)*.

SALLES DE VENTES PUBLIQUES. Voyez *Magasins généraux*.

SAVONS. Voyez *Douanes*.

SAXE. Voyez *Convention télégraphique*.

SCHLESWIG (DUCHÉ DE). Voyez *Postes (Administration des)*.

SECOURS VIAGERS AUX ANCIENS MILITAIRES. Les effets de la loi du 10 juin 1853, concernant les secours viagers à d'anciens militaires de la République et de l'Empire, sont prorogés pendant cinq années, jusqu'au 31 décembre 1870 (loi du 8 juillet 1865), B. 1312, n° 13,462, p. 82.

SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DE PRÉFECTURE. Décret qui rétablit les fonctions de secrétaire général dans soixante et une préfectures, B. 1346, n° 13,772, p. 822.

SÉNAT. Décret du 7 juillet 1865, qui prononce la clôture de la session du Sénat, ouverte le 15 février 1865, B. 1310, n° 13,454, p. 66. — Sont élevés à la dignité de sénateur : M. *Corta*, député au Corps législatif, B. 1324, n° 13,581, p. 338; — M. le vice-amiral comte *Bouët-Willamez*, B. 1327, n° 13,591, p. 354; — M. le baron *His de Butenval*, conseiller d'État, B. 1347, n° 13,780, p. 861; — M. *Silvestre de Sacy*, de l'Académie française; M. le comte de *Saint-Marsault*, préfet de Seine-et-Oise; M. le général de division comte *Gudin*, B. 1360, n° 13,916, p. 1044; — M. le général de division *d'Allonville (Armand-Octave-Marie)* et M. le général de division *Vinoy (Joseph)*, B. 1360, n° 13,920, p. 1048. — M. *Thouvenel*, sénateur, est nommé grand référendaire du Sénat, B. 1324, n° 13,582, p. 339. — M. *Boudet* est nommé premier vice-président du Sénat, et M. *Delangle* est maintenu, pour l'an-

née 1865, parmi les vice-présidents, B. 1353, n° 13,824, p. 930.

— M. *Ferdinand Barrotes* est nommé secrétaire du Sénat, B. 1353, n° 13,824, p. 931. — M. *Troplong* est nommé président du Sénat pour l'année 1866, B. 1360, n° 13,914, p. 1043. — Sont nommés pour l'année 1866 : M. *Boudet*, premier vice-président du Sénat; M. le maréchal comte *Baragney d'Hilliers*, M. le maréchal comte *Regnaud de Saint-Jean d'Angély*, M. *de Royer*, M. *Delangle*, vice-présidents du Sénat, B. 1360, n° 13,915, p. 1044.

SÉNÉGAL. Voyez *Colonies*.

SERVICE POSTAL. Voyez *Postes (Administration des)*.

SERVICES DE LA MÉDITERRANÉE ET DE L'INDO-CHINE. Voyez *Postes (Administration des)*.

SERVITUDES MILITAIRES. Voyez *Places de guerre*.

SOCIÉTÉS FINANCIÈRES. Loi du 12 juillet 1865 qui approuve les articles 1 et 2 de la convention passée, le 18 mai 1865, entre le ministre de la guerre et une société financière, pour l'exécution de divers travaux publics en Algérie, B. 1314, n° 13,486, p. 147. — Approbation de la convention passée, le 18 mai 1865, entre le ministre de la guerre et une société financière, pour l'exécution de travaux publics en Algérie, B. 1339, n° 13,712, p. 627.

SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES. Voyez *Monnaies étrangères*.

SŒURS. Voyez *Congrégations religieuses*.

SOIES. Voyez *(Conditionnement des)*.

SOUDS. Voyez *Douanes*.

SOURCES MINÉRALES. Déclaration d'intérêt public de huit sources minérales qui alimentent l'établissement de bains possédé par le sieur *Nessel* dans la commune de Soultzmatt (Haut-Rhin), et

d'une autre source minérale située dans la même commune et appartenant à cette commune, B. 1315, n° 13,514 et 13,515, p. 191. — Déclaration d'intérêt public des sources minérales du Roi, Deyeux, Peligot, Boulaud, la Pêcherie, Fourcroy, Vauquelin et du Lac, alimentant l'établissement possédé par la société des eaux minérales d'Enghien, dans la commune de ce nom (Seine-et-Oise), B. 1348, n° 13,795, p. 875. — Attribution d'un périmètre de protection aux sources d'eaux minérales qui alimentent l'établissement thermal de Bagnols, sis dans la commune de ce nom (Lozère), B. 1357, n° 13,883, p. 1009. Voyez *Intérêt public*.

SUCRES. Promulgation d'une convention relative à la législation des sucres, signée, le 8 novembre 1864, entre la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, B. 1310, n° 13,449, p. 53. — Approbation d'une déclaration concernant les sucres, signée, le 5 juillet 1865, entre la France et la Belgique, B. 1310, n° 13,450, p. 57. — Le délai de quatre mois accordé par la loi du 7 mai 1864, pour la libération

des obligations souscrites pour les sucres admis en franchise temporaire, est réduit à deux mois; cette disposition est applicable aux obligations souscrites à partir du 1^{er} septembre 1866 (loi du 8 juillet 1865, sur le budget). B. 1312, n° 13,462, p. 82. — Suppression de la surtaxe établie à l'importation des sucres bruts de betterave originaires de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, B. 1320, n° 13,547, p. 242. — Fixation des droits à appliquer aux sucres raffinés ou candis importés de Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, B. 1320, n° 13,548, p. 242.

SUÈDE. Voyez *Convention télégraphique, Conventions, Postes (Administration des), Traité de commerce*.

SUISSE. Voyez *Conventions, Conventions de poste, Convention télégraphique, Postes (Administration des), Traité de commerce*.

SUPPLÉMENTS DE CRÉDITS. Loi du 8 juillet 1865, sur les suppléments de crédits de l'exercice 1865, B. 1312, n° 13,464, p. 109. — Répartition, par chapitres, des suppléments de crédits de l'exercice 1865, B. 1330, n° 13,614, p. 473.

T

TABACS. Voyez *Administrations centrales*.

TANGER. Voyez *Postes (Administration des)*.

TARIF DES CHANCELLERIES CONSULAIRES. Voyez *Chancelleries consulaires*.

TARIF DES DOUANES À L'IMPORTATION DE CERTAINES MARCHANDISES, B. 1327, n° 13,593, p. 355.

TARIF D'OCTROI DE PARIS. Modifications et additions au tarif d'octroi, B. 1337, n° 13,675, p. 581.

TÉLÉGRAPHIE. Promulgation de la convention télégraphique internationale conclue à Paris, le

17 mai 1865, B. 1349, n° 13,797, p. 877. — Publication de la déclaration signée entre la France et la Belgique, le 30 novembre 1865, et relative aux dépêches télégraphiques échangées entre les deux pays, B. 1354, n° 13,806, p. 935. — Publication de la déclaration signée entre la France et la Suisse, le 23 décembre 1865, et relative aux dépêches télégraphiques échangées entre les deux pays, B. 1358, n° 13,888, p. 1011. Voyez *Convention télégraphique et Déclarations*.

TERRAINS. Loi du 12 juillet 1865.

qui fait cession, à titre gratuit, à la ville de Lyon, de divers terrains, sous la condition de les utiliser pour des voies et jardins publics, B. 1314, n° 14,389, p. 152.

TERRAINS DOMANIAUX. Voyez *Domaines*.

TERRAINS INCULTES. Voyez *Boisement*.

TERRAINS INSALUBRES. Voyez *Assainissement de terrains*.

TIMBRE. Le timbre des quittances de produits et revenus de toute nature délivrées par les comptables de deniers publics est réduit à vingt centimes. La délivrance de ces quittances est obligatoire. Les receveurs de l'enregistrement procèdent à la formalité du visa pour timbre proportionnel par l'application de timbres mobiles (loi du 8 juillet 1865, relative au budget de 1866), B. 1312, n° 13,462, p. 78.

TIMBRES MOBILES. Création, 1° d'un nouveau timbre mobile du prix de vingt centimes pour l'exécution de l'article 4 de la loi du 8 juillet 1865; 2° d'un type unique pour ce nouveau timbre et pour les différents timbres mobiles de dimension établis pour l'exécution des lois des 2 juillet 1862, 13 mai 1863 et 8 juin 1864, B. 1318, n° 13,537, p. 229. Voyez *Timbre*.

TISSUS ESPAGNOLS, MECKLENBOURGEOIS ET DES PAYS-BAS. Voyez *Importations*.

TITRES DE RENTES ÉTRANGÈRES. Voyez *Monnaies étrangères*.

TITRES DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES. Voyez *Monnaies étrangères*.

TOUAGE. Autorisation de l'établissement d'un service de touage sur chaîne noyée sur la ligne navigable de Paris à Mons, entre Conflans-Sainte-Honorine et Condé, B. 1328, n° 13,606, p. 375.

TOULOUSE (VILLE DE). Voyez *Routes, Rampes, etc.*

TOUR ET TAXIS (LA). Voyez *Postes (Administration des)*.

TRAITÉ DE COMMERCE. Les dispositions du traité de commerce conclu, le 9 juin 1865, avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes-unis de Suède et de Norvège, aux villes libres et anseatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, B. 1317, n° 13,529, p. 218. — Dispositions concernant les navires du grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin venant des possessions britanniques en Europe, B. 1317, n° 13,530, p. 219. — Promulgation du traité de commerce et de navigation conclu, le 7 juillet 1865, entre la France et les Pays-Bas, B. 1328, n° 13,605, p. 365. — Application aux pays y désignés des dispositions du traité de commerce conclu, le 7 juillet 1865, avec les Pays-Bas, B. 1331, n° 13,621, p. 489. — Décret portant que les dispositions des traités de commerce conclus, le 4 mars 1865, avec les villes de Brême, Hambourg et Lubeck, et, le 9 juin 1865, avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, sont applicables aux Pays-Bas, B. 1331, n° 13,622, p. 490. — Dispositions concernant les navires des Pays-Bas venant des possessions britanniques en Europe, B. 1331, n° 13,624, p. 491. — Décret qui approuve l'acte d'acceptation, par la France, de l'accession du grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz au traité de commerce et de navigation, à la convention littéraire et au protocole de clôture conclus, le 9 juin 1865, entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, B. 1338, n° 13,703, p. 616.

TRAITÉS. Promulgation de l'acte d'accession de la Turquie au traité signé à Londres, le 29 mars 1864, pour l'union des îles Ioniennes au royaume de Grèce, B. 1323, n° 13,576, p. 321. — Pro-

mulgation du traité de limites conclu à Courtray, le 28 mars 1820, entre la France et les Pays-Bas, B. 1338, n° 13,702, p. 605.

TRANSFORMATION DE LA FLOTTE. Voyez *Armée de mer*.

TRAVAUX. Exécution des travaux d'élargissement et de rectification de la rivière du Beuvron (Loir-et-Cher), B. 1312, n° 13,467, p. 119. — Exécution des travaux nécessaires pour défendre la ville de Barrême contre les inondations de l'Asse-Clumane (Basses-Alpes), B. 1312, n° 13,468, p. 119. — Loi du 12 juillet 1865, qui approuve les articles 1 et 2 de la convention passée, le 18 mai 1865, entre le ministre de la guerre et une société financière, pour l'exécution de travaux publics en Algérie, B. 1314, n° 13,486, p. 147. — Défense du hameau de Freyssenet (Ardèche) contre les inondations du torrent du Planchet, et réunion en association syndicale des propriétaires intéressés à l'exé-

cution des travaux, B. 1336, n° 13,668, p. 578. — Exécution de travaux pour la défense de la ville de Laval (Mayenne) contre les inondations de la Mayenne, B. 1349, n° 13,802, p. 898. — Report à l'exercice 1865 d'une portion des crédits ouverts sur l'exercice 1864 pour l'exécution des travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations, B. 1360, n° 13,918, p. 1046. Voyez *Barrages, Canaux, Chemins de fer, Fonds de concours, Marais, Ville de Paris*.

TRAVAUX DE LA VILLE DE PARIS. Voyez (*Caisse des*).

TRAVAUX MILITAIRES. Voyez *Fonds de concours*.

TUNIS. Voyez *Postes (Administration des)*.

TURQUIE. Voyez *Convention télégraphique, Postes (Administration des), Traités*.

TYPHUS CONTAGIEUX. Voyez *Importations*.

U

UNION DOUANIÈRE. Voyez *Conventions*.

UNIVERSITÉ DE FRANCE. Voyez *Académie, Bourses, Collège de France, Lycées*.

URUGUAY (RÉPUBLIQUE DE L'). Voyez *Arrangement*.

UTILITÉ PUBLIQUE. Déclaration d'utilité publique du rachat des péages de plusieurs ponts de Lyon, B. 1359, n° 13,900, p. 1033. Voyez *Associations syndicales, Chemins de fer, Marais, Ponts, Ports, Routes, Travaux, Ville de Paris*.

V

VACANCES. Voyez *Cour des comptes*.

VENTES DE BIENS DE L'ÉTAT. Voyez *Forêts*.

VENTES PUBLIQUES. Voyez *Magasins généraux de marchandises*.

VILLE DE LYON. Loi du 12 juillet 1865, relative au rachat des péages de plusieurs ponts de Lyon, B. 1314, n° 13,488, p. 151. — Loi du 12 juillet 1865, qui fait cession, à titre gratuit, à la ville de Lyon, de divers terrains, sous

la condition de les utiliser pour des voies et jardins publics, B. 1314, n° 13,489, p. 152. — Loi du 12 juillet 1865, qui autorise la ville de Lyon, 1° à proroger la durée du remboursement d'une somme restant due sur un emprunt contracté en vertu de la loi du 22 juin 1854; 2° à émettre des obligations au porteur; 3° à contracter un emprunt, B. 1314, n° 13,496, p. 163. — Déclaration

d'utilité publique du rachat des péages de plusieurs ponts de Lyon, B. 1359, n° 13,900, p. 1033.

VILLE DE PARIS. Loi du 12 juillet 1865, qui autorise la ville de Paris à emprunter une somme de deux cent cinquante millions pour l'exécution de divers travaux d'utilité publique, B. 1311, n° 13,456, p. 69. — Décret du 19 octobre 1864, qui, 1° déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement destiné à relier le marché à bestiaux de Paris avec le chemin de fer de Ceinture; 2° approuve une convention passée, le 25 juillet 1864, entre la ville de Paris et le syndicat du chemin de fer de Ceinture, pour la construction et l'exploitation dudit embranchement, B. 1314, n° 13,501, p. 171. — Déclaration d'utilité publique, dans la ville de Paris, du prolongement des rues de Laval et Baudin, B. 1331, n° 13,620,

p. 488. — Approbation du traité conclu, le 8 mars 1865, entre la ville de Paris et MM. Leroi, Sourdis et compagnie, pour l'exécution de diverses opérations de voirie, B. 1336, n° 13,655, p. 567. — Modifications et additions au tarif d'octroi de Paris, B. 1337, n° 13,675, p. 581. — Déclaration d'utilité publique, dans la ville de Paris, du prolongement du boulevard Hausmann, ainsi que de diverses autres opérations de voirie, B. 1360, n° 13,917, p. 1044. Voyez *Cuisse des travaux*, *Fonds de concours*, *Jardin du Luxembourg*.

VILLE DE TOULOUSE. Voyez *Routes*, *Rampes*, etc.

VILLES DE BRÊME, HAMBOURG ET LUBECK. Voyez *Importations et Traité de commerce*.

VIREMENT DE CRÉDITS. Voyez *Algérie* et *Ministères*.

VISA POUR TIMBRE. Voyez *Timbre*.

VOIRIE. Voyez *Ville de Paris*.

W

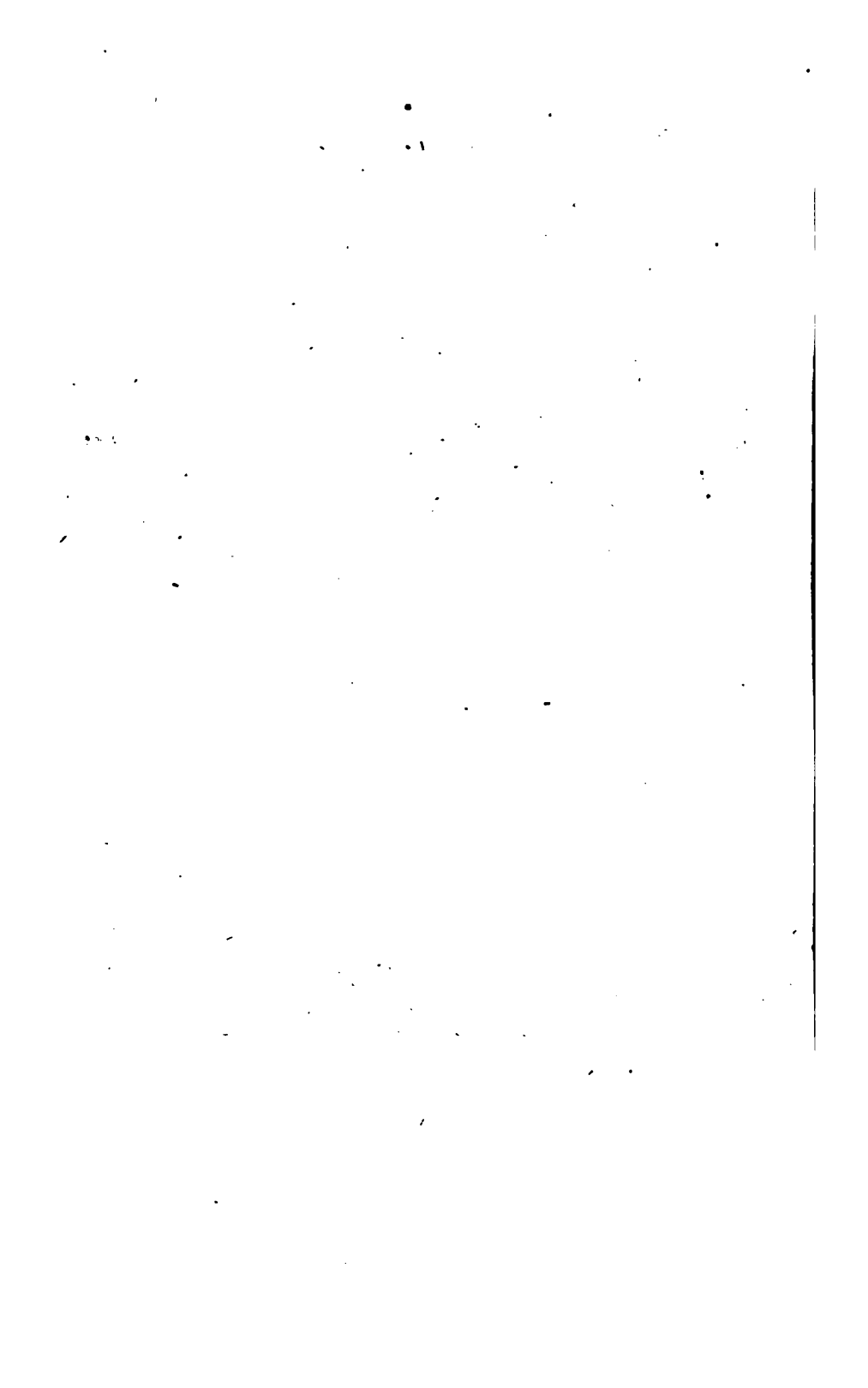
WURTEMBERG. Voyez *Conventions* et *Convention télégraphique*.

Z

ZOLLVEREIN. Voyez *Traité de commerce*.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES LOIS ET DÉCRETS DU TOME XLVI.







To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

100-3-40

--	--	--

Stanford Law Library



3 6105 062 464 370

349.44

F81

11th ser

v. 26

1865

594763

